









C-78

C-78

Publications

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

PROJET DE LOI C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence

First reading, April 15, 1999

Première lecture le 15 avril 1999



PRESIDENT OF THE TREASURY BOARD

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR



First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act

PROJET DE LOI C-78

Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence

First reading, April 15, 1999

Première lecture le 15 avril 1999

SUMMARY

The Bill establishes an independent Public Sector Pension Investment Board with a mandate to invest employee and employer pension contributions made under the Public Service, Canadian Forces and Royal Canadian Mounted Police (RCMP) pension plans. New pension funds are created under each plan in respect of service after April 1, 2000

The Bill also amends these plans so the employee contribution rate under each is set independently of those under the Canada Pension Plan. Employee rates under each plan are frozen until 2003, and set by Treasury Board subsequently, subject to limits. Existing plan surpluses are reconciled with current liabilities, and mechanisms for managing future surpluses are established. The three existing pension advisory committees are strengthened to ensure employee and pensioner input to the design, administration and funding of the plans, the term life insurance component of the Public Service plan is improved and survivor benefits are extended to an expanded class of beneficiaries. Several authorities are proposed to provide increased flexibility under the Canadian Forces and RCMP plans. Canada Post Corporation is directed to establish its own pension plan as of October 1, 2000, and transitional arrangements are provided in connection with this.

SOMMAIRE

Le texte prévoit la constitution de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public dont le mandat sera de gérer et de placer les contributions des employés et des employeurs versées aux termes des régimes de pension de la fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. De plus, il prévoit la constitution de caisses de retraite en ce qui touche le service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs après le 1er avril 2000.

Le texte prévoit que les taux de contribution seront établis sans qu'il soit tenu compte de ceux du Régime de pensions du Canada. Les taux seront gelés jusqu'en 2003; par la suite, ils seront fixés par le Conseil du Trésor, sous réserve des limites applicables. Il y est également prévu des mesures permettant d'ajuster les surplus actuels des régimes au passif et de gérer les surplus éventuels. Les dispositions régissant les comités consultatifs en matière de pension sont revues de façon à permettre une plus grande participation des employés à la conception, à la gestion et au financement des régimes de pension. De plus, de nouvelles mesures élargissent le champ d'application des prestations payables aux survivants au profit de nouveaux bénéficiaires, améliorent le régime d'assurance-vie temporaire de la fonction publique et accroissent la souplesse des régimes des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Par ailleurs, la Société canadienne des postes pourra établir son propre régime de pension à compter du 1er octobre 2000, des mesures transitoires étant prévues à cet égard.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO ESTABLISH THE PUBLIC SECTOR PENSION INVESTMENT BOARD, TO AMEND THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT, THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT, THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT, THE DEFENCE SERVICES PENSION CONTINUATION ACT, THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PENSION CONTINUATION ACT, THE MEMBERS OF PARLIAMENT RETIRING ALLOWANCES ACT AND THE CANADA POST CORPORATION ACT AND TO MAKE A CONSEQUENTIAL

15.

Appointment of officers

LOI CONSTITUANT L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DES RÉGIMES DE PENSIONS DU SECTEUR PUBLIC ET MODIFIANT LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE, LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES, LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, LA LOI SUR LA CONTINUATION DE LA PENSION DES SERVICES DE DÉFENSE, LA LOI SUR LA CONTINUATION DES PENSIONS DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE DES PARLEMENTAIRES, LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES ET UNE AUTRE LOI EN

TABLE ANALYTIQUE

AMENDMENT TO ANOTHER ACT CONSÉQUENCE SHORT TITLE TITRE ABRÉGÉ 1. Short title 1. Titre abrégé INTERPRETATION **DÉFINITIONS** 2. 2. Definitions Définitions CONSTITUTION OF THE BOARD CONSTITUTION DE L'OFFICE 3. Board established 3. Constitution **OBJECTS AND POWERS** MISSION ET POUVOIRS 4. Objects 4. Mission 5. Powers of Board 5. Capacité d'une personne physique MANAGEMENT GESTION Board of Directors Conseil d'administration Conseil d'administration 6. Board of directors 6. 7. 7. Obligation de gérer Principal duties 8. 8. Délégation Power to delegate Administrateurs Directors 9. Appointment of directors 9. Durée du mandat 10. Nominating committee 10. Comité 11. Reappointment of directors 11. Nouveau mandat 12. 12. Rémunération des administrateurs Remuneration of directors 13. Resignation 13. Date de prise d'effet de la démission Président Chairperson 14. Chairperson 14. Président Officers Dirigeants

15.

Nomination des dirigeants

16. Obligation 16. Obligations 17. Duty to comply 17. Observation 18. Directors' and officers' insurance 18. Assurance des administrateurs et dirigeants Décisions 19. Décisions Conflicts of Interest 20. Communication des intérêts Dispositions générales 21. No constructive notice 21. Règle d'interprétation 22. Validité 22. Validité 23. Assertions 23. Opposabilité interdite RÉGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statutory Instruments Act does not apply 26. Statut COMMITÉES COMITÉS Comité de vérification 27. Audit and investment committees 27. Comité de vérification et de placement Audit Committee 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification 29
18. Directors' and officers' insurance Decisions of Board of Directors 19. Decisions 19. Décisions Conflit d' intérêts 20. Communication des intérêts General 21. No constructive notice 22. Validity of acts 23. Assertions 24. Règle d'interpitation By-LAWS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Committee 27. Audit and investment committees Audit Committee 28. Duties of audit committee Pécisions Conflit d' intérêts Communication des intérêts Dispositions générales 20. Communication des intérêts Dispositions générales 21. Règle d'interprétation 22. Validité 23. Opposabilité interdite RèGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre Comités Comités Comités Comités Comités Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
Decisions of Board of Directors 19. Decisions Conflicts of Interest Conflicts of Interest Conflicts of Interest 20. Communication des intérêts Dispositions générales 21. No constructive notice 21. Règle d'interprétation 22. Validité 23. Assertions 24. Règlements administratifs Pay-LAWS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Constitution 27. Audit and investment committees Audit Committee Audit Committee 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
19. Decisions Conflicts of Interest Conflicts of Interest 20. Disclosure of director's interest General 21. No constructive notice 22. Validity of acts 23. Assertions BY-LAWS By-laws Copy to Minister Copy to Minister Communication des intérêts Dispositions générales 21. Règle d'interprétation 22. Validité 23. Opposabilité interdite RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre Communication Communication des intérêts Dispositions générales RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre Communication Communication Communication Communication 26. Statut Communication 27. Comités de vérification et de placement Audit Committee Comité de vérification
Conflicts of Interest 20. Disclosure of director's interest Ceneral Ceneral 21. No constructive notice 22. Validity of acts 23. Assertions 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment COMMITTEES Audit and investment committees Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee Communication des intérêts Dispositions générales 21. Règle d'interprétation 22. Validité 23. Opposabilité interdite RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statut COMITÉS Constitution 27. Comités de vérification et de placement Audit Committee Comité de vérification
20. Disclosure of director's interest General 21. No constructive notice 22. Validity of acts 23. Assertions 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment 27. Audit and investment committees Audit Committee 28. Duties of audit committee 20. Communication des intérêts Dispositions générales 21. Règle d'interprétation 22. Validité 22. Validité 23. Opposabilité interdite RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statut COMITÉS COMITÉS Comités Comités Comités Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
20. Disclosure of director's interest General 21. No constructive notice 22. Validity of acts 23. Assertions 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Committee Audit Committee 20. Communication des intérêts Dispositions générales 21. Règle d'interprétation 22. Validité 23. Opposabilité interdite RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs Copie au ministre Statut COMITÉS Comités Comités Comités Comités Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
Dispositions générales
21. No constructive notice 22. Validity of acts 22. Validité 23. Assertions 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply 27. Audit and investment committees 28. Duties of audit committee 29. Validité 20. Validité 22. Validité 23. Opposabilité interdite RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statut COMITÉS Comités Constitution 27. Comités de vérification et de placement Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
22. Validité 23. Assertions 23. Opposabilité interdite BY-LAWS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Committee Audit Committee Audit Committee 28. Duties of audit committee 29. Validité RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statut Comités Comités Comités Comités Comités de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
23. Assertions BY-LAWS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Committees Audit Committee 28. Duties of audit committee 29. Opposabilité interdite RèGLEMENTS ADMINISTRATIFS Règlements administratifs 25. Copie au ministre 26. Statut Comités Comités Comités Comités Comités de vérification 27. Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
BY-LAWS RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS 24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply 26. Statut COMMITTEES Establishment Constitution 27. Audit and investment committees Audit Committee 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
24. By-laws 25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply 26. Statutory Instruments Act does not apply 27. Audit and investment committees 28. Duties of audit committee 29. Règlements administratifs 29. Copie au ministre 20. Statut COMITÉS COMITÉS Comités Comités Comités de vérification et de placement Comité de vérification 28. Fonctions du comité de vérification
25. Copy to Minister 26. Statutory Instruments Act does not apply 26. Statut COMMITTEES Establishment Constitution 27. Audit and investment committees Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
26. Statutory Instruments Act does not apply COMMITTEES Establishment Constitution 27. Audit and investment committees Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
COMMITTEES Establishment Constitution 27. Audit and investment committees Audit Committee Comitée de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comitée de vérification
Establishment Constitution 27. Audit and investment committees 27. Comités de vérification et de placement Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
27. Audit and investment committees 27. Comités de vérification et de placement Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
Audit Committee Comité de vérification 28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
28. Duties of audit committee 28. Fonctions du comité de vérification
29. Audit committee may request consideration of matters 29. Réunions des administrateurs
30. Auditor's right to attend meetings 30. Présence du vérificateur
Investment Committee Comité de placement
31. Duties of investment committee 31. Fonction du comité de placement
INVESTMENTS PLACEMENTS
32. Investment policies, standards and procedures 32. Normes en matière de placement
33. Duty of investment managers 33. Conseillers en placement
FINANCIAL MANAGEMENT GESTION FINANCIÈRE
Financial Year Exercice
34. Financial year 34. Exercice
Financial Statements États financiers
35. Books and systems 35. Documents comptables
Auditor's Report Rapport du vérificateur
36. Annual auditor's report 36. Rapport annuel du vérificateur
37. Notice of errors and omissions 37. Avis d'erreurs et d'omissions

Auditor		Vérificateur		
38.	Appointment of auditor	38.	Nomination	
39.	Definition of "firm of accountants"	39.	Définition de « cabinet de comptables »	
	Right to Information		Accès aux renseignements	
40.	Right to information	40.	Accès aux renseignements	
41.	Duty to provide information	41.	Obligation de fournir certains renseignements	
	Qualified Privilege		Immunité du vérificateur	
42.	Qualified privilege	42.	Immunité relative	
	Special Audit		Vérification spéciale	
43.	Special audit	43.	Vérification spéciale	
	Special Examination		Examens spéciaux	
44.	Special examination	44.	Examens spéciaux	
45.	Report	45.	Rapport	
46.	Who conducts examination	46.	Examinateur	
	REPORTING		RAPPORTS	
	Quarterly Statements		États financiers trimestriels	
47.	Statements to go to ministers	47.	Envoi des états financiers aux ministres	
	Annual Report		Rapport annuel	
48.	Annual report required	48.	Rapport annuel	
	MEETINGS		RÉUNIONS	
49.	Meetings	49.	Réunions	
	REGULATIONS		RÈGLEMENTS	
50.	Regulations	50.	Règlements	
	OFFENCE		INFRACTION	
51.	False statements	51.	Fausses déclarations	
	WINDING-UP		LIQUIDATION	
52.	Insolvency and winding-up	52.	Insolvabilité et liquidation	
AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT		MODIFI	MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE	
53-114	4. Public Service Superannuation Act	53-114.	. Loi sur la pension de la fonction publique	
AMENDMENTS TO THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCE CANADIENNES				
115-16	58. Canadian Forces Superannuation Act	115-168	8. Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes	

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

169-206. Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du

Canada

AMENDMENTS TO THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE

SUPERANNUATION ACT

169-206. Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

MODIFICATION D'AUTRES LOIS AMENDMENTS TO OTHER ACTS 207-215. Loi sur la continuation de la pension des services de défense 207-215. Defence Services Pension Continuation Act 216-223. Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation 216-223. Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada Act 224-226. Loi sur les allocations de retraite des parlementaires 224-226. Members of Parliament Retiring Allowances Act Loi sur la Société canadienne des postes Canada Post Corporation Act 227. 227. CONSEQUENTIAL AMENDMENT MODIFICATION CORRÉLATIVE 228. Payment Clearing and Settlement Act 228. Loi sur la compensation et le règlement des paiements DISPOSITIONS TRANSITOIRES TRANSITIONAL PROVISIONS 229. Transitional provisions 229. Disposition transitoire COMING INTO FORCE ENTRÉE EN VIGUEUR 230-231. Coming into force 230-231. Entrée en vigueur

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1^{re} session, 36^e législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-78

BILL C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Superannuation Act. Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Public Sector Pension Investment Board Act.

INTERPRETATION

2. The definitions in this section apply in this Act.

"Board" means the Public Sector Pension Investment Board established by section 3.

"by-law" means a by-law of the Board.

"entity" means a body corporate, a trust, a partnership, an unincorporated association or organization, Her Majesty in right of Canada or of a province or an agency of Her Majesty in right of Canada or of a province 15 and the government of a foreign country or any political subdivision or agency of the government of a foreign country.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

conséquence

canadienne des postes et une autre loi en

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'Office d'investissement des 5 régimes de pensions du secteur public.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« entité » Personne morale, fiducie, société de personnes, organisation ou association non dotée de la personnalité morale, de même 10 que Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et ses organismes et le gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques et ses organismes.

« filiale » Personne morale appartenant à cent 15 pour cent à l'Office, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient à cent pour cent, même indirectement, à l'Office.

« fonds »

« filiale »

20 « tonds »

Short title

Definitions

"Board" « Office »

"by-law" Version seulement

"entity"

"fund" « fonds » "fund" means

- (a) the Canadian Forces Pension Fund or the Canadian Forces Superannuation Investment Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act, 5 or, if regulations are made under section 59.1 of that Act, a fund established under the regulations;
- (b) the Public Service Pension Fund or the Public Service Superannuation In-10 vestment Fund, within the meaning of the Public Service Superannuation Act; or
- (c) the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Invest-15 ment Fund, within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

"Minister" " ministre "Minister" means the President of the Treasury Board.

"prescribed" Version anglaise

"prescribed" means prescribed by regulation.

"subsidiary"

"subsidiary" means a corporation that is wholly owned by the Board directly or indirectly through any number of subsidiaries each of which is wholly owned directly or 25 indirectly by the Board.

CONSTITUTION OF THE BOARD

Board

3. (1) There is established a body corporate to be known as the Public Sector Pension Investment Board.

Not agent of Her Majesty

(2) The Board is not an agent of Her 30 Majesty.

Not part of public service of Canada

(3) Directors, officers, employees, and agents and mandataries, of the Board are not part of the public service of Canada.

Head office

(4) The head office of the Board shall be in 35 the National Capital Region as described in the schedule to the National Capital Act.

Canada Corporations Act

(5) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

- a) La Caisse de retraite des Forces canadiennes ou le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien- 5 nes, ou, en cas de prise de règlements au titre de l'article 59.1 de cette loi, un fonds constitué au titre de ceux-ci:
- b) la Caisse de retraite de la fonction publique ou le Fonds de placement du 10 compte de pension de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique;
- c) la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada ou le Fonds de place-15 ment du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

20 « ministre » Le président du Conseil du Tré-20 « ministre » "Minister" sor.

« Office » L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public constitué par l'article 3.

« Office » "Board"

CONSTITUTION DE L'OFFICE

3. (1) Est constitué l'Office d'investisse-25 Constitution ment des régimes de pensions du secteur public, doté de la personnalité morale.

(2) L'Office n'est pas mandataire de Sa Majesté.

Nonmandataire de Sa Majesté

(3) Les administrateurs, les dirigeants, les 30 Adminisemployés et les mandataires de l'Office ne font pas partie de l'administration publique fédérale.

tration fédérale

Siège social

- (4) Le siège social de l'Office est situé dans la région de la capitale nationale définie à 35 l'annexe de la Loi sur la capitale nationale.
- (5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du 40 Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

Loi sur les corporations canadiennes

Financial Adminis

(6) Part X of the Financial Administration Act does not apply to the Board.

(6) La partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques ne s'applique pas à l'OffiLor sur la gestion des

OBJECTS AND POWERS

Objects

- **4.** (1) The objects of the Board are
- (a) to manage amounts that are transferred to it under subsections 54(2) and 55.2(5) 5 and section 59.4 of the Canadian Forces Superannuation Act, subsections 43(2) and 44.2(5) of the Public Service Superannuation Act and subsections 28(2) and 29.2(5) of the Royal Canadian Mounted Police 10 Superannuation Act in the best interests of the contributors and beneficiaries under those Acts; and
- (b) to invest its assets with a view to achieving a maximum rate of return, with- 15 out undue risk of loss, having regard to the funding, policies and requirements of the pension plans established under the Acts referred to in paragraph (a) and the ability of those plans to meet their financial 20 obligations.

Costs of

operation Consultation

- (2) The costs associated with the operation of the Board shall be paid out of the funds.
- (3) The Minister shall determine from which funds the costs shall be paid, but no 25 les coûts sont payés. Aucune somme ne peut amount shall be taken out of the Canadian Forces Pension Fund or the Canadian Forces Superannuation Investment Fund — or, if regulations are made under section 59.1 of the Canadian Forces Superannuation Act, from 30 sont pris en vertu de l'article 59.1 de la Loi sur the fund referred to in section 59.3 of that Act - without consulting the Minister of National Defence, or from the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Superannua-35 Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du tion Investment Fund without consulting the Solicitor General of Canada.

Powers of Board

- 5. (1) The Board has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.
- (2) The Board and its subsidiaries shall not, directly or indirectly, carry on any business or activity or exercise any power that is inconsistent with the Board's objects, or that the Board

MISSION ET POUVOIRS

4. (1) L'Office a pour mission :

- a) de gérer, dans l'intérêt des contributeurs 5 et des bénéficiaires des régimes en cause, les sommes transférées en application des paragraphes 54(2) et 55.2(5) et de l'article 59.4 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, des paragraphes 43(2)10 et 44.2(5) de la Loi sur la pension de la fonction publique et des paragraphes 28(2) et 29.2(5) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada:
- b) de placer son actif en vue d'un rendement 15 maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu du financement et des principes et exigences des régimes ainsi que de l'aptitude de ceux-ci à s'acquitter de leurs obligations financières.
- (2) Les coûts liés à la gestion de l'Office sont payés sur les fonds.

- (3) Le ministre détermine sur quels fonds être payée en ce qui touche la Caisse de 25 retraite des Forces canadiennes, le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et, si des règlements la pension de retraite des Forces canadiennes, 30 en ce qui touche le fonds visé à l'article 59.3 de cette loi sauf après consultation du ministre de la Défense nationale et, en ce qui touche la Canada et le Fonds de placement du compte de 35 pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, sauf après consultation du solliciteur général du Canada.
- 5. (1) L'Office a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la capacité 40 40 d'une personne physique.
 - (2) L'Office, non plus que ses filiales, ne peut exercer, directement ou indirectement, ni pouvoirs ni activités incompatibles avec sa mission ou avec les restrictions imposées par 45

No inconsistent business or activity

is restricted by this Act from carrying on or exercising, and shall not, directly or indirectly, exercise any of its powers in a manner contrary to this Act.

No invalidity

Consultation

- (3) No act of the Board, including a transfer 5 of property, is invalid by reason only that the Board was without the capacity or power to so
- (4) The Minister shall consult the Board if changes to pension plan design or funding are 10 ment à tout changement relatif à l'économie proposed with respect to the pension plans created under the Acts referred to in paragraph 4(1)(a).

la présente loi; il lui est aussi interdit d'exercer, directement ou indirectement, ses attributions en violation de la présente loi.

(3) Les actes de l'Office, notamment en matière de transfert de biens, ne sont pas nuls 5 au seul motif qu'ils ont été accomplis sans pouvoir habilitant.

Validité des

Consultation

(4) Le ministre consulte l'Office relativeou au financement des régimes constitués par 10 les lois visées à l'alinéa 4(1)a).

MANAGEMENT

Board of Directors 6. (1) The Board shall be managed by a

Disqualified

Board of

persons

- the Chairperson.
- (2) The following persons are disqualified from being directors:
 - (a) a person who is less than 18 years of age;
 - (b) a person who is of unsound mind and has 20 been so found by a court in Canada or elsewhere;
 - (c) a person who has the status of a bankrupt;
 - (d) a person who is not a natural person; 25
 - (e) a person who is an agent or employee of Her Majesty in right of Canada;
 - (f) a person who is a member of the Senate or House of Commons of Canada or a member of a provincial legislature; 30
 - (g) a person who
 - (i) is entitled to or has been granted a pension benefit under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal 35 Canadian Mounted Police Superannuation Act,
 - (ii) is entitled to or has been granted a superannuation or pension benefit of a prescribed kind that is payable out of the 40 Consolidated Revenue Fund and is chargeable to a Superannuation Account or another account in the accounts of Canada or is payable out of a fund, or

GESTION

Conseil d'administration

6. (1) Le conseil d'administration de l'Offiboard of directors of 12 directors, including 15 ce se compose de douze administrateurs, dont le président.

Conseil d'administration

(2) Ne peut être administrateur la person-15 Inadmissi-

- a) qui est âgée de moins de dix-huit ans;
- b) dont les facultés mentales ont été jugées altérées par un tribunal, même étranger;
- c) qui a le statut de failli;
- 20
- d) qui n'est pas une personne physique;
- e) qui est mandataire ou employée de Sa Majesté du chef du Canada;
- f) qui est membre du Sénat ou de la Chambre des communes, ou d'une législa-25 ture provinciale;
- g) qui, selon le cas:
 - (i) est en droit de recevoir, ou s'est vu accorder, une pension de retraite au titre de la Loi sur la pension de la fonction 30 publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,
 - (ii) est en droit de recevoir, ou s'est vu 35 accorder, une pension de retraite d'un type réglementaire, payable sur le Trésor et imputée à tout compte de pension de retraite ou à tout autre compte ouvert parmi les comptes du Canada ou payable 40 sur un fonds.

- (iii) is subject to a superannuation or pension fund or plan under which he or she may become entitled to a benefit referred to in subparagraph (i) or (ii);
- (h) a person who is an agent or employee of 5 the government of a foreign country or any political subdivision of a foreign country;
- (i) a person who is not a resident of Canada.

(iii) est assujettie à un fonds ou à un régime de retraite ou de pension aux termes duquel elle peut devenir admissible à une prestation visée aux sous-alinéas (i) ou (ii);

h) qui est employée d'un gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques ou en est le manda-

7. (1) Sous réserve des autres dispositions

de la présente loi, le conseil d'administration

assure ou surveille la gestion des affaires et

i) qui n'est pas résidente du Canada.

7. (1) Subject to this Act, the board of 10 directors shall manage or supervise the management of the business and affairs of the

Board.

(2) Without limiting the generality of

- subsection (1), the board of directors shall
 - (a) on an annual basis, establish written investment policies, standards and procedures for each fund that the Board manages;
 - (b) monitor the officers and employees of the Board to ensure compliance with the 20 investment policies, standards and procedures established under paragraph (a);
 - (c) prepare or have prepared financial statements for each fund on a quarterly and on an annual basis in accordance with this 25 Act:
 - (d) establish procedures for the identification of real or potential conflicts of interest and procedures to resolve those conflicts;
 - (e) establish a code of conduct for officers 30 and employees of the Board; and
 - (f) designate a committee of the board of directors to monitor application of the conflict of interest procedures and the code 35 of conduct.

8. (1) Subject to subsection (2) and the by-laws, the board of directors may delegate to the Chairperson, to a committee of the board of directors or to any officer of the Board any of the powers or duties of the board 40 of directors.

8. (1) Le conseil d'administration peut, sous réserve des règlements administratifs, déléguer ses pouvoirs à un de ses comités, au président ou à un dirigeant de l'Office.

Limits on

Power to

delegate

- (2) The board of directors may not delegate the power to
 - (a) adopt, amend or repeal by-laws;
- (2) Il ne peut toutefois déléguer les pouvoirs 40 Interdictions suivants:
 - a) prendre, modifier ou abroger des règlements administratifs;

Specific duties

Principal

duties

(2) Le conseil d'administration doit, notam-15 Obligations 15 ment:

activités de l'Office.

a) établir, sur une base annuelle, des principes, normes et procédures en matière de placement pour chaque fonds dont l'Office est chargé de la gestion:

b) surveiller le personnel et faire en sorte qu'il se conforme à ces principes, normes et procédures:

- c) établir ou faire établir, pour chaque fonds, des états financiers trimestriels et 25 annuels en conformité avec la présente loi;
- d) instituer des mécanismes de détection et de résolution des conflits d'intérêts réels ou potentiels;
- e) formuler un code de déontologie pour le 30
- f) désigner l'un des comités du conseil d'administration pour surveiller l'application de ce code et des mécanismes visés à 35 l'alinéa d).

- (b) establish the Board's investment policies, standards and procedures;
- (c) fill a vacancy in a committee of directors:
- (d) appoint officers to the Board or fix their 5 remuneration; or
- (e) approve the annual financial statements of the Board and any other financial statements issued by the Board.

b) établir des principes, normes et procédures en matière de placement;

- c) pourvoir les vacances survenues au sein d'un comité d'administrateurs;
- d) nommer les dirigeants et fixer leur 5 rémunération:
- e) approuver les états financiers annuels et autres de l'Office.

Directors

Appointment of directors

- 9. (1) Each director shall be appointed by 10 the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to hold office during good behaviour for the term, not exceeding three years, that will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the terms of office of 15 échelonnés de manière que leur expiration au not more than one half of the directors.
- (2) The recommendation of the Minister under subsection (1) shall be made from the list of qualified candidates proposed by the nominating committee established under sec-20 tion 10.

Nominating

Recommen-

list of nominating

- 10. (1) The Minister shall establish a nominating committee to establish a list of qualified candidates for proposed appointment as directors. The committee shall consist 25 teur. Le comité est composé des huit membres of eight members appointed as follows:
 - (a) an independent chairperson appointed by the Minister after consulting with the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada who, at the 30 time of appointment,
 - (i) is not entitled to nor has been granted a pension benefit under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal 35 Canadian Mounted Police Superannuation Act.
 - (ii) is neither entitled to nor has been granted a superannuation or pension benefit of a prescribed kind that is 40 payable out of the Consolidated Revenue Fund and is chargeable to a Superannuation Account or another account in the accounts of Canada or is payable out of a fund, and

Administrateurs

9. (1) Les administrateurs sont, sur recommandation du ministre, nommés à titre inamo-10 vible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs de trois ans au maximum, ces mandats étant, dans la mesure du possible, cours d'une même année touche au plus la 15 moitié d'entre eux.

Durée du mandat

(2) Le ministre ne peut recommander que des candidats figurant sur la liste établie par le comité constitué en vertu de l'article 10.

Recommandation du

- 10. (1) Le ministre constitue un comité 20 Comité chargé d'établir une liste de personnes compétentes pour remplir les fonctions d'administrasuivants:
 - a) un président indépendant qui est nommé 25 par le ministre après consultation du ministre de la Défense nationale et du solliciteur général du Canada et qui, au moment de sa nomination, remplit les conditions suivan-30
 - (i) il n'est pas en droit de recevoir ni ne s'est vu accorder — une pension de retraite au titre de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien-35 nes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,
 - (ii) il n'est pas en droit de recevoir ni ne s'est vu accorder - une pension de retraite d'un type réglementaire, payable 40 sur le Trésor et imputée à tout compte de pension de retraite ou à tout autre compte

- (iii) is not subject to a superannuation or pension fund or plan under which he or she may become entitled to a benefit referred to in subparagraph (i) or (ii);
- (b) two members appointed by the Minister, 5 after the Minister has received recommendations from the advisory committee referred to in section 41 of the Public Service Superannuation Act, one of whom must represent persons employed in the Public 10 Service within the meaning of that Act:
- (c) one member appointed by the Minister who is in receipt of a pension under any of the Canadian Forces Superannuation Act, the Public Service Superannuation Act and 15 the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act;
- (d) two members appointed by the Minister of National Defence after that minister has received recommendations from the advi-20 sory committee referred to in section 49.1 of the Canadian Forces Superannuation Act: and
- (e) two members appointed by the Solicitor General of Canada after that minister has 25 received recommendations from the advisory committee referred to in section 25.1 of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

ouvert parmi les comptes du Canada, ou payable sur un fonds,

- (iii) il n'est pas assujetti à un fonds ou un régime de retraite ou de pension aux termes duquel il peut devenir admissible 5 à une prestation visée aux sous-alinéas (i) ou (ii):
- b) deux membres nommés par le ministre, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 41 de la Loi sur la pension 10 de la fonction publique, dont l'un doit représenter les personnes employées dans la fonction publique, au sens de cette loi;
- c) un membre que le ministre choisit parmi les personnes recevant une pension au titre 15 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;
- d) deux membres nommés par le ministre de la Défense nationale, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 49.1 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes;
- e) deux membres nommés par le solliciteur général du Canada, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 25.1 de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. 30

(2) Le mandat des membres du comité est d'une durée de cinq ans et est renouvelable plus d'une fois.

Term of office

(2) The members of the nominating com- 30 mittee hold office for five years and are eligible for reappointment for one or more additional terms.

Removal

- (3) The minister who appoints a member
- may remove that member at any time.

Disqualified persons

(4) When the nominating committee is establishing a list of suitable candidates for appointment as directors, it shall take into account that the persons referred to in subsection 6(2) are not eligible to be directors. 40

Factors for

(5) When the nominating committee is establishing a list of qualified candidates for proposed appointment as directors, it shall have regard to the desirability of having on the board of directors a sufficient number of 45 financière reconnue ou une expérience de directors with proven financial ability or

(3) Les membres du comité sont nommés à 35 35 titre amovible.

(4) Dans le cadre de l'établissement de la liste, le comité tient compte du fait que ne peut être nommée à un poste d'administrateur toute personne visée au paragraphe 6(2).

Révocation

(5) Dans le cadre de l'établissement de la 40 Compétence liste, le comité tente d'assurer, autant que faire se peut, la présence au conseil d'un nombre suffisant de personnes ayant une compétence travail propre à aider l'Office à accomplir sa45

5

relevant work experience such that the Board will be able to effectively achieve its objects.

Reappointment of directors

11. (1) A director is eligible for reappointment for one or more additional terms of office.

11. (1) Le mandat des administrateurs est renouvelable plus d'une fois.

Nouveau mandat

Removal

(2) The Governor in Council may remove a director for cause.

(2) Un administrateur peut faire l'objet d'une révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Révocation

Continuation in office

(3) If no person is appointed to take office as a director on the expiry of the term of an incumbent director, the incumbent director 10 jusqu'à la nomination de son remplacant. continues in office until a successor is appointed.

(3) S'il n'est pas pourvu à sa succession, le mandat de l'administrateur se prolonge Prolongation du mandat

Vacancy

(4) If a person ceases to be a director during the term for which the person was appointed, the Minister shall consult the list established 15 pour le reste du mandat après avoir tenu by the nominating committee and shall appoint a qualified person to hold office as a director for the remainder of the term.

(4) En cas de vacance en cours de mandat, le ministre nomme une personne compétente 10 mandat compte de la liste établie par le comité.

Vacance en cours de

Remuneration of directors

12. A director is entitled to receive from the Board the remuneration that may be fixed by 20 ce la rémunération fixée par règlement admithe by-laws, which remuneration shall be fixed having regard to the remuneration received by persons having similar responsibilities and engaged in similar activities.

12. Les administrateurs recoivent de l'Offinistratif compte tenu de la rémunération 15 accordée aux personnes ayant des fonctions et des responsabilités semblables.

Rémunération des teurs

Resignation

13. (1) The resignation of a director be-25 comes effective at the time the Board receives a written resignation or at the time specified in the resignation, whichever is later.

13. (1) La démission d'un administrateur prend effet au moment où l'Office en recoit un avis écrit ou, si elle est ultérieure, à la date que 20 précise celui-ci.

Date de prise d'effet de la démission

Copy of resignation

(2) The Board shall send a copy of a director's resignation to the Clerk of the Privy 30 tion de l'avis, l'Office en envoie copie au Council within 15 days after receiving it.

(2) Dans les guinze jours suivant la récepgreffier du Conseil privé.

Double de la démission

Chairperson

Chairperson

14. (1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister after the Minister has consulted with the board of directors, the Minister of National Defence 35 solliciteur général du Canada, le gouverneur and the Solicitor General of Canada, designate one of the directors as Chairperson to hold office during good behaviour.

Président

14. (1) Sur recommandation du ministre 25 Président faite après consultation des administrateurs, du ministre de la Défense nationale et du en conseil désigne, à titre inamovible, l'un des administrateurs au poste de président. 30

Removal

- (2) The Governor in Council may remove the Chairperson for cause.
 - (2) Le président peut faire l'objet d'une 40 révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Révocation

Presiding at meetings

- (3) The Chairperson shall preside at all meetings of the board of directors and may exercise the powers and perform the duties and functions that are specified by the board of directors.
- (3) Il préside les réunions du conseil et exerce les attributions que celui-ci lui délègue.

des réunions

Replacement

(4) If the Chairperson is absent at any meeting of the board of directors, one of the directors present who is chosen to so act by the directors present shall preside and have all the powers, duties and functions of the Chairper- 10 son.

(4) En cas d'absence du président, les administrateurs présents choisissent l'un 5 d'entre eux pour présider la réunion et exercer les attributions du président.

président

Incapacity of Chairperson

(5) If the Chairperson is incapable of performing his or her duties or there is a vacancy in the office of Chairperson, the Minister may designate another director to 15 attributions du président. exercise the powers and perform the duties and functions of the Chairperson.

(5) En cas d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigne l'un des administrateurs pour exercer les 10

Remunera-Chairperson

(6) The Chairperson is entitled to receive from the Board the remuneration that may be fixed by the by-laws, which remuneration 20 tif compte tenu de la rémunération accordée shall be fixed having regard to the remuneration received by persons having similar responsibilities and engaged in similar activities.

(6) Le président recoit de l'Office la rémunération fixée par règlement administraaux personnes ayant des fonctions et des 15 responsabilités semblables.

Rémunéra

Officers

Appointment of officers

15. (1) The board of directors may, subject 25 to the by-laws, designate the offices of the Board, appoint officers of the Board and specify their duties.

Dirigeants

15. (1) Le conseil d'administration peut, sous réserve des règlements administratifs, établir les postes de direction, en nommer les titulaires et préciser les fonctions de ceux-ci. 20

Two or more

(2) A director is not eligible to be appointed an officer of the Board. 30 nommés à des postes de direction.

(2) Les administrateurs ne peuvent être

- (3) A person may hold two or more offices of the Board.
- (3) La même personne peut occuper plusieurs postes de direction.

Standard

Obligation

- 16. (1) Every director and officer of the Board in exercising any of the powers of a director or an officer and in discharging any of 35 agir: the duties of a director or an officer shall
 - (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Board; and
 - (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise 40 in comparable circumstances.

Diligence

16. (1) Les administrateurs et les dirigeants 25 Obligations doivent, dans l'exercice de leurs fonctions.

- a) avec intégrité et de bonne foi, pour servir au mieux les intérêts de l'Office:
- b) avec le soin, la diligence et la compéten-30 ce dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.

Special knowledge or

(2) A director or officer of the Board who in fact possesses, or by reason of profession or business ought to possess, a particular level of knowledge or skill relevant to the director's or officer's powers or duties shall employ that particular level of knowledge or skill in the exercise of those powers or the discharge of those duties.

(2) L'administrateur ou le dirigeant qui a ou devrait avoir, compte tenu de sa profession ou de son entreprise, des connaissances ou aptitudes utiles dans l'exercice de ses fonctions est 5 tenu de les mettre en oeuvre.

Compétences

Exception

Reliance on statements

- (3) A director or an officer of the Board is deemed to comply with subsections (1) and (2) 10 les paragraphes (1) et (2) l'administrateur ou if he or she relies in good faith on
 - (a) financial statements of the Board represented by an officer of the Board, or represented in a written report of the Board's auditor, to be a fair reflection of the 15 financial condition of the Board: or
 - (b) a report of an accountant, lawyer, notary or other professional person whose profession lends credibility to a statement made by the person. 20

Duty to comply

17. (1) Every director, officer and employee of the Board shall comply with this Act and the by-laws.

No exculpation

(2) No provision in any contract, in any resolution of the Board or in the by-laws 25 résolution ou d'un règlement administratif ne relieves any director, officer or employee of the Board from the duty to act in accordance with this Act or relieves a director, officer or employee from liability for a breach of the Act.

Directors' and insurance

18. (1) The Board may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer of the Board, a former director or officer of the Board, or any person who acts or acted at the Board's request as a director or 35 officer of an entity of which the Board is or was a shareholder or in which the Board has or had a financial interest — and the personal representatives of that person - against any liability incurred by the person in that capacity 40 responsabilité est liée au fait qu'ils n'ont pas unless the liability relates to a failure to act honestly and in good faith.

If no insurance

(2) If the Board does not purchase and maintain insurance under subsection (1), the Board shall indemnify each person referred to 45 in that subsection, out of the funds, against any

(3) Est réputé avoir agi en conformité avec

le dirigeant qui s'appuie de bonne foi sur : a) des états financiers de l'Office reflétant

fidèlement la situation de celui-ci, d'après 10 l'un des dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur;

b) tout rapport des personnes dont la profession donne une certaine crédibilité aux déclarations qu'elles font, notamment 15 les avocats, notaires ou comptables.

17. (1) Les administrateurs, dirigeants et employés sont tenus d'observer la présente loi ainsi que les règlements administratifs de 1'Office. 20

Observation

(2) Aucune disposition d'un contrat, d'une peut exonérer les administrateurs, les dirigeants ou les employés de l'obligation d'observer la présente loi ni de la responsabilité 25 découlant d'un manquement à cette obliga-30 tion.

Obligation absolue.

18. (1) L'Office peut souscrire au profit de ses administrateurs ou ses dirigeants ou de leurs prédécesseurs, ainsi que des personnes 30 teurs et qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité pour une entité dont il est ou était actionnaire ou dans laquelle il a ou a eu un intérêt financier, une assurance couvrant la responsabilité encourue en leur qualité d'ad-35 ministrateur ou de dirigeant, sauf lorsque cette agi avec intégrité et de bonne foi. Il peut également le faire au profit de leur représen-

Assurance administradirigeants

(2) S'il ne souscrit pas d'assurance couvrant la responsabilité de la personne visée au paragraphe (1), l'Office l'indemnise du dommage découlant de sa responsabilité encourue

Absence d'assurance liability incurred by the person in that capacity, so long as the person acted honestly and in good faith.

en qualité d'administrateur ou de dirigeant si elle a agi avec intégrité et de bonne foi.

Decisions of Board of Directors

Decisions

19. Apart from the meeting required by section 49, the board of directors, or any committee of the board of directors, need not have any meetings unless required to do so by the by-laws. It shall make decisions by majority vote of a quorum of members, either in person or otherwise, in accordance with the 10 ou participent autrement à la réunion — en by-laws.

19. Sauf application de l'article 49, le 5 conseil d'administration et ses comités n'ont pas à tenir de réunion à moins que les 5 règlements administratifs ne l'exigent. Les décisions sont prises à la majorité des membres formant quorum — qu'ils soient présents conformité avec les règlements.

Conflit d'intérêts

Disclosure of director's

Time of

director

disclosure for

20. (1) A director or officer of the Board shall disclose in writing to the Board or request to have entered in the minutes of a meeting of the board of directors or one of its 15 mander qu'elles soient consignées au procèscommittees the nature and extent of the director's or officer's interest, as prescribed,

Conflicts of Interest

- (a) as a party to a transaction or proposed transaction with the Board: or
- (b) as a director or an officer of any entity 20 that is a party to a transaction or proposed transaction with the Board or as a person who holds a material interest in any such
- (2) The disclosure must be made, in the case 25 of a director.
 - (a) at the meeting at which a proposed transaction is first considered:
 - (b) if the director was not at the time of that meeting interested in a proposed transac-30 tion, at the first meeting after the director becomes so interested:
 - (c) if the director becomes interested after a transaction is made, at the first meeting after the director becomes so interested; or 35
 - (d) if a person who is interested in a transaction later becomes a director, at the first meeting after the person becomes a director.

Time of disclosure for

- (3) The disclosure must be made, in the case 40 of an officer.
 - (a) without delay after the officer becomes aware that the transaction or proposed

- 20. (1) Doit communiquer par écrit à l'Office la nature et l'étendue de l'intérêt, selon les règlements, qu'il détient - ou deverbal d'une réunion du conseil d'administra-15 tion ou d'un de ses comités - l'administrateur ou le dirigeant qui est :
 - a) soit partie à une transaction ou à un projet de transaction avec l'Office:
 - b) soit administrateur ou dirigeant d'une 20 entité partie à une telle transaction ou un tel projet, ou qui possède un intérêt important
- (2) La communication se fait, dans le cas d'un administrateur, lors de la première ré-25

Moment de la

- a) au cours de laquelle le projet de transaction est étudié:
- b) suivant le moment où l'administrateur qui n'avait aucun intérêt dans le projet de 30 transaction en acquiert un;
- c) suivant le moment où l'administrateur acquiert un intérêt dans la transaction après sa conclusion:
- d) suivant le moment où devient adminis-35 trateur une personne ayant déjà un intérêt dans la transaction.
- (3) Le dirigeant doit, pour sa part, effectuer la communication sans délai après :

Moment de la

transaction is to be considered or has been considered at a meeting of the board of directors or one of its committees;

- (b) if the officer becomes interested after the transaction is made, without delay after 5 the officer becomes so interested; or
- (c) if a person who is interested in the transaction later becomes an officer, without delay after the person becomes an 10 officer.
- a) avoir appris que la transaction ou le projet a été ou sera examiné lors d'une réunion du conseil d'administration ou d'un de ses comités:
- b) avoir acquis l'intérêt, s'il l'acquiert après 5 la conclusion de la transaction:
- c) être devenu dirigeant, lorsqu'il détient déjà un intérêt.

(4) Si la transaction ou le projet ne requiert

Time of disclosure for director or

(4) If a transaction or proposed transaction is one that, in the ordinary course of the Board's business, would not require approval by the board of directors, a director or officer shall disclose in writing to the Board or 15 le dirigeant a connaissance de la transaction request to have entered in the minutes of a meeting of the board of directors or one of its committees the nature and extent of the interest of the director or officer without delay after the director or officer becomes aware of 20 the transaction or proposed transaction.

pas normalement l'approbation du conseil 10 d'administration, la règle énoncée au paragraphe (1) s'applique dès que l'administrateur ou ou du projet.

Moment de la cation dans les autres cas

Voting

- (5) A director referred to in subsection (1) shall not vote on a resolution or participate in a discussion to approve the transaction mentioned in that subsection unless the transaction 25 ver la transaction, sauf si celle-ci vise: is
 - (a) one relating primarily to the director's remuneration as a director of the Board or one of its subsidiaries:
 - (b) one for insurance or indemnity under 30 section 18: or
 - (c) one with a subsidiary.

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the board of directors or to one of its committees by a director or officer, 35 relativement à une transaction, que l'adminisdeclaring that the director or officer is a director or officer of, or has a material interest in, an entity and is to be regarded as interested in any transaction made with that entity, is a sufficient declaration of interest in relation to 40 possède dans celle-ci un intérêt important et any transaction so made.

Avoidance

(7) A transaction between the Board and one or more of its directors or officers, or between the Board and another entity of which a director or officer of the Board is a director 45 trateur ou dirigeant l'un de ses administrateurs or officer or in which a director or officer of

- (5) L'administrateur visé au paragraphe (1)15 Vote ne peut participer ni au vote ni aux discussions sur la résolution présentée pour faire approu
 - a) essentiellement sa rémunération en qualité d'administrateur de l'Office ou d'une 20 de ses filiales:
 - b) l'assurance ou l'indemnité visées à l'article 18:
 - c) une filiale de l'Office.
- (6) Pour l'application du présent article, il 25 Déclaration suffit, pour déclarer l'intérêt qu'il détient trateur ou le dirigeant de l'Office donne au conseil d'administration, ou à un de ses comités, un avis général les informant qu'il est 30 administrateur ou dirigeant d'une entité ou doit être considéré comme avant un intérêt dans toute transaction conclue avec elle.
- (7) Aucune transaction entre l'Office et soit 35 Normes l'un de ses administrateurs ou dirigeants, soit une autre entité dont est également adminisou dirigeants ou dans laquelle celui-ci a un

relatives à la nullité

the Board has a material interest, is not null. void or voidable by reason only of that relationship or by reason only that a director with an interest in the transaction is present at or is counted to determine the presence of a 5 quorum at a meeting of the board of directors or on one its committees that authorized the transaction, if

- (a) the director or officer disclosed the interest in accordance with subsection (2), 10 (3), (4) or (6):
- (b) the transaction was approved by the directors: and
- (c) the transaction was reasonable and fair to the Board at the time it was approved.

Application to

(8) If a director or officer of the Board fails to disclose an interest in a transaction in accordance with this section, a court may, on the application of the Board, set aside the transaction on any terms that it thinks fit.

Meaning of "transaction"

(9) In this section, "transaction" includes a contract, a guarantee and an investment.

General

notice

21. No person dealing with the Board or with any person who has acquired rights from the Board is deemed to have notice or 25 connaissance du contenu d'un document knowledge of the contents of a document, other than an Act of Parliament or any instrument required to be published in the Canada Gazette pursuant to the Statutory Instruments Act, concerning the Board by 30 a été rendu public ou qu'on peut l'obtenir au reason only that the document is available at the head office of the Board or has been made public.

Validity of acts

22. An act of the Chairperson or other director of the Board, or of the chief executive 35 ou le fait qu'ils ne satisfont pas à toutes les officer or other officer of the Board, is not invalid by reason only of an irregularity in that person's appointment or a defect in that person's qualifications.

Assertions

23. The Board may not assert against a 40 person dealing with the Board — or with a person who has acquired rights from the Board — other than one who has knowledge that the facts asserted are true

(8) Lorsque l'un des administrateurs ou dirigeants a omis, en violation du présent article, de révéler son intérêt dans une transac-15 tion, le tribunal peut, à la demande de l'Office, 20 annuler la transaction selon les modalités qu'il

intérêt important, n'est entachée de nullité

pour ce seul motif ou au motif que l'un de ces

administrateurs est présent ou permet d'at-

teindre le quorum requis à la réunion du

autorisé la transaction, si, d'une part, l'admi-

nistrateur ou le dirigeant a communiqué ou

déclaré son intérêt conformément aux paragraphes (2), (3), (4) ou (6) et les administra-

et, d'autre part, celle-ci était, à cette époque,

équitable pour lui.

teurs de l'Office ont approuvé la transaction, 10

conseil d'administration ou du comité qui a 5

(9) Pour l'application du présent article, « transaction » s'entend notamment d'un 20 contrat, d'une garantie ou d'un placement.

21. Les personnes qui traitent avec l'Office ou ses ayants droit ne sont pas présumées avoir concernant l'Office, sauf une loi fédérale ou 25 un texte qui doit être publié dans la Gazette du Canada en application de la Loi sur les textes réglementaires, du seul fait que ce document siège de l'Office.

- 22. Une irrégularité dans leur nomination conditions d'aptitude ne porte pas en soi atteinte à la validité des actes d'un administrateur, du président, du premier dirigeant ou 35 d'un autre dirigeant de l'Office.
- 23. L'Office ne peut opposer à des personnes qui traitent avec lui ou ses ayants droit - sauf si elles ont connaissance de la réalité — le fait que : 4()

Opposabilité

- (a) that this Act or the by-laws have not been complied with; or
- (b) that a document issued by a director, officer or an agent or mandatary of the Board having apparent authority to issue 5 the document is not valid or genuine by reason only that the person who issued the document lacked actual authority to issue the document.

BY-LAWS

By-laws

- 24. (1) The board of directors may make 10 by-laws that are consistent with this Act to govern the conduct and management of the Board's business and affairs, including bylaws
 - (a) for the administration, management and 15 control of the Board's property;
 - (b) governing the calling of meetings of the board of directors and its committees, the time and place of those meetings and the quorum and procedure in all matters relat-20 ing to those meetings;
 - (c) respecting the functions, duties and remuneration of the directors, officers and employees of the Board; and
 - (d) respecting the establishment of commit-25 tees of the board of directors and the appointment of members to those committees.

Effective date

(2) A by-law is effective as soon as it is made or on a later date that may be stated in 30 effet dès leur adoption par le conseil d'admithe by-law to be its effective date.

Copy to

25. (1) The board of directors shall provide a copy of every by-law and every amendment to or repeal of any by-law to the Minister, the General of Canada within 14 days after its effective date.

By-laws available to the public

(2) A copy of every by-law shall be kept at the head office of the Board. Anyone is entitled, during the usual business hours of the 40 consulter pendant les heures normales d'ou-Board, to examine the by-laws and, on payment of a reasonable fee, to make copies of or take extracts from them.

- a) la présente loi ou ses règlements administratifs n'ont pas été observés;
- b) un document délivré par un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires apparemment habilité à le faire n'est pas 5 valide ou authentique pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas le pouvoir nécessai-

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Règlements administratifs

- 24. (1) Le conseil d'administration peut, par règlement administratif compatible avec la 10 présente loi, régir la conduite de ses travaux et la gestion de ses affaires, notamment en ce qui touche:
 - a) la gestion et la disposition de ses biens;
 - b) la convocation de ses réunions et de 15 celles de ses comités, les dates, heures et lieux de celles-ci, ainsi que le quorum et la procédure à suivre pour ces réunions;
 - c) les attributions des administrateurs, dirigeants et employés et leur rémunération;
 - d) la constitution de ses comités et la désignation de leurs membres.

(2) Les règlements administratifs prennent nistration ou à la date ultérieure qu'il peut y 25 fixer.

Prise d'effet

25. (1) Le conseil d'administration envoie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada des Minister of National Defence and the Solicitor 35 copies du règlement administratif ou, le cas 30 échéant, de son abrogation ou de toute modification dans les quatorze jours suivant sa prise d'effet.

> (2) L'Office conserve à son siège une copie des règlements administratifs, que 1'on peut35 verture et, sur paiement d'un droit raisonnable, photocopier en tout ou en partie.

Copie au

Copie au siège social 15

Statutory Instruments Act does not apply

26. The Statutory Instruments Act does not apply in respect of by-laws.

26. La Loi sur les textes réglementaires ne s'applique pas aux règlements administratifs pris par le conseil d'administration.

COMMITTEES

Establishment

Andit and committees

27. (1) The board of directors shall establish an audit committee and an investment committee.

Other committees

(2) The board of directors may establish the other committees that it considers necessary and assign to them the duties that it considers appropriate.

Constitution

27. (1) Le conseil d'administration doit constituer deux comités chargés respective- 5 de placement 5 ment de la vérification et des placements.

(2) Le conseil d'administration peut, en tant que de besoin, constituer d'autres comités et leur attribuer les fonctions qu'il estime indiquées.

Values

Audit Committee

Duties of audit committee

28. The audit committee shall

- (a) require the Board's management to implement and maintain appropriate internal control procedures;
- (b) review, evaluate and approve those internal control procedures;
- (c) review and approve the Board's annual financial statements and report to the board of directors before those statements are approved by the board of directors:
- (d) meet with the Board's auditor to discuss 20 the Board's annual financial statements and the auditor's report;
- (e) review all investments and transactions that could adversely affect the return on the Board's investments that are brought to the 25 committee's attention by the Board's auditor or officers:
- (f) meet with the chief internal auditor of the Board, or with the person acting in a similar capacity, and with the Board's manage- 30 ment, to discuss the effectiveness of the internal control procedures; and
- (g) perform the other duties that the board of directors assigns to it.
- 29. The board of directors shall consider, on 35 request of the audit committee, a matter of concern to the committee.

Comité de vérification

28. Le comité de vérification a pour tâche :

Fonctions du

- a) de veiller à ce que les mécanismes appropriés de contrôle interne soient mis en place par la direction de l'Office;
- b) de revoir, d'évaluer et d'approuver ces 15 mécanismes:
- c) d'examiner les états financiers annuels de l'Office, de les approuver et d'en faire rapport au conseil d'administration avant leur approbation par celui-ci;
- d) de rencontrer le vérificateur pour discuter de son rapport et des états financiers annuels:
- e) de vérifier tous les placements et opérations susceptibles de nuire au rendement sur 25 le capital investi que le vérificateur ou un dirigeant porte à son attention;
- f) de rencontrer le vérificateur en chef interne, ou la personne exerçant des fonctions analogues, ainsi que la direction de 30 l'Office, pour discuter de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne:
- g) de remplir les autres fonctions que le conseil d'administration lui attribue.
- 29. Sur demande du comité de vérification, 35 Réunions des le conseil d'administration est tenu d'étudier les questions qui intéressent le comité.

Audit committee may request consideration of matters

Auditor's right to attend meetings

30. (1) The Board's auditor is entitled to receive notice of and to attend meetings of the board of directors and meetings of the audit committee, at the Board's expense, and to be the auditor's duties.

Présence du

Rights if no meeting

- (2) If the board of directors or the audit committee proposes to make a decision with respect to matters referred to in subsection (1) entitled to notice of a proposed decision to be made by the board or the committee and the proposed decision shall not be made until the auditor has been given the opportunity to make submissions on the matter in writing, in 15 règlements administratifs. accordance with the by-laws.
- 30. (1) Le vérificateur doit recevoir avis de chacune des réunions du conseil d'administration et du comité de vérification; il a le droit d'y assister, aux frais de l'Office, et d'y être heard at those meetings on matters relating to 5 entendu sur les questions qui relèvent de son 5 mandat.
- (2) Si le conseil d'administration ou le comité de vérification se propose de prendre une décision relativement à une question visée without holding a meeting, the auditor is 10 au paragraphe (1) sans tenir de réunion, le 10 vérificateur a le droit de recevoir copie de la décision projetée. Elle ne peut être prise avant que celui-ci ait eu la possibilité de présenter ses observations par écrit, conformément aux 15

Droit du vérificateur

Requiring auditor's attendance

Duties of

investment

(3) The Board's auditor shall attend meetings of the audit committee, if requested to do so by a member of the audit committee - and shall attend meetings of the board of directors, 20 d'assister, aux frais de l'Office, aux réunions if requested to do so by a director - at the Board's expense.

(3) Le vérificateur est en outre tenu, sur demande, selon le cas, d'un membre du comité de vérification ou d'un administrateur. du comité ou du conseil d'administration.

Présence obligatoire

Investment Committee

31. The investment committee shall

- (a) perform the duties that are assigned to it 25 by the board of directors;
- (b) approve the engagement of investment managers empowered with discretionary authority to invest the assets of the Board:
- (c) meet with the officers and employees of the Board to discuss the effectiveness of the 30 Board's investment policies and achievement of the Board's objects;
- (d) require management to implement and maintain appropriate procedures to
 - (i) monitor the application of the Board's 35 investment policies, standards and procedures, and
 - (ii) ensure that the Board's agents and mandataries comply with this Act and the Board's investment policies, standards 40 and procedures; and
- (e) review, evaluate and approve management's procedures referred to in paragraph (d).

Comité de placement

31. Le comité de placement s'acquitte des tâches suivantes:

Fonction du comité de placement

- a) il exerce les fonctions qui lui sont déléguées par le conseil d'administration;
- b) il approuve les contrats des conseillers en 25 placement engagés par l'Office avec tous pouvoirs en matière de placement;
- c) il rencontre les membres du personnel de l'Office afin de discuter avec eux de l'efficacité des politiques de placement de 30 l'Office et de la réalisation de sa mission;
- d) il impose à la direction l'obligation d'établir des procédures pour :
 - (i) surveiller la mise en oeuvre des principes, normes et procédures de l'Of-35 fice en matière de placement,
 - (ii) faire en sorte que les mandataires de celui-ci s'y conforment de même qu'à la présente loi;
- e) il revoit, évalue et approuve les procédu-40 res visées à l'alinéa d).

INVESTMENTS

Investment procedures

32. Subject to the regulations, the board of directors shall establish, and the Board and its subsidiaries shall adhere to, investment policies, standards and procedures that a person of with the property of others.

Duty of managers

33. Every investment manager who invests the assets of the Board shall do so in accordance with this Act and the Board's investment policies, standards and procedures.

FINANCIAL MANAGEMENT

Financial Year

period beginning on April 1 in one calendar year and ending on March 31 in the next

34. The financial year of the Board is the

PLACEMENTS

32. Sous réserve des règlements, l'Office et ses filiales sont tenus de se conformer aux principes, normes et procédures en matière de placement que le conseil d'administration ordinary prudence would exercise in dealing 5 établit sur le modèle de ceux qu'une personne 5 prudente mettrait en oeuvre lorsqu'elle traite avec le bien d'autrui.

33. Les conseillers en placement effectuent leurs placements pour l'Office en conformité avec la présente loi ainsi qu'avec les princi-10 10 pes, normes et procédures de l'Office.

GESTION FINANCIÈRE

Exercice

34. L'exercice de l'Office correspond à la nant le 31 mars de l'année suivante.

période commençant le 1er avril et se termi-

Financial Statements

calendar year.

Books and

Financial year

- 35. (1) The Board shall, in respect of itself 15 and each of its subsidiaries, cause
 - (a) books of account and records to be kept for each fund:
 - (b) financial and management control and information systems and management prac- 20 tices to be maintained; and
 - (c) a record of the investments held by each fund during the financial year to be kept, showing
 - (i) the book value of each investment,
 - (ii) the market value of each investment and the information that would permit the verification of that value, and
 - (iii) the information that would permit the determination of whether the require- 30 ments of this Act and the investment policies, standards and procedures have been met.
- (2) The books, records, systems and practices required by subsection (1) shall be kept and 35 l'Office s'efforce d'assurer, dans la mesure du maintained in a manner that will provide reasonable assurance that
 - (a) the Board's assets and those of its subsidiaries are safeguarded and con-40 trolled;

États financiers

- 35. (1) L'Office veille, en ce qui concerne 15 Documents tant lui-même que ses filiales :
 - a) à faire tenir des documents comptables pour chaque fonds;
 - b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de 20 contrôle et d'information et à faire appliquer des méthodes de gestion;
 - c) à faire tenir pour chaque exercice un registre des placements présentant, pour chaque fonds:
 - (i) la valeur comptable de chacun d'eux,
 - (ii) leur valeur marchande et l'information permettant de la vérifier,
 - (iii) les renseignements permettant de vérifier si les exigences de la présente loi 30 et les principes, normes et procédures en matière de placement ont été respectés.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), possible et tant pour lui que pour ses filiales: 35
 - a) la protection et le contrôle de l'actif;

Manner in which books, etc., to be kept

- (b) the Board's transactions and those of its subsidiaries are in accordance with this Act and the by-laws, or the by-laws of its subsidiaries; and
- (c) the Board's financial, human and physi- 5 cal resources and those of its subsidiaries are managed economically and efficiently and that the Board's operations and those of its subsidiaries are carried out effectively.
- b) la conformité des opérations avec la présente loi ainsi qu'avec ses règlements administratifs ou ceux des filiales:
- c) une gestion économique et efficiente des ressources financières, humaines et maté- 5 rielles et l'efficacité des opérations.

Internal audit

- (3) The Board shall cause internal audits to 10 be conducted, in respect of itself and each of its subsidiaries, to assess compliance with subsections (1) and (2).
- (3) Afin de surveiller l'observation des paragraphes (1) et (2), l'Office fait procéder à des vérifications internes de ses opérations et de celles de ses filiales. 10

Vérification interne

Annual statements

- (4) The Board shall cause annual financial statements, in respect of itself and each of its 15 ses filiales, des états financiers annuels en subsidiaries, to be prepared in accordance with generally accepted accounting principles.
- (4) Il fait établir, à l'égard de lui-même et de conformité avec les principes comptables généralement reconnus.

Étate financiers annuels

Contents of statements

- (5) The annual financial statements shall show the information and particulars that in 20 l'information générale et particulière que le the opinion of the directors are necessary to present fairly, in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants, 25 Manuel de l'Institut canadien des comptables the financial position for each fund as at the end of the financial year to which it relates and the results of the operations of the Board for that financial year.
- (5) Ces documents contiennent également 15 Contenu des documents conseil d'administration juge nécessaire pour présenter fidèlement, selon les principes comptables généralement reconnus - principalement ceux qui sont énoncés dans le 20 agréés —, la situation financière de chaque fonds à la clôture de l'exercice. Ils contiennent également les résultats des opérations de l'Office. 25

Ouarterly

- (6) During each financial year, the Board 30 shall cause quarterly financial statements to be prepared for each three-month period of the year. The quarterly statements shall
 - (a) show the same information for the most recent three-month period as is required to 35 be set out in the Board's annual financial statements; and
 - the part of the year up to the date of the statements in relation to the corresponding 40
- (6) Au cours de chaque exercice, l'Office États financiers fait établir, pour chacun des quatre trimestres, trimestriels des états financiers présentant pour la période
- (b) show the same information in respect of period in the preceding financial year.

Approval by board of directors

- (7) The board of directors shall approve the annual financial statements and that approval shall be evidenced by the signature of at least one director of the Board.
- (7) Le conseil d'administration de l'Office doit approuver les états financiers annuels, 35 l'approbation étant attestée par la signature 45 d'au moins un administrateur de l'Office.

en cause les mêmes renseignements que dans les états financiers annuels et comportant un 30

état financier comparatif de la partie de

l'exercice écoulée et de la période correspon-

dante de l'exercice précédent.

Approbation par le conseil d'administra-

Auditor's Report

Annual

- 36. (1) The Board shall cause an annual auditor's report to be prepared, in respect of itself and each of its subsidiaries, on
 - (a) the annual financial statements referred to in section 35:
 - (b) any revised financial statement referred to in subsection 37(3); and
 - (c) the record of investments referred to in paragraph 35(1)(c).

Contents

- (2) A report under subsection (1) shall be 10 addressed to the Board and shall
 - (a) include separate statements indicating whether, in the auditor's opinion,
 - (i) the financial statements are presented fairly in accordance with generally ac-15 cepted accounting principles.
 - (ii) the Board's transactions and those of its subsidiaries that have come to the auditor's notice in the course of the auditor's examination for the report were 20 in accordance with this Act and the by-laws, and the by-laws of the subsidiaries, and
 - (iii) the record of investments kept in accordance with paragraph 35(1)(c) fair-25 ly presents the information required by that paragraph; and
 - (b) call attention to any other matter falling within the scope of the auditor's examination for the report that, in the auditor's 30 opinion, should be brought to the attention of the Board.

Examination

(3) An auditor preparing a report under subsection (1) shall make the examination that the auditor considers necessary for the pur-35 d'établir le rapport visé au paragraphe (1). pose.

Auditing standards

(4) An auditor's examination shall be conducted in accordance with generally accepted auditing standards, the primary source of which is the Handbook of the Canadian 40 Manuel de l'Institut canadien des comptables Institute of Chartered Accountants.

Reliance on internal audit

(5) In conducting an audit under this Act, an auditor shall rely on any internal audit conducted under subsection 35(3), to the extent that the auditor considers that reliance to be 45 paragraphe 35(3). feasible.

Rapport du vérificateur

36. (1) L'Office fait établir chaque année, pour lui et ses filiales, un rapport de vérifica-

- a) des états financiers annuels prévus à
 - b) des états financiers révisés prévus au paragraphe 37(3);
- c) du registre des placements visé à l'alinéa 35(1)c).
- (2) Le rapport, qui lui est transmis, compor-10 Contenu te notamment les éléments suivants :
 - a) des énoncés distincts indiquant si, selon le vérificateur:
 - (i) les états financiers sont présentés fidèlement en conformité avec les princi-15 pes comptables généralement reconnus,
 - (ii) les opérations de l'Office et de ses filiales qui ont été portées à sa connaissance au cours des travaux menant à l'établissement de son rapport ont été 20 effectuées en conformité avec la présente loi et les règlements administratifs de l'Office ou des filiales.
 - (iii) le registre des placements visé à l'alinéa 35(1)c) présente fidèlement l'in-25 formation nécessaire pour chacun des placements;
 - b) la mention des autres questions qui entrent dans le champ des travaux de vérification devant mener à l'établissement 30 du rapport et qui, selon lui, devraient être portées à l'attention de l'Office.
- (3) Le vérificateur procède aux examens qu'il estime nécessaires pour lui permettre

- (4) Ce faisant, il applique les normes de vérification généralement reconnues, principalement celles qui sont énoncées dans le
- (5) Le vérificateur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite en conformité avec le

5

Copy to Ministers

(6) Without delay on the completion of a report under this section, the auditor shall send a copy of it to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada.

Notice of errors and omissions

37. (1) A director or officer of the Board shall without delay notify the Board's auditor and the audit committee of any error or omission of which the director or officer becomes aware in a financial statement that 10 un état financier sur lequel le vérificateur ou the auditor or a former auditor has reported on or in a report prepared by the auditor or a former auditor under section 36.

Duty of auditor

(2) When the Board's auditor, or a former auditor of the Board, is notified or becomes 15 est informé de l'existence d'une telle erreur ou aware of an error or omission in a financial statement that the auditor or former auditor has reported on or in a report prepared by the auditor or former auditor under section 36, the auditor or former auditor shall without delay 20 notify each director of the Board of the error or omission if the auditor or former auditor is of the opinion that the error or omission is material.

Correction

(3) When the directors receive a notifica-25 tion under subsection (2) of an error or omission in a financial statement or a report, the Board shall prepare a revised financial statement or the auditor or former auditor shall issue a correction to the report, and a copy of 30 ministre de la Défense nationale et au solliciit shall be given to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada

Auditor

Appointment of auditor

38. (1) The auditor of the Board shall be appointed annually by the board of directors 35 nommé chaque année par le conseil d'admiand may be removed at any time by it.

appointment

(2) On the expiry of the appointment of the auditor of the Board, the auditor is eligible for re-appointment.

Continuation

(3) Notwithstanding subsection (1), if an 40 auditor of the Board is not appointed to take office on the expiry of the appointment of an incumbent auditor, the incumbent auditor continues in office until a successor is appointed. 45

(6) Dès que le rapport est établi, le vérificateur en envoie copie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada.

Copie du rapport transmise aux ministres

37. (1) Les administrateurs et les dirigeants 5 Avis d'erreurs et de l'Office informent immédiatement le vérid'omissions ficateur et le comité de vérification de l'Office des erreurs ou omissions qu'ils trouvent dans un de ses prédécesseurs a fait un rapport ou 10 dans un rapport établi par l'un de ceux-ci en

immédiatement tous les administrateurs de

l'Office s'il estime qu'elle est importante.

conformité avec l'article 36. (2) Le vérificateur ou son prédécesseur qui omission, ou qui en trouve une, en avise 15

Obligation du

(3) À la suite de l'avis prévu au paragraphe (2), l'Office fait établir un état financier révisé ou le vérificateur ou son prédécesseur apporte 20 un rectificatif au rapport; un exemplaire du document en cause est remis au ministre, au

Rectificatif

Vérificateur

teur général du Canada.

ble.

38. (1) Le vérificateur de l'Office est 25 Nomination nistration. Celui-ci peut le révoquer à tout moment.

Renouvelle (2) Le mandat du vérificateur est renouvelament 30

Prolongation

(3) Par dérogation au paragraphe (1), s'il n'est pas pourvu à sa succession, le mandat du vérificateur se prolonge jusqu'à la nomination de son remplaçant.

du mandat

30

accountants"

- 39. (1) In this section, "firm of accountants" means a partnership, the members of which are accountants engaged in the practice of accounting, or a body corporate that is legislature of a province and engaged in the practice of accounting.
- 39. (1) Pour l'application du présent article, « cabinet de comptables » s'entend d'une société de personnes dont les membres sont des comptables exerçant leur profession ou incorporated by or under an Act of the 5 d'une personne morale constituée sous le 5 régime d'une loi provinciale pour fournir des services de comptabilité.

Definition de « cabinet de

- (2) A natural person or firm of accountants is qualified to be the auditor of the Board if
 - (a) in the case of a natural person, the person 10 is an accountant who
 - (i) is a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature of a province, 15
 - (ii) has at least five years experience at a senior level in performing audits of a financial institution,
 - (iii) is ordinarily resident in Canada, and
 - (iv) is independent of the Board, each of 20 its subsidiaries, and the directors and officers of the Board and those of each of its subsidiaries: and
 - (b) in the case of a firm of accountants, the member or officer of the firm jointly 25 designated by the firm and the Board to conduct the audit of the Board on behalf of the firm meets the qualifications described in paragraph (a).

(2) Peut être nommé vérificateur :

- a) toute personne physique qui :
 - (i) est membre en règle d'un institut ou 10 d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale,
 - (ii) possède au moins cinq ans d'expérience au niveau supérieur dans l'exerci-15 ce de la vérification d'institutions financières
 - (iii) réside habituellement au Canada.
 - (iv) est indépendante de l'Office et de ses filiales, ainsi que des administrateurs et 20 dirigeants de l'un et des autres;
- b) le cabinet de comptables dont le membre ou dirigeant désigné conjointement par le cabinet et l'Office pour la vérification satisfait aux critères énumérés à l'alinéa a). 25

Independence

- (3) For the purposes of this section,
- (a) independence is a question of fact; and
- (b) a person is deemed not to be independent if that person or any of that person's business partners
 - (i) is a business partner, director, officer 35 or employee of the Board or of any of its subsidiaries, or a business partner of any director, officer or employee of the Board or of any of its subsidiaries, or
 - (ii) has been a liquidator, trustee in 40 bankruptcy, receiver or receiver and manager of any of the Board's subsidiaries within the two years before the natural person's or the firm of accountants' proposed appointment as the 45 Board's auditor.

(3) Pour l'application du présent article :

- a) l'indépendance est une question de fait;
- b) est réputée ne pas être indépendante la personne qui, ou dont un associé:
 - (i) est associé, administrateur, dirigeant 30 ou employé de l'Office ou de l'une de ses filiales ou est associé d'un de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,
 - (ii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite d'une des 35 filiales de l'Office dans les deux ans précédant sa nomination éventuelle au poste de vérificateur de l'Office.

Joint designation

- (4) Within 15 days after appointing a firm of accountants as its auditor, the Board and the firm shall jointly designate a member or officer of the firm who has the qualifications described in paragraph (2)(a) to conduct the 5 satisfait aux critères énumérés à l'alinéa (2)a). 5 audit of the Board on behalf of the firm.
- (4) Dans les quinze jours suivant celui où il a été choisi pour procéder à la vérification, le cabinet de comptables désigne, conjointement avec l'Office, un membre ou un dirigeant qui

Désignation conjointe

Resignation

(5) An auditor of the Board who becomes disqualified under this section shall resign without delay after becoming aware of the disqualification.

(5) Le vérificateur doit démissionner dès qu'à sa connaissance il ne remplit plus les conditions requises par le présent article. 10

Démission

When resignation becomes effective

(6) A resignation of an auditor of the Board becomes effective at the time the Board receives a written resignation from the auditor or at the time specified in the resignation, whichever is later.

(6) La démission du vérificateur prend effet dès réception par l'Office d'un avis écrit à cet 10 démission effet ou à la date ultérieure que précise celui-ci.

Prise d'effet

Statement of auditor

(7) If the Board's auditor resigns or receives a notice or otherwise learns of a meeting of the board of directors at which another auditor is to be appointed in place of the auditor and the auditor objects to being replaced, the auditor 20 shall submit to the Board a written statement giving the reasons for the resignation or the reasons why the auditor objects to being replaced.

(7) Le vérificateur de l'Office qui démissionne ou qui apprend, notamment par voie d'avis, la tenue d'une réunion du conseil 15 d'administration destinée à pourvoir le poste qu'il occupe est tenu de présenter à l'Office une déclaration écrite exposant les motifs, selon le cas, de sa démission ou de son 20 opposition à son remplacement.

Déclaration vérificateur

Statement to he sent to

(8) When the Board receives a written 25 statement referred to in subsection (7) that relates to a resignation of its auditor as a result of a disagreement with the directors or officers of the Board or that relates to a replacement or proposed replacement of the auditor, the 30 d'un désaccord avec les administrateurs ou Board shall without delay send a copy of the statement to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada.

(8) L'Office fait parvenir sans délai au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada un exemplaire de la déclaration du vérificateur visé par le remplacement ou qui démissionne en raison 25 dirigeants.

Transmission déclaration

Right to Information

Right to information

40. (1) On the request of the Board's 35 auditor, the present or former directors, officers, employees or agents or mandataries of the Board shall provide to the auditor all information and explanations, and all access to records, minutes, documents, books, ac-40 counts and vouchers of the Board and its subsidiaries, that the auditor considers necessary to prepare any report required by this Act and that they are reasonably able to provide.

Accès aux renseignements

40. (1) Les administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de l'Office, ou leurs prédécesseurs, doivent, à la demande du 30 vérificateur, lui fournir des renseignements et des éclaircissements et lui donner accès aux registres, livres, comptes, pièces justificatives, procès-verbaux et autres documents de l'Office ou de ses filiales qu'il estime néces-35 saires pour établir les rapports prévus par la présente loi, et ce dans la mesure où il leur est normalement possible de le faire.

Accès aux renseigne ments

Obligation

administra

Directors'

- (2) On the request of the Board's auditor, the directors shall
 - (a) obtain from the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of any of its subsidiaries all 5 information and explanations that
 - (i) the auditor considers necessary to enable the auditor to prepare any report required by this Act, and
 - (ii) the present or former directors, 10 officers, employees, agents or mandataries are reasonably able to provide; and
 - (b) provide the auditor with the information and explanations so obtained.

Reliance on reports

No civil

liability

(3) The Board's auditor may reasonably 15 rely on any report of any other auditor of the Board.

(4) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil action 20 phe (1) ou (2) sont soustraites aux poursuites arising from having made the communication.

Duty to provide

41. The Board and its auditor shall provide the Auditor General of Canada with any records, accounts, statements or other information that the Auditor General of Canada 25 renseignements que celui-ci peut exiger. may require.

Qualified Privilege

Oualified privilege

42. Any oral or written statement or report made under this Act by the Board's auditor or a former auditor of the Board has qualified privilege.

Special Audit

Special audit

43. (1) The Minister may, if the Minister considers it necessary, appoint an auditor to conduct a special audit of the Board or any of its subsidiaries.

Costs of audit

(2) The costs of a special audit are payable 35 by the Board.

Sections 39 to 41 apply

(3) Sections 39 to 41 apply in respect of a special auditor, with any modifications that the circumstances require.

- (2) Les administrateurs de l'Office doivent. à la demande du vérificateur :
 - a) obtenir auprès des administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires d'une de ses filiales, ou de leurs prédécesseurs, les 5 renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent normalement fournir et que le vérificateur estime nécessaires pour lui permettre d'établir les rapports prévus par la présente loi;
 - b) fournir les renseignements et éclaircisse-

(3) Le vérificateur de l'Office peut normalement se fier aux rapports des autres vérificateurs de l'Office. 15

rapports

(4) Les communications orales ou écrites faites de bonne foi en application du paragra-

41. L'Office ainsi que son vérificateur sont 20 tenus de fournir au vérificateur général du Canada les documents, comptes et états et tous

Obligation de

Immunité du vérificateur

42. Les vérificateurs, ainsi que leurs prédécesseurs, jouissent d'une immunité relative en 25 ce qui concerne les déclarations orales ou 30 écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente loi.

Vérification spéciale

43. (1) Le ministre peut faire procéder à une vérification spéciale de l'Office ou d'une de 30 ses filiales s'il l'estime nécessaire et nommer à cette fin un vérificateur.

(2) Les dépenses exposées à cet effet sont à la charge de l'Office.

(3) Les articles 39 à 41 s'appliquent, avec 35 les adaptations nécessaires, au vérificateur spécial.

Special

Special Examination

44. (1) The Minister shall cause a special examination to be carried out, at least once every six years, in respect of the Board and any of its subsidiaries to determine if the systems and practices referred to in paragraph 35(1)(b)were, in the period under examination, maintained in a manner that provided reasonable assurance that they met the requirements of paragraphs 35(2)(a) and (c).

Examens spéciaux

44. (1) Le ministre fait procéder, au moins tous les six ans, à un examen spécial des opérations de l'Office et d'une de ses filiales afin de déterminer si, pendant la période considérée, la mise en oeuvre des moyens et 5 des méthodes visés à l'alinéa 35(1)b) a été, dans la mesure du possible, conforme aux dispositions des alinéas 35(2)a) et c).

Examens spéciaux

Consultation required

(2) Before causing a special examination to 10 be carried out, the Minister shall consult with the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada

(2) Auparavant, il doit toutefois consulter le ministre de la Défense nationale et le sollici-10 teur général du Canada.

Consultation

Plan

(3) Before an examiner begins a special examination, the examiner shall survey the 15 minateur étudie les moyens et les méthodes de systems and practices of the Board and of the subsidiary being examined and submit a plan to the audit committee for the examination. including a statement of the criteria to be applied in the examination. 20

(3) Avant de procéder à ses travaux, l'exal'Office et de sa filiale et établit un plan d'action, notamment quant aux critères qu'il 15 entend appliquer, qu'il présente ensuite au comité de vérification.

Plan d'action

Resolution of disagreements

(4) Disagreements, if any, between the examiner and the audit committee with respect to a plan referred to in subsection (3) may be resolved by the Minister.

(4) Les désaccords entre l'examinateur et le comité de vérification sur ce plan d'action peuvent être tranchés par le ministre. 20

Désaccord

Reliance on internal audit

(5) An examiner shall rely on any internal 25 audit conducted under subsection 35(3), to the extent that the examiner considers that reliance to be feasible.

(5) L'examinateur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite en conformité avec le paragraphe 35(3).

Utilisation des données d'une vérification interne

Rapport

Contenu

Costs of audit

(6) The costs of a special examination are payable by the Board.

(6) Les dépenses exposées à cet effet sont à 25 Dépenses 30 la charge de l'Office.

Report

45. (1) An examiner shall, on completion of the special examination, submit a report on the examiner's findings to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada. 35

45. (1) Ses travaux terminés, l'examinateur expose ses conclusions dans un rapport qu'il soumet au ministre, au ministre de la Défense

Contents

- (2) The report of an examiner shall include
- (a) a statement indicating whether, in the examiner's opinion, with respect to the criteria established under subsection 44(3). there is reasonable assurance that there are 40 no significant deficiencies in the systems and practices examined; and
- (b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.

(2) Le rapport comporte notamment deux énoncés précisant :

nationale et au solliciteur général du Canada.

a) d'une part, si, selon l'examinateur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 44(3), il peut être 35 garanti que, dans la mesure du possible, les moyens et les méthodes étudiés ne présentent pas de défauts graves;

b) d'autre part, dans quelle mesure l'examinateur s'est fié aux résultats d'une vérifica-40 tion interne.

Examinateur

Who conducts

46. (1) Subject to subsection (2), a special examination referred to in section 44 shall be carried out by the Board's auditor or, if the Minister has consulted the board of directors and is of the opinion that it is necessary, by an auditor appointed by the Minister.

Sections 39 to 41 apply

(2) Sections 39 to 41 apply in respect of an examiner as though the references in those sections to an auditor were references to an examiner.

46. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'examen spécial visé à l'article 44 est confié au vérificateur de l'Office; toutefois, dans les cas où il estime contre-indiqué de voir confier 5 l'examen à celui-ci, le ministre peut, après 5 consultation du conseil d'administration, en charger un autre vérificateur.

(2) Les articles 39 à 41 s'appliquent à l'examinateur comme s'il s'agissait du vérificateur.

REPORTING

Ouarterly Statements

Statements to go to

47. The Board shall send copies of the quarterly financial statements prepared in accordance with subsection 35(6) to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada within 45 15 days after the end of the three-month period to which they relate.

Annual Report

Annual report

48. (1) The Board shall as soon as possible, but in any case within 90 days after the end of each financial year, provide the Minister, the 20 exercice, l'Office fait parvenir un rapport Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada with an annual report on the operations of the Board in that year.

Report available to contributors

(2) The Board shall make the report available to contributors under the Canadian 25 met le rapport transmis aux ministres à la Forces Superannuation Act, the Public Service Superannuation Act, and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act as soon as is feasible after it is provided to the ministers under subsection (1).

Tabling in Parliament

(3) After receiving the annual report, the Minister shall cause it to be laid before each House of Parliament on any of the next 15 days during which that House is sitting.

Contents

- (4) The annual report shall contain
- (a) the financial statements for the financial year prepared as required under section 35;
- (b) the Board's auditor's report for the financial year prepared as required under 40 section 36:

RAPPORTS

États financiers trimestriels

47. Dans un délai de quarante-cinq jours suivant la fin du trimestre concerné, l'Office envoie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada copie des états financiers trimestriels établis 15 en conformité avec le paragraphe 35(6).

Envoi des aux ministres

Rapport annuel

48. (1) Le plus tôt possible dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de chaque annuel de ses activités pendant l'exercice au 20 ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada.

(2) Dès qu'il est possible de le faire, l'Office disposition des contributeurs visés par la Loi25 contributeurs sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de la fonction publique ou la Loi sur la pension de retraite de 30 la Gendarmerie royale du Canada.

Rapport mis à des

- (3) Le ministre en fait déposer un exemplai-30 Dépôt et re devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci qui suivent sa réception.
- (4) Le rapport annuel contient les éléments suivants:

Présentation matérielle et

- a) les états financiers de l'Office visés à l'article 35:
- b) le rapport annuel du vérificateur visé à l'article 36;

46-47-48 ELIZ. II

10

- (c) a certificate, signed by a director on behalf of the board of directors, stating that the investments of the Board held during the financial year were in accordance with this Act and the Board's investment policies, 5 standards and procedures;
- (d) a statement of the Board's objectives for the financial year and a statement of the extent to which the Board met those objectives:
- (e) a statement of the Board's objectives for the next financial year and for the foreseeable future:
- (f) a statement of the corporate governance practices of the Board; 15
- (g) a summary of the Board's investment policies, standards and procedures established under paragraph 7(2)(a) and a comparison of its most recent investment policies with investments actually held by it;
- (h) a summary of the code of conduct for officers and employees of the Board established under paragraph 7(2)(e);
- (i) a report of any special audit referred to in section 43 or any special examination 25 referred to in section 44; and
- (i) any prescribed information or other information that the Minister may require.

MEETINGS

49. The Board shall meet once a year with the members of the three advisory committees 30 les membres des comités consultatifs respectiestablished respectively under section 49.1 of the Canadian Forces Superannuation Act, section 41 of the Public Service Superannuation Act and section 25.1 of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation 35 25.1 de la Loi sur la pension de retraite de la Act in order to discuss the Board's most recent annual report.

REGULATIONS

50. The Governor in Council may make regulations

> (a) respecting the application to the Board 40 and its subsidiaries of provisions of the Pension Benefits Standards Act, 1985 and regulations made under that Act;

- c) un certificat signé, au nom du conseil d'administration, par un des administrateurs indiquant que les placements ont été effectués conformément à la présente loi ainsi qu'aux principes, normes et procédu- 5 res de l'Office en matière de placement;
- d) un énoncé des objectifs de l'Office et de la mesure dans laquelle celui-ci les a réalisés pour l'exercice en question;
- e) un énoncé des objectifs de l'Office pour 10 l'exercice suivant et l'avenir prévisible;
- f) un énoncé des pratiques de régie interne de l'Office:
- g) un sommaire des principes, normes et procédures de l'Office établis au titre de 15 l'alinéa 7(2)a) et une étude sur les placements détenus par celui-ci au regard de ses principes applicables en matière de placement:
- h) un sommaire du code de déontologie visé 20 à l'alinéa 7(2)e);
- i) le rapport sur toute vérification spéciale ou tout examen spécial visés aux articles 43
- j) les renseignements réglementaires ou 25 tout autre renseignement exigé par le minis-

RÉUNIONS

49. L'Office rencontre, une fois par année, vement constitués au titre de l'article 49.1 de 30 la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, de l'article 41 de la Loi sur la pension de la fonction publique et de l'article Gendarmerie royale du Canada afin de discu-35 ter du plus récent rapport annuel.

RÈGLEMENTS

50. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements:

a) concernant l'application à l'Office et ses filiales des dispositions de la Loi de 198540 sur les normes de prestation de pension ou de ses règlements;

Réunions

Règlements

Regulations

Meetings

- (b) adapting provisions of the Pension Benefits Standards Act, 1985 and regulations made under that Act in the manner that the Governor in Council considers appropriate for the purpose of applying them 5 to the Board and its subsidiaries;
- (c) respecting the limitations to which the Board is subject when it makes investments, so long as those limitations relate to
 - (i) borrowing and the use of derivatives, 10
 - (ii) the establishment of a percentage of the funds that must be held available for investment in Government of Canada bonds and the procedure used to determine that percentage, or 15
 - (iii) the period during which the Board must, in acquiring securities other than debt obligations of Canadian corporations for investment, substantially replicate the composition of one or more 20 widely-recognized broad market indexes of securities traded on a recognized stock exchange in Canada; and
- (d) prescribing anything that this Act provides may be prescribed or may be deter-25 mined by regulation.

OFFENCE

statements

- 51. (1) Every director, officer, employee, agent, mandatary or auditor of the Board or of any of its subsidiaries who, in carrying out a duty under this Act or the by-laws, prepares, 30 de ses filiales qui, dans l'accomplissement de signs, approves or concurs in any statement, report or other document respecting the affairs of the Board or the subsidiary that contains any false or deceptive information is guilty of an offence.
- Punishment
- (2) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction
 - (a) in the case of a natural person, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment 40 for a term not exceeding 12 months, or to both; or

- b) adaptant, de la manière qu'il juge indiquée, les dispositions de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou de ses règlements en vue de les appliquer à l'Office et ses filiales:
- c) concernant les restrictions s'appliquant à l'Office dans le cadre de ses placements en ce qui touche:
 - (i) soit l'emprunt et l'utilisation d'instruments dérivés,
 - (ii) soit le pourcentage des fonds qu'il doit mettre de côté en vue d'acheter des obligations du gouvernement du Canada et les règles applicables au calcul de 15
 - (iii) soit la période pendant laquelle l'Office est tenu, dans le cadre de l'achat de valeurs mobilières, autres que des titres de créance de sociétés canadiennes, de reproduire essentiellement la compo-20 sition d'un ou de plusieurs indices généralement reconnus comptant une vaste gamme de titres négociés dans une bourse de valeurs mobilières reconnue au Canada:
- d) en vue de toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

INFRACTION

- 51. (1) Commet une infraction l'administrateur, le membre du personnel, le vérificateur ou le mandataire de l'Office ou de l'une 30 ses fonctions en exécution de la présente loi ou de ses règlements administratifs, rédige, signe, approuve ou ratifie un état, une déclaration, un rapport ou autre document relatif aux 35 35 affaires de ceux-ci qui contient des renseignements faux ou trompeurs.
 - (2) La personne qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure som-40 maire:
 - a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze mois, ou de l'une de ces peines; 45

(b) in any other case, to a fine not exceeding \$500,000.

b) dans tous les autres cas, d'une amende maximale de 500 000 \$.

WINDING-UP

Insolvency winding-up

R.S., c. P-36;

R.S., cc. 22,

(2nd Supp.),

cc. 9, 18, 20,

Supp.), cc. 1

7, 28, 41, 47, 54 (4th

Supp.); 1989, cc. 3, 6; 1990,

cc. 3, 13; 1991, cc. 6,

10, 16, 38;

1992, cc. 1

37, 46; 1993,

34; 1994, cc 13, 26; 1995

cc. 18, 29;

1996, cc. 10, 11, 16, 18;

1997, cc. 6, 9;

1998, cc. 9,

28 (3rd

Supp.), cc. 13,

46 (1st

52. No Act relating to the insolvency or winding-up of any corporation applies to the Board be wound up unless Parliament so provides.

AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT

LIQUIDATION

52. L'Office est soustrait à l'application des lois concernant l'insolvabilité ou la liquida-Board and in no case shall the affairs of the 5 tion des personnes morales, et seul le Parle-5 ment peut décider sa liquidation.

Insolvabilité et liquidation

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

P-36; L.R. ch. 22, 46 (1er suppl.), ch 13 15 19. 32 (2e suppl.), ch. 9 18, 20, 28 (36 suppl.), ch. 1, 7, 28, 41, 47, 54 (4^e suppl.); 1989, ch. 3, 6; 1990, ch. 3, 13: 1991, ch. 6, 10, 16, 38; 1992, ch. 1. 37, 46; 1993. ch. 1, 28, 31 34: 1994, ch 13, 26; 1995. ch. 18, 29; 1996, ch. 10, 11, 16, 18; 1997, ch. 6, 9; 1998, ch. 9, 15, 31, 35

- 53. (1) The definition "misconduct" in subsection 3(1) of the Public Service Superannuation Act is repealed.
- (2) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) of the Act are replaced by the following:

"child" means a child or stepchild of — or an by - a contributor who at the time of the contributor's death was dependent on the contributor for support;

- "contributor" means a person required by section 5 to contribute to the Superannua-20 tion Account or the Public Service Pension Fund, and, unless the context otherwise requires.
 - (a) a person who has retired, and
 - (b) for the purposes of sections 25, 27 and 25 28, a contributor under Part I of the Superannuation Act who has been granted an annual allowance under that Act or has died;

- 53. (1) La définition de « inconduite », au paragraphe 3(1) de la Loi sur la pension de 10 la fonction publique, est abrogée.
 - (2) Les définitions de « contributeur » et 10 « enfant », au paragraphe 3(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce aui suit :

individual adopted either legally or in fact 15 « contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de 15 "contributor" retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, et, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

« contributeur »

- a) personne qui s'est retirée;
- b) pour l'application des articles 25, 27 et 20 28, contributeur selon la partie I de la Loi sur la pension de retraite à qui a été accordée une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé.
- « enfant » L' enfant, le beau-fils ou la belle-25 « enfant » "child" fille du contributeur — ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui - qui était

"contributor" « contributeur »

"child"

« enfant »

EXPLANATORY NOTES

Public Service Superannuation Act

Clause 53: (1) The definition "misconduct" in subsection 3(1) reads as follows:

- "misconduct" means wilful disobedience of the provisions of any statute or regulation governing the performance of official duties, the breach of which involves dismissal from the Public Service, malversation in office or abandonment of office;
- (2) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) read as follows:
- "child" includes a natural child, stepchild or adopted child;
- "contributor" means a person required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account, and, unless the context otherwise requires,
 - (a) a person who, having ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account, continues to be employed in the Public Service, or has retired, and
 - (b) for the purposes of sections 25, 27 and 28, a contributor under Part I of the *Superannuation Act* who has been granted an annual allowance under that Act or has died;

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la pension de la fonction publique

Article 53, (1).t — Texte de la définition de « inconduite » au paragraphe 3(1):

- « inconduite » Désobéissance volontaire à une loi ou un règlement régissant l'accomplissement de fonctions officielles dont la violation entraîne le renvoi de la fonction publique, une malversation dans l'exercice d'une charge ou un abandon de poste.
- (2). Texte des définitions de « contributeur » et « enfant » au paragraphe 3(1) :
- « contributeur » Personne astreinte par le paragraphe 5(1) à contribuer au compte de pension de retraite, et, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) personne qui, n'étant plus astreinte à contribuer au compte de pension de retraite, demeure employée dans la fonction publique, ou s'est retirée;
 - b) pour l'application des articles 25, 27 et 28, contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite* à qui a été accordée une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé.
- « enfant » Est assimilé à un enfant un enfant naturel, un beau-fils, une belle-fille ou un enfant adoptif.

5

"Public

Service

Pension

fonction

Service

tion

Fund'

Superannua-

Investment

« Fonds de placement du

compte de

nension de retraite de la

fonction

publique » "survivor"

« survivant »

publique » "Public

« Caisse de

retraite de la

Fund"

(3) Subsection 3(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical

order: "Public Service Pension Fund" means the

fund established under section 44.2;

cès. (3) Le paragraphe 3(1) de la même loi est

à la charge de celui-ci au moment de son dé-

modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : « Caisse de retraite de la fonction publique »

La caisse constituée par l'article 44.2.

« Caisse de retraite de la fonction Public

5

"Public Service Superannuation Investment Fund" means the fund established under section 44.1:

« Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique » Le fonds constitué par l'article 44.1.

publique » Service Pension Fund'

« Fonds de

compte de

pension de

placement du

retraite de la fonction publique » "Public Service Investment Fund'

Superannua-

« survivant » Personne qui :

« survivant » "survivor

(a) a person who was married to the 10 contributor at the time of the contributor's death, or

"survivor", in relation to a contributor, means

- (b) a person referred to in subsection 25(4);
- - a) était unie au contributeur par les liens du mariage au décès de celui-ci;
 - b) est visée au paragraphe 25(4).

Scope of Part

54. Subsection 4(1) of the Act is replaced 15 by the following:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Part shall be paid to or in respect of every person who, being Account or the Public Service Pension Fund in accordance with this Part, dies or ceases to be employed in the Public Service, which annuity or other benefit shall, subject to this pensionable service to the credit of that person.

54. Le paragraphe 4(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une pension ou autre prestation spécifiée dans la présente partie required to contribute to the Superannuation 20 doit être versée à toute personne qui, étant 20 tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique d'après la présente partie, décède ou cesse d'être employée dans la fonction publi-Part, be based on the number of years of 25 que, ou relativement à cette personne; sous 25 réserve des autres dispositions de la présente partie, cette pension ou prestation est basée sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Portée de la partie I

- 55. (1) The portion of subsection 5(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:
 - 55. (1) Le passage du paragraphe 5(1) de 30 la même loi précédant l'alinéa b) est rem-30 placé par ce qui suit :

(3) New.

(3). - Nouveau.

Clause 54: Subsection 4(1) reads as follows:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Part shall be paid to or in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation Account in accordance with this Part, dies or ceases to be employed in the Public Service, which annuity or other benefit shall, subject to this Part, be based on the number of years of pensionable service to the credit of that person.

Article 54. — Texte du paragraphe 4(1):

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une pension ou autre prestation spécifiée dans la présente partie doit être versée à toute personne qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite d'après la présente partie, décède ou cesse d'être employée dans la fonction publique, ou relativement à cette personne; sous réserve des autres dispositions de la présente partie, cette pension ou prestation est basée sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Clause 55: (1) to (4) Section 5 reads as follows:

Article 55. — Texte de l'article 5:

Persons required to contribute **5.** (1) Subsections (1.1) to (1.4) apply to persons employed in the Public Service, other than

5. (1) Les paragraphes (1.1) à (1.4) s'appliquent à toute personne employée dans la fonction publique, à l'exception :

Personnes tenues de contribuer

1992, c. 46, s. 2(2)

(2) Paragraphs 5(1)(b) to (i) of the Act are replaced by the following:

- (b) an employee who is engaged for a term of six months or less or a seasonal employee, unless he or she has been employed in the Public Service substantially without interruption for a period of more than six 10 months:
- (c) subject to section 5.2, a person who, immediately before July 4, 1994, was employed in the Public Service as a part-time employee within the meaning of this 15 Act as it read at that time and who has been so employed substantially without interruption since that time:
- (d) an employee in receipt of a salary computed at an annual rate of less than nine 20 hundred dollars, except any such employee who was a contributor under Part I of the Superannuation Act immediately before January 1, 1954 and has been employed in the Public Service substantially without 25 interruption since that time;
- (e) persons in positions, as determined by the Governor in Council with effect from July 11, 1966, in the whole or any portion of any board, commission or corporation that 30 has its own pension plan while that pension plan is in force;
- (f) an employee on leave of absence from employment outside the Public Service who, in respect of his or her current service, 35 continues to contribute to or under any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of the person from whose employment he or she is absent;
- (g) an employee whose compensation for the performance of the regular duties of his or her position or office consists of fees of office;
- (h) an employee engaged locally outside 45 Canada; or
- (i) a sessional employee, a postmaster or assistant postmaster in a revenue post

(2) Les alinéas 5(1)b) à i) de la même loi 5 sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 2(2)

- b) d'un employé qui est engagé pour une durée maximale de six mois ou d'un employé saisonnier, à moins qu'il n'ait été employé dans la fonction publique sans interruption sensible pendant une période 10 supérieure à six mois;
- c) sous réserve de l'article 5.2, d'un employé à temps partiel travaillant à ce titre dans la fonction publique la veille du 4 juillet 1994 et dont le service à ce titre au 15 sens de la présente loi dans sa version à cette date n'a pas été sensiblement interrompu depuis lors;
- d) d'un employé qui touche un traitement calculé d'après un taux annuel inférieur à 20 neuf cents dollars, à l'exception d'un employé qui était contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite* immédiatement avant le 1^{er} janvier 1954 et qui a été employé dans la fonction publique sans 25 interruption sensible depuis cette époque;
- e) des personnes qui occupent des postes, déterminés par le gouverneur en conseil avec effet à compter du 11 juillet 1966, au sein de quelque office, conseil, bureau, 30 commission ou personne morale ou de quelque service de ceux-ci, ayant son propre régime de pension, tant qu'un tel régime de pension est en vigueur;
- f) d'un employé en congé d'un emploi hors 35 de la fonction publique, qui, à l'égard de son service courant, continue de contribuer à un fonds ou régime de pension de retraite ou de pension, ou en vertu d'un tel fonds ou régime, établi au bénéfice des employés de 40 la personne qui lui a accordé un emploi d'où il est absent;
- g) d'un employé dont la rémunération pour l'exercice des fonctions régulières de son poste ou de sa charge consiste en des 45 honoraires;
- h) d'un employé recruté sur place à l'étranger;

- 5. (1) Every person employed in the Public Service, other than
- (a) [Repealed, 1992, c. 46, s. 2]
- (b) an employee who is engaged for a term of six months or less or a seasonal employee, unless he has been employed in the Public Service substantially without interruption for a period of more than six months,
- (c) subject to section 5.2, a person who, immediately before the coming into force of this paragraph, was employed in the Public Service as a part-time employee within the meaning of this Act as it read at that time and who has been so employed substantially without interruption since that time,
- (d) an employee in receipt of a salary computed at an annual rate of less than nine hundred dollars, except any such employee who was a contributor under Part I of the Superannuation Act immediately prior to January 1, 1954 and has been employed in the Public Service substantially without interruption since that time.
- (e) persons in positions, as determined by the Governor in Council with effect from July 11, 1966, in the whole or any portion of any board, commission or corporation that has its own pension plan while that pension plan is in force,
- (f) an employee on leave of absence from employment outside the Public Service who, in respect of his current service, continues to contribute to or under any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of the person from whose employment he is absent,
- (g) an employee whose compensation for the performance of the regular duties of his position or office consists of fees of office,
- (h) an employee engaged locally outside Canada, or
- (i) a sessional employee, a postmaster or assistant postmaster in a revenue post office, a person employed as a clerk of works, a member of the staff of Government House who is paid by the Governor General from his salary or allowance or an employee of a commission that is appointed under Part I of the *Inquiries Act* and added to Part I of Schedule I, unless designated by the Minister individually or as a member of a class,
- (j) [Repealed, 1992, c. 46, s. 2]
- is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from salary or otherwise, six and one-half per cent of his salary minus an amount equal to the amount he would be required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of that salary if that salary, expressed in terms of an annual rate, were the total amount of his income for the year from pensionable employment as defined in that Act and that Act applied to his employment.
- (2) Notwithstanding subsection (1), no person shall contribute to the Superannuation Account as required by that subsection in respect of periods of service in a category described in paragraph 3(2)(a) or (b) preceding June 29, 1984 and for which he did not make contributions to the Superannuation Account.

- $\mathbf{5}$, (1) Chaque personne employée dans la fonction publique, à l'exception :
 - a) [Abrogé, 1992, ch. 46, art. 2]
 - b) d'un employé qui est engagé pour une durée maximale de six mois ou d'un employé saisonnier, à moins qu'il n'ait été employé dans la fonction publique sans interruption sensible pendant une période superieure a six mois:
 - c) sous réserve de l'article 5.2, d'un employé à temps partiel travaillant à ce titre dans la fonction publique le jour précédant l'entrée en vigueur du présent alinéa et dont le service à ce titre au sens de la présente loi dans sa version à ce jour n'a pas été sensiblement interrompu depuis lors;
 - d) d'un employé qui touche un traitement calculé d'après un taux annuel inférieur à neuf cents dollars, à l'exception d'un employé qui était contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite* immédiatement avant le 1^{er} janvier 1954 et qui a été employé dans la fonction publique sans interruption sensible depuis cette époque;
 - e) des personnes qui occupent des postes, déterminés par le gouverneur en conseil avec effet à compter du 11 juillet 1966, au sein de quelque office, conseil, bureau, commission ou personne morale ou de quelque service de ceux-ci, ayant son propre régime de pension, tant qu'un tel régime de pension est en vigueur;
 - f) d'un employé en congé d'un emploi hors de la fonction publique, qui, à l'égard de son service courant, continue de contribuer à un fonds ou régime de pension de retraite ou de pension, ou en vertu d'un tel fonds ou régime, établi au bénéfice des employés de la personne qui lui a accordé un emploi d'où il est absent;
 - g) d'un employé dont la rémunération pour l'exercice des fonctions régulières de son poste ou de sa charge consiste en des honoraires;
 - h) d'un employé recruté sur place à l'étranger;
 - i) d'un employé de session, d'un maître de poste ou d'un maître de poste adjoint dans un bureau de poste à commission, d'une personne employée en qualité de conducteur de travaux, d'un membre du personnel de la Résidence du gouverneur général qui est payé par le gouverneur général sur son traitement ou son indemnité, d'un employé d'une commission qui est nommée selon la partie I de la Loi sur les enquêtes et ajoutée à la partie I de l'annexe I, à moins qu'il ou qu'elle ne soit désigné par le ministre, individuellement ou en tant que membre d'une catégorie.
 - i) [Abrogé, 1992, ch. 46, art. 2]

est astreinte à verser, comme contribution au compte de pension de retraite, par retenue sur le traitement ou d'autre façon, six et demi pour cent de son traitement moins un montant égal à celui qu'elle aurait été astreinte de verser aux termes du *Régime de pensions du Canada* quant à ce traitement, si ce traitement, exprimé sous forme d'un taux annuel, constituait le montant total de son revenu, pour l'année, provenant d'un emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette loi et si cette loi s'appliquait à son emploi.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les personnes qui font partie d'une catégorie visée à l'alinéa 3(2)a) ou b) ne peuvent contribuer au compte de pension de retraite en conformité avec ce paragraphe pour les périodes de service dans cette catégorie qui précèdent le 29 juin 1984 et pour lesquelles elles n'ont versé aucune contribution au compte.

office, a person employed as a clerk of works, a member of the staff of Government House who is paid by the Governor General from his or her salary or allowance or an employee of a commission that is appointed 5 under Part I of the Inquiries Act and added to Part I of Schedule I, unless designated by the Minister individually or as a member of a class.

i) d'un employé de session, d'un maître de poste ou d'un maître de poste adjoint dans un bureau de poste à commission, d'une personne employée en qualité de conducteur de travaux, d'un membre du personnel 5 de la Résidence du gouverneur général qui est payé par le gouverneur général sur son traitement ou son indemnité, d'un employé d'une commission qui est nommée selon la partie I de la Loi sur les enquêtes et ajoutée 10 à la partie I de l'annexe I, à moins qu'il ne soit désigné par le ministre, individuellement ou en tant que membre d'une catégo-

(3) The portion of subsection 5(1) of the 10Act after paragraph (i) is repealed.

(3) Le passage du paragraphe 5(1) de la 15 même loi suivant l'alinéa i) est abrogé.

1992, c. 46, s. 2(4)

(4) Subsections 5(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

(4) Les paragraphes 5(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Contribution rates before

(1.1) A person is required to contribute, in on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, by reservation from salary or otherwise.

(1.1) Pour chaque année de la période respect of every year in the period beginning 15 débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 20 31 décembre 2003, la personne est astreinte à payer, à titre de contribution, par retenue sur son traitement ou d'autre facon :

(a) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's 20 Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 11(3); and

a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum 25 des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 11(3);

(b) seven and one-half per cent of the portion of his or her salary that is greater than the Year's Maximum Pensionable 25 Earnings.

b) sept et demi pour cent de la portion de son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension. 30

Contribution rates --- 2004 and later

(1.2) A person is required to contribute, in respect of every portion of the period beginning on January 1, 2004, by reservation from salary or otherwise, at the contribution rates 30 traitement ou d'autre façon, la contribution determined by the Treasury Board in respect of that portion on the recommendation of the Minister.

(1.2) À compter du 1^{er} janvier 2004 et pour toute partie de la période en cause, la personne est astreinte à payer, par retenue sur son calculée selon les taux que le Conseil du 35

Funds for

(1.3) The contributions shall be made to the ning on January 1, 2000 and ending on March 31, 2000 and shall be made to the Public Service Pension Fund for the period after that.

(1.3) Les contributions sont versées au Superannuation Account for the period begin-35 compte de pension de retraite en ce qui touche la période débutant le 1er janvier 2000 et se 40 terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite de la fonction publique.

Trésor détermine sur recommandation du

ministre.

Contribution

à compter de

2004

1992, ch. 46,

Contribution

années 2000

à 2003

par. 2(4)

Versement contributions

- (3) Notwithstanding anything in this Part,
- (a) no person shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years;
- (b) no person who has become entitled to or has been granted any superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations, payable
 - (i) out of the Consolidated Revenue Fund or out of any account or fund in the accounts of Canada other than the Superannuation Account or
 - (ii) out of or under a superannuation or pension fund or plan pursuant to which contributions have been paid out of the Consolidated Revenue Fund in respect of employees engaged locally outside of Canada,
- shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years less the number of years of service on which that superannuation or pension benefit is based;
- (c) no person shall, in respect of any period of service of that person before July 14, 1960, contribute to the Superannuation Account in respect of any amount received as salary at a rate in excess of fifteen thousand dollars a year; and
- (d) no person shall, in respect of any period of service of that person on or after the day on which this paragraph comes into force, contribute to the Superannuation Account in respect of any portion of that person's annual rate of salary that is in excess of such annual rate of salary as is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.
- (4) For the purposes of paragraphs (3)(a) and (b), the period of thirty-five years therein specified does not include any period of service specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E).

- (3) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie :
- a) nulle personne ne peut contribuer au compte de pension de retraite, ainsi que le requiert le paragraphe (1), après que cette personne compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension dont le total s'établit à trente-cinq ans;
- b) nulle personne devenue admissible à quelque prestation de pension de retraite ou de pension d'un genre spécifié dans les règlements, ou à qui a été accordée une telle prestation, payable :
- (i) soit sur le Trésor ou sur quelque caisse ou compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite,
- (ii) soit sur un fonds ou un régime de pension de retraite ou de pension auquel ont été payées des cotisations prélevées sur le Trésor à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger, ou payable en vertu d'un tel fonds ou régime.
- ne peut contribuer au compte de pension de retraite, ainsi que le requiert le paragraphe (1), après qu'elle compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension dont le total s'établit à trente-cinq ans moins le nombre d'années de service sur lequel est basée cette prestation de pension de retraite ou de pension;
- c) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service antérieure au 14 juillet 1960, contribuer au compte de pension de retraite en ce qui regarde un montant reçu comme traitement à un taux dépassant quinze mille dollars par an;
- d) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service commençant au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, contribuer au compte de pension de retraite en ce qui regarde la partie de son taux annuel de traitement dépassant le taux annuel de traitement fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.
- (4) Pour l'application des alinéas (3)a) et b), la période de trente-cinq ans qui y est mentionnée ne comprend pas une période de service déterminée à la division 6(1)a)(iii)(C) ou (E).

Тану

maximums

Limitation determination of contribution rates

- (1.4) In determining the contribution rates for the purposes of subsection (1.2) and paragraphs (3)(b), (3.1)(b) and (4)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one 5 per cent in respect of any portion of salary, whether less than, equal to or more than the Year's Maximum Pensionable Earnings, the previous rate; and
 - (b) result in a total amount of contributions 10 that would exceed forty per cent of the current service cost for the portion of the period in respect of the benefits payable under Parts I and III of this Act.

(2) Notwithstanding subsections (1) to 15 (1.2), no person shall contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund as required by those subsections in respect of periods of service in a category described in paragraph 3(2)(a) or (b) 20 publique en conformité avec ces paragraphes preceding June 29, 1984 and for which he or she did not make contributions to the Superannuation Account.

Contribution rates thirty-five vears of service before January 1,

Exception

- (3) A person who has to his or her credit, able service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) from salary or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required 35 under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount 40 required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister.
- (3.1) A person who has to his or her credit, on or after January 1, 2000 and before April 1, 45 janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 45 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pen-

(1.4) Pour l'application du paragraphe (1.2) et des alinéas (3)b, (3.1)b et (4)b, les taux de contribution ne peuvent:

a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes pour cent, pour toute 5 portion du traitement, que celle-ci dépasse ou non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension;

b) porter le total des contributions à plus de quarante pour cent du coût des prestations 10 de service courant, pour la période en cause, relativement aux prestations payables au titre des parties I et III.

Exception

Contribution -

ans de service avant le 1er

janvier 2000

trente-cina

- (2) Par dérogation aux paragraphes (1) à (1.2), les personnes qui font partie d'une 15 catégorie visée aux alinéas 3(2)a) ou b) ne peuvent contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction pour les périodes de service dans cette catégo-20 rie qui précèdent le 29 juin 1984 et pour lesquelles elles n'ont versé aucune contribution au compte.
- (3) La personne avant à son crédit, avant le before January 1, 2000, a period of pension-25 ler janvier 2000, une période de service de 25 trente-cing ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est pas astreinte à verser but is required to contribute, by reservation 30 la contribution visée aux paragraphes (1.1) et 30 (1.2). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou d'autre façon, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :

a) une contribution — dont le taux corres-35 pond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003:

- b) une contribution dont les taux sont 40 déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre - à compter du 1er janvier 2004.
- (3.1) La personne ayant à son crédit, le 1er 1er avril 2000, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou

Contribution trente-cina ans de service le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er avril 2000

Contribution rates -- thirtyfive years of service on or after January 1, 2000 and before April 1,2000



sionable service — totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1.1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,

- (a) to the Superannuation Account, in 10 respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the 15 person's salary; and
- (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recom- 20 mendation of the Minister.
- (4) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pensionable service — totalling 25 thirty-five years is only required to contribute under subsection (1.1) or (1.2) during the period beginning on April 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day 30 is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - (a) to the Public Service Pension Fund, in respect of the period beginning on that day 35 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at a rate of one per cent of the person's salary; and
 - (b) to the Public Service Pension Fund, in 40 respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister. 45

une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1.1) que pour la période débutant le 1er janvier 2000 et 5 se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1.1) et (1.2), mais est astreinte à payer, par retenue sur son traite-10 ment ou d'autre façon, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :

- a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traite-15 ment - pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003:
- b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur 20 recommandation du ministre — à compter du 1er janvier 2004.
- (4) La personne ayant à son crédit, le 1er avril 2000 ou après cette date, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à 25 le 1er avril pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1.1) ou (1.2) que pour la période débutant le 30 1^{er} avril 2000 et se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur son traite-35 ment ou d'autre façon, à la Caisse de retraite de la fonction publique, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traite-40 ment - pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003;
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur 45 recommandation du ministre — à compter du 1er janvier 2004.

Contribution trente-cina ans de service 2000 ou après cette

Contribution thirty-five years of service on or after April 1, 2000



Autre période

de service

Other pensionable service

- (5) For the purpose of subsections (3) to (4), "other pensionable service" means years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable
 - (a) out of the Consolidated Revenue Fund, or out of any account in the accounts of Canada other than the Superannuation Account:
 - (b) out of or under a superannuation or 10 pension fund or plan pursuant to which contributions have been paid out of the Consolidated Revenue Fund in respect of employees engaged locally outside of Canada: or
 - (c) out of the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted 20 Police Superannuation Act.

Contributions not required

- (6) Notwithstanding anything in this Part,
- (a) no person shall, in respect of any period of service of that person before July 14, 1960, contribute to the Superannuation 25 Account or the Public Service Pension Fund in respect of any amount received as salary at a rate in excess of fifteen thousand dollars a year; and
- (b) no person shall, in respect of any period 30 of service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in respect of any portion of that person's annual rate of salary that is in excess of the annual rate of salary that is 35 fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

1992, c. 46, s. 3

56. Subsections 5.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Contributions not required

5.1 (1) Notwithstanding section 5, a person 40 employed in the Public Service is not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under that section if that person is engaged to work on average less than twelve hours a week or the 45 lesser number of hours a week that may be prescribed by the regulations.

- (5) Pour l'application des paragraphes (3) à (4), « autre période de service » s'entend des années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un genre spécifié dans les règlements qui est 5 payable :
 - a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite;
 - b) soit sur un fonds ou un régime de pension 10 de retraite ou de pension auquel ont été payées des contributions prélevées sur le Trésor à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger;
 - c) soit par la Caisse de retraite des Forces 15 canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, ou la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie 20 royale du Canada.
- (6) Malgré les autres dispositions de la présente partie :

Contributions non requises

- a) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service antérieure au 14 juillet 25 1960, contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui regarde un montant reçu comme traitement à un taux dépassant quinze mille dollars par an; 30
- b) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la présente partie en ce qui regarde la partie de son taux annuel de traitement dépassant le taux 35 annuel de traitement fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires
- 56. Les paragraphes 5.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 4

1992, ch. 46, art. 3

5.1 (1) Par dérogation à <u>l'article 5</u>, une personne employée dans la fonction publique est exemptée de <u>l'obligation</u> de contribuer <u>au titre</u> de cet article au compte de pension de retraite <u>ou à la Caisse</u> de retraite de la fonction 45 <u>publique</u> si elle <u>n'est pas engagée</u> pour travailler en moyenne par semaine au moins

Contributions non requises

Clause 56: Subsections 5.1(1) and (2) read as follows:

- **5.1** (1) Notwithstanding subsection 5(1), a person employed in the Public Service is not required to contribute to the Superannuation Account under that subsection if that person is engaged to work on average less than twelve hours a week or such lesser number of hours a week as may be prescribed by the regulations.
- (2) Notwithstanding subsection 5(1), a person employed in the Public Service who was so employed on the day on which this subsection comes into force and who, on the day immediately before that day, was not required to contribute to the Superannuation Account by reason of the person being a person described in paragraph 5(1)(j) of this Act, as it read on that immediately preceding day, is not required to contribute to the Account under that subsection in respect of any period of service on or after that day.

Article 56. — Texte des paragraphes 5.1(1) et (2):

- **5.1** (1) Par dérogation au paragraphe 5(1), une personne employée dans la fonction publique est exemptée de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite visée à ce paragraphe, si elle n'est pas engagée pour travailler en moyenne par semaine au moins douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement.
- (2) Par dérogation au paragraphe 5(1), est exemptée de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite visée à ce paragraphe, relativement à toute période de service accomplie au plus tôt à partir du jour précédant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la personne employée dans la fonction publique qui y travaillait à la date d'entrée en vigueur de ce paragraphe et qui, le jour précédant cette date, n'était pas tenue de contribuer à ce compte parce qu'elle se trouvait dans la situation visée à l'alinéa 5(1)j) de la présente loi, dans sa version à ce tour.

Contributions not required

(2) Notwithstanding section 5, a person employed in the Public Service who was so employed on September 9, 1993 and who, on September 8, 1993, was not required to contribute to the Superannuation Account by reason of the person being a person described in paragraph 5(1)(j) of this Act, as it read on September 8, 1993, is not required to contribute to the Account or the Public Service Pension Fund under that section in respect of 10 de contribuer à ce compte parce qu'elle se any period of service on or after that day.

douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement.

(2) Par dérogation à l'article 5, est exemptée de l'obligation de contribuer au titre de cet 5 article au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, 5 relativement à toute période de service accomplie au plus tôt à partir du 8 septembre 1993, la personne employée dans la fonction 10 publique qui y travaillait le 9 septembre 1993 et qui, le 8 septembre 1993, n'était pas tenue trouvait dans la situation visée à l'alinéa 5(1)j) de la présente loi, dans sa version au 815 septembre 1993.

Contributions non requises

1992, c. 46,

57. Section 5.2 of the Act is replaced by the following:

Election for part-time employees

5.2 Every person referred to in paragraph least twelve hours a week or the lesser number of hours a week that may be prescribed by the regulations, may, subject to the regulations, elect to contribute to the Superannuation in accordance with section 5, beginning on the first day of the month following the month in which that person makes that election.

1992, c. 46,

58. Subsection 5.3(2) of the Act is replaced by the following:

Contributions not required

(2) Notwithstanding section 5, a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service the portion of the period to which the election relates.

59. (1) Clause 6(1)(a)(i)(B) of the Act is replaced by the following:

(B) the period during which he or she 35 is required by subsections 5(1.1) and (1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

(2) Clause 6(1)(a)(ii)(A) of the Act is 40 replaced by the following:

(A) the period during which he or she is required by subsections 5(1.1) and

57. L'article 5.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 3

5.2 Les personnes visées à l'alinéa 5(1)c) 5(1)(c) who is engaged to work on average at 15 qui sont engagées pour travailler en moyenne 20 temps partiel par semaine au moins douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement, peuvent, sous réserve des règlements, choisir de contribuer Account or the Public Service Pension Fund 20 au compte de pension de retraite ou à la Caisse 25 de retraite de la fonction publique, de la manière prévue à l'article 5, à compter du premier jour du mois suivant celui du choix.

Choix pour

58. Le paragraphe 5.3(2) de la même loi 30 25 est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 3

(2) Par dérogation à l'article 5, le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse Pension Fund under that section in respect of 30 de retraite de la fonction publique au titre de 35 cet article relativement à la période visée par ce choix.

59. (1) La division 6(1)a(i)(B) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(B) la période durant laquelle il est40 astreint, par les paragraphes 5(1.1) et (1.2), à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique,

(2) La division 6(1)a)(ii)(A) de la même45 loi est remplacée par ce qui suit :

(A) la période durant laquelle il est astreint, par les paragraphes 5(1.1) et Contributions non requises

Clause 57: Section 5.2 reads as follows:

5.2 Every person referred to in paragraph 5(1)(c) who is engaged to work on average at least twelve hours a week or such lesser number of hours a week as may be prescribed by the regulations, may, subject to the regulations, elect to contribute to the Superannuation Account in accordance with subsection 5(1), beginning on the first day of the month following the month in which that person makes that election.

Clause 58: Subsection 5.3(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection 5(1), a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in respect of the portion of the period to which the election relates.

Clauses 59: (1) to (4) The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

- **6.** (1) Subject to this Part, the following service may be counted by a contributor as pensionable service for the purposes of this Part:
 - (a) non-elective service, comprising,
 - (i) in the case of a contributor who, immediately prior to January 1, 1954, was a contributor under Part I of the Superannuation Act,

Article 57. — Texte de l'article 5.2 :

5.2 Les personnes visées à l'alinéa 5(1)c) qui sont engagées pour travailler en moyenne par semaine au moins douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement, peuvent, sous réserve des règlements, choisir de contribuer au compte de pension de retraite, de la manière prévue au paragraphe 5(1), à compter du premier jour du mois suivant celui du choix.

Article 58. — Texte du paragraphe 5.3(2):

(2) Par dérogation au paragraphe 5(1), le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite prévue au paragraphe 5(1) relativement à la période visée par ce choix.

Article 59. — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 6(1):

- **6.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le service qui suit peut être compté par un contributeur comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie :
 - a) le service non accompagné d'option, comprenant :
 - (i) dans le cas d'un contributeur qui, immédiatement avant le 1^{er} janvier 1954, était contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite*:

10

(1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund,

1996, c. 18, s. 22(1)

(3) Clause 6(1)(a)(iii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) any period of service that may be counted by that contributor as pensionable service pursuant to paragraph 29(a) or subsection 35(2), 40(11), (11.1) or (13) or 40.2(9),

(4) Clause 6(1)(a)(iii)(D) of the Act is replaced by the following:

(D) any period of service in the Public Service before becoming a contributor under this Part during which he or she 15 contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in the manner and at the rates set out in subsections 5(1.1) and (1.2), if that service is service for which he or 20 she might have elected, under this Part or Part I of the *Superannuation Act* on subsequently becoming a contributor under those Parts, to pay, but for which he or she failed so to elect within the 25 time prescribed for elections, and

60. Paragraphs 7(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

- (e) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(B), an amount equal to 30 the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the 35 rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in 40 the manner and at the rates set out in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,

(1.2), à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique,

(3) La division 6(1)a)(iii)(A) de la même 5 loi est remplacée par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 22(1)

(A) toute période de service que ce contributeur peut compter comme service ouvrant droit à pension selon l'alinéa 29a) ou les paragraphes 35(2), 40(11), (11.1) ou (13) ou 40.2(9), 10

(4) La division 6(1)a)(iii)(D) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(D) toute période de service passée dans la fonction publique avant de devenir contributeur sous le régime de 15 la présente partie, durant laquelle il a contribué au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique de la manière et aux taux indiqués aux paragraphes 5(1.1)20 et (1.2) si ce service est un service pour lequel, selon la présente partie ou la partie I de la Loi sur la pension de retraite, il aurait pu choisir de payer, lorsqu'il est devenu subséquemment 25 contributeur aux termes de ces parties. mais pour lequel il a omis de faire un choix dans le délai imparti à cette fin,

60. Les alinéas 7(1)*e*) et *f*) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- e) relativement à toute période spécifiée à la division 6(1)b)(iii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, pendant celle-ci, il avait été requis de contribuer:
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à 40 cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragra-45 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

- (B) the period during which he is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account,
- (ii) in the case of a contributor who, immediately prior to January 1, 1954, was not a contributor under Part I of the Superannuation Act.
 - (A) the period during which he is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account,
- (iii) with reference to any contributor,
 - (A) any period of service that may be counted by that contributor as pensionable service pursuant to paragraph 29(a) or subsection 35(2), 40(11) or (13) or 40.2(9),

(D) any period of service in the Public Service before becoming a contributor under this Part during which he contributed to the Superannuation Account in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), if that service is service for which he might have elected, under this Part or Part I of the Superannuation Act on subsequently becoming a contributor thereunder, to pay, but for which he failed so to elect within the time prescribed therefor, and

Clause 60: The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

- **7.** (1) Subject to subsection (1.1) and section 8, a contributor who is entitled under this Part to count as pensionable service any period of elective service specified in paragraph 6(1)(b) is required to pay, in respect thereof, the following:
 - (e) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(B), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof, and
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or that portion thereof,

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Part, together with interest;

(f) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(C), (D), (E), (F) or (J), an amount equal to twice the amount that he would

- (B) la période durant laquelle il est astreint, par le paragraphe 5(1), à contribuer au compte de pension de retraite.
- (ii) dans le cas d'un contributeur qui, immédiatement avant le 1^{er} janvier 1954, n'était pas contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite* :
 - (A) la période durant laquelle il est astreint, par le paragraphe 5(1), à contribuer au compte de pension de retraite,
- (iii) relativement à un contributeur :
 - (A) toute période de service que ce contributeur peut compter comme service ouvrant droit à pension selon l'alinéa 29a) ou les paragraphes 35(2), 40(11) ou (13) ou 40.2(9),
 - (D) toute période de service passée dans la fonction publique avant de devenir contributeur sous le régime de la présente partie, durant laquelle il a contribué au compte de pension de retraite de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) si ce service est un service pour lequel, selon la présente partie ou la partie I de la *Loi sur la pension de retraite*, il aurait pu choisir de payer, lorsqu'il est devenu subséquemment contributeur aux termes de ces parties, mais pour lequel il a omis de faire un choix dans le délai imparti à cette fin,

Article 60. — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 7(1):

- 7. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1) et de l'article 8, le contributeur qui a le droit, selon la présente partie, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option visée à l'alinéa 6(1)b) est tenu à cet égard de payer ce qui suit :
 - e) relativement à toute période spécifiée à la division 6(1)b)(iii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, pendant cette période, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, avec les intérêts:
 - f) relativement à toute période spécifiée à la division 6(1)b)(iii)(C), (D), (E), (F) ou (J), un montant égal au double de celui pour lequel

5

- (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that period or portion, and
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that period or portion,

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest;

- (f) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(C), (D), (E), (F) or (J), an amount equal to twice the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been 20 required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 25 period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, $\overline{2000}$, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), as it reads on December 30 31, 1999, in respect of that period or portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in 35 subsection 5(1.1), in respect of that period or portion, and
 - (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec-40 tion 5(1.2), in respect of that period or portion,

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a 45 contributor under this Part, together with interest:

- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période 5 ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2),10 relativement à cette période ou à cette partie de période,
- à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente par-15 tie, avec les intérêts;
- f) relativement à toute période spécifiée <u>aux</u> <u>divisions</u> 6(1)b)(iii)(C), (D), (E), (F) ou $\overline{(J)}$, <u>un montant</u> égal au double de celui pour lequel il aurait été tenu de contribuer si, 20 pendant celle-ci, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragra-25 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 30 antérieure au 1er janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période 40 ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2),45 relativement à cette période ou à cette partie de période,

have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute

- (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof, and
- (ii) where that period or any portion thereof was after 1965, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or that portion thereof,

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Part, together with interest;

il aurait été tenu de contribuer si, pendant cette période, il avait été requis de contribuer :

- (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période.
- à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, avec les intérêts;

61. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Election after March 31. 2000

- (6.1) For the purposes of subsections (6) and 39(2), an amount required to be paid by a March 31, 2000 shall be paid into the Public Service Pension Fund.
- (2) Subsection 8(8) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

- (8) When an amount payable by a contribu- 10 tor into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of death, that annum from the time when it became due, may be recovered, in accordance with the regulations, from any allowance payable under this Part to the survivor and children of recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of it, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account or paid into the Public Service purposes of the definition "return of contributions" in subsection 10(1), to have been paid into that Account or Fund by the contributor.
- 62. (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" 30 cessation en espèces » et « remboursement in subsection 10(1) of the Act are replaced by the following:
- "cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service computed on 35 the basis of the rate of salary authorized to be paid to the contributor
 - (a) at the time he or she ceases to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension 40 Fund, or

à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, avec les intérêts:

- 61. (1) L'article 8 de la même loi est 5 modifié par adjonction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :
- (6.1) Pour l'application des paragraphes (6) et 39(2), la somme que le contributeur est tenu contributor pursuant to an election made after 5 de payer par suite d'un choix exercé après le 10 31 mars 2000 doit être payée à la Caisse de retraite de la fonction publique.

Choix exercé après le 31 mars 2000

montants dus

- (2) Le paragraphe 8(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (8) Lorsqu'un montant payable par un 15 Recouvrecontributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique moyennant une retenue sur le traitement ou d'autre façon est devenu exigible amount, with interest at four per cent per 15 mais demeure impayé au moment de son 20 décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation the contributor, without prejudice to any other 20 payable, selon la présente partie, au survivant 25 et aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement. Tout montant ainsi recouvré doit être porté au crédit du compte de Pension Fund and shall be deemed, for the 25 pension de retraite ou versé à la caisse et est 30 censé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 10(1), avoir été versé à ce compte ou à cette caisse par le contributeur.
 - 62. (1) Les définitions de « allocation de 35 de contributions », au paragraphe 10(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :
 - « allocation de cessation en espèces » Mon-40 « allocation tant égal à un mois de traitement pour chaque année de service ouvrant droit à pension calculé sur la base du taux de traitement qu'on est autorisé à verser au contributeur :
 - de cessation en espèces » termination
 - a) soit au moment où il cesse de contri-45 buer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique;

"cash termination allowance « allocation de cessation en espèces » Clause 61: (1) New.

Article 61, (1), - Nouveau.

(2) Subsection 8(8) reads as follows:

(8) Where any amount payable by a contributor into the Superannuation Account by reservation from salary or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of his death, that amount, with interest at four per cent per annum from the time when it became due, may be recovered, in accordance with the regulations, from any allowance payable under this Part to the surviving spouse and children of the contributor, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account and shall be deemed, for the purposes of the definition "return of contributions" in subsection 10(1), to have been paid into that Account by the contributor.

Clause 62: (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" in subsection 10(1) read as follows:

"cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service computed on the basis of the rate of salary authorized to be paid to the contributor

- (a) at the time he ceases to contribute to the Superannuation Account, or
- (b) in the case of a contributor who continues to be employed in the Public Service after having ceased to contribute to the Superannuation Account pursuant to paragraph 5(3)(a) or (b), at the time he ceases to be employed in the Public Service,

minus an amount equal to the amount by which

(2). — Texte du paragraphe 8(8):

(8) Lorsqu'un montant payable par un contributeur au compte de pension de retraite moyennant une retenue sur le traitement ou d'autre façon est devenu exigible mais demeure impayé au moment de son décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation payable, selon la présente partie, au conjoint survivant et aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement. Tout montant ainsi recouvré doit être porté au crédit du compte de pension de retraite et ecnsé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 10(1), avoir été versé à ce compte par le contributeur.

Article 62, (1). — Texte des définitions de « allocation de cessation en espèces » et « remboursement de contributions » au paragraphe 10(1):

- « allocation de cessation en espèces » Montant égal à un mois de traitement pour chaque année de service ouvrant droit à pension calculé sur la base du taux de traitement qu'on est autorisé à verser au contributeur :
 - a) soit au moment où il cesse de contribuer au compte de pension de retraite;
 - b) soit, dans le cas d'un contributeur qui demeure employé dans la fonction publique après avoir cessé de contribuer au compte de pension de retraite en vertu de l'alinéa 5(3)a) ou b), au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique.

moins un montant égal au montant par lequel :

(b) in the case of a contributor who continues to be employed in the Public Service after having ceased to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund pursuant to 5 subsection 5(1.1) or (1.2), at the time he or she ceases to be employed in the Public Service,

minus an amount equal to the amount by which

(c) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund up to the time he or she ceases to be employed in the 15 Public Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he or she had contributed on the basis of the rates set out in subsection 5(1) as it read on 20 December 31, 1965,

exceeds

(d) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pen-25 sion Fund up to the time he or she ceases to be employed in the Public Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, but not including any amount so paid pursuant to 35 subsection 24(6) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act,
- (b) any amount to his or her credit in the Retirement Fund that has been transferred to the Superannuation Account, 40 and
- (c) any amount paid by him or her into any other account or fund, together with

b) soit, dans le cas d'un contributeur qui demeure employé dans la fonction publique après avoir cessé de contribuer au compte de pension de retraite ou à la caisse en vertu des paragraphes 5(1.1) ou 5(1.2), au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique,

moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa $\frac{d}{d}$ 0 sur celui de l'alinéa $\frac{d}{d}$ 0 :

- c) le montant total que le contributeur aurait été requis de verser au compte de pension de retraite ou à la caisse jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique à l'exception des 15 intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés pour le service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux énoncés au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965;
- d) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte de pension de retraite ou à la caisse jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique à l'exception des 25 intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés pour le service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

« remboursement de contributions » "return of contributions"

- a) du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, à l'exclusion d'une somme payée conformément au paragraphe 24(6) de la 35 Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;
- b) de tout montant à son crédit qui a été transféré au compte de pension de retraite du Fonds de retraite; 40
- c) de tout montant versé par lui à un autre compte ou caisse, avec intérêt, si intérêt il y a, qui a été transféré au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, 45

"return of contributions" « remboursement de contributions » (c) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be employed in the Public Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he had contributed on the basis of the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965,

exceeds

(d) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be employed in the Public Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account, but not including any amount so paid pursuant to subsection 24(6) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act,
- (b) any amount to his credit in the Retirement Fund that has been transferred to the Superannuation Account, and
- (c) any amount paid by him into any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account,

to the extent that the amount remains to his credit in the Superannuation Account, together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (9); c) le montant total que le contributeur aurait été requis de verser au compte de pension de retraîte jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique — à l'exception des intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés — pour le service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux énoncés au paragraphe 5(1), en sa version existante au 31 décembre 1965,

dépasse :

d) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte de pension de retraite jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique — à l'exception des intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés — pour le service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

- a) du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite, à l'exclusion d'une somme payée conformément au paragraphe 24(6) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;
- b) de tout montant à son crédit au Fonds de retraite qui a été transféré au compte de pension de retraite;
- c) de tout montant versé par lui à un autre compte ou caisse, avec intérêt, si intérêt il y a, qui a été transféré au compte de pension de retraite,

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite, avec intérêt, si intérêt il y a, calculé conformément au paragraphe (9).

interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

to the extent that the amount remains to his or her credit in the Superannuation Account 5 or the Public Service Pension Fund, together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (9);

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la caisse, avec intérêt, le cas échéant, calculé conformément au paragraphe (9).

1996, c. 18, s. 25(2) Duration of

payment, etc.

to survivor or

(2) Subsections 10(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) When an annual allowance becomes payable under this Part to a survivor or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of 15 égales le mois écoulé et continuer, sous the month in which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate or 20 annuelle, et tout montant d'arriéré qui en succession of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

Capitaliza-

(4) When a person who is a contributor or survivor has become entitled under this Part to an annuity or annual allowance the amount of 25 partie, acquis un droit à une pension ou which would be less than two per cent of the Year's Maximum Pensionable Earnings within the meaning of subsection 11(3) in respect of the year in which the request is made, there may be paid to that person, on request by that 30 11(3) — applicable à l'année de la demande, person, to the Minister in writing within three months from the day on which written notice is sent by the Minister informing the person of the amount of the annuity or annual allowance, an amount determined in accordance 35 du montant de sa pension ou de son allocation with the regulations to be the capitalized value of the annuity or annual allowance, which payment shall be in lieu of any other benefit under this Part and Part III.

(3) Paragraph 10(5)(c) of the Act is 40 replaced by the following:

(c) if, without having exercised or been deemed to have exercised the option, he or she becomes re-employed in the Public

(2) Les paragraphes 10(3) et (4) de la 5 1996, ch. 18, 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Durée du paiement. etc., au survivant ou à l'enfant

(3) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un survivant ou à un enfant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités 10 réserve des autres dispositions de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire décède ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation 15 demeure impayé à quelque moment après son décès doit être payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le 20 ministre.

Capitalisa-

(4) Lorsqu'une personne — contributeur ou survivant - a, en vertu de la présente allocation annuelle dont le montant est moins 25 élevé que celui qui correspond à deux pour cent du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension — au sens du paragraphe il peut être versé à cette personne si elle en fait 30 la demande par écrit au ministre, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle celui-ci lui expédie un avis écrit l'informant annuelle, un montant déterminé d'après les 35 règlements comme étant la valeur capitalisée de cette pension ou allocation annuelle, lequel paiement doit tenir lieu de toute autre prestation prévue par la présente partie et la partie III. 40

(3) L'alinéa 10(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si ce contributeur, n'ayant pas exercé l'option ou n'étant pas réputé l'avoir exercée, redevient employé dans la fonction 45

(2) Subsections 10(3) and (4) read as follows:

- (3) Where an annual allowance becomes payable under this Part to a surviving spouse or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of the month in which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears thereof that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.
- (4) Where a person who is a contributor or surviving spouse has become entitled under this Part to an annuity or annual allowance the amount of which would be less than two per cent of the Year's Maximum Pensionable Earnings within the meaning of subsection 11(3) in respect of the year in which the request is made, there may be paid to that person, on request by that person, to the Minister in writing within three months from the day on which written notice is sent by the Minister informing the person of the amount of the annuity or annual allowance, an amount determined in accordance with the regulations to be the capitalized value of the annuity or annual allowance, which payment shall be in lieu of any other benefit under this Part and Part III.

(2). — Texte des paragraphes 10(3) et (4):

- (3) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un conjoint survivant ou à un enfant survivant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités égales le mois écoulé et continuer, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire décède ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui en demeure impayé à quelque moment après son décès doit être payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.
- (4) Lorsqu'une personne contributeur ou conjoint survivant —a, en vertu de la présente partie, acquis un droit à une pension ou allocation annuelle dont le montant est moins élevé que celui qui correspond à deux pour cent du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension au sens du paragraphe 11(3) applicable à l'année de la demande, il peut être versé à cette personne si elle en fait la demande par écrit au ministre, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle celui-ci lui expédie un avis écrit l'informant du montant de sa pension ou de son allocation annuelle, un montant déterminé d'après les règlements comme étant la valeur capitalisée de cette pension ou allocation annuelle, lequel paiement doit tenir lieu de toute autre prestation prévue par la présente partie et la partie III.

- (3) The relevant portion of subsection 10(5) reads as follows:
- (3). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 10(5):

Service, he or she ceases to be entitled to exercise the option until the time that he or she ceases to be so re-employed, unless before that time he or she becomes a contributor under this Part, in which case 5 the period on which that benefit was based, except any such period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), shall be counted as pensionable service for the purposes of 10 subsection 6(1).

1996, c. 18, s. 25(3)

(4) Subsection 10(9) of the Act is replaced by the following:

Interest on return of

- (9) For the purposes of the definition "return of contributions" in subsection (1), the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regulations,
 - (a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1, 20 1997:
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph 44(1)(c), compounded quarterly, for any period on or after January 1, 1997 and before April 1, 2000; 25 and
 - (c) at the rates established in the regulations made under paragraph 42.1(1)(v.3), compounded quarterly, for any period beginning on or after April 1, 2000. 30

1992, c. 46,

(5) Paragraph 10(10)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or 35 commuted during the lifetime of that person except under subsection (4), section 13.01 and subsection 25(5) and any transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is null and void; and 40

1992, c. 46, s. 8(3)

63. Subsection 11(8) of the Act is replaced by the following:

Computation of average annual salary

(8) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), any period of service during Service and is required to make contributions under any of subsections 5(3) to (4) is deemed publique, il cesse d'être admissible à l'exercice de l'option jusqu'à ce qu'il cesse d'être ainsi employé de nouveau, sauf si avant cette date il devient contributeur selon la présente partie, auquel cas la période d'em- 5 ploi sur laquelle cette prestation était fondée - à l'exception de toute période semblable spécifiée à la division 6(1)a)(iii)(C) ou (E) — doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application 10 du paragraphe 6(1).

(4) Le paragraphe 10(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 25(3)

(9) Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », au para-15 interest shall be calculated in the manner that 15 graphe (1), l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés conformément aux règlements :

Intérêt sur le remboursement de contributions

- a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure 20 au 1er janvier 1997;
- b) aux taux fixés par les règlements d'application de l'alinéa 44(1)c), composé trimestriellement, pour toute période commencant le 1er janvier 1997 ou après cette date 25 et se terminant avant le 1er avril 2000:
- c) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 42.1(1)v.3), composé trimestriellement, pour toute période postérieure au 31 mars 2000. 30

(5) L'alinéa 10(10)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 7

b) les prestations auxquelles un contributeur, un survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III,35 ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause, sauf au titre du paragraphe (4), de l'article 13.01 ou du paragraphe 25(5); toute opération en ce sens est nulle; 40

63. Le paragraphe 11(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 8(3)

(8) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), toute période de service which a person is employed in the Public 45 pendant laquelle une personne est employée 45 moyen dans la fonction publique et est astreinte à verser des contributions au titre de l'un des

Calcul du traitement annuel

- (5) Where, under section 12 or 13, a contributor is entitled to a benefit therein specified at his option,
 - (c) if, without having exercised or been deemed to have exercised the option, he becomes re-employed in the Public Service, he ceases to be entitled to exercise the option until such time as he ceases to be so re-employed, unless before that time he becomes, or would have become, but for subsection 5(3), a contributor under this Part, in which case the period on which that benefit was based, except any such period specified in clause $6(1)(a)(\mathrm{iii})(\mathbb{C})$ or (E), shall be counted as pensionable service for the purposes of subsection 6(1).

(4) Subsection 10(9) reads as follows:

- (9) For the purposes of the definition "return of contributions" in subsection (1), interest shall be calculated in such manner as the regulations provide and on such balances as are determined in accordance with the regulations,
 - (a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1, 1997; and
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph $44(1)(\epsilon)$, compounded quarterly, for any period on or after January 1, 1997.

- (5) The relevant portion of subsection 10(10) reads as follows:
- (10) Subject to Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and to the Pension Benefits Division Act,
 - (b) a benefit to which a contributor, surviving spouse or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person and any transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is void; and

Clause 63: Subsection 11(8) reads as follows:

(8) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), any period of service during which a person is employed in the Public Service after that person has, pursuant to paragraph 5(3)(a) or (b), ceased to contribute to the Superannuation Account is deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

- (5) Lorsque, en vertu de l'article 12 ou 13, un contributeur a droit à une prestation y spécifiée à son choix :
 - c) si ce contributeur, n'ayant pas exercé l'option ou n'ayant pas été réputé l'avoir exercée, redevient employé dans la fonction publique, il cesse d'être admissible à l'exercice de l'option jusqu'à ce qu'il cesse d'être ainsi employé de nouveau, sauf si avant cette date il devient, ou serait devenu, n'eût été le paragraphe 5(3), contributeur selon la présente partie, auquel cas la période d'emploi sur laquelle cette prestation était fondée à l'exception de toute période semblable spécifiée à la division 6(1)a)(iii)(C) ou (E) doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1).

(4). — Texte du paragraphe 10(9):

- (9) Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », au paragraphe (1), l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés conformément aux règlements :
 - a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure au 1^{er} janvier 1997;
 - b) aux taux fixés par les règlements d'application de l'alinéa 44(1)c), composé trimestriellement, pour toute période commençant à cette date ou par la suite.

(5). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 10(10):

(10) Sous réserve de la Loi sur le partage des prestations de retraite et de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions :

b) les prestations auxquelles un contributeur, un conjoint survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III. ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute opération en ce sens est nulle:

Article 63. — Texte du paragraphe 11(8):

(8) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), toute période de service pendant laquelle une personne est employée dans la fonction publique après avoir, conformément aux alinéas 5(3)a) ou h), cessé de contribuer au compte de pension de retraite, est réputée une période de service ouvrant droit à pension, au crédit de cette personne.

to be a period of pensionable service to the credit of that person.

64. (1) The portion of paragraph 12(1)(a)of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, or ceases to be employed in the Public Service by reason of having become disabled, he or she is entitled, at his or her 10 option, to

(2) The portion of paragraph 12(1)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

- (b) if the contributor ceases to be employed 15 in the Public Service, not having reached sixty years of age, for any reason other than disability, he or she is entitled, at his or her option, to
- (3) Subsection 12(1) of the Act is amended 20 by adding the word "and" at the end of paragraph (b), by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

(4) Paragraph 12(2)(b) of the Act is 25 replaced by the following:

(b) having to the contributor's credit more than thirty-three years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a \overline{kind} described in subsection 5(5), has to the 30 contributor's credit less than two years of pensionable service;

(5) Subsection 12(4) of the Act is replaced by the following:

Allowance to survivor and

1996, c. 18,

s. 28(2)

(4) On the death of a contributor who, at the 35 time of death, was entitled under subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the 40 admissibles aux allocations suivantes, calcubasis of the product obtained by multiplying the average annual salary of the contributor during the period applicable, as specified in subsection 11(1) or elsewhere in this Part for the purposes of that subsection, by the number 45 of years of pensionable service to his or her

paragraphes 5(3) à (4) est réputée une période de service ouvrant droit à pension, au crédit de cette personne.

64. (1) Le passage de l'alinéa 12(1)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est 5 5 remplacé par ce qui suit :

a) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique après avoir atteint l'âge de soixante ans ou s'il cesse d'être employé dans la fonction publique parce qu'il est devenu 10 invalide, il a droit, à son gré, de recevoir :

(2) Le passage de l'alinéa 12(1)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) s'il cesse d'être employé dans la fonction 15 publique, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité, il a droit, à son gré, de recevoir :

(3) L'alinéa 12(1)d) de la même loi est abrogé. 20

(4) L'alinéa 12(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) ayant à son crédit plus de trente-trois années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de 25 pension d'un genre visé au paragraphe 5(5), compte à son crédit moins de deux années de service ouvrant droit à pension;

(5) Le paragraphe 12(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

(4) Au décès d'un contributeur qui, au moment de son décès, avait droit de recevoir, selon le paragraphe (1), une pension immédiate, une pension différée ou une allocation annuelle, son survivant et ses enfants sont 35 lées sur la base du produit obtenu par multiplication du traitement annuel moyen du contributeur pour la période applicable, spécifié au paragraphe 11(1), ou ailleurs dans la présente 40 partie pour l'application de ce paragraphe, par le nombre d'années de service ouvrant droit à

Allocation au survivant et aux enfants

1996, ch. 18.

par. 28(2)

- Clause 64: (1) to (3) Subsection 12(1) reads as follows:
- 12. (1) The following provisions are applicable in respect of any contributor described in subsection (2):
 - (a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, for any reason other than misconduct, or ceases to be employed in the Public Service by reason of having become disabled, he is entitled, at his option, to
 - (i) an immediate annuity, or
 - (ii) either a cash termination allowance or a return of contributions, whichever is the greater;
 - (b) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, for any reason other than disability or misconduct, he is entitled, at his option, to
 - (i) a deferred annuity.
 - (ii) a return of contributions, or
 - (iii) an annual allowance calculated and payable in the manner set out in clause 13(1)(c)(ii)(D);
 - (c) if the contributor becomes disabled, not having reached sixty years of age but having become entitled to a deferred annuity, he ceases to be entitled to that deferred annuity and becomes entitled to an immediate annuity; and
 - (d) if the contributor is dismissed from the Public Service for misconduct, he is entitled to a return of contributions.
- (4) The relevant portion of subsection 12(2) reads as follows:
- (2) For the purposes of subsection (1), a contributor described in this subsection is any contributor who
 - (b) having to the contributor's credit more than thirty-three years of service on which a superannuation or pension benefit of a kind described in paragraph 5(3)(b) is based, has to the contributor's credit less than two years of pensionable service;
 - (5) Subsection 12(4) reads as follows:
- (4) On the death of a contributor who, at the time of his death, was entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual salary of the contributor during the period applicable, as specified in subsection 11(1) or elsewhere in this Part for the purposes of that subsection, by the number of years of pensionable service to his credit, one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

- Article 64, (1) à (3). Texte des passages introductif et visés du paragraphe 12(1):
- 12. (1) Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard de tout contributeur décrit au paragraphe (2) :
 - a) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique après avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'inconduite, ou s'il cesse d'être employé dans la fonction publique parce qu'il est devenu invalide, il a droit, à son gré, de recevoir :
 - b) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité ou l'inconduite, il a droit, à son gré, de recevoir :
 - d) s'il est renvoyé de la fonction publique pour inconduite, il a droit à un remboursement de contributions.

- (4). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 12(2):
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), un contributeur décrit au présent paragraphe est un contributeur qui :
 - b) ayant à son crédit plus de trente-trois années de service sur lesquelles est basée une prestation de pension ou de retraite d'un genre décrit à l'alinéa 5(3)b), compte à son crédit moins de deux années de service ouvrant droit à pension;
 - (5). Texte du paragraphe 12(4):
- (4) Au décès d'un contributeur qui, au moment de son décès, avait droit de recevoir, selon le paragraphe (1), une pension immédiate ou une pension différée, son conjoint survivant et ses enfants sont admissibles aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit obtenu en multipliant le traitement annuel moyen du contributeur pour la période applicable, spécifié au paragraphe 11(1), ou ailleurs dans la présente partie pour l'application de ce paragraphe, par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension qu'il a à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé l'« allocation de base » :

credit, one one-hundredth of the product so obtained being referred to in this subsection as the "basic allowance":

- (a) in the case of the survivor, an immediate annual allowance equal to the basic allow- 5 ance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is 10 dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, two-fifths of the basic allowance.

but the total amount of the allowances paid unof the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, eight-fifths of the basic allowance.

pension qu'il a à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé l'« allocation de base »:

- a) dans le cas du survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à 5 l'allocation de base;
- b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans 10 laisser de survivant ou si ce dernier est décédé ou n'est admissible à aucune allocation au titre de la présente partie, aux deux cinquièmes de l'allocation de base.
- der paragraph (b) shall not exceed four-fifths 15 L'ensemble des allocations versées en vertu 15 de l'alinéa b) ne peut excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est mort ou n'est admissi-
 - 20 ble à aucune allocation au titre de la présente 20 partie, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

1996, c. 18, s. 28(3)

(6) Subsections 12(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

Allowance

(6) Notwithstanding subsection (8), on the death of a contributor who at the time of death was a contributor described in paragraph 25 était un contributeur décrit à l'alinéa (2)a) ou (2)(a) or (b), the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the contributor, immediately prior to death, become entitled 30 décès, était devenu admissible selon le paraunder subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance.

Allowance

(7) On the death of a contributor who has, after having reached the age of forty-five years, received an amount as a cash termina- 35 tion allowance or as a return of contributions in respect of pensionable service prior to October 1, 1967, but who continued, on receiving the cash termination allowance or return of contributions, to have to his or her 40 cette allocation de cessation en espèces ou de credit pensionable service after September 30, 1967 of less than five years, the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the 45 survivant et les enfants de ce contributeur ont contributor, immediately before death, be-

(6) Les paragraphes 12(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 18,

- (6) Malgré le paragraphe (8), au décès d'un 25 Allocation contributeur qui, au moment de son décès, b), son survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles en vertu du paragraphe (4) si30 le contributeur, immédiatement avant son graphe (1) à une pension immédiate, à une pension différée ou à une allocation annuelle.
- (7) Au décès d'un contributeur qui, après 35 Allocation avoir atteint l'âge de quarante-cinq ans, a reçu une somme à titre d'allocation de cessation en espèces ou de remboursement de contributions relativement à du service ouvrant droit à pension effectué antérieurement au 1er octo-40 bre 1967, mais a continué, après réception de ce remboursement de contributions, de compter à son crédit une période de service ouvrant droit à pension, postérieurement au 30 sep-45 tembre 1967, de moins de cinq ans, le droit aux allocations annuelles auxquelles ils

- (a) in the case of the surviving spouse, an immediate annual allowance equal to the basic allowance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the spouse is dead, two-fifths of the basic allowance.

but the total amount of the allowances paid under paragraph (b) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the spouse is dead, eight-fifths of the basic allowance.

(6) Subsections 12(6) to (8) read as follows:

- (6) Notwithstanding subsection (8), on the death of a contributor who at the time of his death was a contributor described in paragraph (2)(a) or (b), the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the contributor, immediately prior to his death, become entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity.
- (7) On the death of a contributor who has, after having reached the age of forty-five years, received an amount as a cash termination allowance or as a return of contributions in respect of pensionable service prior to October 1, 1967, but who continued, on receiving the cash termination allowance or return of contributions, to have to his credit pensionable service after September 30, 1967 of less than five years, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the contributor, immediately prior to his death, become entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity.
- (8) Subject to subsection (7), on the death of a contributor who, not having been a contributor under Part I of the Superannuation Act immediately before January 1, 1954, or, having been a contributor thereunder at that time but not having continued to be employed in the Public Service substantially without interruption thereafter, was employed in the Public Service at the time of the contributor's death, having to the contributor's credit less than two years of pensionable service, the surviving spouse and children of the contributor, in any case where the contributor died leaving a surviving spouse or a child less than eighteen years of age, are entitled, jointly, to a death benefit equal to a return of contributions.

- a) dans le cas du conjoint survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à l'allocation de base;
- b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si le conjoint est décédé, aux deux cinquièmes de l'allocation de base,

mais l'ensemble des allocations versées en vertu de l'alinéa h) ne peut excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si le conjoint est mort, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(6). — Texte des paragraphes 12(6) à (8) :

- (6) Nonobstant le paragraphe (8), au décès d'un contributeur qui, au moment de son décès, était un contributeur décrit à l'alinéa (2)a) ou b), son conjoint survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles en vertu du paragraphe (4) si le contributeur, immédiatement avant son décès, était devenu admissible selon le paragraphe (1) à une pension immédiate ou à une pension différée.
- (7) Au décès d'un contributeur qui, après avoir atteint l'âge de quarante-cinq ans, a reçu une somme à titre d'allocation de cessation en espèces ou de remboursement de contributions relativement à du service ouvrant droit à pension effectué antérieurement au 1^{er} octobre 1967, mais a continué, après réception de cette allocation de cessation en espèces ou de ce remboursement de contributions, de compter à son crédit une période de service ouvrant droit à pension, postérieurement au 30 septembre 1967, de moins de cinq ans, le conjoint survivant et les enfants de ce contributeur ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient eu droit en vertu du paragraphe (4) si le contributeur était devenu admissible en vertu du paragraphe (1), immédiatement avant son décès, à une pension immédiate ou à une pension différée.
- (8) Sous réserve du paragraphe (7), au décès d'un contributeur qui, n'ayant pas été contributeur selon la partie I de la Loi sur la pension de retraite immédiatement avant le 1er janvier 1954, ou, l'ayant alors été mais n'étant pas demeuré employé dans la fonction publique sans interruption sensible par la suite, s'y trouvait employé au moment de son décès avec, à son crédit, moins de deux ans de service ouvrant droit à pension, son conjoint survivant et ses enfants ont droit conjointement à un remboursement de contributions, à titre de prestation consécutive au décès, dans chaque cas où le contributeur est décédé en laissant un conjoint survivant ou un enfant âgé de moins de dix-huit ans.

come entitled under subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance.

Lump sum payment to survivor and children

(8) Subject to subsection (7), on the death of a contributor who, not having been a contribu- 5 d'un contributeur qui, n'ayant pas été contritor under Part I of the Superannuation Act immediately before January 1, 1954, or, having been a contributor under that Act at that time but not having continued to be employed in the Public Service substantially 10 sans interruption sensible par la suite, s'y without interruption after that date, was employed in the Public Service at the time of the contributor's death, having to the contributor's credit less than two years of pensionable contributor, in any case where the contributor died leaving a survivor or a child less than eighteen years of age, are entitled, jointly, to a death benefit equal to a return of contribu-20 tions.

auraient eu droit en vertu du paragraphe (4) si le contributeur était devenu admissible en vertu du paragraphe (1), immédiatement avant son décès, à une pension immédiate, à une pension différée ou à une allocation 5 annuelle.

(8) Sous réserve du paragraphe (7), au décès buteur selon la partie I de la Loi sur la pension de retraite immédiatement avant le 1er janvier 10 1954, ou, l'ayant alors été mais n'étant pas demeuré employé dans la fonction publique trouvait employé au moment de son décès avec, à son crédit, moins de deux ans de 15 service ouvrant droit à pension, son survivant et ses enfants ont droit conjointement à un service, the survivor and children of the 15 remboursement de contributions, à titre de prestation consécutive au décès, dans chaque cas où le contributeur est décédé en laissant un 20 survivant ou un enfant âgé de moins de dix-huit ans.

Paiement global au survivant et aux enfants

1996, c. 18, s. 30(1)

65. (1) Paragraph 13(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, the contributor is entitled to an 25 immediate annuity;

(2) Paragraph 13(1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) if he or she ceases to be employed in the Public Service, not having reached sixty 30 years of age, for any reason other than disability, he or she is entitled to,
 - (i) if at the time he or she ceases to be so employed he or she has reached fifty-five years of age and has to his or her credit 35 not less than thirty years of pensionable service, an immediate annuity, or
 - (ii) in any other case, at his or her option
 - (A) a deferred annuity,
 - (B) if at the time he or she ceases to be 40 so employed he or she has reached fifty years of age and has to his or her credit not less than twenty-five years of pensionable service, an annual al-

65. (1) L'alinéa 13(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. par. 30(1)

a) s'il cesse d'être employé dans la fonction 25 publique après avoir atteint l'âge de soixante ans, il a droit de recevoir une pension immédiate:

(2) L'alinéa 13(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

- c) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité, il a droit de recevoir :
 - (i) si au moment où il cesse d'être ainsi 35 employé il a atteint l'âge de cinquantecinq ans et compte à son crédit trente années au moins de service ouvrant droit à pension, une pension immédiate,
 - 40 (ii) dans tout autre cas, à son gré :
 - (A) une pension différée,
 - (B) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante ans et compte à son crédit vingt-cinq années au moins de service 45 ouvrant droit à pension, une allocation

Clause 65: (1) to (3) The relevant portion of subsection 13(1) reads as follows:

- 13. (1) The following provisions are applicable in respect of any contributor who has to the contributor's credit two or more years of pensionable service:
 - (a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, for any reason other than misconduct, the contributor is entitled to an immediate annuity;
 - (c) if he ceases to be employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, for any reason other than disability or misconduct, he is entitled to,
 - (i) if at the time he ceases to be so employed he has reached fifty-five years of age and has to his credit not less than thirty years of pensionable service, an immediate annuity, or
 - (ii) in any other case, at his option
 - (A) a deferred annuity,
 - (B) if at the time he ceases to be so employed he has reached fifty years of age and has to his credit not less than twenty-five years of pensionable service, an annual allowance, payable immediately on his exercising his option, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying five per cent of the amount of that annuity by
 - (1) fifty-five minus his age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time he exercises his option, or
 - (II) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his credit,

Article 65, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 13(1):

- 13. (1) Les dispositions suivantes s'appliquent à l'égard d'un contributeur qui compte à son crédit au moins deux années de service ouvrant droit à pension :
 - a) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique après avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'inconduite, il a droit de recevoir une pension immédiate;
 - c) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité ou l'inconduite, il a droit de recevoir :
 - (i) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans et compte à son crédit trente années au moins de service ouvrant droit à pension, une pension immédiate,
 - (ii) dans tout autre cas, à son gré :
 - (A) une pension différée,
 - (B) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante ans et compte à son crédit vingt-cinq années au moins de service ouvrant droit à pension, unc allocation annuelle payable immédiatement, lors de l'exercice de son option, et égale au montant de la pension différée mentionnée à la division (A) diminué du plus grand des deux produits obtenus en multipliant cinq pour cent du montant de cette pension:
 - (I) soit par cinquante-cinq moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où il exerce son option.

lowance, payable immediately on his or her exercising his or her option, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by 5 multiplying five per cent of the amount of that annuity by

- (I) fifty-five minus his <u>or her</u> age in years, to the nearest <u>one-tenth</u> of a year, at the time he <u>or she</u> exercises 10 his or her option, or
- (Π) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or her credit,

whichever is the greater,

- (C) if at the time he or she ceases to be so employed he or she has reached fifty-five years of age, has been employed in the Public Service for a 20 period of or for periods totalling at least ten years and does not voluntarily retire from the Public Service, an annual allowance, payable immediately on his or her so ceasing to be 25 employed, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying
 - (I) five per cent of the amount of that 30 annuity

by

(II) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or 35 her credit,

except that in any such case the whole or any part of the reduction provided for by this clause may be waived by the Treasury Board, or 40

- (D) an annual allowance, payable
 - (I) immediately on his or her exercising his or her option, in the case of a contributor fifty or more years of age, or

 45

annuelle payable immédiatement, lors de l'exercice de son option, et égale au montant de la pension différée mentionnée à la division (A) diminué du plus grand des deux produits obtenus 5 en multipliant cinq pour cent du montant de cette pension :

- (I) soit par cinquante-cinq moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au 10 moment où il exerce son option,
- (II) soit par trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit, 15
- (C) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, a été employé dans la fonction publique pendant une durée de dix ans au moins répartie sur 20 une ou plusieurs périodes et ne quitte pas volontairement la fonction publique, une allocation annuelle payable immédiatement, à la cessation de son emploi, égale au montant de la pension 25 différée mentionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant :
 - (I) cinq pour cent du montant de cette pension 30

par

(II) trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

35

sauf que, dans un cas de ce genre, le Conseil du Trésor peut renoncer au droit d'effectuer en totalité ou en partie la diminution prévue par la présente division, 40

- (D) une allocation annuelle payable:
 - (I) immédiatement, lors de l'exercice de son option, dans le cas d'un contributeur âgé de cinquante ans ou plus,

 45
 - (II) dès qu'il aura atteint l'âge de cinquante ans, dans le cas d'un

whichever is the greater,

(C) if at the time he ceases to be so employed he has reached fifty-five years of age, has been employed in the Public Service on a full-time basis for a period of or for periods totalling at least ten years and does not voluntarily retire from the Public Service, an annual allowance, payable immediately on his so ceasing to be employed, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying

(I) five per cent of the amount of that annuity

by

(II) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his credit,

except that in any such case the whole or any part of the reduction provided for by this clause may be waived by the Treasury Board, or

- (D) an annual allowance, payable
 - (I) immediately on his exercising his option, in the case of a contributor fifty or more years of age, or
 - (II) on his reaching fifty years of age, in the case of a contributor who exercises his option when he is less than fifty years of age,

which allowance shall be equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying

(III) five per cent of the amount of that annuity

by

(IV) sixty minus his age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time the allowance becomes payable;

(e) if he is dismissed from the Public Service for misconduct, he is entitled to

- (i) a return of contributions, or
- (ii) with the consent of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he would have been entitled under this subsection had he, at the time of his dismissal, ceased to be employed in the Public Service for a reason other than misconduct, except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the return of contributions referred to in subparagraph (i).

(II) soit par trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit.

(C) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, a été employé dans la fonction publique à plein temps pendant une durée de dix ans au moins répartie sur une ou plusieurs périodes et ne quitte pas volontairement la fonction publique, une allocation annuelle payable immédiatement, à la cessation de son emploi, égale au montant de la pension différée mentionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant :

(I) cinq pour cent du montant de cette pension

(II) trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

sauf que, dans un cas de ce genre, le Conseil du Trésor peut renoncer au droit d'effectuer en totalité ou en partie la diminution prévue par la présente division,

- (D) une allocation annuelle payable:
 - (I) immédiatement, lors de l'exercice de son option, dans le cas d'un contributeur âgé de cinquante ans ou plus,
 - (II) dès qu'il aura atteint l'âge de cinquante ans, dans le cas d'un contributeur qui exerce une option lorsqu'il est âgé de moins de cinquante ans,

laquelle allocation doit être égale au montant de la pension différée mentionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant :

(III) cinq pour cent du montant de cette pension

(IV) soixante moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où l'allocation devient payable;

e) s'il est renvoyé de la fonction publique pour inconduite, il a droit :

(i) soit à un remboursement de contributions.

(ii) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à l'intégralité, ou à toute partie spécifiée par ce Conseil, d'une prestation à laquelle il aurait eu droit selon le présent paragraphe si, au moment de son renvoi, il avait cessé d'être employé dans la fonction publique pour une raison autre que l'inconduite, sauf que la valeur capitalisée n'en doit jamais être inférieure au remboursement de contributions mentionné au sous-alinéa (i). (II) on his or her reaching fifty years of age, in the case of a contributor who exercises his or her option when he or she is less than fifty years of age,

which allowance shall be equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying

(III) five per cent of the amount of 10 that annuity

(IV) sixty minus his or her age in vears, to the nearest one-tenth of a year, at the time the allowance 15 becomes payable; and

(3) Subsection 13(1) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (c), by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by 20 repealing paragraph (e).

1996, c. 18, s. 30(3)

(4) Subsections 13(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Allowance to survivor and

(2) On the death of a contributor who, at the (1) to an immediate annuity or a deferred annuity, or to an annual allowance payable immediately or on reaching fifty years of age, the survivor and children of the contributor ly, as described in paragraphs 12(4)(a) and (b)and subject to the limitations set out in subsections 12(4) and (5).

Allowance to survivor and children

(3) On the death of a contributor who was death, having to the contributor's credit two or more years of pensionable service, the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would the contributor, immediately before the contributor's death, become entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity or an annual allowance years of age.

1996, c. 18, s. 30(4)

(5) Subsection 13(7) of the Act is repealed.

contributeur qui exerce une option lorsqu'il est âgé de moins de cinquante ans,

laquelle allocation doit être égale au montant de la pension différée men- 5 tionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant:

(III) cinq pour cent du montant de cette pension

10

(IV) soixante moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où l'allocation devient payable;

(3) L'alinéa 13(1)e) de la même loi est 15 abrogé.

(4) Les paragraphes 13(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 18. par. 30(3)

Allocation au

- (2) Au décès d'un contributeur qui, au time of death, was entitled under subsection 25 moment du décès, avait droit, d'après le 20 aux enfants paragraphe (1), d'obtenir une pension immédiate ou une pension différée, ou une allocation annuelle payable immédiatement ou lorsqu'il atteint l'âge de cinquante ans, son are entitled to an annual allowance respective-30 survivant et ses enfants ont droit, respective-25 ment, à une allocation annuelle décrite aux alinéas 12(4)a) et b), sous réserve des restrictions indiquées aux paragraphes 12(4) et (5).
- (3) Au décès d'un contributeur qui était employed in the Public Service at the time of 35 employé dans la fonction publique au moment 30 et aux enfants de son décès et qui comptait à son crédit au moins deux années de service ouvrant droit à pension, son survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auhave been entitled under subsection (2) had 40 raient été admissibles selon le paragraphe (2),35 si le contributeur, immédiatement avant son décès, avait acquis, aux termes du paragraphe (1), le droit de recevoir une pension immédiate ou une pension différée ou une allocation payable immediately or on reaching fifty 45 annuelle payable immediatement ou lorsque 40 l'âge de cinquante ans est atteint.
 - (5) Le paragraphe 13(7) de la même loi est abrogé.

Allocations

1996, ch. 18, par. 30(4)

(4) Subsections 13(2) and (3) read as follows:

- (2) On the death of a contributor who, at the time of his death, was entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity, or to an annual allowance payable immediately or on his reaching fifty years of age, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to an annual allowance respectively, as described in paragraphs 12(4)(a) and (b) and subject to the limitations set out in subsections 12(4) and (5).
- (3) On the death of a contributor who was employed in the Public Service at the time of the contributor's death, having to the contributor's credit two or more years of pensionable service, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (2) had the contributor, immediately prior to the contributor's death, become entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity or an annual allowance payable immediately or on reaching fifty years of age.

(4). — Texte des paragraphes 13(2) et (3):

- (2) Au décès d'un contributeur qui, au moment du décès, avait droit, d'après le paragraphe (1), d'obtenir une pension immédiate ou une pension différée, ou une allocation annuelle payable immédiatement ou lorsqu'il atteint l'âge de cinquante ans, son conjoint survivant et ses enfants ont droit, respectivement, à une allocation annuelle décrite aux alinéas 12(4)a) et b), sous réserve des restrictions indiquées aux paragraphes 12(4) et (5).
- (3) Au décès d'un contributeur qui était employé dans la fonction publique au moment de son décès et qui comptait à son crédit au moins deux années de service ouvrant droit à pension, son conjoint survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles selon le paragraphe (2), si le contributeur, immédiatement avant son décès, avait acquis, aux termes du paragraphe (1), le droit de recevoir une pension immédiate ou une pension différée ou une allocation annuelle payable immédiatement ou lorsque l'âge de cinquante ans est atteint.

1996, ch. 18.

art. 31

1996, c. 18, s 31

66. Paragraph 13.03(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a payment has been made into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund pursuant to an agree- 5 ment entered into under section 40 or 40.2, and

1992, c. 46,

67. Subsection 13.1(4) of the Act is replaced by the following:

Revocation of

- (4) If a contributor who makes an election 10 under subsection (1) is subsequently reemployed in the Public Service and required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, the election is deemed to be revoked at 15 the time determined in accordance with the regulations.
- 68. (1) The portion of subsection 17(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

employment otherwise than voluntarily

- 17. (1) When an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases otherwise than voluntarily to be employed in that service for any reason, the following provisions apply:
- (2) Subsection 17(5) of the Act is repealed.
- 69. Section 19 of the Act is replaced by the following:

Additional amount to be contributed by air traffic

- 19. Subject to subsection 5(6), every person 30 employed in operational service and required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) or (1.2) is, except in the to (4), required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, two per cent of his or her salary.
- 70. (1) The portion of subsection 20(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

- 66. L'alinéa 13.03(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- a) un paiement a été fait au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique pour cette période 5 conformément à un accord conclu en vertu de l'article 40 ou 40.2:
- 67. Le paragraphe 13.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 10

- (4) Le choix effectué par le contributeur est, 10 Révocation si celui-ci redevient employé dans la fonction publique et est alors tenu, en vertu de l'article 5, de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, réputé révoqué à la date précisée 15 conformément aux règlements.
- 68. (1) Le passage du paragraphe 17(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est rem-20 placé par ce qui suit :
- 17. (1) Les dispositions suivantes s'appli-20 Cessation quent au contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1er avril 1976 ou après cette date qui cesse 25 involontairement d'être employé dans le ser-25 vice opérationnel:

involontaire d'emploi

- (2) Le paragraphe 17(5) de la même loi est abrogé.
- 69. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- 19. Sauf dans les circonstances visées aux 30 Obligation du paragraphes 5(3) à (4), toute personne qui est employée dans le service opérationnel et qui, au titre des paragraphes 5(1.1) ou (1.2), est tenue, sous réserve du paragraphe 5(6), de circumstances described in subsections 5(3) 35 contribuer au compte de pension de retraite ou 35 à la Caisse de retraite de la fonction publique, par retenue sur le traitement ou d'autre manière, doit payer une contribution de deux pour cent de son traitement, en sus de toute 40 autre somme exigée par la présente loi. 40

70. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

contrôleur de la circulation aérienne de payer une contribution supplémen-

- (7) Where a contributor who has to the contributor's credit two or more years of pensionable service, having been a contributor on the day immediately before the coming into force of this subsection and having been a contributor continuously after that day, other than a contributor in respect of whom a payment is made into the Superannuation Account pursuant to an agreement entered into under section 40 or 40.2, ceases to be employed in the Public Service during the period ending two years after the coming into force of this subsection, the contributor is entitled, at the option of the contributor, to
 - (a) a return of contributions, unless when the contributor ceases to be employed in the Public Service the contributor has reached forty-five years of age and has to the contributor's credit not less than ten years of pensionable service or is a contributor referred to in paragraph 13(1)(a);
 - (b) a cash termination allowance, if the contributor ceases to be employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, by reason of having become disabled, unless when the contributor ceases to be employed in the Public Service the contributor has reached forty-five years of age and has to the contributor's credit not less than ten years of pensionable service; or
 - (c) any other benefit to which the contributor would otherwise be entitled under this section.

Clause 66: The relevant portion of subsection 13.03(1) reads as follows:

- 13.03 (1) Where a contributor is entitled to a return of contributions and the pensionable service to the contributor's credit includes a period in respect of which
 - (a) a payment has been made into the Superannuation Account pursuant to an agreement entered into under section 40 or 40.2, and

the return of contributions in respect of that period shall be paid in accordance with subsection 13.01(2).

Clause 67: Subsection 13.1(4) reads as follows:

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-employed in the Public Service and required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regulations.

Clause 68: (1) The relevant portion of subsection 17(1) reads as follows:

17. (1) Where an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases otherwise than voluntarily to be employed in that service for any reason other than misconduct, the following provisions apply:

(2) Subsection 17(5) reads as follows:

- (5) Where an air traffic controller employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases to be so employed by reason of being dismissed from the Public Service for misconduct, he is entitled to
 - (a) a return of contributions; or
 - (b) with the consent of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he would have been entitled under subsection (1) or (2) had he, at the time of his dismissal, ceased to be employed in the Public Service for a reason other than misconduct, except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the return of contributions referred to in paragraph (a).

- (7) Au cours des deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le contributeur qui contribuait à cette entrée en vigueur et qui n'a pas cessé de contribuer par la suite a sauf si un montant a été versé à son égard aux termes d'un accord conclu en vertu des articles 40 ou 40.2 droit, lorsqu'il cesse d'être employé dans la fonction publique et s'il compte alors à son crédit au moins deux années de service ouvrant droit à pension, à son choix :
 - a) à un remboursement de contributions sauf si, au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique, il a atteint l'âge de quarante-cinq ans et compte à son crédit au moins dix années de service ouvrant droit à pension ou il est visé à l'alinéa 13(1)a);
 - b) à une allocation de cessation en espèces s'il cesse d'être employé dans la fonction publique, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, parce qu'il est devenu invalide sauf si, au moment de la cessation, il a atteint l'âge de quarante-cinq ans et compte à son crédit au moins dix années de service ouvrant droit à pension;
 - c) aux prestations auxquelles il pourrait par ailleurs avoir droit aux termes du présent article.

Article 66. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 13.03(1):

- 13.03 (1) Est versé conformément au paragraphe 13.01(2) le remboursement de contributions auquel a droit un contributeur à l'égard de toute période de service qui est comprise dans une période de service ouvrant droit à pension et pour laquelle les conditions suivantes sont réunies :
 - a) un paiement a été fait au compte de pension de retraite pour cette période conformément à un accord conclu en vertu de l'article 40 ou 40.2;

Article 67. — Texte du paragraphe 13.1(4):

(4) Le choix effectué par le contributeur est, si celui-ci redevient employé dans la fonction publique et est alors tenu, en vertu du paragraphe 5(1), de contribuer au compte de pension de retraite, réputé révoqué à la date précisée conformément aux règlements.

Article 68, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 17(1):

17. (1) Les dispositions suivantes s'appliquent au contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date qui, pour toute raison autre que l'inconduite, cesse involontairement d'être employé dans le service opérationnel:

(2). — Texte du paragraphe 17(5):

- (5) Les contrôleurs de la circulation aérienne employés dans le service opérationnel le 1^{er} avril 1976 ou après cette date qui cessent d'être employés par la fonction publique à cause d'un renvoi pour inconduite ont droit :
 - a) soit à un remboursement de contributions;
 - b) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à la prestation à laquelle ils auraient eu droit en vertu des paragraphes (1) ou (2), ou à toute partie de cette dernière que spécifie le Conseil du Trésor, si au moment de leur renvoi ils avaient cessé d'être employés dans la fonction publique pour une raison autre que l'inconduite; toutefois, en aucun cas la valeur capitalisée de cette prestation ne peut être inférieure au rempouvement de contributions visé à l'alinéa qu

Contributions

pour service

accompagné

d'un choix

Contributions for elective service

20. (1) Operational service occurring on or after April 1, 1976 for which an election pursuant to section 6 has been made by a contributor or that may be counted by a contributor as pensionable service pursuant to subsection 40(11) or (11.1) may not be counted as operational service that is pensionable service for the purposes of sections 16 and 17 unless

(2) Paragraph 20(1)(b) of the Act is 10 replaced by the following:

(b) the contributor, at any time after he or she becomes employed in operational service but before he or she ceases to be employed in the Public Service, further 15 elects to pay to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that operational service an amount equal to the amount he or she would have been required to contribute had he or 20 she, during that period, been required to contribute, at the rate of two per cent of his or her salary, together with interest within the meaning of subsection 7(2).

71. Section 21 of the Act is replaced by the 25 following:

21. If an air traffic controller is entitled to a benefit under section 16 or subsection 17(1). and if he or she becomes re-employed in the Public Service without having exercised an 30 employés de nouveau dans la fonction publioption under section 16 or subsection 17(1)and is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, he or she ceases to be entitled to exercise the option until the time that he or 35 cessent d'être admissibles à l'exercice de cette she ceases to be so re-employed.

72. (1) The portion of subsection 22(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

22. (1) If an air traffic controller who is 40 receiving an annuity or an annual allowance under section 16 or subsection 17(1) or (5) is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund on being re-employed in the Public Service

20. (1) Le service opérationnel débutant le 1^{er} avril 1976 ou après cette date pour lequel un contributeur a exercé un choix en vertu de l'article 6, ou qui peut être compté par un 5 contributeur comme service ouvrant droit à 5 pension conformément aux paragraphes 40(11) ou (11.1), ne peut être compté comme service opérationnel ouvrant droit à pension pour l'application des articles 16 et 17, sauf si, selon le cas: 10

(2) L'alinéa 20(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le contributeur, à un moment quelconque après avoir été employé dans le service opérationnel, mais avant d'avoir cessé 15 d'être employé dans la fonction publique, choisit en outre de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, au titre de ce service opérationnel, pour un montant égal 20 au montant de la contribution exigée si, au cours de cette période, il avait été tenu de contribuer au taux de deux pour cent de son traitement, avec les intérêts au sens du paragraphe 7(2). 25

71. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. Les contrôleurs de la circulation aérienne ayant droit à la prestation visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1) qui deviennent 30 que sans avoir exercé l'option visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1), et qui sont tenus de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, 35 option tant qu'ils sont ainsi employés de nouveau.

72. (1) Le passage du paragraphe 22(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est rem-40 placé par ce qui suit :

22. (1) Lorsque les contrôleurs de la circulation aérienne recevant une pension ou une allocation annuelle en vertu de l'article 16 ou des paragraphes 17(1) ou (5) sont tenus de 45 contribuer au compte de pension de retraite ou 45 à la Caisse de retraite de la fonction publique, en étant employés de nouveau dans la fonction publique:

Option

Option

Option

Option

Clause 69: Section 19 reads as follows:

19. Every person employed in operational service and required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) is, except in the circumstances described in subsection 5(3), required to contribute to the Superannuation Account by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, two per cent of his salary.

Clause 70: (1) and (2) The relevant portion of subsection 20(1) reads as follows:

- **20.** (1) Operational service occurring on or after April 1, 1976 for which an election pursuant to section 6 has been made by a contributor or that may be counted by a contributor as pensionable service pursuant to subsection 40(11) may not be counted as operational service that is pensionable service for the purposes of sections 16 and 17 unless
 - (b) the contributor, at any time after he becomes employed in operational service but before he ceases to be employed in the Public Service, further elects to pay to the Superannuation Account in respect of that operational service an amount equal to the amount he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute, at the rate of two per cent of his salary, together with interest within the meaning of subsection 7(2).

Clause 71: Section 21 reads as follows:

21. Where an air traffic controller is entitled to a benefit under section 16 or subsection 17(1), if he becomes re-employed in the Public Service without having exercised his option under section 16 or subsection 17(1) and is, or would but for subsection 5(3) be, required to contribute to the Superannuation Account, he ceases to be entitled to exercise the option until such time as he ceases to be so re-employed.

Clause 72: (1) The relevant portion of subsection 22(1) reads as follows:

22. (1) Where an air traffic controller who is receiving an annuity or an annual allowance under section 16 or subsection 17(1) or (5) is, or would but for subsection 5(3) be, required to contribute to the Superannuation Account on being re-employed in the Public Service

Article 69. — Texte de l'article 19 :

19. Sauf dans les circonstances visées au paragraphe 5(3), toute personne qui est employée dans le service opérationnel et qui, en vertu du paragraphe 5(1), est tenue de contribuer au compte de pension de retraite, par retenue sur le traitement ou d'autre manière, doit verser une contribution de deux pour cent de son traitement, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

Article 70. — Texte des passages visés du paragraphe 20(1):

- **20.** (1) Le service opérationnel débutant le 1^{er} avril 1976 ou après cette date pour lequel un contributeur a exercé un choix en vertu de l'article 6, ou qui peut être compté par un contributeur comme service ouvrant droit à pension conformément au paragraphe 40(11), ne peut être compté comme service opérationnel ouvrant droit à pension pour l'application des articles 16 et 17, sauf si, selon le cas :
 - b) le contributeur, à un moment quelconque après avoir été employé dans le service opérationnel, mais avant d'avoir cessé d'être employé dans la fonction publique, choisit en outre de contribuer au compte de pension de retraite, au titre de ce service opérationnel, un montant égal au montant de la contribution exigée si, au cours de cette période, il avait été tenu de contribuer au taux de deux pour cent de son traitement, avec les intérêts au sens du paragraphe 7(2).

Article 71. — Texte de l'article 21:

21. Les contrôleurs de la circulation aérienne ayant droit à la prestation visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1) qui deviennent employés de nouveau dans la fonction publique sans avoir exercé l'option visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1), et qui sont tenus de contribuer au compte de pension de retraite ou le seraient en l'absence du paragraphe 5(3), cessent d'être admissibles à l'exercice de cette option tant qu'ils sont ainsi employés de nouveau.

Article 72, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 22(1):

22. (1) Lorsque les contrôleurs de la circulation aérienne recevant une pension ou une allocation annuelle en vertu de l'article 16 ou des paragraphes 17(1) ou (5) sont tenus de contribuer au compte de pension de retraite, ou le seraient en l'absence du paragraphe 5(3), en étant employés de nouveau dans la fonction publique :

(2) Paragraph 22(2)(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension 5 Fund to his or her credit at any time before the time when he or she became so re-employed; and
- (3) Paragraph 22(2)(b) of the English following:
 - (b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him or her.

1992, c. 46, s. 12

pension plan

Special

73. Section 24.2 of the Act is replaced by the following:

24.2 Any person who is employed in

operational service by the Correctional Service of Canada on or after March 18, 1994 and who is required by subsection 5(1.1) or (1.2)to contribute to the Superannuation Account 20 or the Public Service Pension Fund is entitled, at the person's option on ceasing to be employed in the Public Service, in respect of the operational service that is pensionable service to the credit of that person, to an 25 opérationnel qui constitue du service ouvrant immediate annuity or annual allowance calculated in the manner prescribed by the regulations, in the circumstances and subject to the

1992, c. 46. s. 12

Additional contributed

74. Subsection 24.4(1) of the Act is replaced by the following:

terms and conditions prescribed by those

person is otherwise entitled under subsection

13(1) in respect of that service.

24.4 (1) Subject to subsections (2) and 5(6), 35 every person who is employed in operational service by the Correctional Service of Canada on or after March 18, 1994 and who is required by subsection 5(1.1) or (1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public 40 Service Pension Fund is, except in the circumstances described in subsections 5(3) to (4), required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise, in 45 autrement, une contribution s'élevant à un addition to any other amount required under this Act, any percentage of the person's salary that is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

(2) L'alinéa 22(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé à son crédit au compte de pension de retraite ou 5 à la Caisse de retraite de la fonction publique en tout temps avant le moment où il est ainsi devenu employé de nouveau;
- (3) L'alinéa 22(2)b) de la version anglaise version of the Act is replaced by the 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10
 - (b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him or her.

73. L'article 24.2 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 12

spécial

24.2 Les personnes qui, le 18 mars 1994 ou 15 Régime de après cette date, sont employées dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu des paragraphes 5(1.1) ou (1.2), sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de 20 retraite de la fonction publique peuvent choisir, lors de la cessation de leur emploi dans la fonction publique, à l'égard du service droit à pension porté à leur crédit, une pension 25 immédiate ou une allocation annuelle calculée en conformité avec les règlements, dans les circonstances et aux conditions que ceuxregulations, in lieu of any benefit to which that 30 ci prévoient, en remplacement des autres prestations auxquelles elles ont droit, en vertu 30 du paragraphe 13(1), au titre de ce service.

74. Le paragraphe 24.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

24.4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 5(6), la personne qui, le 18 mars 1994 ou après 35 taire cette date, est employée dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu des paragraphes 5(1.1) ou (1.2), est tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de 40 la fonction publique doit, sauf dans les circonstances visées aux paragraphes 5(3) à (4), y payer, par retenue sur le traitement ou pourcentage de son traitement fixé par les45 règlements ou déterminé selon les modalités prévues par ceux-ci, en sus de toute autre somme exigée au titre de la présente loi.

Contribution supplémen-

(2) and (3) Subsection 22(2) reads as follows:

- (2) Where a contributor referred to in subsection (1), on ceasing to be re-employed in the Public Service, exercises his option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions.
 - (a) the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time prior to the time when he became so re-employed; and
 - (b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him.

Clause 73: Section 24.2 reads as follows:

24.2 Any person who is employed in operational service by the Correctional Service of Canada on or after the coming into force of this section and who is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account is entitled, at the person's option on ceasing to be employed in the Public Service, in respect of the operational service that is pensionable service to the credit of that person, to an immediate annuity or annual allowance calculated in the manner prescribed by the regulations, in the circumstances and subject to the terms and conditions prescribed by those regulations, in lieu of any benefit to which that person is otherwise entitled under subsection 13(1) in respect of that service.

Clause 74: Subsection 24.4(1) reads as follows:

24.4 (1) Subject to subsection (2), every person who is employed in operational service by the Correctional Service of Canada on or after the coming into force of this section and who is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account is, except in the circumstances described in subsection 5(3), required to contribute to the Superannuation Account by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, such percentage of the person's salary as is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

(2) et (3). — Texte du paragraphe 22(2):

- (2) Lorsqu'un contributeur visé au paragraphe (1) cesse d'être employé de nouveau dans la fonction publique et opte alors en vertu de la présente partie pour un remboursement de contributions, ou n'a pas droit, en vertu de la présente partie, à une prestation autre qu'un remboursement de contributions :
 - a) le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite à son crédit en tout temps avant le moment où il est ainsi devenu employé de nouveau;
 - b) les prestations visées au paragraphe (1) lui sont rendues.

Article 73. — Texte de l'article 24.2 :

24.2 Les personnes qui, à compter de l'entrée en vigueur du présent article, sont employées dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu du paragraphe 5(1), sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite peuvent choisir, lors de la cessation de leur emploi dans la fonction publique, à l'égard du service opérationnel qui constitue du service ouvrant droit à pension porté à leur crédit, une pension immédiate ou une allocation annuelle calculée en conformité avec les règlements, dans les circonstances et aux conditions que ceux-ci prévoient, en remplacement des autres prestations auxquelles elles ont droit, en vertu du paragraphe 13(1), au titre de ce service.

Article 74. — Texte du paragraphe 24.4(1):

24.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne qui, au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent article, est employée dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu du paragraphe 5(1), est tenue de contribuer au compte de pension de retraite doit, sauf dans les circonstances visées au paragraphe 5(3), y verser, par retenue sur le traitement ou autrement, une contribution s'élevant à un pourcentage de son traitement fixé par les règlements ou déterminé selon les modalités prévues par ceux-ci, en sus de toute autre somme exigée au titre de la présente loi.

1992, c. 46, s. 13

75. Section 25 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

75. L'article 25 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit:

1992, ch. 46.

Payments to Survivors, Children and Other Beneficiaries

Lump sum payments

- 25. (1) Where, in this Part, it is provided that the survivor and children of a contributor are total amount of the return shall be paid to the survivor except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the 10 payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less 15 than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in the shares 20 that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct;
 - (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death 25 of the contributor are living apart from the survivor at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the survivor and the children so living apart in the shares that the Minister considers 30 equitable and proper under the circumstances, or to the survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
 - (d) if the contributor died without leaving 35 any children and at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at the time the payment is to be made all of the children are 40 dead or cannot be found, the total amount shall be paid
 - (i) if the contributor named his or her estate or succession as beneficiary or

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

25, (1) Ouand, dans la présente partie, il est prévu que le survivant et les enfants d'un 5 globale entitled jointly to a return of contributions, the 5 contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions, le montant total doit en être payé au survivant, sauf que :

Paiements en

- a) si, au moment du décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans 10 ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales;
- b) si, au moment du décès du contributeur, 15 l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant est mort ou il est introuvable, le montant 20 total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre ordonne; 25
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au moment du décès du contributeur vivent séparés du survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total doit être versé au survivant et 30 aux enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au survivant ou à l'un ou plusieurs des enfants vivant ainsi séparés de 35 celui-ci, selon ce que le ministre ordonne ;
- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé 40 sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont morts ou introuvables, le montant total doit être versé:

Clause 75: Section 25 and the heading before it read as follows:

Payments to Surviving Spouses, Children and Other Beneficiaries

- 25. (1) Where, in this Part, it is provided that the surviving spouse and children of a contributor are entitled jointly to a return of contributions, the total amount thereof shall be paid to the surviving spouse of the contributor except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a surviving spouse or at the time the payment is to be made the spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct;
 - (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the surviving spouse at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the surviving spouse and the children so living apart in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the surviving spouse or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
 - (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the spouse is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a surviving spouse and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid
 - (i) if the contributor named his estate as his beneficiary or named another beneficiary under Part II and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and
 - (ii) in any other case, to the estate of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

(2) [Repealed, 1989, c. 6, s. 3]

(3) Where a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under this Part, payment thereof shall, if the child is less than eighteen years of age, be made to the person having the custody and control of the child, or, where there is no person having the custody and control of the child, to such person as the Minister may direct, and for the purposes of this subsection the surviving spouse of the contributor, except where the child is living apart from the surviving spouse, shall be presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be the person having the custody and control of the child.

Article 75. — Texte de l'article 25 et de l'intertitre le précédant :

Paiements au conjoint survivant, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

- 25. (1) Quand, dans la présente partie, il est prévu que le conjoint survivant et les enfants d'un contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions, le montant total doit en être payé au conjoint survivant du contributeur, sauf que :
 - a) si, au moment du décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint est mort ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales;
 - b) si, au moment du décès du contributeur, l'un quelconque des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le conjoint est mort ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un quelconque d'entre eux, selon que l'ordonne le ministre:
 - c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au moment du décès du contributeur vivent séparés du conjoint survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total doit être versé au conjoint survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au conjoint survivant ou à l'un ou plusieurs des enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon que l'ordonne le ministre;
 - d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont morts ou introuvables, le montant total doit être versé :
 - (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si le bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire,
 - (ii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon que l'ordonne le ministre.

(2) [Abrogé, 1989, ch. 6, art. 3]

(3) Lorsqu'un enfant d'un contributeur a droit à une allocation annuelle ou à un autre montant sous le régime de la présente partie. le versement doit en être fait, si l'enfant a moins de dix-huit ans, à la personne ayant la garde de cet enfant et investie de l'autorité sur celui-ci, ou, si personne n'a la garde de cet enfant et n'est investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne que peut indiquer le ministre et, pour l'application du présent paragraphe, le conjoint survivant du contributeur, sauf si l'enfant vit séparé du conjoint survivant, est présumé, en l'absence de preuve contraire, être la personne ayant la garde de cet enfant et investie de l'autorité sur celui-ci.

named another beneficiary under Part II and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and

- (ii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less 5 than one thousand dollars, as the Minister may direct.
- (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si le bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
- (ii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordonne.

Apportionment when two survivors

(2) If there are two survivors of a contributor, the share of the total amount to be paid to the survivor referred to in paragraph (a) of the 10 l'alinéa a) de la définition de « survivant » au definition "survivor" in subsection 3(1) and the share to be paid to the survivor referred to in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.

(2) S'il y a deux survivants, la part du 10 Répartition montant total à payer au survivant visé à paragraphe 3(1) et celle à payer au survivant visé à l'alinéa b) de cette définition sont payées selon ce que le ministre ordonne. 15

du montant s'il y a deux survivants

Share may be

(2.1) Nothing in subsection (2) is to be read 15 as limiting the Minister's power to direct that the share of one or other of the survivors under that subsection is nil.

(2.1) Le paragraphe (2) ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de décider que la part d'un survivant est nulle.

Décision du

Allowances paid to children

(3) When a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under 20 droit à une allocation annuelle ou à un autre 20 this Part, payment of it shall, if the child is less than eighteen years of age, be made to the person having custody and control of the child, or, if there is no person having custody and control of the child, to the person whom 25 celui-ci, ou, si personne n'a la garde de 25 the Minister may direct.

(3) Lorsqu'un enfant d'un contributeur a montant sous le régime de la présente partie, le versement doit en être fait, si l'enfant a moins de dix-huit ans, à la personne avant la garde de l'enfant et investie de l'autorité sur

Allocations aux enfants

Person considered to be the survivor

(4) For the purposes of this Part, when a person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with the contributor for at least one year immedi-30 avec lui dans une union de type conjugal ately before the death of the contributor, the person is considered to be the survivor of the contributor.

(4) Pour l'application de la présente partie, a la qualité de survivant la personne qui établit 30 survivant que, au décès du contributeur, elle cohabitait depuis au moins un an.

l'enfant et n'est investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne que peut indiquer le

ministre.

Personne réputée

Person considered to be married

(4.1) For the purposes of this Part, when a contributor was married to a person with whom the contributor had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the 40 contributor on the day established as being the day on which the cohabitation began.

(4.1) Pour l'application de la présente contributor dies and, at the time of death, the 35 partie, lorsque le contributeur décède alors 35 mariée qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée s'être mariée au contributeur à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a40 commencé.

Personne

- (4) For the purposes of this Part, where a contributor dies and the contributor had been, for a period of not less than one year immediately before the contributor's death, residing with a person of the opposite sex to whom the contributor was not married, the Treasury Board may deem that person to be the surviving spouse of the contributor if, during that period, that person had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, and may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.
- (4.1) For the purposes of this Part, where a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been residing for a period immediately before the marriage and who, during that period, had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, the Treasury Board may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.
- (5) If, on the death of a contributor, it appears to the Treasury Board that the surviving spouse of the contributor had, immediately prior to his death, been living apart from him, and if the Treasury Board so directs, having regard to the surrounding circumstances, including the welfare of any children involved, the surviving spouse shall be deemed, for the purpose of determining entitlement to any benefit payable to the surviving spouse and children of the contributor as such, to have predeceased the contributor.
- (6) The Treasury Board may, in its discretion, notwithstanding any direction made by the Board under subsection (5), direct that an annual allowance payable to a surviving spouse be apportioned among several applicants for the allowance, in which case any direction made under subsection (5) shall be deemed to be revoked.
- (7) Any direction made under subsection (6) may from time to time be reviewed and varied.

- (4) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il cohabitait depuis au moins un an avec une personne de sexe opposé, le Conseil du Trésor peut assimiler cette personne au conjoint survivant du contributeur si ce dernier la présentait en public comme son conjoint pendant cette période et peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.
- (4.1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité jusqu'à leur mariage et que, pendant cette période de cohabitation, il l'avait présentée en public comme son conjoint, le Conseil du Trésor peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.
- (5) Quand, au décès d'un contributeur, il apparaît au Conseil du Trésor que le conjoint survivant du contributeur avait, immédiatement avant son décès, vécu séparé de celui-ci, et quand le Conseil du Trésor l'ordonne, en tenant compte des circonstances de l'espèce, y compris le bien-être des enfants concernés, le conjoint survivant est, aux fins de déterminer l'admissibilité à toute prestation payable au conjoint survivant et aux enfants du contributeur en tant que tels, réputé décédé avant le contributeur.
- (6) Par dérogation à toute directive prévue au paragraphe (5), qui est alors réputée révoquée, le Conseil du Trésor peut ordonner la répartition de l'allocation annuelle payable à un conjoint survivant entre plusieurs requérants.
 - (7) Les directives prévues au paragraphe (6) peuvent être révisées.

When survivor not to receive annual allowance waiver

Permitted waivers

- (5) A survivor is not entitled to receive an annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (6).
- (6) A survivor may make an irrevocable waiver in writing only if it results in
 - (a) an increase in the allowance payable to a child under paragraph 12(4)(b); or
 - (b) a benefit being paid under section 27.

Time for waiver

(7) A waiver must be made no later than three months after the survivor is notified of 10 tard trois mois après que le survivant a été his or her entitlement to an allowance under this Act and takes effect as of the date of the death of the contributor.

When survivor not to receive benefits criminal responsibility for death

When survivor not to receive annual allowance survivor

Apportion ment of when two survivors

- (8) A survivor is not entitled to receive any
- contributor when the contributor dies and the survivor is found criminally responsible for the death.

(9) A survivor is not entitled to receive an

it is established to the satisfaction of the

Minister that the survivor cannot be found.

- (10) When an annual allowance is payable under paragraph 12(4)(a) or subsection 13(2)and there are two survivors of the contributor, 25 | 13(2) à deux survivants, le montant total de the total amount of the annual allowance shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 3(1) is entitled to receive the proportion of 30 the annual allowance that the total of the number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the contributor and the number of years that he or she cohabited with the contributor in a 35 relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors; and
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the 40 proportion of the annual allowance that the

- (5) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il y renonce irrévocablement par écrit au titre du paragraphe (6).
- (6) Le survivant ne peut renoncer à l'alloca-5 tion que si, selon le cas :

renonciation Validité de la renonciation

Survivant

n'avant pas

droit à une

allocation annuelle -

- a) la renonciation a pour effet d'augmenter le montant de l'allocation payable à un enfant au titre de l'alinéa 12(4)b);
- b) il en résulte le versement d'une prestation au titre de l'article 27. 10
- (7) La renonciation doit être faite au plus avisé de son droit de recevoir une allocation. Elle prend effet à la date du décès du contributeur.

(8) Le survivant n'a droit à aucune prestabenefit under this Act with respect to the 15 tion au titre de la présente loi relativement au contributeur si, après le décès de celui-ci, il est tenu criminellement responsable de sa mort.

Survivant n'ayant droit à aucune prestation responsabilité criminelle

Délai

(9) S'il est établi à la satisfaction du 20 Survivant annual allowance when the contributor dies if 20 ministre que, au décès du contributeur, le survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit à une allocation annuelle.

droit à une allocation annuelle survivant introuvable

- (10) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 12(4)a) ou du paragraphe 25 celle-ci est ainsi réparti :
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 3(1) a droit à une part de l'allocation en 30 proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec le contributeur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabi-35 tation des survivants avec celui-ci dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;
 - b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation 40 en proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec le contribu-

Répartition du montant l'allocation s'il y a deux survivants



number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of vears that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in 5 a relationship of a conjugal nature.

teur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

Years

(11) In determining a number of years for the purposes of subsection (10), part of a year shall be counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is 10 supérieure à six mois; elle n'est pas prise en less.

(11) Pour le calcul des années au titre du 5 Arrondisseparagraphe (10), une partie d'année est comptée comme une année si elle est égale ou compte dans le cas contraire.

Death, etc. of one of the

(12) When one of the survivors referred to in subsection (10) dies or is not entitled to receive a benefit under this Act when the allowance that would have been pavable to the survivor who died or is not entitled shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

(12) Si l'un des survivants visés au paragra-10 Versement à phe (10) décède ou n'a droit à aucune prestation au titre de la présente loi au décès contributor dies, the portion of the annual 15 du contributeur, sa part de l'allocation annuelle est versée à l'autre survivant.

1992, c. 46, s. 14

76. (1) Subsection **26**(1) of the Act is 20 replaced by the following:

76. (1) Le paragraphe 26(1) de la même 15 1992, ch. 46, loi est remplacé par ce qui suit :

26. (1) Sous réserve de l'article 13.1, mais

nonobstant les autres dispositions de la pré-

sente partie, le survivant d'un contributeur n'a

ce dernier au titre de la présente partie si le

mariage ou le début de la cohabitation dans

une union de type conjugal est postérieur à

l'acquisition par cette personne du droit, en

allocation annuelle, à moins que, par la suite,

le contributeur ne soit devenu ou demeuré

Mariage après la retraite

Marriage, etc. after retirement

Death within

one year after

marriage

- 26. (1) Subject to section 13.1 but notwithstanding any other provision of this Part, the survivor of a contributor is not entitled to an annual allowance in respect of the contributor 25 droit à aucune allocation annuelle à l'égard de 20 under this Part if that contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature after having become entitled under this Part to an annuity or annual allowance, unless, after the 30 vertu de cette partie, à une pension ou à une 25 marriage, or after the beginning of the period of cohabitation, the contributor became or continued to be a contributor under this Part.
 - contributeur selon la même partie. (2) Le paragraphe 26(3) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

(2) Subsection 26(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Notwithstanding anything in this Part, when a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the survivor of the contributor or the children satisfaction of the Minister that the contributor was at the time of the marriage in such a condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage. 45

(3) Malgré les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur décède dans un délai d'un an après son mariage, l'allocation annuelle n'est payable à son of that marriage unless it is established to the 40 survivant ou aux enfants de ce mariage que s'il 35 est établi, à la satisfaction du ministre, que le contributeur jouissait à l'époque de son mariage d'un état de santé lui permettant d'espérer vivre encore au moins un an par la suite.

Décès dans un délai d'un an après le mariage

30

Clause 76: (1) Subsection 26(1) reads as follows:

26. (1) Subject to section 13.1 but notwithstanding any other provision of this Part, the surviving spouse of a person is not entitled to any annual allowance under this Part if that person married the surviving spouse after having become entitled under this Part to an annuity or annual allowance, unless, after the marriage, that person became or continued to be a contributor under this Part.

(2) Subsection 26(3) reads as follows:

(3) Notwithstanding anything in this Part, where a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the surviving spouse of the contributor or the children of that marriage if the Treasury Board is not satisfied that the contributor was at the time of the marriage in such a condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year thereafter.

Article 76, (1). — Texte du paragraphe 26(1):

26. (1) Sous réserve de l'article 13.1 mais nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le conjoint survivant d'une personne n'a droit à aucune allocation annuelle prévue par la présente partie si le mariage est postérieur à l'acquisition par cette personne du droit, en vertu de cette partie, à une pension ou à une allocation annuelle, à moins qu'après le mariage elle ne soit devenue ou demeurée contributeur selon la même partie.

(2). — Texte du paragraphe 26(3):

(3) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur décède dans un délai d'un an après son mariage, aucune allocation annuelle n'est payable à son conjoint survivant ou aux enfants de ce mariage si le Conseil du Trésor n'est pas convaincu que le contributeur jouissait à l'époque de son mariage d'un état de santé lui permettant d'espérer vivre encore au moins un an par la suite.

Disposition

transitoire

(3) Subsection 26(6) of the Act is replaced by the following:

Transitional

- (6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being the survivor of a female contributor unless the contributor, on or after December 20, 1975 but before January 1, 2000, was
 - (a) employed in the Public Service; and
 - (b) required by subsection 5(1) to contribute 10 to the Superannuation Account.

Section 2 does not apply in respect of this subsection.

Transitional

- (7) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this 15 présente loi, nul n'a droit de recevoir une Part by virtue of being the survivor of a female contributor unless the contributor, on or after January 1, 2000, was
 - (a) employed in the Public Service; and
 - (b) required by subsections 5(1.1) or (1.2) to 20contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

Section 2 does not apply in respect of this subsection.

1989, c. 6,

77. Section 26.1 of the Act is repealed.

78. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

Minimum benefits

27. (1) If, on the death of a contributor who was not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in the 30 tion au compte de pension de retraite au titre period that began on or after December 20, 1975 and that ends on December 31. 1999 — or who was not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) 35 contribution au compte de pension de retraite or (1.2) on or after January 1, 2000 — there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or if the persons to which that allowance may be paid die or cease to be entitled to that allowance and no other 40 par la présente partie puisse être versée, ou amount may be paid to them under this Part, any amount by which the amount of a return of contributions exceeds the aggregate of all

- (3) Le paragraphe 26(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (6) Malgré les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une 5 allocation que prévoit la présente partie en 5 raison du fait qu'il est le survivant d'une contributrice, sauf si elle était à la fois, le 20 décembre 1975 ou après cette date, mais avant le 1er janvier 2000:

- a) employée dans la fonction publique;
- b) tenue par le paragraphe 5(1) de contribuer au compte de pension de retraite.

L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragraphe.

(7) Malgré les autres dispositions de la 15 Disposition allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le survivant d'une contributrice, sauf si elle était à la fois, le 1er janvier 2000 ou après cette date : 20

- a) employée dans la fonction publique;
- b) tenue par les paragraphes 5(1.1) ou (1.2) de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique. 25

L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragraphe.

77. L'article 26.1 de la même loi est abrogé.

1989, ch. 6. art. 5

78. (1) Le paragraphe 27(1) de la même 30 loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Quand, au décès d'un contributeur

qui n'était pas astreint à verser une contribudu paragraphe 5(1) au cours de la période 35 débutant le 20 décembre 1975 ou après cette date et se terminant le 31 décembre 1999 — ou qui n'était pas astreint à verser une ou à la Caisse de retraite de la fonction 40

(1.2) le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date —, il n'y a personne à qui une allocation prévue quand les personnes à qui cette allocation peut 45 être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être

publique au titre des paragraphes 5(1.1) ou

Prestations minimales

- (3) Subsection 26(7) is new. Subsection 26(6) reads as follows:
- (6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of his being or being deemed to be the widower of a contributor unless the contributor was
 - (a) employed in the Public Service, and
 - (b) required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account

on or after December 20, 1975, and section 2 does not apply in respect of this subsection.

Clause 77: Section 26.1 reads as follows:

26.1 Where, before the coming into force of this section, the surviving spouse was paid an amount pursuant to subsection 25(2) as that subsection read from time to time before the coming into force of this section, the Minister may retain that amount, in the manner prescribed by the regulations, by way of deduction from any subsequent payments on account of the resumption of payment of the annual allowance pursuant to section 34 of the Statute Law (Superannuation) Amendment Act, as if that amount were an amount that had been paid in error under this Act on account of an annual allowance, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof.

Clause 78: (1) Subsection 27(1) reads as follows:

27. (1) Where, on the death of a contributor who was not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) on or after December 20, 1975, there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or where the persons to which that allowance may be paid die or cease to be entitled thereto and no other amount may be paid to them under this Part, any amount by which the amount of a return of contributions exceeds the aggregate of all amounts paid to those persons and to the contributor under this Part and the Superannuation Act shall be paid, as a death benefit, to the contributor's estate or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

- (3). Le paragraphe 26(7) est nouveau. Texte du paragraphe 26(6):
- (6) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le veuf ou réputé le veuf d'un contributeur sauf si celui-ci était, à la fois :
 - a) employé dans la fonction publique;
 - b) tenu par le paragraphe 5(1) de contribuer au compte de pension de retraite,
- au 20 décembre 1975 ou après cette date, et l'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragraphe.

Article 77. — Texte de l'article 26.1 :

26.1 Lorsque le conjoint survivant a reçu le montant qui était prévu au paragraphe 25(2), dans l'une de ses versions antérieures à l'entrée en vigueur du présent article, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, déduire ce montant des paiements subséquents de l'allocation annuelle faits en application de l'article 34 de la Loi modifiant la législation relative aux pensions de retraite, comme s'il avait été payé par erreur en vertu de la présente loi, et ce sans préjudice des autres recours ouverts à Sa Majesté pour son recouverment.

Article 78, (1). — Texte du paragraphe 27(1):

27. (1) Quand, au décès d'un contributeur qui n'était pas astreint à verser une contribution au compte de pension de retraite en vertu du paragraphe 5(1) au 20 décembre 1975 ou après cette date, il n'y a personne à qui une allocation prévue par la présente partie puisse être versée, ou quand les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé en vertu de la présente partie, tout excédent du montant d'un remboursement de contributions sur l'ensemble des sommes versées à ces personnes et au contributeur sous le régime de la présente partie et de la *Loi sur la pension de retraite* doit être versé, à titre de prestation consécutive au décès, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon que l'ordonne le ministre.

Prestations

amounts paid to those persons and to the contributor under this Part and the Superannuation Act shall be paid, as a death benefit, to the contributor's estate or succession or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

versé en vertu de la présente partie, tout excédent du montant d'un remboursement de contributions sur l'ensemble des sommes versées à ces personnes et au contributeur sous 5 le régime de la présente partie et de la Loi sur 5 la pension de retraite doit être versé, à titre de prestation consécutive au décès, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordon-10

(2) The portion of subsection 27(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) If, on the death of a contributor who was 10

(2) Le passage du paragraphe 27(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Quand, au décès d'un contributeur qui

required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in the period that began on or after December 20, 1975 and that ends on December 31, 1999 — or who was required to contribute to the Superannua-15 tion Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) or (1.2) on or after January 1, 2000 — there is no person to

était astreint à verser une contribution au 15 compte de pension de retraite au titre du paragraphe 5(1) au cours de la période débutant le 20 décembre 1975 ou après cette date et se terminant le 31 décembre 1999 - ou qui était astreint à verser une contribution au 20 compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique au titre des paragraphes 5(1.1) ou (1.2) le 1^{er} janvier 2000 be paid, or if the persons to whom that 20 ou après cette date —, il n'y a personne à qui une allocation prévue par la présente partie 25 puisse être versée, ou quand les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre

79. Paragraphs 29(a) and (b) of the Act 25 are replaced by the following:

whom an allowance provided in this Part may

allowance may be paid die or cease to be

entitled to that allowance and no other amount

may be paid to them under this Part, an amount

equal to the amount by which

(a) if that person is re-employed in the Public Service and becomes a contributor under this Part, whatever right or claim that he or she may have to the annuity, annual 30 allowance or adjusted annual allowance shall be terminated without delay, but the period of service on which the benefit was based, except any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), may be counted by 35 that person as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), except that if that person, on ceasing to be so reemployed, exercises his or her option under this Part in favour of a return of contribu-40 tions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions. the amount so returned shall not include any

79. Les alinéas 29a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

montant ne peut leur être versé en vertu de la présente partie, un montant égal à la fraction: 30

a) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient un contributeur selon la présente partie, tout 35 droit ou titre qu'elle peut avoir à cette pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée, cesse immédiatement, mais la période de service sur laquelle cette prestation reposait — à l'exception de tou-40 te pareille période mentionnée aux divisions 6(1)a)(iii)(C) ou (E) — peut être comptée par cette personne comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), sauf que, si cette 45 personne, dès qu'elle cesse d'être ainsi employée de nouveau, exerce son option en vertu de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a pas

Minimum benefits

- (2) The relevant portion of subsection 27(2) reads as follows:
- (2) Where, on the death of a contributor who was required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) on or after December 20, 1975, there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or where the persons to whom that allowance may be paid die or cease to be entitled thereto and no other amount may be paid to them under this Part, an amount equal to the amount by which

Clause 79: Section 29 reads as follows:

- **29.** The following provisions apply to any person who is entitled, under subsection 12(1) or 13(1) or any regulations made for the purposes of section 24.2, to an annuity or an annual allowance, or who has been granted, as a contributor under Part I of the *Superannuation Act*, any annual allowance or adjusted annual allowance thereunder:
 - (a) if that person is re-employed in the Public Service and becomes, or would have become, but for the provisions of subsection 5(3), a contributor under this Part, whatever right or claim that he may have to the annuity, annual allowance or adjusted annual allowance shall forthwith be terminated, but the period of service on which the benefit was based, except any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), may be counted by that person as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), except that if that person, on ceasing to be so re-employed, exercises his option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions, the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time prior to the time when he became so re-employed, but whatever right or claim that, but for this paragraph, he would have had to the annuity, annual allowance or

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 27(2) :

(2) Quand, au décès d'un contributeur qui était astreint à verser une contribution au compte de pension de retraîte en vertu du paragraphe 5(1) au 20 décembre 1975 ou après cette date, il n'y a personne à qui une allocation prévue par la présente partie puisse être versée, ou quand les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé en vertu de la présente partie, un montant égal à la fraction :

Article 79. — Texte de l'article 29:

- **29.** Les dispositions suivantes s'appliquent à toute personne qui a droit, en vertu des paragraphes 12(1) ou 13(1) ou des règlements pris en application de l'article 24.2, à une pension ou à une allocation annuelle, ou qui a obtenu, en qualité de contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite*, une allocation annuelle ou une allocation annuelle ajustée sous son régime :
 - a) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient ou serait devenue, en l'absence du paragraphe 5(3), un contributeur selon la présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut avoir à cette pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée, cesse immédiatement, mais la période de service sur laquelle cette prestation reposait à l'exception de toute pareille période mentionnée à la division 6(1)a/(iii)(C) ou (E) peut être comptée par cette personne comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), sauf que, si cette personne, dès qu'elle cesse d'être ainsi employée de nouveau, exerce son option en vertu de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a pas droit, d'après la présente partie, à une prestation autre qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte

amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund to his or her credit at any time before the time when he or she became re-employed, but whatever right or claim that, but for this 5 paragraph, he or she would have had to the annuity, annual allowance or adjusted annual allowance on ceasing to be so re-employed shall then be restored to him or her; and

(b) if that person is re-employed in the Public Service and becomes a contributor under this Part, and the period of service on which his or her annuity, annual allowance or adjusted annual allowance was based 15 included any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), he or she may, within one year from the time when he or she became a contributor under this Part, elect to retain that annuity, annual allowance or 20 adjusted annual allowance, in which case, from and after the date of that election, he or she shall be deemed, for the purposes of this section, not to have become a contributor under this Part in respect of his or her 25 service since becoming so re-employed, but if, on ceasing to be so re-employed, he or she exercises an option under this Part in favour of a return of contributions or is not entitled to any benefit under this Part in 30 respect of his or her service since becoming re-employed except a return of contributions, the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Public Service 35 Pension Fund to his or her credit at any time before the time when he or she became so re-employed.

droit, d'après la présente partie, à une prestation autre qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite ou à la Caisse 5 de retraite de la fonction publique à son crédit en tout temps avant le moment où elle est devenue ainsi employée de nouveau, mais tout droit ou titre que, sans le présent alinéa, cette personne aurait eu à la pension, 10 l'allocation annuelle ou l'allocation annuelle ajustée, en cessant d'être ainsi employée de nouveau, lui est dès lors rendu;

b) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient un 15 contributeur selon la présente partie, et que la période de service sur laquelle reposait sa pension, son allocation annuelle ou son allocation annuelle ajustée, comprenait une période mentionnée aux divisions 20 6(1)a)(iii)(C) ou (E), elle peut, dans le délai d'un an à compter de la date où elle est ainsi devenue contributeur selon la présente partie, décider de conserver cette pension. allocation annuelle ou allocation annuelle 25 ajustée; dans ce cas, à partir de la date de l'option, elle est réputée, pour l'application du présent article, n'être pas devenue contributeur selon la présente partie à l'égard de son service depuis qu'elle est de 30 nouveau employée de la sorte, mais si, dès qu'elle cesse d'être ainsi de nouveau employée, elle exerce son option sous le régime de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a35 droit à aucune prestation suivant la présente partie à l'égard de son service depuis qu'elle est devenue de nouveau employée de la sorte, sauf un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé 40 ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à son crédit en tout temps avant le moment où elle est devenue de nouveau employée de cette 45 facon.

80. Section 30 of the Act is replaced by the following:

80. L'article 30 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

adjusted annual allowance on ceasing to be so re-employed shall thereupon be restored to him; and

(b) if that person is re-employed in the Public Service and becomes, or would have become, but for the provisions of subsection 5(3), a contributor under this Part, and the period of service on which his annuity, annual allowance or adjusted annual allowance was based included any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), he may, within one year from the time when he so became or would have become a contributor under this Part, elect to retain that annuity, annual allowance or adjusted annual allowance, in which case, from and after the date of that election, he shall be deemed, for the purposes of this section, not to have become a contributor under this Part in respect of his service since becoming so re-employed, but if, on ceasing to be so re-employed, he exercises his option under this Part in favour of a return of contributions or is not entitled to any benefit under this Part in respect of his service since becoming so re-employed except a return of contributions, the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time prior to the time when he became so re-employed.

de pension de retraite à son crédit en tout temps avant le moment où elle est devenue ainsi employée de nouveau, mais tout droit ou titre que, sans le présent alinéa, cette personne aurait eu à la pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée, en cessant d'être ainsi employée de nouveau, lui est dès lors rendu;

b) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient ou serait devenue, en l'absence du paragraphe 5(3), un contributeur selon la présente partie, et que la période de service sur laquelle reposait sa pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée, comprenait une période mentionnée à la division 6(1)a)(iii)(C) ou (E), elle peut, dans le délai d'un an à compter de la date où elle est ainsi devenue, ou serait ainsi devenue, contributeur selon la présente partie, décider de conserver cette pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée; dans ce cas, à partir de la date de l'option, elle est réputée, pour l'application du présent article, n'être pas devenue contributeur selon la présente partie à l'égard de son service depuis qu'elle est de nouveau employée de la sorte, mais si, dès qu'elle cesse d'être ainsi de nouveau employée, elle exerce son option sous le régime de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a droit à aucune prestation suivant la présente partie à l'égard de son service depuis qu'elle est devenue de nouveau employée de la sorte, sauf un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite à son crédit en tout temps avant le moment où elle est devenue de nouveau employée de cette façon.

Omission de

demander un

nouvel

emploi

Failure to apply for re-employment

30. Where, in any Act of Parliament, it is provided that a contributor who leaves the Public Service for employment outside of it continues to be a contributor under this Part event of being retired from that employment, to be re-employed in the Public Service, if the contributor, having been retired from that employment but not having reached sixty years of age and not being disabled, fails to 10 apply for re-employment in the Public Service or refuses to accept a position in the Public Service that, in the opinion of the Minister, is commensurate with his or her qualifications, employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, for a reason other than disability.

81. Subsection 31(2) of the Act is replaced by the following:

Failure to pass medical examination

(2) Notwithstanding anything in this Part, when a contributor to whom subsection (1) applies has been medically examined, as prescribed in the regulations, and has failed to pass the examination, neither the contributor 25 son survivant ou ses enfants n'acquièrent, à nor the contributor's survivor or children shall, in respect of any service of the contributor to which the election referred to in subsection (1) relates, become entitled to any benefit under this Part other than a return of 30 contributions unless the contributor continues to be employed in the Public Service for a further period of not less than five years from the time of the examination or is again medically examined, as prescribed in the 35 nouvel examen médical, ainsi que le prescriregulations, and passes the examination.

82. Section 32 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

- (4) For the purposes of Part II of the sion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act.
- 83. Section 34 of the Act and the heading 45 "Former Provincial Government Employees" before it are repealed.

30. Quand, dans une loi fédérale, il est prévu qu'un contributeur quittant la fonction publique pour un emploi à l'extérieur de la fonction publique demeure contributeur selon during that employment and is eligible, in the 5 la présente partie pendant cet emploi et est 5 admissible, dans le cas où il est retiré de cet emploi, à un nouvel emploi dans la fonction publique, si le contributeur, avant été retiré de cet emploi mais n'avant pas atteint l'âge de soixante ans et n'étant pas invalide, omet de 10 demander un nouvel emploi dans la fonction publique ou refuse d'y accepter un poste qui, de l'avis du ministre, convient à ses aptitudes, il est réputé avoir cessé d'être employé dans la he or she is deemed to have ceased to be 15 fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge 15 de soixante ans, pour une raison autre que l'invalidité.

81. Le paragraphe 31(2) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré les autres dispositions de la 20 Examen présente partie, lorsqu'un contributeur visé au paragraphe (1) a subi l'examen médical prévu par les règlements, mais sans succès, ni lui ni l'égard de quelque service du contributeur 25 auquel se rapporte le choix mentionné au paragraphe (1), un droit à quelque prestation prévue par la présente partie, autre qu'un remboursement de contributions, à moins que le contributeur ne demeure employé dans la 30 fonction publique pendant une période additionnelle d'au moins cinq années à compter de cet examen, ou ne subisse avec succès un vent les règlements. 35

82. L'article 32 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Pour l'application de la partie II de la *Loi* Garnishment, Attachment and Pension Diver-40 sur la saisie-arrêt et la distraction de pen-40 sions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataire » au paragraphe 32(1) de cette loi.

> 83. L'article 34 de la même loi et l'intertitre « Anciens employés des gouverne-45 ments provinciaux » le précédant sont abrogés.

médical subi sans succès

Présomption

30. Where, in any Act of Parliament, it is provided that a contributor who leaves the Public Service for employment outside thereof continues to be a contributor under this Part during that employment and is eligible, in the event of his being retired from that employment, to be re-employed in the Public Service, if the contributor, having been retired from that employment but not having reached sixty years of age and not being disabled, fails to apply for re-employment in the Public Service or refuses to accept a position in the Public Service that, in the opinion of the Minister, is commensurate with his qualifications, he is deemed to have ceased to be employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, for a reason other than disability or misconduct.

30. Quand, dans une loi fédérale, il est stipulé qu'un contributeur quittant la fonction publique pour un emploi à l'extérieur de la fonction publique demeure contributeur selon la présente partie pendant cet emploi et est admissible, dans le cas où il est retiré de cet emploi, à un nouvel emploi dans la fonction publique, si le contributeur, ayant été retiré de cet emploi mais n'ayant pas atteint l'âge de soixante ans et n'étant pas invalide, omet de demander un nouvel emploi dans la fonction publique ou refuse d'y accepter un poste qui, de l'avis du ministre, convient à ses aptitudes, il est réputé avoir cessé d'être employé dans la fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans, pour une raison autre que l'invalidité ou l'inconduite.

Clause 81: Subsection 31(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding anything in this Part, where a contributor to whom subsection (1) applies has been medically examined, as prescribed in the regulations, and has failed to pass the examination, neither the contributor nor his surviving spouse or children shall, in respect of any service of the contributor to which the election referred to in subsection (1) relates, become entitled to any benefit under this Part other than a return of contributions unless the contributor continues to be employed in the Public Service for a further period of not less than five years from the time of the examination or is again medically examined, as prescribed in the regulations, and passes the examination.

Article 81. — Texte du paragraphe 31(2):

(2) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur visé au paragraphe (1) a subi l'examen médical prévu par les règlements, mais sans succès, ni lui ni son conjoint survivant ou ses enfants n'acquièrent, à l'égard de quelque service du contributeur auquel se rapporte le choix mentionné au paragraphe (1), un droit à quelque prestation prévue par la présente partie, autre qu'un remboursement de contributions, à moins que le contributeur ne demeure employé dans la fonction publique pendant une période additionnelle d'au moins cinq années à compter de cet examen, ou ne subisse avec succès un nouvel examen médical, ainsi que le prescrivent les règlements.

Clause 82: New.

Article 82. — Nouveau.

Clause 83: Section 34 reads as follows:

Article 83. — Texte de l'article 34:

Contributions

à l'égard des

84. Subsection 37(2) of the Act is replaced by the following:

Contributions corporation

(2) If a person is or has been an employee of a Public Service corporation and a contribucorporation and a contributor under this Part by reason of a provision in any Act of Parliament that he or she continues to be a contributor during his or her employment corporation or other corporation shall, as required by the Minister, pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, at the time and in the manner detercontributions of that person to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in the course of his or her employment with the corporation, and in respect of his or meaning of subsection 6(1), the amount that is determined by the Minister in accordance with the regulations.

Contributions current service

(3) If, on the day on which this subsection a contribution under this section with respect to an employee referred to in subsection (2) in respect of his or her current service or with respect to an election made by the person amount that the Minister determines, shall be made to the Superannuation Account at the time and in the manner determined by the Minister.

Interest

(4) If an amount referred to in subsection (2) 35 or (3) is not paid within the time determined by the Minister, the Minister may require that the corporation pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund interest on that amount at the time and in the 40 aux paragraphes (2) ou (3) qui n'est pas payé manner that the Minister may determine.

Information to be provided

(5) The corporation shall provide the information relating to the employment, pensionable service, salary and contributions to the Superannuation Account or the Public 45 d'un employé ou d'un ancien employé visé au Service Pension Fund, including reports and assessments respecting the accurate application of this Act, and any other relevant

84. Le paragraphe 37(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une personne est ou a été un employé d'un organisme de la fonction publitor under this Part, or an employee of any other 5 que et contributeur selon la présente partie, ou 5 d'un lorsqu'elle est un employé de tout autre organisme et contributeur selon la présente partie en raison d'une disposition de quelque loi fédérale déclarant qu'elle demeure contriwith that corporation, the Public Service 10 buteur durant son emploi auprès de cet 10 organisme, l'organisme de la fonction publique ou l'autre organisme, suivant le cas, doit, à la demande du ministre, verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de mined by the Minister in respect of the 15|la fonction publique, selon les modalités de 15 temps et autres fixées par celui-ci, en ce qui concerne les contributions de cette personne. au cours de son emploi auprès de l'organisme, à ce compte ou à cette caisse, et en ce qui her non-elective or elective service within the 20 touche le service non accompagné d'option et 20 celui accompagné d'option au sens du paragraphe 6(1), le montant que le ministre détermine en conformité avec les règlements.

> Contributions service

(3) Si, à la date d'entrée en vigueur du comes into force, a corporation has not made 25 présent paragraphe, l'organisme n'a pas versé, 25 à l'égard de l'employé visé au paragraphe (2), la contribution relative à son service courant ou au choix exercé par celui-ci avant cette date, la contribution - dont le ministre déterbefore that day, the contribution, in the 30 mine le montant — est versée au compte de 30 pension de retraite selon les modalités de temps et autres fixées par ce dernier.

Intérêts

courant

- (4) Le ministre peut exiger le versement d'intérêts - selon les modalités de temps et autres qu'il fixe — au compte de pension de 35 retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui touche tout montant visé dans le délai imparti.
- (5) L'organisme fournit au ministre, selon 40 Renseigneles modalités de temps et autres fixées par ce dernier, les renseignements relatifs à l'emploi paragraphe (2), à son service ouvrant droit à pension, à son traitement et à ses contributions 45 au compte de pension de retraite ou à la Caisse

ments

34. (1) In this section,

- "provincial scheme" means any provision made by law for the payment of superannuation or pension benefits to persons employed under a provincial government;
- "provincial service" means service under a provincial government that may be counted for superannuation or pension purposes under a provincial scheme.
- (2) Subject to subsection (3), where a contributor to whom section 16 or 17 of the Superannuation Act applied ceases to be employed in the Public Service to become re-employed by the provincial government by which he was employed immediately prior to becoming employed in the Public Service, and where the period of his service in the Public Service may be counted by him under a provincial scheme as though it were provincial service, the Governor in Council may authorize payment to that government of an amount equal to the aggregate of
 - (a) twice the amount of the contributions made by the contributor to the Superannuation Account in respect of his service in the Public Service, with simple interest at four per cent per annum from the middle of the fiscal year in which those contributions were made;
 - (b) the amount of his contributions, if any, to the Superannuation Account in respect of his provincial service, with interest, as described in paragraph (a); and
 - (c) any amount transferred by that government in respect of his provincial service and credited to the Superannuation Account, with simple interest at four per cent per annum from the time when the transfer was made.
- (3) No payment shall be made pursuant to subsection (2) except with the consent in writing of the contributor, and on the making of the payment the contributor ceases to be entitled to any benefit under this Part other than a return of his contributions, if any, to the Superannuation Account in respect of service other than service in the Public Service or provincial service.

Clause 84: Subsections 37(3) to (5) are new. Subsection 37(2) reads as follows:

(2) Where a person is an employee of a Public Service corporation and a contributor under this Part, or an employee of any other corporation and a contributor under this Part by reason of a provision in any Act of Parliament that he continues to be a contributor during his employment with that corporation, the Public Service corporation or other corporation, as the case may be, shall, from time to time as required by the Minister, pay into the Superannuation Account, in respect of the contributions of that person to the Superannuation Account in the course of his employment with the corporation, such amount as is determined by the Minister in accordance with the regulations.

- 34. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
- « plan provincial » Toute disposition établie par la loi pour le paiement de prestations de pension de retraite ou de pension à des employés relevant d'un gouvernement provincial.
- « service provincial » Le service relevant d'un gouvernement provincial qui peut compter aux fins de pension de retraite ou de pension en vertu d'un plan provincial.
- (2) Sous réserve du paragraphe (3), lorsqu'un contributeur, auquel s'appliquaient les articles 16 ou 17 de la *Loi sur la pension de retraite*, cesse d'être employé dans la fonction publique pour retourner à l'emploi du gouvernement provincial qui l'employait immédiatement avant que le contributeur devint membre de la fonction publique, et lorsque le temps qu'il a passé à la fonction publique peut lui être compté en vertu d'un plan provincial comme s'il s'agissait d'un service provincial, le gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, à ce gouvernement, d'un montant égal à l'ensemble des montants suivants :
- a) le double du montant des contributions effectuées par le contributeur au compte de pension de retraite à l'égard du temps qu'il a passé dans la fonction publique, avec un intérêt simple de quatre pour cent l'an depuis le milieu de l'exercice pendant lequel ces contributions ont été effectuées:
- b) le montant de ses contributions, s'il en est, au compte de pension de retraite à l'égard de son service provincial, avec intérêts, comme il est décrit à l'alinéa a);
- c) tout montant transféré par ce gouvernement à l'égard de son service provincial et porté au crédit du compte de pension de retraite, avec un intérêt simple de quatre pour cent l'an depuis le moment où ce transfert a eu lieu.
- (3) Nul paiement ne peut être effectué en conformité avec le paragraphe (2) si ce n'est avec le consentement écrit du contributeur et, lorsque le paiement est effectué, le contributeur cesse d'avoir droit à une prestation prévue par la présente partie, autre qu'un remboursement de contributions, s'il en est, au compte de pension de retraite à l'égard d'un autre service que le temps passé dans la fonction publique ou le service provincial.

Article 84. — Les paragraphes 37(3) à (5) sont nouveaux. Texte du paragraphe 37(2) :

(2) Lorsqu'une personne est un employé d'un organisme de la fonction publique et contributeur selon la présente partie, ou lorsqu'elle est un employé de tout autre organisme et contributeur selon la présente partie en raison d'une disposition de quelque loi fédérale déclarant qu'elle demeure contributeur durant son emploi auprès de cet organisme, l'organisme de la fonction publique ou l'autre organisme, suivant le cas, doit, à la demande du ministre, verser au compte de pension de retraite, en ce qui concerne les contributions de cette personne au compte de pension de retraite, au cours de son emploi auprès de l'organisme, le montant que détermine le ministre en conformité avec les rèelements.

information, that the Minister may require with respect to employees or former employees referred to in subsection (2), at the times and in the manner that the Minister may direct.

85. Subsections 38(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Service with included in Part IV of

38. (1) Service of a person with a corporation included in Part IV of Schedule I is person is not precluded by that Part from contributing to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that service or from electing to pay for that able employment immediately before becoming employed in the Public Service.

Contributions Superannuation Account and Public

(2) No person shall, while he or she is employed by a corporation included in Part IV of Schedule I, contribute to the Superannua-20 se dans la partie IV de l'annexe I, contribuer tion Account or the Public Service Pension Fund under section 5 unless he or she is a person who by reason of a provision in any other Act of Parliament continues to be a contributor while employed with that corpo-25 rale, demeure contributeur pendant son emration.

86. (1) Paragraphs 39(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or 30 the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, he or she was not required to pay, an amount equal to the amount that he or she would have been required to pay had he or she, during the 35 period of that service, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read 40 on December 31, 1965, in respect of that service or that portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set out in 45 subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999 in respect of that service or that portion.

de retraite de la fonction publique, notamment les rapports et évaluations concernant l'application fidèle de la présente loi, ou tous autres renseignements pertinents que le ministre 5 peut exiger.

85. Les paragraphes 38(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

38. (1) Le service d'une personne auprès d'une personne morale comprise dans la partie service in the Public Service only if that 10 IV de l'annexe I est un service dans la fonction 10 publique dans le seul cas où cette partie ne l'empêche pas de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de ce service ou service otherwise than as service in pension-15 de choisir de payer pour ce service autrement 15 qu'à titre de service dans un emploi ouvrant droit à pension immédiatement avant de devenir employée dans la fonction publique.

auprès d'une personne dans la partie IV de l'ann. I

(2) Nulle personne ne peut, pendant qu'elle est employée d'une personne morale compri-20 au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en vertu de l'article 5, à moins d'être une personne qui, en raison d'une disposition d'une autre loi fédé-25 ploi auprès de cette personne morale.

Contributions au compte de pension de retraite et à la Caisse de retraite de la fonction publique

86. (1) Les alinéas 39(2)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) dans le cas d'un service pour lequel elle 30 n'était pas astreinte à payer en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, un montant égal à celui 35 qu'elle aurait été tenue de payer si, pendant cette période de service, elle avait été tenue de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la 40 manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie 45 de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1er janvier, 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragra-

Clause 85: Subsections 38(1) and (2) read as follows:

- **38.** (1) Service of a person with a corporation included in Part IV of Schedule I is service in the Public Service only if that person is not precluded by that Part from contributing to the Superannuation Account in respect of that service or from electing to pay for that service otherwise than as service in pensionable employment immediately before becoming employed in the Public Service.
- (2) No person shall, while he is employed by a corporation included in Part IV of Schedule I, contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) unless he is a person who by reason of a provision in any other Act of Parliament continues to be a contributor during his employment with that corporation.

Clause 86: (1) The relevant portion of subsection 39(2) reads as follows:

- (2) Where a person elects to pay for a period of service under subsection (1), the amount required by this Part to be paid by that person for that service is,
 - (b) in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, he was not required to pay, an amount equal to the amount that he would have been required to pay had he, during the period of that service, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that service or that portion thereof, and
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) in respect of that service or that portion thereof,

Article 85. — Texte des paragraphes 38(1) et (2):

- **38.** (1) Le service d'une personne auprès d'une personne morale comprise dans la partie IV de l'annexe I est un service dans la fonction publique dans le seul cas où cette partie ne l'empêche pas de contribuer au compte de pension de retraite à l'égard de ce service ou de choisir de payer pour ce service autrement qu'à titre de service dans un emploi ouvrant droit à pension immédiatement avant de devenir employée dans la fonction publique.
- (2) Nulle personne ne peut, pendant qu'elle est à l'emploi d'une personne morale comprise dans la partie IV de l'annexe I, contribuer au compte de pension de retraite en vertu du paragraphe 5(1), à moins d'être une personne qui, en raison d'une disposition d'une autre loi fédérale, demeure contributeur pendant son emploi auprès de cette personne morale.

Article 86, (1). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 39(2):

- (2) Lorsqu'une personne choisit, aux termes du paragraphe (1), de payer pour toute période de service le montant qu'elle est tenue de payer par la présente partie pour ce service est :
 - b) dans le cas d'un service pour lequel elle n'était pas astreinte à payer en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, un montant égal à celui qu'elle aurait été tenue de payer si, pendant ce service, elle avait été tenue de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à ce service ou à cette partie de celui-ci,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) relativement à ce service ou à cette partie de celui-ci,

5

- (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that service or that portion, and
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that service or that portion,

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsec-15 tion 7(2); and

- (c) notwithstanding paragraph (a), in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation 20 Act, as the case may be, he or she was required to pay, and in respect of which he or she has received an amount by way of a return of contributions or a cash termination allowance, an amount equal to the amount 25 that he or she would have been required to pay had he or she, during the period of that service, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the 30 rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that service or that portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in 35 the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999 in respect of that service or that portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was 40 after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that service or that portion, and
 - (iv) if that period or any portion of it was 45 after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that service or that portion,

- phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais 5 antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie 10 de celle-ci est postérieure à 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne un traitement à un taux 15 égal à celui du traitement qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois où elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2); 20

- c) malgré l'alinéa a), dans le cas d'un service pour lequel, d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le 25 cas, elle était astreinte à payer, et relativement auquel elle a reçu un montant sous forme de remboursement de contributions ou une allocation de cessation en espèces, un montant égal au montant qu'elle aurait 30 été astreinte à payer, si pendant cette période de service, elle avait été obligée de contribuer:
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était antérieure à 1966, de la 35 manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie 40 de celle-ci était postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à 45 cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était postérieure à 1999, mais

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsection 7(2); and

- (c) notwithstanding paragraph (a), in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, he was required to pay, and in respect of which he has received an amount by way of a return of contributions or a cash termination allowance, an amount equal to the amount that he would have been required to pay had he, during the period of that service, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that service or that portion thereof, and
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) in respect of that service or that portion thereof,

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsection 7(2).

- en ce qui concerne un traitement à un taux égal à celui du traitement qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois où elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2):
- c) nonobstant l'alinéa a), dans le cas d'un service pour lequel, d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, elle était astreinte à payer, et relativement auquel elle a reçu un montant sous forme de remboursement de contributions ou une allocation de cessation en espèces, un montant égal au montant qu'elle aurait été astreinte à payer, si pendant ce service, elle avait été obligée de contribuer:
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à ce service ou à cette partie de celui-ci,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était postérieure à 1965, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) relativement à ce service ou à cette partie de celui-ci.

en ce qui concerne un traitement à un taux égal à celui qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2).

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsec- 5 tion 7(2).

antérieure au 1er janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iv) lorsque cette période ou toute partie 5 de celle-ci était postérieure à 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne un traitement à un taux 10 égal à celui qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2). 15

(2) Subsections 39(7) to (9) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 39(7) à (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Repayment of benefits

(7) If a person to whom subsection (5) applies elects, under subsection (6), to surren-10 phe (5) s'applique choisit, en application du der the annuity, annual allowance or pension referred to in subsection (5), the person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, pension or supplementary benefit paid to him 15 or her for any period commencing in any month commencing after he or she has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per annum and the amount so paid shall be

(a) if the election is made before April 1, 2000, credited to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to Part I of the Canadian Forces Superannuation Act or pursuant to the Royal Canadian Mounted 25 Police Superannuation Act; or

(b) if the election is made on or after April 1, 2000, paid into the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or 30 the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, or credited to one of the accounts referred to in paragraph (a), according to 35 the fund or account from which the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit was originally paid.

(7) Lorsqu'une personne à qui le paragraparagraphe (6), de renoncer à l'annuité, à 20 prestations l'allocation annuelle ou à la pension mentionnée au paragraphe (5), T'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de l'annuité, de l'allocation annuelle, de la pension ou de la prestation supplémentaire 25 qui lui a été versée pour toute période commençant au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la 20 présente partie pendant une année, ainsi que l'intérêt simple à quatre pour cent l'an. Ce 30 montant:

a) si le choix est exercé avant le 1er avril 2000, doit être porté au crédit du compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la 35 pension de retraite des Forces canadiennes ou en application de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;

b) si le choix est exercé le 1er avril 2000 ou 40 après cette date, doit être versé à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Cana-45 da, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Cana-

Remboursement de

- (2) Subsections 39(8.1) and (10) are new. Subsections 39(7) to (9) read as follows:
- (7) Where a person to whom subsection (5) applies elects, pursuant to subsection (6), to surrender the annuity, annual allowance or pension referred to in subsection (5), the person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit paid to him for any period commencing in any month commencing after he has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per annum and the amount so paid shall be credited to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to Part I of the Canadian Forces Superannuation Act, pursuant to the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act or pursuant to the Supplementary Retirement Benefits Act, as the case may be.
- (8) On the making of any election under this section whereby the person so electing is required by this Part to pay for any period of service of the kind described in paragraph (2)(a), there shall be charged to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, and credited to the Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (2)(a)(ii), and for the purposes of the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, the amount of any return of contributions or other lump sum payment that is or may become payable under that Act to or in respect of that person shall be deemed to be the amount otherwise determined therein minus the amount required by this subsection to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.
- (9) On the making of an election under this section whereby the person so electing is required to pay for any period of service of the kind described in paragraph (2)(c), there shall be charged to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, and credited to the Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount of any return of contributions received by that person under that Act.

- (2).—Les paragraphes 39(8.1) et (10) sont nouveaux. Texte des paragraphes 39(7) à (9) :
- (7) Lorsqu'une personne à qui le paragraphe (5) s'applique choisit, en application du paragraphe (6), de renoncer à l'annuité, allocation annuelle ou pension mentionnée au paragraphe (5), l'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de l'annuité, allocation annuelle, pension ou prestation de retraite supplémentaire qui lui a été versée pour toute période commençant au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la présente partie pendant une année, ainsi que l'intérêt simple à quatre pour cent l'an, et le montant ainsi versé doit être crédité au compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou en application de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada ou de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, selon le cas.
- (8) Quand, aux termes du présent article, une personne exerce un choix selon lequel elle est astreinte, par la présente partie, à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa (2)a), on doit imputer au compte tenu parmi les comptes du Canada d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, et porter au crédit du compte de pension de retraite à l'égard de cette personne, un montant égal au chiffre déterminé conformément au sous-alinéa (2)a)(ii), et, pour l'application de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, le montant de tout remboursement de contributions ou de tout autre paiement en une somme globale qui est ou peut devenir payable d'après cette loi à cette personne ou à son égard, est censé être le montant autrement déterminé sous le régime de la loi en question moins le montant qui, aux termes du présent paragraphe, doit être crédité au compte de pension de retraite à l'occasion du choix.
- (9) Quand, aux termes du présent article, une personne exerce un choix qui l'astreint à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa (2)c'), il doit être débité du compte tenu parmi les comptes du Canada en conformité avec la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, et crédité au compte de pension de retraite à l'égard de cette personne, un montant égal à tout remboursement de contributions qu'a reçu cette personne aux termes de cette loi

Amount to be Superannuation Account

(8) On the making of an election under this section before April 1, 2000, by which the person so electing is required by this Part to pay for a period of service of the kind described in paragraph (2)(a), there shall be 5 de service du genre décrit à l'alinéa (2)a, on charged to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, and credited to the 10 royale du Canada, selon le cas, et porter au Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (2)(a)(ii), and for the purposes of the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian 15 sur la pension de retraite des Forces cana-Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, the amount of any return of contributions or other lump sum payment that is or may become payable under that Act to or in respect of that person shall be deemed to be 20 the amount otherwise determined in that Act minus the amount required by this subsection to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.

da, ou doit être porté au crédit de l'un des comptes visés à l'alinéa a), selon que le montant de l'annuité, de l'allocation annuelle, de la pension ou de la prestation supplémentaire a été débité du compte en 5 cause ou versé par la caisse en question.

(8) Quand, aux termes du présent article, une personne exerce, avant le 1er avril 2000, un choix selon lequel elle est astreinte, par la présente partie, à payer pour quelque période 10 doit imputer au compte tenu parmi les comptes du Canada d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie 15 crédit du compte de pension de retraite à l'égard de cette personne, un montant égal au chiffre déterminé conformément au sous-alinéa (2)a)(ii), et, pour l'application de la Loi 20 diennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada, selon le cas, le montant de tout remboursement de contributions ou de tout autre paiement en une 25 somme globale qui est ou peut devenir payable d'après cette loi à cette personne ou à son égard, est censé être le montant autrement déterminé au titre de cette loi moins le montant qui, aux termes du présent paragra-30 phe, doit être porté au crédit du compte de pension de retraite à l'occasion du choix.

Montant à porter au crédit du compte de pension de retraite

Amount to be

(8.1) Subsection (8) applies, with any 25 modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000. and a reference to "the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the 30 Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Canadian Forces Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" in respect of contributions made by the 35 person to that fund, and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Public Service Pension Fund".

(8.1) Le paragraphe (8) s'applique au choix exercé le 1^{er} avril 2000 ou après cette date, avec les adaptations nécessaires. La mention 35 du compte, relativement à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes ou de la 40 Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada en ce qui concerne les contributions versées à la caisse en cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique.

Montant à



Amount to be Superannuation Account

(9) On the making of an election under this section before April 1, 2000, under which the person so electing is required to pay for any period of service of the kind described in account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may count in respect of that person, an amount equal to the amount of any return of contributions received by that person under that Act.

(9) Ouand, aux termes du présent article. une personne exerce, avant le 1er avril 2000. un choix qui l'astreint à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa paragraph (2)(c), there shall be charged to the 5 (2)c), il doit être porté au débit du compte tenu 5 parmi les comptes du Canada en conformité avec la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, be, and credited to the Superannuation Ac-10 selon le cas, et porté au crédit du compte de 10 pension de retraite à l'égard de cette personne. un montant égal à tout remboursement de contributions qu'a reçu cette personne aux termes de cette loi.

Montant à porter au crédit du compte de pension de

Amount to be paid

(10) Subsection (9) applies, with any modifications that the circumstances require, to an 15 exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, election made on or after April 1, 2000, and a reference to "the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Act" shall be read 20 as a reference to "the Canadian Forces Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" in respect of the portion of the return of contributions that was paid from that fund, and a reference to "the 25 cause et la mention du compte de pension de Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Public Service Pension Fund".

avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie 20 royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes ou de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada en ce qui concerne les remboursements de contributions payés par la caisse en 25 retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique.

(10) Le paragraphe (9) s'applique au choix 15 Montant à

87. (1) Subsections 40(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

87. (1) Les paragraphes 40(2) et (3) de la 30 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Authority to

(2) The Minister may, with the consent of the Governor in Council and on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any approved employer under that employer to pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund an amount determined in accordance with the agreement in respect of any employee of that employed in the Public Service, the Minister will pay to that employer, for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of accordance with subsection (3) or (4) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the Public Service to become employed by that employer.

(2) Le ministre peut, avec le consentement du gouverneur en conseil, conclure avec tout employeur approuvé, selon des termes approuvés par le Conseil du Trésor, un accord which, in consideration of the agreement of 35 par lequel, en contrepartie de l'engagement 35 par cet employeur de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique un montant déterminé d'après l'accord à l'égard de tout employé de employer who becomes or has become 40 l'employeur qui devient ou est devenu mem-40 bre de la fonction publique, le ministre paiera à l'employeur, pour tout fonds ou régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice de ses employés, un montant déterthat employer, an amount determined in 45 miné en conformité avec le paragraphe (3) ou 45 (4) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi de l'employeur.

Autorisation de conclure un accord

Clause 87: (1) Subsections 40(2) and (3) read as follows:

- (2) The Minister may, with the consent of the Governor in Council and on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any approved employer whereby, in consideration of the agreement of that employer to pay into the Superannuation Account an amount determined in accordance with the agreement in respect of any employee of that employer who becomes or has become employed in the Public Service, the Minister will pay to that employer, for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of that employer, an amount determined in accordance with subsection (3) or (4) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the Public Service to become employed by that employer.
- (3) Where a contributor ceases to be employed in the Public Service to become employed by any approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2), the Minister may, subject to subsection (9) and if the agreement so provides, pay to that employer out of the Superannuation Account
 - (a) an amount equal to the total amount paid into the Superannuation Account in respect of that employee, except any portion thereof so paid by Her Majesty in right of Canada;

Article 87, (1). — Texte des paragraphes 40(2) et (3):

- (2) Le ministre peut, avec le consentement du gouverneur en conseil, conclure avec tout employeur approuvé, selon des termes approuvés par le Conseil du Trésor, un accord par lequel, en considération de l'engagement par cet employeur de verser au compte de pension de retraite un montant déterminé d'après l'accord à l'égard de tout employé de cet employeur qui devient ou est devenu membre de la fonction publique, le ministre paiera à cet employeur aux fins de tout fonds ou régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice de ses employés, un montant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) ou (4) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi de cet employeur.
- (3) Lorsqu'un contributeur cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi d'un employeur approuvé avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), le ministre peut, sous réserve du paragraphe (9) et si l'accord le prévoit, payer à cet employeur, sur le compte de pension de retraite, les montants suivants :
 - a) un montant égal à la somme globale versée au compte de pension de retraite à l'égard de cet employé, sauf la partie qui en est ainsi versée par Sa Majesté du chef du Canada;

Autorisation de virer des

contributions

Authority to transfer

- (3) If, before October 15, 2000, a contributor ceases to be employed in the Public Service to become employed by an approved employer with whom the Minister has entered the Minister may, subject to subsection (9) and if the agreement so provides, pay to that employer out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund,
 - (a) an amount equal to the total amount paid 10 into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee, except any portion of the amount so paid by Her Majesty in right of Canada: 15
 - (b) the amount paid into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee by Her Majesty in right of Canada that the Minister determines; and
 - (c) the amount representing interest that the Minister determines.
- (2) Subsections 40(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

item 4); 1992, c. 46, s. 19(3) Payment of balance to

RS c 32

(2nd Supp.),

s. 41 (Sch.,

(8) When

(a) the amount paid by the Minister to an approved employer pursuant to subsection (3) in respect of an employee,

together with

(b) the amount determined by the Minister 30 as having being paid into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee and in respect of which that employee is or may become entitled to a benefit under this Part 35 or Part III.

is less than

(c) the amount determined by the Minister as being the total amount paid into the Superannuation Account and the Public 40 Service Pension Fund by and in respect of that employee,

- (3) Lorsque, avant le 15 octobre 2000, un contributeur cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi d'un employeur approuvé avec qui le ministre a into an agreement pursuant to subsection (2), 5 conclu un accord conformément au paragra- 5 phe (2), le ministre peut, sous réserve du paragraphe (9) et si l'accord le prévoit, paver à cet employeur, sur le compte de pension de retraite ou la Caisse de retraite de la fonction publique, les montants suivants : 10
 - a) un montant égal à la somme globale versée au compte de pension de retraite ou à la caisse à l'égard de l'employé, sauf la partie qui en est ainsi versée par Sa Majesté du chef du Canada; 15
 - b) le montant versé au compte de pension de retraite ou à la caisse à l'égard de l'employé, par Sa Majesté du chef du Canada, que le ministre détermine:
 - c) le montant, représentant les intérêts, que 20 le ministre détermine.
 - (2) Les paragraphes 40(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 32 (2e suppl.). art. 41. ann. nº 4; 1992, ch. 46, par. 19(3)

(8) Lorsque le total des montants visés aux alinéas a) et b) est moindre que le montant visé 25 à l'alinéa c), le ministre peut payer à un employé un montant qui n'excède pas la différence:

Paiement du solde au contributeur

- a) le montant payé par le ministre à un employeur approuvé conformément au pa-30 ragraphe (3) à l'égard d'un employé;
- b) le montant déterminé par le ministre comme ayant été versé au compte de pension de retraite et à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de cet35 employé et relativement auquel cet employé a droit ou peut acquérir le droit à une prestation selon la présente partie ou la partie III;
- c) le montant déterminé par le ministre 40 comme étant le montant total payé au compte de pension de retraite et à la caisse par ou pour cet employé.

- (h) such amount paid into the Superannuation Account in respect of that employee by Her Majesty in right of Canada as the Minister determines; and
- (c) such amount representing interest as the Minister determines.
- b) tel montant versé au compte de pension de retraite à l'égard de cet employé, par Sa Majesté du chef du Canada, que le ministre détermine;
- c) tel montant, représentant les intérêts, que le ministre détermine.

(2) Subsections 40(8) and (9) read as follows:

- (8) Where
- (a) the amount paid by the Minister to an approved employer pursuant to subsection (3) in respect of an employee,

together with

(b) the amount determined by the Minister as having being paid into the Superannuation Account in respect of that employee and in respect of which that employee is or may become entitled to a benefit under this Part or Part III.

is less than

(c) the amount determined by the Minister as being the total amount paid into the Superannuation Account by and in respect of that employee,

the Minister may pay to that employee an amount not exceeding that difference

- (9) No amount paid into the Superannuation Account in respect of any period of service of a person described in subsection (11) or (13)
 - (a) that, at the time that person ceased to be employed by an approved employer or the administration of any service in which he was employed was transferred to Her Majesty in right of Canada, he was entitled to count for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of persons employed by that employer or in that service, and
 - (b) in respect of which the *Pension Benefits Standards Act*, 1985 or a provincial law required the vesting of benefits or the locking-in of contributions

(2). — Texte des paragraphes 40(8) et (9):

- (8) Lorsque:
- a) le montant payé par le ministre à un employeur approuvé conformément au paragraphe (3) à l'égard d'un employé

plus

b) le montant déterminé par le ministre comme ayant été versé au compte de pension de retraite à l'égard de cet employé et relativement auquel cet employé a droit ou peut acquérir le droit à une prestation selon la présente partie ou la partie III

est moindre que

c) le montant déterminé par le ministre comme étant le montant total payé au compte de pension de retraite par ou pour cet employé,

le ministre peut payer à cet employé un montant qui n'excède pas cette différence

- (9) Aucun montant versé au compte de pension de retraite pour une période de service d'une personne visée au paragraphe (11) ou (13) :
- a) que, d'une part, au moment où cette personne a cessé d'être à l'emploi d'un employeur approuvé ou au moment où l'administration d'un service dans lequel elle était employée a été transférée à Sa Majesté du chef du Canada, elle avait le droit de compter aux fins d'un fonds ou d'un régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur ou dans ce service:
- b) pour laquelle, d'autre part, la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou une loi provinciale exigeait la dévolution des prestations ou le blocage des cotisations.

the Minister may pay to that employee an amount not exceeding that difference.

Prohibition on transfer of certain contributions

- (9) No amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund described in subsection (11) or (13)
 - (a) that, at the time that person ceased to be employed by an approved employer or the administration of any service in which he or she was employed was transferred to Her 10 Majesty in right of Canada, he or she was entitled to count for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of persons employed by that employer or in that 15 service, and
 - (b) in respect of which the Pension Benefits Standards Act, 1985 or a provincial law required the vesting of benefits or the 20 locking-in of contributions

shall be paid out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund to an approved employer for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of that em- 25 ployer if that fund or plan is not subject to the Pension Benefits Standards Act, 1985 or a provincial law.

(3) Subsection 40(11) of the Act is replaced by the following:

Service countable by Public Service

(11) When an employee of an approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2) has ceased to be employed by that employer to becomes a contributor before April 1, 2000, any service of that employee that, at the time he or she left that employment, he or she was entitled to count for the purpose of any lished for the benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by him or her as pensionable service for the purposes of subsection 6(1) specified in the agreement if, within one year

(9) Aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de in respect of any period of service of a person 5 la fonction publique pour une période de service d'une personne visée au paragraphe (11) ou (13):

> a) que, d'une part, au moment où elle a cessé d'être employée d'un employeur approuvé ou au moment où l'administration d'un service dans lequel elle était employée a été transférée à Sa Majesté du chef du 10 Canada, elle avait le droit de compter pour un fonds ou un régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur ou 15 dans ce service:

b) pour laquelle, d'autre part, la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou une loi provinciale exigeait la dévolution des prestations ou le blocage des cotisa-20

ne peut être payé à un employeur approuvé sur le compte de pension de retraite ou par la caisse pour un fonds ou un régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des employés de cet employeur, si ce fonds ou ce 25 régime n'est pas régi par la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou par une loi provinciale.

(3) Le paragraphe 40(11) de la même loi 30 30 est remplacé par ce qui suit :

(11) Lorsqu'un employé d'un employeur approuvé, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a cessé d'être employé de cet employeur pour become employed in the Public Service and 35 devenir membre de la fonction publique et 35 publique devient un contributeur avant le 1er avril 2000, toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout fonds ou superannuation or pension fund or plan estab-40 régime de pension de retraite ou de pension40 établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragrawithout contribution by him or her except as 45 phe 6(1), sans autre contribution de sa part que 45 celle dont il est fait mention dans l'accord, si,

Interdiction de virer

contributions

Temps qui peut être compté par un employé entrant dans shall be paid out of the Superannuation Account to an approved employer for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of that employer if that fund or plan is not subject to the *Pension Benefits Standards Act*, 1985 or a provincial law.

ne peut être payé à un employeur approuvé sur le compte de pension de retraite aux fins d'un fonds ou d'un régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des employés de cet employeur, si ce fonds ou ce régime n'est pas régi par la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou par une loi provinciale.

- (3) Subsection 40(11.1) is new. Subsection 40(11) reads as follows:
- (11) Where an employee of any approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2) has ceased to be employed by that employer to become employed in the Public Service, any service of that employee that, at the time he left that employment, he was entitled to count for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by him as pensionable service for the purposes of subsection 6(1) without contribution by him except as specified in the agreement if, within one year from the time when he becomes a contributor under this Part or within such further time as is specified in the agreement, the employer pays into the Superannuation Account such amount as is required under the agreement to be so paid by that employer in respect of the employee.
- (3). Le paragraphe 40(11.1) est nouveau. Texte du paragraphe 40(11) :
- (11) Lorsqu'un employé d'un employeur approuvé, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a cessé d'être à l'emploi de cet employeur pour devenir membre de la fonction publique, toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter aux fins de tout fonds ou régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), sans autre contribution de sa part que celle dont il est fait mention dans l'accord, si, dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur selon la présente partie, ou dans le délai additionnel que mentionne l'accord. l'employeur verse au compte de pension de retraite le montant dont l'accord exige le versement par cet employeur à l'égard de cet employé.

from the time when he or she becomes a contributor under this Part or within the further time that is specified in the agreement, the employer pays into the Superannuation Account the amount that is required under the 5 agreement to be paid by that employer in respect of the employee.

Service countable by employee Public Service

(11.1) If an employee of an approved employer with whom the Minister has entered has ceased to be employed by that employer to become employed in the Public Service, and becomes a contributor, on or after April 1, 2000, subsection (11) applies, with any modireference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to "the Public Service Pension Fund" in respect of any period of pensionable service on or after April 1, 2000. 20

dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur selon la présente partie, ou dans le délai additionnel que mentionne l'accord, l'employeur verse au compte de pension de retraite le montant dont l'accord 5 exige le versement par cet employeur à l'égard de cet employé.

(11.1) Si un tel employé devient un contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date, le into an agreement pursuant to subsection (2) 10 paragraphe (11) s'applique avec les adapta-10 tions nécessaires, la mention du compte de pension de retraite valant mention de la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui touche toute période de service ouvrant droit fications that the circumstances require, and a 15 à pension portée à son crédit le 1er avril 2000 15 ou après cette date.

Temps qui neut être compté par un employé entrant dans publique

1996, c. 18,

88. The portion of subsection 40.1(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Transitional

(2) Notwithstanding the definition "Public Service" in subsection 3(1), the Treasury 25 Board may, subject to the terms and conditions that may be prescribed by the regulations made under paragraph 42.1(1)(v.5), including the requirement of the person or body referred to in subsection (1) to pay into 30 compte de pension de retraite ou à la Caisse de the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund the amount determined in accordance with those regulations.

1996. c. 18. s. 33

89. (1) Subsections 40.2(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Authority to enter into

(2) The Minister may, on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any eligible employer that

- (a) requires the Minister to pay to that employer, for the purpose of any plan 40 referred to in subsection (1), an amount determined in accordance with subsection (3) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the by that employer; and
- (b) may provide that any eligible employer pay into the Superannuation Account or the

88. Le passage du paragraphe 40.1(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art 33

(2) Malgré la définition de « fonction 20 Présomption publique » au paragraphe 3(1), le Conseil du Trésor peut, sous réserve des conditions et modalités prévues aux règlements pris en vertu de l'alinéa 42.1(1)v.5), v compris l'obligation pour le cessionnaire de verser au 25 retraite de la fonction publique un montant déterminé conformément à ces règlements :

89. (1) Les paragraphes 40.2(2) et (3) de 35 la même loi sont remplacés par ce qui suit : 30

1996, ch. 18, art. 33

(2) Le ministre peut, selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, conclure avec tout employeur admissible un accord aux termes duquel il paiera à cet employeur, pour tout régime visé au paragraphe (1), un mon-35 tant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient un employé de cet Public Service and is or becomes employed 45 employeur. L'accord peut également prévoir 40 que l'employeur versera au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique le montant déterminé conformément à l'accord à l'égard de toute

Autorisation de conclure un accord

Clause 88: The relevant portion of subsection 40.1(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding the definition "Public Service" in subsection 3(1), the Treasury Board may, subject to such terms and conditions as may be prescribed by the regulations made under paragraph 42.1(1)(v.5), including the requirement of the person or body referred to in subsection (1) to pay into the Superannuation Account the amount determined in accordance with those regulations,

Article 88. — Texte du passage visé du paragraphe 40.1(2):

(2) Nonobstant la définition de « fonction publique » au paragraphe 3(1), le Conseil du Trésor peut, sous réserve des conditions et modalités prévues aux règlements d'application de l'alinéa 42.1(1)v.5), y compris l'obligation pour le cessionnaire de verser au compte de pension de retraite un montant déterminé conformément à ces règlements :

Clause 89: (1) Subsections 40.2(2) and (3) read as follows:

- (2) The Minister may, on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any eligible employer that
 - (a) requires the Minister to pay to that employer, for the purpose of any plan referred to in subsection (1), an amount determined in accordance with subsection (3) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the Public Service and is or becomes employed by that employer; and
 - (b) may provide that any eligible employer pay into the Superannuation Account an amount determined in accordance with the agreement in respect of any person who has ceased or ceases to be employed by that employer and is or becomes employed in the Public Service.

Article 89, (1). — Texte des paragraphes 40.2(2) et (3):

(2) Le ministre peut, selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, conclure avec tout employeur admissible un accord aux termes duquel il paiera à cet employeur, aux fins de tout régime visé au paragraphe (1), un montant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient un employé de cet employeur. L'accord peut également prévoir que l'employeur versera au compte de pension de retraite le montant déterminé conformément à l'accord à l'égard de toute personne qui a cessé ou cesse d'être employée par lui et est ou devient employée dans la fonction publique.

Public Service Pension Fund an amount determined in accordance with the agreement in respect of any person who has ceased or ceases to be employed by that employer and is or becomes employed in 5 the Public Service.

personne qui a cessé ou cesse d'être employée par lui et est ou devient employée dans la fonction publique.

Authority to transfer

- (3) When a contributor ceases to be employed in the Public Service and is or becomes employed by any eligible employer with whom the Minister has entered into an 10 agreement pursuant to subsection (2), there may be paid, subject to the terms and conditions that the agreement provides and if the agreement so provides, to that employer
 - (a) out of the Superannuation Account
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III 20 in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 2000, and
 - (B) an amount representing interest on the amount determined in accordance 25 with clause (A) as of the date of payment to the eligible employer that the Minister determines, or
 - (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the 30 contributor, as they become payable, in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1,
 - (b) out of the Public Service Pension Fund 35
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III 40 in respect of the pensionable service of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date, and
 - (B) an amount representing interest on 45 the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of

(3) Dans les cas où le ministre a conclu l'accord visé au paragraphe (2), il peut être 5 contributions payé à l'employeur - si l'accord le prévoit et aux conditions et selon les modalités stipulées par celui-ci -, à l'égard d'un contributeur qui cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient employé de 10 celui-ci:

Autorisation de virer des

- a) sur le compte de pension de retraite :
 - (i) soit des montants égaux au total des montants suivants:
 - (A) un montant ne dépassant pas la 15 valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à 20 pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000,
 - (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division 25
 - (A) au moment du paiement,
 - (ii) soit les prestations payables au contributeur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relative-30 ment à la période de service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000;
 - b) par la Caisse de retraite de la fonction publique: 35
 - (i) soit des montants égaux au total des montants suivants:
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les presta-40 tions échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1er avril 2000 ou après cette date, est au crédit du contributeur 45 ou est portée à son crédit,

- (3) Where a contributor ceases to be employed in the Public Service and is or becomes employed by any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2), the Minister may, subject to such terms and conditions as the agreement provides and if the agreement so provides, pay to that employer out of the Superannuation Account
 - (a) amounts equal in the aggregate to
 - (i) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III in respect of the pensionable service of the contributor, and
 - (ii) such amount representing interest on the amount determined in accordance with subparagraph (i) as of the date of payment to the eligible employer as the Minister determines; or
 - (b) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable.

- (3) Dans les cas où il a conclu l'accord visé au paragraphe (2), le ministre peut, si l'accord le prévoit et aux conditions et selon les modalités stipulées par celui-ci, payer à l'employeur, à l'égard d'un contributeur qui cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient employé de celui-ci sur le compte de pension de retraite :
 - a) soit des montants égaux à l'ensemble :
 - (i) d'un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service du contributeur ouvrant droit à pension,
 - (ii) du montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément au sous-alinéa (i) au moment du paiement;
 - b) soit les prestations payables au contributeur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance.

payment to the eligible employer that the Minister determines, or

(ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in 5 respect of the pensionable service to the credit of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date.

(B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement.

(ii) soit les prestations payables au contri- 5 buteur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1^{er} avril 2000 ou après 10 cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit.

1996, c. 18, s 33

(2) Subsection 40.2(6) of the Act is re- 10placed by the following:

(2) Le paragraphe 40.2(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art 33

No benefit payable in respect of transferred contributions

(6) Subject to any regulations made under paragraph 42.1(1)(u), if, under paragraph (3)(a) or (b), the Minister makes a payment to ployee, that employee ceases to be entitled to any benefit under this Part or Part III in respect of the period of pensionable service to which that payment relates.

(6) Sous réserve des règlements pris en 15 vertu de l'alinéa 42.1(1)u), lorsque, $\overline{\text{conformit\'e}}$ avec les alinéas (3)a) ou b), le an eligible employer in respect of an em-15 ministre fait un paiement à un employeur admissible à l'égard d'un employé, celui-ci cesse d'avoir droit aux prestations prévues à la 20 présente partie ou à la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension à laquelle se rattache ce paiement.

Prestation non payable à l'égard des contributions

1996, c. 18. s. 33

(3) Subsection 40.2(9) of the Act is re-20 placed by the following:

(3) Le paragraphe 40.2(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. art. 33

Temps qui

compté par un employé

entrant dans

la fonction

peut être

Service countable by employee Public Service

(9) If an employee of any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement under subsection (2) has ceased to be employed by that employer and is or 25 cessé d'être employé par cet employeur et est becomes employed in the Public Service, any service of that employee that, at the time of leaving that employment, the employee was entitled to count for the purpose of any plan referred to in subsection (1) established for the 30 au paragraphe (1) établi au bénéfice des benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by the employee as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), to the extent and subject to the terms and conditions provided in 35 mesure, aux conditions et selon les modalités the regulations, if the employer pays into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, the amount that is required under the agreement to be paid by that employer in respect of the employee.

(9) Lorsqu'un employé d'un employeur admissible, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a ou devient employé dans la fonction publique, 30 publique toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout régime visé personnes employées par cet employeur peut, 35 si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), dans la réglementaires, si l'employeur verse au comp-40 te de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique le montant dont l'accord exige le versement par cet 40 employeur à l'égard de cet employé.

90. L'article 41 de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

90. Section 41 of the Act is replaced by the following:

(2) Subsection 40.2(6) reads as follows:

(6) Subject to any regulations made under paragraph 42.1(1)(u), where, pursuant to paragraph (3)(a), the Minister makes a payment to an eligible employer in respect of an employee, that employee ceases to be entitled to any benefit under this Part or Part III in respect of the period of pensionable service to which that payment relates.

(3) Subsection 40.2(9) reads as follows:

(9) Where an employee of any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2) has ceased to be employed by that employer and is or becomes employed in the Public Service, any service of that employee that, at the time of leaving that employment, the employee was entitled to count for the purpose of any plan referred to in subsection (1) established for the benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by the employee as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), to the extent and subject to the terms and conditions provided in the regulations, if the employer pays into the Superannuation Account such amount as is required under the agreement to be so paid by that employer in respect of the employee.

(2). — Texte du paragraphe 40.2(6):

(6) Sous réserve des règlements pris en application de l'alinéa 42.1(1)u), lorsque, en conformité avec l'alinéa (3)a), le ministre fait un paiement à un employeur admissible à l'égard d'un employé, celui-ci cesse d'avoir droit aux prestations prévues à la présente partie ou à la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension à laquelle se rattache ce paiement.

(3). — Texte du paragraphe 40.2(9) :

(9) Lorsqu'un employé d'un employeur admissible, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a cessé d'être employé par cet employeur et est ou devient employé dans la fonction publique, toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter aux fins de tout régime visé au paragraphe (1) établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), dans la mesure, aux conditions et selon les modalités réglementaires, si l'employeur verse au compte de pension de retraite le montant dont l'accord exige le versement par cet employeur à l'égard de cet employé.

Clause 90: Section 41 reads as follows:

Article 90. - Texte de l'article 41:

Advisory committee

41, (1) There is established a committee, to be known as the Public Service Pension Advisory Committee, the members of which are appointed by the Governor in Council in accordance with subsection (3), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act in accordance with subsection (2).

41. (1) Est constitué un comité, le Comité consultatif sur la pension de la fonction publique, chargé de conseiller le ministre et de l'assister, conformément au paragraphe (2), sur les questions relatives à l'application de la 5 présente loi; le gouverneur en conseil en nomme les membres en conformité avec le paragraphe (3).

Comité consultatif

Mandate

- (2) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the adminis- 10 tration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those matters: and
- (b) review any other pension-related mat- 15 ters that the Minister may refer to it.

Membership

- (3) The membership of the committee shall consist of
 - (a) one member appointed from among contributors in receipt of an annuity or an 20 annual allowance under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contributors;
 - (b) six members appointed from among 25 persons who are nominated for appointment by that portion of the National Joint Council of the Public Service of Canada that represents employees; and
 - (c) six other members nominated by the 30 Minister.

Term

(4) A member shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years and is eligible for reappointment for one or more additional terms. 35

Recommendation of candidates.

(5) The advisory committee shall recommend to the Minister candidates for appointment to the nominating committee established under section 10 of the Public Sector Pension Investment Board Act.

1992, c. 46, s. 21(1)

- 91. (1) Paragraph 42(1)(d) of the Act is replaced by the following:
 - (d) prescribing, notwithstanding sections 5 and 19, the rates at which, the manner in

(2) Le comité a pour mandat :

Mandat du comité

- a) d'examiner la gestion et le financement 10 des prestations visées par la présente loi, ainsi que toute question touchant à leur forme, et de faire des recommandations au ministre sur ces questions:
- b) d'examiner toute question en matière de 15 pension dont le saisit le ministre.
- (3) Le comité est ainsi composé :

Membres

- a) un membre choisi parmi les contributeurs qui recoivent une pension ou une allocation annuelle au titre de la présente loi 20 et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les représente;
- b) six membres choisis parmi les candidats proposés par les représentants des salariés au sein du Conseil national mixte de la 25 fonction publique du Canada;
- c) six autres membres proposés par le ministre.
- (4) Le mandat des membres est d'une durée maximale de trois ans et est renouvelable plus 30 membres d'une fois.

mandat des

Recomman-

dation de

candidats.

(5) Le comité est tenu de recommander au ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à l'article 10 de la Loi sur l'Office d'investisse-35 40 ment des régimes de pensions du secteur public.

91. (1) L'alinéa 42(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 21(1)

- d) prescrivant, par dérogation aux articles 540 et 19, les taux auxquels les personnes qui

- **41.** (1) The Governor in Council may establish an Advisory Committee, to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the administration of this Act.
- (2) The membership of the Advisory Committee shall consist of twelve persons, appointed by the Governor in Council after consultation with the National Joint Council of the public service of Canada, for a term not exceeding three years each.
- 41. (1) Le gouverneur en conseil peut établir un comité consultatif chargé de conseiller et d'aider le ministre sur tout sujet découlant de l'application de la présente loi.
- (2) Le comité consultatif se compose de douze personnes nommées, pour un mandat maximal de trois ans, par le gouverneur en conseil après avoir consulté le Conseil national mixte de la fonction publique du Canada.

Clause 91: (1) to (5) The relevant portion of subsection 42(1) reads as follows:

Article 91, (1) à (5). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 42(1):

which and the circumstances under which persons who are or have been absent from the Public Service on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Account or the Public Service 5 Pension Fund in respect of that absence, prescribing the salaries those persons are deemed to have received during that absence and respecting any interest or other charges those persons shall pay into the 10 Account;

(2) Paragraph 42(1)(k) of the Act is replaced by the following:

(k) specifying, for the purposes of subsection 5(5) and paragraph 8(2)(a), the kinds 15 of superannuation or pension benefits referred to in those provisions;

(3) Paragraph 42(1)(kk) of the Act is repealed.

(4) Paragraph 42(1)(mm) of the Act is 20 repealed.

(5) Paragraphs 42(1)(ss) and (tt) of the Act are replaced by the following:

- (ss) providing for the reduction of any allowance that may become payable under 25 this Part to the survivor, children or other dependants of a person to whom Part III of the Superannuation Act applied, who, at the time of his or her election to become a contributor under Part I of that Act, failed to 30 pay into the Consolidated Revenue Fund the amount referred to in subsection 31(2) of the Superannuation Act;
- (tt) providing for payment out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of a person to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any part of the 40 portion of the estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the person as is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the 45 amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount pay-

sont ou ont été absentes de la fonction publique en congé non payé doivent contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de cette absence, ainsi que la 5 manière dont ces personnes doivent y contribuer et les circonstances dans lesquelles elles y sont astreintes, les traitements que de telles personnes sont censées avoir reçus durant cette absence et les intérêts ou 10 autres montants à verser par elles au compte;

(2) L'alinéa 42(1)k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

k) spécifiant, pour l'application du paragra-15 phe 5(5) et de l'alinéa 8(2)a), les genres de prestations de pension de retraite ou de pension y mentionnés;

(3) L'alinéa 42(1)kk) de la même loi est 1989, ch. 6, abrogé.

(4) L'alinéa 42(1)mm) de la même loi est abrogé.

(5) Les alinéas 42(1)ss) et tt) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- ss) <u>prévoyant</u> la réduction de toute alloca-25 tion qui peut devenir payable, selon la présente partie, au survivant, aux enfants ou autres personnes à charge de quelqu'un à qui la partie III de la *Loi sur la pension de retraite* était applicable, et qui, à la date où 30 il a choisi de devenir contributeur suivant la partie I de cette loi, n'a pas versé au Trésor le montant mentionné au paragraphe 31(2) de la *Loi sur la pension de retraite*;
- tt) prévoyant que sera payée, sur le compte 35 de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique, lors du décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par toute personne, ou pour son compte, à qui une allocation 40 annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou taxes sur les successions, legs ou héritages, payables par elle, qui, d'après les règlements, est décla-45 rée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et tout montant payable selon l'article 27, en

1989, c. 6, s. 6

42. (1) The Governor in Council may make regulations

(d) prescribing, notwithstanding subsection 5(1) and sections 19 and 65, the rates at which, the manner in which and the circumstances under which persons who are or have been absent from the Public Service on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Account in respect of that absence, prescribing the salaries those persons are deemed to have received during that absence and respecting any interest or other charges those persons shall pay into the Account;

(k) specifying, for the purposes of paragraphs 5(3)(b) and 8(2)(a), the kinds of superannuation or pension benefits therein referred to;

(kk) prescribing the manner in which an amount referred to in section 26.1 may be recovered from any payment on account of the annual allowance referred to in that section;

(mm) providing, notwithstanding anything in this Part, for the reduction of any annuity or annual allowance payable under this Part to or in respect of a person who has been convicted of an indictable offence committed by him while employed in the Public Service, where, in the opinion of the Minister, the commission of that offence by him constituted misconduct in office;

(ss) providing for the reduction of any allowance that may become payable under this Part to the surviving spouse, children or other dependants of a person to whom Part III of the Superannuation Act applied, who, at the time of his election to become a contributor under Part I of that Act, failed to pay into the Consolidated Revenue Fund the amount referred to in subsection 31(2) of the Superannuation Act:

(tt) providing for payment out of the Superannuation Account, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of any successor thereunder to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any part of such portion of any estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the successor as is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount payable under section 27 in any such case shall be reduced;

42. (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

d) prescrivant, par dérogation au paragraphe 5(1) et aux articles 19 et 65, les taux auxquels les personnes qui sont ou ont été absentes de la fonction publique en congé non payé doivent contribuer au compte de pension de retraite à l'égard de cette absence, ainsi que la manière dont ces personnes doivent y contribuer et les circonstances dans lesquelles elles y sont astreintes, les traitements que de telles personnes sont censées avoir reçus durant cette absence et les intérêts ou autres montants à verser par elles au compte;

k) spécifiant, pour l'application des alinéas 5(3)h) et 8(2)a), les genres de prestations de pension de retraite ou de pension y mentionnés;

kk) prescrivant le mode de recouvrement du montant visé à l'article 26.1 sur les paiements de l'allocation annuelle mentionnés à cet article:

mm) prévoyant, par dérogation aux autres dispositions de la présente partie, la réduction de toute pension ou allocation annuelle payable d'après la présente partie à une personne, ou à l'égard d'une personne, qui a été déclarée coupable d'un acte criminel par elle commis alors qu'elle était employée dans la fonction publique, si, de l'avis du ministre, la perpétration de cet acte par elle constituait une inconduite dans son emploi;

ss) stipulant la réduction de toute allocation qui peut devenir payable, selon la présente partie, au conjoint survivant, aux enfants ou autres personnes à charge de quelqu'un à qui la partie III de la Loi sur la pension de retraite était applicable, et qui, à la date où il a choisi de devenir contributeur suivant la partie I de cette loi, n'a pas versé au Trésor le montant mentionné au paragraphe 31(2) de la Loi sur la pension de retraite:

tt) stipulant que sera payée, sur le compte de pension de retraite, lors du décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par tout successeur en l'espèce, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou taxes sur les successions, legs ou héritages, payables par le successeur, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et tout montant payable selon l'article 27, en pareil cas, doivent être réducts ainsi que la manière d'onéere cette réduction:

able under section 27 in any such case shall be reduced:

1994 c 26 s. 60

(6) Subsection 42(2) of the Act is replaced by the following:

Regulations relating to leave of absence

(2) For the purposes of this Part, a person 5 who has contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in accordance with the regulations made by the Governor in Council under paragraph (1)(d), in respect of any period during which 10 the person was absent from the Public Service on leave of absence without pay, is deemed to have contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that period in accordance with 15 période. section 5.

(7) Paragraphs 42(6)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) for payment out of the Superannuation Account or the Public Service Pension 20 Fund of any pension granted under a plan described in paragraph (a), subject to the terms and conditions that the regulations may prescribe; and
- (c) for the transfer to the Superannuation 25 Account or the Public Service Pension Fund of any contributions made under a plan described in paragraph (a), including any contributions by or on behalf of the board, commission or corporation and any 30 accrued interest.

(8) Subsection 42(8) of the Act is replaced by the following:

Members of Parliament and Senators

- (8) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation
 - (a) provide that the service of a former member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he or she made contributions under the Members of Parliament Retiring Allowances Act may, 40 to the extent and subject to the conditions that may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and 45

pareil cas, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction;

(6) Le paragraphe 42(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 26, art 60 Règlements

sur les congés

(2) Pour l'application de la présente partie, 5 une personne qui a contribué au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en conformité avec les règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa (1)d), à l'égard de toute 10 période durant laquelle elle était absente de la fonction publique en congé non payé, est réputée avoir contribué, selon l'article 5, au compte ou à la caisse relativement à cette 15

(7) Les alinéas 42(6)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) pourvoir au paiement, sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique, de toute 20 pension accordée en vertu d'un tel régime, aux conditions que les règlements peuvent
- c) prévoir le transfert, au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 25 fonction publique, de toutes contributions faites en conformité avec un tel régime, y compris toutes contributions par l'office, le conseil, le bureau, la commission ou la personne morale, ou en son nom, et tous 30 intérêts courus.

(8) Le paragraphe 42(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré les autres dispositions de la 35 présente partie, le gouverneur en conseil peut, 35 par règlement :

sénateurs

a) prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlemen-40 taires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie; 45

Députés et

(6) Subsection 42(2) reads as follows:

(2) For the purposes of this Part, a person who has contributed to the Superannuation Account in accordance with the regulations made by the Governor in Council pursuant to paragraph (1)(d), in respect of any period during which the person was absent from the Public Service on leave of absence without pay, is deemed to have contributed to the Superannuation Account in respect of that period in accordance with subsection 5(1).

(7) The relevant portion of subsection 42(6) reads as follows:

- (6) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation provide
 - (h) for payment out of the Superannuation Account of any pension granted under any plan described in paragraph (a), subject to such terms and conditions as the regulations may prescribe; and
 - (c) for the transfer to the Superannuation Account of any contributions made under any plan described in paragraph (a), including any contributions by or on behalf of the board, commission or corporation and any accrued interest.

(8) Subsection 42(8) reads as follows:

(8) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation provide that the service of a former member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he made contributions under the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* may, to such extent and subject to such conditions as may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part, and for the transfer to the Superannuation Account of all contributions made by him under that Act and any amounts credited under section 5 of that Act in respect of him.

(6). — Texte du paragraphe 42(2):

(2) Pour l'application de la présente partie, une personne qui a contribué au compte de pension de retraite en conformité avec les règlements pris par le gouverneur en conseil selon l'alinéa (1)d), à l'égard de toute période durant laquelle elle était absente de la fonction publique en congé non payé, est réputée avoir contribué au compte de pension de retraite relativement à cette période d'après le paragraphe 5(1).

(7). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 42(6):

- (6) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - b) pourvoir au paiement, sur le compte de pension de retraite, de toute pension accordée en vertu d'un tel régime, aux conditions que les règlements peuvent prescrire;
 - c) prévoir le transfert, au compte de pension de retraite, de toutes contributions faites en conformité avec un tel régime, y compris toutes contributions par l'office, le conseil, le bureau, la commission ou la personne morale, ou en son nom, et tous intérêts courus.

(8). — Texte du paragraphe 42(8):

(8) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie, et prévoir le transfert des contributions qu'il a versées aux termes de cette loi et des sommes qui lui ont été créditées en vertu de l'article 5 de cette loi au compte de pension de retraite.

(b) provide for the transfer to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund of amounts in the Retiring Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or her.

1992, c. 46, s. 22

92. (1) Paragraph 42.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) fixing an annual rate of salary for the purposes of paragraph 5(6)(b) or prescribing the manner of determining the annual 10 rate of salary;

1992, c. 46, s. 22

(2) Paragraph 42.1(1)(r) of the Act is replaced by the following:

(r) fixing the percentage of a person's salary required to be contributed to the Superan-15 nuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 24.4(1) or prescribing the manner of determining that percentage;

1992, c. 46, s. 22

(3) Paragraph 42.1(1)(t) of the Act is 20 replaced by the following:

(t) requiring the Minister to credit additional amounts to the Superannuation Account or to pay additional amounts into the Public Service Pension Fund in respect of the 25 operational service that is pensionable service to the credit of a person referred to in section 24.2 and prescribing the manner and circumstances in which those amounts are to be credited or paid;

1996, c. 18, s. 35

(4) Paragraph 42.1(1)(v.3) of the Act is replaced by the following:

(ν .3) respecting the manner in which and the determination of the balances on which interest is to be calculated under subsection 35 10(9) and respecting the rates of interest for the purposes of paragraph 10(9)(c);

1996, c. 18, s. 35

(5) Paragraph 42.1(1)(v.5) of the Act is replaced by the following:

(v.5) respecting the terms and conditions, 40 including the requirement of a person or body referred to in subsection 40.1(1) to pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund the amount that is determined in accordance with the 45 regulations for any or all cases, subject to which, and the maximum period during

b) prévoir le transfert au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique des contributions qu'il a versées au compte d'allocations, au sens de cette loi.

92. (1) L'alinéa 42.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) fixer un taux annuel de traitement pour l'application de l'alinéa $\underline{5(6)b}$ ou prévoir son mode de détermination;

(2) L'alinéa 42.1(1)r) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 22

1992 ch 46

art 22

r) fixer le pourcentage du traitement qu'une personne est tenue de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite 15 de la fonction publique en vertu du paragraphe 24.4(1) ou prévoir son mode de détermination:

(3) L'alinéa 42.1(1)t) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

1992, ch. 46, art. 22

t) faire porter, par le ministre, des montants supplémentaires au compte de pension de retraite — ou en faire verser par lui à la Caisse de retraite de la fonction publique — relativement au service opération-25 nel qui constitue un service ouvrant droit à pension au crédit d'une personne visée à l'article 24.2 et prévoir les modalités et les circonstances à prendre en compte à l'égard de ces montants;

(4) L'alinéa 42.1(1)v.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18,

v.3) prévoir, pour l'application du paragraphe 10(9), les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en 35 compte et, pour l'application de l'alinéa 10(9)c), le calcul de l'intérêt;

(5) L'alinéa 42.1(1)v.5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. art. 35

v.5) prévoir à quelles conditions — notam-40 ment en ce qui touche l'obligation pour le cessionnaire de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique le montant déterminé conformément aux règlements de façon45 générale ou particulière — et selon quelles modalités un cessionnaire continue de faire

Clause 92: (1) to (5) Paragraph 42.1(1)(v.8) is new. The relevant portion of subsection 42.1(1) reads as follows:

- 42.1 (1) The Governor in Council may make regulations
- (a) fixing an annual rate of salary for the purposes of paragraph 5(3)(d) or prescribing the manner of determining the annual rate of salary;

(r) fixing the percentage of a person's salary required to be contributed to the Superannuation Account under subsection 24.4(1) or prescribing the manner of determining that percentage;

(t) requiring the Minister to credit additional amounts to the Superannuation Account in respect of the operational service that is pensionable service to the credit of a person referred to in section 24.2 and prescribing the manner and circumstances in which those amounts are to be so credited;

(v.3) respecting the manner in which and the determination of the balances on which interest is to be calculated under subsection 10(9):

(v.5) respecting the terms and conditions, including the requirement of a person or body referred to in subsection 40.1(1) to pay into the Superannuation Account such amount as is determined in accordance with the regulations for any or all cases, subject to which, and the maximum period during which, the person or body is to form part of the Public Service pursuant to a direction of the Treasury Board made under subsection 40.1(2):

(v.7) respecting the manner in which and extent to which any provision of this Act or any regulations made under this Act apply to any employee of an entity or portion thereof and adapting any of those provisions for the purposes of that application where an order is made under subsection 42(4) or a regulation is made under paragraph (v.1) in respect of that entity, including the manner of determining any amount that may be paid out of the Superannuation Account in respect of those employees and the terms and conditions under which the amount is to be paid; and

Article 92. — L'alinéa 42.1(1)v.8) est nouveau. Texte des passages introductif et visés du paragraphe 42.1(1):

- 42.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :
- a) fixer un taux annuel de traitement pour l'application de l'alinéa 5(3)d) ou prévoir son mode de détermination;
- r) fixer le pourcentage du traitement qu'une personne est tenue de verser au compte de pension de retraite en vertu du paragraphe 24.4(1) ou prévoir son mode de détermination;
- t) faire porter, par le ministre, des montants supplémentaires au compte de pension de retraite relativement au service opérationnel qui constitue un service ouvrant droit à pension au crédit d'une personne visée à l'article 24.2 et prévoir les modalités et les circonstances à prendre en compte à l'égard de ces montants;
- v.3) prévoir, pour l'application du paragraphe 10(9), les modalités de calcul de l'intérêt ainsi que le mode de détermination des soldes à prendre en compte;
- v.5) prévoir les conditions y compris l'obligation pour le cessionnaire de verser au compte de pension de retraite le montant déterminé conformément aux règlements de façon générale ou particulière auxquelles et les modalités selon lesquelles un cessionnaire continue de faire partie de la fonction publique en raison d'un ordre du Conseil du Trésor donné en vertu du paragraphe 40.1(2) et la période maximale pendant laquelle il continue d'en faire partie;

v.7) prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appliquent aux employés d'une entité ou d'une partie de celle-ci — ou adapter ces dispositions dans le cadre de cette application — dans les cas où un décret est pris en application du paragraphe 42(4) ou des règlements sont pris en application de l'alinéa 42.1(1)v.1) à l'égard de l'entité, notamment la manière de déterminer le montant à payer sur le compte de pension de retraite pour ces employés et les modalités de versement de ce montant:

which, the person or body is to form part of the Public Service pursuant to a direction of the Treasury Board made under subsection 40.1(2);

1996, c. 18, s. 35

(6) Paragraph 42.1(1)(v.7) of the Act is 5 replaced by the following:

 $(\nu.7)$ respecting the manner in which and extent to which any provision of this Act or any regulations made under this Act apply to any employee of an entity or portion of an 10 entity and adapting any of those provisions for the purposes of that application when an order is made under subsection 42(4) or a regulation is made under paragraph $(\nu.1)$ in respect of that entity, including the manner 15 of determining any amount that may be paid out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of those employees and the terms and conditions under which the amount is to be paid; 20

(v.8) respecting the additional information that is required to be included in annual reports referred to in section 46; and

93. Section 43 of the Act is replaced by the following:

Payments out of Superannuation Account 43. (1) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make provision shall be paid out of the Superannuation Account if the benefits are payable in respect of pensionable service to 30 the credit of a contributor before April 1, 2000.

Transfer of amounts

(2) The amounts deposited in the Public Service Superannuation Investment Fund under subsection 44.1(2) shall be transferred to 35 the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the *Public Sector Pension Investment Board Act* to be dealt with in accordance with that Act.

Payment of benefits

(3) If there are insufficient amounts in the 40 Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits shall be charged to the Public Service Super-

partie de la fonction publique en raison d'un ordre du Conseil du Trésor donné en vertu du paragraphe 40.1(2) et la période maximale pendant laquelle il continue d'en faire partie;

(6) L'alinéa 42.1(1)v.7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 35

v.7) prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure telles dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appli-10 quent aux employés d'une entité ou d'une partie de celle-ci — ou adapter ces dispositions dans le cadre de cette application — dans les cas où un décret est pris en application du paragraphe 42(4) ou des 15 règlements sont pris en vertu de l'alinéa v.1) à l'égard de l'entité, notamment la manière de déterminer le montant à payer sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique 20 pour ces employés et les modalités de versement de ce montant;

v.8) régir les renseignements additionnels que doit comporter le rapport annuel visé à l'article 46;

93. L'article 43 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

43. (1) Tous les montants nécessaires au paiement des prestations que prévoient la présente partie et la partie III doivent être 30 payés sur le compte de pension de retraite si elles sont payables en ce qui touche le service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000.

Paiements sur le compte

(2) Les montants déposés auprès du Fonds 35 de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique au titre du paragraphe 44.1(2) sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'inves-40 tissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent 45 pas de payer les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement de celles-ci doivent être portés au débit du

Paiement des prestations

Clause 93: Section 43 reads as follows:

43. All amounts required for the payment of benefits for which this Part makes provision shall be paid out of the Superannuation Account.

Article 93. — Texte de l'article 43:

43. Tous les montants nécessaires au paiement des prestations que prévoit la présente partie doivent être payés sur le compte de pension de retraite.

annuation Investment Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

94. The heading before section 44 of the Act is replaced by the following:

l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

Fonds de placement du compte de pension de

retraite de la fonction publique et payés sur

94. L'intertitre qui précède l'article 44 de 5 5 la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amounts

1992, c. 46, s. 23

95. (1) Paragraph 44(1)(a) of the Act is repealed.

1992, c. 46. s. 23

(2) Subsections 44(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

Amounts to he credited on actuarial valuation

(6) Following the laying before Parliament 10 of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund, there shall be credited to the Account, at the time 15 publique, est porté au crédit du compte, selon and in the manner set out in subsection (7), the amount that in the opinion of the Minister will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the Minister may 20 la période plus courte que détermine le determine, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and 25 présente partie et de la partie III au titre du Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

1992, c. 46,

(3) Subsection 44(8) of the Act is replaced by the following:

Adjustments

(8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the 35 effectuer au cours de cette période peuvent amount that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Superannuation 40 devrait avoir le compte de pension de retraite Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors 45 présente partie et de la partie III au titre du before April 1, 2000.

Montants

95. (1) L'alinéa 44(1)a) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46,

(2) Les paragraphes 44(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 23

Montants

portés au

(6) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction 15 les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de 20 ministre, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le compte et le fonds pour couvrir le coût des prestations payables en application de la 25 service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

crédit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

(3) Le paragraphe 44(8) de la même loi 30 1992, ch. 46, 30 est remplacé par ce qui suit :

Aiustements

(8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à 35 être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, 40 et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la45

Clause 94: The heading before section 44 reads as follows:

Amounts to be Credited to the Account

- Clause 95: (1) The relevant portion of subsection 44(1) reads as follows:
- **44.** (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year
 - (a) in respect of every month, an amount equal to the total of
 - (i) an amount matching the total amount estimated by the Minister to have been paid into the Account during the month by way of contributions in respect of current service other than current service with any Public Service corporation or other corporation as defined in section 37, and
 - (ii) such additional amount as is determined by the Minister to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to current service and that will become chargeable against the Account;

(2) Subsections 44(2) to (6) read as follows:

- (2) There shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account established pursuant to the Supplementary Retirement Benefits Act and credited to the Superannuation Account
 - (a) on the day on which this subsection comes into force, the amount by which
 - (i) the aggregate of
 - (A) all amounts that, pursuant to Part III, were credited to the Supplementary Retirement Benefits Account before that day, and
 - (B) the interest credited pursuant to section 9 of the Supplementary Retirement Benefits Act on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amounts referred to in clause (A),

exceeds

- (ii) the benefits and other amounts charged to the Supplementary Retirement Benefits Account in respect of contributors, before that day, pursuant to section 8 of the Supplementary Retirement Benefits Act; and
- (b) such interest as is credited pursuant to section 9 of the Supplementary Retirement Benefits Act, at any time on or after the day on which this subsection comes into force, on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amount referred to in paragraph (a).

Article 94. — Texte de l'intertitre précédant l'article 44.

Montants à porter au crédit du compte de pension de retraite

- Article 95, (1). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 44(1):
- **44.** (1) Lors de chaque exercice, sont portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) pour chaque mois, un montant égal à la somme des montants suivants :
 - (i) le montant correspondant à la somme globale que le ministre estime avoir été versée au compte au cours du mois sous la forme de contributions à l'égard du service en cours autre que le service en cours auprès d'un organisme de la fonction publique ou autre organisme défini à l'article 37.
 - (ii) le montant additionnel qui, selon le ministre, est nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois relativement au service en cours et qui deviendront imputables au compte;

(2). — Texte des paragraphes 44(2) à (6) :

- (2) Sont imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires ouvert conformément à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* et portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'excédent de (i) sur (ii) :
 - (i) la somme des montants qui, en vertu de la partie III, ont été portés, avant cette date, au crédit du compte de prestations de retraite supplémentaires et des intérêts versés, en application de l'article 9 de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, sur la partie du solde de ce compte qui correspond à ces montants.
 - (ii) les prestations et autres montants qui, avant cette date, ont été imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires à l'égard des contributeurs, en application de l'article 8 de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires;
 - b) les intérêts qui, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, sont, en application de l'article 9 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, versés sur la partie du solde de ce compte qui correspond à l'excédent visé à l'alinéa a).

Amounts to be debited on basis of actuarial valuation report

(9) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund, there 5 may be debited from the Account, at the time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the opinion of the Minister exceeds the amount that the Minister estimates, based on the report, will be required to 10 be to the credit of the Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of a shorter period that the Minister may deter-15 mine, in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

service ouvrant droit à pension <u>qui est</u> au crédit des contributeurs <u>avant le 1er avril 2000</u>.

(9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 5 45 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique, peut être porté au débit du compte, selon les modalités de temps et autres prévues 10 au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du ministre, dépasse le montant devant, à son avis - fondé sur le rapport -, être au crédit du compte et du fonds, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la 15 période plus courte qu'il détermine, pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er 20 avril 2000.

Montant porté au débit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

If total exceeds maximum (10) If the total of the amounts in the 20 Account and in the Fund referred to in subsection (9) exceeds, following the laying of the report referred to in that subsection, the maximum amount referred to in subsection (13), there shall be debited from the Account, 25 at the time and in the manner set out in subsection (11), the amount of the excess.

(10) Si le montant total au crédit du compte et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à la suite du dépôt du rapport, le montant maximum visé au paragraphe (13), le montant 25 excédentaire est porté au débit du compte

selon les modalités de temps et autres prévues

au paragraphe (11).

Montant dépassant le montant maximum

Annual instalments

(11) Subject to subsection (12), the amount that may be debited under subsection (9) and the amount that must be debited under subsec-30 tion (10) shall be debited in annual instalments over a period of fifteen years, or a shorter period that the Minister may determine, with the first such instalment to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation 35 report is laid before Parliament.

(11) Sous réserve du paragraphe (12), le montant pouvant être porté au débit du compte 30 en application du paragraphe (9) et celui devant l'être en application du paragraphe (10) sont prélevés annuellement sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que détermine le ministre, le premier 35

prélèvement devant être effectué au cours de

l'exercice où le rapport d'évaluation actua-

rielle est déposé au Parlement.

Prélèvements

Adjustments

(12) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that 40 period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with

(12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant 40 la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (11), les prélèvements restant à effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce45 rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde

Ajustements

- (3) For the purpose of calculating the amount referred to in paragraph (1)(c), the Superannuation Account shall be deemed to have been established immediately before the day on which subsection (1) comes into force and the total amount standing to the credit of the Account on that day, together with the amounts credited to the Account pursuant to subsection (2), are deemed to constitute the balance to the credit of the Account immediately before that day.
- (4) The Minister shall estimate the total cost of the benefits payable under this Part and Part III, as at the day on which this subsection comes into force, in respect of the pensionable service to the credit of contributors before that day.
- (5) There shall be credited to the Superannuation Account, on the day on which this subsection comes into force, such amount as in the opinion of the Minister will, together with the amount estimated by the Minister to be to the credit of the Account at that time, meet the total cost estimated pursuant to subsection (4).
- (6) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Superannuation Account, there shall be credited to the Account, at the time and in the manner set out in subsection (7), such amount as in the opinion of the Minister will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of such shorter period as the minister may determine, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Account at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.
- (3) Subsections 44(9) to (14) are new. Subsection 44(8) reads as follows:
- (8) Where a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Account at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.

- (3) Pour le calcul des intérêts visés à l'alinéa (1)c), le compte de pension de retraite est réputé avoir été ouvert le jour précédant la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) et le total du solde créditeur du compte à cette date et des montants portés au crédit du compte conformément au paragraphe (2) est réputé constituer le solde créditeur du compte le jour précédant cette date.
- (4) Le ministre effectue l'estimation du total des prestations payables sous le régime de la présente partie et de la partie III, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs avant cette date.
- (5) Est porté au crédit du compte de pension de retraite, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter au solde créditeur que devrait alors, selon lui, avoir ce compte pour couvrir le coût total estimatif.
- (6) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 concernant la situation du compte de pension de retraite, est porté à son crédit, selon les modalités de temps ou autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte que détermine le ministre, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir ce compte pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs.
- (3). Les paragraphes 44(9) à (14) sont nouveaux. Texte du paragraphe 44(8):
- (8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à créditer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir ce compte à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs.

maximums

the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and 5 Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Maximum amount to credit of Account and

(13) At the end of the period, the total of the amounts that are to the credit of the Superan-10 au crédit du compte de pension de retraite et nuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten percent of the amount that the Minister estimates is required to meet the cost of the benefits payable under 15 this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Costs

- (14) The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board, 20 présente loi en ce qui touche les prestations with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, shall be paid out of the Superannuation Account.
- 96. The Act is amended by adding the following after section 44:

Public Service Superannuation Investment Fund

Investment Fund is established.

44.1 (1) The Public Service Superannuation

Establishment of Public Service Superannuation Investment

Amounts to be deposited into the Public Superannua-Investment

- (2) The following amounts shall be depos- 30 ited into the Public Service Superannuation Investment Fund:
 - (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1, 2000 that the Minister of Finance deter-35

créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique à la fin de cette période pour couvrir le coût des 5 prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

(13) À la fin de la période, le montant total 10 Montants du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique ne peut dépasser cent dix pour cent du montant que le ministre estime nécessaire pour couvrir le 15 coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

(14) Les coûts liés à l'application de la 20 Coûts payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000 sont payés sur le compte de pension de 25 25 retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du Trésor.

96. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :

Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique

44.1 (1) Est constitué le Fonds de placement 30 Constitution du compte de pension de retraite de la fonction publique.

- (2) Sont déposés auprès du fonds :
- a) les sommes du compte de pension de retraite transférées le 1er avril 2000 ou après 35 cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et autres fixées par lui;
- b) les revenus des placements faits avec celles-ci et les profits, moins les pertes qui 40 résultent de la vente des placements.

Dépôt auprès du fonds

Clause 96: New.

Article 96. — Nouveau.

mines, in the manner and at the times that that minister determines; and

(b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus profits less losses on the sale of the 5 investments.

Costs

(3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to benefits payable under this Act in respect of 10 ce qui touche les prestations payables en pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, those costs shall be paid out of the Public Service Superannuation Investment Fund.

Transfer of amounts

(4) The Minister of Finance may, after 15 consultation with the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act, transfer to the Superannuation Account amounts in the Public Service Superannuation 20 rer du fonds au compte de pension de retraite, Investment Fund that he or she determines, in the manner and at the times that that minister determines.

Public Service Pension Fund

Establish-Public Service Pension Fund

44.2 (1) The Public Service Pension Fund is established.

Amounts to be deposited into the Public Service Pension Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Public Service Pension Fund:
 - (a) the amounts determined by the Minister under subsection (3);
 - (b) all other amounts required by this Act to 30 be paid into the Fund; and
 - (c) the income from the investment of the amounts referred to in paragraphs (a) and
 - (b) plus profits less losses on the sale of the investments. 35

Amounts to be determined by the Minister

(3) There shall be deposited into the Public Service Pension Fund, in each fiscal year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect of which the deposit is made 40

(3) Si le montant au crédit du compte de pension de retraite ne permet pas de payer les coûts liés à l'application de la présente loi en application de celle-ci au titre du service 5 ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000, les coûts sont payés sur le fonds.

Coûts

Transfert (4) Après consultation de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 10 public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, le ministre des Finances peut transféselon les modalités de temps et autres qu'il 15 fixe, les montants qu'il détermine.

Caisse de retraite de la fonction publique

44.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite 25 de la fonction publique.

Constitution

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le ministre détermine en 20 vertu du paragraphe (3);
- b) les montants devant être payés à la caisse au titre de la présente loi;
- c) les revenus des placements faits avec les montants visés aux alinéas a) et b) et les 25 profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.
- (3) Lors de chaque exercice, sont déposés auprès de la caisse, pour chaque mois et dans les trente jours suivant le dernier jour du mois 30 en cause:

Montants déterminés par le ministre



- (a) an amount that is determined by the Minister, based on actuarial advice, to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to current service and that 5 will become payable out of the Public Service Pension Fund; and
- (b) an amount that is determined by the Minister in relation to the total amount paid into the Public Service Pension Fund during 10 the preceding month by way of contributions in respect of past service.

Determination of the amounts

(4) In determining amounts for the purposes of paragraph (3)(a), the Minister may take into account any surplus in the Public Service 15 Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation report referred to in section 45 on the state of the Fund.

Transfer of amounts

(5) The amounts deposited in the Public Service Pension Fund shall be transferred to 20 caisse sont transférés à l'Office d'investissethe Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

Payment of benefits

(6) All amounts required for the payment of 25 benefits for which this Part and Part III make provision shall be charged to the Public Service Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board if the benefits are payable in respect of 30 pensionable service that comes to the credit of a contributor on or after April 1, 2000.

Amounts to be paid on basis of actuarial valuation report

44.3 (1) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of 35 the Public Service Pension Fund, there shall be paid into that Fund, at the time and in the manner set out in subsection (2), the amount that in the opinion of the Minister will, at the end of the fifteenth fiscal year following the 40 tabling of that report or at the end of a shorter period that the Minister may determine, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Public

- a) le montant que le ministre détermine sur l'avis d'actuaires et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois relativement au service courant et qui deviendront payables 5 par la caisse;
- b) le montant que le ministre détermine en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent sous forme de contributions à l'égard du service 10 passé.
- (4) En vue de déterminer le montant visé à l'alinéa (3)a), le ministre peut tenir compte de tout surplus de la caisse selon le plus récent rapport d'évaluation actuarielle sur la situa-15 tion de celle-ci visé à l'article 45.

Calcul

(5) Les montants déposés auprès de la ment des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'inves-20 tissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette

Transfert des montants

(6) Tous les montants nécessaires au paiement des prestations que prévoient la présente 25 partie et la partie III doivent être portés au débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public si elles sont payables au titre du service ouvrant droit à 30 pension porté au crédit du contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date.

Paiement des prestations

44.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 concernant la situation de la Caisse de 35 retraite de la fonction publique, est versé à la caisse, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (2), le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rap-40 port ou de la période plus courte que détermine le ministre, au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait alors avoir la caisse pour couvrir le coût des prestations Service Pension Fund at that time, meet the 45 payables en application de la présente partie et 45

Montants versés à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle



cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

Equal annual instalments

(2) Subject to subsection (3), the amount 5 required to be paid into the Public Service Pension Fund under subsection (1) shall be divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Public Service Pension Fund over a period of fifteen years, or 10 a shorter period that the Minister may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le montant visé au paragraphe (1) est payé à la 5 égaux caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le ministre détermine, le premier versement devant être effectué au cours de l'exercice où le rapport d'évaluation 10 actuarielle est déposé au Parlement.

Versements annuels

Aiustements

Adjustments

(3) When a subsequent actuarial valuation 15 report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2). the instalments remaining to be paid in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the Minister, at the time 20 that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Public Service Pension Fund at the end of that period, meet the cost of 25 the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

(3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (2), les versements qui restaient à 15 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, 20 devrait avoir la caisse à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à

pension porté au crédit des contributeurs le 1^{er}25

l'article 45 concernant la situation de la Caisse

le ministre, un surplus non autorisé, aucun

montant ne peut être déposé auprès de la

caisse au titre de l'alinéa 44.2(3)a) tant que,

de retraite de la fonction publique, il y a, selon 30

avril 2000 ou après cette date.

selon lui, un tel surplus existe.

No more deposits if non-permitted surplus

44.4 (1) If, following the laying before 30 Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund there is, in the Minister's opinion, a non-permitted surplus in that Fund, no further amounts shall be 35 deposited into the Fund under paragraph 44.2(3)(a) until the time that there is, in the Minister's opinion, no longer a non-permitted surplus in the Fund.

Surplus non 44.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à

non-permitted

- (2) If, following the laying before Parlia-40 ment of an actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund, there is, in the Minister's opinion, a non-permitted surplus in that Fund. 45
- (2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un 35 Mesures en tel rapport, il y a, selon le ministre, un surplus non autorisé :

(a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times a) peuvent être réduites, selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation 40 du ministre, les contributions payables au titre de l'article 5;

cas de surplus non autorisé



and for the period that the Treasury Board determines, on the Minister's recommendation; or

(b) there may be paid out of the Public Service Pension Fund, and into the Consoli-5 dated Revenue Fund, the amount, at the time and in the manner, that the Treasury Board determines on the recommendation of the Minister.

b) peut être payé par la caisse et versé au Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées.

Minister's recommenda-

- (3) The Minister shall only make the 10 recommendation referred to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to the credit of the Public Service Pension Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of 15 that report or at the end of a shorter period that the Minister may determine, will not be less than the total of
 - (a) the amount that will be required in order to meet the cost of the benefits payable 20 under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and
 - (b) the amount of any surplus in the Public Service Pension Fund that does not consti- 25 tute a non-permitted surplus.

When surplus is not non-permitted surplus

(4) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund, there is, in the 30 Minister's opinion, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or paragraph 44.2(3)(a) may be reduced in the manner, at the times and for the period that the 35 Treasury Board determines, on the Minister's recommendation.

Non-permitted surplus

- (5) For the purposes of this section, a non-permitted surplus exists when the amount by which assets exceed liabilities in the Public 40 Service Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report referred to in section 45 or one requested by the Minister, is greater than the lesser of
 - (a) twenty percent of the amount of liabili-45 ties in respect of contributors, as determined in that report, and

- (3) Le ministre ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du rapport, que le montant du solde créditeur de la caisse, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il 10 détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants :
 - a) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre 15 du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1^{er} avril 2000 ou après cette date;
 - b) le montant de tout surplus de la caisse qui n'est pas un surplus non autorisé. 20
- (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le ministre, un surplus qui n'est pas un surplus non autorisé, les contributions payables au titre de l'article 5 ou de l'alinéa 44.2(3)a) peuvent être réduites 25 selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du ministre.

Mesures en cas de surplus

- (5) Pour l'application du présent article, il y a surplus non autorisé si la différence entre 30 l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 ou celui fait à la demande du ministre, est supérieure au moins élevé des montants suivants:
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des contributeurs, selon ce rapport;

Surplus non autorisé



(b) the greater of

- (i) twice the estimated amount, for the calendar year following the date of that report, of the total of
 - (A) the current service contributions 5 that would be required of contributors, and
 - (B) the amounts that would be determined under paragraph 44.2(3)(a) and subsection 37(2) less any amount that 10 would be determined under that subsection in respect of past service, and
- (ii) the amount that would be determined under paragraph (a) if the reference in that paragraph to "twenty percent" were 15 read as a reference to "ten percent".

When reduction in contributions

(6) For greater certainty, a reduction in contributions under paragraph (2)(a) or subsection (4) is not to be considered as changing the contribution rate that applied before the 20 reduction in contributions.

Costs

44.5 The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board. with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that comes to 25 the credit of contributors on or after April 1, 2000 shall be paid out of the Public Service Pension Fund.

97. Sections 45 and 46 of the Act are

replaced by the following:

R.S., c. 13 (2nd Supp.), s. 12; 1992, c. 46. s. 24

Pensions Reporting Act

45. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of each of the Superannuation Account, the Public Service Superannuation Invest-35 du compte de pension de retraite de la fonction ment Fund and the Public Service Pension Fund shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

- b) le plus élevé des montants suivants :
 - (i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport:
 - (A) le montant des contributions 5 qu'auraient à verser les contributeurs relativement au service courant.
 - (B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 44.2(3)a) et du paragraphe 37(2) dont serait déduit le 10 montant qui serait déterminé au titre de ce paragraphe relativement au service passé,
 - (ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de 15 vingt pour cent était remplacé par un pourcentage de dix pour cent.
- (6) Il est entendu qu'une réduction des contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (4) ne constitue pas une modifica-20 tion du taux de contribution applicable avant la réduction.

Réduction contributions

44.5 Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du 25 service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date sont payés par la Caisse de retraite de la fonction publique. Ces coûts sont déterminés par le Conseil du Trésor. 30

Coûts

97. Les articles 45 et 46 de la même loi 30 sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 13 (2e suppl.), art. 12; 1992, ch. 46, art. 24

45. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de 35 pensions retraite et à la situation du Fonds de placement publique et de la Caisse de retraite de la fonction publique doivent, conformément à la Loi sur les rapports relatifs aux pensions 40 publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Loi sur les rapports relatifs aux publiques

Clause 97: Part I.1 is new. Sections 45 and 46 read as follows:

45. In accordance with the *Public Pensions Reporting Act*, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of the Superannuation Account shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

Annual Report

46. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account during that year, by appropriate classifications, the number of contributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with such additional information as the Governor in Council requires.

Article 97. — La partie I.1 est nouvelle. Texte des articles 45 et 46 :

45. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite doivent, conformément à la *Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques*, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Rapport annuel

46. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la prévente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de retraite, et sur ce compte, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil ordonne d'y ajouter.

Annual Report

Annual report

46. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account, the Public Service Superannuation Investment Fund and the Public Service Pension Fund during that year, by appropriate the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with the additional information that the Governor in Council may by regulation require.

PART I.1

PROVISIONS THAT APPLY TO CANADA POST CORPORATION

Definitions

46.1 The definitions in this section apply in 15 this Part.

"Corporation" « Société »

"Corporation" means the Canada Post Corporation within the meaning of the Canada Post Corporation Act.

"member" « membre » "member" means a person to whom the plans 20 referred to in section 46.3 or 46.4 apply.

Deemed deletion

46.2 The repeal of subsection 13(2) of the Canada Post Corporation Act by section 227 of the Public Sector Pension Investment Board Act is deemed to constitute a deletion 25 from Schedule I of the Corporation, within the meaning of subsection 42(4), on the day on which that section comes into force.

Establishment of pension plans

46.3 (1) Subject to subsections (2) and (3), the Corporation shall

(a) establish no fewer than one pension plan for the Chairman, President, officers and employees of the Corporation, or classes of those persons, no later than October 1, 2000, and be the administrator of those 35 plans; and

Rapport annuel

46. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au 5 moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de retraite, au Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique et classifications, the number of contributors and 10 à la Caisse de retraite de la fonction publique, 10 et ceux payés sur ce compte et ce fonds et par cette caisse, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte 15 également les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil peut exiger par

PARTIE I.1

règlement.

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

46.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie. 20

« membre » member

Définitions

« membre » Personne à laquelle les régimes visés aux articles 46.3 et 46.4 s'appliquent.

« Société » "Corporation"

« Société » S'entend au sens de la Loi sur la Société canadienne des postes.

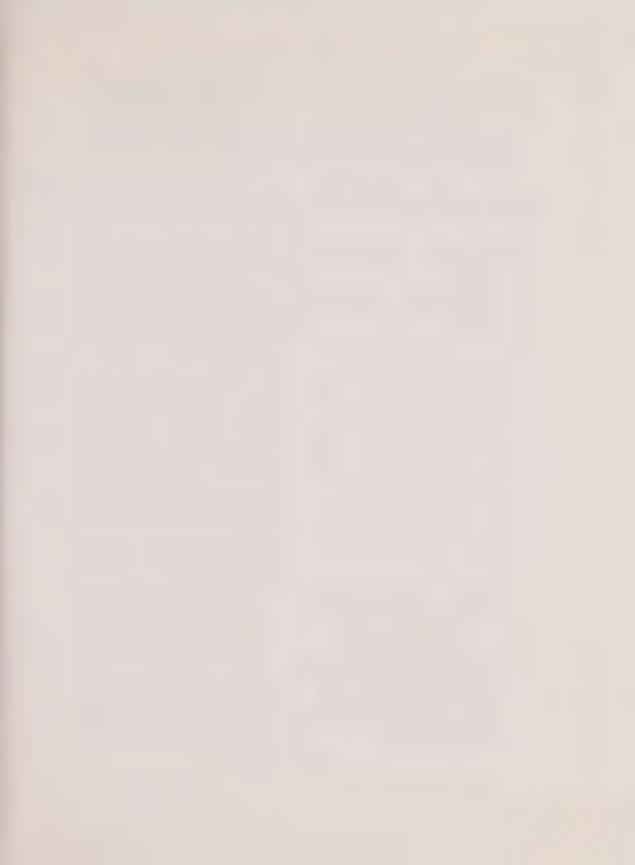
46.2 L'abrogation du paragraphe 13(2) de la 25 Présomption Loi sur la Société canadienne des postes, édictée par l'article 227 de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, vaut suppression de la mention « Société canadienne des postes » de l'annexe 30 I au titre du paragraphe 42(4), à l'entrée en vigueur de cet article.

46.3 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 30 (3), la Société :

Constitution de régimes

a) établit, au plus tard le 1er octobre 2000,35 au moins un régime de retraite pour le président du conseil, le président, les dirigeants et les employés, ou pour toute catégorie de ces personnes, dont elle est l'administrateur: 40

Rapport annuel



(b) establish no fewer than one supplementary pension plan in the nature of a retirement compensation arrangement within the meaning of the Special Retirement Arrangements Act for those persons or classes 5 no later than October 1, 2000, and be the administrator of those plans.

Approval of

been approved by the Treasury Board.

(2) A plan that has been established under subsection (1) may only take effect after it has

Criteria

- (3) The Treasury Board shall approve a plan when it is satisfied that
 - (a) each plan referred to in paragraph (1)(a)meets the requirements for registration under the Income Tax Act and the Pension 15 Benefits Standards Act, 1985;
 - (b) when the plans referred to in paragraphs (1)(a) and (b) are established,
 - (i) each member and survivor will be provided with pension benefits and 20 lump-sum benefits — including supplementary benefits within the meaning of Part III — at least equal to those provided for him or her under this Act and the Retirement Compensation Arrange- 25 ments Regulations, No. 1, made under the authority of the Special Retirement Arrangements Act, as those Acts and regulations read on the day before the effective date of the plans, and 30
 - (ii) each member will be required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - (A) for the period beginning on the effective date of the plans and ending 35 on December 31, 2003, at a rate equal to the rates specified in this Act on the day before that effective date, and
 - (B) for the period beginning on January 1, 2004, at the rate that the Board 40 of Directors of the Corporation may fix from time to time, that Board being subject to the same restrictions in fixing the rate as is the Treasury Board under subsection 5(1.4); 45

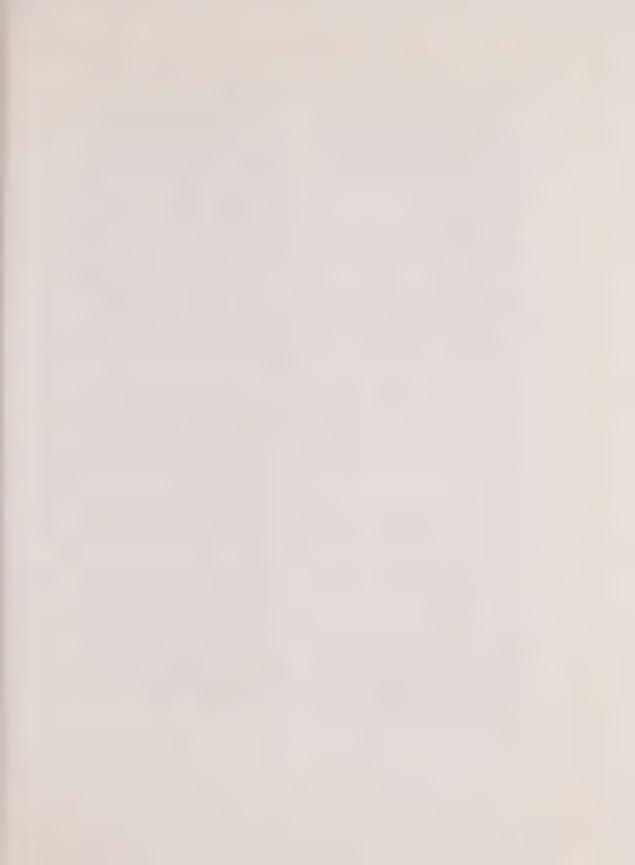
- b) établit, au plus tard le 1er octobre 2000, au moins un régime supplémentaire de retraite de la nature d'un régime compensatoire, au sens de la Loi sur les régimes de retraite particuliers, pour ces personnes ou 5 catégories de personnes, dont elle est l'administrateur.
- (2) La prise d'effet de tout régime est subordonnée à l'approbation de celui-ci par le 10 Conseil du Trésor.

Approbation des régimes

(3) Le Conseil du Trésor donne son approbation s'il est convaincu que :

Critères

- a) tout régime visé à l'alinéa (1)a) remplit les exigences en matière d'agrément prévues sous le régime de la Loi de l'impôt sur 15 le revenu et de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension;
- b) dès l'établissement des régimes visés aux alinéas (1)a) et b):
 - (i) tout membre ou tout survivant aura 20 droit à des prestations de retraite et à des sommes forfaitaires — y compris des prestations supplémentaires au sens de la partie III — au moins égales à celles prévues à son égard par la présente loi et 25 le Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, pris en vertu de la Loi sur les régimes de retraite particuliers, dans la version de ce règlement et de ces lois le jour précédant la date de prise d'effet des 30 régimes;
 - (ii) tout membre sera astreint à payer des contributions, par retenue sur son traitement ou d'autre façon :
 - (A) pour la période débutant à la date 35 de prise d'effet des régimes et se terminant le 31 décembre 2003, à un taux égal aux taux qui, au titre de la présente loi, sont en vigueur le jour précédant la date de la prise d'effet des 40 régimes,
 - (B) à compter du 1er janvier 2004, au taux établi par le conseil d'administration de la Société, la règle applicable au Conseil du Trésor au titre du 45 paragraphe 5(1.4) lui étant également applicable;



- (c) each plan referred to in paragraph (1)(a) provides that
 - (i) members who are employed by the Corporation on the effective date of the plans may elect to count, as pensionable 5 service, service with the Corporation and the Post Office Department before that date that was not to their credit as pensionable service under this Act on the day before that date, and
 - (ii) members who become employed by the Corporation after the effective date of the plans may elect to count, as pensionable service, service with the Corporation or the Post Office Department;
- (d) each plan referred to in paragraph (1)(a) includes a provision whereby pension transfer agreements within the meaning of this Act could be entered into between the Corporation and the President of the Trea-20 sury Board under subsection 40.2(2);
- (e) when the plans referred to in paragraphs (1)(a) and (b) are established and at any time after that, each member and each survivor shall be placed in a situation at 25 least as favourable as the one in which he or she would have been if the repeal referred to in section 46.2 had not occurred, with respect to the pension benefits and lumpsum benefits
 - (i) to which he or she is or may become entitled under this Act and the regulations referred to in subparagraph (b)(i) as they read on the day before the effective date of the plans, and
 - (ii) in respect of periods of pensionable service within the meaning of this Act that were to the credit of the member before that date:
- (f) when the plans referred to in paragraphs 40 (1)(a) and (b) are established or at any time after that, the plans provide that the Corporation may decide to use any surplus amounts that are in the plans after a transfer under subsection (6) for benefit improve-45 ments or for reductions in the contributions made by the members or the Corporation; and

- c) tout régime visé à l'alinéa (1)a) prévoit que tout membre :
 - (i) qui est un employé de la Société à sa date de prise d'effet aura la possibilité de porter à son crédit, à titre de service 5 ouvrant droit à pension accompagné d'option, le service passé auprès de la Société ou du ministère des Postes qui n'était pas à son crédit comme service ouvrant droit à pension au titre de la 10 présente loi le jour précédant cette date.
 - (ii) qui devient un employé de la Société après sa date de prise d'effet aura la possibilité de porter à son crédit, à titre de service ouvrant droit à pension accompa-15 gné d'option, le service passé auprès de la Société ou du ministère des Postes:
- d) tout régime visé à l'alinéa (1)a) comporte une disposition permettant à la Société de conclure avec le président du Conseil du 20 Trésor les accords visés au paragraphe 40.2(2);
- e) dès l'établissement des régimes et à tout moment par la suite, a situation de tout membre ou de tout survivant doit être au 25 moins aussi favorable que celle dans laquelle il se serait trouvé s'il n'y avait pas eu abrogation aux termes de l'article 46.2, en ce qui touche les prestations de retraite et les sommes forfaitaires :
 - (i) auxquelles il a ou pourra avoir droit au titre de la présente loi et du règlement visé au sous-alinéa *b*)(i), dans leur version le jour précédant la date de prise d'effet des régimes,
 - (ii) qui concernent, par ailleurs, toute période de service ouvrant droit à pension, au sens de la présente loi, qui était au crédit du membre avant cette date;
- f) les régimes prévoient que la Société peut, 40 dès leur établissement ou à tout moment par la suite, utiliser, en vue d'améliorer les prestations ou de réduire les contributions faites par elle ou les membres, tout surplus s'y trouvant après le transfert au titre du 45 paragraphe (6);



(g) when the plans referred to in paragraphs (1)(a) and (b) are established, the Corporation has informed all the employees and representatives of employees of the changes that the plans would make to their 5 pension arrangements and given them the opportunity to make their views and interests known with respect to the changes.

No benefits except under the plans

(4) On and after the effective date of the plans referred to in paragraphs (1)(a) or (b), no 10 régimes, les membres et leur survivant n'ont member or member's survivor is entitled to any benefit under this Act or the regulations referred to in subparagraph (3)(b)(i), except benefits under the plans.

No liability for matters arising before effective date

(5) The Corporation is not liable with 15 respect to any matter attributable to a period that ended before the effective date of the plans, other than in respect of obligations set out in this Act.

Transfer of accrued henefits

(6) Notwithstanding any other provision of 20 this Act, the value of benefits that have accrued to the members who are contributors under this Act on the day before the effective date of the plans, calculated in accordance with this Act and the regulations referred to in 25 subparagraph (3)(b)(i), shall be transferred to the plans in accordance with any regulations made under paragraph 42.1(1)(v.7).

Pension plans not to affect accrued benefits

(7) The provisions of the pension plans benefits that had accrued to a member under this Act before the effective date of the plans shall not be the subject of collective bargaining under Part I of the Canada Labour Code and shall not be altered in a way that would 35 reduce those benefits.

Establishment of group life insurance

46.4 (1) The Corporation shall, no later than the date referred to in subsection 46.3(1). establish no fewer than one group life insurance plan for persons referred to in that 40 pour les personnes visées à ce paragraphe. subsection.

g) la Société peut, dès l'établissement des régimes, faire la preuve qu'elle a fait part à tous les employés et à tous les représentants des employés des modifications que les régimes apporteraient à leur régime de 5 retraite et qu'elle leur a donné la possibilité de présenter leur point de vue à cet égard.

(4) À compter de la date de prise d'effet des droit à aucune des prestations prévues par la 10 présente loi et le règlement visé au sous-alinéa (3)b)(i). Ils n'ont droit qu'aux prestations prévues par les régimes.

Price d'effet des régimes

(5) La responsabilité de la Société n'est pas engagée par tout fait lié à une période se 15 terminant avant la date de prise d'effet des régimes, sauf en ce qui touche une obligation prévue par la présente loi.

Immunité

(6) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la valeur — calculée 20 conformément à la présente loi et au règlement visé au sous-alinéa (3)b)(i) — des prestations échues au profit des membres qui sont des contributeurs au titre de la présente loi le jour précédant la date de prise d'effet des 25 régimes doit être transférée aux régimes conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe 42.1(1)v.7).

Transfert des

prestations

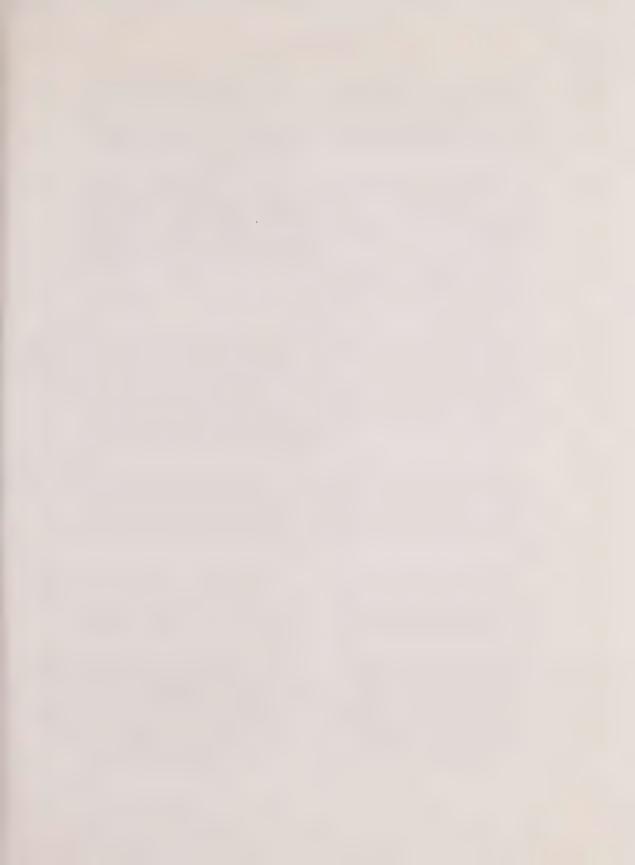
échnes

(7) Les dispositions des régimes visés au referred to in this section respecting the 30 présent article concernant les prestations 30 échues au profit des membres au titre de la présente loi avant la date de prise d'effet des régimes ne peuvent faire l'objet d'une négociation collective au titre de la partie I du Code canadien du travail. Ces dispositions ne 35 peuvent être modifiées de manière à réduire le montant de ces prestations.

Prestations échues

46.4 (1) La Société doit, au plus tard à la date visée au paragraphe 46.3(1), établir au moins un régime d'assurance-vie collective 40

Régime d'assurance vie collective



Benefits, etc., equal to public service regime

(2) The plans must provide for benefits for the members and their beneficiaries at least equal to those provided under Part II, as it read on the day before the effective date of the plans, at a contribution rate no greater than the 5 contribution rate under that Part as it read on that day.

Benefits to employees

- (3) A person has the same rights as a member under subsection (2) if
 - (a) he or she ceases to be employed by the 10 Corporation after the effective date of the plans: and
 - (b) at the time he or she ceases to be so employed, he or she has an entitlement to an immediate pension benefit, other than a 15 lump-sum benefit, under a plan referred to in subsection 46.3(1).

No alteration of plans before October 1

46.5 (1) The terms of the plans referred to in sections 46.3 and 46.4 shall not be the subject of collective bargaining — and shall 20 not be modified with respect to employees not represented by a bargaining agent within the meaning of Part I of the Canada Labour Code — for any period that ends before October 1, 2001.

Alteration of plans

(2) The provisions of the plans referred to in subsection (1), other than those referred to in subsection 46.3(7), may be the subject of collective bargaining if notice to bargain collectively is given within the meaning of 30 section 49 of that Act on or after October 1, 2001.

No longer a participant under Part II

46.6 Notwithstanding section 51, a person ceases to be a participant for the purposes of Part II on the day on which section 227 of the 35 Public Sector Pension Investment Board Act comes into force.

1992, c. 46, s. 25(1)

98. (1) The definition "basic benefit" in subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

"basic benefit" « prestation de hase »

"basic benefit", with respect to a participant, means an amount equal to twice the salary of the participant, if that amount is a multiple of one thousand dollars, or an amount

(2) Les régimes doivent prévoir, au profit des membres et de leur bénéficiaire, des prestations au moins égales à celles prévues par la partie II, dans sa version le jour précédant leur date de prise d'effet. Le taux de 5 contribution ne peut dépasser celui prévu au titre de cette partie, dans sa version ce jour.

Prestations et taux des contributions

(3) A les droits d'un membre aux termes du paragraphe (2) la personne qui cesse d'être employée de la Société après la date de prise 10 d'effet des régimes et qui a alors droit à une prestation de pension payable immédiatement au titre d'un régime visé au paragraphe 46.3(1), à l'exclusion des paiements forfaitai-15

Anciens

46.5 (1) Les dispositions des régimes visés aux articles 46.3 et 46.4 ne peuvent faire l'objet d'une négociation collective relativement à toute période se terminant avant le 1er octobre 2001. Elles ne peuvent être modifiées 20 relativement à une telle période en ce qui touche les employés qui ne sont pas représen-25 tés par un agent négociateur au sens de la partie I du Code canadien du travail.

Interdiction de modifier les régimes avant le 1er octobre 2001

(2) Les dispositions visées au paragraphe 25 Modification (1), à l'exclusion de celles visées au paragraphe 46.3(7), peuvent faire l'objet d'une négociation collective si un avis de négociation collective est donné au titre de l'article 49 de cette loi le 1er octobre 2001 ou après cette 30 date.

46.6 Malgré l'article 51, une personne cesse d'être un participant pour l'application de la partie II à la date d'entrée en vigueur de l'article 227 de la Loi sur l'Office d'investisse-35 ment des régimes de pensions du secteur public.

un participant

98. (1) La définition de « prestation de base », au paragraphe 47(1) de la même loi, 40 est remplacée par ce qui suit : 40

1992, ch. 46, par. 25(1)

« prestation de base » Soit le montant égal au double du traitement du participant si ce montant est un multiple de mille dollars, soit le montant égal au plus petit multiple de

« prestation de base » "hasic benefit"

Clause 98: (1) The definition "basic benefit" in subsection 47(1) reads as follows:

"basic benefit", with respect to a participant, means an amount equal to twice the salary of the participant, if that amount is a multiple of two hundred and fifty dollars, or an amount equal to the nearest multiple of two hundred and fifty dollars above twice the salary of the participant, if the first-mentioned amount is not a multiple of two hundred and fifty dollars, subject to a reduction of ten per cent, to be made as of such time as the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty attained by the participant, except that

(a) in the case of a participant who is employed in the Public Service, the basic benefit shall not be less than

Article 98, (1). — Texte de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1):

« prestation de base » Soit le montant égal au double du traitement du participant si ce montant est un multiple de deux cent cinquante dolars, soit le montant égal au plus petit multiple de deux cent cinquante dollars qui dépasse le double du traitement du participant si le montant mentionné en premier n'est pas un multiple de deux cent cinquante dollars, sous réserve d'une déduction de dix pour cent, faite à compter de la date prévue par les règlements, pour chaque année de l'âge du participant ultérieure à soixante ans, sauf que :

a) pour un participant employé dans la fonction publique, la prestation de base ne peut être inférieure au plus élevé des montants suivants :

20

equal to the nearest multiple of one thousand dollars above twice the salary of the participant, if the first-mentioned amount is not a multiple of one thousand dollars, subject to a reduction of ten per cent, to be 5 made as of the time that the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty-five attained by the participant, except that

- (a) in the case of a participant who is 10 employed in the Public Service, the basic benefit shall not be less than
 - (i) an amount equal to one third of the participant's salary, if that one-third is a multiple of one thousand dollars, or 15 an amount equal to the nearest multiple of one thousand dollars above one third of the participant's salary, if that one-third is not a multiple of one thousand dollars, or
 - (ii) ten thousand dollars,

whichever is the greater,

- (b) subject to paragraphs (c) and (d), in the case of an elective participant who, on ceasing to be employed in the Public 25 Service, on ceasing to be a member of the regular force or on ceasing to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensa-30 tion Arrangements Regulations, No. 1, was entitled to an immediate annuity, or an immediate annual allowance, the basic benefit shall not be less than ten thousand dollars,
- (c) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 52(2), the basic benefit shall be five hundred dollars,
- (d) in the case of an elective participant 40 who makes an election under subsection 52(2.1), the basic benefit shall be five thousand dollars, and
- (e) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 45 52(2.2), the basic benefit shall be subject to a reduction of ten per cent, to be made

mille dollars qui dépasse le double du traitement du participant si le montant mentionné en premier n'est pas un multiple de mille dollars, sous réserve d'une déduction de dix pour cent, faite à compter de la date 5 prévue par les règlements, pour chaque année de l'âge du participant ultérieure à soixante-cinq ans, sauf que :

- a) pour un participant employé dans la fonction publique, la prestation de base 10 ne peut être inférieure au plus élevé des montants suivants :
 - (i) un montant égal au tiers de son traitement si ce tiers est un multiple de mille dollars, ou un montant égal au 15 plus petit multiple de mille dollars qui dépasse le tiers de son traitement si ce tiers n'est pas un multiple de mille dollars,
 - (ii) dix mille dollars;
- b) sous réserve des alinéas c) et d), dans le cas d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être employé dans la fonction publique, a cessé d'être un membre de la force régulière ou a cessé 25 d'être astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, avait droit à une pension immédiate ou à une allocation annuelle 30 immédiate, la prestation de base ne peut être inférieure à dix mille dollars;
- c) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2), la prestation de base est de 35 cinq cents dollars;
- d) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2.1), la prestation de base est de cinq mille dollars;
- e) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2.2), la prestation de base fait l'objet d'une déduction de dix pour cent, et ce à compter de la date prévue par les 45 règlements, pour chaque année de l'âge du participant ultérieure à soixante ans.

- (i) an amount equal to one third of the participant's salary, if that one-third is a multiple of two hundred and fifty dollars, or an amount equal to the nearest multiple of two hundred and fifty dollars above one third of the participant's salary, if that one-third is not a multiple of two hundred and fifty dollars, or
- (ii) five thousand dollars,

whichever is the greater,

- (b) subject to paragraph (c), in the case of an elective participant who, on ceasing to be employed in the Public Service or to be a member of the regular force, was entitled under Part I to an immediate annuity, the basic benefit shall not be less than five thousand dollars, and
- (c) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 52(2), the basic benefit shall be five hundred dollars.

- (i) un montant égal au tiers de son traitement si ce tiers est un multiple de deux cent cinquante dollars, ou un montant égal au plus petit multiple de deux cent cinquante dollars qui dépasse le tiers de son traitement si ce tiers n'est pas un multiple de deux cent cinquante dollars,
- (ii) cinq mille dollars;
- b) sous réserve de l'alinéa c), dans le cas d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être employé dans la fonction publique ou au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière, avait droit, aux termes de la partie I, à une pension immédiate, la prestation de base ne peut être inférieure à cinq mille dollars;
- c) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2), la prestation de base est de cinq cents dollars.

as of the time that the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty attained by the participant.

Public Sector Pension Investment Board

1992, c. 46.

- (2) Paragraphs (a) to (d) of the definition are replaced by the following:
 - (a) a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, 10
 - (b) an employee of a Crown corporation who is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of 15 current service.
 - (b.1) a person who is required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, 20
 - (c) a person not coming within paragraphs (a) to (b.1) who has made an election under section 51 and continues to contribute under this Part,
 - (d) a person not coming within paragraph 25 (a), (b), (b.1) or (c) who has made an election under section 51 and to whom the basic benefit of ten thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in this subsection, or 30 to whom the basic benefit of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that definition - or to whom the basic benefit of five thousand dollars referred to in paragraph (d) of that definition — ap-35 plies without contribution under this Part by the participant for it,
- (3) The definition "salary" in subsection 47(1) of the Act is amended by striking out by adding the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):
 - (c) in the case of a participant who is required to contribute to the Retirement 45 Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement

(2) Les alinéas a) à d) de la définition de "participant" in subsection 47(1) of the Act 5 « participant », au paragraphe 47(1) de la même loi, sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 25(2)

- a) Personne qui est tenue par l'article 5 de contribuer au compte de pension de 5 retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique;
- b) employé d'une société d'État qui est tenu de contribuer au compte ou à la caisse pour du service courant; 10
- b.1) personne astreinte à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire;
- c) personne non visée par les alinéas a) à 15 b.1) qui a opté en vertu de l'article 51 et continue à contribuer en vertu de la présente partie;
- d) personne non visée par les alinéas a), b), b.1) ou c) qui a opté en vertu de 20 l'article 51 et à qui s'applique la prestation de base d'un montant de dix mille dollars mentionnée à l'alinéa \overline{b} de la définition de « prestation de base » au présent paragraphe, à qui s'applique la 25 prestation de base d'un montant de cinq cents dollars mentionnée à l'alinéa c) de cette définition ou la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars mentionnée à l'alinéa d) de celle-ci, sans 30 contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard;
- (3) La définition de « traitement », au paragraphe 47(1) de la même loi, est the word "and" at the end of paragraph (a), 40 modifiée par adjonction, après l'alinéa b),35 ce qui suit:
 - c) dans le cas d'un participant qui est astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime 40 compensatoire, le traitement visé aux paragraphes 8(3) ou 9(1) de ce règlement.

(2) Paragraph (*b*.1) of the definition "participant" in subsection 47(1) is new. The relevant portion of that definition reads as follows:

"participant" means

- (a) a person who is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account,
- (b) an employee of a Crown corporation who is required to contribute to the Superannuation Account in respect of current service or who, but for subsection 5(3), would be required so to contribute.
- (c) a person not coming within paragraph (a) or (b) who has made an election under section 51 and continues to contribute under this Part,
- (d) a person not coming within paragraph (a), (b) or (c) who has made an election under section 51 and to whom the basic benefit of five thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in this subsection, or to whom the basic benefit of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that definition, applies without contribution under this Part by the participant therefor,

but does not include an employee of a Crown corporation or public board excluded from the operation of this Part by the regulations; (2). — L'alinéa *b*.1) est nouveau. Texte du passage de la définition de « participant », au paragraphe 47(1), qui précède l'alinéa *e*) :

« participant »

- a) Personne qui est tenue par le paragraphe 5(1) de contribuer au compte de pension de retraite;
- b) employé d'une société d'État qui est tenu de contribuer au compte de pension de retraite pour du service courant ou qui, en l'absence du paragraphe 5(3), serait tenu d'y contribuer;
- c) personne non visée par les alinéas a) ou b) qui a opté en vertu de l'article 51 et continue à contribuer en vertu de la présente partie;
- d) personne non visée par les alinéas a), b) ou c) qui a opté en vertu de l'article 51 et à qui s'applique la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars mentionnée à l'alinéa b) de la définition de « prestation de base » au présent paragraphe ou à qui s'applique la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars mentionnée à l'alinéa c) de cette définition, sans contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard;

(3) The relevant portion of the definition "salary" in subsection 47(1) reads as follows:

"salary" means

(3). -- Nouveau.

Compensation Arrangements Regulations, No. 1, the salary referred to in subsections 8(3) or 9(1) of those Regulations.

(4) Subsection 47(1) of the Act is amended 5 by adding the following in alphabetical order:

"immediate annual allowance" « allocation annuelle

"immediate annual allowance" means an annual allowance payable within thirty days after the day on which a participant 10 ceases to be employed in the Public Service after March 31, 1995, or ceases to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation 15 Arrangements Regulations, No. 1;

99. The Act is amended by adding the following after section 47:

Application

47.1 (1) A person who, immediately before force, was contributing under Division II of Part I of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1 and had elected under that Division to continue to contribute is an elective participant for the 25 purposes of this Part.

Salary

(2) For the purposes of this Part, the salary of a participant described in subsection (1) is the participant's salary under Division I of Part I of those Regulations in effect at the end 30 of the period during which he or she was required to contribute under that Division.

Deemed

(3) An election by a participant under subsection 27(1) of those Regulations before the date on which this subsection comes into 35 force is deemed to be an election under subsection 52(1).

Deemed designation

(4) A designation made by a participant under subsection 23(1) of those Regulations before the date on which this subsection 40 comes into force is deemed to be a designation under section 26 of the Supplementary Death Benefit Regulations.

100. Sections 49 and 50 of the Act are replaced by the following:

(4) Le paragraphe 47(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« allocation annuelle immédiate » L'allocation annuelle payable dans les trente jours 5 suivant la date à laquelle le participant cesse d'être employé dans la fonction publique après le 31 mars 1995 ou cesse d'être astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Rè-10 glement nº 1 sur le régime compensatoire.

« allocation annuelle immédiate » "immediate annual allowance"

99. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :

47.1 (1) La personne qui, immédiatement the date on which this subsection comes into 20 avant l'entrée en vigueur du présent paragra-15 phe, contribuait au compte de régimes compensatoires au titre de la section II de la partie I du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire et a choisi, en vertu de cette section, de continuer d'y contribuer est un participant 20 volontaire pour l'application de la présente partie.

Application

(2) Pour l'application de la présente partie, le traitement du participant visé au paragraphe (1) est son traitement, selon la section I de la 25 partie I de ce règlement, à la fin de la période durant laquelle il était tenu de contribuer au compte au titre de cette section.

(3) Le choix exercé par le participant au titre du paragraphe 27(1) de ce règlement 30 avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputé être un choix exercé au titre du paragraphe 52(1).

Choix réputé

(4) La désignation faite par le participant au titre du paragraphe 23(1) de ce règlement 35 avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une désignation faite au titre de l'article 26 du Règlement sur les prestations supplémentaires de décès.

Désignation

100. Les articles 49 et 50 de la même loi 40 45 sont remplacés par ce qui suit :

(4) New.

(4). — Nouveau.

Clause 99: New.

Article 99. — Nouveau.

Répartition

Apportionment **49.** If a benefit payable under Part I is apportioned between two survivors under subsection 25(2) or (10), the benefit payable to a person referred to in subsection 55(2) is apportioned in the same manner.

Service to be counted

- 50. For the purposes of sections 51 and 53,
- (a) in calculating the period during which a person has been employed in the Public Service, any service of that person as a member of the regular force, or the period 10 during which the person was required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, shall be deemed 15 to be employment in the Public Service; and
- (b) in calculating the period during which a person has been a participant under this Part, any period during which that person was a regular force participant under this 20 Part prior to August 1, 1966 or under Part II of the *Canadian Forces Superannuation Act*, or was contributing under Division II of Part I of the *Retirement Compensation Arrangements Regulations*, No. 1, shall be 25 included.

101. Paragraph 51(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) may, within that period of thirty days, elect to continue to be a participant under 30 this Part after the expiry of that period, and shall, if on ceasing to be so employed, or on ceasing to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the *Retirement* 35 Compensation Arrangements Regulations, No. 1, he or she is entitled to an immediate annuity or an immediate annual allowance - or to an immediate benefit or an immediate allowance under Part I of those 40 regulations -- be deemed so to have elected within that period to continue to be a participant under this Part after the expiry of that period.

102. (1) Subsections 52(1) and (2) of the 45 Act are replaced by the following:

49. Si le montant de prestation payable au titre de la partie I est réparti entre deux survivants aux termes des paragraphes 25(2) ou (10), le montant de la prestation payable à 5 la personne visée au paragraphe 55(2) est 5 réparti de manière semblable.

50. Pour l'application des articles 51 et 53 :

Service devant être compté

- a) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été employée dans la fonction publique, tout service de cette 10 personne à titre de membre de la force régulière ou la période durant laquelle elle était astreinte à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compen-15 satoire est réputé être un emploi dans la fonction publique;
- b) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été un participant aux termes de la présente partie, toute 20 période durant laquelle cette personne était un participant de la force régulière aux termes de la présente partie antérieurement au 1^{er} août 1966 ou aux termes de la partie II de la Loi sur la pension de retraite des 25 Forces canadiennes ou durant laquelle elle contribuait au compte de régimes compensatoires au titre de la section II de la partie I du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire doit être incluse.

101. L'alinéa 51(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) peut, dans ce délai de trente jours, choisir de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de ce délai, et si, au 35 moment où elle cesse d'être ainsi employée ou au moment où elle cesse d'être astreinte à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, elle a40 droit à une pension immédiate ou à une allocation annuelle immédiate, ou à une prestation immédiate ou à une allocation immédiate au titre de la partie I de ce règlement, elle sera censée avoir ainsi45 choisi dans ce délai de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de ce délai.

102. (1) Les paragraphes 52(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 50

1992, ch. 46, art. 26

- 49. Where, in any circumstances, the Treasury Board may, for any purposes of Part I, direct that a person be deemed to be the surviving spouse of a contributor, that the surviving spouse of a contributor be deemed to have predeceased him or that any annual allowance payable to a surviving spouse be apportioned, in similar circumstances, the Treasury Board may, for the purpose of determining entitlement under this Part to any benefit payable to the surviving spouse of a participant as such, direct that a person be deemed to be the surviving spouse of the participant or that the surviving spouse of the participant be deemed to have predeceased him, as the case may be, and may apportion the benefit payable under this Part.
 - **50.** For the purposes of sections 51 and 53,
 - (a) in calculating the period during which a person has been employed in the Public Service, any service of that person as a member of the regular force shall be deemed to be employment in the Public Service; and
 - (b) in calculating the period during which a person has been a participant under this Part, any period during which that person was a regular force participant under this Part prior to August 1, 1966 or under Part II of the Canadian Forces Superannuation Act shall be included.

Clause 101: The relevant portion of subsection 51(2) reads as follows:

- (2) A person who ceases to be employed in the Public Service and at the time of ceasing to be so employed is a participant who has been employed in the Public Service substantially without interruption for two years or more or has been a participant under this Part without interruption for two years or more,
 - (b) may, within that period of thirty days, elect to continue to be a participant under this Part after the expiration of that period, and shall, if on ceasing to be so employed he is entitled under Part I to an immediate annuity, be deemed so to have elected within that period to continue to be a participant under this Part after the expiration of that period.

Clause 102: (1) and (2) Subsections 52(2.1) and (2.2) are new. Section 52 reads as follows:

49. Afin de déterminer, en vertu de la présente partie, l'admissibilité à la prestation payable au conjoint survivant d'un participant, le Conseil du Trésor peut ordonner qu'une personne soit réputée être le conjoint survivant du participant ou que le conjoint survivant d'un participant soit réputé être décédé avant celui-ci, chaque fois qu'il peut le faire pour l'application de la partie I; il peut également répartir cette prestation chaque fois qu'il peut ordonner la répartition, pour l'application de la partie I, de l'allocation annuelle payable à un conjoint survivant.

50. Pour l'application des articles 51 et 53 :

- a) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été employée dans la fonction publique, tout service de cette personne à titre de membre de la force régulière est réputé être un emploi dans la fonction publique;
- b) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été un participant aux termes de la présente partie, toute période durant laquelle cette personne était un participant de la force régulière aux termes de la présente partie antérieurement au 1^{er} août 1966 ou aux termes de la partie II de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes doit être incluse.

Article 101. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 51(2):

- (2) Une personne qui cesse d'être employée dans la fonction publique et qui, à la date où elle cesse d'être ainsi employée, est un participant qui y a été employé sans interruption sensible pendant au moins deux ans ou qui a été participant selon la présente partie, sans interruption, pendant au moins deux ans :
 - b) peut, dans ce délai de trente jours, choisir de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de ce délai, et si, au moment où elle cesse d'être ainsi employée elle a droit, aux termes de la partie I à une pension immédiate, elle sera censée avoir ainsi choisi dans ce délai de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de ce délai.

Article 102. — Les paragraphes 52(2.1) et (2.2) sont nouveaux. Texte des l'article 52 :

Choix de

réduire la

prestation

transitoire

Disposition

transitoire

Elections to reduce benefits

52. (1) If the basic benefit of an elective participant who, on ceasing to be employed in the Public Service, or on ceasing to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, was entitled to an immediate annuity or an immediate annual allowance — or to an immediate benefit or an immediate allowance under Part 1 I of those regulations - exceeds ten thousand dollars, the amount of the basic benefit shall, if the participant so elects, be reduced to ten thousand dollars.

52. (1) Lorsque la prestation de base d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être employé dans la fonction publique ou au moment où il cesse d'être astreint à toires par les articles 8 ou 9 du Règlement no 1 sur le régime compensatoire, avait droit à une pension immédiate ou à une allocation annuelle immédiate, ou à une prestation titre de la partie I de ce règlement, dépasse dix mille dollars, le montant de la prestation de base doit, si le participant opte en ce sens, être ramené à dix mille dollars.

5 contribuer au compte de régimes compensa- 5 immédiate ou à une allocation immédiate au 10

Transitional

(2) An elective participant who has made an 15 election under section 52 of this Act as it read from time to time before October 5, 1992 is. beginning on that day, deemed to have elected to reduce the basic benefit of the participant to after that day, the participant elects not to be deemed to have so elected.

(2) Le participant volontaire qui a effectué 15 Disposition un choix en vertu de l'article 52 de la présente loi, dans l'une de ses versions antérieures au 5 octobre 1992, est, à partir de cette date, réputé avoir choisi de ramener sa prestation de five thousand dollars unless, within one year 20 base à cinq mille dollars, à moins qu'il ne 20 choisisse, dans l'année suivant cette date, de ne pas être assujetti à cette présomption.

Transitional

(2.1) An elective participant who has made an election under section 52 of this Act as it this subsection comes into force is, beginning on that day, deemed to have elected to reduce his or her basic benefit to ten thousand dollars unless, within one year after that day, the participant elects not to be deemed to have so 30 elected.

(2.1) Le participant volontaire qui a effectué un choix en vertu de l'article 52 de la read from time to time before the day on which 25 présente loi, dans l'une de ses versions 25 antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, est, à partir de cette date, réputé avoir choisi de ramener sa prestation de base à dix mille dollars, à moins qu'il ne choisisse, dans l'année suivant cette date, de 30

Transitional

(2.2) An elective participant who has attained the age of sixty years on April 1, 1999 may elect, within one year after the day on which this subsection comes into force, to 35 have his or her basic benefit determined in accordance with paragraph (e) of the definition "basic benefit" in subsection 47(1).

(2.2) Le participant volontaire qui a atteint Disposition transitoire

l'âge de soixante ans le 1er avril 1999 peut, dans l'année suivant la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, choisir de faire 35 établir le montant de sa prestation de base conformément à l'alinéa e) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1).

ne pas être assujetti à cette présomption.

1992, c. 46,

(2) Subsection 52(3) of the English ver-

(2) Le paragraphe 52(3) de la version sion of the Act is replaced by the following: 40 anglaise de la même loi est remplacé par ce 40 qui suit :

1992, ch. 46 art. 26

Election

Election

- (3) An election made under this section is irrevocable.
- (3) An election made under this section is irrevocable.

1996, c. 18, s. 37

- 103. Section 53 of the Act is replaced by the following:
- 1996, ch. 18, 103. L'article 53 de la même loi est art. 37 45 remplacé par ce qui suit :

- **52.** (1) Where the basic benefit of an elective participant who, on ceasing to be employed in the Public Service, was entitled under Part I to an immediate annuity, exceeds five thousand dollars, the amount of the basic benefit shall, if the participant so elects, be reduced to five thousand dollars.
- (2) An elective participant who has made an election under section 52 of this Act as it read from time to time before the day on which this section comes into force is, beginning on that day, deemed to have elected to reduce the basic benefit of the participant to five thousand dollars unless, within one year after that day, the participant elects not to be deemed to have so elected.
 - (3) An election made under subsection (1) or (2) is irrevocable.

- 52. (1) Lorsque la prestation de base d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être employé dans la fonction publique, avait droit aux termes de la partie I à une pension immédiate, dépasse cinq mille dollars, le montant de la prestation de base doit, si le participant opte en ce sens, être ramené à cinq mille dollars.
- (2) Le participant volontaire qui a effectué un choix en vertu de l'article 52 de la présente loi, dans l'une de ses versions antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent article, est, à partir de cette date, réputé avoir choisi de ramener sa prestation de base à cinq mille dollars, à moins qu'il ne choisisse, dans l'année suivant cette date, de ne pas être assujetti à cette présomption.
 - (3) Un choix effectué en vertu du présent article est irrévocable.

Amount of

53. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund at the rate of fifteen cents per month for every thousand dollars in the amount of the participant's basic tained the age of sixty-five years and is employed in the Public Service, having been so employed substantially without interruption for two years or more or having been a participant under this Part without interrup- 10 tion for two years or more, by one dollar and fifty cents per month, commencing as of the time that the regulations prescribe, being the contribution otherwise payable under this Part thousand dollars referred to in the definition "basic benefit" in subsection 47(1)) or, in the case of elective participants and participants who are absent from duty, any contribution that the regulations prescribe. 20

104. Section 55 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

1992, c. 46,

(2.1) If it is established to the satisfaction of the Minister when the participant dies that the benefit shall be paid to the estate or succession of the participant or, if less than one thousand dollars, shall be paid as the Minister may direct.

105. Subparagraph 56(1)(c)(iii) of the Act 30 is replaced by the following:

(iii) the amount of the single premium determined under Schedule II in respect of each participant in the case of whom the basic benefit in the amount of ten 35 thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in subsection 47(1), or the basic benefit in the amount of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that defini- 40 tion - or the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in paragraph (d) of that definition - applies without contribution under this Part by the participant for it; and 45

53. Chaque participant doit contribuer au Trésor au taux de quinze cents par mois par tranche de mille dollars comprise dans le montant de sa prestation de base — moins, si benefit (reduced, if the participant has at- 5 le participant a atteint l'âge de soixante-cinq 5 ans et est employé dans la fonction publique, ayant été ainsi employé sans interruption sensible pendant au moins deux ans ou ayant été participant selon la présente partie sans interruption pendant au moins deux ans, un 10 dollar et cinquante cents par mois à partir de la date que fixent les règlements, soit la contribution autrement payable aux termes de la présente partie pour la prestation de base for the basic benefit in the amount of ten 15 d'un montant de dix mille dollars que men-15 tionne la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1) — ou, s'il s'agit d'un participant volontaire ou absent de son poste, pour le montant que fixent les règlements.

104. L'article 55 de la même loi est 20 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) S'il est établi à la satisfaction du ministre que, au décès du participant, le beneficiary or widow cannot be found, the 25 bénéficiaire ou la veuve est introuvable, la 25 prestation est payée à la succession du participant ou, dans le cas d'un montant de moins de mille dollars, selon ce qu'il l'ordonne.

Exception

105. Le sous-alinéa 56(1)c)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

1992, ch. 46,

(iii) le montant de la prime unique, déterminé d'après l'annexe II, à l'égard de chaque participant dans le cas duquel s'applique la prestation de base d'un montant de dix mille dollars visée à 35 l'alinéa b) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1), la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars visée à l'alinéa c) de cette définition ou la prestation de base d'un montant 40 de cinq mille dollars visée à l'alinéa d) de cette définition, sans contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard;

Montant de la contribution

53. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund at the rate of five cents per month for every two hundred and fifty dollars in the amount of the participant's basic benefit (reduced, if the participant has attained the age of sixty-five years and is employed in the Public Service, having been so employed substantially without interruption for two years or more or having been a participant under this Part without interruption for two years or more, by one dollar per month, commencing as of such time as the regulations prescribe, being the contribution otherwise payable under this Part for the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in the definition "basic benefit" in subsection 47(1)) or, in the case of elective participants and participants who are absent from duty, such contribution as the regulations prescribe.

53. Chaque participant doit contribuer au Trésor au taux de cinq cents par mois par tranche de deux cent cinquante dollars comprise dans le montant de sa prestation de base — moins, si le participant a atteint l'âge de soixante-cinq ans et est employé dans la fonction publique, ayant été ainsi employé sans interruption sensible pendant au moins deux ans ou ayant été participant selon la présente partie sans interruption pendant au moins deux ans, un dollar par mois à partir de la date que fixent les règlements, soit la contribution autrement payable aux termes de la présente partie pour la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars que mentionne la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1) — ou, s'il s'agit d'un participant volontaire ou absent de son poste, pour le montant que fixent les règlements.

Clause 104: New.

Article 104. - Nouveau.

Clause 105: The relevant portion of subsection 56(1) reads as follows:

- **56.** (1) There shall be an account in the accounts of Canada to be known as the Public Service Death Benefit Account to which shall be credited the following:
 - (c) an amount equal to the amount estimated by the Minister to be sufficient to cover the cost of the benefits that will become chargeable against the Account but not less than the aggregate of
 - (iii) the amount of the single premium determined under Schedule II in respect of each participant in the case of whom the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in subsection 47(1), or the basic benefit in the amount of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that definition, applies without contribution under this Part by the participant therefor; and

- Article 105. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 56(1):
- **56.** (1) Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé « compte de prestations de décès de la fonction publique ». Ce compte est crédité des comptes suivantes :
 - c) un montant égal à celui que le ministre estime suffisant pour couvrir le coût des prestations qui deviendront imputables au compte, mais non inférieur à la somme des montants suivants :
 - (iii) le montant de la prime unique, déterminé d'après l'annexe II, à l'égard de chaque participant dans le cas duquel s'applique la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars visée à l'alinéa b) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1) ou la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars visée à l'alinéa c) de cette définition, sans contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard;

106. Paragraph 61(1)(h) of the English version of the Act is replaced by the following:

(h) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable 5 to the spouse, beneficiary or estate or succession of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;

1992, c. 46, s. 30 107. The definition "contributor" in section 64 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 30 108. Section 65 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 30 109. Subsection 66(1) of the Act is replaced by the following:

Contributions for elective service

- 66. (1) A person who elects, pursuant to section 6 or 39, to count as pensionable service any period of elective service specified in that section, or any portion of that service, that is after March 31, 1970 but before January 1, 20 2000 is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the 25 salary described in those sections
 - (a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate of one half of one per cent 30 of the person's salary; and
 - (b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after December 31, 1976 and before January 1, 2000 at the rate of one per cent of the 35 person's salary.

1992, c. 46, s. 30

110. Section 67 of the Act is repealed.

1992, c. 46,

111. Paragraph 69(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month 40 of a person who is in receipt of a pension by virtue of being a <u>survivor or</u> a child, is the retirement year or retirement month, as the

106. L'alinéa 61(1)h) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (h) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable 5 to the spouse, beneficiary or estate or succession of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;
- 107. La définition de « contributeur », à l'article 64 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46, art. 30

108. L'article 65 de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 30

109. Le paragraphe 66(1) de la même loi 15 1992, ch. 46, art. 30

Contributions pour service accompagné d'option

- 66. (1) La personne qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 39, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spé-20 cifiée dans ces articles, ou une fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 2000 est tenue, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction 25 publique, en plus de tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et à l'égard du traitement visés à ces articles :
 - a) dans le cas d'une période ou fraction de 30 période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1^{er} janvier 1977, au taux de un demi pour cent de son traitement;
 - b) dans le cas d'une période ou fraction de 35 période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976 et antérieure au 1^{er} janvier 2000, au taux de un pour cent de son traitement.
- 110. L'article 67 de la même loi est 40 1992, ch. 46, abrogé.

111. L'alinéa 69(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 30

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de 45 survivant ou d'enfant est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à Clause 106: The relevant portion of subsection 61(1) reads as follows:

- **61.** (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Part into effect and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations
 - (h) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the spouse, beneficiary or estate of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;

Clause 107: The definition "contributor" in section 64 reads as follows:

"contributor" means

- (a) a person who is required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account,
- (b) a person described in paragraph 5(3)(a) or (b) who is employed in the Public Service, or
- (c) a person who is required to contribute to the Superannuation Account by reason of a provision in any other Act of Parliament;

Clause 108: Section 65 of the Act reads as follows:

65. Every contributor is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, an amount equal to one per cent of the contributor's salary.

Clause 109: Subsection 66(1) reads as follows:

- **66.** (1) A contributor who elects, pursuant to section 6 or 39, to count as pensionable service any period of elective service specified in that section, or any portion thereof, that is after March 31, 1970 is required to contribute to the Superannuation Account in respect thereof, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the salary described in those rections.
 - (a) in the case of any period of elective service or portion thereof that is after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate set out in subsection 65(1) of the *Public Service Superamuation Act*, as it read immediately before the coming into force of this paragraph; and
 - (b) in the case of any period of elective service or portion thereof that is after December 31, 1976, at the rate set out in section 65.

Clause 110: Section 67 reads as follows:

67. Where a contributor is an employee of a Public Service corporation or other corporation as defined in section 37, the Public Service corporation or other corporation, as the case may be, shall from time to time, as required by the Minister, pay into the Superannuation Account in respect of the contribution of the contributor to the Account under section 65 such amount as is determined by the Minister in accordance with the regulations.

Article 106. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 61(1):

- **61.** (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente partie et, notamment, il peut prendre des règlements :
 - h) autorisant le paiement, avec l'approbation du ministre, sur toute prestation payable au conjoint, au bénéficiaire ou à la succession d'un participant décédé, des dépenses raisonnables effectuées pour l'entretien, les soins médicaux ou l'enterrement du participant;

Article 107. — Texte de la définition de « contributeur » à l'article 64 :

« contributeur »

- a) Personne tenue de contribuer au compte de pension de retraite en vertu du paragraphe 5(1);
- b) personne visée aux alinéas 5(3)a) ou b) qui est employée dans la fonction publique;
- c) personne tenue de contribuer au compte de pension de retraite aux termes d'une disposition d'une autre loi fédérale.

Article 108. — Texte de l'article 65:

65. Chaque contributeur est tenu de verser au compte de pension de retraite, par retenue sur son traitement ou autrement, un montant égal à un pour cent de son traitement et ce, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

Article 109. — Texte du paragraphe 66(1):

- **66.** (1) Le contributeur qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 39, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spécifiée dans ces articles, ou une fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970 est tenu, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite, en plus de tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et à l'égard du traitement visés à ces articles :
 - a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1^{er} janvier 1977, au taux énoncé au paragraphe 65(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique* dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent alinéa;
 - b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, au taux époncé à l'article 65.

Article 110. — Texte de l'article 67:

67. Lorsqu'un contributeur est un employé d'un organisme de la fonction publique ou d'un autre organisme, au sens de l'article 37. l'organisme en cause doit, à la demande du ministre, verser au compte de pension de retraite relativement à la contribution de ce contributeur à ce compte en vertu de l'article 65 le montant déterminé par le ministre conformément aux règlements.

case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

1992 c 46 s 30

1992, c. 46,

s. 30

112. Subsection 70(2) of the Act is repealed.

113. The portion of subsection 71(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations

71. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan 10 règlement, en vue de permettre au régime provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax* Act and Part LXXXV of the Income Tax Regulations, make regulations

114. (1) Part II of Schedule I to the Act is 15 amended by striking out the following:

Postmasters and Assistant Postmasters in Revenue Post Offices

Maîtres de poste et maîtres de poste adjoints dans les bureaux à commission 20

(2) Part III of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada Post Corporation

Société canadienne des postes

AMENDMENTS TO THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

115. (1) The definitions "contributor" and "salary" in subsection 2(1) of the Canadian Forces Superannuation Act are replaced by the following:

"contributor" means a person who is required 30 by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and includes, unless the context otherwise requires,

(a) a person who has ceased to be so 35 required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and

l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

112. Le paragraphe 70(2) de la même loi 5 est abrogé.

113. Le passage du paragraphe 71(1) de la 5 1992, ch. 46. même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

art. 30

1992, ch. 46,

art. 30

71. (1) Le gouverneur en conseil peut, par prévu par la présente loi d'être conforme à des 10 dispositions déterminées de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu:

Règlements

114. (1) La partie II de l'annexe I de la 15 même loi est modifiée par suppression de ce qui suit:

Maîtres de poste et maîtres de poste adjoints dans les bureaux à commission

Postmasters and Assistant Postmasters in 20 Revenue Post Offices

(2) La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Société canadienne des postes

Canada Post Corporation

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

L.R., ch. C-17; L.R. ch. 31 (1er suppl.), ch. suppl.); 1989. ch. 6: 1992. ch. 46; 1998, ch. 35

25

115. (1) Les définitions de « contributeur » et « traitement », au paragraphe 2(1) de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, sont respectivement rempla-30 cées par ce qui suit :

« contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes. Sont compris parmi les 35 contributeurs, sauf si le contexte exige une interprétation différente :

« contribu-"contributor"

"contributor" « contributeur »

R.S., c. C-17:

Supp.), c. 13 (2nd Supp.);

1989, c. 6; 1992, c. 46;

1998, c. 35

R.S., c. 31 (1st

Clause 111: The relevant portion of subsection 69(3) reads as follows:

- (3) For the purposes of this section,
- (b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by virtue of being a surviving spouse, a child or an orphan, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

Clause 112: Subsection 70(2) reads as follows:

(2) For greater certainty, all amounts required for the payment of supplementary benefits shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Superannuation Account.

Clause 113: The relevant portion of subsection 71(1) reads as follows:

71. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax Act* and Part LXXXV of the *Income Tax Regulations*, as they read on January 15, 1992, make regulations

Clause 114: (1) This amendment is consequential on the amendment proposed by clause 227.

(2) New.

Canadian Forces Superannuation Act

Clause 115: (1) The definitions "contributor" and "salary" in subsection 2(1) read as follows:

"contributor" means a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account, and includes, unless the context otherwise requires.

(a) a person who has ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account, and

(b) for the purposes of sections 26 to 35 and 38 to 40, a contributor under Part V of the former Act who has become entitled to a pension under that Part or has died;

"salary" as applied to a member of the Canadian Forces means his income for the year from his employment as a member of the Canadian Forces, computed in accordance with the *Income Tax Act*, plus any deductions for the year made in computing that income; Article 111. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 69(3):

(3) Pour l'application du présent article :

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de conjoint survivant, d'enfant ou d'orphelin est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

Article 112. — Texte du paragraphe 70(2):

(2) Il est entendu que les montants nécessaires au paiement des prestations supplémentaires sont payés sur le Trésor et imputés sur le compte de pension de retraite.

Article 113. — Texte du passage visé du paragraphe 71(1):

71. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées — dans leur version au 15 janvier 1992 — de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu :

Article 114, (1). — Modification découlant de l'article 227.

(2). — Nouveau.

Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes

Article 115, (1). — Texte des définitions de « contributeur » et « traitement » au paragraphe 2(1):

« contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite. Sont compris parmi les contributeurs, sauf si le contexte exige une interprétation différente :

a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte de pension de retraite;

b) pour l'application des articles 26 à 35 et 38 à 40, un contributeur selon la partie V de l'ancienne loi, qui est devenu admissible à une pension sous le régime de cette partie, ou qui est décédé.

« traitement » Revenu d'un membre des Forces canadiennes pour l'année provenant de son emploi à ce titre, calculé en conformité avec la Loi de l'impôt sur le revenu, plus toutes déductions pour l'année faites dans le calcul de ce revenu.

5

(b) for the purposes of sections 26 to 35 and 38 to 40, a contributor under Part V of the former Act who has become entitled to a pension under that Part or has died:

"salary" « traitement »

- "salary" as applied to a member of the Canadian Forces means the pay received by the member from employment as a member of the Canadian Forces:
- a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte ou à la caisse:
- b) pour l'application des articles 26 à 35 et 38 à 40, un contributeur selon la partie 5 V de l'ancienne loi, qui est devenu admissible à une pension sous le régime de cette partie, ou qui est décédé.
- « traitement » La solde d'un membre des Forces canadiennes pour l'année provenant de 10 son emploi à ce titre.

« traitement » 'salary

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended 10 by adding the following in alphabetical order:

"Canadian Forces Pension Fund" means the fund established under section 55.2:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

La caisse constituée par l'article 55.2.

« Caisse de retraite des Forces canadiennes » 15 « Caisse de

retraite des Forces canadiennes » "Canadian Forces Pension Fund"

Pension Fund' « Caisse de retraite des Forces canadiennes »

"Canadian

Superannuation

Investment

« Fonds de placement du

pension de

"Canadian

"Canadian Forces Superannuation Invest-15 « enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-filment Fund" means the fund established under section 55.1:

le du contributeur — ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui — qui était à la charge de celui-ci au moment de son dé-20

« enfant » "child"

« Fonds de

placement du

retraite des canadiennes » "child" « enfant »

"child" means a child or stepchild of — or an individual adopted either legally or in fact by — a contributor, who at the time of the 20 contributor's death was dependent on the contributor for support;

« Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes » Le fonds constitué par l'article 55.1.

compte de pension de retraite des canadiennes » "Canadian Forces Superannuation Investment

Fund'

25 « survivant » "survivor"

"survivor" « survivant »

"survivor", in relation to a contributor, means

- (a) a person who was married to the contributor at the time of the contribu-25 tor's death, or
- (b) a person referred to in subsection 29(1).
- (3) Subsection 2(2) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 2(2) de la même loi est abrogé. 30

a) était unie au contributeur par les liens

du mariage au décès de celui-ci;

b) est visée au paragraphe 29(1).

116. Subsection 4(1) of the Act is replaced 30 by the following:

116. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« survivant » Personne qui :

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Subsection 2(2) reads as follows:

(2) Words in this Act referring to the child of a person include a stepchild of that person, an illegitimate child of that person who, at the time of that person's death, was being maintained by him and was wholly or substantially dependent on him for support, and an individual adopted either legally or in fact by that person while such individual was under eighteen years of age.

Clause 116: Subsection 4(1) reads as follows:

(3). — Texte du paragraphe 2(2):

(2) Dans la présente loi, les mentions de l'enfant d'une personne comprennent un beau-fils ou une belle-fille par remariage, un enfant illégitime de cette personne, aux besoins de qui celle-ci subvenait au moment de son décès et qui était entièrement ou pour une grande part à la charge de cette personne pour sa subsistance, ainsi qu'un individu adopté légalement ou en fait par cette personne, alors que celui-ci avaît moins de dix-huit ans.

Article 116. — Texte du paragraphe 4(1):

Admissibilité

Eligibility

4. (1) Subject to this Act, an annuity or other benefit specified in this Act shall be paid to or in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation Account accordance with this Act, ceases to be a member of the regular force or dies, and that annuity or other benefit shall, subject to this Act, be based on the number of years of pensionable service to the credit of that 10 person.

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, une annuité ou autre prestation ci-après spécifiée est versée à toute

personne — ou à l'égard de celle-ci — qui, or the Canadian Forces Pension Fund in 5 étant tenue de contribuer au compte de 5 pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes d'après la présente loi, cesse d'être membre de la force régulière ou meurt. Cette annuité ou autre prestation repose, sous réserve des autres dispositions de 10

la présente loi, sur le nombre d'années de

service ouvrant droit à pension au crédit de

cette personne.

1992, c. 46, s. 33(1)

117. (1) Subsection 5(1) of the Act is replaced by the following:

Contribution rates before 2004

5. (1) A member of the regular force, except required to contribute, in respect of every year in the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, by reservation from salary or otherwise.

(a) four per cent of the portion of his or her 20 salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 15(3); and

(b) seven and one-half percent of the portion of his or her salary that is greater 25 than the Year's Maximum Pensionable Earnings.

Contribution rates -- 2004 and later

(1.01) A member of the regular force, except a person described in subsection (1.1), is required to contribute, in respect of every 30 portion of the period beginning on January 1, 2004 by reservation from salary or otherwise, at the contribution rates determined by the Treasury Board in respect of that portion on the joint recommendation of the President of 35 the Treasury Board and the Minister.

Funds for

(1.02) The contributions shall be made to the Superannuation Account for the period beginning on January 1, 2000 and ending on March 31, 2000 and shall be made to the 40 Canadian Forces Pension Fund for the period after that.

117. (1) Le paragraphe 5(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. 15 par. 33(1)

5. (1) Pour chaque année de la période a person described in subsection (1.1), is 15 débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003, tout membre de la force régulière, sauf celui visé au paragraphe (1.1), est tenu de payer au compte de pension de 20 retraite, par retenue sur son traitement ou autrement:

Contribution pour les années 2000 à 2003

à compter de

- a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, 25 au sens du paragraphe 15(3);
- b) sept et demi pour cent de la portion de son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.

(1.01) À compter du 1er janvier 2004 et pour 30 Contribution toute partie de la période en cause, le membre de la force régulière, à l'exception de celui visé au paragraphe (1.1), est tenu de payer au compte de pension de retraite, par retenue sur son traitement ou autrement, la contribution 35 calculée selon les taux que le Conseil du Trésor détermine sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre.

> Versement contributions

(1.02) Les contributions sont versées au compte de pension de retraite en ce qui touche 40 la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite des Forces

canadiennes.

- 4. (1) Subject to this Act, an annuity or other benefit hereinafter specified shall be paid to or in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation Account in accordance with this Act, ceases to be a member of the regular force or dies, and that annuity or other benefit shall, subject to this Act, be based on the number of years of pensionable service to the credit of that person.
- 4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, une annuité ou autre prestation ci-après spécifiée est versée à toute personne ou à l'égard de celle-ci qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite d'après la présente loi, cesse d'être membre de la force régulière ou meurt. Cette annuité ou autre prestation repose, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Clause 117: (1) Subsections 5(1.01) to (1.03) are new. Subsection 5(1) reads as follows:

5. (1) Every member of the regular force, except a person described in subsection (1.1), is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from pay or otherwise, six and one-half per cent of the member's pay minus an amount equal to the amount the member would be required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of the member's salary for the period of that pay if the member's salary were the total amount of the member's income for the year from pensionable employment as defined in that Act.

Article 117, (1). — Les paragraphes 5(1.01) à (1.03) sont nouveaux. Texte du paragraphe 5(1):

5. (1) Les membres de la force régulière, à l'exception des personnes visées au paragraphe (1.1), sont tenus de verser au compte de pension de retraite, par retenue sur la solde ou autrement, six et demi pour cent de leur solde moins un montant égal à celui qu'ils auraient été tenus de verser aux termes du *Régime de pensions du Canada* sur leur traitement pour la période de leur solde si leur traitement était le montant total de leur revenu pour l'année provenant d'un emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette loi.

maximums

Limitation determination of contribution rate

- (1.03) In determining the contribution rates for the purposes of subsection (1.01) and paragraphs (2)(b), (3)(b) and (4)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one 5 per cent in respect of any portion of salary. whether less than, equal to or more than the Year's Maximum Pensionable Earnings, the previous rate; and
 - (b) exceed the rates paid by contributors 10 under section 5 of the Public Service Superannuation Act.

1992. c. 46. s. 33(2)

Contribution thirty-five vears of service before January 1,

(2) Subsection 5(2) of the Act is replaced by the following:

- (2) A person who has to his or her credit, 15 before January 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to contribute under subsections (1) and (1.01) 20 but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, 25 in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 30 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister. 35

(3) A person who has to his or her credit, on or after January 1, 2000 and before April 1, 2000, a period of pensionable service - or a period of pensionable service and other pensionable service — totalling thirty-five years 40 is only required to contribute under subsection (1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute 45 under subsections (1) and (1.01) but is re-

salary or otherwise,

quired to contribute, by reservation from

(1.03) Pour l'application du paragraphe (1.01) et des alinéas (2)b, (3)b et (4)b, les taux de contribution ne peuvent :

a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes pour cent, pour toute 5 portion du traitement, que celle-ci dépasse ou non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension;

b) être supérieurs aux taux des contributions payables au titre de l'article 5 de la Loi sur 10 la pension de la fonction publique.

(2) Le paragraphe 5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 33(2)

(2) La personne ayant à son crédit, avant le 1er janvier 2000, une période de service de 15 ans de service trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans — n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et 20 (1.01). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou autrement, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :

Contribution trente-cinq avant le 1er janvier 2000

- a) une contribution dont le taux corres-25 pond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003:
- b) une contribution dont les taux sont 30 déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004.
- (3) La personne ayant à son crédit, le 1er 35 Contribution janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er avril 2000, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant 40 avril 2000 trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1) que pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, 45 elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (1.01), mais est

trente-cina ans de service le 1er janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er

Contribution thirty-five years of service on or after January 1, 2000 and before April 1,2000

- (2) Subsections 5(3) to (6) are new. Subsection 5(2) reads as follows:
 - (2) Notwithstanding anything in this Act,
 - (a) no person who is entitled to a pension under any of Parts I to III of the former Act by virtue of having served in the regular force shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1):
 - (b) no person shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years;
 - (c) no person who has become entitled to or has been granted any superannuation or pension benefit of a kind prescribed by the regulations payable out of the Consolidated Revenue Fund or out of any account or fund in the accounts of Canada other than the Superannuation Account shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years less the number of years of service on which that superannuation or pension benefit is based; and
 - (d) no person shall, in respect of any period of service of that person as a member of the regular force on or after the day on which this paragraph comes into force, contribute to the Superannuation Account in respect of any portion of that person's annual rate of pay that is in excess of such annual rate of pay as is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

- (2). Les paragraphes 5(3) à (6) sont nouveaux. Texte du paragraphe 5(2):
 - (2) Nonobstant toute autre disposition de la présente loi :
 - a) nulle personne ayant droit à une pension selon l'une des parties I à III de l'ancienne loi, en raison du fait qu'elle a servi dans la force régulière, ne doit contribuer au compte de pension de retraite ainsi que le requiert le paragraphe (1);
 - b) nulle personne ne doit contribuer au compte de pension de retraite, comme le requiert le paragraphe (1), après qu'elle a, à son crédit, une période de service, ouvrant droit à pension, de trente-cinq ans au total:
 - c) nulle personne, devenue admissible à des prestations de pension de retraite ou de pension d'un genre prescrit par les règlements, ou à qui il a été accordé de telles prestations, payables sur le Trésor ou sur tout compte ou toute caisse parmi les comptes du Canada, autre que le compte de pension de retraite, ne doit contribuer au compte de pension de retraite comme l'exige le paragraphe (1) après que cette personne a, à son crédit, une période de service ouvrant droit à pension de trente-cinq ans au total, moins le nombre d'années de service sur lequel repose cette prestation de pension de retraite ou de pension;
 - d) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service accomplie à titre de membre de la force régulière, commençant au plus 16t à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, contribuer au compte de pension de retraite en ce qui regarde la partie de son taux de solde annuel dépassant le taux de solde annuel fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.

- (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the 5 person's salary; and
- (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates deter- 10 mined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Contribution thirty-five vears of service on or after April 1,

- (4) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable 15 avril 2000 ou après cette date, une période de service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is only required to contribute under subsections (1) and (1.01) during the period beginning on April 1, 2000 and ending 20 on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (1.01) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - (a) to the Canadian Forces Pension Fund, in respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at a rate of one per cent of the 30 person's salary; and
 - (b) to the Canadian Forces Pension Fund, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates deter-35 mined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Other pensionable

- (5) For the purpose of subsections (2) to (4), "other pensionable service" means years of 40 (4), « autre période de service » s'entend des service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable
 - (a) out of the Consolidated Revenue Fund, or out of any account in the accounts of 45

astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou autrement, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :

- a) une contribution dont le taux corres- 5 pond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003:
- b) une contribution dont les taux sont 10 déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004.
- (4) La personne ayant à son crédit, le 1er 15 Contribution service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à 20 verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (1.01) que pour la période débutant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la 25 contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou autrement, à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi : 30
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003; 35
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004. 40
- (5) Pour l'application des paragraphes (2) à années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un genre spécifié dans les règlements qui est 45 payable:

2000 ou après cette

Autre période de service



non requises

Canada other than the Superannuation Account: or

(b) out of the Public Service Pension Fund within the meaning of the Public Service Superannuation Act or the Royal Canadian 5 Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

Contributions not required

- (6) Notwithstanding anything in this Part, no person shall, in respect of any period of 10 présente partie, nulle personne ne peut, à service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in respect of any portion of that person's annual rate of salary that is in excess of the annual rate of salary that is fixed by or determined in the 15 taux de traitement annuel fixé par règlement manner prescribed by the regulations.
- 118. (1) Clause 6(a)(ii)(A) of the Act is replaced by the following:
 - (A) any period during which he or she is required by subsection 5(1) or 20 (1.01) to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and
- (2) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is amended by striking out the word "and" at 25 est modifié par adjonction, après la division the end of clause (K) and by adding the following after clause (L):
 - (M) any period of service of a kind described in the regulations if the contributor elects within the time spe- 30 cified, and in the manner specified, in the regulations to pay for that service, and
 - (N) subject to the regulations, any period of service in respect of which 35 payment of a commuted value to a contributor has been effected in accordance with section 24.1, if the contributor elects, in accordance with the regulations, to pay for that service.

- a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite:
- b) soit par la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de 5 la fonction publique, ou la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.
- (6) Malgré les autres dispositions de la 10 Contributions l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la présente partie en ce qui regarde la partie de son taux de traitement annuel dépassant le 15 ou déterminé selon les modalités réglementai-
- 118. (1) La division 6a)(ii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :
 - (A) d'une part, toute période durant laquelle il est astreint par les paragraphes 5(1) ou (1.01) à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadien-25 nes.
- (2) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi (L), de ce qui suit :
 - (M) toute période de service d'un 30 genre spécifié dans les règlements, s'il choisit, selon les modalités réglementaires de temps et autres, de payer à l'égard de ce service,
 - (N) sous réserve des règlements, toute 35 période de service à l'égard de laquelle le paiement d'une valeur escomptée a été fait conformément à l'article 24.1, si le contributeur choisit conformément aux règlements de payer à 40 l'égard de ce service.
- 119. Subsection 6.1(2) of the Act is replaced by the following:
- 119. Le paragraphe 6.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

1992, c. 46,

Clause 118: (1) and (2) Clauses 6(b)(ii)(M) and (N) are new. The relevant portion of section 6 reads as follows:

- **6.** Subject to this Act, the following service may be counted by a contributor as pensionable service for the purposes of this Act, namely,
 - (a) non-elective service, comprising,
 - (ii) in the case of any contributor,
 - (A) any period during which he is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account, and
 - (b) elective service, comprising,
 - (ii) in the case of any contributor,

Article 118. — Les divisions 6b)(ii)(M) et (N) sont nouvelles. Texte des passages introductifs et visé de l'article 6 :

- **6.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le service suivant peut être compté par un contributeur comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi :
 - a) le service non accompagné d'option, comprenant :
 - (ii) dans le cas d'un contributeur :
 - (A) d'une part, toute période durant laquelle il est astreint par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite,
 - b) le service accompagné d'option, comprenant :
 - (ii) dans le cas d'un contributeur, les périodes de service qui suivent :

Clause 119: Subsection 6.1(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection 5(1), a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in respect of the portion of the period to which the election relates.

Article 119. — Texte du paragraphe 6.1(2):

(2) Par dérogation au paragraphe 5(1), le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite visée au paragraphe 5(1) relativement à la partie de la période visée par ce choix.

Contributions not required

(2) Notwithstanding section 5, a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian respect of the portion of the period to which the election relates.

(2) Par dérogation à l'article 5, le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse Forces Pension Fund under that section in 5 de retraite des Forces canadiennes visés à cet 5 article relativement à la partie de la période visée par ce choix.

non requises

120. (1) Paragraphs 7(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

- (c) in respect of any period specified in 10 clause 6(b)(ii)(A) or (B), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she. during that period, been required to contrib-15
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 20 period or portion.
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that 25 period or portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on 30 December 31, 1999, in respect of that period or portion,
 - (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the 35 rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
 - (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec- 40 tion 5(1.01), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a 45 contributor under this Act, together with interest:

120, (1) Les alinéas 7(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) relativement à toute période spécifiée 10 dans les divisions 6b)(ii)(A) ou (B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer, s'il avait été pendant celle-ci obligé de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de 15 celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période, 20
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1er avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relati-25 vement à cette période ou à cette partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 30 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie 35 de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1er janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.01), relativement à cette période ou à 45 cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui verser la dernière Clause 120: (1) to (3) The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

- 7. (1) Subject to section 9, a contributor who is entitled under this Act to count as pensionable service any period of elective service specified in paragraph 6(b), is required to pay, in respect thereof, as follows:
 - (c) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(A) or (B), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof.
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969, in respect of that period or that portion thereof, and
 - (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Act, together with interest;

- (d) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C) or (D), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969, in respect of that period or that portion thereof, and
 - (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof.

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him during that period, together with interest;

(g) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(G), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute

Article 120. — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 7(1):

- 7. (1) Sous réserve de l'article 9, un contributeur qui peut, selon la présente loi, compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagnée d'option que spécifie l'alinéa 6b), est tenu, à cet égard, de payer ce qui suit :
 - c) relativement à toute période spécifiée dans la division (6h)(ii)(A) ou (B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer, s'il avait été pendant cette période obligé de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur aux termes de la présente loi, avec les intérêts:
 - d) relativement à toute période spécifiée dans la division 6b)(ii)(C)
 ou (D), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer, s'il avait été, pendant cette période, obligé de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) relativement à cette période ou à cette partie de période.

en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui verser pendant cette période, avec les intérêts;

- (d) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C) or (D), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 10 period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately 15 prior to April 1, 1969, in respect of that period or portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set 20 forth in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,
 - (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before 25 January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
 - (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner 30 and at the rates determined under subsection 5(1.01), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her during that period, 35 together with interest;

(2) Paragraph 7(1)(g) of the Act is replaced by the following:

(g) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(G), an amount equal to the 40 amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute

- fois qu'il est devenu contributeur aux termes de la présente loi, avec les intérêts;
- d) relativement à toute période spécifiée dans les divisions 6b)(ii)(C) ou (D), un montant égal à celui pour lequel il aurait été 5 requis de contribuer, s'il avait été, pendant celle-ci, obligé de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragra-10 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 15 antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 3125 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 30 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décem-35 bre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.01), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle 40 qu'on était autorisé à lui verser pendant cette période, avec les intérêts;

(2) L'alinéa 7(1)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) relativement à toute période spécifiée 45 dans la division 6b)(ii)(G), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, durant celle-ci, il avait été tenu de contribuer :

- (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof.
- (ii) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969, in respect of that period or that portion thereof, and
- (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof,

in respect of pay on a full-time basis at the rates in effect during those periods for the rank or ranks in the Canadian Forces corresponding to the rank or ranks held by him during that period, together with interest;

(l) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(L), such amount as is determined in accordance with the regulations.

- g) relativement à toute période spécifiée dans la division 6b)(ii)(G), un montant égal à celui qu'il aurait été requis de contribuer si, durant cette période, il avait été tenu de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1) relativement à cette période ou à cette partie de période.
- en ce qui concerne la solde sur une base de plein temps selon les taux en vigueur durant ces périodes pour le grade ou les grades des Forces canadiennes correspondant au grade ou aux grades qu'il a détenus au cours de cette période, avec les intérêts;
- l) relativement à la période mentionnée à la division 6h)(ii)(L), le montant déterminé en conformité avec les règlements.

1992, 3, 46,

s. 36

5

1992, ch. 46.

art. 36

- (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
- (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that 10 period or portion,
- (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on 15 December 31, 1999, in respect of that period or portion,
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the 20 rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
- (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec-25 tion 5(1.01), in respect of that period or portion,

in respect of pay on a full-time basis at the rates in effect during those periods for the rank or ranks in the Canadian Forces 30 corresponding to the rank or ranks held by him or her during that period, together with interest:

- (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à 5 cette partie de période,
- (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1er avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1),10 dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période.
- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 15 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période, 20
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette 25 période ou à cette partie de période,
- (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 30 5(1.01), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne la solde sur une base de plein temps selon les taux en vigueur durant ces périodes pour le grade ou les grades des 35 Forces canadiennes correspondant au grade ou aux grades qu'il a détenus au cours de cette période, avec les intérêts;

(3) Paragraph 7(1)(l) of the Act is replaced by the following:

- (*l*) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(L), (*M*) or (*N*), the amounts determined in accordance with the regulations.
- (3) L'alinéa 7(1)*l*) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit : 40

l) relativement à la période mentionnée <u>aux</u> divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), les montants déterminés en conformité avec les règlements.

- 121. The Act is amended by adding the 40 following after section 8:
- 121. La même loi est modifiée par adjonc-45 tion, après l'article 8, de ce qui suit :

5

Choix régis

par règlement

procedures for elections

8.1 When an election is made to count as pensionable service a period of service specified in clause 6(b)(ii)(L), (M) or (N), section 8 applies in the manner and to the extent set out in the regulations.

122. (1) Section 9 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Election after March 31, 2000

(1.1) For the purposes of subsection (1), an amount required to be paid by a contributor pursuant to an election made after March 31, 10 2000 shall be paid into the Canadian Forces Pension Fund.

(2) Subsection 9(4) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

(4) When any amount payable by a contrib-15 utor into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of cent per annum from the time it became due, may be recovered in accordance with the regulations from any allowance payable under this Act to the survivor or children of the recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of it, and any amounts so recovered shall be credited to the Superannuation Account or paid into the Canadian Forces purposes of the definition "return of contributions" in section 10, to have been paid into that Account or Fund by the contributor.

123. The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" 35 cessation en espèces » et « remboursement in section 10 of the Act are replaced by the following:

"cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of 40 the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him or her at the time he or she ceases to be a member of the regular force, minus an amount equal to the amount by which 45

8.1 Dans le cas des choix prévus aux divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), l'article 8 s'applique dans la mesure et selon les modalités prévues aux règlements.

122. (1) L'article 9 de la même loi est 5 modifié par adionction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la somme que le contributeur est tenu de payer par suite d'un choix exercé après le 31 mars 10 2000 doit être pavée à la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

Choix exercé après le 31 mars 2000

Recouvre-

ment des

montants dus

(2) Le paragraphe 9(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu'un montant payable par un 15 contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes movennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre facon est devenu exigideath, that amount, with interest at four per 20 ble, mais demeure impayé à l'époque de son 20 décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation contributor, without prejudice to any other 25 payable, selon la présente loi, au survivant ou 25 aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré est porté au crédit du Pension Fund and shall be deemed, for the 30 compte de pension de retraite ou versé à la 30 caisse et est réputé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » à l'article 10, avoir été versé à ce compte ou à cette caisse par le contributeur.

> 123. Les définitions de « allocation de 35 de contributions », à l'article 10 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit:

« allocation de cessation en espèces » Mon-40 « allocation tant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser à la date où il cesse d'être membre de la for-45 ce régulière, moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui visé à l'alinéa b):

de cessation en espèces » "cash termination allowance

"cash termination allowance de cessation en espèces » Clause 122: (1) New.

Article 122, (1). - Nouveau,

(2) Subsection 9(4) reads as follows:

(4) Where any amount payable by a contributor into the Superannuation Account by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of his death, that amount, with interest at four per cent per annum from the time it became due, may be recovered in accordance with the regulations from any allowance payable under this Act to the surviving spouse or children of the contributor, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof, and any amounts so recovered shall be credited to the Superannuation Account and shall be deemed, for the purposes of the definition "return of contributions" in section 10, to have been paid into that Account by the contributor.

Clause 123: The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" in section 10 read as follows:

"cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him at the time he ceases to be a member of the regular force, minus an amount equal to the amount by which

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be a member of the regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he had contributed on the basis of the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965.

(2). — Texte du paragraphe 9(4):

(4) Lorsqu'un montant payable par un contributeur au compte de pension de retraîte moyennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre façon est devenu exigible, mais demeure impayé à l'époque de son décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation payable, selon la présente loi, au conjoint survivant ou aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré est porté au crédit du compte de pension de retraîte et est réputé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » à l'article 10, avoir été versé à ce compte par le contributeur.

Article 123. — Texte des définitions de « allocation de cessation en espèces » et « remboursement de contributions » à l'article 10 :

« allocation de cessation en espèces » Montant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser à la date où il cesse d'être membre de la force régulière, moins un montant égal au montant par lequel :

a) le montant total que le contributeur aurait été tenu de verser au compte de pension de retraite jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière — à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés — relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur

"return of

contribu-

ment de

contribu-

tions"
«rembourse-

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the 5 regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he or she had contributed on the basis of the rate set forth in subsection 5(1) as it read on 10 December 31, 1965.

exceeds

(b) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces 15

Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

20

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund but not including any amount so paid pursuant to 25 subsection 39(7) of the Public Service Superannuation Act or subsection 24(6) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, and
- (b) any amount paid by him or her into 30 any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund.

to the extent that the amount remains to his 35 or her credit in the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, together with interest, if any, calculated pursuant to section 13.

- a) le montant total que le contributeur aurait été tenu de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre 5 de la force régulière à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base du taux indiqué au 10 paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965:
- b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte ou à la caisse jusqu'au moment où il a cessé 15 d'être un membre de la force régulière à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés relativemen t à du service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

« remboursement de contributions » "return of contributions"

- a) d'une part, du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite <u>ou à la Caisse</u> de retraite des 25 Forces canadiennes, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la *Loi sur la pension de la fonction publique* ou au paragraphe 24(6) de la *Loi sur la pension de retraite* 30 de la Gendarmerie royale du Canada;
- b) d'autre part, de tout montant qu'il a versé à un autre compte, caisse ou fonds, avec intérêt, le cas échéant, qui a été transféré au compte de pension de retrai-35 te ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes,

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la caisse, avec intérêt, le cas échéant, 40 calculé en application de l'article 13.

124. Subsection 11(2) of the Act is re-40 placed by the following:

124. Le paragraphe 11(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

exceeds

(b) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be a member of the regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account but not including any amount so paid pursuant to subsection 39(7) of the *Public Service Superannuation Act* or subsection 24(6) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, and
- (b) any amount paid by him into any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account,

to the extent that the amount remains to his credit in the Superannuation Account, together with interest, if any, calculated pursuant to section 13.

la base du taux indiqué au paragraphe 5(1) en sa version existante au 31 décembre 1965,

dépasse

b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte de pension de retraite jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière — à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés — relativement à du service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

- a) d'une part, du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la Loi sur la pension de la fonction publique ou au paragraphe 24(6) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;
- b) d'autre part, de tout montant qu'il a versé à un autre compte, caisse ou fonds, avec intérêt, le cas échéant, qui a été transféré au compte de pension de retraite.

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite, avec intérêt, le cas échéant, calculé, et qui lui est crédité en application de l'article 13.

Durée du

paiement, etc.

an survivant on à l'enfant

Duration of payment, etc.. to survivor or child

(2) When an annual allowance becomes payable under this Part to a survivor or child. it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall the month during which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate or 10 succession of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

(2) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un survivant ou à un enfant, elle est, sous réserve des règlements, payée en mensualités égales continue, subject to this Part, until the end of 5 le mois écoulé et continue, sous réserve de la 5 présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire meurt ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui en demeure impayé après son décès est 10 payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.

125. Section 13 of the Act is replaced by the following:

Interest on return of contributions

- 13. For the purposes of the definition 15 "return of contributions" in section 10, interest shall be calculated in the manner that the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regulations. 20
 - (a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1, 2001: and
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph 50.1(1)(d.3) com-25 pounded quarterly, for any period beginning on or after January 1, 2001.

1992, c. 46,

126. Paragraphs 14(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

- (a) a benefit under this Part, Part I.1 or Part 30 III is not capable of being assigned, charged, anticipated or given as security and any transaction that purports to assign, charge, anticipate or give as security any such benefit is null and void; 35
- (b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part, Part I.1 or Part III is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person except under section 40 24.1 or subsection 29(3) or under regulations made under section 59.1, and any other transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is null and void; and 45

125. L'article 13 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

13. Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », à l'article 10. l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés 20 conformément aux règlements :

Intérêt sur le remboursement de contributions

- a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure au 1er janvier 2001;
- b) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 50.1(1)d.3), composé25 trimestriellement, pour toute période postérieure au 31 décembre 2000.

126. Les alinéas 14a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46 art. 39

- a) les prestations visées à la présente partie 30 ou aux parties I.1 ou III ne peuvent être cédées, grevées, assorties d'un exercice anticipé ou données en garantie, et toute opération en ce sens est nulle;
- b) les prestations auxquelles un contribu-35 teur, un survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou des parties I.1 ou III, ne peuvent, sauf au titre de l'article 24.1 ou du paragraphe 29(3) ou des règlements pris en vertu de l'article 59.1, faire 40 l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute opération en ce sens est nulle;
- c) les prestations visées à la présente partie ou aux parties I.1 ou III sont, en droit ou en 45 équité, exemptes d'exécution de saisie et de saisie-arrêt.

(2) Where an annual allowance becomes payable under this Part to a surviving spouse or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of the month during which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears thereof that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

(2) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un conjoint survivant ou à un enfant, elle est, sous réserve des règlements, payée en mensualités égales le mois écoulé et continue, sous réserve de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire meurt ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui en demeure impayé après son décès est payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.

Clause 125: Section 13 reads as follows:

- 13. Where, at any time after December 31, 1974, a contributor ceases to be a member of the regular force, the Minister shall
 - (a) determine the aggregate of all amounts referred to in paragraphs (a) and (b) of the definition "return of contributions" in section 10 that have been paid by the contributor into the Superannuation Account or transferred to the Superannuation Account to the credit of the contributor
 - (i) prior to 1974, and
 - (ii) during each year, hereinafter called a "contribution year", subsequent to 1973, in which contributions were made by or on behalf of the contributor to the Superannuation Account,

and that have not previously been paid to him as a return of contributions or otherwise; and

- (b) calculate interest at the rate of four per cent compounded annually
 - (i) on the aggregate amount determined in respect of the period referred to in subparagraph (a)(i), from December 31, 1973 to December 31 of the year immediately preceding the year in which he ceased to be a member of the regular force, and
 - (ii) on the aggregate amount determined in respect of each contribution year referred to in subparagraph (a)(ii), from December 31 of that year to December 31 of the year immediately preceding the year in which he ceased to be a member of the regular force.

Clause 126: Section 14 reads as follows:

- 14. Subject to Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and to the Pension Benefits Division Act,
 - (a) a benefit under this Part or Part III is not capable of being assigned, charged, anticipated or given as security and any transaction that purports to assign, charge, anticipate or give as security any such benefit is void:
 - (b) a benefit to which a contributor, surviving spouse or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person and any transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is void; and

Article 125. — Texte de l'article 13:

- 13. Lorsque, après le 31 décembre 1974, un contributeur cesse d'être un membre de la force régulière, le ministre :
 - a) détermine le total de tous les montants mentionnés aux alinéas a) et b) de la définition de « remboursement de contributions » de l'article 10 qui ont été versés par ce contributeur au compte de pension de retraite ou transférés au compte de pension de retraite au crédit de ce contributeur :
 - (i) avant 1974,
 - (ii) au cours de chaque année postérieure à 1973, appelée ci-après « année de contribution », dans laquelle des contributions ont été effectuées par le contributeur ou pour son compte au compte de pension de retraite,

et ne lui ont pas été précédemment versés à titre de remboursement de contributions ou autrement;

- b) calcule l'intérêt au taux de quatre pour cent, composé annuellement :
 - (i) sur le montant total déterminé pour la période mentionnée au sous-alinéa a)(i), du 31 décembre 1973 au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle il a cessé d'être membre de la force régulière,
 - (ii) sur le montant total déterminé pour chaque année de contribution mentionnée au sous-alinéa a)(ii), du 31 décembre de cette année au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle il a cessé d'être membre de la force régulière.

Article 126. — Texte de l'article 14:

- 14. Sous réserve de la Loi sur le partage des prestations de retraite et de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions :
 - a) les prestations visées à la présente partie ou à la partie III ne peuvent être cédées, grevées, assorties d'un exercice anticipé ou données en garantie, et toute opération en ce sens est nulle;
 - b) les prestations auxquelles un contributeur, un conjoint survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III, ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute opération en ce sens est nulle;

(c) a benefit under this Part. Part I.1 or Part III is exempt from attachment, seizure and execution, either at law or in equity.

1992, c. 46, s. 40(3)

pensionable service

Benefits

payable on

retirement

127, Subsection 15(5) of the Act is replaced by the following:

(5) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during which a person continues to be a member of the regular force and is required to make contributions under subsections 5(2) to (4) is 10 contributions au titre des paragraphes 5(2) à deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

128. Section 16 of the Act is replaced by the following:

16. A contributor who, having reached 15 retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 18(1) is entitled to a benefit determined as follows:

(a) if he or she has served in the regular 20 force for a period less than or equal to the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions:

- (b) if he or she has served in the regular 25 force for a period greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is 30 entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(c) if he or she has served in the regular 35 force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to an immediate annuity.

129. Paragraph 17(2)(e) of the Act is 40 replaced by the following:

(e) if he or she has served in the regular force, other than as a subordinate officer, for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the pur-45 poses of this paragraph, at his or her option. to a return of contributions or a deferred annuity, or

127. Le paragraphe 15(5) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant laquelle une personne demeure membre de la 5 certaines force régulière et est astreinte à verser des (4) est réputée une période de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

1992, ch. 46, par. 40(3)

Solde réputée reçue pendant périodes

128. L'article 16 de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

16. Un contributeur qui, après avoir atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre de la force régulière pour toute raison autre qu'une raison mentionnée au paragraphe 18(1) a droit 15 à une prestation déterminée comme suit :

Prestations pavables à la retraite

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure ou égale à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à un 20 remboursement de contributions:
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour 25 l'application de l'alinéa c), il est admissible au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espè-30
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à une annuité immédiate. 35

129. L'alinéa 17(2)e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

e) si, à tout autre titre que celui d'officier subalterne, il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à 40 la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée:

(c) a benefit under this Part or Part III is exempt from attachment, seizure and execution, either at law or in equity.

Clause 127: Subsection 15(5) reads as follows:

(5) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during which a person continues to be a member of the regular force after that person has, pursuant to paragraph 5(2)(b) or (c), ceased to contribute to the Superannuation Account is deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

Clause 128: Section 16 reads as follows:

- 16. A contributor who, having reached retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 18(1) or (4) is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the regular force for three years or less, he is entitled to a return of contributions;
 - (b) if he has served in the regular force for more than three years but less than ten years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(c) if he has served in the regular force for ten or more years, he is entitled to an immediate annuity.

Clause 129: The relevant portion of subsection 17(2) reads as follows:

(2) A contributor who

is entitled

(e) if he has served in the regular force, other than as a subordinate officer, for ten or more years, at his option, to a return of contributions or a deferred annuity, or

c) les prestations visées à la présente partie ou à la partie III sont, en droit ou en équité, exemptes d'exécution de saisie et de saisie-arrêt.

Article 127. — Texte du paragraphe 15(5):

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant laquelle une personne demeure membre de la force régulière après qu'elle a cessé, conformément aux alinéas 5(2)b) ou c), de contribuer au compte de pension de retraite est réputée une période de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Article 128. — Texte de l'article 16:

- 16. Un contributeur qui, après avoir atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre de la force régulière pour toute raison autre qu'une raison mentionnée au paragraphe 18(1) ou (4) a droit à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il a servi dans la force régulière pendant trois ans ou moins, il est
 - b) s'il a servi dans la force régulière pendant plus de trois ans mais moins de dix ans, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant dix ans ou plus, il est admissible à une annuité immédiate.

Article 129. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 17(2):

(2) Le contributeur qui remplit les conditions suivantes :

a droit

e) si, à tout autre titre que celui d'officier subalterne, il a servi dans la force régulière pendant au moins dix ans, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée;

10

30

130. (1) Paragraphs 18(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the regular force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate annuity.

(2) Paragraphs 18(2)(a) to (d) of the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or less than the period prescribed by the regulations for 20 the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions:
- (b) if he or she has served in the regular force for a period greater than the period prescribed by the regulations for the pur-25 poses of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
- (ii) a cash termination allowance, whichever is the greater;
- (c) if or she has served in the regular force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the 35 purposes of paragraph (b) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled, at his or her option, to
 - (i) a return of contributions, 40
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) with the consent of the Minister, an immediate annuity reduced until the time that he or she reaches sixty-five years of age but not after that time, by five per 45

130. (1) Les alinéas 18(1)a et b de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), il est admissible à une annuité immédiate.

(2) Les alinéas 18(2)a) à d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure ou égale à la période réglementaire prévue pour l'application du 20 présent alinéa, il est admissible à un remboursement de contributions:
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'ali-25 néa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants:
 - (i) un remboursement de contributions, 30
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de 35 l'alinéa b), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée, 40
 - (iii) avec le consentement du ministre, à une annuité immédiate réduite, tant qu'il n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, mais non après, de cinq pour cent multiplié par le moindre des nombres d'années 45 entières, n'excédant pas six, obtenus en effectuant les soustractions suivantes :

Clause 130: (1) to (3) Section 18 reads as follows:

- **18.** (1) A contributor who is compulsorily retired from the regular force by reason of having become disabled is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the regular force for less than ten years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

- (b) if he has served in the regular force for ten or more years, he is entitled to an immediate annuity.
- (2) A contributor who, not having reached retirement age, is compulsorily retired from the regular force to promote economy or efficiency is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the regular force for three years or less, he is entitled to a return of contributions;
 - (b) if he has served in the regular force for more than three years but less than ten years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater;

- (c) if he has served in the regular force for ten or more years but less than twenty years, he is entitled, at his option, to
 - (i) a return of contributions,
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) with the consent of the Minister, an immediate annuity reduced until such time as he reaches sixty-five years of age but not thereafter, by five per cent for each full year not exceeding six by which
 - (A) the period of his service in the regular force is less than twenty years, or
 - (B) his age at the time of his retirement is less than the retirement age applicable to his rank,

whichever is the lesser; and

- (d) if he has served in the regular force for twenty or more years, he is entitled to an immediate annuity.
- (3) A contributor described in subsection (4) is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the regular force for less than ten years, he is entitled to a return of contributions; or
 - (b) if he has served in the regular force for ten or more years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) with the consent of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any annuity to which he would have been entitled under subsection 19(1) had he, at the time of his retirement, ceased to be a member of the regular force for a reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1), (2) or (4), except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the amount of the return of contributions referred to in subparagraph (i).

Article 130. - Texte de l'article 18:

- 18. (1) Un contributeur qui est obligatoirement retraité de la force régulière du fait qu'il est devenu invalide, a droit à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il a servi dans la force régulière pendant moins de dix ans, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
 - b) s'il a servi dans la force régulière pendant dix ans ou plus, il est admissible à une annuité immédiate.
- (2) Un contributeur qui, n'ayant pas atteint l'âge de retraite, est obligatoirement retraité de la force régulière par souci d'économie ou d'efficacité, a droit à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il a servi dans la force régulière pendant trois ans ou moins, il est admissible à un remboursement de contributions;
 - b) s'il a servi dans la force régulière pendant plus de trois ans mais moins de dix ans, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions.
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
 - c) s'il a servi dans la force régulière pendant dix ans ou plus mais moins de vingt ans, il est admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions
 - (ii) à une annuité différée,
 - (iii) avec le consentement du ministre, à une annuité immédiate réduite, tant qu'il n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, mais non après, de cinq pour cent multiplié par le moindre des nombres d'années entières, n'excédant pas six, obtenus en effectuant les soustractions suivantes:
 - (A) vingt ans moins la durée de son service dans la force régulière,
 - (B) l'âge de retraite applicable à son grade moins son âge au moment de sa retraite:
 - d) s'il a servi dans la force régulière pendant vingt ans ou plus, il est admissible à une annuité immédiate.
 - (3) Un contributeur visé au paragraphe (4) a droit à une prestation
 - a) s'il a servi dans la force régulière pendant moins de dix ans, il est admissible à un remboursement de contributions;
 - b) s'il a servi dans la force régulière pendant dix ans ou plus, il est
 - (i) soit à un remboursement de contributions,
 - (ii) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à la totalité ou à toute partie, spécifiée par le Conseil du Trésor, de toute annuité à laquelle il aurait été admissible en vertu du paragraphe 19(1), si, au moment de sa retraite, il avait cessé d'être un membre de la force régulière pour d'autres motifs que ceux prévus aux paragraphes 17(1) ou (2) ou 18(1), (2) ou (4), sauf que, dans aucun cas la valeur capitalisée de l'annuité ne peut être inférieure au montant du remboursement des contributions dont fait mention le sous-alinéa (i).

cent for each full year not exceeding six by which

- (A) the period of service in the regular force is less than twenty years, or
- (B) his or her age at the time of 5 retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank,

whichever is the lesser; and

- (d) if he or she has served in the regular force for a period equal to or greater than the 10 period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is entitled to an immediate annuity.
- (3) Subsections 18(3) and (4) of the Act are repealed.
- 131. Sections 19 and 20 of the Act are replaced by the following:

Retirement for other reasons

- 19. (1) A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than 20 de la force régulière pour un motif autre qu'un a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1) or (2) is, except as provided in section 20, entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he or she has served in the regular force for a period that is less than the period 25 prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions;
 - (b) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater 30 than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled, at his or her 35 option, to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a deferred annuity;
 - (c) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater 40 than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (b) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled, 45

- (A) vingt ans moins la durée de son service dans la force régulière,
- (B) l'âge de retraite applicable à son grade moins son âge au moment de sa
- d) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa c), il est admissible à une annuité immédiate. 10
- (3) Les paragraphes 18(3) et (4) de la 15 même loi sont abrogés.
 - 131. Les articles 19 et 20 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :
 - 19. (1) Un contributeur qui, n'ayant pas 15 Retraite atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre motif mentionné au paragraphe 17(1) ou (2) ou 18(1) ou (2) a droit, sauf disposition contraire de l'article 20, à une prestation 20 déterminée comme suit :

d'autres

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à un rembour-25 sement de contributions;
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue 30 pour l'application du présent alinéa, il est admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions.
 - (ii) à une annuité différée;
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant 35 une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa b), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible:
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières

- (4) For the purposes of subsection (3), a contributor described in this subsection is any contributor who is compulsorily retired from the regular force
 - (a) as a result of the carrying out of a punishment of dismissal, or dismissal with disgrace, from Her Majesty's service;
 - (b) by reason of his having been convicted of an offence under
 - (i) section 336 of the Criminal Code, or
 - (ii) section 130 of the *National Defence Act* for an act punishable under section 336 of the *Criminal Code*;
 - (c) by reason of his having been found guilty of an offence under section 114 of the *National Defence Act* that was found to have been committed at a time when he was, by reason of his rank, appointment or employment or as a result of any lawful command, entrusted with the custody, control or distribution of the thing stolen;
 - (d) by reason of his having been convicted under any law of Canada, other than section 94 of the *National Defence Act*, of an offence involving traitorous or treasonable behaviour;
 - (e) by reason of his having been convicted under section 88 of the *National Defence Act* of the offence of desertion; or
 - (f) by reason of his having been absent without authority from his place of duty for such period immediately preceding his retirement as may be prescribed by regulation.

Clause 131: Sections 19 and 20 read as follows:

- 19. (1) A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1), (2) or (4) is, except as provided in section 20, entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the regular force for less than ten years, he is entitled to a return of contributions;
 - (b) if he has served in the regular force for ten or more years but less than twenty years, he is entitled, at his option, to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a deferred annuity;
 - (c) if he has served in the regular force for twenty or more years but less than twenty-five years, he is entitled,
 - (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which his age at the time of his retirement is less than the retirement age applicable to his rank, or

- (4) Pour l'application du paragraphe (3), un contributeur visé au présent paragraphe est tout contributeur qui est obligatoirement retraité de la force régulière pour un des motifs suivants :
 - a) par suite de l'application d'une peine de destitution, ou de destitution ignominieuse, du service de Sa Majesté;
 - b) du fait qu'il a été déclaré coupable d'une infraction aux termes :
 - (i) soit de l'article 336 du Code criminel.
 - (ii) soit de l'article 130 de la *Loi sur la défense nationale*, pour un acte punissable en vertu de l'article 336 du *Code criminel*;
 - c) du fait qu'il a été reconnu coupable en vertu de l'article 114 de la Loi sur la défense nationale d'une infraction qui a été jugée avoir été commise au moment où lui était confiée, en raison de son grade, de ses fonctions ou de son emploi ou à la suite de quelque ordre légitime, la garde ou la distribution de l'objet volé:
 - d) du fait qu'il a été déclaré coupable, aux termes de quelque loi fédérale, autre que l'article 94 de la *Loi sur la défense nationale*, d'une infraction pour conduite assimilable à la trahison;
 - e) du fait qu'il a été déclaré coupable d'une infraction de désertion aux termes de l'article 88 de la *Loi sur la défense nationale*;
 - f) du fait qu'il a été absent de son poste, sans autorisation, pendant la période, précédant immédiatement sa mise à la retraite, qui peut être fixée par règlement.

Article 131. — Texte des articles 19 et 20 :

- 19. (1) Un contributeur qui, n'ayant pas atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre de la force régulière pour un motif autre qu'un motif mentionné au paragraphe 17(1) ou (2) ou 18(1). (2) ou (4) a droit, sauf disposition contraire de l'article 20, à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il a servi dans la force régulière pendant moins de dix ans, il est admissible à un remboursement de contributions;
 - b) s'il a servi dans la force régulière pendant dix ans ou plus et moins de vingt ans, il est admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée;
 - c) s'il a servi dans la force régulière pendant vingt ans ou plus et moins de vingt-cinq ans, il est admissible
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières obtenu en soustrayant son âge au moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,

- (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which his or her age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to his or her 5 rank, or
- (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year 10
 - (A) the period of service in the regular force is less than twenty-five years, or
 - (B) his or her age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank, 15

whichever is the lesser: and

- (d) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he 20 or she is entitled
 - (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which his or her age at the time of retirement is less than 25 the retirement age applicable to his or her rank, or
 - (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity.

- obtenu par soustraction de son âge au moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,
- (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate 5 réduite de cinq pour cent multiplié par le moindre des nombres d'années entières obtenus par les soustractions suivantes :
 - (A) vingt-cinq ans moins la durée de son service dans la force régulière,
 - (B) l'âge de retraite applicable à son grade moins son âge au moment de sa retraite:
- d) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période 15 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa c), il est admissible :
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières 20 obtenu par soustraction de son âge au moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,
 - (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate. 25

Computation of length of

Retirement

during indefinite

engagement

- (2) For the purposes of subsection (1), there 30 shall be included in computing the length of service of a contributor in the regular force, who has served in that force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this subsec-35 prévue pour l'application du présent paragration, any period of service on active service during time of war in the naval, army or air forces of Her Majesty raised by Canada.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), est incluse dans le calcul de la durée du service dans la force régulière d'un contributeur qui a servi dans cette force pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire 30 phe, toute période d'activité de service, en temps de guerre, dans les forces navales, les forces de l'armée ou les forces aériennes de Sa Majesté levées par le Canada. 35

Calcul de la durée du

- 20. A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the 40 l'âge de la retraite, cesse, tout en étant engagé regular force for any reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1) or (2) is, if he or she ceases to be a member of the regular force while on an indefinite period of service after having 45 ment de durée intermédiaire, a droit immédiacompleted an intermediate engagement, en-
 - 20. Le contributeur qui, n'ayant pas atteint pour une période indéterminée de service, d'être membre de la force régulière pour un motif non prévu au paragraphe 17(1) ou (2) ou 40 18(1) ou (2) après avoir terminé un engagetement à l'annuité consécutive à cet engage-

Retraite au cours d'un engagement de durée indéterminée

- (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which
 - (A) the period of his service in the regular force is less than twenty-five years, or
 - (B) his age at the time of his retirement is less than the retirement age applicable to his rank,

whichever is the lesser; and

- (d) if he has served in the regular force for twenty-five or more years, he is entitled
 - (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which his age at the time of his retirement is less than the retirement age applicable to his rank, or
 - (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity.
- (2) For the purposes of subsection (1), there shall be included in computing the length of service of a contributor in the regular force, who has served in that force for ten or more years, any period of service on active service during time of war in the naval, army or air forces of Her Majesty raised by Canada.
- 20. A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1), (2) or (4) is, if he ceases to be a member of the regular force while on an indefinite period of service after having completed an intermediate engagement, entitled to the immediate annuity to which he would have been entitled on completing the intermediate engagement increased to such extent, not exceeding the immediate annuity to which he would be entitled if section 16 or subsection 18(1) applied to him, as may be prescribed by regulation.

- (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le moindre des nombres d'années entières obtenus en effectuant les soustractions suivantes:
 - (A) vingt-cinq ans moins la durée de son service dans la force régulière,
 - (B) l'âge de retraite applicable à son grade moins son âge au moment de sa retraite;
- d) s'il a servi dans la force régulière pendant vingt-cinq ans ou plus, il est admissible :
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières obtenu en soustrayant son âge au moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,
 - (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), est incluse dans le calcul de la durée du service dans la force régulière d'un contributeur qui a servi dans cette force pendant dix ans ou plus, toute période d'activité de service, en temps de guerre, dans les forces navales, les forces de l'armée ou les forces aériennes de Sa Majesté levées par le Canada.
- 20. Le contributeur qui, n'ayant pas atteint l'âge de la retraite, cesse, tout en étant engagé pour une période indéterminée de service, d'être membre de la force régulière pour un motif non prévu au paragraphe 17(1) ou (2) ou 18(1), (2) ou (4) après avoir terminé un engagement de durée intermédiaire, a droit immédiatement à l'annuité consécutive à cet engagement de durée intermédiaire, dont le montant, augmenté dans la mesure prescrite par règlement, ne peut excéder le montant de celle à laquelle il aurait eu droit, le cas échéant, en vertu de l'article 16 ou du paragraphe 18(1).

Commuted

value of

annuity

titled to the immediate annuity to which he or she would have been entitled on completing the intermediate engagement increased to the extent, not exceeding the immediate annuity to which he or she would be entitled if section 5 vertu de l'article 16 ou du paragraphe 18(1). 16 or subsection 18(1) applied to him or her, that may be prescribed by regulation.

ment de durée intermédiaire, dont le montant, augmenté dans la mesure prescrite par règlement, ne peut excéder le montant de celle à laquelle il aurait eu droit, le cas échéant, en

132. The Act is amended by adding the following after section 24:

24.1 (1) A contributor who has ceased to be 10 a member of the regular force and is entitled to an annuity under this Act is entitled, in the place of any other benefit under this Act to which the contributor would otherwise be entitled in respect of the period of pensionable 15 service on which the annuity is based, to direct that the commuted value of the annuity determined in accordance with the regulations be transferred in accordance with the regulations to, at the direction of the contributor, 20

- (a) a pension plan selected by the contributor that is registered under the Income Tax Act, if that pension plan so permits:
- (b) a retirement savings plan or fund for the contributor that is of the kind prescribed by 25 the regulations; or
- (c) a financial institution authorized to sell immediate or deferred life annuities of the kind prescribed by the regulations, for the purchase from that financial institution of 30 such an annuity for the contributor.

Election to pay by

- (2) If a contributor who is entitled to direct the transfer of a commuted value has elected to pay for a period of pensionable service by means of instalments, that value shall be 35 determined in accordance with the regulations and by reference to the portion of the period of pensionable service that the contributor has paid for at the time of the transfer.
- (3) Once a transfer has been made under 40 subsection (1), a person who is re-enrolled as a member of the regular force after the transfer and becomes a contributor may only count as pensionable service the period of service to which the transfer relates if he or she elects, in 45 accordance with the terms and conditions prescribed by the regulations, to pay the

132. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :

24.1 (1) Le contributeur qui cesse d'être membre de la force régulière et a droit à une annuité a droit, en remplacement des presta-10 tions auxquelles il aurait par ailleurs droit en vertu de la présente loi pour la période de service ouvrant droit à pension en cause, à une valeur escomptée — déterminée conformément aux règlements - qui, selon ses instruc-15 tions, est transférée:

escomptée de l'annuité.

- a) soit au régime de pension agréé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qu'il choisit, si ce régime prévoit la possibilité d'un tel transfert:
- b) soit à un régime ou fonds d'épargne-retraite du genre prévu aux règlements;
- c) soit à un établissement financier autorisé à vendre des rentes viagères ou différées du genre prévu aux règlements, pour l'achat 25 auprès de cet établissement d'une telle rente qui lui est destinée.
- (2) Lorsqu'un contributeur a choisi de payer par versements pour compter une période de service comme service ouvrant droit à pen-30 sion, la valeur escomptée à transférer est calculée, conformément aux règlements, en fonction de la partie de la période de service ouvrant droit à pension pour laquelle, au moment du transfert, il a payé. 35

Paiement par

(3) Après le transfert effectué au titre du paragraphe (1), la personne qui est enrôlée de nouveau dans la force régulière après le transfert et qui devient un contributeur ne peut compter comme service ouvrant droit à pen-40 sion que la période de service visée par le transfert si elle choisit, en conformité avec les conditions réglementaires, de payer le mon-

Choix

Election

Clause 132: New.

Article 132. — Nouveau.

amount prescribed by the regulations at the time and in the manner prescribed by the regulations.

1992, c. 46. s. 41

Benefits payable on death

133. (1) Subsection 25(1) of the Act is replaced by the following:

- 25. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Act to an annuity, the survivor and children of the contributor are puted on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 15(1)(a)(ii), by the number of tor's credit, one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":
 - (a) in the case of a survivor, an immediate annual allowance equal to the basic allow-20 ance, and
 - (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is 25 dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Act, two-fifths of the basic allowance.

but the total amount of the allowances paid unof the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Act, eight-fifths of the basic allowance.

(2) Subsection 25(3) of the Act is replaced by the following:

Renefits

(3) On the death of a contributor who served in the regular force for a period that is the by the regulations for the purposes of this subsection and was a member of the regular force at the time of death, the survivor and children of the contributor are entitled to the been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before death, become entitled under this Act to an annuity.

tant réglementaire selon les modalités de temps et autres prévues par les règlements.

133. (1) Le paragraphe 25(1) de la même 5 loi est remplacé par ce qui suit :

25. (1) Au décès d'un contributeur qui, à la 5 Prestations date de sa mort, avait droit selon la présente loi à une annuité, le survivant et les enfants du contributeur sont admissibles aux allocations entitled to the following allowances, com-10 suivantes, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la multiplication de la 10 solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 15(1)a)(ii), par le nombre d'années de vears of pensionable service to the contribu- 15 service ouvrant droit à pension à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-15 après appelé « l'allocation de base » :

- a) dans le cas d'un survivant, une allocation annuelle à jouissance immédiate, égale à l'allocation de base:
- b) dans le cas de chaque enfant, une 20 allocation annuelle à jouissance immédiate égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est mort ou n'est admissible à aucune allocation au titre 25 de la présente loi, aux deux cinquièmes de l'allocation de base:

L'ensemble des allocations pavées aux termes der paragraph (b) shall not exceed four-fifths 30 de l'alinéa b) ne peut pas excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le 30 contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est mort ou n'est admissible à aucune allocation au titre de la présente 35 loi, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2) Le paragraphe 25(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Au décès d'un contributeur qui a servi dans la force régulière pendant une période de lesser of five years and the period prescribed 40 cinq ans ou, si elle est inférieure, pendant la 40 période réglementaire prévue pour l'application du présent paragraphe et était membre de la force régulière à la date de sa mort, le survivant et les enfants du contributeur ont annual allowances to which they would have 45 droit aux allocations annuelles auxquelles ils 45 auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant

1992, ch. 46. art. 41

pavables au

Prestations payables au

Clause 133: (1) Subsection 25(1) reads as follows:

- 25. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Act to an annuity, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 15(1)(a)(ii), by the number of years of pensionable service to the contributor's credit, one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":
 - (a) in the case of a surviving spouse, an immediate annual allowance equal to the basic allowance, and
 - (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the spouse is dead, two-fifths of the basic allowance,

but the total amount of the allowances paid under paragraph (h) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the spouse is dead, eight-fifths of the basic allowance.

(2) Subsection 25(3) reads as follows:

(3) On the death of a contributor who served in the regular force for five or more years and was a member of the regular force at the time of his death, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before his death, become entitled under this Act to an annuity.

Article 133, (1). — Texte du paragraphe 25(1):

- **25.** (1) Au décès d'un contributeur qui, à la date de sa mort, avait droit selon la présente loi à une annuité, le conjoint survivant et les enfants du contributeur sont admissibles aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la multiplication de la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 15(1)a)(ii), par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base » :
 - a) dans le cas d'un conjoint survivant, une allocation annuelle à jouissance immédiate, égale à l'allocation de base;
 - b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle à jouissance immédiate égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si celui-ci est mort, aux deux cinquièmes de l'allocation de base;

mais le total des allocations payées aux termes de l'alinéa *b*) ne peut pas excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si celui-ci est mort, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2). — Texte du paragraphe 25(3):

(3) Au décès d'un contributeur qui a servi dans la force régulière pendant cinq ans ou plus et était membre de la force régulière à la date de sa mort, le conjoint survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant son décès, était devenu admissible selon la présente loi à une annuité.

(3) The portion of subsection 25(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Benefits payable on death

(5) On the death of a contributor who served five years and the period prescribed by the regulations for the purposes of subsection (3) and was a member of the regular force at the time of death, the survivor and children of the contributor, in any case where the contributor 10 le survivant et les enfants du contributeur, died leaving a survivor or a child less than eighteen years of age, are entitled jointly to a death benefit equal to

1992, c. 46. s. 42

134. Subsection 25.1(4) of the Act is replaced by the following:

Revocation

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-enrolled in or transferred to the regular force and required by section 5 to contribute to the Forces Pension Fund, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regulations.

135. Section 26 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Payments to Survivors, Children and Other Beneficiaries

Lump sum

- 26. Where, in this Part, it is provided that the survivor and children of a contributor are entitled jointly to a return of contributions or to an amount described in paragraph 25(5)(b), of the contributor, except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the survivor is dead 35 or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less

son décès, était devenu admissible selon la présente loi à une annuité.

- (3) Le passage du paragraphe 25(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:
- (5) Au décès d'un contributeur qui a servi in the regular force for less than the lesser of 5 dans la force régulière pendant une période de moins de cinq ans ou, si elle est inférieure, pendant la période réglementaire prévue pour l'application du paragraphe (3) et était mem-10 bre de la force régulière à la date de sa mort, lorsque celui-ci laisse un survivant ou un enfant de moins de dix-huit ans, ont droit, conjointement, à titre de prestation consécuti-15 ve au décès, au plus élevé des deux montants suivants:

134. Le paragraphe 25.1(4) de la même 15 loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46.

Prestations

pavables au

(4) Le choix effectué par le contributeur est. 20 Révocation si celui-ci est enrôlé de nouveau dans la force régulière ou y est muté et est alors tenu, au titre de l'article 5, de contribuer au compte de Superannuation Account or the Canadian 20 pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, réputé révogué à la 25 date précisée conformément aux règlements.

135. L'article 26 de la même loi et 25 l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit:

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

- 26. Quand, dans la présente partie, il est 30 Paiements en prévu que le survivant et les enfants d'un contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un the total amount shall be paid to the survivor 30 montant visé à l'alinéa 25(5)b, le montant total est payé au survivant, sauf que : 35
 - a) si, à l'époque du décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, le montant total est versé aux 40 enfants en parts égales;
 - b) si, à l'époque du décès du contributeur, l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de

une somme

- (3) The relevant portion of subsection 25(5) reads as follows:
- (5) On the death of a contributor who served in the regular force for less than five years and was a member of the regular force at the time of his death, the surviving spouse and children of the contributor, in any case where the contributor died leaving a surviving spouse or a child less than eighteen years of age, are entitled jointly to a death benefit equal to

Clause 134: Subsection 25.1(4) reads as follows:

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-enrolled in or transferred to the regular force and required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regulations.

Clause 135: Section 26.1 is new. Section 26 and the heading before it read as follows:

Payments to Surviving Spouses, Children and Other Beneficiaries

- **26.** Where, in this Part, it is provided that the surviving spouse and children of a contributor are entitled jointly to a return of contributions or to an amount described in paragraph 25(5)(b), the total amount shall be paid to the surviving spouse of the contributor, except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (h) if at the time of the death of the contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a surviving spouse or at the time the payment is to be made the spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in such shares as the Minister considers equitable and

(3). — Texte du passage visé du paragraphe 25(5):

(5) Au décès d'un contributeur qui a servi dans la force régulière pendant moins de cinq ans et était membre de la force régulière à la date de sa mort, le conjoint survivant et les enfants du contributeur, lorsque celui-ci laisse un conjoint survivant ou un enfant de moins de dix-huit ans, ont droit, conjointement, à titre de prestation consécutive au décès, au plus élevé des deux montants suivants :

Article 134. — Texte du paragraphe 25.1(4):

(4) Le choix effectué par le contributeur est, si celui-ci est enrôlé de nouveau dans la force régulière ou y est muté et est alors tenu, en vertu du paragraphe 5(1), de contribuer au compte de pension de retraite, réputé révoqué à la date précisée conformément aux réglements.

Article 135. — L'article 26.1 est nouveau. Texte de l'article 26 et de l'intertitre le précédant :

Paiements au conjoint survivant, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

- **26.** Quand, dans la présente partie, il est prévu que le conjoint survivant et les enfants d'un contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un montant visé à l'alinéa 25(5)b), le montant total est payé au conjoint survivant du contributeur, sauf que :
 - a) si, à l'époque du décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint survivant est mort ou introuvable, le montant total est versé aux enfants en parts épales:
 - b) si, à l'époque du décès du contributeur. l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le conjoint est mort ou introuvable, le montant total est

than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in the shares 5 that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct;

- (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death 10 of the contributor are living apart from the survivor of the contributor at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the survivor and the children so living apart in the shares that 15 the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
- (d) if the contributor died without leaving 20 any children and at the time the payment is to be made the survivor of the contributor is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at the time the payment is to be made all 25 of the children are dead or cannot be found. the total amount shall be paid
 - (i) if the contributor named his or her estate or succession as beneficiary or named another beneficiary under Part II 30 and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary,
 - (ii) if the contributor is not survived by a beneficiary so named and the death of the contributor occurred while he or she was 35 a member of the regular force, to the service estate of the contributor, and
 - (iii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister 40 may direct.

- dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, le montant total est versé aux enfants, selon les proportions que 5 le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre ordonne;
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans lors du décès du contributeur 10 vivent séparés du survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total est versé au survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon les proportions que le ministre estime équitables et 15 opportunes dans les circonstances, ou au survivant ou à l'un des enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon ce que le ministre ordonne:
- d) si le contributeur est décédé sans laisser 20 d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants 25 sont morts ou introuvables, le montant total est versé :
 - (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si ce 30 bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
 - (ii) si un bénéficiaire ainsi désigné ne survit pas au contributeur et si le décès de ce dernier est survenu pendant qu'il était 35 membre de la force régulière, à la succession militaire du contributeur.
 - (iii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre 40 ordonne.

26.1 (1) If there are two survivors of a contributor, the share of the total amount referred to in section 26 to be paid to the definition "survivor" in subsection 2(1) and the share to be paid to the survivor referred to in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.

26.1 (1) S'il y a deux survivants, la part du montant total à payer au titre de l'article 26 au survivant visé à l'alinéa a) de la définition de survivor referred to in paragraph (a) of the 45 « survivant » au paragraphe 2(1) et celle à 45 payer au survivant visé à l'alinéa b) de cette définition sont payées selon ce que le ministre ordonne.

Répartition du montant s'il y a deux survivants

Apportionment when two survivors proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct:

- (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the surviving spouse of the contributor at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the surviving spouse and the children so living apart in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the surviving spouse or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
- (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the spouse of the contributor is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving surviving spouse and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid
 - (i) if the contributor named his estate as his beneficiary or named another beneficiary under Part II and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary,
 - (ii) if the contributor is not survived by a beneficiary so named and the death of the contributor occurred while he was a member of the regular force, to the service estate of the contributor, and
 - (iii) in any other case, to the estate of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

- versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon que l'ordonne le ministre;
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans lors du décès du contributeur vivent séparés du conjoint survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total est versé au conjoint survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au conjoint survivant ou à l'un des enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon que l'ordonne le ministre;
- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint survivant du contributeur est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont morts ou introuvables, le montant total est verse :
 - (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si ce bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire,
 - (ii) si un bénéficiaire ainsi désigné ne survit pas au contributeur et si le décès de ce dernier est survenu pendant qu'il était membre de la force régulière, à la succession militaire du contributeur,
 - (iii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon que l'ordonne le ministre.

Share may be nil

(2) Nothing in subsection (1) is to be read as limiting the Minister's power to direct that the share of one or other of the survivors under that subsection is nil.

(2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de décider que la part d'un survivant est nulle.

Décision du ministre

1992, c. 46, s. 43

136. Sections 28 to 30 of the Act are 5 replaced by the following:

136. Les articles 28 à 30 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 43

Allowances paid to children

28. When a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under this Act, payment of it shall, if the child is less than eighteen years of age, be made to the 10 versement en est fait, si l'enfant a moins de person having custody and control of the child, or, if there is no person having custody and control of the child, to the person whom the Minister may direct.

28. Lorsqu'un enfant d'un contributeur a droit à une allocation annuelle ou à un autre montant sous le régime de la présente loi, le dix-huit ans, à la personne ayant la garde de 10 l'enfant et investie de l'autorité sur celui-ci, ou, si personne n'a la garde de l'enfant et n'est investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne que peut indiquer le ministre.

Allocations aux enfants

Person considered to be the survivor

29. (1) For the purposes of this Act, when a 15 person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with the contributor for at least one year immediately before the death of the contributor, the person is considered to be the survivor of the 20 contributor.

29. (1) Pour l'application de la présente loi, 15 Personne a la qualité de survivant la personne qui établit que, au décès du contributeur, elle cohabitait avec lui dans une union de type conjugal depuis au moins un an.

survivant

Person considered to be married

(2) For the purposes of this Act, when a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been cohabiting in 25 dans une union de type conjugal jusqu'à leur a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the contributor on the day established as being the day on which the cohabitation began. 30

(2) Pour l'application de la présente loi, 20 Personne lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité mariage, celle-ci est réputée s'être mariée au contributeur à la date établie comme celle à 25 laquelle la cohabitation a commencé.

réputée mariée

When survivor not to receive annual allowance waiver

(3) A survivor is not entitled to receive an annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (4).

(3) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il v renonce irrévocablement par écrit au titre du paragraphe (4).

Survivant n'ayant pas droit à une allocation annuelle renonciation

renonciation

Permitted waivers

- (4) A survivor may make an irrevocable waiver in writing only if it results in
 - (a) an increase in the allowance payable to a child under paragraph 25(1)(b); or
 - (b) a benefit being paid under any of sections 38 to 40.
- 35 tion que si, selon le cas : a) la renonciation a pour effet d'augmenter

(4) Le survivant ne peut renoncer à l'alloca-30 Validité de la

le montant de l'allocation payable à un enfant au titre de l'alinéa 25(1)b);

b) il en résulte le versement d'une presta-35 tion au titre de l'un des articles 38 à 40.

(5) A waiver must be made no later than 40 three months after the survivor is notified of his or her entitlement to an allowance and takes effect as of the date of the death of the contributor.

(5) La renonciation doit être faite au plus tard trois mois après que le survivant a été avisé de son droit de recevoir une allocation. Elle prend effet à la date du décès du 40 contributeur.

Délai

Time for waiver

Clause 136: Sections 28 to 30 read as follows:

- 28. Where a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under this Act, payment thereof shall, if the child is less than eighteen years of age, be made to the person having the custody and control of the child, or, where there is no person having the custody and control of the child, to such person as the Minister may direct, and for the purposes of this section the surviving spouse of the contributor, except where the child is living apart from the surviving spouse, shall be presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be the person having the custody and control of such child.
- 29. (1) For the purposes of this Act, where a contributor dies and the contributor had been, for a period of not less than one year immediately before the contributor's death, residing with a person of the opposite sex to whom the contributor was not married, the Treasury Board may deem that person to be the surviving spouse of the contributor if, during that period, that person had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, and may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.
- (2) For the purposes of this Act, where a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been residing for a period immediately before the marriage and who, during that period, had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, the Treasury Board may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.
- **30.** (1) If, on the death of a contributor, it appears to the Treasury Board that the surviving spouse of the contributor had immediately prior to the death of the contributor, been living apart from him, and if the Treasury Board so directs, having regard to the surrounding circumstances, including the welfare of any children involved, the surviving spouse shall be deemed, for the purpose of determining entitlement to any benefit payable to the surviving spouse and children of the contributor as such, to have predeceased the contributor.
- (2) The Treasury Board may, in its discretion, notwithstanding any direction made by the Board under subsection (1), direct that an annual allowance payable to a surviving spouse be apportioned among several applicants for the allowance, in which case any direction made under subsection (1) shall be deemed to be revoked.
- (3) Any direction made under subsection (2) may from time to time be reviewed and varied.

Article 136. — Texte des articles 28 à 30 :

- 28. Lorsqu'un enfant d'un contributeur a droit à une allocation annuelle ou à un autre montant sous le régime de la présente loi, le versement en est fait, si l'enfant a moins de dix-huit ans, à la personne ayant la garde de cet enfant et investie de l'autorité sur celui-ci, ou, si personne n'a la garde de cet enfant et n'est investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne que peut indiquer le ministre et, pour l'application du présent article, le conjoint survivant du contributeur, sauf si l'enfant vit séparé du conjoint survivant, est présumé être, en l'absence de preuve contraire, la personne ayant la garde de cet enfant et investie de l'autorité sur celui-ci.
- 29. (1) Pour l'application de la présente loi, lorsque le contributeur décède alors qu'il cohabitait depuis au moins un an avant son décès avec une personne de sexe opposé, le Conseil du Trésor peut assimiler cette personne au conjoint survivant du contributeur si ce dernier la présentait en public comme son conjoint pendant cette période et peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.
- (2) Pour l'application de la présente loi, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité jusqu'à leur mariage et que, pendant la période de cohabitation, il l'avait présentée en public comme son conjoint, le Conseil du Trésor peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.
- 30. (1) Quand, au décès d'un contributeur, le Conseil du Trésor estime que le conjoint survivant du contributeur avait, immédiatement avant son décès, vécu séparé de lui, et si le Conseil du Trésor l'ordonne, en tenant compte des circonstances de l'espèce, y compris le bien-être des enfants en cause, cette personne est, aux fins de déterminer l'admissibilité à toute prestation payable au conjoint survivant et aux enfants du contributeur en tant que tels, réputée être décédée avant le contributeur.
- (2) Par dérogation à toute directive prévue au paragraphe (1), qui est alors réputée révoquée, le Conseil du Trésor peut ordonner la répartition de l'allocation annuelle payable à un conjoint survivant entre plusieurs postulants.
 - (3) Les directives prévues au paragraphe (2) peuvent être révisées.

5

When survivor not to receive benefits. criminal responsibility for death

When survivor not to receive annual allowance -

Apportionment of allowance when two

missing

survivor

(6) A survivor is not entitled to receive any benefit under this Act with respect to the contributor when the contributor dies and the survivor is found criminally responsible for the death.

(7) A survivor is not entitled to receive an annual allowance when the contributor dies if it is established to the satisfaction of the Minister that the survivor cannot be found.

- (8) When an annual allowance is payable 10 under paragraph 25(1)(a) and there are two survivors of the contributor, the total amount of the annual allowance shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) 15 of the definition "survivor" in subsection 2(1) is entitled to receive the proportion of the annual allowance that the total of the number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the 20 contributor and the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors; and 25
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the annual allowance that the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a 30 conjugal nature bears to the total number of vears that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature.

(9) In determining a number of years for the 35 purposes of subsection (8), part of a year shall be counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is less.

(10) When one of the survivors referred to in subsection (8) dies or is not entitled to 40 phe (8) décède ou n'a droit à aucune prestation receive a benefit under this Act when the contributor dies, the portion of the annual allowance that would have been payable to the

(6) Le survivant n'a droit à aucune prestation au titre de la présente loi relativement au contributeur si, après le décès de celui-ci, il est tenu criminellement responsable de sa mort.

(7) S'il est établi à la satisfaction du 5 ministre que, au décès du contributeur, le survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit à une allocation annuelle.

Survivant n'avant pas droit à une allocation annuelle survivant introuvable

Survivant

prestation

n'avant droit

responsabilité

(8) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 25(1)a) à deux survivants, le 10 montant total de celle-ci est ainsi réparti :

Répartition du montant l'allocation s'il v a deux survivants

- a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre total 15 d'années de cohabitation avec le contributeur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabitation des survivants avec celui-ci dans le 20 cadre du mariage et dans une union de type conjugal;
- b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre 25 d'années où il a cohabité avec le contributeur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

(9) Pour le calcul des années au titre du paragraphe (8), une partie d'année est comptée comme une année si elle est égale ou supérieure à six mois; elle n'est pas prise en compte dans le cas contraire. 35

Arrondissement

(10) Si l'un des survivants visés au paragraau titre de la présente loi au décès du contributeur, sa part de l'allocation annuelle est versée à l'autre survivant.

Versement à l'autre survivant

40

Death, etc. of one of the survivors

Years



survivor who died or is not entitled shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

1992, c. 46.

137. Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:

Marriage after sixty years of age

31. (1) Subject to section 25.1 but notwithstanding any other provision of this Act, the survivor of a contributor is not entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part if at the time the contributor 10 celui-ci au titre de la présente loi si, au married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of sixty years unless, after that time, the contributor became or continued to be a contributor. 15 ou demeuré contributeur.

138. Section 32 of the Act is replaced by the following:

Death within one year after marriage

32. Notwithstanding anything in this Act, when a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to 20 dans un délai d'un an après son mariage, the survivor of the contributor or the children of that marriage unless it is established to the satisfaction of the Minister that the contributor was at the time of the marriage in such a condition of health as to justify the contributor 25 mariage d'un état de santé lui permettant in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage.

139. Section 34 of the Act is replaced by the following:

Transitional

34. Notwithstanding anything in this Act, 30 no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being the survivor of a female contributor if the contributor was not a member of the regular force on or after December 20, 1975, and section 3 does not 35 n'était pas membre de la force régulière au 20 apply in respect of this section.

1989, c. 6, s. 10

140. Section 35.1 of the Act is repealed.

141. Section 36 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Garnishment. Attachment and Pension Diversion Act

(4) For the purposes of Part II of the 40 Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act. 45

137. Le paragraphe 31(1) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 44

Mariage

soixante ans

31. (1) Sous réserve de l'article 25.1, mais nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le survivant du contributeur n'a droit 5 à aucune allocation annuelle à l'égard de moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal. le contributeur avait atteint l'âge de soixante 10 ans sauf si, par la suite, ce dernier est devenu

138. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. Nonobstant les autres dispositions de la 15 Décès dans présente loi, lorsqu'un contributeur décède l'allocation annuelle n'est payable à son survivant ou aux enfants de ce mariage que s'il est établi, à la satisfaction du ministre, que 20 le contributeur jouissait à l'époque de son d'espérer vivre encore au moins un an par la suite.

l'année qui

139. L'article 34 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

34. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le survivant d'une 30 contributrice ou réputé l'être si celle-ci décembre 1975, ou après, et l'article 3 ne s'applique pas à l'égard du présent article.

transitoire

140. L'article 35.1 de la même loi est 35 1989, ch. 6, art. 10 abrogé.

141. L'article 36 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Pour l'application de la partie II de la Loi 40 Présomption sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataire » au paragraphe 32(1) de cette loi.

Clause 137: Subsection 31(1) reads as follows:

31. (1) Subject to section 25.1 but notwithstanding any other provision of this Act, the surviving spouse of a person is not entitled to any annual allowance under this Act if that person was over sixty years of age at the time of the marriage unless, after that time, that person became or continued to be a contributor.

Clause 138: Section 32 reads as follows:

32. Notwithstanding anything in this Act, where a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the surviving spouse of the contributor or the children of that marriage if the Treasury Board is not satisfied that the contributor was at the time of the marriage in such a condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year thereafter.

Clause 139: Section 34 reads as follows:

34. Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of his being or being deemed to be the widower of a contributor if the contributor was not a member of the regular force on or after December 20, 1975, and section 3 does not apply in respect of this section.

Clause 140: Section 35.1 reads as follows:

35.1 Where, before the coming into force of this section, the surviving spouse was paid an amount pursuant to section 27 as that section read from time to time before the coming into force of this section, the Minister may retain that amount, in the manner prescribed by the regulations, by way of deduction from any subsequent payments on account of the resumption of payment of the annual allowance pursuant to section 34 of the *Statute Law (Superannuation) Amendment Act*, as if that amount were an amount that had been paid in error under this Act on account of an annual allowance, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof.

Clause 141: New.

Article 137. — Texte du paragraphe 31(1):

31. (1) Sous réserve de l'article 25.1 mais nonobstant toute autre disposition de la présente loi, le conjoint survivant d'une personne n'a droit à aucune allocation annuelle prévue à la présente loi si cette personne était âgée de plus de soixante ans lors du mariage, sauf si, par la suite, cette personne est devenue ou demeurée contributeur.

Article 138. — Texte de l'article 32 :

32. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi. lorsqu'un contributeur meurt dans l'année qui suit son mariage, aucune allocation annuelle n'est payable à son conjoint survivant ou aux enfants du mariage si le Conseil du Trésor n'est pas convaincu que le contributeur était à l'époque de son mariage dans un état de santé lui permettant d'escompter vivre encore au moins un an par la suite.

Article 139. — Texte de l'article 34:

34. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le veuf ou réputé le veuf d'un contributeur si celui-ci n'était pas membre de la force régulière au 20 décembre 1975, ou après, et l'article 3 ne s'applique pas à l'égard du présent article.

Article 140. — Texte de l'article 35.1:

35.1 Lorsque le conjoint survivant a reçu le montant qui était prévu à l'article 27, dans l'une de ses versions antérieures à l'entrée en vigueur du présent article, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, déduire ce montant des paiements subséquents de l'allocation annuelle faits en application de l'article 34 de la Loi modifiant la législation relative aux pensions de retraite, comme s'il avait été payé par erreur en vertu de la présente loi, et ce sans préjudice des autres recours ouverts à Sa Majesté pour son recouvrement.

Article 141. — Nouveau.

Personnes enrôlées de

nouveau ou mutées

142. (1) The portion of subsection 41(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Persons re-enrolled or transferred

- 41. (1) If a person who has become entitled Part V of the former Act by virtue of having served in the regular force is re-enrolled in or transferred to the regular force and becomes a contributor under this Part, whatever right or annuity or pension, in this subsection referred to as the "original annuity", then ceases and the period of service on which the original annuity was based may be counted by him or this Part, except that
 - (a) if, on subsequently ceasing to be a member of the regular force, he or she is not entitled under this Act to any benefit other than a return of contributions, the amount so 20 returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund to his or her credit at any time before the time of re-enrollment in the regular force, and 25 whatever right or claim that, but for this subsection, he or she would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the regular force shall be restored to him or her; and 30

1992, c. 46, s. 46

(2) Subsection 41(3) of the Act is replaced by the following:

Deemed re-enrolment

(3) For the purposes of this Act, a person who, after having ceased to be required by subsection 5(1) or (1.01) to contribute to the 35 réserve ou y est mutée après avoir cessé d'être Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, is enrolled in or transferred to the reserve force shall, on the expiry of any continuous period of full-time service in the reserve force of one year, commencing 40 toute période continue d'un an de service à on or after the day on which this subsection comes into force, be deemed to have become re-enrolled in the regular force at the end of that period.

142. (1) Le passage du paragraphe 41(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

41. (1) Lorsqu'une personne devenue adto an annuity under this Act or a pension under 5 missible à une annuité selon la présente loi ou 5 à une pension sous le régime de la partie V de l'ancienne loi pour avoir servi dans la force régulière, y est enrôlée de nouveau ou v est mutée et devient un contributeur selon la claim that he or she may have had to that 10 présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut 10 avoir eu à l'égard d'une telle annuité ou pension, appelée au présent paragraphe « annuité originaire », prend fin aussitôt, et la période de service sur laquelle était fondée her as pensionable service for the purposes of 15 l'annuité originaire peut être comptée par elle 15 comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie, sauf que :

> a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la force régulière, n'a pas droit, sous le régime de la présente 20 loi, à d'autre prestation qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne doit comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces 25 canadiennes à son crédit en tout temps avant son nouvel enrôlement dans la force régulière, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent paragraphe, à l'égard de l'annuité originaire dès qu'elle cesse par la 30 suite d'être membre de la force régulière, lui est alors rendu:

(2) Le paragraphe 41(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 46

(3) Pour l'application de la présente loi, la 35 Personnes personne qui est enrôlée dans la force de assujettie à l'obligation de contribuer, au titre des paragraphes 5(1) ou (1.01), au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite 40 des Forces canadiennes est, à l'expiration de plein temps, commençant au plus tôt à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, réputée enrôlée de nouveau. 45

enrôlées de nouveau ou

mutées

(3) Subsection 41(5) of the Act is replaced 45 by the following:

(3) Le paragraphe 41(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

art. 46

1992, c. 46, s. 46

1992, ch. 46,

Clause 142: (1) The relevant portion of subsection 41(1) reads as follows:

41. (1) Where a person who has become entitled to an annuity under this Act or a pension under Part V of the former Act by virtue of having served in the regular force is re-enrolled in or transferred to the regular force and becomes, or would have become, but for paragraph 5(2)(b) or (c), a contributor under this Act, whatever right or claim that he may have had to that annuity or pension, in this subsection referred to as the "original annuity", thereupon ceases and the period of service on which the original annuity was based may be counted by him as pensionable service for the purposes of this Act, except that

(a) if, on subsequently ceasing to be a member of the regular force, he is not entitled under this Act to any benefit other than a return of contributions, the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time before the time of his re-enrollment in the regular force, and whatever right or claim that, but for this subsection, he would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the regular force shall thereupon be restored to him; and

(2) Subsection 41(3) reads as follows:

(3) For the purposes of this Act, a person who, after having ceased to be required by section 5 to contribute to the Superannuation Account, is enrolled in or transferred to the reserve force shall, on the expiration of any continuous period of full-time service therein of one year, commencing on or after the day on which this subsection comes into force, be deemed to have become re-enrolled in the regular force at the end of that period.

Article 142, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 41(1):

41. (1) Lorsqu'une personne devenue admissible à une annuité selon la présente loi ou à une pension sous le régime de la partie V de l'ancienne loi pour avoir servi dans la force régulière, y est enrôlée de nouveau ou y est mutée et devient, ou serait devenue, n'eussent été les dispositions de l'alinéa 5(2)h) ou c), un contributeur selon la présente loi, tout droit ou titre qu'elle peut avoir eu à l'égard d'une telle annuité ou pension, appelée au présent paragraphe « annuité originaire », prend fin aussitôt, et la période de service sur laquelle était fondée l'annuité originaire peut être comptée par elle comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente loi, sauf que :

a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la force régulière, n'a pas droit, sous le régime de la présente loi, à d'autre prestation qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne doit comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite à son crédit en tout temps avant son nouvel enrôlement dans la force régulière, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent paragraphe, à l'égard de l'annuité originaire dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la force régulière, lui est alors rendu;

(2). — Texte du paragraphe 41(3):

(3) Pour l'application de la présente loi, la personne qui est enrôlée dans la force de réserve ou y est mutée après avoir cessé d'être assujettie à l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite visée à l'article 5 est, à l'expiration de toute période continue d'un an de service à plein temps, commençant au plus tôt à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, réputée enrôlée de nouveau.

Payment

Election

(5) A person who makes an election under subsection (4) shall pay into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, at the time and in the manner prescribed by the regulations, an amount equal to the amount of the annuity or pension that the person received under this Act or the former Act during the period described in subsection

(5) La personne qui effectue un choix en vertu du paragraphe (4) verse au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, selon les modalités de temps et autres prévues aux règlements, un 5 montant égal à celui de l'annuité ou de la pension qu'elle a recu, en vertu de la présente loi ou de l'ancienne loi, pendant la période visée au paragraphe (3).

Paiement

143. (1) Subsection 42(1) of the Act is 10 replaced by the following:

- **42.** (1) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service tor elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor is, amount equal to the greater of
 - (a) six per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion of it that was prior to April 1, 1969 plus 30
 - (i) in the case of a male contributor, six and one-half per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or portion after March 31, 1969 but before January 1, 35 2000, or
 - (ii) notwithstanding section 3, in the case of a female contributor.
 - (A) five per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect 40 of that period or any portion of it after March 31, 1969 but before February 1, 1976,

plus

(B) six and one-half per cent of the pay 45 authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion

143. (1) Le paragraphe 42(1) de la même 10 loi est remplacé par ce qui suit :

- 42. (1) Quiconque devient contributeur au titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une période de service déterminée comme officier of service before becoming a contributor, is 15 de la force régulière avant de devenir ainsi 15 contributeur, a droit de compter comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de service dans la force régulière durant laquelle described in clause 6(b)(ii)(D), if the contribu-20 il était ainsi enrôlé — sauf tout semblable 20 service visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il choisit, dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur, de payer pour ce service, auquel cas le montant que la subject to subsections (1.1) and (1.2), an 25 présente loi lui enjoint de payer est, sous 25 réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), un montant égal au plus élevé des deux montants suivants:
 - a) six pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou 30 toute partie de période qui est antérieure au 1er avril 1969, plus:
 - (i) dans le cas d'un contributeur du sexe masculin, six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour 35 cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 2000,
 - (ii) nonobstant l'article 3, dans le cas 40 d'une contributrice:
 - (A) cinq pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969, mais 45 antérieure au 1er février 1976,

plus

Choix

(5) A person who makes an election under subsection (4) shall pay into the Superannuation Account, at the time and in the manner prescribed by the regulations, an amount equal to the amount of the annuity or pension that the person received under this Act or the former Act during the period described in subsection (3).

Clause 143: (1) Subsections 42(1.1) and (1.2) are new. Subsection 42(1) reads as follows:

42. (1) Any person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period of service before so becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service described in clause 6(b)(ii)(D), if the contributor elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor therefor is an amount equal to the greater of

(a) six per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion thereof that was prior to April 1, 1969 plus

- (i) in the case of a male contributor, six and one-half per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion thereof after March 31, 1969, or
- (ii) notwithstanding section 3, in the case of a female contributor,
 - (A) five per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion thereof after March 31, 1969 and prior to February 1, 1976,

plus

(B) six and one-half per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion thereof after February 1, 1976,

minus, in respect of any period of service or portion thereof after 1965, an amount equal to the amount the contributor would have been required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of the salary of the contributor during that period of service if that salary were the total amount of the income of the contributor for that period from pensionable employment as defined in that Act, and

- (b) the aggregate of
 - (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the *National Defence Act* from his pay in respect of that period,
 - (ii) any amount paid to the contributor as a return of contributions under this Act in respect of that period, and
 - (iii) an amount equal to
 - (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under the regulations referred to in subparagraph

(5) La personne qui effectue un choix en vertu du paragraphe (4) verse au compte de pension de retraite, selon les modalités de temps ou autres prévues aux règlements, un montant égal à celui de l'annuité ou de la pension qu'elle a reçu, en vertu de la présente loi ou de l'ancienne loi, pendant la période visée au paragraphe (3).

Article 143, (1). — Les paragraphes 42(1.1) et (1.2) sont nouveaux. Texte du paragraphe 42(1):

- **42.** (1) Quiconque devient contributeur selon la présente loi, s'étant enrôlé pour une période de service déterminée comme officier de la force régulière avant de devenir ainsi contributeur, a droit de compter comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de service dans la force régulière durant laquelle il était ainsi enrôlé sauf tout semblable service décrit à la division 6b)(ini(D) —, s'il choisit, dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur selon la présente loi, de payer pour ce service, auquel cas le montant que la présente loi lui enjoint de payer à cette fin est un montant égal au plus élevé des deux montants suivants :
 - a) six pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est antérieure au 1^{er} avril 1969, plus :
 - (i) dans le cas d'un contributeur du sexe masculin, six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969.
 - (ii) nonobstant l'article 3, dans le cas d'un contributeur du sexe
 - (A) cinq pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969 et antérieure au 1^{er} février 1976,

plus

(B) six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 1^{er} février 1976,

moins, en ce qui concerne toute période de service ou partie de celle-ci postérieure à 1965, un montant égal à celui pour lequel il aurait été tenu de contribuer en vertu du *Régime de pensions du Canada* sur son traitement durant cette période de service si ce traitement constituait le total de son revenu pour cette période, provenant de l'emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette loi;

b) l'ensemble:

- (i) de tout montant retenu, d'après les règlements pris en conformité avec la *Loi sur la défense nationale*, sur sa solde à l'égard de cette période,
- (ii) de tout montant qu'il a reçu à titre de remboursement de contributions en vertu de la présente loi à l'égard de cette période,

of it after February 1, 1976 but before January 1, 2000,

minus, in respect of any period of service or portion after 1965 but before January 1, 2000, an amount equal to the amount the 5 contributor would have been required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of the salary of the contributor during that period of service if that salary were the total amount of the income of the 10 contributor for that period from pensionable employment as defined in that Act, and

(b) the aggregate of

- (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the *National* 15 *Defence Act* from his or her pay in respect of that period,
- (ii) any amount paid to the contributor as a return of contributions under this Act in respect of that period, and 20
- (iii) an amount equal to
 - (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under the regulations referred to in subparagraph (i) in respect of that period if the 25 contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of service terminated,
 - (B) twenty-three twenty-fourths of the 30 gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which that period of service terminated,
 - (C) twenty-two twenty-fourths of the 35 gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month following the month in which that period of service terminated,

and so on, by like progression, until the 40 commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of service terminated.

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the <u>expiry</u> of that 45 period or the time of the payment of that gratuity, whichever is the later, until the time of making the election.

(B) six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 1^{er} février 1976, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000,

moins, en ce qui concerne toute période de service ou partie de celle-ci postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, un montant égal à celui pour lequel il aurait été tenu de contribuer en vertu du *Régime de* 10 *pensions du Canada* sur son traitement durant cette période de service si ce traitement constituait le total de son revenu pour cette période, provenant de l'emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette 15 loi:

b) le total des montants suivants :

- (i) tout montant retenu, d'après les règlements pris en conformité avec la *Loi sur* la défense nationale, sur sa solde à 20 l'égard de cette période,
- (ii) tout montant qu'il a reçu à titre de remboursement de contributions en vertu de la présente loi à l'égard de cette période, 25

(iii) un montant égal :

- (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de toute gratification qui lui est versée selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette pério-30 de, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris fin,
- (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes 35 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,
- (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes 40 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,

et ainsi de suite, selon une progression 45 semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.

- (i) in respect of that period if the contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of service terminated,
- (B) twenty-three twenty-fourths of any such gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which that period of service terminated.
- (C) twenty-two twenty-fourths of such gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month following the month in which that period of service terminated,

and so on, by like progression, until the commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of service terminated.

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiration of that period or the time of the payment of that gratuity, whichever is the later, until the time of making the election.

- (iii) d'un montant égal :
 - (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de toute gratification qui lui est versée selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette période, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris fin.
 - (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.
 - (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.

et ainsi de suite, selon une progression semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,

avec un intérêt simple de quatre pour cent l'an à compter de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été effectué, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix.

Il doit également payer sur ce montant un intérêt simple de quatre pour cent l'an à compter de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été effectué, selon celle de ces deux dates qui est 5 postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix.

Exception --election after 2000 but before 2004

- (1.1) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period of service before so becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service described in clause 6(b)(ii)(D), if the contributor elects, within one year of becoming a 10 contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor is an amount equal to the greater of
 - (a) in respect of a period or portion of a 15 period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, the aggregate of
 - (i) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the 20 Year's Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 15(3), and
 - (ii) seven and one-half percent of the portion of his or her salary that is greater 25 than the Year's Maximum Pensionable Earnings, and
 - (b) the aggregate of
 - (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the National 30 Defence Act from his or her pay in respect of that period,
 - (ii) any amount paid to the contributor as a return of contributions under this Act in respect of that period, and 35
 - (iii) an amount equal to
 - (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under the regulations referred to in subparagraph (i) in respect of that period if the 40 contributor becomes a contributor be-

- (1.1) Ouiconque devient contributeur au titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une période de service déterminée comme officier 10 2000 et 2004 de la force régulière avant de devenir ainsi contributeur, a droit de compter comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de service dans la force régulière durant laquelle 15 il était ainsi enrôlé - sauf le service semblable visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il choisit, dans un délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur, de payer pour ce service, auquel cas le montant que la présente 20 loi lui enjoint de payer est un montant égal au plus élevé des deux montants suivants :
 - a) en ce qui touche tout ou partie de la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003, un montant 25 égal à la somme des montants suivants :
 - (i) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 15(3), 30
 - (ii) sept et demi pour cent de la portion de son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pen-
 - b) le total des montants suivants :
 - (i) tout montant retenu, selon les règlements pris en conformité avec la Loi sur la défense nationale, sur sa solde à l'égard de cette période,
 - (ii) tout montant qu'il a recu à titre de 40 remboursement de contributions en vertu de la présente loi à l'égard de cette période,
 - (iii) un montant égal:
 - (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de 45 toute gratification qui lui est versée selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette pério-

Exception choix effectué entre

35



fore the end of the month next following the month in which that period of service terminated,

- (B) twenty-three twenty-fourths of any such gratuity if the contributor be- 5 comes a contributor in the second month following the month in which that period of service terminated, and
- (C) twenty-two twenty-fourths of such gratuity if the contributor becomes a 10 contributor in the third month following the month in which that period of service terminated,

and so on, by like progression, until the commencement of the twenty-fifth month 15 following the month in which that period of service terminated.

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiry of that ity, whichever is the later, until the time of making the election.

Exception election after 2004

- (1.2) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period 25 of service before so becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service 30 described in clause 6(b)(ii)(D), if the contributor elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor is an 35 amount equal to the greater of
 - (a) the product obtained by multiplying his or her salary by the contribution rate determined by the Treasury Board in respect of the relevant portion of the period on 40 the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister in respect of a period or portion of a period beginning on January 1, 2004, and
 - (b) the aggregate of

- de, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris fin.
- (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes 5 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,
- (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes 10 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,

et ainsi de suite, selon une progression 15 semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.

Il doit également payer sur ce montant un intéperiod or the time of the payment of that gratu- 20 rêt simple de quatre pour cent l'an à compter 20 de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été effectué, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix. 25

- (1.2) Quiconque devient contributeur au titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une période de service déterminée comme officier de la force régulière avant de devenir ainsi contributeur, a droit de compter comme 30 service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de service dans la force régulière durant laquelle il était ainsi enrôlé - sauf tout service semblable visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il35 choisit, dans un délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur, de payer pour ce service, auquel cas le montant que la présente loi lui enjoint de payer est un montant égal au plus élevé des deux montants sui-40
 - a) le montant obtenu par la multiplication de son traitement par le taux de contribution que le Conseil du Trésor fixe, sur recommandation du président du Conseil du 45 Trésor et du ministre, pour toute période ou partie de période postérieure au 31 décembre 2003;
 - b) le total des montants suivants :

45

Exception choix exercé après 2004



- (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the National Defence Act from his or her pay in respect of that period,
- (ii) any amount paid to the contributor as 5 a return of contributions under this Act in respect of that period, and
- (iii) an amount equal to
 - (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under 10 the regulations referred to in subparagraph (i) in respect of that period if the contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of 15 service terminated.
 - (B) twenty-three twenty-fourths of any such gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which 20 that period of service terminated, and
 - (C) twenty-two twenty-fourths of such gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month following the month in which that period of 25 service terminated,

and so on, by like progression, until the commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of service terminated, 30

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiry of that period or the time of the payment of that gratuity, whichever is the later, until the time of making the election.

- (2) Subsection 42(3) of the Act is replaced by the following:
- (3) When a person described in subsection (1), (1.1) or (1.2) becomes a contributor under this Act, any amount withheld as described in 40 selon la présente loi, tout montant retenu, au paragraph (1)(b) that has not previously been paid to the contributor shall be transferred to the Superannuation Account — and amount withheld as described in paragraph

- (i) tout montant retenu, selon les règlements pris en conformité avec la Loi sur la défense nationale, sur sa solde à l'égard de cette période,
- (ii) tout montant qu'il a reçu à titre de 5 remboursement de contributions en vertu de la présente loi à l'égard de cette période,
- (iii) un montant égal:
 - (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de 10 toute gratification qui lui est versée selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette période, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le 15 mois où cette période de service a pris fin,
 - (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois 20 qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,
 - (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois 25 qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.

et ainsi de suite, selon une progression semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel 30 cette période de service a pris fin.

Il doit également payer sur ce montant un intérêt simple de quatre pour cent l'an à compter de l'expiration de cette période ou de la date 35 où le paiement de cette gratification a été ef-35 fectué, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix.

- (2) Le paragraphe 42(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (3) Lorsque la personne visée aux paragraphes (1), (1.1) ou (1.2) devient contributeur titre de l'alinéa (1)b), qui ne lui a pas été payé auparavant doit être transféré au compte de 45 pension de retraite et tout montant retenu, au titre des alinéas $(1.\overline{1})b$) ou (1.2)b), qui ne lui

Transfert des montants

Transfer of amounts withheld

(2) Subsection 42(3) reads as follows:

(3) On any person described in subsection (1) becoming a contributor under this Act, any amount withheld as described in paragraph (1)(b) that has not previously been paid to the contributor shall be transferred to the Superannuation Account, and on the transfer of that amount the contributor shall be deemed to have elected to pay for the period of service in respect of which that amount was withheld and to have paid that amount as or on account of the amount required by this Act to be paid by the contributor for that service.

(2). — Texte du paragraphe 42(3):

(3) Quand une personne désignée au paragraphe (1) devient contributeur selon la présente loi, tout montant retenu, comme le décrit l'alinéa (1)b), qu'on ne lui a pas payé auparavant doit être transféré au compte de pension de retraite et, après le transfert de ce montant, le contributeur est réputé avoir choisi de payer pour la période de service à l'égard de laquelle ce montant a été retenu, et avoir payé ce montant au titre de la somme que la présente loi l'oblige à payer pour ce service, ou à compte sur cette dernière.

(1.1)(b) or (1.2)(b) that has not previously been paid to the contributor shall be transferred to the Canadian Forces Pension Fund — and on the transfer of that amount the for the period of service in respect of which that amount was withheld and to have paid that amount as or on account of the amount required by this Act to be paid by the contributor for that service. 10

a pas été payé auparavant doit être transféré à la Caisse de retraite des Forces canadiennes. Sur transfert de celui-ci, le contributeur est réputé avoir choisi de paver pour la période de contributor is deemed to have elected to pay 5 service à l'égard de laquelle le montant a été 5 retenu, et avoir payé ce montant au titre de la somme que la présente loi l'oblige à payer pour ce service, ou à compte sur cette dernière.

144. (1) The portion of section 48 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

144. (1) Le passage de l'article 48 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 10 par ce qui suit :

Amount to be credited to Superannuation Account

48. (1) On the making of an election under under which the person so electing is required by this Act to pay for any period of service of the kind described in paragraph 43(2)(a), there shall be

48. (1) Quand, avant le 1er avril 2000, une subsection 43(1) or 46(2) before April 1, 2000, 15 personne exerce un choix aux termes des paragraphes 43(1) ou 46(2), selon lequel elle est astreinte, par la présente loi, à payer pour 15 retraite toute période de service du genre décrit à l'alinéa 43(2)a), on doit à la fois :

Montant à porter au crédit du compte de pension de

(2) Section 48 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (1):

(2) L'article 48 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de 20 ce qui suit:

Amount to be paid

(2) Subsection (1) applies, with any modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000 and a reference to "the account in the accounts of 25 Canada maintained pursuant to the Public Service Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Public Service Pension Fund or the Royal Canadian 30 retraite de la Gendarmerie royale du Canada Mounted Police Pension Fund" in respect of contributions made by the person to that fund and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Canadian Forces Pension Fund". 35

(2) Le paragraphe (1) s'applique au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension de la fonction publique ou la Loi sur la pension 25 de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique ou de la Caisse de en ce qui concerne les contributions versées à 30 la caisse en cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

Montant à

1992, c. 46. s. 47

145. Subsections 49.1(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

145. Les paragraphes 49.1(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 35

1992, ch. 46. art. 47

Advisory committee

49.1 (1) The Minister shall establish a committee, to be known as the Canadian Forces Pension Advisory Committee, the 40 diennes — chargé de le conseiller et de l'asmembers of which are appointed by the Minister in accordance with subsection (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act in accordance with subsection (1.1).

49.1 (1) Le ministre constitue un comité - le Comité consultatif des Forces canasister, conformément au paragraphe (1.1), sur les questions relatives à l'application de la 40 présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe (2).

Comité consultatif Clause 144: (1) The relevant portion of section 48 reads as follows:

48. On the making of any election under subsection 43(1) or 46(2) whereby the person so electing is required by this Act to pay for any period of service of the kind described in paragraph 43(2)(a), there shall be

Article 144, (1). — Texte du passage visé de l'article 48:

48. Quand une personne exerce un choix aux termes des paragraphes 43(1) ou 46(2), selon lequel elle est astreinte, par la présente loi, à payer pour toute période de service du genre décrit à l'alinéa 43(2)a), on doit à la fois:

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 145: Subsections 49.1(1.1) and (3.1) are new. Subsections 49.1(1) to (3) read as follows:

49.1 (1) The Minister may establish a committee, to be known as the Canadian Forces Pension Advisory Committee, the members of which are appointed by the Minister in accordance with subsection (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the administration of this Act.

Article 145. — Les paragraphes 49.1(1.1) et (3.1) sont nouveaux. Texte des paragraphes 49.1(1) à (3):

49.1 (1) Le ministre peut constituer le Comité consultatif des Forces canadiennes chargé de le conseiller et de l'assister sur les questions relatives à l'application de la présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe (2).

Mandate

- (1.1) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the administration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those 5 matters; and
- (b) review any other pension-related matters that the Minister may refer to it.

(1.1) Le comité a pour mandat :

Mandat du

- a) d'examiner la gestion et le financement des prestations visées par la présente loi, ainsi que toute question touchant à leur forme, et de faire des recommandations au 5 ministre sur ces questions;
- b) d'examiner toute question en matière de pension dont le saisit le ministre.

Membership

- (2) The membership of the Committee shall consist of
 - (a) one member appointed from among contributors in receipt of annuities under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contribu- 15 tors;
 - (b) three members appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces

 Pension Fund who are nominated for ap-20 pointment by the Chief of the Defence Staff to represent persons serving in the Canadian Forces;
 - (c) one member appointed from among persons who are enrolled in the reserve 25 force who is nominated for appointment by the Chief of the Defence Staff to represent members of the reserve force; and
 - (d) five other members appointed by the Minister, four of whom must be from 30 among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund and one of whom may be a person required to contribute to any other superannuation or pension account in 35 the accounts of Canada or the Public Service Pension Fund within the meaning of the Public Service Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal 40 Canadian Mounted Police Superannuation Act.

(2) Le comité est ainsi composé :

Membres

- a) un membre choisi parmi les contribu-10 teurs qui reçoivent une annuité en vertu de la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les représente:
- b) trois membres choisis parmi les person-15

 nes tenues de contribuer au compte de
 pension de retraite ou à la Caisse de retraite
 des Forces canadiennes, lesquels sont proposés par le chef d'état-major de la défense
 pour représenter les militaires;

 20
- c) un membre choisi parmi les personnes enrôlées dans la force de réserve et qui est proposé par le chef d'état-major de la défense pour représenter les membres de la force de réserve;
- d) cinq autres membres choisis par le ministre, quatre membres étant choisis parmi les personnes qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces 30 canadiennes, et un membre pouvant être choisi parmi les personnes qui sont tenues de contribuer à tout autre compte comparable ouvert parmi les comptes du Canada, à la Caisse de retraite de la fonction publique, 35 au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Term

- (3) A member of the Committee shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years and is eligible for 45 d'une fois. reappointment for one or more additional terms.
 - (3) Le mandat des membres est d'une durée maximale de trois ans et est renouvelable plus

Durée du mandat des membres

- (2) The membership of the Committee shall consist of
- (a) one person appointed from among contributors in receipt of an annuity under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contributors:
- (b) three persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account who are nominated for appointment by the Chief of the Defence Staff to represent persons serving in the Canadian Forces;
- (c) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account; and
- (d) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or any other superannuation or pension account in the accounts of Canada.
- (3) A member of the Committee shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

- (2) Le comité est composé des personnes suivantes :
- a) une personne choisie parmi les contributeurs qui reçoivent une annuité en vertu de la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, représente l'ensemble de ces contributeurs;
- b) trois personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite et qui sont proposées par le chef d'état-major de la défense pour représenter les militaires;
- c) deux personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite;
- d) deux personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à tout autre compte comparable ouvert parmi les comptes du Canada.
- (3) La durée maximale du mandat des membres du comité est de trois ans.

Recommendation of candidates (3.1) The advisory committee shall recommend to the Minister candidates for appointment to the nominating committee established under section 10 of the *Public Sector Pension Investment Board Act*.

(3.1) Le comité est tenu de recommander au ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à l'article 10 de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 5 public.

Recommandation de candidats

1992, ch. 46.

par 48(2)

1992, c. 46, s. 48(2)

146. (1) Paragraph 50(c) of the Act is replaced by the following:

(c) prescribing the extent to which and the circumstances under which any period of service of a person, whether before or after 10 March 1, 1960, for which no pay was authorized to be paid or for which any forfeiture of pay or deduction from pay in respect of a period of suspension from duty was authorized to be made shall be counted 15 as pensionable service for the purposes of this Act, prescribing the pay that shall be deemed to have been authorized to be paid to that person and to have been received by that person during that period, and prescrib- 20 ing, notwithstanding section 5, the contributions to be made by that person to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund in respect of that pay;

(2) Paragraphs 50(n) and (o) of the Act 25 are replaced by the following:

(o) providing for the payment out of the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, on the death of a contributor and on application to the Minis- 30 ter by or on behalf of a person to whom any annual allowance becomes payable under this Act, of the whole or any part of the portion of the estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable 35 by the person that is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount pay- 40 able in any such case under any of sections 38 to 40 shall be reduced; and

147. (1) Paragraph 50.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

146. (1) L'alinéa 50c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) prescrire la mesure et les circonstances dans lesquelles toute période de service 10 d'une personne, soit avant, soit après le 1er mars 1960, pour laquelle le versement d'aucune solde n'a été autorisé, ou pour laquelle a été autorisée une suppression de solde ou une retenue sur la solde concernant 15 une période de suspension de fonctions, doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente loi, prescrire la solde dont le versement à cette personne est réputé avoir 20 été autorisé ou qu'elle est réputée avoir reçue durant cette période et prescrire, nonobstant l'article 5, les contributions que cette personne doit verser, en ce qui concerne cette solde, au compte de pension de 25 retraite ou à la Caisse de retraite des Forces

(2) Les alinéas 50n) et o) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

canadiennes;

o) prévoir que sera payée, sur le compte de 30 pension de retraite ou par la Caisse de retraite des Forces canadiennes, lors du décès d'un contributeur et sur demande adressée au ministre par la personne, ou pour son compte, à qui une allocation 35 annuelle devient payable en vertu de la présente loi, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, payables par elle, qui, d'après les règlements, est déclarée 40 attribuable à cette allocation, et prescrire les montants dont cette allocation et tout montant payable, en pareil cas, selon l'un ou l'autre des articles 38 à 40, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette 45 réduction;

147. (1) L'alinéa 50.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 49

Clause 146: (1) and (2) The relevant portion of section 50 reads as follows:

50. The Governor in Council may make regulations

- (c) prescribing the extent to which and the circumstances under which any period of service of a person, whether before or after March 1, 1960, for which no pay was authorized to be paid or for which any forfeiture of pay or deduction from pay in respect of a period of suspension from duty was authorized to be made shall be counted as pensionable service for the purposes of this Act, prescribing the pay that shall be deemed to have been authorized to be paid to that person and to have been received by that person during that period, and prescribing, notwithstanding subsection 5(1) and section 75, the contributions to be made by that person to the Superannuation Account in respect of that pay;
- (n) providing, notwithstanding anything in this Act, for the reduction by the Treasury Board of any annuity or pension payable under this Act or Part V of the former Act to or in respect of a person who, after his retirement from the regular force, is convicted of an indictable offence committed by him while a member of the regular force where, in the opinion of the Service Pension Board, the commission of the offence by him constituted misconduct in the performance of his duties as a member of the regular force;
- (0) providing for the payment out of the Superannuation Account, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of any successor thereunder to whom any annual allowance becomes payable under this Act, of the whole or any part of such portion of any estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the successor as is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount payable in any such case under any of sections 38 to 40 shall be reduced; and

Article 146. — Texte des passages introductif et visés de l'article 50 :

50. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- c) prescrire la mesure et les circonstances dans lesquelles toute période de service d'une personne, soit avant, soit après le 1^{er} mars 1960, pour laquelle le versement d'aucune solde n'à été autorisé, ou pour laquelle a été autorisée une suppression de solde ou une retenue sur la solde concernant une période de suspension de fonctions, doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente loi, prescrire la solde dont le versement à cette personne est réputé avoir été autorisé ou qu'elle est réputée avoir reçue durant cette période et prescrire, nonobstant le paragraphe 5(1) et l'article 75, les contributions que cette personne doit verser au compte de pension de retraite en ce qui concerne cette solde;
- n) prévoir, par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, la réduction, par le Conseil du Trésor, de toute annuité ou pension payable d'après la présente loi ou la partie V de l'ancienne loi à une personne ou à l'égard d'une personne qui, après avoir pris sa retraite de la force régulière, est déclarée coupable d'un acte criminel commis par elle alors qu'elle était membre de la force régulière, si, de l'avis du Conseil des pensions militaires, la perpétration de cet acte, par elle, constituait une inconduite dans l'accomplissement de ses fonctions comme membre de la force régulière;
- o) stipuler que sera payée, sur le compte de pension de retraite, lors du décès d'un contributeur et sur demande adressée au ministre par tout successeur en l'espèce, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente loi, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, payables par le successeur, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrire les montants dont cette allocation et tout montant payable, en pareil cas, selon l'un ou l'autre des articles 38 à 40, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction;

Clause 147: (1) and (2) Paragraphs 50.1(1)(d.1) to (d.4) are new. The relevant portion of subsection 50.1(1) reads as follows:

Article 147. — Les alinéas 50.1(1)d.1) à d.4) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visés du paragraphe 50.1(1):

(a) fixing an annual rate of pay for the purposes of subsection 5(6) or prescribing the manner of determining the annual rate of pay;

a) fixer un taux de solde annuel pour l'application du paragraphe 5(6) ou prévoir son mode de détermination;

1992, c. 46, s. 49

(2) Paragraph 50.1(1)(d) of the Act is 5 replaced by the following:

(d) respecting, notwithstanding any regulations made under paragraph 50(c), the terms and conditions under which and the time and manner in which an election may be 10 made in respect of a period of service or a kind of period of service referred to in clause 6(1)(b)(ii)(L), (M) or (N), the manner of determining in accordance with paragraph 7(1)(l) the amounts that are to be 15 paid in respect of that election, the periods of service that may be counted for the purposes of that election, and the manner in which and extent to which section 8 and any regulations referred to in section 8 apply in 20 respect of that election and to any contributor who makes that election and adapting any of those provisions for the purposes of that application;

(d.1) respecting the manner of determining 25 the amount of the commuted value of an annuity, the terms and conditions under which a contributor may become entitled to direct a transfer of such a commuted value, and respecting any other matters that the 30 Governor in Council considers necessary for the purposes of carrying out section 24.1:

(d.2) prescribing periods of service in the regular force for the purposes of sections 35 16, 17, 18, 19 and 25, these periods being in no case shorter than two years or longer than three years in the case of paragraphs 16(a) and 18(2)(a), longer than five years in the case of subsection 25(3), longer than ten 40 years in the case of paragraphs 16(c), 17(2)(e), 18(1)(a), 18(2)(b) and 19(1)(a) and subsection 19(2), longer than twenty years in the case of paragraphs 18(2)(c) and 19(1)(b) and longer than twenty-five years 45 in the case of paragraph 19(1)(c);

(d.3) respecting the manner in which and the determination of the balances on which interest is to be calculated under section 13

(2) L'alinéa 50.1(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 49

- d) prévoir, malgré les règlements pris en vertu de l'alinéa 50c), les conditions et les modalités de temps et autres relatives à l'exercice des choix visés aux divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), le mode de détermi-10 nation du service ouvrant droit à pension — ou des genres de service — qui résulte de ces choix ainsi que le mode de détermination des montants à payer, aux termes de l'alinéa 7(1)l), à l'égard des 15 périodes visées par ces choix et prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure l'article 8 et les règlements d'application de cet article s'appliquent à ces choix et aux contributeurs qui les font et adapter 20 ces dispositions à cette application;
- d.1) prévoir le mode de détermination de la valeur escomptée de l'annuité, ainsi que les conditions applicables au droit de transférer celle-ci, et prendre toute autre mesure qu'il 25 estime nécessaire à l'application de l'article 24.1:

d.2) prévoir des périodes de service dans la force régulière pour l'application des articles 16, 17, 18, 19 et 25, les périodes étant 30 d'au moins deux ans et d'au plus trois ans dans le cas des alinéas 16a) et 18(2)a), d'au plus cinq ans dans le cas du paragraphe 25(3), d'au plus dix ans dans le cas des alinéas 16c), 17(2)e), 18(1)a), 18(2)b) et 35 19(1)a) et du paragraphe 19(2), d'au plus vingt ans dans le cas des alinéas 18(2)c) et 19(1)b) et d'au plus vingt-cinq ans dans le cas de l'alinéa 19(1)c);

d.3) régir, pour l'application de l'article 13,40 les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en compte et, pour l'application de l'alinéa 13b), le calcul de l'intérêt:

d.4) régir les renseignements additionnels 45 que doit comporter le rapport annuel visé à l'article 57;

50.1 (1) The Governor in Council may make regulations

- (a) fixing an annual rate of pay for the purposes of paragraph 5(2)(d) or prescribing the manner of determining the annual rate of pay;
- (d) notwithstanding any regulations made under paragraph 50(c), determining the amounts to be paid under paragraph 7(1)(l);

50.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) fixer un taux de solde annuel pour l'application de l'alinéa 5(2)d0 ou prévoir son mode de détermination;
- d) déterminer, malgré les règlements d'application de l'alinéa 50c), le montant à payer en vertu de l'alinéa 7(1)l);

5

and respecting the rates of interest for the purposes of paragraph 13(b);

(d.4) respecting the additional information that is required to be included in annual reports referred to in section 57:

148. Section 52 of the Act is replaced by the following:

Members of Parliament and Senators

- 52. Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation
 - (a) provide that the service of a former 10 par règlement: member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he or she made contributions under the Members of Parliament Retiring Allowances Act may, to the extent and subject to the conditions 15 that may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and
 - (b) provide for the transfer to the Superan-20 nuation Account or the Canadian Forces Pension Fund of amounts in the Retiring Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or her.

149. Section 54 of the Act is replaced by 25 the following:

Payments out Superannuation Account

Transfer of

- **54.** (1) All amounts required for the payment of benefits for which this Part, including any pension referred to in subsection 59(1), of the Superannuation Account if the benefits are payable in respect of pensionable service to the credit of a contributor before April 1, 2000.
- (2) The amounts deposited in the Canadian 35 Forces Superannuation Investment Fund under subsection 55.1(2) shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector in accordance with that Act.

148. L'article 52 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- 52. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le gouverneur en conseil peut,
 - a) prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires peut, aux conditions qui peuvent être 10 prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie;
 - b) prévoir le transfert au compte de pension 15 de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes des contributions qu'il a versées au compte d'allocations, au sens de cette loi.

149. L'article 54 de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

- 54. (1) Tous les montants nécessaires au paiement de prestations selon la présente partie, y compris une pension mentionnée au and Part III make provision shall be paid out 30 paragraphe 59(1) et à la partie III, sont payés 25 sur le compte de pension de retraite si elles sont payables en ce qui touche le service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000.
- (2) Les montants déposés auprès du Fonds 30 Transfert des de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes au titre du paragraphe 55.1(2) sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur Pension Investment Board Act to be dealt with 40 public, au sens de la Loi sur l'Office d'inves-35 tissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

Députés et

sénateurs

Paiements sur le compte

Clause 148: Section 52 reads as follows:

52. Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation provide that the service of a former member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he made contributions under the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* may, to such extent and subject to such conditions as may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part, and for the transfer to the Superannuation Account of all contributions made by him under that Act, and any amounts credited under section 5 of that Act in respect of him.

Clause 149: Section 54 reads as follows:

54. All amounts required for the payment of benefits under this Part, including any pension referred to in subsection 59(1), shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Superannuation Account.

Article 148. — Texte de l'article 52 :

52. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie, et prévoir le transfert des contributions qu'il a versées aux termes de cette loi et des sommes qui lui ont été créditées en vertu de l'article 5 de cette loi au compte de pension de retraite.

Article 149. — Texte de l'article 54:

54. Tous les montants nécessaires au paiement de prestations selon la présente partie, y compris une pension mentionnée au paragraphe 59(1), sont payés sur le Trésor et imputés sur le compte de pension de retraite.

Payment of benefits

(3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits shall be charged to the Canadian Forces Superannuation Investment Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent pas de payer les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement de celles-ci doivent être portés au débit du 5 Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

Paiement des prestations

150. The heading before section 55 of the Act is replaced by the following:

150. L'intertitre précédant l'article 55 de 10 10 la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amounts

1992, c. 46,

151. (1) Paragraph 55(1)(a) of the Act is repealed.

1992. c. 46. s. 50

(2) Subsections 55(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

Amounts to be credited on basis of actuarial valuation report

(6) Following the laying before Parliament 15 of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund. there shall be credited to the Account, at the 20 canadiennes, est porté au crédit du compte, time and in the manner set out in subsection (7), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the 25 le dépôt du rapport ou de la période plus courte shorter period that the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account and the Canadian Forces Superan-30 présente partie et de la partie III au titre du nuation Investment Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1,2000.

35

1992, c. 46,

Adjustments

(3) Subsection 55(8) of the Act is replaced by the following:

(8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), 40 la fin de la période applicable aux termes du the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be 45 date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il

Montants

151. (1) L'alinéa 55(1)a) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46. art. 50

(2) Les paragraphes 55(2) à (6) de la 15 même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 50

(6) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces 20 selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant 25 qu'il détermine, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le compte et le fonds pour couvrir le coût des prestations payables en application de la 30 service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Montants portés au crédit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

(3) Le paragraphe 55(8) de la même loi 35 1992, ch. 46, est remplacé par ce qui suit :

Ajustements

(8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant paragraphe (7), les versements qui restaient à 40 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la

Clause 150: The heading before section 55 reads as follows:

Amounts to be Credited to Account

Clause 151: (1) The relevant portion of section 55(1) reads as follows:

- 55. (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year
 - (a) in respect of every month, an amount equal to the amount estimated by the President of the Treasury Board to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month and that will become chargeable against the Account; and
 - (2) Subsections 55(2) to (6) read as follows:
- (2) There shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account established pursuant to the Supplementary Retirement Benefits Act and credited to the Superannuation Account
 - (a) on the day on which this subsection comes into force, the amount by which
 - (i) the aggregate of
 - (A) all amounts that, pursuant to Part III, were credited to the Supplementary Retirement Benefits Account before that day, and
 - (B) the interest credited pursuant to section 9 of the *Supplementary Retirement Benefits Act* on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amounts referred to in clause (A),

exceeds

- (ii) the benefits and other amounts charged to the Supplementary Retirement Benefits Account in respect of contributors, before that day, pursuant to section 8 of the Supplementary Retirement Benefits Act; and
- (b) such interest as is credited pursuant to section 9 of the Supplementary Retirement Benefits Act, at any time on or after the day on which this subsection comes into force, on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amount referred to in paragraph (a).

Article 150. — Texte de l'intertitre précédant l'article 55:

Montants à créditer au compte de pension de retraite

Article 151, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 55(1):

- **55.** (1) Lors de chaque exercice, sont portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) pour chaque mois, le montant que le président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois et qui deviendront imputables au compte;

(2). — Texte des paragraphes 55(2) à (6) :

- (2) Sont imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires ouvert conformément à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* et portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'excédent de (i) sur (ii) :
 - (i) la somme des montants qui, en vertu de la partie III, ont été portés, avant cette date, au crédit du compte de prestations de retraite supplémentaires et des intérêts versés, en application de l'article 9 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, sur la partie du solde de ce compte qui correspond à ces montants.
 - (ii) les prestations et autres montants qui, avant cette date, ont été imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires à l'égard des contributeurs, en application de l'article 8 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*;
 - b) les intérêts qui, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, sont, en application de l'article 9 de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, versés sur la partie du solde de ce compte qui correspond à l'excédent visé à l'alinéa a).

the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite 5 des Forces canadiennes à la fin de cette 5 période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 10

Amounts to he debited on basis of actuarial valuation

(9) Following the laying before Parliament 10 of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund, there may be debited from the Account, at the 15 canadiennes, peut être porté au débit du time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the opinion of the President of the Treasury Board exceeds the amount that the President of the Treasury Board estimates, based on the report, will be 20 dé sur le rapport —, être au crédit du compte required to be to the credit of the Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of the fifteenth fiscal vear following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President 25 de la présente partie et de la partie III au titre of the Treasury Board may determine, in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000. 30

(9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces 15 actuarielle compte, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du président du Conseil du Trésor, dépasse le montant devant, à son avis — fon-20 et du fonds, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, pour couvrir le coût des prestations pavables en application 25 du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Montant porté au débit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation

If total exceeds maximum

(10) If the total of the amounts in the Account and in the Fund referred to in subsection (9) exceeds, following the laying of the report referred to in that subsection, the maximum amount referred to in subsection 35 excédentaire doit être porté au débit du (13), there shall be debited from the Account. at the time and in the manner set out in subsection (11), the amount of the excess.

(10) Si le montant total au crédit du compte Montant et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à 30 la suite du dépôt du rapport, le montant maximum visé au paragraphe (13), le montant

dépassant le montant maximum

35

Annual instalments

(11) Subject to subsection (12), the amount the amount that must be debited under subsection (10) shall be debited in annual instalments over a period of fifteen years, or the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, with the first such instalment 45 courte que détermine le président du Conseil to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

(11) Sous réserve du paragraphe (12), le that may be debited under subsection (9) and 40 montant pouvant être porté au débit du compte en application du paragraphe (9) et celui devant l'être en application du paragraphe (10) sont prélevés annuellement sur une 40 période de quinze ans ou sur la période plus du Trésor, le premier prélèvement devant être effectué au cours de l'exercice où le rapport

compte selon les modalités de temps et autres

prévues au paragraphe (11).

Prélèvements annuels

- (3) For the purpose of calculating the amount referred to in paragraph (1)(h), the Superannuation Account shall be deemed to have been established immediately before the day on which subsection (1) comes into force and the total amount standing to the credit of the Account on that day, together with the amounts credited to the Account pursuant to subsection (2), are deemed to constitute the balance to the credit of the Account immediately before that day.
- (4) The President of the Treasury Board shall estimate the total cost of the benefits payable under this Part and Part III, as at the day on which this subsection comes into force, in respect of the pensionable service to the credit of contributors before that day.
- (5) There shall be credited to the Superannuation Account, on the day on which this subsection comes into force, such amount as in the opinion of the President of the Treasury Board will, together with the amount estimated by the President of the Treasury Board to be to the credit of the Account at that time, meet the total cost estimated pursuant to subsection (4).
- (6) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Superannuation Account, there shall be credited to the Account, at the time and in the manner set out in subsection (7), such amount as in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of such shorter period as the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.
- (3) Subsections 55(9) to (14) are new. Subsection 55(8) reads as follows:
- (8) Where a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.

- (3) Pour le calcul des intérêts visés à l'alinéa (1)b), le compte de pension de retraite est réputé avoir été ouvert le jour précédant la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) et le total du solde créditeur du compte à cette date et des montants portés au crédit du compte conformément au paragraphe (2) est réputé constituer le solde créditeur du compte le jour précédant cette date.
- (4) Le président du Conseil du Trésor effectue l'estimation du coût total des prestations payables sous le régime de la présente partie et de la partie III, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs avant cette date.
- (5) Est porté au crédit du compte de pension de retraite, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter au solde créditeur que devrait alors, selon lui, avoir ce compte pour couvrir le coût total estimatif.
- (6) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant la situation du compte de pension de retraite, est porté à son crédit, selon les modalités de temps ou autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte que détermine le président du Conseil du Trésor, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci avoir ce compte pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs.
- (3). Les paragraphes 55(9) à (14) sont nouveaux. Texte du paragraphe 55(8) :
- (8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à créditer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir ce compte à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs.

Ainstements

Adjustments

(12) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board 10 estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect 15 of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Maximum amount to credit of Account and Fund

(13) At the end of the period, the total of the amounts that are to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces 20 du Fonds de placement du compte de pension Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten percent of the amount that the President of the Treasury Board estimates is required to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III 25 in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Costs

- (14) The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister, with 30 payables en application de celle-ci au titre du respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000 shall be paid out of the Superannuation Account.
- 152. The Act is amended by adding the following after section 55:

d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

(12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du 5 paragraphe (11), les prélèvements restant à 5 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il 10 faudra ajouter au solde créditeur que, sujvant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes à la fin de cette 15 période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 20

Montants

(13) À la fin de la période, le montant total au crédit du compte de pension de retraite et de retraite des Forces canadiennes ne peut dépasser cent dix pour cent du montant que le 25 président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs 30 avant le 1er avril 2000.

Coûts

- (14) Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations service ouvrant droit à pension qui est au35 crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000 sont payés sur le compte de pension de retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du 35 Trésor sur recommandation du ministre.
 - 152. La même loi est modifiée par adjonc-40 tion, après l'article 55, de ce qui suit :

5

Canadian Forces Superannuation Investment Fund

Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Establishment of Canadian Forces Superannua-Investment

55.1 (1) The Canadian Forces Superannuation Investment Fund is established.

55.1 (1) Est constitué le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes.

Constitution

Amounts to be deposited into Canadian Forces Superannuation Investment Fund

(2) The following amounts shall be deposited into the Canadian Forces Superannuation Investment Fund:

(2) Sont déposés auprès du fonds :

Dépôt auprès du fonds

- (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1. 2000 that the Minister of Finance determines, in the manner and at the times that that minister determines: and
- a) les sommes du compte de pension de 5 retraite transférées le 1er avril 2000 ou après cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et autres fixées par lui;
- (b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus profits less losses on the sale of the investments.
- b) les revenus des placements faits avec 10 celles-ci et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

(3) Si le montant au crédit du compte de

pension de retraite ne permet pas de payer les coûts liés à l'application de la présente loi en 15

ce qui touche les prestations payables en

application de celle-ci au titre du service

ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000, les coûts

sont payés sur le fonds.

Costs

Transfer of

amounts

(3) If there are insufficient amounts in the 15 Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, those costs 20 shall be paid out of the Canadian Forces Superannuation Investment Fund.

Coûts

(4) The Minister of Finance may, after consultation with the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the 25 Public Sector Pension Investment Board Act, transfer to the Superannuation Account amounts in the Canadian Forces Superannuation Investment Fund that he or she determines, in the manner and at the times that that 30 fixe, les montants qu'il détermine. minister determines.

(4) Après consultation de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, le ministre des Finances peut transfé-25 rer du fonds au compte de pension de retraite, selon les modalités de temps et autres qu'il

Transfert

20



Canadian Forces Pension Fund

Establishment of Canadian Forces Pension Fund

55.2 (1) The Canadian Forces Pension Fund is established.

Amounts to he deposited into Canadian Forces Pension Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Canadian Forces Pension Fund:
- (a) the amounts determined by the Presi- 5 dent of the Treasury Board under subsec-
- (b) all other amounts required by this Act to be paid into the Fund; and
- (c) the income from the investment of the 10 amounts referred to in paragraphs (a) and (b) plus profits less losses on the sale of the

investments.

Amounts to be determined by the President of the Treasury Board

- (3) There shall be deposited into the Canadian Forces Pension Fund, in each fiscal 15 auprès de la caisse, pour chaque mois et dans year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect of which it is made
 - (a) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after 20 consultation with the Minister and based on actuarial advice, to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to current service and that will become pay- 25 able out of the Canadian Forces Pension Fund: and
 - (b) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after consultation with the Minister, in relation to 30 the total amount paid into the Canadian Forces Pension Fund during the preceding month by way of contributions in respect of past service.

Determination of the

amounts

(4) In determining amounts for the purposes 35 of paragraph (3)(a), the President of the Treasury Board may take into account any surplus in the Canadian Forces Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation report referred to in section 56 on the state of 40 à l'article 56. the Fund.

Caisse de retraite des Forces canadiennes

55.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

Constitution

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine en vertu du paragraphe 5
- b) les montants devant être payés à la caisse au titre de la présente loi;
- c) les revenus des placements faits avec les montants visés aux alinéas a) et b) et les 10 profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.
- (3) Lors de chaque exercice, sont déposés les trente jours suivant le dernier jour du mois 15 en cause:

Montants déterminés par le président du . Conseil du Trésor

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du ministre et sur l'avis d'actuaires, et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût 20 des prestations acquises pour ce mois relativement au service courant et qui deviendront payables par la caisse;
- b) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du 25 ministre, en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent sous forme de contributions à l'égard du service passé.
- (4) En vue de déterminer le montant visé à 30 Calcul l'alinéa (3)a), le président du Conseil du Trésor peut tenir compte de tout surplus de la caisse selon le plus récent rapport d'évaluation actuarielle sur la situation de celle-ci visé 35



Transfer of

- (5) The amounts deposited in the Canadian Forces Pension Fund under subsection (3) shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.
- (5) Les montants déposés auprès de la caisse au titre du paragraphe (3) sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi 5 sur l'Office d'investissement des régimes de 5 pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

Transfert des montants

Payment of

- (6) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make Forces Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board if the benefits are payable in respect of pensionable service that comes to the credit of a contributor on or after April 1, 2000.
- (6) Tous les montants nécessaires au paiement des prestations que prévoient la présente provision shall be charged to the Canadian 10 partie et la partie III doivent être portés au 10 débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public si elles sont payables au titre du service ouvrant droit à 15 pension porté au crédit du contributeur le 1^{er} 15 avril 2000 ou après cette date.

Paiement des prestations

Amounts to be paid on basis of actuarial valuation report

55.3 (1) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there shall be paid into the Fund, at the time and in the 20 caisse, selon les modalités de temps et autres manner set out in subsection (2), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the 25 plus courte qu'il détermine, au solde créditeur President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part 30 service ouvrant droit à pension porté au crédit and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

55.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant la situation de la Caisse de retraite des Forces canadiennes, est versé à la 20 actuarielle prévues au paragraphe (2), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période 25 que, suivant son estimation, devrait alors avoir la caisse pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du 30 des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date.

Montants versés à la suite d'un rapport d'évaluation

Equal annual instalments

(2) Subject to subsection (3), the amount Pension Fund under subsection (1) shall be divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Canadian Forces Pension Fund over a period of fifteen of the Treasury Board may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal vear in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le required to be paid into the Canadian Forces 35 montant visé au paragraphe (1) est payé à la35 caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le président du Conseil du Trésor détermine, le premier years, or the shorter period that the President 40 versement devant être effectué au cours de 40 l'exercice où le rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

Versements annuels égaux



Adjustments

(3) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2), the instalments remaining to be paid in that period may be adjusted to reflect the amount 5 that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board 10 estimates will be to the credit of the Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

Aiustements

Board 10
l'estimation de celui-ci, devrait avoir la caisse
à la fin de cette période pour couvrir le coût
des prestations payables en application de la
présente partie et de la partie III au titre du
service ouvrant droit à pension porté au crédit
des contributeurs le 1^{er} avril 2000 ou après
cette date.

55.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement
du rapport d'évaluation actuarielle visé à

existe.

tion actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (2), les versements qui restaient à effectuer au cours de cette période peuvent 5 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir la caisse 10 à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après 15

(3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évalua-

No more deposits if non-permitted surplus 55.4 (1) If, following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there is, in the President of the Treasury Board's 20 opinion, a non-permitted surplus in that Fund, no further amounts shall be deposited into the Fund under paragraph 55.2(3)(a) until the time that there is, in the President of the Treasury Board's opinion, no longer a non-25 permitted surplus in the Fund.

Surplus non

When non-permitted surplus

- (2) If, following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there is, in 30 the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in that Fund,
 - (a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board 35 determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister; or
 - (b) there may be paid out of the Canadian Forces Pension Fund, and into the Consoli-40 dated Revenue Fund, the amount, at the time and in the manner, that the Treasury Board determines on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister.

(2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil du Trésor, un surplus non autorisé :

l'article 56 concernant la situation de la Caisse

le président du Conseil du Trésor, un surplus non autorisé, aucun montant ne peut être

déposé auprès de la caisse au titre de l'alinéa

55.2(3)a) tant que, selon lui, un tel surplus

de retraite des Forces canadiennes, il v a, selon 20

- Mesures en cas de surplus non autorisé
- a) peuvent être réduites, selon les modalités de temps et autres et pour la période que le 30 Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, les contributions payables au titre de l'article 5;
- b) peut être payé par la caisse et versé au 35 Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées.



Recommandation du

président du

Conseil du

Trésor

Recommendation of President of the Treasury

- (3) The President of the Treasury Board shall only make the recommendation referred to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to the credit of the Canadian Forces Pension Fund at the end of the fifteenth fiscal year of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, will not be less than the total of
 - (a) the amount that will be required in order 10 to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and
 - (b) the amount of any surplus in the 15 Canadian Forces Pension Fund that does not constitute a non-permitted surplus.

When surplus is not non-permitted

(4) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the 20 du Trésor, un surplus qui n'est pas un surplus Canadian Forces Pension Fund, there is, in the opinion of the President of the Treasury Board, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or paragraph 55.2(3)(a) may 25 be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister. 30

Non-permitted surplus

- (5) For the purposes of this section, a non-permitted surplus exists when the amount by which assets exceed liabilities in the Canadian Forces Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report referred to in 35 section 56 or one requested by the President of the Treasury Board, is greater than the lesser of
 - (a) twenty per cent of the amount of liabilities in respect of contributors, as 40 determined in that report, and
 - (b) the greater of
 - (i) twice the estimated amount, for the calendar year following the date of that report, of the total of 45
 - (A) the current service contributions that would be required of contributors, and

- (3) Le président du Conseil du Trésor ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du rapport, que le montant du solde créditeur de la caisse, à la fin du quinzième exercice 5 suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants :
 - a) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application 10 de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date;
 - b) le montant de tout surplus de la caisse qui 15 n'est pas un surplus non autorisé.
- (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il v a, selon le président du Conseil non autorisé, les contributions payables au 20 titre de l'article 5 ou de l'alinéa 55.2(3)a) peuvent être réduites selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après 25 consultation du ministre.

Mesures en cas de surplus

- (5) Pour l'application du présent article, il y a surplus non autorisé si la différence entre l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 56 ou celui fait à la demande du président du Conseil du Trésor, est supérieure au moins élevé des montants suivants :
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des 35 contributeurs, selon ce rapport;
 - b) le plus élevé des montants suivants :
 - (i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport: 40
 - (A) le montant des contributions qu'auraient à verser les contributeurs relativement au service courant.

Sumlus non autorisé



- (B) the amounts that would be determined under paragraph 55.2(3)(a), and
- (ii) the amount that would be determined under paragraph (a) if the reference in that paragraph to "twenty per cent" were 5 read as a reference to "ten per cent".

When reduction in contributions

Costs

Pensions

Reporting Act

- (6) For greater certainty, a reduction in contributions under paragraph (2)(a) or subsection (4) is not to be considered as changing reduction in contributions.
- 55.5 The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister, with respect to benefits payable under Parts I, II and 15 III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000 shall be paid out of the Canadian Forces Pension Fund.
- R.S., c. 13 153. Sections 56 and 57 of the Act are 20. (2nd Supp.), s. 11; 1992, c. replaced by the following: 46 s 51
 - 56. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the the Canadian Forces Superannuation Investment Fund and the Canadian Forces Pension Fund shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

Annual Report

Annual report

57. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts 35 précédent, y compris un état indiquant, au paid into and out of the Superannuation Account, the Canadian Forces Pension Fund, and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund during that year, by appropriate classifications, the number of con-40 compte de pension de retraite des Forces tributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III together

- (B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 55.2(3)a).
- (ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de vingt pour cent était remplacé par un 5 pourcentage de dix pour cent.
- (6) Il est entendu qu'une réduction des contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (4) ne constitue pas une modificathe contribution rate that applied before the 10 tion du taux de contribution applicable avant 10 la réduction.

Réduction des

Coûts

55.5 Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application des parties I, II et III au titre du service ouvrant droit à pension qui 15 est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date sont payés par la Caisse de retraite des Forces canadiennes. Ces coûts sont déterminés par le Conseil du Trésor

sur recommandation du ministre.

153. Les articles 56 et 57 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 13 (2e suppl.), art. 11; 1992. ch. 46, art. 51

Loi sur les

relatifs aux

rapports

pensions . publiques

56. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de 25 state of each of the Superannuation Account, 25 retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et de la Caisse de retraite des Forces canadiennes doivent, conformément à la Loi sur les rapports relatifs aux pensions 30 30 publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Rapport annuel

57. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement 35 un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de 40 retraite, à la Caisse de retraite des Forces canadiennes et au Fonds de placement du canadiennes, et ceux payés sur ce compte et ce fonds et par cette caisse, pendant l'exerci-45

Rapport

Clause 153: Sections 56 and 57 read as follows:

56. In accordance with the *Public Pensions Reporting Act*, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of the Superannuation Account shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

Annual Report

57. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account during that year, by appropriate classifications, the number of contributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with such additional information as the Governor in Council requires.

Article 153. — Texte des articles 56 et 57:

56. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite doivent, conformément à la Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Rapport annuel

57. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de retraite, et sur ce compte, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues à la présente loi, à l'exception de la partie II; le rapport comporte les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil ordonne d'y ajouter.

with the additional information that the Governor in Council may by regulation require.

154. The Act is amended by adding the following after section 59:

PART I.1

RESERVE FORCE PENSION PLAN

Regulations

59.1 The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may make regulations respecting the establishment, funding and administration of pension plans to provide for the payment of benefits to or in 10 respect of officers and non-commissioned members and former officers and non-commissioned members of the reserve force, including regulations respecting the crediting of service in the reserve force as pensionable 15 service for the purposes of Part I and the transfer of amounts in respect of such service from the funds established under the regulations to the Canadian Forces Pension Fund and 20 vice versa.

Contributions by members **59.2** An officer or a non-commissioned member of the reserve force who is subject to a plan established in accordance with this Part is required to contribute, by reservation from pay or otherwise, in accordance with the 25 regulations.

Amounts to be deposited

- **59.3** There shall be deposited into a fund established under the regulations made under section 59.1, at the time and in the manner prescribed by the regulations, in addition to 30 any other amounts that are prescribed by the regulations to be deposited to the fund,
 - (a) in the case of a fund established for the payment of benefits that are related to periods of pensionable service, amounts 35 estimated by the President of the Treasury Board to meet the cost of those benefits; and
 - (b) in the case of any other fund, the amounts that are determined by the Minis-

ce, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte <u>également</u> les renseignements additionnels <u>que le gouverneur en 5</u> conseil peut exiger par règlement.

154. La même loi est modifiée par adjonc-5 tion, après l'article 59, de ce qui suit :

PARTIE I.1

RÉGIME DE PENSION DE LA FORCE DE RÉSERVE

59.1 Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règle-10 ments concernant la constitution, le financement et la gestion de régimes de pension en vue de verser des prestations aux officiers et militaires du rang de la force de réserve, anciens ou en poste, ou à leur égard, y compris 15 des règlements régissant le fait de faire compter à titre de service ouvrant droit à pension aux termes de la partie I le service dans la force de réserve et le transfert de montants relatifs à ce service de tout fonds 20 constitué au titre de ceux-ci à la Caisse de retraite des Forces canadiennes et vice-versa.

Règlements

59.2 Tout officier et militaire du rang de la force de réserve auquel s'applique un régime constitué au titre de la présente partie est tenu 25 de contribuer au fonds, par retenue sur sa solde ou autrement, en conformité avec les règlements.

Contribution

- 59.3 Sont déposés auprès du fonds constitué au titre des règlements pris en vertu de l'article 30 59.1, selon les modalités de temps et autres prévues par ceux-ci, en plus de toute somme déterminée par règlement :
 - Dépôt de sommes
 - a) dans le cas d'un fonds constitué en vue de payer des prestations touchant aux périodes 35 de service ouvrant droit à pension, le montant que le président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût de celles-ci:
 - b) dans le cas de tout autre fonds, le montant 40 que le ministre détermine en conformité avec les règlements.

Clause 154: New.

Article 154. — Nouveau.

ter in accordance with the regulations to be required to be deposited to the fund.

Transfer of amounts

59.4 If the regulations made under section 59.1 so provide, amounts deposited in a fund referred to in paragraph 59.3(a) or (b) shall be 5 transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

59.4 Si les règlements pris en vertu de l'article 59.1 le prévoient, les montants déposés auprès du fonds visé aux alinéas 59.3a) ou b) sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au 5 sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

Transfert de montants

Deposit

59.5 If the regulations made under section 10 59.1 so provide, amounts deposited in a fund referred to in paragraph 59.3(b) may be deposited with a financial institution specified in the regulations.

59.5 Si les règlements pris en vertu de l'article 59.1 le prévoient, les montants dépo-10 sés auprès du fonds visé à l'alinéa 59.3b) peuvent être déposés dans une institution financière visée par règlement.

Dépôt dans institution financière

Public Pensions Reporting Act

59.6 (1) In accordance with the *Public* 15 Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of a plan established in accordance with this Part the benefits for which would come out of a fund referred to in paragraph 20 59.3(a) shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

59.6 (1) Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur 15 relatifs aux l'actif relatifs à la situation de tout régime - constitué conformément à la présente partie — au titre duquel sont payées des prestations sur le fonds visé à l'alinéa 59,3a) doivent, conformément à la Loi sur les 20 rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné

au titre de la même loi et déposés devant le

Parlement.

publiques

Loi sur les

pensions

Review date

(2) For the purposes of subsection (1), the review date as of which an actuarial valuation 25 date de révision, pour le premier rapport report of the plan referred to in that subsection must be conducted for the purposes of the first valuation report is the date prescribed in the regulations and, for each subsequent report, the review dates must not be more than three 30 years apart.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la 25 Dates de

d'évaluation actuarielle du régime, est la date déterminée par règlement, les dates de révision ultérieures ne devant pas être séparées de plus de trois ans. 30

59.7 Le ministre doit, chaque année, faire

déposer devant chaque chambre du Parlement

un rapport sur l'application de la présente

Annual report

59.7 The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part during the preceding fiscal year. 35 partie au cours de l'exercice précédent. Rapport annuel

Recovery of debit balance

59.8 (1) Any debit balance in the pay account of a former officer or member of the reserve force may be recovered from any annuity or other benefit to which he or she is entitled under this Part or from any amount 40 à laquelle il a droit selon la présente partie ou that becomes payable under this Part to his or her service estate, whether the debit balance

59.8 (1) Tout reliquat débiteur au compte de 35 Recouvresolde d'un ancien officier ou d'un ancien membre de la force de réserve peut être recouvré sur toute annuité ou autre prestation sur tout montant qui devient payable à sa 40 succession militaire aux termes de la présente



Recouvre-

1992, ch. 46,

par. 52(2)

par. 52(3)

Réparation du montant

de la prestation

reliquat

existed at the time of his or her release or was ascertained after that time.

partie, que ce reliquat débiteur ait existé au moment de sa libération ou ait été constaté par la suite.

Recovery of debit balance

- (2) Recovery of a debit balance pursuant to this section shall be effected in the manner and to the extent that may be prescribed by the 5 de la manière et dans la mesure prévues par les regulations made under section 59.1, but, in the case of any annuity or other benefit to which a former officer or non-commissioned member of the reserve force is entitled under this Part, the recovery shall not be effected 10 a droit selon la présente partie, ce recouvreunless notice of the existence of the debit balance and the amount of it has been given to him or her, or has been forwarded by registered mail addressed to him or her at his or her latest known address.
- (2) Le recouvrement d'un reliquat débiteur conformément au présent article doit s'opérer 5 règlements pris en vertu de l'article 59.1. mais, dans le cas de toute annuité ou autre prestation à laquelle un ancien officier ou un ancien militaire du rang de la force de réserve 10 ment ne doit s'opérer que si un avis de l'existence du reliquat débiteur et du montant de celui-ci lui a été donné ou lui a été expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse 15 15 connue.

1992, c. 46, s. 52(2)

155. (1) The definitions "basic benefit" and "salary" in subsection 60(1) of the Act are repealed.

155. (1) Les définitions de « prestation de base » et « traitement », au paragraphe 60(1) de la même loi, sont abrogées.

1992. c. 46. s 52(3)

(2) Paragraph (d) of the definition "parreplaced by the following:

(2) L'alinéa d) de la définition de « parti-20 1992, ch. 46, ticipant" in subsection 60(1) of the Act is 20 cipant », au paragraphe 60(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(d) a person who has made an election under section 62 and in respect of whom a benefit is payable without contribution by him or her, and 25 d) personne qui a effectué le choix prévu à l'article 62 et à l'égard de laquelle une prestation est payable sans contribution 25 de sa part;

156. Section 61 of the Act is replaced by the following:

156. L'article 61 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Apportion-

61. If a benefit payable under Part I is apportioned between two survivors under subsection 29(8) or a pension payable under 30 phe 29(8) ou une pension est payable à deux the Defence Services Pension Continuation Act, chapter D-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, is apportioned between two women under subsection 32(3) of that Act, the benefit payable to a person referred to in 35 payable à la personne visée au paragraphe subsection 67(2) is apportioned in the same manner.

61. Si une prestation visée à la partie I est payable à deux survivants au titre du paragra-30 femmes en vertu du paragraphe 32(3) de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, le montant de la prestation 35 67(2) est répartie de manière semblable.

1992, c. 46, s. 53

157. Sections 64 and 65 of the Act are replaced by the following:

157. Les articles 64 et 65 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 53

Clause 155: (1) The definitions "basic benefit" and "salary" in subsection 60(1) read as follows:

- "basic benefit", with respect to a participant, means an amount equal to twice the salary of the participant, if that amount is a multiple of two hundred and fifty dollars, or an amount equal to the nearest multiple of two hundred and fifty dollars above twice the salary of the participant, if the first-mentioned amount is not a multiple of two hundred and fifty dollars, subject to a reduction of ten per cent, to be made as of such time as the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty attained by the participant, except that
 - (a) in the case of an elective participant who has not made an election under subsection 64(2) and who, on ceasing to be a member of the regular force or on ceasing to be employed in the Public Service, was entitled under Part I or under the *Defence Services Pension Continuation Act*, chapter D-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, to an immediate annuity or pension, the basic benefit shall not be less than five thousand dollars, and
 - (b) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 64(2), the basic benefit shall be five hundred dollars:

"salary" means

- (a) in the case of a participant who is a member of the regular force or a member of the reserve force described in paragraph (b) of the definition "participant", the greater of
 - (i) the pay of that participant, expressed in terms of an annual rate, and
 - (ii) three thousand dollars per annum if his rank is lower than warrant officer, or five thousand dollars per annum if his rank is warrant officer or higher, and
- (b) in the case of an elective participant, the greater of
 - (i) the pay of that participant at the time he ceased to be a member of the regular force, expressed in terms of an annual rate, and
 - (ii) three thousand dollars per annum if his rank at the time he ceased to be a member of the regular force was lower than chief petty officer in the Royal Canadian Navy, warrant officer

Article 155, (1). — Texte des définitions de « prestation de base » et « traitement » au paragraphe 60(1):

- « prestation de base » Soit le montant égal au double du traitement du participant si ce montant est un multiple de deux cent cinquante dollars, soit le montant égal au plus petit multiple de deux cent cinquante dollars qui dépasse le double du traitement du participant si le montant mentionné en premier n'est pas un multiple de deux cent cinquante dollars, sous réserve d'une réduction de dix pour cent, faite à compter de la date prévue aux règlements, pour chaque année de l'âge du participant ultérieure à soixante ans, sauf que :
 - a) dans le cas d'un participant volontaire qui n'a pas effectué le choix prévu au paragraphe 64(2) et qui, au moment où il a cessé d'être membre de la force régulière ou d'être employé dans la fonction publique, avait droit, aux termes de la partie I ou de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, à une annuité immédiate ou à une pension, la prestation de base ne peut être inférieure à cinq mille dollars;
 - b) dans le cas d'un participant volontaire qui a effectué le choix prévu au paragraphe 64(2), la prestation de base est de cinq cents dollars

« traitement »

- a) Dans le cas d'un participant qui est un membre de la force régulière ou un membre de la force de réserve visé à l'alinéa b) de la définition de « participant », le plus élevé des montants suivants :
 - (i) la solde de ce participant, exprimée sous forme de taux annuel.
 - (ii) trois mille dollars par an. s'il a un grade inférieur à celui de sous-officier breveté, ou cinq mille dollars par an s'il a un grade de sous-officier breveté ou un grade supérieur;
- b) dans le cas d'un participant par choix, le plus grand des deux montants suivants :
 - (i) la solde du participant à la date où il a cessé d'être membre de la force régulière, exprimée sous forme de taux annuel,

Contributions

Amount of contribution

65. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund the amounts prescribed by the regulations under the conditions prescribed by the regulations, in the manner and at the time prescribed by the 5 regulations.

158. Subsection 66(1) of the Act is replaced by the following:

Payment of benefit

66. (1) On the death of a participant, there shall be paid to the persons and in the manner 10 versé aux personnes que spécifie la présente specified in this Part, a benefit in the amount prescribed by the regulations.

159. Section 67 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

(2.1) If it is established to the satisfaction of 15 the Minister when the participant dies that the beneficiary or widow cannot be found, the benefit shall be paid to the estate or succession of the participant or, if less than one thousand dollars, shall be paid as the Minister may 20 mille dollars, selon ce qu'il ordonne. direct.

1992, c. 46,

160. Subparagraph 68(1)(b)(iii) of the Act is replaced by the following:

> (iii) the amount of the single premium as prescribed by the regulations in respect 25 of each participant in respect of whom a benefit is payable without contribution under this Part by the participant for the benefit; and

1992, c. 46, s. 57(1)(F)

161. (1) Paragraphs 73(1)(a) to (c) of the 30 Act are replaced by the following:

- (a) prescribing the amounts of contributions to be made by participants;
- (b) prescribing the conditions, manner and time of payment of contributions by partici-35 pants;
- (c) prescribing benefits payable for the purposes of subsection 66(1);
- (2) Paragraph 73(1)(g) of the Act is replaced by the following:
 - (g) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the survivor, beneficiary or estate or

Contributions

65. Chaque participant contribue au Trésor par versement des montants réglementaires selon les modalités de temps et autres prévues par règlement.

Montant de la

158. Le paragraphe 66(1) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

66. (1) Au décès d'un participant, il est partie, de la manière qui y est prévue, une prestation dont le montant est prévu par 10 règlement.

Paiement de la prestation

159. L'article 67 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) S'il est établi à la satisfaction du 15 Exception ministre que, au décès du participant, le bénéficiaire ou la veuve est introuvable, la prestation est payée à la succession du participant ou, dans le cas d'un montant de moins de 2.0

160. Le sous-alinéa 68(1)b)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art 54

- (iii) le montant de la prime unique déterminée conformément aux règlements à l'égard de chaque participant 25 pour qui une prestation est payable sans contribution de sa part à cet égard aux termes de la présente partie;
- 161. (1) Les alinéas 73(1)a à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 30

1992, ch. 46. par. 57(1)(F)

- a) pour prescrire les montants des contributions que les participants doivent payer;
- b) pour prescrire les modalités, notamment la manière et l'époque, de paiement des contributions des participants; 35
- c) pour prescrire les prestations payables au titre du paragraphe 66(1);
- (2) L'alinéa 73(1)g) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :
 - g) pour autoriser le paiement, avec l'appro-40 bation du ministre, sur toute prestation payable au survivant, au bénéficiaire ou à la

in the Canadian Army or Royal Canadian Air Force or warrant officer in the Canadian Forces, or five thousand dollars per annum if his rank at that time was chief petty officer or higher in the Royal Canadian Navy, warrant officer or higher in the Canadian Army or Royal Canadian Air Force or warrant officer or higher in the Canadian Forces,

except that where a retroactive increase is authorized in the pay of that participant, the increase shall be deemed to have commenced to have been received by him on such day as the regulations prescribe.

(2) The relevant portion of the definition "participant" in subsection 60(1) reads as follows:

"participant" means

(d) a person not coming within paragraph (a) or (c) who has made an election under section 62 and to whom the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in paragraph (a) of the definition "basic benefit", or to whom the basic benefit of five hundred dollars referred to in paragraph (b) of that definition, applies without contribution under this Part by the participant therefor, and

but does not include a person described in paragraph 62(1)(h) of the *Public Service Superannuation Act* who elected not to come under the provisions of Part II of that Act;

Clause 156: Section 61 reads as follows:

61. Where, in any circumstances, the Treasury Board may, for any purpose of the *Defence Services Pension Continuation Act*, chapter D-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or Part I of this Act, direct that a person be deemed to be the surviving spouse of a contributor, that the surviving spouse of a contributor be deemed to have predeceased him or that any pension or annual allowance payable to a surviving spouse be apportioned, in similar circumstances, the Treasury Board may, for the purpose of determining entitlement under this Part to any benefit payable to the surviving spouse of a participant as such, direct that a person be deemed to be the surviving spouse of the participant or that the surviving spouse of the participant or that the surviving spouse of the participant be deemed to have predeceased him, as the case may be, and may apportion the benefit payable under this Part.

Clause 157: Sections 64 and 65 read as follows:

- **64.** (1) Where the basic benefit of an elective participant, who, on ceasing to be a member of the regular force, was entitled under Part I or under the *Defence Services Pension Continuation Act.* chapter D-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, to an immediate annuity or pension exceeds five thousand dollars, the amount of the basic benefit shall, if the participant so elects, be reduced to five thousand dollars.
- (2) For the purposes of this Part, an elective participant who has made an election under section 64 of this Act, as it read from time to time before the day on which this section comes into force, is, beginning on that day, deemed to have elected to reduce the basic benefit of the participant to five thousand dollars unless, within one year after that day, the participant elects not to be deemed to have so elected.

(ii) trois mille dollars par an s'il avait, à la date où il a cessé d'être membre de la force régulière, un grade inférieur à celui de premier maître de la Marine royale du Canada, ou de sous-officier breveté de l'Armée du Canada ou de l'Aviation royale du Canada, ou de sous-officier breveté des Forces canadiennes, ou cinq mille dollars s'il avait à cette date un grade de premier maître ou un grade supérieur dans la Marine royale du Canada, un grade de sous-officier breveté ou un grade supérieur dans l'Aviation royale du Canada ou un grade de sous-officier breveté ou un grade du Canada ou un grade de sous-officier breveté ou un grade supérieur dans les Forces canadiennes,

sauf que, lorsqu'une augmentation rétroactive de la solde de ce participant est autorisée, cette augmentation est réputée avoir commencé à lui être versée le jour prescrit par les règlements.

(2). — Texte du passage visé de la définition de « participant » au paragraphe 60(1):

« participant »

d) personne non visée aux alinéas a) ou c') qui a effectué le choix prévu à l'article 62 et à qui s'applique la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars mentionnée à l'alinéa a) de la définition de « prestation de base » au présent paragraphe ou à qui s'applique la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars mentionnée à l'alinéa b) de cette définition, sans contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard;

Article 156. — Texte de l'article 61:

61. Afin de déterminer, en vertu de la présente partie, l'admissibilité à la prestation payable au conjoint survivant d'un participant, le Conseil du Trésor peut ordonner qu'une personne soit réputée être le conjoint survivant du participant ou que le conjoint survivant d'un participant soit réputé être décédé avant celui-ci, chaque fois qu'il peut le faire pour l'application de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, ou de la partie I de la présente loi; il peut également répartir cette prestation chaque fois qu'il peut ordonner la répartition, pour l'application de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense ou de la partie I de la présente loi, des pensions ou allocations annuelles payables à un conjoint survivant.

Article 157. — Texte des articles 64 et 65 :

- **64.** (1) Lorsque la prestation de base d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière, avait droit aux termes de la partie I ou aux termes de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, à une annuité immédiate ou à une pension, dépasse cinq mille dollars, le montant de la prestation de base doit, si le participant opte en ce sens, être ramené à cinq mille dollars.
- (2) Pour l'application de la présente partie, le participant volontaire qui a effectué un choix en vertu du paragraphe 64(1) de la présente loi dans l'une de ses versions antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent article, est, à partir de cette date, réputé avoir choisi de ramener as prestation de base à cinq mille dollars, à moins qu'il ne choisisse, dans l'année suivant cette date, de ne pas être assujetti à cette présomption.

succession of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;

- (3) Subsection 73(1) of the Act is amended 5 by adding the word "and" at the end of paragraph (k) and by repealing paragraph (I).
- (4) Section 73 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

No reduction of benefits

(3) No regulation made under paragraph (1)(a) shall have the effect of reducing the amount of a benefit payable under this Part to an amount less than five thousand dollars in respect of a person who is a participant under 15 à l'égard d'une personne qui est un participant this Part when the regulation comes into force and remains a participant after that coming into force.

1992, c. 46, s. 58

162. (1) The definition "contributor" in section 74 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 58

- (2) Paragraph (e) of the definition "recipient" in section 74 of the Act is replaced by the following:
 - (e) a person who is in receipt of the pension by reason of being a survivor or 25 a child.
 - 163. Section 75 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 58

1992, c. 46, s. 58

Contributions for elective service

164. Subsection 76(1) of the Act is replaced by the following:

76. (1) A contributor who elects, pursuant to 30 section 6, 42 or 43, to count as pensionable service any period of elective service specified in those sections, or any portion of that service, that is after March 31, 1970 but before January 1, 2000 is required to contribute to the 35 fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the pay described in those 40 montant à verser en vertu de la présente loi, un sections

(a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate of one-half of one per cent 45 of the contributor's pay; and

succession d'un participant décédé, des frais qu'ont entraînés l'entretien, les soins médicaux ou les obsèques du participant;

- (3) L'alinéa 73(1)l) de la même loi est abrogé.
- (4) L'article 73 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

(3) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1)a) ne peuvent avoir pour effet de réduire à 10 moins de cinq mille dollars le montant d'une prestation payable au titre de la présente partie à l'entrée en vigueur de ceux-ci et le demeure 15 par la suite.

Interdiction

5

162. (1) La définition de « contributeur », 20 à l'article 74 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46. art. 58 1992, ch. 46.

art. 58

- (2) L'alinéa e) de la définition de « prestataire », à l'article 74 de la même loi, est 2.0 remplacé par ce qui suit :
 - e) la reçoit du fait de sa qualité de survivant ou d'enfant du contributeur décédé
- 163. L'article 75 de la même loi est abrogé.

est remplacé par ce qui suit :

art. 58 25 164. Le paragraphe 76(1) de la même loi

1992, ch. 46, art. 58

1992, ch. 46.

76. (1) Le contributeur qui choisit, en conformité avec les articles 6, 42 ou 43 de compter comme service ouvrant droit à pen-30 sion toute période de service accompagné d'option spécifiée dans ces articles, ou une 1970, mais antérieure au 1er avril 2000 est tenu, à cet égard, de verser au compte de 35 pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, en plus de tout montant calculé de la manière et relativement à la solde visées à ces articles :

a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1er janvier 1977, au taux de un demi pour cent de sa solde: 45

Paiement de la prestation (3) An election made under subsection (1) or (2) is irrevocable.

Contribution

65. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund at the rate of five cents per month for every two hundred and fifty dollars in the amount of the participant's salary or, in the case of elective participants or participants who are absent from duty, such contribution as the regulations prescribe.

Clause 158: Subsection 66(1) reads as follows:

66. (1) On the death of a participant, there shall be paid to the persons and in the manner specified in this Part, the amount of the basic benefit of the participant with respect to which the last contribution payable under this Part by the participant was calculated.

Clause 159: New.

Clause 160: The relevant portion of subsection 68(1) reads as follows:

- **68.** (1) There shall be an account in the accounts of Canada to be known as the Regular Force Death Benefit Account to which shall be credited the following:
 - (b) an amount equal to the amount estimated by the President of the Treasury Board to be sufficient to cover the cost of the benefits that will become chargeable against the Account but not less than the aggregate of
 - (iii) the amount of the single premium determined under the schedule in respect of each participant in the case of whom the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in paragraph (a) of the definition "basic benefit" in subsection 60(1), or the basic benefit in the amount of five hundred dollars referred to in paragraph (h) of that definition, applies without contribution under this Part by the participant therefor; and

Clause 161: (1) to (3) The relevant portion of subsection 73(1) reads as follows:

- 73. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Part into effect and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations
 - (a) prescribing the times as of which the reductions referred to in the definition "basic benefit" in subsection 60(1) shall be made;
 - (b) prescribing the manner and time of payment of contributions;
 - (c) prescribing the contributions to be made by elective participants and by participants who are absent from duty and prescribing the conditions on which participants who are absent from duty may continue to be participants;
 - (g) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the surviving spouse, beneficiary or estate of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;
 - (*l*) prescribing, for the purpose of the definition "salary" in subsection 60(1), the day on which a retroactive increase in pay shall be deemed to have commenced to have been received by a participant; and

(3) Un choix effectué en vertu des paragraphes (1) ou (2) est irrévocable.

Contributions

65. Chaque participant contribue au Trésor au taux de cinq cents par mois par tranche de deux cent cinquante dollars comprise dans le montant de son traitement ou, s'il s'agit d'un participant volontaire ou absent du service, pour le montant que fixent les règlements.

Article 158. — Texte du paragraphe 66(1):

66. (1) Au décès d'un participant, il est versé aux personnes que spécifie la présente partie, de la manière qui y est prévue, le montant de la prestation de base du participant sur laquelle a été calculée la dernière contribution payable aux termes de la présente partie par le participant.

Article 159. - Nouveau.

Article 160. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 68(1) :

- **68.** (1) Est ouvert, parmi les comptes du Canada, un compte intitulé « compte des prestations de décès de la force régulière », au crédit duquel les sommes suivantes sont versées :
 - b) un montant égal à celui que le président du Conseil du Trésor estime suffisant pour couvrir le coût des prestations qui deviendront imputables au compte, ce premier montant ne pouvant toutefois être inférieur à la somme des montants suivants :
 - (iii) le montant de la prime unique déterminée conformément à l'annexe à l'égard de chaque participant pour qui la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars mentionnée à l'alinéa a) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 60(1) ou la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars mentionnée à l'alinéa b) de cette définition s'applique, sans contribution de sa part à cet égard aux termes de la présente partie;

Article 161, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 73(1):

- **73.** (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements d'application de la présente partie, notamment :
 - a) pour prescrire à quels moments doivent être opérées les réductions mentionnées à la définition de « prestation de base » au paragraphe 60(1):
 - b) pour prescrire la manière et l'époque du paiement des contributions;
 - c) pour prescrire les contributions à payer par les participants volontaires et par les participants qui sont absents du service et prescrire les conditions auxquelles les participants qui sont absents du service peuvent continuer à être participants;
 - g) pour autoriser le paiement, avec l'approbation du ministre, sur toute prestation payable au conjoint survivant, au bénéficiaire ou à la succession d'un participant décédé, des frais qu'ont entraînés l'entretien, les soins médicaux ou les obsèques du participant:
 - l) pour prescrire, aux fins de la définition de « traitement » au paragraphe 60(1), le jour où une augmentation rétroactive de solde est réputée avoir commencé à être reçue par un participant;

(b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after December 31, 1976 and before January 1, 2000 at the rate of one per cent of the contributor's pay.

1992, c. 46, s. 58

165. Paragraph 78(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by reason of being a survivor or a child, is the 10 retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

1992, c. 46, s. 58 166. Subsection 79(2) of the Act is re-15 pealed.

1992, c. 46, s. 58 167. The portion of subsection 80(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations

80. (1) The Governor in Council may, for 20 the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax Act* and Part LXXXV of the *Income Tax Regulations*, make regulations 25

1992, c. 46, s. 59 168. The schedule to the Act is repealed.

R.S., c. R-11; R.S., c. 13 (2nd Supp.); 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1998, c. 11 AMENDMENTS TO THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT

169. (1) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act are replaced by the following:

"child" « enfant » "child" means a child or stepchild of — or an individual adopted either legally or in fact by — a contributor, who at the time of the contributor's death was dependent on the contributor for support;

"contributor" « contributeur » "contributor" means a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and includes, unless the context otherwise re-40 quires,

 b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, au taux de un pour cent de sa solde.

165. L'alinéa 78(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de survivant ou d'enfant du contributeur est 10 l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

166. Le paragraphe **79(2)** de la même loi 15 1992, ch. 46, est abrogé.

167. Le passage du paragraphe 80(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 58

1992, ch. 46. art. 58

20 80. (1) Le gouverneur en conseil peut, par 20 Règlements règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie 25 LXXXV du Règlement de l'impôt sur le 25 revenu :

168. L'annexe de la même loi est abrogée.

1992, ch. 46, art. 59

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA L.R., ch. R-11; L.R., ch. 13 (2° suppl.); 1989, ch. 6; 1992, ch. 46; 1998, ch. 11

169. (1) Les définitions de « contributeur » et « enfant », au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la* 30 30 *Gendarmerie royale du Canada*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gen-35 darmerie royale du Canada, y compris, sauf indication contraire du contexte :

a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte ou à la caisse;

« contributeur » "contributor (4) New.

Clause 162: (1) The definition "contributor" in section 74 reads as follows:

"contributor" means a member of the regular force to whom this Act or the *Defence Services Pension Continuation Act*, chapter D-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies;

(2) The relevant portion of the definition "recipient" in section 74 reads as follows:

"recipient" means

(e) a person who is in receipt of the pension by reason of being a surviving spouse, a child or an orphan.

Clause 163: Section 75 reads as follows:

75. Every contributor is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from pay or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, an amount equal to one per cent of the contributor's pay.

Clause 164: Subsection 76(1) reads as follows:

- **76.** (1) A contributor who elects, pursuant to section 6, 42 or 43, to count as pensionable service any period of elective service specified in those sections, or any portion thereof, that is after March 31, 1970 is required to contribute to the Superannuation Account in respect thereof, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the pay described in those sections
 - (a) in the case of any period of elective service or portion thereof that is after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate set out in subsection 75(1) of this Act as it read immediately before the coming into force of this paragraph; and
 - (b) in the case of any period of elective service or portion thereof that is after December 31, 1976, at the rate set out in section 75.

Clause 165: The relevant portion of subsection 78(3) reads as follows:

(3) For the purposes of this section,

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by reason of being a surviving spouse, a child or an orphan, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

Clause 166: Subsection 79(2) reads as follows:

(2) For greater certainty, all amounts required for the payment of supplementary benefits shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Superannuation Account.

Clause 167: The relevant portion of subsection 80(1) reads as follows:

80. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax Act* and Part LXXXV of the *Income Tax Regulations*, as they read on January 15, 1992, make regulations

(4). — Nouveau.

Article 162, (1). — Texte de la définition de « contributeur » à l'article 74 :

- « contributeur » Membre de la force régulière auquel s'applique la présente loi ou la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970.
- (2). Texte des passages introductif et visé de la définition de « prestataire » à l'article 74 :
- « prestataire » Personne qui reçoit une pension et qui, selon le cas :

e) la reçoit du fait de sa qualité de conjoint ou d'enfant du contributeur décédé.

Article 163. — Texte de l'article 75:

75. Chaque contributeur est tenu de contribuer au compte de pension de retraite, par retenue sur sa solde ou autrement, un montant égal à un pour cent de sa solde et ce, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

Article 164. — Texte du paragraphe 76(1):

- **76.** (1) Le contributeur qui choisit, en conformité avec les articles 6, 42 ou 43, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spécifiée dans ces articles, ou une fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970 est tenu, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite, en plus de tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et relativement à la solde visées à ces articles :
 - a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1e^{rt} janvier 1977, au taux énoncé au paragraphe 75(1) de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vieueur du présent alinéa:
 - b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, au taux énoncé à l'article 75.

Article 165. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 78(3) :

(3) Pour l'application du présent article :

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de conjoint ou d'enfant survivant du contributeur est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

Article 166. — Texte du paragraphe 79(2):

(2) Il est entendu que les montants nécessaires au paiement des prestations supplémentaires sont payés sur le Trésor et imputés sur le compte de pension de retraite.

Article 167. — Texte du passage visé du paragraphe 80(1):

80. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées — dans leur version au 15 janvier 1992 — de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu :

"Royal

Canadian

Mounted Police

Pension

« Caisse de retraite de la

Gendarmerie

royale du

Canada »

"Royal

Canadian

Mounted

Superannua-

Investment

« Fonds de

pension de

royale du

"survivor"

« survivant »

placement du

retraite de la

Gendarmerie

Police

tion

Fund"

Fund"

- (a) a person who has ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and
- (b) for the purposes of sections 15 to 19 5 and 22, a contributor under Part V of the former Act who has been granted a pension or annual allowance under that Act or has died:

b) pour l'application des articles 15 à 19 et 22, un contributeur selon la partie V de l'ancienne loi, auquel a été accordée une pension ou une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé.

« enfant » L'enfant, le beau-fils ou la bellefille du contributeur — ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui — qui était à la charge de celui-ci au moment de son décès. « enfant »

10

(2) Subsection 3(1) of the Act is amended 10 by adding the following in alphabetical order:

"Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" means the fund established under section 29.2: 15

(2) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » La caisse constituée par l'arti-15 cle 29.2. « Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du

« Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » "Royal Canadian Mounted Police Pension Fund"

"Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund" means the fund established under section 29.1: « Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » Le fonds constitué par l'article 29.1. « Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » "Royal Canadian Mounted Police Superannua-

"survivor", in relation to a contributor, means

(a) a person who was married to the 20 contributor at the time of the contributor's death, or

(b) a person referred to in subsection 18(1);

« survivant » Personne qui :

20 « survivant » "survivor"

tion

Investment

- a) était unie au contributeur par les liens du mariage au décès de celui-ci;
- b) est visée au paragraphe 18(1).

170. Subsection 4(1) of the Act is replaced 25 by the following:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Act shall be paid to or in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation 30 Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in accordance with this Part, ceases to be a member of the Force or

170. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une annuité ou autre prestation ci-après spécifiée doit être versée à toute personne qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse 30 de retraite de la Gendarmerie royale du Canada d'après la présente partie, cesse d'être

Admissibilité

Eligibility

Clause 168: The schedule provides for a single premium for \$500 of death benefit coverage for life. These amounts would be prescribed by regulation further to the amendment proposed in clause 160.

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

Clause 169: (1) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) read as follows:

- "child" includes an illegitimate child, a stepchild and an adopted child;
- "contributor" means a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account, and includes, unless the context otherwise requires,
 - (a) a person who has ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account, and
 - (b) for the purposes of sections 15 to 19 and 22, a contributor under Part V of the former Act who has been granted a pension or annual allowance under that Act or has died;
 - (2) New.

Clause 170: Subsection 4(1) reads as follows:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Act shall be paid to or in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation Account in accordance with this Part, ceases to be a member of the Force or dies, which annuity or other benefit shall, subject to this Part, be based on the number of years of pensionable service to the credit of that person.

Article 168. — L'annexe prévoit les montants des primes uniques pour 500 \$ de couverture de prestation de décès pour la vie. Ces montants seront déterminés par règlements. Cette modification est liée à celle visée à l'article 160.

Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Article 169, (1). — Texte des définitions de « contributeur » et « enfant » au paragraphe 3(1) :

- « contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite, y compris, sauf indication contraire du contexte :
 - a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte de pension de retraite;
 - b) pour l'application des articles 15 à 19 et 22, un contributeur selon la partie V de l'ancienne loi, auquel a été accordée une pension ou une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé.
- « enfant » Sont assimilés à des enfants un enfant illégitime, un beau-fils ou une belle-fille par remariage et un enfant adoptif.
 - (2). Nouveau.

Article 170. — Texte du paragraphe 4(1):

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une annuité ou autre prestation ci après spécifiée doit être versée à toute personne qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite d'après la présente partie, cesse d'être membre de la Gendarmerie ou décède, ou relativement à cette personne, laquelle annuité ou autre prestation doit, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, reposer sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

dies, which annuity or other benefit shall, subject to this Part, be based on the number of vears of pensionable service to the credit of that person.

1992, c. 46, s. 61

171. Section 5 of the Act is replaced by the 5 following:

Contribution rates before

- 5. (1) A member of the Force is required to contribute, in respect of every year in the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, by reservation 10 merie est astreint à payer, par retenue sur sa from pay or otherwise,
 - (a) four per cent of the portion of his or her pay that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 10(3); and 15
 - (b) seven and one-half per cent of the portion of his or her pay that is greater than the Year's Maximum Pensionable Earnings.

Contribution rates - 2004 and later

(2) A member of the Force is required to 20 contribute, in respect of every portion of the period beginning on January 1, 2004, by reservation from pay or otherwise, at the contribution rates determined by the Treasury Board in respect of that portion on the joint 25 recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Funds for contributions

(3) The contributions shall be made to the Superannuation Account for the period beginning on January 1, 2000 and ending on March 30 31, 2000 and shall be made to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund for the period after that.

Limitation -determination of rate

- (4) In determining the contribution rates for the purposes of subsection (2) and paragraphs 35 (5)(b), (6)(b) and (7)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one per cent in respect of any portion of pay, whether less than, equal to or more than the Year's Maximum Pensionable Earnings, 40 the previous rate; and

membre de la Gendarmerie ou décède, ou relativement à cette personne. Cette annuité ou autre prestation doit, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, reposer sur le nombre d'années de service 5 ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

171. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 61

- 5. (1) Pour chaque année de la période 10 Contribution débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003, le membre de la Gendarsolde ou autrement:
 - pour les années 2000
 - a) quatre pour cent de la portion de sa solde 15 qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 10(3);
 - b) sept et demi pour cent de la portion de sa solde qui dépasse le maximum des gains 20 annuels ouvrant droit à pension.
- (2) À compter du 1er janvier 2004 et pour toute partie de la période en cause, le membre de la Gendarmerie est astreint à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, la contribu-25 tion calculée selon les taux que le Conseil du Trésor détermine sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre.

Contribution à compter de 2004

(3) Les contributions sont versées au compte de pension de retraite en ce qui touche la 30 contributions période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Versement

(4) Pour l'application du paragraphe (2) et 35 Taux des alinéas (5)b, (6)b) et (7)b), les taux de contribution ne peuvent :

maximums

- a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes de pour cent, pour toute portion de la solde, que celle-ci dépasse ou 40 non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension:
- b) être supérieurs aux taux des contributions payables au titre de l'article 5 de la Loi sur la pension de la fonction publique.

Clause 171: Section 5 reads as follows:

5. (1) Every member of the Force who

- (a) was a contributor under Part V of the former Act immediately before April 1, 1960, or
- (*h*) was not a member of the Force immediately before April 1, 1960 or, having been a member of the Force at that time, thereafter ceased to be a member of the Force and subsequently was re-appointed to or re-enlisted in the Force.

is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from pay or otherwise, an amount equal to six and one-half per cent of his pay minus an amount equal to the amount he would be required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of that pay if that pay, expressed in terms of an annual rate, were the total amount of his income for the year from pensionable employment as defined in that Act.

- (2) Notwithstanding anything in this Part,
- (a) no person shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years;
- (b) no person who has become entitled to or has been granted any superannuation or pension benefit of a kind prescribed by the regulations, payable out of the Consolidated Revenue Fund or out of any account or fund in the accounts of Canada other than the Superannuation Account, shall contribute to the Superannuation Account as required by subsection (1) after that person has to his credit a period of pensionable service totalling thirty-five years less the number of years service on which that superannuation or pension benefit is based; and
- (c) no person shall, in respect of any period of service of that person as a member of the Force on or after the day on which this paragraph comes into force, contribute to the Superannuation Account in respect of any portion of that person's annual rate of pay that is in excess of such annual rate of pay as is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

Article 171. — Texte de l'article 5:

5. (1) Chaque membre de la Gendarmerie qui, selon le cas :

a) était contributeur selon la partie V de l'ancienne loi immédiatement avant le 1^{er} avril 1960;

b) n'était pas membre de la Gendarmerie immédiatement avant le 1^{er} avril 1960 ou, ayant été membre de la Gendarmerie à cette époque, a cessé par la suite d'en faire partie et, subséquemment, a été nommé de nouveau dans la Gendarmerie ou s'y est rengagé.

est astreint à contribuer au compte de pension de retraite, par retenue sur la solde ou autrement, pour un montant égal à six et demi pour cent de sa solde moins un montant égal au montant pour lequel il serait tenu de contribuer sur cette solde aux termes du *Régime de pensions du Canada* si cette solde, exprimée sous forme de taux annuel, constituait le total pour l'année de son revenu provenant de l'emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette loi.

- (2) Nonobstant toute autre disposition de la présente partie
- a) nulle personne ne peut contribuer au compte de pension de retraite, comme l'exige le paragraphe (1), après qu'elle compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de trente-cinq ans au total;
- b) nulle personne, devenue admissible à des prestations de pension de retraite ou de pension d'un genre prescrit par les règlements, ou à qui il a été accordé de telles prestations, payables sur le Trésor ou sur une caisse ou un compte parmi les comptes du Canada, autre que le compte de pension de retraite, ne peut contribuer au compte de pension de retraite, comme l'exige le paragraphe (1), après qu'elle compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de trente-cinq ans au total, moins le nombre d'années de service sur lequel est basée cette prestation de pension de retraite ou de pension:
- c) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service accomplie à titre de membre de la Gendarmerie, commençant au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, contribuer au compte de pension de retraite en ce qui regarde la partie de son taux de solde annuel dépassant le taux de solde annuel fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.

(b) exceed the rates paid by contributors under section 5 of the Public Service Superannuation Act.

Contribution thirty-five vears of service before

- (5) A person who has to his or her credit, before January 1, 2000, a period of pension- 5 1er janvier 2000, une période de service de able service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to contribute under subsections (1) and (2) but is required to contribute, by reservation from 10 pay or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required 15 under this Act, at the rate of one per cent of the person's pay; and
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount 20 required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Contribution rates thirty-five years of service on or after January 1, 2000 and before April 1 2000

- (6) A person who has to his or her credit, on 25 or after January 1, 2000 and before April 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pensionable service — totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection 30 (1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (2) but is required to 35 contribute, by reservation from pay or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in 40 addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's pay; and
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 45 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates deter-

- (5) La personne avant à son crédit, avant le trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant 5 trente-cinq ans --- n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (2). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre 10 somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde - pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004. 20
- (6) La personne ayant à son crédit, le 1er janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1^{er} avril 2000, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension - ou une période de service ouvrant droit à pension 25 et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1) que pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le jour précédant celui où elle 30 atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (2), mais est astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, au compte de pension de retraite, 35
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde - pour la période débutant le jour où elle atteint 40 trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003;

en plus de toute autre somme exigée par la

présente loi :

Contribution trente-cina ans de service avant le 1er janvier 2000

Contribution trente-cinq ans de service le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er avril 2000



mined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Contribution rates. thirty-five vears of service on or after April 1, 2000

- (7) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable 5 avril 2000 ou après cette date, une période de service - or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1) or (2) during the period beginning on April 1, 2000 and ending on the 10 day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (2) but is required to contribute, by reservation from pay or otherwise,
 - (a) to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, in respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at a rate of 20 one per cent of the person's pay; and
 - (b) to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at 25 the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Other pensionable

- (8) For the purpose of subsections (5) to (7), "other pensionable service" means years of 30 (7), « autre période de service » s'entend des service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable
 - (a) out of the Consolidated Revenue Fund, or out of any account in the accounts of 35 Canada other than the Superannuation Account; or
 - (b) out of the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or the Public 40 Service Pension Fund within the meaning of the *Public Service Superannuation Act*.

- b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er ianvier 2004.
- (7) La personne avant à son crédit, le 1er service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service 10 totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) ou (2) que pour la période débutant le 1er avril 2000 et se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. 15 Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, en plus de 20 toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde - pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 25 31 décembre 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er 30 ianvier 2004.
- (8) Pour l'application des paragraphes (5) à années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un 35 genre spécifié dans les règlements qui est pavable:
 - a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite: 40
 - b) soit par la Caisse de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes. ou la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de 45 la fonction publique.

Contribution trente-cina ans de service le 1er avril 2000 ou après cette

Autre période de service



Contributions not required

(9) Notwithstanding anything in this Part, no person shall, in respect of any period of service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in respect of any portion of that person's annual rate of pay that is in excess of the annual rate of pay that is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

(9) Malgré les autres dispositions de la présente partie, nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la présente partie en ce qui regarde la partie de 5 son taux de solde annuel dépassant le taux de solde annuel fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.

Contributions non requises

Exception

(10) A member of the Force who is engaged hours per week or days per year prescribed in the regulations shall not contribute under this Act.

(10) Un membre de la Gendarmerie qui est to work on average fewer than a number of 10 engagé pour travailler dans la Gendarmerie en 10 movenne pour un nombre d'heures par semaine ou de jours par année qui est inférieur à celui fixé par règlement ne peut contribuer au titre de la présente loi.

Restriction

172. (1) Clause 6(a)(ii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) any period during which he or she is required by subsection 5(1) or (2) to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, 20

(2) Subparagraph 6(a)(ii) of the Act is amended by adding the following after clause (B):

> (C) any period of service that may be counted by that contributor as pension- 25 able service under subsection 24.1(9):

(3) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is amended by adding the following after clause (F):

> (F.1) any period of service as a member of the Force during which he or she was engaged to work on average at least a number of hours per week or days per year prescribed in the regula-35 tions, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay for that service,

172. (1) La division 6a (ii)(A) de la même 15 15 loi est remplacée par ce qui suit :

> (A) toute période durant laquelle il est astreint par les paragraphes 5(1) ou (2) à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 20 Gendarmerie royale du Canada,

(2) Le sous-alinéa 6a)(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (B), de ce qui suit :

> (C) toute période de service qu'il peut 25 compter comme service ouvrant droit à pension selon le paragraphe 24.1(9);

(3) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division 30 (F), de ce qui suit : 30

> (F.1) toute période de service à titre de membre de la Gendarmerie pendant laquelle le contributeur a été engagé pour travailler dans la Gendarmerie en moyenne pour au moins le nombre 35 d'heures par semaine ou de jours par année fixé par règlement, s'il choisit, dans un délai d'un an après qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, de payer à l'égard de ce servi-40 ce.

(4) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is amended by striking out the word "and" at 40 est modifié par adjonction, après la division the end of clause (J) and by adding the following after clause (K):

(4) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi (K), de ce qui suit :

> (L) toute période de service d'un genre 45 spécifié dans les règlements, s'il choi

Clause 172: (1) to (4) Clauses 6(a)(ii)(C) and (b)(ii)(F,1) and (L) to (P) are new. The relevant portion of section 6 reads as follows:

- **6.** Subject to this Part, the following service may be counted by a contributor as pensionable service for the purposes of this Part:
 - (a) non-elective service, comprising,
 - (ii) in the case of any contributor,
 - (A) any period during which he is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account, and
 - (b) elective service, comprising,
 - (ii) in the case of any contributor,

Article 172. — Les divisions 6a)(ii)(C) et b)(ii)(F.1) et (L) à (P) sont nouvelles. Texte des passages introductif et visé de l'article 6 :

- **6.** Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le service suivant peut être compté par un contributeur comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente partie :
 - a) le service non accompagné d'option, comprenant :
 - (ii) dans le cas de tout contributeur :
 - (A) toute période durant laquelle il est astreint par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite.
 - b) le service accompagné d'option, comprenant :
 - (ii) dans le cas de tout contributeur :

- (L) any period of service of a kind described in the regulations if the contributor elects within the time specified, and in the manner specified, in the regulations to pay for that service.
- (M) any period of service in the Public Service, after December 31, 1980 and before the day on which this clause comes into force, during which he or she was engaged to work on average at 10 least a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations, if the contributor was a contributor immediately before the day on which this clause comes into force and 15 the contributor elects, within one year after that day, to pay for that service,
- (N) any period of service in the Public Service, after December 31, 1980, during which he or she was engaged to 20 work on average at least a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay 25 for that service,
- (O) subject to the regulations, any period of service in respect of which payment of a commuted value to a contributor has been effected in accor- 30 dance with section 12.1, if the contributor elects, in accordance with the regulations, to pay for that service, and
- (P) subject to the regulations, any period of service in respect of which a 35 payment has been made in respect of the contributor pursuant to an agreement entered into under subsection 24.1(2), if the contributor elects, in accordance with the regulations, to 40 pay for that service.

- sit, selon les modalités réglementaires, de payer pour ce service,
- (M) toute période de service passée dans la fonction publique, après le 31 décembre 1980 et avant la date d'en-5 trée en vigueur de la présente division, pendant laquelle il a été engagé pour travailler dans la Gendarmerie en moyenne pour au moins le nombre d'heures par semaine ou de jours par 10 année fixé par règlement, s'il était contributeur avant cette date et s'il choisit, dans un délai d'un an après celle-ci, de payer pour ce service,
- (N) toute période de service passée 15 dans la fonction publique après le 31 décembre 1980 pendant laquelle il a été engagé pour travailler dans celle-ci en moyenne pour au moins le nombre d'heures par semaine ou de jours par 20 année fixé par règlement, s'il choisit, dans un délai d'un an après qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, de payer à l'égard de ce service,
- (O) sous réserve des règlements, toute 25 période de service à l'égard de laquelle le paiement d'une valeur escomptée a été fait conformément à l'article 12.1, s'il choisit conformément aux règlements de payer à l'égard de ce service, 30
- (P) sous réserve des règlements, toute période de service à l'égard de laquelle un paiement a été fait à l'égard du contributeur conformément à un accord conclu en vertu du paragraphe 35 24.1(2), s'il choisit conformément aux règlements de payer à l'égard de ce service.

1992, c. 46, s. 63

173. Subsection 6.1(2) of the Act is replaced by the following:

173. Le paragraphe 6.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, 40 art. 63

Contributions not required

(2) Notwithstanding section 5, a contributor who makes an election under subsection 45 teur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) is not required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund under that

(2) Par dérogation à l'article 5, le contribu-(1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du 45

Contributions non requises

Clause 173: Subsection 6.1(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection 5(1), a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in respect of the portion of the period to which the election relates.

Article 173. — Texte du paragraphe 6.1(2):

(2) Par dérogation au paragraphe 5(1), le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite visée au paragraphe 5(1) relativement à la partie de la période visée par ce choix.

section in respect of the portion of the period to which the election relates.

174. (1) Paragraphs 7(1)(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

- (d) in respect of any period specified in 5 clause 6(b)(ii)(B), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was 10 before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was 15 after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that period or portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that 25 period or portion,
 - (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect 30 of that period or portion, and
 - (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(2), in respect of that period or 35 portion.

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Act, together with 40 interest;

(e) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C), (D), (E), (F) or (G), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had 45 he or she, during that period, been required to contribute

Canada relativement à la partie de la période visée par ce choix.

174. (1) Les alinéas 7(1)d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- d) relativement à toute période spécifiée 5 dans la division 6b)(ii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, durant celle-ci, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie 10 de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1er avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relati-20 vement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 25 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie 30 de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période, 35
 - (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou à cette 40 partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur <u>aux</u> termes de la présente loi, avec les intérêts; 45

e) relativement à toute période spécifiée dans les divisions 6b)(ii)(C), (D), (E), (F) ou (G), un montant égal à celui pour lequel

Clause 174: (1) and (2) The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

- 7. (1) Subject to section 8, a contributor who is entitled under this Part to count as pensionable service any period of elective service specified in paragraph 6(b) is required to pay, in respect thereof, as follows:
 - (d) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(B), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof.
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969, in respect of that period or that portion thereof, and
 - (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), in respect of that period or that portion thereof,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Act, together with interest;

- (e) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C), (D), (E), (F) or (G), an amount equal to the amount that he would have been required to contribute had he, during that period, been required to contribute
 - (i) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof.
 - (ii) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969, in respect of that period or that portion thereof, and
 - (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof.

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him on the most recent occasion on which he became a contributor under this Act, together with interest;

(i) in respect of any period described in clause 6(b)(ii)(K), an amount determined in accordance with the regulations.

Article 174. — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 7(1):

- 7. (1) Sous réserve de l'article 8, un contributeur qui peut, selon la présente partie, compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option que spécifie l'alinéa 6b), est tenu à cet égard de payer ce qui suit :
 - d) relativement à toute période spécifiée dans la division (6b)(ii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, durant cette période, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version du 31 décembre 1965, relativement à cette période ou partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version antérieure au 1^{er} avril 1969, relativement à cette période ou partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou une partie de celle-ci était postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période.

sur une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente loi, avec les intérêts:

- e) relativement à toute période spécifiée dans la division 6b)(ii)(C), (D), (E), (F) ou (G), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer s'il avait, durant cette période, été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version du 31 décembre 1965, relativement à cette période ou partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version antérieure au 1^{er} avril 1969, relativement à cette période ou partie de période.
 - (iii) lorsque cette période ou une partie de celle-ci était postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période.

sur une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente loi, avec les intérêts.

i) relativement à la période visée à la division 6b)(ii)(K), le montant déterminé en conformité avec les règlements.

- (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
- (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that 10 period or portion,
- (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on 15 December 31, 1999, in respect of that period or portion,
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the 20 rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
- (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec- 25 tion 5(2), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a 30 contributor under this Act, together with interest:

- il aurait été requis de contribuer s'il avait, durant celle-ci, été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragra- 5 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 10 antérieure au 1er avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 3120 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1er janvier 25 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décem-30 bre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle 35 qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur aux termes de la présente loi, avec les intérêts;

1992. c. 46.

- (2) Paragraph 7(1)(i) of the Act is replaced by the following:
 - (i) in respect of any period described in 35 clauses 6(b)(ii)(F.1), (K), (L), (M), (N), (O) and (P), the amounts determined in accordance with the regulations.
- (2) L'alinéa 7(1)i) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

i) relativement à la période visée aux divisions 6b)(ii)(F.1), (K), (L), (M), (N), (O) et (P), les montants déterminés en conformité avec les règlements.

1992, c. 46.

175. (1) Paragraphs 8(2)(b) and (b.1) of the Act are replaced by the following:

175. (1) Les alinéas 8(2)b) et b.1) de la 45 1992, ch. 46. 40 même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992 ch 46

art. 64

- (b) an election to pay for any period of service described in clause 6(b)(ii)(J), (K) or (L), unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the regulations, within such time immediately 5 before or after the making of the election as is prescribed by the regulations;
- (b.1) an election to surrender an annuity, annual allowance or pension under subsection 24(5) on or after December 1, 1995, 10 unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the regulations, within the time immediately before or after the making of the election that is prescribed by the regulations; or 15
- (2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Election after March 31. 2000

- (5.1) For the purposes of subsections (5) and 24(1), an amount required to be paid by a contributor pursuant to an election made after 20 March 31, 2000 shall be paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund.
- (3) Subsection 8(7) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

(7) When an amount payable by a contribu- 25 tor into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of death, that amount, with 30 devenu exigible, mais demeure impayé à interest at four per cent per annum from the time it became due, may be recovered in accordance with the regulations from any allowance payable under this Part to the survivor or children of the contributor, with-35 out prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of it, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension 40 Fund and shall be deemed, for the purposes of the definition "return of contributions" in subsection 9(1), to have been paid into that Account or Fund by the contributor.

- b) une décision de payer à l'égard de toute période de service visée aux divisions 6b)(ii)(J), (K) ou (L), sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, comme le prescrivent les règlements, dans tel délai, 5 antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci;
- b.1) une décision de renoncer à une annuité, une allocation annuelle ou une pension, en vertu du paragraphe 24(5), le 1^{er} décembre 10 1995 ou après cette date, sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, tel que prévu aux règlements, dans tel délai, immédiatement antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci;
- (2) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :
- (5.1) Pour l'application des paragraphes (5) et 24(1), la somme que le contributeur est tenu 20 mars 2000 de payer par suite d'un choix exercé après le 31 mars 2000 doit être payée à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Choix exercé

Reconvre-

ment des

montants dus

- (3) Le paragraphe 8(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25
- (7) Lorsqu'un montant payable par un contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada moyennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre façon est 30 l'époque de son décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute 35 allocation payable, selon la présente partie, au survivant ou aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré doit être 40 porté au crédit du compte de pension de retraite ou être versé à la caisse et est censé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 9(1), avoir été versé à ce compte ou à cette 45 caisse par le contributeur.

- (2) An election under this Part is void in so far as it is
- (b) an election to pay for any period of service described in clause 6(h)(ii)(J) or (K), unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the regulations, within such time immediately before or after the making of the election as is prescribed by the regulations;
- (b.1) an election to surrender an annuity, annual allowance or pension under subsection 24(5) on or after the day on which this paragraph comes into force, unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the regulations, within such time immediately before or after the making of the election as is prescribed by the regulations; or
- (2) New.

- (3) Subsection 8(8) is new. Subsection 8(7) reads as follows:
- (7) Where any amount payable by a contributor into the Superannuation Account by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of his death, that amount, with interest at four per cent per annum from the time it became due, may be recovered in accordance with the regulations from any allowance payable under this Part to the surviving spouse or children of the contributor, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account and shall be deemed, for the purposes of the definition "return of contributions" in subsection 9(1), to have been paid into that Account by the contributor.

- (2) Un choix visé par la présente partie est nul dans la mesure où il constitue, selon le cas :
 - b) une décision de payer à l'égard de toute période de service visée aux divisions 6b)(ii)(J) ou (K), sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, comme le prescrivent les règlements, dans tel délai, antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci;
 - b.1) une décision de renoncer à une annuité, allocation annuelle ou pension, en vertu du paragraphe 24(5), au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du présent alinéa, sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, tel que prévu aux règlements, dans tel délai, immédiatement antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci;
 - (2). Nouveau.

- (3). Le paragraphe 8(8) est nouveau. Texte du paragraphe 8(7):
- (7) Lorsqu'un montant payable par un contributeur au compte de pension de retraite moyennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre façon est devenu exigible, mais demeure impayé à l'époque de son décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation payable, selon la présente partie, au conjoint survivant ou aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré doit être porté au crédit du compte de pension de retraite et est censé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 9(1), avoir été versé à ce compte par le contributeur.

"cash

termination

« allocation

de cessation

en espèces »

allowance

Special procedures for elections

(8) When an election is made to count as pensionable service a period of service specified in clause 6(b)(ii)(F.1), (L), (M), (N), (O) or (P), this section applies in the manner and to the extent set out in the regulations.

(8) Dans le cas des choix prévus aux divisions 6b)(ii)(F.1), (L), (M), (N), (O) ou (P), le présent article s'applique dans la mesure et selon les modalités prévues par les 5 règlements.

Choix régis par règlement

176. (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" in subsection 9(1) of the Act are replaced by the following:

"cash termination allowance" means an 10 amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him or her at the time he or she ceases to be a 15 member of the Force, minus an amount equal to the amount by which

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account or the Royal 20 Canadian Mounted Police Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the Force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he or 25 she had contributed on the basis of the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965,

exceeds

(b) the total amount the contributor was 30 required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the Force, other than interest or charges 35 for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

(a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account or the 40 « remboursement de contributions » Royal Canadian Mounted Police Pension Fund but not including any amount so paid pursuant to subsection 39(7) of the Public Service Superannuation Act, and

176. (1) Les définitions de « allocation de cessation en espèces » et « remboursement de contributions », au paragraphe 9(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit : 10

« allocation de cessation en espèces » Montant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser 15 à la date où il cesse d'être membre de la Gendarmerie, moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui visé à l'alinéa b):

« allocation de cessation en espèces » termination

- a) le montant total que le contributeur 20 aurait été tenu de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la Gendarme-25 rie — à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés — relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux indiqués au paragraphe 30 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965;
- b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte ou à la caisse jusqu'au moment où il a cessé 35 d'être un membre de la Gendarmerie — à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés - relativement à du service postérieur à 1965. 40

Remboursement:

a) d'une part, du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la45

« remboursement de contributions » "return of contribu-

"return of contribu-«remboursement de

Clause 176: (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" in subsection 9(1) read as follows:

"cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him at the time he ceases to be a member of the Force, minus an amount equal to the amount by which

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be a member of the Force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he had contributed on the basis of the rates set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965,

exceeds

(b) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account up to the time he ceases to be a member of the Force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account but not including any amount so paid pursuant to subsection 39(7) of the *Public Service Superannuation Act*, and
- (b) any amount paid by him into any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account,

to the extent that the amount remains to his credit in the Superannuation Account together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (6).

Article 176, (1). — Texte des définitions de « allocation de cessation en espèces » et « remboursement de contributions » au paragraphe 9(1):

- « allocation de cessation en espèces » Montant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser à la date où il cesse d'être membre de la Gendarmerie, moins un montant égal au montant par lequel :
 - a) le montant total pour lequel le contributeur aurait été tenu de verser au compte de pension de retraite jusqu'au moment où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés, relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version du 31 décembre 1965,

excède

b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte de pension de retraite jusqu'au moment où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés, relativement à du service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

- a) du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la Loi sur la pension de la fonction publique;
- b) de tout montant par lui versé à un autre compte ou caisse, avec intérêt, si intérêt il y a, qui a été transféré au compte de pension de retraite,

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite, avec intérêt, si intérêt il y a, calculé en application du paragraphe (6).

(b) any amount paid by him or her into any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension 5 Fund.

to the extent that the amount remains to his or her credit in the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, together with interest, if any, 10 calculated pursuant to subsection (6).

(2) Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:

Duration of payment, etc. to survivor or

(3) When an annual allowance becomes payable under this Part to a survivor or child, 15 payable en vertu de la présente partie à un it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of the month during which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an 20 partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate or succession of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

(3) Subsection 9(6) of the Act is replaced by the following:

Interest on return of contributions

- (6) For the purposes of the definition "return of contributions" in subsection (1), interest shall be calculated in the manner that 30 the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regulations,
 - (a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1, 35 2001; and
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph 26.1(1)(c.3) compounded quarterly, for any period beginning on or after January 1, 2001.

Gendarmerie rovale du Canada, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la Loi sur la pension de la fonction publi-

b) d'autre part, de tout montant qu'il a versé à un autre compte, caisse ou fonds, avec intérêt, le cas échéant, qui a été transféré au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 10 Gendarmerie royale du Canada,

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada, avec intérêt, le cas 15 échéant, calculé en application du paragraphe (6).

(2) Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'une allocation annuelle devient 20 Durée du survivant ou à un enfant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités égales le mois écoulé et continuer, sous réserve des autres dispositions de la présente 25 le prestataire décède ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui demeure impayé à quelque moment après son décès 30 25 doit être payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.

(3) Le paragraphe 9(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

(6) Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », au paragraphe (1), l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés conformément aux règlements :

remboursement de contributions

- a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure au 1er janvier 2001;
- b) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 26.1(1)c.3), composé tri-45 mestriellement, pour toute période postérieure au 31 décembre 2000.

Intérêt sur le

paiement, etc.

an survivant ou à l'enfant

(2) Subsection 9(3) reads as follows:

(3) Where an annual allowance becomes payable under this Part to a surviving spouse or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of the month during which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears thereof that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

(3) Subsection 9(6) reads as follows:

- (6) Where, at any time after December 31, 1974, a contributor ceases to be a member of the Force, the Minister shall
 - (a) determine the aggregate of all amounts referred to in paragraphs
 - (a) and (b) of the definition "return of contributions" in subsection
 - (1) that have been paid by the contributor into the Superannuation Account or transferred to the Superannuation Account to the credit of the contributor
 - (i) prior to 1974, and
 - (ii) during each year, hereinafter called a "contribution year", subsequent to 1973, in which contributions were made by or on behalf of the contributor to the Superannuation Account,

and that have not previously been paid to him as a return of contributions or otherwise; and

(b) calculate interest at the rate of four per cent compounded annually

(2). — Texte du paragraphe 9(3):

(3) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie à un conjoint survivant ou à un enfant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités égales le mois écoulé et continuer, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire décède ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui demeure impayé à quelque moment après son décès doit être payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.

(3). — Texte du paragraphe 9(6):

- (6) Lorsque, après le 31 décembre 1974, un contributeur cesse d'être membre de la Gendarmerie, le ministre doit :
 - a) déterminer le total de tous les montants mentionnés aux alinéas a)
 et b) de la définition de « remboursement de contributions » du paragraphe (1) qui ont été versés par ce contributeur au compte de pension de retraite ou transférés au compte de pension de retraite au crédit de ce contributeur :
 - (i) avant 1974
 - (ii) au cours de chaque année postérieure à 1973, appelée ci-après « année de contribution », dans laquelle des contributions ont été effectuées par le contributeur ou pour son compte au compte de pension de retraite.

et ne lui ont pas été précédemment versés à titre de remboursement de contributions ou autrement;

1992, ch. 46.

art. 67

1992, c. 46,

(4) Paragraph 9(7)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or 5 commuted during the lifetime of that person except under section 12.1 or subsection 18(2) and any other transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is null and void; and

1992, c. 46, s. 68(3)

Deemed period of pensionable service

177. Subsection 10(5) of the Act is replaced by the following:

(5) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during the Force and is required to contribute under subsection 5(5), (6) or (7) is deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

178. (1) Paragraphs 11(1)(a) and (b) of the 20 Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the Force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to 25
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period 30 prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate annuity.

(2) Paragraphs 11(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has to his or her credit a period of pensionable service less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to 40
 - (i) a return of contributions, or
- (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(4) L'alinéa 9(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) les prestations auxquelles un contributeur, un survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III, 5 ne peuvent, sauf au titre de l'article 12.1 ou du paragraphe 18(2), faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute opération en ce sens est nulle;

177. Le paragraphe 10(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. par. 68(3)

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant which a person continues to be a member of 15 laquelle une personne demeure membre de la 15 Gendarmerie et est astreinte à verser des contributions au titre des paragraphes 5(5), (6) ou (7) est réputée une période de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Solde réputée recue pendant périodes

178. (1) Les alinéas 11(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du pré-25 sent alinéa, il a droit:
 - (i) soit à un remboursement de contributions.
 - (ii) soit à une allocation de cessation en espèces, si elle est d'un montant supé-30 rieur;
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), il a droit à une annuité immédia-35 te.

(2) Les alinéas 11(2)a) et b) de la même loi 35 sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à 40 la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit :
 - (i) soit à un remboursement de contribu-
 - (ii) soit à une allocation de cessation en 45 espèces, si elle est d'un montant supérieur:

- (i) on the aggregate amount determined in respect of the period referred to in subparagraph (a)(i), from December 31, 1973 to December 31 of the year immediately preceding the year in which he ceased to be a member of the Force, and
- (ii) on the aggregate amount determined in respect of each contribution year referred to in subparagraph (a)(ii), from December 31 of that year to December 31 of the year immediately preceding the year in which he ceased to be a member of the Force.
- (4) The relevant portion of subsection 9(7) reads as follows:
- (7) Subject to Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act and to the Pension Benefits Division Act,
 - (b) a benefit to which a contributor, surviving spouse or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person and any transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is void; and

Clause 177: Subsection 10(5) reads as follows:

(5) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during which a person continues to be a member of the Force after that person has, pursuant to paragraph 5(2)(a) or (b), ceased to contribute to the Superannuation Account is deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

Clause 178: (1) Subsection 11(1) reads as follows:

- 11. (1) A contributor who, having reached retirement age, ceases to be a member of the Force for any reason other than disability or misconduct is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the Force for less than ten years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance.

whichever is the greater; and

(b) if he has served in the Force for ten or more years, he is entitled to an immediate annuity.

(2) Subsection 11(2) reads as follows:

- (2) A contributor who is compulsorily retired from the Force by reason of having become disabled is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has to his credit less than ten years of pensionable service, he is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance.

- (4). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 9(7):
- (7) Sous réserve de la Loi sur le partage des prestations de retraite et de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions :
 - b) les prestations auxquelles un contributeur, un conjoint survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III, ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute opération en ce sens est nulle:

Article 177. — Texte du paragraphe 10(5):

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant laquelle une personne demeure membre de la Gendarmerie après qu'elle a cessé, conformément aux alinéas 5(2)a) ou b), de contribuer au compte de pension de retraite est réputée une période de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Article 178, (1). — Texte du paragraphe 11(1):

- 11. (1) Un contributeur qui, après avoir atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre de la Gendarmerie pour toute raison autre que l'invalidité ou l'inconduite, a droit à une prestation déterminée comme enit.
 - a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant moins de dix ans, il a droit :
 - (i) soit à un remboursement de contributions,
 - (ii) soit à une allocation de cessation en espèces.

en prenant le plus élevé des deux montants;

b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant dix ans ou plus, il a droit à une annuité immédiate

(2). — Texte du paragraphe 11(2):

- (2) Un contributeur qui est obligatoirement retraité de la Gendarmerie du fait qu'il est devenu invalide a droit à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il compte à son crédit moins de dix ans de service ouvrant droit à pension, il a droit :
 - (i) soit à un remboursement de contributions,
 - (ii) soit à une allocation de cessation en espèces,

35

(b) if he or she has to his or her credit a period of pensionable service equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate 5 annuity.

(3) Paragraphs 11(3)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the Force for a period that is less than the period pre- 10 scribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions:
- (b) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period 15 prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is entitled to
 - (i) a return of contributions,
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) in the case of a contributor whose retirement is due to a reduction in the total number of members of the Force, 25 and in any other case in the discretion of the Treasury Board, an immediate annuity, reduced, until the time that the contributor reaches sixty-five years of age but not after that, by five per cent for 30 each full year not exceeding six by which the period of service in the Force is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c).

at his or her option; and

(c) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to an immediate annuity.

(4) Paragraph 11(4)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:

(b) in the discretion of the Treasury Board, the whole or any part specified by the 45 Treasury Board of any benefit to which he b) s'il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), il a droit à une annuité immédiate.

(3) Les alinéas 11(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du pré-10 sent alinéa, il a droit à un remboursement de contributions:
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de 15 l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa c), il a droit, à son choix, selon le cas:
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée,

20

- (iii) dans le cas d'un contributeur dont la retraite résulte d'une réduction du nombre total des membres de la Gendarmerie, et dans tout autre cas, selon la discrétion du Conseil du Trésor, à une annuité 25 immédiate, réduite, jusqu'à ce que le contributeur atteigne l'âge de soixantecinq ans mais non par la suite, de cinq pour cent pour chaque année entière sans excéder six par laquelle la période de son 30 service dans la Gendarmerie est inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa c);
- c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période 35 réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à une annuité immédiate.

(4) L'alinéa 11(4)b) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit ; 40

(b) in the discretion of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he or she would have been entitled under this section if

whichever is the greater; and

(b) if he has to his credit ten or more years of pensionable service, he is entitled to an immediate annuity.

(3) Subsection 11(3) reads as follows:

- (3) A contributor who, not having reached retirement age, is compulsorily retired from the Force to promote economy or efficiency is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if he has served in the Force for less than ten years, he is entitled to a return of contributions;
 - (b) if he has served in the Force for ten or more years but less than twenty years, he is entitled to
 - (i) a return of contributions,
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) in the case of a contributor whose retirement is due to a reduction in the total number of members of the Force, and in any other case in the discretion of the Treasury Board, an immediate annuity, reduced, until such time as the contributor reaches sixty-five years of age but not thereafter, by five per cent for each full year not exceeding six by which the period of his service in the Force is less than twenty years,

at his option; and

(c) if he has served in the Force for twenty or more years, he is entitled to an immediate annuity.

(4) The relevant portion of subsection 11(4) reads as follows:

en prenant le plus élevé des deux montants;

b) s'il compte à son crédit dix ans ou plus de service ouvrant droit à pension, il a droit à une annuité immédiate.

(3). — Texte du paragraphe 11(3):

- (3) Un contributeur qui, avant d'avoir atteint l'âge de retraite, est obligatoirement retraité de la Gendarmerie pour favoriser l'économie ou l'efficacité, a droit à une prestation déterminée comme suit :
- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant moins de dix ans, il a droit à un remboursement de contributions;
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant dix ans ou plus, mais moins de vingt ans, il a droit, selon le cas:
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée,
 - (iii) dans le cas d'un contributeur dont la retraite résulte d'une réduction du nombre total des membres de la Gendarmerie, et dans tout autre cas, selon la discrétion du Conseil du Trésor, à une annuité immédiate, réduite, jusqu'à ce que le contributeur atteigne l'âge de soixante-cinq ans mais non par la suite, de cinq pour cent pour chaque année entière sans excéder six par laquelle la période de son service dans la Gendarmerie est moindre que vingt ans.

à son choix;

c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant vingt ans ou plus, il a droit à une annuité immédiate.

(4). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 11(4):

or she would have been entitled under this section if

- (i) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had reached retirement age, he or she had ceased to be 5 a member of the Force for any reason other than disability or misconduct, or
- (ii) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had not reached retirement age, he or she had 10 been compulsorily retired from the Force to promote economy or efficiency due to a reduction in the total number of members of the Force.

except that in no case shall the capitalized 15 value of the benefit be less than the amount of the return of contributions referred to in paragraph (*a*).

- (i) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had reached retirement age, he or she had ceased to be a member of the Force for any reason other than disability or misconduct, or
- (ii) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had not reached retirement age, he or she had been compulsorily retired from the Force to promote economy or efficiency due to 10 a reduction in the total number of members of the Force.

except that in no case shall the capitalized value of the benefit be less than the amount of the return of contributions referred to in 15 paragraph (a).

1992, c. 46, s. 69(1)

(5) Paragraphs 11(5)(a) to (d) of the Act are replaced by the following:

- (a) if the contributor has served in the Force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, the contributor is entitled to a return of contributions: 25
- (b) if the contributor has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the 30 purposes of paragraph (c), the contributor is entitled to a return of contributions or a deferred annuity at the contributor's option;
- (c) if the contributor has served in the Force for a period equal to or greater than the 35 period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (d), the contributor is entitled to an annual allowance payable 40 immediately on the contributor ceasing to be a member of the Force reduced by five per cent for each full year by which
 - (i) the period of the contributor's service in the Force is less than the period 45 prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (d), or

(5) Les alinéas 11(5)a) à d) de la même loi 20 sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46.

- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période inférieure à la période régle-20 mentaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à un remboursement de contributions:
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période 25 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa c), il a droit, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée; 30
- c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa d), il 35 a droit à une allocation annuelle payable au moment où il cesse d'être membre de la Gendarmerie et diminuée de cinq pour cent pour chaque année entière par laquelle:
 - (i) la durée de son service dans la 40 Gendarmerie est inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa d),
 - (ii) son âge à sa retraite est inférieur à l'âge de retraite applicable à son grade, <u>si</u>45 ce chiffre est inférieur;

- (4) A contributor who is compulsorily retired from the Force by reason of misconduct is entitled to
 - (b) in the discretion of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he would have been entitled under this section if
 - (i) in the case of a contributor who at the time of his retirement had reached retirement age, he had ceased to be a member of the Force for any reason other than disability or misconduct, or
 - (ii) in the case of a contributor who at the time of his retirement had not reached retirement age, he had been compulsorily retired from the Force to promote economy or efficiency due to a reduction in the total number of members of the Force.

except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the amount of the return of contributions referred to in paragraph (a).

(5) Subsection 11(5) reads as follows:

- (5) A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the Force for any reason other than disability, misconduct or to promote economy or efficiency is entitled to a benefit determined as follows:
 - (a) if the contributor has served in the Force for less than ten years, the contributor is entitled to a return of contributions;
 - (b) if the contributor has served in the Force for ten or more years but less than twenty years, the contributor is entitled to a return of contributions or a deferred annuity at the contributor's option;
 - (c) if the contributor has served in the Force for twenty or more years but less than twenty-five years, the contributor is entitled to an annual allowance payable immediately on the contributor ceasing to be a member of the Force reduced by five per cent for each full year by which
 - (i) the period of the contributor's service in the Force is less than twenty-five years, or
 - (ii) the contributor's age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to the contributor's rank,

whichever is the lesser; and

(d) if the contributor has served in the Force for twenty-five years or more, the contributor is entitled to an immediate annuity.

- (4) Un contributeur qui est obligatoirement retraité de la Gendarmerie pour motif d'inconduite a droit :
 - b) soit, selon la discrétion du Conseil du Trésor, à la totalité ou à une partie spécifiée par le Conseil du Trésor de toute prestation à laquelle il aurait eu droit selon le présent article, si :
 - (i) dans le cas d'un contributeur qui, à la date de sa retraite, avait atteint l'âge de retraite, il avait cessé d'être membre de la
 - Gendarmerie pour quelque motif autre que l'invalidité ou l'inconduite,
 - (ii) dans le cas d'un contributeur qui, à la date de sa retraite, n'avait pas atteint l'âge de retraite, il avait été obligatoirement retraité de la Gendarmerie pour favoriser l'économie ou l'efficacité à cause d'une réduction du nombre total des membres de la Gendarmerie,

sauf que, dans aucun cas, la valeur capitalisée de cette prestation ne peut être inférieure au montant du remboursement de contributions, mentionné à l'alinéa *a*).

(5). — Texte du paragraphe 11(5):

- (5) Le contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie, sans avoir atteint l'âge de retraite, pour quelque motif autre que l'invalidité. l'inconduite ou le souci d'économie ou d'efficacité, a droit à une prestation déterminée comme suit :
 - a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant moins de dix ans, il a droit à un remboursement de contributions;
 - b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant dix ans ou plus, mais moins de vingt ans, il a droit, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée:
 - c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant vingt ans ou plus, mais moins de vingt-cinq ans, il a droit à une allocation annuelle payable au moment où il cesse d'être membre de la Gendarmerie et diminuée de cinq pour cent pour chaque année entière par laquelle:
 - (i) la durée de son service dans la Gendarmerie est inférieure à vingt-cinq ans,
 - (ii) son âge à sa retraite est inférieur à l'âge de retraite applicable à son grade,

selon le moindre de ces chiffres;

d) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant vingt-cinq ans ou plus, il a droit à une annuité immédiate.

(ii) the contributor's age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to the contributor's rank.

whichever is the lesser; and

(d) if the contributor has served in the Force 5 for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, the contributor is entitled to an immediate annuity.

d) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à une annuité

1992, c. 46, s. 69(2)

(6) Subsection 11(6) of the Act is repealed. 10

(6) Le paragraphe 11(6) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, par. 69(2)

(7) Subsections 11(7) to (11) of the Act are replaced by the following:

Benefits payable on retirement

Retirement

due to

disability

- (7) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force, having reached retirement age, ceases to be a 15 member of the Force for any reason other than misconduct, he or she is entitled.
 - (a) if at the time he or she ceases to be a member of the Force, he or she has to his or her credit a period of pensionable service 20 less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, to a return of contributions; and
 - (b) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has to his or 25 her credit a period of pensionable service equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), to an immediate annuity.

(7) Les paragraphes 11(7) à (11) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(7) Lorsqu'un contributeur qui est un mem-10 Prestations bre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade et qui a atteint l'âge de retraite cesse d'être un membre de celle-ci, pour toute autre raison que l'inconduite, il a droit :

payables à la

- a) si, à la date où il cesse d'être un membre 15 de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, à un remboursement de contribu-20
- b) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension égale ou supérieure à la période25 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), à une annuité immédiate.

(8) When a contributor who is a member of 30 the Force not holding a rank in the Force is compulsorily retired from the Force by reason of having become disabled, he or she is entitled.

(a) if at the time he or she is so compulsorily 35 retired he or she has to his or her credit a period of pensionable service less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, to

40

- (i) a return of contributions, or
- (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if at the time he or she is so compulsorily retired he or she has to his or her credit a

(8) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade est mis obligatoirement à la retraite pour 30 invalidité, il a droit :

Retraite par d'invalidité

- a) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à la période réglementai-35 re prévue pour l'application du présent alinéa, au plus élevé des deux montants suivants:
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espè-40 ces:
- b) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit

(6) Subsection 11(6) reads as follows:

- (6) For the purposes of this section,
- (a) a member of the Force who is retired from the Force on the expiration of a period of engagement shall be deemed to have retired from the Force
 - (i) compulsorily, if he offered to re-engage in the Force on the expiration of that period and his offer was refused, and
 - (ii) voluntarily, if he did not offer to re-engage in the Force on the expiration of that period; and
- (b) a member of the Force not holding a rank in the Force is entitled to an immediate annuity if that person has served in the Force for thirty-five years or more or, in any other case, to a benefit described in subsection (7), (8), (9) or (10).
- (7) Subsection 11(12) is new. Subsections 11(7) to (11) read as follows:
- (7) Where a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force, having reached retirement age, ceases to be a member of the Force for any reason other than misconduct, he is entitled.
 - (a) if at the time he ceases to be a member of the Force he has to his credit less than five years of pensionable service, to a return of contributions; and
 - (b) if at the time he ceases to be a member of the Force he has to his credit five or more years of pensionable service, to an immediate annuity.
- (8) Where a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force is compulsorily retired from the force by reason of having become disabled, he is entitled,
 - (a) if at the time he is so compulsorily retired he has to his credit less than five years of pensionable service, to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,
 - whichever is the greater; and
 - (b) if at the time he is so compulsorily retired he has to his credit five or more years of pensionable service, to an immediate annuity.

(6). — Texte du paragraphe 11(6):

- (6) Pour l'application du présent article :
- a) un membre de la Gendarmerie, qui en est retraité à l'expiration d'une période d'engagement, est réputé en avoir été retraité :
 - (i) obligatoirement, s'il a offert de s'engager de nouveau dans la Gendarmerie à l'expiration de cette période et si son offre a été refusée,
 - (ii) volontairement, s'il n'a pas offert de s'engager de nouveau dans la Gendarmerie à l'expiration de cette période;
- b) un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas de grade a droit à une annuité immédiate s'il a servi dans la Gendarmerie pendant trente-cinq ans ou plus, sinon il a droit à une prestation prévue aux paragraphes (7), (8), (9) ou (10).
- (7). Le paragraphe 11(12) est nouveau. Texte des paragraphes 11(7) à (11) :
- (7) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade et qui a atteint l'âge de retraite cesse d'être un membre de celle-ci, pour toute autre raison que l'inconduite, il a droit :
 - a) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il compte à son crédit moins de cinq ans de service ouvrant droit à pension, à un remboursement de contributions;
 - b) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il compte à son crédit cinq ans ou plus de service ouvrant droit à pension, à une annuité immédiate.
- (8) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade est mis obligatoirement à la retraite pour invalidité il a droit :
 - a) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendamerie il compte à son crédit moins de cinq ans de service ouvrant droit à pension, au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
 - b) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il compte à son crédit cinq ans ou plus de service ouvrant droit à pension, à une annuité immédiate.

25

period of pensionable service equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), to an immediate annuity.

une période de service ouvrant droit à pension égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), à une annuité immédiate.

Contributors with period of service in the Force at least equal to prescribed period

- (9) When a contributor who is a member of 5 the Force not holding a rank in the Force ceases, after serving in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of parafor the purposes of subsection (12), to be a member of the Force, for any reason other than disability or misconduct, he or she is entitled,
 - (a) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has reached 15 the age prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph and has to his or her credit not fewer than the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of this 20 paragraph, to an annuity payable immediately on his or her ceasing to be a member of the Force; or
 - (b) in any other case, at his or her option,
 - (i) to a deferred annuity, or
 - (ii) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph and has to his or her credit not 30 fewer than the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph, to an annual allowance, payable immediately on exercising the op-35 tion, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying five per cent of the amount of that annuity by
 - (A) the age prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) minus his or her age in years, to the nearest one-tenth of a year, on exercising the option, or 45
 - (B) the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a)

(9) Lorsqu'un contributeur qui est un mem- 5 Contributeur bre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade cesse, après avoir servi pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de graph 7(a) but less than the period prescribed 10 l'alinéa (7)a, mais inférieure à celle prévue 10 pour l'application du paragraphe (12) dans la Gendarmerie, d'être un membre de celle-ci, pour toute autre raison que l'invalidité ou l'inconduite, il a droit :

crédit une période de service égale à la période

- a) si à la date où il cesse d'être un membre 15 de la Gendarmerie il a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent alinéa et compte à son crédit le nombre d'années de service ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application du 20 présent alinéa, à une annuité immédiate quand il cesse d'être un membre de la Gendarmerie;
- b) dans tous les autres cas, à son choix :
 - (i) à une annuité différée.

2.5

- (ii) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent sous-alinéa et compte à son crédit le nombre d'années de service 30 ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application du présent sousalinéa, à une allocation annuelle, payable immédiatement lorsqu'il exerce son option, égale au montant de l'annuité 35 différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu par la multiplication de cinq pour cent du montant de cette annuité par :
 - (A) l'âge réglementaire prévu pour 40 l'application de l'alinéa a) moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où il exerce son option,
 - (B) le nombre d'années de service45 ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application de l'alinéa a) moins le nombre d'années,

- (9) Where a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force ceases, after having served less than thirty-five years but not less than five years in the Force, to be a member of the Force, for any reason other than disability or misconduct, he is entitled.
 - (a) if at the time he ceases to be a member of the Force he has reached fifty-five years of age and has to his credit not less than thirty years of pensionable service, to an annuity payable immediately on his ceasing to be a member of the Force; or
 - (h) in any other case, at his option,
 - (i) to a deferred annuity, or
 - (ii) if at the time he ceases to be a member of the Force he has reached fifty years of age and has to his credit not less than twenty-five years of pensionable service, to an annual allowance, payable immediately on his exercising his option, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying five per cent of the amount of that annuity by
 - (A) fifty-five minus his age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time he exercises his option, or
 - (B) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his credit,

whichever is the greater,

- (iii) if at the time he ceases to be a member of the Force, he has reached fifty-five years of age, has been a member of the Force for a period of or for periods totalling at least ten years and does not voluntarily cease to be a member of the Force, to an annual allowance, payable immediately on his so ceasing to be a member of the Force, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying
 - (A) five per cent of the amount of that annuity

b

- (B) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his credit,
- except that in any such case the whole or any part of the reduction provided for by this subparagraph may be waived by the Treasury Board,
- (iv) to an annual allowance, payable
 - (A) immediately on his exercising his option, in the case of a contributor fifty or more years of age, or
 - (B) on his reaching fifty years of age, in the case of a contributor who exercises his option when he is less than fifty years of age,
- which allowance shall be equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying

- (9) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade cesse, après avoir servi moins de trente-cinq ans, mais au moins cinq ans dans la Gendarmerie, d'être un membre de celle-ci, pour toute autre raison que l'invalidité ou l'inconduite, il a droit:
 - a) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans et compte à son crédit trente ans ou plus de service ouvrant droit à pension, à une annuité immédiate quand il cesse d'être un membre de la Gendarmerie;
 - b) dans tous les autres cas, à son choix :
 - (i) à une annuité différée,
 - (ii) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge de cinquante ans et compte à son crédit vingt-cinq ans ou plus de service ouvrant droit à pension, à une allocation annuelle, payable immédiatement lorsqu'il exerce son option, égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant cinq pour cent du montant de cette annuité par :
 - (A) cinquante-cinq moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où il exerce son option,
 - (B) trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

selon le plus élevé de ces deux chiffres,

- (iii) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, après avoir été un membre pour une ou des périodes totalisant dix ans ou plus et n'avoir pas cessé volontairement d'être un membre de la Gendarmerie, à une allocation annuelle, payable dès cette date, égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant :
 - (A) cinq pour cent du montant de cette annuité,

par

(B) trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit

toutefois, dans ce cas, le Conseil du Trésor peut renoncer à la totalité ou à une partie de la diminution prévue au présent sous-alinéa,

- (iv) à une allocation annuelle payable :
 - (A) dès qu'il exerce son choix, dans le cas d'un contributeur âgé d'au moins cinquante ans.
 - (B) dès qu'il atteint l'âge de cinquante ans, si le contributeur qui exerce son choix a moins de cinquante ans,
- et égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant :

minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or her credit,

whichever is the greater,

- (iii) if at the time he or she ceases to be 5 a member of the Force, he or she has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph, has been a member of the Force for a period of or for periods totalling at 10. least the number of years prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph and does not voluntarily cease to be a member of the Force, to an annual allowance, payable immediately 15 on his or her so ceasing to be a member of the Force, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying 20
 - (A) five per cent of the amount of that annuity

by

(B) the number of years of pensionable service prescribed by the regulations 25 for the purposes of this clause minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or her credit,

except that in any such case the whole or 30 any part of the reduction provided for by this subparagraph may be waived by the Treasury Board,

- (iv) to an annual allowance, payable
 - (A) immediately on exercising the 35 option, in the case of a contributor who has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of subparagraph (b)(ii), or
 - (B) on his or her reaching the age 40 prescribed by the regulations for the purposes of subparagraph (b)(ii), in the case of a contributor who exercises the option when less than that age,

which allowance shall be equal to the 45 amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying

- arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit, si ce chiffre est plus élevé,
- (iii) si à la date où il cesse d'être un 5 membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent sous-alinéa, après avoir été un membre pour une ou des périodes totalisant le nombre d'années prévu par 10 règlement pour l'application du présent sous-alinéa et n'avoir pas cessé volontairement d'être un membre de la Gendarmerie, à une allocation annuelle, payable dès cette date, égale au montant de 15 l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant :
 - (A) cinq pour cent du montant de cette annuité, 20

par

(B) le nombre d'années de service ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application de la présente division moins le nombre 25 d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

toutefois, dans ce cas, le Conseil du Trésor peut renoncer à la totalité ou à une 30 partie de la diminution prévue au présent sous-alinéa,

- (iv) à une allocation annuelle payable :
 - (A) dès qu'il exerce son choix, dans le cas d'un contributeur <u>qui</u> a atteint l'âge 35 réglementaire prévu <u>pour l'application</u> du sous-alinéa *b*)(ii),
 - (B) dès qu'il atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du sous-alinéa b)(ii), si le contributeur qui exerce 40 son choix n'a pas atteint cet âge,

et égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant :

(C) cinq pour cent du montant de cette 45 annuité,

par

(C) five per cent of the amount of that annuity

by

- (D) sixty minus his age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time the allowance becomes payable, or
- (v) to a return of contributions.
- (10) Where a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force is compulsorily retired from the Force by reason of misconduct, he is entitled
 - (a) to a return of contributions; or
 - (b) with the consent of the Treasury Board, to the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he would have been entitled under subparagraph (5)(b)(ii) or under subsection (7), (8) or (9) had he, at the time of his dismissal, ceased to be a member of the Force for a reason other than misconduct, except that in no case shall the capitalized value thereof be less than the return of contributions referred to in paragraph (a).
- (11) Notwithstanding anything in this section, except as provided for in subsection (2), (7), (8), (9) or (10), a contributor who ceases to be a member of the Force, having to his credit less than ten years of pensionable service, is entitled only to a return of contributions.

(C) cinq pour cent du montant de cette annuité.

par

- (D) soixante moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche au moment où l'allocation devient payable,
- (v) à un remboursement de contributions.
- (10) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade est mis obligatoirement à la retraite pour inconduite, il a droit :
 - a) soit à un remboursement de contributions:
 - b) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à l'intégralité, ou à toute partie spécifiée par ce Conseil, de la prestation à laquelle il aurait eu droit selon le sous-alinéa (5)b)(ii) ou les paragraphes (7), (8) ou (9) si, au moment de son renvoi, il avait cessé d'être employé dans la Gendarmerie pour une raison autre que l'inconduite, sauf que la valeur capitalisée de celle-ci ne peut jamais être inférieure au remboursement de contributions mentionné à l'alinéa a).
- (11) Nonobstant toute autre disposition du présent article, sauf ce que prévoient les paragraphes (2), (7), (8), (9) ou (10), un contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie, comptant à son crédit moins de dix ans de service ouvrant droit à pension, n'a droit qu'à un remboursement de contributions.

(C) five per cent of the amount of that annuity

by

- (D) sixty minus his or her age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the 5 time the allowance becomes payable,
- (v) to a return of contributions.

(D) soixante moins son âge en années. arrondi au dixième d'année le plus proche au moment où l'allocation devient payable,

(v) à un remboursement de contributions. 5

Dismissal for misconduct

- (10) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force is 10 membre de la Gendarmerie n'y détenant pas compulsorily retired from the Force by reason of misconduct, he or she is entitled
 - (a) to a return of contributions; or
 - (b) with the consent of the Treasury Board, to the whole or any part specified by the 15 Treasury Board of any benefit to which he or she would have been entitled under $\overline{\text{subparagraph}}$ (5)(b)(ii) or under subsection (7), (8), (9) or (12) had he or she, at the time of dismissal, ceased to be a member of the 20 Force for a reason other than misconduct, except that in no case shall the capitalized value of the benefit be less than the return of contributions referred to in paragraph 25 (a).

When less than prescribed period of pensionable service

(11) Notwithstanding anything in this section, except as provided for in subsection (2), (7), (8), (9) or (10), a contributor who ceases to be a member of the Force, having to his or than the period prescribed by the regulations, is entitled only to a return of contributions.

Members not holding a rank in the Force

(12) A member of the Force not holding a rank in the Force is entitled to an immediate annuity if that person has served in the Force 35 immédiate s'il a servi dans la Gendarmerie for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this subsection.

179. The Act is amended by adding the following after section 12:

Commuted value of annuity

12.1 (1) A contributor who has ceased to be a member of the Force and is entitled to an annuity under this Act is entitled, in the place of any other benefit under this Act to which the contributor would otherwise be entitled in 45 respect of the period of pensionable service on

(10) Lorsqu'un contributeur qui est un un grade est mis obligatoirement à la retraite pour inconduite, il a droit :

Renvoi pour inconduite

- a) soit à un remboursement de contribu-10 tions:
- b) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à l'intégralité, ou à toute partie spécifiée par celui-ci, de la prestation à laquelle il aurait eu droit selon le sous-ali-15 néa (5)b)(ii) ou les paragraphes (7), (8), (9)ou (12) si, au moment de son renvoi, il avait cessé d'être employé dans la Gendarmerie pour une raison autre que l'inconduite, sauf que la valeur capitalisée de celle-ci ne peut 20 jamais être inférieure au remboursement de contributions mentionné à l'alinéa a).
- (11) Nonobstant toute autre disposition du présent article, sauf ce que prévoient les paragraphes (2), (7), (8), (9) ou (10), un 25 contributeur qui cesse d'être membre de la her credit a period of pensionable service less 30 Gendarmerie, comptant à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à la période réglementaire, n'a droit qu'à un remboursement de contributions. 30

Période de service moins longue que la période taire

(12) Un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas de grade a droit à une annuité pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'applica-35 tion du présent paragraphe.

Membre de la Gendarmerie n'y détenant pas de grade

179. La même loi est modifiée par adjonc-40 tion, après l'article 12, de ce qui suit :

12.1 (1) Le contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie et a droit à une 40 l'annuité annuité a droit, en remplacement des prestations auxquelles il aurait par ailleurs droit en vertu de la présente loi pour la période de service ouvrant droit à pension en cause, à une

escomptée de

Clause 179: New.

Article 179. — Nouveau.

5

which the annuity is based, to direct that the commuted value of the annuity determined in accordance with the regulations be transferred in accordance with the regulations to, at the direction of the contributor.

- (a) a pension plan selected by the contributor that is registered under the Income Tax Act, if that pension plan so permits;
- (b) a retirement savings plan or fund for the contributor that is of the kind prescribed by 10 the regulations; or
- (c) a financial institution authorized to sell immediate or deferred life annuities of the kind prescribed by the regulations, for the purchase from that financial institution of 15 such an annuity for the contributor.

Election to pay by

(2) If a contributor who is entitled to direct the transfer of a commuted value has elected to pay for a period of pensionable service by means of instalments, that value shall be 20 sion, la valeur escomptée à transférer est determined in accordance with the regulations and by reference to the portion of the period of pensionable service that the contributor has paid for at the time of the transfer.

Election

(3) Once a transfer has been made under 25 subsection (1), a person who is re-appointed or re-enlisted as a member of the Force after the transfer and becomes a contributor may only count as pensionable service the period of service to which the transfer relates if he or she 30 à pension que la période de service visée par elects, in accordance with the terms and conditions prescribed by the regulations, to pay the amount prescribed by the regulations at the time and in the manner prescribed by the 35 regulations.

1992, c. 46, s. 70

180. (1) Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

Benefits payable on

13. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or annual 40 à une annuité ou à une allocation annuelle, le allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during 45 reçue par le contributeur durant la période period specified in subparagraph 10(1)(a)(ii), by the number of years of pen-

valeur escomptée — déterminée conformément aux règlements - qui, selon ses instructions, est transférée:

- a) soit au régime de pension agréé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qu'il 5 choisit, si ce régime prévoit la possibilité d'un tel transfert:
- b) soit à un régime ou fonds d'épargne-retraite du genre prévu aux règlements;
- c) soit à un établissement financier autorisé 10 à vendre des rentes viagères ou différées du genre prévu aux règlements, pour l'achat auprès de cet établissement d'une telle rente qui lui est destinée.

(2) Lorsqu'un contributeur a choisi de payer 15 Paiement par par versements pour compter une période de service comme service ouvrant droit à pencalculée, conformément aux règlements, en fonction de la partie de la période de service 20 ouvrant droit à pension à l'égard de laquelle, au moment du transfert, il a payé.

(3) Après le transfert effectué au titre du paragraphe (1), la personne qui est nommée de nouveau dans la Gendarmerie ou s'y rengage 25 après le transfert et qui devient un contributeur ne peut compter comme service ouvrant droit le transfert si elle choisit, en conformité avec les conditions réglementaires, de payer le 30 montant réglementaire selon les modalités de temps et autres prévues par les règlements.

Choix

180. (1) Le paragraphe 13(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 70

13. (1) Au décès d'un contributeur qui, à 35 Prestations cette date, avait droit selon la présente partie survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la 40 multiplication de la solde annuelle movenne. spécifiée au sous-alinéa 10(1)a)(ii), par le nombre d'années de service ouvrant droit à

Clause 180: (1) Subsection 13(1) reads as follows:

- 13. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or annual allowance, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 10(1)(a)(ii), by the number of years of pensionable service to the contributor's credit. one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":
 - (a) in the case of the surviving spouse, an immediate annual allowance equal to the basic allowance, and
 - (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the surviving spouse is dead, two-fifths of the basic allowance,

Article 180, (1). — Texte du paragraphe 13(1):

- 13. (1) Au décès d'un contributeur qui, à cette date, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à une allocation annuelle, le conjoint survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la multiplication de la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 10(1)a/(i), par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base » :
 - a) dans le cas d'un conjoint survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à l'allocation de base;
 - b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si celui-ci est décédé, aux deux cinquièmes de l'allocation de base.

Le total des allocations payées en vertu de l'alinéa b) ne peut toutefois excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contribu-

sionable service to the contributor's credit. one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

- (a) in the case of the survivor, an immediate 5 annual allowance equal to the basic allowance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died 10 without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, two-fifths of the basic allowance.

der paragraph (b) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive the basic allowance.

(2) Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:

(3) On the death of a contributor who was a member of the Force at the time of death, 25 alors membre de la Gendarmerie et comptait having to his or her credit a period of pensionable service equal to the lesser of five years of pensionable service and the period prescribed by the regulations, the survivor and children of the contributor are entitled to 30 droit aux allocations annuelles auxquelles ils the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before his or her death, become entitled under this Part to an annuity or annual allowance.

181. The portion of section 14 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

14. On the death of a contributor who was a member of the Force at the time of death, 40 alors membre de la Gendarmerie et comptait having to his or her credit a period of pensionable service less than the lesser of five years of pensionable service and the period prescribed by the regulations, the survivor and children of the contributor, in any case 45 que celui-ci laisse un survivant ou un enfant de where the contributor died leaving a survivor or a child less than eighteen years of age, are entitled jointly to a death benefit equal to

pension à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base »:

- a) dans le cas d'un survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à 5 l'allocation de base:
- b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans 10 laisser de survivant ou si ce dernier est décédé ou n'a droit à aucune allocation au titre de la présente partie, aux deux cinquièmes de l'allocation de base.

but the total amount of the allowances paid un-15 L'ensemble des allocations versées en vertu 15 de l'alinéa b) ne peut excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est décédé ou n'a droit à an allowance under this Part, eight-fifths of 20 aucune allocation au titre de la présente par-20 tie, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2) Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Au décès d'un contributeur qui était 25 Prestations à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de cinq ans ou, si elle est inférieure, celle prévue par règlement, le survivant et les enfants du contributeur ont 30 auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant son décès, était devenu admissible selon la présente partie à une annuité ou une allocation 35 35 annuelle.

181. Le passage de l'article 14 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce aui suit:

14. Au décès d'un contributeur qui était 40 Prestations à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de moins de cinq ans ou, si elle est inférieure, celle prévue par règlement, le survivant et les enfants du contributeur, lors-45 moins de dix-huit ans, ont droit conjointement, à titre de prestation consécutive au décès :

payables au décès

payables au décès

Benefits payable on death

Benefits

but the total amount of the allowances paid under paragraph (b) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a surviving spouse or the surviving spouse is dead, eight-fifths of the basic allowance.

teur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si celui-ci est décédé, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2) Subsection 13(3) reads as follows:

(3) On the death of a contributor who was a member of the Force at the time of his death, having to his credit five or more years of pensionable service, the surviving spouse and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before his death, become entitled under this Part to an annuity or annual allowance.

Clause 181: The relevant portion of section 14 reads as follows:

14. On the death of a contributor who was a member of the Force at the time of his death, having to his credit less than five years of pensionable service, the surviving spouse and children of the contributor, in any case where the contributor died leaving a surviving spouse or a child less than eighteen years of age, are entitled jointly to a death benefit equal to

(2). — Texte du paragraphe 13(3):

(3) Au décès d'un contributeur qui était membre de la Gendarmerie à cette date, comptant à son crédit cinq ans ou plus de service ouvrant droit à pension, le conjoint survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant son décès, était devenu admissible selon la présente partie à une annuité ou une allocation annuelle.

Article 181. — Texte du passage visé de l'article 14:

14. Au décès d'un contributeur qui était membre de la Gendarmerie à cette date, comptant à son crédit moins de cinq ans de service ouvrant droit à pension, le conjoint survivant et les enfants du contributeur, lorsque celui-ci laisse un conjoint survivant ou un enfant de moins de dix-huit ans, ont droit conjointement, à titre de prestation consécutive au décès:

1992, ch. 46,

art. 71

1992 c 46 s. 71

182. Subsection 14.1(4) of the Act is replaced by the following:

Revocation

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-appointed to or re-enlisted in the Force and 5 required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regula-10 ment aux règlements. tions.

183. Section 15 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Payments to Survivors, Children and Other Beneficiaries

Lump sum payments

- 15. Where, in this Part, it is provided that the survivor and children of a contributor are 15 prévu que le survivant et les enfants d'un 15 entitled jointly to a return of contributions or an amount described in paragraph 14(b), the total amount shall be paid to the survivor of the contributor except that
 - (a) if at the time of the death of the 20 contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares:
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the time the payment is to be made the survivor 30 is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in the shares that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct; 35
 - (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the contributor's survivor at the time the payment is to be made, the total amount shall be 40 paid to the survivor and the children so living apart from the survivor in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the

182. Le paragraphe 14.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Révocation

(4) Le choix effectué par le contributeur est, si celui-ci est nommé de nouveau dans la Gendarmerie ou v est rengagé et est alors tenu. 5 en vertu de l'article 5, de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, réputé révoqué à la date précisée conformé-10

183. L'article 15 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

15. Quand, dans la présente partie, il est contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un montant visé à l'alinéa 14b), le montant total doit en être payé au survivant, sauf que :

Paiement en une somme globale

- a) si, au décès du contributeur, tous les 20 enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus, et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales:
- b) si, au décès du contributeur, l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant est 30 décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre 35 ordonne;
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au décès du contributeur vivent séparés du survivant au moment où le versement doit avoir lieu, le montant total 40 doit être versé au survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de ce dernier, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances,

Clause 182: Subsection 14.1(4) reads as follows:

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-appointed to or re-enlisted in the Force and required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regulations.

Clause 183: Section 15.1 is new. Section 15 and the heading before it read as follows:

Payments to Surviving Spouses, Children and Other Beneficiaries

- 15. Where, in this Part, it is provided that the surviving spouse and children of a contributor are entitled jointly to a return of contributions or an amount described in paragraph 14(b), the total amount thereof shall be paid to the surviving spouse of the contributor except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the surviving spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a surviving spouse or at the time the payment is to be made the surviving spouse is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct;
 - (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the contributor's surviving spouse at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the surviving spouse and the children so living apart from the surviving spouse in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the surviving spouse or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
 - (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the contributor's surviving spouse is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a surviving spouse and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid
 - (i) if the contributor, pursuant to any regulations made under section 26, named his estate as his beneficiary or named another beneficiary who may be named under those regulations and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and

Article 182. — Texte du paragraphe 14,1(4):

(4) Le choix effectué par le contributeur est, si celui-ci est nommé de nouveau dans la Gendarmerie ou y est rengagé et est alors tenu, en vertu du paragraphe 5(1), de contribuer au compte de pension de retraite, réputé révoqué à la date précisée conformément aux règlements.

Article 183. — L'article 15.1 est nouveau. Texte de l'article 15 et de l'intertitre le précédant :

Paiements au conjoint survivant, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

- 15. Quand, dans la présente partie, il est prévu que le conjoint survivant et les enfants d'un contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un montant visé à l'alinéa 14h). le montant total doit en être payé au conjoint survivant du contributeur, sauf que :
 - a) si, au décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus, et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint survivant est décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales;
 - b) si, au décès du contributeur, l'un quelconque des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le conjoint survivant est décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un quelconque d'entre eux, selon que l'ordonne le ministre:
 - c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au décès du contributeur vivent séparés du conjoint survivant au moment où le versement doit avoir lieu, le montant total doit être versé au conjoint survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de ce dernier, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au conjoint survivant ou à l'un quelconque des enfants vivant ainsi séparés de ce dernier, selon que l'ordonne le ministre;
 - d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le conjoint survivant est décédé ou introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de conjoint survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont décédés ou introuvables, le montant total doit être versés.
 - (i) si le contributeur a, en application de règlements pris en vertu de l'article 26, désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire qui peut être désigné en vertu de ces règlements et si ce bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.

survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and

- (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the contributor's survivor is 5 dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid 10
 - (i) if the contributor, pursuant to any regulations made under section 26, named his or her estate or succession as beneficiary or named another beneficiary who may be named under those regula- 15 tions and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and
 - (ii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister 20 may direct.

ou au survivant ou à l'un des enfants vivant ainsi séparés de ce dernier, selon ce que le ministre ordonne:

- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement 5 doit avoir lieu, le survivant est décédé ou introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont décédés ou introuvables, le montant 10 total doit être versé:
 - (i) si le contributeur a, en application de règlements pris en vertu de l'article 26, désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire qui peut être 15 désigné en vertu de ces règlements et si ce bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
 - (ii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de 20 mille dollars, selon ce que le ministre ordonne.

15.1 (1) S'il y a deux survivants, la part du montant total à payer au titre de l'article 15 au survivant visé à l'alinéa a) de la définition de 25 survivants « survivant » au paragraphe 3(1) et celle à payer au survivant visé à l'alinéa b) de cette définition sont payées selon ce que le ministre ordonne.

Répartition du montant s'il y a deux

Apportionment when two survivors

15.1 (1) If there are two survivors of a contributor, the share of the total amount referred to in section 15 to be paid to the survivor referred to in paragraph (a) of the 25 definition "survivor" in subsection 3(1) and the share to be paid to the survivor referred to in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.

Share may be

- (2) Nothing in subsection (1) is to be read as 30 limiting the Minister's power to direct that the share of one or other of the survivors under that subsection is nil.
- 184. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

1992 c 46

185. Section 18 of the Act is replaced by the following:

Person considered to be the

18. (1) For the purposes of this Part, when a person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal 40 nature with the contributor for at least one year immediately before the death of the contributor, the person is considered to be the survivor of the contributor.

(2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte 30 Décision du au pouvoir du ministre de décider que la part d'un survivant est nulle.

184. Le paragraphe 17(2) de la même loi 35 est abrogé.

- 185. L'article 18 de la même loi est 35 1992, ch. 46. art. 72 remplacé par ce qui suit :
- 18. (1) Pour l'application de la présente partie, a la qualité de survivant la personne qui établit que, au décès du contributeur, elle cohabitait avec lui dans une union de type 40 conjugal depuis au moins un an.

Personne réputée survivant

- (ii) in any other case, to the estate of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.
- (ii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon que l'ordonne le ministre.

Clause 184: Subsection 17(2) reads as follows:

(2) For the purposes of subsection (1), the surviving spouse of the contributor, except where the child is living apart from the surviving spouse, shall be presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be the person having the custody and control of the child.

Clause 185: Section 18 reads as follows:

18. (1) For the purposes of this Part, where a contributor dies and the contributor had been, for a period of not less than one year immediately before the contributor's death, residing with a person of the opposite sex to whom the contributor was not married, the Treasury Board may deem that person to be the surviving spouse of the contributor if, during that period, that person had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, and may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.

Article 184. — Texte du paragraphe 17(2):

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le conjoint survivant du contributeur, sauf dans le cas où l'enfant vit séparé du conjoint survivant, est présumé, en l'absence de preuve contraire, être la personne ayant la garde de cet enfant et l'autorité sur ce dernier.

Article 185. — Texte de l'article 18:

18. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il cohabitait depuis au moins un an avec une personne de sexe opposé, le Conseil du Trésor peut assimiler cette personne au conjoint survivant du contributeur si ce dernier la présentait en public comme son conjoint pendant cette période et peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.

Person considered to he married

(1.1) For the purposes of this Part, when a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period 5 immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the contributor on the day established as being the day on which the cohabitation began.

(1.1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée 5 s'être mariée au contributeur à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a commencé.

Personne réputée mariée

When survivor not to receive. annual allowance waiver

annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (3).

(2) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il y renonce irrévocable-10 ment par écrit au titre du paragraphe (3).

Survivant n'avant pas droit à une allocation appuelle renonciation

Permitted waivers

- (3) A survivor may make an irrevocable waiver in writing only if it results in
 - (a) an increase in the allowance payable to 15 a child under paragraph 13(1)(b); or

(2) A survivor is not entitled to receive an 10

(b) a benefit being paid under section 22.

(3) Le survivant ne peut renoncer à l'allocation que si, selon le cas:

Renonciation

- le montant de l'allocation payable à un 15 enfant au titre de l'alinéa 13(1)b);
 - b) il en résulte le versement d'une presta-

a) la renonciation a pour effet d'augmenter

tion au titre de l'article 22.

Time for waiver

(4) A waiver must be made no later than three months after the survivor is notified of his or her entitlement to an allowance under 20 this Act and takes effect as of the date of the death of the contributor.

(4) La renonciation doit être faite au plus tard trois mois après que le survivant a été 20 avisé de son droit de recevoir une allocation. Elle prend effet à la date du décès du contributeur.

(5) Le survivant n'a droit à aucune presta-

contributeur si, après le décès de celui-ci, il est

tenu criminellement responsable de sa mort.

When survivor not to receive benefits responsibility for death

(5) A survivor is not entitled to receive any benefit under this Act with respect to the contributor when the contributor dies and the 25 survivor is found criminally responsible for the death.

Survivant n'ayant droit tion au titre de la présente loi relativement au 25 à aucune prestation -

criminelle

Délai

When survivor not to receive annual allowance missing

survivor

Apportion-

allowance

when two

ment of

- (6) A survivor is not entitled to receive an annual allowance when the contributor dies if it is established to the satisfaction of the 30 Minister that the survivor cannot be found.
- (6) S'il est établi à la satisfaction du ministre que, au décès du contributeur, le survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit 30 à une allocation annuelle.

Survivant n'avant pas droit à une allocation annuelle survivant introuvable

(7) When an annual allowance is payable under paragraph 13(1)(a) and there are two survivors of the contributor, the total amount of the annual allowance shall be apportioned 35 so that

(7) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 13(1)a) à deux survivants, le montant total de celle-ci est ainsi réparti :

Répartition du montant de L'allocation s'il y a deux survivants

survivors

(a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 3(1) is entitled to receive the proportion of the annual allowance that the total of the 40 a) le survivant visé à l'alinéa a) de la 35 définition de « survivant » au paragraphe 3(1) a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec le contribu-

- (1.1) For the purposes of this Part, where a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been residing for a period immediately before the marriage and who, during that period, had been publicly represented by the contributor to be the spouse of the contributor, the Treasury Board may deem that person to have become married to the contributor on the day established by that person to the satisfaction of the Treasury Board as being the day on which the representation began.
- (2) If, on the death of a contributor, it appears to the Treasury Board that the surviving spouse of the contributor had, immediately prior to his death, been living apart from him, and if the Treasury Board so directs, having regard to the surrounding circumstances, including the welfare of any children involved, the surviving spouse shall be deemed, for the purpose of determining entitlement to any benefit payable to the surviving spouse and children of the contributor as such, to have predeceased the contributor.
- (3) The Treasury Board may, in its discretion, notwithstanding any direction made by the Board under subsection (2), direct that an annual allowance payable to a surviving spouse be apportioned among several applicants for the allowance, in which case any direction made under subsection (2) shall be deemed to be revoked.
- (4) Any direction made under subsection (3) may be reviewed and varied.

- (1.1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité jusqu'à leur mariage et que, pendant cette période de cohabitation, il l'avait présentée en public comme son conjoint, le Conseil du Trésor peut la considérer comme mariée au contributeur à la date où, selon des éléments de preuve convaincants apportés par elle, cette présentation a commencé.
- (2) Quand, au décès d'un contributeur, il apparaît au Conseil du Trésor que le conjoint survivant du contributeur avait, immédiatement avant le décès de ce demier, vécu séparé de lui, et si le Conseil du Trésor l'ordonne, compte tenu des circonstances de l'espèce, notamment du bien-être des enfants en cause, ce conjoint survivant est, aux fins de déterminer l'admissibilité à toute prestation payable au conjoint survivant et aux enfants du contributeur en tant que tels, réputé décédé avant le contributeur.
- (3) Par dérogation à toute directive prévue au paragraphe (2), qui est alors réputée révoquée. le Conseil du Trésor peut ordonner la répartition de l'allocation annuelle payable à un conjoint survivant entre plusieurs postulants.
- (4) Les directives prévues au paragraphe (3) peuvent être révisées.

number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the contributor and the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to 5 the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors; and

- (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the annual allowance that the 10 number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in 15 a relationship of a conjugal nature.
- (8) In determining a number of years for the purposes of subsection (7), part of a year shall be counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is less.
- (9) When one of the survivors referred to in subsection (7) dies or is not entitled to receive a benefit under this Act when the contributor dies, the portion of the annual allowance that would have been payable to the survivor who 25 est versée à l'autre survivant. died or is not entitled shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

teur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabitation des survivants avec celui-ci dans le cadre du mariage et dans une union de type 5 conjugal:

- b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec le contribu-10 teur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.
- (8) Pour le calcul des années au titre du 15 Arrondisseparagraphe (7), une partie d'année est comptée comme une année si elle est égale ou 20 supérieure à six mois; elle n'est pas prise en compte dans le cas contraire.
 - (9) Si l'un des survivants visés au paragra-20 phe (7) décède ou n'a droit à aucune prestation au titre de la présente loi au décès du contributeur, sa part de l'allocation annuelle

Versement à l'autre survivant

1992, c. 46, s 73

Death etc of

one of the

survivors

Years

186. (1) Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

Marriage, etc., after sixty years of age

- **19.** (1) Subject to section 14.1 but notwithstanding any other provision of this Part, the survivor of a contributor is not entitled to an annual allowance in respect of the contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of sixty years unless, after that time, that person became or continued to be a contributor.
- (2) Subsection 19(3) of the Act is replaced by the following:

186. (1) Le paragraphe 19(1) de la même 25 1992, ch. 46. art. 73 30 loi est remplacé par ce qui suit :

19. (1) Sous réserve de l'article 14.1, mais nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le survivant du contributeur n'a droit à aucune allocation annuelle à l'égard de 30 under this Part if at the time the contributor 35 celui-ci au titre de la présente partie si, au moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal, le contributeur avait atteint l'âge de soixante ans sauf si, par la suite, ce dernier est devenu 35 40 ou demeuré contributeur.

> (2) Le paragraphe 19(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Mariage après soixante ans

Clause 186: (1) Subsection 19(1) reads as follows:

19. (1) Subject to section 14.1 but notwithstanding any other provision of this Part, the surviving spouse of a person is not entitled to any annual allowance under this Part if that person was over sixty years of age at the time of the marriage unless, after that time, that person became or continued to be a contributor.

Article 186, (1). — Texte du paragraphe 19(1):

19. (1) Sous réserve de l'article 14.1 mais nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le conjoint survivant d'une personne n'a droit à aucune allocation annuelle prévue par la présente partie si cette personne était âgée de plus de soixante ans lors du mariage, sauf si, après cette époque, cette personne est devenue ou demeurée contributeur.

(2) Subsection 19(3) reads as follows:

(2). — Texte du paragraphe 19(3):

un délai d'un

an après le

mariage

Death within one year of marriage

- (3) Notwithstanding anything in this Part, when a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the survivor or children of that marriage unless it is established to the satisfaction of the Minister that the contributor was at the time of marriage in such a condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage.
- (3) Subsection 19(6) of the Act is replaced by the following:

Transitional

(6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this the survivor of a female contributor if the contributor was not a member of the Force on or after December 20, 1975, and section 2 does not apply in respect of this subsection.

1989, c. 6, s. 28

187. Section 19.1 of the Act is repealed.

188. Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Garnishment, Attachment and Pension

- (4) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of 25 sions, tout survivant au sens de la présente loi this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act.
- 189. The portion of section 23 of the Act before paragraph (b) is replaced by the 30 loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce following:

Persons re-appointed re-enlisted in the Force

23. If a person who has become entitled to an annuity or annual allowance under this Part or a pension under Part V of the former Act by virtue of having served in the Force is 35 vertu de la partie V de l'ancienne loi pour re-appointed to or re-enlisted in the Force and becomes a contributor under this Part, whatever right or claim that he or she may have had to that annuity, annual allowance or pension, in this section referred to as the "original 40 avoir eu à l'égard d'une telle annuité, allocaannuity", shall then cease and the period of service on which the original annuity was based may be counted by him or her as pensionable service for the purposes of this Part, except that 45

(3) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur décède dans un délai d'un an après son mariage, l'allocation annuelle n'est payable à son 5 survivant ou aux enfants issus du mariage que 5 s'il est établi, à la satisfaction du ministre, que le contributeur jouissait à l'époque de son mariage d'un état de santé lui permettant d'espérer vivre encore au moins un an par la 10 suite.

(3) Le paragraphe 19(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(6) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une Part by virtue of being or being deemed to be 15 allocation que prévoit la présente partie en 15 raison du fait qu'il est le survivant d'une contributrice ou réputé l'être si elle n'était pas membre de la Gendarmerie au 20 décembre 1975 ou après cette date. L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragra-20 phe.

Disposition

187. L'article 19.1 de la même loi est 20 abrogé.

1989, ch. 6, art. 28

188. L'article 20 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-25 phe (3), de ce qui suit :

(4) Pour l'application de la partie II de la *Loi* sur la saisie-arrêt et la distraction de penest réputé visé par la définition de « prestatai-30 re » au paragraphe 32(1) de cette loi.

Présomption

189. Le passage de l'article 23 de la même qui suit:

23. Lorsqu'une personne devenue admissi-35 Personnes ble à une annuité ou à une allocation annuelle selon la présente partie ou à une pension en avoir servi dans la Gendarmerie, est nommée de nouveau dans la Gendarmerie ou s'y 40 rengage et devient un contributeur selon la présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut tion annuelle ou pension, appelée au présent article « première annuité », prend fin aussi-45 tôt, et la période de service sur laquelle était fondée la première annuité peut être comptée

nouveau dans rengageant

(3) Notwithstanding anything in this Part, where a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the surviving spouse or children of that marriage if the Treasury Board is not satisfied that the contributor was at the time of marriage in such a condition of health as to justify him in having an expectation of surviving for at least one year thereafter.

(3) Subsection 19(6) reads as follows:

(6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of his being or being deemed to be the widower of a contributor if the contributor was not a member of the Force on or after December 20, 1975, and section 2 does not apply in respect of this subsection.

Clause 187: Section 19.1 reads as follows:

19.1 Where, before the coming into force of this section, the surviving spouse was paid an amount pursuant to section 16 as that section read from time to time before the coming into force of this section, the Minister may retain that amount, in the manner prescribed by the regulations, by way of deduction from any subsequent payments on account of the resumption of payment of the annual allowance pursuant to section 34 of the Statute Law (Superannuation) Amendment Act, as if that amount were an amount that had been paid in error under this Act on account of an annual allowance, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery thereof

Clause 188: New.

Clause 189: The relevant portion of section 23 reads as follows:

23. Where a person who has become entitled to an annuity or annual allowance under this Part or a pension under Part V of the former Act by virtue of having served in the Force is re-appointed to or re-enlisted in the Force and becomes, or would have become, but for subsection 5(2), a contributor under this Part, whatever right or claim that he may have had to that annuity, annual allowance or pension, in this section referred to as the "original annuity", shall thereupon cease and the period of service on which the original annuity was based may be counted by him as pensionable service for the purposes of this Part, except that

(3) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur décède dans le délai d'un an après son mariage, aucune allocation annuelle n'est payable à son conjoint survivant ni aux enfants issus du mariage si le Conseil du Trésor n'est pas convaincu que le contributeur était, à l'époque de son mariage, dans un état de santé lui permettant d'escompter vivre encore au moins un an par la suite.

(3). — Texte du paragraphe 19(6):

(6) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le veuf ou réputé le veuf d'un contributeur si celui-ci n'était pas membre de la Gendarmerie au 20 décembre 1975, ou après, et l'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragraphe.

Article 187. — Texte de l'article 19.1 :

19.1 Lorsque le conjoint survivant a reçu le montant qui était prévu à l'article 16, dans l'une de ses versions antérieures à l'entrée en vigueur du présent article, le ministre peut, selon les modalités réglementaires, déduire ce montant des paiements subséquents de l'allocation annuelle, faits en application de l'article 34 de la Loi modifiant la législation relative aux pensions de retraite, comme s'il avait été payé par erreur en vertu de la présente loi, et ce sans préjudice des autres recours ouverts à Sa Majesté pour son recouvrement.

Article 188. — Nouveau.

Article 189. — Texte du passage visé de l'article 23:

23. Lorsqu'une personne devenue admissible à une annuité ou à une allocation annuelle selon la présente partie ou à une pension en vertu de la partie V de l'ancienne loi pour avoir servi dans la Gendarmerie, est nommée de nouveau dans la Gendarmerie ou s'y rengage et devient, ou serait devenue sans les dispositions du paragraphe 5(2), un contributeur selon la présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut avoir eu à l'égard d'une telle annuité, allocation annuelle ou pension, appelée au présent article « première annuité », prend fin aussitôt, et la période de service sur laquelle était fondée la première annuité peut être comptée par elle comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie, sauf que :

(a) if, on subsequently ceasing to be a member of the Force, he or she exercises an option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of 5 contributions, the amount returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund to his or her credit at any time before the time of his or 10 her re-appointment to or re-enlistment in the Force, and whatever right or claim that, but for this section, he or she would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the Force shall 15 then be restored to him or her; and

190. (1) Paragraph 24(1)(b) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (ii) and by replacing subparagraph (iii) with the following:

> (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999, in respect of that 25 period or portion.

> (iv) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that service 30 or portion, and

> (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(2), in respect of that service or 35 portion.

(2) Subsections 24(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

(6) When a person to whom subsection (4) applies elects, pursuant to subsection (5), to 40 phe (4) s'applique choisit, en application du surrender the annuity, annual allowance or pension referred to in subsection (4), the

par elle comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie, sauf aue:

a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie, 5 exerce son choix selon la présente partie dans le sens d'un remboursement de contributions, ou si elle n'a droit, en vertu de la présente partie, à aucune prestation autre qu'un remboursement de contributions, le 10 montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada à son crédit en tout temps avant sa nouvelle 15 nomination ou son rengagement dans la Gendarmerie, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent article, à l'égard de la première annuité dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie, 20 doit alors lui être rendu:

190. (1) Le sous-alinéa 24(1)b)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 25 1969, mais antérieure au 1er janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1er janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou 35 à cette partie de période,

(v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2),40 relativement à cette période ou à cette partie de période,

(2) Les paragraphes 24(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Lorsqu'une personne à qui le paragra-45 Rembourseparagraphe (5), de renoncer à l'annuité, l'allocation annuelle ou la pension mention-

certaines prestations

Repayment of benefits

(a) if, on subsequently ceasing to be a member of the Force, he exercises his option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions, the amount returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account to his credit at any time before the time of his re-appointment to or re-enlistment in the Force, and whatever right or claim that, but for this section, he would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the Force shall thereupon be restored to him; and

Clause 190: (1) Subparagraphs 24(1)(b)(iv) and (v) are new. The relevant portion of subsection 24(1) reads as follows:

- 24. (1) Any person who becomes a contributor under this Part, having been employed in the Public Service but not having become entitled to an annuity or annual allowance under the Public Service Superannuation Act, or having been a member of the regular force but not having become entitled to an annuity, annual allowance or pension under the Canadian Forces Superannuation Act, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Part any period of service in the Force or any period of service described in section 6 that, under the Public Service Superannuation Act or the Canadian Forces Superannuation Act, as the case may be, he was entitled to count for pension purposes, if he elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by him for that service is.
 - (b) in the case of service for which, by the *Public Service Superannuation Act* or the *Canadian Forces Superannuation Act*, as the case may be, he was not required to pay, an amount equal to the amount that he would have been required to pay had he, during the period of that service, been required to contribute
 - (iii) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof,
- (2) Subsection 24(9) is new. Subsections 24(6) to (8) read as follows:
- (6) Where a person to whom subsection (4) applies elects, pursuant to subsection (5), to surrender the annuity, annual allowance or pension referred to in subsection (4), the person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit paid to him for any period commencing in any month commencing after he has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per

a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie, exerce son choix selon la présente partie dans le sens d'un remboursement de contributions, ou si elle n'a droit, en vertu de la présente partie, à aucune prestation autre qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite à son crédit en tout temps avant sa nouvelle nomination ou son rengagement dans la Gendarmerie, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent article, à l'égard de la première annuité dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie, doit alors lui être rendu:

Article 190, (1). — Les sous-alinéas 24(1)b)(iv) et (v) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 24(1):

24. (1) Quiconque devient contributeur selon la présente partie, ayant été employé dans la fonction publique mais n'étant pas devenu admissible à une pension ou allocation annuelle aux termes de la Loi sur la pension de la fonction publique, ou ayant été membre de la force régulière mais n'étant pas devenu admissible à une annuité, allocation annuelle ou pension aux termes de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, peut compter comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente partie, toute période de service dans la Gendarmerie ou toute période de service décrite à l'article 6, que, d'après la Loi sur la pension de la fonction publique ou la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, il avait droit de compter aux fins de pension, s'il choisit, dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur selon la présente partie, de payer pour ce service, auquel cas le montant qu'il est tenu de payer par la présente loi pour ce service est :

b) dans le cas d'un service pour lequel il n'était pas tenu de payer aux termes de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, un montant égal à celui qu'il aurait été tenu de payer si, pendant cette période de service, il avait été requis de contribuer :

- (iii) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période,
- (2). Le paragraphe 24(9) est nouveau. Texte des paragraphes 24(6) à (8):
- (6) Lorsqu'une personne à qui le paragraphe (4) s'applique choisit, en application du paragraphe (5), de renoncer à l'annuité, allocation annuelle ou pension mentionnée au paragraphe (4), l'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de l'annuité, allocation annuelle, pension ou prestation de retraite supplémentaire qui lui a été versée pour toute période commençant au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la présente partie pendant une

person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit paid to him or her for any period commencing in any month commencing after he or she has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per annum and the amount so paid shall be

(a) if the election is made before April 1, 10 2000, credited to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to Part I of the Public Service Superannuation Act or pursuant to Part I of the Canadian Forces Superannuation Act; or 15

(b) if the election is made on or after April 1, 2000, paid into the Public Service Pension Fund within the meaning of the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Pension Fund within the 20 meaning of the Canadian Forces Superannuation Act, or credited to one of the accounts referred to in paragraph (a), according to the fund or account from which the annuity, annual allowance, pen-25 sion or supplementary retirement benefit was originally paid.

née au paragraphe (4), l'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de l'annuité, l'allocation annuelle, la pension ou la prestation de retraite supplémentaire qui lui a été versée pour toute période commençant 5 au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la présente partie pendant une année, ainsi que l'intérêt simple à quatre pour cent l'an. Ce montant :

a) si le choix est exercé avant le 1^{er} avril 10 2000, doit être porté au crédit du compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la partie I de la Loi sur la pension de retraite 15 des Forces canadiennes:

b) si le choix est exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, doit être versé à la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction20 publique, ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes. ou doit être porté au crédit de l'un des comptes visés à l'alinéa a), selon que le 25 montant de l'annuité, l'allocation annuelle, la pension ou la prestation de retraite supplémentaire a été débité du compte en cause ou versé par la caisse en question.

Amount to be credited to Superannuation Account

(7) On the making of an election under this section before April 1, 2000 by which the person so electing is required by this Part to 30 choix selon lequel elle est astreinte, par la pay for a period of service of the kind described in paragraph (1)(a), there shall be charged to the account in the accounts of Canada maintained pursuant to the Public Service Superannuation Act or the Canadian 35 sur la pension de la fonction publique ou de la Forces Superannuation Act, as the case may be, and credited to the Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (1)(a)(ii).

(7) Lorsque, en vertu du présent article, une 30 Montant à personne exerce, avant le 1er avril 2000, un présente partie, à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa (1)a), on doit imputer au compte tenu, parmi les 35 comptes du Canada, en application de la Loi Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, et porter au crédit du compte de pension de retraite à l'égard de 40 cette personne, un montant égal au chiffre 40 déterminé conformément au sous-alinéa (1)a)(ii).

compte de pension de

Amount of contributions

(8) For the purposes of the Public Service Superannuation Act or the Canadian Forces Superannuation Act, as the case may be, the amount of any return of contributions or other

(8) Pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi45 sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, le montant de tout lump sum payment that is or may become 45 remboursement de contributions ou de tout

Montant du remboursement de contributions annum and the amount so paid shall be credited to the account in the accounts of Canada maintained pursuant to Part I of the *Public Service Superannuation Act*, pursuant to Part I of the *Canadian Forces Superannuation Act* or pursuant to the *Supplementary Retirement Benefits Act*, as the case may be.

- (7) On the making of any election under this section whereby the person so electing is required by this Part to pay for any period of service of the kind described in paragraph (1)(a), there shall be charged to the account in the accounts of Canada maintained pursuant to the *Public Service Superannuation Act* or the *Canadian Forces Superannuation Act*, as the case may be, and credited to the Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (1)(a)(ii).
- (8) For the purposes of the *Public Service Superannuation Act* or the *Canadian Forces Superannuation Act*, as the case may be, the amount of any return of contributions or other lump sum payment that is or may become payable under that Act to or in respect of that person shall be deemed to be the amount otherwise determined thereunder minus the amount required by subsection (7) to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.

- année, ainsi que l'intérêt simple à quatre pour cent l'an, et le montant ainsi versé doit être crédité au compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la partie I de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, selon le cas.
- (7) Lorsque, en vertu du présent article, une personne exerce un choix selon lequel elle est astreinte, par la présente partie, à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa (1)a, on doit imputer au compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, et porter au crédit du compte de pension de retraite à l'égard de cette personne, un montant égal au chiffre déterminé conformément au sous-alinéa (1)a)(ii).
- (8) Pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, selon le cas, le montant de tout remboursement de contributions ou de tout autre paiement en une somme globale qui est ou peut devenir payable d'après cette loi à cette personne ou à son égard, est censé être le montant autrement déterminé en vertu de cette loi moins le montant qui, en vertu du paragraphe (7), doit être crédité au compte de pension de retraite à l'occasion du choix.

Montant à

payable under that Act to or in respect of that person with respect to an election before April 1, 2000 shall be deemed to be the amount otherwise determined under that Act minus the amount required by subsection (7) to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.

Amount to be paid

(9) Subsections (7) and (8) apply, with any modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000, 10 and a reference to "the account in the accounts of Canada maintained pursuant to the Public Service Superannuation Act or the Canadian Forces Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Public Service Pension 15 Fund or the Canadian Forces Pension Fund" in respect of contributions made by the person to that fund and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Royal Canadian Mounted Police 20 merie royale du Canada. Pension Fund".

191. The Act is amended by adding the following after section 24:

Transfer Agreements

Definition of "eligible employer'

24.1 (1) In this section, "eligible employer" means an employer for the benefit of 25 admissible » s'entend de l'employeur dont les 25 admissible » whose employees there is a pension plan or retirement savings plan of a class prescribed regulations made under paragraph 26.1(1)(h.3), and includes the administrator of any such pension plan or retirement savings 30 plan.

Authority to enter into agreement

- (2) The Minister may, on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any eligible employer that
 - (a) requires the Minister to pay to the 35 employer, for the purpose of any plan referred to in subsection (1), an amount determined in accordance with subsection
 - (3) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be a member of the 40 Force and is or becomes employed by that employer; and
 - (b) may provide that any eligible employer pay into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension 45

autre paiement en une somme globale qui est ou peut devenir payable d'après cette loi à cette personne ou à son égard, est censé être le montant autrement déterminé en vertu de cette loi moins le montant qui, en vertu du 5 paragraphe (7), doit être porté au crédit du compte de pension de retraite à l'occasion du choix exercé avant le 1er avril 2000.

(9) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette 10 date, avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension de la fonction publique ou la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, vaut mention de la Caisse de retraite de la 15 fonction publique ou de la Caisse de retraite des Forces canadiennes en ce qui concerne les contributions versées à la caisse en cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la Gendar-20

191. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :

Accords de transfert

24.1 (1) Au présent article, « employeur employés sont visés par un régime de pension ou un régime d'épargne-retraite du genre prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 26.1(1)h.3), y compris de l'administrateur d'un tel régime. 30

Définition de employeur

(2) Le ministre peut, selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, conclure avec tout employeur admissible un accord aux termes duquel il paiera à cet employeur, pour tout régime visé au paragraphe (1), un mon-35 tant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être membre de la Gendarmerie et est ou devient un employé de cet employeur. L'accord peut également prévoir 40 que l'employeur versera au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada le montant déterminé conformément à l'accord à l'égard de toute personne qui a cessé ou cesse d'être 45

Autorisation de conclure un accord

Clause 191: New.

Article 191. — Nouveau.

Fund an amount determined in accordance with the agreement in respect of any person who has ceased or ceases to be employed by that employer and is or becomes a member of the Force.

employée par lui et est ou devient membre de la Gendarmerie.

Authority to transfer contributions

- (3) When a contributor ceases to be a member of the Force and is or becomes employed by any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2), there may be 10 paid, subject to the terms and conditions that the agreement provides and if the agreement so provides, to that employer
 - (a) out of the Superannuation Account
 - (i) amounts equal in the aggregate to 15
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III in respect of the pensionable service to 20 the credit of the contributor before April 1, 2000, and
 - (B) an amount representing interest on the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of 25 payment to the eligible employer that the Minister determines, or
 - (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in 30 respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 2000; and
 - (b) out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund 35
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III 40 in respect of the pensionable service of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date, and
 - (B) an amount representing interest on 45 the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of

(3) Dans les cas où le ministre a conclu l'accord visé au paragraphe (2), il peut être payé à l'employeur — si l'accord le prévoit et 5 aux conditions et selon les modalités stipulées par celui-ci —, à l'égard d'un contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie et est ou devient employé de celui-ci :

Autorisation de virer des contributions

- a) sur le compte de pension de retraite :
 - (i) soit des montants égaux au total des montants suivants :
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les presta-15 tions échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000, 20
 - (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement,
 - (ii) soit les prestations payables au contri-25 buteur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur 30 avant le 1^{er} avril 2000:
- b) par la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada :
 - (i) soit des montants égaux au total des montants suivants : 3.
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à 40 la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1^{er} avril 2000 ou après cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit,



15

payment to the eligible employer that the Minister determines, or

(ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in 5 respect of the pensionable service to the credit of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date.

(B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement.

(ii) soit les prestations payables au contri- 5 buteur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1er avril 2000 ou après 10 cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit.

Consent of contributor

- (4) No payment shall be made pursuant to 10 subsection (3) except with the consent in writing of the contributor.
- (4) Nul paiement ne peut être fait selon le paragraphe (3) sans le consentement écrit du contributeur.

Consentement du 15

(5) Subsection 9(7) does not apply in applicability respect of a payment made pursuant to of subsection 9(7) subsection (3).

(5) Le paragraphe 9(7) ne s'applique pas à un paiement fait en vertu du paragraphe (3).

Nonapplication paragraphe 9(7)

No benefit (6) Subject to any regulations made under payable in paragraph 26.1(1)(h.3), if, under paragraph respect of transferred (3)(a), the Minister makes a payment to an contributions eligible employer in respect of an employee, the employee ceases to be entitled to any 20 benefit under this Part or Part III in respect of

payment relates.

(6) Sous réserve des règlements pris en vertu de l'alinéa 26.1(1)h.3), lorsque, en conformité avec l'alinéa (3)a), le ministre fait 20 un paiement à un employeur admissible à l'égard d'un employé, celui-ci cesse d'avoir droit aux prestations prévues à la présente partie ou à la partie III relativement à la

période de service ouvrant droit à pension à 25

laquelle se rattache ce paiement.

différence.

Prestation non payable à l'égard des contributions

Payment of difference

(7) Subject to subsection (8), if the amount paid by the Minister to an eligible employer 25 pursuant to subsection (3) in respect of an employee is less than the commuted value that would be calculated in respect of that employee in accordance with section 12.1, whether or not the employee would otherwise 30 be entitled to the commuted value, the Minister shall pay an amount equal to the amount of the difference to the employee in accordance with subsection 12.1(1).

the period of pensionable service to which that

(7) Sous réserve du paragraphe (8), lorsque le montant payé par le ministre en vertu du paragraphe (3) est moins élevé que la valeur escomptée qui serait déterminée pour l'em-30 ployé aux termes de l'article 12.1 — que l'employé y ait droit ou non —, le ministre verse conformément au paragraphe 12.1(1) à

l'égard de l'employé un montant égal à la

Paiement de la différence

Payment of difference

- (8) If the amount paid by the Minister to an 35 eligible employer pursuant to subsection (3) in respect of an employee is less than the return of contributions to which that employee would otherwise be entitled under section 11, the Minister shall pay to the employee an 40 l'employé un montant égal à la différence. amount equal to the amount of the difference.
 - (8) Lorsque le montant payé par le ministre en vertu du paragraphe (3) est moins élevé que le montant du remboursement des contributions auquel aurait par ailleurs droit l'employé en vertu de l'article 11, le ministre verse à 40

Paiement de la différence

35



Service countable by person becoming a member of the

(9) If an employee of any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement under subsection (2) has ceased to be employed by that employer and is or becomes a member of the Force, any service of that employee that, at the time of leaving that employment, the employee was entitled to count for the purpose of any plan referred to in subsection (1) established for the benefit of employees of that employer may, if the 10 agreement so provides, be counted by the employee as pensionable service for the purposes of section 6, to the extent and subject to the terms and conditions provided in the regulations, if the employer pays into the 15 Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund the amount that is required under the agreement to be so paid by that employer in respect of the employee. 20

(9) Lorsqu'un employé d'un employeur admissible avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2) a cessé d'être employé par cet employeur et est ou devient un membre de la Gendarmerie, 5 toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout régime visé au paragraphe (1) établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, 10 si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application de l'article 6, dans la mesure, aux conditions et selon les modalités réglementaires, si l'employeur verse au compte de 15 pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada le montant dont l'accord exige le versement par cet

Temps qui peut être un membre

1992. c. 46.

192. Subsections 25.1(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Advisory committee

25.1 (1) The Minister shall establish a committee, to be known as the Royal Canamittee, the members of which are appointed by the Minister in accordance with subsection (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act. 30

Mandate

- (1.1) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the administration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those 35 matters; and
- (b) review any other pension-related matters that the Minister may refer to it.

Membership

- (2) The membership of the Committee shall consist of
 - (a) one person appointed from among contributors in receipt of an annuity under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contribu-45 tors;

192. Les paragraphes 25.1(1) à (3) de la 20 1992, ch. 46, art. 75 même loi sont remplacés par ce qui suit :

> Comité consultatif

25.1 (1) Le ministre constitue un comité le Comité consultatif de la Gendarmerie dian Mounted Police Pension Advisory Com- 25 royale du Canada — chargé de le conseiller et de l'assister sur les questions relatives à 25 l'application de la présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe

> Mandat du comité

(1.1) Le comité a pour mandat :

employeur à l'égard de l'employé.

- a) d'examiner la gestion et le financement 30 des prestations visées par la présente loi, ainsi que toute question touchant à leur forme, et de faire des recommandations au ministre sur ces questions;
- b) d'examiner toute question en matière de 35 pension dont le saisit le ministre.
- (2) Le comité est composé des personnes 40 suivantes:

Membres

- a) une personne choisie parmi les contributeurs qui reçoivent une annuité en vertu de 40 la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les représente;
- b) trois personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de 45

Clause 192: Subsections 25.1(1.1) and (3.1) are new. Subsections 25.1(1) to (3) read as follows:

- **25.1** (1) The Minister may establish a committee, to be known as the Royal Canadian Mounted Police Pension Advisory Committee, the members of which are appointed by the Minister in accordance with subsection (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act.
 - (2) The membership of the Committee shall consist of
 - (a) one person appointed from among contributors in receipt of an annuity under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contributors:
 - (b) three persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account who are nominated for appointment by a body that, in the opinion of the Minister, represents such persons;
 - (c) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account; and
 - (d) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or any other superannuation or pension account in the accounts of Canada.
- (3) A member of the Committee shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

- Article 192.—Les paragraphes 25.1(1.1) et (3.1) sont nouveaux. Texte des paragraphes 25.1(1) à (3):
- **25.1** (1) Le ministre peut constituer le Comité consultatif de la Gendarmerie royale du Canada chargé de le conseiller et de l'assister sur les questions relatives à l'application de la présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe (2).
 - (2) Le comité est composé des personnes suivantes :
 - a) une personne choisie parmi les contributeurs qui reçoivent une annuité en vertu de la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, représente l'ensemble de ces contributeurs;
 - b) trois personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite et qui sont proposées par un organisme qui, de l'avis du ministre, représente les personnes tenues de contribuer à ce compte;
 - c) deux personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite;
 - d) deux personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à tout autre compte comparable ouvert parmi les comptes du Canada.
- (3) La durée maximale du mandat des membres du comité est de trois ans.

- (b) three persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund who are nominated for appointment by a body that, 5 in the opinion of the Minister, represents such persons;
- (c) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian 10 Mounted Police Pension Fund: and
- (d) two other persons appointed by the Minister.
- (3) A member of the Committee shall be appointed to hold office for a term not 15 maximale de trois ans et est renouvelable plus exceeding three years and is eligible for reappointment for one or more additional terms.

pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada et qui sont proposées par un organisme qui, de l'avis du ministre, les représente;

- c) deux personnes choisies parmi celles qui 5 sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la caisse:
- d) deux autres personnes choisies par le ministre.

(3) Le mandat des membres est d'une durée 10 Durée du d'une fois.

membres

Recommencandidates

Term

(3.1) The advisory committee shall recomment to the nominating committee established under section 10 of the Public Sector Pension Investment Board Act.

(3.1) Le comité est tenu de recommander au mend to the Minister candidates for appoint-20 ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à 15 l'article 10 de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

Recommandation de candidats

1992, c. 46. s. 76(2)

193. (1) Paragraph 26(c) of the Act is replaced by the following:

(c) prescribing, notwithstanding section 5, the manner in which and the circumstances under which persons who are required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police 30 Pension Fund in accordance with those sections but who are or have been, either before or after April 1, 1960, absent from the Force on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Ac-35 count or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in respect of that absence, prescribing the pay that shall be deemed to have been paid to those persons during that absence and respecting the 40 contributions to be made by those persons to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in respect of that pay;

(2) Paragraph 26(r) of the Act is replaced 45 by the following:

193. (1) L'alinéa 26c) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit : 20

1992, ch. 46. par. 76(2)

c) prescrivant, par dérogation à l'article 5, la manière et les circonstances selon lesquelles les personnes tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale 25 du Canada au titre de ces articles, mais qui sont ou ont été, avant ou après le 1er avril 1960, absentes de la Gendarmerie en congé non payé, doivent contribuer au compte ou à la caisse à l'égard de cette absence, 30 prescrivant la solde qui est réputée leur avoir été versée pendant ce congé et concernant les contributions qu'elles doivent verser au compte ou à la caisse relativement à cette solde; 35

(2) L'alinéa 26r) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Clause 193: (1) and (2) The relevant portion of section 26 reads as follows:

26. The Governor in Council may make regulations,

(c) prescribing, notwithstanding subsection 5(1) and section 36, the manner in which and the circumstances under which persons who are required to contribute to the Superannuation Account in accordance with subsection 5(1) or section 36 but who are or have been, either before or after April 1, 1960, absent from the Force on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Account in respect of that absence, prescribing the pay that shall be deemed to have been paid to those persons during that absence and respecting the contributions to be made by those persons to the Superannuation Account in respect of that pay;

(r) providing for the payment out of the Superannuation Account, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of any successor thereunder to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any part of such portion of any estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the successor as is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount payable under section 22 in any such case shall be reduced:

Article 193. — Texte des passages introductif et visés de l'article 26 :

26. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

c) prescrivant, par dérogation au paragraphe 5(1) et à l'article 36, la manière et les circonstances selon lesquelles les personnes tenues de contribuer au compte de pension de retraite en vertu du paragraphe 5(1) ou de l'article 36, mais qui sont ou ont été, soit après le 1^{er} avril 1960, absentes de la Gendarmerie en congé non payé, doivent contribuer au compte de pension de retraite à l'égard de cette absence, prescrivant la solde qui est réputée leur avoir été versée pendant ce congé et concernant les contributions qu'elles doivent verser au compte de pension de retraite relativement à cette solde:

r) stipulant que sera payée, sur le compte de pension de retraite, lors du décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par tout successeur en l'espèce, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, payables par le successeur, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et tout montant payable selon l'article 22, en pareil cas, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction.

(r) providing for the payment out of the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of a person 5 to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any part of the portion of any estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the person that is 10 determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount payable under section 22 in 15 any such case shall be reduced;

r) prévoyant que sera payée, sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, lors du décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par la 5 personne, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, 10 payables par elle, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et tout montant pavable selon l'article 22, en pareil cas, doivent être 15 réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction:

1992, c. 46, s. 77

194. (1) Paragraph 26.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) fixing an annual rate of pay for the purposes of subsection 5(9) or prescribing 20 the manner of determining the annual rate of pay;

(2) Subsection 26.1(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

- (c.1) prescribing the number of hours per week and the number of days per year for the purposes of subsection 5(10), clauses 6(b)(ii)(F.1), (M) and (N) and paragraph 7(1)(i);
- (c.2) respecting the manner of determining the amount of the commuted value of an annuity, the terms and conditions under which a contributor may become entitled to direct a transfer of such a commuted value, 35 and respecting any other matters that the Governor in Council considers necessary for the purposes of carrying out section 12.1.
- (c.3) respecting the manner in which and 40° the determination of the balances on which interest is to be calculated under subsection 9(6) and respecting the rates of interest for the purposes of paragraph 9(6)(b);

194. (1) L'alinéa 26.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 77

a) fixer un taux de solde annuel pour 20 l'application du paragraphe 5(9) ou prévoir son mode de détermination;

(2) Le paragraphe 26.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), 25 de ce qui suit : 25

- c.1) fixer un nombre d'heures par semaine ou de jours par année pour l'application du paragraphe 5(10), des divisions 6b)(ii)(F.1), (M) et (N) et de l'alinéa 7(1)i);
- c.2) prévoir le mode de détermination de la 30 valeur escomptée de l'annuité, ainsi que les conditions applicables au droit de transférer celle-ci, et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire à l'application de l'article 12.1;
- c.3) régir, pour l'application du paragraphe 9(6), les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en compte et, pour l'application de l'alinéa 9(6)b), le calcul de l'intérêt;

Clause 194: (1) to (3) Paragraphs 26.1(1)(c.1) to (c.3) and (h.1) to (h.6) are new. The relevant portion of subsection 26.1(1) reads as follows:

26.1 (1) The Governor in Council may make regulations

(a) fixing an annual rate of pay for the purposes of paragraph 5(2)(c) or prescribing the manner of determining the annual rate of pay;

Article 194. — Les alinéas 26.1(1)c.1) à c.3) et h.1) à h.6) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 26.1(1):

26.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) fixer un taux de solde annuel pour l'application de l'alinéa 5(2)c) ou prévoir son mode de détermination;

- (3) Subsection 26.1(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (h) and by adding the following after paragraph (h):
 - (*h*.1) respecting the additional information 5 that is required to be included in annual reports referred to in section 31;
 - (h.2) prescribing periods of service in the Force and periods of pensionable service for the purposes of sections 11, 13 and 14, 10 these periods being in no case shorter than two years or longer than, in the case of paragraphs 11(7)(a) and 11(8)(a) and sections 13 and 14, five years, in the case of paragraphs 11(1)(a), 11(2)(a), 11(3)(a) and 15 11(5)(a), subparagraph 11(9)(b)(iii) and subsection 11(11), ten years, in the case of paragraphs 11(3)(c) and 11(5)(c), twenty years, in the case of paragraph 11(5)(d) and subparagraph 11(9)(b)(ii), twenty-five 20 years, in the case of paragraph 11(9)(a) and clause 11(9)(b)(iii)(B), thirty years, and in the case of subsection 11(12), thirty-five
 - (h.3) prescribing classes of pension plans or 25 retirement savings plans for the purposes of subsection 24.1(1) and respecting the extent to which, and the terms and conditions subject to which, service may be counted as pensionable service pursuant to subsection 30 24.1(9);
 - (h.4) respecting the manner in which and extent to which any provision of this Act or any regulations made under this Act apply to a member of the Force who is engaged to 35 work at least the number of hours per week or the number of days per year prescribed in regulations made under paragraph (c.1) and adapting any of those provisions for the purposes of that application;
 - (h.5) respecting the terms and conditions under which and the time and manner in which an election may be made in respect of a period of service specified in clauses 6(b)(ii)(F.1) and (L) to (P), the manner of 45 determining in accordance with paragraph 7(1)(i) the amounts that are to be paid in respect of that election, the periods of

- (3) Le paragraphe 26.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :
 - *h*.1) prévoir les renseignements additionnels que doit comporter le rapport annuel 5 visé à l'article 31;
 - h.2) prévoir des périodes de service dans la Gendarmerie et des périodes de service ouvrant droit à pension pour l'application des articles 11, 13 et 14, les périodes étant 10 d'au moins deux ans et d'au plus cinq ans dans les cas des alinéas 11(7)a) et 11(8)a) et des articles 13 et 14, d'au plus dix ans dans le cas des alinéas 11(1)a, 11(2)a, 11(3)aet 11(5)a), du sous-alinéa 11(9)b)(iii) et du 15 paragraphe 11(11), d'au plus vingt ans dans le cas des alinéas 11(3)c) et 11(5)c), d'au plus vingt-cinq ans dans le cas de l'alinéa 11(5)d) et du sous-alinéa 11(9)b)(ii), d'au plus trente ans dans le cas de l'alinéa 20 11(9)a) et de la division 11(9)b)(iii)(B) et d'au plus trente-cinq ans dans le cas du paragraphe 11(12);
 - h.3) prévoir des catégories de régimes de pension ou de régimes d'épargne-retraite 25 pour l'application du paragraphe 24.1(1) et prévoir à quelles conditions, selon quelles modalités et dans quelle mesure les périodes de service peuvent compter comme des périodes de service ouvrant droit à pension 30 pour l'application du paragraphe 24.1(9);
 - h.4) prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure les dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appliquent au membre de la Gendarmerie qui a été engagé 35 pour y travailler pour au moins le nombre d'heures par semaine ou de jours par année fixé par les règlements pris en vertu de l'alinéa c.1) et adapter ces dispositions à cette application;
 - h.5) prévoir les conditions et modalités de temps et autres relatives à l'exercice des choix visés aux divisions 6b)(ii)(F.1) et (L) à (P), le mode de détermination du service ouvrant droit à pension qui résulte de ces 45 choix ainsi que le mode de détermination des montants à payer, aux termes de l'alinéa 7(1)i), à l'égard des périodes visées par ces

.

service that may be counted for the purposes of that election, and the manner in which and extent to which section 8 and any regulations referred to in section 8 apply in respect of that election and to any contribu- 5 tor who makes that election and adapting any of those provisions for the purposes of that application;

(h.6) prescribing ages for the purposes of subsection 11(9), these ages being no 10 greater than, in the case of paragraph 11(9)(a) and subparagraph 11(9)(b)(iii), fifty-five years of age and in the case of subparagraph 11(9)(b)(ii), fifty years of age: and 15

choix et prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure l'article 8 et les règlements d'application de cet article s'appliquent à ces choix et aux contributeurs qui les font et adapter ces dispositions à cette 5 application:

h.6) prévoir des âges pour l'application du paragraphe 11(9), ces âges étant d'au plus cinquante-cinq ans dans le cas de l'alinéa 11(9)a) et du sous-alinéa 11(9)b)(iii) et d'au 10 plus cinquante ans dans le cas du sous-alinéa 11(9)b)(ii);

195. Section 27 of the Act is replaced by the following:

27. (1) For the purposes of this Part, a person who has contributed to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted 20 de pension de retraite ou à la Caisse de retraite Police Pension Fund in accordance with any regulation made under paragraph 26(c) in respect of any period during which he or she was absent from the Force on leave of absence without pay shall be deemed to have contrib-25 merie en congé non payé, est réputée avoir uted to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund.

(a) if that period or a portion of it was before 1966, in the manner and at the rates 30 set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,

(b) if that period or a portion of it was after $196\overline{5}$ and before April 1, $\overline{1969}$, in the 35 manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969 in respect of that period or portion,

(c) if that period or a portion of it was after 40 March 31, 1969 and before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,

(d) if that period or a portion of it was after 45 December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and

195. L'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Pour l'application de la présente 15 Règlements partie, une personne qui a contribué au compte de la Gendarmerie royale du Canada en conformité avec tout règlement pris en vertu de l'alinéa 26c), relativement à une période 20 durant laquelle elle était absente de la Gendarcontribué au compte ou à la caisse :

a) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière 25 et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou partie de période:

b) lorsque cette période ou une partie de 30 celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1er avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version antérieure au 1er avril 1969, relativement à cette période ou partie de période; 35

c) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999,40 relativement à cette période ou partie de période;

d) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est comprise dans la période postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieu-45

sur les congés

Regulations respecting leave of absence

Clause 195: Section 27 reads as follows:

- 27. (1) For the purposes of this Part, a person who has contributed to the Superannuation Account in accordance with any regulation made under paragraph 26(c) in respect of any period during which he was absent from the Force on leave of absence without pay shall be deemed to have contributed to the Superannuation Account,
 - (a) where that period or any portion thereof was prior to 1966, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or that portion thereof,
 - (b) where that period or any portion thereof was after 1965 and prior to April 1, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read immediately prior to April 1, 1969 in respect of that period or that portion thereof, and
 - (c) where that period or any portion thereof was after March 31, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) in respect of that period or that portion thereof,

and to have received, during that period, pay and allowances at a rate equal to the rate of pay and allowances that would have been authorized to be paid to him if he had not been so absent on leave of absence without pay.

(2) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation provide that the service of a former member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he made contributions under the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* may, to such extent and subject to such conditions as may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part, and for the transfer to the Superannuation Account of all contributions made by him under that Act, and any amounts credited under section 5 of that Act in respect of him.

Article 195. — Texte de l'article 27:

- 27. (1) Pour l'application de la présente partie, une personne qui a contribué au compte de pension de retraite en conformité avec tout règlement pris en vertu de l'alinéa 26c), relativement à une période durant laquelle elle était absente de la Gendarmerie en congé non payé, est réputée avoir contribué au compte de pension de retraite :
 - a) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version du 31 décembre 1965, relativement à cette période ou partie de période;
 - b) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure à 1965 et antérieure au 1er avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version antérieure au 1er avril 1969, relativement à cette période ou partie de période;
 - c) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période,
- et avoir reçu, durant cette période, une solde et des allocations à un taux égal à celui de la solde et des allocations qu'on aurait été autorisé à lui payer si elle n'avait pas ainsi été absente en congé non payé.
- (2) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie, et prévoir le transfert des contributions qu'il a versées aux termes de cette loi et des sommes qui lui ont été créditées en vertu de l'article 5 de cette loi au compte de pension de retraite.

(e) if that period or a portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(2). in respect of that period or portion,

and to have received, during that period, pay and allowances at a rate equal to the rate of pay and allowances that would have been authorized to be paid to him or her if he or she had not been so absent on leave of absence without

Members of Parliament and Senators

- (2) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation
 - (a) provide that the service of a former member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he or she 15 made contributions under the Members of Parliament Retiring Allowances Act may, to the extent and subject to the conditions that may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or 20 former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and
 - (b) provide for the transfer to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund of amounts 25 in the Retiring Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or her.

196. Section 28 of the Act is replaced by the following:

Payments out Superannuation Account

- 28. (1) All amounts required for the payment of benefits for which this Part, including the benefits referred to in subsection 26(3) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, chapter 34 of the Statutes of 35 retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Canada, 1959, and Part III make provision shall be paid out of the Superannuation Account if the benefits are payable in respect of pensionable service to the credit of a contributor before April 1, 2000.
- (2) The amounts deposited in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund under subsection 29.1(2) shall be transferred to the Public Sector

- re au 1er janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période;
- e) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 5 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou partie de période.

Elle est aussi réputée avoir recu, durant cette période, une solde et des allocations à un taux 10 égal à celui de la solde et des allocations qu'on aurait été autorisé à lui payer si elle n'avait pas ainsi été absente en congé non payé.

(2) Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, 15 par règlement :

Députés et

- a) prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlemen-20 taires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie;
- b) prévoir le transfert au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada des contributions qu'il a versées au compte d'allocations, au sens de cette loi. 30

196. L'article 28 de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

- 28. (1) Tous les montants nécessaires au paiement de prestations selon la présente partie, y compris les prestations mentionnées 35 au paragraphe 26(3) de la Loi sur la pension de chapitre 34 des Statuts du Canada de 1959, et à la partie III, sont pavés sur le compte de pension de retraite si elles sont payables en ce 40 qui touche le service ouvrant droit à pension 40 qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000.
 - (2) Les montants déposés auprès du Fonds de placement du compte de pension de retraite 45 de la Gendarmerie royale du Canada au titre du paragraphe 29.1(2) sont transférés à l'Offi-

Transfert des montants

Paiements sur le compte de

pension de

Transfer of amounts

Clause 196: Section 28 reads as follows:

28. All amounts required for the payment of benefits under this Part, including the benefits referred to in subsection 26(3) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, chapter 34 of the Statutes of Canada, 1959, shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Superannuation Account.

Article 196. — Texte de l'article 28:

28. Tous les montants nécessaires au paiement de prestations selon la présente partie, y compris les prestations mentionnées au paragraphe 26(3) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, chapitre 34 des Statuts du Canada de 1959, doivent être payés sur le Trésor et imputés sur le compte de pension de retraite.

Paiement des

prestations

Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

ce d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

Payment of benefits

(3) If there are insufficient amounts in the 5 Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits shall be charged to the Royal Canadian Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent pas de payer les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement de celles-ci doivent être portés au débit du 10 Mounted Police Superannuation Investment 10 Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public. 15

197. The heading before section 29 of the Act is replaced by the following:

197. L'intertitre précédant l'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amounts

198. (1) Paragraph 29(1)(a) of the Act is 15

Montants

abrogé.

1992, ch. 46, art. 78

1992, c. 46, s. 78

1992, c. 46,

repealed.

s. 78

(2) Subsections 29(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 29(2) à (6) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :

198. (1) L'alinéa 29(1)a) de la même loi est

1992, ch. 46, art. 78

Amounts to be credited on basis of actuarial valuation report

(6) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to 20 rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article section 30 that relates to the state of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund, there shall be credited to the Account, at the time and in the manner set out 25 crédit du compte, selon les modalités de in subsection (7), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of 30 port ou de la période plus courte qu'il the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment 35 présente partie et de la partie III au titre du Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(6) À la suite du dépôt au Parlement du 30 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement 25 du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, est porté au temps et autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil 30 du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapdétermine, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le 35 compte et le fonds pour couvrir le coût des prestations payables en application de la service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 40 2000.

Montants portés au crédit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

(3) Subsection 29(8) of the Act is replaced 40 by the following:

(3) Le paragraphe 29(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 78

1992, c. 46, s. 78

Clause 197: The heading before section 29 reads as follows:

Amounts to be Credited to Account

Clause 198: (1) The relevant portion of subsection 29(1) reads as follows:

- **29.** (1) There shall be credited to the Superannuation Account in each fiscal year
 - (a) in respect of every month, an amount equal to the amount estimated by the President of the Treasury Board to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month and that will become chargeable against the Account; and
 - (2) Subsections 29(2) to (6) read as follows:
- (2) There shall be charged to the Supplementary Retirement Benefits Account established pursuant to the Supplementary Retirement Benefits Act and credited to the Superannuation Account
 - (a) on the day on which this subsection comes into force, the amount by which
 - (i) the aggregate of
 - (A) all amounts that, pursuant to Part III, were credited to the Supplementary Retirement Benefits Account before that day,
 - (B) the interest credited pursuant to section 9 of the *Supplementary Retirement Benefits Act* on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amounts referred to in clause (A),

exceeds

- (ii) the benefits and other amounts charged to the Supplementary Retirement Benefits Account in respect of contributors, before that day, pursuant to section 8 of the Supplementary Retirement Benefits Act; and
- (b) such interest as is credited pursuant to section 9 of the Supplementary Retirement Benefits Act, at any time on or after the

Article 197. — Texte de l'intertitre précédant l'article 29:

Montants à porter au crédit du compte de pension de retraite

Article 198, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 29(1):

- 29. (1) Lors de chaque exercice, sont portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) pour chaque mois, le montant que le président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois et qui deviendront imputables au compte;

(2). — Texte des paragraphes 29(2) à (6) :

- (2) Sont imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires ouvert conformément à la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires et portés au crédit du compte de pension de retraite :
 - a) à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'excédent de (i) sur (ii) :
 - (i) la somme des montants qui, en vertu de la partie III, ont été portés, avant cette date, au crédit du compte de prestations de retraite supplémentaires et des intérêts versés, en application de l'article 9 de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, sur la partie du solde de ce compte qui correspond à ces montants.
 - (ii) les prestations et autres montants qui, avant cette date, ont été imputés au compte de prestations de retraite supplémentaires à l'égard des contributeurs, en application de l'article 8 de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires;
 - b) les intérêts qui, à partir de la date d'entrée en vigueur du présent article, sont, en application de l'article 9 de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, versés sur la partie du solde de ce compte qui correspond à l'excédent visé à l'alinéa a).

Aiustements

Adjustments

- (8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), the instalments remaining to be credited in amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board 10 estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.
- (8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à that period may be adjusted to reflect the 5 effectuer au cours de cette période peuvent 5 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le 10 compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestaof the benefits payable under this Part and Part 15 tions payables en application de la présente 15 partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Amounts to be debited on actuarial report

(9) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the 20 30 concernant l'état du compte de pension de Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund, there may be debited from the Account, at the time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the 25 opinion of the President of the Treasury Board exceeds the amount that the President of the Treasury Board estimates, based on the report, will be required to be to the credit of the Account and the Royal Canadian Mounted 30 Police Superannuation Investment Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine in order to meet the cost of the 35 benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 20 retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, peut être porté au débit du compte, selon les modalités 25 de temps et autres prévues au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du président du Conseil du Trésor, dépasse le montant devant, à son avis — fondé sur le rapport —, être au crédit du compte et du fonds, à la fin du 30 quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et

de la partie III au titre du service ouvrant droit 35

à pension qui est au crédit des contributeurs

avant le 1er avril 2000.

Montant porté au débit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

If total maximum

(10) If the total of the amounts in the Account and in the Fund referred to in 40 et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à subsection (9) exceeds, following the laying of the report referred to in that subsection, the maximum amount referred to in subsection (13), there shall be debited from the Account. at the time and in the manner set out in 45 prévues au paragraphe (11). subsection (11), the amount of the excess.

(10) Si le montant total au crédit du compte la suite du dépôt du rapport, le montant 40 maximum maximum visé au paragraphe (13), le montant excédentaire doit être porté au débit du compte selon les modalités de temps et autres

Montant dépassant le montant

day on which this subsection comes into force, on such portion of the balance in that Account as may be attributed to the amount referred to in paragraph (a).

- (3) For the purpose of calculating the amount referred to in paragraph (1)(b), the Superannuation Account shall be deemed to have been established immediately before the day on which subsection (1) comes into force and the total amount standing to the credit of the Account on that day, together with the amounts credited to the Account pursuant to subsection (2), are deemed to constitute the balance to the credit of the Account immediately before that day.
- (4) The President of the Treasury Board shall estimate the total cost of the benefits payable under this Part and Part III, as at the day on which this subsection comes into force, in respect of the pensionable service to the credit of contributors before that day.
- (5) There shall be credited to the Superannuation Account, on the day on which this subsection comes into force, such amount as in the opinion of the President of the Treasury Board will, together with the amount estimated by the President of the Treasury Board to be to the credit of the Account at that time, meet the total cost estimated pursuant to subsection (4).
- (6) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Superannuation Account, there shall be credited to the Account, at the time and in the manner set out in subsection (7), such amount as in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of such shorter period as the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.
- (3) Subsections 29(9) to (14) are new. Subsection 29(8) reads as follows:
- (8) Where a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors.

- (3) Pour le calcul des intérêts visés à l'alinéa (1)b). le compte de pension de retraite est réputé avoir été ouvert le jour précédant la date d'entrée en vigueur du paragraphe (1) et le total du solde créditeur du compte à cette date et des montants portés au crédit du compte, conformément au paragraphe (2), est réputé constituer le solde créditeur du compte le jour précédant cette date.
- (4) Le président du Conseil du Trésor effectue l'estimation du coût total des prestations payables sous le régime de la présente partie et de la partie III, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs avant cette date
- (5) Est porté au crédit du compte de pension de retraite, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter au solde créditeur que devrait alors, selon lui, avoir ce compte pour couvrir le coût total estimatif.
- (6) À la suite du dépôt devant le Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 concernant la situation du compte de pension de retraite, est porté à son crédit, selon les modalités de temps ou autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte que détermine le président du Conseil du Trésor, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir ce compte pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs.
- (3). Les paragraphes 29(9) à (14) sont nouveaux. Texte du paragraphe 29(8):
- (8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à créditer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir ce compte à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension au crédit des contributeurs

Prélèvements

annuels

Annual instalments

(11) Subject to subsection (12), the amount that may be debited under subsection (9) and the amount that must be debited under subsection (10) shall be debited in annual instalments over a period of fifteen years, or a shorter period that the President of the Treasury Board may determine, with the first such instalment to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

(11) Sous réserve du paragraphe (12), le montant pouvant être porté au débit du compte en application du paragraphe (9) et celui devant l'être en application du paragraphe 5 (10) sont prélevés annuellement sur une 5 période de quinze ans ou sur la période plus courte que détermine le président du Conseil du Trésor, le premier prélèvement devant être effectué au cours de l'exercice où le rapport 10 d'évaluation actuarielle est déposé au Parle-10 ment.

Aiustements

Adjustments

(12) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that period may be adjusted to reflect the amount 15 that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board 20 estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III 25 in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (11), les prélèvements restant à 15 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant 20 l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada à la fin de cette période pour couvrir le coût des presta-25 tions payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

au crédit du compte de pension de retraite et

du Fonds de placement du compte de pension

de retraite de la Gendarmerie rovale du

Canada ne peut dépasser cent dix pour cent du montant que le président du Conseil du Trésor35

estime nécessaire pour couvrir le coût des

prestations payables en application de la

présente partie et de la partie III au titre du

service ouvrant droit à pension qui est au

crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 40

Maximum amount to credit of Account and Fund

Costs

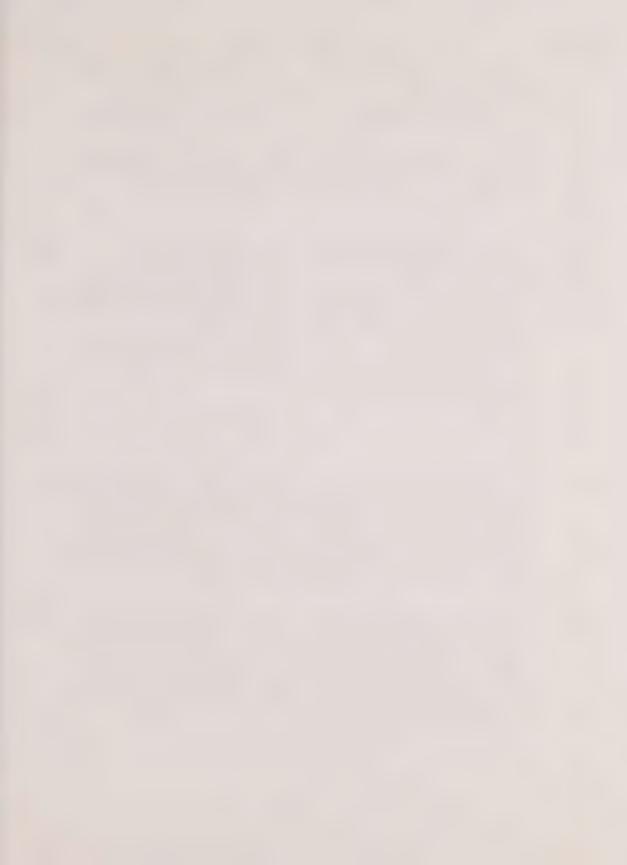
(13) At the end of the period, the total of the amounts that are to the credit of the Superannuation Account and the Royal Canadian 30 Mounted Police Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten per cent of the amount that the President of the Treasury Board estimates is required to meet the cost of the benefits payable under this Part 35 and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(13) À la fin de la période, le montant total 30 Montants maximums

(14) The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on 40 the recommendation of the Minister, with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000 shall be paid out of the Superannuation 45 Account.

(14) Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1^{cr} avril 200045 sont payés sur le compte de pension de retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre.

Coûts



Establish.

Canadian Mounted

Police Superannuation Investment Fund

ment of Royal

Amounts to

be deposited

Superannua-

Investment

Fund

Costs

into Royal

Canadian

Mounted Police 199. The Act is amended by adding the following after section 29:

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund

29.1 (1) The Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund is established.

- (2) The following amounts shall be deposited into the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund:
 - (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1,10 2000 that the Minister of Finance determines, in the manner and at the times that that minister determines; and
 - (b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus 15 profits less losses on the sale of the investments.
- (3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to 20 benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, those costs shall be paid out of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment 25 Fund.

(4) The Minister of Finance may, after consultation with the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the *Public Sector Pension Investment Board Act*, 30 transfer to the Superannuation Account amounts in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund that he or she determines, in the manner and at the times that that minister determines.

199. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit :

Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

29.1 (1) Est constitué le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la 5 Gendarmerie royale du Canada.

Constitution

(2) Sont déposés auprès du fonds :

Dépôt auprès

- *a*) les sommes du compte de pension de retraite transférées le 1^{er} avril 2000 ou après cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et 10 autres fixées par lui;
- b) les revenus des placements faits avec celles-ci et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

- (3) Si le montant au crédit du compte de 15 Coûts pension de retraite ne permet pas de payer les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des 20 contributeurs avant le 1^{er} avril 2000, les coûts sont payés sur le fonds.
- (4) Après consultation de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la *Loi sur l'Office d'inves-25 tissement des régimes de pensions du secteur public*, le ministre des Finances peut transférer du fonds au compte de pension de retraite, selon les modalités de temps et autres qu'il fixe, les montants qu'il détermine.

Transfert

Transfer of amounts

ment of Royal

Canadian Mounted Police Pension Fund

Amounts to

be deposited

Pension Fund

into Royal

Canadian

Mounted Police Royal Canadian Mounted Police Pension Fund

29.2 (1) The Royal Canadian Mounted Police Pension Fund is established.

(2) The following amounts shall be deposited into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund:

- (a) the amounts determined by the President of the Treasury Board under subsection (3);
- (b) all other amounts required by this Act to be paid into the Fund; and 10
- (c) the income from the investment of the amounts referred to in paragraphs (a) and (b) plus profits less losses on the sale of the investments.

be determined by the President of the Treasury Board

Amounts to

- (3) There shall be deposited into the Royal 15 Canadian Mounted Police Pension Fund, in each fiscal year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect of which the deposit is made
 - (a) an amount that is determined by the 20 President of the Treasury Board, after consultation with the Minister and based on actuarial advice, to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to 25 current service and that will become payable out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund; and
 - (b) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after 30 consultation with the Minister, in relation to the total amount paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund during the preceding month by way of contributions in respect of past service.

(4) In determining amounts for the purposes of paragraph (3)(a), the President of the Treasury Board may take into account any surplus in the Royal Canadian Mounted Police

Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

29.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Constitution

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine en vertu du paragraphe 5 (3);
- b) les montants devant être payés à la caisse au titre de la présente loi;
- c) les revenus des placements faits avec les montants visés aux alinéas a) et b) et les 10 profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

(3) Lors de chaque exercice, sont déposés auprès de la caisse, pour chaque mois et dans les trente jours suivant le dernier jour du mois 15 en cause :

Montants déterminés par le président du Conseil du Trésor

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du ministre et sur l'avis d'actuaires, et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût 20 des prestations acquises pour ce mois relativement au service courant et qui deviendront payables par la caisse;
- b) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du 25 ministre, en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent sous forme de contributions à l'égard du service passé.
- (4) En vue de déterminer le montant visé à 30 Calcul l'alinéa (3)a), le président du Conseil du Trésor peut tenir compte de tout surplus de la caisse selon le plus récent rapport d'évalua-

Determination of the amounts



Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation report referred to in section 30 on the state of the Fund.

Transfer of amounts

(5) The amounts deposited in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund under 5 caisse au titre du paragraphe (3) sont transfésubsection (3) shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

tion actuarielle sur la situation de celle-ci visé à l'article 30.

(5) Les montants déposés auprès de la rés à l'Office d'investissement des régimes de 5 pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés 10 conformément à cette loi.

Transfert des montants

prestations

Payment of

(6) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make provision shall be charged to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector 15 Pension Investment Board if the benefits are payable in respect of pensionable service that comes to the credit of a contributor on or after April 1, 2000.

(6) Tous les montants nécessaires au paie-10 Paiement des ment des prestations que prévoient la présente partie et la partie III doivent être portés au débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public si elles sont 15 payables au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit du contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date.

temps et autres prévues au paragraphe (2), le

du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du

quinzième exercice suivant le dépôt du rap-

port ou de la période plus courte qu'il

détermine, au solde créditeur que, suivant son

couvrir le coût des prestations payables en

application de la présente partie et de la partie

III au titre du service ouvrant droit à pension

porté au crédit des contributeurs le 1er avril

2000 ou après cette date.

estimation, devrait alors avoir la caisse pour 30

montant que, de l'avis du président du Conseil 25

Amounts to be paid on basis of actuarial

29.3 (1) Following the laying before Parlia- 20 ment of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, there shall be paid into the Fund, at the time and in the manner set out in subsection 25 (2), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board 30 may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable 35 service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

Montants 29.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du versés à la rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 20 suite d'un 30 concernant la situation de la Caisse de rapport d'évaluation retraite de la Gendarmerie royale du Canada, actuarielle est versé à la caisse, selon les modalités de

Equal annual instalments

(2) Subject to subsection (3), the amount required to be paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund under subsec-40 tion (1) shall be divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund over a period of fifteen years, or the shorter period that the President of the Trea-45 l'exercice où le rapport d'évaluation actuasury Board may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal year in

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le montant visé au paragraphe (1) est payé à la caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le président du 40 Conseil du Trésor détermine, le premier versement devant être effectué au cours de rielle est déposé au Parlement.

annuels égaux

35



which the actuarial valuation report is laid before Parliament

Adjustments

(3) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2), 5 la fin de la période applicable aux termes du the instalments remaining to be paid in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the 10 amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect 15 of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

No more deposits if non-permitted

29.4 (1) If, following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state 20 l'article 30 concernant la situation de la Caisse of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, there is, in the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in that Fund, no further amounts shall be deposited into the Fund under paragraph 25 titre de l'alinéa 29.2(3)a) tant que, selon lui, 29.2(3)(a) until the time that there is, in the President of the Treasury Board's opinion, no longer a non-permitted surplus in the Fund.

When non-permitted

- (2) If, following the laying before Parliasuant to section 30 that relates to the state of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, there is, in the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in that Fund. 35
 - (a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after con-40 sultation with the Minister; or
 - (b) there may be paid out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and into the Consolidated Revenue Fund, the amount, at the time and in the manner, 45 that the Treasury Board determines on the

(3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant paragraphe (2), les versements qui restaient à effectuer au cours de cette période peuvent 5 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir la caisse 10 à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après 15 cette date.

Aiustements

29.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à de retraite de la Gendarmerie royale du 20 Canada, il v a, selon le président du Conseil du Trésor, un surplus non autorisé, aucun montant ne peut être déposé auprès de la caisse au un tel surplus existe. 25

Surplus non

(2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un ment of any actuarial valuation report pur-30 tel rapport, il y a, selon le président du Conseil du Trésor, un surplus non autorisé:

Mesures en cas de surplus non autorisé

- a) peuvent être réduites, selon les modalités de temps et autres et pour la période que le 30 Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, les contributions payables au titre de l'article 5;
- b) peut être payé par la caisse et versé au 35 Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées. 40



recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister.

Recommendation of President of the Treasury Board (3) The President of the Treasury Board shall only make the recommendation referred 5 to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to the credit of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund at the end of the fifteenth fiscal year of that report or at the end of the 10 shorter period that the President of the Treasury Board may determine, will not be less than the total of

(a) the amount that will be required in order to meet the cost of the benefits payable 15 under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and

(b) the amount of any surplus in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund 20 that does not constitute a non-permitted surplus.

When surplus is not non-permitted surplus (4) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the 25 Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, there is, in the opinion of the President of the Treasury Board, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or para-30 graph 29.2(3)(a) may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister.

Nonpermitted surplus

- (5) For the purposes of this section, a non-permitted surplus exists when the amount by which assets exceed liabilities in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report 40 referred to in section 30 or one requested by the President of the Treasury Board, is greater than the lesser of
 - (a) twenty per cent of the amount of liabilities in respect of contributors, as 45 determined in that report, and
 - (b) the greater of

(3) Le président du Conseil du Trésor ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du rapport, que le montant du solde créditeur de la caisse, à la fin du quinzième exercice 5 suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants :

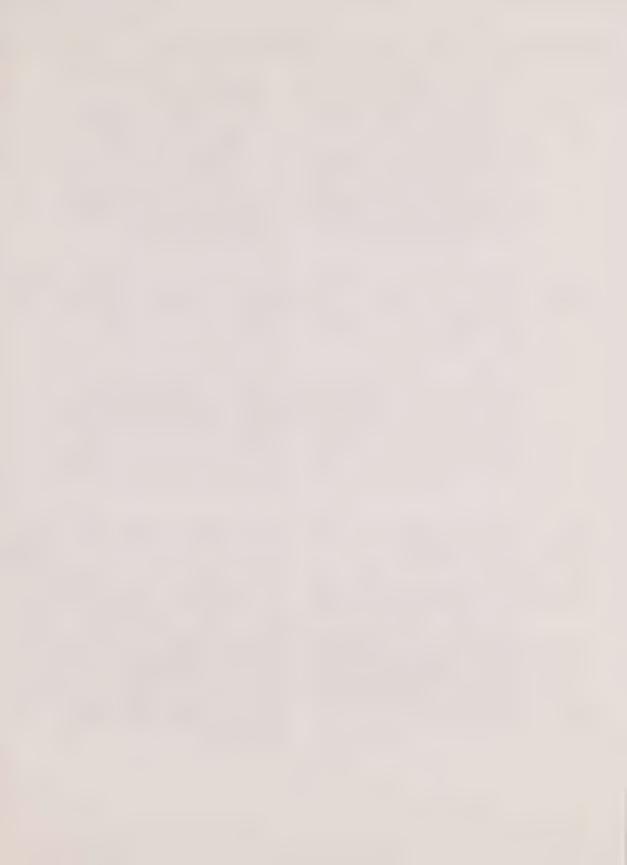
Recommandation du président du Conseil du Trésor

- *a*) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application 10 de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1^{er} avril 2000 ou après cette date;
- b) le montant de tout surplus de la caisse qui 15 n'est pas un surplus non autorisé.
- (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil du Trésor, un surplus qui n'est pas un surplus non autorisé, les contributions payables au 20 titre de l'article 5 ou de l'alinéa 29.2(3)a) peuvent être réduites selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après 25 consultation du ministre.

Mesures en cas de surplus

- (5) Pour l'application du présent article, il y a surplus non autorisé si la différence entre l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 30 ou celui fait à la demande du président du Conseil du Trésor, est supérieure au moins élevé des montants suivants :
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des 35 contributeurs, selon ce rapport;
 - b) le plus élevé des montants suivants :

Surplus non autorisé



- (i) twice the estimated amount, for the calendar year following the date of that report, of the total of
 - (A) the current service contributions that would be required of contributors, 5 and
 - (B) the amounts that would be determined under paragraph 29.2(3)(a), and
- (ii) the amount that would be determined under paragraph (a) if the reference in 10 that paragraph to "twenty per cent" were read as a reference to "ten per cent".

When reduction in contributions

(6) For greater certainty, a reduction in contributions under paragraph (2)(a) or subthe contribution rate that applied before the reduction in contributions.

Costs

29.5 The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000 shall be paid out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund.

(i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport :

- (A) le montant des contributions qu'auraient à verser les contributeurs 5 relativement au service courant.
- (B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 29.2(3)a),
- (ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de 10 vingt pour cent était remplacé par un pourcentage de dix pour cent.

(6) Il est entendu qu'une réduction des contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au section (4) is not to be considered as changing 15 paragraphe (4) ne constitue pas une modifica-15 tion du taux de contribution applicable avant la réduction.

Réduction des contributions

29.5 Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations the recommendation of the Minister, with 20 payables en application de celle-ci au titre du 20 service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date sont payés par la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. 25 Ces coûts sont déterminés par le Conseil du 25

Coûts

R.S., c. 13 (2nd Supp.), 5, 13; 1992, c. 46. s. 79

200. Sections 30 and 31 of the Act are replaced by the following:

200. Les articles 30 et 31 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Trésor sur recommandation du ministre.

L.R., ch. 13 (2^e suppl.), art. 13; 1992. ch. 46, art. 79

Public Pensions Reporting Act

30. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the 30 relatifs à l'état du compte de pension de state of each of the Superannuation Account, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund and the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund shall be prepared, filed with the Minister designated 35 Canada doivent, conformément à la Loi sur under that Act and laid before Parliament.

30. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif30 relatifs aux retraite et à la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du 35 les rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement. 40

Loi sur les rapports pensions publiques

Clause 200: Sections 30 and 31 read as follows:

30. In accordance with the *Public Pensions Reporting Act*, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of the Superannuation Account shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

Annual Report

31. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account during that year, by appropriate classifications, the number of contributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with such additional information as the Governor in Council requires.

Article 200. — Texte des articles 30 et 31:

30. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de retraite doivent, conformément à la Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Rapport annuel

31. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de retraite et sur ce compte, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues par la présente partie, et la partie III; le rapport comporte les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil ordonne d'y ajouter.

Rapport

Annual Report

Annual report

31. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts 5 paid into and out of the Superannuation Account, the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment cations, the number of contributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with the additional information that the Governor in Council may by regulation require.

1992, c. 46,

- 201. (1) The definition "contributor" in section 35 of the Act is repealed.
- (2) Paragraph (f) of the definition "recipient" in section 35 of the Act is replaced by the following:
 - (f) a person who is in receipt of the pension by reason of being a survivor or a child.

1992, c. 46, s. 80

202. Section 36 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 80

Contributions for elective

- 203. Subsection 37(1) of the Act is re-25 placed by the following:
- 37. (1) A person who elects, pursuant to section 6 or 24, to count as pensionable service any period of elective service specified in those sections, or any portion of that service, 30 that is after March 31, 1970 but before January 1, 2000 is required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required 35 retraite ou à la Caisse de retraite de la under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the pay described in those sections
 - (a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is 40 after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate of one-half of one per cent of the person's pay; and

Rapport annuel

31. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au 5 moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de retraite, à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et au Fonds de placement Fund during that year, by appropriate classifi- 10 du compte de pension de retraite de la 10 Gendarmerie royale du Canada, et ceux payés sur ce compte et ce fonds et par cette caisse, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui recoivent 15 des prestations prévues par la présente partie 15 et la partie III; le rapport comporte également les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil peut exiger par règlement.

> 201. (1) La définition de « contributeur », à l'article 35 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46, art. 80

- (2) L'alinéa f) de la définition de « prestataire », à l'article 35 de la même loi, est 20 remplacé par ce qui suit :
 - f) la reçoit du fait de sa qualité de survivant ou d'enfant du contributeur 25 décédé.
 - 202. L'article 36 de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 80 1992, ch. 46,

art. 80

203. Le paragraphe 37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Contributions pour service accompagné

d'option

- 37. (1) La personne qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 24, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spécifiée dans ces articles, ou une fraction de 35 celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 2000 est tenue, à cet égard, de verser au compte de pension de Gendarmerie royale du Canada, en plus de 40 tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et relativement à la solde visée à ces articles :
 - a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option 45 postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 1977, au taux de un demi pour cent de sa solde;

Clause 201: (1) The definition "contributor" in section 35 reads as follows:

"contributor" means a member of the Force to whom this Act or the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, chapter R-10 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies;

(2) The relevant portion of the definition "recipient" in section 35 reads as follows:

"recipient" means

(f) a person who is in receipt of the pension by reason of being a surviving spouse, a child or an orphan.

Clause 202: Section 36 reads as follows:

36. Every contributor is required to contribute to the Superannuation Account, by reservation from pay or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, an amount equal to one per cent of the contributor's pay.

Clause 203: Subsection 37(1) reads as follows:

37. (1) A contributor who elects, pursuant to section 6 or 24, to count as pensionable service a period of elective service, or any portion thereof, that is after March 31, 1970 is required to contribute to the Superannuation Account in respect thereof, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the pay described in those sections

(a) in the case of a period of elective service or portion thereof that is after March 31, 1970 and before January 1, 1970, at the rate set out in subsection 36(1) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as it read immediately before the coming into force of this paragraph; and

(b) in the case of a period of elective service or portion thereof that is after December 31, 1976, at the rate set out in section 36.

Article 201, (1). — Texte de la définition de « contributeur » à l'article 35 :

- « contributeur » Membre de la Gendarmerie auquel s'applique la présente loi ou la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-10 des Statuts revisés du Canada de 1970.
- (2) Texte des passages introductif et visé de la définition de « prestataire » à l'article 35 :
- « prestataire » Personne qui reçoit une pension et qui, selon le cas :

f) la reçoit du fait de sa qualité de conjoint ou d'enfant du contributeur décédé.

Article 202. — Texte de l'article 36:

36. Chaque contributeur est tenu de contribuer au compte de pension de retraite, par retenue sur sa solde ou autrement, un montant égal à un pour cent de sa solde et ce, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

Article 203. — Texte du paragraphe 37(1):

- 37. (1) Le contributeur qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 24, de compter comme service ouvrant droit à pension une période de service accompagné d'option spécifiée dans ces articles, ou une fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970 est tenu, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite, en plus de tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et relativement à la solde visées dans ces articles :
 - a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1^{er} janvier 1977, au taux énoncé au paragraphe 36(1) de la présente loi dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent alinéa;
 - b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, au taux époncé à l'article 36.

(b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after December 31, 1976 and before January 1, 2000 at the rate of one per cent of the person's pay.

1992. c. 46. s 80

204. Paragraph 39(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by reason of being a survivor or a child, is the 10 retirement vear or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

1992, c. 46, s. 80

205. Subsection 40(2) of the Act is re-15 pealed.

1992, c. 46, s. 80

206. (1) The portion of subsection 41(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations

- 41. (1) The Governor in Council may, for 20 the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the Income Tax Act and Part LXXXV of the Income Tax Regulations, make regulations
- (2) Section 41 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Powers of Treasury Board

(6) The Treasury Board may, in addition to the powers conferred on it by paragraph 7(2)(d) of the Financial Administration Act, 30 la gestion des finances publiques, le Conseil exercise the powers of the Governor in Council under this section.

b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, mais antérieure au 1er janvier 2000, au taux de un pour cent de sa solde.

204. L'alinéa 39(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46.

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de survivant ou d'enfant du contributeur est 10 l'année ou le mois de retraite, selon le cas. de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

205. Le paragraphe 40(2) de la même loi 15 1992, ch. 46, est abrogé.

206. (1) Le passage du paragraphe 41(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1992 ch 46 art. 80

41. (1) Le gouverneur en conseil peut, par 20 Règlements règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie 25 LXXXV du Règlement de l'impôt sur le 25 revenu:

(2) L'article 41 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

(6) Outre les pouvoirs qu'il est autorisé à 30 Pouvoirs du exercer au titre de l'alinéa 7(2)d) de la Loi sur du Trésor peut exercer les pouvoirs du gouverneur en conseil prévus au présent article.

Conseil du Trésor

Clause 204: The relevant portion of subsection 39(3) reads as follows:

(3) For the purposes of this section,

. .

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by reason of being a surviving spouse, a child or an orphan, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

Clause 205: Subsection 40(2) reads as follows:

(2) For greater certainty, all amounts required for the payment of supplementary benefits shall be paid out of the Consolidated Revenue Fund and charged to the Superannuation Account.

Clause 206: (1) The relevant portion of subsection 41(1) reads as follows:

41. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax Act* and Part LXXXV of the *Income Tax Regulations*, as they read on January 15, 1992, make regulations

(2) New.

Article 204. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 39(3) :

(3) Pour l'application du présent article :

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de conjoint ou d'enfant survivant du contributeur est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.

Article 205. — Texte du paragraphe 40(2):

(2) Il est entendu que les montants nécessaires au paiement des prestations supplémentaires sont payés sur le Trésor et imputés sur le compte de pension de retraite.

Article 206, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 41(1):

41. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées — dans leur version au 15 janvier 1992 — de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu :

(2). — Nouveau.

AMENDMENTS TO OTHER ACTS

MODIFICATION D'AUTRES LOIS

R.S.C. 1970. 1974-75-76. c. 81: 1976-77, c. 1980-81-82-8-3, c. 100; 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1995, c. 18

"child" « enfant »

"survivor"

« survivant »

Defence Services Pension Continuation Act

Loi sur la continuation de la pension des services de défense

SRC 1970 ch. D-3; 1974-75-76 ch. 81: 1976-77, ch. 28 1980-81-82--83, ch. 100; 1989, ch. 6; 1992, ch. 46; 1995, ch. 18

207. (1) Subsection 2(1) of the Defence Services Pension Continuation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" means a child or stepchild of — or an 5 | « enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fil- 5 « enfant » "child" individual adopted either legally or in fact by - an officer who at the time of the officer's death was dependent on the officer for support;

10

"survivor", in relation to an officer, means

- (a) a person who was married to the officer at the time of the officer's death,
- (b) a person referred to in subsection 32(1). 15
- (2) Subsection 2(2) of the Act is repealed.

208. Subsections 10(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Gratuity in case of death before pension

(3) When an officer dies before a period at which a pension might be granted him, the 20 laquelle une pension pourrait lui être accor-Governor in Council may grant to his survivor, or, if he leaves no survivor, to his children under eighteen years of age at the date of his death a gratuity equal to the amount of the deductions made under subsection 9(1) from 25 égale à la somme des déductions faites sur la the officer's pay during his service.

If no survivor or child

(4) When an officer dies leaving no survivor or child to whom a gratuity under subsection (3) or a pension or compassionate allowance under this Act would be payable, 30 pension ou une allocation de commisération but who leaves a father, mother, brother, sister or child who, at the date of the officer's death was wholly or partially dependent on him for support, the Governor in Council may grant to the person or persons so dependent a gratuity 35 not exceeding in the aggregate the amount of

207. (1) Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

le de l'officier - ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui - qui était à la charge de celui-ci au moment de son décès.

« survivant » Personne qui :

« survivant » "survivor

- a) était unie à l'officier par les liens du 10 mariage au décès de celui-ci;
- b) est visée au paragraphe 32(1).
- (2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est abrogé.

208. Les paragraphes 10(3) et (4) de la 15 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(3) Si un officier décède avant l'époque à dée, le gouverneur en conseil peut accorder à son survivant ou, s'il ne laisse pas de survi-20 vant, à ses enfants âgés de moins de dix-huit ans à la date de son décès, une gratification solde de cet officier pendant son service et prévues au paragraphe 9(1).

Gratification

décès avant pension

en cas de

(4) Si un officier décède ne laissant ni survivant ni enfant à qui serait payable une gratification prévue au paragraphe (3), ou une visée par la présente loi, mais laisse un père, 30 une mère, un frère, une soeur ou un enfant qui, à la date du décès de cet officier, dépendait totalement ou partiellement de lui pour sa subsistance, le gouverneur en conseil peut accorder à la personne ou aux personnes ainsi 35

S'il n'y a ni

Defence Services Pension Continuation Act

Clause 207: (1) New.

Loi sur la continuation de la pension des services de défense

Article 207, (1). — Nouveau.

(2) Subsection 2(2) reads as follows:

(2) In this Act words referring to the child of a person include a stepchild of that person, an illegitimate child of that person who, at the time of that person's death, was being maintained by him and was wholly or substantially dependent upon him for support, and an individual adopted either legally or in fact by that person while such individual was under eighteen years of age.

Clause 208: Subsections 10(3) and (4) read as follows:

- (3) Where an officer dies before a period at which a pension might be granted him, the Governor in Council may grant to his widow, or, if he leaves no widow, to his children under eighteen years of age at the date of his death a gratuity equal to the amount of the deductions made under subsection 9(1) from such officer's pay during his service.
- (4) Where an officer dies leaving no widow or child to whom a gratuity under subsection (3) or a pension or compassionate allowance under this Act would be payable, but who leaves a father, mother, brother, sister or child who, at the date of such officer's death was wholly or partially dependent on him for support, the Governor in Council may grant to the person or persons so dependent a gratuity not exceeding in the aggregate the amount of the deductions made under subsection 9(1) from the officer's pay during his services.

(2). — Texte du paragraphe 2(2):

(2) Dans la présente loi, les mentions de l'enfant d'une personne comprennent un beau-fils ou une belle-fille (stepchild) de cette personne, un enfant illégitime de cette dernière, aux besoins de qui celle-ci subvenait au moment de son décès et qui était entièrement ou peur une grande part à la charge de cette personne pour sa subsistance, ainsi qu'un individu adopté légalement ou en fait par cette personne, alors que celui-ci avait moins de dix-huit ans.

Article 208. — Texte des paragraphes 10(3) et (4):

- (3) Si un officier décède avant l'époque à laquelle une pension pourrait lui être accordée, s'el gouverneur en conseil peut accorder à la veuve de cet officier ou, s'il ne laisse pas de veuve, à ses enfants âgés de moins de dix-huit ans à la date de son décès, une gratification égale à la somme des déductions faites sur la solde de cet officier pendant son service et prévues au paragraphe 9(1).
- (4) Si un officier décède ne laissant ni veuve ni enfant à qui serait payable une gratification prévue au paragraphe (3), ou une pension ou une allocation de commisération visée par la présente loi, mais laisse un père, une mère, un frère, une soeur ou un enfant qui, à la date du décès de cet officier, dépendait totalement ou partiellement de lui pour sa subsistance, le gouverneur en conseil peut accorder à la personne ou aux personnes ainsi à sa charge une gratification qui n'excède pas dans l'ensemble le montant des déductions faites, en vertu du paragraphe 9(1), sur la solde de l'officier pendant son service.

the deductions made under subsection 9(1) from the officer's pay during his service.

à sa charge une gratification qui n'excède pas dans l'ensemble le montant des déductions faites, en vertu du paragraphe 9(1), sur la solde de l'officier pendant son service.

1974-75-76, c. 81, s. 50

209. Section 25 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

209. L'article 25 de la même loi et 5 1974-75-76, ch. 81, art. 50 l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Provision for Officers' Survivors and Children

Pension to survivors and compassionate allowance to children

25. (1) Subject to the provisions hereinafter 5 contained, the Minister may, as to him or her seems fit, grant a pension to the survivor and a compassionate allowance to each of the children of any officer who, at the time of which a pension might be granted him, or who was, at the time of his death, in receipt of a pension.

survivors

(2) If the Minister grants a pension to two survivors, the total amount of the pension shall 15 deux survivants, le montant total de celle-ci be apportioned between the two survivors in accordance with subsection 32(3).

210. Paragraphs 26(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

- (d) if the survivor began to cohabit with the 20 officer in a relationship of a conjugal nature, or married, the officer after the officer retired;
- (e) if, at the time the survivor began to cohabit with the officer in a relationship of 25 a conjugal nature, or married the officer, the officer had attained the age of sixty years; or

211. Section 27 of the Act is replaced by the following:

Pension oneofficer's pension

27. The pension of a person who was married to an officer shall, if the officer was at the time of his death on full pay, be an amount equal to one-half of the pension to which he would have been entitled if he had 35 droit s'il eût été mis forcément à la retraite been retired compulsorily immediately before his death, or, if at the time of his death he had been pensioned, an amount equal to one-half of the pension.

Dispositions relatives aux survivants et enfants des officiers

25. (1) Sous réserve des dispositions ciaprès contenues, le ministre peut, s'il le juge à propos, accorder une pension au survivant et 10 une allocation de commisération à chacun des enfants de tout officier qui recevait sa solde death being on full pay, dies after a period at 10 entière lors de son décès, survenu après une époque à laquelle une pension aurait pu lui être accordée, ou qui recevait une pension lors 15 de son décès.

Pension aux survivants et secours aux enfants

(2) Si le ministre accorde une pension à est réparti conformément au paragraphe 32(3).

S'il v a deux survivants

210. Les alinéas 26d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- d) si le survivant a commencé à cohabiter avec l'officier dans une union de type s'est marié à celui-25 conjugal --- ou ci - après la mise à la retraite de ce dernier;
- e) si, au début de la cohabitation du survivant avec l'officier dans une union de type conjugal, ou à l'époque de leur maria-30 ge, ce dernier avait atteint l'âge de soixante ans:

211. L'article 27 de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

27. La pension d'une personne qui était 35 mariée à un officier, si celui-ci recevait la solde entière lors de son décès, est égale à la moitié de la pension à laquelle il aurait eu immédiatement avant son décès; si, à l'épo-40 que de son décès, il recevait une pension, la pension est toutefois égale à la moitié de cette pension.

Pension portée à moitié de la pension de

Clause 209: Subsection 25(2) is new. Section 25 and the heading before it read as follows:

Provision for Officers' Wives and Children

25. Subject to the provisions hereinafter contained, the Minister may, as to him seems fit, grant a pension to the widow and a compassionate allowance to each of the children of any officer who, at the time of death being on full pay, dies after a period at which a pension might be granted him, or who was, at the time of his death, in receipt of a pension.

Clause 210: The relevant portion of section 26 reads as follows:

- 26. Such pension or compassionate allowance shall not be granted
- (d) if the officer married after retirement;
- (e) if the officer was at the time of his marriage over sixty years of age; or

Clause 211: Section 27 reads as follows:

27. The pension of a widow shall, if her husband was at the time of his death on full pay, be an amount equal to one-half of the pension to which he would have been entitled if he had been retired compulsorily immediately before his death, or, if at the time of his death he had been pensioned, an amount equal to one-half of such pension.

Article 209. — Texte de l'article 25 et de l'intertitre le précédant :

Dispositions relatives aux femmes et enfants des officiers

25. Sous réserve des dispositions ci-après contenues, le Ministre peut, s'il le juge à propos, accorder une pension à la veuve et une allocation de commisération à chacun des enfants de tout officier qui recevait sa solde entière lors de son décès, survenu après une époque à laquelle une pension aurait pu lui être accordée, ou qui recevait une pension lors de son décès.

Article 210. — Texte des passages introductif et visés de l'article 26 :

- 26. Cette pension ou allocation de commisération n'est pas accordée
- d) si l'officier s'est marié après sa mise à la retraite;
- e) si l'officier était, à l'époque de son mariage, âgé de plus de soixante ans;

Article 211. — Texte de l'article 27:

27. La pension d'une veuve, si son mari recevait la solde entière lors de son décès, est égale à la moitié de la pension à laquelle ce dernier aurait eu droit s'il eût été mis forcément à la retraite immédiatement avant son décès; ou si, à l'époque de son décès, il recevait une pension, la pension de la veuve est égale à la moitié de cette pension.

212. Subsection 28(2) of the Act is replaced by the following:

If no pension to survivor

(2) If no pension is payable to a survivor under this Act, the allowance shall be double that fixed by subsection (1).

213. Section 29 of the Act is replaced by the following:

Amount to family limited

29. The total amount paid to the survivor and children of an officer during any year shall not exceed the amount of the pension that the 10 aucune année, le chiffre de la pension qu'il officer was in receipt of, or to which he would have been entitled, as the case may be.

1992, c. 46, s. 86

214. Section 32 of the Act is replaced by the following:

considered to survivo

32. (1) For the purposes of this Act, when a 15 person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with an officer or former officer for at least one year immediately before the death of the officer or former officer, the person is considered to be 20 the survivor of the officer or former officer.

Person considered to be married

(2) For the purposes of this Act, when an officer or former officer dies and, at the time of death, the officer or former officer was married to a person with whom he or she had 25 il avait cohabité dans une union de type been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the officer or former officer on the day established as being the day 30 on which the relationship began.

Apportionment of pension when two survivors

- (3) When a pension is payable to a survivor and there are two survivors of the officer or former officer, the total amount of the annual allowance shall, subject to subsection (4), be 35 ainsi réparti : apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 2(1) is entitled to receive the proportion of the pension that the total of the number of 40 vears that he or she cohabited with the officer or former officer while married to the officer or former officer and the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of 45 a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer so cohabited with the survivors; and

212. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Si aucune pension n'est payable au survivant aux termes de la présente loi, 5 l'allocation est le double de celle qu'établit le 5 paragraphe (1).

Doublement l'allocation

213. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

29. La somme totale payée au survivant et aux enfants de l'officier ne peut dépasser, en 10 recevait, ou à laquelle il aurait eu droit, selon le cas.

Somme payée à la famille

214. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 86

32. (1) Pour l'application de la présente loi, a la qualité de survivant la personne qui établit que, au décès de l'officier ou de l'ancien officier, elle cohabitait avec lui dans une union de type conjugal depuis au moins un an. 20

Personne réputée survivant

(2) Pour l'application de la présente loi, lorsque l'officier ou l'ancien officier décède alors qu'il était marié à une personne avec qui conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est 25 réputée s'être mariée avec lui à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a commencé.

Personne réputée mariée

(3) Si une pension est payable à un survivant et s'il y a deux survivants, le montant total de 30 celle-ci est, sous réserve du paragraphe (4),

Répartition du montant de la pension s'il y a deux survivants

a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) a droit à une part de la pension en 35 proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec l'officier ou l'ancien officier dans le cadre du mariage. d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total 40 d'années de cohabitation des survivants avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;

Clause 212: Subsection 28(2) reads as follows:

(2) If the child is motherless and, in the opinion of the Minister, in great need, the allowance shall be double that fixed by this section.

Clause 213: Section 29 reads as follows:

29. The total amount paid to the widow and children of an officer during any year shall not exceed the amount of the pension that the officer was in receipt of, or to which he would have been entitled, as the case may be.

Clause 214: Section 32 reads as follows:

- 32. (1) For the purposes of this Act, where a woman establishes to the satisfaction of the Treasury Board that she had, for a period of not less than one year immediately before the death of an officer or former officer with whom she had been residing and to whom she was not married, been publicly represented by him to be his wife, the Treasury Board may deem her to be the widow of the officer or former officer and to have become married to him at the time when, in fact, the representation began.
- (2) For the purposes of this Act, where the widow of an officer or former officer establishes to the satisfaction of the Treasury Board that she had resided with the officer or former officer for a period immediately before their marriage and that she had, for that period, been publicly represented by him to be his wife, the Treasury Board may deem her to have become married to him at the time when, in fact, the representation began.

Article 212. — Texte du paragraphe 28(2):

(2) Si l'enfant a perdu sa mère et que, de l'avis du Ministre, il soit dans la misère, l'allocation est le double de celle qu'établit le présent article.

Article 213. — Texte de l'article 29:

29. La somme totale payée à la veuve et aux enfants d'un officier ne doit dépasser, en aucune année, le chiffre de la pension que recevait cet officier, ou à laquelle il aurait eu droit, selon le cas.

Article 214. — Texte de l'article 32 :

- 32. (1) Pour l'application de la présente loi, le Conseil du Trésor peut, lorsqu'une femme lui présente des éléments convaincants établissant qu'elle cohabitait avec un officier ou ancien officier depuis au moins un an avant le décès de celui-ci et que pendant cette période il la présentait en public comme son épouse, assimiler cette femme à la veuve de l'officier ou ancien officier et la considérer comme mariée à celui-ci à la date où cette présentation a effectivement commencé.
- (2) Pour l'application de la présente loi, le Conseil du Trésor peut, lorsque la veuve d'un officier ou ancien officier lui présente des éléments convaincants établissant qu'elle a cohabité avec celui-ci jusqu'à leur mariage et que, pendant cette période de cohabitation, il la présentait en public comme son conjoint, considérer cette femme comme mariée à cet officier ou ancien officier à la date où cette présentation a effectivement commencé.

(b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the pension that the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of 5 a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature. 10

Exception

(4) If one of the two survivors is found criminally responsible for the death of the officer or former officer or if, when the officer or former officer dies, it is established to the satisfaction of the Minister that one of the 15 survivors cannot be found, the other survivor shall receive the first survivor's portion, in addition to his or her own portion.

Death of one of the survivors after apportion-

(5) When one of the two survivors dies after would have been payable to the survivor who died shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

215. Section 35.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

R.S.C. 1970,

1989, c. 6;

1992, c. 46

(3) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of 30 re » au paragraphe 32(1) de cette loi. that Act.

c R-10: 1974-75-76, 1976-77, c. 1980-81-82-83, c. 100;

Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act

216. Subsection 2(1) of the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" « enfant » "child" means a child or stepchild of — or an individual adopted either legally or in fact by - an officer or a former officer who at the time of the officer's or former officer's b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de la pension en proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec l'officier ou l'ancien officier dans une union de type 5 conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

(4) Si l'un des survivants est, après le décès 10 Exception de l'officier ou de l'ancien officier, tenu criminellement responsable de sa mort ou s'il est établi à la satisfaction du ministre que, à son décès, le survivant est introuvable, sa part de la pension est versée à l'autre survivant.

(5) En cas de décès de l'un des survivants apportionment, the portion of the pension that 20 après la répartition du montant de la pension, sa part de pension est versée à l'autre survivant.

Décès de l'un des survivants

215. L'article 35.1 de la même loi est 20 25 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Pour l'application de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi 25 est réputé visé par la définition de « prestatai-

Présomption

S.R.C. 1970,

1974-75-76, ch. 81:

1976-77, ch. 34:

1980-81-82-

ch. R-10;

Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie rovale du Canada

83, ch. 100; 1989, ch. 6; 1992, ch. 46 216. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la

continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada est modifié par adjonc-30 35 tion, selon l'ordre alphabétique, de ce qui

« enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fille d'un officier ou d'un ancien officier - ou l'individu adopté légalement ou 35

« enfant »

Clause 215: New.

Article 215. — Nouveau.

Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act

Clause 216: New.

Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada Article 216. — Nouveau.

"survivor" « survivant » death was dependent on the officer or former officer for support;

"survivor", in relation to an officer or a former officer, means

- (a) a person who was married to the 5 officer or former officer at the time of the officer's or former officer's death, or
- (b) a person referred to in subsection 25.1(1).

de fait par lui - qui était à sa charge au moment de son décès.

« survivant » Personne qui :

« survivant » 'survivor

survivant on

aux enfants

- a) était unie à un officier ou à un ancien officier par les liens du mariage à son 5 décès:
- b) est visée au paragraphe 25.1(1).

217. Subsection 5(2) of the Act is replaced 10 by the following:

Compensa-(2) When a person described in subsection tion to (1) dies before he is granted compensation under that subsection, his survivor or, if there

is no survivor, his children may be granted the 15 compensation in respect of the period preceding his death that he was disabled, including medical and hospital expenses, that the Treasury Board may prescribe.

217. Le paragraphe 5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une personne visée au paragra-10 Indemnité au phe (1) décède avant que ne lui soit accordée une indemnité en vertu de ce paragraphe, il peut être accordé à son survivant ou, à défaut de survivant, à ses enfants, l'indemnité, v compris les frais médicaux et hospitaliers, que 15 le Conseil du Trésor peut prescrire, relativement à la période précédant son décès et durant laquelle elle était invalide.

survivor or

218. Section 18.1 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (2):

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

(3) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the 25 definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act.

218. L'article 18.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-20 phe (2), de ce qui suit :

(3) Pour l'application de la partie II de la *Loi* sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestatai-25 re » au paragraphe 32(1) de cette loi.

219. Section 19 of the Act is replaced by the following:

Pension to survivor and allowances to

19. (1) Subject to this Part, the Governor in 30 Council may, as to him or her seems fit, grant a pension to the survivor and a compassionate allowance to each of the children of an officer who, having completed ten years of service. was at the time of his death a member of the 35 ans de service, était, lors de son décès, Force, or who is at the time of his death in receipt of a pension.

219. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

19. (1) Sous réserve de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, s'il le juge à 30 propos, accorder une pension au survivant et une allocation de commisération à chacun des enfants d'un officier qui, avant terminé ses dix membre de la Gendarmerie, ou recevait, lors 35 de son décès, une pension.

Pension au survivant et allocation aux enfants

Présomption

(2) Si le ministre accorde une pension à deux survivants, le montant total de celle-ci paragraphe 25.1(3). 40

S'il y a deux survivants

(2) If the Minister grants a pension to two survivors, the total amount of the pension shall be apportioned between the two survivors in 40 est réparti conformément au accordance with subsection 25.1(3).

220. Paragraphs 20(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) if the survivor began to cohabit with the officer in a relationship of a conjugal 45

220. Les alinéas 20c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) si le survivant a commencé à cohabiter avec l'officier dans une union de type

If two survivors

Clause 217: Subsection 5(2) reads as follows:

(2) Where a person described in subsection (1) dies before he is granted compensation under that subsection, his widow or, if there is no widow, his children may be granted such compensation in respect of the period preceding his death that he was disabled, including medical and hospital expenses, as the Treasury Board may prescribe.

Article 217. — Texte du paragraphe 5(2):

(2) Lorsqu'une personne visée au paragraphe (1) décède avant que ne lui soit accordée une indemnité en vertu de ce paragraphe, il peut être accordé à sa veuve ou, à défaut de veuve, à ses enfants, l'indemnité, y compris les frais médicaux et hospitaliers, que le conseil du Trésor peut prescrire, relativement à la période précédant son décès et durant laquelle elle était invalide.

Clause 218: New.

Article 218. — Nouveau.

Clause 219: Subsection 19(2) is new. Section 19 reads as follows:

19. Subject to this Part, the Governor in Council may, as to him seems fit, grant a pension to the widow and a compassionate allowance to each of the children of an officer who, having completed ten years of service, was at the time of his death a member of the Force, or who is at the time of his death in receipt of a pension.

Article 219. — Texte de l'article 19:

19. Sous réserve de la présente Partie, le gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, accorder une pension à la veuve et une allocation de commisération à chacun des enfants d'un officier qui, ayant terminé ses dix ans de service, était, lors de son décès, membre de la Gendarmerie, ou recevait, lors de son décès, une pension.

Clause 220: The relevant portion of section 20 reads as follows:

Article 220. — Texte des passages introductif et visés de l'article 20:

nature, or married, the officer after the officer retired:

(d) if, at the time the survivor began to cohabit with the officer in a relationship of a conjugal nature or married the officer, the 5 officer had attained the age of sixty years;

221. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Amount to family limited

23. The total amount paid to the survivor not exceed the amount of the pension of which the officer was in receipt, or to which he would have been entitled, as the case may be.

1992, c. 46, s. 95

222. Section 25.1 of the Act is replaced by the following:

Person 25.1 (1) For the purposes of this Act, when considered to a person establishes that he or she was be the survivor cohabiting in a relationship of a conjugal nature with an officer or former officer for at

the officer or former officer, the person is considered to be the survivor of the officer or former officer.

Person considered to be married

(2) For the purposes of this Act, when an of death, the officer or former officer was married to a person with whom the officer or former officer had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period is considered to have become married to the officer or former officer on the day established as being the day on which the cohabitation began.

Apportionment of pension when two survivors

- (3) When a pension is payable to a survivor 35 and there are two survivors of the officer or former officer, the total amount of the pension shall, subject to subsection (4), be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) 40 of the definition "survivor" in subsection 2(1) is entitled to receive the proportion of the pension that the total of the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer while married to 45 the officer or former officer and the number

conjugal — ou s'est marié à ci — après la mise à la retraite de ce dernier;

d) si, au début de la cohabitation du survivant avec l'officier dans une union de 5 type conjugal, ou à l'époque de leur mariage, ce dernier avait atteint l'âge de soixante ans:

221. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

23. La somme totale payée au survivant et and children of an officer during any year shall 10 aux enfants de l'officier ne peut dépasser, en aucune année, le chiffre de la pension qu'il recevait, ou à laquelle il aurait eu droit, selon Somme payée à la famille. limitée

15

222. L'article 25.1 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 95

25.1 (1) Pour l'application de la présente loi, a la qualité de survivant la personne qui établit que, au décès de l'officier ou de 20 l'ancien officier, elle cohabitait avec lui dans least one year immediately before the death of 20 une union de type conjugal depuis au moins un

Personne survivant

(2) Pour l'application de la présente loi, officer or former officer dies and, at the time 25 lorsque l'officier ou l'ancien officier décède 25 alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée s'être mariée avec lui à la date établie immediately before the marriage, that person 30 comme celle à laquelle la cohabitation a 30 commencé.

Personne réputée mariée

- (3) Si une pension est payable à un survivant et s'il y a deux survivants, le montant total de celle-ci est, sous réserve du paragraphe (4), 35 ainsi réparti :
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) a droit à une part de la pension en proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec l'officier ou 40 l'ancien officier dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total

Répartition du montant de la pension s'il y a deux survivants

20. Such pension or compassionate allowance shall not be granted

. . .

(c) if the officer married after retirement;

(d) if the officer was at the time of his marriage over sixty years of age;

Clause 221: Section 23 reads as follows:

23. The total amount paid to the widow and children of an officer during any year shall not exceed the amount of the pension of which the officer was in receipt, or to which he would have been entitled, as the case may be.

Clause 222: Section 25.1 reads as follows:

- 25.1 (1) For the purposes of this Act, where a woman establishes to the satisfaction of the Treasury Board that she had, for a period of not less than one year immediately before the death of an officer or former officer with whom she had been residing and to whom she was not married, been publicly represented by him to be his wife, the Treasury Board may deem her to be the widow of the officer or former officer and to have become married to him at the time when, in fact, the representation began.
- (2) For the purposes of this Act, where the widow of an officer or former officer establishes to the satisfaction of the Treasury Board that she had resided with the officer or former officer for a period immediately before their marriage and that she had, for that period, been publicly represented by him to be his wife, the Treasury Board may deem her to have become married to him at the time when, in fact, the representation began.

20. Cette pension ou allocation de commisération n'est pas accordée dans les cas suivants :

c) si l'officier s'est marié après sa mise à la retraite;

d) si l'officier était, à l'époque de son mariage, âgé de plus de soixante ans;

Article 221. — Texte de l'article 23:

23. La somme totale payée à la veuve et aux enfants d'un officier ne peut dépasser, en aucune année, le chiffre de la pension que recevait cet officier, ou à laquelle il aurait eu droit, selon le cas.

Article 222. — Texte de l'article 25.1:

- 25.1 (1) Pour l'application de la présente loi, le Conseil du Trésor peut, lorsqu'une femme lui présente des éléments convaincants établissant qu'elle cohabitait avec un officier ou ancien officier depuis au moins un an avant le décès de celui-ci et que pendant cette période il la présentait en public comme son épouse, assimiler cette femme à la veuve de l'officier ou ancien officier et la considérer comme mariée à celui-ci à la date où cette présentation a effectivement commencé.
- (2) Pour l'application de la présente loi, le Conseil du Trésor peut, lorsque la veuve d'un officier ou ancien officier lui présente des éléments convaincants établissant qu'elle a cohabité avec celui-ci jusqu'à leur mariage et que, pendant cette période de cohabitation, il la présentait en public comme son conjoint, considérer cette femme comme mariée à cet officier ou ancien officier à la date où cette présentation a effectivement commencé.

of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer so cohabited with the survivors; and

(b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the pension that the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of 10 a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature. 15

d'années de cohabitation des survivants avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;

b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de la pension en 5 proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec l'officier ou l'ancien officier dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le 10 cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

Exception

(4) If one of the two survivors is found criminally responsible for the death of the officer or former officer or if, when the officer or former officer dies, it is established to the satisfaction of the Minister that one of the 20 son décès, le survivant est introuvable, sa part survivors cannot be found, the other survivor shall receive the first survivor's portion, in addition to his or her own portion.

Exception

de l'officier ou de l'ancien officier, tenu criminellement responsable de sa mort ou s'il 15 est établi à la satisfaction du ministre que, à de la pension est versée à l'autre survivant.

(4) Si l'un des survivants est, après le décès

Death of one of the survivors after apportionment

(5) When one of the two survivors dies after would have been payable to the survivor who died shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

Décès de l'un (5) En cas de décès de l'un des survivants apportionment, the portion of the pension that 25 après la répartition du montant de la pension, 20 des survivants sa part de pension est versée à l'autre survivant.

223. Section 44.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

223. L'article 44.1 de la même loi est 30 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

(3) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of 35 re » au paragraphe 32(1) de cette loi. that Act.

(3) Pour l'application de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestatai-30

Présomption

Clause 223: New.

Article 223. — Nouveau.

R.S., c. M-5; 1989, c. 6; 1992, c. 46: 1995, c. 30; 1998, c. 23

"survivor"

« survivant »

Members of Parliament Retiring Allowances Act

Loi sur les allocations de retraite des parlementaires

M-5; 1989. ch. 6; 1992, ch. 46; 1995, ch. 30; 1998. ch. 23

224. Subsection 2(1) of the Members of Parliament Retiring Allowances Act is amended by adding the following in alphabetical order:

- member, means
 - (a) a person who was married
 - (i) in the case of a member or former member, to the member or former member immediately before his or her 10 death, and
 - (ii) in the case of a former member, to the former member immediately before the time when he or she ceased to be a member, or 15
 - (b) a person who establishes that the person was cohabiting in a relationship of a conjugal nature
 - (i) in the case of a member or former member, with the member or former 20 member for at least one year immediately before his or her death, and
 - (ii) in the case of a former member, with the former member before he or she ceased to be a member. 25

224. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les* allocations de retraite des parlementaires est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"survivor", in relation to a member or former 5 | « survivant » Personne qui, selon le cas :

5 « survivant » 'survivor'

- a) était unie par les liens du mariage :
 - (i) à un parlementaire, actuel ou ancien, à son décès,
 - (ii) à un ancien parlementaire au moment où il a perdu sa qualité de 10 parlementaire:
- b) établit qu'elle cohabitait dans une union de type conjugal:
 - (i) depuis au moins un an, avec un parlementaire, actuel ou ancien, à son 15
 - (ii) avec un ancien parlementaire au moment où il a perdu sa qualité de parlementaire.

1995, c. 30, s. 4

225. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to the survivor, an allowance equal to three fifths of the basic retirement allowance, but, if two survivors are entitled to an 30 allowance under this paragraph, the total amount of the allowances shall not exceed three fifths of the basic retirement allowance and that total amount shall be apportioned in accordance with subsection (1.1); 35 and

225. (1) L'alinéa 20(1)a) de la même loi est 20 1995. ch. 30. remplacé par ce qui suit :

a) au survivant, une allocation égale, au total, aux trois cinquièmes de l'allocation de retraite de base, à répartir selon les modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il25 y a deux survivants;

1995, c. 30,

Apportion-

(2) Subsection 20(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) For the purposes of paragraph (1)(a),

- the total amount shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection
- (2) Le paragraphe 20(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 30,

- (1.1) Le montant total de l'allocation pré-40 vue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti : 30
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant », au paragraphe

Répartition

Members of Parliament Retiring Allowances Act Clause 224: New. Loi sur les allocations de retraite des parlementaires Article 224. — Nouveau.

Clause 225: (1) The relevant portion of subsection 20(1) reads as follows:

 $\boldsymbol{20.}\ (1)$ On the death of a member or former member, there shall be paid

(a) to

(i) the person who was the spouse of the member or former member immediately before the death and, in the case of a former member, immediately before the time when the former member ceased to be a member, and

(ii) any person of the opposite sex who establishes that the person was cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member for at least one year immediately before the death of the member or former member and, in the case of a former member, that cohabitation commenced before the time when the former member ceased to be a member.

an allowance equal to three fifths of the basic retirement allowance, but, if more than one person is entitled to an allowance under this paragraph, the total amount of the allowances shall not exceed three fifths of the basic retirement allowance and that total amount shall be apportioned in accordance with subsection (1.1); and

(2) Subsection 20(1.1) reads as follows:

Article 225, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 20(1):

20. (1) Au décès d'un parlementaire, actuel ou ancien, il est versé :

a) à la personne qui était son conjoint au décès, et aussi au moment où il a perdu sa qualité de parlementaire dans le cas d'un ancien parlementaire, et, le cas échéant, à l'autre personne du sexe opposé qui établit qu'elle a vécu maritalement avec lui pendant l'année précédant son décès et, dans le cas d'un ancien parlementaire, que la cohabitation a commencé avant qu'il ne perde sa qualité de parlementaire, une allocation égale, au total, aux trois cinquièmes de l'allocation de retraite de base, à répartir selon les modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il y a plus d'un bénéficiaire;

(2). — Texte du paragraphe 20(1.1):

2(1) receives an amount, if any, equal to the total amount less any amount determined under paragraph (b); and

(b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition receives an amount equal 5 to that proportion of the total amount that the number of years that survivor cohabited with the member or former member while a member is of the number of years that the member or former member was a member.

1995, c. 30,

226. (1) Paragraph 40(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to the survivor an allowance equal to three fifths of the basic compensation allowance, but, if more than one survivor is 15 entitled to an allowance under this paragraph, the total amount of the allowances shall not exceed three fifths of the basic compensation allowance and that total amount shall be apportioned in accordance 20 with subsection (1.1); and

(2) Subsection 40(1.1) of the Act is replaced by the following:

(1.1) For the purposes of paragraph (1)(a), the total amount shall be apportioned so that

(a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 2(1) receives an amount, if any, equal to the total amount less any amount determined under paragraph (b); and 30

(b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition receives an amount equal to that proportion of the total amount that the number of years that survivor cohabited with the member or former member while 35 a member is of the number of years that the member or former member was a member.

2(1), reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant visé à l'alinéa b):

b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition reçoit la fraction du montant total ayant pour numérateur le nombre 5 d'années où il a vécu avec le parlementaire alors que celui-ci avait cette qualité et pour dénominateur le nombre total d'années où il a eu cette qualité.

226. (1) L'alinéa 40(1)a) de la même loi est 10 1995, ch. 30, remplacé par ce qui suit :

a) au survivant, une allocation égale, au total, aux trois cinquièmes de l'allocation compensatoire de base, à répartir selon les modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il15 y a plus d'un survivant;

(2) Le paragraphe 40(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 30, art. 13

(1.1) Le montant total de l'allocation pré-25 vue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti : 20

Répartition

- a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant », au paragraphe 2(1), reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant visé à l'alinéa b);
- b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette 25 définition reçoit la fraction du montant total ayant pour numérateur le nombre d'années où il a vécu avec le parlementaire alors que celui-ci avait cette qualité et pour dénominateur le nombre total d'années où 30 il a eu cette qualité.

1995, c. 30, s. 13

Apportion-

- (1.1) For the purposes of paragraph (1)(a), the total amount shall be apportioned so that
 - (a) the spouse receives an amount, if any, equal to the total amount less any amount determined under paragraph (h); and
 - (b) the cohabitant receives an amount equal to that proportion of the total amount that the number of years the cohabitant cohabited with the member or former member while a member is of the number of years that the member or former member was a member.

Clause 226: (1) The relevant portion of subsection 40(1) reads as follows:

 $\mathbf{40.}$ (1) On the death of a member or former member, there shall be paid

(a) to

- (i) the person who was the spouse of the member or former member immediately before the death and, in the case of a former member, immediately before the time when the former member ceased to be a member, and
- (ii) any person of the opposite sex who establishes that the person was cohabiting in a conjugal relationship with the member or former member for at least one year immediately before the death of the member or former member and, in the case of a former member, that cohabitation commenced before the time when the former member ceased to be a member,
- an allowance equal to three fifths of the basic compensation allowance, but, if more than one person is entitled to an allowance under this paragraph, the total amount of the allowances shall not exceed three fifths of the basic compensation allowance and that total amount shall be apportioned in accordance with subsection (1.1); and
- (2) Subsection 40(1.1) reads as follows:
- (1.1) For the purposes of paragraph (1)(a), the total amount shall be apportioned so that
 - (a) the spouse receives an amount, if any, equal to the total amount less any amount determined under paragraph (b); and
 - (b) the cohabitant receives an amount equal to that proportion of the total amount that the number of years the cohabitant cohabited with the member or former member while a member is of the number of years that the member or former member was a member.

- (1.1) Le montant total de l'allocation prévue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti :
 - a) le conjoint reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant que reçoit l'autre personne;
 - b) Γautre personne reçoit la fraction du montant total ayant pour numérateur le nombre d'années où elle a vécu avec le parlementaire alors qu'il avait cette qualité et pour dénominateur le nombre total d'années où le parlementaire a eu cette qualité.

Article 226, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 40(1):

- 40. (1) Au décès d'un parlementaire, actuel ou ancien, il est versé :
- a) à la personne qui était son conjoint au décès, et aussi au moment où il a perdu sa qualité de parlementaire dans le cas d'un ancien parlementaire, et, le cas échéant, à l'autre personne du sexe opposé qui établit qu'elle a vécu maritalement avec lui pendant l'année précédant son décès et, dans le cas d'un ancien parlementaire, que la cohabitation a commencé avant qu'il ne perde sa qualité de parlementaire, une allocation égale, au total, aux trois cinquièmes de l'allocation compensatoire de base, à répartir selon les modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il y a plus d'un bénéficiaire;

(2). — Texte du paragraphe 40(1.1):

- (1.1) Le montant total de l'allocation prévue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti :
- a) le conjoint reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant que reçoit l'autre personne;
- b) l'autre personne reçoit la fraction du montant total ayant pour numérateur le nombre d'années où elle a vécu avec le parlementaire alors qu'il avait cette qualité et pour dénominateur le nombre total d'années où le parlementaire a eu cette qualité.

R.S., c. C-10; R.S., c. 1 (2nd Supp.), c. 1 (4th Supp.); 1992, c. 1; 1993, cc. 17. 34, 44; 1994, c 26

Canada Post Corporation Act

Loi sur la Société canadienne des postes

C-10; L.R., ch. 1 (2e suppl.), ch. 1 (4e suppl.); 1992, ch. 1; 1993, ch. 17 34, 44; 1994. ch. 26

227. Subsection 13(2) of the Canada Post Corporation Act is repealed.

227. Le paragraphe 13(2) de la Loi sur la Société canadienne des postes est abrogé.

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

1996, c. 6, Sch.

Transitional -

Transitional -

application

of certain provisions

application

of certain provisions Payment Clearing and Settlement Act

Loi sur la compensation et le règlement des paiements

1996 ch 6 ann.

228. The definition "financial institution" in subsection 13(2) of the Payment Clearing and Settlement Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c), by adding the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

> (e) the Public Sector Pension Investment 10 Board:

228. La définition de « institution financière », au paragraphe 13(2) de la Loi sur la 5 compensation et le règlement des paiements, 5 est modifiée par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

> e) l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

TRANSITIONAL PROVISIONS

229. (1) Subsections 64(5) and (6) and 65(4), section 75, subsection 76(3), sections 82, 133, 135, 136, 139, 141, 180, 181, 183 and only with respect to contributors who die on or after the day on which this subsection comes into force.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

229. (1) Les paragraphes 64(5) et (6) et 10 Disposition 65(4), l'article 75, le paragraphe 76(3), les articles 82, 133, 135, 136, 139, 141, 180, 181, 185, subsection 186(3) and section 188 apply 15 183 et 185, le paragraphe 186(3) et l'article 188 ne s'appliquent qu'à l'égard des contributeurs qui décèdent à la date d'entrée en 15 vigueur du présent paragraphe ou après cette date.

> Disposition transitoire

- Transitional -(2) Sections 208, 209, 214, 215, 218, 219, application 222 and 223 apply only with respect to 20 219, 222 et 223 ne s'appliquent qu'à l'égard of certain provisions officers and former officers who die on or after the day on which this subsection comes into force.
 - (3) Sections 225 and 226 apply only with respect to members and former members 25 qu'à l'égard des parlementaires et anciens who die on or after the day on which this subsection comes into force.

(2) Les articles 208, 209, 214, 215, 218, des officiers et anciens officiers qui décè-20 dent à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date.

Disposition

(3) Les articles 225 et 226 ne s'appliquent parlementaires qui décèdent à la date 25 d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date.

transitoire

Canada Post Corporation Act

Clause 227: Subsection 13(2) reads as follows:

(2) The Chairman, President, officers and employees of the Corporation shall be deemed to be employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act* and the Corporation shall be deemed to be a Public Service corporation for the purposes of section 37 of that Act.

Payment Clearing and Settlement Act

Clause 228: New. The relevant portion of the definition "financial institution" in subsection 13(2) reads as follows:

"financial institution" means

Loi sur la Société canadienne des postes Article 227. — Texte du paragraphe 13(2):

(2) Le président du conseil, le président, les dirigeants et les employés de la Société sont réputés faire partie de la fonction publique pour l'application de la Loi sur la pension de la fonction publique; la Société est réputée être un organisme de la fonction publique pour l'application de l'article 37 de cette loi.

Loi sur la compensation et le règlement des paiements Article 228. — Nouveau.

35

COMING INTO FORCE

Coming into force

230, (1) Subsection 65(5) comes into force on June 21, 1999.

Coming into

Coming into

Authority to

actual date

(2) Section 103 comes into force on

October 1, 1999.

(3) The definition "contributor" in sub- 5 section 53(2), sections 55 to 60, subsections 62(1) and (3), section 63, subsection 64(4), sections 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 and 86, subsections 91(1), (2) and (6), 92(1) and subsection 115(1), sections 117 to 120, 125 and sections 127 to 129, subsections 130(1) and (2), sections 131, 132 and 134, subsection 142(2), section 143, subsections 146(1), 157, 158 and 160, subsections 161(1) and (4) and 162(1), sections 163, 164 and 168, the definition "contributor" in subsection 169(1), sections 171 to 174, subsection subsections 193(1) and 194(1), section 195, subsection 198(1), section 199, subsection 201(1) and sections 202, 203 and 227 come

231. On or after the day on which a provision of this Act, or a provision of an Act enacted by this Act, comes into force, the Governor in Council may, by order, amend that provision or any other provi-30 sion that makes reference to that provision. by replacing references to the day on which that provision comes into force with references to the actual date on which that

into force on a day or days to be fixed by

order of the Governor in Council.

provision came into force.

ENTRÉE EN VIGUEUR

230. (1) Le paragraphe 65(5) entre en vigueur le 21 juin 1999.

(2) L'article 103 entre en vigueur le 1er octobre 1999.

Entrée en vigueur

Entrée en

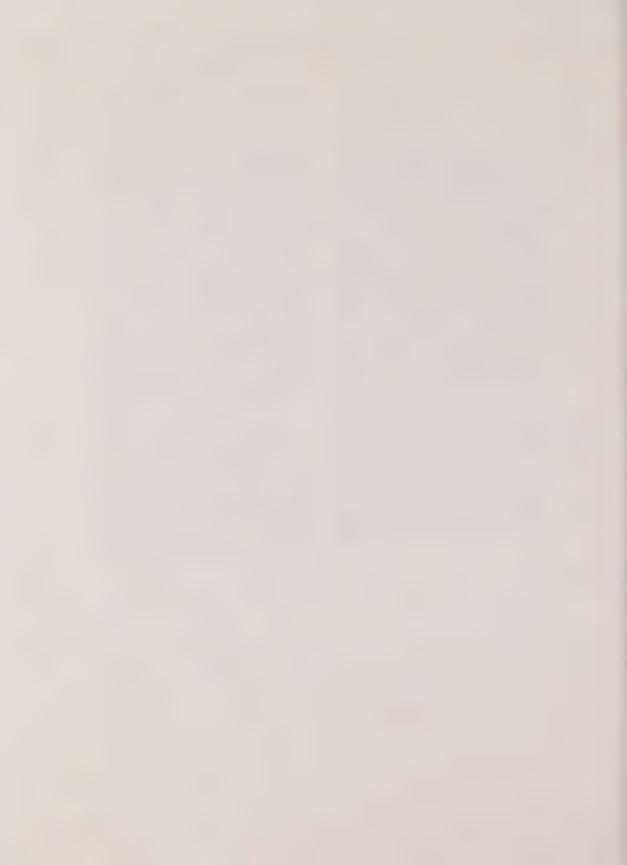
vigueur

(3) La définition de « contributeur » au 5 Entrée en paragraphe 53(2), les articles 55 à 60, les paragraphes 62(1) et (3), l'article 63, le paragraphe 64(4), les articles 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, les paragraphes 91(1), (2) et 95(1), sections 96, 107 to 110 and 114, 10 (6), 92(1) et 95(1), les articles 96, 107 à 110 10 et 114, le paragraphe 115(1), les articles 117 à 120, 125 et 127 à 129, les paragraphes 130(1) et (2), les articles 131, 132 et 134, le paragraphe 142(2), l'article 143, les para-147(1) and 151(1), sections 152, 154, 155, 15 graphes 146(1), 147(1) et 151(1), les articles 15 152, 154, 155, 157, 158 et 160, les paragraphes 161(1) et (4) et 162(1), les articles 163, 164 et 168, la définition de « contributeur » au paragraphe 169(1), les articles 171 à 174, 176(3), sections 177 to 179, 182, 190 and 191, 20 le paragraphe 176(3), les articles 177 à 179, 20 182, 190 et 191, les paragraphes 193(1) et 194(1), l'article 195, le paragraphe 198(1), l'article 199, le paragraphe 201(1) et les articles 202, 203 et 227 entrent en vigueur à 25 la date ou aux dates fixées par décret.

> 231. Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de telle disposition de la présente loi ou de telle disposition édictée par la présente loi ou après cette date, modifier la disposi-30 tion — ou toute autre disposition — en remplaçant tout renvoi à sa date d'entrée en vigueur par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Pouvoir de remplacer des









Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-78

C-78

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

PROJET DE LOI C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances

 Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 25, 1999

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 25 MAI 1999





First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-78

PROJET DE LOI C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 25, 1999

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 25 MAI 1999

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act".

SUMMARY

The Bill establishes an independent Public Sector Pension Investment Board with a mandate to invest employee and employer pension contributions made under the Public Service, Canadian Forces and Royal Canadian Mounted Police (RCMP) pension plans. New pension funds are created under each plan in respect of service after April 1, 2000.

The Bill also amends these plans so the employee contribution rate under each is set independently of those under the Canada Pension Plan. Employee rates under each plan are frozen until 2003, and set by Treasury Board subsequently, subject to limits. Existing plan surpluses are reconciled with current liabilities, and mechanisms for managing future surpluses are established. The three existing pension advisory committees are strengthened to ensure employee and pensioner input to the design, administration and funding of the plans, the term life insurance component of the Public Service plan is improved and survivor benefits are extended to an expanded class of beneficiaries. Several authorities are proposed to provide increased flexibility under the Canadian Forces and RCMP plans. Canada Post Corporation is directed to establish its own pension plan as of October 1, 2000, and transitional arrangements are provided in connection with this.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les entre la gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les est allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence».

SOMMAIRE

Le texte prévoit la constitution de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public dont le mandat sera de gérer et de placer les contributions des employés et des employeurs versées aux termes des régimes de pension de la fonction publique, des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. De plus, il prévoit la constitution de caisses de retraite en ce qui touche le service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs après le 1er avril 2000.

Le texte prévoit que les taux de contribution seront établis sans qu'il soit tenu compte de ceux du Régime de pensions du Canada. Les taux seront gelés jusqu'en 2003; par la suite, ils seront fixés par le Conseil du Trésor, sous réserve des limites applicables. Il y est également prévu des mesures permettant d'ajuster les surplus actuels des régimes au passif et de gérer les surplus éventuels. Les dispositions régissant les comités consultatifs en matière de pension sont revues de façon à permettre une plus grande participation des employés à la conception, à la gestion et au financement des régimes de pension. De plus, de nouvelles mesures élargissent le champ d'application des prestations payables aux survivants au profit de nouveaux bénéficiaires, améliorent le régime d'assurance-vie temporaire de la fonction publique et accroissent la souplesse des régimes des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Par ailleurs, la Société canadienne des postes pourra établir son propre régime de pension à compter du 1er octobre 2000, des mesures transitoires étant prévues à cet égard.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO ESTABLISH THE PUBLIC SECTOR PENSION INVESTMENT BOARD, TO AMEND THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT, THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT, THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT, THE DEFENCE SERVICES PENSION CONTINUATION ACT, THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE PENSION CONTINUATION ACT, THE MEMBERS OF PARLIAMENT RETIRING ALLOWANCES ACT AND THE CANADA POST CORPORATION ACT AND TO MAKE A CONSEQUENTIAL AMENDMENT TO ANOTHER ACT

1.

3.

4.
 5.

6.7.8.

9. 10. 11. 12.

14.

15.

LOI CONSTITUANT L'OFFICE D'INVESTISSEMENT DES RÉGIMES DE PENSIONS DU SECTEUR PUBLIC ET MODIFIANT LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE, LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES, LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, LA LOI SUR LA CONTINUATION DE LA PENSION DES SERVICES DE DÉFENSE, LA LOI SUR LA CONTINUATION DES PENSIONS DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA, LA LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE DES PARLEMENTAIRES, LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES ET UNE AUTRE LOI EN CONSÉQUENCE

		CONSÉQUENCE
SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ
Short title	1.	Titre abrégé
INTERPRETATION		DÉFINITIONS
Definitions	2.	Définitions
CONSTITUTION OF THE BOARD		CONSTITUTION DE L'OFFICE
Board established	3.	Constitution
OBJECTS AND POWERS		MISSION ET POUVOIRS
Objects	4.	Mission
Powers of Board	5.	Capacité d'une personne physique
MANAGEMENT		GESTION
Board of Directors		Conseil d'administration
Board of directors	6.	Conseil d'administration
Principal duties	7.	Obligation de gérer
Power to delegate	8.	Délégation
Directors		Administrateurs
Appointment of directors	9.	Durée du mandat
Nominating committee	10.	Comité
Reappointment of directors	11.	Nouveau mandat
Remuneration of directors	12.	Rémunération des administrateurs
Resignation	13.	Date de prise d'effet de la démission
Chairperson		Président
Chairperson	14.	Président
Officers		Dirigeants
Appointment of officers	15.	Nomination des dirigeants

	Standard		Diligence
16.	Obligation	16.	Obligations
17.	Duty to comply	17.	Observation
18.	Directors' and officers' insurance	18.	Assurance des administrateurs et dirigeants
	Decisions of Board of Directors		Décisions
19.	Decisions	19.	Décisions
	Conflicts of Interest		Conflit d'intérêts
20.	Disclosure of director's interest	20.	Communication des intérêts
	General		Dispositions générales
21.	No constructive notice	21.	Règle d'interprétation
22.	Validity of acts	22.	Validité
23.	Assertions	23.	Opposabilité interdite
	BY-LAWS		RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS
24.	By-laws	24.	Règlements administratifs
25.	Copy to Minister	25.	Copie au ministre
26.	Statutory Instruments Act does not apply	26.	Statut
	COMMITTEES		COMITÉS
	Establishment		Constitution
27.	Audit and investment committees	27.	Comités de vérification et de placement
	Audit Committee		Comité de vérification
28.	Duties of audit committee	28.	Fonctions du comité de vérification
29.	Audit committee may request consideration of matters	29.	Réunions des administrateurs
30.	Auditor's right to attend meetings	30.	Présence du vérificateur
	Investment Committee		Comité de placement
31.	Duties of investment committee	31.	Fonction du comité de placement
	INVESTMENTS		PLACEMENTS
32.	Investment policies, standards and procedures	32.	Normes en matière de placement
33.	Duty of investment managers	33.	Conseillers en placement
	FINANCIAL MANAGEMENT		GESTION FINANCIÈRE
	Financial Year		Exercice
34.	Financial year	34.	Exercice
	Financial Statements		États financiers
35.	Books and systems	35.	Documents comptables
	Auditor's Report		Rapport du vérificateur
36.	Annual auditor's report	36.	Rapport annuel du vérificateur
37.	Notice of errors and omissions	37.	Avis d'erreurs et d'omissions

	Auditor		Vérificateur
38.	Appointment of auditor	38.	Nomination
39.	Definition of "firm of accountants"	39.	Définition de « cabinet de comptables »
	Right to Information		Accès aux renseignements
40.	Right to information	40.	Accès aux renseignements
41.	Duty to provide information	41.	Obligation de fournir certains renseignements
	Qualified Privilege		Immunité du vérificateur
42.	Qualified privilege	42.	Immunité relative
	Special Audit		Vérification spéciale
43.	Special audit	43.	Vérification spéciale
	Special Examination		Examens spéciaux
44.	Special examination	44.	Examens spéciaux
45.	Report	45.	Rapport
46.	Who conducts examination	46.	Examinateur
	REPORTING		RAPPORTS
	Quarterly Statements		États financiers trimestriels
47.	Statements to go to ministers	47.	Envoi des états financiers aux ministres
	Annual Report		Rapport annuel
48.	Annual report required	48.	Rapport annuel
	MEETINGS		RÉUNIONS
49.	Meetings	49.	Réunions
	REGULATIONS		RÈGLEMENTS
50.	Regulations	50.	Règlements
	OFFENCE		INFRACTION
51.	False statements	51.	Fausses déclarations
	WINDING-UP		LIQUIDATION
52.	Insolvency and winding-up	52.	Insolvabilité et liquidation
Al	MENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT	MODIFI	CATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
53-11	4. Public Service Superannuation Act	53-114	Loi sur la pension de la fonction publique
AM	ENDMENTS TO THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT	MODIF	ICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES
115-1	68. Canadian Forces Superannuation Act	115-16	8. Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes
	AMENDMENTS TO THE ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT	МО	DIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

169-206. Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du

Canada

169-206. Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

MODIFICATION D'AUTRES LOIS

AMENDMENTS TO OTHER ACTS

207-215. Defence Services Pension Continuation Act 207-215. Loi sur la continuation de la pension des services de défense 216-223. Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation 216-223. Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada Act 224-226. Members of Parliament Retiring Allowances Act 224-226. Loi sur les allocations de retraite des parlementaires 227. Canada Post Corporation Act 227. Loi sur la Société canadienne des postes MODIFICATION CORRÉLATIVE CONSEQUENTIAL AMENDMENT Payment Clearing and Settlement Act 228. 228. Loi sur la compensation et le règlement des paiements TRANSITIONAL PROVISIONS DISPOSITIONS TRANSITOIRES 229. Transitional provisions 229. Disposition transitoire COMING INTO FORCE ENTRÉE EN VIGUEUR 230-231. Coming into force 230-231. Entrée en vigueur

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1re session, 36e législature. 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-78

BILL C-78

An Act to establish the Public Sector Pension Investment Board, to amend the Public Service Superannuation Act. Canadian Forces Superannuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, the Defence Services Pension Continuation Act, the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act and the Canada Post Corporation Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi constituant l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et

modifiant la Loi sur la pension de la fonction publique, la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, la Loi sur la des pensions de continuation Gendarmerie royale du Canada, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la Société canadienne des postes et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Public Sector Pension Investment Board Act.

INTERPRETATION

2. The definitions in this section apply in this Act.

"Board" means the Public Sector Pension Investment Board established by section 3.

"by-law" means a by-law of the Board.

"entity" means a body corporate, a trust, a partnership, an unincorporated association or organization, Her Majesty in right of Canada or of a province or an agency of Her Majesty in right of Canada or of a province 15 and the government of a foreign country or any political subdivision or agency of the government of a foreign country.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'Office d'investissement des 5 5 régimes de pensions du secteur public.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« entité » Personne morale, fiducie, société de personnes, organisation ou association non dotée de la personnalité morale, de même 10 que Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et ses organismes et le gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques et ses organismes.

« filiale » Personne morale appartenant à cent 15 « filiale » pour cent à l'Office, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales dont chacune appartient à cent pour cent, même indirectement, à l'Office.

« fonds »

10

Titre abrégé

Définitions

20 « fonds »

Short title

Definitions "Board"

« Office » "by-law" anglaise

"entity" « entité »

"fund" « fonds » "fund" means

- (a) the Canadian Forces Pension Fund or the Canadian Forces Superannuation Investment Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act, 5 or, if regulations are made under section 59.1 of that Act, a fund established under the regulations;
- (b) the Public Service Pension Fund or the Public Service Superannuation In-10 vestment Fund, within the meaning of the Public Service Superannuation Act; or
- (c) the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Invest-15 ment Fund, within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

"Minister" « ministre » "Minister" means the President of the Treasury Board.

"prescribed" Version anglaise seulement

"prescribed" means prescribed by regulation.

"subsid-« filiale » "subsidiary" means a corporation that is wholly owned by the Board directly or indirectly through any number of subsidiaries each of which is wholly owned directly or 25 indirectly by the Board.

- a) La Caisse de retraite des Forces canadiennes ou le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien- 5 nes, ou, en cas de prise de règlements au titre de l'article 59.1 de cette loi, un fonds constitué au titre de ceux-ci:
- b) la Caisse de retraite de la fonction publique ou le Fonds de placement du 10 compte de pension de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique;
- c) la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada ou le Fonds de place-15 ment du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada.

20 « ministre » Le président du Conseil du Tré-20 « ministre » sor

"Minister"

« Office » L'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public constitué par l'article 3.

« Office » "Board"

CONSTITUTION OF THE BOARD

Board established

- 3. (1) There is established a body corporate to be known as the Public Sector Pension Investment Board.
- Not agent of Her Majesty
- (2) The Board is not an agent of Her 30 Majesty. Majesté.
- Not part of public service of Canada
- (3) Directors, officers, employees, and agents and mandataries, of the Board are not part of the public service of Canada.
- 3. (1) Est constitué l'Office d'investisse-25 Constitution

CONSTITUTION DE L'OFFICE

ment des régimes de pensions du secteur public, doté de la personnalité morale.

(2) L'Office n'est pas mandataire de Sa

mandataire de Sa Majesté

Adminis-

fédérale

tration

- (3) Les administrateurs, les dirigeants, les 30 employés et les mandataires de l'Office ne font pas partie de l'administration publique fédérale.

(4) Le siège social de l'Office est situé dans

la région de la capitale nationale définie à 35

Siège social

Head office

- (4) The head office of the Board shall be in 35 the National Capital Region as described in the schedule to the National Capital Act.
 - l'annexe de la Loi sur la capitale nationale. (5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du

Loi sur les corporations canadiennes

- (5) The Canada Corporations Act, chapter Corporations Act
 - C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board. 40 Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

Financial Administration Act

(6) Part X of the Financial Administration Act does not apply to the Board.

(6) La partie X de la Loi sur la gestion des finances publiques ne s'applique pas à l'Office.

gestion des

OBJECTS AND POWERS

Objects

4. (1) The objects of the Board are

- (a) to manage amounts that are transferred to it under subsections 54(2) and 55.2(5) 5 and section 59.4 of the Canadian Forces Superannuation Act, subsections 43(2) and 44.2(5) of the Public Service Superannuation Act and subsections 28(2) and 29.2(5) of the Royal Canadian Mounted Police 10 Superannuation Act in the best interests of the contributors and beneficiaries under those Acts: and
- (b) to invest its assets with a view to achieving a maximum rate of return, with-15 out undue risk of loss, having regard to the funding, policies and requirements of the pension plans established under the Acts referred to in paragraph (a) and the ability of those plans to meet their financial 20 obligations.

Costs of operation

(2) The costs associated with the operation of the Board shall be paid out of the funds.

Consultation

(3) The Minister shall determine from amount shall be taken out of the Canadian Forces Pension Fund or the Canadian Forces Superannuation Investment Fund — or, if regulations are made under section 59.1 of the Canadian Forces Superannuation Act, from 30 the fund referred to in section 59.3 of that Act - without consulting the Minister of National Defence, or from the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund or the tion Investment Fund without consulting the Solicitor General of Canada.

Powers of Board

- 5. (1) The Board has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.
- (2) The Board and its subsidiaries shall not. directly or indirectly, carry on any business or activity or exercise any power that is inconsistent with the Board's objects, or that the Board

MISSION ET POUVOIRS

4. (1) L'Office a pour mission:

- a) de gérer, dans l'intérêt des contributeurs 5 et des bénéficiaires des régimes en cause. les sommes transférées en application des paragraphes 54(2) et 55.2(5) et de l'article 59.4 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, des paragraphes 43(2)10 et 44.2(5) de la Loi sur la pension de la fonction publique et des paragraphes 28(2) et 29.2(5) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;
- b) de placer son actif en vue d'un rendement 15 maximal tout en évitant des risques de perte indus et compte tenu du financement et des principes et exigences des régimes ainsi que de l'aptitude de ceux-ci à s'acquitter de leurs obligations financières.
- (2) Les coûts liés à la gestion de l'Office sont pavés sur les fonds.

Consultation

- (3) Le ministre détermine sur quels fonds which funds the costs shall be paid, but no 25 les coûts sont payés. Aucune somme ne peut être payée en ce qui touche la Caisse de 25 retraite des Forces canadiennes, le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et, si des règlements sont pris en vertu de l'article 59.1 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, 30 en ce qui touche le fonds visé à l'article 59.3 de cette loi sauf après consultation du ministre de la Défense nationale et, en ce qui touche la Royal Canadian Mounted Police Superannua-35 Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et le Fonds de placement du compte de 35 pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, sauf après consultation du solliciteur général du Canada.
 - 5. (1) L'Office a, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, la capacité 40 40 d'une personne physique.
 - (2) L'Office, non plus que ses filiales, ne peut exercer, directement ou indirectement, ni pouvoirs ni activités incompatibles avec sa mission ou avec les restrictions imposées par 45

d'une physique

Activités incompatibles

No inconsistent business or activity

is restricted by this Act from carrying on or exercising, and shall not, directly or indirectly, exercise any of its powers in a manner contrary to this Act.

No invalidity

(3) No act of the Board, including a transfer 5 of property, is invalid by reason only that the Board was without the capacity or power to so act.

Consultation

(4) The Minister shall consult the Board if changes to pension plan design or funding are 10 ment à tout changement relatif à l'économie proposed with respect to the pension plans created under the Acts referred to in paragraph 4(1)(a).

la présente loi: il lui est aussi interdit d'exercer, directement ou indirectement, ses attributions en violation de la présente loi.

(3) Les actes de l'Office, notamment en matière de transfert de biens, ne sont pas nuls 5 au seul motif qu'ils ont été accomplis sans pouvoir habilitant.

Validité des

(4) Le ministre consulte l'Office relativeou au financement des régimes constitués par 10 les lois visées à l'alinéa 4(1)a).

Consultation

MANAGEMENT

Board of Directors

Board of directors

6. (1) The Board shall be managed by a board of directors of 12 directors, including 15 ce se compose de douze administrateurs, dont the Chairperson.

Disqualified persons

- (2) The following persons are disqualified from being directors:
 - (a) a person who is less than 18 years of age;
 - (b) a person who is of unsound mind and has 20 been so found by a court in Canada or elsewhere;
 - (c) a person who has the status of a bankrupt;
 - (d) a person who is not a natural person;
 - (e) a person who is an agent or employee of Her Majesty in right of Canada;
 - (f) a person who is a member of the Senate or House of Commons of Canada or a member of a provincial legislature; 30
 - (g) a person who
 - (i) is entitled to or has been granted a pension benefit under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal 35 Canadian Mounted Police Superannuation Act.
 - (ii) is entitled to or has been granted a superannuation or pension benefit of a prescribed kind that is payable out of the 40 Consolidated Revenue Fund and is chargeable to a Superannuation Account or another account in the accounts of Canada or is payable out of a fund, or

GESTION

Conseil d'administration

6. (1) Le conseil d'administration de l'Offile président.

d'administra-

- (2) Ne peut être administrateur la person-15 Inadmissine:
 - a) qui est âgée de moins de dix-huit ans;
 - b) dont les facultés mentales ont été jugées altérées par un tribunal, même étranger;
 - c) qui a le statut de failli;
- 20
- d) qui n'est pas une personne physique;
- e) qui est mandataire ou employée de Sa Majesté du chef du Canada;
- f) qui est membre du Sénat ou de la Chambre des communes, ou d'une législa-25 ture provinciale;
- g) qui, selon le cas:

25

- (i) est en droit de recevoir, ou s'est vu accorder, une pension de retraite au titre de la Loi sur la pension de la fonction 30 publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,
- (ii) est en droit de recevoir, ou s'est vu35 accorder, une pension de retraite d'un type réglementaire, payable sur le Trésor et imputée à tout compte de pension de retraite ou à tout autre compte ouvert parmi les comptes du Canada ou payable 40 sur un fonds.

- (iii) is subject to a superannuation or pension fund or plan under which he or she may become entitled to a benefit referred to in subparagraph (i) or (ii);
- (h) a person who is an agent or employee of 5 the government of a foreign country or any political subdivision of a foreign country; and
- (i) a person who is not a resident of Canada.
- (iii) est assujettie à un fonds ou à un régime de retraite ou de pension aux termes duquel elle peut devenir admissible à une prestation visée aux sous-alinéas (i) ou (ii):
- h) qui est employée d'un gouvernement d'un pays étranger ou de l'une de ses subdivisions politiques ou en est le mandataire:
- i) qui n'est pas résidente du Canada.

7. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le conseil d'administration assure ou surveille la gestion des affaires et

activités de l'Office.

Obligation de

Principal duties

Specific

- 7. (1) Subject to this Act, the board of 10 directors shall manage or supervise the management of the business and affairs of the Board.
- (2) Without limiting the generality of subsection (1), the board of directors shall
 - (a) on an annual basis, establish written investment policies, standards and procedures for each fund that the Board manages;
 - (b) monitor the officers and employees of the Board to ensure compliance with the 20 investment policies, standards and procedures established under paragraph (a):
 - (c) prepare or have prepared financial statements for each fund on a quarterly and on an annual basis in accordance with this 25 Act:
 - (d) establish procedures for the identification of real or potential conflicts of interest and procedures to resolve those conflicts;
 - (e) establish a code of conduct for officers 30 and employees of the Board; and
 - (f) designate a committee of the board of directors to monitor application of the conflict of interest procedures and the code of conduct.

- (2) Le conseil d'administration doit, notam-15 Obligations précises
 - a) établir, sur une base annuelle, des principes, normes et procédures en matière de placement pour chaque fonds dont
 l'Office est chargé de la gestion;
 - b) surveiller le personnel et faire en sorte qu'il se conforme à ces principes, normes et procédures;
 - c) établir ou faire établir, pour chaque fonds, des états financiers trimestriels et 25 annuels en conformité avec la présente loi;
 - d) instituer des mécanismes de détection et de résolution des conflits d'intérêts réels ou potentiels;
 - e) formuler un code de déontologie pour le 30 personnel;
 - f) désigner l'un des comités du conseil d'administration pour surveiller l'application de ce code et des mécanismes visés à l'alinéa d).

Power to delegate

- **8.** (1) Subject to subsection (2) and the by-laws, the board of directors may delegate to the Chairperson, to a committee of the board of directors or to any officer of the Board any of the powers or duties of the board 40 of directors.
- **8.** (1) Le conseil d'administration peut, sous réserve des règlements administratifs, déléguer ses pouvoirs à un de ses comités, au président ou à un dirigeant de l'Office.

Délégatio

Limits on power

- (2) The board of directors may not delegate the power to
- (a) adopt, amend or repeal by-laws;
- (2) Il ne peut toutefois déléguer les pouvoirs 40 Interdictions suivants :
 - a) prendre, modifier ou abroger des règlements administratifs;

- (b) establish the Board's investment policies, standards and procedures;
- (c) fill a vacancy in a committee of directors:
- (d) appoint officers to the Board or fix their 5 remuneration; or
- (e) approve the annual financial statements of the Board and any other financial statements issued by the Board.
- b) établir des principes, normes et procédures en matière de placement;
- c) pourvoir les vacances survenues au sein d'un comité d'administrateurs:
- d) nommer les dirigeants et fixer leur 5 rémunération:
- e) approuver les états financiers annuels et autres de l'Office.

Directors

Appointment of directors

- 9. (1) Each director shall be appointed by 10 the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, to hold office during good behaviour for the term, not exceeding three years, that will ensure, as far as possible, the expiry in any one year of the terms of office of 15 échelonnés de manière que leur expiration au not more than one half of the directors.
- (2) The recommendation of the Minister under subsection (1) shall be made from the list of qualified candidates proposed by the nominating committee established under sec-20 tion 10.

Nominating committee

Recommen-

dations from

committee

list of nominating

- 10. (1) The Minister shall establish a nominating committee to establish a list of qualified candidates for proposed appointment as directors. The committee shall consist 25 teur. Le comité est composé des huit membres of eight members appointed as follows:
 - (a) an independent chairperson appointed by the Minister after consulting with the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada who, at the 30 time of appointment,
 - (i) is not entitled to nor has been granted a pension benefit under the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal 35 Canadian Mounted Police Superannuation Act.
 - (ii) is neither entitled to nor has been granted a superannuation or pension benefit of a prescribed kind that is 40 payable out of the Consolidated Revenue Fund and is chargeable to a Superannuation Account or another account in the accounts of Canada or is payable out of a fund, and 45

Administrateurs

9. (1) Les administrateurs sont, sur recommandation du ministre, nommés à titre inamo-10 vible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs de trois ans au maximum, ces mandats étant, dans la mesure du possible, cours d'une même année touche au plus la 15 moitié d'entre eux.

Durée du mandat

(2) Le ministre ne peut recommander que des candidats figurant sur la liste établie par le comité constitué en vertu de l'article 10.

Recommandation du

- 10. (1) Le ministre constitue un comité 20 Comité chargé d'établir une liste de personnes compétentes pour remplir les fonctions d'administrasuivants:
 - a) un président indépendant qui est nommé 25 par le ministre après consultation du ministre de la Défense nationale et du solliciteur général du Canada et qui, au moment de sa nomination, remplit les conditions suivan-
 - (i) il n'est pas en droit de recevoir ni ne s'est vu accorder --- une pension de retraite au titre de la Loi sur la pension de la fonction publique, de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadien-35 nes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,
 - (ii) il n'est pas en droit de recevoir ni ne s'est vu accorder - une pension de retraite d'un type réglementaire, payable 40 sur le Trésor et imputée à tout compte de pension de retraite ou à tout autre compte

- (iii) is not subject to a superannuation or pension fund or plan under which he or she may become entitled to a benefit referred to in subparagraph (i) or (ii);
- (b) two members appointed by the Minister, 5 after the Minister has received recommendations from the advisory committee referred to in section 41 of the Public Service Superannuation Act, one of whom must represent persons employed in the Public 10 Service within the meaning of that Act;
- (c) one member appointed by the Minister who is in receipt of a pension under any of the Canadian Forces Superannuation Act, the Public Service Superannuation Act and 15 the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act;
- (d) two members appointed by the Minister of National Defence after that minister has received recommendations from the advi-20 sory committee referred to in section 49.1 of the Canadian Forces Superannuation Act: and
- (e) two members appointed by the Solicitor General of Canada after that minister has 25 received recommendations from the advisory committee referred to in section 25.1 of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

ouvert parmi les comptes du Canada, ou payable sur un fonds.

- (iii) il n'est pas assujetti à un fonds ou un régime de retraite ou de pension aux termes duquel il peut devenir admissible 5 à une prestation visée aux sous-alinéas (i)
- b) deux membres nommés par le ministre, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 41 de la Loi sur la pension 10 de la fonction publique, dont l'un doit représenter les personnes employées dans la fonction publique, au sens de cette loi;
- c) un membre que le ministre choisit parmi les personnes recevant une pension au titre 15 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada;
- d) deux membres nommés par le ministre de la Défense nationale, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 49.1 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes;
- e) deux membres nommés par le solliciteur général du Canada, après recommandation du comité consultatif visé à l'article 25.1 de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. 30

(2) Le mandat des membres du comité est d'une durée de cinq ans et est renouvelable plus d'une fois.

Nouveau mandat

Révocation

inadmissibles

Term of office

(2) The members of the nominating com- 30 mittee hold office for five years and are eligible for reappointment for one or more additional terms.

Removal

(3) The Minister who appoints a member may remove that member at any time.

Disqualified persons

(4) When the nominating committee is establishing a list of suitable candidates for appointment as directors, it shall take into account that the persons referred to in subsection 6(2) are not eligible to be directors. 40

Factors for

- (5) When the nominating committee is establishing a list of qualified candidates for proposed appointment as directors, it shall have regard to the desirability of having on the board of directors a sufficient number of 45 financière reconnue ou une expérience de directors with proven financial ability or
- (3) Les membres du comité sont nommés à 35 35 titre amovible.
 - (4) Dans le cadre de l'établissement de la liste, le comité tient compte du fait que ne peut être nommée à un poste d'administrateur toute personne visée au paragraphe 6(2).
 - (5) Dans le cadre de l'établissement de la 40 Compétence liste, le comité tente d'assurer, autant que faire se peut, la présence au conseil d'un nombre suffisant de personnes ayant une compétence travail propre à aider l'Office à accomplir sa 45 mission avec efficacité.

relevant work experience such that the Board will be able to effectively achieve its objects.

Reappointment of directors

- 11. (1) A director is eligible for reappointment for one or more additional terms of office
- 11. (1) Le mandat des administrateurs est renouvelable plus d'une fois.

Nonveau

mandat

Removal

- (2) The Governor in Council may remove a director for cause.
- (2) Un administrateur peut faire l'objet d'une révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Révocation

Continuation in office

- (3) If no person is appointed to take office as a director on the expiry of the term of an incumbent director, the incumbent director 10 jusqu'à la nomination de son remplaçant. continues in office until a successor is appointed.
- (3) S'il n'est pas pourvu à sa succession, le mandat de l'administrateur se prolonge

Prolongation du mandat

Vacancy

- (4) If a person ceases to be a director during the term for which the person was appointed, the Minister shall consult the list established 15 pour le reste du mandat après avoir tenu by the nominating committee and shall appoint a qualified person to hold office as a director for the remainder of the term.
 - (4) En cas de vacance en cours de mandat, le ministre nomme une personne compétente 10 compte de la liste établie par le comité.

Vacance en cours de

Remineration of directors

- 12. A director is entitled to receive from the Board the remuneration that may be fixed by 20 ce la rémunération fixée par règlement admithe by-laws, which remuneration shall be fixed having regard to the remuneration received by persons having similar responsibilities and engaged in similar activities.
- 12. Les administrateurs recoivent de l'Offinistratif compte tenu de la rémunération 15 accordée aux personnes ayant des fonctions et des responsabilités semblables.

Rémunération des administra. teurs

Resignation

- 13. (1) The resignation of a director be-25 comes effective at the time the Board receives a written resignation or at the time specified in the resignation, whichever is later.
- 13. (1) La démission d'un administrateur prend effet au moment où l'Office en recoit un avis écrit ou, si elle est ultérieure, à la date que 20 précise celui-ci.

Date de prise d'effet de la démission

Copy of resignation

- (2) The Board shall send a copy of a director's resignation to the Clerk of the Privy 30 tion de l'avis, l'Office en envoie copie au Council within 15 days after receiving it.
 - (2) Dans les quinze jours suivant la récepgreffier du Conseil privé.

Double de la démission

Chairperson

Chairperson

- 14. (1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister after the Minister has consulted with the board of directors, the Minister of National Defence 35 and the Solicitor General of Canada, designate one of the directors as Chairperson to hold office during good behaviour.
- Président

14. (1) Sur recommandation du ministre 25 Président faite après consultation des administrateurs. du ministre de la Défense nationale et du solliciteur général du Canada, le gouverneur en conseil désigne, à titre inamovible, l'un des administrateurs au poste de président. 30

Removal

- (2) The Governor in Council may remove the Chairperson for cause.
- (2) Le président peut faire l'objet d'une 40 révocation motivée de la part du gouverneur en conseil.

Révocation

Presiding at meetings

- (3) The Chairperson shall preside at all meetings of the board of directors and may exercise the powers and perform the duties and functions that are specified by the board of directors.
- (3) Il préside les réunions du conseil et exerce les attributions que celui-ci lui délè-

Présidence des réunions

Replacement Chairperson

- (4) If the Chairperson is absent at any meeting of the board of directors, one of the directors present who is chosen to so act by the directors present shall preside and have all the powers, duties and functions of the Chairper- 10
- (4) En cas d'absence du président, les administrateurs présents choisissent l'un 5 d'entre eux pour présider la réunion et exercer les attributions du président.

Absence du président

Incapacity of Chairperson

(5) If the Chairperson is incapable of performing his or her duties or there is a vacancy in the office of Chairperson, the Minister may designate another director to 15 attributions du président. exercise the powers and perform the duties and functions of the Chairperson.

(5) En cas d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigne l'un des administrateurs pour exercer les 10

Empêchement du président

Remunera-Chairperson

(6) The Chairperson is entitled to receive from the Board the remuneration that may be shall be fixed having regard to the remuneration received by persons having similar responsibilities and engaged in similar activities.

(6) Le président reçoit de l'Office la rémunération fixée par règlement administrafixed by the by-laws, which remuneration 20 tif compte tenu de la rémunération accordée aux personnes ayant des fonctions et des 15 responsabilités semblables.

Rémunéraprésident

Officers

Appointment

Directors not

Two or more

15. (1) The board of directors may, subject 25 to the by-laws, designate the offices of the Board, appoint officers of the Board and specify their duties.

Dirigeants

15. (1) Le conseil d'administration peut,

sous réserve des règlements administratifs,

établir les postes de direction, en nommer les

titulaires et préciser les fonctions de ceux-ci.

des dirigeants

- (2) A director is not eligible to be appointed an officer of the Board.
 - (2) Les administrateurs ne peuvent être 30 nommés à des postes de direction.

Incompati-

(3) A person may hold two or more offices of the Board.

(3) La même personne peut occuper plusieurs postes de direction.

Cumul de postes

Standard

Obligation

- 16. (1) Every director and officer of the Board in exercising any of the powers of a director or an officer and in discharging any of 35 agir: the duties of a director or an officer shall
 - (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Board; and
 - (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise 40 in comparable circumstances.

Diligence

16. (1) Les administrateurs et les dirigeants 25 Obligations doivent, dans l'exercice de leurs fonctions,

- a) avec intégrité et de bonne foi, pour servir au mieux les intérêts de l'Office;
- b) avec le soin, la diligence et la compéten-30 ce dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente.

Special knowledge or

- (2) A director or officer of the Board who in fact possesses, or by reason of profession or business ought to possess, a particular level of knowledge or skill relevant to the director's or officer's powers or duties shall employ that particular level of knowledge or skill in the exercise of those powers or the discharge of those duties.
- (2) L'administrateur ou le dirigeant qui a ou devrait avoir, compte tenu de sa profession ou de son entreprise, des connaissances ou aptitudes utiles dans l'exercice de ses fonctions est 5 tenu de les mettre en oeuvre.

Compétences

Exception

Observation

absolue

Reliance on statements

- (3) A director or an officer of the Board is deemed to comply with subsections (1) and (2) 10 les paragraphes (1) et (2) l'administrateur ou if he or she relies in good faith on
 - (a) financial statements of the Board represented by an officer of the Board, or represented in a written report of the Board's auditor, to be a fair reflection of the 15 financial condition of the Board: or
 - (b) a report of an accountant, lawyer, notary or other professional person whose profession lends credibility to a statement made by the person. 20

Duty to comply

17. (1) Every director, officer and employee of the Board shall comply with this Act and the by-laws.

No exculpation

(2) No provision in any contract, in any resolution of the Board or in the by-laws 25 résolution ou d'un règlement administratif ne relieves any director, officer or employee of the Board from the duty to act in accordance with this Act or relieves a director, officer or employee from liability for a breach of the Act.

Directors' and officers insurance

18. (1) The Board may purchase and maintain insurance for the benefit of a director or officer of the Board, a former director or officer of the Board, or any person who acts or acted at the Board's request as a director or 35 qualité pour une entité dont il est ou était officer of an entity of which the Board is or was a shareholder or in which the Board has or had a financial interest - and the personal representatives of that person — against any liability incurred by the person in that capacity 40 unless the liability relates to a failure to act honestly and in good faith.

If no insurance

(2) If the Board does not purchase and maintain insurance under subsection (1), the Board shall indemnify each person referred to 45 in that subsection, out of the funds, against any

- (3) Est réputé avoir agi en conformité avec le dirigeant qui s'appuie de bonne foi sur :
 - a) des états financiers de l'Office reflétant fidèlement la situation de celui-ci, d'après 10 l'un des dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur:
 - b) tout rapport des personnes dont la profession donne une certaine crédibilité aux déclarations qu'elles font, notamment 15 les avocats, notaires ou comptables.
- 17. (1) Les administrateurs, dirigeants et employés sont tenus d'observer la présente loi ainsi que les règlements administratifs l'Office.

20 Obligation

(2) Aucune disposition d'un contrat, d'une peut exonérer les administrateurs, les dirigeants ou les employés de l'obligation d'observer la présente loi ni de la responsabilité 25 découlant d'un manquement à cette obliga-30 tion.

> Assurance des administrateurs et dirigeants

- 18. (1) L'Office peut souscrire au profit de ses administrateurs ou ses dirigeants ou de leurs prédécesseurs, ainsi que des personnes 30 qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette actionnaire ou dans laquelle il a ou a eu un intérêt financier, une assurance couvrant la responsabilité encourue en leur qualité d'ad-35 ministrateur ou de dirigeant, sauf lorsque cette responsabilité est liée au fait qu'ils n'ont pas agi avec intégrité et de bonne foi. Il peut également le faire au profit de leur représentant. 40
- (2) S'il ne souscrit pas d'assurance couvrant la responsabilité de la personne visée au paragraphe (1), l'Office l'indemnise du dommage découlant de sa responsabilité encourue

Absence d'assurance liability incurred by the person in that capacity, so long as the person acted honestly and in good faith.

en qualité d'administrateur ou de dirigeant si elle a agi avec intégrité et de bonne foi.

Decisions of Board of Directors

Decisions

19. Apart from the meeting required by section 49, the board of directors, or any committee of the board of directors, need not have any meetings unless required to do so by the by-laws. It shall make decisions by majority vote of a quorum of members, either by-laws.

Décisions

19. Sauf application de l'article 49, le 5 conseil d'administration et ses comités n'ont pas à tenir de réunion à moins que les 5 règlements administratifs ne l'exigent. Les décisions sont prises à la majorité des membres formant quorum — qu'ils soient présents in person or otherwise, in accordance with the 10 ou participent autrement à la réunion — en conformité avec les règlements. 10

Décisions

Conflicts of Interest

Disclosure of director's

Time of

director

disclosure for

- 20. (1) A director or officer of the Board shall disclose in writing to the Board or request to have entered in the minutes of a meeting of the board of directors or one of its 15 mander qu'elles soient consignées au procèscommittees the nature and extent of the director's or officer's interest, as prescribed,
 - (a) as a party to a transaction or proposed transaction with the Board; or
 - (b) as a director or an officer of any entity 20 that is a party to a transaction or proposed transaction with the Board or as a person who holds a material interest in any such

entity.

- (2) The disclosure must be made, in the case 25 of a director.
 - (a) at the meeting at which a proposed transaction is first considered:
 - (b) if the director was not at the time of that meeting interested in a proposed transac-30 tion, at the first meeting after the director becomes so interested:
 - (c) if the director becomes interested after a transaction is made, at the first meeting after the director becomes so interested; or 35
 - (d) if a person who is interested in a transaction later becomes a director, at the first meeting after the person becomes a director.
- (3) The disclosure must be made, in the case 40 of an officer.
 - (a) without delay after the officer becomes aware that the transaction or proposed

Conflit d'intérêts

20. (1) Doit communiquer par écrit à l'Office la nature et l'étendue de l'intérêt. selon les règlements, qu'il détient - ou deverbal d'une réunion du conseil d'administra-15 tion ou d'un de ses comités - l'administrateur ou le dirigeant qui est :

tion des

Communica-

- a) soit partie à une transaction ou à un projet de transaction avec l'Office;
- b) soit administrateur ou dirigeant d'une 20 entité partie à une telle transaction ou un tel projet, ou qui possède un intérêt important dans cette entité.
- (2) La communication se fait, dans le cas d'un administrateur, lors de la première ré-25 union:

Moment de la communi-

- a) au cours de laquelle le projet de transaction est étudié:
- b) suivant le moment où l'administrateur qui n'avait aucun intérêt dans le projet de 30 transaction en acquiert un;
- c) suivant le moment où l'administrateur acquiert un intérêt dans la transaction après sa conclusion:
- d) suivant le moment où devient adminis-35 trateur une personne ayant déjà un intérêt dans la transaction.
- (3) Le dirigeant doit, pour sa part, effectuer la communication sans délai après :

Moment de la communi cation dans le cas d'un dirigeant

Time of disclosure for transaction is to be considered or has been considered at a meeting of the board of directors or one of its committees:

- (b) if the officer becomes interested after the transaction is made, without delay after 5 the officer becomes so interested; or
- (c) if a person who is interested in the transaction later becomes an officer, without delay after the person becomes an officer. 10

a) avoir appris que la transaction ou le projet a été ou sera examiné lors d'une réunion du conseil d'administration ou d'un de ses comités:

- b) avoir acquis l'intérêt, s'il l'acquiert après 5 la conclusion de la transaction;
- c) être devenu dirigeant, lorsqu'il détient déià un intérêt.

Time of disclosure for director or officer

(4) If a transaction or proposed transaction is one that, in the ordinary course of the Board's business, would not require approval by the board of directors, a director or officer shall disclose in writing to the Board or 15 le dirigeant a connaissance de la transaction request to have entered in the minutes of a meeting of the board of directors or one of its committees the nature and extent of the interest of the director or officer without delay after the director or officer becomes aware of 20 the transaction or proposed transaction.

(4) Si la transaction ou le projet ne requiert pas normalement l'approbation du conseil 10 d'administration, la règle énoncée au paragraphe (1) s'applique dès que l'administrateur ou ou du projet.

Moment de la communication dans les autres cas

Voting

- (5) A director referred to in subsection (1) shall not vote on a resolution or participate in a discussion to approve the transaction mentioned in that subsection unless the transaction 25 ver la transaction, sauf si celle-ci vise:
 - (a) one relating primarily to the director's remuneration as a director of the Board or one of its subsidiaries:
 - (b) one for insurance or indemnity under 30 section 18; or
 - (c) one with a subsidiary.

Continuing disclosure

(6) For the purposes of this section, a general notice to the board of directors or to one of its committees by a director or officer, 35 relativement à une transaction, que l'adminisdeclaring that the director or officer is a director or officer of, or has a material interest in, an entity and is to be regarded as interested in any transaction made with that entity, is a sufficient declaration of interest in relation to 40 any transaction so made.

Avoidance standards

(7) A transaction between the Board and one or more of its directors or officers, or between the Board and another entity of which a director or officer of the Board is a director 45 trateur ou dirigeant l'un de ses administrateurs or officer or in which a director or officer of

- (5) L'administrateur visé au paragraphe (1) 15 Vote ne peut participer ni au vote ni aux discussions sur la résolution présentée pour faire approu
 - a) essentiellement sa rémunération en qualité d'administrateur de l'Office ou d'une 20 de ses filiales:
 - b) l'assurance ou l'indemnité visées à l'article 18:
 - c) une filiale de l'Office.
- (6) Pour l'application du présent article, il 25 Déclaration d'intérêt suffit, pour déclarer l'intérêt qu'il détient trateur ou le dirigeant de l'Office donne au conseil d'administration, ou à un de ses comités, un avis général les informant qu'il est 30 administrateur ou dirigeant d'une entité ou possède dans celle-ci un intérêt important et doit être considéré comme avant un intérêt dans toute transaction conclue avec elle.
- (7) Aucune transaction entre l'Office et soit 35 l'un de ses administrateurs ou dirigeants, soit une autre entité dont est également adminisou dirigeants ou dans laquelle celui-ci a un

Normes relatives à la nullité

the Board has a material interest, is not null. void or voidable by reason only of that relationship or by reason only that a director with an interest in the transaction is present at or is counted to determine the presence of a 5 conseil d'administration ou du comité qui a 5 quorum at a meeting of the board of directors or on one its committees that authorized the transaction, if

- (a) the director or officer disclosed the interest in accordance with subsection (2), 10 (3), (4) or (6);
- (b) the transaction was approved by the directors: and
- (c) the transaction was reasonable and fair to the Board at the time it was approved.

Application to

Meaning of

"transac

tion'

(8) If a director or officer of the Board fails to disclose an interest in a transaction in accordance with this section, a court may, on the application of the Board, set aside the transaction on any terms that it thinks fit.

Demande au (8) Lorsque l'un des administrateurs ou dirigeants a omis, en violation du présent article, de révéler son intérêt dans une transac-15

tion, le tribunal peut, à la demande de l'Office. 20 annuler la transaction selon les modalités qu'il estime indiquées.

intérêt important, n'est entachée de nullité

pour ce seul motif ou au motif que l'un de ces

administrateurs est présent ou permet d'atteindre le quorum requis à la réunion du

autorisé la transaction, si, d'une part, l'admi-

nistrateur ou le dirigeant a communiqué ou

déclaré son intérêt conformément aux paragraphes (2), (3), (4) ou (6) et les administra-

et, d'autre part, celle-ci était, à cette époque,

équitable pour lui.

teurs de l'Office ont approuvé la transaction, 10

(9) In this section, "transaction" includes a

(9) Pour l'application du présent article, « transaction » s'entend notamment d'un 20 "tion » contrat, d'une garantie ou d'un placement.

Définition de « transac

General

contract, a guarantee and an investment.

constructive

21. No person dealing with the Board or with any person who has acquired rights from the Board is deemed to have notice or 25 knowledge of the contents of a document, other than an Act of Parliament or any instrument required to be published in the Canada Gazette pursuant to the Statutory Instruments Act, concerning the Board by 30 a été rendu public ou qu'on peut l'obtenir au reason only that the document is available at the head office of the Board or has been made public.

22. An act of the Chairperson or other director of the Board, or of the chief executive 35 ou le fait qu'ils ne satisfont pas à toutes les officer or other officer of the Board, is not invalid by reason only of an irregularity in that person's appointment or a defect in that person's qualifications.

Dispositions générales

21. Les personnes qui traitent avec l'Office ou ses ayants droit ne sont pas présumées avoir connaissance du contenu d'un document concernant l'Office, sauf une loi fédérale ou 25 un texte qui doit être publié dans la Gazette du Canada en application de la Loi sur les textes réglementaires, du seul fait que ce document siège de l'Office. 30

Règle

22. Une irrégularité dans leur nomination conditions d'aptitude ne porte pas en soi atteinte à la validité des actes d'un administrateur, du président, du premier dirigeant ou 35 d'un autre dirigeant de l'Office.

Validity of acts

Assertions

23. The Board may not assert against a 40 person dealing with the Board - or with a person who has acquired rights from the Board — other than one who has knowledge that the facts asserted are true

23. L'Office ne peut opposer à des personnes qui traitent avec lui ou ses ayants droit - sauf si elles ont connaissance de la

réalité — le fait que :

40

Opposabilité

touche:

By-laws

- (a) that this Act or the by-laws have not been complied with; or
- (b) that a document issued by a director, officer or an agent or mandatary of the Board having apparent authority to issue 5 the document is not valid or genuine by reason only that the person who issued the document lacked actual authority to issue the document.
- a) la présente loi ou ses règlements administratifs n'ont pas été observés;
- b) un document délivré par un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires apparemment habilité à le faire n'est pas 5 valide ou authentique pour le seul motif que l'intéressé n'avait pas le pouvoir nécessai-

BY-LAWS

24. (1) The board of directors may make 10 by-laws that are consistent with this Act to govern the conduct and management of the Board's business and affairs, including bylaws

- (a) for the administration, management and 15 control of the Board's property;
- (b) governing the calling of meetings of the board of directors and its committees, the time and place of those meetings and the quorum and procedure in all matters relat-20 ing to those meetings;
- (c) respecting the functions, duties and remuneration of the directors, officers and employees of the Board; and
- (d) respecting the establishment of commit-25 tees of the board of directors and the appointment of members to those committees.

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS

Règlements 24. (1) Le conseil d'administration peut, par administratifs règlement administratif compatible avec la 10 présente loi, régir la conduite de ses travaux et la gestion de ses affaires, notamment en ce qui

a) la gestion et la disposition de ses biens;

- b) la convocation de ses réunions et de 15 celles de ses comités, les dates, heures et lieux de celles-ci, ainsi que le quorum et la procédure à suivre pour ces réunions;
- c) les attributions des administrateurs, dirigeants et employés et leur rémunération;
- d) la constitution de ses comités et la désignation de leurs membres.

Effective date

- (2) A by-law is effective as soon as it is made or on a later date that may be stated in 30 effet dès leur adoption par le conseil d'admithe by-law to be its effective date.

- 25. (1) The board of directors shall provide a copy of every by-law and every amendment to or repeal of any by-law to the Minister, the General of Canada within 14 days after its effective date.
- (2) Les règlements administratifs prennent nistration ou à la date ultérieure qu'il peut v25 fixer.
- 25. (1) Le conseil d'administration envoie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada des Minister of National Defence and the Solicitor 35 copies du règlement administratif ou, le cas 30 échéant, de son abrogation ou de toute modification dans les quatorze jours suivant sa prise d'effet.

Copy to

ministers

- (2) A copy of every by-law shall be kept at the head office of the Board. Anyone is entitled, during the usual business hours of the 40 consulter pendant les heures normales d'ou-Board, to examine the by-laws and, on payment of a reasonable fee, to make copies of or take extracts from them.
- (2) L'Office conserve à son siège une copie des règlements administratifs, que l'on peut 35 verture et, sur paiement d'un droit raisonnable, photocopier en tout ou en partie.

Copie au siège social

Prise d'effet

Copie au

ministre

By-laws available to the public

Instruments Act does not apply

26. The Statutory Instruments Act does not apply in respect of by-laws.

26. La Loi sur les textes réglementaires ne s'applique pas aux règlements administratifs pris par le conseil d'administration.

Statut

Establishment

Audit and investment

27. (1) The board of directors shall establish an audit committee and an investment committee

Other

Duties of

(2) The board of directors may establish the other committees that it considers necessary and assign to them the duties that it considers appropriate.

Constitution

27. (1) Le conseil d'administration doit constituer deux comités chargés respective- 5 5 ment de la vérification et des placements.

Comités de de placement

(2) Le conseil d'administration peut, en tant que de besoin, constituer d'autres comités et leur attribuer les fonctions qu'il estime indi-

Audit Committee

28. The audit committee shall

- (a) require the Board's management to implement and maintain appropriate internal control procedures:
- (b) review, evaluate and approve those internal control procedures; 15
- (c) review and approve the Board's annual financial statements and report to the board of directors before those statements are approved by the board of directors;
- (d) meet with the Board's auditor to discuss 20 the Board's annual financial statements and the auditor's report;
- (e) review all investments and transactions that could adversely affect the return on the Board's investments that are brought to the 25 committee's attention by the Board's auditor or officers:
- (f) meet with the chief internal auditor of the Board, or with the person acting in a similar capacity, and with the Board's manage-30 ment, to discuss the effectiveness of the internal control procedures; and
- (g) perform the other duties that the board of directors assigns to it.
- 29. The board of directors shall consider, on 35 request of the audit committee, a matter of concern to the committee.

Comité de vérification

28. Le comité de vérification a pour tâche :

- a) de veiller à ce que les mécanismes appropriés de contrôle interne soient mis en place par la direction de l'Office;
- b) de revoir, d'évaluer et d'approuver ces 15 mécanismes:
- c) d'examiner les états financiers annuels de l'Office, de les approuver et d'en faire rapport au conseil d'administration avant leur approbation par celui-ci;
- d) de rencontrer le vérificateur pour discuter de son rapport et des états financiers annuels:
- e) de vérifier tous les placements et opérations susceptibles de nuire au rendement sur 25 le capital investi que le vérificateur ou un dirigeant porte à son attention;
- f) de rencontrer le vérificateur en chef interne, ou la personne exerçant des fonctions analogues, ainsi que la direction de 30 l'Office, pour discuter de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne:
- g) de remplir les autres fonctions que le conseil d'administration lui attribue.
- 29. Sur demande du comité de vérification, 35 Réunions des le conseil d'administration est tenu d'étudier les questions qui intéressent le comité.

Audit may request

Auditor's right to attend meetings

30. (1) The Board's auditor is entitled to receive notice of and to attend meetings of the board of directors and meetings of the audit committee, at the Board's expense, and to be heard at those meetings on matters relating to the auditor's duties.

30. (1) Le vérificateur doit recevoir avis de chacune des réunions du conseil d'administration et du comité de vérification: il a le droit d'v assister, aux frais de l'Office, et d'y être 5 entendu sur les questions qui relèvent de son 5 mandat

Présence du vérificateur

Droit du vérificateur

Rights if no meeting

(2) If the board of directors or the audit committee proposes to make a decision with respect to matters referred to in subsection (1) entitled to notice of a proposed decision to be made by the board or the committee and the proposed decision shall not be made until the auditor has been given the opportunity to make submissions on the matter in writing, in 15 règlements administratifs. accordance with the by-laws.

(2) Si le conseil d'administration ou le comité de vérification se propose de prendre une décision relativement à une question visée without holding a meeting, the auditor is 10 au paragraphe (1) sans tenir de réunion, le 10 vérificateur a le droit de recevoir copie de la décision projetée. Elle ne peut être prise avant que celui-ci ait eu la possibilité de présenter ses observations par écrit, conformément aux

Requiring auditor's attendance

(3) The Board's auditor shall attend meetings of the audit committee, if requested to do so by a member of the audit committee - and shall attend meetings of the board of directors, 20 d'assister, aux frais de l'Office, aux réunions if requested to do so by a director - at the Board's expense.

(3) Le vérificateur est en outre tenu, sur demande, selon le cas, d'un membre du comité de vérification ou d'un administrateur. du comité ou du conseil d'administration. 20

Présence obligatoire

Investment Committee

Duties of investment committee

- 31. The investment committee shall
- (a) perform the duties that are assigned to it by the board of directors; 25
- (b) approve the engagement of investment managers empowered with discretionary authority to invest the assets of the Board;
- (c) meet with the officers and employees of the Board to discuss the effectiveness of the 30 Board's investment policies and achievement of the Board's objects;
- (d) require management to implement and maintain appropriate procedures to
 - (i) monitor the application of the Board's 35 investment policies, standards and procedures, and
 - (ii) ensure that the Board's agents and mandataries comply with this Act and the Board's investment policies, standards 40 and procedures; and
- (e) review, evaluate and approve management's procedures referred to in paragraph (d).

Comité de placement

31. Le comité de placement s'acquitte des tâches suivantes:

Fonction du comité de placement

- a) il exerce les fonctions qui lui sont déléguées par le conseil d'administration;
- b) il approuve les contrats des conseillers en 25 placement engagés par l'Office avec tous pouvoirs en matière de placement;
- c) il rencontre les membres du personnel de l'Office afin de discuter avec eux de l'efficacité des politiques de placement de 30 l'Office et de la réalisation de sa mission;
- d) il impose à la direction l'obligation d'établir des procédures pour :
 - (i) surveiller la mise en oeuvre des principes, normes et procédures de l'Of-35 fice en matière de placement,
 - (ii) faire en sorte que les mandataires de celui-ci s'y conforment de même qu'à la présente loi;
- e) il revoit, évalue et approuve les procédu-40 res visées à l'alinéa d).

INVESTMENTS

Investment policies standards and procedures

32. Subject to the regulations, the board of directors shall establish, and the Board and its subsidiaries shall adhere to, investment policies, standards and procedures that a person of with the property of others.

Duty of investment managers

33. Every investment manager who invests the assets of the Board shall do so in accordance with this Act and the Board's investment policies, standards and procedures.

PLACEMENTS

32. Sous réserve des règlements, l'Office et ses filiales sont tenus de se conformer aux principes, normes et procédures en matière de placement que le conseil d'administration ordinary prudence would exercise in dealing 5 établit sur le modèle de ceux qu'une personne 5 prudente mettrait en oeuvre lorsqu'elle traite avec le bien d'autrui.

Normes en matière de placement

33. Les conseillers en placement effectuent leurs placements pour l'Office en conformité avec la présente loi ainsi qu'avec les princi-10 10 pes, normes et procédures de l'Office.

FINANCIAL MANAGEMENT

Financial Year

Financial year

34. The financial year of the Board is the period beginning on April 1 in one calendar year and ending on March 31 in the next calendar year.

GESTION FINANCIÈRE

Exercice

34. L'exercice de l'Office correspond à la période commençant le 1er avril et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

Financial Statements

Books and

- 35. (1) The Board shall, in respect of itself 15 and each of its subsidiaries, cause
 - (a) books of account and records to be kept for each fund:
 - (b) financial and management control and information systems and management prac- 20 tices to be maintained; and
 - (c) a record of the investments held by each fund during the financial year to be kept, showing
 - (i) the book value of each investment,
 - (ii) the market value of each investment and the information that would permit the verification of that value, and
 - (iii) the information that would permit the determination of whether the require- 30 ments of this Act and the investment policies, standards and procedures have been met.
- (2) The books, records, systems and practices required by subsection (1) shall be kept and 35 l'Office s'efforce d'assurer, dans la mesure du maintained in a manner that will provide reasonable assurance that
 - (a) the Board's assets and those of its subsidiaries are safeguarded and controlled: 40

États financiers

35. (1) L'Office veille, en ce qui concerne 15 Documents tant lui-même que ses filiales :

a) à faire tenir des documents comptables pour chaque fonds:

- b) à mettre en oeuvre, en matière de finances et de gestion, des moyens de 20 contrôle et d'information et à faire appliquer des méthodes de gestion;
- c) à faire tenir pour chaque exercice un registre des placements présentant, pour chaque fonds:
 - (i) la valeur comptable de chacun d'eux,
 - (ii) leur valeur marchande et l'information permettant de la vérifier,
 - (iii) les renseignements permettant de vérifier si les exigences de la présente loi 30 et les principes, normes et procédures en matière de placement ont été respectés.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), possible et tant pour lui que pour ses filiales : 35
 - a) la protection et le contrôle de l'actif;

Tenue des

Manner in which books. etc., to be kept

- (b) the Board's transactions and those of its subsidiaries are in accordance with this Act and the by-laws, or the by-laws of its subsidiaries; and
- (c) the Board's financial, human and physi- 5 cal resources and those of its subsidiaries are managed economically and efficiently and that the Board's operations and those of its subsidiaries are carried out effectively.
- b) la conformité des opérations avec la présente loi ainsi qu'avec ses règlements administratifs ou ceux des filiales:
- c) une gestion économique et efficiente des ressources financières, humaines et maté- 5 rielles et l'efficacité des opérations.

Internal audit

- (3) The Board shall cause internal audits to 10 be conducted, in respect of itself and each of its subsidiaries, to assess compliance with subsections (1) and (2).
- (3) Afin de surveiller l'observation des paragraphes (1) et (2), l'Office fait procéder à des vérifications internes de ses opérations et de celles de ses filiales.

Vérification

Annual financial statements

- (4) The Board shall cause annual financial statements, in respect of itself and each of its 15 ses filiales, des états financiers annuels en subsidiaries, to be prepared in accordance with generally accepted accounting principles.
- (4) Il fait établir, à l'égard de lui-même et de conformité avec les principes comptables généralement reconnus.

financiers annuels

documents

Contents of statements

- (5) The annual financial statements shall the opinion of the directors are necessary to present fairly, in accordance with generally accepted accounting principles, the primary source of which is the Handbook of the the financial position for each fund as at the end of the financial year to which it relates and the results of the operations of the Board for that financial year.
- (5) Ces documents contiennent également 15 Contenu des show the information and particulars that in 20 l'information générale et particulière que le conseil d'administration juge nécessaire pour présenter fidèlement, selon les principes comptables généralement reconnus - principalement ceux qui sont énoncés dans le 20 Canadian Institute of Chartered Accountants, 25 Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés -, la situation financière de chaque fonds à la clôture de l'exercice. Ils contiennent également les résultats des opérations de l'Office.

Quarterly financial statements

- (6) During each financial year, the Board 30 shall cause quarterly financial statements to be prepared for each three-month period of the year. The quarterly statements shall
 - (a) show the same information for the most recent three-month period as is required to 35 état financier comparatif de la partie de be set out in the Board's annual financial statements: and
 - (b) show the same information in respect of the part of the year up to the date of the statements in relation to the corresponding 40 period in the preceding financial year.
- (6) Au cours de chaque exercice, l'Office fait établir, pour chacun des quatre trimestres, des états financiers présentant pour la période en cause les mêmes renseignements que dans les états financiers annuels et comportant un 30 l'exercice écoulée et de la période correspondante de l'exercice précédent.

financiers trimestriels

- Approval by (7) The board of directors shall approve the board of annual financial statements and that approval directors shall be evidenced by the signature of at least one director of the Board.
 - (7) Le conseil d'administration de l'Office doit approuver les états financiers annuels, 35 l'approbation étant attestée par la signature 45 d'au moins un administrateur de l'Office.

Approbation par le conseil d'administra-

Auditor's Report

auditor's

- 36. (1) The Board shall cause an annual auditor's report to be prepared, in respect of itself and each of its subsidiaries, on
 - (a) the annual financial statements referred to in section 35:
 - (b) any revised financial statement referred to in subsection 37(3); and
 - (c) the record of investments referred to in paragraph 35(1)(c).

Contents

- (2) A report under subsection (1) shall be 10 addressed to the Board and shall
 - (a) include separate statements indicating whether, in the auditor's opinion,
 - (i) the financial statements are presented fairly in accordance with generally ac-15 cepted accounting principles,
 - (ii) the Board's transactions and those of its subsidiaries that have come to the auditor's notice in the course of the auditor's examination for the report were 20 in accordance with this Act and the by-laws, and the by-laws of the subsidiaries, and
 - (iii) the record of investments kept in accordance with paragraph 35(1)(c) fair-25 ly presents the information required by that paragraph; and
 - (b) call attention to any other matter falling within the scope of the auditor's examination for the report that, in the auditor's 30 opinion, should be brought to the attention of the Board.

Examination

(3) An auditor preparing a report under subsection (1) shall make the examination that the auditor considers necessary for the pur-35 d'établir le rapport visé au paragraphe (1). pose.

Auditing

(4) An auditor's examination shall be conducted in accordance with generally accepted auditing standards, the primary source of which is the Handbook of the Canadian 40 Manuel de l'Institut canadien des comptables Institute of Chartered Accountants.

Reliance on internal audit

(5) In conducting an audit under this Act, an auditor shall rely on any internal audit conducted under subsection 35(3), to the extent that the auditor considers that reliance to be 45 paragraphe 35(3). feasible.

Rapport du vérificateur

36. (1) L'Office fait établir chaque année, pour lui et ses filiales, un rapport de vérification:

annuel du

- a) des états financiers annuels prévus à l'article 35:
 - b) des états financiers révisés prévus au paragraphe 37(3);
 - c) du registre des placements visé à l'alinéa 35(1)c).
- (2) Le rapport, qui lui est transmis, compor-10 Contenu te notamment les éléments suivants :
 - a) des énoncés distincts indiquant si, selon le vérificateur :
 - (i) les états financiers sont présentés fidèlement en conformité avec les princi-15 pes comptables généralement reconnus,
 - (ii) les opérations de l'Office et de ses filiales qui ont été portées à sa connaissance au cours des travaux menant à l'établissement de son rapport ont été 20 effectuées en conformité avec la présente loi et les règlements administratifs de l'Office ou des filiales.
 - (iii) le registre des placements visé à l'alinéa 35(1)c) présente fidèlement l'in-25 formation nécessaire pour chacun des placements;
 - b) la mention des autres questions qui entrent dans le champ des travaux de vérification devant mener à l'établissement 30 du rapport et qui, selon lui, devraient être portées à l'attention de l'Office.
- (3) Le vérificateur procède aux examens qu'il estime nécessaires pour lui permettre

Normes

- (4) Ce faisant, il applique les normes de vérification généralement reconnues, principalement celles qui sont énoncées dans le
- (5) Le vérificateur, dans la mesure où il les juge utilisables, se fie aux résultats de toute vérification interne faite en conformité avec le

des données

Copy to Ministers

(6) Without delay on the completion of a report under this section, the auditor shall send a copy of it to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada.

(6) Dès que le rapport est établi, le vérificateur en envoie copie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada.

Copie du rapport transmise aux ministres

Avis

d'erreurs et

d'omissions

Notice of errors and omissions

37. (1) A director or officer of the Board shall without delay notify the Board's auditor and the audit committee of any error or omission of which the director or officer the auditor or a former auditor has reported on or in a report prepared by the auditor or a former auditor under section 36.

37. (1) Les administrateurs et les dirigeants 5 de l'Office informent immédiatement le vérificateur et le comité de vérification de l'Office des erreurs ou omissions qu'ils trouvent dans becomes aware in a financial statement that 10 un état financier sur lequel le vérificateur ou un de ses prédécesseurs a fait un rapport ou 10 dans un rapport établi par l'un de ceux-ci en conformité avec l'article 36.

Duty of auditor

(2) When the Board's auditor, or a former auditor of the Board, is notified or becomes 15 est informé de l'existence d'une telle erreur ou aware of an error or omission in a financial statement that the auditor or former auditor has reported on or in a report prepared by the auditor or former auditor under section 36, the auditor or former auditor shall without delay 20 notify each director of the Board of the error or omission if the auditor or former auditor is of the opinion that the error or omission is material.

(2) Le vérificateur ou son prédécesseur qui omission, ou qui en trouve une, en avise 15 immédiatement tous les administrateurs de l'Office s'il estime qu'elle est importante.

Obligation du vérificateur

Correction

(3) When the directors receive a notifica-25 tion under subsection (2) of an error or omission in a financial statement or a report, the Board shall prepare a revised financial statement or the auditor or former auditor shall issue a correction to the report, and a copy of 30 ministre de la Défense nationale et au solliciit shall be given to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada.

(3) À la suite de l'avis prévu au paragraphe (2), l'Office fait établir un état financier révisé ou le vérificateur ou son prédécesseur apporte 20 un rectificatif au rapport; un exemplaire du document en cause est remis au ministre, au teur général du Canada.

Rectificatif

Auditor

Appointment of auditor

38. (1) The auditor of the Board shall be appointed annually by the board of directors 35 nommé chaque année par le conseil d'admiand may be removed at any time by it.

Vérificateur

nistration. Celui-ci peut le révoquer à tout

moment

appointment

(2) On the expiry of the appointment of the auditor of the Board, the auditor is eligible for re-appointment.

(2) Le mandat du vérificateur est renouvela-30 ble.

38. (1) Le vérificateur de l'Office est 25 Nomination

Renouvellement

Continuation in office

- (3) Notwithstanding subsection (1), if an 40 auditor of the Board is not appointed to take office on the expiry of the appointment of an incumbent auditor, the incumbent auditor continues in office until a successor is appointed. 45
- (3) Par dérogation au paragraphe (1), s'il n'est pas pourvu à sa succession, le mandat du vérificateur se prolonge jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Prolongation du mandat

Definition of accountants"

39. (1) In this section, "firm of accountants" means a partnership, the members of which are accountants engaged in the practice of accounting, or a body corporate that is legislature of a province and engaged in the practice of accounting.

39. (1) Pour l'application du présent article, « cabinet de comptables » s'entend d'une société de personnes dont les membres sont des comptables exerçant leur profession ou incorporated by or under an Act of the 5 d'une personne morale constituée sous le 5 régime d'une loi provinciale pour fournir des services de comptabilité.

Définition de « cahinet de

- (2) A natural person or firm of accountants is qualified to be the auditor of the Board if
 - (a) in the case of a natural person, the person 10 is an accountant who
 - (i) is a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature of a province, 15
 - (ii) has at least five years experience at a senior level in performing audits of a financial institution,
 - (iii) is ordinarily resident in Canada, and
 - (iv) is independent of the Board, each of 20 its subsidiaries, and the directors and officers of the Board and those of each of its subsidiaries; and
 - (b) in the case of a firm of accountants, the member or officer of the firm jointly 25 designated by the firm and the Board to conduct the audit of the Board on behalf of the firm meets the qualifications described in paragraph (a).

- (2) Peut être nommé vérificateur :
- a) toute personne physique qui :
 - (i) est membre en règle d'un institut ou 10 d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale.
 - (ii) possède au moins cinq ans d'expérience au niveau supérieur dans l'exerci-15 ce de la vérification d'institutions financières.
 - (iii) réside habituellement au Canada.
 - (iv) est indépendante de l'Office et de ses filiales, ainsi que des administrateurs et 20 dirigeants de l'un et des autres;
- b) le cabinet de comptables dont le membre ou dirigeant désigné conjointement par le cabinet et l'Office pour la vérification satisfait aux critères énumérés à l'alinéa a). 25

Independence

- (3) For the purposes of this section,
- (a) independence is a question of fact; and
- (b) a person is deemed not to be independent if that person or any of that person's business partners
 - (i) is a business partner, director, officer 35 or employee of the Board or of any of its subsidiaries, or a business partner of any director, officer or employee of the Board or of any of its subsidiaries, or
 - (ii) has been a liquidator, trustee in 40 bankruptcy, receiver or receiver and manager of any of the Board's subsidiaries within the two years before the natural person's or the firm of accountants' proposed appointment as the 45 Board's auditor.

(3) Pour l'application du présent article :

Indépendance

- a) l'indépendance est une question de fait;
- b) est réputée ne pas être indépendante la personne qui, ou dont un associé :
 - (i) est associé, administrateur, dirigeant 30 ou employé de l'Office ou de l'une de ses filiales ou est associé d'un de leurs administrateurs, dirigeants ou employés,
 - (ii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite d'une des 35 filiales de l'Office dans les deux ans précédant sa nomination éventuelle au poste de vérificateur de l'Office.

Joint designation

- (4) Within 15 days after appointing a firm of accountants as its auditor, the Board and the firm shall jointly designate a member or officer of the firm who has the qualifications audit of the Board on behalf of the firm.
- (4) Dans les quinze jours suivant celui où il a été choisi pour procéder à la vérification, le cabinet de comptables désigne, conjointement avec l'Office, un membre ou un dirigeant qui described in paragraph (2)(a) to conduct the 5 satisfait aux critères énumérés à l'alinéa (2)a). 5

Désignation conjointe

Resignation

- (5) An auditor of the Board who becomes disqualified under this section shall resign without delay after becoming aware of the disqualification.
- (5) Le vérificateur doit démissionner dès qu'à sa connaissance il ne remplit plus les conditions requises par le présent article.

Démission

When resignation becomes effective

(6) A resignation of an auditor of the Board becomes effective at the time the Board receives a written resignation from the auditor or at the time specified in the resignation, whichever is later. 15

(6) La démission du vérificateur prend effet dès réception par l'Office d'un avis écrit à cet 10 effet ou à la date ultérieure que précise celui-ci.

Prise d'effet de la démission

Statement of auditor

(7) If the Board's auditor resigns or receives a notice or otherwise learns of a meeting of the board of directors at which another auditor is to be appointed in place of the auditor and the auditor objects to being replaced, the auditor 20 shall submit to the Board a written statement giving the reasons for the resignation or the reasons why the auditor objects to being replaced.

(7) Le vérificateur de l'Office qui démissionne ou qui apprend, notamment par voie d'avis, la tenue d'une réunion du conseil 15 d'administration destinée à pourvoir le poste qu'il occupe est tenu de présenter à l'Office une déclaration écrite exposant les motifs, selon le cas, de sa démission ou de son opposition à son remplacement. 20

Déclaration vérificateur

Statement to be sent to Ministers

(8) When the Board receives a written 25 statement referred to in subsection (7) that relates to a resignation of its auditor as a result of a disagreement with the directors or officers of the Board or that relates to a replacement or proposed replacement of the auditor, the 30 Board shall without delay send a copy of the statement to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada.

(8) L'Office fait parvenir sans délai au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada un exemplaire de la déclaration du vérificateur visé par le remplacement ou qui démissionne en raison 25 d'un désaccord avec les administrateurs ou dirigeants.

Transmission de la déclaration

Right to Information

Accès aux renseignements

Right to information

40. (1) On the request of the Board's 35 auditor, the present or former directors, officers, employees or agents or mandataries of the Board shall provide to the auditor all information and explanations, and all access to records, minutes, documents, books, ac-40 registres, livres, comptes, pièces justificaticounts and vouchers of the Board and its subsidiaries, that the auditor considers necessary to prepare any report required by this Act and that they are reasonably able to provide.

40. (1) Les administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de l'Office, ou leurs prédécesseurs, doivent, à la demande du 30 vérificateur, lui fournir des renseignements et des éclaircissements et lui donner accès aux ves, procès-verbaux et autres documents de l'Office ou de ses filiales qu'il estime néces-35 saires pour établir les rapports prévus par la présente loi, et ce dans la mesure où il leur est normalement possible de le faire.

Accès aux renseignements

- (2) On the request of the Board's auditor, the directors shall
 - (a) obtain from the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of any of its subsidiaries all 5 information and explanations that
 - (i) the auditor considers necessary to enable the auditor to prepare any report required by this Act, and
 - (ii) the present or former directors, 10 officers, employees, agents or mandataries are reasonably able to provide; and
 - (b) provide the auditor with the information and explanations so obtained.

Reliance on reports

No civil

Duty to

provide

- (3) The Board's auditor may reasonably 15 rely on any report of any other auditor of the Board.
- (4) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil action 20 arising from having made the communication.
- 41. The Board and its auditor shall provide the Auditor General of Canada with any records, accounts, statements or other information that the Auditor General of Canada 25 renseignements que celui-ci peut exiger. may require.

(2) Les administrateurs de l'Office doivent. à la demande du vérificateur :

Obligation administra-

- a) obtenir auprès des administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires d'une de ses filiales, ou de leurs prédécesseurs, les 5 renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent normalement fournir et que le vérificateur estime nécessaires pour lui permettre d'établir les rapports prévus par la présente loi:
- b) fournir les renseignements et éclaircissements ainsi recueillis au vérificateur.

(3) Le vérificateur de l'Office peut normalement se fier aux rapports des autres vérificateurs de l'Office. 15

(4) Les communications orales ou écrites faites de bonne foi en application du paragraphe (1) ou (2) sont soustraites aux poursuites civiles.

41. L'Office ainsi que son vérificateur sont 20 tenus de fournir au vérificateur général du Canada les documents, comptes et états et tous

Obligation de ments

Oualified Privilege

Qualified privilege

42. Any oral or written statement or report made under this Act by the Board's auditor or a former auditor of the Board has qualified privilege.

Immunité du vérificateur

42. Les vérificateurs, ainsi que leurs prédécesseurs, jouissent d'une immunité relative en 25 ce qui concerne les déclarations orales ou 30 écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente loi.

Immunité

Special Audit

Special audit

Costs of audit

Sections 39 to

41 apply

- 43. (1) The Minister may, if the Minister considers it necessary, appoint an auditor to conduct a special audit of the Board or any of its subsidiaries.
- - (2) The costs of a special audit are payable 35 by the Board.
 - (3) Sections 39 to 41 apply in respect of a special auditor, with any modifications that the circumstances require.

Vérification spéciale

43. (1) Le ministre peut faire procéder à une vérification spéciale de l'Office ou d'une de 30 ses filiales s'il l'estime nécessaire et nommer à cette fin un vérificateur.

spéciale

- (2) Les dépenses exposées à cet effet sont à la charge de l'Office.
- (3) Les articles 39 à 41 s'appliquent, avec 35 les adaptations nécessaires, au vérificateur spécial.

examination

Special Examination

Special

44. (1) The Minister shall cause a special examination to be carried out, at least once every six years, in respect of the Board and any of its subsidiaries to determine if the systems were, in the period under examination, maintained in a manner that provided reasonable assurance that they met the requirements of paragraphs 35(2)(a) and (c).

Examens spéciaux

44. (1) Le ministre fait procéder, au moins tous les six ans, à un examen spécial des opérations de l'Office et d'une de ses filiales afin de déterminer si, pendant la période and practices referred to in paragraph 35(1)(b) 5 considérée, la mise en oeuvre des movens et 5 des méthodes visés à l'alinéa 35(1)b) a été. dans la mesure du possible, conforme aux dispositions des alinéas 35(2)a) et c).

Examens spécianx

Consultation required

(2) Before causing a special examination to 10 be carried out, the Minister shall consult with the Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada

(2) Auparavant, il doit toutefois consulter le ministre de la Défense nationale et le sollici-10 teur général du Canada.

Consultation

Plan

(3) Before an examiner begins a special examination, the examiner shall survey the 15 minateur étudie les moyens et les méthodes de systems and practices of the Board and of the subsidiary being examined and submit a plan to the audit committee for the examination, including a statement of the criteria to be applied in the examination. 20

Plan d'action (3) Avant de procéder à ses travaux, l'exa-

l'Office et de sa filiale et établit un plan d'action, notamment quant aux critères qu'il 15 entend appliquer, qu'il présente ensuite au comité de vérification.

Resolution of disagreements

(4) Disagreements, if any, between the examiner and the audit committee with respect to a plan referred to in subsection (3) may be resolved by the Minister.

(4) Les désaccords entre l'examinateur et le comité de vérification sur ce plan d'action peuvent être tranchés par le ministre. 20

(5) L'examinateur, dans la mesure où il les

juge utilisables, se fie aux résultats de toute

vérification interne faite en conformité avec le

paragraphe 35(3).

Désaccord

internal audit

(5) An examiner shall rely on any internal 25 audit conducted under subsection 35(3), to the extent that the examiner considers that reliance to be feasible.

des données d'une vérification interne

Costs of audit

(6) The costs of a special examination are payable by the Board.

(6) Les dépenses exposées à cet effet sont à 25 Dépenses 30 la charge de l'Office.

Rapport

Report

45. (1) An examiner shall, on completion of the special examination, submit a report on the examiner's findings to the Minister, the Minister of National Defence and the Solicitor 35 General of Canada.

45. (1) Ses travaux terminés, l'examinateur expose ses conclusions dans un rapport qu'il soumet au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada.

Contents

- (2) The report of an examiner shall include
- (a) a statement indicating whether, in the examiner's opinion, with respect to the criteria established under subsection 44(3). there is reasonable assurance that there are 40 no significant deficiencies in the systems and practices examined; and
- (b) a statement of the extent to which the examiner relied on internal audits.

(2) Le rapport comporte notamment deux énoncés précisant :

Contenu

- a) d'une part, si, selon l'examinateur, compte tenu des critères établis en conformité avec le paragraphe 44(3), il peut être 35 garanti que, dans la mesure du possible, les moyens et les méthodes étudiés ne présentent pas de défauts graves;
- b) d'autre part, dans quelle mesure l'examinateur s'est fié aux résultats d'une vérifica-40 tion interne.

Examinateur

Who conducts examination

46. (1) Subject to subsection (2), a special examination referred to in section 44 shall be carried out by the Board's auditor or, if the Minister has consulted the board of directors and is of the opinion that it is necessary, by an 5 auditor appointed by the Minister.

Sections 39 to 41 apply

(2) Sections 39 to 41 apply in respect of an examiner as though the references in those sections to an auditor were references to an examiner.

46. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'examen spécial visé à l'article 44 est confié au vérificateur de l'Office; toutefois, dans les cas où il estime contre-indiqué de voir confier l'examen à celui-ci, le ministre peut, après 5 consultation du conseil d'administration, en charger un autre vérificateur.

(2) Les articles 39 à 41 s'appliquent à l'examinateur comme s'il s'agissait du vérifi-

Application des articles 39 à 41

REPORTING

Ouarterly Statements

Statements to ministers

47. The Board shall send copies of the quarterly financial statements prepared in accordance with subsection 35(6) to the Minister, the Minister of National Defence days after the end of the three-month period to which they relate.

RAPPORTS

États financiers trimestriels

47. Dans un délai de quarante-cinq jours suivant la fin du trimestre concerné, l'Office envoie au ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada and the Solicitor General of Canada within 45 15 copie des états financiers trimestriels établis 15 en conformité avec le paragraphe 35(6).

Envoi des états financiers aux ministres

Annual Report

Annual report required

48. (1) The Board shall as soon as possible, but in any case within 90 days after the end of each financial year, provide the Minister, the 20 Minister of National Defence and the Solicitor General of Canada with an annual report on the operations of the Board in that year.

available to

(2) The Board shall make the report avail-Forces Superannuation Act, the Public Service Superannuation Act, and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act as soon as is feasible after it is provided to the ministers under subsection (1).

Tabling in Parliament

(3) After receiving the annual report, the Minister shall cause it to be laid before each House of Parliament on any of the next 15 days during which that House is sitting.

Contents

- (4) The annual report shall contain
- (a) the financial statements for the financial year prepared as required under section 35;
- (b) the Board's auditor's report for the financial year prepared as required under section 36: 40

Rapport annuel

48. (1) Le plus tôt possible dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de chaque exercice, l'Office fait parvenir un rapport annuel de ses activités pendant l'exercice au 20 ministre, au ministre de la Défense nationale et au solliciteur général du Canada.

Rapport annuel

(2) Dès qu'il est possible de le faire, l'Office able to contributors under the Canadian 25 met le rapport transmis aux ministres à la disposition des contributeurs visés par la Loi25 sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur la pension de la fonction publique ou la Loi sur la pension de retraite de 30 la Gendarmerie rovale du Canada.

Rapport mis à des

(3) Le ministre en fait déposer un exemplai-30 Dépôt et re devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci qui suivent sa réception.

(4) Le rapport annuel contient les éléments 35 suivants:

Présentation matérielle et

- a) les états financiers de l'Office visés à l'article 35:
- b) le rapport annuel du vérificateur visé à l'article 36;

- (c) a certificate, signed by a director on behalf of the board of directors, stating that the investments of the Board held during the financial year were in accordance with this Act and the Board's investment policies, 5 standards and procedures;
- (d) a statement of the Board's objectives for the financial year and a statement of the extent to which the Board met those 10
- (e) a statement of the Board's objectives for the next financial year and for the foreseeable future:
- (f) a statement of the corporate governance practices of the Board; 15
- (g) a summary of the Board's investment policies, standards and procedures established under paragraph 7(2)(a) and a comparison of its most recent investment policies with investments actually held by it; 20
- (h) a summary of the code of conduct for officers and employees of the Board established under paragraph 7(2)(e);
- (i) a report of any special audit referred to in section 43 or any special examination 25 referred to in section 44; and
- (i) any prescribed information or other information that the Minister may require.

- c) un certificat signé, au nom du conseil d'administration, par un des administrateurs indiquant que les placements ont été effectués conformément à la présente loi ainsi qu'aux principes, normes et procédu- 5 res de l'Office en matière de placement;
- d) un énoncé des objectifs de l'Office et de la mesure dans laquelle celui-ci les a réalisés pour l'exercice en question;
- e) un énoncé des objectifs de l'Office pour 10 l'exercice suivant et l'avenir prévisible;
- f) un énoncé des pratiques de régie interne de l'Office:
- g) un sommaire des principes, normes et procédures de l'Office établis au titre de 15 l'alinéa 7(2)a) et une étude sur les placements détenus par celui-ci au regard de ses principes applicables en matière de placement;
- h) un sommaire du code de déontologie visé 20 à l'alinéa 7(2)e);
- i) le rapport sur toute vérification spéciale ou tout examen spécial visés aux articles 43
- i) les renseignements réglementaires ou 25 tout autre renseignement exigé par le ministre.

MEETINGS

49. The Board shall meet once a year with the members of the three advisory committees 30 les membres des comités consultatifs respectiestablished respectively under section 49.1 of the Canadian Forces Superannuation Act, section 41 of the Public Service Superannuation Act and section 25.1 of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation 35 25.1 de la Loi sur la pension de retraite de la Act in order to discuss the Board's most recent annual report.

RÉUNIONS

49. L'Office rencontre, une fois par année, vement constitués au titre de l'article 49.1 de 30 la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, de l'article 41 de la Loi sur la pension de la fonction publique et de l'article Gendarmerie royale du Canada afin de discu-35 ter du plus récent rapport annuel.

REGULATIONS

Regulations

Meetings

- 50. The Governor in Council may make regulations
 - (a) respecting the application to the Board 40 and its subsidiaries of provisions of the Pension Benefits Standards Act, 1985 and regulations made under that Act;

RÈGLEMENTS

50. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements :

a) concernant l'application à l'Office et ses filiales des dispositions de la Loi de 198540 sur les normes de prestation de pension ou de ses règlements;

Réunions

Règlements

- (b) adapting provisions of the Pension Benefits Standards Act, 1985 and regulations made under that Act in the manner that the Governor in Council considers appropriate for the purpose of applying them 5 to the Board and its subsidiaries:
- (c) respecting the limitations to which the Board is subject when it makes investments, so long as those limitations relate to
 - (i) borrowing and the use of derivatives, 10
 - (ii) the establishment of a percentage of the funds that must be held available for investment in Government of Canada bonds and the procedure used to determine that percentage, or 15
 - (iii) the period during which the Board must, in acquiring securities other than debt obligations of Canadian corporations for investment, substantially replicate the composition of one or more 20 widely-recognized broad market indexes of securities traded on a recognized stock exchange in Canada; and
- (d) prescribing anything that this Act provides may be prescribed or may be deter-25 mined by regulation.

- b) adaptant, de la manière qu'il juge indiquée, les dispositions de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou de ses règlements en vue de les appliquer à l'Office et ses filiales;
- c) concernant les restrictions s'appliquant à l'Office dans le cadre de ses placements en ce qui touche :
 - (i) soit l'emprunt et l'utilisation d'instruments dérivés.
 - (ii) soit le pourcentage des fonds qu'il doit mettre de côté en vue d'acheter des obligations du gouvernement du Canada et les règles applicables au calcul de celui-ci.
 - (iii) soit la période pendant laquelle l'Office est tenu, dans le cadre de l'achat de valeurs mobilières, autres que des titres de créance de sociétés canadiennes, de reproduire essentiellement la compo-20 sition d'un ou de plusieurs indices généralement reconnus comptant une vaste gamme de titres négociés dans une bourse de valeurs mobilières reconnue au Canada:
- d) en vue de toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.

OFFENCE

statements

Punishment

- 51. (1) Every director, officer, employee, agent, mandatary or auditor of the Board or of any of its subsidiaries who, in carrying out a signs, approves or concurs in any statement, report or other document respecting the affairs of the Board or the subsidiary that contains any false or deceptive information is guilty of an offence.
- (2) Every person who commits an offence under subsection (1) is liable on summary conviction
 - (a) in the case of a natural person, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment 40 for a term not exceeding 12 months, or to both: or

INFRACTION

51. (1) Commet une infraction l'administrateur, le membre du personnel, le vérificateur ou le mandataire de l'Office ou de l'une 30 duty under this Act or the by-laws, prepares, 30 de ses filiales qui, dans l'accomplissement de ses fonctions en exécution de la présente loi ou de ses règlements administratifs, rédige, signe, approuve ou ratifie un état, une déclaration, un rapport ou autre document relatif aux 35 35 affaires de ceux-ci qui contient des renseignements faux ou trompeurs.

> (2) La personne qui commet l'infraction visée au paragraphe (1) est passible, sur déclaration de culpabilité par procédure som-40 maire:

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de douze 45 mois, ou de l'une de ces peines;

Fausses

(b) in any other case, to a fine not exceeding \$500,000

WINDING-UP

Insolvency winding-up

R.S., c. P-36;

R.S., cc. 22,

15, 19, 32

28 (3rd

54 (4th Supp.); 1989,

(2nd Supp.), cc. 9, 18, 20,

Supp.), cc. 1.

7, 28, 41, 47,

cc. 3, 6; 1990, cc. 3, 13;

1991, cc. 6,

10, 16, 38;

1992, cc. 1. 37, 46; 1993,

cc. 1, 28, 31,

34; 1994, cc.

13, 26; 1995,

1996, cc. 10,

1997, cc. 6, 9;

11, 16, 18;

1998, cc. 9, 15, 31, 35

cc. 18, 29;

46 (1st Supp.), cc. 13,

52. No Act relating to the insolvency or winding-up of any corporation applies to the Board be wound up unless Parliament so provides.

> AMENDMENTS TO THE PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT

b) dans tous les autres cas, d'une amende maximale de 500 000 \$...

LIQUIDATION

52. L'Office est soustrait à l'application des lois concernant l'insolvabilité ou la liquida-Board and in no case shall the affairs of the 5 tion des personnes morales, et seul le Parle-5 ment peut décider sa liquidation.

Insolvabilité et liquidation

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIOUE

P-36; L.R.. (1er suppl.), 19, 32 (2e suppl.), ch. 9, 18, 20, 28 (3e suppl.), ch. 1, 7, 28, 41, 47, 54 (4e suppl.); 1989. 1990, ch. 3, 13; 1991, ch 6, 10, 16, 38; 1992, ch. 1, 37, 46; 1993. ch. 1, 28, 31, 34; 1994, ch. 13, 26; 1995. ch. 18, 29; 1996, ch. 10, 11, 16, 18; 1997, ch. 6. 9; 1998, ch. 9, 15, 31, 35

- 53. (1) The definition "misconduct" in subsection 3(1) of the Public Service Superannuation Act is repealed.
- (2) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) of the Act are replaced by the following:

"child" means a child or stepchild of — or an by - a contributor who at the time of the contributor's death was dependent on the contributor for support;

"contributor" means a person required by section 5 to contribute to the Superannua-20 tion Account or the Public Service Pension Fund, and, unless the context otherwise requires,

- (a) a person who has retired, and
- (b) for the purposes of sections 25, 27 and 25 28, a contributor under Part I of the Superannuation Act who has been granted an annual allowance under that Act or has died:

- 53. (1) La définition de « inconduite », au paragraphe 3(1) de la Loi sur la pension de 10 la fonction publique, est abrogée.
 - (2) Les définitions de « contributeur » et 10 « enfant », au paragraphe 3(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit:
- individual adopted either legally or in fact 15 « contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de 15 retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, et, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

« contributenr » "contributor

- a) personne qui s'est retirée;
- b) pour l'application des articles 25, 27 et 20 28, contributeur selon la partie I de la Loi sur la pension de retraite à qui a été accordée une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé.
- « enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fil-25 « enfant » le du contributeur - ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui - qui était à

'child'

"contributor' « contribu-

teur »

"child"

« enfant »

"Public

Service

Fund'

« Caisse de retraite de la fonction publique »

"Public

Service

tion

Superannua-

Investment Fund" « Fonds de

placement du compte de

retraite de la fonction

pension de

publique »

la charge de celui-ci au moment de son dé-

(3) Subsection 3(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Public Service Pension Fund" means the fund established under section 44.2;

(3) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« Caisse de retraite de la fonction publique » La caisse constituée par l'article 44.2.

« Caisse de retraite de la publique » Fund"

"Public Service Superannuation Investment Fund" means the fund established under section 44.1:

« Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique » Le fonds constitué par l'article 44.1.

« Fonds de placement du compte de pension de publique »

Service Superannua-Investment Fund'

"survivor" « survivant »

"survivor", in relation to a contributor, means

- (a) a person who was married to the 10 contributor at the time of the contributor's death, or
- (b) a person referred to in subsection 25(4):

« survivant » Personne qui :

« survivant »

- a) était unie au contributeur par les liens du mariage au décès de celui-ci;
- b) est visée au paragraphe 25(4).

54. Subsection 4(1) of the Act is replaced 15 by the following:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Part shall be paid to or in respect of every person who, being Account or the Public Service Pension Fund in accordance with this Part, dies or ceases to be employed in the Public Service, which annuity or other benefit shall, subject to this Part, be based on the number of years of pension-25 able service to the credit of that person.

54. Le paragraphe 4(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une pension ou autre prestation spécifiée dans la présente partie required to contribute to the Superannuation 20 doit être versée à toute personne qui, étant 20 tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique d'après la présente partie, décède ou cesse d'être employée dans la fonction publique, ou relativement à cette personne; sous 25 réserve des autres dispositions de la présente partie, cette pension ou prestation est basée sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

Portée de la partie I

55. (1) The portion of subsection 5(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

55. (1) Le passage du paragraphe 5(1) de 30 la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

Scope of Part I

Persons required to contribute **5.** (1) Subsections (1.1) to (1.4) apply to persons employed in the Public Service, other than

5. (1) Les paragraphes (1.1) à (1.4) s'appliquent à toute personne employée dans la fonction publique, à l'exception :

Personnes tenues de contribuer

1992, c. 46, s. 2(2)

(2) Paragraphs 5(1)(b) to (i) of the Act are replaced by the following:

- (b) an employee who is engaged for a term of six months or less or a seasonal employee, unless he or she has been employed in the Public Service substantially without interruption for a period of more than six 10 months:
- (c) subject to section 5.2, a person who, immediately before July 4, 1994, was employed in the Public Service as a part-time employee within the meaning of this 15 Act as it read at that time and who has been so employed substantially without interruption since that time:
- (d) an employee in receipt of a salary computed at an annual rate of less than nine 20 hundred dollars, except any such employee who was a contributor under Part I of the Superannuation Act immediately before January 1, 1954 and has been employed in the Public Service substantially without 25 interruption since that time;
- (e) persons in positions, as determined by the Governor in Council with effect from July 11, 1966, in the whole or any portion of any board, commission or corporation that 30 has its own pension plan while that pension plan is in force;
- (f) an employee on leave of absence from employment outside the Public Service who, in respect of his or her current service, 35 continues to contribute to or under any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of the person from whose employment he or she is absent:
- (g) an employee whose compensation for the performance of the regular duties of his or her position or office consists of fees of office;
- (h) an employee engaged locally outside 45 Canada; or
- (i) a sessional employee, a postmaster or assistant postmaster in a revenue post

(2) Les alinéas 5(1)b) à i) de la même loi 5 sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 2(2)

- b) d'un employé qui est engagé pour une durée maximale de six mois ou d'un employé saisonnier, à moins qu'il n'ait été employé dans la fonction publique sans interruption sensible pendant une période 10 supérieure à six mois;
- c) sous réserve de l'article 5.2, d'un employé à temps partiel travaillant à ce titre dans la fonction publique la veille du 4 juillet 1994 et dont le service à ce titre au 15 sens de la présente loi dans sa version à cette date n'a pas été sensiblement interrompu depuis lors;
- d) d'un employé qui touche un traitement calculé d'après un taux annuel inférieur à 20 neuf cents dollars, à l'exception d'un employé qui était contributeur selon la partie I de la *Loi sur la pension de retraite* immédiatement avant le 1^{er} janvier 1954 et qui a été employé dans la fonction publique sans 25 interruption sensible depuis cette époque;
- e) des personnes qui occupent des postes, déterminés par le gouverneur en conseil avec effet à compter du 11 juillet 1966, au sein de quelque office, conseil, bureau, 30 commission ou personne morale ou de quelque service de ceux-ci, ayant son propre régime de pension, tant qu'un tel régime de pension est en vigueur;
- f) d'un employé en congé d'un emploi hors 35 de la fonction publique, qui, à l'égard de son service courant, continue de contribuer à un fonds ou régime de pension de retraite ou de pension, ou en vertu d'un tel fonds ou régime, établi au bénéfice des employés de 40 la personne qui lui a accordé un emploi d'où il est absent:
- g) d'un employé dont la rémunération pour l'exercice des fonctions régulières de son poste ou de sa charge consiste en des 45 honoraires:
- h) d'un employé recruté sur place à l'étranger;

office, a person employed as a clerk of works, a member of the staff of Government House who is paid by the Governor General from his or her salary or allowance or an employee of a commission that is appointed 5 under Part I of the Inquiries Act and added to Part I of Schedule I, unless designated by the Minister individually or as a member of a class.

i) d'un employé de session, d'un maître de poste ou d'un maître de poste adjoint dans un bureau de poste à commission, d'une personne employée en qualité de conducteur de travaux, d'un membre du personnel 5 de la Résidence du gouverneur général qui est payé par le gouverneur général sur son traitement ou son indemnité, d'un employé d'une commission qui est nommée selon la partie I de la Loi sur les enquêtes et ajoutée 10 à la partie I de l'annexe I, à moins qu'il ne soit désigné par le ministre, individuellement ou en tant que membre d'une catégorie.

(3) The portion of subsection 5(1) of the 10Act after paragraph (i) is repealed.

(3) Le passage du paragraphe 5(1) de la 15 même loi suivant l'alinéa i) est abrogé.

1992 c 46 s. 2(4)

(4) Subsections 5(2) to (4) of the Act are replaced by the following:

(4) Les paragraphes 5(2) à (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46. par. 2(4)

Contribution rates before 2004

- (1.1) A person is required to contribute, in respect of every year in the period beginning 15 débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 20 on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, by reservation from salary or otherwise.
 - (a) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's 20 Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 11(3); and
 - (b) seven and one-half per cent of the portion of his or her salary that is greater than the Year's Maximum Pensionable 25 Earnings.

(1.1) Pour chaque année de la période 31 décembre 2003, la personne est astreinte à payer, à titre de contribution, par retenue sur son traitement ou d'autre façon :

Contribution pour les années 2000 à 2003

- a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum 25 des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 11(3);
- b) sept et demi pour cent de la portion de son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.

Contribution rates - 2004 and later

(1.2) A person is required to contribute, in respect of every portion of the period beginning on January 1, 2004, by reservation from salary or otherwise, at the contribution rates 30 traitement ou d'autre façon, la contribution determined by the Treasury Board in respect of that portion on the recommendation of the Minister.

(1.2) À compter du 1^{er} janvier 2004 et pour toute partie de la période en cause, la personne est astreinte à payer, par retenue sur son calculée selon les taux que le Conseil du 35 Trésor détermine sur recommandation du ministre.

Contribution à compter de

Funds for

(1.3) The contributions shall be made to the Superannuation Account for the period begin-35 compte de pension de retraite en ce qui touche ning on January 1, 2000 and ending on March 31, 2000 and shall be made to the Public Service Pension Fund for the period after that.

(1.3) Les contributions sont versées au la période débutant le 1er janvier 2000 et se 40 terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite de la fonction publique.

Limitation determination of contribution rates

Exception

- (1.4) In determining the contribution rates for the purposes of subsection (1.2) and paragraphs (3)(b), (3.1)(b) and (4)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one 5 per cent in respect of any portion of salary, whether less than, equal to or more than the Year's Maximum Pensionable Earnings. the previous rate: and
 - (b) result in a total amount of contributions 10 that would exceed forty per cent of the current service cost for the portion of the period in respect of the benefits payable under Parts I and III of this Act.
- (2) Notwithstanding subsections (1) to 15 (1.2), no person shall contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund as required by those subsections in respect of periods of service in a category described in paragraph 3(2)(a) or (b) preced-20 ing June 29, 1984 and for which he or she did not make contributions to the Superannuation Account.

Contribution rates thirty-five vears of service before January 1, 2000

- (3) A person who has to his or her credit. able service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) from salary or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required 35 under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount 40 required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister.
- (3.1) A person who has to his or her credit, on or after January 1, 2000 and before April 1, 45 janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 45 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pen-

- (1.4) Pour l'application du paragraphe (1.2) et des alinéas (3)b, (3.1)b et (4)b, les taux de contribution ne peuvent :
- a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes pour cent, pour toute 5 portion du traitement, que celle-ci dépasse ou non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension:
- b) porter le total des contributions à plus de quarante pour cent du coût des prestations 10 de service courant, pour la période en cause, relativement aux prestations payables au titre des parties I et III.
- (2) Par dérogation aux paragraphes (1) à (1.2), les personnes qui font partie d'une 15 catégorie visée aux alinéas 3(2)a) ou b) ne peuvent contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en conformité avec ces paragraphes pour les périodes de service dans cette catégo-20 rie qui précèdent le 29 juin 1984 et pour lesquelles elles n'ont versé aucune contribution au compte.
- (3) La personne avant à son crédit, avant le before January 1, 2000, a period of pension-25 1er janvier 2000, une période de service de 25 trente-cinq trente-cing ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est pas astreinte à verser but is required to contribute, by reservation 30 la contribution visée aux paragraphes (1.1) et 30 (1.2). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou d'autre façon, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux corres-35 pond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le 1^{er} ianvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont 40 déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre — à compter du 1er janvier 2004.
 - (3.1) La personne ayant à son crédit, le 1er 1er avril 2000, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou

Taux maximums

Exception

Contribution ans de service avant le 1er janvier 2000

tion trente-cinq ans de service le 1er janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er avril 2000

Contribu-

Contribution rates - thirty five years of service on or after January 1, 2000 and before April 1.2000

Contribution

service on or

after April 1,

thirty-five

years of

2000

sionable service — totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1.1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,

- (a) to the Superannuation Account, in 10 respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and 15
- (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recom- 20 mendation of the Minister.
- (4) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pensionable service — totalling 25 pension — ou une période de service ouvrant thirty-five years is only required to contribute under subsection (1.1) or (1.2) during the period beginning on April 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day 30 1er avril 2000 et se terminant le jour précédant is not required to contribute under subsections (1.1) and (1.2) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - (a) to the Public Service Pension Fund, in respect of the period beginning on that day 35 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at a rate of one per cent of the person's salary; and
 - (b) to the Public Service Pension Fund, in 40 respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister. 45

une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans — n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1.1) que pour la période débutant le 1er janvier 2000 et 5 se terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1.1) et (1.2), mais est astreinte à payer, par retenue sur son traite-10 ment ou d'autre façon, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :

- a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traite-15 ment — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003;
- b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur 20 recommandation du ministre - à compter du 1^{er} janvier 2004.
- (4) La personne ayant à son crédit, le 1er avril 2000 ou après cette date, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à 25 droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cing ans — n'est astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1.1) ou (1.2) que pour la période débutant le 30 celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur son traite-35 ment ou d'autre façon, à la Caisse de retraite de la fonction publique, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traite-40 ment — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003;
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur 45 recommandation du ministre - à compter du 1er janvier 2004.

Contribution trente-cinq ans de service le 1er avril 2000 он après cette

Autre période

Other pensionable service

- (5) For the purpose of subsections (3) to (4), "other pensionable service" means years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable
 - (a) out of the Consolidated Revenue Fund, or out of any account in the accounts of Canada other than the Superannuation Account:
 - (b) out of or under a superannuation or 10 pension fund or plan pursuant to which contributions have been paid out of the Consolidated Revenue Fund in respect of employees engaged locally outside of Canada: or
 - (c) out of the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted 20 Police Superannuation Act.

Contributions not required

- (6) Notwithstanding anything in this Part,
- (a) no person shall, in respect of any period of service of that person before July 14, 1960, contribute to the Superannuation 25 Account or the Public Service Pension Fund in respect of any amount received as salary at a rate in excess of fifteen thousand dollars a year; and
- (b) no person shall, in respect of any period 30 of service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in respect of any portion of that person's annual rate of salary that is in excess of the annual rate of salary that is 35 fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

1992, c. 46,

56. Subsections 5.1(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Contributions not required **5.1** (1) Notwithstanding section 5, a person 40 employed in the Public Service is not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under that section if that person is engaged to work on average less than twelve hours a week or the 45 lesser number of hours a week that may be prescribed by the regulations.

- (5) Pour l'application des paragraphes (3) à (4), « autre période de service » s'entend des années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un 5 genre spécifié dans les règlements qui est 5 payable :
 - a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite;
 - b) soit sur un fonds ou un régime de pension 10 de retraite ou de pension auquel ont été payées des contributions prélevées sur le Trésor à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger;
 - c) soit par la Caisse de retraite des Forces 15 canadiennes, au sens de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, ou la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie* 20 royale du Canada.
 - (6) Malgré les autres dispositions de la présente partie :

Contributions non requises

- a) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service antérieure au 14 juillet 25 1960, contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui regarde un montant reçu comme traitement à un taux dépassant quinze mille dollars par an;
- b) nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la présente partie en ce qui regarde la partie de son taux annuel de traitement dépassant le taux 35 annuel de traitement fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.
- 56. Les paragraphes 5.1(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 40

Contributions

1992, ch. 46,

art. 3

5.1 (1) Par dérogation à l'article 5, une personne employée dans la fonction publique est exemptée de l'obligation de contribuer au titre de cet article au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction 45 publique si elle n'est pas engagée pour travailler en moyenne par semaine au moins

non requises

Contributions

(2) Notwithstanding section 5, a person employed in the Public Service who was so employed on September 9, 1993 and who, on September 8, 1993, was not required to contribute to the Superannuation Account by reason of the person being a person described in paragraph 5(1)(i) of this Act, as it read on September 8, 1993, is not required to contribute to the Account or the Public Service any period of service on or after that day.

douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement.

(2) Par dérogation à l'article 5, est exemptée de l'obligation de contribuer au titre de cet 5 article au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, 5 relativement à toute période de service accomplie au plus tôt à partir du 8 septembre 1993, la personne employée dans la fonction 10 publique qui y travaillait le 9 septembre 1993 et qui, le 8 septembre 1993, n'était pas tenue Pension Fund under that section in respect of 10 de contribuer à ce compte parce qu'elle se trouvait dans la situation visée à l'alinéa 5(1)i) de la présente loi, dans sa version au 815 septembre 1993.

Contributions

1992, c. 46,

57. Section 5.2 of the Act is replaced by the following:

Election for part-time employees

1992, c. 46,

Contributions

not required

5.2 Every person referred to in paragraph least twelve hours a week or the lesser number of hours a week that may be prescribed by the regulations, may, subject to the regulations, elect to contribute to the Superannuation accordance with section 5, beginning on the first day of the month following the month in which that person makes that election.

58. Subsection 5.3(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding section 5, a contributor who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension portion of the period to which the election relates.

59. (1) Clause 6(1)(a)(i)(B) of the Act is replaced by the following:

(B) the period during which he or she 35 is required by subsections 5(1.1) and (1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

(2) Clause 6(1)(a)(ii)(A) of the Act is 40 replaced by the following:

(A) the period during which he or she is required by subsections 5(1.1) and

57. L'article 5.2 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 3

5.2 Les personnes visées à l'alinéa 5(1)c) 5(1)(c) who is engaged to work on average at 15 qui sont engagées pour travailler en moyenne 20 par semaine au moins douze heures ou le nombre d'heures hebdomadaires, inférieur à douze, fixé par règlement, peuvent, sous réserve des règlements, choisir de contribuer Account or the Public Service Pension Fund in 20 au compte de pension de retraite ou à la Caisse 25 de retraite de la fonction publique, de la manière prévue à l'article 5, à compter du premier jour du mois suivant celui du choix.

58. Le paragraphe 5.3(2) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit : 30

1992, ch. 46,

(2) Par dérogation à l'article 5, le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse Fund under that section in respect of the 30 de retraite de la fonction publique au titre de 35 cet article relativement à la période visée par ce choix.

59. (1) La division 6(1)a(i)(B) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(B) la période durant laquelle il est40 astreint, par les paragraphes 5(1.1) et (1.2), à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique,

(2) La division 6(1)a)(ii)(A) de la même 45 loi est remplacée par ce qui suit :

(A) la période durant laquelle il est astreint, par les paragraphes 5(1.1) et

(1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

1996, c. 18, s. 22(1)

(3) Clause 6(1)(a)(iii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) any period of service that may be counted by that contributor as pensionable service pursuant to paragraph 29(a) or subsection 35(2), 40(11), (11.1) or (13) or 40.2(9),

(4) Clause 6(1)(a)(iii)(D) of the Act is replaced by the following:

(D) any period of service in the Public Service before becoming a contributor under this Part during which he or she 15 contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in the manner and at the rates set out in subsections 5(1.1) and (1.2), if that service is service for which he or 20 she might have elected, under this Part or Part I of the *Superannuation Act* on subsequently becoming a contributor under those Parts, to pay, but for which he or she failed so to elect within the 25 time prescribed for elections, and

60. Paragraphs 7(1)(e) and (f) of the Act are replaced by the following:

- (e) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(B), an amount equal to 30 the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the 35 rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in 40 the manner and at the rates set out in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion.

(1.2), à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique,

(3) La division 6(1)a)(iii)(A) de la même 5 loi est remplacée par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 22(1)

(A) toute période de service que ce contributeur peut compter comme service ouvrant droit à pension selon l'alinéa 29a) ou les paragraphes 35(2), 40(11), (11.1) ou (13) ou 40.2(9),

(4) La division 6(1)a)(iii)(D) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(D) toute période de service passée dans la fonction publique avant de devenir contributeur sous le régime de 15 la présente partie, durant laquelle il a contribué au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique de la manière et aux taux indiqués aux paragraphes 5(1.1)20 et (1.2) si ce service est un service pour lequel, selon la présente partie ou la partie I de la Loi sur la pension de retraite, il aurait pu choisir de payer, lorsqu'il est devenu subséquemment 25 contributeur aux termes de ces parties, mais pour lequel il a omis de faire un choix dans le délai imparti à cette fin,

60. Les alinéas 7(1)e) et f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 30

- e) relativement à toute période spécifiée à la division 6(1)b)(iii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, pendant celle-ci, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à 40 cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragra-45 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

- (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that period or portion, and
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that period or portion.

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest:

- (f) in respect of any period specified in clause 6(1)(b)(iii)(C), (D), (E), (F) or (J), an amount equal to twice the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been 20 required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 25 period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), as it reads on December 30 31, 1999, in respect of that period or portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in 35 subsection 5(1.1), in respect of that period or portion, and
 - (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec-40 tion 5(1.2), in respect of that period or portion,

in respect of a salary at the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a 45 contributor under this Part, together with interest;

- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période 5 ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2),10 relativement à cette période ou à cette partie de période,
- à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente par-15 tie, avec les intérêts;
- f) relativement à toute période spécifiée aux divisions 6(1)b)(iii)(C), (D), (E), (F) ou (J), un montant égal au double de celui pour lequel il aurait été tenu de contribuer si, 20 pendant celle-ci, il avait été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragra-25 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 30 antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période 40 ou à cette partie de période,
 - (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2),45 relativement à cette période ou à cette partie de période,

61. (1) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (6):

Election after March 31. 2000

(6.1) For the purposes of subsections (6) and 39(2), an amount required to be paid by a March 31, 2000 shall be paid into the Public Service Pension Fund.

(2) Subsection 8(8) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

(8) When an amount payable by a contribu- 10 tor into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of death, that annum from the time when it became due. may be recovered, in accordance with the regulations, from any allowance payable under this Part to the survivor and children of recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of it, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account or paid into the Public Service purposes of the definition "return of contributions" in subsection 10(1), to have been paid into that Account or Fund by the contributor.

62. (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" 30 cessation en espèces » et « remboursement in subsection 10(1) of the Act are replaced by the following:

- "cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service computed on 35 the basis of the rate of salary authorized to be paid to the contributor
 - (a) at the time he or she ceases to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension 40 Fund, or

à l'égard d'un traitement au taux qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, avec les intérêts:

61. (1) L'article 8 de la même loi est 5 modifié par adionction, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

(6.1) Pour l'application des paragraphes (6) et 39(2), la somme que le contributeur est tenu contributor pursuant to an election made after 5 de payer par suite d'un choix exercé après le 10 31 mars 2000 doit être payée à la Caisse de retraite de la fonction publique.

Choix exercé après le 31 mars 2000

ment des

montants dus

(2) Le paragraphe 8(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(8) Lorsqu'un montant payable par un 15 Recouvrecontributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique movennant une retenue sur le traitement ou d'autre facon est devenu exigible amount, with interest at four per cent per 15 mais demeure impayé au moment de son 20 décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation the contributor, without prejudice to any other 20 payable, selon la présente partie, au survivant 25 et aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement. Tout montant ainsi recouvré doit être porté au crédit du compte de Pension Fund and shall be deemed, for the 25 pension de retraite ou versé à la caisse et est 30 censé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 10(1), avoir été versé à ce compte ou à cette caisse par le contributeur.

> 62. (1) Les définitions de « allocation de 35 de contributions », au paragraphe 10(1) de la même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

- « allocation de cessation en espèces » Mon-40 « allocation tant égal à un mois de traitement pour chaque année de service ouvrant droit à pension calculé sur la base du taux de traitement qu'on est autorisé à verser au contributeur :
 - a) soit au moment où il cesse de contri-45 buer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique;

de cessation en espèces » termination allowance'

"cash termination allowance' de cessation en espèces » (b) in the case of a contributor who continues to be employed in the Public Service after having ceased to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund pursuant to 5 subsection 5(1.1) or (1.2), at the time he or she ceases to be employed in the Public Service.

minus an amount equal to the amount by which

(c) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund up to the time he or she ceases to be employed in the Public 15 Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he or she had contributed on the basis of the rates set out in subsection 5(1) as it read on 20 December 31, 1965,

exceeds

(d) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pen-25 sion Fund up to the time he or she ceases to be employed in the Public Service, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

30

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, but not including any amount so paid pursuant to 35 subsection 24(6) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act,
- (b) any amount to his or her credit in the Retirement Fund that has been transferred to the Superannuation Account, 40 and
- (c) any amount paid by him or her into any other account or fund, together with

b) soit, dans le cas d'un contributeur qui demeure employé dans la fonction publique après avoir cessé de contribuer au compte de pension de retraite ou à la caisse en vertu des paragraphes 5(1.1) ou 5 (1.2), au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique,

moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa c) sur celui de l'alinéa d):

- c) le montant total que le contributeur aurait été requis de verser au compte de pension de retraite ou à la caisse jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique à l'exception des 15 intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés pour le service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux énoncés au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965;
- d) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte de pension de retraite ou à la caisse jusqu'au moment où il cesse d'être employé dans la fonction publique à l'exception des 25 intérêts ou des frais pour des paiements échelonnés pour le service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

a) du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, à l'exclusion d'une somme payée conformément au paragraphe 24(6) de la Loi sur 35 la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada;

b) de tout montant à son crédit qui a été transféré au compte de pension de retraite du Fonds de retraite;

c) de tout montant versé par lui à un autre compte ou caisse, avec intérêt, si intérêt il y a, qui a été transféré au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique,

« rembourse ment de contributions » "return of contribu-

"return of contributions" « remboursement de contributions » interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

to the extent that the amount remains to his or her credit in the Superannuation Account 5 or the Public Service Pension Fund, together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (9):

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la caisse, avec intérêt, le cas échéant, calculé conformément au paragraphe (9).

1996, c. 18, s. 25(2)

Duration of

payment, etc.

to survivor or

(2) Subsections 10(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

(3) When an annual allowance becomes payable under this Part to a survivor or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of 15 égales le mois écoulé et continuer, sous the month in which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate or 20 annuelle, et tout montant d'arriéré qui en succession of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

Capitaliza-

(4) When a person who is a contributor or survivor has become entitled under this Part to an annuity or annual allowance the amount of 25 partie, acquis un droit à une pension ou which would be less than two per cent of the Year's Maximum Pensionable Earnings within the meaning of subsection 11(3) in respect of the year in which the request is made, there may be paid to that person, on request by that 30 11(3) — applicable à l'année de la demande, person, to the Minister in writing within three months from the day on which written notice is sent by the Minister informing the person of the amount of the annuity or annual allowance, an amount determined in accordance 35 du montant de sa pension ou de son allocation with the regulations to be the capitalized value of the annuity or annual allowance, which payment shall be in lieu of any other benefit under this Part and Part III.

(3) Paragraph 10(5)(c) of the Act is 40 replaced by the following:

(c) if, without having exercised or been deemed to have exercised the option, he or she becomes re-employed in the Public

(2) Les paragraphes 10(3) et (4) de la 5 1996, ch. 18, par. 25(2) 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Durée du paiement. etc., au survivant ou à l'enfant

(3) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un survivant ou à un enfant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités 10 réserve des autres dispositions de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire décède ou cesse d'une autre facon d'être fondé à recevoir une allocation 15 demeure impayé à quelque moment après son décès doit être payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le 20 ministre.

Capitalisa-

(4) Lorsqu'une personne — contributeur ou survivant - a, en vertu de la présente allocation annuelle dont le montant est moins 25 élevé que celui qui correspond à deux pour cent du maximum des gains annuels ouvrant droit à pension — au sens du paragraphe il peut être versé à cette personne si elle en fait 30 la demande par écrit au ministre, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle celui-ci lui expédie un avis écrit l'informant annuelle, un montant déterminé d'après les 35 règlements comme étant la valeur capitalisée de cette pension ou allocation annuelle, lequel paiement doit tenir lieu de toute autre prestation prévue par la présente partie et la partie III. 40

(3) L'alinéa 10(5)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) si ce contributeur, n'ayant pas exercé l'option ou n'étant pas réputé l'avoir exercée, redevient employé dans la fonction 45 Service, he or she ceases to be entitled to exercise the option until the time that he or she ceases to be so re-employed, unless before that time he or she becomes a contributor under this Part, in which case 5 the period on which that benefit was based. except any such period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), shall be counted as pensionable service for the purposes of 10 subsection 6(1).

1996, c. 18, s. 25(3)

(4) Subsection 10(9) of the Act is replaced by the following:

Interest on

- (9) For the purposes of the definition "return of contributions" in subsection (1), interest shall be calculated in the manner that 15 the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regulations,
 - (a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1, 20 1997:
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph 44(1)(c), compounded quarterly, for any period on or after January 1, 1997 and before April 1, 2000; 25 and
 - (c) at the rates established in the regulations made under paragraph 42.1(1)(v.3), compounded quarterly, for any period beginning on or after April 1, 2000.

(5) Paragraph 10(10)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part or Part III is not capable of being surrendered or 35 commuted during the lifetime of that person except under subsection (4), section 13.01 and subsection 25(5) and any transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is null and void; and 40

1992, c. 46, s. 8(3)

1992, c. 46,

63. Subsection 11(8) of the Act is replaced by the following:

Computation of average annual salary

(8) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), any period of service during Service and is required to make contributions under any of subsections 5(3) to (4) is deemed

publique, il cesse d'être admissible à l'exercice de l'option jusqu'à ce qu'il cesse d'être ainsi employé de nouveau, sauf si avant cette date il devient contributeur selon la présente partie, auquel cas la période d'em- 5 ploi sur laquelle cette prestation était fondée - à l'exception de toute période semblable spécifiée à la division 6(1)a)(iii)(C) ou (E) — doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application 10 du paragraphe 6(1).

(4) Le paragraphe 10(9) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 25(3)

(9) Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », au para-15 graphe (1), l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés conformément aux règlements :

ment de

- a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure 20 au 1er janvier 1997;
- b) aux taux fixés par les règlements d'application de l'alinéa 44(1)c), composé trimestriellement, pour toute période commencant le 1er janvier 1997 ou après cette date 25 et se terminant avant le 1er avril 2000;
- c) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 42.1(1)v.3), composé trimestriellement, pour toute période postérieure au 31 mars 2000. 30

(5) L'alinéa 10(10)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

b) les prestations auxquelles un contributeur, un survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou de la partie III, 35 ne peuvent faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause, sauf au titre du paragraphe (4), de l'article 13.01 ou du paragraphe 25(5); toute opération en ce sens est nulle; 40

63. Le paragraphe 11(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 8(3)

(8) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), toute période de service which a person is employed in the Public 45 pendant laquelle une personne est employée 45 moyen dans la fonction publique et est astreinte à verser des contributions au titre de l'un des

annuel

to be a period of pensionable service to the credit of that person.

64. (1) The portion of paragraph 12(1)(a)of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, or ceases to be employed in the Public Service by reason of having become disabled, he or she is entitled, at his or her 10 option, to

(2) The portion of paragraph 12(1)(b) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(b) if the contributor ceases to be employed 15 in the Public Service, not having reached sixty years of age, for any reason other than disability, he or she is entitled, at his or her option, to

(3) Subsection 12(1) of the Act is amended 20 by adding the word "and" at the end of paragraph (b), by striking out the word "and" at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

(4) Paragraph 12(2)(b) of the Act is 25 replaced by the following:

(b) having to the contributor's credit more than thirty-three years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind described in subsection 5(5), has to the 30 contributor's credit less than two years of pensionable service;

(5) Subsection 12(4) of the Act is replaced by the following:

(4) On the death of a contributor who, at the 35 time of death, was entitled under subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the 40 admissibles aux allocations suivantes, calcubasis of the product obtained by multiplying the average annual salary of the contributor during the period applicable, as specified in subsection 11(1) or elsewhere in this Part for the purposes of that subsection, by the number 45 of years of pensionable service to his or her

paragraphes 5(3) à (4) est réputée une période de service ouvrant droit à pension, au crédit de cette personne.

64. (1) Le passage de l'alinéa 12(1)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est 5 5 remplacé par ce qui suit :

a) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique après avoir atteint l'âge de soixante ans ou s'il cesse d'être employé dans la fonction publique parce qu'il est devenu 10 invalide, il a droit, à son gré, de recevoir :

(2) Le passage de l'alinéa 12(1)b) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

b) s'il cesse d'être employé dans la fonction 15 publique, sans avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité, il a droit, à son gré, de recevoir :

(3) L'alinéa 12(1)d) de la même loi est abrogé. 20

(4) L'alinéa 12(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) ayant à son crédit plus de trente-trois années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de 25 pension d'un genre visé au paragraphe 5(5), compte à son crédit moins de deux années de service ouvrant droit à pension;

(5) Le paragraphe 12(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

(4) Au décès d'un contributeur qui, au moment de son décès, avait droit de recevoir, selon le paragraphe (1), une pension immédiate, une pension différée ou une allocation annuelle, son survivant et ses enfants sont 35 lées sur la base du produit obtenu par multiplication du traitement annuel moyen du contributeur pour la période applicable, spécifié au paragraphe 11(1), ou ailleurs dans la présente40 partie pour l'application de ce paragraphe, par le nombre d'années de service ouvrant droit à

Allocation au survivant et aux enfants

1996, ch. 18,

par. 28(2)

Allowance to survivor and children

1996, c. 18,

s. 28(2)

credit, one one-hundredth of the product so obtained being referred to in this subsection as the "basic allowance":

- (a) in the case of the survivor, an immediate annual allowance equal to the basic allow- 5 ance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is 10 dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, two-fifths of the basic allowance.

but the total amount of the allowances paid unof the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, eight-fifths of the basic allowance.

pension qu'il a à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé l'« allocation de base »:

- a) dans le cas du survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à 5 l'allocation de base:
- b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans 10 laisser de survivant ou si ce dernier est décédé ou n'est admissible à aucune allocation au titre de la présente partie, aux deux cinquièmes de l'allocation de base.
- der paragraph (b) shall not exceed four-fifths 15 L'ensemble des allocations versées en vertu 15 de l'alinéa b) ne peut excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est mort ou n'est admissi-20 ble à aucune allocation au titre de la présente 20 partie, les huit cinquièmes de l'allocation de

base.

1996, c. 18, s. 28(3)

(6) Subsections 12(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

Allowance

(6) Notwithstanding subsection (8), on the death of a contributor who at the time of death was a contributor described in paragraph 25 était un contributeur décrit à l'alinéa (2)a) ou (2)(a) or (b), the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the contributor, immediately prior to death, become entitled 30 décès, était devenu admissible selon le paraunder subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance.

Allowance

(7) On the death of a contributor who has, after having reached the age of forty-five years, received an amount as a cash termina-35 tion allowance or as a return of contributions in respect of pensionable service prior to October 1, 1967, but who continued, on receiving the cash termination allowance or return of contributions, to have to his or her 40 cette allocation de cessation en espèces ou de credit pensionable service after September 30, 1967 of less than five years, the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (4) had the 45 survivant et les enfants de ce contributeur ont contributor, immediately before death, be-

(6) Les paragraphes 12(6) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 18. par. 28(3)

- (6) Malgré le paragraphe (8), au décès d'un 25 Allocation contributeur qui, au moment de son décès, b), son survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles en vertu du paragraphe (4) si 30 le contributeur, immédiatement avant son graphe (1) à une pension immédiate, à une pension différée ou à une allocation annuelle.
- (7) Au décès d'un contributeur qui, après 35 Allocation avoir atteint l'âge de quarante-cinq ans, a reçu une somme à titre d'allocation de cessation en espèces ou de remboursement de contributions relativement à du service ouvrant droit à pension effectué antérieurement au 1er octo-40 bre 1967, mais a continué, après réception de ce remboursement de contributions, de compter à son crédit une période de service ouvrant droit à pension, postérieurement au 30 sep-45 tembre 1967, de moins de cinq ans, le droit aux allocations annuelles auxquelles ils

come entitled under subsection (1) to an immediate annuity, a deferred annuity or an annual allowance.

Lump sum payment to survivor and

(8) Subject to subsection (7), on the death of a contributor who, not having been a contribu- 5 d'un contributeur qui, n'ayant pas été contritor under Part I of the Superannuation Act immediately before January 1, 1954, or, having been a contributor under that Act at that time but not having continued to be without interruption after that date, was employed in the Public Service at the time of the contributor's death, having to the contributor's credit less than two years of pensionable contributor, in any case where the contributor died leaving a survivor or a child less than eighteen years of age, are entitled, jointly, to a death benefit equal to a return of contributions. 20

auraient eu droit en vertu du paragraphe (4) si le contributeur était devenu admissible en vertu du paragraphe (1), immédiatement avant son décès, à une pension immédiate, à une pension différée ou à une allocation 5 annuelle.

(8) Sous réserve du paragraphe (7), au décès buteur selon la partie I de la Loi sur la pension de retraite immédiatement avant le 1er janvier 10 1954, ou, l'ayant alors été mais n'étant pas demeuré employé dans la fonction publique employed in the Public Service substantially 10 sans interruption sensible par la suite, s'y trouvait employé au moment de son décès avec, à son crédit, moins de deux ans de 15 service ouvrant droit à pension, son survivant et ses enfants ont droit conjointement à un service, the survivor and children of the 15 remboursement de contributions, à titre de prestation consécutive au décès, dans chaque cas où le contributeur est décédé en laissant un 20 survivant ou un enfant âgé de moins de dix-huit ans.

Paiement global au survivant et

1996, c. 18, s. 30(1)

65. (1) Paragraph 13(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) if the contributor ceases to be employed in the Public Service, having reached sixty years of age, the contributor is entitled to an 25 immediate annuity;

(2) Paragraph 13(1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) if he or she ceases to be employed in the Public Service, not having reached sixty 30 years of age, for any reason other than disability, he or she is entitled to,
 - (i) if at the time he or she ceases to be so employed he or she has reached fifty-five years of age and has to his or her credit 35 not less than thirty years of pensionable service, an immediate annuity, or
 - (ii) in any other case, at his or her option
 - (A) a deferred annuity.
 - (B) if at the time he or she ceases to be 40 so employed he or she has reached fifty years of age and has to his or her credit not less than twenty-five years of pensionable service, an annual allow-

65. (1) L'alinéa 13(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 30(1)

a) s'il cesse d'être employé dans la fonction 25 publique après avoir atteint l'âge de soixante ans, il a droit de recevoir une pension immédiate:

(2) L'alinéa 13(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 30

- c) s'il cesse d'être employé dans la fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge de soixante ans, pour toute raison autre que l'invalidité, il a droit de recevoir :
 - (i) si au moment où il cesse d'être ainsi 35 employé il a atteint l'âge de cinquantecinq ans et compte à son crédit trente années au moins de service ouvrant droit à pension, une pension immédiate,
 - (ii) dans tout autre cas, à son gré: 40
 - (A) une pension différée,
 - (B) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante ans et compte à son crédit vingt-cinq années au moins de service 45 ouvrant droit à pension, une allocation

ance, payable immediately on his or her exercising his or her option, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying five 5 per cent of the amount of that annuity by

- (I) fifty-five minus his or her age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time he or she exercises 10 his or her option, or
- (II) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or her credit.

whichever is the greater,

- (C) if at the time he or she ceases to be so employed he or she has reached fifty-five years of age, has been employed in the Public Service for a 20 period of or for periods totalling at least ten years and does not voluntarily retire from the Public Service, an annual allowance, payable immediately on his or her so ceasing to be 25 employed, equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying
 - (I) five per cent of the amount of that 30 annuity

by

(II) thirty minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or 35 her credit.

except that in any such case the whole or any part of the reduction provided for by this clause may be waived by the Treasury Board, or 40

- (D) an annual allowance, payable
 - (I) immediately on his or her exercising his or her option, in the case of a contributor fifty or more years of age, or

 45

annuelle payable immédiatement, lors de l'exercice de son option, et égale au montant de la pension différée mentionnée à la division (A) diminué du plus grand des deux produits obtenus 5 en multipliant cinq pour cent du montant de cette pension :

- (I) soit par cinquante-cinq moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au 10 moment où il exerce son option,
- (II) soit par trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit, 15
- (C) si au moment où il cesse d'être ainsi employé il a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, a été employé dans la fonction publique pendant une durée de dix ans au moins répartie sur 20 une ou plusieurs périodes et ne quitte pas volontairement la fonction publique, une allocation annuelle payable immédiatement, à la cessation de son emploi, égale au montant de la pension 25 différée mentionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant :
 - (I) cinq pour cent du montant de cette pension 30

par

(II) trente moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

35

sauf que, dans un cas de ce genre, le Conseil du Trésor peut renoncer au droit d'effectuer en totalité ou en partie la diminution prévue par la présente division, 40

- (D) une allocation annuelle payable:
 - (I) immédiatement, lors de l'exercice de son option, dans le cas d'un contributeur âgé de cinquante ans ou plus,
 - (II) dès qu'il aura atteint l'âge de cinquante ans, dans le cas d'un

(II) on his or her reaching fifty years of age, in the case of a contributor who exercises his or her option when he or she is less than fifty years of age,

which allowance shall be equal to the amount of the deferred annuity referred to in clause (A) reduced by the product obtained by multiplying

(III) five per cent of the amount of 10 that annuity

by

(IV) sixty minus his or her age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the time the allowance 15 becomes payable; and

(3) Subsection 13(1) of the Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (c), by striking out the word "and" at the end of paragraph (d) and by 20 repealing paragraph (e).

1996, c. 18, (4) Subsections 13(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

> (2) On the death of a contributor who, at the (1) to an immediate annuity or a deferred annuity, or to an annual allowance payable immediately or on reaching fifty years of age, the survivor and children of the contributor are as described in paragraphs 12(4)(a) and (b)and subject to the limitations set out in subsections 12(4) and (5).

Allowance to survivor and

s. 30(3)

Allowance to

survivor and

(3) On the death of a contributor who was death, having to the contributor's credit two or more years of pensionable service, the survivor and children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would the contributor, immediately before the contributor's death, become entitled under subsection (1) to an immediate annuity or a deferred annuity or an annual allowance years of age.

(5) Subsection 13(7) of the Act is repealed.

contributeur qui exerce une option lorsqu'il est âgé de moins de cinquante ans.

laquelle allocation doit être égale au montant de la pension différée men- 5 tionnée à la division (A) diminué du produit obtenu en multipliant:

(III) cinq pour cent du montant de cette pension

par

10

(IV) soixante moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où l'allocation devient payable;

(3) L'alinéa 13(1)e) de la même loi est 15 abrogé.

(4) Les paragraphes 13(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1996, ch. 18, par. 30(3)

Allocation an

survivant et

aux enfants

(2) Au décès d'un contributeur qui, au time of death, was entitled under subsection 25 moment du décès, avait droit, d'après le 20 paragraphe (1), d'obtenir une pension immédiate ou une pension différée, ou une allocation annuelle payable immédiatement ou lorsqu'il atteint l'âge de cinquante ans, son entitled to an annual allowance respectively, 30 survivant et ses enfants ont droit, respective-25 ment, à une allocation annuelle décrite aux alinéas 12(4)a) et b), sous réserve des restrictions indiquées aux paragraphes 12(4) et (5).

Allocations au survivant

(3) Au décès d'un contributeur qui était employed in the Public Service at the time of 35 employé dans la fonction publique au moment 30 et aux enfants de son décès et qui comptait à son crédit au moins deux années de service ouvrant droit à pension, son survivant et ses enfants ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auhave been entitled under subsection (2) had 40 raient été admissibles selon le paragraphe (2),35 si le contributeur, immédiatement avant son décès, avait acquis, aux termes du paragraphe (1), le droit de recevoir une pension immédiate ou une pension différée ou une allocation payable immediately or on reaching fifty 45 annuelle payable immediatement ou lorsque 40 l'âge de cinquante ans est atteint.

> (5) Le paragraphe 13(7) de la même loi est abrogé.

1996, ch. 18. par. 30(4)

1996, c. 18, s. 30(4)

1996 c 18. s. 31

66. Paragraph 13.03(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) a payment has been made into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund pursuant to an agreement 5 entered into under section 40 or 40.2, and

66. L'alinéa 13.03(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. art. 31

a) un paiement a été fait au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique pour cette période 5 conformément à un accord conclu en vertu de l'article 40 ou 40.2:

1992, c. 46. s. 10

When

employment

otherwise than

67. Subsection 13.1(4) of the Act is replaced by the following:

Revocation of (4) If a contributor who makes an election employed in the Public Service and required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension

Fund, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the 15 conformément aux règlements.

regulations.

68. (1) The portion of subsection 17(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

17. (1) When an air traffic controller 20 employed in operational service on or after April 1, 1976 ceases otherwise than voluntarily to be employed in that service for any reason, the following provisions apply:

67. Le paragraphe 13.1(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 10

(4) Le choix effectué par le contributeur est, 10 Révocation under subsection (1) is subsequently re-10 si celui-ci redevient employé dans la fonction publique et est alors tenu, en vertu de l'article 5, de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, réputé révoqué à la date précisée 15

> 68. (1) Le passage du paragraphe 17(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

17. (1) Les dispositions suivantes s'appli-20 Cessation quent au contrôleur de la circulation aérienne employé dans le service opérationnel le 1er avril 1976 ou après cette date qui cesse involontairement d'être employé dans le service opérationnel:

(2) Subsection 17(5) of the Act is re-25 pealed.

69. Section 19 of the Act is replaced by the following:

19. Subject to subsection 5(6), every person employed in operational service and required 30 paragraphes 5(3) à (4), toute personne qui est to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) or (1.2) is, except in the circumstances described in subsections 5(3) to (4), required to contribute to the Superannua-35 à la Caisse de retraite de la fonction publique, tion Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise, in addition to any other amount required under this Act, two per cent of his or her salary.

(2) Le paragraphe 17(5) de la même loi est abrogé.

69. L'article 19 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

19. Sauf dans les circonstances visées aux 30 Obligation du employée dans le service opérationnel et qui, au titre des paragraphes 5(1.1) ou (1.2), est tenue, sous réserve du paragraphe 5(6), de contribuer au compte de pension de retraite ou 35 par retenue sur le traitement ou d'autre manière, doit payer une contribution de deux pour cent de son traitement, en sus de toute autre somme exigée par la présente loi.

aérienne de supplémen-

70. (1) The portion of subsection 20(1) of 40the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

70. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Additional air traffic

Contributions

pour service

accompagné

d'un choix

Contributions for elective service

20. (1) Operational service occurring on or after April 1, 1976 for which an election pursuant to section 6 has been made by a contributor or that may be counted by a contributor as pensionable service pursuant to subsection 40(11) or (11.1) may not be counted as operational service that is pensionable service for the purposes of sections 16 and 17 unless

(2) Paragraph 20(1)(b) of the Act is 10 replaced by the following:

(b) the contributor, at any time after he or she becomes employed in operational service but before he or she ceases to be employed in the Public Service, further 15 elects to pay to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that operational service an amount equal to the amount he or she would have been required to contribute had he or 20 she, during that period, been required to contribute, at the rate of two per cent of his or her salary, together with interest within the meaning of subsection 7(2).

71. Section 21 of the Act is replaced by the 25 following:

21. If an air traffic controller is entitled to a benefit under section 16 or subsection 17(1). and if he or she becomes re-employed in the Public Service without having exercised an 30 employés de nouveau dans la fonction publioption under section 16 or subsection 17(1) and is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, he or she ceases to be entitled to exercise the option until the time that he or she 35 cessent d'être admissibles à l'exercice de cette ceases to be so re-employed.

72. (1) The portion of subsection 22(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

22. (1) If an air traffic controller who is 40 receiving an annuity or an annual allowance under section 16 or subsection 17(1) or (5) is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund on being re-employed in the Public Service

20. (1) Le service opérationnel débutant le 1^{er} avril 1976 ou après cette date pour lequel un contributeur a exercé un choix en vertu de l'article 6, ou qui peut être compté par un contributeur comme service ouvrant droit à 5 pension conformément aux paragraphes 40(11) ou (11.1), ne peut être compté comme service opérationnel ouvrant droit à pension pour l'application des articles 16 et 17, sauf si. selon le cas:

(2) L'alinéa 20(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) le contributeur, à un moment quelconque après avoir été employé dans le service opérationnel, mais avant d'avoir cessé 15 d'être employé dans la fonction publique, choisit en outre de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, au titre de ce service opérationnel, pour un montant égal 20 au montant de la contribution exigée si, au cours de cette période, il avait été tenu de contribuer au taux de deux pour cent de son traitement, avec les intérêts au sens du paragraphe 7(2).

71. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. Les contrôleurs de la circulation aérienne ayant droit à la prestation visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1) qui deviennent 30 que sans avoir exercé l'option visée à l'article 16 ou au paragraphe 17(1), et qui sont tenus de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, 35 option tant qu'ils sont ainsi employés de nouveau.

72. (1) Le passage du paragraphe 22(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est rem-40 placé par ce qui suit :

22. (1) Lorsque les contrôleurs de la circulation aérienne recevant une pension ou une allocation annuelle en vertu de l'article 16 ou des paragraphes 17(1) ou (5) sont tenus de 45 contribuer au compte de pension de retraite ou 45 à la Caisse de retraite de la fonction publique, en étant employés de nouveau dans la fonction publique:

Option

Option

Option

Option

1992, c. 46,

pension plan

Special

(2) Paragraph 22(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund 5 to his or her credit at any time before the time when he or she became so reemployed; and

(3) Paragraph 22(2)(b) of the English version of the Act is replaced by the 10 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10 following:

(b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him or her.

73. Section 24.2 of the Act is replaced by the following:

24.2 Any person who is employed in operational service by the Correctional Service of Canada on or after March 18, 1994 and who is required by subsection 5(1.1) or (1.2)to contribute to the Superannuation Account 20 5(1.1) ou (1.2), sont tenues de contribuer au or the Public Service Pension Fund is entitled, at the person's option on ceasing to be employed in the Public Service, in respect of the operational service that is pensionable service to the credit of that person, to an 25 tionnel qui constitue du service ouvrant droit immediate annuity or annual allowance calculated in the manner prescribed by the regulations, in the circumstances and subject to the terms and conditions prescribed by those regulations, in lieu of any benefit to which that 30 ci prévoient, en remplacement des autres person is otherwise entitled under subsection 13(1) in respect of that service.

74. Subsection 24.4(1) of the Act is replaced by the following:

24.4 (1) Subject to subsections (2) and 5(6), 35 every person who is employed in operational service by the Correctional Service of Canada on or after March 18, 1994 and who is required by subsection 5(1.1) or (1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public 40 ou (1.2), est tenue de contribuer au compte de Service Pension Fund is, except in the circumstances described in subsections 5(3) to (4), required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund by reservation from salary or otherwise, in 45 autrement, une contribution s'élevant à un addition to any other amount required under this Act, any percentage of the person's salary that is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

(2) L'alinéa 22(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé à son crédit au compte de pension de retraite ou 5 à la Caisse de retraite de la fonction publique en tout temps avant le moment où il est ainsi devenu employé de nouveau;

(3) L'alinéa 22(2)b) de la version anglaise

(b) the benefit referred to in subsection (1) shall be restored to him or her

73. L'article 24.2 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 12

pension

spécial

24.2 Les personnes qui, le 18 mars 1994 ou 15 Régime de après cette date, sont employées dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu des paragraphes compte de pension de retraite ou à la Caisse de 20 retraite de la fonction publique peuvent choisir, lors de la cessation de leur emploi dans la fonction publique, à l'égard du service opéraà pension porté à leur crédit, une pension 25 immédiate ou une allocation annuelle calculée en conformité avec les règlements, dans les circonstances et aux conditions que ceuxprestations auxquelles elles ont droit, en vertu 30 du paragraphe 13(1), au titre de ce service.

74. Le paragraphe 24.4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 12

24.4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 5(6), la personne qui, le 18 mars 1994 ou après 35 cette date, est employée dans le service opérationnel du Service correctionnel du Canada et qui, en vertu des paragraphes 5(1.1) pension de retraite ou à la Caisse de retraite de 40 la fonction publique doit, sauf dans les circonstances visées aux paragraphes 5(3) à (4), y payer, par retenue sur le traitement ou pourcentage de son traitement fixé par les 45 règlements ou déterminé selon les modalités prévues par ceux-ci, en sus de toute autre somme exigée au titre de la présente loi.

1992, c. 46, s. 12

Additional amount to be contributed

1992, c. 46,

75. Section 25 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

75. L'article 25 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit:

1992 ch 46 art 13

Payments to Survivors. Children and Other Beneficiaries

Lump sum payments

- 25. (1) Where, in this Part, it is provided that the survivor and children of a contributor are total amount of the return shall be paid to the survivor except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the 10 payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less 15 than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in the shares 20 that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct;
 - (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death 25 of the contributor are living apart from the survivor at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the survivor and the children so living apart in the shares that the Minister considers equi- 30 table and proper under the circumstances. or to the survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
 - (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is 35 to be made the survivor is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount 40 shall be paid
 - (i) if the contributor named his or her estate or succession as beneficiary or named another beneficiary under Part II

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

25. (1) Quand, dans la présente partie, il est prévu que le survivant et les enfants d'un 5 globale entitled jointly to a return of contributions, the 5 contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions, le montant total doit en être payé au survivant, sauf que :

Paiements en une somme

- a) si, au moment du décès du contributeur, tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans 10 ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales;
- b) si, au moment du décès du contributeur. 15 l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant est mort ou il est introuvable, le montant 20 total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre ordonne: 25
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au moment du décès du contributeur vivent séparés du survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total doit être versé au survivant et 30 aux enfants vivant ainsi séparés de celui-ci. selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au survivant ou à l'un ou plusieurs des enfants vivant ainsi séparés de 35 celui-ci, selon ce que le ministre ordonne;
- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé40 sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont morts ou introuvables, le montant total doit être versé:

and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and

- (ii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister 5 may direct.
- (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si le bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
- (ii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordonne.

Apportiontwo survivors

- (2) If there are two survivors of a contributor, the share of the total amount to be paid to the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 3(1) and 10 the share to be paid to the survivor referred to in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.
- (2) S'il y a deux survivants, la part du 10 Répartition montant total à payer au survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 3(1) et celle à payer au survivant visé à l'alinéa b) de cette définition sont payées selon ce que le ministre ordonne.

s'il v a deux survivants

Share may be

- (2.1) Nothing in subsection (2) is to be read as limiting the Minister's power to direct that 15 au pouvoir du ministre de décider que la part the share of one or other of the survivors under that subsection is nil.
 - (2.1) Le paragraphe (2) ne porte pas atteinte d'un survivant est nulle.

ministre

Allowances

- (3) When a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under than eighteen years of age, be made to the person having custody and control of the child, or, if there is no person having custody and control of the child, to the person whom the Minister may direct.
- (3) Lorsqu'un enfant d'un contributeur a droit à une allocation annuelle ou à un autre 20 this Part, payment of it shall, if the child is less 20 montant sous le régime de la présente partie, le versement doit en être fait, si l'enfant a moins de dix-huit ans, à la personne ayant la garde de l'enfant et investie de l'autorité sur celui-ci, ou, si personne n'a la garde de 25 25 l'enfant et n'est investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne que peut indiquer le

Person

- (4) For the purposes of this Part, when a person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with the contributor for at least one year immediately before the death of the contributor, the 30 depuis au moins un an. person is considered to be the survivor of the contributor.
- (4) Pour l'application de la présente partie, a la qualité de survivant la personne qui établit 30 survivant que, au décès du contributeur, elle cohabitait avec lui dans une union de type conjugal

Personne

be married

- (4.1) For the purposes of this Part, when a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with 35 qu'il était marié à une personne avec qui il whom the contributor had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the contributor on the day established as being the 40 commencé. day on which the cohabitation began.
 - (4.1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors 35 mariée avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée s'être mariée au contributeur à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a40

When survivor not annual allowance waiver

- (5) A survivor is not entitled to receive an annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (6).
- (5) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il y renonce irrévocablement par écrit au titre du paragraphe (6).

n'ayant pas droit à une allocation annuelle renonciation

Validité de la

renonciation

Permitted waivers

- (6) A survivor may make an irrevocable waiver in writing only if it results in
- (6) Le survivant ne peut renoncer à l'alloca-5 tion que si, selon le cas:
- (a) an increase in the allowance payable to
- a) la renonciation a pour effet d'augmenter le montant de l'allocation payable à un enfant au titre de l'alinéa 12(4)b);
- (b) a benefit being paid under section 27.

a child under paragraph 12(4)(b); or

b) il en résulte le versement d'une prestation au titre de l'article 27. 10

Time for waiver

(7) A waiver must be made no later than three months after the survivor is notified of 10 tard trois mois après que le survivant a été his or her entitlement to an allowance under this Act and takes effect as of the date of the death of the contributor.

(7) La renonciation doit être faite au plus avisé de son droit de recevoir une allocation. Elle prend effet à la date du décès du contributeur. 15

When survivor not benefits criminal responsibility for death

(8) A survivor is not entitled to receive any contributor when the contributor dies and the survivor is found criminally responsible for

(8) Le survivant n'a droit à aucune prestacontributeur si, après le décès de celui-ci, il est tenu criminellement responsable de sa mort.

benefit under this Act with respect to the 15 tion au titre de la présente loi relativement au the death.

Survivant n'avant droit à aucune prestation responsabilité criminelle

Délai

When survivor not to receive annual allowance missing survivor

(9) A survivor is not entitled to receive an annual allowance when the contributor dies if 20 ministre que, au décès du contributeur, le it is established to the satisfaction of the Minister that the survivor cannot be found.

(9) S'il est établi à la satisfaction du 20 survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit à une allocation annuelle.

allocation annuelle survivant introuvable Répartition

Survivant

n'ayant pas

droit à une

Apportionment of allowance when two survivors

- (10) When an annual allowance is payable under paragraph 12(4)(a) or subsection 13(2) the total amount of the annual allowance shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 3(1) is entitled to receive the proportion of 30 the annual allowance that the total of the number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the contributor and the number of years that he or she cohabited with the contributor in a 35 relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors; and
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the 40 proportion of the annual allowance that the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a

- (10) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 12(4)a) ou du paragraphe 25 and there are two survivors of the contributor, 25 13(2) à deux survivants, le montant total de celle-ci est ainsi réparti :
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 3(1) a droit à une part de l'allocation en 30 proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec le contributeur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabi-35 tation des survivants avec celui-ci dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;
 - b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation 40 en proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec le contributeur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont

du montant l'allocation s'il y a deux

survivants

conjugal nature bears to the total number of years that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature.

cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

Years

(11) In determining a number of years for 5 the purposes of subsection (10), part of a year shall be counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is less.

(11) Pour le calcul des années au titre du paragraphe (10), une partie d'année est comptée comme une année si elle est égale ou 5 supérieure à six mois; elle n'est pas prise en compte dans le cas contraire.

Death, etc. of one of the survivors

(12) When one of the survivors referred to 10 in subsection (10) dies or is not entitled to receive a benefit under this Act when the contributor dies, the portion of the annual allowance that would have been payable to the survivor who died or is not entitled shall be 15 paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

(12) Si l'un des survivants visés au paragraphe (10) décède ou n'a droit à aucune prestation au titre de la présente loi au décès 10 du contributeur, sa part de l'allocation annuelle est versée à l'autre survivant.

Louire survivant

1992, c. 46, s. 14

76. (1) Subsection 26(1) of the Act is replaced by the following:

76. (1) Le paragraphe 26(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art 14

après la

Marriage, etc. retirement

26. (1) Subject to section 13.1 but notwith-20 standing any other provision of this Part, the survivor of a contributor is not entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part if that contributor married the in a relationship of a conjugal nature after having become entitled under this Part to an annuity or annual allowance, unless, after the marriage, or after the beginning of the period continued to be a contributor under this Part.

26. (1) Sous réserve de l'article 13.1, mais 15 Mariage nonobstant les autres dispositions de la présente partie, le survivant d'un contributeur n'a droit à aucune allocation annuelle à l'égard de ce dernier au titre de la présente partie si le survivor or began to cohabit with the survivor 25 mariage ou le début de la cohabitation dans 20 une union de type conjugal est postérieur à l'acquisition par cette personne du droit, en vertu de cette partie, à une pension ou à une allocation annuelle, à moins que, par la suite, of cohabitation, the contributor became or 30 le contributeur ne soit devenu ou demeuré 25 contributeur selon la même partie.

(2) Subsection 26(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 26(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Death within one year after marriage

(3) Notwithstanding anything in this Part, when a contributor dies within one year after 35 présente partie, lorsqu'un contributeur décède 30 marriage, no annual allowance is payable to the survivor of the contributor or the children of that marriage unless it is established to the satisfaction of the Minister that the contributor was at the time of the marriage in such a 40 contributeur jouissait à l'époque de son maria-35 condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage.

(3) Malgré les autres dispositions de la dans un délai d'un an après son mariage, l'allocation annuelle n'est payable à son survivant ou aux enfants de ce mariage que s'il est établi, à la satisfaction du ministre, que le ge d'un état de santé lui permettant d'espérer vivre encore au moins un an par la suite.

un délai d'un an après le

(3) Subsection 26(6) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 26(6) de la même loi 45 est remplacé par ce qui suit :

Transitional

- (6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being the survivor of a female contributor unless the contributor, on or after 2000, was
 - (a) employed in the Public Service; and
 - (b) required by subsection 5(1) to contribute to the Superannuation Account.

Section 2 does not apply in respect of this sub- 10 section.

Transitional

- (7) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being the survivor of a female contributor unless the contributor, on or after 15 raison du fait qu'il est le survivant d'une January 1, 2000, was
 - (a) employed in the Public Service; and
 - (b) required by subsections 5(1.1) or (1.2) to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.

Section 2 does not apply in respect of this subsection.

1989, c. 6,

77. Section 26.1 of the Act is repealed.

78. (1) Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

Minimum benefits

27. (1) If, on the death of a contributor who was not required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in the period that began on or after December 20, 1975 and that ends on December 31,30 débutant le 20 décembre 1975 ou après cette 1999 — or who was not required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) or (1.2) on or after January 1, 2000 — there is no person to whom an allowance provided in 35 publique au titre des paragraphes 5(1.1) ou this Part may be paid, or if the persons to which that allowance may be paid die or cease to be entitled to that allowance and no other amount may be paid to them under this Part, any amount by which the amount of a return 40 of contributions exceeds the aggregate of all amounts paid to those persons and to the contributor under this Part and the Superan-

- (6) Malgré les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en raison du fait qu'il est le survivant d'une December 20, 1975 but before January 1, 5 contributrice, sauf si elle était à la fois, le 20 5 décembre 1975 ou après cette date, mais avant le 1er janvier 2000 :
 - a) employée dans la fonction publique;
 - b) tenue par le paragraphe 5(1) de contribuer au compte de pension de retraite. 10

L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragraphe.

(7) Malgré les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en 15 contributrice, sauf si elle était à la fois, le 1er janvier 2000 ou après cette date :

a) employée dans la fonction publique;

b) tenue par les paragraphes 5(1.1) ou (1.2)20 de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique.

L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du pré-25 sent paragraphe.

77. L'article 26.1 de la même loi est abrogé.

1989, ch. 6, art. 5

78. (1) Le paragraphe 27(1) de la même 25 loi est remplacé par ce qui suit :

27. (1) Quand, au décès d'un contributeur 30 Prestations qui n'était pas astreint à verser une contribution au compte de pension de retraite au titre du paragraphe 5(1) au cours de la période date et se terminant le 31 décembre 35 1999 — ou qui n'était pas astreint à verser une contribution au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction (1.2) le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date —,40 il n'y a personne à qui une allocation prévue par la présente partie puisse être versée, ou quand les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être 45 versé en vertu de la présente partie, tout

excédent du montant d'un remboursement de

Disposition transitoire

Disposition

Minimum

nuation Act shall be paid, as a death benefit, to the contributor's estate or succession or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

contributions sur l'ensemble des sommes versées à ces personnes et au contributeur sous le régime de la présente partie et de la Loi sur la pension de retraite doit être versé, à titre de prestation consécutive au décès, à la succes- 5 sion du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordon-

(2) The portion of subsection 27(2) of the 5 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) If, on the death of a contributor who was required to contribute to the Superannuation Account under subsection 5(1) in the period 10 compte de pension de retraite au titre du that began on or after December 20, 1975 and that ends on December 31, 1999 - or who was required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 5(1.1) or (1.2) on or 15 compte de pension de retraite ou à la Caisse de after January 1, 2000 — there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or if the persons to whom that allowance may be paid die or cease to be entitled to that allowance and no other amount 20 may be paid to them under this Part, an amount equal to the amount by which

79. Paragraphs 29(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) if that person is re-employed in the 25 Public Service and becomes a contributor under this Part, whatever right or claim that he or she may have to the annuity, annual allowance or adjusted annual allowance shall be terminated without delay, but the 30 period of service on which the benefit was based, except any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), may be counted by that person as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), except that if 35 that person, on ceasing to be so reemployed, exercises his or her option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions, 40 the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund to

(2) Le passage du paragraphe 27(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 10 par ce qui suit :

(2) Quand, au décès d'un contributeur qui était astreint à verser une contribution au paragraphe 5(1) au cours de la période débu-15 tant le 20 décembre 1975 ou après cette date et se terminant le 31 décembre 1999 - ou qui était astreint à verser une contribution au retraite de la fonction publique au titre des 20 paragraphes 5(1.1) ou (1.2) le 1^{er} janvier 2000 ou après cette date -, il n'y a personne à qui une allocation prévue par la présente partie puisse être versée, ou quand les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent 25 ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé en vertu de la présente partie, un montant égal à la fraction :

79. Les alinéas 29a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient un contributeur selon la présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut avoir à cette pension, allocation annuelle ou allocation 35 annuelle ajustée, cesse immédiatement, mais la période de service sur laquelle cette prestation reposait - à l'exception de toute pareille période mentionnée aux divisions 6(1)a)(iii)(C) ou (E) — peut être 40 comptée par cette personne comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), sauf que, si cette personne, dès qu'elle cesse d'être ainsi employée de nouveau, exerce son option en 45 vertu de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a pas droit, d'après la présente partie, à une prestation autre qu'un remboursement de

Prestations

his or her credit at any time before the time when he or she became re-employed, but whatever right or claim that, but for this paragraph, he or she would have had to the annuity, annual allowance or adjusted annu-5 al allowance on ceasing to be so re-employed shall then be restored to him or her; and

(b) if that person is re-employed in the Public Service and becomes a contributor 10 under this Part, and the period of service on which his or her annuity, annual allowance or adjusted annual allowance was based included any period specified in clause 6(1)(a)(iii)(C) or (E), he or she may, within 15 one year from the time when he or she became a contributor under this Part, elect to retain that annuity, annual allowance or adjusted annual allowance, in which case, from and after the date of that election, he 20 or she shall be deemed, for the purposes of this section, not to have become a contributor under this Part in respect of his or her service since becoming so re-employed, but if, on ceasing to be so re-employed, he or 25 she exercises an option under this Part in favour of a return of contributions or is not entitled to any benefit under this Part in respect of his or her service since becoming re-employed except a return of contribu-30 tions, the amount so returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund to his or her credit at any time before the time when he or she became so 35 re-employed.

contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à son crédit en tout temps avant le moment où elle 5 est devenue ainsi employée de nouveau, mais tout droit ou titre que, sans le présent alinéa, cette personne aurait eu à la pension, l'allocation annuelle ou l'allocation annuelle ajustée, en cessant d'être ainsi em-10 ployée de nouveau, lui est dès lors rendu;

b) lorsqu'elle est de nouveau employée dans la fonction publique et devient un contributeur selon la présente partie, et que la période de service sur laquelle reposait sa 15 pension, son allocation annuelle ou son allocation annuelle ajustée, comprenait une période mentionnée aux divisions 6(1)a)(iii)(C) ou (E), elle peut, dans le délai d'un an à compter de la date où elle est ainsi 20 devenue contributeur selon la présente partie, décider de conserver cette pension, allocation annuelle ou allocation annuelle ajustée; dans ce cas, à partir de la date de l'option, elle est réputée, pour l'application 25 du présent article, n'être pas devenue contributeur selon la présente partie à l'égard de son service depuis qu'elle est de nouveau employée de la sorte, mais si, dès qu'elle cesse d'être ainsi de nouveau em-30 ployée, elle exerce son option sous le régime de la présente partie en faveur d'un remboursement de contributions, ou n'a droit à aucune prestation suivant la présente partie à l'égard de son service depuis 35 qu'elle est devenue de nouveau employée de la sorte, sauf un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant payé au compte de pension de retraite ou à la Caisse 40 de retraite de la fonction publique à son crédit en tout temps avant le moment où elle est devenue de nouveau employée de cette façon.

80. Section 30 of the Act is replaced by the following:

80. L'article 30 de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

Omission de

demander un

nouvel

Failure to apply for re-

30. Where, in any Act of Parliament, it is provided that a contributor who leaves the Public Service for employment outside of it continues to be a contributor under this Part during that employment and is eligible, in the event of being retired from that employment, to be re-employed in the Public Service, if the contributor, having been retired from that employment but not having reached sixty apply for re-employment in the Public Service or refuses to accept a position in the Public Service that, in the opinion of the Minister, is commensurate with his or her qualifications, employed in the Public Service, not having reached sixty years of age, for a reason other than disability.

81. Subsection 31(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding anything in this Part,

medical when a contributor to whom subsection (1) applies has been medically examined, as prescribed in the regulations, and has failed to nor the contributor's survivor or children shall, in respect of any service of the contributor to which the election referred to in subsection (1) relates, become entitled to any contributions unless the contributor continues

82. Section 32 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

regulations, and passes the examination.

to be employed in the Public Service for a

further period of not less than five years from the time of the examination or is again

(4) For the purposes of Part II of the sion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act.

83. Section 34 of the Act and the heading 45 "Former Provincial Government ployees" before it are repealed.

30. Quand, dans une loi fédérale, il est prévu qu'un contributeur quittant la fonction publique pour un emploi à l'extérieur de la fonction publique demeure contributeur selon 5 la présente partie pendant cet emploi et est 5 admissible, dans le cas où il est retiré de cet emploi, à un nouvel emploi dans la fonction publique, si le contributeur, ayant été retiré de cet emploi mais n'ayant pas atteint l'âge de years of age and not being disabled, fails to 10 soixante ans et n'étant pas invalide, omet de 10 demander un nouvel emploi dans la fonction publique ou refuse d'y accepter un poste qui, de l'avis du ministre, convient à ses aptitudes. il est réputé avoir cessé d'être employé dans la he or she is deemed to have ceased to be 15 fonction publique, avant d'avoir atteint l'âge 15 de soixante ans, pour une raison autre que l'invalidité

81. Le paragraphe 31(2) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

(2) Malgré les autres dispositions de la 20 Examen présente partie, lorsqu'un contributeur visé au paragraphe (1) a subi l'examen médical prévu par les règlements, mais sans succès, ni lui ni pass the examination, neither the contributor 25 son survivant ou ses enfants n'acquièrent, à l'égard de quelque service du contributeur 25 auquel se rapporte le choix mentionné au paragraphe (1), un droit à quelque prestation prévue par la présente partie, autre qu'un benefit under this Part other than a return of 30 remboursement de contributions, à moins que le contributeur ne demeure employé dans la 30 fonction publique pendant une période additionnelle d'au moins cinq années à compter de cet examen, ou ne subisse avec succès un medically examined, as prescribed in the 35 nouvel examen médical, ainsi que le prescrivent les règlements. 35

> 82. L'article 32 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Pour l'application de la partie II de la *Loi* Garnishment, Attachment and Pension Diver- 40 sur la saisie-arrêt et la distraction de pen-40 sions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataire » au paragraphe 32(1) de cette loi.

> 83. L'article 34 de la même loi et l'intertitre « Anciens employés des gouverne-45 ments provinciaux » le précédant sont abrogés.

Présomption

Garnish-Attachment Diversion Act

Failure to pass

Contributions

à l'égard des

employés

organisme

84. Subsection 37(2) of the Act is replaced by the following:

Contributions in respect of employees of corporation

(2) If a person is or has been an employee of a Public Service corporation and a contributor under this Part, or an employee of any other corporation and a contributor under this Part by reason of a provision in any Act of Parliament that he or she continues to be a contributor during his or her employment with that corporation, the Public Service corpora-10 tion or other corporation shall, as required by the Minister, pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, at the time and in the manner determined by that person to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in the course of his or her employment with the corporation, and in respect of his or her non-elective or tion 6(1), the amount that is determined by the Minister in accordance with the regulations.

84. Le paragraphe 37(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une personne est ou a été un employé d'un organisme de la fonction publique et contributeur selon la présente partie, ou 5 d'un lorsqu'elle est un employé de tout autre organisme et contributeur selon la présente partie en raison d'une disposition de quelque loi fédérale déclarant qu'elle demeure contributeur durant son emploi auprès de cet 10 organisme, l'organisme de la fonction publique ou l'autre organisme, suivant le cas, doit, à la demande du ministre, verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de the Minister in respect of the contributions of 15 la fonction publique, selon les modalités de 15 temps et autres fixées par celui-ci, en ce qui concerne les contributions de cette personne, au cours de son emploi auprès de l'organisme, à ce compte ou à cette caisse, et en ce qui elective service within the meaning of subsec-20 touche le service non accompagné d'option et 20 celui accompagné d'option au sens du paragraphe 6(1), le montant que le ministre détermine en conformité avec les règlements.

Contributions current service

(3) If, on the day on which this subsection comes into force, a corporation has not made a contribution under this section with respect 25 to an employee referred to in subsection (2) in respect of his or her current service or with respect to an election made by the person before that day, the contribution, in the amount that the Minister determines, shall be 30 made to the Superannuation Account at the time and in the manner determined by the Minister.

(3) Si, à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, l'organisme n'a pas versé, 25 à l'égard de l'employé visé au paragraphe (2), la contribution relative à son service courant ou au choix exercé par celui-ci avant cette date, la contribution - dont le ministre détermine le montant — est versée au compte de 30

Contributions service courant

Interest

(4) If an amount referred to in subsection (2) or (3) is not paid within the time determined 35 d'intérêts — selon les modalités de temps et by the Minister, the Minister may require that the corporation pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund interest on that amount at the time and in the manner that the Minister may determine.

(4) Le ministre peut exiger le versement autres qu'il fixe — au compte de pension de 35 retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui touche tout montant visé aux paragraphes (2) ou (3) qui n'est pas payé 40 dans le délai imparti.

pension de retraite selon les modalités de

temps et autres fixées par ce dernier.

Information to be provided

(5) The corporation shall provide the information relating to the employment, pensionable service, salary and contributions to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, including reports and 45 assessments respecting the accurate application of this Act, and any other relevant information, that the Minister may require

(5) L'organisme fournit au ministre, selon 40 Renseigneles modalités de temps et autres fixées par ce dernier, les renseignements relatifs à l'emploi d'un employé ou d'un ancien employé visé au paragraphe (2), à son service ouvrant droit à pension, à son traitement et à ses contributions 45 au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, notamment

ments

Intérêts

with respect to employees or former employees referred to in subsection (2), at the times and in the manner that the Minister may direct.

85. Subsections 38(1) and (2) of the Act 5 are replaced by the following:

Service with Part IV of

Contributions

Superannua-

and Public

Pension Fund

Service

38. (1) Service of a person with a corporation included in Part IV of Schedule I is service in the Public Service only if that contributing to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that service or from electing to pay for that service otherwise than as service in pensioning employed in the Public Service.

(2) No person shall, while he or she is employed by a corporation included in Part IV of Schedule I, contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension 20 compte de pension de retraite ou à la Caisse de Fund under section 5 unless he or she is a person who by reason of a provision in any other Act of Parliament continues to be a contributor while employed with that corporation.

86. (1) Paragraphs 39(2)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Super- 30 annuation Act, as the case may be, he or she was not required to pay, an amount equal to the amount that he or she would have been required to pay had he or she, during the period of that service, been required to 35 contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 40 service or that portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it reads on December 45 31, 1999 in respect of that service or that portion,

les rapports et évaluations concernant l'application fidèle de la présente loi, ou tous autres renseignements pertinents que le ministre peut exiger.

85. Les paragraphes 38(1) et (2) de la 5 même loi sont remplacés par ce qui suit :

38. (1) Le service d'une personne auprès d'une personne morale comprise dans la partie IV de l'annexe I est un service dans la fonction person is not precluded by that Part from 10 publique dans le seul cas où cette partie ne 10 l'empêche pas de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de ce service ou de choisir de payer pour ce service autrement able employment immediately before becom-15 qu'à titre de service dans un emploi ouvrant 15 droit à pension immédiatement avant de devenir employée dans la fonction publique.

Service auprès d'une personne morale comprise dans la partie IV de l'ann. I

(2) Nulle personne ne peut, pendant qu'elle est employée d'une personne morale comprise dans la partie IV de l'annexe I, contribuer au 20 retraite de la fonction publique en vertu de l'article 5, à moins d'être une personne qui, en raison d'une disposition d'une autre loi fédérale, demeure contributeur pendant son em-25 25 ploi auprès de cette personne morale.

Contributions au compte de pension de Caisse de retraite de la publique

86. (1) Les alinéas 39(2)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) dans le cas d'un service pour lequel elle n'était pas astreinte à payer en vertu de la 30 Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, un montant égal à celui qu'elle aurait été tenue de payer si, pendant 35 cette période de service, elle avait été tenue de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragra-40 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 45 antérieure au 1er janvier, 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre

5

- (iii) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that service or that portion, and
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that service or that portion,

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsec-15 tion 7(2); and

- (c) notwithstanding paragraph (a), in the case of service for which, by the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation 20 Act, as the case may be, he or she was required to pay, and in respect of which he or she has received an amount by way of a return of contributions or a cash termination allowance, an amount equal to the amount 25 that he or she would have been required to pay had he or she, during the period of that service, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the 30 rates set out in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that service or that portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before January 1, 2000, in 35 the manner and at the rates set out in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999 in respect of that service or that portion,
 - (iii) if that period or any portion of it was 40 after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1.1), in respect of that service or that portion, and
 - (iv) if that period or any portion of it was 45 after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.2), in respect of that service or that portion,

- 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la 5 manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 2003, de la 10 manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne un traitement à un taux égal à celui du traitement qu'on était 15 autorisé à lui verser la dernière fois où elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2);

- c) malgré l'alinéa a), dans le cas d'un 20 service pour lequel, d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, selon le cas, elle était astreinte à payer, et relative-25 ment auquel elle a reçu un montant sous forme de remboursement de contributions ou une allocation de cessation en espèces, un montant égal au montant qu'elle aurait été astreinte à payer, si pendant cette 30 période de service, elle avait été obligée de contribuer:
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragra-35 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était postérieure à 1965, mais 40 antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était postérieure à 1999, mais antérieure au 1er janvier 2004, de la

in respect of a salary at a rate equal to the rate authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Part, together with interest, as defined in subsec- 5 tion 7(2).

manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1.1), relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci était postérieure à 2003, de la 5 manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne un traitement à un taux égal à celui qu'on était autorisé à lui verser 10 la dernière fois qu'elle est devenue contributeur aux termes de la présente partie, avec les intérêts, selon la définition contenue au paragraphe 7(2).

(2) Subsections 39(7) to (9) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 39(7) à (9) de la 15 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Repayment of benefits

- (7) If a person to whom subsection (5) der the annuity, annual allowance or pension referred to in subsection (5), the person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, or her for any period commencing in any month commencing after he or she has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per annum and the amount so paid shall be
 - (a) if the election is made before April 1, 2000, credited to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to Part I of the Canadian Forces Superannuation Act or pursuant to the Royal Canadian Mounted 25 Police Superannuation Act; or
 - (b) if the election is made on or after April 1, 2000, paid into the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or 30 the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, or credited to one of the accounts referred to in paragraph (a), according to 35 the fund or account from which the annuity. annual allowance, pension or supplementary retirement benefit was originally paid.

(7) Lorsqu'une personne à qui le paragraapplies elects, under subsection (6), to surren-10 phe (5) s'applique choisit, en application du paragraphe (6), de renoncer à l'annuité, à l'allocation annuelle ou à la pension mention-20 née au paragraphe (5), l'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de pension or supplementary benefit paid to him 15 l'annuité, de l'allocation annuelle, de la pension ou de la prestation supplémentaire qui lui a été versée pour toute période commen-25 cant au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la présente partie 20 pendant une année, ainsi que l'intérêt simple à quatre pour cent l'an. Ce montant :

> a) si le choix est exercé avant le 1^{er} avril30 2000, doit être porté au crédit du compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou en application de la Loi sur la pension de 35 retraite de la Gendarmerie royale du Cana-

> b) si le choix est exercé le 1^{er} avril 2000 ou après cette date, doit être versé à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, au sens 40 de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Cana-45 da, ou doit être porté au crédit de l'un des comptes visés à l'alinéa a), selon que le

Remboursement de

Amount to be tion Account

(8) On the making of an election under this section before April 1, 2000, by which the person so electing is required by this Part to pay for a period of service of the kind described in paragraph (2)(a), there shall be 5 charged to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (2)(a)(ii), and for the purposes of the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian 15 sur la pension de retraite des Forces cana-Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, the amount of any return of contributions or other lump sum payment that is or may become payable under that Act to or in respect of that person shall be deemed to be 20 the amount otherwise determined in that Act minus the amount required by this subsection to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.

montant de l'annuité, de l'allocation annuelle, de la pension ou de la prestation supplémentaire a été débité du compte en cause ou versé par la caisse en question.

(8) Quand, aux termes du présent article, 5 Montant à une personne exerce, avant le 1er avril 2000, un choix selon lequel elle est astreinte, par la présente partie, à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa (2)a), on doit imputer au compte tenu parmi les comp-10 tes du Canada d'après la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie Act, as the case may be, and credited to the 10 royale du Canada, selon le cas, et porter au crédit du compte de pension de retraite à 15 l'égard de cette personne, un montant égal au chiffre déterminé conformément au sous-alinéa (2)a)(ii), et, pour l'application de la Loi diennes ou de la Loi sur la pension de retraite 20 de la Gendarmerie rovale du Canada, selon le cas, le montant de tout remboursement de contributions ou de tout autre paiement en une somme globale qui est ou peut devenir payable d'après cette loi à cette personne ou à 25 son égard, est censé être le montant autrement déterminé au titre de cette loi moins le montant qui, aux termes du présent paragraphe, doit être porté au crédit du compte de pension de retraite à l'occasion du choix. 30

porter au crédit du compte de pension de retraite

Amount to be paid

- (8.1) Subsection (8) applies, with any 25 modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000, and a reference to "the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the 30 sur la pension de retraite de la Gendarmerie Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Canadian Forces Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" in respect of contributions made by the 35 versées à la caisse en cause et la mention du person to that fund, and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Public Service Pension Fund".
 - (8.1) Le paragraphe (8) s'applique au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou à la Loi35 royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes ou de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada en ce qui concerne les contributions 40 compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique.

Amount to be Superannuation Account

- (9) On the making of an election under this 40 section before April 1, 2000, under which the person so electing is required to pay for any period of service of the kind described in
- (9) Quand, aux termes du présent article, une personne exerce, avant le 1er avril 2000,45 un choix qui l'astreint à payer pour quelque période de service du genre décrit à l'alinéa

Montant à porter au crédit du compte de pension de retraite

Montant à

paragraph (2)(c), there shall be charged to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, as the case may be, and credited to the Superannuation Account in respect of that person, an amount equal to the amount of any return of contributions received by that person under that Act.

(2)c), il doit être porté au débit du compte tenu parmi les comptes du Canada en conformité avec la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou la Loi sur la pension de 5 retraite de la Gendarmerie royale du Canada, 5 selon le cas, et porté au crédit du compte de pension de retraite à l'égard de cette personne. un montant égal à tout remboursement de contributions qu'a reçu cette personne aux termes de cette loi.

Amount to be

(10) Subsection (9) applies, with any modi-10 fications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000, and a reference to "the account maintained in the accounts of Canada pursuant to the Canadian Forces Superannuation Act or the Royal 15 sur la pension de retraite de la Gendarmerie Canadian Mounted Police Act" shall be read as a reference to "the Canadian Forces Pension Fund or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" in respect of the portion of the return of contributions that was paid 20 ments de contributions payés par la caisse en from that fund, and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Public Service Pension Fund".

(10) Le paragraphe (9) s'applique au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou à la Loi 15 royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes ou de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada en ce qui concerne les rembourse-20 cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique.

Autorisation

de conclure

87. (1) Subsections 40(2) and (3) of the Act 25 are replaced by the following:

Authority to enter into agreement

(2) The Minister may, with the consent of the Governor in Council and on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any approved employer under 30 which, in consideration of the agreement of that employer to pay into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund an amount determined in accordance with the employer who becomes or has become employed in the Public Service, the Minister will pay to that employer, for the purpose of any superannuation or pension fund or plan that employer, an amount determined in accordance with subsection (3) or (4) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the Public Service to become employed by that employer.

87. (1) Les paragraphes 40(2) et (3) de la 25 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, avec le consentement du gouverneur en conseil, conclure avec tout employeur approuvé, selon des termes approuvés par le Conseil du Trésor, un accord 30 par lequel, en contrepartie de l'engagement par cet employeur de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique un montant déterminé agreement in respect of any employee of that 35 d'après l'accord à l'égard de tout employé de 35 l'employeur qui devient ou est devenu membre de la fonction publique, le ministre paiera à l'employeur, pour tout fonds ou régime de pension de retraite ou de pension établi au established for the benefit of employees of 40 bénéfice de ses employés, un montant déter-40 miné en conformité avec le paragraphe (3) ou (4) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi de l'em-45 ployeur. 45

15

Autorisation de virer des

contributions

Authority to transfer contributions

- (3) If, before October 15, 2000, a contributor ceases to be employed in the Public Service to become employed by an approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2). the Minister may, subject to subsection (9) and if the agreement so provides, pay to that employer out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund.
 - (a) an amount equal to the total amount paid 10 publique, les montants suivants : into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee, except any portion of the amount so paid by Her Majesty in right of Canada: 15
 - (b) the amount paid into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee by Her Majesty in right of Canada that the Minister determines: and
 - (c) the amount representing interest that the Minister determines.

- (3) Lorsque, avant le 15 octobre 2000, un contributeur cesse d'être employé dans la fonction publique pour passer à l'emploi d'un employeur approuvé avec qui le ministre a 5 conclu un accord conformément au paragra- 5 phe (2), le ministre peut, sous réserve du paragraphe (9) et si l'accord le prévoit, payer à cet employeur, sur le compte de pension de retraite ou la Caisse de retraite de la fonction
 - a) un montant égal à la somme globale versée au compte de pension de retraite ou à la caisse à l'égard de l'employé, sauf la partie qui en est ainsi versée par Sa Maiesté du chef du Canada:
 - b) le montant versé au compte de pension de retraite ou à la caisse à l'égard de l'employé, par Sa Majesté du chef du Canada. que le ministre détermine;
 - c) le montant, représentant les intérêts, que 20 le ministre détermine.

R.S., c. 32 (2nd Supp.), s. 41 (Sch., item 4); 1992. c. 46, s. 19(3)

(2) Subsections 40(8) and (9) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 40(8) et (9) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 32 (2e suppl.), art. 41, ann., nº 4; 1992. ch. 46, par. 19(3)

Payment of balance to contributor (8) When

(a) the amount paid by the Minister to an approved employer pursuant to subsection

(3) in respect of an employee,

together with

(b) the amount determined by the Minister 30 as having being paid into the Superannuation Account and the Public Service Pension Fund in respect of that employee and in respect of which that employee is or may become entitled to a benefit under this Part 35 or Part III,

is less than

(c) the amount determined by the Minister as being the total amount paid into the Superannuation Account and the Public 40 Service Pension Fund by and in respect of that employee,

- (8) Lorsque le total des montants visés aux alinéas a) et b) est moindre que le montant visé 25 contributeur à l'alinéa c), le ministre peut payer à un employé un montant qui n'excède pas la différence :
 - a) le montant payé par le ministre à un employeur approuvé conformément au pa-30 ragraphe (3) à l'égard d'un employé;
 - b) le montant déterminé par le ministre comme ayant été versé au compte de pension de retraite et à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de cet35 employé et relativement auquel cet employé a droit ou peut acquérir le droit à une prestation selon la présente partie ou la partie III;
 - c) le montant déterminé par le ministre 40 comme étant le montant total payé au compte de pension de retraite et à la caisse par ou pour cet employé.

Paiement du solde au

the Minister may pay to that employee an amount not exceeding that difference.

Prohibition on transfer of

- (9) No amount paid into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in described in subsection (11) or (13)
 - (a) that, at the time that person ceased to be employed by an approved employer or the administration of any service in which he or she was employed was transferred to Her 10 Majesty in right of Canada, he or she was entitled to count for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of persons employed by that employer or in that 15
 - (b) in respect of which the Pension Benefits Standards Act, 1985 or a provincial law required the vesting of benefits or the locking-in of contributions 20

shall be paid out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund to an approved employer for the purpose of any superannuation or pension fund or plan established for the benefit of employees of that em-25 se pour un fonds ou un régime de pension de ployer if that fund or plan is not subject to the Pension Benefits Standards Act, 1985 or a provincial law.

(3) Subsection 40(11) of the Act is replaced by the following:

(11) When an employee of an approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2) has ceased to be employed by that employer to become employed in the Public Service and 35 devenir membre de la fonction publique et 35 publique becomes a contributor before April 1, 2000, any service of that employee that, at the time he or she left that employment, he or she was entitled to count for the purpose of any superannuation or pension fund or plan estab- 40 régime de pension de retraite ou de pension 40 lished for the benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by him or her as pensionable service for the purposes of subsection 6(1) without contribution by him or her except as 45 phe 6(1), sans autre contribution de sa part que 45 specified in the agreement if, within one year

(9) Aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de respect of any period of service of a person 5 la fonction publique pour une période de service d'une personne visée au paragraphe (11) ou (13):

a) que, d'une part, au moment où elle a cessé d'être employée d'un employeur approuvé ou au moment où l'administration d'un service dans lequel elle était employée a été transférée à Sa Majesté du chef du 10 Canada, elle avait le droit de compter pour un fonds ou un régime de pension de retraite ou de pension établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur ou

b) pour laquelle, d'autre part, la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou une loi provinciale exigeait la dévolution des prestations ou le blocage des cotisations. 20

dans ce service:

ne peut être payé à un employeur approuvé sur le compte de pension de retraite ou par la caisretraite ou de pension établi au bénéfice des employés de cet employeur, si ce fonds ou ce 25 régime n'est pas régi par la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou par une loi provinciale.

(3) Le paragraphe 40(11) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit : 30

(11) Lorsqu'un employé d'un employeur approuvé, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a cessé d'être employé de cet employeur pour devient un contributeur avant le 1er avril 2000, toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout fonds ou établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragracelle dont il est fait mention dans l'accord, si,

15

peut être compté par entrant dans

countable by employee entering Public Service

from the time when he or she becomes a contributor under this Part or within the further time that is specified in the agreement, the employer pays into the Superannuation Account the amount that is required under the agreement to be paid by that employer in respect of the employee.

Service countable by employee entering

(11.1) If an employee of an approved employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2) 10 has ceased to be employed by that employer to become employed in the Public Service, and becomes a contributor, on or after April 1. 2000, subsection (11) applies, with any modireference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to "the Public Service Pension Fund" in respect of any period of pensionable service on or after April 1, 2000. 20

dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur selon la présente partie, ou dans le délai additionnel que mentionne l'accord, l'employeur verse au compte de 5 pension de retraite le montant dont l'accord 5 exige le versement par cet employeur à l'égard de cet employé.

(11.1) Si un tel employé devient un contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date, le paragraphe (11) s'applique avec les adapta-10 tions nécessaires, la mention du compte de pension de retraite valant mention de la Caisse de retraite de la fonction publique en ce qui touche toute période de service ouvrant droit fications that the circumstances require, and a 15 à pension portée à son crédit le 1er avril 200015 ou après cette date.

Temps qui peut être compté par un employé entrant dans la fonction publique

1996, c. 18, s. 33

88. The portion of subsection 40.1(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Transitional coverage

(2) Notwithstanding the definition "Public Board may, subject to the terms and conditions that may be prescribed by the regulations made under paragraph 42.1(1)(v.5), including the requirement of the person or body referred nuation Account or the Public Service Pension Fund the amount determined in accordance with those regulations.

1996, c. 18,

89. (1) Subsections 40.2(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Authority to enter into agreement

(2) The Minister may, on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any eligible employer that

- (a) requires the Minister to pay to that referred to in subsection (1), an amount determined in accordance with subsection (3) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be employed in the
- (b) may provide that any eligible employer pay into the Superannuation Account or the

by that employer; and

88. Le passage du paragraphe 40.1(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 33

(2) Malgré la définition de « fonction 20 Présomption Service" in subsection 3(1), the Treasury 25 publique » au paragraphe 3(1), le Conseil du Trésor peut, sous réserve des conditions et modalités prévues aux règlements pris en vertu de l'alinéa 42.1(1)v.5), y compris l'obligation pour le cessionnaire de verser au 25 to in subsection (1) to pay into the Superan-30 compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique un montant déterminé conformément à ces règlements :

> 89. (1) Les paragraphes 40.2(2) et (3) de 35 la même loi sont remplacés par ce qui suit : 30

1996, ch. 18.

(2) Le ministre peut, selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, conclure avec tout employeur admissible un accord aux termes duquel il paiera à cet employeur, pour employer, for the purpose of any plan 40 tout régime visé au paragraphe (1), un mon-35 tant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) relativement à tout contributeur qui a cessé ou cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient un employé de cet Public Service and is or becomes employed 45 employeur. L'accord peut également prévoir 40 que l'employeur versera au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique le montant déterminé conformément à l'accord à l'égard de toute

Autorisation de conclure un accord

15

Public Service Pension Fund an amount determined in accordance with the agreement in respect of any person who has ceased or ceases to be employed by that employer and is or becomes employed in 5 the Public Service.

personne qui a cessé ou cesse d'être employée par lui et est ou devient employée dans la fonction publique.

Authority to contributions

- (3) When a contributor ceases to be employed in the Public Service and is or becomes employed by any eligible employer with whom the Minister has entered into an 10 aux conditions et selon les modalités stipulées agreement pursuant to subsection (2), there may be paid, subject to the terms and conditions that the agreement provides and if the agreement so provides, to that employer
 - (a) out of the Superannuation Account
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III 20 in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 2000, and
 - (B) an amount representing interest on the amount determined in accordance 25 with clause (A) as of the date of payment to the eligible employer that the Minister determines, or
 - (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the 30 contributor, as they become payable, in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 2000; and
 - (b) out of the Public Service Pension Fund 35
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III 40 in respect of the pensionable service of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date, and
 - (B) an amount representing interest on 45 the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of

(3) Dans les cas où le ministre a conclu l'accord visé au paragraphe (2), il peut être 5 contributions payé à l'employeur - si l'accord le prévoit et par celui-ci —, à l'égard d'un contributeur qui cesse d'être employé dans la fonction publique et est ou devient employé de celui-ci :

Autorisation

- a) sur le compte de pension de retraite :
 - (i) soit des montants égaux au total des montants suivants:
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformé-15 ment à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contribu-20 teur avant le 1er avril 2000.
 - (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement,
 - (ii) soit les prestations payables au contributeur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à 30 pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000;
- b) par la Caisse de retraite de la fonction publique:
 - (i) soit des montants égaux au total des 35 montants suivants:
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente 40 partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1er avril 2000 ou après cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit,

payment to the eligible employer that the Minister determines, or

- (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in 5 respect of the pensionable service to the credit of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date.
- (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement.
- (ii) soit les prestations payables au contri- 5 buteur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1er avril 2000 ou après 10 cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit.

1996, c. 18, s. 33

No benefit

payable in

respect of

transferred

contributions

(2) Subsection 40.2(6) of the Act is re-10 placed by the following:

(6) Subject to any regulations made under paragraph 42.1(1)(u), if, under paragraph (3)(a) or (b), the Minister makes a payment to ployee, that employee ceases to be entitled to any benefit under this Part or Part III in respect of the period of pensionable service to which that payment relates.

(2) Le paragraphe 40.2(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 33

(6) Sous réserve des règlements pris en 15 Prestation vertu de l'alinéa 42.1(1)u), lorsque, en conformité avec les alinéas (3)a) ou b), le ministre an eligible employer in respect of an em-15 fait un paiement à un employeur admissible à l'égard d'un employé, celui-ci cesse d'avoir droit aux prestations prévues à la présente 20 partie ou à la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension à laquelle se rattache ce paiement.

non payable à l'égard des contributions transférées

1996, c. 18, s. 33

(3) Subsection 40.2(9) of the Act is re-20 placed by the following:

Service countable by employee entering Public Service

(9) If an employee of any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement under subsection (2) has ceased to becomes employed in the Public Service, any service of that employee that, at the time of leaving that employment, the employee was entitled to count for the purpose of any plan benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by the employee as pensionable service for the purposes of subsection 6(1), to the extent and the regulations, if the employer pays into the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, the amount that is required under the agreement to be paid by that employer in respect of the employee.

(3) Le paragraphe 40.2(9) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18, art. 33

Temps qui

compté par

un employé

entrant dans

(9) Lorsqu'un employé d'un employeur admissible, avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2), a be employed by that employer and is or 25 cessé d'être employé par cet employeur et est ou devient employé dans la fonction publique, 30 publique toute période de service de cet employé qu'il avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout régime visé referred to in subsection (1) established for the 30 au paragraphe (1) établi au bénéfice des personnes employées par cet employeur peut, 35 si l'accord le prévoit, être comptée par lui comme service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 6(1), dans la subject to the terms and conditions provided in 35 mesure, aux conditions et selon les modalités réglementaires, si l'employeur verse au comp-40 te de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique le montant dont l'accord exige le versement par cet 40 employeur à l'égard de cet employé.

la fonction

90. Section 41 of the Act is replaced by the following:

90. L'article 41 de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

Advisory

41. (1) There is established a committee, to be known as the Public Service Pension Advisory Committee, the members of which are appointed by the Governor in Council in accordance with subsection (3), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act in accordance with subsection (2).

Mandate

- (2) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the adminis- 10 tration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those matters: and
- (b) review any other pension-related mat- 15 ters that the Minister may refer to it.

Membership

- (3) The membership of the committee shall consist of
 - (a) one member appointed from among contributors in receipt of an annuity or an 20 annual allowance under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contributors:
 - (b) six members appointed from among 25 persons who are nominated for appointment by that portion of the National Joint Council of the Public Service of Canada that represents employees; and
 - (c) six other members nominated by the 30 Minister.
- (4) A member shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years and is eligible for reappointment for one or more additional terms.

Recommendation of

(5) The advisory committee shall recommend to the Minister candidates for appointment to the nominating committee established under section 10 of the Public Sector Pension Investment Board Act.

1992, c. 46, s. 21(1)

- 91. (1) Paragraph 42(1)(d) of the Act is replaced by the following:
 - (d) prescribing, notwithstanding sections 5 and 19, the rates at which, the manner in which and the circumstances under which 45 persons who are or have been absent from

41. (1) Est constitué un comité, le Comité consultatif sur la pension de la fonction publique, chargé de conseiller le ministre et de l'assister, conformément au paragraphe (2), 5 sur les questions relatives à l'application de la 5 présente loi; le gouverneur en conseil en nomme les membres en conformité avec le paragraphe (3).

(2) Le comité a pour mandat :

Mandat du

consultatif

- a) d'examiner la gestion et le financement 10 des prestations visées par la présente loi. ainsi que toute question touchant à leur forme, et de faire des recommandations au ministre sur ces questions;
- b) d'examiner toute question en matière de 15 pension dont le saisit le ministre.
- (3) Le comité est ainsi composé :

Membres

- a) un membre choisi parmi les contributeurs qui reçoivent une pension ou une allocation annuelle au titre de la présente loi 20 et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les représente;
- b) six membres choisis parmi les candidats proposés par les représentants des salariés au sein du Conseil national mixte de la 25 fonction publique du Canada;
- c) six autres membres proposés par le ministre.
- (4) Le mandat des membres est d'une durée maximale de trois ans et est renouvelable plus 30 d'une fois.

Durée du mandat des membres

35

(5) Le comité est tenu de recommander au ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à l'article 10 de la Loi sur l'Office d'investisse-35 40 ment des régimes de pensions du secteur public.

Recomman-

91. (1) L'alinéa 42(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 21(1)

d) prescrivant, par dérogation aux articles 540 et 19, les taux auxquels les personnes qui sont ou ont été absentes de la fonction publique en congé non payé doivent contri1989, c. 6,

s. 6

the Public Service on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that absence, prescribing the salaries those persons are 5 deemed to have received during that absence and respecting any interest or other charges those persons shall pay into the Account;

(2) Paragraph 42(1)(k) of the Act is 10 replaced by the following:

(*k*) specifying, for the purposes of subsection 5(5) and paragraph 8(2)(*a*), the kinds of superannuation or pension benefits referred to in those provisions;

(3) Paragraph 42(1)(kk) of the Act is repealed.

(4) Paragraph 42(1)(mm) of the Act is repealed.

(5) Paragraphs 42(1)(ss) and (tt) of the 20 Act are replaced by the following:

- (ss) providing for the reduction of any allowance that may become payable under this Part to the survivor, children or other dependants of a person to whom Part III of 25 the Superannuation Act applied, who, at the time of his or her election to become a contributor under Part I of that Act, failed to pay into the Consolidated Revenue Fund the amount referred to in subsection 31(2) 30 of the Superannuation Act;
- (tt) providing for payment out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund, on the death of a contributor and on application to the Minis-35 ter by or on behalf of a person to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any part of the portion of the estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable 40 by the person as is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount pay-45 able under section 27 in any such case shall be reduced:

buer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique à l'égard de cette absence, ainsi que la manière dont ces personnes doivent y contribuer et les circonstances dans lesquel-5 les elles y sont astreintes, les traitements que de telles personnes sont censées avoir reçus durant cette absence et les intérêts ou autres montants à verser par elles au compte;

(2) L'alinéa 42(1)k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

k) spécifiant, pour l'application du paragraphe 5(5) et de l'alinéa 8(2)a), les genres de prestations de pension de retraite ou de 15 pension y mentionnés;

(3) L'alinéa 42(1)kk) de la même loi est abrogé.

1989, ch. 6, art. 6

- (4) L'alinéa 42(1)mm) de la même loi est abrogé.
- (5) Les alinéas 42(1)ss) et tt) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :
 - ss) prévoyant la réduction de toute allocation qui peut devenir payable, selon la présente partie, au survivant, aux enfants ou 25 autres personnes à charge de quelqu'un à qui la partie III de la *Loi sur la pension de* retraite était applicable, et qui, à la date où il a choisi de devenir contributeur suivant la partie I de cette loi, n'a pas versé au Trésor 30 le montant mentionné au paragraphe 31(2) de la *Loi sur la pension de retraite*;
 - tt) prévoyant que sera payée, sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique, lors du 35 décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par toute personne, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de 40 telle fraction des droits ou taxes sur les successions, legs ou héritages, payables par elle, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et 45 tout montant payable selon l'article 27, en pareil cas, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction;

1994, ch. 26.

Règlements

1994, c. 26,

(6) Subsection 42(2) of the Act is replaced by the following:

Regulations

(2) For the purposes of this Part, a person who has contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in accordance with the regulations made by the Governor in Council under paragraph (1)(d), in respect of any period during which the person was absent from the Public Service on have contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of that period in accordance with section 5

(7) Paragraphs 42(6)(b) and (c) of the Act 15 are replaced by the following:

- (b) for payment out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund of any pension granted under a plan described in paragraph (a), subject to the 20 terms and conditions that the regulations may prescribe; and
- (c) for the transfer to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund of any contributions made under a plan 25 described in paragraph (a), including any contributions by or on behalf of the board, commission or corporation and any accrued interest.

(8) Subsection 42(8) of the Act is replaced 30 by the following:

- (8) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation
 - (a) provide that the service of a former member of the House of Commons or a 35 former Senator in respect of which he or she made contributions under the Members of Parliament Retiring Allowances Act may, to the extent and subject to the conditions that may be prescribed by the regulations, 40 be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and
 - (b) provide for the transfer to the Superannuation Account or the Public Service 45 Pension Fund of amounts in the Retiring

(6) Le paragraphe 42(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Pour l'application de la présente partie. une personne qui a contribué au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de 5 la fonction publique en conformité avec les règlements pris par le gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa (1)d), à l'égard de toute période durant laquelle elle était absente de la leave of absence without pay, is deemed to 10 fonction publique en congé non payé, est 10 réputée avoir contribué, selon l'article 5, au compte ou à la caisse relativement à cette période.

> (7) Les alinéas 42(6)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 15

b) pourvoir au paiement, sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique, de toute pension accordée en vertu d'un tel régime, aux conditions que les règlements peuvent 20

c) prévoir le transfert, au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, de toutes contributions faites en conformité avec un tel régime, y 25 compris toutes contributions par l'office, le conseil, le bureau, la commission ou la personne morale, ou en son nom, et tous intérêts courus.

(8) Le paragraphe 42(8) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

(8) Malgré les autres dispositions de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Députés et

- a) prévoir que la durée du mandat d'un 35 ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse40 dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie;
- b) prévoir le transfert au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 45 fonction publique des contributions qu'il a

Members of and Senators Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or her.

1992, c. 46, s. 22

92. (1) Paragraph 42.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) fixing an annual rate of salary for the 5 purposes of paragraph 5(6)(b) or prescribing the manner of determining the annual rate of salary:

1992, c. 46, s. 22

(2) Paragraph 42.1(1)(r) of the Act is replaced by the following:

(r) fixing the percentage of a person's salary required to be contributed to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund under subsection 24.4(1) or prescribing the manner of determining that 15 percentage;

1992 c 46. c 22

(3) Paragraph 42.1(1)(t) of the Act is replaced by the following:

(t) requiring the Minister to credit additional amounts to the Superannuation Account 20 or to pay additional amounts into the Public Service Pension Fund in respect of the operational service that is pensionable service to the credit of a person referred to in section 24.2 and prescribing the manner 25 and circumstances in which those amounts are to be credited or paid;

1996, c. 18,

(4) Paragraph 42.1(1)(v.3) of the Act is replaced by the following:

(v.3) respecting the manner in which and the 30 determination of the balances on which interest is to be calculated under subsection 10(9) and respecting the rates of interest for the purposes of paragraph 10(9)(c);

1996, c. 18,

(5) Paragraph 42.1(1)(v.5) of the Act is 35 replaced by the following:

(v.5) respecting the terms and conditions, including the requirement of a person or body referred to in subsection 40.1(1) to pay into the Superannuation Account or the 40 Public Service Pension Fund the amount that is determined in accordance with the regulations for any or all cases, subject to which, and the maximum period during which, the person or body is to form part of 45 the Public Service pursuant to a direction of the Treasury Board made under subsection 40.1(2);

versées au compte d'allocations, au sens de cette loi.

92. (1) L'alinéa 42.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

a) fixer un taux annuel de traitement pour 5 l'application de l'alinéa 5(6)b) ou prévoir son mode de détermination:

(2) L'alinéa 42.1(1)r) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

1992 ch 46 art. 22

r) fixer le pourcentage du traitement qu'une 10 personne est tenue de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique en vertu du paragraphe 24.4(1) ou prévoir son mode de déter-15

(3) L'alinéa 42.1(1)t) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 22

t) faire porter, par le ministre, des montants supplémentaires au compte de pension de retraite — ou en faire verser par lui à la 20 Caisse de retraite de la fonction publique - relativement au service opérationnel qui constitue un service ouvrant droit à pension au crédit d'une personne visée à l'article 24.2 et prévoir les modalités et les 25 circonstances à prendre en compte à l'égard de ces montants;

(4) L'alinéa 42.1(1)v.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. art. 35

v.3) prévoir, pour l'application du paragra-30 phe 10(9), les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en compte et, pour l'application de l'alinéa 10(9)c), le calcul de l'intérêt:

(5) L'alinéa 42.1(1)v.5) de la même loi est 35 1996, ch. 18, remplacé par ce qui suit :

v.5) prévoir à quelles conditions — notamment en ce qui touche l'obligation pour le cessionnaire de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de 40 la fonction publique le montant déterminé conformément aux règlements de façon générale ou particulière — et selon quelles modalités un cessionnaire continue de faire partie de la fonction publique en raison d'un 45 ordre du Conseil du Trésor donné en vertu du paragraphe 40.1(2) et la période maxi1996, c. 18, s. 35

(6) Paragraph 42.1(1)(v.7) of the Act is replaced by the following:

(v.7) respecting the manner in which and extent to which any provision of this Act or any regulations made under this Act apply 5 to any employee of an entity or portion of an entity and adapting any of those provisions for the purposes of that application when an order is made under subsection 42(4) or a regulation is made under paragraph (v.1) in 10 respect of that entity, including the manner of determining any amount that may be paid out of the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of those employees and the terms and condi-15 tions under which the amount is to be paid:

(v.8) respecting the additional information that is required to be included in annual reports referred to in section 46; and

93. Section 43 of the Act is replaced by the 20 following:

Payments out tion Account

43. (1) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make provision shall be paid out of the Superannuation Account if the benefits are 25 payés sur le compte de pension de retraite si payable in respect of pensionable service to the credit of a contributor before April 1, 2000.

Transfer of

(2) The amounts deposited in the Public Service Superannuation Investment Fund un-30 de placement du compte de pension de retraite der subsection 44.1(2) shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

Payment of

(3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits annuation Investment Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

male pendant laquelle il continue d'en faire partie:

(6) L'alinéa 42.1(1)v.7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 18. art. 35

v.7) prévoir selon quelles modalités et dans 5 quelle mesure telles dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appliquent aux employés d'une entité ou d'une partie de celle-ci - ou adapter ces dispositions dans le cadre de cette applica-10 tion - dans les cas où un décret est pris en application du paragraphe 42(4) ou des règlements sont pris en vertu de l'alinéa v.1) à l'égard de l'entité, notamment la manière de déterminer le montant à payer sur le 15 compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la fonction publique pour ces employés et les modalités de versement de ce montant:

v.8) régir les renseignements additionnels 20 que doit comporter le rapport annuel visé à l'article 46:

93. L'article 43 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

43. (1) Tous les montants nécessaires au 25 Paiements sur paiement des prestations que prévoient la présente partie et la partie III doivent être elles sont payables en ce qui touche le service ouvrant droit à pension qui est au crédit du 30 contributeur avant le 1er avril 2000.

le compte

(2) Les montants déposés auprès du Fonds de la fonction publique au titre du paragraphe 44.1(2) sont transférés à l'Office d'investisse-35 ment des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'inves-35 tissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi. 40

Transfert des montants

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent pas de payer les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement shall be charged to the Public Service Super-40 de celles-ci doivent être portés au débit du 45 Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

Paiement des prestations

94. The heading before section 44 of the Act is replaced by the following:

94. L'intertitre qui précède l'article 44 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Amounts

1992, c. 46, s. 23

95. (1) Paragraph 44(1)(a) of the Act is repealed.

1992, c. 46. s. 23

(2) Subsections 44(2) to (6) of the Act are 5 replaced by the following:

Amounts to be credited on basis of actuarial valuation report

(6) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the vice Superannuation Investment Fund, there shall be credited to the Account, at the time and in the manner set out in subsection (7), the amount that in the opinion of the Minister will, at the end of the fifteenth fiscal year following 15 the tabling of that report or at the end of the shorter period that the Minister may determine, together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the tion Investment Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000. 25

1992, c. 46, s. 23

(3) Subsection 44(8) of the Act is replaced by the following:

Adjustments

(8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), 30 la fin de la période applicable aux termes du the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, togeth-35 rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde er with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this 40 fin de cette période pour couvrir le coût des Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Montants

95. (1) L'alinéa 44(1)a) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 23

1992, ch. 46. (2) Les paragraphes 44(2) à (6) de la 5 art. 23 même loi sont remplacés par ce qui suit :

> Montants portés au crédit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

(6) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 concernant l'état du compte de pension de Superannuation Account and the Public Ser-10 retraite et la situation du Fonds de placement 10 du compte de pension de retraite de la fonction publique, est porté au crédit du compte, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter, à la fin du quinziè-15 me exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte que détermine le ministre, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le Account and the Public Service Superannua-20 compte et le fonds pour couvrir le coût des 20 prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

> (3) Le paragraphe 44(8) de la même loi 25 1992, ch. 46, est remplacé par ce qui suit :

> > Ainstements

(8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant paragraphe (7), les versements qui restaient à 30 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, 35 devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique à la prestations payables en application de la40 présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Amounts to be debited on actuarial report

(9) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund, there may be debited from the Account, at the time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the opinion of the Minister exceeds the amount that the Minister estibe to the credit of the Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of a mine, in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement 5 du compte de pension de retraite de la fonction 5 actuarielle publique, peut être porté au débit du compte, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du ministre, dépasse le montant devant, à son mates, based on the report, will be required to 10 avis — fondé sur le rapport —, être au crédit 10 du compte et du fonds, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, pour couvrir le coût des prestations payables en shorter period that the Minister may deter-15 application de la présente partie et de la partie 15 III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Montant porté au débit la suite d'un

maximum

(10) If the total of the amounts in the 20 Account and in the Fund referred to in subsection (9) exceeds, following the laving of the report referred to in that subsection, the maximum amount referred to in subsection (13), there shall be debited from the Account, 25 selon les modalités de temps et autres prévues at the time and in the manner set out in subsection (11), the amount of the excess.

(10) Si le montant total au crédit du compte et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à 20 la suite du dépôt du rapport, le montant maximum visé au paragraphe (13), le montant excédentaire est porté au débit du compte au paragraphe (11). 25

devant l'être en application du paragraphe

période de quinze ans ou sur la période plus

courte que détermine le ministre, le premier

l'exercice où le rapport d'évaluation actua-

rielle est déposé au Parlement.

(10) sont prélevés annuellement sur une 30

dépassant le

Annual

Adjustments

(11) Subject to subsection (12), the amount that may be debited under subsection (9) and the amount that must be debited under subsec- 30 en application du paragraphe (9) et celui tion (10) shall be debited in annual instalments over a period of fifteen years, or a shorter period that the Minister may determine, with the first such instalment to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation 35 prélèvement devant être effectué au cours de report is laid before Parliament.

(11) Sous réserve du paragraphe (12), le montant pouvant être porté au débit du compte

(12) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that 40 paragraphe (11), les prélèvements restant à period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the Minister estimates will be 45 créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, to the credit of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the

(12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du effectuer au cours de cette période peuvent 40 être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde devrait avoir le compte de pension de retraite 45 et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique à la

Ajustements

35

cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 5

Maximum amount to credit of Account and Fund

(13) At the end of the period, the total of the 5 amounts that are to the credit of the Superannuation Account and the Public Service Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten percent of the to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(13) À la fin de la période, le montant total au crédit du compte de pension de retraite et du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique ne peut dépasser cent dix pour cent du montant que le 10 amount that the Minister estimates is required 10 ministre estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 15

Montants

Costs

(14) The costs of the administration of this 15 Act, as determined by the Treasury Board, with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, shall be paid out of the Superannuation 20 sont payés sur le compte de pension de Account.

(14) Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 200020 retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du Trésor.

96. The Act is amended by adding the following after section 44:

96. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :

Public Service Superannuation Investment Fund

Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction publique

Establishment of Public Service Superannuation Investment Fund

44.1 (1) The Public Service Superannuation Investment Fund is established.

44.1 (1) Est constitué le Fonds de placement 25 du compte de pension de retraite de la fonction publique.

Constitution

Amounts to be deposited into the Public Service Superannua-Investment Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Public Service Superannuation Investment Fund:
 - (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1, 30 2000 that the Minister of Finance determines, in the manner and at the times that that minister determines; and
 - (b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus 35 profits less losses on the sale of the investments.

- (2) Sont déposés auprès du fonds :
- a) les sommes du compte de pension de 30 retraite transférées le 1er avril 2000 ou après cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et autres fixées par lui;
- b) les revenus des placements faits avec 35 celles-ci et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

Dépôt auprès du fonds

Coûts

(3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to benefits payable under this Act in respect of contributors before April 1, 2000, those costs shall be paid out of the Public Service Superannuation Investment Fund.

amounts

(4) The Minister of Finance may, after Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act, transfer to the Superannuation Account amounts in the Public Service Superannuation the manner and at the times that that minister determines.

(3) Si le montant au crédit du compte de pension de retraite ne permet pas de payer les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en pensionable service that is to the credit of 5 application de celle-ci au titre du service 5 ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000, les coûts sont payés sur le fonds.

(4) Après consultation de l'Office d'invesconsultation with the Public Sector Pension 10 tissement des régimes de pensions du secteur 10 public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, le ministre des Finances peut transférer du fonds au compte de pension de retraite, Investment Fund that he or she determines, in 15 selon les modalités de temps et autres qu'il 15 fixe, les montants qu'il détermine.

Transfert

Public Service Pension Fund

Public Service Pension Fund

Amounts to

be deposited

into the Public

Pension Fund

44.2 (1) The Public Service Pension Fund is established.

Caisse de retraite de la fonction publique

44.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite de la fonction publique.

Constitution

- (2) The following amounts shall be depos- 20 ited into the Public Service Pension Fund:
 - under subsection (3);
 - (b) all other amounts required by this Act to be paid into the Fund; and 25
 - (c) the income from the investment of the amounts referred to in paragraphs (a) and (b) plus profits less losses on the sale of the
 - (a) the amounts determined by the Minister
 - investments.
- (3) There shall be deposited into the Public 30 Service Pension Fund, in each fiscal year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect of which the deposit is made
 - (a) an amount that is determined by the 35 Minister, based on actuarial advice, to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to current service and that will become payable out of the Public 40 Service Pension Fund: and

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le ministre détermine en 20 vertu du paragraphe (3);
- b) les montants devant être payés à la caisse au titre de la présente loi:
- c) les revenus des placements faits avec les montants visés aux alinéas a) et b) et les 25 profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.
- (3) Lors de chaque exercice, sont déposés auprès de la caisse, pour chaque mois et dans les trente jours suivant le dernier jour du mois 30 en cause :

Montants déterminés par le ministre

- a) le montant que le ministre détermine sur l'avis d'actuaires et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois relativement au 35 service courant et qui deviendront payables par la caisse;
- b) le montant que le ministre détermine en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent sous 40

Amounts to be determined by the Minister

(b) an amount that is determined by the Minister in relation to the total amount paid into the Public Service Pension Fund during the preceding month by way of contributions in respect of past service.

Determination of the amounts

(4) In determining amounts for the purposes of paragraph (3)(a), the Minister may take into account any surplus in the Public Service Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation report referred to in section 10 tion de celle-ci visé à l'article 45. 45 on the state of the Fund.

Transfer of amounts

(5) The amounts deposited in the Public Service Pension Fund shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector 15 Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act

Payment of benefits

(6) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make provision shall be charged to the Public 20 Service Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board if the benefits are payable in respect of pensionable service that comes to the credit of a contributor on or after April 1, 2000.

Amounts to be paid on basis of actuarial valuation report

44.3 (1) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund, there shall be paid into that Fund, at the time and in the 30 caisse, selon les modalités de temps et autres manner set out in subsection (2), the amount that in the opinion of the Minister will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of a shorter period that the Minister may determine, 35 ne le ministre, au solde créditeur que, suivant together with the amount that the Minister estimates will be to the credit of the Public Service Pension Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that 40 à pension porté au crédit des contributeurs le comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

Equal annual instalments

(2) Subject to subsection (3), the amount required to be paid into the Public Service Pension Fund under subsection (1) shall be 45 divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Public Service

forme de contributions à l'égard du service passé.

(4) En vue de déterminer le montant visé à l'alinéa (3)a), le ministre peut tenir compte de tout surplus de la caisse selon le plus récent 5 rapport d'évaluation actuarielle sur la situa-

Calcul

(5) Les montants déposés auprès de la caisse sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 10 public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette

Transfert des montants

(6) Tous les montants nécessaires au paie-15 Paiement des ment des prestations que prévoient la présente partie et la partie III doivent être portés au débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public si elles sont 20 payables au titre du service ouvrant droit à 25 pension porté au crédit du contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date.

prestations

44.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 25 45 concernant la situation de la Caisse de retraite de la fonction publique, est versé à la prévues au paragraphe (2), le montant que, de l'avis du ministre, il faudra ajouter, à la fin du 30 quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte que détermil'estimation de celui-ci, devrait alors avoir la caisse pour couvrir le coût des prestations 35 payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit 1^{er} avril 2000 ou après cette date.

Montants versés à la suite d'un d'évaluation actuarielle

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le40 Versements montant visé au paragraphe (1) est payé à la caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le ministre détermine,

annuels égaux

Aiustements

Pension Fund over a period of fifteen years, or a shorter period that the Minister may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

le premier versement devant être effectué au cours de l'exercice où le rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

Adjustments

- (3) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2), the instalments remaining to be paid in that that is estimated by the Minister, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount that the Minister estimates will be Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.
- (3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant 5 la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (2), les versements qui restaient à period may be adjusted to reflect the amount 10 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le ministre estime, à la date du dépôt de ce 10 rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, to the credit of the Public Service Pension 15 devrait avoir la caisse à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la 15 partie III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er 20 avril 2000 ou après cette date.

44.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement

du rapport d'évaluation actuarielle visé à 20

l'article 45 concernant la situation de la Caisse

de retraite de la fonction publique, il y a, selon

montant ne peut être déposé auprès de la

selon lui, un tel surplus existe.

caisse au titre de l'alinéa 44.2(3)a) tant que,25

No more deposits if nonpermitted

When non-

permitted

44.4 (1) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund there is, in the Minister's opinion, a non-permitted sur-25 le ministre, un surplus non autorisé, aucun plus in that Fund, no further amounts shall be deposited into the Fund under paragraph 44.2(3)(a) until the time that there is, in the Minister's opinion, no longer a non-permitted surplus in the Fund. 30

Surplus non autorisé

(2) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 45 that relates to the state of the Public Service Pension Fund, there is, in the Minister's opinion, a non-permitted surplus in 35

that Fund, (a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the Minister's recommenda-40

tion; or

(b) there may be paid out of the Public Service Pension Fund, and into the Consolidated Revenue Fund, the amount, at the time and in the manner, that the Treasury 45 Board determines on the recommendation of the Minister.

(2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le ministre, un surplus non autorisé :

cas de surplus

- a) peuvent être réduites, selon les modalités 30 de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du ministre, les contributions payables au titre de l'article 5:
- b) peut être payé par la caisse et versé au 35 Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées.

Recomman-

dation du

ministre

Minister's recommenda tion

- (3) The Minister shall only make the recommendation referred to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to the credit of the Public Service Pension Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of a shorter period that the Minister may determine, will not be less than the total of
 - (a) the amount that will be required in order 10 to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and
 - (b) the amount of any surplus in the Public 15 Service Pension Fund that does not constitute a non-permitted surplus.

- (3) Le ministre ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du rapport, que le montant du solde créditeur de la caisse, à la fin du 5 quinzième exercice suivant le dépôt du rap- 5 port ou de la période plus courte qu'il détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants:
 - a) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application 10 de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date;
 - b) le montant de tout surplus de la caisse qui 15 n'est pas un surplus non autorisé.

When surplus is not nonpermitted surplus

- (4) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant Public Service Pension Fund, there is, in the Minister's opinion, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or paragraph 44.2(3)(a) may be reduced in the 25 recommandation du ministre. manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the Minister's recommendation.
- (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le ministre, un surplus to section 45 that relates to the state of the 20 qui n'est pas un surplus non autorisé, les contributions payables au titre de l'article 5 ou 20 de l'alinéa 44.2(3)a) peuvent être réduites selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur

Mesures en cas de surplus

35

Nonpermitted surplus

- (5) For the purposes of this section, a non-permitted surplus exists when the amount 30 y a surplus non autorisé si la différence entre by which assets exceed liabilities in the Public Service Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report referred to in section 45 or one requested by the Minister, is greater than the lesser of
 - (a) twenty percent of the amount of liabilities in respect of contributors, as determined in that report, and
 - (b) the greater of
 - (i) twice the estimated amount, for the 40 calendar year following the date of that report, of the total of
 - (A) the current service contributions that would be required of contributors, and 45

- (5) Pour l'application du présent article, il 25 Surplus non l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 45 ou celui fait à la demande du ministre, est supérieure au moins élevé des montants 30 35 suivants:
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des contributeurs, selon ce rapport;
 - b) le plus élevé des montants suivants :
 - (i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport:
 - (A) le montant des contributions qu'auraient à verser les contributeurs 40 relativement au service courant,

When

Costs

R.S., c. 13

46, s. 24 Public

Pensions

(2nd Supp.),

s. 12; 1992, c

Reporting Act

contributions

- (B) the amounts that would be determined under paragraph 44.2(3)(a) and subsection 37(2) less any amount that would be determined under that subsection in respect of past service, and
- (ii) the amount that would be determined under paragraph (a) if the reference in that paragraph to "twenty percent" were read as a reference to "ten percent".

(6) For greater certainty, a reduction in 10 contributions under paragraph (2)(a) or sub(B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 44.2(3)a) et du paragraphe 37(2) dont serait déduit le montant qui serait déterminé au titre de ce paragraphe relativement au ser- 5 vice passé,

(ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de vingt pour cent était remplacé par un pourcentage de dix pour cent.

(6) Il est entendu qu'une réduction des contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (4) ne constitue pas une modification du taux de contribution applicable avant la réduction.

Réduction

44.5 The costs of the administration of this 15 Act, as determined by the Treasury Board, with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000 shall be paid out of the Public Service 20 après cette date sont payés par la Caisse de

section (4) is not to be considered as changing

the contribution rate that applied before the

reduction in contributions.

Pension Fund.

97. Sections 45 and 46 of the Act are replaced by the following:

45. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial 25 luation actuarielle et un rapport sur l'actif valuation report and an assets report on the state of each of the Superannuation Account, the Public Service Superannuation Investment Fund and the Public Service Pension Fund shall be prepared, filed with the Minister 30 fonction publique doivent, conformément à la designated under that Act and laid before Parliament.

44.5 Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou 20 retraite de la fonction publique. Ces coûts sont déterminés par le Conseil du Trésor.

97. Les articles 45 et 46 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 13 (2e suppl.), art. 12; 1992 ch. 46, art. 24

45. Un certificat de coût, un rapport d'évarelatifs à l'état du compte de pension de retraite et à la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la fonction 30 publique et de la Caisse de retraite de la Loi sur les rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et 35 déposés devant le Parlement.

Loi sur les publiques

Annual Report

Annual report

46. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and 35 un rapport sur l'application de la présente Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account, the Public Service Superannuation Investment Fund and the Public Service 40 retraite, au Fonds de placement du compte de Pension Fund during that year, by appropriate classifications, the number of contributors and

Rapport annuel

46. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement partie et de la partie III au cours de l'exercice 40 précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de pension de retraite de la fonction publique et 45 à la Caisse de retraite de la fonction publique,

Rapport

the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with the additional information that the Governor in Council may by regulation require.

et ceux payés sur ce compte et ce fonds et par cette caisse, pendant l'exercice, le nombre des contributeurs et le nombre de personnes qui reçoivent des prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte 5 également les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil peut exiger par règlement.

PART I.1

PROVISIONS THAT APPLY TO CANADA POST CORPORATION

Definitions

46.1 The definitions in this section apply in 5 this Part.

"Corpora-« Société » "Corporation" means the Canada Post Corporation within the meaning of the Canada Post Corporation Act.

"member" « membre » "member" means a person to whom the plans 10 referred to in section 46.3 or 46.4 apply.

Deemed deletion

46.2 The repeal of subsection 13(2) of the Canada Post Corporation Act by section 227 of the Public Sector Pension Investment Board Act is deemed to constitute a deletion 15 d'investissement des régimes de pensions du from Schedule I of the Corporation, within the meaning of subsection 42(4), on the day on which that section comes into force.

Establishment of pension plans

- **46.3** (1) Subject to subsections (2) and (3), the Corporation shall
 - (a) establish no fewer than one pension plan for the Chairman, President, officers and employees of the Corporation, or classes of those persons, no later than October 1, 2000, and be the administrator of those 25 plans; and
 - (b) establish no fewer than one supplementary pension plan in the nature of a retirement compensation arrangement within the meaning of the Special Retirement Ar-30 rangements Act for those persons or classes no later than October 1, 2000, and be the administrator of those plans.

Approval of plans

(2) A plan that has been established under subsection (1) may only take effect after it has 35 subordonnée à l'approbation de celui-ci par le been approved by the Treasury Board.

Criteria

(3) The Treasury Board shall approve a plan when it is satisfied that

PARTIE I.1

DISPOSITIONS APPLICABLES À LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

46.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

« membre » Personne à laquelle les régimes visés aux articles 46.3 et 46.4 s'appliquent.

« membre » "member"

« Société » S'entend au sens de la Loi sur la Société canadienne des postes.

« Société » "Corporation'

- 46.2 L'abrogation du paragraphe 13(2) de la 15 Présomption Loi sur la Société canadienne des postes, édictée par l'article 227 de la Loi sur l'Office secteur public, vaut suppression de la mention « Société canadienne des postes » de l'annexe 20 I au titre du paragraphe 42(4), à l'entrée en vigueur de cet article.
- 46.3 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 20 (3), la Société:

Constitution de régimes

- a) établit, au plus tard le 1er octobre 2000,25 au moins un régime de retraite pour le président du conseil, le président, les dirigeants et les employés, ou pour toute catégorie de ces personnes, dont elle est l'administrateur; 30
- b) établit, au plus tard le 1er octobre 2000, au moins un régime supplémentaire de retraite de la nature d'un régime compensatoire, au sens de la Loi sur les régimes de retraite particuliers, pour ces personnes ou 35 catégories de personnes, dont elle est l'administrateur.
- (2) La prise d'effet de tout régime est Conseil du Trésor. 40
- (3) Le Conseil du Trésor donne son approbation s'il est convaincu que:

Approbation des régimes

Critères

- (a) each plan referred to in paragraph (1)(a) meets the requirements for registration under the *Income Tax Act* and the *Pension Benefits Standards Act*, 1985;
- (b) when the plans referred to in paragraphs 5 (1)(a) and (b) are established
 - (i) each member and survivor will be provided with pension benefits and lump-sum benefits including supplementary benefits within the meaning of 10 Part III at least equal to those provided for him or her under this Act and the *Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1*, made under the authority of the *Special Retirement Ar*-15 rangements Act, as those Acts and regulations read on the day before the effective date of the plans, and
 - (ii) each member will be required to contribute, by reservation from salary or 20 otherwise.
 - (A) for the period beginning on the effective date of the plans and ending on December 31, 2003, at a rate equal to the rates specified in this Act on the 25 day before that effective date, and
 - (B) for the period beginning on January 1, 2004, at the rate that the Board of Directors of the Corporation may fix from time to time, that Board being 30 subject to the same restrictions in fixing the rate as is the Treasury Board under subsection 5(1.4);
- (c) each plan referred to in paragraph (1)(a) provides that 35
 - (i) members who are employed by the Corporation on the effective date of the plans may elect to count, as pensionable service, service with the Corporation and the Post Office Department before that 40 date that was not to their credit as pensionable service under this Act on the day before that date, and
 - (ii) members who become employed by the Corporation after the effective date of 45 the plans may elect to count, as pensionable service, service with the Corporation or the Post Office Department;

- a) tout régime visé à l'alinéa (1)a) remplit les exigences en matière d'agrément prévues sous le régime de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension;
- b) dès l'établissement des régimes visés aux alinéas (1)a) et b) :
 - (i) tout membre ou tout survivant aura droit à des prestations de retraite et à des sommes forfaitaires y compris des 10 prestations supplémentaires au sens de la partie III au moins égales à celles prévues à son égard par la présente loi et le *Règlement no 1 sur le régime compensatoire*, pris en vertu de la *Loi sur les* 15 *régimes de retraite particuliers*, dans la version de ce règlement et de ces lois le jour précédant la date de prise d'effet des régimes;
 - (ii) tout membre sera astreint à payer des 20 contributions, par retenue sur son traitement ou d'autre façon :
 - (A) pour la période débutant à la date de prise d'effet des régimes et se terminant le 31 décembre 2003, à un 25 taux égal aux taux qui, au titre de la présente loi, sont en vigueur le jour précédant la date de la prise d'effet des régimes,
 - (B) à compter du 1^{er} janvier 2004, au 30 taux établi par le conseil d'administration de la Société, la règle applicable au Conseil du Trésor au titre du paragraphe 5(1.4) lui étant également applicable;
- c) tout régime visé à l'alinéa (1)a) prévoit que tout membre :
 - (i) qui est un employé de la Société à sa date de prise d'effet aura la possibilité de porter à son crédit, à titre de service 40 ouvrant droit à pension accompagné d'option, le service passé auprès de la Société ou du ministère des Postes qui n'était pas à son crédit comme service ouvrant droit à pension au titre de la 45 présente loi le jour précédant cette date,

- (d) each plan referred to in paragraph (1)(a)includes a provision whereby pension transfer agreements within the meaning of this Act could be entered into between the Corporation and the President of the Trea- 5 sury Board under subsection 40.2(2);
- (e) when the plans referred to in paragraphs (1)(a) and (b) are established and at any time after that, each member and each survivor shall be placed in a situation at 10 least as favourable as the one in which he or she would have been if the repeal referred to in section 46.2 had not occurred, with respect to the pension benefits and lumpsum benefits 15
 - (i) to which he or she is or may become entitled under this Act and the regulations referred to in subparagraph (b)(i) as they read on the day before the effective date of the plans, and 20
 - (ii) in respect of periods of pensionable service within the meaning of this Act that were to the credit of the member before that date:
- (f) when the plans referred to in paragraphs 25 (1)(a) and (b) are established or at any time after that, the plans provide that the Corporation may decide to use any surplus amounts that are in the plans after a transfer under subsection (6) for benefit improve-30 ments or for reductions in the contributions made by the members or the Corporation; and
- (g) when the plans referred to in paragraphs (1)(a) and (b) are established, the Corpora-35 tion has informed all the employees and representatives of employees of the changes that the plans would make to their pension arrangements and given them the opportunity to make their views and inter-40 ests known with respect to the changes.

- (ii) qui devient un employé de la Société après sa date de prise d'effet aura la possibilité de porter à son crédit, à titre de service ouvrant droit à pension accompagné d'option, le service passé auprès de 5 la Société ou du ministère des Postes:
- d) tout régime visé à l'alinéa (1)a) comporte une disposition permettant à la Société de conclure avec le président du Conseil du Trésor les accords visés au paragraphe 10 40.2(2):
- e) dès l'établissement des régimes et à tout moment par la suite, la situation de tout membre ou de tout survivant doit être au moins aussi favorable que celle dans laquel-15 le il se serait trouvé s'il n'y avait pas eu abrogation aux termes de l'article 46.2, en ce qui touche les prestations de retraite et les sommes forfaitaires :
 - (i) auxquelles il a ou pourra avoir droit au 20 titre de la présente loi et du règlement visé au sous-alinéa b)(i), dans leur version le jour précédant la date de prise d'effet des régimes,
 - (ii) qui concernent, par ailleurs, toute 25 période de service ouvrant droit à pension, au sens de la présente loi, qui était au crédit du membre avant cette date:
- f) les régimes prévoient que la Société peut, dès leur établissement ou à tout moment par 30 la suite, utiliser, en vue d'améliorer les prestations ou de réduire les contributions faites par elle ou les membres, tout surplus s'y trouvant après le transfert au titre du paragraphe (6): 35
- g) la Société peut, dès l'établissement des régimes, faire la preuve qu'elle a fait part à tous les employés et à tous les représentants des employés des modifications que les régimes apporteraient à leur régime de 40 retraite et qu'elle leur a donné la possibilité de présenter leur point de vue à cet égard.
- (4) On and after the effective date of the plans referred to in paragraphs (1)(a) or (b), no member or member's survivor is entitled to any benefit under this Act or the regulations 45 présente loi et le règlement visé au sous-alinéa referred to in subparagraph (3)(b)(i), except benefits under the plans.
 - (4) À compter de la date de prise d'effet des régimes, les membres et leur survivant n'ont droit à aucune des prestations prévues par la45 (3)b)(i). Ils n'ont droit qu'aux prestations prévues par les régimes.

Prise d'effet des régimes

No benefits except under the plans

No liability for matters arising before

(5) The Corporation is not liable with respect to any matter attributable to a period that ended before the effective date of the plans, other than in respect of obligations set out in this Act.

(5) La responsabilité de la Société n'est pas engagée par tout fait lié à une période se terminant avant la date de prise d'effet des régimes, sauf en ce qui touche une obligation 5 prévue par la présente loi.

Transfer of accrued

(6) Notwithstanding any other provision of this Act, the value of benefits that have accrued to the members who are contributors under this Act on the day before the effective with this Act and the regulations referred to in subparagraph (3)(b)(i), shall be transferred to the plans in accordance with any regulations made under paragraph 42.1(1)(v.7).

(6) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la valeur — calculée conformément à la présente loi et au règlement visé au sous-alinéa (3)b)(i) — des presdate of the plans, calculated in accordance 10 tations échues au profit des membres qui sont 10 des contributeurs au titre de la présente loi le jour précédant la date de prise d'effet des régimes doit être transférée aux régimes conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe 42.1(1)v.7). 15

Transfert des échues

Pension plans not to affect accrued

(7) The provisions of the pension plans 15 referred to in this section respecting the benefits that had accrued to a member under this Act before the effective date of the plans shall not be the subject of collective bargaining under Part I of the Canada Labour Code 20 and shall not be altered in a way that would reduce those benefits.

(7) Les dispositions des régimes visés au présent article concernant les prestations échues au profit des membres au titre de la présente loi avant la date de prise d'effet des régimes ne peuvent faire l'objet d'une négo-20 ciation collective au titre de la partie I du Code canadien du travail. Ces dispositions ne peuvent être modifiées de manière à réduire le montant de ces prestations.

Establishment of group life insurance

46.4 (1) The Corporation shall, no later than the date referred to in subsection 46.3(1), establish no fewer than one group life insur-25 moins un régime d'assurance-vie collective ance plan for persons referred to in that subsection.

46.4 (1) La Société doit, au plus tard à la 25 Régime date visée au paragraphe 46.3(1), établir au pour les personnes visées à ce paragraphe.

d'assurance-

Benefits, etc., public service

- (2) The plans must provide for benefits for the members and their beneficiaries at least equal to those provided under Part II, as it read 30 prestations au moins égales à celles prévues on the day before the effective date of the plans, at a contribution rate no greater than the contribution rate under that Part as it read on that day.
 - (2) Les régimes doivent prévoir, au profit des membres et de leur bénéficiaire, des 30 par la partie II, dans sa version le jour précédant leur date de prise d'effet. Le taux de contribution ne peut dépasser celui prévu au titre de cette partie, dans sa version ce jour.

Benefits to employees

- (3) A person has the same rights as a 35 member under subsection (2) if
 - (a) he or she ceases to be employed by the Corporation after the effective date of the plans; and
 - (b) at the time he or she ceases to be so 40 employed, he or she has an entitlement to an immediate pension benefit, other than a lump-sum benefit, under a plan referred to in subsection 46.3(1).

(3) A les droits d'un membre aux termes du paragraphe (2) la personne qui cesse d'être employée de la Société après la date de prise d'effet des régimes et qui a alors droit à une prestation de pension payable immédiatement 40 au titre d'un régime visé au paragraphe 46.3(1), à l'exclusion des paiements forfaitaires.

Anciens employés

No alteration of plans before October 1. 2001

46.5 (1) The terms of the plans referred to in sections 46.3 and 46.4 shall not be the subject of collective bargaining - and shall not be modified with respect to employees not represented by a bargaining agent within the meaning of Part I of the Canada Labour Code - for any period that ends before October 1, 2001.

46.5 (1) Les dispositions des régimes visés aux articles 46.3 et 46.4 ne peuvent faire l'objet d'une négociation collective relativement à toute période se terminant avant le 1er octobre 2001. Elles ne peuvent être modifiées 5 relativement à une telle période en ce qui touche les employés qui ne sont pas représentés par un agent négociateur au sens de la partie I du Code canadien du travail.

Interdiction de modifier les régimes avant le 1ci octobre 2001

Alteration of plans

(2) The provisions of the plans referred to in subsection 46.3(7), may be the subject of collective bargaining if notice to bargain collectively is given within the meaning of section 49 of that Act on or after October 1, 2001.

(2) Les dispositions visées au paragraphe 10 Modification subsection (1), other than those referred to in 10 (1), à l'exclusion de celles visées au paragraphe 46.3(7), peuvent faire l'objet d'une négociation collective si un avis de négociation collective est donné au titre de l'article 49 de cette loi le 1er octobre 2001 ou après cette 15 15 date.

des régimes

No longer a participant under Part II

46.6 Notwithstanding section 51, a person ceases to be a participant for the purposes of Part II on the day on which section 227 of the Public Sector Pension Investment Board Act comes into force.

46.6 Malgré l'article 51, une personne cesse d'être un participant pour l'application de la partie II à la date d'entrée en vigueur de l'article 227 de la Loi sur l'Office d'investisse-20 20 ment des régimes de pensions du secteur public.

Personne cessant d'être un participant

1992, c. 46, s. 25(1)

98. (1) The definition "basic benefit" in subsection 47(1) of the Act is replaced by the following:

"basic henefit' « prestation de base »

"basic benefit", with respect to a participant, means an amount equal to twice the salary 25 of the participant, if that amount is a multiple of one thousand dollars, or an amount equal to the nearest multiple of one thousand dollars above twice the salary of the participant, if the first-mentioned amount is 30 not a multiple of one thousand dollars, subject to a reduction of ten per cent, to be made as of the time that the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty-five attained by the participant, ex-35 cept that

- (a) in the case of a participant who is employed in the Public Service, the basic benefit shall not be less than
 - (i) an amount equal to one third of the 40 participant's salary, if that one-third is a multiple of one thousand dollars, or an amount equal to the nearest multiple of one thousand dollars above one third of the participant's salary, if that 45 one-third is not a multiple of one thousand dollars, or

98. (1) La définition de « prestation de base », au paragraphe 47(1) de la même loi, 25 est remplacée par ce qui suit :

« prestation de base » "basic benefit'

1992, ch. 46,

par. 25(1)

- « prestation de base » Soit le montant égal au double du traitement du participant si ce montant est un multiple de mille dollars, soit le montant égal au plus petit multiple de mille dollars qui dépasse le double du traite-30 ment du participant si le montant mentionné en premier n'est pas un multiple de mille dollars, sous réserve d'une déduction de dix pour cent, faite à compter de la date prévue par les règlements, pour chaque année de 35 l'âge du participant ultérieure à soixantecinq ans, sauf que:
 - a) pour un participant employé dans la fonction publique, la prestation de base ne peut être inférieure au plus élevé des 40 montants suivants:
 - (i) un montant égal au tiers de son traitement si ce tiers est un multiple de mille dollars, ou un montant égal au plus petit multiple de mille dollars qui 45 dépasse le tiers de son traitement si ce tiers n'est pas un multiple de mille dollars,

1992, ch 46,

(ii) ten thousand dollars,

whichever is the greater,

- (b) subject to paragraphs (c) and (d), in the case of an elective participant who, on ceasing to be employed in the Public 5 Service, on ceasing to be a member of the regular force or on ceasing to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensa-10 tion Arrangements Regulations, No. 1, was entitled to an immediate annuity, or an immediate annual allowance, the basic benefit shall not be less than ten thousand dollars.
- (c) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 52(2), the basic benefit shall be five hundred dollars,
- (d) in the case of an elective participant 20 who makes an election under subsection 52(2.1), the basic benefit shall be five thousand dollars, and
- (e) in the case of an elective participant who makes an election under subsection 25 52(2.2), the basic benefit shall be subject to a reduction of ten per cent, to be made as of the time that the regulations prescribe, for every year of age in excess of sixty attained by the participant.

(ii) dix mille dollars:

- b) sous réserve des alinéas c) et d), dans le cas d'un participant volontaire qui, au moment où il a cessé d'être employé dans la fonction publique, a cessé d'être un 5 membre de la force régulière ou a cessé d'être astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, avait droit à une pension 10 immédiate ou à une allocation annuelle immédiate, la prestation de base ne peut être inférieure à dix mille dollars;
- c) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragra-15 phe 52(2), la prestation de base est de cinq cents dollars;
- d) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2.1), la prestation de base est de 20 cinq mille dollars:
- e) dans le cas d'un participant volontaire qui effectue un choix en vertu du paragraphe 52(2.2), la prestation de base fait l'objet d'une déduction de dix pour cent,25 et ce à compter de la date prévue par les règlements, pour chaque année de l'âge du participant ultérieure à soixante ans.

1992, c. 46, v. 25(2)

(2) Paragraphs (a) to (d) of the definition "participant" in subsection 47(1) of the Act are replaced by the following:

- (a) a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Ac-35 count or the Public Service Pension Fund.
- (b) an employee of a Crown corporation who is required to contribute to the Superannuation Account or the Public 40 Service Pension Fund in respect of current service.
- (b.1) a person who is required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 45 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1,

(2) Les alinéas a) à d) de la définition de « participant », au paragraphe 47(1) de la 30 même loi, sont remplacés par ce qui suit :

- a) Personne qui est tenue par l'article 5 de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique;
- b) employé d'une société d'État qui est tenu de contribuer au compte ou à la caisse pour du service courant;
- b.1) personne astreinte à contribuer au compte de régimes compensatoires par40 les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire;
- c) personne non visée par les alinéas a) à b.1) qui a opté en vertu de l'article 51 et continue à contribuer en vertu de la45 présente partie;

(c) a person not coming within paragraphs (a) to (b.1) who has made an election under section 51 and continues to contribute under this Part,

(d) a person not coming within paragraph 5 (a), (b), (b.1) or (c) who has made an election under section 51 and to whom the basic benefit of ten thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in this subsection, or 10 to whom the basic benefit of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that definition - or to whom the basic benefit of five thousand dollars referred to in paragraph (d) of that definition — ap- 15 plies without contribution under this Part by the participant for it,

d) personne non visée par les alinéas a), b), b.1) ou c) qui a opté en vertu de l'article 51 et à qui s'applique la prestation de base d'un montant de dix mille dollars mentionnée à l'alinéa b) de la 5 définition de « prestation de base » au présent paragraphe, à qui s'applique la prestation de base d'un montant de cinq cents dollars mentionnée à l'alinéa c) de cette définition ou la prestation de base 10 d'un montant de cinq mille dollars mentionnée à l'alinéa d) de celle-ci, sans contribution de sa part aux termes de la présente partie à cet égard:

(3) The definition "salary" in subsection 47(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (a), 20 modifiée par adjonction, après l'alinéa b), by adding the word "and" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) in the case of a participant who is required to contribute to the Retirement 25 Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, the salary referred to in subsections 8(3) or 9(1) of those Regula-30 tions.

(3) La définition de « traitement », au 15 paragraphe 47(1) de la même loi, est ce qui suit :

c) dans le cas d'un participant qui est astreint à contribuer au compte de régi-20 mes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, le traitement visé aux paragraphes 8(3) ou 9(1) de ce règlement. 25

(4) Subsection 47(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"immediate annual allowance" means an 35 « allocation annuelle immédiate » L'allocaannual allowance payable within thirty days after the day on which a participant ceases to be employed in the Public Service after March 31, 1995, or ceases to be required to contribute to the Retirement Com- 40 pensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1;

(4) Le paragraphe 47(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

tion annuelle payable dans les trente jours 30 immédiate » suivant la date à laquelle le participant cesse d'être employé dans la fonction publique après le 31 mars 1995 ou cesse d'être astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Rè-35 glement nº 1 sur le régime compensatoire.

« allocation annuelle ate annual allowance

99. The Act is amended by adding the following after section 47:

99. La même loi est modifiée par adjonc-45 tion, après l'article 47, de ce qui suit :

"immediate annual allowance" « allocation annuelle immédiate » Application

47.1 (1) A person who, immediately before the date on which this subsection comes into force, was contributing under Division II of Part I of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1 and had elected under that Division to continue to contribute is an elective participant for the purposes of this Part.

47.1 (1) La personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, contribuait au compte de régimes compensatoires au titre de la section II de la partie 5 I du Règlement nº 1 sur le régime compensa- 5 toire et a choisi, en vertu de cette section, de continuer d'y contribuer est un participant volontaire pour l'application de la présente partie.

Application

Salary

(2) For the purposes of this Part, the salary of a participant described in subsection (1) is 10 le traitement du participant visé au paragraphe the participant's salary under Division I of Part I of those Regulations in effect at the end of the period during which he or she was required to contribute under that Division.

(2) Pour l'application de la présente partie, 10 Traitement (1) est son traitement, selon la section I de la partie I de ce règlement, à la fin de la période durant laquelle il était tenu de contribuer au compte au titre de cette section.

Deemed

(3) An election by a participant under 15 subsection 27(1) of those Regulations before the date on which this subsection comes into force is deemed to be an election under subsection 52(1).

(3) Le choix exercé par le participant au titre du paragraphe 27(1) de ce règlement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputé être un choix exercé au titre du

paragraphe 52(1).

Choix réputé

designation

(4) A designation made by a participant 20 under subsection 23(1) of those Regulations before the date on which this subsection comes into force is deemed to be a designation under section 26 of the Supplementary Death Benefit Regulations.

(4) La désignation faite par le participant au titre du paragraphe 23(1) de ce règlement avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe est réputée être une désignation faite au titre de l'article 26 du Règlement sur les 25 25 prestations supplémentaires de décès.

Désignation

20

100. Sections 49 and 50 of the Act are replaced by the following:

49. If a benefit payable under Part I is apportioned between two survivors under a person referred to in subsection 55(2) is apportioned in the same manner.

100. Les articles 49 et 50 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Apportionment

49. Si le montant de prestation payable au titre de la partie I est réparti entre deux 30 subsection 25(2) or (10), the benefit payable to 30 survivants aux termes des paragraphes 25(2) ou (10), le montant de la prestation payable à la personne visée au paragraphe 55(2) est réparti de manière semblable.

Répartition

Service to be

50. For the purposes of sections 51 and 53,

(a) in calculating the period during which a person has been employed in the Public 35 Service, any service of that person as a member of the regular force, or the period during which the person was required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of 40 the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, shall be deemed to be employment in the Public Service; and

a) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été employée dans la fonction publique, tout service de cette personne à titre de membre de la force régulière ou la période durant laquelle elle 40 était astreinte à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire est réputé être un emploi dans la

fonction publique;

(b) in calculating the period during which a person has been a participant under this 45 50. Pour l'application des articles 51 et 53 : 35 Service devant être

45

Part, any period during which that person was a regular force participant under this Part prior to August 1, 1966 or under Part II of the Canadian Forces Superannuation Act, or was contributing under Division II of 5 Part I of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, shall be included.

b) dans le calcul de la période durant laquelle une personne a été un participant aux termes de la présente partie, toute période durant laquelle cette personne était un participant de la force régulière aux 5 termes de la présente partie antérieurement au 1er août 1966 ou aux termes de la partie II de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes ou durant laquelle elle contribuait au compte de régimes compen-10 satoires au titre de la section II de la partie I du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire doit être incluse.

101. Paragraph 51(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) may, within that period of thirty days, elect to continue to be a participant under this Part after the expiry of that period, and shall, if on ceasing to be so employed, or on ceasing to be required to contribute to the 15 Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, he or she is entitled to an immediate annuity or an immediate annual allow-20 ance - or to an immediate benefit or an immediate allowance under Part I of those regulations - be deemed so to have elected within that period to continue to be a participant under this Part after the expiry 25 of that period.

101. L'alinéa 51(2)b) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit : 15

b) peut, dans ce délai de trente jours, choisir de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de ce délai, et si, au moment où elle cesse d'être ainsi employée ou au moment où elle cesse d'être astreinte 20 à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement nº 1 sur le régime compensatoire, elle a droit à une pension immédiate ou à une allocation annuelle immédiate, ou à une 25 prestation immédiate ou à une allocation immédiate au titre de la partie I de ce règlement, elle sera censée avoir ainsi choisi dans ce délai de demeurer participant selon la présente partie après l'expiration de 30 ce délai.

1992, c. 46,

Elections to

reduce

benefits

102. (1) Subsections 52(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

52. (1) If the basic benefit of an elective the Public Service, or on ceasing to be required to contribute to the Retirement Compensation Arrangements Account by section 8 or 9 of the Retirement Compensation Arrangements Regulations, No. 1, was en-35 titled to an immediate annuity or an immediate annual allowance - or to an immediate benefit or an immediate allowance under Part I of those regulations — exceeds ten thousand dollars, the amount of the basic benefit shall, 40 if the participant so elects, be reduced to ten thousand dollars.

102. (1) Les paragraphes 52(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 26

52. (1) Lorsque la prestation de base d'un participant who, on ceasing to be employed in 30 participant volontaire qui, au moment où il a 35 prestation cessé d'être employé dans la fonction publique ou au moment où il cesse d'être astreint à contribuer au compte de régimes compensatoires par les articles 8 ou 9 du Règlement no I sur le régime compensatoire, avait droit à 40 une pension immédiate ou à une allocation annuelle immédiate, ou à une prestation immédiate ou à une allocation immédiate au titre de la partie I de ce règlement, dépasse dix mille dollars, le montant de la prestation de 45 base doit, si le participant opte en ce sens, être ramené à dix mille dollars.

Choix de réduire la Transitional

(2) An elective participant who has made an election under section 52 of this Act as it read from time to time before October 5, 1992 is. beginning on that day, deemed to have elected to reduce the basic benefit of the participant to five thousand dollars unless, within one year after that day, the participant elects not to be deemed to have so elected.

Disposition transitoire

Transitional

(2.1) An elective participant who has made an election under section 52 of this Act as it 10 tué un choix en vertu de l'article 52 de la 10 read from time to time before the day on which this subsection comes into force is, beginning on that day, deemed to have elected to reduce his or her basic benefit to ten thousand dollars unless, within one year after that day, the 15 base à dix mille dollars, à moins qu'il ne 15 participant elects not to be deemed to have so elected.

transitoire

Transitional

(2.2) An elective participant who has attained the age of sixty years on April 1, 1999 which this subsection comes into force, to have his or her basic benefit determined in accordance with paragraph (e) of the definition "basic benefit" in subsection 47(1).

(2.2) Le participant volontaire qui a atteint l'âge de soixante ans le 1er avril 1999 peut, may elect, within one year after the day on 20 dans l'année suivant la date d'entrée en 20 vigueur du présent paragraphe, choisir de faire établir le montant de sa prestation de base conformément à l'alinéa e) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1).

(2) Le participant volontaire qui a effectué

un choix en vertu de l'article 52 de la présente

loi, dans l'une de ses versions antérieures au 5 octobre 1992, est, à partir de cette date,

5 réputé avoir choisi de ramener sa prestation de 5

base à cinq mille dollars, à moins qu'il ne

choisisse, dans l'année suivant cette date, de

(2.1) Le participant volontaire qui a effec-

présente loi, dans l'une de ses versions

antérieures à la date d'entrée en vigueur du

présent paragraphe, est, à partir de cette date,

réputé avoir choisi de ramener sa prestation de

choisisse, dans l'année suivant cette date, de ne pas être assujetti à cette présomption.

ne pas être assujetti à cette présomption.

1992, c. 46, s. 26

(3) An election made under this section is

sion of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 52(3) de la version25 anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:

1992, ch. 46,

1996, c. 18.

irrevocable

irrevocable.

(2) Subsection 52(3) of the English ver-25

(3) An election made under this section is irrevocable.

irrevocable

art. 37

Amount of contributions

103. Section 53 of the Act is replaced by the following:

103. L'article 53 de la même loi est 30 1996, ch. 18. 30 remplacé par ce qui suit :

Montant de la

53. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund at the rate of fifteen cents per month for every thousand dollars in the amount of the participant's basic benefit (reduced, if the participant has at-35 le participant a atteint l'âge de soixante-cinq tained the age of sixty-five years and is employed in the Public Service, having been so employed substantially without interruption for two years or more or having been a participant under this Part without interrup-40 interruption pendant au moins deux ans, un tion for two years or more, by one dollar and fifty cents per month, commencing as of the time that the regulations prescribe, being the contribution otherwise payable under this Part for the basic benefit in the amount of ten 45 d'un montant de dix mille dollars que menthousand dollars referred to in the definition "basic benefit" in subsection 47(1)) or, in the

53. Chaque participant doit contribuer au Trésor au taux de quinze cents par mois par tranche de mille dollars comprise dans le montant de sa prestation de base - moins, si 35 ans et est employé dans la fonction publique, ayant été ainsi employé sans interruption sensible pendant au moins deux ans ou ayant été participant selon la présente partie sans 40 dollar et cinquante cents par mois à partir de la date que fixent les règlements, soit la contribution autrement payable aux termes de la présente partie pour la prestation de base 45 tionne la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1) — ou, s'il s'agit d'un

case of elective participants and participants who are absent from duty, any contribution that the regulations prescribe.

participant volontaire ou absent de son poste, pour le montant que fixent les règlements.

104. Section 55 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

104. L'article 55 de la même loi est 5 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(2.1) If it is established to the satisfaction of the Minister when the participant dies that the beneficiary or widow cannot be found, the benefit shall be paid to the estate or succession of the participant or, if less than one thousand 10 dollars, shall be paid as the Minister may direct.

(2.1) S'il est établi à la satisfaction du ministre que, au décès du participant, le bénéficiaire ou la veuve est introuvable, la prestation est payée à la succession du participant ou, dans le cas d'un montant de moins de 10 mille dollars, selon ce qu'il l'ordonne.

1992, c. 46, s. 27

105. Subparagraph 56(1)(c)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the amount of the single premium 15 determined under Schedule II in respect of each participant in the case of whom the basic benefit in the amount of ten thousand dollars referred to in paragraph (b) of the definition "basic benefit" in 20 subsection 47(1), or the basic benefit in the amount of five hundred dollars referred to in paragraph (c) of that definition - or the basic benefit in the amount of five thousand dollars referred to in 25 paragraph (d) of that definition — applies without contribution under this Part by the participant for it; and

106. Paragraph 61(1)(h) of the English version of the Act is replaced by the 30 se de la même loi est remplacé par ce qui following:

(h) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the spouse, beneficiary or estate or succession of a deceased participant, of 35 reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;

107. The definition "contributor" section 64 of the Act is repealed.

108. Section 65 of the Act is repealed.

109. Subsection 66(1) of the Act is replaced by the following:

105. Le sous-alinéa 56(1)c)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 27

Exception

(iii) le montant de la prime unique, déterminé d'après l'annexe II, à l'égard 15 de chaque participant dans le cas duquel s'applique la prestation de base d'un montant de dix mille dollars visée à l'alinéa b) de la définition de « prestation de base » au paragraphe 47(1), la presta-20 tion de base d'un montant de cinq cents dollars visée à l'alinéa c) de cette définition ou la prestation de base d'un montant de cinq mille dollars visée à l'alinéa d) de cette définition, sans contribution de sa 25 part aux termes de la présente partie à cet égard;

106. L'alinéa 61(1)h) de la version anglaisuit: 30

(h) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the spouse, beneficiary or estate or succession of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the main-35 tenance, medical care or burial of the participant;

107. La définition de « contributeur », à 40 l'article 64 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46, art. 30

108. L'article 65 de la même loi est 40 1992, ch. 46, art. 30 abrogé.

109. Le paragraphe 66(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992 ch 46 art. 30

1992, c. 46,

1992, c. 46,

s. 30

1992, c. 46, s. 30

Contributions

pour service

accompagné

Contributions for elective

- 66. (1) A person who elects, pursuant to section 6 or 39, to count as pensionable service any period of elective service specified in that section, or any portion of that service, that is 2000 is required to contribute to the Superannuation Account or the Public Service Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the 10 salary described in those sections
 - (a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate of one half of one per cent 15 of the person's salary; and
 - (b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after December 31, 1976 and before January 1, 2000 at the rate of one per cent of the 20 person's salary.

1992, c. 46,

110. Section 67 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 30

111. Paragraph 69(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month 25 of a person who is in receipt of a pension by virtue of being a survivor or a child, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the 30 pension is payable.

1992. c. 46. s. 3()

112. Subsection 70(2) of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 30

113. The portion of subsection 71(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the 35 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé following:

Regulations

71. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax* 40 dispositions déterminées de l'article 147.1 de Act and Part LXXXV of the Income Tax Regulations, make regulations

66. (1) La personne qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 39, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spéafter March 31, 1970 but before January 1, 5 cifiée dans ces articles, ou une fraction de 5 celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 2000 est tenue, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la fonction publique, en plus de tout montant à verser en 10 vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et à l'égard du traitement visés à ces articles:

- a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option 15 postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au I^{er} janvier 1977, au taux de un demi pour cent de son traitement:
- b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option 20 postérieure au 31 décembre 1976 et antérieure au 1er janvier 2000, au taux de un pour cent de son traitement.

110. L'article 67 de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 30 25

111. L'alinéa 69(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 30

- b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui recoit une pension à titre de survivant ou d'enfant est l'année ou le mois 30 de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la pension est payable.
- 1992, ch. 46, 112. Le paragraphe 70(2) de la même loi art. 30 est abrogé. 35

113. Le passage du paragraphe 71(1) de la par ce qui suit :

1992, ch. 46, art 30

71. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, en vue de permettre au régime 40 prévu par la présente loi d'être conforme à des la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu:

Règlements

45

R.S., c. C-17;

Supp.), c. 13 (2nd Supp.);

1989, c. 6:

"contribu-

« contribu teur »

tor"

1992, c. 46; 1998, c. 35

R.S., c. 31 (1st

114. (1) Part II of Schedule I to the Act is amended by striking out the following:

Postmasters and Assistant Postmasters in Revenue Post Offices

Maîtres de poste et maîtres de poste adjoints 5 dans les bureaux à commission

(2) Part III of Schedule I to the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Canada Post Corporation

Société canadienne des postes

AMENDMENTS TO THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

115. (1) The definitions "contributor" and "salary" in subsection 2(1) of the Canadian Forces Superannuation Act are replaced by the following:

"contributor" means a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and includes, unless the con-20 text otherwise requires,

(a) a person who has ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and

(b) for the purposes of sections 26 to 35 25 and 38 to 40, a contributor under Part V of the former Act who has become entitled to a pension under that Part or has died:

"salary" as applied to a member of the Cana-30 dian Forces means the pay received by the member from employment as a member of the Canadian Forces:

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical 35 modifié par adjonction, selon l'ordre alphaorder:

"Canadian Forces Pension Fund" means the fund established under section 55.2:

114. (1) La partie II de l'annexe I de la même loi est modifiée par suppression de ce aui suit:

Maîtres de poste et maîtres de poste adjoints dans les bureaux à commission

Postmasters and Assistant Postmasters in Revenue Post Offices

(2) La partie III de l'annexe I de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 10

10 Société canadienne des postes

Canada Post Corporation

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

L.R., ch. C-17; L.R., ch. 31 (1er suppl.), ch. suppl.); 1989, ch. 6: 1992. ch. 46; 1998. ch. 35

115. (1) Les définitions de « contributeur » et « traitement », au paragraphe 2(1) de la Loi sur la pension de retraite des Forces 15 15 canadiennes, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces 20 tor' canadiennes. Sont compris parmi les contributeurs, sauf si le contexte exige une interprétation différente :

« contribu-"contribu-

a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte ou à la 25 caisse:

b) pour l'application des articles 26 à 35 et 38 à 40, un contributeur selon la partie V de l'ancienne loi, qui est devenu admissible à une pension sous le régime 30 de cette partie, ou qui est décédé.

« traitement » La solde d'un membre des Forces canadiennes pour l'année provenant de son emploi à ce titre.

« traitement » "salary"

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est 35 bétique, de ce qui suit :

« Caisse de retraite des Forces canadiennes » La caisse constituée par l'article 55.2.

« Caisse de retraite des Forces canadiennes » Forces Pension Fund"

"salary" « traite ment »

"Canadian Forces Pension Fund' « Caisse de retraite des Forces canadiennes »

"Canadian Forces tion Investment « Fonds de placement du compte de retraite des Forces nes »

"child"

"survivor" « survi-

Eligibility

"Canadian Forces Superannuation Investment Fund" means the fund established under section 55.1:

« enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fille du contributeur - ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui — qui était à la charge de celui-ci au moment de son dé- 5

« Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes » Le fonds constitué par l'article 55.1.

- enfant -"child"

« Fonds de canadien-Investment

"survivor", in relation to a contributor, means 10 « survivant » Personne qui :

contributor for support;

"child" means a child or stepchild of — or an 5 individual adopted either legally or in fact by - a contributor, who at the time of the

contributor's death was dependent on the

- (a) a person who was married to the contributor at the time of the contributor's death, or
- (b) a person referred to in subsection 29(1). 15

1() « survivant »

- a) était unie au contributeur par les liens du mariage au décès de celui-ci;
- b) est visée au paragraphe 29(1).

(3) Subsection 2(2) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 2(2) de la même loi est abrogé.

116. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

4. (1) Subject to this Act, an annuity or other benefit specified in this Act shall be paid to or 20 de la présente loi, une annuité ou autre in respect of every person who, being required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund in accordance with this Act, ceases to be a member of the regular force or dies, and that 25 des Forces canadiennes d'après la présente annuity or other benefit shall, subject to this Act, be based on the number of years of pensionable service to the credit of that person.

116. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sous réserve des autres dispositions prestation ci-après spécifiée est versée à toute 20 personne - ou à l'égard de celle-ci - qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite loi, cesse d'être membre de la force régulière 25 ou meurt. Cette annuité ou autre prestation repose, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne. 30

Admissibilité

1992. 46.

117. (1) Subsection 5(1) of the Act is 30 117. (1) Le paragraphe 5(1) de la même replaced by the following:

loi est remplacé par ce qui suit :

Contribution

années 2000

pour les

à 2003

Contribution rates before 2004

- 5. (1) A member of the regular force, except a person described in subsection (1.1), is required to contribute, in respect of every year in the period beginning on January 1, 2000 and from salary or otherwise,
 - (a) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 15(3); and 10
 - (b) seven and one-half percent of the portion of his or her salary that is greater than the Year's Maximum Pensionable Earnings.

Contribution rates - 2004 and later

(1.01) A member of the regular force, 15 except a person described in subsection (1.1), is required to contribute, in respect of every portion of the period beginning on January 1, 2004 by reservation from salary or otherwise, at the contribution rates determined by the 20 Treasury Board in respect of that portion on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.

Funds for contributions

(1.02) The contributions shall be made to beginning on January 1, 2000 and ending on March 31, 2000 and shall be made to the Canadian Forces Pension Fund for the period after that.

Limitation determination of contribution rate

- (1.03) In determining the contribution rates 30 for the purposes of subsection (1.01) and paragraphs (2)(b), (3)(b) and (4)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one per cent in respect of any portion of salary, 35 whether less than, equal to or more than the Year's Maximum Pensionable Earnings, the previous rate; and
 - (b) exceed the rates paid by contributors under section 5 of the Public Service 40 Superannuation Act.

1992, c. 46, s. 33(2)

(2) Subsection 5(2) of the Act is replaced by the following:

Contribution rates thirty-five years of service before January 1, 2000

(2) A person who has to his or her credit, before January 1, 2000, a period of pension-45 1er janvier 2000, une période de service de able service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to

5. (1) Pour chaque année de la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003, tout membre de la force régulière, sauf celui visé au paragraphe (1.1), ending on December 31, 2003, by reservation 5 est tenu de payer au compte de pension de 5 retraite, par retenue sur son traitement ou autrement:

> a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, 10 au sens du paragraphe 15(3);

b) sept et demi pour cent de la portion de son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.

(1.01) À compter du 1^{er} janvier 2004 et pour 15 toute partie de la période en cause, le membre de la force régulière, à l'exception de celui visé au paragraphe (1.1), est tenu de payer au compte de pension de retraite, par retenue sur son traitement ou autrement, la contribution 20 calculée selon les taux que le Conseil du Trésor détermine sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre.

(1.02) Les contributions sont versées au the Superannuation Account for the period 25 compte de pension de retraite en ce qui touche 25 contributions la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

Versement

Contribution

à compter de

2004

(1.03) Pour l'application du paragraphe 30 Taux (1.01) et des alinéas (2)b, (3)b et (4)b, les taux de contribution ne peuvent :

maximums

- a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes pour cent, pour toute portion du traitement, que celle-ci dépasse 35 ou non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension;
- b) être supérieurs aux taux des contributions payables au titre de l'article 5 de la Loi sur la pension de la fonction publique. 40

(2) Le paragraphe 5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) La personne ayant à son crédit, avant le trente-cinq ans ouvrant droit à pension - ou 45 une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant

1992, ch. 46, par. 33(2)

Contribution trente-cina ans de service avant le 1er janvier 2000

Contribution

service on or

after January 1, 2000 and

before April

1, 2000

rates -

thirty-five

vears of

contribute under subsections (1) and (1.01) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,

- (a) to the Superannuation Account, in 1, 2000 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and
- (b) to the Superannuation Account, in 10 respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the 15 Treasury Board and the Minister.
- (3) A person who has to his or her credit, on or after January 1, 2000 and before April 1, 2000, a period of pensionable service - or a sionable service — totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (1.01) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,
 - respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's salary; and 35
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint 40 recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.
- (4) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service 45 service de trente-cinq ans ouvrant droit à and other pensionable service - totalling thirty-five years is only required to contribute

- trente-cinq ans n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (1.01). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou autrement, au respect of the period beginning on January 5 compte de pension de retraite, en plus de toute 5 autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traitement - pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 10 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er 15 janvier 2004.
- (3) La personne ayant à son crédit, le 1er janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1er avril 2000, une période de service de period of pensionable service and other pen-20 trente-cing ans ouvrant droit à pension — ou 20 une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1) que pour has to his or her credit those thirty-five years 25 la période débutant le 1er janvier 2000 et se 25 terminant le jour précédant celui où elle atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (1.01), mais est (a) to the Superannuation Account, in 30 astreinte à payer, par retenue sur son traite-30 ment ou autrement, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traite-35 ment — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003;
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur 40 recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004.
 - (4) La personne ayant à son crédit, le 1er avril 2000 ou après cette date, une période de 45 pension — ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service

trente-cina ans de service le 1^{er} janvier après cette avant le 1er

Contribu-

trente-cinq ans de service

le ler avril

2000 ou après cette

Contribution thirty-five after April 1,

under subsections (1) and (1.01) during the period beginning on April 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (1.01) but is required to contribute, by reservation from salary or otherwise,

- (a) to the Canadian Forces Pension Fund, in respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in 10 addition to any other amount required under this Act, at a rate of one per cent of the person's salary; and
- (b) to the Canadian Forces Pension Fund, in respect of the period beginning on January 15 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister. 20

pensionable

- (5) For the purpose of subsections (2) to (4), "other pensionable service" means years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable
 - (a) out of the Consolidated Revenue Fund. or out of any account in the accounts of Canada other than the Superannuation Account: or
 - (b) out of the Public Service Pension Fund 30 within the meaning of the Public Service Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act. 35

Contributions not required

(6) Notwithstanding anything in this Part, no person shall, in respect of any period of service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in rate of salary that is in excess of the annual rate of salary that is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

- totalisant trente-cinq ans n'est astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (1.01) que pour la période débutant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le jour précédant 5 celui où elle atteint trente-cinq ans de service. 5 Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur son traitement ou autrement, à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, en plus de toute autre 10 somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de son traitement — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se 15 terminant le 31 décembre 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er 20 janvier 2004.
- (5) Pour l'application des paragraphes (2) à (4), « autre période de service » s'entend des années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un 25 25 genre spécifié dans les règlements qui est payable:

a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de pension de retraite; 30

b) soit par la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, ou la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au sens de la Loi sur la pension de retraite de 35 la Gendarmerie royale du Canada.

118. (1) Clause 6(a)(ii)(A) of the Act is replaced by the following:

(6) Malgré les autres dispositions de la présente partie, nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la 40 respect of any portion of that person's annual 40 présente partie en ce qui regarde la partie de son taux de traitement annuel dépassant le taux de traitement annuel fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementai-45

> 118. (1) La division 6a)(ii)(A) de la même 45 loi est remplacée par ce qui suit :

Autre période de service

Contributions non requises

(A) any period during which he or she is required by subsections 5(1) and (1.01) to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, and

(2) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of clause (K) and by adding the following after clause (L):

- (M) any period of service of a kind 10 described in the regulations if the contributor elects within the time specified, and in the manner specified, in the regulations to pay for that service, 15
- (N) subject to the regulations, any period of service in respect of which payment of a commuted value to a contributor has been effected in accordance with section 24.1, if the contrib- 20 utor elects, in accordance with the regulations, to pay for that service.

(A) d'une part, toute période durant laquelle il est astreint par les paragraphes 5(1) et (1.01) à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadien- 5

(2) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (L), de ce qui suit :

- (M) toute période de service d'un 10 genre spécifié dans les règlements, s'il choisit, selon les modalités réglementaires de temps et autres, de payer à l'égard de ce service,
- (N) sous réserve des règlements, toute 15 période de service à l'égard de laquelle le paiement d'une valeur escomptée a été fait conformément à l'article 24.1. si le contributeur choisit conformément aux règlements de payer à 20 l'égard de ce service.

1992, c. 46, s. 35

119. Subsection 6.1(2) of the Act is replaced by the following:

Contributions not required

(2) Notwithstanding section 5, a contributor 25 who makes an election under subsection (1) is not required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund under that section in respect of the portion of the period to which the election 30 article relativement à la partie de la période relates.

120. (1) Paragraphs 7(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

- (c) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(A) or (B), an amount equal 35 to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contrib-
 - (i) if that period or any portion of it was 40 before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was 45 after 1965 but before April 1, 1969, in the

119. Le paragraphe 6.1(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 35

(2) Par dérogation à l'article 5, le contributeur qui effectue le choix visé au paragraphe 25 (1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes visés à cet visée par ce choix. 30

120. (1) Les alinéas 7(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) relativement à toute période spécifiée dans les divisions 6b)(ii)(A) ou (B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été 35 requis de contribuer, s'il avait été pendant celle-ci obligé de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragra-40 phe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais 45

non requises

manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that period or portion,

(iii) if that period or any portion of it was 5 after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,

(iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and

(v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.01), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a contributor under this Act, together with interest:

(d) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C) or (D), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contrib- 30 ute

(i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that 35 period or portion,

(ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately 40 prior to April 1, 1969, in respect of that period or portion,

(iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set 45 forth in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,

antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 3110 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier15 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,

(v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décem-20 bre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.01), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle 25 qu'on était autorisé à lui verser la dernière fois qu'il est devenu contributeur aux termes de la présente loi, avec les intérêts;

d) relativement à toute période spécifiée dans les divisions 6b)(ii)(C) ou (D), un 30 montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer, s'il avait été, pendant celle-ci, obligé de contribuer :

(i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la 35 manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,

(ii) lorsque cette période ou toute partie 40 de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de 45 période,

(iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and

(v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.01), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her during that period, together with interest;

(2) Paragraph 7(1)(g) of the Act is replaced by the following:

- (g) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(G), an amount equal to the amount that he or she would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that 30 period or portion.
 - (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on 35 December 31, 1999, in respect of that period or portion,

- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 5 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1er janvier10 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décem-15 bre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(1.01), relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle 20 qu'on était autorisé à lui verser pendant cette période, avec les intérêts;

(2) L'alinéa 7(1)g) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

- g) relativement à toute période spécifiée 25 dans la division 6b)(ii)(G), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, durant celle-ci, il avait été tenu de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de 30 celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,
 - (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et au taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relative-40 ment à cette période ou à cette partie de période,
 - (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier45 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

5

(iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and

(v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(1.01), in respect of that period or 10

in respect of pay on a full-time basis at the rates in effect during those periods for the rank or ranks in the Canadian Forces corresponding to the rank or ranks held by him or her during that period, together with 15 interest:

1992, c. 46, s. 36

(3) Paragraph 7(1)(l) of the Act is replaced by the following:

(l) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(L), (M) or (N), the amounts 20 determined in accordance with the regulations.

121. The Act is amended by adding the following after section 8:

Special procedures for elections

8.1 When an election is made to count as 25 pensionable service a period of service specified in clause 6(b)(ii)(L), (M) or (N), section 8 applies in the manner and to the extent set out in the regulations.

122. (1) Section 9 of the Act is amended by 30 adding the following after subsection (1):

Election after March 31, 2000

(1.1) For the purposes of subsection (1), an amount required to be paid by a contributor pursuant to an election made after March 31, 2000 shall be paid into the Canadian Forces 35 2000 doit être payée à la Caisse de retraite des Pension Fund.

(2) Subsection 9(4) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

(4) When any amount payable by a contributor into the Superannuation Account or the 40 contributeur au compte de pension de retraite Canadian Forces Pension Fund by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of death, that amount, with interest at four per

- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1er janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette 5 période ou à cette partie de période,
- (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 10 5(1.01), relativement à cette période ou à cette partie de période.

en ce qui concerne la solde sur une base de plein temps selon les taux en vigueur durant ces périodes pour le grade ou les grades des 15 Forces canadiennes correspondant au grade ou aux grades qu'il a détenus au cours de cette période, avec les intérêts;

(3) L'alinéa 7(1)l) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 36

l) relativement à la période mentionnée aux divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), les montants déterminés en conformité avec les règlements.

121. La même loi est modifiée par adjonc-25 tion, après l'article 8, de ce qui suit :

8.1 Dans le cas des choix prévus aux divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), l'article 8 s'applique dans la mesure et selon les modalités prévues aux règlements.

Choix régis par règlement

122. (1) L'article 9 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la somme que le contributeur est tenu de payer 35 mars 2000 par suite d'un choix exercé après le 31 mars Forces canadiennes.

après le 31

(2) Le paragraphe 9(4) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

(4) Lorsqu'un montant payable par un ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes moyennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre façon est devenu exigi-45 ble, mais demeure impayé à l'époque de son

Recouvrement des montants dus "cash

termination

« allocation

de cessation

en espèces »

allowance

cent per annum from the time it became due, may be recovered in accordance with the regulations from any allowance payable under this Act to the survivor or children of the recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of it, and any amounts so recovered shall be credited to the Superannuation Account or paid into the Canadian Forces purposes of the definition "return of contributions" in section 10, to have been paid into that Account or Fund by the contributor.

123. The definitions "cash termination in section 10 of the Act are replaced by the following:

"cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of 20 the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him or her at the time he or she ceases to be a member of the regular force, minus an amount equal to the amount by which 25

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the 30 regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965, if he or she had contributed on the basis of the rate set forth in subsection 5(1) as it read on 35 December 31, 1965.

exceeds

(b) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces 40 Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the regular force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965; 45

"return of contributions" means a return of

décès, ce montant, avec intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation contributor, without prejudice to any other 5 payable, selon la présente loi, au survivant ou 5 aux enfants du contributeur, sans préjudice de tout autre recours accessible à Sa Maiesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré est porté au crédit du Pension Fund and shall be deemed, for the 10 compte de pension de retraite ou versé à la 10 caisse et est réputé, pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » à l'article 10, avoir été versé à ce compte ou à cette caisse par le contributeur.

123. Les définitions de « allocation de 15 allowance" and "return of contributions" 15 cessation en espèces » et « remboursement de contributions », à l'article 10 de la même loi, sont respectivement remplacées par ce

> « allocation de cessation en espèces » Mon-20 « allocation tant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser à la date où il cesse d'être membre de la for-25 ce régulière, moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui visé à l'alinéa b):

de cessation

- a) le montant total que le contributeur aurait été tenu de verser au compte de 30 pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière — à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des 35 paiements échelonnés — relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base du taux indiqué au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965; 40
- b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte ou à la caisse jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la force régulière - à l'exception des intérêts ou des 45 frais requis pour des paiements échelonnés - relativement à du service postérieur à 1965.

"return of contribu-

« remboursement de

contribu-

"return of

contribu-

tions'

(a) the amount paid by the contributor into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund but not including any amount so paid pursuant to 5 subsection 39(7) of the Public Service Superannuation Act or subsection 24(6) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, and

(b) any amount paid by him or her into 10 any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund.

to the extent that the amount remains to his 15 or her credit in the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, together with interest, if any, calculated pursuant to section 13.

« remboursement de contributions » Remboursement:

a) d'une part, du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des 5 Forces canadiennes, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la Loi sur la pension de la fonction publique ou au paragraphe 24(6) de la Loi sur la pension de retraite 10 de la Gendarmerie royale du Canada;

b) d'autre part, de tout montant qu'il a versé à un autre compte, caisse ou fonds, avec intérêt, le cas échéant, qui a été transféré au compte de pension de retrai-15 te ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la caisse, avec intérêt, le cas échéant, 20 calculé en application de l'article 13.

124. Subsection 11(2) of the Act is re-20 placed by the following:

(2) When an annual allowance becomes payable under this Part to a survivor or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall 25 des règlements, payée en mensualités égales continue, subject to this Part, until the end of the month during which the recipient dies or otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death 30 of the recipient shall be paid to the estate or succession of the recipient or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.

124. Le paragraphe 11(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable, en vertu de la présente partie, à un 25 survivant ou à un enfant, elle est, sous réserve le mois écoulé et continue, sous réserve de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel le prestataire meurt ou cesse d'une 30 autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui en demeure impayé après son décès est payé à la succession du prestataire ou, si le montant est inférieur à mille dollars, de la 35 manière que prescrit le ministre.

Durée du paiement, etc. an curvivant ou à l'enfant

125. Section 13 of the Act is replaced by the following:

13. For the purposes of the definition "return of contributions" in section 10, interest shall be calculated in the manner that the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regula- 40 conformément aux règlements : tions.

125. L'article 13 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

13. Pour l'application de la définition de « remboursement de contributions », à l'arti-40 cle 10, l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés

Intérêt sur le remboursement de contributions

a) au taux de quatre pour cent composé annuellement pour toute période antérieure 45 au 1er janvier 2001;

Interest on return of contributions

Duration of

payment, etc.,

to survivor or

child

(a) at the rate of four per cent, compounded annually, for any period before January 1. 2001: and

(b) at the rates established in the regulations made under paragraph 50.1(1)(d.3) com- 5 pounded quarterly, for any period beginning on or after January 1, 2001.

b) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 50.1(1)d.3), composé trimestriellement, pour toute période postérieure au 31 décembre 2000.

1992, c. 46, s. 39

126. Paragraphs 14(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

(a) a benefit under this Part, Part I.1 or Part 10 III is not capable of being assigned. charged, anticipated or given as security and any transaction that purports to assign, charge, anticipate or give as security any such benefit is null and void; 15

(b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part. Part I.1 or Part III is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person except under section 24.1 or 20 subsection 29(3) or under regulations made under section 59.1, and any other transaction that purports to so surrender or commute any such benefit is null and void; and

(c) a benefit under this Part, Part I.1 or Part 25 III is exempt from attachment, seizure and execution, either at law or in equity.

127. Subsection 15(5) of the Act is replaced by the following:

(5) For the purposes of subparagraphs 30 (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during which a person continues to be a member of the regular force and is required to make contributions under subsections 5(2) to (4) is deemed to be a period of pensionable service 35 (4) est réputée une période de service ouvrant to the credit of that person.

128. Section 16 of the Act is replaced by the following:

16. A contributor who, having reached retirement age, ceases to be a member of the 40 l'âge de retraite, cesse d'être membre de la regular force for any reason other than a reason described in subsection 18(1) is entitled to a benefit determined as follows:

(a) if he or she has served in the regular force for a period less than or equal to the 45 period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions:

126. Les alinéas 14a) à c) de la même loi 5 1992, ch 46, art. 39 sont remplacés par ce qui suit :

a) les prestations visées à la présente partie ou aux parties I.1 ou III ne peuvent être cédées, grevées, assorties d'un exercice anticipé ou données en garantie, et toute 10 opération en ce sens est nulle;

b) les prestations auxquelles un contributeur, un survivant ou un enfant a droit, en vertu de la présente partie ou des parties I.1 ou III, ne peuvent, sauf au titre de l'article 15 24.1 ou du paragraphe 29(3) ou des règlements pris en vertu de l'article 59.1, faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause: toute opération en ce sens est nulle;

c) les prestations visées à la présente partie ou aux parties I.1 ou III sont, en droit ou en équité, exemptes d'exécution de saisie et de saisie-arrêt.

127. Le paragraphe 15(5) de la même loi 25 1992, ch 46, est remplacé par ce qui suit :

par. 40(3)

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant laquelle une personne demeure membre de la force régulière et est astreinte à verser des 30 contributions au titre des paragraphes 5(2) à droit à pension au crédit de cette personne.

Solde réputée reçue pendant certaines périodes

128. L'article 16 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

16. Un contributeur qui, après avoir atteint force régulière pour toute raison autre qu'une raison mentionnée au paragraphe 18(1) a droit à une prestation déterminée comme suit :

Prestations payables à la retraite

a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure ou égale à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à un remboursement de contributions:

Benefits payable on

1992, c. 46,

s. 40(3)

Deemed

period of

pensionable

- (b) if he or she has served in the regular force for a period greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the 5 purposes of paragraph (c), he or she is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(c) if he or she has served in the regular force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to an immediate annuity.

129. Paragraph 17(2)(e) of the Act is replaced by the following:

(e) if he or she has served in the regular force, other than as a subordinate officer, for a period equal to or greater than the period 20 prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, at his or her option, to a return of contributions or a deferred annuity, or

130. (1) Paragraphs 18(1)(a) and (b) of 25 the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the regular force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled 30 to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if he or she has served in the regular 35 force for a period that is equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate annuity.

(2) Paragraphs 18(2)(a) to (d) of the Act 40 are replaced by the following:

(a) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is 45 entitled to a return of contributions;

- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa c), il est admissible 5 au plus élevé des deux montants suivants :
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant 10 une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à une annuité immédiate.

129. L'alinéa 17(2)e) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

e) si, à tout autre titre que celui d'officier subalterne, il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'ap-20 plication du présent alinéa, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée;

130. (1) Les alinéas 18(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 25

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible au plus élevé des deux montants suivants : 30
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espèces;
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période 35 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), il est admissible à une annuité immédiate.

(2) Les alinéas 18(2)a) à d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure ou égale à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à un remboursement de contributions;

- (b) if he or she has served in the regular force for a period greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the 5 purposes of this paragraph, he or she is entitled to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater;

- (c) if or she has served in the regular force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (b) but less than the period prescribed by the regulations for the 15 purposes of this paragraph, he or she is entitled, at his or her option, to
 - (i) a return of contributions,
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) with the consent of the Minister, an 20 immediate annuity reduced until the time that he or she reaches sixty-five years of age but not after that time, by five per cent for each full year not exceeding six by which
 - (A) the period of service in the regular force is less than twenty years, or
 - (B) his or her age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank,

whichever is the lesser; and

- (d) if he or she has served in the regular force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is 35 entitled to an immediate annuity.
- (3) Subsections 18(3) and (4) of the Act are repealed.
- 131. Sections 19 and 20 of the Act are replaced by the following:
- 19. (1) A contributor who, not having reached retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1) or (2) is, except as provided in section 45 ou 18(1) ou (2) a droit, sauf disposition 20, entitled to a benefit determined as follows:

- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est admis- 5 sible au plus élevé des deux montants suivants:
 - (i) un remboursement de contributions.
 - (ii) une allocation de cessation en espè-
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa b), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est 15 admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée,
 - (iii) avec le consentement du ministre, à une annuité immédiate réduite, tant qu'il 20 n'a pas atteint l'âge de soixante-cinq ans, mais non après, de cinq pour cent multiplié par le moindre des nombres d'années entières, n'excédant pas six, obtenus en effectuant les soustractions suivantes :
 - (A) vingt ans moins la durée de son service dans la force régulière,
 - (B) l'âge de retraite applicable à son grade moins son âge au moment de sa 30
- d) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa c), il est admissible à une annuité immédiate. 35
- (3) Les paragraphes 18(3) et (4) de la même loi sont abrogés.
- 131. Les articles 19 et 20 de la même loi 40 sont remplacés par ce qui suit :
 - 19. (1) Un contributeur qui, n'ayant pas 40 Retraite atteint l'âge de retraite, cesse d'être membre de la force régulière pour un motif autre qu'un motif mentionné au paragraphe 17(1) ou (2)

attribuable à motifs

Retirement for other reasons

15

- (a) if he or she has served in the regular force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions;
- (b) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the 10 regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled, at his or her option, to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a deferred annuity;
- (c) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (b) but less than the period prescribed by the 20 regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled,
 - (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per cent for each full year by which his or her 25 age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank, or
 - (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity 30 reduced by five per cent for each full year by which
 - (A) the period of service in the regular force is less than twenty-five years, or
 - (B) his or her age at the time of 35 retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank,

whichever is the lesser; and

- (d) if he or she has served in the regular force for a period that is equal to or greater 40 than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is entitled
 - (i) in the case of an officer, to an immediate annuity reduced by five per 45 cent for each full year by which his or her

contraire de l'article 20, à une prestation déterminée comme suit :

- a) s'il a servi dans la force régulière pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible à un remboursement de contributions;
- b) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de 10 l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est admissible, à son choix :
 - (i) à un remboursement de contributions,
 - (ii) à une annuité différée; 15
- c) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa b), mais inférieure à celle prévue pour l'application du présent alinéa, il est 20 admissible :
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières obtenu par soustraction de son âge au25 moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,
 - (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le 30 moindre des nombres d'années entières obtenus par les soustractions suivantes :
 - (A) vingt-cinq ans moins la durée de son service dans la force régulière,
 - (B) l'âge de retraite applicable à son 35 grade moins son âge au moment de sa retraite:
- d) s'il a servi dans la force régulière pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de 40 l'alinéa c), il est admissible :
 - (i) s'il s'agit d'un officier, à une annuité immédiate réduite de cinq pour cent multiplié par le nombre d'années entières obtenu par soustraction de son âge au45 moment de sa retraite de l'âge de retraite applicable à son grade,

Computation

of length of

Retirement

engagement

during

annuity

service

age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to his or her rank, or

- (ii) in the case of a contributor other than an officer, to an immediate annuity.
- (2) For the purposes of subsection (1), there shall be included in computing the length of service of a contributor in the regular force, who has served in that force for a period equal regulations for the purposes of this subsection. any period of service on active service during time of war in the naval, army or air forces of Her Majesty raised by Canada.
- 20. A contributor who, not having reached 15 retirement age, ceases to be a member of the regular force for any reason other than a reason described in subsection 17(1) or (2) or 18(1) or (2) is, if he or she ceases to be a member of the regular force while on an 20 18(1) ou (2) après avoir terminé un engageindefinite period of service after having completed an intermediate engagement, entitled to the immediate annuity to which he or she would have been entitled on completing

132. The Act is amended by adding the 30 following after section 24:

extent, not exceeding the immediate annuity

to which he or she would be entitled if section

16 or subsection 18(1) applied to him or her,

that may be prescribed by regulation.

24.1 (1) A contributor who has ceased to be a member of the regular force and is entitled to an annuity under this Act is entitled, in the place of any other benefit under this Act to 35 tions auxquelles il aurait par ailleurs droit en which the contributor would otherwise be entitled in respect of the period of pensionable service on which the annuity is based, to direct that the commuted value of the annuity determined in accordance with the regulations 40 tions, est transférée : be transferred in accordance with the regulations to, at the direction of the contributor,

- (a) a pension plan selected by the contributor that is registered under the *Income Tax* 45 Act, if that pension plan so permits;
- (b) a retirement savings plan or fund for the contributor that is of the kind prescribed by the regulations; or

- (ii) s'il s'agit d'un contributeur autre qu'un officier, à une annuité immédiate.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), est incluse dans le calcul de la durée du service dans la force régulière d'un contributeur qui a 5 servi dans cette force pendant une période to or greater than the period prescribed by the 10 égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent paragraphe, toute période d'activité de service, en temps de guerre, dans les forces navales, les 10 forces de l'armée ou les forces aériennes de Sa Majesté levées par le Canada.
- 20. Le contributeur qui, n'ayant pas atteint l'âge de la retraite, cesse, tout en étant engagé pour une période indéterminée de service, 15 d'être membre de la force régulière pour un motif non prévu au paragraphe 17(1) ou (2) ou ment de durée intermédiaire, a droit immédiatement à l'annuité consécutive à cet engage-20 ment de durée intermédiaire, dont le montant, augmenté dans la mesure prescrite par règlethe intermediate engagement increased to the 25 ment, ne peut excéder le montant de celle à laquelle il aurait eu droit, le cas échéant, en vertu de l'article 16 ou du paragraphe 18(1). 25

Calcul de la durée du

Retraite au cours d'un engagement de durée indéterminée

132. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 24, de ce qui suit :

- 24.1 (1) Le contributeur qui cesse d'être membre de la force régulière et a droit à une annuité a droit, en remplacement des presta-30 vertu de la présente loi pour la période de service ouvrant droit à pension en cause, à une valeur escomptée - déterminée conformément aux règlements - qui, selon ses instruc-35
 - a) soit au régime de pension agréé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qu'il choisit, si ce régime prévoit la possibilité d'un tel transfert:
 - b) soit à un régime ou fonds d'épargne-retraite du genre prévu aux règlements;

escomptée de

(c) a financial institution authorized to sell immediate or deferred life annuities of the kind prescribed by the regulations, for the purchase from that financial institution of such an annuity for the contributor.

Election to pay by instalments

(2) If a contributor who is entitled to direct the transfer of a commuted value has elected to pay for a period of pensionable service by means of instalments, that value shall be and by reference to the portion of the period of pensionable service that the contributor has paid for at the time of the transfer.

Election

(3) Once a transfer has been made under a member of the regular force after the transfer and becomes a contributor may only count as pensionable service the period of service to which the transfer relates if he or she elects, in prescribed by the regulations, to pay the amount prescribed by the regulations at the time and in the manner prescribed by the regulations.

1992, c. 46, s. 41

133. (1) Subsection 25(1) of the Act is 25 replaced by the following:

Benefits payable on death

25. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Act to an annuity, the survivor and children of the contributor are 30 contributeur sont admissibles aux allocations entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 15(1)(a)(ii), by the number of 35 néa 15(1)a)(ii), par le nombre d'années de years of pensionable service to the contributor's credit, one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

- (a) in the case of a survivor, an immediate 40 annual allowance equal to the basic allowance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the basic allowance or, if the contributor died 45 without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Act, two-fifths of the basic allowance.

c) soit à un établissement financier autorisé à vendre des rentes viagères ou différées du genre prévu aux règlements, pour l'achat auprès de cet établissement d'une telle rente qui lui est destinée.

(2) Lorsqu'un contributeur a choisi de payer par versements pour compter une période de service comme service ouvrant droit à pension, la valeur escomptée à transférer est determined in accordance with the regulations 10 calculée, conformément aux règlements, en 10 fonction de la partie de la période de service ouvrant droit à pension pour laquelle, au moment du transfert, il a payé.

Paiement par

(3) Après le transfert effectué au titre du subsection (1), a person who is re-enrolled as 15 paragraphe (1), la personne qui est enrôlée de 15 nouveau dans la force régulière après le transfert et qui devient un contributeur ne peut compter comme service ouvrant droit à pension que la période de service visée par le accordance with the terms and conditions 20 transfert si elle choisit, en conformité avec les 20 conditions réglementaires, de payer le montant réglementaire selon les modalités de temps et autres prévues par les règlements.

Choix

133. (1) Le paragraphe 25(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 41

Prestations payables au

- 25. (1) Au décès d'un contributeur qui, à la date de sa mort, avait droit selon la présente loi à une annuité, le survivant et les enfants du suivantes, calculées sur la base du produit 30 obtenu au moven de la multiplication de la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-aliservice ouvrant droit à pension à son crédit, le 35 centième du produit ainsi obtenu étant ciaprès appelé « l'allocation de base » :
 - a) dans le cas d'un survivant, une allocation annuelle à jouissance immédiate, égale à l'allocation de base; 40
 - b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle à jouissance immédiate égale au cinquième de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est mort ou 45 n'est admissible à aucune allocation au titre de la présente loi, aux deux cinquièmes de l'allocation de base:

Benefits

Prestations

but the total amount of the allowances paid under paragraph (b) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Act, eight-fifths of the basic allowance.

L'ensemble des allocations pavées aux termes de l'alinéa b) ne peut pas excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survi-5 vant ou si ce dernier est mort ou n'est admissi- 5 ble à aucune allocation au titre de la présente loi, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2) Subsection 25(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 25(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) On the death of a contributor who served 10 in the regular force for a period that is the lesser of five years and the period prescribed by the regulations for the purposes of this subsection and was a member of the regular children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before death, become entitled under this Act to an annuity.

(3) Au décès d'un contributeur qui a servi dans la force régulière pendant une période de cinq ans ou, si elle est inférieure, pendant la période réglementaire prévue pour l'application du présent paragraphe et était membre de 15 force at the time of death, the survivor and 15 la force régulière à la date de sa mort, le survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant 20 20 son décès, était devenu admissible selon la présente loi à une annuité.

(3) The portion of subsection 25(5) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Le passage du paragraphe 25(5) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Benefits (5) On the death of a contributor who served payable on five years and the period prescribed by the regulations for the purposes of subsection (3) and was a member of the regular force at the time of death, the survivor and children of the died leaving a survivor or a child less than

death benefit equal to

(5) Au décès d'un contributeur qui a servi in the regular force for less than the lesser of 25 dans la force régulière pendant une période de moins de cinq ans ou, si elle est inférieure, pendant la période réglementaire prévue pour l'application du paragraphe (3) et était mem-30 bre de la force régulière à la date de sa mort, contributor, in any case where the contributor 30 le survivant et les enfants du contributeur, lorsque celui-ci laisse un survivant ou un enfant de moins de dix-huit ans, ont droit, conjointement, à titre de prestation consécuti-35 ve au décès, au plus élevé des deux montants suivants:

1992, c. 46. s 42

134. Le paragraphe 25.1(4) de la même 35 loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art 42

134. Subsection 25.1(4) of the Act is replaced by the following:

eighteen years of age, are entitled jointly to a

Revocation

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-enrolled in or transferred to the regular force and required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Canadian 40 Forces Pension Fund, the election is deemed to be revoked at the time determined in accordance with the regulations.

(4) Le choix effectué par le contributeur est, 40 Révocation si celui-ci est enrôlé de nouveau dans la force régulière ou y est muté et est alors tenu, au titre de l'article 5, de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, réputé révoqué à la45 date précisée conformément aux règlements.

135. Section 26 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Payments to Survivors, Children and Other Beneficiaries

Lump sum payments

- 26. Where, in this Part, it is provided that the survivor and children of a contributor are to an amount described in paragraph 25(5)(b), the total amount shall be paid to the survivor of the contributor, except that
 - (a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen 10 years of age or over and at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in equal shares;
 - (b) if at the time of the death of the 15 contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount 20 shall be paid to the children in the shares that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of them, as the Minister may direct:
 - (c) if any of the children who were less than 25 eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the survivor of the contributor at the time the payment is to be made, the total amount shall be paid to the survivor and the children 30 so living apart in the shares that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and 35
 - (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the survivor of the contributor is dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at 40 the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid

135. L'article 26 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

26. Ouand, dans la présente partie, il est prévu que le survivant et les enfants d'un 5 globale entitled jointly to a return of contributions or 5 contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un montant visé à l'alinéa 25(5)b), le montant total est payé au survivant, sauf que :

Paiements en une somme

- a) si, à l'époque du décès du contributeur, 10 tous les enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, le montant total est versé aux enfants en parts égales; 15
- b) si, à l'époque du décès du contributeur, l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant20 est mort ou introuvable, le montant total est versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre ordonne: 25
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans lors du décès du contributeur vivent séparés du survivant au moment où le paiement doit avoir lieu, le montant total est versé au survivant et aux enfants vivant30 ainsi séparés de celui-ci, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au survivant ou à l'un des enfants vivant ainsi séparés de celui-ci, selon ce que le ministre 35 ordonne:
- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est mort ou introuvable, ou si le contributeur est décédé40 sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants sont morts ou introuvables, le montant total est versé :

- (i) if the contributor named his or her estate or succession as beneficiary or named another beneficiary under Part II and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary,
- (ii) if the contributor is not survived by a beneficiary so named and the death of the contributor occurred while he or she was a member of the regular force, to the 10 service estate of the contributor, and
- (iii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister may direct.
- (i) si le contributeur a désigné sa succession comme bénéficiaire ou un autre bénéficiaire en vertu de la partie II et si ce bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
- (ii) si un bénéficiaire ainsi désigné ne survit pas au contributeur et si le décès de ce dernier est survenu pendant qu'il était membre de la force régulière, à la succession militaire du contributeur.
- (iii) dans tout autre cas, à la succession du contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordonne.

Apportionment when two survivors

26.1 (1) If there are two survivors of a 15 contributor, the share of the total amount referred to in section 26 to be paid to the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 2(1) and the share to be paid to the survivor referred to 20 définition sont payées selon ce que le ministre 20 in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.

26.1 (1) S'il y a deux survivants, la part du 15 Répartition montant total à payer au titre de l'article 26 au survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) et celle à payer au survivant visé à l'alinéa b) de cette ordonne.

survivants

Share may be nil

(2) Nothing in subsection (1) is to be read as limiting the Minister's power to direct that the share of one or other of the survivors under 25 d'un survivant est nulle. that subsection is nil.

(2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de décider que la part Décision du

art. 43

1992, c. 46. s. 43

136. Sections 28 to 30 of the Act are

replaced by the following:

1992, ch. 46, 136. Les articles 28 à 30 de la même loi 25 sont remplacés par ce qui suit :

Allowances paid to

28. When a child of a contributor is entitled to an annual allowance or other amount under 30 droit à une allocation annuelle ou à un autre this Act, payment of it shall, if the child is less than eighteen years of age, be made to the person having custody and control of the child, or, if there is no person having custody and control of the child, to the person whom 35 ou, si personne n'a la garde de l'enfant et n'est the Minister may direct.

Allocations 28. Lorsqu'un enfant d'un contributeur a

montant sous le régime de la présente loi, le versement en est fait, si l'enfant a moins de 30

dix-huit ans, à la personne ayant la garde de l'enfant et investie de l'autorité sur celui-ci, investi de l'autorité sur celui-ci, à la personne

Person survivor

29. (1) For the purposes of this Act, when a person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with the contributor for at least one year immedi-40 avec lui dans une union de type conjugal ately before the death of the contributor, the person is considered to be the survivor of the contributor.

29. (1) Pour l'application de la présente loi, a la qualité de survivant la personne qui établit que, au décès du contributeur, elle cohabitait depuis au moins un an.

que peut indiquer le ministre.

Personne

35

considered to be married

(2) For the purposes of this Act, when a contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the contributor on the day established as being the day on which the cohabitation began.

(2) Pour l'application de la présente loi, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur 5 mariage, celle-ci est réputée s'être mariée au 5 contributeur à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a commencé.

Personne réputée mariée

When survivor not to receive annual allowance waiver

(3) A survivor is not entitled to receive an 10 annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (4).

(3) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il y renonce irrévocablement par écrit au titre du paragraphe (4).

Survivant n'ayant pas droit à une allocation annuelle -

Permitted waivers

(4) A survivor may make an irrevocable

sections 38 to 40

the death.

- (4) Le survivant ne peut renoncer à l'allocation que si, selon le cas:
- waiver in writing only if it results in (a) an increase in the allowance payable to 15
- a) la renonciation a pour effet d'augmenter le montant de l'allocation payable à un enfant au titre de l'alinéa 25(1)b); 15
- a child under paragraph 25(1)(b); or (b) a benefit being paid under any of
- b) il en résulte le versement d'une prestation au titre de l'un des articles 38 à 40.

Time for waiver

(5) A waiver must be made no later than three months after the survivor is notified of 20 tard trois mois après que le survivant a été his or her entitlement to an allowance and takes effect as of the date of the death of the contributor.

(6) A survivor is not entitled to receive any

contributor when the contributor dies and the

survivor is found criminally responsible for

(5) La renonciation doit être faite au plus avisé de son droit de recevoir une allocation. 20 Elle prend effet à la date du décès du contributeur.

When survivor not to receive benefits criminal responsibility for death

(6) Le survivant n'a droit à aucune prestabenefit under this Act with respect to the 25 tion au titre de la présente loi relativement au contributeur si, après le décès de celui-ci, il est 25 tenu criminellement responsable de sa mort.

Survivant n'ayant droit à aucune prestation responsabilité

When survivor not to receive annual allowance missing survivor

allowance

when two survivors

(7) A survivor is not entitled to receive an annual allowance when the contributor dies if 30 ministre que, au décès du contributeur, le it is established to the satisfaction of the Minister that the survivor cannot be found.

(7) S'il est établi à la satisfaction du survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit à une allocation annuelle.

> Répartition du montant l'allocation s'il y a deux

survivants

- (8) When an annual allowance is payable under paragraph 25(1)(a) and there are two survivors of the contributor, the total amount 35 montant total de celle-ci est ainsi réparti : of the annual allowance shall be apportioned so that
 - (8) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 25(1)a) à deux survivants, le

(a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection the annual allowance that the total of the number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the contributor and the number of years that he

a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 35 2(1) a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec le contributeur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre 40 part, et le nombre total d'années de cohabi-

2(1) is entitled to receive the proportion of 40

renonciation

Validité de la

renonciation

Délai

Survivant n'avant pas droit à une allocation annuelle -30 survivant introuvable

or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors: and

(b) the survivor referred to in paragraph (b) 5 of that definition is entitled to receive the proportion of the annual allowance that the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of 10 years that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature.

tation des survivants avec celui-ci dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal:

b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation 5 en proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec le contributeur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage 10 et dans une union de type conjugal.

(9) In determining a number of years for the purposes of subsection (8), part of a year shall 15 paragraphe (8), une partie d'année est compbe counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is less.

(9) Pour le calcul des années au titre du tée comme une année si elle est égale ou supérieure à six mois; elle n'est pas prise en 15 compte dans le cas contraire.

Death, etc. of one of the

Years

(10) When one of the survivors referred to in subsection (8) dies or is not entitled to receive a benefit under this Act when the 20 au titre de la présente loi au décès du contributor dies, the portion of the annual allowance that would have been payable to the survivor who died or is not entitled shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

(10) Si l'un des survivants visés au paragraphe (8) décède ou n'a droit à aucune prestation contributeur, sa part de l'allocation annuelle 20 est versée à l'autre survivant.

1992, c. 46, s. 44

Marriage after

sixty years of

137. Subsection 31(1) of the Act is replaced by the following:

31. (1) Subject to section 25.1 but notwithstanding any other provision of this Act, the survivor of a contributor is not entitled to an 30 sente loi, le survivant du contributeur n'a droit annual allowance in respect of the contributor under this Part if at the time the contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of 35 le contributeur avait atteint l'âge de soixante sixty years unless, after that time, the contributor became or continued to be a contributor.

137. Le paragraphe 31(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art 44

après

31. (1) Sous réserve de l'article 25.1, mais nonobstant toute autre disposition de la pré-25 à aucune allocation annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la présente loi si, au moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal, 30 ans sauf si, par la suite, ce dernier est devenu ou demeuré contributeur.

138. Section 32 of the Act is replaced by the following:

32. Notwithstanding anything in this Act, 40 when a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the survivor of the contributor or the children of that marriage unless it is established to the satisfaction of the Minister that the contribu-45 est établi, à la satisfaction du ministre, que le tor was at the time of the marriage in such a condition of health as to justify the contributor

138. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

32. Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, lorsqu'un contributeur décède dans un délai d'un an après son mariage, l'allocation annuelle n'est payable à son survivant ou aux enfants de ce mariage que s'il 40 contributeur jouissait à l'époque de son mariage d'un état de santé lui permettant d'espérer vivre encore au moins un an par la suite.

Death within one year after marriage

in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage.

139. Section 34 of the Act is replaced by the following:

Transitional

34. Notwithstanding anything in this Act, 5 no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being the survivor of a female contributor if the contributor was not a member of the regular force on or after December 20, 1975, and section 3 does not 10 apply in respect of this section.

1989, c. 6, s. 10

140. Section 35.1 of the Act is repealed.

141. Section 36 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

(4) For the purposes of Part II of the 15 Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act. 20

142. (1) The portion of subsection 41(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

re-enrolled or transferred

- **41.** (1) If a person who has become entitled Part V of the former Act by virtue of having served in the regular force is re-enrolled in or transferred to the regular force and becomes a contributor under this Part, whatever right or annuity or pension, in this subsection referred to as the "original annuity", then ceases and the period of service on which the original annuity was based may be counted by him or this Part, except that
 - (a) if, on subsequently ceasing to be a member of the regular force, he or she is not entitled under this Act to any benefit other than a return of contributions, the amount so 40 returned shall not include any amount paid into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund to his or her credit at any time before the time of re-enrollment in the regular force, and 45

139. L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34. Nonobstant toute autre disposition de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une allocation que prévoit la présente partie en 5 raison du fait qu'il est le survivant d'une contributrice ou réputé l'être si celle-ci n'était pas membre de la force régulière au 20 décembre 1975, ou après, et l'article 3 ne s'applique pas à l'égard du présent article. 10

Disposition transitoire

140. L'article 35.1 de la même loi est abrogé.

1989, ch. 6, art. 10

141. L'article 36 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit : 15

(4) Pour l'application de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestatai-

re » au paragraphe 32(1) de cette loi.

Présomption

20

142. (1) Le passage du paragraphe 41(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

41. (1) Lorsqu'une personne devenue adto an annuity under this Act or a pension under 25 missible à une annuité selon la présente loi ou 25 à une pension sous le régime de la partie V de l'ancienne loi pour avoir servi dans la force régulière, y est enrôlée de nouveau ou y est mutée et devient un contributeur selon la claim that he or she may have had to that 30 présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut 30 avoir eu à l'égard d'une telle annuité ou pension, appelée au présent paragraphe « annuité originaire », prend fin aussitôt, et la période de service sur laquelle était fondée her as pensionable service for the purposes of 35 l'annuité originaire peut être comptée par elle 35 comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie, sauf que :

> a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la force régulière, n'a pas droit, sous le régime de la présente 40 loi, à d'autre prestation qu'un remboursement de contributions, le montant ainsi remboursé ne doit comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces 45

Personnes enrôlées de whatever right or claim that, but for this subsection, he or she would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the regular force shall be

restored to him or her; and

1992, c. 46. s. 46

re-enrolment

(2) Subsection 41(3) of the Act is replaced by the following:

(3) For the purposes of this Act, a person who, after having ceased to be required by subsection 5(1) or (1.01) to contribute to the 10 Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, is enrolled in or transferred to the reserve force shall, on the expiry of any continuous period of full-time service in the reserve force of one year, commencing 15 on or after the day on which this subsection comes into force, be deemed to have become re-enrolled in the regular force at the end of

1992, c. 46, s. 46

Payment

that period.

(3) Subsection 41(5) of the Act is replaced 20 by the following:

(5) A person who makes an election under subsection (4) shall pay into the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension by the regulations, an amount equal to the amount of the annuity or pension that the person received under this Act or the former Act during the period described in subsection (3).

143. (1) Subsection 42(1) of the Act is replaced by the following:

Election

42. (1) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period 35 of service before becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service 40 service dans la force régulière durant laquelle described in clause 6(b)(ii)(D), if the contributor elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor is, 45 subject to subsections (1.1) and (1.2), an amount equal to the greater of

canadiennes à son crédit en tout temps avant son nouvel enrôlement dans la force régulière, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent paragraphe, à l'égard de l'annuité originaire dès qu'elle cesse par la 5 suite d'être membre de la force régulière, lui est alors rendu:

(2) Le paragraphe 41(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 46

nouveau ou

(3) Pour l'application de la présente loi, la 10 Personnes personne qui est enrôlée dans la force de réserve ou y est mutée après avoir cessé d'être assujettie à l'obligation de contribuer, au titre des paragraphes 5(1) ou (1.01), au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite 15 des Forces canadiennes est, à l'expiration de toute période continue d'un an de service à plein temps, commençant au plus tôt à partir de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, réputée enrôlée de nouveau.

(3) Le paragraphe 41(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

(5) La personne qui effectue un choix en vertu du paragraphe (4) verse au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite 25 Fund, at the time and in the manner prescribed 25 des Forces canadiennes, selon les modalités de temps et autres prévues aux règlements, un montant égal à celui de l'annuité ou de la pension qu'elle a recu, en vertu de la présente loi ou de l'ancienne loi, pendant la période 30 30 visée au paragraphe (3).

143. (1) Le paragraphe 42(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

42. (1) Quiconque devient contributeur au titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une 35 période de service déterminée comme officier de la force régulière avant de devenir ainsi contributeur, a droit de compter comme service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de 40 il était ainsi enrôlé - sauf tout semblable service visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il choisit, dans le délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur, de payer 45 pour ce service, auquel cas le montant que la présente loi lui enjoint de payer est, sous

- (a) six per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion of it that was prior to April 1, 1969 plus
 - (i) in the case of a male contributor, six 5 and one-half per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or portion after March 31, 1969 but before January 1, 2000, or
 - (ii) notwithstanding section 3, in the case of a female contributor,
 - (A) five per cent of the pay authorized to be paid to the contributor in respect of that period or any portion of it after 15 March 31, 1969 but before February 1, 1976,

plus

(B) six and one-half per cent of the pay authorized to be paid to the contributor 20 in respect of that period or any portion of it after February 1, 1976 but before January 1, 2000,

minus, in respect of any period of service or portion after 1965 but before January 1, 25 2000, an amount equal to the amount the contributor would have been required to contribute under the *Canada Pension Plan* in respect of the salary of the contributor during that period of service if that salary 30 were the total amount of the income of the contributor for that period from pensionable employment as defined in that Act, and

(b) the aggregate of

- (i) any amount withheld under regula-35 tions made pursuant to the *National Defence Act* from his or her pay in respect of that period,
- (ii) any amount paid to the contributor as a return of contributions under this Act in 40 respect of that period, and
- (iii) an amount equal to
 - (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under the regulations referred to in subpara-45 graph (i) in respect of that period if the

réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), un montant égal au plus élevé des deux montants suivants :

- a) six pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou 5 toute partie de période qui est antérieure au 1^{er} avril 1969, plus :
 - (i) dans le cas d'un contributeur du sexe masculin, six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour 10 cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000.
 - (ii) nonobstant l'article 3, dans le cas 15 d'une contributrice :
 - (A) cinq pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période qui est postérieure au 31 mars 1969, mais 20 antérieure au 1^{er} février 1976,

plus

(B) six et demi pour cent de la solde qu'on est autorisé à lui payer pour cette période ou toute partie de cette période 25 qui est postérieure au 1^{er} février 1976, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000,

moins, en ce qui concerne toute période de service ou partie de celle-ci postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, 30 un montant égal à celui pour lequel il aurait été tenu de contribuer en vertu du *Régime de pensions du Canada* sur son traitement durant cette période de service si ce traitement constituait le total de son revenu pour 35 cette période, provenant de l'emploi ouvrant droit à pension tel que le définit cette loi:

- b) le total des montants suivants :
 - (i) tout montant retenu, d'après les règle-40 ments pris en conformité avec la *Loi sur la défense nationale*, sur sa solde à l'égard de cette période,
 - (ii) tout montant qu'il a reçu à titre de remboursement de contributions en vertu45 de la présente loi à l'égard de cette période,

contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of service terminated.

- (B) twenty-three twenty-fourths of the 5 gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which that period of service terminated.
- (C) twenty-two twenty-fourths of the 10 gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month following the month in which that period of service terminated,

and so on, by like progression, until the 15 commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of service terminated,

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiry of that 20 period or the time of the payment of that gratuity, whichever is the later, until the time of making the election.

(iii) un montant égal :

- (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de toute gratification qui lui est versée selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette pério- 5 de, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris
- (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes 10 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,
- (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes 15 d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,

et ainsi de suite, selon une progression 20 semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.

Il doit également payer sur ce montant un intérêt simple de quatre pour cent l'an à compter 25 de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été effectué, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix. 3()

Exception election after 2000 but before 2004

- (1.1) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an 25 titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une officer of the regular force for a fixed period of service before so becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor 30 cation de la présente loi, toute période de was so enrolled, except any such service described in clause 6(b)(ii)(D), if the contributor elects, within one year of becoming a contributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by 35 il devient contributeur, de payer pour ce this Act to be paid by the contributor is an amount equal to the greater of
 - (a) in respect of a period or portion of a period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, the aggre-40 gate of
- (1.1) Quiconque devient contributeur au période de service déterminée comme officier de la force régulière avant de devenir ainsi contributeur, a droit de compter comme 35 service ouvrant droit à pension, pour l'appliservice dans la force régulière durant laquelle il était ainsi enrôlé - sauf le service semblable visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il choisit, 40 dans un délai d'un an à compter du moment où service, auquel cas le montant que la présente loi lui enjoint de payer est un montant égal au plus élevé des deux montants suivants :
 - a) en ce qui touche tout ou partie de la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003, un montant égal à la somme des montants suivants :

Exception -2000 et 2004

10

- (i) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, as that term is defined in subsection 15(3), and
- (ii) seven and one-half percent of the portion of his or her salary that is greater than the Year's Maximum Pensionable Earnings, and

(b) the aggregate of

- (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the *National Defence Act* from his or her pay in respect of that period,
- (ii) any amount paid to the contributor as 15 a return of contributions under this Act in respect of that period, and

(iii) an amount equal to

- (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under 20 the regulations referred to in subparagraph (i) in respect of that period if the contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of 25 service terminated,
- (B) twenty-three twenty-fourths of any such gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which 30 that period of service terminated, and
- (C) twenty-two twenty-fourths of such gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month following the month in which that period of 35 service terminated.

and so on, by like progression, until the commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of service terminated,

40

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiry of that period or the time of the payment of that gratuity, whichever is the later, until the time of making the election.

- (i) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 15(3),
- (ii) sept et demi pour cent de la portion de 5 son traitement qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension:

b) le total des montants suivants :

- (i) tout montant retenu, selon les règle-10 ments pris en conformité avec la *Loi sur la défense nationale*, sur sa solde à l'égard de cette période,
- (ii) tout montant qu'il a reçu à titre de remboursement de contributions en vertu 15 de la présente loi à l'égard de cette période,

(iii) un montant égal:

- (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de toute gratification qui lui est versée 20 selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette période, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris 25 fin,
- (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette 30 période de service a pris fin,
- (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette 35 période de service a pris fin,

et ainsi de suite, selon une progression semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin. 40

Il doit également payer sur ce montant un intérêt simple de quatre pour cent l'an à compter de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été ef-45 fectué, selon celle de ces deux dates qui est45 postérieure à l'autre, jusqu'au moment du choix.

Exception -

choix exercé

après 2004

election after

- (1.2) A person who becomes a contributor under this Act, having been enrolled as an officer of the regular force for a fixed period of service before so becoming a contributor, is entitled to count as pensionable service for the purposes of this Act any period of service in the regular force during which the contributor was so enrolled, except any such service described in clause 6(b)(ii)(D), if the contribucontributor under this Act, to pay for that service, in which case the amount required by this Act to be paid by the contributor is an amount equal to the greater of
 - (a) the product obtained by multiplying his 15 or her salary by the contribution rate determined by the Treasury Board in respect of the relevant portion of the period on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister in 20 respect of a period or portion of a period beginning on January 1, 2004, and

(b) the aggregate of

- (i) any amount withheld under regulations made pursuant to the National 25 Defence Act from his or her pay in respect of that period,
- (ii) any amount paid to the contributor as a return of contributions under this Act in respect of that period, and 30

(iii) an amount equal to

- (A) twenty-four twenty-fourths of any gratuity paid to the contributor under the regulations referred to in subparagraph (i) in respect of that period if the 35 contributor becomes a contributor before the end of the month next following the month in which that period of service terminated,
- (B) twenty-three twenty-fourths of any 40 such gratuity if the contributor becomes a contributor in the second month following the month in which that period of service terminated, and
- (C) twenty-two twenty-fourths of such 45 gratuity if the contributor becomes a contributor in the third month follow-

- (1.2) Quiconque devient contributeur au titre de la présente loi, s'étant enrôlé pour une période de service déterminée comme officier de la force régulière avant de devenir ainsi 5 contributeur, a droit de compter comme 5 service ouvrant droit à pension, pour l'application de la présente loi, toute période de service dans la force régulière durant laquelle il était ainsi enrôlé - sauf tout service semtor elects, within one year of becoming a 10 blable visé à la division 6b)(ii)(D) —, s'il 10 choisit, dans un délai d'un an à compter du moment où il devient contributeur, de payer pour ce service, auquel cas le montant que la présente loi lui enjoint de payer est un montant égal au plus élevé des deux montants sui-15
 - a) le montant obtenu par la multiplication de son traitement par le taux de contribution que le Conseil du Trésor fixe, sur recommandation du président du Conseil du 20 Trésor et du ministre, pour toute période ou partie de période postérieure au 31 décembre 2003:

b) le total des montants suivants :

- (i) tout montant retenu, selon les règle-25 ments pris en conformité avec la Loi sur la défense nationale, sur sa solde à l'égard de cette période,
- (ii) tout montant qu'il a reçu à titre de remboursement de contributions en vertu 30 de la présente loi à l'égard de cette période.

(iii) un montant égal:

- (A) à vingt-quatre vingt-quatrièmes de toute gratification qui lui est versée 35 selon les règlements mentionnés au sous-alinéa (i) à l'égard de cette période, s'il devient un contributeur avant la fin du mois qui suit immédiatement le mois où cette période de service a pris 40 fin,
- (B) à vingt-trois vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le deuxième mois qui suit le mois durant lequel cette 45 période de service a pris fin,

ing the month in which that period of service terminated.

and so on, by like progression, until the commencement of the twenty-fifth month following the month in which that period of 5 service terminated.

together with simple interest at four per cent per annum from the time of the expiry of that period or the time of the payment of that gratumaking the election.

(2) Subsection 42(3) of the Act is replaced by the following:

Transfer of amounts withheld

- (3) When a person described in subsection this Act, any amount withheld as described in paragraph (1)(b) that has not previously been paid to the contributor shall be transferred to the Superannuation Account — and any (1.1)(b) or (1.2)(b) that has not previously been paid to the contributor shall be transferred to the Canadian Forces Pension Fund - and on the transfer of that amount the for the period of service in respect of which that amount was withheld and to have paid that amount as or on account of the amount required by this Act to be paid by the contributor for that service. 30
- 144. (1) The portion of section 48 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Amount to be credited to Superannuation Account

- **48.** (1) On the making of an election under subsection 43(1) or 46(2) before April 1, 2000, 35 under which the person so electing is required by this Act to pay for any period of service of the kind described in paragraph 43(2)(a), there shall be
- (2) Section 48 of the Act is amended by 40 adding the following after subsection (1):

- (C) à vingt-deux vingt-quatrièmes d'une telle gratification s'il devient un contributeur durant le troisième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin,
- et ainsi de suite, selon une progression semblable, jusqu'au début du vingt-cinquième mois qui suit le mois durant lequel cette période de service a pris fin.
- ity, whichever is the later, until the time of 10 Il doit également payer sur ce montant un inté-10 rêt simple de quatre pour cent l'an à compter de l'expiration de cette période ou de la date où le paiement de cette gratification a été effectué, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, jusqu'au moment du 15 choix.
 - (2) Le paragraphe 42(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (3) Lorsque la personne visée aux paragra-(1), (1.1) or (1.2) becomes a contributor under 15 phes (1), (1.1) ou (1.2) devient contributeur 20 selon la présente loi, tout montant retenu, au titre de l'alinéa (1)b), qui ne lui a pas été payé auparavant doit être transféré au compte de pension de retraite et tout montant retenu, au amount withheld as described in paragraph 20 titre des alinéas (1.1)b) ou (1.2)b), qui ne lui 25 a pas été payé auparavant doit être transféré à la Caisse de retraite des Forces canadiennes. Sur transfert de celui-ci, le contributeur est réputé avoir choisi de payer pour la période de contributor is deemed to have elected to pay 25 service à l'égard de laquelle le montant a été 30 retenu, et avoir payé ce montant au titre de la somme que la présente loi l'oblige à payer pour ce service, ou à compte sur cette dernière.

144. (1) Le passage de l'article 48 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 35 par ce qui suit :

48. (1) Quand, avant le 1er avril 2000, une personne exerce un choix aux termes des paragraphes 43(1) ou 46(2), selon lequel elle est astreinte, par la présente loi, à payer pour 40 retraite toute période de service du genre décrit à l'alinéa 43(2)a), on doit à la fois :

Montant à porter au crédit du compte de pension de

Transfert des

montants

retenus

(2) L'article 48 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

25

Amount to be

(2) Subsection (1) applies, with any modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000 and a reference to "the account in the accounts of Canada maintained pursuant to the Public Service Superannuation Act or the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Public Service Pension Fund or the Royal Canadian contributions made by the person to that fund and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Canadian Forces Pension Fund".

(2) Le paragraphe (1) s'applique au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette date. avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur la pension 5 de la fonction publique ou la Loi sur la pension 5 de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique ou de la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada Mounted Police Pension Fund" in respect of 10 en ce qui concerne les contributions versées à 10 la caisse en cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite des Forces canadiennes.

Montant à

1992, c. 46, s. 47

145. Subsections 49.1(1) to (3) of the Act 15 are replaced by the following:

Advisory

49.1 (1) The Minister shall establish a committee, to be known as the Canadian Forces Pension Advisory Committee, the members of which are appointed by the 20 sister, conformément au paragraphe (1.1), sur Minister in accordance with subsection (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act in accordance with subsection (1.1).

Mandate

- (1.1) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the administration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those 30 matters: and
- (b) review any other pension-related matters that the Minister may refer to it.

Membership

- (2) The membership of the Committee shall consist of
 - (a) one member appointed from among 35 contributors in receipt of annuities under this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contribu-40 tors:
 - (b) three members appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund who are nominated for appointment by the Chief of the Defence Staff 45 to represent persons serving in the Canadian Forces:

145. Les paragraphes 49.1(1) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 47 Comité

49.1 (1) Le ministre constitue un comité - le Comité consultatif des Forces canadiennes - chargé de le conseiller et de l'asles questions relatives à l'application de la 20 présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe (2).

consultatif

Mandat du

comité

- (1.1) Le comité a pour mandat :
- a) d'examiner la gestion et le financement des prestations visées par la présente loi, 25 ainsi que toute question touchant à leur forme, et de faire des recommandations au ministre sur ces questions:
- b) d'examiner toute question en matière de pension dont le saisit le ministre. 30
- (2) Le comité est ainsi composé :

Membres

- a) un membre choisi parmi les contributeurs qui reçoivent une annuité en vertu de la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les 35 représente;
- b) trois membres choisis parmi les personnes tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, lesquels sont pro-40 posés par le chef d'état-major de la défense pour représenter les militaires;
- c) un membre choisi parmi les personnes enrôlées dans la force de réserve et qui est proposé par le chef d'état-major de la 45

(c) one member appointed from among persons who are enrolled in the reserve force who is nominated for appointment by the Chief of the Defence Staff to represent members of the reserve force; and

(d) five other members appointed by the Minister, four of whom must be from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund and one of whom may 10 be a person required to contribute to any other superannuation or pension account in the accounts of Canada or the Public Service Pension Fund within the meaning of the Public Service Superannuation Act or 15 the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund within the meaning of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act.

défense pour représenter les membres de la force de réserve;

d) cinq autres membres choisis par le ministre, quatre membres étant choisis parmi les personnes qui sont tenues de 5 contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes, et un membre pouvant être choisi parmi les personnes qui sont tenues de contribuer à tout autre compte compara-10 ble ouvert parmi les comptes du Canada, à la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au 15 sens de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Term

(3) A member of the Committee shall be 20 appointed to hold office for a term not exceeding three years and is eligible for reappointment for one or more additional terms.

(3) Le mandat des membres est d'une durée maximale de trois ans et est renouvelable plus d'une fois.

Durée du mandat des membres

46-47-48 ELIZ. II

Recommendation of candidates (3.1) The advisory committee shall recom-25 mend to the Minister candidates for appointment to the nominating committee established under section 10 of the *Public Sector Pension Investment Board Act*.

(3.1) Le comité est tenu de recommander au ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à l'article 10 de la *Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur* 25 public.

Recommandation de candidats

1992, c. 46, s. 48(2)

146. (1) Paragraph 50(c) of the Act is 30 replaced by the following:

(c) prescribing the extent to which and the circumstances under which any period of service of a person, whether before or after March 1, 1960, for which no pay was 35 authorized to be paid or for which any forfeiture of pay or deduction from pay in respect of a period of suspension from duty was authorized to be made shall be counted as pensionable service for the purposes of 40 this Act, prescribing the pay that shall be deemed to have been authorized to be paid to that person and to have been received by that person during that period, and prescribing, notwithstanding section 5, the con-45 tributions to be made by that person to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund in respect of that pay;

146. (1) L'alinéa 50c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 48(2)

c) prescrire la mesure et les circonstances dans lesquelles toute période de service 30 d'une personne, soit avant, soit après le 1er mars 1960, pour laquelle le versement d'aucune solde n'a été autorisé, ou pour laquelle a été autorisée une suppression de solde ou une retenue sur la solde concernant 35 une période de suspension de fonctions, doit être comptée comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente loi, prescrire la solde dont le versement à cette personne est réputé avoir 40 été autorisé ou qu'elle est réputée avoir reçue durant cette période et prescrire, nonobstant l'article 5, les contributions que cette personne doit verser, en ce qui concerne cette solde, au compte de pension de 45

(2) Paragraphs 50(n) and (o) of the Act are replaced by the following:

(o) providing for the payment out of the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund, on the death of a 5 contributor and on application to the Minister by or on behalf of a person to whom any annual allowance becomes payable under this Act, of the whole or any part of the portion of the estate, legacy, succession or 10 inheritance duties or taxes that are payable by the person that is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, and prescribing the amounts by which and the manner in which 15 any such allowance and any amount payable in any such case under any of sections 38 to 40 shall be reduced: and

retraite ou à la Caisse de retraite des Forces canadiennes:

(2) Les alinéas 50n) et o) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

o) prévoir que sera payée, sur le compte de 5 pension de retraite ou par la Caisse de retraite des Forces canadiennes, lors du décès d'un contributeur et sur demande adressée au ministre par la personne, ou pour son compte, à qui une allocation 10 annuelle devient payable en vertu de la présente loi, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, payables par elle, qui, d'après les règlements, est déclarée 15 attribuable à cette allocation, et prescrire les montants dont cette allocation et tout montant payable, en pareil cas, selon l'un ou l'autre des articles 38 à 40, doivent être réduits ainsi que la manière d'opérer cette 20 réduction:

1992, c. 46, s. 49

147. (1) Paragraph 50.1(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) fixing an annual rate of pay for the purposes of subsection 5(6) or prescribing the manner of determining the annual rate of pay;

147. (1) L'alinéa 50.1(1)a) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 49

a) fixer un taux de solde annuel pour l'application du paragraphe 5(6) ou prévoir 25 son mode de détermination;

1992, c. 46, s. 49

(2) Paragraph 50.1(1)(d) of the Act is 25 replaced by the following:

(d) respecting, notwithstanding any regulations made under paragraph 50(c), the terms and conditions under which and the time and manner in which an election may be 30 made in respect of a period of service or a kind of period of service referred to in clause 6(1)(b)(ii)(L), (M) or (N), the manner of determining in accordance with paragraph 7(1)(l) the amounts that are to be 35 paid in respect of that election, the periods of service that may be counted for the purposes of that election, and the manner in which and extent to which section 8 and any regulations referred to in section 8 apply in 40 respect of that election and to any contributor who makes that election and adapting any of those provisions for the purposes of that application;

(2) L'alinéa 50.1(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 49

d) prévoir, malgré les règlements pris en vertu de l'alinéa 50c), les conditions et les 30 modalités de temps et autres relatives à l'exercice des choix visés aux divisions 6b)(ii)(L), (M) ou (N), le mode de détermination du service ouvrant droit à pension — ou des genres de service — qui 35 résulte de ces choix ainsi que le mode de détermination des montants à payer, aux termes de l'alinéa 7(1)l), à l'égard des périodes visées par ces choix et prévoir selon quelles modalités et dans quelle 40 mesure l'article 8 et les règlements d'application de cet article s'appliquent à ces choix et aux contributeurs qui les font et adapter ces dispositions à cette application;

d.1) prévoir le mode de détermination de la45 valeur escomptée de l'annuité, ainsi que les

(d.1) respecting the manner of determining the amount of the commuted value of an annuity, the terms and conditions under which a contributor may become entitled to direct a transfer of such a commuted value, 5 and respecting any other matters that the Governor in Council considers necessary for the purposes of carrying out section 24.1:

(d.2) prescribing periods of service in the 10 regular force for the purposes of sections 16, 17, 18, 19 and 25, these periods being in no case shorter than two years or longer than three years in the case of paragraphs 16(a) and 18(2)(a), longer than five years in the 15 case of subsection 25(3), longer than ten years in the case of paragraphs 16(c), 17(2)(e), 18(1)(a), 18(2)(b) and 19(1)(a) and subsection 19(2), longer than twenty years in the case of paragraphs 18(2)(c) and 20 19(1)(b) and longer than twenty-five years in the case of paragraph 19(1)(c);

(d.3) respecting the manner in which and the determination of the balances on which interest is to be calculated under section 13 25 and respecting the rates of interest for the purposes of paragraph 13(b);

(d.4) respecting the additional information that is required to be included in annual reports referred to in section 57; 30

conditions applicables au droit de transférer celle-ci, et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire à l'application de l'article 24.1;

d.2) prévoir des périodes de service dans la 5 force régulière pour l'application des articles 16, 17, 18, 19 et 25, les périodes étant d'au moins deux ans et d'au plus trois ans dans le cas des alinéas 16a) et 18(2)a), d'au plus cinq ans dans le cas du paragraphe 10 25(3), d'au plus dix ans dans le cas des alinéas 16c), 17(2)e), 18(1)a), 18(2)b) et 19(1)a) et du paragraphe 19(2), d'au plus vingt ans dans le cas des alinéas 18(2)c) et 19(1)b) et d'au plus vingt-cinq ans dans le 15 cas de l'alinéa 19(1)c);

d.3) régir, pour l'application de l'article 13, les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en compte et, pour l'application de l'alinéa 13b), le calcul de 20 l'intérêt;

 d.4) régir les renseignements additionnels que doit comporter le rapport annuel visé à l'article 57;

148. Section 52 of the Act is replaced by the following:

Members of Parliament and Senators **52.** Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation

(a) provide that the service of a former 35 par règlement: member of the House of Commons or a former Senator in respect of which he or she made contributions under the Members of ancien déput versé les co sur les allocs to the extent and subject to the conditions 40 that may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and

(b) provide for the transfer to the Superan-45 nuation Account or the Canadian Forces Pension Fund of amounts in the Retiring

148. L'article 52 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

52. Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) prévoir que la durée du mandat d'un 30 ancien député ou sénateur pour lequel il a versé les contributions prévues par la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* peut, aux conditions qui peuvent être prévues par les règlements, être incluse 35 dans la période ouvrant droit à pension de

b) prévoir le transfert au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite des 40 Forces canadiennes des contributions qu'il

cet ancien député ou sénateur pour l'appli-

cation de la présente partie;

Députés et sénateurs Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or her.

149. Section 54 of the Act is replaced by the following:

Payments out Superannua tion Account

54. (1) All amounts required for the pay- 5 ment of benefits for which this Part, including any pension referred to in subsection 59(1), and Part III make provision shall be paid out of the Superannuation Account if the benefits to the credit of a contributor before April 1, 2000.

Transfer of

(2) The amounts deposited in the Canadian Forces Superannuation Investment Fund unthe Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

Payment of

(3) If there are insufficient amounts in the 20 Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits shall be charged to the Canadian Forces Superannuation Investment Fund and paid out 25 Fonds de placement du compte de pension de of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

150. The heading before section 55 of the Act is replaced by the following:

Amounts

1992, c. 46,

repealed.

1992, c. 46.

Amounts to be credited on actuarial report

(6) Following the laying before Parliament section 56 that relates to the state of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund, there shall be credited to the Account, at the (7), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the a versées au compte d'allocations, au sens de cette loi.

149. L'article 54 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

54. (1) Tous les montants nécessaires au 5 Paiements sur paiement de prestations selon la présente partie, y compris une pension mentionnée au paragraphe 59(1) et à la partie III, sont pavés sur le compte de pension de retraite si elles are payable in respect of pensionable service 10 sont payables en ce qui touche le service 10 ouvrant droit à pension qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000.

(2) Les montants déposés auprès du Fonds de placement du compte de pension de retraite der subsection 55.1(2) shall be transferred to 15 des Forces canadiennes au titre du paragraphe 15 55.1(2) sont transférés à l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette 20

Transfert des

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent pas de paver les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement 25 de celles-ci doivent être portés au débit du retraite des Forces canadiennes et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public. 30

Paiement des

150. L'intertitre précédant l'article 55 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Montants

151. (1) Paragraph **55**(1)(a) of the Act is 30

(2) Subsections 55(2) to (6) of the Act are replaced by the following:

of any actuarial valuation report pursuant to 35 rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article time and in the manner set out in subsection 40 selon les modalités de temps et autres prévues

151. (1) L'alinéa 55(1)a) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46.

(2) Les paragraphes 55(2) à (6) de la 35 1992, ch. 46 même loi sont remplacés par ce qui suit :

> Montants portés au compte à la suite d'un actuarielle

(6) À la suite du dépôt au Parlement du 56 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement 40 du compte de pension de retraite des Forces canadiennes, est porté au crédit du compte, au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra45 ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant

10

tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Account and the 5 Canadian Forces Superannuation Investment Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le compte et le fonds pour couvrir le coût des prestations payables en application de la 5 présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

1992, c. 46, s. 50

(3) Subsection 55(8) of the Act is replaced by the following:

Adjustments

(8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be 20 the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of 25 that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Amounts to be debited on basis of actuarial valuation report

(9) Following the laying before Parliament 30 of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund, there may be debited from the Account, at the 35 canadiennes, peut être porté au débit du time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the opinion of the President of the Treasury Board exceeds the amount that the President of the Treasury Board estimates, based on the report, will be 40 required to be to the credit of the Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President 45 of the Treasury Board may determine, in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable

(3) Le paragraphe 55(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

1992, ch. 46, Aiustements

(8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant of the period applicable under subsection (7), 15 la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (7), les versements qui restaient à effectuer au cours de cette période peuvent 15 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le 20 compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et 25 de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

> Montant porté au débit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

(9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 56 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces compte, selon les modalités de temps et autres 35 prévues au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du président du Conseil du Trésor, dépasse le montant devant, à son avis - fondé sur le rapport -, être au crédit du compte et du fonds, à la fin du quinzième exercice 40 suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au 45 crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

If total exceeds

- (10) If the total of the amounts in the Account and in the Fund referred to in subsection (9) exceeds, following the laying of the report referred to in that subsection, the maximum amount referred to in subsection (13), there shall be debited from the Account. at the time and in the manner set out in subsection (11), the amount of the excess.
 - (10) Si le montant total au crédit du compte et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à 5 la suite du dépôt du rapport, le montant maximum visé au paragraphe (13), le montant excédentaire doit être porté au débit du 5 compte selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (11). 10

Montant dépassant le montant maximum

Annual

(11) Subject to subsection (12), the amount that may be debited under subsection (9) and the amount that must be debited under subsection (10) shall be debited in annual instalments period that the President of the Treasury Board may determine, with the first such instalment to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament

Adjustments

(12) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Maximum amount to Account and

(13) At the end of the period, the total of the amounts that are to the credit of the Superannuation Account and the Canadian Forces 40 Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten percent of the amount that the President of the Treasury Board estimates is required to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III 45 payables en application de la présente partie et in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Prélèvements (11) Sous réserve du paragraphe (12), le montant pouvant être porté au débit du compte en application du paragraphe (9) et celui 10 devant l'être en application du paragraphe over a period of fifteen years, or the shorter 15 (10) sont prélevés annuellement sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que détermine le président du Conseil du Trésor, le premier prélèvement devant être 15 effectué au cours de l'exercice où le rapport 20 d'évaluation actuarielle est déposé au Parle-

- (12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant 20 la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (11), les prélèvements restant à period may be adjusted to reflect the amount 25 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la 25 date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant that the President of the Treasury Board 30 l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite 30 des Forces canadiennes à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payable under this Part and Part III in respect 35 payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs 35 avant le 1er avril 2000.
 - (13) À la fin de la période, le montant total au crédit du compte de pension de retraite et du Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes ne peut 40 dépasser cent dix pour cent du montant que le président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations de la partie III au titre du service ouvrant droit 45 à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Costs

(14) The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister, with respect to benefits payable under this Act in credit of contributors before April 1, 2000 shall be paid out of the Superannuation Account

(14) Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au respect of pensionable service that is to the 5 crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000 5 sont payés sur le compte de pension de retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre.

Coûts

152. The Act is amended by adding the following after section 55:

152. La même loi est modifiée par adjonc-10 tion, après l'article 55, de ce qui suit : 10

Canadian Forces Superannuation Investment Fund

Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes

Establishment of Canadian Forces Superannua-Investment

55.1 (1) The Canadian Forces Superannuation Investment Fund is established.

55.1 (1) Est constitué le Fonds de placement du compte de pension de retraite des Forces canadiennes.

Constitution

Amounts to be deposited into Canadian Forces Superannua-Investment Fund

Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Canadian Forces Superannuation Investment Fund: 15
 - (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1. 2000 that the Minister of Finance determines, in the manner and at the times that that minister determines; and 20
 - (b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus profits less losses on the sale of the investments.

(2) Sont déposés auprès du fonds :

Dépôt auprès du fonds

- a) les sommes du compte de pension de 15 retraite transférées le 1er avril 2000 ou après cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et autres fixées par lui;
- b) les revenus des placements faits avec 20 celles-ci et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

(3) If there are insufficient amounts in the 25 Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of

contributors before April 1, 2000, those costs 30 ouvrant droit à pension qui est au crédit des shall be paid out of the Canadian Forces

Superannuation Investment Fund.

(3) Si le montant au crédit du compte de pension de retraite ne permet pas de payer les coûts liés à l'application de la présente loi en 25 ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service contributeurs avant le 1er avril 2000, les coûts sont pavés sur le fonds.

Transfer of amounts

Costs

(4) The Minister of Finance may, after consultation with the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the 35 Public Sector Pension Investment Board Act. transfer to the Superannuation Account amounts in the Canadian Forces Superannua-

(4) Après consultation de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, le ministre des Finances peut transfé-35 rer du fonds au compte de pension de retraite,

Transfert

Coûts

10

tion Investment Fund that he or she determines, in the manner and at the times that that minister determines.

selon les modalités de temps et autres qu'il fixe, les montants qu'il détermine.

Canadian Forces Pension Fund

Caisse de retraite des Forces canadiennes

Establish-55.2 (1) The Canadian Forces Pension Fund ment of is established. Canadian

55.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite 5 des Forces canadiennes.

Constitution

Amounts to be deposited into Canadian Pension Fund

Amounts to

President of

the Treasury

by the

Board

be determined

Forces Pension Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Canadian Forces Pension Fund:
 - (a) the amounts determined by the President of the Treasury Board under subsection (3);
 - (b) all other amounts required by this Act to be paid into the Fund; and
 - (c) the income from the investment of the amounts referred to in paragraphs (a) and (b) plus profits less losses on the sale of the 15
 - investments.
- (3) There shall be deposited into the Canadian Forces Pension Fund, in each fiscal year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect 20 en cause : of which it is made
 - (a) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after consultation with the Minister and based on actuarial advice, to be required to provide 25 for the cost of the benefits that have accrued in respect of that month in relation to current service and that will become payable out of the Canadian Forces Pension Fund: and 30
 - (b) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after consultation with the Minister, in relation to the total amount paid into the Canadian Forces Pension Fund during the preceding 35 month by way of contributions in respect of past service.
- (4) In determining amounts for the purposes of paragraph (3)(a), the President of the Treasury Board may take into account any 40 Trésor peut tenir compte de tout surplus de la surplus in the Canadian Forces Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

5 Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine en vertu du paragraphe (3);
- b) les montants devant être payés à la caisse au titre de la présente loi;
- c) les revenus des placements faits avec les montants visés aux alinéas a) et b) et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.
- (3) Lors de chaque exercice, sont déposés 15 auprès de la caisse, pour chaque mois et dans les trente jours suivant le dernier jour du mois

Montants déterminés président du Conseil du

- a) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du 20 ministre et sur l'avis d'actuaires, et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois relativement au service courant et qui deviendront payables par la caisse;
- b) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du ministre, en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent sous forme de contributions à l'égard du 30 service passé.

amounts

(4) En vue de déterminer le montant visé à l'alinéa (3)a), le président du Conseil du caisse selon le plus récent rapport d'évalua-35 tion actuarielle sur la situation de celle-ci visé à l'article 56.

Calcul

nation of the

report referred to in section 56 on the state of the Fund.

Transfer of amounts

- (5) The amounts deposited in the Canadian Forces Pension Fund shall be transferred to the in the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.
- (5) Les montants déposés auprès de la caisse sont transférés à l'Office d'investisse-Public Sector Pension Investment Board with- 5 ment des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 5 public, pour être gérés conformément à cette

Transfert des montants

Paiement des

prestations

Montants

versés à la

suite d'un

actuarielle

d'évaluation

Payment of benefits

- (6) All amounts required for the payment of benefits for which this Part and Part III make 10 ment des prestations que prévoient la présente provision shall be charged to the Canadian Forces Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board if the benefits are payable in respect of pensionable service that comes to the credit of 15 payables au titre du service ouvrant droit à a contributor on or after April 1, 2000.
- (6) Tous les montants nécessaires au paiepartie et la partie III doivent être portés au 10 débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public si elles sont pension porté au crédit du contributeur le 1er 15 avril 2000 ou après cette date.

Amounts to be paid on basis of actuarial valuation report

55.3 (1) Following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there shall 20 be paid into the Fund, at the time and in the manner set out in subsection (2), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report 25 or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

55.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant la situation de la Caisse de retraite des Forces canadiennes, est versé à la 20 caisse, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (2), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période 25 plus courte qu'il détermine, au solde créditeur que, suivant son estimation, devrait alors avoir la caisse pour couvrir le coût des prestations payables en application de la be to the credit of the Fund at that time, meet 30 présente partie et de la partie III au titre du 30 service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date.

> Versements annuels

Equal annual instalments

(2) Subject to subsection (3), the amount 35 required to be paid into the Canadian Forces Pension Fund under subsection (1) shall be divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Canadian Forces Pension Fund over a period of fifteen 40 Conseil du Trésor détermine, le premier years, or the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament. 45

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le montant visé au paragraphe (1) est payé à la35 caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le président du versement devant être effectué au cours de 40 l'exercice où le rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

Ajustements

Adjustments

- (3) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2). the instalments remaining to be paid in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount estimates will be to the credit of the Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.
- (3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du paragraphe (2), les versements qui restaient à 5 effectuer au cours de cette période peuvent 5 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il faudra ajouter au solde créditeur que, suivant that the President of the Treasury Board 10 l'estimation de celui-ci, devrait avoir la caisse 10 à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit 15 des contributeurs le 1er avril 2000 ou après 15 cette date.

Surplus non

No more deposits if nonpermitted surplus

55.4 (1) If, following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there is, in the President of the Treasury Board's 20 le président du Conseil du Trésor, un surplus opinion, a non-permitted surplus in that Fund, no further amounts shall be deposited into the Fund under paragraph 55.2(3)(a) until the time that there is, in the President of the Treasury Board's opinion, no longer a non-25 permitted surplus in the Fund.

55.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 56 concernant la situation de la Caisse de retraite des Forces canadiennes, il y a, selon 20 non autorisé, aucun montant ne peut être déposé auprès de la caisse au titre de l'alinéa 55.2(3)a) tant que, selon lui, un tel surplus existe.

When nonpermitted

- (2) If, following the laving before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the Canadian Forces Pension Fund, there is, in 30 the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in that Fund,
 - (a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board 35 determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister; or
 - (b) there may be paid out of the Canadian Forces Pension Fund, and into the Consoli-40 dated Revenue Fund, the amount, at the time and in the manner, that the Treasury Board determines on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister. 45

- (2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil du Trésor, un surplus non autorisé :
 - a) peuvent être réduites, selon les modalités de temps et autres et pour la période que le 30 Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, les contributions payables au titre de l'article 5;
 - b) peut être payé par la caisse et versé au 35 Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées. 40

Mesures en cas de surplus

Recomman-

président du

Conseil du

Trésor

dation du

Recommendation of President of the Treasury Board

- (3) The President of the Treasury Board shall only make the recommendation referred to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to Fund at the end of the fifteenth fiscal year of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, will not be less than the total of
 - (a) the amount that will be required in order 10 to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and
 - (b) the amount of any surplus in the 15 Canadian Forces Pension Fund that does not constitute a non-permitted surplus.

is not nonpermitted surplus

(4) If, following the laying before Parliament of an actuarial valuation report pursuant to section 56 that relates to the state of the 20 du Trésor, un surplus qui n'est pas un surplus Canadian Forces Pension Fund, there is, in the opinion of the President of the Treasury Board, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or paragraph 55.2(3)(a) may 25 Conseil du Trésor fixe sur recommandation du be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister. 30

Nonpermitted surplus

- (5) For the purposes of this section, a non-permitted surplus exists when the amount by which assets exceed liabilities in the Canadian Forces Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report referred to in 35 56 ou celui fait à la demande du président du section 56 or one requested by the President of the Treasury Board, is greater than the lesser of
 - (a) twenty per cent of the amount of liabilities in respect of contributors, as 40 determined in that report, and
 - (b) the greater of
 - (i) twice the estimated amount, for the calendar year following the date of that report, of the total of 45
 - (A) the current service contributions that would be required of contributors, and

- (3) Le président du Conseil du Trésor ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du rapport, que le montant du solde créditeur de the credit of the Canadian Forces Pension 5 la caisse, à la fin du quinzième exercice 5 suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants :
 - a) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application 10 de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date;
 - b) le montant de tout surplus de la caisse qui 15 n'est pas un surplus non autorisé.
 - (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil non autorisé, les contributions payables au 20 titre de l'article 5 ou de l'alinéa 55.2(3)a) peuvent être réduites selon les modalités de temps et autres et pour la période que le président du Conseil du Trésor et après 25 consultation du ministre.

Mesures en

cas de surplus

- (5) Pour l'application du présent article, il y a surplus non autorisé si la différence entre l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 Conseil du Trésor, est supérieure au moins élevé des montants suivants :
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des 35 contributeurs, selon ce rapport;
 - b) le plus élevé des montants suivants :
 - (i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport : 40
 - (A) le montant des contributions qu'auraient à verser les contributeurs relativement au service courant.

Surplus non autorisé

reduction in

R.S., c. 13

46 s 51

Pensions

(2nd Supp.), s. 11; 1992, c.

Reporting Act

contributions

- (B) the amounts that would be determined under paragraph 55.2(3)(a), and
- (ii) the amount that would be determined under paragraph (a) if the reference in that paragraph to "twenty per cent" were 5 read as a reference to "ten per cent".
- (6) For greater certainty, a reduction in contributions under paragraph (2)(a) or subsection (4) is not to be considered as changing reduction in contributions.

55.5 The costs of the administration of this Act, as determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister, with III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000 shall be paid out of the Canadian Forces Pension Fund.

153. Sections 56 and 57 of the Act are 20 replaced by the following:

56. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the state of each of the Superannuation Account, 25 retraite et la situation du Fonds de placement the Canadian Forces Superannuation Investment Fund and the Canadian Forces Pension Fund shall be prepared, filed with the Minister designated under that Act and laid before Parliament.

Annual Report

Annual report

57. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, including a statement showing the amounts 35 paid into and out of the Superannuation Account, the Canadian Forces Pension Fund, and the Canadian Forces Superannuation Investment Fund during that year, by appropriate classifications, the number of con-40 compte de pension de retraite des Forces tributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III together with the additional information that the Governor in Council may by regulation require.

- (B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 55.2(3)a).
- (ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de vingt pour cent était remplacé par un 5 pourcentage de dix pour cent.

(6) Il est entendu qu'une réduction des contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au paragraphe (4) ne constitue pas une modificathe contribution rate that applied before the 10 tion du taux de contribution applicable avant 10 la réduction.

Réduction des

55.5 Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application des parties I. II et III respect to benefits payable under Parts I, II and 15 au titre du service ouvrant droit à pension qui 15 est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date sont payés par la Caisse de retraite des Forces canadiennes. Ces coûts sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre.

> 153. Les articles 56 et 57 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 13 (2^e suppl.), art. 11; 1992

56. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de 25 du compte de pension de retraite des Forces canadiennes et de la Caisse de retraite des Forces canadiennes doivent, conformément à la Loi sur les rapports relatifs aux pensions 30 30 publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Rapport annuel

57. Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement 35 un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les montants versés au compte de pension de 40 retraite, à la Caisse de retraite des Forces canadiennes et au Fonds de placement du canadiennes, et ceux payés sur ce compte et ce fonds et par cette caisse, pendant l'exercice, le 45 nombre des contributeurs et le nombre de

ch 46 art 51

relatifs aux pensions

> Rapport annuel

5

personnes qui recoivent des prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte également les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil peut exiger par règlement.

154. The Act is amended by adding the following after section 59:

154. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 59, de ce qui suit :

PART I.1

PARTIE I.1

RESERVE FORCE PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSION DE LA FORCE DE RÉSERVE

Regulations

59.1 The Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may make regulations respecting the establishment, funding and administration of pension plans to provide for the payment of benefits to or in respect of officers and non-commissioned members and former officers and non-comincluding regulations respecting the crediting of service in the reserve force as pensionable service for the purposes of Part I and the transfer of amounts in respect of such service tions to the Canadian Forces Pension Fund and vice versa.

59.1 Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règle-5 ments concernant la constitution, le finance-10 ment et la gestion de régimes de pension en vue de verser des prestations aux officiers et militaires du rang de la force de réserve, anciens ou en poste, ou à leur égard, y compris missioned members of the reserve force, 10 des règlements régissant le fait de faire 15 compter à titre de service ouvrant droit à pension aux termes de la partie I le service dans la force de réserve et le transfert de montants relatifs à ce service de tout fonds from the funds established under the regula- 15 constitué au titre de ceux-ci à la Caisse de 20 retraite des Forces canadiennes et vice-versa.

Contributions by members

Amounts to

be deposited

59.2 An officer or a non-commissioned member of the reserve force who is subject to a plan established in accordance with this Part 20 constitué au titre de la présente partie est tenu is required to contribute, by reservation from pay or otherwise, in accordance with the regulations.

Contribution

Règlements

59.3 There shall be deposited into a fund established under the regulations made under 25 au titre des règlements pris en vertu de l'article section 59.1, at the time and in the manner prescribed by the regulations, in addition to any other amounts that are prescribed by the regulations to be deposited to the fund.

59.3 Sont déposés auprès du fonds constitué 59.1, selon les modalités de temps et autres 30 prévues par ceux-ci, en plus de toute somme déterminée par règlement :

59.2 Tout officier et militaire du rang de la

de contribuer au fonds, par retenue sur sa solde 25

force de réserve auquel s'applique un régime

ou autrement, en conformité avec les règle-

ments.

(a) in the case of a fund established for the 30 payment of benefits that are related to periods of pensionable service, amounts estimated by the President of the Treasury Board to meet the cost of those benefits; and

a) dans le cas d'un fonds constitué en vue de payer des prestations touchant aux périodes de service ouvrant droit à pension, le 35 montant que le président du Conseil du Trésor estime nécessaire pour couvrir le coût de celles-ci;

(b) in the case of any other fund, the 35 amounts that are determined by the Minister in accordance with the regulations to be required to be deposited to the fund.

b) dans le cas de tout autre fonds, le montant que le ministre détermine en conformité 40 avec les règlements.

Dépôt de sommes

Transfer of amounts

59.4 If the regulations made under section 59.1 so provide, amounts deposited in a fund referred to in paragraph 59.3(a) or (b) shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

59.4 Si les règlements pris en vertu de l'article 59.1 le prévoient, les montants déposés auprès du fonds visé aux alinéas 59.3a) ou b) sont transférés à l'Office d'investissement 5 des régimes de pensions du secteur public, au 5 sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, pour être gérés conformément à cette loi.

Transfert de montants

Deposit

59.5 If the regulations made under section 59.1 so provide, amounts deposited in a fund deposited with a financial institution specified in the regulations.

59.5 Si les règlements pris en vertu de l'article 59.1 le prévoient, les montants dépo-10 referred to in paragraph 59.3(b) may be 10 sés auprès du fonds visé à l'alinéa 59.3b) peuvent être déposés dans une institution financière visée par règlement.

Dépôt dans une institution

Pensions Reporting Act

59.6 (1) In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an on the state of a plan established in accordance with this Part the benefits for which would come out of a fund referred to in paragraph 59.3(a) shall be prepared, filed with the before Parliament.

59.6 (1) Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur 15 relatifs aux actuarial valuation report and an assets report 15 l'actif relatifs à la situation de tout régime - constitué conformément à la présente partie — au titre duquel sont pavées des prestations sur le fonds visé à l'alinéa 59.3a) doivent, conformément à la Loi sur les 20 Minister designated under that Act and laid 20 rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Loi sur les pensions publiques

Review date

(2) For the purposes of subsection (1), the review date as of which an actuarial valuation report of the plan referred to in that subsection must be conducted for the purposes of the first 25 déterminée par règlement, les dates de révivaluation report is the date prescribed in the regulations and, for each subsequent report, the review dates must not be more than three years apart.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la 25 Dates de date de révision, pour le premier rapport d'évaluation actuarielle du régime, est la date sion ultérieures ne devant pas être séparées de plus de trois ans. 30

Annual report

59.7 The Minister shall cause to be laid 30 before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part during the preceding fiscal year.

59.7 Le ministre doit, chaque année, faire déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie au cours de l'exercice précédent.

Rapport

Recovery of debit balance

59.8 (1) Any debit balance in the pay account of a former officer or member of the 35 solde d'un ancien officier ou d'un ancien reserve force may be recovered from any annuity or other benefit to which he or she is entitled under this Part or from any amount that becomes payable under this Part to his or her service estate, whether the debit balance 40 succession militaire aux termes de la présente existed at the time of his or her release or was ascertained after that time.

59.8 (1) Tout reliquat débiteur au compte de 35 Recouvremembre de la force de réserve peut être recouvré sur toute annuité ou autre prestation à laquelle il a droit selon la présente partie ou sur tout montant qui devient pavable à sa 40 partie, que ce reliquat débiteur ait existé au moment de sa libération ou ait été constaté par la suite

Recouvre-

ment du

reliquat

Recovery of debit balance

(2) Recovery of a debit balance pursuant to this section shall be effected in the manner and to the extent that may be prescribed by the regulations made under section 59.1, but, in the case of any annuity or other benefit to which a former officer or non-commissioned member of the reserve force is entitled under this Part, the recovery shall not be effected unless notice of the existence of the debit him or her, or has been forwarded by registered mail addressed to him or her at his or her latest known address.

(2) Le recouvrement d'un reliquat débiteur conformément au présent article doit s'opérer de la manière et dans la mesure prévues par les règlements pris en vertu de l'article 59.1, mais, dans le cas de toute annuité ou autre 5 prestation à laquelle un ancien officier ou un ancien militaire du rang de la force de réserve a droit selon la présente partie, ce recouvrement ne doit s'opérer que si un avis de balance and the amount of it has been given to 10 l'existence du reliquat débiteur et du montant 10 de celui-ci lui a été donné ou lui a été expédié par courrier recommandé à sa dernière adresse connue.

1992, c. 46, s. 52(2)

155. (1) The definitions "basic benefit" and "salary" in subsection 60(1) of the Act 15 base » et «traitement », au paragraphe 15 are repealed.

1992, ch. 46, 155. (1) Les définitions de « prestation de par. 52(2)

1992, c. 46, s. 52(3)

(2) Paragraph (d) of the definition "participant" in subsection 60(1) of the Act is replaced by the following:

> (d) a person who has made an election 20 under section 62 and in respect of whom a benefit is payable without contribution by him or her, and

156. Section 61 of the Act is replaced by the following:

Apportion-

61. If a benefit payable under Part I is apportioned between two survivors under subsection 29(8) or a pension payable under the Defence Services Pension Continuation Act, chapter D-3 of the Revised Statutes of 30 Canada, 1970, is apportioned between two women under subsection 32(3) of that Act, the benefit payable to a person referred to in subsection 67(2) is apportioned in the same manner. 35

1992, c. 46, s. 53

157. Sections 64 and 65 of the Act are replaced by the following:

sont remplacés par ce qui suit :

Contributions

Amount of contribution

65. Every participant shall contribute to the Consolidated Revenue Fund the amounts prescribed by the regulations under the condi-40 selon les modalités de temps et autres prévues tions prescribed by the regulations, in the manner and at the time prescribed by the regulations.

Contributions

65. Chaque participant contribue au Trésor par versement des montants réglementaires par règlement. 40

Montant de la contribution

- 158. Subsection 66(1) of the Act is replaced by the following:
- 158. Le paragraphe 66(1) de la même loi 45 est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 52(3)

Réparation

du montant

de la prestation

loi, est remplacé par ce qui suit : d) personne qui a effectué le choix prévu 20 à l'article 62 et à l'égard de laquelle une prestation est payable sans contribution

(2) L'alinéa d) de la définition de « parti-

cipant », au paragraphe 60(1) de la même

60(1) de la même loi, sont abrogées.

de sa part;

156. L'article 61 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

61. Si une prestation visée à la partie I est payable à deux survivants au titre du paragraphe 29(8) ou une pension est payable à deux femmes en vertu du paragraphe 32(3) de la Loi sur la continuation de la pension des services 30 de défense, chapitre D-3 des Statuts revisés du Canada de 1970, le montant de la prestation payable à la personne visée au paragraphe 67(2) est répartie de manière semblable.

157. Les articles 64 et 65 de la même loi 35 1992, ch. 46.

Payment of benefit

66. (1) On the death of a participant, there shall be paid to the persons and in the manner specified in this Part, a benefit in the amount prescribed by the regulations.

66. (1) Au décès d'un participant, il est versé aux personnes que spécifie la présente partie, de la manière qui y est prévue, une prestation dont le montant est prévu par règlement.

Paiement de la prestation

159. Section 67 of the Act is amended by 5 adding the following after subsection (2):

159. L'article 67 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(2.1) If it is established to the satisfaction of the Minister when the participant dies that the beneficiary or widow cannot be found, the benefit shall be paid to the estate or succession 10 prestation est payée à la succession du particiof the participant or, if less than one thousand dollars, shall be paid as the Minister may direct.

(2.1) S'il est établi à la satisfaction du ministre que, au décès du participant, le 10 bénéficiaire ou la veuve est introuvable, la pant ou, dans le cas d'un montant de moins de mille dollars, selon ce qu'il ordonne.

Exception

1992. c. 46. s 54

160. Subparagraph 68(1)(b)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the amount of the single premium as prescribed by the regulations in respect of each participant in respect of whom a benefit is payable without contribution under this Part by the participant for the 20 benefit; and

160. Le sous-alinéa 68(1)b)(iii) de la 15 1992, ch. 46, art. 54 15 même loi est remplacé par ce qui suit :

> (iii) le montant de la prime unique déterminée conformément aux règlements à l'égard de chaque participant pour qui une prestation est payable sans 20 contribution de sa part à cet égard aux termes de la présente partie;

1992, c. 46, s. 57(1)(F)

161. (1) Paragraphs 73(1)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:

(a) prescribing the amounts of contributions to be made by participants;

- (b) prescribing the conditions, manner and time of payment of contributions by participants;
- (c) prescribing benefits payable for the purposes of subsection 66(1); 30

161. (1) Les alinéas 73(1)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 57(1)(F)

- a) pour prescrire les montants des contribu-25 tions que les participants doivent payer;
 - b) pour prescrire les modalités, notamment la manière et l'époque, de paiement des contributions des participants;
 - c) pour prescrire les prestations payables au 30 titre du paragraphe 66(1);

(2) Paragraph 73(1)(g) of the Act is replaced by the following:

(g) authorizing payment, with the approval of the Minister, out of any benefit payable to the survivor, beneficiary or estate or 35 succession of a deceased participant, of reasonable expenses incurred for the maintenance, medical care or burial of the participant;

(2) L'alinéa 73(1)g) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

g) pour autoriser le paiement, avec l'approbation du ministre, sur toute prestation 35 payable au survivant, au bénéficiaire ou à la succession d'un participant décédé, des frais qu'ont entraînés l'entretien, les soins médicaux ou les obsèques du participant;

(3) Subsection 73(1) of the Act is amended 40 by adding the word "and" at the end of paragraph (k) and by repealing paragraph (I).

(3) L'alinéa 73(1)l) de la même loi est 40 abrogé.

(4) Section 73 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

No reduction of henefits

(3) No regulation made under paragraph (1)(a) shall have the effect of reducing the amount of a benefit payable under this Part to an amount less than five thousand dollars in respect of a person who is a participant under this Part when the regulation comes into force and remains a participant after that coming into force.

1992, c. 46. s. 58

162. (1) The definition "contributor" in section 74 of the Act is repealed.

1992, c. 46, s. 58

(2) Paragraph (e) of the definition "recipient" in section 74 of the Act is replaced by the following:

> (e) a person who is in receipt of the pension by reason of being a survivor or a child.

1992, c. 46, s. 58

163. Section 75 of the Act is repealed.

1992, c. 46,

164. Subsection 76(1) of the Act is re-20 placed by the following:

Contributions for elective service

76. (1) A contributor who elects, pursuant to section 6, 42 or 43, to count as pensionable service any period of elective service specified in those sections, or any portion of that 25 sion toute période de service accompagné service, that is after March 31, 1970 but before January 1, 2000 is required to contribute to the Superannuation Account or the Canadian Forces Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required under 30 pension de retraite ou à la Caisse de retraite this Act, an amount calculated in the manner and in respect of the pay described in those sections

- (a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is 35 after March 31, 1970 and before January 1, 1977, at the rate of one-half of one per cent of the contributor's pay; and
- (b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is 40 after December 31, 1976 and before January 1, 2000 at the rate of one per cent of the contributor's pay.

(4) L'article 73 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

(3) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (1)a) ne peuvent avoir pour effet de réduire à 5 moins de cinq mille dollars le montant d'une prestation payable au titre de la présente partie à l'égard d'une personne qui est un participant à l'entrée en vigueur de ceux-ci et le demeure par la suite. 10

Interdiction

162. (1) La définition de « contributeur », à l'article 74 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46, art. 58

(2) L'alinéa e) de la définition de « prestataire », à l'article 74 de la même loi, est 15 remplacé par ce qui suit : 15

1992, ch. 46, art. 58

e) la reçoit du fait de sa qualité de survivant ou d'enfant du contributeur décédé.

163. L'article 75 de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 58 20

164. Le paragraphe 76(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

art. 58 Paiement de la prestation

1992, ch. 46,

76. (1) Le contributeur qui choisit, en conformité avec les articles 6, 42 ou 43 de compter comme service ouvrant droit à pen-25 d'option spécifiée dans ces articles, ou une fraction de celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er avril 2000 est tenu, à cet égard, de verser au compte de 30 des Forces canadiennes, en plus de tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et relativement à la solde visées à ces articles : 35

- a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 mars 1970 et antérieure au 1er janvier 1977, au taux de un demi pour cent de sa solde;
- b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option postérieure au 31 décembre 1976, mais antérieure au 1er janvier 2000, au taux de un pour cent de sa solde. 45

30

1992, ch. 46.

art. 58

1992, c. 46, s. 58

165. Paragraph 78(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month of a person who is in receipt of a pension by reason of being a survivor or a child, is the 5 retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the pension is payable.

1992, c. 46, s. 58

166. Subsection 79(2) of the Act is re-10 pealed.

1992, c. 46, s. 58

167. The portion of subsection 80(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Regulations

80. (1) The Governor in Council may, for 15 the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the *Income Tax* Act and Part LXXXV of the Income Tax Regulations, make regulations

1992, c. 46, s. 59

R.S., c. R-11; AMENDMENTS TO THE ROYAL CANADIAN R.S., c. 13 (2nd Supp.); 1989, c. 6;

1998, c. 11

1992, c. 46;

"child"

"contribu-« contribu 168. The schedule to the Act is repealed.

MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT

169. (1) The definitions "child" and "contributor" in subsection 3(1) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act are replaced by the following:

"child" means a child or stepchild of - or an individual adopted either legally or in fact by - a contributor, who at the time of the contributor's death was dependent on the contributor for support;

"contributor" means a person who is required by section 5 to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and includes, unless the context otherwise re-35 quires.

(a) a person who has ceased to be so required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and

165. L'alinéa 78(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de survivant ou d'enfant du contributeur est 5 l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou relativement au service de laquelle la

166. Le paragraphe 79(2) de la même loi 10 1992, ch. 46, est abrogé.

167. Le passage du paragraphe 80(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

pension est payable.

1992, ch. 46, art 58

80. (1) Le gouverneur en conseil peut, par 15 Règlements règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des dispositions déterminées de l'article 147.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie 20 LXXXV du Règlement de l'impôt sur le 20 revenu:

168. L'annexe de la même loi est abrogée.

1992, ch. 46, art. 59

MODIFICATION DE LA LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

I R ch R-11: L.R. ch. 13 (26 suppl.); 1989, ch. 6; 1992. ch. 46: 1998 ch 11

169. (1) Les définitions de « contributeur » et « enfant », au paragraphe 3(1) de la Loi sur la pension de retraite de la 25 25 Gendarmerie royale du Canada, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

« contributeur » Personne astreinte par l'article 5 à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gen-30 tor darmerie royale du Canada, y compris, sauf indication contraire du contexte :

« contributeur » "contribu

a) une personne qui a cessé d'être ainsi astreinte à contribuer au compte ou à la

b) pour l'application des articles 15 à 19 et 22, un contributeur selon la partie V de l'ancienne loi, auguel a été accordée une pension ou une allocation annuelle sous le régime de cette loi, ou qui est décédé. 40

40 « enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fille du contributeur - ou l'individu adopté

« enfant »

"Royal

Canadian

Mounted

Police

Fund" « Caisse de retraite de la

Pension

Gendarmerie

royale du

Canada »

5

(b) for the purposes of sections 15 to 19 and 22, a contributor under Part V of the former Act who has been granted a pension or annual allowance under that Act or has died:

légalement ou de fait par lui — qui était à la charge de celui-ci au moment de son décès.

(2) Subsection 3(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Royal Canadian Mounted Police Pension Fund" means the fund established under 10 section 29.2;

- (2) Le paragraphe 3(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :
- « Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » La caisse constituée par l'article 29.2.

« Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » "Royal Canadian Mounted Police Pension Fund"

"Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund" « Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada »

"Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund" means the fund established under section 29.1;

« Fonds de placement du compte de pension 10 de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » Le fonds constitué par l'article 29.1.

« Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada » "Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund"

"survivor" « survivant »

Eligibility

"survivor", in relation to a contributor, means 15 « survivant » Personne qui :

« survivant » "survivor"

- (a) a person who was married to the contributor at the time of the contributor's death, or
- (b) a person referred to in subsection 18(1); 20
- a) était unie au contributeur par les liens du mariage au décès de celui-ci; 15
- b) est visée au paragraphe 18(1).

170. Subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

4. (1) Subject to this Part, an annuity or other benefit specified in this Act shall be paid to or in respect of every person who, being 25 required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in accordance with this Part, ceases to be a member of the Force or dies, which annuity or other benefit shall, 30 subject to this Part, be based on the number of years of pensionable service to the credit of

that person.

170. Le paragraphe 4(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, une annuité ou autre 20 prestation ci-après spécifiée doit être versée à toute personne qui, étant tenue de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada d'après la présente partie, cesse d'être 25 membre de la Gendarmerie ou décède, ou relativement à cette personne. Cette annuité ou autre prestation doit, sous réserve des autres dispositions de la présente partie,

Admissibilité

reposer sur le nombre d'années de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

1992, c. 46, s. 61

171. Section 5 of the Act is replaced by the following:

171. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 61

Contribution rates before 2004

- 5. (1) A member of the Force is required to contribute, in respect of every year in the period beginning on January 1, 2000 and ending on December 31, 2003, by reservation from pay or otherwise.
 - (a) four per cent of the portion of his or her pay that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, as that 10 term is defined in subsection 10(3); and
 - (b) seven and one-half per cent of the portion of his or her pay that is greater than the Year's Maximum Pensionable Earn-15 ings.
- 5. (1) Pour chaque année de la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 5 31 décembre 2003, le membre de la Gendarmerie est astreint à payer, par retenue sur sa solde ou autrement:

pour les années 2000

- a) quatre pour cent de la portion de sa solde qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension, au sens du paragraphe 10(3);
- b) sept et demi pour cent de la portion de sa 15 solde qui dépasse le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension.

Contribution rates - 2004 and later

- (2) A member of the Force is required to contribute, in respect of every portion of the period beginning on January 1, 2004, by reservation from pay or otherwise, at the Board in respect of that portion on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.
- (2) À compter du 1^{er} janvier 2004 et pour toute partie de la période en cause, le membre de la Gendarmerie est astreint à payer, par 20 retenue sur sa solde ou autrement, la contribucontribution rates determined by the Treasury 20 tion calculée selon les taux que le Conseil du Trésor détermine sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre.

à compter de 2004

Funds for contributions

Limitation -

contribution

determina-

rate

- (3) The contributions shall be made to the ning on January 1, 2000 and ending on March 31, 2000 and shall be made to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund for the period after that.
- (3) Les contributions sont versées au comp-25 Versement Superannuation Account for the period begin-25 te de pension de retraite en ce qui touche la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 mars 2000. Par la suite, elles sont versées à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada. 30

- (4) In determining the contribution rates for 30 the purposes of subsection (2) and paragraphs (5)(b), (6)(b) and (7)(b), the rates must not
 - (a) exceed by more than four-tenths of one per cent in respect of any portion of pay, whether less than, equal to or more than the 35 Year's Maximum Pensionable Earnings, the previous rate; and
 - (b) exceed the rates paid by contributors under section 5 of the Public Service Superannuation Act. 40
- (4) Pour l'application du paragraphe (2) et des alinéas (5)b, (6)b) et (7)b), les taux de contribution ne peuvent:

- a) être supérieurs au taux précédent de plus de quatre dixièmes de pour cent, pour toute 35 portion de la solde, que celle-ci dépasse ou non le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension;
- b) être supérieurs aux taux des contributions payables au titre de l'article 5 de la Loi sur 40 la pension de la fonction publique.

Contribu-

trente-cing

avant le 1ei

janvier 2000

ans de service

tion -

Contribution rates thirty-five vears of service before January 1, 2000

- (5) A person who has to his or her credit, before January 1, 2000, a period of pensionable service - or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is not required to 5 contribute under subsections (1) and (2) but is required to contribute, by reservation from pay or otherwise,
 - (a) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 10 1, 2000 and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's pay; and
 - (b) to the Superannuation Account, in 15 respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the 20 Treasury Board and the Minister.
- (5) La personne ayant à son crédit, avant le 1^{er} janvier 2000, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension - ou une période de service ouvrant droit à pension et une autre période de service totalisant 5 trente-cinq ans - n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (2). Elle est toutefois astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, au compte de pension de retraite, en plus de toute autre 10 somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde - pour la période débutant le 1er janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003; 15
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004.

Contribution thirty-five vears of service on or after January 1, 2000 and before April 1,2000

- (6) A person who has to his or her credit, on or after January 1, 2000 and before April 1, 2000, a period of pensionable service - or a period of pensionable service and other pen-25 trente-cing ans ouvrant droit à pension — ou sionable service — totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1) during the period beginning on January 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years 30 la période débutant le 1er janvier 2000 et se and after that day is not required to contribute under subsections (1) and (2) but is required to contribute, by reservation from pay or otherwise.
 - (a) to the Superannuation Account, in 35 respect of the period beginning on that day and ending on December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at the rate of one per cent of the person's pay; and 40
 - (b) to the Superannuation Account, in respect of the period beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint 45 recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister.
- (6) La personne ayant à son crédit, le 1er janvier 2000 ou après cette date, mais avant le 1^{er} avril 2000, une période de service de une période de service ouvrant droit à pension 25 et une autre période de service totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée au paragraphe (1) que pour terminant le jour précédant celui où elle 30 atteint trente-cinq ans de service. Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) et (2), mais est astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, au compte de pension de retraite, 35 en plus de toute autre somme exigée par la présente loi :
 - a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde - pour la période débutant le jour où elle atteint 40 trente-cinq ans de service et se terminant le 31 décembre 2003:
 - b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil 45 du Trésor et du ministre — à compter du 1er janvier 2004.

Contributrente-cinq ans de service le 1er janvier

2000 ou

après cette

date, mais

avant le 1er avril 2000

Contribution thirty-five years of service on or after April 1, 2000

- (7) A person who has to his or her credit, on or after April 1, 2000, a period of pensionable service — or a period of pensionable service and other pensionable service - totalling thirty-five years is only required to contribute under subsection (1) or (2) during the period beginning on April 1, 2000 and ending on the day before the person has to his or her credit those thirty-five years and after that day is not and (2) but is required to contribute, by reservation from pay or otherwise,
 - (a) to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, in respect of the period beginning on that day and ending on 15 December 31, 2003, in addition to any other amount required under this Act, at a rate of one per cent of the person's pay; and
 - (b) to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, in respect of the period 20 beginning on January 1, 2004, in addition to any other amount required under this Act, at the rates determined by the Treasury Board on the joint recommendation of the President of the Treasury Board and the Minister. 25
- avril 2000 ou après cette date, une période de service de trente-cinq ans ouvrant droit à pension — ou une période de service ouvrant 5 droit à pension et une autre période de service 5 après cette totalisant trente-cinq ans - n'est astreinte à verser la contribution visée aux paragraphes (1) ou (2) que pour la période débutant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le jour précédant required to contribute under subsections (1) 10 celui où elle atteint trente-cing ans de service, 10 Par la suite, elle n'est pas astreinte à verser la contribution visée à ces paragraphes, mais est astreinte à payer, par retenue sur sa solde ou autrement, à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, en plus de 15 toute autre somme exigée par la présente loi :

(7) La personne avant à son crédit, le 1er

- a) une contribution dont le taux correspond à un pour cent de sa solde — pour la période débutant le jour où elle atteint trente-cinq ans de service et se terminant le 20 31 décembre 2003:
- b) une contribution dont les taux sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du président du Conseil du Trésor et du ministre — à compter du 1er 25 ianvier 2004.

(8) For the purpose of subsections (5) to (7), "other pensionable service" means years of service giving rise to a superannuation or pension benefit of a kind specified in the regulations payable

> (a) out of the Consolidated Revenue Fund, or out of any account in the accounts of Canada other than the Superannuation Account; or

(b) out of the Canadian Forces Pension 35 Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act or the Public Service Pension Fund within the meaning of the *Public Service Superannuation Act*.

(9) Notwithstanding anything in this Part, 40 no person shall, in respect of any period of service of that person on or after December 15, 1994, make a contribution under this Part in respect of any portion of that person's annual rate of pay that is in excess of the annual rate 45 son taux de solde annual dépassant le taux de of pay that is fixed by or determined in the manner prescribed by the regulations.

(8) Pour l'application des paragraphes (5) à (7), « autre période de service » s'entend des années de service ouvrant droit à une prestation de pension de retraite ou de pension d'un 30 30 genre spécifié dans les règlements qui est

> a) soit sur le Trésor ou un compte parmi les comptes du Canada autre que le compte de 35 pension de retraite;

payable:

b) soit par la Caisse de retraite des Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, ou la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de 40 la fonction publique.

(9) Malgré les autres dispositions de la présente partie, nulle personne ne peut, à l'égard d'une période de service postérieure au 14 décembre 1994, contribuer au titre de la 45 présente partie en ce qui regarde la partie de solde annuel fixé par règlement ou déterminé selon les modalités réglementaires.

Contribution trente-cina ans de service le ler avril 2000 ou

Autre période

Contributions not required

Other

pensionable

Restriction

Exception

(10) A member of the Force who is engaged to work on average fewer than a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations shall not contribute under this Act.

(10) Un membre de la Gendarmerie qui est engagé pour travailler dans la Gendarmerie en moyenne pour un nombre d'heures par semaine ou de jours par année qui est inférieur à 5 celui fixé par règlement ne peut contribuer au 5 titre de la présente loi.

172. (1) Clause 6(a)(ii)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) any period during which he or she is required by subsections 5(1) and (2) to contribute to the Superannuation 10 Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund,

(2) Subparagraph 6(a)(ii) of the Act is amended by adding the following after clause (B):

(C) any period of service that may be counted by that contributor as pensionable service under subsection 24.1(9); and

(3) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is 20 amended by adding the following after clause (F):

(F.1) any period of service as a member of the Force during which he or she was engaged to work on average at 25 least a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay for that service.

(4) Subparagraph 6(b)(ii) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of clause (J) and by adding the following after clause (K):

(L) any period of service of a kind 35 described in the regulations if the contributor elects within the time specified, and in the manner specified, in the regulations to pay for that service,

(M) any period of service in the Public 40 Service, after December 31, 1980 and before the day on which this clause comes into force, during which he or she was engaged to work on average at

172. (1) La division 6a)(ii)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) toute période durant laquelle il est astreint par les paragraphes 5(1) et (2)10 à contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,

(2) Le sous-alinéa 6a)(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division 15 15 (B), de ce qui suit :

(C) toute période de service qu'il peut compter comme service ouvrant droit à pension selon le paragraphe 24.1(9);

(3) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi 20 est modifié par adjonction, après la division (F), de ce qui suit :

(F.1) toute période de service à titre de membre de la Gendarmerie pendant laquelle le contributeur a été engagé 25 pour travailler dans la Gendarmerie en moyenne pour au moins le nombre d'heures par semaine ou de jours par année fixé par règlement, s'il choisit, dans un délai d'un an après qu'il est 30 devenu contributeur selon la présente partie, de payer à l'égard de ce service,

(4) Le sous-alinéa 6b)(ii) de la même loi est modifié par adjonction, après la division (K), de ce qui suit :

(L) toute période de service d'un genre spécifié dans les règlements, s'il choisit, selon les modalités réglementaires, de payer pour ce service,

(M) toute période de service passée 40 dans la fonction publique, après le 31 décembre 1980 et avant la date d'entrée en vigueur de la présente division, pendant laquelle il a été engagé pour travailler dans la Gendarmerie en 45 moyenne pour au moins le nombre

least a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations, if the contributor was a contributor immediately before the day on which this clause comes into force and 5 the contributor elects, within one year after that day, to pay for that service.

(N) any period of service in the Public Service, after December 31, 1980, during which he or she was engaged to 10 work on average at least a number of hours per week or days per year prescribed in the regulations, if he or she elects, within one year of becoming a contributor under this Part, to pay 15 for that service,

(O) subject to the regulations, any period of service in respect of which payment of a commuted value to a contributor has been effected in accor- 20 dance with section 12.1, if the contributor elects, in accordance with the regulations, to pay for that service, and

(P) subject to the regulations, any period of service in respect of which a 25 payment has been made in respect of the contributor pursuant to an agreement entered into under subsection 24.1(2), if the contributor elects, in accordance with the regulations, to 30 pay for that service.

d'heures par semaine ou de jours par année fixé par règlement, s'il était contributeur avant cette date et s'il choisit, dans un délai d'un an après celle-ci, de payer pour ce service,

(N) toute période de service passée dans la fonction publique après le 31 décembre 1980 pendant laquelle il a été engagé pour travailler dans celle-ci en moyenne pour au moins le nombre 10 d'heures par semaine ou de jours par année fixé par règlement, s'il choisit, dans un délai d'un an après qu'il est devenu contributeur selon la présente partie, de payer à l'égard de ce service, 15

(O) sous réserve des règlements, toute période de service à l'égard de laquelle le paiement d'une valeur escomptée a été fait conformément à l'article 12.1. s'il choisit conformément aux règle-20 ments de payer à l'égard de ce service,

(P) sous réserve des règlements, toute période de service à l'égard de laquelle un paiement a été fait à l'égard du contributeur conformément à un ac-25 cord conclu en vertu du paragraphe 24.1(2), s'il choisit conformément aux règlements de payer à l'égard de ce service.

1992, c. 46. 4. 63

Contributions

not required

173. Subsection 6.1(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Notwithstanding section 5, a contributor who makes an election under subsection (1) is 35 teur qui effectue le choix visé au paragraphe not required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund under that section in respect of the portion of the period to which the election relates.

173. Le paragraphe 6.1(2) de la même loi 30 1992, ch. 46, est remplacé par ce qui suit :

(2) Par dérogation à l'article 5, le contribu-(1) est exempté de l'obligation de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse 35 de retraite de la Gendarmerie royale du Canada relativement à la partie de la période 40 visée par ce choix.

Contributions non requises

174. (1) Paragraphs 7(1)(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

(d) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(B), an amount equal to the amount that he or she would have been 45 required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute

174. (1) Les alinéas 7(1)d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 40

d) relativement à toute période spécifiée dans la division 6b)(ii)(B), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer si, durant celle-ci, il avait été requis de contribuer : 45

- (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
- (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately before April 1, 1969, in respect of that 10 period or portion,
- (iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1), as it reads on 15 December 31, 1999, in respect of that period or portion,
- (iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the 20 rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
- (v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsec-25 tion 5(2), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent occasion on which he or she became a 30 contributor under this Act, together with interest:

- (e) in respect of any period specified in clause 6(b)(ii)(C), (D), (E), (F) or (G), an amount equal to the amount that he or she 35 would have been required to contribute had he or she, during that period, been required to contribute
 - (i) if that period or any portion of it was before 1966, in the manner and at the rate 40 set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965, in respect of that period or portion,
 - (ii) if that period or any portion of it was after 1965 but before April 1, 1969, in the 45 manner and at the rate set forth in subsection 5(1) as it read immediately

- (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou à 5 cette partie de période,
- (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1),10 dans sa version au 31 mars 1969, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 15 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période, 20
- (iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette 25 période ou à cette partie de période,
- (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2),30 relativement à cette période ou à cette partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur aux 35 termes de la présente loi, avec les intérêts;

- e) relativement à toute période spécifiée dans les divisions 6b)(ii)(C), (D), (E), (F) ou (G), un montant égal à celui pour lequel il aurait été requis de contribuer s'il avait, 40 durant celle-ci, été requis de contribuer :
 - (i) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 45 1965, relativement à cette période ou à cette partie de période,

before April 1, 1969, in respect of that period or portion,

(iii) if that period or any portion of it was after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set 5 forth in subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,

(iv) if that period or any portion of it was after December 31, 1999 but before 10 January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and

(v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner 15 and at the rates determined under subsection 5(2), in respect of that period or portion,

in respect of pay equal to the pay authorized to be paid to him or her on the most recent 20 occasion on which he or she became a contributor under this Act, together with interest:

- (ii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 mars 1969, relative- 5 ment à cette période ou à cette partie de période,
- (iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 10 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,
- (iv) lorsque cette période ou toute partie 15 de celle-ci est postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période, 20
- (v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou à cette 25 partie de période,

en ce qui concerne une solde égale à celle qu'on était autorisé à lui payer la dernière fois qu'il est devenu contributeur aux termes de la présente loi, avec les intérêts; 30

1992, c. 46, s. 64

(2) Paragraph 7(1)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) in respect of any period described in clauses 6(b)(ii)(F.1), (K), (L), (M), (N), (O) and (P), the amounts determined in accordance with the regulations.

(2) L'alinéa 7(1)i) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 64

i) relativement à la période visée aux divisions 6b)(ii)(F.1), (K), (L), (M), (N), (O) et (P), les montants déterminés en 35 conformité avec les règlements.

1992, c. 46, s. 65

175. (1) Paragraphs 8(2)(b) and (b.1) of 30 the Act are replaced by the following:

(b) an election to pay for any period of service described in clause 6(b)(ii)(J), (K) or (L), unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the 35 regulations, within such time immediately before or after the making of the election as is prescribed by the regulations;

175. (1) Les alinéas 8(2)b) et b.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) une décision de payer à l'égard de toute période de service visée aux divisions 40 6b)(ii)(J), (K) ou (L), sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, comme le prescrivent les règlements, dans tel délai, antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci; 45

1992, ch. 46, art. 65

(b.1) an election to surrender an annuity, annual allowance or pension under subsection 24(5) on or after December 1, 1995, unless the elector has passed a medical examination, as prescribed by the regula- 5 tions, within the time immediately before or after the making of the election that is prescribed by the regulations; or

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

Election after 2000

- (5.1) For the purposes of subsections (5) and 24(1), an amount required to be paid by a contributor pursuant to an election made after March 31, 2000 shall be paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund.
- (3) Subsection 8(7) of the Act is replaced by the following:

Recovery of amounts due

(7) When an amount payable by a contributor into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension 20 Fund by reservation from pay and allowances or otherwise has become due, but remains unpaid at the time of death, that amount, with interest at four per cent per annum from the time it became due, may be recovered in 25 accordance with the regulations from any allowance payable under this Part to the survivor or children of the contributor, without prejudice to any other recourse available to Her Majesty with respect to the recovery of 30 it, and any amount so recovered shall be credited to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund and shall be deemed, for the purposes of the definition "return of contributions" in 35 subsection 9(1), to have been paid into that Account or Fund by the contributor.

Special procedures for certain

- (8) When an election is made to count as pensionable service a period of service specior (P), this section applies in the manner and to the extent set out in the regulations.
- 176. (1) The definitions "cash termination allowance" and "return of contributions" in subsection 9(1) of the Act are 45 de contributions », au paragraphe 9(1) de la replaced by the following:

- b.1) une décision de renoncer à une annuité. une allocation annuelle ou une pension, en vertu du paragraphe 24(5), le 1er décembre 1995 ou après cette date, sauf si l'auteur du choix a subi un examen médical, tel que 5 prévu aux règlements, dans tel délai, immédiatement antérieur ou postérieur à l'exercice de l'option, que prescrivent ceux-ci;
- (2) L'article 8 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (5), de 10 ce qui suit :
- (5.1) Pour l'application des paragraphes (5) et 24(1), la somme que le contributeur est tenu de paver par suite d'un choix exercé après le 31 mars 2000 doit être payée à la Caisse de 15 15 retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Choix exercé après le 31 mars 2000

> Recouvrement des

montants dus

- (3) Le paragraphe 8(7) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (7) Lorsqu'un montant payable par un contributeur au compte de pension de retraite 20 ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada moyennant une retenue sur la solde et les allocations ou d'autre facon est devenu exigible, mais demeure impayé à l'époque de son décès, ce montant, avec 25 intérêt à quatre pour cent l'an depuis la date où il est devenu exigible, peut être recouvré, en conformité avec les règlements, sur toute allocation payable, selon la présente partie, au survivant ou aux enfants du contributeur, sans 30 préjudice de tout autre recours accessible à Sa Majesté quant au recouvrement de ce montant. Tout montant ainsi recouvré doit être porté au crédit du compte de pension de retraite ou être versé à la caisse et est censé, 35 pour l'application de la définition de « remboursement de contributions » au paragraphe 9(1), avoir été versé à ce compte ou à cette caisse par le contributeur.
- (8) Dans le cas des choix prévus aux 40 Choix régis divisions 6b)(ii)(F.1), (L), (M), (N), (O) ou fied in clause 6(b)(ii)(F.1), (L), (M), (N), (O) 40 (P), le présent article s'applique dans la mesure et selon les modalités prévues par les règlements.
 - 176. (1) Les définitions de « allocation de 45 cessation en espèces » et « remboursement même loi, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

par règlement

20

"cash termination allowance" « allocation de cessation en espèces » "cash termination allowance" means an amount equal to one month's pay for each year of pensionable service to the credit of the contributor, computed on the basis of the rate of pay authorized to be paid to him 5 or her at the time he or she ceases to be a member of the Force, minus an amount equal to the amount by which

(a) the total amount the contributor would have been required to contribute to 10 the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of the Force, other than interest or charges for payments by instalments, 15 in respect of service after 1965, if he or she had contributed on the basis of the rate set forth in subsection 5(1) as it read on December 31, 1965,

exceeds

(b) the total amount the contributor was required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund up to the time he or she ceases to be a member of 25 the Force, other than interest or charges for payments by instalments, in respect of service after 1965;

"return of contributions" means a return of

- (a) the amount paid by the contributor 30 into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund but not including any amount so paid pursuant to subsection 39(7) of the Public Service Superannuation Act, and 35
- (b) any amount paid by him or her into any other account or fund, together with interest, if any, that has been transferred to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension 40 Fund,

to the extent that the amount remains to his or her credit in the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police « allocation de cessation en espèces » Montant égal à un mois de solde pour chaque année de service ouvrant droit à pension au crédit du contributeur, calculé sur la base du taux de solde qu'on est autorisé à lui verser 5 à la date où il cesse d'être membre de la Gendarmerie, moins un montant égal à l'excédent du montant visé à l'alinéa a) sur celui visé à l'alinéa b) :

- a) le montant total que le contributeur 10 aurait été tenu de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada jusqu'au moment où il a cessé d'être un membre de la Gendarme-15 rie à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés relativement à du service postérieur à 1965, s'il avait contribué sur la base des taux indiqués au paragraphe 20 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965;
- b) le montant total que le contributeur était tenu de verser au compte ou à la caisse jusqu'au moment où il a cessé 25 d'être un membre de la Gendarmerie à l'exception des intérêts ou des frais requis pour des paiements échelonnés relativement à du service postérieur à 1965.

« remboursement de contributions » Remboursement :

- a) d'une part, du montant versé par le contributeur au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 35 Gendarmerie royale du Canada, à l'exclusion de tout montant ainsi versé conformément au paragraphe 39(7) de la Loi sur la pension de la fonction publique.
- b) d'autre part, de tout montant qu'il a versé à un autre compte, caisse ou fonds, avec intérêt, le cas échéant, qui a été transféré au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la45 Gendarmerie royale du Canada,

« allocation de cessation en espèces » "cash termination allowance"

« remboursement de contributions » "return of contributions"

contributions"
«remboursement de contributions»

"return of

Pension Fund, together with interest, if any, calculated pursuant to subsection (6).

dans la mesure où ce montant reste à son crédit au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada, avec intérêt, le cas échéant, calculé en application du paragra- 5 phe (6).

(2) Subsection 9(3) of the Act is replaced by the following:

Duration of payment, etc., to survivor or child

(3) When an annual allowance becomes 5 payable under this Part to a survivor or child, it shall, subject to the regulations, be paid in equal monthly instalments in arrears and shall continue, subject to this Part, until the end of otherwise ceases to be entitled to receive an annual allowance, and any amount in arrears that remains unpaid at any time after the death of the recipient shall be paid to the estate or thousand dollars, as the Minister may direct.

(3) Subsection 9(6) of the Act is replaced by the following:

Interest on return of contributions

- (6) For the purposes of the definition "return of contributions" in subsection (1), 20 « remboursement de contributions », au parainterest shall be calculated in the manner that the regulations provide and on the balances that are determined in accordance with the regulations,
 - (a) at the rate of four per cent, compounded 25 annually, for any period before January 1, 2001; and
 - (b) at the rates established in the regulations made under paragraph 26.1(1)(c.3) compounded quarterly, for any period begin-30 ning on or after January 1, 2001.

1992, c. 46, s. 67

(4) Paragraph 9(7)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a benefit to which a contributor, survivor or child is entitled under this Part or Part III 35 is not capable of being surrendered or commuted during the lifetime of that person except under section 12.1 or subsection 18(2) and any other transaction that purports to so surrender or commute any such 40 benefit is null and void; and

(2) Le paragraphe 9(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Lorsqu'une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie à un 10 survivant ou à un enfant, elle doit, sous réserve des règlements, être payée en mensualités égales le mois écoulé et continuer, sous the month during which the recipient dies or 10 réserve des autres dispositions de la présente partie, jusqu'à la fin du mois au cours duquel 15 le prestataire décède ou cesse d'une autre façon d'être fondé à recevoir une allocation annuelle, et tout montant d'arriéré qui demeusuccession of the recipient or, if less than one 15 re impayé à quelque moment après son décès doit être payé à la succession du prestataire ou, 20 si le montant est inférieur à mille dollars, de la manière que prescrit le ministre.

(3) Le paragraphe 9(6) de la même loi est

remplacé par ce qui suit :

(6) Pour l'application de la définition de 25 graphe (1), l'intérêt est calculé selon les modalités réglementaires et sur les soldes déterminés conformément aux règlements :

Intérêt sur le rembourse ment de contributions

paiement, etc

au survivant

ou à l'enfant

- a) au taux de quatre pour cent composé 30 annuellement pour toute période antérieure au 1er janvier 2001;
- b) aux taux fixés par les règlements pris en vertu de l'alinéa 26.1(1)c.3), composé trimestriellement, pour toute période posté-35 rieure au 31 décembre 2000.

(4) L'alinéa 9(7)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 67

b) les prestations auxquelles un contributeur, un survivant ou un enfant a droit, en 40 vertu de la présente partie ou de la partie III, ne peuvent, sauf au titre de l'article 12.1 ou du paragraphe 18(2), faire l'objet d'une renonciation ou d'une conversion pendant la vie de la personne en cause; toute 45 opération en ce sens est nulle;

1992, c. 46, s. 68(3)

Deemed

period of

177. Subsection 10(5) of the Act is replaced by the following:

(5) For the purposes of subparagraphs (1)(a)(ii) and (iii), a period of service during which a person continues to be a member of the Force and is required to contribute under subsection 5(5), (6) or (7) is deemed to be a period of pensionable service to the credit of that person.

177. Le paragraphe 10(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Pour l'application des sous-alinéas (1)a)(ii) et (iii), une période de service durant 5 laquelle une personne demeure membre de la 5 certaines Gendarmerie et est astreinte à verser des contributions au titre des paragraphes 5(5), (6) ou (7) est réputée une période de service ouvrant droit à pension au crédit de cette personne.

par. 68(3)

Solde réputée recue pendant périodes

178. (1) Paragraphs 11(1)(a) and (b) of the 10 Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has served in the Force for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to 15
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period 20 prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate annuity.

(2) Paragraphs 11(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

- (a) if he or she has to his or her credit a period of pensionable service less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to 30
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if he or she has to his or her credit a period of pensionable service equal to or 35 greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), he or she is entitled to an immediate annuity.

(3) Paragraphs 11(3)(a) to (c) of the Act 40 are replaced by the following:

(a) if he or she has served in the Force for a period that is less than the period prescribed

178. (1) Les alinéas 11(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du pré-15 sent alinéa, il a droit :
 - (i) soit à un remboursement de contributions.
 - (ii) soit à une allocation de cessation en espèces, si elle est d'un montant supé-20 rieur;
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), il a droit à une annuité immédia-25 te.

(2) Les alinéas 11(2)a) et b) de la même loi 25 sont remplacés par ce qui suit :

- a) s'il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à 30 la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit :
 - (i) soit à un remboursement de contribu-
 - (ii) soit à une allocation de cessation en 35 espèces, si elle est d'un montant supé-
- b) s'il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension égale ou supérieure à la période réglementaire pré-40 vue pour l'application de l'alinéa a), il a droit à une annuité immédiate.

(3) Les alinéas 11(3)a) à c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant 45 une période inférieure à la période régle-

25

by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to a return of contributions:

- (b) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period 5 prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), he or she is entitled to
 - (i) a return of contributions,
 - (ii) a deferred annuity, or
 - (iii) in the case of a contributor whose retirement is due to a reduction in the total number of members of the Force, 15 and in any other case in the discretion of the Treasury Board, an immediate annuity, reduced, until the time that the contributor reaches sixty-five years of age but not after that, by five per cent for 20 each full year not exceeding six by which the period of service in the Force is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c),

at his or her option; and

- (c) if he or she has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, he or she is entitled to an immediate annuity.
- (4) Paragraph 11(4)(b) of the English version of the Act is replaced by the following:
 - (b) in the discretion of the Treasury Board, the whole or any part specified by the 35 Treasury Board of any benefit to which he or she would have been entitled under this section if
 - (i) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had reached 40 retirement age, he or she had ceased to be a member of the Force for any reason other than disability or misconduct, or
 - (ii) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had not 45 reached retirement age, he or she had been compulsorily retired from the Force

mentaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à un remboursement de contributions:

- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période 5 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa c), il a droit, à son choix, selon le cas:
 - (i) à un remboursement de contributions, 10
 - (ii) à une annuité différée,
 - (iii) dans le cas d'un contributeur dont la retraite résulte d'une réduction du nombre total des membres de la Gendarmerie, et dans tout autre cas, selon la discrétion 15 du Conseil du Trésor, à une annuité immédiate, réduite, jusqu'à ce que le contributeur atteigne l'âge de soixantecinq ans mais non par la suite, de cinq pour cent pour chaque année entière sans 20 excéder six par laquelle la période de son service dans la Gendarmerie est inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa c);
- c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant25 une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à une annuité immédiate.
- (4) L'alinéa 11(4)b) de la version anglaise 30 de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - (b) in the discretion of the Treasury Board, the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he or she would have been entitled under this 35 section if
 - (i) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had reached retirement age, he or she had ceased to be a member of the Force for any reason 40 other than disability or misconduct, or
 - (ii) in the case of a contributor who at the time of his or her retirement had not reached retirement age, he or she had been compulsorily retired from the Force 45 to promote economy or efficiency due to

1992, c. 46,

s. 69(1)

to promote economy or efficiency due to a reduction in the total number of members of the Force.

except that in no case shall the capitalized value of the benefit be less than the amount 5 of the return of contributions referred to in paragraph (a).

(5) Paragraphs 11(5)(a) to (d) of the Act are replaced by the following:

- (a) if the contributor has served in the Force 10 for a period that is less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, the contributor is entitled to a return of contributions:
- (b) if the contributor has served in the Force 15 for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (c), the contributor is 20 entitled to a return of contributions or a deferred annuity at the contributor's option;
- (c) if the contributor has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the 25 purposes of this paragraph but less than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (d), the contributor is entitled to an annual allowance payable immediately on the contributor ceasing to 30 be a member of the Force reduced by five per cent for each full year by which
 - (i) the period of the contributor's service in the Force is less than the period prescribed by the regulations for the 35 purposes of paragraph (d), or
 - (ii) the contributor's age at the time of retirement is less than the retirement age applicable to the contributor's rank,

40

whichever is the lesser; and

- (d) if the contributor has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, the contributor is entitled to an immediate annuity.
- (6) Subsection 11(6) of the Act is repealed.
- (7) Subsections 11(7) to (11) of the Act are replaced by the following:

a reduction in the total number of members of the Force.

except that in no case shall the capitalized value of the benefit be less than the amount of the return of contributions referred to in 5 paragraph (a).

(5) Les alinéas 11(5)a) à d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, par. 69(1)

- a) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période inférieure à la période régle-10 mentaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à un remboursement de contributions:
- b) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période 15 réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa c), il a droit, à son choix, à un remboursement de contributions ou à une annuité différée; 20
- c) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, mais inférieure à celle prévue pour l'application de l'alinéa d), il a25 droit à une allocation annuelle payable au moment où il cesse d'être membre de la Gendarmerie et diminuée de cinq pour cent pour chaque année entière par laquelle:
 - (i) la durée de son service dans la 30 Gendarmerie est inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa d),
 - (ii) son âge à sa retraite est inférieur à l'âge de retraite applicable à son grade, si 35 ce chiffre est inférieur;
- d) s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, il a droit à une annuité 40 immédiate.
- (6) Le paragraphe 11(6) de la même loi est abrogé.
- (7) Les paragraphes 11(7) à (11) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 4.

1992, ch. 46, par. 69(2)

1992, c. 46, s. 69(2)

30

Prestations

retraite

payables à la

payable on retirement

- (7) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force. having reached retirement age, ceases to be a member of the Force for any reason other than misconduct, he or she is entitled,
 - (a) if at the time he or she ceases to be a member of the Force, he or she has to his or her credit a period of pensionable service less than the period prescribed by the regulations for the purposes of this para-10 graph, to a return of contributions; and
 - (b) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has to his or her credit a period of pensionable service equal to or greater than the period pre-15 scribed by the regulations for the purposes of paragraph (a), to an immediate annuity.

Retirement due to disability

- (8) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force is compulsorily retired from the Force by reason 20 grade est mis obligatoirement à la retraite pour of having become disabled, he or she is entitled.
 - (a) if at the time he or she is so compulsorily retired he or she has to his or her credit a period of pensionable service less than the 25 period prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, to
 - (i) a return of contributions, or
 - (ii) a cash termination allowance,

whichever is the greater; and

(b) if at the time he or she is so compulsorily retired he or she has to his or her credit a period of pensionable service equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of paragraph 35 (a), to an immediate annuity.

Contributors with period of service in the Force at least equal to prescribed period

(9) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force ceases, after serving in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed 40 période égale ou supérieure à la période by the regulations for the purposes of paragraph 7(a) but less than the period prescribed for the purposes of subsection (12), to be a member of the Force, for any reason other than disability or misconduct, he or she is entitled,

- (7) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade et qui a atteint l'âge de retraite cesse d'être un membre de celle-ci, pour toute autre 5 raison que l'inconduite, il a droit :
 - a) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent 10 alinéa, à un remboursement de contributions:
 - b) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à 15 pension égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), à une annuité immédiate.
 - (8) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un 20 d'invalidité invalidité, il a droit:

Retraite par

- a) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à 25 pension inférieure à la période réglementaire prévue pour l'application du présent alinéa, au plus élevé des deux montants suivants:
 - (i) un remboursement de contributions,
 - (ii) une allocation de cessation en espè-
- b) si, à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie, il compte à son crédit une période de service ouvrant droit à 35 pension égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa a), à une annuité immédiate.
- (9) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un 40 grade cesse, après avoir servi pendant une réglementaire prévue pour l'application de l'alinéa (7)a), mais inférieure à celle prévue pour l'application du paragraphe (12) dans la45 Gendarmerie, d'être un membre de celle-ci. pour toute autre raison que l'invalidité ou l'inconduite, il a droit:

Contributeur ayant à son crédit une période de service égale à la période réglementaire

- (a) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph and has to his or her credit not fewer than the number of 5 years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of this paragraph, to an annuity payable immediately on his or her ceasing to be a member of the Force; or
- (b) in any other case, at his or her option,
 - (i) to a deferred annuity, or
 - (ii) if at the time he or she ceases to be a member of the Force he or she has reached the age prescribed by the regula-15 tions for the purposes of this subparagraph and has to his or her credit not fewer than the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of this sub-20 paragraph, to an annual allowance, payable immediately on exercising the option, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by 25 multiplying five per cent of the amount of that annuity by
 - (A) the age prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) minus his or her age in years, to the 30 nearest one-tenth of a year, on exercising the option, or
 - (B) the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of paragraph (a) 35 minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable service to his or her credit.

whichever is the greater,

(iii) if at the time he or she ceases to be a 40 member of the Force, he or she has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph, has been a member of the Force for a period of or for periods totalling at 45 least the number of years prescribed by the regulations for the purposes of this subparagraph and does not voluntarily

- a) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent alinéa et compte à son crédit le nombre d'années de service ouvrant droit à pension 5 prévu par règlement pour l'application du présent alinéa, à une annuité immédiate quand il cesse d'être un membre de la Gendarmerie:
- b) dans tous les autres cas, à son choix :
 - (i) à une annuité différée,
 - (ii) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent sous-alinéa et compte à 15 son crédit le nombre d'années de service ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application du présent sous-alinéa, à une allocation annuelle, payable immédiatement lorsqu'il exerce son op-20 tion, égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu par la multiplication de cinq pour cent du montant de cette annuité par :
 - (A) l'âge réglementaire prévu pour l'application de l'alinéa a) moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus proche, au moment où il exerce son option,
 - (B) le nombre d'années de service ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application de l'alinéa a) moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus 35 proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit, si ce chiffre est plus élevé,
 - (iii) si à la date où il cesse d'être un membre de la Gendarmerie il a atteint 40 l'âge réglementaire prévu pour l'application du présent sous-alinéa, après avoir été un membre pour une ou des périodes totalisant le nombre d'années prévu par règlement pour l'application du présent 45 sous-alinéa et n'avoir pas cessé volontairement d'être un membre de la Gendarmerie, à une allocation annuelle, payable

cease to be a member of the Force, to an annual allowance, payable immediately on his or her so ceasing to be a member of the Force, equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying

(A) five per cent of the amount of that annuity

by 1

(B) the number of years of pensionable service prescribed by the regulations for the purposes of this clause minus the number of years, to the nearest one-tenth of a year, of pensionable 15 service to his or her credit,

except that in any such case the whole or any part of the reduction provided for by this subparagraph may be waived by the Treasury Board,

- (iv) to an annual allowance, payable
 - (A) immediately on exercising the option, in the case of a contributor who has reached the age prescribed by the regulations for the purposes of sub-25 paragraph (b)(ii), or
 - (B) on his or her reaching the age prescribed by the regulations for the purposes of subparagraph (b)(ii), in the case of a contributor who exercises the 30 option when less than that age.

which allowance shall be equal to the amount of the deferred annuity referred to in subparagraph (i) reduced by the product obtained by multiplying 3

(C) five per cent of the amount of that annuity

by

(D) sixty minus his or her age in years, to the nearest one-tenth of a year, at the 40 time the allowance becomes payable, or

(v) to a return of contributions.

dès cette date, égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sousalinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant:

(A) cinq pour cent du montant de cette 5 annuité,

par

(B) le nombre d'années de service ouvrant droit à pension prévu par règlement pour l'application de la 10 présente division moins le nombre d'années, arrondi au dixième d'année le plus proche, de service ouvrant droit à pension à son crédit,

toutefois, dans ce cas, le Conseil du 15 Trésor peut renoncer à la totalité ou à une partie de la diminution prévue au présent sous-alinéa,

- (iv) à une allocation annuelle payable :
 - (A) dès qu'il exerce son choix, dans le 20 cas d'un contributeur qui a atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du sous-alinéa *b*)(ii),
 - (B) dès qu'il atteint l'âge réglementaire prévu pour l'application du sous-ali-25 néa b)(ii), si le contributeur qui exerce son choix n'a pas atteint cet âge,

et égale au montant de l'annuité différée mentionnée au sous-alinéa (i), diminuée du produit obtenu en multipliant : 30

(C) cinq pour cent du montant de cette annuité,

par

- (D) soixante moins son âge en années, arrondi au dixième d'année le plus 35 proche au moment où l'allocation devient payable,
- (v) à un remboursement de contributions.

Renvoi pour

Dismissal for misconduct

- (10) When a contributor who is a member of the Force not holding a rank in the Force is compulsorily retired from the Force by reason of misconduct, he or she is entitled
 - (a) to a return of contributions; or
 - (b) with the consent of the Treasury Board, to the whole or any part specified by the Treasury Board of any benefit to which he or she would have been entitled under subparagraph (5)(b)(ii) or under subsection 10 (7), (8), (9) or (12) had he or she, at the time of dismissal, ceased to be a member of the Force for a reason other than misconduct. except that in no case shall the capitalized value of the benefit be less than the return 15 of contributions referred to in paragraph (a).

When less than prescribed period of pensionable

(11) Notwithstanding anything in this section, except as provided for in subsection (2), (7), (8), (9) or (10), a contributor who ceases 20 to be a member of the Force, having to his or her credit a period of pensionable service less than the period prescribed by the regulations. is entitled only to a return of contributions.

Members not holding a rank in the Force

Commuted

annuity

(12) A member of the Force not holding a 25 rank in the Force is entitled to an immediate annuity if that person has served in the Force for a period equal to or greater than the period prescribed by the regulations for the purposes of this subsection.

179. The Act is amended by adding the following after section 12:

12.1 (1) A contributor who has ceased to be a member of the Force and is entitled to an annuity under this Act is entitled, in the place 35 annuité a droit, en remplacement des prestaof any other benefit under this Act to which the contributor would otherwise be entitled in respect of the period of pensionable service on which the annuity is based, to direct that the commuted value of the annuity determined in 40 ment aux règlements — qui, selon ses instrucaccordance with the regulations be transferred in accordance with the regulations to, at the direction of the contributor,

(a) a pension plan selected by the contributor that is registered under the Income Tax 45 Act, if that pension plan so permits;

- (10) Lorsqu'un contributeur qui est un membre de la Gendarmerie n'y détenant pas un grade est mis obligatoirement à la retraite pour inconduite, il a droit:
- a) soit à un remboursement de contribu- 5 tions:
 - b) soit, avec le consentement du Conseil du Trésor, à l'intégralité, ou à toute partie spécifiée par celui-ci, de la prestation à laquelle il aurait eu droit selon le sous-ali-10 néa (5)b)(ii) ou les paragraphes (7), (8), (9)ou (12) si, au moment de son renvoi, il avait cessé d'être employé dans la Gendarmerie pour une raison autre que l'inconduite, sauf que la valeur capitalisée de celle-ci ne peut 15 jamais être inférieure au remboursement de contributions mentionné à l'alinéa a).
- (11) Nonobstant toute autre disposition du présent article, sauf ce que prévoient les paragraphes (2), (7), (8), (9) ou (10), un 20 contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie, comptant à son crédit une période de service ouvrant droit à pension inférieure à la période réglementaire, n'a droit qu'à un remboursement de contributions.

Période de longue que la période

(12) Un membre de la Gendarmerie n'v détenant pas de grade a droit à une annuité immédiate s'il a servi dans la Gendarmerie pendant une période égale ou supérieure à la période réglementaire prévue pour l'applica-30 30 tion du présent paragraphe.

Membre de la n'v détenant pas de grade

179. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :

12.1 (1) Le contributeur qui cesse d'être membre de la Gendarmerie et a droit à une 35 tions auxquelles il aurait par ailleurs droit en vertu de la présente loi pour la période de service ouvrant droit à pension en cause, à une valeur escomptée — déterminée conformé-40 tions, est transférée:

a) soit au régime de pension agréé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu qu'il choisit, si ce régime prévoit la possibilité 45

b) soit à un régime ou fonds d'épargne-retraite du genre prévu aux règlements;

d'un tel transfert;

Valeur escomptée de

- (b) a retirement savings plan or fund for the contributor that is of the kind prescribed by the regulations; or
- (c) a financial institution authorized to sell immediate or deferred life annuities of the 5 kind prescribed by the regulations, for the purchase from that financial institution of such an annuity for the contributor.

c) soit à un établissement financier autorisé à vendre des rentes viagères ou différées du genre prévu aux règlements, pour l'achat auprès de cet établissement d'une telle rente qui lui est destinée.

Election to pay by

(2) If a contributor who is entitled to direct the transfer of a commuted value has elected 10 par versements pour compter une période de to pay for a period of pensionable service by means of instalments, that value shall be determined in accordance with the regulations and by reference to the portion of the period of pensionable service that the contributor has 15 paid for at the time of the transfer.

(2) Lorsqu'un contributeur a choisi de payer service comme service ouvrant droit à pension, la valeur escomptée à transférer est calculée, conformément aux règlements, en 10 fonction de la partie de la période de service ouvrant droit à pension à l'égard de laquelle, au moment du transfert, il a payé.

(3) Après le transfert effectué au titre du

paragraphe (1), la personne qui est nommée de 15

nouveau dans la Gendarmerie ou s'y rengage

après le transfert et qui devient un contributeur

ne peut compter comme service ouvrant droit

à pension que la période de service visée par

le transfert si elle choisit, en conformité avec 20

Election

1992, c. 46,

payable on

s. 70

death

(3) Once a transfer has been made under subsection (1), a person who is re-appointed or re-enlisted as a member of the Force after the transfer and becomes a contributor may only 20 count as pensionable service the period of service to which the transfer relates if he or she elects, in accordance with the terms and conditions prescribed by the regulations, to pay the amount prescribed by the regulations 25 montant réglementaire selon les modalités de at the time and in the manner prescribed by the regulations.

Paiement par versements

180. (1) Subsection 13(1) of the Act is replaced by the following:

13, (1) On the death of a contributor who, at 30 the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the 35 la base du produit obtenu au moven de la product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during period specified in subparagraph 10(1)(a)(ii), by the number of years of pensionable service to the contributor's credit, 40 one one-hundredth of the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

- (a) in the case of the survivor, an immediate annual allowance equal to the basic allow- 45 ance, and
- (b) in the case of each child, an immediate annual allowance equal to one-fifth of the

les conditions réglementaires, de payer le temps et autres prévues par les règlements.

1992, ch. 46, 180. (1) Le paragraphe 13(1) de la même art. 70 loi est remplacé par ce qui suit : 25

Prestations

- 13. (1) Au décès d'un contributeur qui, à cette date, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à une allocation annuelle, le survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations suivantes, calculées sur 30 multiplication de la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 10(1)a)(ii), par le nombre d'années de service ouvrant droit à 35 pension à son crédit, le centième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base »:
 - a) dans le cas d'un survivant, une allocation annuelle payable immédiatement, égale à 40 l'allocation de base;
 - b) dans le cas de chaque enfant, une allocation annuelle payable immédiatement égale au cinquième de l'allocation de

payables au

Benefits

basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is dead or the survivor is not entitled to receive an allowance under this Part, two-fifths of the basic allowance.

but the total amount of the allowances paid under paragraph (b) shall not exceed four-fifths of the basic allowance or, if the contributor died without leaving a survivor, the survivor is an allowance under this Part, eight-fifths of the basic allowance.

(2) Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:

(3) On the death of a contributor who was a 15 member of the Force at the time of death. having to his or her credit a period of pensionable service equal to the lesser of five years of pensionable service and the period prescribed by the regulations, the survivor and 20 children of the contributor are entitled to the annual allowances to which they would have been entitled under subsection (1) had the contributor, immediately before his or her annuity or annual allowance.

181. The portion of section 14 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

14. On the death of a contributor who was 30 a member of the Force at the time of death, having to his or her credit a period of pensionable service less than the lesser of five years of pensionable service and the period children of the contributor, in any case where the contributor died leaving a survivor or a child less than eighteen years of age, are entitled jointly to a death benefit equal to

182. Subsection **14.1(4)** of the Act is 40 replaced by the following:

(4) If a contributor who makes an election under subsection (1) is subsequently re-appointed to or re-enlisted in the Force and Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, the election is deemed to be revoked at the time

base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si ce dernier est décédé ou n'a droit à aucune allocation au titre de la présente partie, aux deux cinquièmes de l'allocation de base.

L'ensemble des allocations versées en vertu de l'alinéa b) ne peut excéder les quatre cinquièmes de l'allocation de base ou, si le contributeur est décédé sans laisser de survidead or the survivor is not entitled to receive 10 vant ou si ce dernier est décédé ou n'a droit à 10 aucune allocation au titre de la présente partie, les huit cinquièmes de l'allocation de base.

(2) Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Au décès d'un contributeur qui était 15 Prestations alors membre de la Gendarmerie et comptait à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de cinq ans ou, si elle est inférieure, celle prévue par règlement, le survivant et les enfants du contributeur ont 20 droit aux allocations annuelles auxquelles ils auraient été admissibles selon le paragraphe (1), si le contributeur, immédiatement avant son décès, était devenu admissible selon la death, become entitled under this Part to an 25 présente partie à une annuité ou une allocation 25 annuelle.

181. Le passage de l'article 14 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

14. Au décès d'un contributeur qui était 30 Prestations alors membre de la Gendarmerie et comptait à son crédit une période de service ouvrant droit à pension de moins de cinq ans ou, si elle est inférieure, celle prévue par règlement, le prescribed by the regulations, the survivor and 35 survivant et les enfants du contributeur, lors-35 que celui-ci laisse un survivant ou un enfant de moins de dix-huit ans, ont droit conjointement, à titre de prestation consécutive au décès:

182. Le paragraphe 14.1(4) de la même40 1992, ch. 46, loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le choix effectué par le contributeur est, si celui-ci est nommé de nouveau dans la Gendarmerie ou y est rengagé et est alors tenu, required by section 5 to contribute to the 45 en vertu de l'article 5, de contribuer au compte 45 de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, réputé révoqué à la date précisée conformément aux règlements.

payables au

Révocation

Benefits

payable on

Revocation

Lump sum

payments

determined in accordance with the regulations.

183. Section 15 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

Payments to Survivors, Children and Other Beneficiaries

15. Where, in this Part, it is provided that 5 the survivor and children of a contributor are entitled jointly to a return of contributions or an amount described in paragraph 14(b), the total amount shall be paid to the survivor of the contributor except that

(a) if at the time of the death of the contributor all of the children were eighteen years of age or over and at the time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be 15 paid to the children in equal shares;

- (b) if at the time of the death of the contributor any of the children were less than eighteen years of age, and the contributor died without leaving a survivor or at the 20 time the payment is to be made the survivor is dead or cannot be found, the total amount shall be paid to the children in the shares that the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to any of 25 them, as the Minister may direct;
- (c) if any of the children who were less than eighteen years of age at the time of the death of the contributor are living apart from the contributor's survivor at the time the pay-30 ment is to be made, the total amount shall be paid to the survivor and the children so living apart from the survivor in such shares as the Minister considers equitable and proper under the circumstances, or to the 35 survivor or any of the children so living apart, as the Minister may direct; and
- (d) if the contributor died without leaving any children and at the time the payment is to be made the contributor's survivor is 40 dead or cannot be found, or if the contributor died without leaving a survivor and at the time the payment is to be made all of the children are dead or cannot be found, the total amount shall be paid

183. L'article 15 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Paiements aux survivants, aux enfants et à d'autres bénéficiaires

5 15. Quand, dans la présente partie, il est prévu que le survivant et les enfants d'un 5 contributeur ont conjointement droit à un remboursement de contributions ou à un montant visé à l'alinéa 14b), le montant total 10 doit en être payé au survivant, sauf que :

Paiement en une somme globale

- a) si, au décès du contributeur, tous les 10 enfants étaient âgés de dix-huit ans ou plus, et si, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants en parts égales;
- b) si, au décès du contributeur, l'un des enfants n'avait pas atteint l'âge de dix-huit ans, et si le contributeur est décédé sans laisser de survivant ou si, au moment où le paiement doit avoir lieu, le survivant est 20 décédé ou introuvable, le montant total doit être versé aux enfants, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou à l'un d'entre eux, selon ce que le ministre 25 ordonne:
- c) si des enfants qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans au décès du contributeur vivent séparés du survivant au moment où le versement doit avoir lieu, le montant total 30 doit être versé au survivant et aux enfants vivant ainsi séparés de ce dernier, selon les proportions que le ministre estime équitables et opportunes dans les circonstances, ou au survivant ou à l'un des enfants vivant 35 ainsi séparés de ce dernier, selon ce que le ministre ordonne;
- d) si le contributeur est décédé sans laisser d'enfants et, au moment où le versement doit avoir lieu, le survivant est décédé ou 40 introuvable, ou si le contributeur est décédé sans laisser de survivant et, au moment où le versement doit avoir lieu, tous les enfants

- (i) if the contributor, pursuant to any regulations made under section 26. named his or her estate or succession as beneficiary or named another beneficiary who may be named under those regula- 5 tions and the beneficiary survives the contributor, to the beneficiary, and
- (ii) in any other case, to the estate or succession of the contributor or, if less than one thousand dollars, as the Minister 10 may direct.

sont décédés ou introuvables, le montant total doit être versé:

- (i) si le contributeur a, en application de règlements pris en vertu de l'article 26, désigné sa succession comme bénéficiai- 5 re ou un autre bénéficiaire qui peut être désigné en vertu de ces règlements et si ce bénéficiaire survit au contributeur, au bénéficiaire.
- (ii) dans tout autre cas, à la succession du 10 contributeur ou, s'il s'agit de moins de mille dollars, selon ce que le ministre ordonne.
- 15.1 (1) If there are two survivors of a contributor, the share of the total amount referred to in section 15 to be paid to the survivor referred to in paragraph (a) of the 15 « survivant » au paragraphe 3(1) et celle à definition "survivor" in subsection 3(1) and the share to be paid to the survivor referred to in paragraph (b) of that definition shall be paid as the Minister may direct.

15.1 (1) S'il y a deux survivants, la part du montant total à payer au titre de l'article 15 au 15 survivant visé à l'alinéa a) de la définition de paver au survivant visé à l'alinéa b) de cette définition sont payées selon ce que le ministre ordonne. 20

Répartition

Share may be nil

Apportion-

ment when

two survivors

- (2) Nothing in subsection (1) is to be read as 20 limiting the Minister's power to direct that the share of one or other of the survivors under that subsection is nil.
- (2) Le paragraphe (1) ne porte pas atteinte au pouvoir du ministre de décider que la part d'un survivant est nulle.

Décision du

184. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

184. Le paragraphe 17(2) de la même loi 25 est abrogé.

1992, c. 46, s 72

considered to

Person

be the

survivor

185. Section 18 of the Act is replaced by the following:

18. (1) For the purposes of this Part, when a person establishes that he or she was nature with the contributor for at least one year immediately before the death of the contribu-

185. L'article 18 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 72

tor, the person is considered to be the survivor of the contributor.

18. (1) Pour l'application de la présente partie, a la qualité de survivant la personne qui cohabiting in a relationship of a conjugal 30 établit que, au décès du contributeur, elle 30 cohabitait avec lui dans une union de type conjugal depuis au moins un an.

Personne réputée survivant

considered to be married

(1.1) For the purposes of this Part, when a 35 contributor dies and, at the time of death, the contributor was married to a person with whom the contributor had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period immediately before the marriage, that person 40 s'être mariée au contributeur à la date établie is considered to have become married to the contributor on the day established as being the day on which the cohabitation began.

(1.1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le contributeur décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il35 avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée comme celle à laquelle la cohabitation a 40 commencé.

réputée

5

When survivor not to receive annual allowance waiver

Permitted waivers

- (2) A survivor is not entitled to receive an annual allowance if the survivor makes an irrevocable waiver under subsection (3).
- (2) Le survivant n'a pas droit à une allocation annuelle s'il y renonce irrévocablement par écrit au titre du paragraphe (3).

n'ayant pas droit à une allocation annuelle renonciation

Renonciation

- (3) A survivor may make an irrevocable waiver in writing only if it results in
- (3) Le survivant ne peut renoncer à l'alloca-5 tion que si, selon le cas:
- (a) an increase in the allowance payable to a child under paragraph 13(1)(b); or
- a) la renonciation a pour effet d'augmenter le montant de l'allocation payable à un enfant au titre de l'alinéa 13(1)b);
- (b) a benefit being paid under section 22.
- b) il en résulte le versement d'une prestation au titre de l'article 22. 10

Time for waiver

- (4) A waiver must be made no later than three months after the survivor is notified of 10 tard trois mois après que le survivant a été his or her entitlement to an allowance under this Act and takes effect as of the date of the death of the contributor.
- (4) La renonciation doit être faite au plus avisé de son droit de recevoir une allocation. Elle prend effet à la date du décès du contributeur.

When survivor not to receive benefits criminal responsibility for death

(5) A survivor is not entitled to receive any benefit under this Act with respect to the 15 tion au titre de la présente loi relativement au contributor when the contributor dies and the survivor is found criminally responsible for the death.

(5) Le survivant n'a droit à aucune prestacontributeur si, après le décès de celui-ci, il est tenu criminellement responsable de sa mort.

Survivant n'avant droit à aucune prestation responsabilité criminelle

Délai

15

- When (6) A survivor is not entitled to receive an survivor not to receive annual it is established to the satisfaction of the allowance Minister that the survivor cannot be found. missing survivor
- (6) S'il est établi à la satisfaction du 20 Survivant annual allowance when the contributor dies if 20 ministre que, au décès du contributeur, le survivant est introuvable, celui-ci n'a pas droit à une allocation annuelle.

Apportionment of allowance when two survivors

- (7) When an annual allowance is payable under paragraph 13(1)(a) and there are two survivors of the contributor, the total amount 25 montant total de celle-ci est ainsi réparti : of the annual allowance shall be apportioned so that
- (7) Si une allocation annuelle est payable au titre de l'alinéa 13(1)a) à deux survivants, le 25
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 3(1) is entitled to receive the proportion of 30 the annual allowance that the total of the number of years that he or she cohabited with the contributor while married to the contributor and the number of years that he or she cohabited with the contributor in a 35 relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the contributor so cohabited with the survivors; and
- a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 3(1) a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre total 30 d'années de cohabitation avec le contributeur dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabitation des survivants avec celui-ci dans le35 cadre du mariage et dans une union de type conjugal;
- (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the 40 proportion of the annual allowance that the number of years that he or she cohabited with the contributor in a relationship of a
- b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de l'allocation en proportion du rapport entre le nombre 40 d'années où il a cohabité avec le contributeur dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont

survivant introuvable Répartition

n'ayant pas

droit à une

allocation

annuelle -

du montant de l'allocation s'il y a deux survivants

conjugal nature bears to the total number of years that the contributor cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature.

cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

Years

(8) In determining a number of years for the 5 purposes of subsection (7), part of a year shall be counted as a full year if the part is six or more months and shall be ignored if it is less.

(8) Pour le calcul des années au titre du paragraphe (7), une partie d'année est comptée comme une année si elle est égale ou 5 supérieure à six mois; elle n'est pas prise en compte dans le cas contraire.

Arrondisse-

Death, etc. of one of the survivors

(9) When one of the survivors referred to in subsection (7) dies or is not entitled to receive 10 phe (7) décède ou n'a droit à aucune prestation a benefit under this Act when the contributor dies, the portion of the annual allowance that would have been payable to the survivor who died or is not entitled shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her 15 own portion.

(9) Si l'un des survivants visés au paragraau titre de la présente loi au décès du 10 contributeur, sa part de l'allocation annuelle est versée à l'autre survivant.

1992, c. 46, s. 73

186. (1) Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

Marriage, etc., after sixty years of age

Death within

one year of

marriage

19. (1) Subject to section 14.1 but notwithsurvivor of a contributor is not entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part if at the time the contributor married the survivor or began to cohabit with nature, the contributor had attained the age of sixty years unless, after that time, that person became or continued to be a contributor.

186. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46. art. 73

soixante ans

après

19. (1) Sous réserve de l'article 14.1, mais 15 Mariage standing any other provision of this Part, the 20 nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le survivant du contributeur n'a droit à aucune allocation annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la présente partie si, au moment du mariage ou au début de la 20 the survivor in a relationship of a conjugal 25 cohabitation dans une union de type conjugal, le contributeur avait atteint l'âge de soixante ans sauf si, par la suite, ce dernier est devenu ou demeuré contributeur.

(2) Subsection 19(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 19(3) de la même loi 25 30 est remplacé par ce qui suit : (3) Nonobstant les autres dispositions de la présente partie, lorsqu'un contributeur décède dans un délai d'un an après son mariage,

l'allocation annuelle n'est payable à son 30

s'il est établi, à la satisfaction du ministre, que

le contributeur jouissait à l'époque de son

mariage d'un état de santé lui permettant

Décès dans un délai d'un an après le mariage

(3) Notwithstanding anything in this Part, when a contributor dies within one year after marriage, no annual allowance is payable to the survivor or children of that marriage unless it is established to the satisfaction of the 35 survivant ou aux enfants issus du mariage que Minister that the contributor was at the time of marriage in such a condition of health as to justify the contributor in having an expectation of surviving for at least one year after the marriage.

d'espérer vivre encore au moins un an par la 35 40 suite. (3) Le paragraphe 19(6) de la même loi

(3) Subsection 19(6) of the Act is replaced by the following:

Transitional

(6) Notwithstanding anything in this Act, no person is entitled to an allowance under this Part by virtue of being or being deemed to be 45 allocation que prévoit la présente partie en the survivor of a female contributor if the contributor was not a member of the Force on

est remplacé par ce qui suit :

(6) Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, nul n'a droit de recevoir une 40 raison du fait qu'il est le survivant d'une contributrice ou réputé l'être si elle n'était pas

Disposition

or after December 20, 1975, and section 2 does not apply in respect of this subsection.

1989, c. 6, s. 28

187. Section 19.1 of the Act is repealed.

188. Section 20 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act

(4) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of 10 re » au paragraphe 32(1) de cette loi. that Act.

189. The portion of section 23 of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Persons re-appointed to or re-enlisted in the Force

- 23. If a person who has become entitled to 15 an annuity or annual allowance under this Part or a pension under Part V of the former Act by virtue of having served in the Force is re-appointed to or re-enlisted in the Force and becomes a contributor under this Part, what-20 de nouveau dans la Gendarmerie ou s'v ever right or claim that he or she may have had to that annuity, annual allowance or pension, in this section referred to as the "original annuity", shall then cease and the period of service on which the original annuity was 25 article « première annuité », prend fin aussibased may be counted by him or her as pensionable service for the purposes of this Part, except that
 - (a) if, on subsequently ceasing to be a member of the Force, he or she exercises an 30 que: option under this Part in favour of a return of contributions, or is not entitled under this Part to any benefit other than a return of contributions, the amount returned shall not include any amount paid into the Superan-35 nuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund to his or her credit at any time before the time of his or her re-appointment to or re-enlistment in the Force, and whatever right or claim that, 40 but for this section, he or she would have had to the original annuity on subsequently ceasing to be a member of the Force shall then be restored to him or her; and

membre de la Gendarmerie au 20 décembre 1975 ou après cette date. L'article 2 ne s'applique pas à l'égard du présent paragra-

- 187. L'article 19.1 de la même loi est 5 1989, ch. 6, abrogé.
- 188. L'article 20 de la même loi est 5 modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :
- (4) Pour l'application de la partie II de la Loi 10 Présomption sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestatai-

189. Le passage de l'article 23 de la même 15 loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit:

23. Lorsqu'une personne devenue admissible à une annuité ou à une allocation annuelle selon la présente partie ou à une pension en 20 vertu de la partie V de l'ancienne loi pour avoir servi dans la Gendarmerie, est nommée rengage et devient un contributeur selon la présente partie, tout droit ou titre qu'elle peut 25 avoir eu à l'égard d'une telle annuité, allocation annuelle ou pension, appelée au présent tôt, et la période de service sur laquelle était fondée la première annuité peut être comptée 30 par elle comme service ouvrant droit à pension pour l'application de la présente partie, sauf

a) si cette personne, dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie, 35 exerce son choix selon la présente partie dans le sens d'un remboursement de contributions, ou si elle n'a droit, en vertu de la présente partie, à aucune prestation autre qu'un remboursement de contributions, le 40 montant ainsi remboursé ne peut comprendre aucun montant versé au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada à son crédit en tout temps avant sa nouvelle45 nomination ou son rengagement dans la

Gendarmerie, et tout droit ou titre qu'elle aurait eu, sans le présent article, à l'égard de Personnes nommées de nouveau dans Gendarmerie rengageant

Repayment of

benefits

190. (1) Paragraph 24(1)(b) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (ii) and by replacing subparagraph (iii) with the following:

(iii) if that period or any portion of it was 5 after March 31, 1969 but before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion, 1()

(iv) if that period or any portion of it was after 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out in subsection 5(1), in respect of that service or portion, and 15

(v) if that period or any portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(2), in respect of that service or portion, 20

(2) Subsections 24(6) to (8) of the Act are replaced by the following:

(6) When a person to whom subsection (4) applies elects, pursuant to subsection (5), to surrender the annuity, annual allowance or 25 pension referred to in subsection (4), the person so electing shall pay an amount equal to the amount of the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit paid to him or her for any period 30 la prestation de retraite supplémentaire qui lui commencing in any month commencing after he or she has been a contributor under this Part for one year, together with simple interest at four per cent per annum and the amount so paid shall be

(a) if the election is made before April 1, 2000, credited to the account maintained in the accounts of Canada pursuant to Part I of the Public Service Superannuation Act or pursuant to Part I of the Canadian Forces 40 Superannuation Act; or

(b) if the election is made on or after April 1, 2000, paid into the Public Service

la première annuité dès qu'elle cesse par la suite d'être membre de la Gendarmerie. doit alors lui être rendu:

190. (1) Le sous-alinéa 24(1)b)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1er janvier 2000, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 3110 décembre 1999, relativement à cette période ou à cette partie de période,

(iv) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure à 1999, mais antérieure au 1er janvier 2004, de la 15 manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou à cette partie de période,

(v) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décem-20 bre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou à cette partie de période,

(2) Les paragraphes 24(6) à (8) de la 25 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(6) Lorsqu'une personne à qui le paragraphe (4) s'applique choisit, en application du paragraphe (5), de renoncer à l'annuité. l'allocation annuelle ou la pension mention-30 née au paragraphe (4), l'auteur de ce choix doit verser un montant égal au montant de l'annuité, l'allocation annuelle, la pension ou a été versée pour toute période commençant 35 au cours du mois qui a débuté après qu'il a été un contributeur selon la présente partie pendant une année, ainsi que l'intérêt simple à 35 quatre pour cent l'an. Ce montant :

a) si le choix est exercé avant le 1^{er} avril40 2000, doit être porté au crédit du compte tenu, parmi les comptes du Canada, en application de la partie I de la Loi sur la pension de la fonction publique ou de la partie I de la Loi sur la pension de retraite 45 des Forces canadiennes;

Remboursement de certaines

prestations

Pension Fund within the meaning of the Public Service Superannuation Act, the Canadian Forces Pension Fund within the meaning of the Canadian Forces Superannuation Act, or credited to one of the 5 accounts referred to in paragraph (a), according to the fund or account from which the annuity, annual allowance, pension or supplementary retirement benefit was originally paid. 10

b) si le choix est exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, doit être versé à la Caisse de retraite de la fonction publique, au sens de la Loi sur la pension de la fonction publique, ou à la Caisse de retraite des 5 Forces canadiennes, au sens de la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes. ou doit être porté au crédit de l'un des comptes visés à l'alinéa a), selon que le montant de l'annuité, l'allocation annuelle, 10 la pension ou la prestation de retraite supplémentaire a été débité du compte en cause ou versé par la caisse en question.

doit imputer au compte tenu, parmi les

sur la pension de la fonction publique ou de la

Loi sur la pension de retraite des Forces

du compte de pension de retraite à l'égard de

déterminé

(1)a)(ii).

cette personne, un montant égal au chiffre 25

conformément au sous-alinéa

comptes du Canada, en application de la Loi 20

Amount to be credited to Superannuation Account

(7) On the making of an election under this section before April 1, 2000 by which the person so electing is required by this Part to pay for a period of service of the kind described in paragraph (1)(a), there shall be 15 de service du genre décrit à l'alinéa (1)a, on charged to the account in the accounts of Canada maintained pursuant to the Public Service Superannuation Act or the Canadian Forces Superannuation Act, as the case may be, and credited to the Superannuation Ac-20 canadiennes, selon le cas, et porter au crédit count in respect of that person, an amount equal to the amount determined under subparagraph (1)(a)(ii).

(7) Lorsque, en vertu du présent article, une Montant à porter au personne exerce, avant le 1er avril 2000, un 15 crédit du choix selon lequel elle est astreinte, par la compte de pension de présente partie, à payer pour quelque période retraite

Amount of return of contributions

(8) For the purposes of the Public Service Superannuation Act or the Canadian Forces 25 pension de la fonction publique ou de la Loi Superannuation Act, as the case may be, the amount of any return of contributions or other lump sum payment that is or may become payable under that Act to or in respect of that person with respect to an election before April 30 ou peut devenir payable d'après cette loi à 1, 2000 shall be deemed to be the amount otherwise determined under that Act minus the amount required by subsection (7) to be credited to the Superannuation Account on the making of the election.

(8) Pour l'application de la Loi sur la sur la pension de retraite des Forces cana-30 diennes, selon le cas, le montant de tout remboursement de contributions ou de tout autre paiement en une somme globale qui est cette personne ou à son égard, est censé être le 35 montant autrement déterminé en vertu de cette loi moins le montant qui, en vertu du paragraphe (7), doit être porté au crédit du 35 compte de pension de retraite à l'occasion du choix exercé avant le 1er avril 2000. 40

Amount to be paid

(9) Subsections (7) and (8) apply, with any modifications that the circumstances require, to an election made on or after April 1, 2000. and a reference to "the account in the accounts Service Superannuation Act or the Canadian Forces Superannuation Act" shall be read as a reference to "the Public Service Pension Fund or the Canadian Forces Pension Fund"

(9) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent au choix exercé le 1er avril 2000 ou après cette date, avec les adaptations nécessaires. La mention du compte, relativement à la Loi sur of Canada maintained pursuant to the Public 40 la pension de la fonction publique ou la Loi sur 45 la pension de retraite des Forces canadiennes. vaut mention de la Caisse de retraite de la fonction publique ou de la Caisse de retraite des Forces canadiennes en ce qui concerne les

Montant du

rembourse-

contributions

ment de

Montant à verser

in respect of contributions made by the person to that fund and a reference to "the Superannuation Account" shall be read as a reference to the "Royal Canadian Mounted Police Pension Fund".

191. The Act is amended by adding the following after section 24:

Transfer Agreements

Definition of "eligible employer"

24.1 (1) In this section, "eligible employer" means an employer for the benefit of whose employees there is a pension plan or 10 retirement savings plan of a class prescribed by regulations made under paragraph 26.1(1)(h.3), and includes the administrator of any such pension plan or retirement savings plan. 15

Authority to enter into agreement

- (2) The Minister may, on terms approved by the Treasury Board, enter into an agreement with any eligible employer that
 - (a) requires the Minister to pay to the employer, for the purpose of any plan 20 referred to in subsection (1), an amount determined in accordance with subsection (3) in respect of any contributor who has ceased or ceases to be a member of the Force and is or becomes employed by that 25 employer; and
 - (b) may provide that any eligible employer pay into the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund an amount determined in accordance 30 employée par lui et est ou devient membre de with the agreement in respect of any person who has ceased or ceases to be employed by that employer and is or becomes a member of the Force.
- (3) When a contributor ceases to be a 35 member of the Force and is or becomes employed by any eligible employer with whom the Minister has entered into an agreement pursuant to subsection (2), there may be paid, subject to the terms and conditions that 40 cesse d'être membre de la Gendarmerie et est the agreement provides and if the agreement so provides, to that employer
 - (a) out of the Superannuation Account
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the 45 value, actuarially calculated in accor-

contributions versées à la caisse en cause et la mention du compte de pension de retraite vaut mention de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

191. La même loi est modifiée par adjonc- 5 tion, après l'article 24, de ce qui suit :

Accords de transfert

24.1 (1) Au présent article, « employeur admissible » s'entend de l'employeur dont les employés sont visés par un régime de pension ou un régime d'épargne-retraite du genre 10 prévu par les règlements pris en vertu de l'alinéa 26.1(1)h.3), y compris de l'administrateur d'un tel régime.

Définition de « employeur admissible »

(2) Le ministre peut, selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, conclure 15 un accord avec tout employeur admissible un accord aux termes duquel il paiera à cet employeur, pour tout régime visé au paragraphe (1), un montant déterminé en conformité avec le paragraphe (3) relativement à tout contributeur qui a 20 cessé ou cesse d'être membre de la Gendarmerie et est ou devient un employé de cet employeur. L'accord peut également prévoir que l'employeur versera au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la 25 Gendarmerie royale du Canada le montant déterminé conformément à l'accord à l'égard de toute personne qui a cessé ou cesse d'être

Autorisation de conclure

30

Autorisation

de virer des

contributions

- (3) Dans les cas où le ministre a conclu l'accord visé au paragraphe (2), il peut être payé à l'employeur — si l'accord le prévoit et aux conditions et selon les modalités stipulées par celui-ci —, à l'égard d'un contributeur qui 35 ou devient employé de celui-ci :
 - a) sur le compte de pension de retraite :

la Gendarmerie.

- (i) soit des montants égaux au total des montants suivants: 40
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformé-

Authority to

5

dance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 2000, and

- (B) an amount representing interest on the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of payment to the eligible employer that the Minister determines, or
- (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in respect of the pensionable service to the credit of the contributor before April 1, 15 2000; and
- (b) out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund
 - (i) amounts equal in the aggregate to
 - (A) an amount not exceeding the 20 value, actuarially calculated in accordance with the agreement, of all benefits accrued under this Part and Part III in respect of the pensionable service of the contributor on or after April 1, 25 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date, and
 - (B) an amount representing interest on the amount determined in accordance with clause (A) as of the date of 30 payment to the eligible employer that the Minister determines, or
 - (ii) the benefits payable under this Part and Part III to or in respect of the contributor, as they become payable, in 35 respect of the pensionable service to the credit of the contributor on or after April 1, 2000 or that comes to the credit of the contributor on or after that date.

- ment à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui est au crédit du contribu- 5 teur avant le 1^{er} avril 2000.
- (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement.
- (ii) soit les prestations payables au contributeur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à 15 pension qui est au crédit du contributeur avant le 1^{er} avril 2000;
- b) par la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada :
 - (i) soit des montants égaux au total des 20 montants suivants :
 - (A) un montant ne dépassant pas la valeur actuarielle, calculée conformément à l'accord, de toutes les prestations échues en vertu de la présente 25 partie et de la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1^{er} avril 2000 ou après cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit,
 - (B) le montant déterminé par le ministre au titre des intérêts sur le montant déterminé conformément à la division (A) au moment du paiement,
 - (ii) soit les prestations payables au contri-35 buteur ou à l'égard de celui-ci en vertu de la présente partie ou de la partie III, à mesure de leur échéance, relativement à la période de service ouvrant droit à pension qui, le 1^{er} avril 2000 ou après 40 cette date, est au crédit du contributeur ou est portée à son crédit.
- (4) No payment shall be made pursuant to 40 subsection (3) except with the consent in writing of the contributor.
 - (4) Nul paiement ne peut être fait selon le paragraphe (3) sans le consentement écrit du contributeur. 45

Consentement du contributeur Nonapplicability of subsection

- (5) Subsection 9(7) does not apply in respect of a payment made pursuant to subsection (3).
- (5) Le paragraphe 9(7) ne s'applique pas à un paiement fait en vertu du paragraphe (3).

Nonapplication paragraphe

No benefit payable in respect of transferred contributions

- (6) Subject to any regulations made under paragraph 26.1(1)(h.3), if, under paragraph (3)(a), the Minister makes a payment to an eligible employer in respect of an employee, the employee ceases to be entitled to any benefit under this Part or Part III in respect of the period of pensionable service to which that 10 payment relates.
- (6) Sous réserve des règlements pris en 5 vertu de l'alinéa 26.1(1)h.3), lorsque, en conformité avec l'alinéa (3)a), le ministre fait 5 un paiement à un employeur admissible à l'égard d'un employé, celui-ci cesse d'avoir droit aux prestations prévues à la présente partie ou à la partie III relativement à la période de service ouvrant droit à pension à 10 laquelle se rattache ce paiement.

Prestation non payable à l'égard des contributions transférées

Payment of difference

(7) Subject to subsection (8), if the amount paid by the Minister to an eligible employer pursuant to subsection (3) in respect of an employee is less than the commuted value that 15 would be calculated in respect of that employee in accordance with section 12.1. whether or not the employee would otherwise be entitled to the commuted value, the Minister shall pay an amount equal to the amount of 20 différence. the difference to the employee in accordance with subsection 12.1(1).

(7) Sous réserve du paragraphe (8), lorsque le montant payé par le ministre en vertu du paragraphe (3) est moins élevé que la valeur escomptée qui serait déterminée pour l'em-15 ployé aux termes de l'article 12.1 — que l'employé v ait droit ou non —, le ministre verse conformément au paragraphe 12.1(1) à

l'égard de l'employé un montant égal à la

la différence

Paiement de

Payment of difference

- (8) If the amount paid by the Minister to an eligible employer pursuant to subsection (3) in of contributions to which that employee would otherwise be entitled under section 11, the Minister shall pay to the employee an amount equal to the amount of the difference.
- (8) Lorsque le montant payé par le ministre en vertu du paragraphe (3) est moins élevé que respect of an employee is less than the return 25 le montant du remboursement des contributions auguel aurait par ailleurs droit l'employé en vertu de l'article 11, le ministre verse à 25 l'employé un montant égal à la différence.

Paiement de la différence

Service countable by person becoming a member of the Force

- (9) If an employee of any eligible employer 30 with whom the Minister has entered into an agreement under subsection (2) has ceased to be employed by that employer and is or becomes a member of the Force, any service of that employee that, at the time of leaving 35 toute période de service de cet employé qu'il that employment, the employee was entitled to count for the purpose of any plan referred to in subsection (1) established for the benefit of employees of that employer may, if the agreement so provides, be counted by the 40 si l'accord le prévoit, être comptée par lui employee as pensionable service for the purposes of section 6, to the extent and subject to the terms and conditions provided in the regulations, if the employer pays into the Superannuation Account or the Royal Cana-45 dian Mounted Police Pension Fund the
 - (9) Lorsqu'un employé d'un employeur admissible avec qui le ministre a conclu un accord conformément au paragraphe (2) a cessé d'être employé par cet employeur et est 30 Gendarmerie ou devient un membre de la Gendarmerie, avait droit, au moment où il a quitté cet emploi, de faire compter pour tout régime visé au paragraphe (1) établi au bénéfice des 35 personnes employées par cet employeur peut, comme service ouvrant droit à pension pour l'application de l'article 6, dans la mesure, aux conditions et selon les modalités régle-40 mentaires, si l'employeur verse au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada le montant

Temps qui peut être compté par un membre de la

amount that is required under the agreement to be so paid by that employer in respect of the employee.

dont l'accord exige le versement par cet employeur à l'égard de l'employé.

1992, c. 46.

192. Subsections 25.1(1) to (3) of the Act are replaced by the following:

Advisory committee

25.1 (1) The Minister shall establish a committee, to be known as the Royal Canadian Mounted Police Pension Advisory Committee, the members of which are appointed (2), to advise and assist the Minister on matters arising in connection with the operation of this Act.

192. Les paragraphes 25.1(1) à (3) de la

5 même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 75 consultatif

25.1 (1) Le ministre constitue un comité — 5 Comité le Comité consultatif de la Gendarmerie royale du Canada - chargé de le conseiller et de l'assister sur les questions relatives à by the Minister in accordance with subsection 10 l'application de la présente loi; il en nomme les membres conformément au paragraphe 10

Mandate

- (1.1) The mandate of the committee is to
- (a) review matters respecting the adminis- 15 tration, design and funding of the benefits provided under this Act and make recommendations to the Minister about those matters; and
- (b) review any other pension-related mat-20 ters that the Minister may refer to it.

Membership

- (2) The membership of the Committee shall consist of
 - (a) one person appointed from among contributors in receipt of an annuity under 25 this Act who are nominated for appointment by an association that, in the opinion of the Minister, represents such contribu-
 - (b) three persons appointed from among 30 persons required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund who are nominated for appointment by a body that, in the opinion of the Minister, represents 35 such persons;
 - (c) two persons appointed from among persons required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund: and 40
 - (d) two other persons appointed by the Minister.
- (3) A member of the Committee shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years and is eligible for 45 d'une fois. reappointment for one or more additional terms.

(1.1) Le comité a pour mandat :

Mandat du comité

- a) d'examiner la gestion et le financement des prestations visées par la présente loi, ainsi que toute question touchant à leur 15 forme, et de faire des recommandations au ministre sur ces questions;
- b) d'examiner toute question en matière de pension dont le saisit le ministre.
- (2) Le comité est composé des personnes 20 Membres suivantes:
 - a) une personne choisie parmi les contributeurs qui reçoivent une annuité en vertu de la présente loi et qui sont proposés par une association qui, de l'avis du ministre, les 25 représente;
 - b) trois personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et qui 30 sont proposées par un organisme qui, de l'avis du ministre, les représente;
 - c) deux personnes choisies parmi celles qui sont tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la caisse;
 - d) deux autres personnes choisies par le ministre.

(3) Le mandat des membres est d'une durée maximale de trois ans et est renouvelable plus 40

mandat des

Term

Recommendation of candidates (3.1) The advisory committee shall recommend to the Minister candidates for appointment to the nominating committee established under section 10 of the *Public Sector Pension Investment Board Act*.

(3.1) Le comité est tenu de recommander au ministre des candidats en vue de leur nomination au poste de membre du comité visé à l'article 10 de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 5 public.

Recommandation de candidats

1992, ch. 46.

par. 76(2)

1992, c. 46, s. 76(2)

193. (1) Paragraph 26(c) of the Act is replaced by the following:

(c) prescribing, notwithstanding section 5, the manner in which and the circumstances under which persons who are required to 10 contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in accordance with those sections but who are or have been, either before or after April 1, 1960, absent from 15 the Force on leave of absence without pay shall contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in respect of that absence, prescribing the pay that shall be 20 deemed to have been paid to those persons during that absence and respecting the contributions to be made by those persons to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in 25 respect of that pay;

(2) Paragraph 26(r) of the Act is replaced by the following:

(r) providing for the payment out of the Superannuation Account or the Royal Ca-30 nadian Mounted Police Pension Fund, on the death of a contributor and on application to the Minister by or on behalf of a person to whom any annual allowance becomes payable under this Part, of the whole or any 35 part of the portion of any estate, legacy, succession or inheritance duties or taxes that are payable by the person that is determined in accordance with the regulations to be attributable to that allowance, 40 and prescribing the amounts by which and the manner in which any such allowance and any amount payable under section 22 in any such case shall be reduced;

193. (1) L'alinéa 26c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) prescrivant, par dérogation à l'article 5, la manière et les circonstances selon les-10 quelles les personnes tenues de contribuer au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada au titre de ces articles, mais qui sont ou ont été, avant ou après le 1^{er} avril 15 1960, absentes de la Gendarmerie en congé non payé, doivent contribuer au compte ou à la caisse à l'égard de cette absence, prescrivant la solde qui est réputée leur avoir été versée pendant ce congé et 20 concernant les contributions qu'elles doivent verser au compte ou à la caisse relativement à cette solde;

(2) L'alinéa 26r) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

r) prévoyant que sera payée, sur le compte de pension de retraite ou par la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, lors du décès d'un contributeur et sur une demande adressée au ministre par la 30 personne, ou pour son compte, à qui une allocation annuelle devient payable en vertu de la présente partie, la totalité ou une partie de telle fraction des droits ou impôts sur les successions, legs ou héritages, 35 payables par elle, qui, d'après les règlements, est déclarée attribuable à cette allocation, et prescrivant les montants dont cette allocation et tout montant payable selon l'article 22, en pareil cas, doivent être 40 réduits ainsi que la manière d'opérer cette réduction;

1992, c. 46, s. 77 194. (1) Paragraph 26.1(1)(a) of the Act is 45 replaced by the following:

194. (1) L'alinéa 26.1(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 77

- (a) fixing an annual rate of pay for the purposes of subsection 5(9) or prescribing the manner of determining the annual rate of pay;
- a) fixer un taux de solde annuel pour l'application du paragraphe 5(9) ou prévoir son mode de détermination;

(2) Subsection 26.1(1) of the Act is 5 amended by adding the following after paragraph (c):

- (c.1) prescribing the number of hours per week and the number of days per year for the purposes of subsection 5(10), clauses 10 6(b)(ii)(F.1), (M) and (N) and paragraph 7(1)(i);
- (c.2) respecting the manner of determining the amount of the commuted value of an annuity, the terms and conditions under 15 which a contributor may become entitled to direct a transfer of such a commuted value, and respecting any other matters that the Governor in Council considers necessary for the purposes of carrying out section 20 12.1:
- (c.3) respecting the manner in which and the determination of the balances on which interest is to be calculated under subsection 9(6) and respecting the rates of interest for 25 the purposes of paragraph 9(6)(b);

(3) Subsection 26.1(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (h) and by adding the following after paragraph (h):

- (h.1) respecting the additional information that is required to be included in annual reports referred to in section 31;
- (h.2) prescribing periods of service in the Force and periods of pensionable service 35 for the purposes of sections 11, 13 and 14, these periods being in no case shorter than two years or longer than, in the case of paragraphs 11(7)(a) and 11(8)(a) and sections 13 and 14, five years, in the case of 40 paragraphs 11(1)(a), 11(2)(a), 11(3)(a) and 11(5)(a), subparagraph 11(9)(b)(iii) and subsection 11(11), ten years, in the case of paragraphs 11(3)(c) and 11(5)(c), twenty years, in the case of paragraph 11(9)(b)(ii), twenty-five years, in the case of paragraph 11(9)(a) and

(2) Le paragraphe 26.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), 5 de ce qui suit :

- c.1) fixer un nombre d'heures par semaine ou de jours par année pour l'application du paragraphe 5(10), des divisions 6b)(ii)(F.1), (M) et (N) et de l'alinéa 7(1)i);
- c.2) prévoir le mode de détermination de la valeur escomptée de l'annuité, ainsi que les conditions applicables au droit de transférer celle-ci, et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire à l'application de l'article 15 12.1;
- c.3) régir, pour l'application du paragraphe 9(6), les modalités et le mode de détermination des soldes à prendre en compte et, pour l'application de l'alinéa 9(6)b), le calcul de 20 l'intérêt;

(3) Le paragraphe 26.1(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

- *h*.1) prévoir les renseignements addition-25 nels que doit comporter le rapport annuel visé à l'article 31:
- h.2) prévoir des périodes de service dans la Gendarmerie et des périodes de service ouvrant droit à pension pour l'application 30 des articles 11, 13 et 14, les périodes étant d'au moins deux ans et d'au plus cinq ans dans les cas des alinéas 11(7)a) et 11(8)a) et des articles 13 et 14, d'au plus dix ans dans le cas des alinéas 11(1)a), 11(2)a), 11(3)a) 35 et 11(5)a), du sous-alinéa 11(9)b)(iii) et du paragraphe 11(11), d'au plus vingt ans dans le cas des alinéas 11(3)c) et 11(5)c), d'au plus vingt-cinq ans dans le cas de l'alinéa 11(5)d) et du sous-alinéa 11(9)b)(ii), d'au 40 plus trente ans dans le cas de l'alinéa 11(9)a) et de la division 11(9)b)(iii)(B) et

clause 11(9)(b)(iii)(B), thirty years, and in the case of subsection 11(12), thirty-five years;

(h.3) prescribing classes of pension plans or retirement savings plans for the purposes of 5 subsection 24.1(1) and respecting the extent to which, and the terms and conditions subject to which, service may be counted as pensionable service pursuant to subsection 24.1(9);

(h.4) respecting the manner in which and extent to which any provision of this Act or any regulations made under this Act apply to a member of the Force who is engaged to work at least the number of hours per week 15 or the number of days per year prescribed in regulations made under paragraph (c.1) and adapting any of those provisions for the purposes of that application;

(h.5) respecting the terms and conditions 20 under which and the time and manner in which an election may be made in respect of a period of service specified in clauses 6(b)(ii)(F.1) and (L) to (P), the manner of determining in accordance with paragraph 25 7(1)(i) the amounts that are to be paid in respect of that election, the periods of service that may be counted for the purposes of that election, and the manner in which and extent to which section 8 and any 30 regulations referred to in section 8 apply in respect of that election and to any contributor who makes that election and adapting any of those provisions for the purposes of that application; 35

(h.6) prescribing ages for the purposes of subsection 11(9), these ages being no greater than, in the case of paragraph 11(9)(a) and subparagraph 11(9)(b)(iii), fifty-five years of age and in the case of 40 subparagraph 11(9)(b)(ii), fifty years of age; and

195. Section 27 of the Act is replaced by the following:

27. (1) For the purposes of this Part, a person 45 who has contributed to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in accordance with any

d'au plus trente-cinq ans dans le cas du paragraphe 11(12);

h.3) prévoir des catégories de régimes de pension ou de régimes d'épargne-retraite pour l'application du paragraphe 24.1(1) et 5 prévoir à quelles conditions, selon quelles modalités et dans quelle mesure les périodes de service peuvent compter comme des périodes de service ouvrant droit à pension pour l'application du paragraphe 24.1(9); 10

h.4) prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure les dispositions de la présente loi ou de ses règlements s'appliquent au membre de la Gendarmerie qui a été engagé pour y travailler pour au moins le nombre 15 d'heures par semaine ou de jours par année fixé par les règlements pris en vertu de l'alinéa c.1) et adapter ces dispositions à cette application;

h.5) prévoir les conditions et modalités de 20 temps et autres relatives à l'exercice des choix visés aux divisions 6b)(ii)(F.1) et (L) à (P), le mode de détermination du service ouvrant droit à pension qui résulte de ces choix ainsi que le mode de détermination 25 des montants à payer, aux termes de l'alinéa 7(1)i), à l'égard des périodes visées par ces choix et prévoir selon quelles modalités et dans quelle mesure l'article 8 et les règlements d'application de cet article s'appli-30 quent à ces choix et aux contributeurs qui les font et adapter ces dispositions à cette application;

h.6) prévoir des âges pour l'application du paragraphe 11(9), ces âges étant d'au plus 35 cinquante-cinq ans dans le cas de l'alinéa 11(9)a) et du sous-alinéa 11(9)b)(iii) et d'au plus cinquante ans dans le cas du sous-alinéa 11(9)b)(iii);

195. L'article 27 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

27. (1) Pour l'application de la présente partie, une personne qui a contribué au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada en 45

Règlements sur les congés

Regulations respecting leave of absence regulation made under paragraph 26(c) in respect of any period during which he or she was absent from the Force on leave of absence without pay shall be deemed to have contributed to the Superannuation Account or the 5 Royal Canadian Mounted Police Pension Fund,

- (a) if that period or a portion of it was before 1966, in the manner and at the rates set forth in subsection 5(1) as it read on December 10 31, 1965, in respect of that period or portion,
- (b) if that period or a portion of it was after 1965 and before April 1, 1969, in the manner and at the rates set forth in subsec-15 tion 5(1) as it read immediately before April 1, 1969 in respect of that period or portion,
- (c) if that period or a portion of it was after March 31, 1969 and before January 1, 2000, in the manner and at the rates set forth in 20 subsection 5(1), as it reads on December 31, 1999, in respect of that period or portion,
- (d) if that period or a portion of it was after December 31, 1999 but before January 1, 2004, in the manner and at the rates set out 25 in subsection 5(1), in respect of that period or portion, and
- (e) if that period or a portion of it was after December 31, 2003, in the manner and at the rates determined under subsection 5(2), 30 in respect of that period or portion,

and to have received, during that period, pay and allowances at a rate equal to the rate of pay and allowances that would have been authorized to be paid to him or her if he or she had 35 not been so absent on leave of absence without pay.

conformité avec tout règlement pris en vertu de l'alinéa 26c), relativement à une période durant laquelle elle était absente de la Gendarmerie en congé non payé, est réputée avoir contribué au compte ou à la caisse :

- a) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est antérieure à 1966, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1965, relativement à cette période ou partie de 10 période;
- b) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure à 1965, mais antérieure au 1^{er} avril 1969, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa 15 version antérieure au 1^{er} avril 1969, relativement à cette période ou partie de période;
- c) lorsque cette période ou une partie de celle-ci est postérieure au 31 mars 1969, mais antérieure au 1^{er} janvier 2000, de la 20 manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), dans sa version au 31 décembre 1999, relativement à cette période ou partie de période;
- d) lorsque cette période ou toute partie de 25 celle-ci est comprise dans la période postérieure au 31 décembre 1999, mais antérieure au 1^{er} janvier 2004, de la manière et aux taux indiqués au paragraphe 5(1), relativement à cette période ou partie de période; 30
- e) lorsque cette période ou toute partie de celle-ci est postérieure au 31 décembre 2003, de la manière et aux taux déterminés au titre du paragraphe 5(2), relativement à cette période ou partie de période.

Elle est aussi réputée avoir reçu, durant cette période, une solde et des allocations à un taux égal à celui de la solde et des allocations qu'on aurait été autorisé à lui payer si elle n'avait pas ainsi été absente en congé non payé.

Members of Parliament and Senators

- (2) Notwithstanding anything in this Part, the Governor in Council may by regulation
 - (a) provide that the service of a former 40 par règlement:
 member of the House of Commons or a
 former Senator in respect of which he or she
 made contributions under the Members of
 Parliament Retiring Allowances Act may,
 to the extent and subject to the conditions 45
- (2) Nonobstant toute autre disposition de la présente partie, le gouverneur en conseil peut, par règlement :
 - a) prévoir que la durée du mandat d'un ancien député ou sénateur pour lequel il a45 versé les contributions prévues par la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires* peut, aux conditions qui peuvent être

Députés et sénateurs that may be prescribed by the regulations, be counted by that former member or former Senator as pensionable service for the purposes of this Part; and

(b) provide for the transfer to the Superan- 5 nuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund of amounts in the Retiring Allowances Account, within the meaning of that Act, in respect of him or

prévues par les règlements, être incluse dans la période ouvrant droit à pension de cet ancien député ou sénateur pour l'application de la présente partie;

b) prévoir le transfert au compte de pension 5 de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada des contributions qu'il a versées au compte d'allocations, au sens de cette loi.

196. Section 28 of the Act is replaced by the following:

Payments out Ѕпрегаппиаtion Account

28. (1) All amounts required for the payment of benefits for which this Part, including the benefits referred to in subsection 26(3) of 15 the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act, chapter 34 of the Statutes of Canada, 1959, and Part III make provision shall be paid out of the Superannuation Account if the benefits are payable in respect 20 of pensionable service to the credit of a contributor before April 1, 2000.

196. L'article 28 de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

28. (1) Tous les montants nécessaires au paiement de prestations selon la présente partie, v compris les prestations mentionnées au paragraphe 26(3) de la Loi sur la pension de 15 retraite de la Gendarmerie royale du Canada, chapitre 34 des Statuts du Canada de 1959, et à la partie III, sont payés sur le compte de pension de retraite si elles sont payables en ce qui touche le service ouvrant droit à pension 20 qui est au crédit du contributeur avant le 1er avril 2000.

Paiements sur le compte de pension de

Transfer of amounts

(2) The amounts deposited in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund under subsection 29.1(2) 25 de la Gendarmerie royale du Canada au titre 25 shall be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

Transfert des (2) Les montants déposés auprès du Fonds montants de placement du compte de pension de retraite

ce d'investissement des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du 30 secteur public, pour être gérés conformément 30 à cette loi.

du paragraphe 29.1(2) sont transférés à l'Offi-

Payment of

(3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay all the benefits referred to in subsection (1), the amounts required for the payment of those benefits shall be charged to the Royal Canadian 35 de celles-ci doivent être portés au débit du Mounted Police Superannuation Investment Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board.

(3) Si les montants portés au crédit du compte de pension de retraite ne permettent pas de payer les prestations visées au paragraphe (1), les montants nécessaires au paiement 35 Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 40

Paiement des

197. The heading before section 29 of the Act is replaced by the following: 40 la même loi est remplacé par ce qui suit :

197. L'intertitre précédant l'article 29 de

public.

Amounts

Montants

1992, c. 46, s. 78

1992, c. 46,

s. 78

198, (1) Paragraph 29(1)(a) of the Act is repealed.

replaced by the following:

(2) Subsections 29(2) to (6) of the Act are

Amounts to be credited on hasis of actuarial valuation report

(6) Following the laving before Parliament 5 of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Invest-Account, at the time and in the manner set out in subsection (7), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the 15 end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit Mounted Police Superannuation Investment Fund at that time, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000. 25

198. (1) L'alinéa 29(1)a) de la même loi est abrogé.

(2) Les paragraphes 29(2) à (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 78

1992, ch. 46,

art 78

(6) À la suite du dépôt au Parlement du 5 Montants rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la ment Fund, there shall be credited to the 10 Gendarmerie royale du Canada, est porté au 10 crédit du compte, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (7), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la 15 période plus courte qu'il détermine, au solde créditeur que devrait alors, suivant l'estimation de celui-ci, avoir le compte et le fonds pour couvrir le coût des prestations payables of the Account and the Royal Canadian 20 en application de la présente partie et de la 20 partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

portés au crédit du compte à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

1992, c. 46,

(3) Subsection 29(8) of the Act is replaced by the following:

Adjustments

(8) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (7), 30 la fin de la période applicable aux termes du the instalments remaining to be credited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be 35 date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il the amount that will, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment 40 la Gendarmerie royale du Canada à la fin de Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

(3) Le paragraphe 29(8) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46,

art. 78

(8) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant paragraphe (7), les versements qui restaient à effectuer au cours de cette période peuvent 30 être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la faudra ajouter au solde créditeur que, suivant l'estimation de celui-ci, devrait avoir le 35 compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente 40 partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Ajustements

Amounts to be debited on basis of actuarial valuation report

- (9) Following the laving before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund, there may be debited from the Account, at the time and in the manner set out in subsection (11), an amount that in the opinion of the President of the Treasury Board Treasury Board estimates, based on the report. will be required to be to the credit of the Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund at the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the 20 credit of contributors before April 1, 2000.
- (9) À la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 concernant l'état du compte de pension de retraite et la situation du Fonds de placement 5 du compte de pension de retraite de la 5 Gendarmerie royale du Canada, peut être porté au débit du compte, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (11), le montant qui, de l'avis du président du exceeds the amount that the President of the 10 Conseil du Trésor, dépasse le montant devant, 10 à son avis — fondé sur le rapport —, être au crédit du compte et du fonds, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il end of the fifteenth fiscal year following the 15 détermine, pour couvrir le coût des prestations 15 payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

Montant porte au debit du compte a la suite d'un rapport actuarielle

If total exceeds maximum

(10) If the total of the amounts in the Account and in the Fund referred to in subsection (9) exceeds, following the laying of the report referred to in that subsection, the 25 maximum visé au paragraphe (13), le montant maximum amount referred to in subsection (13), there shall be debited from the Account, at the time and in the manner set out in subsection (11), the amount of the excess.

(10) Si le montant total au crédit du compte 20 Montant et du fonds visés au paragraphe (9) dépasse, à la suite du dépôt du rapport, le montant excédentaire doit être porté au débit du compte selon les modalités de temps et autres 25 prévues au paragraphe (11).

dépassant le maximum

Annual instalments

(11) Subject to subsection (12), the amount 30 that may be debited under subsection (9) and the amount that must be debited under subsection (10) shall be debited in annual instalments over a period of fifteen years, or a shorter period that the President of the Treasury Board 35 période de quinze ans ou sur la période plus may determine, with the first such instalment to be debited in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid before Parliament.

(11) Sous réserve du paragraphe (12), le montant pouvant être porté au débit du compte en application du paragraphe (9) et celui devant l'être en application du paragraphe 30 (10) sont prélevés annuellement sur une courte que détermine le président du Conseil du Trésor, le premier prélèvement devant être effectué au cours de l'exercice où le rapport 35 d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

annuels

Adjustments

(12) When a subsequent actuarial valuation 40 report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (11), the instalments remaining to be debited in that period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the 45 être ajustés compte tenu du montant que le Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount

(12) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du 40 paragraphe (11), les prélèvements restant à effectuer au cours de cette période peuvent président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il 45 faudra ajouter au solde créditeur que, suivant

Amstements

maximums

Coûts

that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Superannuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Maximum amount to credit of Account and

(13) At the end of the period, the total of the amounts that are to the credit of the Superan-10 au crédit du compte de pension de retraite et nuation Account and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund must not exceed one hundred and ten per cent of the amount that the President of the the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000.

Costs

- (14) The costs of the administration of this 20 Act, as determined by the Treasury Board on the recommendation of the Minister, with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000 25 sont payés sur le compte de pension de shall be paid out of the Superannuation Account.
- 199. The Act is amended by adding the following after section 29:

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund

Establishment of Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund

Amounts to be deposited into Royal Canadian Mounted Police Superannua-Investment Fund

- **29.1** (1) The Royal Canadian Mounted 30 Police Superannuation Investment Fund is established
- (2) The following amounts shall be deposited into the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund: 35
 - (a) the amounts in the Superannuation Account transferred on or after April 1.

l'estimation de celui-ci, devrait avoir le compte de pension de retraite et le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada à la fin de cette période pour couvrir le coût des presta- 5 tions payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000.

(13) À la fin de la période, le montant total 10 Montants du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada ne peut dépasser cent dix pour cent du montant que le président du Conseil du Trésor 15 Treasury Board estimates is required to meet 15 estime nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000. 20

> (14) Les coûts liés à l'application de la présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 200025 retraite. Ces coûts sont fixés par le Conseil du

> 199. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 29, de ce qui suit : 30

Trésor sur recommandation du ministre.

Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

29.1 (1) Est constitué le Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Constitution

- (2) Sont déposés auprès du fonds :
- a) les sommes du compte de pension de 35 retraite transférées le 1er avril 2000 ou après cette date que le ministre des Finances détermine, selon les modalités de temps et autres fixées par lui:
- b) les revenus des placements faits avec 40 celles-ci et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

Dépôt auprès du fonds

Coûts

2000 that the Minister of Finance determines, in the manner and at the times that that minister determines: and

(b) the income from the investment of the amounts referred to in paragraph (a) plus 5 profits less losses on the sale of the investments.

Costs

- (3) If there are insufficient amounts in the Superannuation Account to pay the costs of the administration of this Act with respect to 10 coûts liés à l'application de la présente loi en benefits payable under this Act in respect of pensionable service that is to the credit of contributors before April 1, 2000, those costs shall be paid out of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment 15 sont payés sur le fonds. Fund.
 - (3) Si le montant au crédit du compte de pension de retraite ne permet pas de payer les ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service 5 ouvrant droit à pension qui est au crédit des contributeurs avant le 1er avril 2000, les coûts

Transfer of amounts

(4) The Minister of Finance may, after consultation with the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act, 20 tissement des régimes de pensions du secteur transfer to the Superannuation Account amounts in the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund that he or she determines, in the manner and at the times that that minister determines.

Transfert (4) Après consultation de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur 10 public, au sens de la Loi sur l'Office d'invespublic, le ministre des Finances peut transférer du fonds au compte de pension de retraite, selon les modalités de temps et autres qu'il 15 fixe, les montants qu'il détermine.

Royal Canadian Mounted Police Pension Fund

Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Establishment of Royal Pension Fund

29.2 (1) The Royal Canadian Mounted Police Pension Fund is established.

29.2 (1) Est constituée la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.

Constitution

Amounts to be deposited into Royal Canadian Mounted Pension Fund

- (2) The following amounts shall be deposited into the Royal Canadian Mounted Police 30 Pension Fund:
 - (a) the amounts determined by the President of the Treasury Board under subsection (3):
 - (b) all other amounts required by this Act to be paid into the Fund; and 35
 - (c) the income from the investment of the amounts referred to in paragraphs (a) and (b) plus profits less losses on the sale of the investments.

(2) Sont déposés auprès de la caisse :

Dépôt auprès de la caisse

- a) le montant que le président du Conseil du 20 Trésor détermine en vertu du paragraphe
- b) les montants devant être pavés à la caisse au titre de la présente loi;
- c) les revenus des placements faits avec les 25 montants visés aux alinéas a) et b) et les profits, moins les pertes qui résultent de la vente des placements.

Montants déterminés

président du

Conseil du

par le

Trésor

Amounts to be determined by the President of the Treasury Roard

- (3) There shall be deposited into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, in each fiscal year, in respect of every month, no later than thirty days after the end of the month in respect of which the deposit is made
 - (a) an amount that is determined by the President of the Treasury Board, after consultation with the Minister and based on actuarial advice, to be required to provide for the cost of the benefits that have accrued 10 in respect of that month in relation to current service and that will become payable out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund; and
 - (b) an amount that is determined by the 15 President of the Treasury Board, after consultation with the Minister, in relation to the total amount paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund during the preceding month by way of contribu-20 tions in respect of past service.

(3) Lors de chaque exercice, sont déposés auprès de la caisse, pour chaque mois et dans les trente jours suivant le dernier jour du mois en cause:

a) le montant que le président du Conseil du 5 Trésor détermine, après consultation du ministre et sur l'avis d'actuaires, et qui, selon lui, est nécessaire pour couvrir le coût des prestations acquises pour ce mois relativement au service courant et qui 10 deviendront payables par la caisse;

b) le montant que le président du Conseil du Trésor détermine, après consultation du ministre, en fonction de la somme globale versée à la caisse pendant le mois précédent 15 sous forme de contributions à l'égard du service passé.

Determination of the amounts

- (4) In determining amounts for the purposes of paragraph (3)(a), the President of the Treasury Board may take into account any surplus in the Royal Canadian Mounted Police 25 Pension Fund as shown in the most recent actuarial valuation report referred to in section 30 on the state of the Fund.
 - (5) Les montants déposés auprès de la ment des régimes de pensions du secteur public, au sens de la Loi sur l'Office d'inves-

loi.

l'alinéa (3)a), le président du Conseil du Trésor peut tenir compte de tout surplus de la 20 caisse selon le plus récent rapport d'évaluation actuarielle sur la situation de celle-ci visé à l'article 30.

tissement des régimes de pensions du secteur

public, pour être gérés conformément à cette

(6) Tous les montants nécessaires au paie-

ment des prestations que prévoient la présente

(4) En vue de déterminer le montant visé à

Calcul

Transfer of amounts

(5) The amounts deposited in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund shall 30 caisse sont transférés à l'Office d'investisse-25 be transferred to the Public Sector Pension Investment Board within the meaning of the Public Sector Pension Investment Board Act to be dealt with in accordance with that Act.

Transfert des montants

Paiement des

prestations

30

Payment of benefits

(6) All amounts required for the payment of 35 benefits for which this Part and Part III make provision shall be charged to the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund and paid out of the assets of the Public Sector Pension Investment Board if the benefits are 40 payable in respect of pensionable service that comes to the credit of a contributor on or after April 1, 2000.

partie et la partie III doivent être portés au débit de la caisse et payés sur l'actif de l'Office d'investissement des régimes de 35 pensions du secteur public si elles sont payables au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit du contributeur le 1er avril 2000 ou après cette date.

29.3 (1) À la suite du dépôt au Parlement du 40 ment of any actuarial valuation report pur-45 rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 30 concernant la situation de la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada,

Montants versés à la suite d'un rapport d'évaluation actuarielle

Amounts to 29.3 (1) Following the laying before Parliabe paid on basis of actuarial suant to section 30 that relates to the state of valuation the Royal Canadian Mounted Police Pension report

Fund, there shall be paid into the Fund, at the time and in the manner set out in subsection (2), the amount that in the opinion of the President of the Treasury Board will, at the end of the fifteenth fiscal year following the tabling of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, together with the amount that the President of the Treasury Board estimates meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000.

est versé à la caisse, selon les modalités de temps et autres prévues au paragraphe (2), le montant que, de l'avis du président du Conseil du Trésor, il faudra ajouter, à la fin du 5 quinzième exercice suivant le dépôt du rap- 5 port ou de la période plus courte qu'il détermine, au solde créditeur que, suivant son estimation, devrait alors avoir la caisse pour couvrir le coût des prestations payables en will be to the credit of the Fund at that time, 10 application de la présente partie et de la partie 10 III au titre du service ouvrant droit à pension porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date.

Equal annual

(2) Subject to subsection (3), the amount 15 required to be paid into the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund under subsection (1) shall be divided into equal annual instalments and the instalments shall be paid to the Royal Canadian Mounted Police Pen-20 Conseil du Trésor détermine, le premier sion Fund over a period of fifteen years, or the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, with the first such instalment to be paid in the fiscal year in which the actuarial valuation report is laid 25 before Parliament.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le montant visé au paragraphe (1) est payé à la 15 égaux caisse par versements annuels égaux échelonnés sur une période de quinze ans ou sur la période plus courte que le président du versement devant être effectué au cours de 20 l'exercice où le rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement.

Austements

Versements

Adjustments

(3) When a subsequent actuarial valuation report is laid before Parliament before the end of the period applicable under subsection (2). the instalments remaining to be paid in that 30 paragraphe (2), les versements qui restaient à period may be adjusted to reflect the amount that is estimated by the President of the Treasury Board, at the time that subsequent report is laid before Parliament, to be the amount that will, together with the amount 35 faudra ajouter au solde créditeur que, suivant that the President of the Treasury Board estimates will be to the credit of the Fund at the end of that period, meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit 40 service ouvrant droit à pension porté au crédit of contributors on or after April 1, 2000.

(3) Lorsqu'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle est déposé au Parlement avant la fin de la période applicable aux termes du 25 effectuer au cours de cette période peuvent être ajustés compte tenu du montant que le président du Conseil du Trésor estime, à la date du dépôt de ce rapport, être celui qu'il 30 l'estimation de celui-ci, devrait avoir la caisse à la fin de cette période pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du 35 des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date.

No more deposits if permitted surplus

29.4 (1) If, following the laying before Parliament of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Royal Canadian Mounted Police Pen-45 de retraite de la Gendarmerie royale du sion Fund, there is, in the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in that Fund, no further amounts shall

29.4 (1) Si, à la suite du dépôt au Parlement du rapport d'évaluation actuarielle visé à 40 l'article 30 concernant la situation de la Caisse Canada, il y a, selon le président du Conseil du

Trésor, un surplus non autorisé, aucun montant ne peut être déposé auprès de la caisse au 45

Surplus non

be deposited into the Fund under paragraph 29.2(3)(a) until the time that there is, in the President of the Treasury Board's opinion, no longer a non-permitted surplus in the Fund.

titre de l'alinéa 29.2(3)a) tant que, selon lui, un tel surplus existe.

When nonpermitted surplus

- (2) If, following the laying before Parlia- 5 ment of any actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, there is, in the President of the Treasury Board's opinion, a non-permitted surplus in 10 that Fund.
 - (a) the contributions payable under section 5 may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the 15 President of the Treasury Board after consultation with the Minister; or
 - (b) there may be paid out of the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, and into the Consolidated Revenue Fund, 20 the amount, at the time and in the manner, that the Treasury Board determines on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister. 25

- (2) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil
- du Trésor, un surplus non autorisé :
- Mesures en cas de sumbus non autorisé

Recomman-

président du

dation du

Conseil du

Trésor

- a) peuvent être réduites, selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du ministre, les contributions 10 payables au titre de l'article 5:
- b) peut être payé par la caisse et versé au Trésor le montant que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après consultation du 15 ministre, selon les modalités de temps et autres ainsi fixées.

Recommendation of President of the Treasury Roard

- (3) The President of the Treasury Board shall only make the recommendation referred to in paragraph (2)(b) after estimating, based on the report, that the amount that will be to Police Pension Fund at the end of the fifteenth fiscal year of that report or at the end of the shorter period that the President of the Treasury Board may determine, will not be less than the total of 35
 - (a) the amount that will be required in order to meet the cost of the benefits payable under this Part and Part III in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1, 2000, and 40
 - (b) the amount of any surplus in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund that does not constitute a non-permitted surplus.

- (3) Le président du Conseil du Trésor ne peut faire la recommandation visée à l'alinéa (2)b) qu'après avoir estimé, à la lumière du 20 rapport, que le montant du solde créditeur de the credit of the Royal Canadian Mounted 30 la caisse, à la fin du quinzième exercice suivant le dépôt du rapport ou de la période plus courte qu'il détermine, ne sera pas inférieur au total des montants suivants : 25
 - a) le montant nécessaire pour couvrir le coût des prestations payables en application de la présente partie et de la partie III au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 30 2000 ou après cette date;
 - b) le montant de tout surplus de la caisse qui n'est pas un surplus non autorisé.

When surplus permitted surplus

- (4) If, following the laying before Parlia-45 ment of an actuarial valuation report pursuant to section 30 that relates to the state of the Royal Canadian Mounted Police Pension
- (4) Si, à la suite du dépôt au Parlement d'un tel rapport, il y a, selon le président du Conseil 35 du Trésor, un surplus qui n'est pas un surplus non autorisé, les contributions payables au

Mesures en cas de surplus

Surplus non

autorisé

Fund, there is, in the opinion of the President of the Treasury Board, a surplus that is not a non-permitted surplus in that Fund, the contributions payable under section 5 or paragraph 29.2(3)(a) may be reduced in the manner, at the times and for the period that the Treasury Board determines, on the recommendation of the President of the Treasury Board after consultation with the Minister.

titre de l'article 5 ou de l'alinéa 29.2(3)a) peuvent être réduites selon les modalités de temps et autres et pour la période que le Conseil du Trésor fixe sur recommandation du président du Conseil du Trésor et après 5 consultation du ministre.

Nonpermitted

- (5) For the purposes of this section, a 10 non-permitted surplus exists when the amount by which assets exceed liabilities in the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund, as determined by the actuarial valuation report referred to in section 30 or one requested by 15 Conseil du Trésor, est supérieure au moins the President of the Treasury Board, is greater than the lesser of
 - (a) twenty per cent of the amount of liabilities in respect of contributors, as determined in that report, and 20
 - (b) the greater of
 - (i) twice the estimated amount, for the calendar year following the date of that report, of the total of
 - (A) the current service contributions 25 that would be required of contributors,
 - (B) the amounts that would be determined under paragraph 29.2(3)(a), and
 - (ii) the amount that would be determined 30 under paragraph (a) if the reference in that paragraph to "twenty per cent" were read as a reference to "ten per cent".

- (5) Pour l'application du présent article, il y a surplus non autorisé si la différence entre l'actif de la caisse et son passif, selon le rapport d'évaluation actuarielle visé à l'article 10 30 ou celui fait à la demande du président du élevé des montants suivants :
 - a) le montant correspondant à vingt pour cent de la dette actuarielle à l'égard des 15 contributeurs, selon ce rapport;
 - b) le plus élevé des montants suivants :
 - (i) le double du total estimatif des montants suivants, pour l'année suivant la date du rapport :
 - (A) le montant des contributions qu'auraient à verser les contributeurs relativement au service courant.
 - (B) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa 29.2(3)a),
 - (ii) le montant qui serait déterminé au titre de l'alinéa a) si le pourcentage de vingt pour cent était remplacé par un pourcentage de dix pour cent.

When reduction in contributions

(6) For greater certainty, a reduction in contributions under paragraph (2)(a) or sub-35 contributions visées à l'alinéa (2)a) ou au section (4) is not to be considered as changing the contribution rate that applied before the reduction in contributions.

Mounted Police Pension Fund.

- 29.5 The costs of the administration of this the recommendation of the Minister, with respect to benefits payable under this Act in respect of pensionable service that comes to the credit of contributors on or after April 1,
- (6) Il est entendu qu'une réduction des 30 Réduction paragraphe (4) ne constitue pas une modification du taux de contribution applicable avant la réduction.

contributions

29.5 Les coûts liés à l'application de la 35 Coûts Act, as determined by the Treasury Board on 40 présente loi en ce qui touche les prestations payables en application de celle-ci au titre du service ouvrant droit à pension qui est porté au crédit des contributeurs le 1er avril 2000 ou après cette date sont payés par la Caisse de 40 2000 shall be paid out of the Royal Canadian 45 retraite de la Gendarmerie royale du Canada. Ces coûts sont déterminés par le Conseil du Trésor sur recommandation du ministre.

R.S., c. 13 (2nd Supp.), s. 13; 1992, c. 46. s. 79

200. Sections 30 and 31 of the Act are replaced by the following:

200. Les articles 30 et 31 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R. ch 13 (2e suppl.), art. 13: 1992 ch. 46, art. 79

Public Pensions Reporting Act

30. In accordance with the Public Pensions Reporting Act, a cost certificate, an actuarial valuation report and an assets report on the 5 state of each of the Superannuation Account, the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment Fund and the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund shall be under that Act and laid before Parliament.

30. Un certificat de coût, un rapport d'évaluation actuarielle et un rapport sur l'actif relatifs à l'état du compte de pension de 5 pensions retraite et à la situation du Fonds de placement du compte de pension de retraite de la Gendarmerie rovale du Canada et de la Caisse de retraite de la Gendarmerie rovale du prepared, filed with the Minister designated 10 Canada doivent, conformément à la Loi sur les 10 rapports relatifs aux pensions publiques, être préparés, déposés auprès du ministre désigné au titre de la même loi et déposés devant le Parlement.

Loi sur les rapports relatifs aux . publiques

Annual Report

Annual report

31. The Minister shall cause to be laid before each House of Parliament each year a report on the administration of this Part and Part III during the preceding fiscal year, 15 including a statement showing the amounts paid into and out of the Superannuation Account, the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Investment 20 rie royale du Canada et au Fonds de placement Fund during that year, by appropriate classifications, the number of contributors and the number of persons receiving benefits under this Part and Part III, together with the additional information that the Governor in 25 teurs et le nombre de personnes qui reçoivent Council may by regulation require.

Rapport annuel

31. Le ministre doit, chaque année, faire 15 Rapport déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente partie et de la partie III au cours de l'exercice précédent, y compris un état indiquant, au moyen de classifications appropriées, les 20 montants versés au compte de pension de retraite, à la Caisse de retraite de la Gendarmedu compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, et ceux payés 25 sur ce compte et ce fonds et par cette caisse. pendant l'exercice, le nombre des contribudes prestations prévues par la présente partie et la partie III; le rapport comporte également 30 les renseignements additionnels que le gouverneur en conseil peut exiger par règlement.

1992, c. 46, s. 80

201. (1) The definition "contributor" in

section 35 of the Act is repealed.

(2) Paragraph (f) of the definition "recipient" in section 35 of the Act is replaced by 30 taire », à l'article 35 de la même loi, est the following:

(f) a person who is in receipt of the pension by reason of being a survivor or a child.

201. (1) La définition de « contributeur », à l'article 35 de la même loi, est abrogée.

1992, ch. 46, art. 80

35

abrogé.

remplacé par ce qui suit : f) la reçoit du fait de sa qualité de survivant ou d'enfant du contributeur décédé. 40

(2) L'alinéa f) de la définition de « presta-35

1992, ch. 46, art. 80

1992, c. 46, s. 80

202. Section 36 of the Act is repealed.

203. Le paragraphe 37(1) de la même loi

1992, c. 46, s. 80

203. Subsection 37(1) of the Act is replaced by the following:

est remplacé par ce qui suit :

202. L'article 36 de la même loi est

1992, ch. 46. art. 80

Contributions

pour service

accompagné d'option

Contributions for elective

- 37. (1) A person who elects, pursuant to section 6 or 24, to count as pensionable service any period of elective service specified in those sections, or any portion of that service, that is after March 31, 1970 but before January 1, 2000 is required to contribute to the Superannuation Account or the Royal Canadian Mounted Police Pension Fund in respect of it, in addition to any other amount required under this Act, an amount calculated in the 10 manner and in respect of the pay described in those sections
 - (a) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after March 31, 1970 and before January 1, 15 1977, at the rate of one-half of one per cent of the person's pay; and
 - (b) in the case of any period of elective service or portion of such a period that is after December 31, 1976 and before Janu-20 ary 1, 2000 at the rate of one per cent of the person's pay.

204. Paragraph 39(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the retirement year or retirement month 25 of a person who is in receipt of a pension by reason of being a survivor or a child, is the retirement year or retirement month, as the case may be, of the person in respect of whom or in respect of whose service the 30 pension is payable.

205. Subsection 40(2) of the Act is repealed.

206. (1) The portion of subsection 41(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by 35 de la même loi précédant l'alinéa a) est the following:

41. (1) The Governor in Council may, for the purpose of enabling the pension plan provided by this Act to conform with any provision of section 147.1 of the Income Tax 40 dispositions déterminées de l'article 147.1 de Act and Part LXXXV of the Income Tax Regulations, make regulations

(2) Section 41 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

37. (1) La personne qui choisit, en conformité avec les articles 6 ou 24, de compter comme service ouvrant droit à pension toute période de service accompagné d'option spé-5 cifiée dans ces articles, ou une fraction de 5 celle-ci, et postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 2000 est tenue, à cet égard, de verser au compte de pension de retraite ou à la Caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, en plus de 10 tout montant à verser en vertu de la présente loi, un montant calculé de la manière et relativement à la solde visée à ces articles :

a) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option 15 postérieure au 31 mars 1970, mais antérieure au 1er janvier 1977, au taux de un demi pour cent de sa solde:

b) dans le cas d'une période ou fraction de période de service accompagné d'option 20 postérieure au 31 décembre 1976, mais antérieure au 1er janvier 2000, au taux de un pour cent de sa solde.

204. L'alinéa 39(3)b) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

1992 ch 46 art. 80

b) l'année ou le mois de la retraite d'une personne qui reçoit une pension à titre de survivant ou d'enfant du contributeur est l'année ou le mois de retraite, selon le cas, de la personne à l'égard de laquelle ou 30 relativement au service de laquelle la pension est payable.

205. Le paragraphe 40(2) de la même loi est abrogé.

1992, ch. 46, art. 80

206, (1) Le passage du paragraphe 41(1)35 remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, Règlements

41. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, en vue de permettre au régime prévu par la présente loi d'être conforme à des 40 la Loi de l'impôt sur le revenu et de la partie LXXXV du Règlement de l'impôt sur le revenu:

(2) L'article 41 de la même loi est modifié 45 par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

1992, c. 46, s. 80

1992, c. 46,

s. 80

1992, c. 46, s. 80

Regulations

15

Powers of Treasury Board

(6) The Treasury Board may, in addition to the powers conferred on it by paragraph 7(2)(d) of the Financial Administration Act, exercise the powers of the Governor in Council under this section.

(6) Outre les pouvoirs qu'il est autorisé à exercer au titre de l'alinéa 7(2)d) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le Conseil du Trésor peut exercer les pouvoirs du gouver-5 neur en conseil prévus au présent article.

Pouvoirs du Conseil du

AMENDMENTS TO OTHER ACTS

MODIFICATION D'AUTRES LOIS

R.S.C. 1970. c. D-3: 1974-75-76. c. 81: 1976-77, c. 28: 1980-81-82-83, c. 100; 1989, c. 6; 1992, c. 46; 1995, c. 18

Defence Services Pension Continuation Act

Loi sur la continuation de la pension des services de défense

S.R.C. 1970, ch. D-3; 1974-75-76. ch. 81; 1976-77, ch. 28; 1980-81-82-83, ch. 100; 1989, ch. 6; 1992 ch. 46; 1995, ch. 18

207. (1) Subsection 2(1) of the Defence Services Pension Continuation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" « enfant »

individual adopted either legally or in fact by — an officer who at the time of the officer's death was dependent on the officer for support;

"survivor" « survi vant »

"survivor", in relation to an officer, means

- (a) a person who was married to the officer at the time of the officer's death,
- (b) a person referred to in subsection 20 32(1).
- (2) Subsection 2(2) of the Act is repealed.

208. Subsections 10(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

Gratuity in case of death before pension

(3) When an officer dies before a period at which a pension might be granted him, the 25 laquelle une pension pourrait lui être accor-Governor in Council may grant to his survivor, or, if he leaves no survivor, to his children under eighteen years of age at the date of his death a gratuity equal to the amount of the deductions made under subsection 9(1) from 30 égale à la somme des déductions faites sur la the officer's pay during his service.

207. (1) Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la continuation de la pension des services de défense est modifié par adjonction, selon

"child" means a child or stepchild of — or an 10 « enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fil-10 « enfant » le de l'officier - ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui — qui était à la charge de celui-ci au moment de son décès.

l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« survivant » Personne qui :

« survivant » "survivor"

"child"

- a) était unie à l'officier par les liens du 15 mariage au décès de celui-ci;
- b) est visée au paragraphe 32(1).
- (2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est
- 208. Les paragraphes 10(3) et (4) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :
- (3) Si un officier décède avant l'époque à dée, le gouverneur en conseil peut accorder à son survivant ou, s'il ne laisse pas de survi-25 vant, à ses enfants âgés de moins de dix-huit ans à la date de son décès, une gratification solde de cet officier pendant son service et prévues au paragraphe 9(1). 30

Gratification en cas de décès avant pension

If no survivor or child

(4) When an officer dies leaving no survivor or child to whom a gratuity under subsection (3) or a pension or compassionate allowance under this Act would be payable, but who who, at the date of the officer's death was wholly or partially dependent on him for support, the Governor in Council may grant to the person or persons so dependent a gratuity the deductions made under subsection 9(1) from the officer's pay during his service.

(4) Si un officier décède ne laissant ni survivant ni enfant à qui serait pavable une gratification prévue au paragraphe (3), ou une pension ou une allocation de commisération leaves a father, mother, brother, sister or child 5 visée par la présente loi, mais laisse un père, 5 une mère, un frère, une soeur ou un enfant qui. à la date du décès de cet officier, dépendait totalement ou partiellement de lui pour sa subsistance, le gouverneur en conseil peut not exceeding in the aggregate the amount of 10 accorder à la personne ou aux personnes ainsi 10 à sa charge une gratification qui n'excède pas dans l'ensemble le montant des déductions faites, en vertu du paragraphe 9(1), sur la solde de l'officier pendant son service.

S'il n'y a ni survivant ni enfant

1974-75-76 c. 81, s. 50

209. Section 25 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

209. L'article 25 de la même loi et 15 1974-75-76. l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

ch. 81, art. 50

Provision for Officers' Survivors and Children

Pension to survivors and compassionate allowance to children

25. (1) Subject to the provisions hereinafter 15 contained, the Minister may, as to him or her seems fit, grant a pension to the survivor and a compassionate allowance to each of the children of any officer who, at the time of death being on full pay, dies after a period at 20 entière lors de son décès, survenu après une which a pension might be granted him, or who was, at the time of his death, in receipt of a pension.

If two survivors

(2) If the Minister grants a pension to two survivors, the total amount of the pension shall 25 deux survivants, le montant total de celle-ci be apportioned between the two survivors in accordance with subsection 32(3).

210. Paragraphs 26(d) and (e) of the Act are replaced by the following:

- (d) if the survivor began to cohabit with the 30 officer in a relationship of a conjugal nature, or married, the officer after the officer retired:
- (e) if, at the time the survivor began to cohabit with the officer in a relationship of 35 a conjugal nature, or married the officer, the officer had attained the age of sixty years;

211. Section 27 of the Act is replaced by the following:

Dispositions relatives aux survivants et enfants des officiers

25. (1) Sous réserve des dispositions ciaprès contenues, le ministre peut, s'il le juge à propos, accorder une pension au survivant et 20 enfants une allocation de commisération à chacun des enfants de tout officier qui recevait sa solde époque à laquelle une pension aurait pu lui être accordée, ou qui recevait une pension lors 25 de son décès.

Pension aux secours aux

(2) Si le ministre accorde une pension à est réparti conformément au paragraphe 32(3). 30

S'il v a deux

210. Les alinéas 26d) et e) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- d) si le survivant a commencé à cohabiter avec l'officier dans une union de type conjugal — ou s'est marié à celui-35 ci - après la mise à la retraite de ce dernier;
- e) si, au début de la cohabitation du survivant avec l'officier dans une union de type conjugal, ou à l'époque de leur maria-40 ge, ce dernier avait atteint l'âge de soixante ans:
- 211. L'article 27 de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

Pension onehalf of officer's pension

27. The pension of a person who was married to an officer shall, if the officer was at the time of his death on full pay, be an amount equal to one-half of the pension to which he compulsorily immediately before his death, or, if at the time of his death he had been pensioned, an amount equal to one-half of the pension.

27. La pension d'une personne qui était mariée à un officier, si celui-ci recevait la solde entière lors de son décès, est égale à la moitié de la pension à laquelle il aurait eu droit would have been entitled if he had been retired 5 s'il eût été mis forcément à la retraite immé-5 diatement avant son décès; si, à l'époque de son décès, il recevait une pension, la pension est toutefois égale à la moitié de cette pension.

Pension portée à moitié de la pension de l'officier

212. Subsection 28(2) of the Act is re-10 placed by the following:

If no pension to survivor

(2) If no pension is payable to a survivor under this Act, the allowance shall be double that fixed by subsection (1).

212. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

(2) Si aucune pension n'est payable au survivant aux termes de la présente loi, l'allocation est le double de celle qu'établit le paragraphe (1).

Doublement l'allocation

213. Section 29 of the Act is replaced by 15 the following:

Amount to family limited

29. The total amount paid to the survivor and children of an officer during any year shall not exceed the amount of the pension that the have been entitled, as the case may be.

213. L'article 29 de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

29. La somme totale payée au survivant et aux enfants de l'officier ne peut dépasser, en aucune année, le chiffre de la pension qu'il officer was in receipt of, or to which he would 20 recevait, ou à laquelle il aurait eu droit, selon 20 le cas.

Somme payée à la famille. limitée

1992, c. 46, s. 86

he the

survivor

214. Section 32 of the Act is replaced by the following: Person considered to

32. (1) For the purposes of this Act, when a ing in a relationship of a conjugal nature with an officer or former officer for at least one year immediately before the death of the officer or former officer, the person is considered to be the survivor of the officer or former officer. 30

214. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 86

32. (1) Pour l'application de la présente loi, person establishes that he or she was cohabit-25 a la qualité de survivant la personne qui établit25 que, au décès de l'officier ou de l'ancien officier, elle cohabitait avec lui dans une union de type conjugal depuis au moins un an.

Personne réputée survivant

considered to be married

Apportion-

pension when

two survivors

ment of

- (2) For the purposes of this Act, when an officer or former officer dies and, at the time of death, the officer or former officer was married to a person with whom he or she had nature for a period immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the officer or former officer on the day established as being the day on which the relationship began.
 - 40

45

(2) Pour l'application de la présente loi, lorsque l'officier ou l'ancien officier décède 30 mariée alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type been cohabiting in a relationship of a conjugal 35 conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est réputée s'être mariée avec lui à la date établie comme celle à laquelle la cohabitation a35 commencé.

réputée

- (3) When a pension is payable to a survivor and there are two survivors of the officer or former officer, the total amount of the annual allowance shall, subject to subsection (4), be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection
- (3) Si une pension est payable à un survivant et s'il y a deux survivants, le montant total de celle-ci est, sous réserve du paragraphe (4), ainsi réparti : 40
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) a droit à une part de la pension en

Répartition du montant de la pension s'il y a deux survivants

- 2(1) is entitled to receive the proportion of the pension that the total of the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer while married to the officer or former officer and the number 5 of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer so cohabited with the survivors; and
- (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the pension that the number of vears that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of 15 a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer cohabited with the survivors, either while married or while in a relationship of a conjugal nature. 20

proportion du rapport entre le nombre total d'années de cohabitation avec l'officier ou l'ancien officier dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total 5 d'années de cohabitation des survivants avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;

b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de la pension en 10 proportion du rapport entre le nombre d'années où il a cohabité avec l'officier ou l'ancien officier dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le 15 cadre du mariage et dans une union de type conjugal.

Exception

(4) If one of the two survivors is found criminally responsible for the death of the officer or former officer or if, when the officer or former officer dies, it is established to the satisfaction of the Minister that one of the 25 son décès, le survivant est introuvable, sa part survivors cannot be found, the other survivor shall receive the first survivor's portion, in addition to his or her own portion.

(4) Si l'un des survivants est, après le décès de l'officier ou de l'ancien officier, tenu criminellement responsable de sa mort ou s'il 20 est établi à la satisfaction du ministre que, à de la pension est versée à l'autre survivant.

Exception

Death of one of the survivors after apportion-

(5) When one of the two survivors dies after apportionment, the portion of the pension that 30 après la répartition du montant de la pension, 25 survivants would have been payable to the survivor who died shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.

(5) En cas de décès de l'un des survivants sa part de pension est versée à l'autre survivant.

Décès de l'un

- 215. Section 35.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):
- 215. L'article 35.1 de la même loi est 35 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit : 30

Garnishment, Attachment Diversion Act

(3) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of 40 re » au paragraphe 32(1) de cette loi. that Act.

(3) Pour l'application de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataiPrésomption

15

R.S.C. 1970. c. R-10: 1974-75-76. c. 81: 1976-77, c. 34- 1980-81-82-83 c. 100: 1989. c 6; 1992, c. 46 Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act

Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada

SRC 1970 ch R-10: 1974-75-76 ch. 81: 1976-77, ch. 34: 1980-81-82-83 ch 100: 1989 ch. 6; 1992, ch 46

216. Subsection 2(1) of the Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"child" means a child or stepchild of — or an 5 individual adopted either legally or in fact by - an officer or a former officer who at the time of the officer's or former officer's death was dependent on the officer or former officer for support;

216. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie rovale du Canada est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui

« enfant » "child"

"survivor", in relation to an officer or a former officer, means

(a) a person who was married to the officer or former officer at the time of the officer's or former officer's death, or

(b) a person referred to in subsection 25.1(1).

cier - ou l'individu adopté légalement ou de fait par lui - qui était à sa charge au moment de son décès.

« enfant » L'enfant, le beau-fils ou la belle-fil-

le d'un officier ou d'un ancien offi-

10 « survivant » "survivor"

« survivant » Personne qui :

a) était unie à un officier ou à un ancien officier par les liens du mariage à son décès:

b) est visée au paragraphe 25.1(1). 15

"survivor" « survivant »

Compensa

survivor or

tion to

"child"

« enfant »

217. Subsection 5(2) of the Act is replaced by the following:

(2) When a person described in subsection 20 (1) dies before he is granted compensation under that subsection, his survivor or, if there is no survivor, his children may be granted the compensation in respect of the period preceding his death that he was disabled, including 25 medical and hospital expenses, that the Treasury Board may prescribe.

217. Le paragraphe 5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Lorsqu'une personne visée au paragra-

une indemnité en vertu de ce paragraphe, il 20

phe (1) décède avant que ne lui soit accordée

peut être accordé à son survivant ou, à défaut

de survivant, à ses enfants, l'indemnité, y

compris les frais médicaux et hospitaliers, que

le Conseil du Trésor peut prescrire, relative-

durant laquelle elle était invalide.

ment à la période précédant son décès et 25

Indemnité au survivant ou aux enfants

218. Section 18.1 of the Act is amended by

adding the following after subsection (2):

(3) For the purposes of Part II of the 30 Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act. 35

218. L'article 18.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Pour l'application de la partie II de la Loi 30 Présomption sur la saisie-arrêt et la distraction de pensions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataire » au paragraphe 32(1) de cette loi.

219. Section 19 of the Act is replaced by the following:

219. L'article 19 de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

Garnishment. Attachment and Pension Diversion Act Pension to survivor and allowances to

19. (1) Subject to this Part, the Governor in Council may, as to him or her seems fit, grant a pension to the survivor and a compassionate allowance to each of the children of an officer who, having completed ten years of service. was at the time of his death a member of the Force, or who is at the time of his death in receipt of a pension.

survivant et allocation aux enfants

If two survivors

(2) If the Minister grants a pension to two be apportioned between the two survivors in accordance with subsection 25.1(3).

(2) Si le ministre accorde une pension à survivors, the total amount of the pension shall 10 deux survivants, le montant total de celle-ci 10 est réparti conformément au paragraphe 25.1(3).

19. (1) Sous réserve de la présente partie, le

gouverneur en conseil peut, s'il le juge à

propos, accorder une pension au survivant et

une allocation de commisération à chacun des

5 enfants d'un officier qui, avant terminé ses dix 5

ans de service, était, lors de son décès,

membre de la Gendarmerie, ou recevait, lors

de son décès, une pension.

S'il y a deux survivants

220. Paragraphs 20(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

- (c) if the survivor began to cohabit with the 15 officer in a relationship of a conjugal nature, or married, the officer after the officer retired:
- (d) if, at the time the survivor began to cohabit with the officer in a relationship of 20 a conjugal nature or married the officer, the officer had attained the age of sixty years;

220. Les alinéas 20c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- c) si le survivant a commencé à cohabiter 15 avec l'officier dans une union de type conjugal --- ou s'est marié à celuici — après la mise à la retraite de ce dernier;
- d) si, au début de la cohabitation du 20 survivant avec l'officier dans une union de type conjugal, ou à l'époque de leur mariage, ce dernier avait atteint l'âge de soixante ans:

221. Section 23 of the Act is replaced by the following:

221. L'article 23 de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

23. The total amount paid to the survivor 25 and children of an officer during any year shall not exceed the amount of the pension of which the officer was in receipt, or to which he would have been entitled, as the case may be.

23. La somme totale payée au survivant et aux enfants de l'officier ne peut dépasser, en aucune année, le chiffre de la pension qu'il recevait, ou à laquelle il aurait eu droit, selon 30 le cas.

Somme payée à la

1992, c. 46, s. 95

Amount to

family limited

222. Section 25.1 of the Act is replaced by 30 the following:

25.1 (1) For the purposes of this Act, when a person establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal least one year immediately before the death of the officer or former officer, the person is considered to be the survivor of the officer or

222. L'article 25.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 46, art. 95

Person considered to be the survivor

nature with an officer or former officer for at 35 l'ancien officier, elle cohabitait avec lui dans former officer.

25.1 (1) Pour l'application de la présente loi, a la qualité de survivant la personne qui 35 établit que, au décès de l'officier ou de une union de type conjugal depuis au moins un an.

Personne

Person considered to be married

(2) For the purposes of this Act, when an 40 officer or former officer dies and, at the time of death, the officer or former officer was married to a person with whom the officer or former officer had been cohabiting in a relationship of a conjugal nature for a period 45 réputée s'être mariée avec lui à la date établie 45

(2) Pour l'application de la présente loi, 40 Personne lorsque l'officier ou l'ancien officier décède alors qu'il était marié à une personne avec qui il avait cohabité dans une union de type conjugal jusqu'à leur mariage, celle-ci est

immediately before the marriage, that person is considered to have become married to the officer or former officer on the day established as being the day on which the cohabitation began.

comme celle à laquelle la cohabitation a commencé.

4

10

Apportionment of pension when two survivors

- (3) When a pension is payable to a survivor and there are two survivors of the officer or former officer, the total amount of the pension shall, subject to subsection (4), be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 2(1) is entitled to receive the proportion of the pension that the total of the number of years that he or she cohabited with the 15 officer or former officer while married to the officer or former officer and the number of years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of a conjugal nature bears to the total number 20 of years that the officer or former officer so cohabited with the survivors; and
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition is entitled to receive the proportion of the pension that the number of 25 years that he or she cohabited with the officer or former officer in a relationship of a conjugal nature bears to the total number of years that the officer or former officer cohabited with the survivors, either while 30 married or while in a relationship of a conjugal nature.

(3) Si une pension est payable à un survivant et s'il y a deux survivants, le montant total de celle-ci est, sous réserve du paragraphe (4), 5 ainsi réparti :

Répartition du montant de la pension s'il y a deux survivants

- a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant » au paragraphe 2(1) a droit à une part de la pension en proportion du rapport entre le nombre total 10 d'années de cohabitation avec l'officier ou l'ancien officier dans le cadre du mariage, d'une part, et dans une union de type conjugal, d'autre part, et le nombre total d'années de cohabitation des survivants 15 avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type conjugal;
- b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition a droit à une part de la pension en proportion du rapport entre le nombre 20 d'années où il a cohabité avec l'officier ou l'ancien officier dans une union de type conjugal et le nombre total d'années où les survivants ont cohabité avec lui dans le cadre du mariage et dans une union de type 25 conjugal.

Exception

(4) If one of the two survivors is found criminally responsible for the death of the officer or former officer or if, when the officer 35 or former officer dies, it is established to the satisfaction of the Minister that one of the survivors cannot be found, the other survivor shall receive the first survivor's portion, in addition to his or her own portion.

Exception

(4) Si l'un des survivants est, après le décès de l'officier ou de l'ancien officier, tenu criminellement responsable de sa mort ou s'il est établi à la satisfaction du ministre que, à 30 son décès, le survivant est introuvable, sa part de la pension est versée à l'autre survivant.

Death of one of the survivors after apportionment

- (5) When one of the two survivors dies after apportionment, the portion of the pension that would have been payable to the survivor who died shall be paid to the remaining survivor in addition to his or her own portion.
- (5) En cas de décès de l'un des survivants après la répartition du montant de la pension, sa part de pension est versée à l'autre survi-35 vant.

Décès de l'un des survivants 15

223. Section 44.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

Garnishment. Attachment and Pension Diversion Act

R.S., c. M-5;

1989, c. 6;

1992, c. 46;

1995, c. 30; 1998, c. 23

"survivor"

« survi-

(3) For the purposes of Part II of the Garnishment, Attachment and Pension Diversion Act, all survivors within the meaning of this Act are deemed to be included in the definition "recipient" in subsection 32(1) of that Act.

223. L'article 44.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Pour l'application de la partie II de la Loi sur la saisie-arrêt et la distraction de pen- 5 5 sions, tout survivant au sens de la présente loi est réputé visé par la définition de « prestataire » au paragraphe 32(1) de cette loi.

Présomption

Loi sur les allocations de retraite des parlementaires

L.R., ch. M-5; 1989. ch. 6; 1992. ch. 30; 1998,

Members of Parliament Retiring Allowances Act

224. Subsection 2(1) of the Members of amended by adding the following in alphabetical order:

"survivor", in relation to a member or former member, means

(a) a person who was married

- (i) in the case of a member or former member, to the member or former member immediately before his or her death, and
- (ii) in the case of a former member, to 20 the former member immediately before the time when he or she ceased to be a member, or
- (b) a person who establishes that the person was cohabiting in a relationship of 25 a conjugal nature
 - (i) in the case of a member or former member, with the member or former member for at least one year immediately before his or her death, and 30
 - (ii) in the case of a former member, with the former member before he or she ceased to be a member.

224. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur les Parliament Retiring Allowances Act is 10 allocations de retraite des parlementaires est 10 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« survivant » Personne qui, selon le cas :

« survivant »

- a) était unie par les liens du mariage :
 - (i) à un parlementaire, actuel ou an-15 cien, à son décès,
 - (ii) à un ancien parlementaire au moment où il a perdu sa qualité de parlementaire;
- b) établit qu'elle cohabitait dans une 20 union de type conjugal:
 - (i) depuis au moins un an, avec un parlementaire, actuel ou ancien, à son décès.
 - (ii) avec un ancien parlementaire au 25 moment où il a perdu sa qualité de parlementaire.

1995 c 30 5 4

225. (1) Paragraph 20(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) to the survivor, an allowance equal to three fifths of the basic retirement allowance, but, if two survivors are entitled to an allowance under this paragraph, the total amount of the allowances shall not exceed 40 three fifths of the basic retirement allow-

225. (1) L'alinéa 20(1)*a*) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

1995 th 30 art. 4

a) au survivant, une allocation égale, au 30 total, aux trois cinquièmes de l'allocation de retraite de base, à répartir selon les modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il y a deux survivants;

ance and that total amount shall be apportioned in accordance with subsection (1.1); and

1995, c. 30, s. 4

(2) Subsection 20(1.1) of the Act is replaced by the following:

Apportionment

- (1.1) For the purposes of paragraph (1)(a), the total amount shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) of the definition "survivor" in subsection 2(1) receives an amount, if any, equal to the 10 total amount less any amount determined under paragraph (b); and
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) of that definition receives an amount equal to that proportion of the total amount that 15 the number of years that survivor cohabited with the member or former member while a member is of the number of years that the member or former member was a member.

1995, c. 30, s. 13

226. (1) Paragraph 40(1)(a) of the Act is 20 replaced by the following:

(a) to the survivor an allowance equal to three fifths of the basic compensation allowance, but, if more than one survivor is entitled to an allowance under this para-25 graph, the total amount of the allowances shall not exceed three fifths of the basic compensation allowance and that total amount shall be apportioned in accordance with subsection (1.1); and

1995, c. 30, s. 13

(2) Subsection 40(1.1) of the Act is replaced by the following:

Apportionment

- (1.1) For the purposes of paragraph (1)(a), the total amount shall be apportioned so that
 - (a) the survivor referred to in paragraph (a) 35 of the definition "survivor" in subsection 2(1) receives an amount, if any, equal to the total amount less any amount determined under paragraph (b); and
 - (b) the survivor referred to in paragraph (b) 40 of that definition receives an amount equal to that proportion of the total amount that the number of years that survivor cohabited with the member or former member while a member is of the number of years that the 45 member or former member was a member.

(2) Le paragraphe 20(1.1) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 30, art. 4

Répartition

- (1.1) Le montant total de l'allocation prévue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti :
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la 5 définition de « survivant », au paragraphe 2(1), reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant visé à l'alinéa b);
 - b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition reçoit la fraction du montant total 10 ayant pour numérateur le nombre d'années où il a vécu avec le parlementaire alors que celui-ci avait cette qualité et pour dénominateur le nombre total d'années où il a eu cette qualité.

226. (1) L'alinéa 40(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 30, art. 13

a) au survivant, une allocation égale, au total, aux trois cinquièmes de l'allocation compensatoire de base, à répartir selon les 20 modalités prévues au paragraphe (1.1) s'il y a plus d'un survivant;

(2) Le paragraphe 40(1.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 30,

- (1.1) Le montant total de l'allocation pré-25 Répartition vue à l'alinéa (1)a) est ainsi réparti :
 - a) le survivant visé à l'alinéa a) de la définition de « survivant », au paragraphe 2(1), reçoit l'excédent éventuel du montant total sur le montant visé à l'alinéa b); 3
 - b) le survivant visé à l'alinéa b) de cette définition reçoit la fraction du montant total ayant pour numérateur le nombre d'années où il a vécu avec le parlementaire alors que celui-ci avait cette qualité et pour dénomi-35 nateur le nombre total d'années où il a eu cette qualité.

R.S., c. C-10; R.S., c. 1 (2nd Supp.), c. 1 (4th Supp.); 1992, c. 1: 1993, cc. 17. 34, 44; 1994. c. 26

Canada Post Corporation Act

Loi sur la Société canadienne des postes

IR ch C-10: L.R. ch. 1 (29 suppl.), ch. 1 (4e suppl.); 1992. ch. 1 1993, ch. 17 34, 44: 1994.

227. Subsection 13(2) of the Canada Post Corporation Act is repealed.

227. Le paragraphe 13(2) de la Loi sur la Société canadienne des postes est abrogé.

MODIFICATION CORRÉLATIVE

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

1996, c. 6. Sch.

Transitional -

Transitional -

Transitional -

application

of certain provisions

application

of certain provisions

application

of certain provisions Payment Clearing and Settlement Act

Loi sur la compensation et le règlement des paiements

1996, ch. 6. ann.

228. The definition "financial institution" in subsection 13(2) of the Payment Clearing and Settlement Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (c), by adding the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

> (e) the Public Sector Pension Investment 10 Board:

228. La définition de « institution financière », au paragraphe 13(2) de la Loi sur la 5 compensation et le règlement des paiements, 5 est modifiée par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

> e) l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public.

TRANSITIONAL PROVISIONS

229. (1) Subsections 64(5) and (6) and 65(4), section 75, subsection 76(3), sections 82, 133, 135, 136, 139, 141, 180, 181, 183 and 185, subsection 186(3) and section 188 apply 15 183 et 185, le paragraphe 186(3) et l'article only with respect to contributors who die on or after the day on which this subsection comes into force.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

65(4), l'article 75, le paragraphe 76(3), les

articles 82, 133, 135, 136, 139, 141, 180, 181,

188 ne s'appliquent qu'à l'égard des contri-

vigueur du présent paragraphe ou après

buteurs qui décèdent à la date d'entrée en 15

229. (1) Les paragraphes 64(5) et (6) et 10 Disposition

- (2) Sections 208, 209, 214, 215, 218, 219, 222 and 223 apply only with respect to 20 219, 222 et 223 ne s'appliquent qu'à l'égard officers and former officers who die on or after the day on which this subsection comes into force.

cette date.

(2) Les articles 208, 209, 214, 215, 218, des officiers et anciens officiers qui décè-20 dent à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date.

(3) Sections 225 and 226 apply only with respect to members and former members 25 qu'à l'égard des parlementaires et anciens who die on or after the day on which this subsection comes into force.

(3) Les articles 225 et 226 ne s'appliquent parlementaires qui décèdent à la date 25 d'entrée en vigueur du présent paragraphe ou après cette date.

Disposition

COMING INTO FORCE

Coming into

230. (1) Subsection 65(5) comes into force on June 21, 1999.

Coming into force

Coming into

(2) Section 103 comes into force on October 1, 1999.

(3) The definition "contributor" in sub- 5 section 53(2), sections 55 to 60, subsections 62(1) and (3), section 63, subsection 64(4), sections 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 and 86, subsections 91(1), (2) and (6), 92(1) and subsection 115(1), sections 117 to 120, 125 and sections 127 to 129, subsections 130(1) and (2), sections 131, 132 and 134, subsection 142(2), section 143, subsections 146(1), 157, 158 and 160, subsections 161(1) and (4) and 162(1), sections 163, 164 and 168, the definition "contributor" in subsection 169(1), sections 171 to 174, subsection subsections 193(1) and 194(1), section 195, subsection 198(1), section 199, subsection 201(1) and sections 202, 203 and 227 come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Authority to substitut actual date

231. On or after the day on which a provision of this Act, or a provision of an Act enacted by this Act, comes into force, the Governor in Council may, by order, sion that makes reference to that provision. by replacing references to the day on which that provision comes into force with references to the actual date on which that provision came into force. 35

ENTRÉE EN VIGUEUR

230. (1) Le paragraphe 65(5) entre en vigueur le 21 juin 1999.

Entrée en vigueur Entrée en

(2) L'article 103 entre en vigueur le 1^{er} octobre 1999.

vigueur Entrée en

(3) La définition de « contributeur » au 5 paragraphe 53(2), les articles 55 à 60, les paragraphes 62(1) et (3), l'article 63, le paragraphe 64(4), les articles 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, les paragraphes 91(1), (2) et 95(1), sections 96, 107 to 110 and 114, 10 (6), 92(1) et 95(1), les articles 96, 107 à 110 10 et 114, le paragraphe 115(1), les articles 117 à 120, 125 et 127 à 129, les paragraphes 130(1) et (2), les articles 131, 132 et 134, le paragraphe 142(2), l'article 143, les para-147(1) and 151(1), sections 152, 154, 155, 15 graphes 146(1), 147(1) et 151(1), les articles 15 152, 154, 155, 157, 158 et 160, les paragraphes 161(1) et (4) et 162(1), les articles 163, 164 et 168, la définition de « contributeur » au paragraphe 169(1), les articles 171 à 174, 176(3), sections 177 to 179, 182, 190 and 191, 20 le paragraphe 176(3), les articles 177 à 179, 20 182, 190 et 191, les paragraphes 193(1) et 194(1), l'article 195, le paragraphe 198(1), l'article 199, le paragraphe 201(1) et les articles 202, 203 et 227 entrent en vigueur à 25 la date ou aux dates fixées par décret. 25

> Pouvoir de remplacer des renvois

231. Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de telle disposition de la présente loi ou de telle disposition édictée par la présente loi ou amend that provision or any other provi-30 après cette date, modifier la disposi-30 tion — ou toute autre disposition — en remplacant tout renvoi à sa date d'entrée en vigueur par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9



MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes
Postage paid Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9



First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

C-79

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime) and another Act in consequence

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels) et une autre loi en conséquence

First reading, April 15, 1999

Première lecture le 15 avril 1999



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to enhance the protection and participation of victims and witnesses in the criminal justice system. The amendments included in this enactment

- (a) expand the availability of protection from personal cross-examination by a self-represented accused for victims and witnesses of sexual offences and personal violence offences, up to the age of 18;
- (b) clarify the application of publication bans, and provide a discretion to order, in appropriate circumstances, a publication ban on information that could disclose the identity of victims or witnesses:
- (c) ensure that the safety concerns of victims and witnesses are taken into consideration in judicial interim release determinations and in the imposition of conditions in any undertakings given by the accused for judicial interim release;
- (d) revise the victim impact statement provisions to, among other things, require the judge to inquire whether the victim has been advised of the opportunity to prepare a victim impact statement, and permit a victim to present a victim impact statement orally;
- (e) provide that all offenders must pay a victim surcharge of a fixed, minimum amount, except where the offender establishes undue hardship, and provide for increased amounts to be imposed in appropriate circumstances;
- (f) require a judge, at the sentencing of an offender to life in prison, to provide information, for the benefit of the victim, regarding the operation of the provisions governing judicial review of parole eligibility; and
- (g) make a number of procedural and consequential changes.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en vue d'accroître la protection et la participation des victimes et des témoins au sein du système de justice pénale. Il vise notamment à :

- a) assurer une meilleure protection aux victimes et aux témoins d'infractions d'ordre sexuel ou d'infractions contre la personne perpétrées avec violence, en portant à dix-huit ans l'âge auquel le témoin peut être soumis au contre-interrogatoire par un accusé non représenté par un avocat;
- b) clarifier l'application des ordonnances de non-publication et accorder au juge le pouvoir discrétionnaire d'interdire, dans les circonstances appropriées, la publication des renseignements qui permettraient d'identifier les victimes et les témoins;
- c) faire en sorte qu'il soit tenu compte des préoccupations des victimes et des témoins relativement à leur sécurité dans le cadre de la prise de décisions visant la mise en liberté provisoire et de l'imposition des conditions dont est assortie une promesse faite par un accusé en vue de sa mise en liberté provisoire;
- d) réviser les dispositions visant la déclaration de la victime, notamment afin d'obliger le juge à s'enquérir auprès des victimes si elles ont été informées de la possibilité de préparer une déclaration et de permettre à la victime de présenter sa déclaration oralement;
- e) prévoir que tous les contrevenants doivent payer une suramende compensatoire minimale sauf s'ils démontrent que cela constituerait un préjudice injustifié; en outre, le texte permet l'imposition d'une suramende compensatoire supérieure dans des circonstances appropriées;
- f) prévoir, pour le bénéfice des victimes, que le juge qui inflige une peine d'emprisonnement à perpétuité à l'égard d'un contrevenant est tenu de déclarer que celui-ci pourra demander une révision judiciaire en vue de la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle;
- g) apporter des modifications corrélatives ou d'ordre procédural.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1^{re} session, 36^e législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime) and another Act in consequence

Whereas the Parliament of Canada continues to be gravely concerned about the incidence of crime in Canada and its impact on society, particularly on persons who are the victims of offences:

Whereas the Parliament of Canada recognizes that the co-operation of victims of and witnesses to offences is essential to the investigation and prosecution of offences, and wishes to encourage the reporting of offences, 10 and to provide for the prosecution of offences within a framework of laws that are consistent with the principles of fundamental justice;

Whereas the Parliament of Canada recognizes and is committed to ensuring that all per-15 sons have the full protection of the rights guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and, in the event of a conflict between the rights of accused persons and victims of and witnesses to offences, that those 20 rights are accommodated and reconciled to the greatest extent possible;

Whereas the Parliament of Canada supports the principle that victims of and witnesses to offences should be treated with courtesy, com-25 passion and respect by the criminal justice system, and should suffer the least amount of inconvenience necessary as a result of their involvement in the criminal justice system;

Whereas the Parliament of Canada, while 30 recognizing that the Crown is responsible for the prosecution of offences, is of the opinion that the views and concerns of the victims should be considered in accordance with prevailing criminal law and procedure, particu-35 larly with respect to decisions that may have an impact on their safety, security or privacy;

Whereas the Parliament of Canada wishes to encourage and facilitate the provision of inLoi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels) et une autre loi en conséquence

ATTENDU:

Préambule

que la criminalité au sein de la société canadienne et ses conséquences — particulièrement pour ceux qui en sont victimes — continuent de préoccuper sérieuse- 5 ment le Parlement du Canada;

que celui-ci reconnaît que la collaboration des victimes et des témoins d'infractions est essentielle aux enquêtes et aux poursuites qui en découlent, qu'il désire encourager la 10 dénonciation des infractions et faire en sorte que leur poursuite s'effectue dans un cadre juridique compatible avec les principes de la justice fondamentale:

qu'il reconnaît et entend assurer la protec-15 tion des droits garantis à tous par la *Charte canadienne des droits et libertés* et qu'en cas de conflit entre les droits des accusés et ceux des victimes et des témoins d'infractions, l'équilibre entre ces droits doit être 20 assuré dans la mesure du possible;

qu'il désire affermir le principe selon lequel les victimes et les témoins d'infractions devraient être traités avec courtoisie, compassion et respect par le système de justice 25 pénale et que le rôle qu'ils sont appelés à y jouer devrait leur causer le moins d'inconvénients possibles;

qu'il reconnaît que, bien que la Couronne soit chargée de la poursuite des infractions, 30 l'avis et les préoccupations des victimes doivent être pris en compte, conformément au droit pénal et à la procédure pénale, particulièrement en ce qui concerne les décisions qui peuvent avoir une incidence 35 sur leur sécurité ou leur vie privée;

qu'il désire encourager et faciliter la diffusion d'information aux victimes et aux

Preamble

formation to victims of and witnesses to offences regarding the criminal justice system and their role in it, and regarding specific decisions that have an impact on them;

Whereas the Parliament of Canada wishes 5 to encourage and facilitate the participation in the criminal justice system of victims of and witnesses to offences in accordance with prevailing criminal law and procedure;

And whereas the Parliament of Canada ac- 10 knowledges the fundamental importance of an open justice system that treats all persons who come before it with dignity and respect;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and du Sénat et de le with the advice and consent of the Senate and 15 Canada, édicte: House of Commons of Canada, enacts as follows:

témoins d'infractions portant sur le système de justice pénale et le rôle que ces derniers sont appelés à y jouer ainsi que sur les décisions qui les touchent:

qu'il désire encourager et faciliter la parti- 5 cipation des victimes et des témoins d'infractions au sein du système de justice pénale, conformément au droit pénal et à la procédure pénale;

qu'il reconnaît l'importance d'un système 10 de justice pénale transparent qui traite tous les justiciables avec respect et dignité,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 5 Canada, édicte : 15

R.S., c. C-46; R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.), cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31. 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1989, c. 2: 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44; 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, cc. 8, 16, 19, 31, 34; 1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, cc. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, c. 5

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R. ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7. 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5

1. Section 2 of the *Criminal Code* is amended by adding the following in alphabetical order:

"victim"
« victime »

"victim" includes the victim of an alleged offence:

1993, c. 45, s. 7(1)

2. (1) Subsections 486(1.1) and (1.2) of the Act are replaced by the following:

1. L'article 2 du *Code criminel* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 20 de ce qui suit :

« victime » S'entend notamment de la victime
 d'une infraction présumée.

2. (1) Les paragraphes 486(1.1) et (1.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

« victime » "victim"

1993, ch. 45, par. 7(1)

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

Clause 1: New.

Clause 2: (1) Subsections 486(1.1) and (1.2) read as follows:

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

Article 1. - Nouveau.

Article~2,~(1). — Texte des paragraphes 486(1.1) et (1.2):

dix-huit ans

3

Protection of child witnesses

(1.1) For the purposes of subsections (1) and (2.3) and for greater certainty, the "proper administration of justice" includes ensuring that the interests of witnesses under the age of eighteen years are safeguarded in proceedings in which the accused is charged with a sexual offence, an offence against any of sections 271, 272 and 273 or an offence in which violence against the person is alleged to have been used, threatened or attempted.

(1.1) Pour l'application des paragraphes (1) et (2.3), il demeure entendu que relève de la bonne administration de la justice le fait de veiller à ce que soit sauvegardé l'intérêt des témoins âgés de moins de dix-huit ans dans les 5 procédures relatives à une infraction soit d'ordre sexuel, soit visée aux articles 271, 272 ou 273, ou encore dans laquelle est alléguée l'utilisation, la tentative ou la menace de 10 violence. 10

Support person

(1.2) In proceedings referred to in subsection (1.1), the presiding judge, provincial court judge or justice may, on application of the prosecutor or a witness who, at the time of age of fourteen years or who has a mental or physical disability, order that a support person of the witness' choice be permitted to be present and to be close to the witness while testifying.

(1.2) Dans les procédures visées au paragraphe (1.1), le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside peut, sur demande du poursuivant ou d'un témoin qui. the trial or preliminary hearing, is under the 15 au moment du procès ou de l'enquête prélimi-15 naire, est âgé de moins de quatorze ans ou a une déficience physique ou mentale, ordonner qu'une personne de confiance choisie par ce dernier soit présente à ses côtés pendant qu'il 20 témoigne. 20

Personne de confiance

1993, c. 45, s. 7(2); 1997, c. 16, s. 6(4)

(2) Subsections 486(2.3) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 486(2.3) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 45, par 7(2); 1997, ch. 16, par. 6(4)

Accused not cross-examine child witness

(2.3) In proceedings referred to in subsection (1.1), the accused shall not personally proceedings is under the age of eighteen years, unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice requires the amination and, if the accused is not personally conducting the cross-examination, the presiding judge, provincial court judge or justice shall appoint counsel for the purpose of conducting the cross-examination. 35

(2.3) Sauf si le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside est cross-examine a witness who at the time of the 25 d'avis que la bonne administration de la 25 justice l'exige, l'accusé ne peut procéder lui-même, dans les procédures visées au paragraphe (1.1), au contre-interrogatoire d'un témoin qui, au moment du procès ou de accused to personally conduct the cross-ex- 30 l'enquête préliminaire, est âgé de moins de 30 dix-huit ans. Le juge nomme un avocat qui procède au contre-interrogatoire.

Interdiction de contre-interrogatoire par l'accusé

Order restricting publication

(3) Subject to subsection (4), the presiding judge or justice may make an order directing that the identity of a complainant or a witness and any information that could disclose the identity of the complainant or witness shall 40 not be published in any document or broadcast in any way, when an accused is charged with

(a) any of the following offences:

(i) an offence under section 151, 152, 153, 153.1, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 45 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 or 347,

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le juge ou le juge de paix peut rendre une ordonnance interdisant de publier ou de diffuser de 35 quelque façon que ce soit l'identité d'un plaignant ou celle d'un témoin ou des renseignements qui permettraient de la découvrir lorsqu'une personne est accusée :

a) de l'une des infractions suivantes : 40

(i) une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 153.1, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 ou 347,

Ordonnance limitant la publication

- (1.1) For the purposes of subsections (1) and (2.3) and for greater certainty, the "proper administration of justice" includes ensuring that the interests of witnesses under the age of fourteen years are safeguarded in proceedings in which the accused is charged with a sexual offence, an offence against any of sections 271, 272 and 273 or an offence in which violence against the person is alleged to have been used, threatened or attempted.
- (1.2) In proceedings referred to in subsection (1.1), the presiding judge, provincial court judge or justice may, on application of the prosecutor or a witness who, at the time of the trial or preliminary hearing, is under the age of fourteen years, order that a support person of the witness' choice be permitted to be present and to be close to the witness while testifying.

(2) Subsections 486(2.3) and (3) read as follows:

- (2.3) In proceedings referred to in subsection (1.1), the accused shall not personally cross-examine a witness who at the time of the proceedings is under the age of fourteen years, unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice requires the accused to personally conduct the cross-examination and, where the accused is not personally conducting the cross-examination, the presiding judge, provincial court judge or justice shall appoint counsel for the purpose of conducting the cross-examination.
 - (3) Subject to subsection (4), where an accused is charged with
 - (a) an offence under section 151, 152, 153, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 or 347,
 - (b) an offence under section 144, 145, 149, 156, 245 or 246 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 4, 1983, or
 - (c) an offence under section 146, 151, 153, 155, 157, 166 or 167 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 1, 1988,

the presiding judge or justice may make an order directing that the identity of the complainant or of a witness and any information that could disclose the identity of the complainant or witness shall not be published in any document or broadcast in any way.

- (1.1) Pour l'application des paragraphes (1) et (2.3), il demeure entendu que relève de la bonne administration de la justice le fait de veiller à ce que soit sauvegardé l'intérêt des témoins âgés de moins de quatorze ans dans les procédures relatives à une infraction soit d'ordre sexuel, soit visée aux articles 271, 272 ou 273, ou encore dans laquelle est alléguée l'utilisation, la tentative ou la menace de violence.
- (1.2) Dans les procédures visées au paragraphe (1.1), le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside peut, sur demande du poursuivant ou d'un témoin qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire, est âgé de moins de quatorze ans, ordonner qu'une personne de confiance choisie par ce dernier soit présente à ses côtés pendant qu'il témoigne.

(2). — Texte des paragraphes 486(2.3) et (3) :

- (2.3) Sauf si le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside est d'avis que la bonne administration de la justice l'exige, l'accusé ne peut procéder lui-même, dans les procédures visées au paragraphe (1.1), au contre-interrogatoire d'un témoin qui, au moment du procès ou de l'enquête préliminaire est âgé de moins de quatorze ans. Le juge nomme un avocat qui procède au contre-interrogatoire.
- (3) Sous réserve du paragraphe (4), le juge ou le juge de paix peut rendre une ordonnance interdisant de publier ou de diffuser de quelque façon que ce soit l'identité du plaignant ou celle d'un témoin ou des renseignements qui permettraient de la découvrir lorsqu'une personne est accusée de l'une des infractions suivantes:
 - a) une infraction prévue aux articles 151, 152, 153, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 ou 347;
 - b) une infraction prévue aux articles 144, 145, 149, 156, 245 ou 246 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 4 janvier 1983;
 - c) une infraction prévue aux articles 146, 151, 153, 155, 157, 166 ou 167 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 1er janvier 1988.

5

- (ii) an offence under section 144, 145, 149, 156, 245 or 246 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 4, 1983, or
- (iii) an offence under section 146, 151, 153, 155, 157, 166 or 167 of the *Criminal Code*, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 1, 1988; or
- (b) two or more offences being dealt with in the same proceeding, at least one of which is an offence referred to in any of subparagraphs (a)(i), (ii) and (iii).
- (ii) une infraction prévue aux articles 144, 145, 149, 156, 245 ou 246 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 4 janvier 1983,
- (iii) une infraction prévue aux articles 146, 151, 153, 155, 157, 166 ou 167 du *Code criminel*, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 1^{er} janvier 1988:
- b) de deux infractions ou plus dans le cadre d'une même procédure, dont l'une est une infraction visée aux sous-alinéas a)(i), (ii) ou (iii).

(3) Subsection 486(5) of the Act is re-15 placed by the following:

Ban on publication

(4.1) A judge or justice may, in any proceedings against an accused other than in respect of an offence set out in subsection (3), make an order directing that the identity of a 20 victim or witness, or any information that could disclose their identity, shall not be published in any document or broadcast in any way, if the judge or justice is satisfied that the

tion of justice.

Order restricting publication (4.2) An order made under subsection (4.1) does not apply in respect of the disclosure of information in the course of the administration of justice if it is not the purpose of the 30 disclosure to make the information known in the community.

order is necessary for the proper administra-25

Application

(4.3) An order under subsection (4.1) may be made on the application of the prosecutor, a victim or a witness. The application must be 35 made to the presiding judge or justice or, if the judge or justice has not been determined, to a judge of a superior court of criminal jurisdiction in the judicial district where the proceedings will take place.

Contents of application

(4.4) The application must be in writing and set out the grounds on which the applicant relies to establish that the order is necessary for the proper administration of justice.

(3) Le paragraphe 486(5) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Le juge ou le juge de paix peut, dans toute procédure à l'égard d'une infraction à la présente loi autre que celles visées au paragraphe (3), rendre une ordonnance interdisant de 20 publier ou de diffuser de quelque façon que ce soit l'identité d'une victime ou d'un témoin, ou des renseignements qui permettraient de la découvrir, s'il est convaincu que la bonne administration de la justice l'exige.

Autres ordonnances limitant la publication

(4.2) L'ordonnance ne s'applique pas relativement à la communication de renseignements dans le cours de l'administration de la justice si la communication ne vise pas à renseigner la collectivité.

Demande

Restriction

- (4.3) L'ordonnance ne peut être rendue que si le poursuivant, la victime ou le témoin présente une demande au juge ou au juge de paix qui préside ou, si aucun juge ou juge de paix n'a été assigné, à un juge de la cour35 supérieure de juridiction criminelle dans le district judiciaire où l'instance se déroulera.
- (4.4) La demande est formulée par écrit et énonce les motifs invoqués pour montrer qu'il relève de la bonne administration de la justice 40 de rendre l'ordonnance.

Contenu de la demande

- (3) Subsections 486(4.1) to (4.9) are new. Subsection 486(5) reads as follows:
- (5) Every one who fails to comply with an order made pursuant to subsection (3) is guilty of an offence punishable on summary conviction.
- (3). Les paragraphes 486(4.1) à (4.9) sont nouveaux. Texte du paragraphe 486(5):
- (5) Quiconque transgresse une ordonnance rendue conformément au paragraphe (3) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

demande

Notice of application

(4.5) The applicant shall provide notice of the application to the prosecutor, the accused and any other person affected by the order that the judge or justice specifies.

Hearing may be held

(4.6) The judge or justice may hold a 5 hearing to determine whether an order under subsection (4.1) should be made, and the hearing may be in private.

Factors to be considered

- (4.7) In determining whether to make an order under subsection (4.1), the judge or 10 nance, il prend en compte : justice shall consider
 - (a) the right to a fair and public hearing;
 - (b) whether there is a real and substantial risk that the victim or witness would suffer significant harm if their identity were 15 disclosed:
 - (c) whether the victim or witness needs the order for their security or to protect them from intimidation or retaliation;
 - (d) society's interest in encouraging the 20 reporting of offences and the participation of victims and witnesses:
 - (e) whether effective alternatives are available to protect the identity of the victim or 25
 - (f) the salutary and deleterious effects of the proposed order;
 - (g) the impact of the proposed order on the freedom of expression of those affected by
 - (h) any other factor that the judge or justice considers relevant.

Conditions

(4.8) An order made under subsection (4.1) may be subject to any conditions that the judge or justice thinks fit.

Publication of application prohibited

- (4.9) Unless the presiding judge or justice refuses to make an order under subsection (4.1), no person shall publish in any document or broadcast in any way
 - (a) the contents of an application referred to 40 in subsection (4.3);
 - (b) any evidence taken, information given, or submissions made at a hearing under subsection (4.6); or

(4.5) Le demandeur donne avis de la demande au poursuivant, au prévenu et à toute autre personne touchée par l'ordonnance selon ce que le juge ou le juge de paix indique.

(4.6) Le juge ou le juge de paix peut tenir 5 Possibilité d'une une audience - à huis clos ou non - pour audience

(4.7) Pour décider s'il doit rendre l'ordon-

décider si l'ordonnance doit être rendue.

Critères

- a) le droit à un procès public et équitable;
- b) le risque sérieux d'atteinte au droit à la vie privée de la victime ou du témoin si leur identité est révélée:
- c) la nécessité d'assurer la sécurité de la victime ou du témoin et leur protection 15 contre l'intimidation et les représailles;
- d) l'intérêt de la société à encourager la dénonciation des infractions et la participation des victimes et des témoins:
- e) l'existence d'autres moyens efficaces 20 permettant de protéger l'identité de la victime ou du témoin:
- f) les effets bénéfiques et préjudiciables de sa décision;
- g) les répercussions de l'ordonnance sur la25 liberté d'expression des personnes qu'elle
- h) tout autre facteur qu'il estime pertinent.
- (4.8) Le juge ou le juge de paix peut assortir Conditions l'ordonnance de toute condition qu'il estime 30 35 indiquée.

(4.9) À moins que le juge ou le juge de paix refuse de rendre l'ordonnance, il est interdit à quiconque de publier ou de diffuser :

Interdiction publication on diffusion

- a) le contenu de la demande visée au 35 paragraphe (4.3);
- b) tout élément de preuve, renseignement ou observation présentés lors d'une audience tenue en vertu du paragraphe (4.6);



(c) any other information that could identify the person to whom the application relates as a victim or witness in the proceedings.

Failure to comply with order

- (5) Every person who fails to comply with guilty of an offence punishable on summary conviction.
- c) tout autre renseignement qui permettrait de découvrir l'identité de la victime ou du témoin.
- (5) Quiconque transgresse une ordonnance an order made under subsection (3) or (4.1) is 5 rendue conformément aux paragraphes (3) ou 5 (4.1) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Transgression l'ordonnance

3. (1) Subsection 497(1) of the Act is replaced by the following:

Release from custody by peace officer

- **497.** (1) Subject to subsection (1.1), if a 10 peace officer arrests a person without warrant for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), the peace officer shall, as soon as practicable,
 - (a) release the person from custody with the 15 intention of compelling their appearance by way of summons; or
 - (b) issue an appearance notice to the person and then release them.

Exception

- (1.1) A peace officer shall not release a 20 person under subsection (1) if the peace officer believes, on reasonable grounds,
 - (a) that it is necessary in the public interest that the person be detained in custody or that the matter of their release from custody 25 be dealt with under another provision of this Part, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or 30 relating to the offence,
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence, or
 - (iv) ensure the safety and security of any 35 victim of or witness to the offence; or
 - (b) that if the person is released from custody, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law.
- (2) The portion of subsection 497(3) of the 40 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le paragraphe 497(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

497. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), lorsqu'un agent de la paix arrête une personne sans mandat pour une infraction visée aux alinéas 496a), b) ou c), il doit dès que cela est matériellement possible : 15

Mise en liberté par un agent de la paix

- a) soit la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation;
- b) soit lui délivrer une citation à comparaître et la mettre aussitôt en liberté. 20
- (1.1) L'agent de la paix ne doit pas mettre la personne en liberté en application du paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de croire:

Exception

- a) qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, 25 de détenir la personne sous garde ou de régler la question de sa mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité: 30
 - (i) d'identifier la personne,
 - (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
 - (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre 35 infraction soit commise.
 - (iv) d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction;
- b) que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal40 pour être traitée selon la loi.
- (2) Le passage du paragraphe 497(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Clause 3: (1) Subsection 497(1.1) is new. Subsection 497(1) reads as follows:

- 497. (1) Where a peace officer arrests a person without warrant for
- (a) an indictable offence mentioned in section 553,
- (b) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction, or
- (c) an offence punishable on summary conviction,

he shall, as soon as practicable,

- (d) release the person from custody with the intention of compelling his appearance by way of summons, or
- (e) issue an appearance notice to the person and thereupon release him.

unless

- (f) he believes on reasonable grounds that it is necessary in the public interest, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence,

that the person be detained in custody or that the matter of his release from custody be dealt with under another provision of this Part, or

(g) he believes on reasonable grounds that, if the person is released by him from custody, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law.

Article 3, (1). — Le paragraphe 497(1.1) et nouveau. Texte du paragraphe 497(1):

- **497.** (1) Lorsqu'un agent de la paix arrête une personne sans mandat :
 - a) soit pour un acte criminel mentionné à l'article 553;
 - b) soit pour une infraction pour laquelle la personne peut être poursuivie sur acte d'accusation ou punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
 - c) soit pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire,
- il doit, dès que cela est matériellement possible :
 - d) ou bien la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation;
 - e) ou bien lui délivrer une citation à comparaître et la mettre aussitôt en liberté.

à moins que, selon le cas :

- f) il n'ait des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité :
 - (i) d'identifier la personne,
 - (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
 - (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre infraction soit commise,

que la personne soit détenue sous garde ou que la question de sa mise en liberté soit réglée en vertu d'une autre disposition de la présente partie;

g) il n'ait des motifs raisonnables de croire que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal pour être traitée selon la loi.

(2) The relevant portion of subsection 497(3) reads as follows:

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 497(3) :

Consequences of non-release

(3) A peace officer who has arrested a person without warrant for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in that 5 subsection shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of the peace officer's duty for the purposes of

(3) Un agent de la paix qui a arrêté une personne sans mandat pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne met pas cette personne en liberté, dès que cela est matériellement possible, de la manière visée à ce 5 paragraphe, est censé agir légalement et dans l'exercice de ses fonctions à l'égard :

Conséquences du fait de ne pas mettre une personne en liberté

1997, c. 18. s. 52; 1998, c. 7, s. 2

Release from custody by officer in charge

4. (1) Subsection 498(1) of the Act is replaced by the following:

- 498. (1) Subject to subsection (1.1), if a person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or if a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under 15 subsection 494(3) is detained in custody under subsection 503(1) for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), or any other offence that is punishable by imprisonment for five years or less, and has not been taken 20 before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge or another peace officer shall, as soon as practicable,
 - (a) release the person with the intention of 25 compelling their appearance by way of summons:
 - (b) release the person on their giving a promise to appear;
 - (c) release the person on the person's 30 entering into a recognizance before the officer in charge or another peace officer without sureties in an amount not exceeding \$500 that the officer directs, but without deposit of money or other valuable security; 35 or
 - (d) if the person is not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within 200 kilometres of the place in which the 40 person is in custody, release the person on the person's entering into a recognizance before the officer in charge or another peace officer without sureties in an amount not exceeding \$500 that the officer directs and, 45 if the officer so directs, on depositing with the officer a sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value \$500, that the officer directs.

4. (1) Le paragraphe 498(1) de la même 10 loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18, art. 52; 1998, ch. 7, art. 2

- 498. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), 10 Mise en lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat et livrée à un agent de la paix en application du paragraphe 494(3) est détenue 15 sous garde en vertu du paragraphe 503(1) soit pour une infraction visée aux alinéas 496a), b) ou c), soit pour toute autre infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, et n'a pas été conduite devant un 20 juge de paix ni mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix doit, dès que cela est matériellement possible:
 - a) soit la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation:
 - b) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître;
 - c) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de 500 \$ que fixe le fonctionnaire 35 responsable ou l'agent de la paix, mais sans dépôt d'argent ou d'autre valeur;
 - d) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou dans un rayon de deux cents kilomètres du 40 lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de 500 \$ que fixe le 45 fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix et, s'il l'ordonne, qu'elle dépose

liberté par un

fonctionnaire. responsable

- (3) A peace officer who has arrested a person without warrant for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in paragraph (d) or (e) of that subsection shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of his duty for the purposes of
- (3) Un agent de la paix qui a arrêté une personne sans mandat pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne met pas cette personne en liberté, dès que cela est matériellement possible, de la manière visée à l'alinéa d) ou e) de ce paragraphe, est censé agir légalement et dans l'exercice de ses fonctions aux fins :

Clause 4: (1) Subsection 498(1.1) is new. Subsection 498(1) reads as follows:

- **498.** (1) Where a person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or where a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under subsection 494(3) is detained in custody under subsection 503(1) for
 - (a) an indictable offence mentioned in section 553,
 - (b) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which he is punishable on summary conviction,
 - (c) an offence punishable on summary conviction, or
 - (d) any other offence that is punishable by imprisonment for five years or less.

and has not been taken before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge or another peace officer shall, as soon as practicable,

- (e) release the person with the intention of compelling his appearance by way of summons,
- (f) release the person on his giving his promise to appear,
- (g) release the person on the person's entering into a recognizance before the officer in charge or another peace officer without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer directs, but without deposit of money or other valuable security, or
- (h) if the person is not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within two hundred kilometres of the place in which the person is in custody, release the person on the person's entering into a recognizance before the

Article 4, (1). — Le paragraphe 498(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 498(1):

- **498.** (1) Lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat et livrée à un agent de la paix en conformité avec le paragraphe 494(3) est détenue sous garde en vertu du paragraphe 503(1):
 - a) soit pour un acte criminel mentionné à l'article 553;
 - b) soit pour une infraction pour laquelle la personne peut être poursuivie sur acte d'accusation ou punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
 - c) soit pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire;
 - d) soit pour toute autre infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins,

et n'a pas été conduite devant un juge de paix ni mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix doit, dès que cela est matériellement possible:

- e) soit la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation;
- f) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître:
- g) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix, mais sans dépôt d'argent ou d'autre valeur;

Exception

- (1.1) The officer in charge or the peace officer shall not release a person under subsection (1) if the officer in charge or peace officer believes, on reasonable grounds,
 - (a) that it is necessary in the public interest that the person be detained in custody or that the matter of their release from custody be dealt with under another provision of this Part, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence.
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of 15 another offence, or
 - (iv) ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence: or
 - (b) that, if the person is released from custody, the person will fail to attend court 20 in order to be dealt with according to law.

1997, c. 18, s. 52(3)

(2) The portion of subsection 498(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Consequences of non-release

(3) An officer in charge or another peace 25 officer who has the custody of a person taken into or detained in custody for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in that 30 ment possible, de la manière visée à ce subsection shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of the officer's duty for the purposes of

1994, c. 44, s. 40

5. (1) Paragraph 499(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) to abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the undertaking, or from going to a place specified in the undertaking, except in accordance with the 40 conditions specified in the undertaking;

auprès de lui telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de 500 \$, qu'il fixe.

(1.1) Le fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix ne doit pas mettre la 5 personne en liberté en application du paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de croire:

Exception

- a) qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de détenir la personne sous garde ou de 10 régler la question de sa mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, eu égard aux circonstances, v compris la nécessité:
 - (i) d'identifier la personne.

15

- (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
- (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre infraction soit commise. 20
- (iv) d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction:
- b) que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal pour être traitée selon la loi.
- (2) Le passage du paragraphe 498(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

1997, ch. 18, par. 52(3)

Conséquen-

ces du fait de

ne pas mettre

une personne en liberté

(3) Un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix qui a la garde d'une 30 personne mise ou détenue sous garde pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne la met pas en liberté dès que cela est matérielleparagraphe, est censé agir légalement et dans 35 l'exercice de ses fonctions à l'égard :

5. (1) L'alinéa 499(2)c) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44. art. 40

c) s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute person-40 ne - victime, témoin ou autre - identifiée dans la promesse ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

officer in charge or another peace officer without sureties in such amount not exceeding five hundred dollars as the officer directs and, if the officer so directs, on depositing with the officer such sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value five hundred dollars, as the officer directs,

unless

- (i) he believes on reasonable grounds that it is necessary in the public interest, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence, or
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence,

that the person be detained in custody or that the matter of his release from custody be dealt with under another provision of this Part, or

(j) he believes on reasonable grounds that, if the person is released by him from custody, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law.

- (2) The relevant portion of subsection 498(3) reads as follows:
- (3) An officer in charge or another peace officer who has the custody of a person taken into or detained in custody for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in paragraph (1)(e), (f), (g) or (h) shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of the officer's duty for the purposes of
- Clause 5: (1) and (2) Paragraph 499(2)(h) is new. The relevant portion of subsection 499(2) reads as follows:
- (2) In addition to the conditions for release set out in paragraphs (1)(a), (b) and (c), the officer in charge may also require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person, in order to be released, undertakes to do one or more of the following things:
 - (c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking:

h) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou dans un rayon de deux cents kilomètres du lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de cinq cents dollars que fixe le fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix et, s'il l'ordonne, qu'elle dépose auprès de lui telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de cinq cents dollars, qu'il fixe,

à moins que, selon le cas :

- i) il n'ait des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité :
 - (i) d'identifier la personne,
 - (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
 - (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète ou qu'une autre infraction soit commise,

que la personne soit détenue sous garde ou que la question de sa mise en liberté soit réglée en vertu d'une autre disposition de la présente partie:

j) il n'ait des motifs raisonnables de croire que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal afin d'être traitée selon la loi.

- (2). Texte du passage visé du paragraphe 498(3) :
- (3) Un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix qui a la garde d'une personne mise ou détenue sous garde pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne la met pas en liberté, dès que cela est matériellement possible, de la manière visée aux alinéas (1)e), f), g) ou h), est censé agir légalement et dans l'exercice de ses fonctions aux fins:
- Article 5, (1) et (2). L'alinéa 499(2)h) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 499(2):
- (2) En vue de la mettre en liberté, le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (1), qu'elle remette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes :
 - c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

- (2) Subsection 499(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f), by adding the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 5 (g):
 - (h) to comply with any other condition specified in the undertaking that the officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or 10 witness to the offence.

6. Section 500 of the Act is replaced by the following:

Money or other valuable security to be deposited with iustice

500. If a person has, under paragraph 498(1)(d) or 499(1)(c), deposited any sum of 15 de l'alinéa 498(1)(d) ou 499(1)(c), déposé money or other valuable security with the officer in charge, the officer in charge shall, without delay after the deposit, cause the money or valuable security to be delivered to a justice for deposit with the justice.

1994, c. 44, s. 42

7. (1) Subsection 503(2) of the Act is replaced by the following:

Conditional release

(2) If a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody 25 conditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance 30 infraction mentionnée à l'article 522. with paragraphs 498(1)(b) to (d) and subsection (2.1).

1994, c. 44. s. 42

(2) Paragraph 503(2.1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) to abstain from communicating, directly 35 or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the undertaking, or from going to a place specified in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking; 40
- (3) Subsection 503(2.1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (f), by adding the word "or" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 45 (g):

(2) Le paragraphe 499(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

h) observer telles autres conditions indiquées dans la promesse que le fonctionnaire 5 responsable estime nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction.

6. L'article 500 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

500. Lorsqu'une personne a, en application auprès du fonctionnaire responsable une somme d'argent ou autre valeur, le fonctionnaire responsable fait remettre, aussitôt après ce 15 dépôt, cet argent ou cette autre valeur à un juge 20 de paix pour dépôt auprès de celui-ci.

Argent ou autre valeur devant être déposés auprès du juge de paix

7. (1) Le paragraphe 503(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44. art. 42

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire 20 Libération responsable, convaincu de la nécessité de cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)b) à d), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit 25 détenue sous garde pour avoir commis une

condition-

(2) L'alinéa 503(2.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44. art. 42

- c) s'abstenir de communiquer, directement 30 ou indirectement, avec toute personne - victime, témoin ou autre - identifiée dans la promesse ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;
- (3) Le paragraphe 503(2.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :
 - h) observer telles autres conditions indiquées dans la promesse que l'agent de la 40 paix ou le fonctionnaire responsable estime nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction.

Clause 6: Section 500 reads as follows:

500. Where a person has, pursuant to paragraph 498(1)(h) or 499(g), deposited any sum of money or other valuable security with the officer in charge, the officer in charge shall, forthwith after the deposit thereof, cause the money or valuable security to be delivered to a justice for deposit with the justice.

Clause 7: (1) Subsection 503(2) reads as follows:

(2) Where a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody conditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance with paragraphs 498(1)(f) to (h) and subsection (2.1).

(2) and (3) Paragraph 503(2.1)(h) is new. The relevant portion of subsection 503(2.1) reads as follows:

- (2.1) In addition to the conditions referred to in subsection (2), the peace officer or officer in charge may, in order to release the person, require the person to enter into an undertaking in Form 11.1 in which the person undertakes to do one or more of the following things:
 - (c) to abstain from communicating with any witness or other person mentioned in the undertaking, or from going to a place mentioned in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking;

Article 6. — Texte de l'article 500 :

500. Lorsqu'une personne a, en application de l'alinéa 498(1)h) ou 499g), déposé auprès du fonctionnaire responsable une somme d'argent ou autre valeur, le fonctionnaire responsable fait remettre, aussitôt après ce dépôt, cet argent ou cette autre valeur à un juge de paix pour dépôt auprès de celui-ci.

Article 7, (1). — Texte du paragraphe 503(2):

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable, convaincu de la nécessité de cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)f) à h), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit détenue sous garde pour avoir commis une infraction mentionnée à l'article 522.

- (2) et (3). L'alinéa 503(2.1)h) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 503(2.1):
- (2.1) En vue de la mettre en liberté, l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable peut exiger de la personne, outre les conditions prévues au paragraphe (2), qu'elle remette une promesse suivant la formule 11.1 contenant une ou plusieurs des conditions suivantes:
 - c) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou personne ou d'aller dans un lieu mentionné dans la promesse, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

1993, ch. 45,

par. 8(1)

(h) to comply with any other condition specified in the undertaking that the peace officer or officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence.

1993, c. 45, s. 8(1)

8. (1) Paragraph 515(4)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, or 10 refrain from going to any place specified in the order, except in accordance with the conditions specified in the order that the justice considers necessary;

(2) Subsection 515(4) of the Act is 15 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) and by adding the following after that paragraph:

(e.1) comply with any other condition specified in the order that the justice 20 considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence; and

1996, c. 19, s. 93.3

(3) Paragraph 515(4.1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) an offence that involves, or the subjectmatter of which is, a firearm, a cross-bow, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or an explosive substance,

the justice shall add to the order a condition prohibiting the accused from possessing a firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive sub-35 stance, or all those things, until the accused is dealt with according to law unless the justice considers that such a condition is not required in the interests of the safety of the accused or the safety and security of a victim of the of-40 fence or of any other person.

(4) Subsection 515(4.2) of the Act is replaced by the following:

8. (1) L'alinéa 515(4)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute personne—victime, témoin ou autre—identi- 5 fiée dans l'ordonnance ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires;

(2) Le paragraphe 515(4) de la même loi 10 est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

e.1) observer telles autres conditions indiquées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires pour assurer la sécurité15 des victimes ou des témoins de l'infraction:

(3) Le paragraphe 515(4.1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 19, art. 93.3

additionnelle

(4.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une 20 infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, de l'infrac-30 tion visée à l'article 264 (harcèlement criminel), d'une infraction aux paragraphes 5(3) ou (4), 6(3) ou 7(2) de la Loi réglementant25 certaines drogues et autres substances ou d'une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des 30 substances explosives, le juge de paix doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable de le faire pour la sécurité du prévenu, de la victime ou de toute autre personne, assortir l'ordonnance d'une condition lui interdisant, 35 jusqu'à ce qu'il soit jugé conformément à la loi, d'avoir en sa possession de tels objets ou l'un ou plusieurs de ceux-ci.

(4) Le paragraphe 515(4.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 45, 40 par. 8(2)

1993, c. 45, s. 8(2) Clause 8: (1) and (2) Paragraph 515(4)(e.1) is new. The relevant portion of subsection 515(4) reads as follows:

- (4) The justice may direct as conditions under subsection (2) that the accused shall do any one or more of the following things as specified in the order:
 - (d) abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or refrain from going to any place expressly named in the order, except in accordance with the conditions specified in the order that the justice considers necessary;

- (3) The relevant portion of subsection 515(4.1) reads as follows:
- (4.1) When making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with
 - (d) an offence that involves, or the subject-matter of which is, a firearm, a cross-bow, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or an explosive substance, the justice shall add to the order a condition prohibiting the accused from possessing any firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive substance, or all such hings, until the accused is dealt with according to law unless the justice considers that such a condition is not required in the interests of the safety of the accused or of any other person.

- Article 8, (1) et (2). L'alinéa 515(4)e.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 515(4):
- (4) Le juge de paix peut ordonner, comme conditions aux termes du paragraphe (2), que le prévenu fasse celle ou celles des choses suivantes que spécifie l'ordonnance :
 - d) s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne expressément nommés dans l'ordonnance ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé, si ce n'est en conformité avec les conditions spécifiées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires;

- (3). Texte du paragraphe 515(4.1):
- (4.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, de l'infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction visée aux paragraphes 5(3) ou (4), 6(3) ou 7(2) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances ou d'une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substances explosives, le juge de paix doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable de le faire pour la sécurité du prévenu ou pour celle d'autrui, assortir l'ordonnance d'une condition lui interdisant, jusqu'à ce qu'il soit jugé conformément à la loi, d'avoir en sa possession de tels objets ou l'un ou plusieurs de ceux-ci

(4) Subsection 515(4.2) reads as follows:

(4). — Texte du paragraphe 515(4.2):

15

Additional conditions

- (4.2) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence described in section 264, or an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened 5 or attempted, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety and security of any person, particularly a victim of or witness to the offence, to include as a condition of the order
 - (a) that the accused abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, or refrain from going to any place specified in the order; or
 - (b) that the accused comply with any other condition specified in the order that the justice considers necessary to ensure the safety and security of those persons.

(4.2) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence doit considérer s'il est 5 souhaitable pour la sécurité de toute personne, en particulier celle des victimes et des témoins de l'infraction, d'imposer au prévenu, dans l'ordonnance, tout ou partie des obligations 10 suivantes: 10

> a) s'abstenir de communiquer, directement indirectement, avec toute personne — victime, témoin ou autre — qui v est identifiée ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné: 15

b) observer telles autres conditions que le juge de paix estime nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes.

1997, c. 18, s. 59(2)

1994 c 44

Order re no

communi-

cation

s. 44(2)

(5) Paragraph 515(10)(b) of the Act is 20 replaced by the following:

(b) where the detention is necessary for the protection or safety of the public, including any victim of or witness to the offence. having regard to all the circumstances 25 including any substantial likelihood that the accused will, if released from custody, commit a criminal offence or interfere with the administration of justice; and

(6) Subsection 515(12) of the Act is 30 replaced by the following:

(12) A justice who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating, direct-35 s'abstenir de communiquer, directement ou ly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, except in accordance with such conditions specified in the order as the justice considers necessary.

9. Subsection 518(1) of the Act is 40 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d.1) and by adding the following after that paragraph:

(d.2) the justice shall take into consideration any evidence submitted regarding the 45 need to ensure the safety or security of any victim of or witness to an offence; and

(5) L'alinéa 515(10)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 20

b) sa détention est nécessaire pour la protection ou la sécurité du public, notamment celle des victimes et des témoins de l'infraction, eu égard aux circonstances, y compris toute probabilité marquée que le 25 prévenu, s'il est mis en liberté, commettra une infraction criminelle ou nuira à l'administration de la justice;

(6) Le paragraphe 515(12) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

Ordonnance de s'abstenir communiquer

par. 44(2)

1994 ch 44

(12) Le juge de paix qui ordonne la détention du prévenu sous garde en vertu du présent article peut lui ordonner, en outre, de indirectement, avec toute personne - victi-35 me, témoin ou autre — identifiée dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.

9. Le paragraphe 518(1) de la même loi40 est modifié par adjonction, après l'alinéa d.1), de ce qui suit :

d.2) le juge de paix prend en considération toute preuve relative au besoin d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de 45 l'infraction qui lui est présentée;

Opportunité d'assortir l'ordonnance d'une condition additionnelle

1997, ch. 18,

par. 59(2)

(4.2) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence described in section 264, or an offence in the commission of which violence against a person was used, threatened or attempted, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety of any person, to include as a condition of the order that the accused abstain from communicating with any witness or other person expressly named in the order, or be prohibited from going to any place expressly named in the order.

(4.2) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence doit considérer s'il est souhaitable pour la sécurité de toute personne d'assortir l'ordonnance de la condition selon laquelle l'accusé doit s'abstenir de communiquer avec les témoins ou les personnes qui y sont expressément nommés ou d'aller à un endroit qui y est expressément nommé.

- (5) The relevant portion of subsection 515(10) reads as follows:
- (10) For the purposes of this section, the detention of an accused in custody is justified only on one or more of the following grounds:
 - (b) where the detention is necessary for the protection or safety of the public, having regard to all the circumstances including any substantial likelihood that the accused will, if released from custody, commit a criminal offence or interfere with the administration of justice; and
 - (6) Subsection 515(12) reads as follows:
- (12) A justice who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order, except in accordance with such conditions specified in the order as the justice deems necessary.
- Clause 9: New. The relevant portion of subsection 518(1) reads as follows:
 - 518. (1) In any proceedings under section 515,

- (5). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 515(10):
- (10) Pour l'application du présent article, la détention d'un prévenu sous garde n'est justifiée que dans l'un des cas suivants :
 - b) sa détention est nécessaire pour la protection ou la sécurité du public, eu égard aux circonstances, y compris toute probabilité marquée que le prévenu, s'il est mis en liberté, commettra une infraction criminelle ou nuira à l'administration de la justice;
 - (6). Texte du paragraphe 515(12):
- (12) Le juge de paix qui ordonne la détention du prévenu sous garde en vertu du présent article peut lui ordonner, en outre, de s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.
- Article 9. Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 518(1):
 - 518. (1) Dans toutes procédures engagées en vertu de l'article 515 :

1991, c. 40, s. 32; 1994. r 44 c 48 Order re no

communi-

cation

10. Subsections 522(2.1) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2.1) A judge referred to in subsection (2) who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the 5 order a direction that the accused abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the judge 10 le juge estime nécessaires. considers necessary.

Release of accused

(3) If the judge does not order that the accused be detained in custody under subsection (2), the judge may order that the accused be released on giving an undertaking or 15 entering into a recognizance described in any of paragraphs 515(2)(a) to (e) with such conditions described in subsections 515(4), (4.1) and (4.2) as the judge considers desirable. 20

11. Section 672.5 of the Act is amended by adding the following after subsection (13):

Victim impact statement

(14) A victim of the offence may prepare and file with the court or Review Board a written statement describing the harm done to, 25 or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.

Copy of statement

(15) The court or Review Board shall ensure that a copy of any statement filed in accordance with subsection (14) is provided to 30 the accused or counsel for the accused, and the prosecutor, as soon as practicable after a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder is rendered in respect of the offence. 35

Definition of victim'

- (16) In subsection (14), "victim" has the same meaning as in subsection 722(4).
- 12. The Act is amended by adding the following after section 672.54:

Victim impact statement

672.541 When a verdict of not criminally 40 responsible on account of mental disorder has been rendered in respect of an accused, the court or Review Board shall, at a hearing held under section 672.45 or 672.47, take into consideration any statement filed in accor- 45 dance with subsection 672.5(14) in determin-

10. Les paragraphes 522(2.1) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2.1) L'ordonnance de détention visée au paragraphe (2) peut en outre ordonner au prévenu de s'abstenir de communiquer, direc- 5 communiquer tement ou indirectement, avec toute personne - victime, témoin ou autre - identifiée dans l'ordonnance, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et que

Mise en

prévenu

liberté du

1991, ch. 40,

art. 32; 1994,

ch. 44, art. 48

Ordonnance

de s'abstenir

de

(3) Si le juge n'ordonne pas la détention sous garde du prévenu prévue au paragraphe (2), il peut, par ordonnance, faire mettre le prévenu en liberté sur remise de la promesse ou de l'engagement visé aux alinéas 515(2)a)15 à e) et à celles des conditions prévues aux paragraphes 515(4), (4.1) et (4.2) qu'il considère souhaitables.

11. L'article 672.5 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-20 phe (13), de ce qui suit:

(14) La victime peut rédiger et déposer auprès du tribunal ou de la commission d'examen une déclaration écrite qui décrit les dommages ou les pertes qui lui ont été causés 25 par la perpétration de l'infraction.

Déclaration de la victime

(15) Dans les meilleurs délais possible suivant le verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, le tribunal ou la commission d'examen veille à 30 ce qu'une copie de la déclaration déposée conformément au paragraphe (14) soit fournie au poursuivant et à l'accusé ou son avocat.

Copie de la déclaration

(16) Au paragraphe (14), « victime » s'entend au sens du paragraphe 722(4). 35

Définition de « victime »

12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 672.54, de ce qui suit :

672.541 En cas de verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, le tribunal ou la commission d'examen 40 doit, à l'audience tenue conformément aux articles 672.45 ou 672.47 et dans le cadre des critères énoncés à l'article 672.54, prendre en compte toute déclaration déposée en confor-

Déclaration de la victime Clause 10: Subsections 522(2.1) and (3) read as follows:

- (2.1) A judge referred to in subsection (2) who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating with any witness or other person named in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the judge deems necessary.
- (3) Where the judge does not order that the accused be detained in custody pursuant to subsection (2), the judge may order that the accused be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs 515(2)(a) to (e) with such conditions described in subsections 515(4) and (4.1) as the judge considers desirable.

Article 10. — Texte des paragraphes 522(2.1) et (3):

- (2.1) L'ordonnance de détention visée au paragraphe (2) peut en outre ordonner au prévenu de s'abstenir de communiquer avec tout témoin ou toute autre personne nommé dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et que le juge estime nécessaires.
- (3) Si le juge n'ordonne pas la détention sous garde du prévenu prévue au paragraphe (2), il peut, par ordonnance, faire mettre le prévenu en liberté sur remise de la promesse ou de l'engagement visé aux alinéas 515(2)a) à e) et à celles des conditions prévues aux paragraphes (4) et (4.1) qu'il considère souhaitables.

Clause 11: New.

Article 11. — Nouveau.

Clause 12: New.

Article 12. - Nouveau.

ing the appropriate disposition or conditions under section 672.54, to the extent that the statement is relevant to its consideration of the criteria set out in section 672.54.

mité avec le paragraphe 672.5(14) en vue de rendre une décision ou de fixer des modalités au titre de l'article 672.54.

1995, c. 39, par. 190(a)

- 13. Paragraph (b) of the definition "sen- 5 tence" in section 673 of the Act is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 10 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739 or 742.3.
- 13. L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à 5 l'article 673 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 39. al. 190a)

- b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 10 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3;
- 14. Section 679 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):
- 14. L'article 679 de la même loi est 15 15 modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Conditions

- (5.1) The judge may direct that the undertaking or recognizance referred to in subsection (5) include the conditions described in subsections 515(4), (4.1) and (4.2) that the judge considers desirable.
- (5.1) Sont comprises parmi les conditions d'une promesse ou d'un engagement que le juge peut fixer aux termes du paragraphe (5)20 les conditions visées aux paragraphes 515(4), 20 (4.1) et (4.2) qu'il estime souhaitables.

Conditions d'une promesse ou engagement

1995, c. 22, s. 10 (Sch. I, item 29)

- 15. Paragraph 683(5)(d) of the Act is replaced by the following:
 - (d) any obligation to pay a victim surcharge under section 737, or
- 15. L'alinéa 683(5)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 10, ann. I, art. 29

rapport

- d) le paiement de la suramende compensa-25 toire visée à l'article 737;
- 16. Section 721 of the Act is amended by 25 adding the following after subsection (4):
- 16. L'article 721 de la même loi est modifiée par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Copy of report

- (5) The clerk of the court shall provide a copy of the report, as soon as practicable after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the 30 prosecutor.
- (5) Dans les meilleurs délais possible 30 Copie du suivant le dépôt auprès du tribunal du rapport, le greffier en fait parvenir une copie au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délinquant ou à son avocat.

- 17. (1) Section 722 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):
- 17. (1) L'article 722 de la même loi est 35 modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Presentation of statement

- (2.1) The court shall, on the request of a victim, permit the victim to read a statement 35 tribunal lui permet de lire la déclaration prepared and filed in accordance with subsection (2), or to present the statement in any other manner that the court considers appropriate.
- (2.1) Si la victime en fait la demande, le rédigée et déposée auprès du tribunal en 40 conformité avec le paragraphe (2) ou d'en faire la présentation de toute autre façon qu'il juge indiquée.

Présentation déclaration

Clause 13: The relevant portion of the definition "sentence" in section 673 reads as follows:

"sentence" includes

(b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2) or 730(1) or section 737, 738, 739, 742.3 or 745.2, and

Clause 14: New.

Clause 15: The relevant portion of subsection 683(5) reads as follows:

(5) Where an appeal or an application for leave to appeal has been filed in the court of appeal, that court, or a judge of that court, may, where it considers it to be in the interests of justice, order that

(d) any order to pay a victim fine surcharge under section 737, or

Clause 16: New.

Clause 17: (1) New.

Article 13. — Texte des passages introductif et visé de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 673 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2) ou 730(1) ou des articles 737, 738, 739, 742.3 ou 745.2;

Article 14. - Nouveau.

Article 15. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 683(5):

(5) Lorsqu'un appel ou une demande d'autorisation d'appel ont été déposés, la cour d'appel ou un de ses juges peut, si elle est convaincue que l'intérêt de la justice l'exige, ordonner de suspendre jusqu'à décision définitive sur l'appel :

d) l'ordonnance de suramende compensatoire visée à l'article 737;

Article 16. - Nouveau.

Article 17, (1). — Nouveau.

1995, c. 22, s. 6

(2) Subsection 722(3) of the Act is replaced by the following:

Evidence concerning victim admissible

- (3) Whether or not a statement has been prepared and filed in accordance with subsection (2), the court may consider any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged under section 730.
- 1995, c. 22, s. 6

(3) The portion of subsection 722(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Definition of "victim

- (4) For the purposes of this section and section 722.2, "victim", in relation to an 15 de l'article 722.2, la victime est : offence.
 - (a) means a person to whom harm was done or who suffered physical or emotional loss as a result of the commission of the offence; 20 and
- 1995, c. 22, s 6

18. Section 722.1 of the Act is replaced by the following:

Copy of statement

722.1 The clerk of the court shall provide a copy of a statement referred to in subsection 722(1), as soon as practicable after a finding 25 of guilt, to the offender or counsel for the offender, and to the prosecutor.

Inquiry by court

722.2 (1) As soon as practicable after a finding of guilt and in any event before imposing sentence, the court shall inquire of 30 the prosecutor or a victim of the offence, or any person representing a victim of the offence, whether the victim or victims have been advised of the opportunity to prepare a statement referred to in subsection 722(1). 35 tion visée au paragraphe 722(1).

Adjournment

- (2) On application of the prosecutor or a victim or on its own motion, the court may adjourn the proceedings to permit the victim to prepare a statement referred to in subsection 722(1) or to present evidence in accordance 40 with subsection 722(3), if the court is satisfied that the adjournment would not interfere with the proper administration of justice.
- 1995, c. 22, 8. 6
- 19. Subsection 734.8(5) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 722(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Qu'il y ait ou non rédaction et dépôt d'une déclaration en conformité avec le paragraphe (2), le tribunal peut prendre en 5 considération tout élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de 10 l'article 730. 10

Appréciation du tribunal

1995, ch. 22, art. 6

(3) Le passage du paragraphe 722(4) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé

par ce qui suit :

Définition de « victime »

art. 6

1995, ch. 22,

- (4) Pour l'application du présent article et 15
 - a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages - matériels, corporels ou moraux - par suite de la perpétration d'une infraction;
- 18. L'article 722.1 de la même loi est 20 1995, ch. 22, art. 6 remplacé par ce qui suit :

722.1 Dans les meilleurs délais possible suivant la déclaration de culpabilité, le greffier fait parvenir au poursuivant et au délinquant ou à son avocat, une copie de la 25

Copie de la déclaration de la victime

722.2 (1) Dans les meilleurs délais possible suivant la déclaration de culpabilité et, en tout état de cause, avant la détermination de la peine, le tribunal est tenu de s'enquérir auprès 30 du poursuivant ou de la victime - ou de toute personne la représentant - si elle a été informée de la possibilité de rédiger une déclara-

déclaration visée au paragraphe 722(1).

Obligation de s'enquérir

- (2) Le tribunal peut, de sa propre initiative 35 Ajournement ou à la demande de la victime ou du poursuivant, ajourner les procédures pour permettre à celle-ci de rédiger sa déclaration ou de présenter tout élément de preuve en conformtié avec le paragraphe 722(3), s'il est convain-40 cu que cela ne nuira pas à la bonne administration de la justice.
- 19. Le paragraphe 734.8(5) de la même 45 loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 6

- (2) Subsection 722(3) reads as follows:
- (3) A statement of a victim of an offence prepared and filed in accordance with subsection (2) does not prevent the court from considering any other evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged pursuant to section 730.
- (3) The relevant portion of subsection 722(4) reads as follows:
- (4) For the purposes of this section, "victim", in relation to an offence,
 - (a) means the person to whom harm was done or who suffered physical or emotional loss as a result of the commission of the offence; and
- Clause 18: Section 722.2 is new. Section 722.1 reads as follows:
- **722.1** The clerk of the court shall provide a copy of a document referred to in section 721 or subsection 722(1), as soon as practicable after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the prosecutor.

- (2). Texte du paragraphe 722(3):
- (3) La déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en conformité avec le paragraphe (2) ne porte pas atteinte à la liberté du tribunal de prendre en considération tout autre élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de l'article 730.
 - (3). Texte du passage visé du paragraphe 722(4) :
 - (4) Pour l'application du présent article, la victime est :
 - a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages matériels ou moraux par suite de la perpétration d'une infraction;

Article 18. — L'article 722.2 est nouveau. Texte du paragraphe 722.1 :

722.1 Dans les meilleurs délais possible suivant leur dépôt auprès du tribunal, le greffier fait parvenir au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délinquant ou à son avocat, selon le cas, une copie des documents visés à l'article 721 ou au paragraphe 722(1).

versée

Application of money paid

- (5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim surcharge imposed under section fine that remains unpaid.
- (5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu de 737, and then to payment of any part of the 5 l'article 737 et enfin au paiement de toute 5 partie de l'amende demeurant non acquittée.

1995, c. 22. ss. 6 and 18 (Sch. IV, items 15 and 26); 1996, c. 19, s. 75

20. Section 737 of the Act is replaced by the following:

20. L'article 737 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 6 et 18, ann. IV, art. 15 et 26; 1996, ch. 19, art. 75

Victim surcharge

737. (1) Subject to subsection (5), an section 730 of an offence under this Act or the Controlled Drugs and Substances Act shall pay a victim surcharge, in addition to any other punishment imposed on the offender.

737. (1) Dans le cas où il est condamoffender who is convicted or discharged under 10 né — ou absous aux termes de l'article 10 730 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi ou à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le contrevenant est tenu, sous réserve du paragraphe (5), de verser une suramende compensatoire, en plus 15 de toute autre peine qui lui est infligée.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le

a) quinze pour cent de l'amende infligée 20

(i) 50 \$ pour une infraction punissable sur

déclaration de culpabilité par procédure

(ii) 100 \$ pour une infraction punissable

sur déclaration de culpabilité par mise en

montant de la suramende compensatoire re-

b) si aucune amende n'est infligée :

présente :

pour l'infraction;

sommaire.

accusation.

paragraphe (2).

Suramende compensa-

Montant de la

suramende

Amount of surcharge

- (2) Subject to subsection (3), the amount of 15 the victim surcharge in respect of an offence
 - (a) 15 per cent of any fine that is imposed on the offender for the offence; or
 - (b) if no fine is imposed on the offender for 20 the offence,
 - (i) \$50 in the case of an offence punishable by summary conviction, and
 - (ii) \$100 in the case of an offence punishable by indictment. 25

Increase in surcharge

(3) The court may order an offender to pay a victim surcharge in an amount exceeding that set out in subsection (2) if the court considers it appropriate in the circumstances and is satisfied that the offender is able to pay 30 compensatoire supérieure à celle prévue au the higher amount.

Montant supérieur

Time for payment

(4) The victim surcharge imposed in respect of an offence is payable at the time at which the fine imposed for the offence is payable and, when no fine is imposed, within the time 35 n'est infligée, à la date fixée, pour le paiement established by the lieutenant governor in council of the province in which the surcharge is imposed for payment of any such surcharge.

(3) Le tribunal peut, s'il estime que les circonstances le justifient et s'il est convaincu 30 que le contrevenant a la capacité de payer, ordonner à celui-ci de verser une suramende

paiement

(4) La suramende compensatoire est paya-35 Échéance de ble à la date d'échéance du paiement de l'amende ou, dans le cas où aucune amende de telles suramendes, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la40 suramende est infligée.

(5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim fine surcharge imposed under subsection 737(1), and thereafter to payment of any part of the fine that remains unpaid.

(5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu du paragraphe 737(1) et enfin au paiement de toute partie de l'amende demeurant non acquittée.

Clause 20: Section 737 reads as follows:

- **737.** (1) Subject to subsection (2), where an offender is convicted or discharged under section 730 of an offence under this Act or the *Controlled Drugs and Substances Act*, the court imposing sentence on or discharging the offender shall, in addition to any other punishment imposed on the offender, order the offender to pay a victim fine surcharge in an amount not exceeding
 - (a) fifteen per cent of any fine that is imposed on the offender for that offence or, where no fine is imposed on the offender for that offence, ten thousand dollars, or
 - (b) such lesser amount as may be prescribed by, or calculated in the manner prescribed by, regulations made by the Governor in Council under subsection (5),

subject to such terms and conditions as may be prescribed by those regulations.

- (2) Where the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from the making of an order under subsection (1), the court is not required to make the order.
- (3) Where the court does not make an order under subsection (1), the court shall
 - (a) provide the reasons why the order is not being made; and
 - (b) enter the reasons in the record of the proceedings or, where the proceedings are not recorded, provide written reasons.
- (4) A victim fine surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the lieutenant governor in council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.
- (5) The Governor in Council may, for the purposes of subsection (1), make regulations prescribing the maximum amount or the manner of calculating the maximum amount of a victim fine surcharge to be imposed under that subsection, not exceeding the amount referred to in paragraph (1)(a), and any terms and conditions subject to which the victim fine surcharge is to be imposed.
- (6) Subsections 734(2) to (4) and sections 734.1, 734.3 and 734.7 apply, and section 736 does not apply, in respect of a victim fine surcharge imposed under subsection (1).

Article 20. — Texte de l'article 737:

- 737. (1) Sous réserve du paragraphe (2), lorsqu'un contrevenant est condamné ou absous en vertu de l'article 730 à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi ou à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances —, le tribunal qui lui inflige une peine ou qui prononce l'absolution est tenu, en plus de toute autre peine déjà infligée au contrevenant, d'ordonner que celui-ci verse une suramende compensatoire, sous réserve des modalités prévues par les règlements d'application du présent article pris par le gouverneur en conseil; le montant de cette amende ne peut dépasser le moins élevé des montants suivants :
 - a) quinze pour cent de l'amende qui est infligée pour l'infraction ou, si aucune amende n'est infligée, dix mille dollars;
 - b) le montant prévu ou dont le mode de calcul est prévu par ces règlements.
- (2) Le tribunal n'est pas tenu de rendre l'ordonnance prévue au paragraphe (1) si le délinquant lui démontre que cela lui causerait ou causerait aux personnes à sa charge un préjudice injustifié.
- (3) Le tribunal qui ne rend pas l'ordonnance prévue au paragraphe (1) est tenu de donner ses motifs; ceux-ci sont consignés au dossier du tribunal ou, si les procédures ne sont pas enregistrées, sont rendus par écrit.
- (4) Les suramendes compensatoires visées au paragraphe (1) sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.
- (5) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut par règlement prévoir le montant maximal ou le mode de calcul de celui-ci des suramendes compensatoires ainsi que les modalités selon lesquelles elles peuvent être infligées; ce montant maximal ne peut toutefois dépasser le montant prévu à l'alinéa (1)a).
- (6) Les paragraphes 734(2) à (4) et les articles 734.1, 734.3 et 734.7 à l'exception de l'article 736 s'appliquent aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1).

Exception

Exception

- (5) When the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to the offender or the dependants of the offender would result from payment of the victim offender, make an order exempting the offender from the application of subsection (1).
- (5) Le tribunal peut ordonner qu'aucune suramende compensatoire ne soit infligée aux termes du paragraphe (1), si le contrevenant en fait la demande et lui démontre que cela lui surcharge, the court may, on application of the 5 causerait — ou causerait aux personnes à sa 5 charge — un préjudice injustifié.

Reasons

(6) When the court makes an order under subsection (5), the court shall state its reasons in the record of the proceedings.

(6) Le tribunal qui rend l'ordonnance visée au paragraphe (5) consigne ses motifs au 10 dossier du tribunal.

Motifs

suramendes

compensatoires

Amounts applied to aid victims

(7) A victim surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims of offences as the lieutenant governor in council of the province in which the surcharge 15 ce où elles sont infligées. is imposed may direct from time to time.

(7) Les suramendes compensatoires sont 10 Affectation affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du lieutenant-gouverneur en conseil de la provin-

Notice

- (8) The court shall cause to be given to the offender a written notice setting out
 - (a) the amount of the victim surcharge;
 - (b) the manner in which the victim sur- 20 charge is to be paid;
 - (c) the time by which the victim surcharge must be paid; and
 - (d) the procedure for applying for a change in any terms referred to in paragraphs (b) 25 and (c) in accordance with section 734.3.

Enforcement

- (9) Subsections 734(3) to (7) and sections 734.3, 734.5, 734.7 and 734.8 apply, with any modifications that the circumstances require, in respect of a victim surcharge imposed under 30 subsection (1) and, in particular,
 - (a) a reference in any of those provisions to "fine", other than in subsection 734.8(5), must be read as if it were a reference to "victim surcharge"; and 35
 - (b) the notice provided under subsection (8) is deemed to be an order made under section. 734.1

Section 736 does not apply

- (10) For greater certainty, the program referred to in section 736 for the discharge of 40 facultatif de paiement d'une amende prévu à a fine may not be used in respect of a victim surcharge.
- 21. The Act is amended by adding the following after section 745:

- (8) Le tribunal fait donner au contrevenant 15 Avis un avis écrit établissant, en ce qui concerne la suramende compensatoire:
 - a) le montant:
 - b) les modalités du paiement;
 - c) l'échéance du paiement;
- 20
- d) la procédure à suivre pour présenter une demande visant à modifier les conditions prévues aux alinéas b) et c) en conformité avec l'article 734.3.
- (9) Les paragraphes 734(3) à (7) et les 25 Exécution articles 734.3, 734.5, 734.7 et 734.8 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1) et, pour l'application de ces dispositions: 30
 - a) à l'exception du paragraphe 734,8(5), la mention de « amende » vaut mention de « suramende compensatoire »;
 - b) l'avis donné conformément au paragraphe (8) est réputé être une ordonnance 35 rendue par le tribunal en application de l'article 734.1.
- (10) Il demeure entendu que tout mode l'article 736 n'est pas applicable à la suramen-40 de compensatoire.

Non-applica bilité de l'article 736

21. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 745, de ce qui suit :

Information in respect of parole

745.01 Except where subsection 745.6(2) applies, at the time of sentencing under paragraph 745(a), (b) or (c), the judge who presided at the trial of the offender shall state the following, for the record:

The offender has been found guilty of (state offence) and sentenced to imprisonment for life. The offender is not eligible for parole until (state date). However, after serving at least 15 years of the sentence, the offender 10 may apply under section 745.6 of the Criminal Code for a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole. If the jury hearing the application reduces the period of parole 15 ineligibility, the offender may then make an application for parole under the Corrections and Conditional Release Act at the end of that reduced period.

22. Section 745.63 of the Act is amended 20 by adding the following after subsection (1):

Information provided by victim

(1.1) Information provided by a victim referred to in paragraph (1)(d) may be provided either orally or in writing, at the discretion of the victim, or in any other 25 manner that the judge considers appropriate.

1995, c. 39, s. 156

- 23. Paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the Act is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 30 par ce qui suit: 110(1) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739 or 742.3, and

1997, c. 18, s. 115

- 24. (1) Paragraph (c) of Form 11.1 of Part XXVIII of the Act is replaced by the 35 partie XXVIII de la même loi est remplacé following:
 - (c) abstain from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) or from going to (name or description of place) except in 40 accordance with the following conditions: (as the peace officer or other person designated specifies);

745.01 Sauf dans le cas où le paragraphe 745.6(2) s'applique, le juge qui préside le procès est tenu, au moment de prononcer la peine conformément aux alinéas 745a), b) ou 5 c), de faire la déclaration suivante :

Le contrevenant a été déclaré coupable de (mentionner l'infraction) et condamné à l'emprisonnement à perpétuité. Il ne peut bénéficier de la libération conditionnelle avant (mentionner la date). Cependant, en 10 vertu de l'article 745.6 du Code criminel, il peut, après avoir purgé au moins quinze ans de sa peine, demander la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle. Dans le cas où le jury qui entend la demande 15 accorde la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle, le contrevenant peut présenter une demande de libération conditionnelle en vertu de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté 20 sous condition dès l'expiration du délai ainsi réduit.

22. L'article 745.63 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Les renseignements fournis aux termes de l'alinéa (1)d) peuvent l'être oralement ou par écrit, à la discrétion de la victime, ou de toute autre manière que le juge estime indi-30 quée.

Renseignements fournis par la victime

23. L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est remplacé

> b) les ordonnances rendues en vertu des 35 paragraphes 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3:

24. (1) L'alinéa c) de la formule 11.1 de la 40 1997, ch. 18, par ce qui suit :

art. 115

c) à m'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre 45 personne) ou de me rendre à (désignation du lieu) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que l'agent de

Déclaration relative à la mise en liberté.

1995, ch. 39, art. 156

Clause 22: New.

Article 22. — Nouveau.

Clause 23: The relevant portion of the definition "sentence" in section 785 reads as follows:

"sentence" includes

(b) an order made under subsection 110(1) or 259(1) or (2), section 261 or subsection 736(1), and

Clause 24: (1) and (2) Paragraph (h) of Form 11.1 of Part XXVIII is new. The relevant portion of that Form reads as follows:

In order that I may be released from custody by way of (a promise to appear or a recognizance), I undertake to (insert any conditions that are directed):

(c) abstain from communicating with (name of witness or other person) or from going to (name or description of place) except in accordance with the following conditions: (as the peace officer or other person designated specifies);

Article 23. — Texte des passages introductif et visé de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation » à l'article 785 :

« sentence », « peine » ou « condamnation » Y est assimilée :

b) les ordonnances rendues en vertu des paragraphes 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261 ou du paragraphe 730(1);

Article 24, (1) et (2). — L'alinéa h) est nouveau. Texte des passages visés de la formule 11.1 de la partie XXVIII :

Afin de pouvoir être mis en liberté, je m'engage, par (cette promesse de comparaître ou cet engagement) (insérer toutes les conditions qui sont fixées):

c) à m'abstenir de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) ou de me rendre à (désignation du lieu) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes: (celles que l'agent de la paix ou autre personne désignée spécifient);

(2) Form 11.1 of Part XXVIII of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f), by adding the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 5 (g):

(h) comply with any other conditions that the peace officer or officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the 10 offence.

la paix ou autre personne désignée spéci-

- (2) La formule 11.1 de la partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :
- h) (autres conditions que l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable estime nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction).

1994, c. 44, s. 84

25. Paragraph (d) of Form 12 of Part XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or 15 indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

26. Paragraph (d) of Form 13 of Part 20 XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accor-25 dance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

27. Paragraph (d) of the Schedule of Conditions in Form 32 of Part XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstains from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

25. L'alinéa d) de la formule 12 de la 10 1994, ch. 44, partie XXVIII de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) à m'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre 15 personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

26. L'alinéa d) de la formule 13 de la partie XXVIII de la même loi est remplacé 20 par ce qui suit :

d) à m'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n'est en conformité avec les 25 conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

27. L'alinéa d) de la liste des conditions de la formule 32 de la partie XXVIII de la 30 même loi est remplacé par ce qui suit :

d) s'abstient de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes: (celles que le juge de 35 paix ou le juge spécifie);

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Contraventions Act

28. Les paragraphes 53(1) et (2) de la Loi sur les contraventions sont remplacés par ce qui suit:

Loi sur les contraventions

1992, ch. 47

1996, ch. 7, art. 32

28. Subsections 53(1) and (2) of the Contraventions Act are replaced by the following:

1992, c. 47

1996, c. 7, s. 32

Clause 25: The relevant portion of Form 12 of Part XXVIII reads as follows:

I also undertake to (insert any conditions that are directed)

(d) abstain from communication with (name of witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

Clause 26: The relevant portion of Form 13 of Part XXVIII reads as follows:

I also undertake to (insert any conditions that are directed)

(d) abstain from communicating with (name of witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

Clause 27: The relevant portion of Form 32 of Part XXVIII reads as follows:

Schedule of Conditions

(d) abstains from communicating with (name of witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

Contraventions Act

Clause 28: Subsections 53(1) and (2) read as follows:

Article 25. — Texte des passages visés de la formule 12 de la partie XXVIII :

Je m'engage également (insérer toutes les conditions qui sont fixées):

d) à m'abstenir de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

Article 26. — Texte des passages visés de la formule 13 de la partie XXVIII :

Je m'engage également (insérer toutes les conditions qui sont fixées):

d) à m'abstenir de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

Article 27. — Texte des passages visés de la formule 32 de la partie XXVIII :

Liste des conditions

d) s'abstient de communiquer avec (nom du témoin ou autre personne) si ce n'est en conformité des conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

Loi sur les contraventions

Article 28. — Texte des paragraphes 53(1) et (2):

Recognizances

53. Notwithstanding paragraphs (1) 498(1)(c) and (d), 499(1)(b) and (c) and $515(2)(\overline{b})$, (c), (\overline{d}) and (e) of the Criminal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a recognizance be 5 entered into in an amount that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 8(1)(c).

53. (1) Par dérogation aux alinéas 498(1)c) et d), 499(1)b) et c) et 515(2)b), c), d) et e) $\bar{d}u$ Code criminel, ni le fonctionnaire responsable, ni le juge de paix ne peuvent ordonner la prise d'engagements pour le montant d'une 5 amende dépassant celui fixé en vertu de l'alinéa 8(1)c) pour la contravention en cause.

Money or other valuable security

(2) Notwithstanding paragraphs 498(1)(d), 499(1)(c) and 515(2)(d) and (e) of the Crimi- 10 499(1)c) et 515(2)d) et e) du Code criminel, le nal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a sum of money or other valuable security in an amount or value that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 15 8(1)(c) be deposited.

(2) Par dérogation aux alinéas 498(1)d), même plafond s'applique au dépôt d'argent ou 10 de valeurs ordonné par le fonctionnaire responsable ou le juge de paix.

Argent ou valeurs

CONDITIONAL AMENDMENTS

1995, c. 22

- 29. (1) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of paragraph 747.4(d) of the Criminal Code, as enacted by section 6 of An Act to amend 20 the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1995, that paragraph is replaced by the following:
 - (d) where the term of imprisonment is 25 imposed on the offender in default of payment of a fine or of a victim surcharge imposed under section 737; or
- (2) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of 30 la définition de « sentence », « peine » ou paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the Criminal Code, as enacted by subsection 7(2) of An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof, chapter 35 22 of the Statutes of Canada, 1995, that paragraph is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 110(1) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5), section 738, 739 or 40 742.3 or subsection 747.1(1), and

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

1995, ch. 22

- 29. (1) À l'entrée en vigueur de l'alinéa 747.4d) du Code criminel, édicté par l'article 6 de la Loi modifiant le Code criminel 15 (détermination de la peine) et d'autres lois en conséquence, chapitre 22 des Lois du Canada (1995), ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, cet alinéa est remplacé par ce qui suit : 20
 - d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée en raison du défaut de paiement d'une amende ou de la suramende compensatoire infligée en vertu de l'article 737;
- (2) À l'entrée en vigueur de l'alinéa b) de 25 « condamnation », à l'article 785 du Code criminel, édicté par le paragraphe 7(2) de la Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en consé-30 quence, chapitre 22 des Lois du Canada (1995), ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, cet alinéa est remplacé par ce qui suit :
 - b) l'ordonnance rendue en vertu des 35 paragraphes 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3 ou du paragraphe 747.1(1);
- 30. À l'entrée en vigueur de l'article 2 de 40 1998, ch. 7 30. On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of la Loi modifiant la Loi sur les douanes et le section 2 of An Act to amend the Customs Act Code criminel, chapitre 7 des Lois du and the Criminal Code, chapter 7 of the 45 Canada (1998), ou à celle de la présente loi,

1998, c. 7

- **53.** (1) Notwithstanding paragraphs 498(1)(g) and (h), 499(1)(b) and (c) and 515(2)(b), (c), (d) and (e) of the Criminal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a recognizance be entered into in an amount that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 8(1)(c).
- (2) Notwithstanding paragraphs 498(1)(h), 499(1)(c) and 515(2)(d) and (e) of the Criminal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a sum of money or other valuable security in an amount or value that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 8(1)(c) be deposited.
- **53.** (1) Par dérogation aux alinéas 498(1)g) et h), 499(1)b) et c) et 515(2)b), c), d) et e) du Code criminel, ni le fonctionnaire responsable, ni le juge de paix ne peuvent ordonner la prise d'engagements pour le montant d'une amende dépassant celui fixé en vertu de l'alinéa 8(1)c) pour la contravention en cause.
- (2) Par dérogation aux alinéas 498(1)h), 499(1)c) et 515(2)d) et e) du Code criminel, le même plafond s'applique au dépôt d'argent ou de valeurs ordonné par le fonctionnaire responsable ou le juge de paix.

Statutes of Canada, 1998, the portion of subsection 498(1) of the Criminal Code before paragraph (a) is replaced by the following:

Release from custody by officer in charge

1999. c. 5

498. (1) Subject to subsection (1.1), if a 5 person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or if a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under subsection 494(3) or placed in the custody of 10 a peace officer under subsection 163.5(3) of the Customs Act is detained in custody under subsection 503(1) for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), or any other for five years or less, and has not been taken before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge or another peace officer shall, as soon as practicable,

31. (1) If this Act comes into force before the coming into force of section 20 of An Act to amend the Criminal Code, the Controlled Drugs and Substances Act and the Corrections and Conditional Release Act, chapter 5 25 of the Statutes of Canada, 1999 (in this section referred to as "that Act"), section 20 of that Act is repealed.

- (2) If this Act and section 20 of that Act come into force on the same day, section 500 30 of the Criminal Code, as enacted by section 20 of that Act, is repealed.
- (3) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 22 of that Act, subsection 516(2) of 35 the Criminal Code is replaced by the follow-

pending bail hearing

(2) A justice who remands an accused to custody under subsection (1) or subsection 515(11) may order that the accused abstain 40 from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, except in accordance with any conditions specified in the order that the justice considers necessary.

la dernière en date étant à retenir, le passage du paragraphe 498(1) du Code criminel précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

498. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), 5 Mise en lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat et livrée à un agent de la paix en conformité avec le paragraphe 494(3) ou 10 confiée à sa garde en conformité avec le paragraphe 163.5(3) de la Loi sur les douanes est détenue sous garde en vertu du paragraphe 503(1) soit pour une infraction visée aux offence that is punishable by imprisonment 15 alinéas 496a), b) ou c), soit pour toute autre 15 infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, et n'a pas été conduite devant un juge de paix ni mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la 20 présente partie, le fonctionnaire responsable 20 ou un autre agent de la paix doit, dès que cela est matériellement possible :

> 31. (1) L'article 20 de la Loi modifiant le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et la Loi sur le 25 système correctionnel et la mise en liberté sous condition, chapitre 5 des Lois du Canada (1999), (appelée « cette loi » au présent article) est abrogé s'il n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de la présente 30 loi.

> (2) L'article 500 du Code criminel, édicté par l'article 20 de cette loi, est abrogé si l'article 20 de cette loi entre en vigueur à la même date que la présente loi. 35

(3) À l'entrée en vigueur de l'article 22 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le paragraphe 516(2) du Code criminel est remplacé par ce qui suit :

(2) S'il renvoie le prévenu à la détention au titre des paragraphes (1) ou 515(11), le juge de paix peut lui ordonner de s'abstenir de communiquer directement ou indirectement avec toute personne - victime, témoin ou au-45 tre - identifiée dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont 45 prévues et qu'il estime nécessaires.

liberté par un fonctionnaire responsable

1999, ch. 5

Renvoi sur le cautionne



- (4) On the earlier of the coming into force of this Act and the coming into force of section 25 of that Act.
 - (a) subsection 5(2) of An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts 5 in consequence thereof, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1995, is repealed; and
 - (b) paragraph 190(b) of the Firearms Act. chapter 39 of the Statutes of Canada, 10 1995, is repealed.
- (5) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 25 of that Act, paragraph (b) of the Criminal Code is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) 20 or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 or 745.5.
- (6) If this Act comes into force before the coming into force of section 38 of that Act, section 38 of that Act is repealed.
- (7) If this Act and section 38 of that Act come into force on the same day, subsection 737(6) of the Criminal Code, as enacted by section 38 of that Act, is repealed.
- (8) On the later of the coming into force 30 of this Act and the coming into force of section 51 of that Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the Criminal Code is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 109(1) 35 criminel, est remplacé par ce qui suit : or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4, 745.5 or 747.1, 40

- (4) À l'entrée en vigueur l'article 25 de cette loi ou à celle de la présente loi, la première en date étant à retenir :
 - a) le paragraphe 5(2) de la Loi modifiant le Code criminel (détermination de la 5 peine) et d'autres lois en conséquence, chapitre 22 des Lois du Canada (1995), est abrogé:
 - b) l'alinéa 190b) de la Loi sur les armes à feu, chapitre 39 des Lois du Canada 10 (1995), est abrogé.
- (5) À l'entrée en vigueur l'article 25 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa b) definition "sentence" in section 673 of the 15 de la définition de « sentence », « peine » ou 15 « condamnation », à l'article 673 du Code criminel, est remplacé par ce qui suit :
 - b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 20 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 ou 745.5;
 - (6) L'article 38 de cette loi est abrogé s'il 25 n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de 25 la présente loi.
 - (7) Le paragraphe 737(6) du Code criminel, tel qu'édicté par l'article 38 de cette loi, est abrogé si l'article 38 de cette loi entre en 30 vigueur à la même date que la présente loi.
 - (8) À l'entrée en vigueur de l'article 51 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou 35 « condamnation », à l'article 673 du Code
 - b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 40 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4, 745.5 ou 747.1;



Projet de loi

Bill C-68

32. If Bill C-68, introduced in the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act in respect of criminal justice for young persons and to amend and repeal other Acts (in this section referred to as "that Act") is assented to, then on the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 49 of that Act, subsection 49(1) of that Act is replaced by the following:

Application of Part XXIII of Criminal Code **49.** (1) Subject to section 74, Part XXIII of the *Criminal Code* does not apply in respect of proceedings under this Act except for sections 722, 722.1 and 722.2, subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions 15 apply with any modifications that the circumstances require.

COMING INTO FORCE

Coming into force 33. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

32. En cas de sanction du projet de loi C-68, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé Loi concernant le système de justice 5 pénale pour les adolescents, et modifiant et 5 abrogeant certaines lois en conséquence (appelé « cette loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de l'article 49 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière 10 en date étant à retenir, le paragraphe 49(1)10 de cette loi est remplacé par ce qui suit:

49. (1) Sous réserve de l'article 74, la partie XXIII du *Code criminel* ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, les articles 722, 722.115 et 722.2, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Application de la partie XXIII du Code criminel

Entrée en

vigueur

ENTRÉE EN VIGUEUR

33. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9





Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Lettermail Port payé
Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Huli, Québec, Canada, K1A 0S9

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

C-79

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime) and another Act in consequence

Loi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels) et une autre loi en conséquence

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 28, 1999

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 28 MAI 1999



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to enhance the protection and participation of victims and witnesses in the criminal justice system. The amendments included in this enactment

- (a) expand the availability of protection from personal cross-examination by a self-represented accused for victims and witnesses of sexual offences and personal violence offences, up to the age of 18;
- (b) clarify the application of publication bans, and provide a discretion to order, in appropriate circumstances, a publication ban on information that could disclose the identity of victims or witnesses;
- (c) ensure that the safety concerns of victims and witnesses are taken into consideration in judicial interim release determinations and in the imposition of conditions in any undertakings given by the accused for judicial interim release:
- (d) revise the victim impact statement provisions to, among other things, require the judge to inquire whether the victim has been advised of the opportunity to prepare a victim impact statement, and permit a victim to present a victim impact statement orally;
- (e) provide that all offenders must pay a victim surcharge of a fixed, minimum amount, except where the offender establishes undue hardship, and provide for increased amounts to be imposed in appropriate circumstances;
- (f) require a judge, at the sentencing of an offender to life in prison, to provide information, for the benefit of the victim, regarding the operation of the provisions governing judicial review of parole eligibility; and
- (g) make a number of procedural and consequential changes.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en vue d'accroître la protection et la participation des victimes et des témoins au sein du système de justice pénale. Il vise notamment à :

- a) assurer une meilleure protection aux victimes et aux témoins d'infractions d'ordre sexuel ou d'infractions contre la personne perpétrées avec violence, en portant à dix-huit ans l'âge auquel le témoin peut être soumis au contre-interrogatoire par un accusé non représenté par un avocat;
- b) clarifier l'application des ordonnances de non-publication et accorder au juge le pouvoir discrétionnaire d'interdire, dans les circonstances appropriées, la publication des renseignements qui permettraient d'identifier les victimes et les témoins;
- c) faire en sorte qu'il soit tenu compte des préoccupations des victimes et des témoins relativement à leur sécurité dans le cadre de la prise de décisions visant la mise en liberté provisoire et de l'imposition des conditions dont est assortie une promesse faite par un accusé en vue de sa mise en liberté provisoire;
- d) réviser les dispositions visant la déclaration de la victime, notamment afin d'obliger le juge à s'enquérir auprès des victimes si elles ont été informées de la possibilité de préparer une déclaration et de permettre à la victime de présenter sa déclaration oralement;
- e) prévoir que tous les contrevenants doivent payer une suramende compensatoire minimale sauf s'ils démontrent que cela constituerait un préjudice injustifié; en outre, le texte permet l'imposition d'une suramende compensatoire supérieure dans des circonstances appropriées;
- f) prévoir, pour le bénéfice des victimes, que le juge qui inflige une peine d'emprisonnement à perpétuité à l'égard d'un contrevenant est tenu de déclarer que celui-ci pourra demander une révision judiciaire en vue de la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle;
- g) apporter des modifications corrélatives ou d'ordre procédural.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1^{re} session, 36^e législature, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-79

PROJET DE LOI C-79

An Act to amend the Criminal Code (victims of crime) and another Act in consequence

Whereas the Parliament of Canada continues to be gravely concerned about the incidence of crime in Canada and its impact on society, particularly on persons who are the victims of offences:

Whereas the Parliament of Canada recognizes that the co-operation of victims of and witnesses to offences is essential to the investigation and prosecution of offences, and wishes to encourage the reporting of offences, 10 and to provide for the prosecution of offences within a framework of laws that are consistent with the principles of fundamental justice:

Whereas the Parliament of Canada recognizes and is committed to ensuring that all per- 15 sons have the full protection of the rights guaranteed by the Canadian Charter of Rights and Freedoms and, in the event of a conflict between the rights of accused persons and victims of and witnesses to offences, that those 20 rights are accommodated and reconciled to the greatest extent possible;

Whereas the Parliament of Canada supports the principle that victims of and witnesses to offences should be treated with courtesy, com- 25 passion and respect by the criminal justice system, and should suffer the least amount of inconvenience necessary as a result of their involvement in the criminal justice system;

Whereas the Parliament of Canada, while 30 recognizing that the Crown is responsible for the prosecution of offences, is of the opinion that the views and concerns of the victims should be considered in accordance with prevailing criminal law and procedure, particu-35 larly with respect to decisions that may have an impact on their safety, security or privacy;

Whereas the Parliament of Canada wishes to encourage and facilitate the provision of inLoi modifiant le Code criminel (victimes d'actes criminels) et une autre loi en conséquence

Attendu:

Préambule

que la criminalité au sein de la société canadienne et ses conséquences - particulièrement pour ceux qui en sont victimes — continuent de préoccuper sérieuse- 5 ment le Parlement du Canada:

que celui-ci reconnaît que la collaboration des victimes et des témoins d'infractions est essentielle aux enquêtes et aux poursuites qui en découlent, qu'il désire encourager la 10 dénonciation des infractions et faire en sorte que leur poursuite s'effectue dans un cadre juridique compatible avec les principes de la justice fondamentale;

qu'il reconnaît et entend assurer la protec-15 tion des droits garantis à tous par la Charte canadienne des droits et libertés et qu'en cas de conflit entre les droits des accusés et ceux des victimes et des témoins d'infractions, l'équilibre entre ces droits doit être 20 assuré dans la mesure du possible;

qu'il désire affermir le principe selon lequel les victimes et les témoins d'infractions devraient être traités avec courtoisie, compassion et respect par le système de justice 25 pénale et que le rôle qu'ils sont appelés à y jouer devrait leur causer le moins d'inconvénients possible;

qu'il reconnaît que, bien que la Couronne soit chargée de la poursuite des infractions, 30 l'avis et les préoccupations des victimes doivent être pris en compte, conformément au droit pénal et à la procédure pénale, particulièrement en ce qui concerne les décisions qui peuvent avoir une incidence 35 sur leur sécurité ou leur vie privée;

qu'il désire encourager et faciliter la diffusion d'information aux victimes et aux

Preamble

formation to victims of and witnesses to offences regarding the criminal justice system and their role in it, and regarding specific decisions that have an impact on them;

Whereas the Parliament of Canada wishes 5 to encourage and facilitate the participation in the criminal justice system of victims of and witnesses to offences in accordance with prevailing criminal law and procedure;

And whereas the Parliament of Canada ac- 10 knowledges the fundamental importance of an open justice system that treats all persons who come before it with dignity and respect;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and 15 Canada, édicte : House of Commons of Canada, enacts as follows:

témoins d'infractions portant sur le système de justice pénale et le rôle que ces derniers sont appelés à y jouer ainsi que sur les décisions qui les touchent:

qu'il désire encourager et faciliter la parti- 5 cipation des victimes et des témoins d'infractions au sein du système de justice pénale, conformément au droit pénal et à la procédure pénale;

qu'il reconnaît l'importance d'un système 10 de justice pénale transparent qui traite tous les justiciables avec respect et dignité,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 15

27, 31, 47, 51, 52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35 (2nd Supp.). cc. 10, 19, 30, 34 (3rd Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4th Supp.); 1990, cc. 15, 16, 17, 44; 1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43: 1992, cc. 1, 11, 20, 21, 22 27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, cc. 12, 13, 38, 44: 1995, cc. 5, 19, 22, 27, 29. 32, 39, 42: 1996, cc. 8,

16, 19, 31, 34;

1997, cc. 9, 16, 17, 18, 23,

30, 39; 1998,

30, 34, 35, 37;

cc. 7. 9. 15.

1999, c. 5

R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11.

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46: L.R. ch. 2, 11, 27, 31, 47, 51, 52 (1^{er} suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44: 1991. ch. 1, 4, 28, 40 43: 1992 ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27. 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46: 1994, ch 12 13 38 44; 1995, ch 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42: 1996, ch 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5

1. Section 2 of the Criminal Code is amended by adding the following in alphabetical order:

"victim" includes the victim of an alleged offence;

2. (1) Subsections 486(1.1) and (1.2) of the Act are replaced by the following:

1. L'article 2 du Code criminel est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 20 de ce qui suit :

« victime » S'entend notamment de la victime 20 d'une infraction présumée.

2. (1) Les paragraphes 486(1.1) et (1.2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

« victime » "victim"

par. 7(1)

« victime » 1993, c. 45, s. 7(1)

"victim"

1993, ch. 45,

(1.1) For the purposes of subsections (1) and (2.3) and for greater certainty, the "proper administration of justice" includes ensuring that the interests of witnesses under the age of eighteen years are safeguarded in proceedings in which the accused is charged with a sexual offence, an offence against any of sections 271, 272 and 273 or an offence in which violence against the person is alleged to have been used, threatened or attempted.

(1.1) Pour l'application des paragraphes (1) et (2.3), il demeure entendu que relève de la bonne administration de la justice le fait de veiller à ce que soit sauvegardé l'intérêt des 5 témoins âgés de moins de dix-huit ans dans les 5 procédures relatives à une infraction soit d'ordre sexuel, soit visée aux articles 271, 272 ou 273, ou encore dans laquelle est alléguée l'utilisation, la tentative ou la menace de 10 violence.

Protection des témoins de moins de

person

(1.2) In proceedings referred to in subsection (1.1), the presiding judge, provincial court judge or justice may, on application of the prosecutor or a witness who, at the time of age of fourteen years or who has a mental or physical disability, order that a support person of the witness' choice be permitted to be present and to be close to the witness while testifying.

(1.2) Dans les procédures visées au paragraphe (1.1), le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside peut, sur demande du poursuivant ou d'un témoin qui, the trial or preliminary hearing, is under the 15 au moment du procès ou de l'enquête prélimi-15 naire, est âgé de moins de quatorze ans ou a une déficience physique ou mentale, ordonner qu'une personne de confiance choisie par ce dernier soit présente à ses côtés pendant qu'il 20 témoigne.

1993, c. 45. s. 7(2); 1997 c. 16, s. 6(4)

(2) Subsections 486(2.3) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) Les paragraphes 486(2.3) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1993, ch. 45, par. 7(2); 1997, ch. 16,

Accused not cross-examine child witness

(2.3) In proceedings referred to in subsection (1.1), the accused shall not personally proceedings is under the age of eighteen years, unless the presiding judge, provincial court judge or justice is of the opinion that the proper administration of justice requires the amination and, if the accused is not personally conducting the cross-examination, the presiding judge, provincial court judge or justice shall appoint counsel for the purpose of conducting the cross-examination.

(2.3) Sauf si le juge, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix qui préside est cross-examine a witness who at the time of the 25 d'avis que la bonne administration de la 25 justice l'exige, l'accusé ne peut procéder lui-même, dans les procédures visées au paragraphe (1.1), au contre-interrogatoire d'un témoin qui, au moment du procès ou de accused to personally conduct the cross-ex-30 l'enquête préliminaire, est âgé de moins de 30 dix-huit ans. Le juge nomme un avocat qui procède au contre-interrogatoire.

do contre-interrogatoire par

Order restricting publication

(3) Subject to subsection (4), the presiding judge or justice may make an order directing that the identity of a complainant or a witness and any information that could disclose the identity of the complainant or witness shall 40 not be published in any document or broadcast in any way, when an accused is charged with

(a) any of the following offences:

(i) an offence under section 151, 152, 153, 153.1, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 45 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 or 347,

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le juge ou le juge de paix peut rendre une ordonnance interdisant de publier ou de diffuser de 35 quelque facon que ce soit l'identité d'un plaignant ou celle d'un témoin ou des renseignements qui permettraient de la découvrir lorsqu'une personne est accusée :

publication

a) de l'une des infractions suivantes : 40

(i) une infraction prévue aux articles 151. 152, 153, 153.1, 155, 159, 160, 170, 171, 172, 173, 210, 211, 212, 213, 271, 272, 273, 346 ou 347,

5

- (ii) an offence under section 144, 145, 149, 156, 245 or 246 of the Criminal Code, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 4, 1983, or
- (iii) an offence under section 146, 151, 153, 155, 157, 166 or 167 of the Criminal Code, chapter C-34 of the Revised Statutes of Canada, 1970, as it read immediately before January 1, 1988; or 10
- (b) two or more offences being dealt with in the same proceeding, at least one of which is an offence referred to in any of subparagraphs (a)(i), (ii) and (iii).
- (ii) une infraction prévue aux articles 144, 145, 149, 156, 245 ou 246 du Code criminel, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 4 janvier 1983,
- (iii) une infraction prévue aux articles 146, 151, 153, 155, 157, 166 ou 167 du Code criminel, chapitre C-34 des Statuts revisés du Canada de 1970, dans sa version antérieure au 1er janvier 1988:
- b) de deux infractions ou plus dans le cadre d'une même procédure, dont l'une est une infraction visée aux sous-alinéas a)(i), (ii) ou (iii).

(3) Subsection 486(5) of the Act is re-15 placed by the following:

Ran on publication

(4.1) A judge or justice may, in any proceedings against an accused other than in respect of an offence set out in subsection (3), make an order directing that the identity of a 20 phe (3), rendre une ordonnance interdisant de 20 victim or witness, or any information that could disclose their identity, shall not be published in any document or broadcast in any way, if the judge or justice is satisfied that the order is necessary for the proper administra-25 administration de la justice l'exige. tion of justice.

(3) Le paragraphe 486(5) de la même loi 15 est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Le juge ou le juge de paix peut, dans toute procédure à l'égard d'une infraction à la présente loi autre que celles visées au paragrapublier ou de diffuser de quelque façon que ce soit l'identité d'une victime ou d'un témoin, ou des renseignements qui permettraient de la découvrir, s'il est convaincu que la bonne 25

Autres ordonnances limitant la

restricting publication

- (4.2) An order made under subsection (4.1) does not apply in respect of the disclosure of information in the course of the administration of justice if it is not the purpose of the 30 justice si la communication ne vise pas à disclosure to make the information known in the community.
 - (4.2) L'ordonnance ne s'applique pas relativement à la communication de renseignements dans le cours de l'administration de la 30 renseigner la collectivité.

(4.3) L'ordonnance ne peut être rendue que

si le poursuivant, la victime ou le témoin

paix qui préside ou, si aucun juge ou juge de

supérieure de juridiction criminelle dans le

district judiciaire où l'instance se déroulera.

paix n'a été assigné, à un juge de la cour35

Restriction

Application

- (4.3) An order under subsection (4.1) may be made on the application of the prosecutor, a victim or a witness. The application must be 35 présente une demande au juge ou au juge de made to the presiding judge or justice or, if the judge or justice has not been determined, to a judge of a superior court of criminal jurisdiction in the judicial district where the proceedings will take place. 40
- Demande

- Contents of (4.4) The application must be in writing and application set out the grounds on which the applicant relies to establish that the order is necessary for the proper administration of justice.
- (4.4) La demande est formulée par écrit et énonce les motifs invoqués pour montrer qu'il relève de la bonne administration de la justice 40 de rendre l'ordonnance.

Contenu de la

30

Notice of application

(4.5) The applicant shall provide notice of the application to the prosecutor, the accused and any other person affected by the order that the judge or justice specifies.

Hearing may

- (4.6) The judge or justice may hold a 5 hearing to determine whether an order under subsection (4.1) should be made, and the hearing may be in private.
- (4.5) Le demandeur donne avis de la demande au poursuivant, au prévenu et à toute autre personne touchée par l'ordonnance selon ce que le juge ou le juge de paix indique.

Avis de la demande

5 Possibilité

- be held
- (4.6) Le juge ou le juge de paix peut tenir une audience — à huis clos ou non — pour décider si l'ordonnance doit être rendue.

Factors to be

- (4.7) In determining whether to make an order under subsection (4.1), the judge or 10 nance, il prend en compte : justice shall consider

 - (a) the right to a fair and public hearing;
 - (b) whether there is a real and substantial risk that the victim or witness would suffer significant harm if their identity were 15 disclosed:
 - (c) whether the victim or witness needs the order for their security or to protect them from intimidation or retaliation:
 - (d) society's interest in encouraging the 20 reporting of offences and the participation of victims and witnesses:
 - (e) whether effective alternatives are available to protect the identity of the victim or 25
 - (f) the salutary and deleterious effects of the proposed order;
 - (g) the impact of the proposed order on the freedom of expression of those affected by
 - (h) any other factor that the judge or justice considers relevant.

- (4.7) Pour décider s'il doit rendre l'ordon
 - a) le droit à un procès public et équitable; b) le risque sérieux d'atteinte au droit à la vie privée de la victime ou du témoin si leur
 - identité est révélée: c) la nécessité d'assurer la sécurité de la victime ou du témoin et leur protection 15
 - d) l'intérêt de la société à encourager la dénonciation des infractions et la participation des victimes et des témoins;

contre l'intimidation et les représailles;

- e) l'existence d'autres moyens efficaces 20 permettant de protéger l'identité de la victime ou du témoin;
- f) les effets bénéfiques et préjudiciables de sa décision;
- g) les répercussions de l'ordonnance sur la 25 liberté d'expression des personnes qu'elle
- h) tout autre facteur qu'il estime pertinent.

Conditions

- (4.8) An order made under subsection (4.1) may be subject to any conditions that the judge or justice thinks fit.
- (4.8) Le juge ou le juge de paix peut assortir l'ordonnance de toute condition qu'il estime 30 35 indiquée.

Publication of prohibited

- (4.9) Unless the presiding judge or justice refuses to make an order under subsection (4.1), no person shall publish in any document or broadcast in any way
 - (a) the contents of an application referred to 40 in subsection (4.3);
 - (b) any evidence taken, information given, or submissions made at a hearing under subsection (4.6); or
- (4.9) À moins que le juge ou le juge de paix refuse de rendre l'ordonnance, il est interdit à quiconque de publier ou de diffuser :

- a) le contenu de la demande visée au 35 paragraphe (4.3);
- b) tout élément de preuve, renseignement ou observation présentés lors d'une audience tenue en vertu du paragraphe (4.6);
- c) tout autre renseignement qui permettrait 40 de découvrir l'identité de la victime ou du témoin.

(c) any other information that could identify the person to whom the application relates as a victim or witness in the proceedings.

Failure to comply with order

(5) Every person who fails to comply with guilty of an offence punishable on summary conviction.

(5) Quiconque transgresse une ordonnance an order made under subsection (3) or (4.1) is 5 rendue conformément aux paragraphes (3) ou (4.1) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.

Transgression

3. (1) Subsection 497(1) of the Act is replaced by the following:

Release from custody by peace officer

- **497.** (1) Subject to subsection (1.1), if a 10 peace officer arrests a person without warrant for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), the peace officer shall, as soon as practicable,
 - (a) release the person from custody with the 15 intention of compelling their appearance by way of summons; or
 - (b) issue an appearance notice to the person and then release them.

Exception

- (1.1) A peace officer shall not release a 20 person under subsection (1) if the peace officer believes, on reasonable grounds,
 - (a) that it is necessary in the public interest that the person be detained in custody or that the matter of their release from custody 25 be dealt with under another provision of this Part, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or 30 relating to the offence,
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of another offence, or
 - (iv) ensure the safety and security of any 35 victim of or witness to the offence; or
 - (b) that if the person is released from custody, the person will fail to attend court in order to be dealt with according to law.
- (2) The portion of subsection 497(3) of the 40 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

3. (1) Le paragraphe 497(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

497. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), lorsqu'un agent de la paix arrête une personne sans mandat pour une infraction visée aux 10 paix alinéas 496a), b) ou c), il doit dès que cela est matériellement possible :

Mise en liberté par un agent de la

- a) soit la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation; 15
- b) soit lui délivrer une citation à comparaître et la mettre aussitôt en liberté.
- (1.1) L'agent de la paix ne doit pas mettre la personne en liberté en application du paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de 20 croire:

a) qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de détenir la personne sous garde ou de régler la question de sa mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente 25 partie, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité:

- (i) d'identifier la personne,
- (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
- (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre infraction soit commise.
- (iv) d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction; 35
- b) que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal pour être traitée selon la loi.
- (2) Le passage du paragraphe 497(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 40 par ce qui suit :

Exception

Consequen-

(3) A peace officer who has arrested a person without warrant for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in that subsection shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of the peace officer's duty for the purposes of

(3) Un agent de la paix qui a arrêté une personne sans mandat pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne met pas cette personne en liberté, dès que cela est matériel-5 lement possible, de la manière visée à ce 5 paragraphe, est censé agir légalement et dans l'exercice de ses fonctions à l'égard :

Conséquenne pas mettre une personne

1997, c. 18, s. 52; 1998, c 7, s. 2

Release from

charge

4. (1) Subsection 498(1) of the Act is replaced by the following:

498. (1) Subject to subsection (1.1), if a person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or if a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under 15 sans mandat et livrée à un agent de la paix en subsection 494(3) is detained in custody under subsection 503(1) for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), or any other offence that is punishable by imprisonment for five years or less, and has not been taken 20 punissable d'un emprisonnement de cinq ans before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge or another peace officer shall, as soon as practicable.

- (a) release the person with the intention of 25 compelling their appearance by way of summons:
- (b) release the person on their giving a promise to appear;
- (c) release the person on the person's 30 entering into a recognizance before the officer in charge or another peace officer without sureties in an amount not exceeding \$500 that the officer directs, but without deposit of money or other valuable security; 35
- (d) if the person is not ordinarily resident in the province in which the person is in custody or does not ordinarily reside within 200 kilometres of the place in which the 40 person is in custody, release the person on the person's entering into a recognizance before the officer in charge or another peace officer without sureties in an amount not exceeding \$500 that the officer directs and, 45 if the officer so directs, on depositing with the officer a sum of money or other valuable security not exceeding in amount or value \$500, that the officer directs.

4. (1) Le paragraphe 498(1) de la même 10 loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18. art. 52; 1998, ch. 7, art. 2

498. (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), 10 Mise en lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou lorsqu'une personne qui a été arrêtée application du paragraphe 494(3) est détenue 15 sous garde en vertu du paragraphe 503(1) soit pour une infraction visée aux alinéas 496a), b) ou c), soit pour toute autre infraction qui est ou moins, et n'a pas été conduite devant un 20 juge de paix ni mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix doit, dès que cela est matériellement

a) soit la mettre en liberté dans l'intention de l'obliger à comparaître par voie de sommation:

- b) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle remette sa promesse de comparaître;
- c) soit la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de 500 \$ que fixe le fonctionnaire 35 responsable ou l'agent de la paix, mais sans dépôt d'argent ou d'autre valeur;
- d) soit, si elle ne réside pas ordinairement dans la province où elle est sous garde ou dans un rayon de deux cents kilomètres du 40 lieu où elle est sous garde, la mettre en liberté pourvu qu'elle contracte devant le fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix, sans caution, un engagement d'un montant maximal de 500 \$ que fixe le 45 fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix et, s'il l'ordonne, qu'elle dépose

liberté par un responsable

Exception

- (1.1) The officer in charge or the peace officer shall not release a person under subsection (1) if the officer in charge or peace officer believes, on reasonable grounds,
 - (a) that it is necessary in the public interest 5 croire; that the person be detained in custody or that the matter of their release from custody be dealt with under another provision of this Part, having regard to all the circumstances including the need to
 - (i) establish the identity of the person,
 - (ii) secure or preserve evidence of or relating to the offence,
 - (iii) prevent the continuation or repetition of the offence or the commission of 15 another offence, or
 - (iv) ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence; or
 - (b) that, if the person is released from custody, the person will fail to attend court 20 in order to be dealt with according to law.

1997, c. 18, s. 52(3)

(2) The portion of subsection 498(3) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Consequen-

(3) An officer in charge or another peace 25 officer who has the custody of a person taken into or detained in custody for an offence described in subsection (1) and who does not release the person from custody as soon as practicable in the manner described in that 30 ment possible, de la manière visée à ce subsection shall be deemed to be acting lawfully and in the execution of the officer's duty for the purposes of

1994. c. 44. s 40

5. (1) Paragraph 499(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) to abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the undertaking, or from going to a place specified in the undertaking, except in accordance with the 40 conditions specified in the undertaking;

auprès de lui telle somme d'argent ou autre valeur, ne dépassant pas le montant ou la valeur de 500 \$, qu'il fixe.

(1.1) Le fonctionnaire responsable ou l'agent de la paix ne doit pas mettre la 5 personne en liberté en application du paragraphe (1) s'il a des motifs raisonnables de

Exception

a) qu'il est nécessaire, dans l'intérêt public, de détenir la personne sous garde ou de 10 régler la question de sa mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la présente partie, eu égard aux circonstances, y compris la nécessité:

(i) d'identifier la personne,

15

- (ii) de recueillir ou conserver une preuve de l'infraction ou une preuve y relative,
- (iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre 20 infraction soit commise,
- (iv) d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction;
- b) que, s'il met la personne en liberté, celle-ci omettra d'être présente au tribunal pour être traitée selon la loi.

(2) Le passage du paragraphe 498(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 18, par. 52(3)

(3) Un fonctionnaire responsable ou un autre agent de la paix qui a la garde d'une 30 personne mise ou détenue sous garde pour une infraction visée au paragraphe (1) et qui ne la met pas en liberté dès que cela est matérielleparagraphe, est censé agir légalement et dans 35 l'exercice de ses fonctions à l'égard :

Conséquences du fait de ne pas mettre une personne

5. (1) L'alinéa 499(2)c) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44, art. 40

c) s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute person-40 ne - victime, témoin ou autre - identifiée dans la promesse ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;

- (2) Subsection 499(2) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f), by adding the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 5 (g):
 - (h) to comply with any other condition specified in the undertaking that the officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or 10 witness to the offence.

6. Section 500 of the Act is replaced by the following:

Money or other valuable security to be deposited with

500. If a person has, under paragraph money or other valuable security with the officer in charge, the officer in charge shall, without delay after the deposit, cause the money or valuable security to be delivered to a justice for deposit with the justice.

7. (1) Subsection 503(2) of the Act is replaced by the following:

Conditional release

1994, c. 44,

(2) If a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsecconditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence mentioned in section 522, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance 30 infraction mentionnée à l'article 522. with paragraphs 498(1)(b) to (d) and subsection (2.1).

1994 c 44

(2) Paragraph 503(2.1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) to abstain from communicating, directly 35 or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the undertaking, or from going to a place specified in the undertaking, except in accordance with the conditions specified in the undertaking;
- (3) Subsection 503(2.1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (f), by adding the word "or" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 45 (g):

(2) Le paragraphe 499(2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

h) observer telles autres conditions indiquées dans la promesse que le fonctionnaire 5 responsable estime nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction.

6. L'article 500 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

500. Lorsqu'une personne a, en application 498(1)(d) or 499(1)(c), deposited any sum of 15 de l'alinéa 498(1)d) ou 499(1)c), déposé auprès du fonctionnaire responsable une somme d'argent ou autre valeur, le fonctionnaire responsable fait remettre, aussitôt après ce 15 dépôt, cet argent ou cette autre valeur à un juge 20 de paix pour dépôt auprès de celui-ci.

Argent ou devant être juge de paix

7. (1) Le paragraphe 503(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch 44,

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire 20 Liberation responsable, convaincu de la nécessité de tion (1) should be released from custody 25 cette mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)b) à d), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit 25 détenue sous garde pour avoir commis une

(2) L'alinéa 503(2.1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

411. 42

- c) s'abstenir de communiquer, directement 30 ou indirectement, avec toute personne - victime, témoin ou autre - identifiée dans la promesse ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues;
- (3) Le paragraphe 503(2.1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :
 - h) observer telles autres conditions indiquées dans la promesse que l'agent de la 40 paix ou le fonctionnaire responsable estime nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction.

1993, ch. 45

par. 8(1)

(h) to comply with any other condition specified in the undertaking that the peace officer or officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence.

1993, c. 45, s. 8(1)

8. (1) Paragraph 515(4)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, or refrain 10 from going to any place specified in the order, except in accordance with the conditions specified in the order that the justice considers necessary;

(2) Subsection 515(4) of the Act is 15 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) and by adding the following after that paragraph:

(e.1) comply with any other condition specified in the order that the justice 20 considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the offence; and

1996, c. 19, s. 93.3

(3) Paragraph 515(4.1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) an offence that involves, or the subjectmatter of which is, a firearm, a cross-bow, a prohibited weapon, a restricted weapon, a prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or an explosive substance,

the justice shall add to the order a condition prohibiting the accused from possessing a firearm, cross-bow, prohibited weapon, restricted weapon, prohibited device, ammunition, prohibited ammunition or explosive sub-35 stance, or all those things, until the accused is dealt with according to law unless the justice considers that such a condition is not required in the interests of the safety of the accused or the safety and security of a victim of the of-40 fence or of any other person.

(4) Subsection 515(4.2) of the Act is replaced by the following:

8. (1) L'alinéa 515(4)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute personne — victime, témoin ou autre — identifiée dans l'ordonnance ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné, si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires;

(2) Le paragraphe 515(4) de la même loi 10 est modifié par adjonction, après l'alinéa *e*), de ce qui suit :

e.1) observer telles autres conditions indiquées dans l'ordonnance que le juge de paix estime nécessaires pour assurer la sécurité 15 des victimes ou des témoins de l'infraction;

(3) Le paragraphe 515(4.1) de la même loi 25 est remplacé par ce qui suit :

art. 93.3

Condition additionnelle

1996 ch 19

(4.1) Lorsqu'il rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infrac-20 tion perpétrée avec usage, tentative ou menace de violence contre autrui, de l'infraction vi-30 sée à l'article 264 (harcèlement criminel), d'une infraction aux paragraphes 5(3) ou (4), 6(3) ou 7(2) de la Loi réglementant certaines 25 drogues et autres substances ou d'une infraction relative à une arme à feu, une arbalète, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions, des munitions prohibées ou des substan-30 ces explosives, le juge de paix doit, s'il en arrive à la conclusion qu'il est souhaitable de le faire pour la sécurité du prévenu, de la victime ou de toute autre personne, assortir l'ordonnance d'une condition lui interdisant, jusqu'à 35 ce qu'il soit jugé conformément à la loi, d'avoir en sa possession de tels objets ou l'un ou plusieurs de ceux-ci.

(4) Le paragraphe 515(4.2) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 40

i 1993, ch. 45, 40 par. 8(2)

1993, c. 45. s. 8(2)

15

Additional

1997, c. 18,

1994, c. 44,

Order re no

s 44(2)

s. 59(2)

(4.2) Before making an order under subsection (2), in the case of an accused who is charged with an offence described in section 264, or an offence in the commission of which or attempted, the justice shall consider whether it is desirable, in the interests of the safety and security of any person, particularly a victim of or witness to the offence, to include as a condition of the order

(a) that the accused abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, or refrain from going to any place specified in the order; or

(b) that the accused comply with any other condition specified in the order that the justice considers necessary to ensure the safety and security of those persons.

(5) Paragraph 515(10)(b) of the Act is 20 replaced by the following:

(b) where the detention is necessary for the protection or safety of the public, including any victim of or witness to the offence, having regard to all the circumstances 25 including any substantial likelihood that the accused will, if released from custody, commit a criminal offence or interfere with the administration of justice; and

(6) Subsection 515(12) of the Act is 30 replaced by the following:

(12) A justice who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the order a direction that the accused abstain from communicating, direct-35 s'abstenir de communiquer, directement ou ly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, except in accordance with such conditions specified in the order as the justice considers necessary.

9. Subsection 518(1) of the Act is 40 amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (d.1) and by adding the following after that paragraph:

(d.2) the justice shall take into consideration any evidence submitted regarding the 45 need to ensure the safety or security of any victim of or witness to an offence; and

(4.2) Le juge de paix qui rend une ordonnance en vertu du paragraphe (2) dans le cas d'une infraction visée à l'article 264 ou d'une infraction perpétrée avec usage, tentative ou violence against a person was used, threatened 5 menace de violence doit considérer s'il est 5 souhaitable pour la sécurité de toute personne, en particulier celle des victimes et des témoins de l'infraction, d'imposer au prévenu, dans l'ordonnance, tout ou partie des obligations 10 suivantes: 10

> a) s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute personne — victime, témoin ou autre — qui v est identifiée ou d'aller dans un lieu qui y est mentionné:

b) observer telles autres conditions que le juge de paix estime nécessaires pour assurer la sécurité de ces personnes.

(5) L'alinéa 515(10)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

20 par. 59(2)

b) sa détention est nécessaire pour la protection ou la sécurité du public, notamment celle des victimes et des témoins de l'infraction, eu égard aux circonstances, v compris toute probabilité marquée que le 25 prévenu, s'il est mis en liberté, commettra une infraction criminelle ou nuira à l'administration de la justice;

(6) Le paragraphe 515(12) de la même loi 3() est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44.

(12) Le juge de paix qui ordonne la détention du prévenu sous garde en vertu du présent article peut lui ordonner, en outre, de indirectement, avec toute personne - victi-35 me, témoin ou autre - identifiée dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont prévues et qu'il estime nécessaires.

de s'abstenir

9. Le paragraphe 518(1) de la même loi40 est modifié par adjonction, après l'alinéa d.1), de ce qui suit :

d.2) le juge de paix prend en considération toute preuve relative au besoin d'assurer la sécurité des victimes ou des témoins de 45

Opportunité

1991, ch. 40.

art. 32; 1994.

ch. 44, art. 48

Ordonnance

de s'abstenir

communiquer

1991. c. 40. s. 32: 1994. c. 44 s 48

Order re no communication

10. Subsections 522(2.1) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2.1) A judge referred to in subsection (2) who orders that an accused be detained in custody under this section may include in the 5 order a direction that the accused abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order except in accordance with such conditions specified in the order as the judge 10 le juge estime nécessaires. considers necessary.

Release of accused

(3) If the judge does not order that the accused be detained in custody under subsection (2), the judge may order that the accused be released on giving an undertaking or 15 prévenu en liberté sur remise de la promesse entering into a recognizance described in any of paragraphs 515(2)(a) to (e) with such conditions described in subsections 515(4), (4.1) and (4.2) as the judge considers desir-20

11. Section 672.5 of the Act is amended by adding the following after subsection (13):

Victim impact statement

(14) A victim of the offence may prepare and file with the court or Review Board a written statement describing the harm done to, 25 or loss suffered by, the victim arising from the commission of the offence.

Copy of statement

(15) The court or Review Board shall ensure that a copy of any statement filed in accordance with subsection (14) is provided to 30 nelle pour cause de troubles mentaux, le the accused or counsel for the accused, and the prosecutor, as soon as practicable after a verdict of not criminally responsible on account of mental disorder is rendered in respect of the offence. 35

Definition of 'victim'

(16) In subsection (14), "victim" has the same meaning as in subsection 722(4).

12. The Act is amended by adding the following after section 672.54:

Victim impact statement

672.541 When a verdict of not criminally 40 responsible on account of mental disorder has been rendered in respect of an accused, the court or Review Board shall, at a hearing held under section 672.45 or 672.47, take into consideration any statement filed in accor-45 critères énoncés à l'article 672.54, prendre en dance with subsection 672.5(14) in determining the appropriate disposition or conditions

10. Les paragraphes 522(2.1) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2.1) L'ordonnance de détention visée au paragraphe (2) peut en outre ordonner au prévenu de s'abstenir de communiquer, direc- 5 tement ou indirectement, avec toute personne - victime, témoin ou autre - identifiée dans l'ordonnance, si ce n'est en conformité avec les conditions qui v sont prévues et que 10

> Mise en liberté du prévenu

(3) Si le juge n'ordonne pas la détention sous garde du prévenu prévue au paragraphe (2), il peut, par ordonnance, faire mettre le ou de l'engagement visé aux alinéas 515(2)a)15 à e) et à celles des conditions prévues aux paragraphes 515(4), (4.1) et (4.2) qu'il considère souhaitables.

11. L'article 672.5 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-20 phe (13), de ce qui suit :

(14) La victime peut rédiger et déposer auprès du tribunal ou de la commission d'examen une déclaration écrite qui décrit les dommages ou les pertes qui lui ont été causés 25 par la perpétration de l'infraction.

Déclaration de la victime

(15) Dans les meilleurs délais possible suivant le verdict de non-responsabilité crimitribunal ou la commission d'examen veille à 30 ce qu'une copie de la déclaration déposée conformément au paragraphe (14) soit fournie au poursuivant et à l'accusé ou son avocat.

Copie de la déclaration

(16) Au paragraphe (14), « victime » s'en-35 tend au sens du paragraphe 722(4).

Définition de « victime »

12. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 672.54, de ce qui suit :

672.541 En cas de verdict de non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux, le tribunal ou la commission d'examen 40 doit, à l'audience tenue conformément aux articles 672.45 ou 672.47 et dans le cadre des compte toute déclaration déposée en conformité avec le paragraphe 672.5(14) en vue de 45

Déclaration de la victime under section 672.54, to the extent that the statement is relevant to its consideration of the criteria set out in section 672.54.

rendre une décision ou de fixer des modalités au titre de l'article 672 54

1995, c. 39, par. 190(a)

13. Paragraph (b) of the definition "senby the following:

(b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 10 737(3) or (5) or section 738, 739 or 742.3,

13. L'alinéa b) de la définition de « sentence" in section 673 of the Act is replaced 5 tence », « peine » ou « condamnation », à l'article 673 de la même loi, est remplacé 5 par ce qui suit :

1995, ch. 39.

paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, 10 des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3:

b) les ordonnances rendues en vertu des

14. Section 679 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

14. L'article 679 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-15 phe (5), de ce qui suit :

(5.1) The judge may direct that the undertion (5) include the conditions described in subsections 515(4), (4.1) and (4.2) that the judge considers desirable.

(5.1) Sont comprises parmi les conditions taking or recognizance referred to in subsec-15 d'une promesse ou d'un engagement que le juge peut fixer aux termes du paragraphe (5) les conditions visées aux paragraphes 515(4), 20 (4.1) et (4.2) qu'il estime souhaitables.

engagement

1995, c. 22. item 29)

15. Paragraph 683(5)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) any obligation to pay a victim surcharge under section 737, or

15. L'alinéa 683(5)d) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 10. ann. I.

d) le paiement de la suramende compensatoire visée à l'article 737;

16. Section 721 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

16. L'article 721 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Copy of report

(5) The clerk of the court shall provide a 25 copy of the report, as soon as practicable after filing, to the offender or counsel for the offender, as directed by the court, and to the prosecutor.

(5) Dans les meilleurs délais possible suivant le dépôt auprès du tribunal du rapport, 30 le greffier en fait parvenir une copie au poursuivant et, sous réserve des instructions du tribunal, au délinquant ou à son avocat.

Copie du

17. (1) Section 722 of the Act is amended 30.

by adding the following after subsection (2):

Presentation

(2.1) The court shall, on the request of a victim, permit the victim to read a statement prepared and filed in accordance with subsecother manner that the court considers appropriate.

17. (1) L'article 722 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragra-35 phe (2), de ce qui suit :

(2.1) Si la victime en fait la demande, le tribunal lui permet de lire la déclaration rédigée et déposée auprès du tribunal en tion (2), or to present the statement in any 35 conformité avec le paragraphe (2) ou d'en 40 faire la présentation de toute autre façon qu'il juge indiquée.

1995, c. 22, s. 6

(2) Subsection 722(3) of the Act is replaced by the following:

Evidence victim admissible

(3) Whether or not a statement has been prepared and filed in accordance with subsection (2), the court may consider any other 5 evidence concerning any victim of the offence for the purpose of determining the sentence to be imposed on the offender or whether the offender should be discharged under section 730.

(2) Le paragraphe 722(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Ou'il y ait ou non rédaction et dépôt d'une déclaration en conformité avec le paragraphe (2), le tribunal peut prendre en 5 considération tout élément de preuve qui concerne la victime afin de déterminer la peine à infliger au délinquant ou de décider si celui-ci devrait être absous en vertu de 10 l'article 730.

1995, ch. 22. art. 6 Appréciation du tribunal

1995, c. 22,

(3) The portion of subsection 722(4) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

Definition of 'victim'

- section 722.2, "victim", in relation to an 15 de l'article 722.2, la victime est : offence,

(3) Le passage du paragraphe 722(4) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé 1995, ch. 22. art 6

(4) For the purposes of this section and

(a) means a person to whom harm was done or who suffered physical or emotional loss as a result of the commission of the offence; 20

par ce qui suit : (4) Pour l'application du présent article et

Définition de « victime » 15

a) la personne qui a subi des pertes ou des dommages - matériels, corporels ou moraux — par suite de la perpétration d'une infraction:

1995, c. 22, s. 6

18. Section 722.1 of the Act is replaced by the following:

Copy of

722.1 The clerk of the court shall provide a copy of a statement referred to in subsection 722(1), as soon as practicable after a finding 25 fier fait parvenir au poursuivant et au délinof guilt, to the offender or counsel for the offender, and to the prosecutor.

Inquiry by court

722.2 (1) As soon as practicable after a finding of guilt and in any event before imposing sentence, the court shall inquire of 30 état de cause, avant la détermination de la the prosecutor or a victim of the offence, or any person representing a victim of the offence, whether the victim or victims have been advised of the opportunity to prepare a statement referred to in subsection 722(1).

18. L'article 722.1 de la même loi est 20 1995, ch. 22. art. 6 remplacé par ce qui suit :

Copie de la déclaration

722.1 Dans les meilleurs délais possible suivant la déclaration de culpabilité, le grefquant ou à son avocat, une copie de la 25 déclaration visée au paragraphe 722(1).

de la victime

722.2 (1) Dans les meilleurs délais possible suivant la déclaration de culpabilité et, en tout peine, le tribunal est tenu de s'enquérir auprès 30 du poursuivant ou de la victime — ou de toute personne la représentant — si elle a été informée de la possibilité de rédiger une déclara-35 tion visée au paragraphe 722(1).

Obligation de

(2) On application of the prosecutor or a victim or on its own motion, the court may ou à la demande de la victime ou du poursuiadjourn the proceedings to permit the victim to prepare a statement referred to in subsection 722(1) or to present evidence in accordance 40 with subsection 722(3), if the court is satisfied that the adjournment would not interfere with

(2) Le tribunal peut, de sa propre initiative 35 Ajournement

19. Subsection 734.8(5) of the Act is replaced by the following:

the proper administration of justice.

vant, ajourner les procédures pour permettre à celle-ci de rédiger sa déclaration ou de présenter tout élément de preuve en conformtié avec le paragraphe 722(3), s'il est convain-40 cu que cela ne nuira pas à la bonne administration de la justice.

> 1995, ch. 22 art. 6

19. Le paragraphe 734.8(5) de la même 45 loi est remplacé par ce qui suit :

1995 c 22

Adjournment

Application of money paid

(5) A payment under this section shall be applied firstly to the payment in full of costs and charges, secondly to the payment in full of any victim surcharge imposed under section that remains unpaid.

(5) Le paiement prévu au présent article est d'abord affecté au paiement intégral des frais et dépens, ensuite au paiement intégral de la suramende compensatoire infligée en vertu de 737, and then to payment of any part of the fine 5 l'article 737 et enfin au paiement de toute 5 partie de l'amende demeurant non acquittée.

Affectation de la somme

1995, c. 22. ss. 6 and 18 15 and 26): 1996, c. 19,

20. Section 737 of the Act is replaced by the following:

20. L'article 737 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 22, art. 6 et 18. ann. IV, art. 1996, ch. 19, art 75

surcharge

737. (1) Subject to subsection (5), an section 730 of an offence under this Act or the Controlled Drugs and Substances Act shall pay a victim surcharge, in addition to any other punishment imposed on the offender.

737. (1) Dans le cas où il est condamoffender who is convicted or discharged under 10 né — ou absous aux termes de l'article 10 toire 730 — à l'égard d'une infraction prévue à la présente loi ou à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, le contrevenant est tenu, sous réserve du paragraphe (5), de verser une suramende compensatoire, en plus 15 de toute autre peine qui lui est infligée.

Suramende compensa-

Amount of

- (2) Subject to subsection (3), the amount of 15 the victim surcharge in respect of an offence is
 - (a) 15 per cent of any fine that is imposed on the offender for the offence; or
 - (b) if no fine is imposed on the offender for 20 the offence,
 - (i) \$50 in the case of an offence punishable by summary conviction, and
 - (ii) \$100 in the case of an offence punishable by indictment. 25

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le montant de la suramende compensatoire représente :

- b) si aucune amende n'est infligée :

pour l'infraction;

(i) 50 \$ pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 25

a) quinze pour cent de l'amende infligée 20

(ii) 100 \$ pour une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation.

Increase in

Time for

Exception

(3) The court may order an offender to pay a victim surcharge in an amount exceeding that set out in subsection (2) if the court considers it appropriate in the circumstances and is satisfied that the offender is able to pay 30 compensatoire supérieure à celle prévue au the higher amount.

(3) Le tribunal peut, s'il estime que les circonstances le justifient et s'il est convaincu 30

que le contrevenant a la capacité de payer, ordonner à celui-ci de verser une suramende paragraphe (2).

payment

(4) The victim surcharge imposed in respect of an offence is payable at the time at which the fine imposed for the offence is payable and, when no fine is imposed, within the time 35 n'est infligée, à la date fixée, pour le paiement established by the lieutenant governor in council of the province in which the surcharge is imposed for payment of any such surcharge.

(4) La suramende compensatoire est paya-35 Echéance de ble à la date d'échéance du paiement de l'amende ou, dans le cas où aucune amende de telles suramendes, par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où la40 suramende est infligée.

(5) When the offender establishes to the satisfaction of the court that undue hardship to 40 suramende compensatoire ne soit infligée aux the offender or the dependants of the offender would result from payment of the victim

(5) Le tribunal peut ordonner qu'aucune termes du paragraphe (1), si le contrevenant en fait la demande et lui démontre que cela lui 45

Exception

surcharge, the court may, on application of the offender, make an order exempting the offender from the application of subsection (1).

Reasons

(6) When the court makes an order under in the record of the proceedings.

Amounts applied to aid

- (7) A victim surcharge imposed under subsection (1) shall be applied for the purposes of providing such assistance to victims council of the province in which the surcharge is imposed may direct from time to time.
- Notice (8) The court shall cause to be given to the
 - offender a written notice setting out
 - (a) the amount of the victim surcharge;
 - (b) the manner in which the victim surcharge is to be paid;
 - (c) the time by which the victim surcharge must be paid; and
 - (d) the procedure for applying for a change 20 in any terms referred to in paragraphs (b) and (c) in accordance with section 734.3.

Enforcement

- (9) Subsections 734(3) to (7) and sections 734.3, 734.5, 734.7 and 734.8 apply, with any modifications that the circumstances require, 25 in respect of a victim surcharge imposed under subsection (1) and, in particular,
 - (a) a reference in any of those provisions to "fine", other than in subsection 734.8(5), must be read as if it were a reference to 30 "victim surcharge"; and
 - (b) the notice provided under subsection (8) is deemed to be an order made under section 734.1.

Section 736 does not apply

- (10) For greater certainty, the program 35 referred to in section 736 for the discharge of a fine may not be used in respect of a victim surcharge.
- 21. The Act is amended by adding the following after section 745:

Information in respect of parole

745.01 Except where subsection 745.6(2) applies, at the time of sentencing under paragraph 745(a), (b) or (c), the judge who presided at the trial of the offender shall state the following, for the record:

causerait — ou causerait aux personnes à sa charge — un préjudice injustifié.

(6) Le tribunal qui rend l'ordonnance visée subsection (5), the court shall state its reasons 5 au paragraphe (5) consigne ses motifs au dossier du tribunal.

Motifs

5

10

15

(7) Les suramendes compensatoires sont affectées à l'aide aux victimes d'actes criminels en conformité avec les instructions du of offences as the lieutenant governor in 10 lieutenant-gouverneur en conseil de la province où elles sont infligées.

Affectation des suramendes compensatoires

(8) Le tribunal fait donner au contrevenant un avis écrit établissant, en ce qui concerne la 15 suramende compensatoire:

Avis

Exécution

- a) le montant;
- b) les modalités du paiement;

c) l'échéance du paiement;

d) la procédure à suivre pour présenter une demande visant à modifier les conditions prévues aux alinéas b) et c) en conformité avec l'article 734.3.

(9) Les paragraphes 734(3) à (7) et les articles 734.3, 734.5, 734.7 et 734.8 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux suramendes compensatoires infligées aux termes du paragraphe (1) et, pour l'application 25 de ces dispositions:

a) à l'exception du paragraphe 734.8(5), la mention de « amende » vaut mention de « suramende compensatoire »;

b) l'avis donné conformément au paragra-30 phe (8) est réputé être une ordonnance rendue par le tribunal en application de l'article 734.1.

(10) Il demeure entendu que tout mode facultatif de paiement d'une amende prévu à 35 l'article 736 n'est pas applicable à la suramende compensatoire.

Non-applicabilité de l'article 736

21. La même loi est modifiée par adjonc-40 tion, après l'article 745, de ce qui suit :

745.01 Sauf dans le cas où le paragraphe 40 Déclaration 745.6(2) s'applique, le juge qui préside le procès est tenu, au moment de prononcer la peine conformément aux alinéas 745a), b) ou 45 c), de faire la déclaration suivante :

relative à la mise en liberté

The offender has been found guilty of (state offence) and sentenced to imprisonment for life. The offender is not eligible for parole until (state date). However, after serving at least 15 years of the sentence, the offender 5 may apply under section 745.6 of the Criminal Code for a reduction in the number of years of imprisonment without eligibility for parole. If the jury hearing the application reduces the period of parole 10 ineligibility, the offender may then make an application for parole under the Corrections and Conditional Release Act at the end of that reduced period.

Le contrevenant a été déclaré coupable de (mentionner l'infraction) et condamné à l'emprisonnement à perpétuité. Il ne peut bénéficier de la libération conditionnelle avant (mentionner la date). Cependant, en 5 vertu de l'article 745.6 du Code criminel, il peut, après avoir purgé au moins quinze ans de sa peine, demander la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle. Dans le cas où le jury qui entend la demande 10 accorde la réduction du délai préalable à sa libération conditionnelle, le contrevenant peut présenter une demande de libération conditionnelle en vertu de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté 15 sous condition dès l'expiration du délai ainsi réduit

22. Section 745.63 of the Act is amended 15 by adding the following after subsection (1):

22. L'article 745.63 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit : 20

Information provided by

(1.1) Information provided by a victim referred to in paragraph (1)(d) may be provided either orally or in writing, at the discretion of the victim, or in any other 20 toute autre manière que le juge estime indimanner that the judge considers appropriate.

(1.1) Les renseignements fournis aux termes de l'alinéa (1)d) peuvent l'être oralement ou par écrit, à la discrétion de la victime, ou de quée.

Renseigne-

25

1995, c. 39. s. 156

23. Paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the Act is replaced by the following:

> (b) an order made under subsection 25 par ce qui suit: 110(1) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739 or 742.3, and

23. L'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou « condamnation », à l'article 785 de la même loi, est remplacé 1995, ch. 39.

b) les ordonnances rendues en vertu des 30 paragraphes 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3:

1997, c. 18, s. 115

24. (1) Paragraph (c) of Form 11.1 of Part XXVIII of the Act is replaced by the 30 partie XXVIII de la même loi est remplacé following:

(c) abstain from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) or from going to (name or description of place) except in 35 accordance with the following conditions: (as the peace officer or other person designated specifies);

24. (1) L'alinéa c) de la formule 11.1 de la 35 1997, ch. 18, par ce qui suit :

c) à m'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre 40 personne) ou de me rendre à (désignation du lieu) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que l'agent de la paix ou autre personne désignée spéci-

- (2) Form 11.1 of Part XXVIII of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f), by adding the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph 5 (g):
 - (h) comply with any other conditions that the peace officer or officer in charge considers necessary to ensure the safety and security of any victim of or witness to the 10 offence.

(2) La formule 11.1 de la partie XXVIII de la même loi est modifiée par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit :

h) (autres conditions que l'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable estime 5 nécessaires pour assurer la sécurité des victimes ou des témoins de l'infraction).

1994, c. 44, s. 84

25. Paragraph (*d*) of Form 12 of Part XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or 15 indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

26. Paragraph (d) of Form 13 of Part 20 XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstain from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accor-25 dance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

27. Paragraph (d) of the Schedule of Conditions in Form 32 of Part XXVIII of the Act is replaced by the following:

(d) abstains from communicating, directly or indirectly, with (identification of victim, witness or other person) except in accordance with the following conditions: (as the justice or judge specifies);

25. L'alinéa d) de la formule 12 de la partie XXVIII de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1994, ch. 44, art. 84

d) à m'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de 15 paix ou le juge spécifie):

26. L'alinéa d) de la formule 13 de la partie XXVIII de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) à m'abstenir de communiquer, directe-20 ment ou indirectement, avec (identification de la victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

27. L'alinéa d) de la liste des conditions de la formule 32 de la partie XXVIII de la 30 même loi est remplacé par ce qui suit :

d) s'abstient de communiquer, directement ou indirectement, avec (identification de la 30 victime, du témoin ou de toute autre personne) si ce n'est en conformité avec les conditions suivantes : (celles que le juge de paix ou le juge spécifie);

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1992, c. 47

Contraventions Act

Loi sur les contraventions

1992, ch. 47

1996, c. 7, s. 32

28. Subsections 53(1) and (2) of the *Contraventions Act* are replaced by the following:

28. Les paragraphes 53(1) et (2) de la *Loi* 35 1996, ch. 7, sur les contraventions sont remplacés par ce qui suit :

Recognizan-

Notwithstanding **53.** (1) paragraphs 498(1)(c) and (d), 499(1)(b) and (c) and 515(2)(b), (c), (d) and (e) of the Criminal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a recognizance be entered into in an amount that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 8(1)(c).

53. (1) Par dérogation aux alinéas 498(1)c) et d), 499(1)b) et c) et 515(2)b), c), d) et e) du Code criminel, ni le fonctionnaire responsable, ni le juge de paix ne peuvent ordonner la 5 prise d'engagements pour le montant d'une 5 amende dépassant celui fixé en vertu de l'alinéa 8(1)c) pour la contravention en cause.

Engagements

Money or other valuable security

1995, c. 22

(2) Notwithstanding paragraphs 498(1)(d), nal Code, neither an officer in charge nor a justice of the peace may direct that a sum of money or other valuable security in an amount or value that exceeds the fine established in respect of the contravention under paragraph 15 8(1)(c) be deposited.

(2) Par dérogation aux alinéas 498(1)d), 499(1)(c) and 515(2)(d) and (e) of the Crimi-10 499(1)c) et 515(2)d) et e) du Code criminel, le même plafond s'applique au dépôt d'argent ou 10 de valeurs ordonné par le fonctionnaire responsable ou le juge de paix.

Argent ou

1995, ch. 22

CONDITIONAL AMENDMENTS

29. (1) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of paragraph 747.4(d) of the Criminal Code, as enacted by section 6 of An Act to amend 2() (détermination de la peine) et d'autres lois en the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1995, that paragraph is replaced by the following:

(d) where the term of imprisonment is 25 imposed on the offender in default of payment of a fine or of a victim surcharge imposed under section 737; or

(2) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of 30 la définition de « sentence », « peine » ou paragraph (b) of the definition "sentence" in section 785 of the Criminal Code, as enacted by subsection 7(2) of An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts in consequence thereof, chapter 35 quence, chapter 22 des Lois du Canada 22 of the Statutes of Canada, 1995, that paragraph is replaced by the following:

(b) an order made under subsection 110(1) or 259(1) or (2), section 261, subsection 730(1) or 737(3) or (5), section 738, 739 or 40 742.3 or subsection 747.1(1), and

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

29. (1) À l'entrée en vigueur de l'alinéa 747.4d) du Code criminel, édicté par l'article 6 de la Loi modifiant le Code criminel 15 conséquence, chapitre 22 des Lois du Canada (1995), ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, cet alinéa est remplacé par ce qui suit : 20

d) lorsque la peine d'emprisonnement est infligée en raison du défaut de paiement d'une amende ou de la suramende compensatoire infligée en vertu de l'article 737;

(2) À l'entrée en vigueur de l'alinéa b) de 25 « condamnation », à l'article 785 du Code criminel, édicté par le paragraphe 7(2) de la Loi modifiant le Code criminel (détermination de la peine) et d'autres lois en consé-30 (1995), ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, cet alinéa est remplacé par ce qui suit :

> b) l'ordonnance rendue en vertu des 35 paragraphes 110(1) ou 259(1) ou (2), de l'article 261, des paragraphes 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739 ou 742.3 ou du paragraphe 747.1(1);

30. On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 2 of An Act to amend the Customs Act and the Criminal Code, chapter 7 of the 45 Canada (1998), ou à celle de la présente loi,

30. À l'entrée en vigueur de l'article 2 de 40 1998, ch. 7 la Loi modifiant la Loi sur les douanes et le Code criminel, chapitre 7 des Lois du

1998. c. 7

Statutes of Canada, 1998, the portion of subsection 498(1) of the Criminal Code before paragraph (a) is replaced by the following:

Release from custody by officer in charge

498, (1) Subject to subsection (1.1), if a 5 person who has been arrested without warrant by a peace officer is taken into custody, or if a person who has been arrested without warrant and delivered to a peace officer under subsection 494(3) or placed in the custody of 10 a peace officer under subsection 163.5(3) of the Customs Act is detained in custody under subsection 503(1) for an offence described in paragraph 496(a), (b) or (c), or any other offence that is punishable by imprisonment 15 for five years or less, and has not been taken before a justice or released from custody under any other provision of this Part, the officer in charge or another peace officer shall, as soon as practicable,

1999, c. 5

- 31. (1) If this Act comes into force before the coming into force of section 20 of An Act to amend the Criminal Code, the Controlled Drugs and Substances Act and the Corrections and Conditional Release Act, chapter 5 25 sous condition, chapitre 5 des Lois du of the Statutes of Canada, 1999 (in this section referred to as "that Act"), section 20 of that Act is repealed.
- (2) If this Act and section 20 of that Act come into force on the same day, section 500 30 par l'article 20 de cette loi, est abrogé si of the Criminal Code, as enacted by section 20 of that Act, is repealed.
- (3) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 22 of that Act, subsection 516(2) of 35 dernière en date étant à retenir, le paragrathe Criminal Code is replaced by the following:

Detention pending bail hearing

(2) A justice who remands an accused to custody under subsection (1) or subsection 515(11) may order that the accused abstain 40 paix peut lui ordonner de s'abstenir de comfrom communicating, directly or indirectly, with any victim, witness or other person identified in the order, except in accordance with any conditions specified in the order that the justice considers necessary.

la dernière en date étant à retenir, le passage du paragraphe 498(1) du Code criminel précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

- **498.** (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), 5 lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat par un agent de la paix est mise sous garde, ou lorsqu'une personne qui a été arrêtée sans mandat et livrée à un agent de la paix en conformité avec le paragraphe 494(3) ou 10 confiée à sa garde en conformité avec le paragraphe 163.5(3) de la Loi sur les douanes est détenue sous garde en vertu du paragraphe 503(1) soit pour une infraction visée aux alinéas 496a), b) ou c), soit pour toute autre 15 infraction qui est punissable d'un emprisonnement de cinq ans ou moins, et n'a pas été conduite devant un juge de paix ni mise en liberté en vertu d'une autre disposition de la 20 présente partie, le fonctionnaire responsable 20 ou un autre agent de la paix doit, dès que cela est matériellement possible :
 - 31. (1) L'article 20 de la Loi modifiant le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et la Loi sur le 25 système correctionnel et la mise en liberté Canada (1999), (appelée « cette loi » au présent article) est abrogé s'il n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de la présente 30 loi.
 - (2) L'article 500 du Code criminel, édicté l'article 20 de cette loi entre en vigueur à la même date que la présente loi. 35
 - (3) À l'entrée en vigueur de l'article 22 de cette loi ou à celle de la présente loi, la phe 516(2) du Code criminel est remplacé par ce qui suit : 40
- (2) S'il renvoie le prévenu à la détention au titre des paragraphes (1) ou 515(11), le juge de muniquer directement ou indirectement avec toute personne — victime, témoin ou au-45 tre - identifiée dans l'ordonnance si ce n'est en conformité avec les conditions qui y sont 45 prévues et qu'il estime nécessaires.

liberté par un fonctionnaire

1999, ch. 5

Renvoi sur le cautionne-

- (4) On the earlier of the coming into force of this Act and the coming into force of section 25 of that Act.
 - (a) subsection 5(2) of An Act to amend the Criminal Code (sentencing) and other Acts 5 in consequence thereof, chapter 22 of the Statutes of Canada, 1995, is repealed:
 - (b) paragraph 190(b) of the Firearms Act. chapter 39 of the Statutes of Canada, 10 1995, is repealed.
- (5) On the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 25 of that Act, paragraph (b) of the Criminal Code is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 109(1) or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) 20 or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 or 745.5,
- (6) If this Act comes into force before the coming into force of section 38 of that Act, section 38 of that Act is repealed.
- (7) If this Act and section 38 of that Act come into force on the same day, subsection 737(6) of the Criminal Code, as enacted by section 38 of that Act, is repealed.
- (8) On the later of the coming into force 30 of this Act and the coming into force of section 51 of that Act, paragraph (b) of the definition "sentence" in section 673 of the Criminal Code is replaced by the following:
 - (b) an order made under subsection 109(1) 35 criminel, est remplacé par ce qui suit : or 110(1), section 161, subsection 194(1) or 259(1) or (2), section 261 or 462.37, subsection 491.1(2), 730(1) or 737(3) or (5) or section 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4, 745.5 or 747.1, 40

- (4) À l'entrée en vigueur l'article 25 de cette loi ou à celle de la présente loi, la première en date étant à retenir :
- a) le paragraphe 5(2) de la Loi modifiant le Code criminel (détermination de la 5 peine) et d'autres lois en conséquence, chapitre 22 des Lois du Canada (1995), est abrogé:
- b) l'alinéa 190b) de la Loi sur les armes à feu, chapitre 39 des Lois du Canada 10 (1995), est abrogé.
- (5) À l'entrée en vigueur l'article 25 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa b) definition "sentence" in section 673 of the 15 de la définition de « sentence », « peine » ou 15 « condamnation », à l'article 673 du Code criminel, est remplacé par ce qui suit :
 - b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 20 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4 ou 745.5;
 - (6) L'article 38 de cette loi est abrogé s'il 25 n'est pas en vigueur à l'entrée en vigueur de 25 la présente loi.
 - (7) Le paragraphe 737(6) du Code criminel, tel qu'édicté par l'article 38 de cette loi, est abrogé si l'article 38 de cette loi entre en 30 vigueur à la même date que la présente loi.
 - (8) À l'entrée en vigueur de l'article 51 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa b) de la définition de « sentence », « peine » ou 35 « condamnation », à l'article 673 du Code
 - b) l'ordonnance rendue en vertu des paragraphes 109(1) ou 110(1), de l'article 161, des paragraphes 194(1) ou 40 259(1) ou (2), des articles 261 ou 462.37, des paragraphes 491.1(2), 730(1) ou 737(3) ou (5) ou des articles 738, 739, 742.1, 742.3, 743.6, 745.4, 745.5 ou 747.1; 45

20

Proiet de loi C-68

Bill C-68

32. If Bill C-68, introduced in the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act in respect of criminal justice for young persons and to amend and repeal "that Act") is assented to, then on the later of the coming into force of this Act and the coming into force of section 49 of that Act. subsection 49(1) of that Act is replaced by the following:

Application of Part XXIII of Criminal Code

49. (1) Subject to section 74, Part XXIII of the Criminal Code does not apply in respect of proceedings under this Act except for sections 722, 722.1 and 722.2, subsection 730(2) and sections 748, 748.1 and 749, which provisions 15 apply with any modifications that the circumstances require.

COMING INTO FORCE

Coming into force

33. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

32. En cas de sanction du projet de loi C-68, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé Loi concernant le système de justice other Acts (in this section referred to as 5 pénale pour les adolescents, et modifiant et 5 abrogeant certaines lois en conséquence (appelé « cette loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de l'article 49 de cette loi ou à celle de la présente loi, la dernière 10 en date étant à retenir, le paragraphe 49(1)10 de cette loi est remplacé par ce qui suit :

> 49. (1) Sous réserve de l'article 74, la partie XXIII du Code criminel ne s'applique pas aux poursuites intentées sous le régime de la présente loi; toutefois, les articles 722, 722.115 et 722.2, le paragraphe 730(2) et les articles 748, 748.1 et 749 s'appliquent avec les adaptations nécessaires.

Application de la partie XXIII du Code criminel

ENTRÉE EN VIGUEUR

33. La présente loi entre en vigueur à la Entrée en vigueur 20 date fixée par décret.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

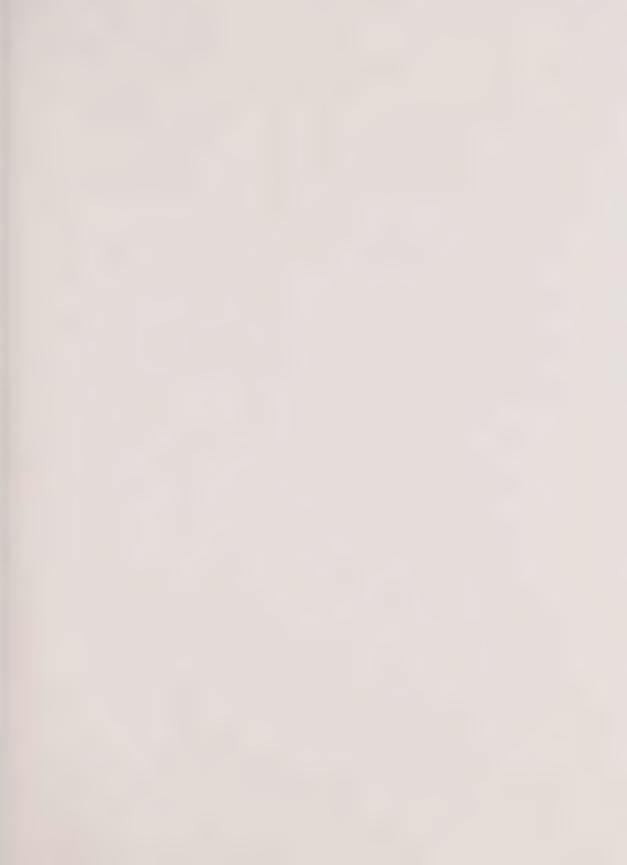
Available from: Public Works and Government Services Canada — Publishing,

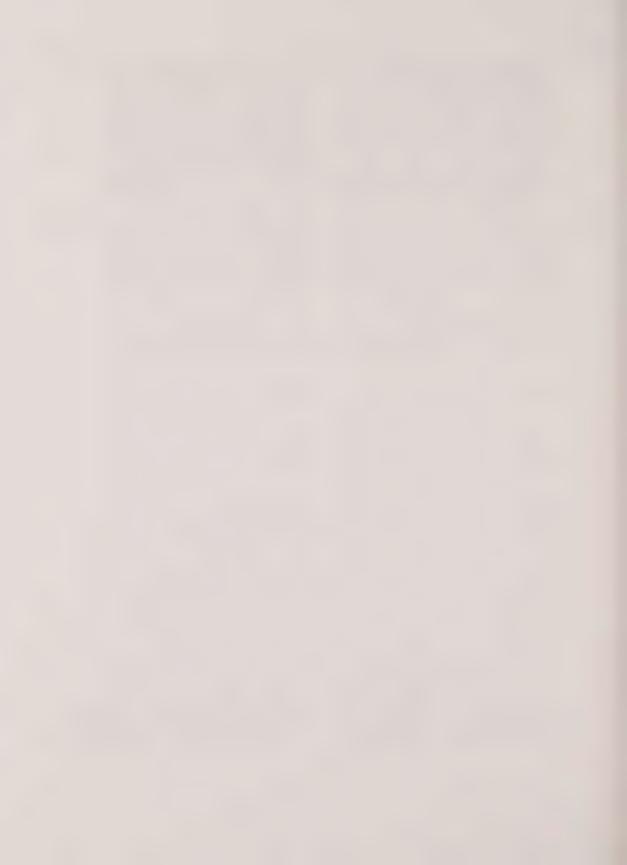
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9









Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Lettermail Port payé Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré-Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

C-80

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99 Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-80

PROJET DE LOI C-80

An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence

Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence

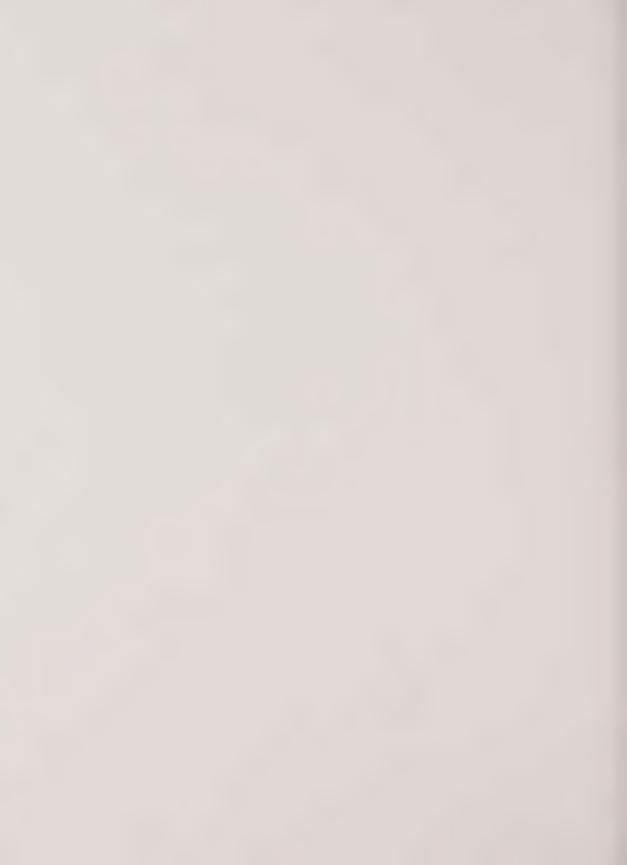
First reading, April 22, 1999

Première lecture le 22 avril 1999



THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE



C-80

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-80

PROJET DE LOI C-80

An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence

Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence

First reading, April 22, 1999

Première lecture le 22 avril 1999

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence".

SUMMARY

PART 1

Part 1 sets out the administrative framework of the Canada Food Safety and Inspection Act. It lays the groundwork for a regime for licensing persons to engage in or to operate establishments to engage in import, export and interprovincial trade in agricultural and aquatic commodities and agricultural inputs.

PART 2

Part 2 prohibits acts and omissions that negatively affect the safety of, and confidence in, food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs. It also prohibits deceptive labelling practices and regulates trade in food, agricultural and aquatic commodities and agricultural inputs.

PART 3

Part 3 authorises the making of regulations and orders that are necessary for the operation of the Act.

PART 4

Offences, penalties and rules of evidence are set out in Part 4.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

PARTIE 1

La partie 1 établit le régime administratif de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada* par lequel le ministre contrôle la commercialisation des produits agricoles, des produits aquatiques et des intrants agricoles au moyen d'une licence.

PARTIE 2

La partie 2 crée des infractions pour les cas où la salubrité des aliments est en cause et pour réglementer la commercialisation des aliments, des produits agricoles, des produits aquatiques et des intrants agricoles.

PARTIE 3

La partie 3 autorise le gouverneur à prendre des règlements pour l'application de la loi et le ministre à agir par arrêté dans des circonstances bien précises.

PARTIE 4

La partie 4 prévoit les peines auxquelles s'exposent les personnes qui contreviennent à la loi et aux règlements,

 $\label{lem:all-parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:$

http://www.parl.gc.ca

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

PART 5

Part 5 continues the Board of Arbitration for dealers who deal in prescribed agricultural and aquatic commodities for import, export or interprovincial trade.

PART 6

Part 6 amends the Canadian Food Inspection Agency Act. It sets out the powers and duties of inspectors, sets out offences and penalties for breaches of the Act, allows the Agency to release information that is in the public interest and allows the Minister to designate points of entry. Part 6 also allows the Governor in Council to make regulations for the administration of the Act and allows documents to be incorporated by reference.

PART 1

Part 7 amends the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* to continue the Review Tribunal. It also provides for the facts of violations to be published.

PART 8

Part 8 amends the *Health of Animals Act* by allowing for documents to be incorporated by reference and amending the offence and penalty provisions to make them consistent with other Agency legislation.

PART 9

Part 9 amends the *Plant Protection Act* by allowing for documents to be incorporated by reference and amending the offence and penalty provisions to make them consistent with other Agency legislation.

PART 10

Part 10 amends the *Plant Breeders' Rights Act*. It amends the rights enjoyed by plant breeders under the Act. The amendments also make changes to the application procedure and to the duties and powers of the Commissioner of Plant Breeders' Rights.

PART 11

Part 11 makes the necessary consequential amendments, transitional provisions and repeals and allows the Governor in Council to fix the date for the coming into force of the provisions of the Canada Food Safety and Inspection Act.

PARTIE 5

La partie 5 proroge le Conseil d'arbitrage existant pour arbitrer les plaintes entre marchands de produits agricoles ou aquatiques.

PARTIE 6

La partie 6 modifie la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Elle prévoit les pouvoirs et les fonctions des inspecteurs, ainsi que les infractions et les peines pour les contraventions à cette loi et permet à l'Agence de divulguer l'information qu'elle juge d'intérêt public. Elle autorise en outre le ministre à désigner des points d'entrée et le gouverneur en conseil à prendre des règlements pour l'administration de la loi. Enfin, elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 7

La partie 7 modifie la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire pour proroger la Commission de révision. Elle prévoit la possibilité de publier les faits liés à la perpétration d'une violation.

PARTIE 8

La partie 8 modifie la *Loi sur la santé des animaux*, notamment en ce qui touche les dispositions relatives aux infractions et peines, et ce afin de permettre une certaine uniformisation avec d'autres lois. Elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 9

La partie 9 modifie la *Loi sur la protection des végétaux*, notamment en ce qui touche les dispositions relatives aux infractions et peines, et ce afin de permettre une certaine uniformisation avec d'autres lois. Elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 10

La partie 10 modifie la *Loi sur la protection des obtentions végétales*. Elle modifie les droits dont jouissent les obtenteurs en vertu de cette loi. Les modifications portent également sur la procédure de demande et sur les fonctions et pouvoirs du Commissaire à la protection des obtentions végétales.

PARTIE 11

La partie 11 renferme les modifications corrélatives, les dispositions transitoires et les abrogations. Elle permet également au gouverneur en conseil de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*.

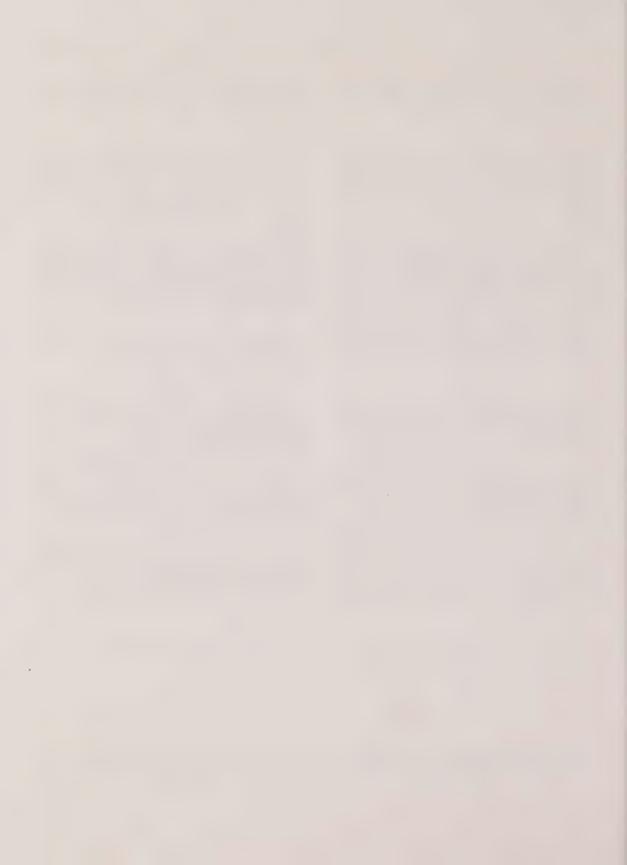


TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO REVISE AND CONSOLIDATE CERTAIN ACTS RESPECTING FOOD, AGRICULTURAL COMMODITIES, AQUATIC COMMODITIES AND AGRICULTURAL INPUTS, TO AMEND THE CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT, THE AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT, THE HEALTH OF ANIMALS ACT, THE PLANT PROTECTION ACT AND THE PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT, AND TO REPEAL AND AMEND OTHER ACTS IN CONSEQUENCE

14.

Use of similar mark or grade name

LOI REFONDANT LA LÉGISLATION FÉDÉRALE EN CE QUI CONCERNE LES ALIMENTS, LES PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS AQUATIQUES ET LES INTRANTS AGRICOLES, MODIFIANT LA LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS, LA LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE, LA LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX, LA LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES, ET MODIFIANT ET ABROGEANT D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

Interdiction d'utiliser une indication semblable

TITRE ABRÉGÉ SHORT TITLE 1. Short title Titre abrégé INTERPRETATION DÉFINITIONS 2. Definitions 2. Définitions PURPOSE OBJET 3. 3. Objet Purpose ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT PARTAGE DES RESPONSABILITÉS 4. Responsibility of Agency 4. Rôle de l'Agence Responsibility of Minister of Health Rôle du ministre de la Santé HER MAJESTY SA MAJESTÉ Obligation de Sa Majesté 6. Binding on Her Majesty 6. PARTIE 1 PART 1 ADMINISTRATIVE REGIME RÉGIME ADMINISTRATIF Licences Minister may issue licences 7. Activités assujetties à une licence 8. 8. Interdiction: activités sans licence Unlicensed activities prohibited 9. 9. Presumption Présomption de compétence fédérale 10. Minister may attach licence conditions Conditions de la licence Licence suspension or revocation Suspension ou révocation 12. Review of Minister's decision Révision de la décision du ministre Intellectual Property Propriété intellectuelle 13. National trade-marks 13. Sceau d'inspection et nom de catégorie

14.

PARTIE 2

PART 2

	PROHIBITIONS		RÉGIME PÉNAL	
	Food Safety		Salubrité des aliments	
5.	Prohibited sales of food	15.	Interdiction: aliénation d'un aliment dangereux	
6.	Unsafe manufacture, etc., of food	16.	Interdictions multiples : aliments	
	Tampering		Altération d'un aliment ou d'un intrant agricole	
7.	Tampering with food or inputs	17.	Interdiction: altération d'un aliment ou intrant	
8.	Claims of tampering with food or inputs	18.	Infraction: affirmation	
	Deceptive Practices		Actes trompeurs	
9.	Deceptive preparation or sale	19.	Interdiction : fausse représentation	
Trade in Food, Agricultural or Aquatic Commodities and Agricultural Inputs		Commercialisation d'aliments, de produits agricoles ou aquatique ou d'intrants agricoles		
20.	Presentation of imports	20.	Obligation de l'importateur	
21.	Import of food, commodities or inputs	21.	Interdiction: importation	
22.	Export of commodities	22.	Interdiction: exportation	
23.	Preparation or sale of commodities	23.	Interdiction: conditionnement et vente d'un produit no conforme	
24.	Tainted commodities	24.	Interdiction: produits avariés	
25.	Feeds	25.	Interdictions multiples: aliments pour animaux de ferme	
26.	Seeds	26.	Interdictions multiples : semences	
27.	Fertilizer	27.	Interdiction : engrais et suppléments	
	PART 3		PARTIE 3	
REGULATIONS, ORDERS AND CERTIFICATES		RÈGLEMENTS, ARRÊTÉS ET CERTIFICATS		
	Regulations	Règlements		
28.	Regulations made on recommendation of Minister	28.	Règlements du gouverneur en conseil sur recommandation du ministre	
	Incorporation by Reference		Incorporation par renvoi	
29.	Incorporation by reference of externally produced material	29.	Incorporation par renvoi	
30.	Defence	30.	Moyen de défense	
	Ministerial Orders and Certificates		Arrêtés et certificats	
31.	Emergency order	31.	Arrêtés d'urgence	
32.	Emergency exemptions	32.	Cas d'exemptions	
33.	Order not a statutory instrument	33.	Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires	
34.	Minister to determine weeds	34.	Mauvaises herbes et variétés de semences	
35.	Certificates for imported seeds	35.	Certificats	

PARTIE 4

PART 4

64.

Jurisdiction over applications for review

PENAL PROVISIONS INFRACTIONS ET PEINES Offences and Penalties Application des peines 36. Food safety offences 36. Infractions multiples 37. Continuing offences 37. Infractions continues 38. Limitation period 38 Prescription 39. Offences by corporate officers, etc. 39 Dirigeants des personnes morales 4(). 4(). Offences by employees, agents or mandataries Employés ou mandataires 41. Place of trial 41. Ressort 42 Additional fine 42. Amende supplémentaire 43. Revoking licences, etc. 43. Révocation ou suspension d'une licence 44. Orders of court 44 Ordonnance du tribunal 45. 45. Suspended sentence Sursis 46. Publication of facts of offence 46. Publication 47. Debt due to Her Majesty 47. Créance de Sa Majesté Ordonnance: contravention 48 Contravention of order 48 49. Recovery of fines 49. Recouvrement Evidence Preuve 50. 5() Présomption de contravention Presumption 51. Evidence of identification 51. Preuve d'origine 52. Certificates and reports 52. Déclaration, certificat ou rapport PART 5 PARTIE 5 ARBITRATION AMONG DEALERS ARBITRAGE ENTRE MARCHANDS Board of Arbitration Conseil d'arbitrage 53. Board of Arbitration continued 53. Prorogation du Conseil 54. Contractual assistance 54. Assistance contractuelle 55. 55. Absence or incapacity of members Absence ou empêchement 56. Head office 56. Siège 57 Remuneration 57. 58 Court of record 58 Cour d'archives 59. Consultations 59. Consultations 60. Definition of "dealer" 60. Définition de « marchand » Révision de la décision du Conseil Review 61. Application for review 61. Recours en révision 62. Filing in Federal Court Dépôt 63. Review by Federal Court 63. Révision en Cour fédérale

64.

Compétence

	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
65.	Definitions	65.Déf	initions
66.	Chairperson	66.	Président
67.	Other members	67.	Autres membres
68.	Pending proceedings	68.	Affaires pendantes
	Repeal		Abrogation
69.	Repeal by order of Governor in Council	69.	Abrogation par décret
	PART 6		PARTIE 6

70-79. Modification de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection 70-79. Amendments to the Canadian Food Inspection Agency Act

PART 7

CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

80-85. Amendments to the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act

86-89. Transitional Provisions

PART 8

HEALTH OF ANIMALS ACT 90-114. Amendments to the Health of Animals Act

PART 9

PLANT PROTECTION ACT 115-133. Amendments to the Plant Protection Act

PART 10

PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT 134-157. Amendments to the Plant Breeders' Rights Act

PART 11

REPEALS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMING INTO FORCE

Repeals

158. Canada Agricultural Products Act

159. Feeds Act

PARTIE 7

LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES

ALIMENTS

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE

80-85. Modification de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire

86-89. Dispositions transitoires

des aliments

PARTIE 8

LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX 90-114. Modification de la Loi sur la santé des animaux

PARTIE 9

LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX 115-133. Modification de la Loi sur la protection des végétaux

PARTIE 10

LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES 134-157. Modification de la Loi sur la protection des obtentions végétales

PARTIE 11

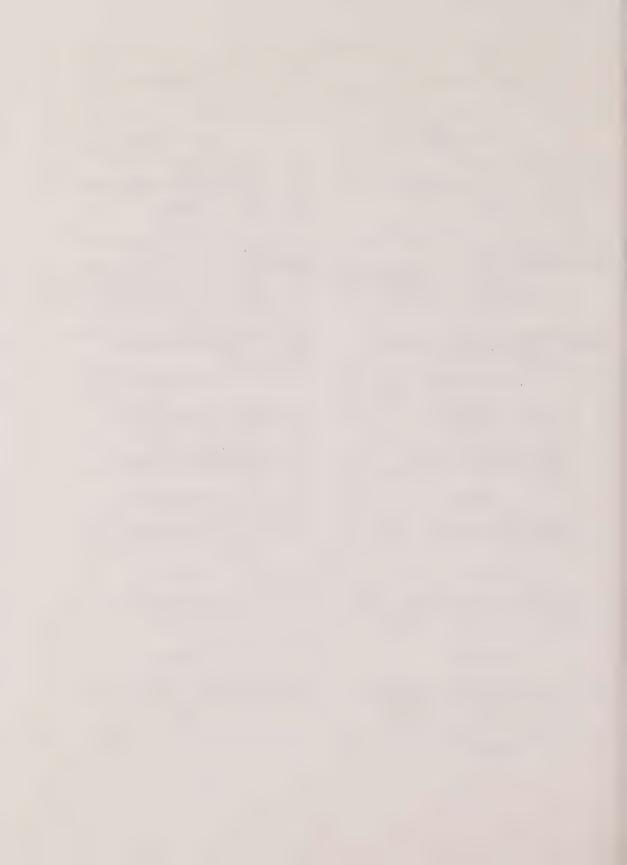
ABROGATIONS, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Abrogations

158. Loi sur les produits agricoles au Canada

159. Loi relative aux aliments du bétail

160.	Fertilizers Act	160.	Loi sur les engrais			
161.	Fish Inspection Act	161.	Loi sur l'inspection du poisson			
162.	Meat Inspection Act	162.	Loi sur l'inspection des viandes			
163.	Seeds Act	163.	Loi sur les semences			
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives			
164.	Canadian Wheat Board Act	164.	Loi sur la Commission canadienne du blé			
165.	Competition Act	165.	Loi sur la concurrence			
166-17	1. Consumer Packaging and Labelling Act	166-1	71. Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits			
172-17	3. Contraventions Act	172-1	73. Loi sur les contraventions			
174.	Excise Act	174.	Loi sur l'accise			
175.	Federal Court Act	175.	Loi sur la Cour fédérale			
176-187. Food and Drugs Act		176-1	87. Loi sur les aliments et drogues			
188-18	9. Canada Grain Act	188-1	89. Loi sur les grains du Canada			
190.	An Act to amend the Canada Grain Act and the Agricultural and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act	190.	Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur le sanctions administratives pécuniaires en matièr d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur le marchés de grain à terme			
191-192. Hazardous Products Act			191-192. Loi sur les produits dangereux			
193-195. Pest Control Products Act			193-195. Loi sur les produits antiparasitaires			
196.	Tobacco Act	196.	Loi sur le tahac			
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires			
197.	Regulations remain in force	197.	Ancien règlement			
198.	Existing licences and registrations	198.	Agréments et enregistrements existants			
199.	Issuance of new licences and registrations	199.	Délivrance de nouveaux agréments			
200.	Deeming — licences	200.	Agréments réputés en vigueur			
201.	Deeming — registrations	201.	Enregistrements réputés en vigueur			
202.	Regulations	202.	Règlements			
	Coming into Force		Entrée en vigueur			
203.	Coming into force	203.	Entrée en vigueur			
204.	Authority to substitute actual date	204.	Pouvoir de remplacer des renvois			



1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1re session, 36e législature, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-80

An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food. agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act. the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Canada Food Safety and Inspection Act.

INTERPRETATION

2. (1) The definitions in this subsection apply in this section, sections 3 to 5 and Parts 1 to 5.

"advertise" means to make a representation by any means whatever for the purpose of 10 promoting directly or indirectly the sale of a food, an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input.

"Agency" means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the 15 Canadian Food Inspection Agency Act.

"agricultural input" means seed, a feed, a fertilizer or a supplement.

"agricultural or aquatic commodity" means

PROJET DE LOI C-80

Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la salubrité et l'inspection des 5 aliments au Canada.

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article, aux articles 3 à 5 et aux parties 1 à 5.

« Agence » L'Agence canadienne d'inspection des aliments constituée par l'article 310 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

« agent des douanes » Toute personne affectée à l'exécution ou au contrôle d'application de la Loi sur les douanes. Sont inclus les 15 officer' membres de la Gendarmerie royale du Ca-

« aliment » Désigne notamment tout article fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de boisson à 20 l'être humain, ainsi que la gomme à mâcher et tout ingrédient pouvant être mélangé

Définitions

« Agence »

« agent des "customs

Short title

"advertise" « publicité »

"agricultural input'

"Agency"

« Agence »

"agricultural or aquatic « produit

aquatique »

"container"

"customs

« agent des

douanes »

"establish-

ment »

officer

« emballage »

- (a) an animal, including its embryo, fertilized egg or ovum, or a plant, or an animal or plant product;
- (b) a product, including food or drink, wholly or partly derived from an animal 5 or a plant; and
- (c) anything prescribed to be an agricultural or aquatic commodity.
- "container" means any type of receptacle, baggage, package or cage and includes a 10 wrapper or confining band.
- "customs officer" means a person employed in the administration or enforcement of the *Customs Act* and includes any member of the Royal Canadian Mounted Police. 15
- "establishment" means any place, including a means of transportation, where food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input is prepared or sold.
- "feed" "feed" means any substance or mixture of 20 substances that is manufactured, sold or represented for use
 - (a) for consumption by cattle, sheep, goats, swine, fish, rabbits, poultry or any other animals prescribed as livestock;
 - (b) for providing the nutritional requirements of an animal referred to in paragraph (a); or
 - (c) for preventing or correcting nutritional disorders of an animal referred to in 30 paragraph (a).

It includes any substance for use in any such substance or mixture of substances.

- "fertilizer" means any substance or mixture of substances that is manufactured, sold or 35 represented for use as a source of plant nutrients.
 - "food" includes any article manufactured, sold or represented for use as food or drink for human beings, chewing gum, and any 40 ingredient that may be mixed with food for any purpose whatever.
 - "grade name" means a prescribed name, mark or designation of an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input. 45

avec tout autre aliment à quelque fin que ce soit.

- « aliments pour animaux de ferme » Les substances ou mélanges de substances fabriqués ou vendus aux fins ci-après — ou présentés comme y servant — ou les substances pouvant être ajoutées à ces substances ou mélanges de substances :
 - a) la consommation par les bovins, les ovins, les porcins, les chèvres, la volaille, 10 les poissons, les lapins et tout autre animal éventuellement désigné comme animal de ferme par règlement;
 - b) la satisfaction des besoins nutritionnels de ces animaux; 15
 - c) la prévention ou le traitement des troubles nutritionnels chez ces animaux.
- « Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les* sanctions administratives pécuniaires en 20 matière d'agriculture et d'agroalimentaire.
- « conditionnement » La transformation d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole ainsi que les opérations suivantes : l'abattage, l'assemblage, la manu-25 tention, l'emmagasinage, la classification, l'emballage, l'étiquetage, l'achat et l'acheminement de ce produit ou intrant en vue de le conditionner, ainsi que la fixation du prix.
- « emballage » L'action d'emballer et par ex-30 tension son résultat, y compris un empaquetage, un élastique ou une attache.
- « engrais » Substance ou mélange de substances fabriqué ou vendu à titre d'élément nutritif des plantes ou présenté comme conte-35 nant un élément nutritif.
- « établissement » Lieu qui peut être un moyen de transport — de conditionnement ou de vente d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole. 40
- « établissement agréé » Établissement pour lequel une personne a obtenu une licence au titre de l'article 7.

« aliments pour animaux de ferme »

« Commission » "Tribunal"

« conditionnement » "prepare"

« emballage » "container" or "packaging"

> « engrais » "fertilizer"

« établissement » "establishment"

« établissement agréé » "licensed establishment"

"grade name" « nom de

"fertilizer"

"food"

« aliment »

« étiquette »

"inspection

"Jahel" « étiquette »

- "inspection mark" means a prescribed mark, stamp, seal, product legend, word or design or any combination of those things.
- "label" includes a product legend, word, mark, design, imprint, stamp, brand, ticket 5 or tag or any combination of those things that is or is to be applied or attached to or included in, or that accompanies or is to accompany, any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or its con- 10 « ministre » Le ministre de l'Agriculture et de tainer.

"licensed establishment" « établissement agréé » "licensed establishment" means an establishment to which a licence issued under section 7 relates.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of Agriculture 15 « personne » Personne morale ou physique, 15 and Agri-Food.

"packaging"

"packaging" means the process of packing food, agricultural or aquatic commodities or agricultural inputs in a container.

"person" « personne » "person" means an individual, partnership, 20 corporation, cooperative, association or organization.

"point of entry' d'entrée »

nated by the Minister under section 18.2 of the Canadian Food Inspection Agency Act. 25 "prepare" means to slaughter, process, store,

"point of entry" means a point of entry desig-

"prepare"

package, handle, assemble, grade, price, code or label an agricultural or aquatic commodity or agricultural input and includes ity or input for preparation.

"prescribed" Version anglaise

"prescribed" means prescribed by regulation.

"seed" « semences » "seed" means any plant part represented, sold or used to grow a plant.

"sell"

- "sell" means to distribute or dispose of, or 35 agree to distribute or dispose of, to a person in any manner for consideration, and includes
 - (a) to agree to sell;
 - (b) to offer, advertise, keep, expose, 40 possess, send, convey or deliver for sale or to display in such manner as to lead to a reasonable belief that the thing so

« étiquette » ou « étiquetage » Toute indication - estampille, mot, marque, dessin, signe, empreinte, ou combinaison de ceuxci — destinée à un aliment, à un produit agricole ou aquatique, à un intrant agricole 5 ou à l'emballage de ceux-ci.

« intrant agricole » Aliment pour animaux de ferme, semence, engrais ou supplément.

l'Agroalimentaire.

"Minister"

- « nom de catégorie » Toute appellation, marque ou désignation réglementaire d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole.
 - « personne »
- « point d'entrée » Point d'entrée désigné par le ministre aux termes de l'article 18.2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection 20 des aliments.

ainsi qu'une société de personnes ou un or-

ganisme.

« point d'entrée »

« produit agricole ou aquatique » La plante ou l'animal proprement dit, y compris ses embryons ainsi que ses oeufs et ovules fécondés, le produit végétal ou animal - ou 25 commodity d'origine végétale ou animale --, y compris les aliments et boissons, qui en proviennent en tout ou en partie, ainsi que tout produit désigné comme tel par règlement.

agricole ou aquatique »

the purchase or conveying of the commod-30 « publicité » S'entend de la présentation, par 30 « publicité » tout moyen, d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole en vue d'en stimuler directement ou indirectement la vente.

« sceau d'inspection » Les marques, cachets, 35 estampilles, mots, dessins, impressions, ou combinaison de ceux-ci, prévus par règle-

d'inspection »

« semences » Tout organe ou fragment de végétal qui est offert, mis en vente ou utilisé 40 pour produire un nouvel individu.

« supplément » Substance ou mélange de substances, autre qu'un engrais, fabriqué ou vendu pour amender les sols ou favoriser la croissance des plantes ou la productivité 45 des récoltes, ou présenté comme pouvant servir à ces fins.

« supplément » "supplement"

25

displayed is intended for sale or distribution:

- (c) to exchange or agree to exchange; and
- (d) to sell by consignment.

"supplement" « supplément » "supplement" means a substance or mixture 5 of substances, other than a fertilizer, that is manufactured, sold or represented for use in the improvement of the physical condition of soils or to aid plant growth or crop yields.

"Tribunal" « Commission » "Tribunal" means the Review Tribunal con- 10 tinued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act.

Meaning of "agricultural or aquatic commodity"

- (2) For greater certainty, "agricultural or aquatic commodity" includes
 - (a) the following meat products:
 - (i) a carcass of a mammal, bird or any prescribed animal,
 - (ii) the blood of an animal referred to in subparagraph (i) or a product or by-prod- 20 uct of the animal's carcass, and
 - (iii) a product containing anything described in subparagraph (ii);
 - (b) fish, including
 - (i) parts of fish,
 - (ii) shellfish, crustaceans, marine animals and parts of any of those things, and
 - (iii) fish products or by-products; and
 - (c) marine plants, including Irish moss, kelp and other salt water plants and any of their 30 products or by-products.

« vente » Toute forme d'aliénation à titre onéreux. Y sont assimilés le consentement à la vente et l'offre, la possession, l'exposition d'une manière qui laisse supposer que le produit est à vendre, la publicité, la trans- 5 mission, l'acheminement ou la livraison en vue de la vente. l'échange ou le consentement à l'échange, ainsi que la vente en consignation.

« vente »

aquatique »

- (2) Il est entendu que sont compris dans les 10 Interpréta-15 produits agricoles et aquatiques :
 - tion de « produit agricole ou
 - a) les produits de viande suivants :
 - (i) le cadavre d'un animal de la classe des mammifères ou des oiseaux, ou désigné 15 par règlement,
 - (ii) le sang de cet animal ou les produits ou sous-produits de son cadavre,
 - (iii) les produits dans la composition desquels entre un des éléments visés au 20 sous-alinéa (ii);
 - b) les poissons proprement dits, en tout ou en partie, et, par assimilation, les mollusques, les crustacés et les animaux marins ainsi que leurs parties, leurs produits et sous-produits:
 - c) les plantes marines, notamment la mousse d'Irlande, le varech et les autres plantes d'eau salée, de même que leurs produits et sous-produits.

PURPOSE

Purpose

3. The purpose of this Act is to contribute to food safety and to regulate food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs.

OBJET

3. La présente loi vise à favoriser la 30 Objet salubrité des aliments et à réglementer les aliments, les produits agricoles ou aquatiques 35 et les intrants agricoles.

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

Responsibi-

4. The Agency is responsible for the enforcement of this Act and its administration, except for the establishment of policies and standards referred to in section 5.

Responsibility of Minister of

Health

5. The Minister of Health is responsible for 5 establishing policies and standards respecting any matter that may affect the safety and nutritional quality of food.

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

4. L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi, sauf pour ce qui est prévu à l'article 5.

Rôle đe

5. Le ministre de la Santé est chargé de l'élaboration des politiques et des normes 5 portant sur toute question relative à la salubrité et à la valeur nutritionnelle des aliments.

Rôle du ministre de la Santé

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 10 Canada ou d'une province.

Obligation de

PART 1

ADMINISTRATIVE REGIME

Licences

Minister may issue licences

- 7. The Minister may issue to any person a licence of a prescribed class to authorize the person to engage in or to operate an establishment to engage in any of the following activities:
 - (a) to import an agricultural or aquatic commodity or agricultural input;
 - (b) to prepare or sell an agricultural or aquatic commodity for import, export or interprovincial trade; or
 - (c) to prepare or sell an agricultural input.

Unficensed activities prohibited

- 8. (1) No person shall engage in or operate an establishment to engage in an activity referred to in section 7 without a licence of a prescribed class.
- (2) No person who holds a licence issued under section 7 shall operate a licensed establishment unless it meets the requirements of the regulations.
- 9. All agricultural or aquatic commodities 30 in a licensed establishment are presumed, in the absence of proof to the contrary, to be for export or interprovincial trade and to be subject to the application of this Act and the regulations.

PARTIE 1

RÉGIME ADMINISTRATIF

Licences

7. Le ministre peut délivrer à toute personne 10 Activités une licence d'une catégorie réglementaire l'autorisant à faire les activités suivantes ou à exploiter un établissement à ces fins :

- 15 a) importer un produit agricole ou aquatique ou un intrant agricole; 15
 - b) conditionner ou vendre en vue du commerce interprovincial, de l'importation ou de l'exportation -- un produit agricole ou aquatique;
 - c) conditionner ou vendre un intrant agrico-20
- 8. (1) Il est interdit d'exploiter un établissement aux fins prévues à l'article 7 ou d'exercer les activités qui y sont prévues sans être 25 titulaire de la licence de la catégorie régle-25

Interdiction

(2) Il est interdit d'exploiter un établissement agréé en contravention des règlements.

Interdiction: non

9. Les produits agricoles ou aquatiques qui se trouvent dans un établissement agréé sont, 30 sauf preuve contraire, réputés destinés au commerce interprovincial ou à l'exportation et assujettis à la présente loi et à ses règle-35 ments.

Présomption

Presumption

Require

Minister may attach licence conditions

10. (1) Subject to the regulations, the Minister may attach any conditions to a licence that the Minister considers necessary.

Types of

(2) Any condition may be precedent or may be of general or particular application.

Change of conditions

(3) The Minister may modify, rescind or add to any condition that the Minister attaches to a licence.

Standard

(4) It is a condition of every licence that the 10 holder shall comply with this Act and the regulations.

Licence suspension or

11. The Minister may suspend or revoke a person's licence if the person contravenes a condition of the licence.

Review of Minister's decision

12. (1) If the Minister refuses to issue a licence to a person, or suspends or revokes a person's licence, the person may request the Tribunal to review the Minister's decision.

Tribunal recommenda-

and provide its findings and recommendations to the Minister.

Final decision

(3) After considering the Tribunal's findings and recommendations, the Minister may confirm, reverse or modify the original deci-25 modifier sa décision originale. sion.

10. (1) Une licence peut comporter les conditions que le ministre juge indiquées, outre celles prévues par règlement.

(2) Les conditions peuvent être préalables subsequent to the issuance of a licence and 5 ou résolutoires et d'application générale ou 5 particulière.

Types de conditions

Conditions de

la licence

(3) Le ministre peut supprimer ou modifier les conditions dont il a assorti la licence ou en ajouter de nouvelles.

Modification des conditions

(4) Le respect de la loi et des règlements est 10 une condition de toute licence

automatique

11. Le ministre peut suspendre ou révoquer la licence du titulaire qui a contrevenu à une 15 condition de celle-ci.

Suspension ou révocation

12. (1) L'intéressé peut demander à la 15 Révision de Commission de réviser la décision du ministre de refuser de délivrer la licence, de la suspendre ou de la révoquer.

la décision du

(2) The Tribunal shall review the decision 20 (2) La Commission révise la décision du ministre et lui présente ses conclusions et ses 20 recommandations.

Rapport de la

(3) Le ministre peut, après examen du rapport de la Commission, confirmer ou Pouvoirs du

Intellectual Property

National trade-marks

13. Every inspection mark and grade name is a trade-mark and the exclusive property in the trade-mark and the right to its use are vested in Her Majesty in right of Canada.

Use of similar mark or grade name

- 14. No person shall
- (a) use anything that resembles an inspection mark or a grade name; or
- (b) possess or sell a food, an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input 35 in connection with which there is used anything that resembles an inspection mark or a grade name.

Propriété intellectuelle

13. Le sceau d'inspection et le nom de 25 Sceau catégorie sont des marques de commerce dont la propriété exclusive et le droit d'utilisation 30 sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

d'inspection et nom de catégorie

14. Il est interdit:

a) d'utiliser une indication qui ressemble à 30 un sceau d'inspection ou à un nom de catégorie;

Interdiction d'utiliser une indication semblable

b) de vendre un aliment, un produit agricole ou aquatique ou un intrant agricole ou de l'avoir en sa possession s'il porte, ou si est 35 utilisée en rapport avec celui-ci, une indication visée à l'alinéa a).

Interdiction :

d'un aliment

alienation

PART 2

PROHIBITIONS

Food Safety

Prohibited

- 15. No person shall sell food, or distribute free of charge any food, that
 - (a) has in or on it a poisonous or harmful substance:
 - (b) is injurious to health:
 - (c) is adulterated: or
 - (d) was manufactured, preserved, packaged or stored under conditions that may render the food injurious to health or without adequate facilities, equipment, procedures 10 and controls to prevent the food from being injurious to health.

manufacture. etc., of food

16. No person shall manufacture, preserve, package or store for sale any food under to health or without adequate facilities, equipment, procedures and controls to prevent the food from being injurious to health.

Tampering

Tampering with food or

- 17. (1) No person shall tamper with any container of a food or agricultural input with intent to
 - (a) render the food injurious to health or cause any person to believe that it is injurious to health; or
 - (b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment.

Selling food or inputs that tampered with

- (2) No person shall sell any food or 30 agricultural input, or distribute free of charge any food, that the person knows or suspects has been tampered with so as to
 - (a) render the food injurious to health; or
 - (b) render the input less useful, reduced in 35 market value, injurious to animal or human

PARTIE 2

RÉGIME PÉNAL

Salubrité des aliments

- 15. Il est interdit de vendre ou d'aliéner à titre gratuit un aliment qui, selon le cas :
 - a) contient une substance toxique ou délétè-
- b) est nocif pour la santé;

 - d) a été fabriqué, emballé, conservé ou emmagasiné soit dans des conditions susceptibles de le rendre nocif pour la santé, soit sans l'équipement, les installations, les 10 procédures et les contrôles nécessaires pour l'empêcher d'être nocif pour la santé.
- 16. Il est interdit de fabriquer, d'emballer, de conserver ou d'emmagasiner un aliment en conditions that may render the food injurious 15 vue de le vendre soit dans des conditions 15 susceptibles de le rendre nocif pour la santé. soit sans l'équipement, les installations, les procédures et les contrôles nécessaires pour l'empêcher d'être nocif pour la santé.

Altération d'un aliment ou d'un intrant agricole

17. (1) Il est interdit d'altérer un aliment ou 20 Interdiction food or agricultural input or the label or 20 un intrant agricole, son emballage ou son étiquette dans le but :

- a) s'agissant d'un aliment, de le rendre nocif pour la santé ou de le faire passer pour tel:
- b) s'agissant d'un intrant agricole, de réduire sa valeur marchande ou son efficacité ou de le rendre nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'envi-30
- (2) Il est interdit à quiconque de vendre un intrant agricole ou d'aliéner à titre gratuit un aliment dont il sait ou soupçonne:
 - a) s'agissant d'un aliment, être nocif pour la santé parce qu'il a été altéré;

Interdiction

health or harmful to plants or the environment.

Threats

- (3) No person shall threaten to
- (a) render a food injurious to health; or
- (b) render the input less useful, reduced in 5 market value, injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment.

Claims of with food or inputs

- 18. (1) No person shall intentionally cause any person to believe that a food or an 10 en vue de faire croire à autrui, qu'un aliment agricultural input has been tampered with so as to
 - (a) render the food injurious to health; or
 - (b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human 15 health or harmful to plants or the environment.

Defence

(2) No person commits an offence under subsection (1) if the claim is made in good person.

Deceptive Practices

Deceptive preparation or

19. (1) No person shall label, package, treat, process or sell any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input, or that is false, misleading or deceptive or that is likely to create an erroneous impression.

Food labelling and packaging

(2) Any food that is labelled or packaged contrary to the regulations is deemed to be labelled or packaged in a manner that contra-30 venir au paragraphe (1). venes subsection (1).

- b) s'agissant d'un intrant agricole, être d'une valeur marchande ou d'une efficacité réduite ou être nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement parce qu'il a été altéré.
- (3) Il est interdit de menacer:

a) soit de rendre un aliment nocif pour la

b) soit de réduire la valeur marchande d'un intrant agricole ou son efficacité ou de le 10 rendre nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement.

18. (1) Il est interdit à quiconque d'affirmer, ou un intrant agricole a été altéré de telle sorte 15

Infraction affirmation

Interdiction :

menaces

- a) s'agissant d'un aliment, il est nocif pour la santé parce qu'il a été altéré;
- b) s'agissant d'un intrant agricole, il est d'une efficacité réduite ou nocif pour l'être 20 humain, les animaux, les plantes ou l'environnement parce qu'il a été altéré.
- (2) Toutefois, la personne qui fait de bonne foi une telle affirmation dans le but d'alerter faith for the purpose of warning another 20 un tiers n'est pas visée par le paragraphe (1). 25

Moven de défense

Actes trompeurs

19. (1) Il est interdit d'étiqueter, d'emballer, de traiter, de transformer ou de vendre un aliment, un produit agricole ou aquatique ou distribute any food free of charge, in a manner 25 un intrant agricole — ou d'aliéner à titre gratuit un aliment - d'une manière fausse, 30 trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une fausse impression.

représentation

Interdiction:

(2) L'aliment qui n'est pas emballé et étiqueté réglementairement est réputé contre-35

Présomption

contravention

Obligation de

Trade in Food, Agricultural or Aquatic Commodities and Agricultural Inputs

Presentation of imports

Compliance

20. (1) A person who imports into Canada any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or other thing used in respect of the food, commodity or input shall before or at the time of importation present it to a customs officer or an inspector or officer. as defined in section 2 of the Canadian Food Inspection Agency Act, in the manner specified by the customs officer, inspector or officer.

(2) A person complies with subsection (1) if the person, when authorized to do so by an inspector, officer or customs officer, provides the inspector or officer, in the manner that he or she specifies, with information relating to 15 les modalités qu'elle précise, les renseignean imported food, agricultural or aquatic commodity, agricultural input or thing required to be presented that is satisfactory to the inspector or officer.

10

(2) Toutefois, l'importateur autorisé par une 10 Autre moyen des personnes visées au paragraphe (1) peut satisfaire à l'obligation prévue à ce paragraphe en communiquant à cette personne, selon ments désirés.

(3) Le ministre peut, par arrêté, exiger de

l'importateur d'un aliment, d'un produit agri-

cole ou aquatique ou d'un intrant agrico-

le — que le ministre précise — qu'il l'impor-

te par le point d'entrée qu'il précise ou par 20

(4) Nul ne peut être condamné pour viola-

tion d'un arrêté qui, à la date du fait reproché,

nables avaient été prises pour en informer les

personnes susceptibles d'être touchées.

Commercialisation d'aliments, de produits

agricoles ou aquatiques ou d'intrants

20, (1) L'importateur d'un aliment, d'un

produit agricole ou aquatique ou d'un intrant

agricole les présente, ainsi que toute autre

chose s'v rattachant, au plus tard à l'importa-

5 tion, à un inspecteur ou à un agent d'exécu- 5

tion, au sens que donne à ces termes l'article

2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspec-

tion des aliments, ou à un agent des douanes,

selon les modalités précisées par ceux-ci.

Order requiring importation at points of entry

(3) The Minister may, by order, require 20 persons importing food, agricultural or aquatic commodities or agricultural inputs specified in the order to import them at a point of entry specified in the order or at any point of 25 n'importe quel point d'entrée. Pouvoir du

Publication or notice required for conviction

- (4) No person may be convicted of an offence for contravening an order made under subsection (3) unless, before the alleged contravention.
 - (a) the order was published in the Canada 30 à sa connaissance ou que des mesures raison-Gazette; or
 - (b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be 35 affected by it.

(5) An order made under subsection (3) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the Statutory Instruments Act, but it must be published in the Canada Gazette within 23 days after it is made.

n'était pas publié dans la Gazette du Canada, sauf s'il est établi que l'arrêté avait été porté 25

Order not a statutory instrument

(5) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (3) sont soustraits à l'application des articles 30 3, 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires et publiés dans la Gazette du Canada dans les 40 vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à

Import of or inputs

- 21. (1) No person shall import a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input unless
 - (a) the person does so in accordance with the regulations; and
- aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou 35 d'un intrant agricole:

21. (1) Est interdite l'importation d'un

a) effectuée en contravention avec les règlements;

(b) the food, commodity or input meets the requirements of the regulations.

Interprovincial trade in food and commodities

(2) No person shall send or convey a food or agricultural or aquatic commodity from one province to another unless the food or commodity meets the requirements of the regulations.

b) qui ne satisfait pas aux exigences des règlements.

(2) Est interdit l'acheminement d'une province à une autre d'un aliment ou d'un produit 5 agricole ou aquatique qui ne satisfait pas aux 5 exigences des règlements.

Interdiction: acheminement d'une province à une autre

Possession

(3) No person shall possess a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been imported or sent or 10 intrant agricole importé ou acheminé en conveyed to another province in contravention of subsection (1) or (2).

(3) Est interdite la possession d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un contravention des paragraphes (1) ou (2). 10

Interdiction possession

Defence

(4) No person may be convicted of an offence for the contravention of subsection (1) or (2) if the food or agricultural or aquatic 15 aliments ou les produits agricoles ou aquaticommodity is for the person's own consumption.

(4) Nul ne peut être déclaré coupable aux termes des paragraphes (1) ou (2) si les ques sont destinés à sa propre consommation.

Exemption consommation personnelle

Export of commodities

22. No person shall export an agricultural or aquatic commodity unless the commodity meets the requirements of the regulations.

22. Est interdite l'exportation d'un produit 15 agricole ou aquatique qui ne satisfait pas aux 20 exigences des règlements.

23. (1) Sont interdits le conditionnement et

Interdiction :

Preparation or sale of commodities

- 23. (1) No person shall prepare or sell an agricultural or aquatic commodity for export or interprovincial trade unless
 - (a) the person does so in accordance with 25 the regulations; and
 - (b) the commodity meets the requirements of the regulations.

la vente - liés au commerce interprovincial ou à l'exportation — d'un produit agricole ou 20 d'un produit aquatique:

Interdiction: conditionnement et vente conforme

Preparation or

- (2) No person shall prepare or sell an agricultural input unless the person does so in
- a) effectués en contravention avec les règlements;
 - b) qui ne satisfont pas aux exigences des règlements. 25

sale of inputs

- accordance with the regulations.
- (2) Sont interdits le conditionnement et la vente d'un intrant agricole qui n'est pas 30 conforme aux règlements.

Interdiction: conditionnement et vente d'un intrant conforme

Interdiction:

Possession of commodities or inputs

- (3) No person shall possess an agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been prepared in contravention of subsection (1) or (2).
- (3) Est interdite la possession d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole 30 conditionné en contravention avec les paragraphes (1) ou (2).

Tainted commodities

- 24. No person shall prepare or sell for 35 import, export or interprovincial trade an agricultural or aquatic commodity for human consumption that is tainted, decomposed or unwholesome, as defined in the regulations, or that contains dirt or filth, as defined in the 40 malsain au sens prévu par règlement. regulations.
 - 24. Sont interdits le conditionnement et la vente — liés au commerce interprovincial, à l'importation ou à l'exportation — d'un pro-35 duit agricole ou aquatique destiné à l'alimentation humaine qui est sale, avarié, pourri ou

Interdiction: produits avariés

25. (1) No person shall manufacture, sell or import any feed unless it meets the prescribed standards and is registered, packaged and labelled as prescribed.

25. (1) Sont interdites la fabrication, la vente et l'importation d'aliments pour animaux de ferme qui ne sont pas enregistrés, emballés et étiquetés réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes régle- 5

Interdictions multiples

Release of

(2) No person shall release into the environ- 5 ment any novel feed, as defined in the regulations, unless it meets the requirements of the regulations and is registered as prescribed

(2) Est interdite la dissémination dans l'environnement d'aliments nouveaux pour animaux de ferme qui ne sont pas enregistrés réglementairement et qui ne sont pas confor-10 de terme mes aux normes réglementaires.

dissémination pour animaux

Feed injurious

(3) No person shall manufacture, sell or 10 import any feed that may be injurious to animal or human health or harmful to the environment.

(3) Sont interdites la fabrication, la vente et l'importation d'aliments pour animaux de ferme qui peuvent être nocifs pour l'être humain, les animaux ou l'environnement.

aliments pour

Seeds

26. (1) No person shall sell, import or export any seed unless it meets the prescribed 15 tion et l'exportation de semences qui ne sont standards and is packaged and labelled as prescribed.

26. (1) Sont interdites la vente, l'importapas emballées et étiquetées réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes 20

Interdictions

Release of novel trait

(2) No person shall release any seed with a novel trait, as defined in the regulations, into the environment unless it meets the require-20 ments of the regulations.

(2) Il est interdit de disséminer dans l'environnement des semences présentant un caractère nouveau, au sens prévu par règlement, en contravention des règlements.

Interdiction: dissémination de semence:

Varieties of

(3) No person shall sell or import any seed unless the seed variety is registered as prescribed.

(3) Sont interdites la vente et l'importation 25 de semences de variétés qui ne sont pas enregistrées réglementairement.

- 27. (1) No person shall sell or import any 25 fertilizer or supplement unless it meets the prescribed standards and is registered, packaged and labelled as prescribed.
- 27. (1) Sont interdites la vente et l'importation d'un engrais ou d'un supplément qui ne sont pas enregistrés, emballés et étiquetés 30 réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes réglementaires.

Release of novel supplements

- (2) No person shall release any novel supplement, as defined in the regulations, into 30 ronnement un supplément nouveau, au sens the environment, unless it meets the requirements of the regulations and is registered as prescribed.
- (2) Il est interdit de disséminer dans l'enviprévu par règlement, qui n'est pas enregistré 35 réglementairement et qui n'est pas conforme aux normes réglementaires.

Interdiction dissémination supplément

Sale of harmful

- (3) No person shall sell any fertilizer or supplement that may be injurious to animal or 35 supplément qui, utilisé en conformité avec le human health or harmful to plants or the environment when used according to the directions that appear on its label.
 - (3) Il est interdit de vendre un engrais ou un mode d'emploi, est nocif pour l'être humain, 40 nuisibles les animaux, les plantes ou l'environnement.

Interdiction

PART 3

REGULATIONS, ORDERS AND CERTIFICATES

Regulations

Regulations made on recommendation of Minister

- **28.** (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations
 - (a) prescribing standards for food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs;
 - (b) respecting the packaging of, and the containers used for, food, agricultural or aquatic commodities and agricultural in-10 puts;
 - (c) respecting the advertising and labelling of food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs, including registration of their labels:
 - (d) regulating or prohibiting the importation of food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs and respecting documents related to them and the presentation of such food, commodities, inputs and 20 documents at points of entry;
 - (e) regulating or prohibiting substances that may be present in food;
 - (f) declaring that any food is adulterated if a prescribed substance is present in the food 25 or exceeds a prescribed limit or has been added to or extracted or omitted from the food:
 - (g) respecting the manufacture, preservation, testing, storage, transportation and 30 handling of food;
 - (h) respecting the sale or distribution free of charge of any food and the collection of information relating to the food after it is sold or distributed free of charge;

 35
 - (i) respecting the assessment of the effect of any food on the environment or health;
 - (j) prescribing the classes of licences that the Minister may issue, establishing conditions to be attached to any class of licence 40 and respecting the information to be submitted by an applicant for a licence;

PARTIE 3

RÈGLEMENTS, ARRÊTÉS ET CERTIFICATS

Règlements

28. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, prendre les mesures nécessaires pour l'application de la présente loi, notamment :

 a) établir des normes pour les aliments, les 5 produits agricoles ou aquatiques et les intrants agricoles;

b) régir l'emballage des aliments, des produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles;

c) régir l'étiquetage, y compris l'enregistrement des étiquettes, et la publicité des aliments, des produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles;

d) régir l'importation des aliments, des 15 produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles — ainsi que tout document s'y rapportant — et leur présentation à un point d'entrée, ou interdire leur importation;

e) régir la présence de toute substance dans un aliment ou l'interdire:

f) déclarer qu'un aliment est altéré si une substance prévue par règlement s'y trouve, excède la limite réglementaire, y a été25 ajoutée ou en a été extraite, ou en est absente:

g) régir la fabrication, la conservation, l'emmagasinage, la manutention, le transport et l'examen d'aliments; 30

h) régir la vente ou l'aliénation à titre gratuit de tout aliment et la collecte de données après la vente ou l'aliénation;

i) évaluer l'impact d'un aliment sur la santé ou sur l'environnement; 35

j) régir les catégories de licences que peut délivrer le ministre, les conditions afférentes à chaque catégorie et prévoir les renseignements que doit fournir le demandeur d'une licence:

Règlements du gouverneur en conseil sur recommandation du ministre

- (k) establishing the requirements for quality management, quality control and other similar programs;
- (*l*) respecting the design, construction, hygiene, sanitation, maintenance and op- 5 eration of establishments and the equipment and facilities in them;
- (m) prescribing inspection marks and grade names and regulating or prohibiting their use:
- (n) respecting systems to ascertain the places of origin or destination of agricultural or aquatic commodities;
- (o) respecting the manner of disposal or destruction of agricultural or aquatic com-15 modities, or things in an establishment, that may be injurious to health and prohibiting their disposal or destruction in any manner other than the manner prescribed;
- (p) regulating or prohibiting the sale of 20 agricultural or aquatic commodities;
- (q) defining the terms "tainted", "decomposed", "unwholesome", "dirt", "filth", "release", "novel feed", "novel supplement" and "novel trait";
- (r) regulating or prohibiting the slaughtering, processing, assembling or conveying of agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs and respecting their grading, pricing, coding, storing and han-30 dling:
- (s) regulating or prohibiting the exportation of agricultural or aquatic commodities and seeds:
- (t) respecting the registration of feeds, 35 varieties of seeds, fertilizers and supplements, including
 - (i) the information to be submitted by an applicant for registration,
 - (ii) the powers of the Minister to refuse, 40 suspend or cancel registrations,
 - (iii) the terms and conditions of registra-
 - (iv) the procedure for review of cases of refusal, suspension or cancellation of 45 registration;

- k) prévoir les exigences en matière de gestion de la qualité ou de contrôle de la qualité ou de semblables programmes;
- *l*) régir les conditions d'exploitation d'un établissement, sa configuration, sa cons- 5 truction, son entretien, son système sanitaire, ses équipements et ses installations;
- m) établir des sceaux d'inspection et des noms de catégorie et régir ou interdire leur utilisation:
- n) prévoir des méthodes pour déterminer avec précision les lieux d'origine et de destination des produits agricoles ou aquatiques;
- o) prévoir les méthodes dont il peut être 15 disposé, notamment par destruction, d'un produit agricole ou aquatique ou de toute autre chose se trouvant dans un établissement qui présentent un risque pour la santé et interdire toute autre méthode pour ce 20 faire;
- p) régir ou interdire la vente de produits agricoles ou aquatiques;
- q) définir les termes « aliments nouveaux pour animaux de ferme », « suppléments 25 nouveaux », « semences présentant un caractère nouveau », « dissémination », « sale », « avarié », « pourri » et « malsain »;
- r) régir l'abattage, la transformation, l'as-30 semblage, la fixation des prix, le chiffrage, la manutention, l'acheminement, l'emmagasinage ou la classification d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole, ou en interdire l'abattage, la transfor-35 mation ou l'assemblage;
- s) régir ou interdire l'exportation de produits agricoles ou aquatiques ou de semences:
- t) régir l'enregistrement des aliments pour 40 animaux de ferme, des variétés de semences et des engrais et suppléments, en particulier :
 - (i) les renseignements que doit fournir le demandeur, 45
 - (ii) les pouvoirs de refus, de suspension et d'annulation du ministre,

- (u) regulating or prohibiting the use of variety names of seeds;
- (v) regulating or prohibiting the testing of agricultural inputs;
- (w) respecting the implementation, in relation to fertilizers or supplements, of
 - (i) Article 1711 of the North American Free Trade Agreement, referred to in the definition "Agreement" in subsection 2(1) of the North American Free Trade 10 Agreement Implementation Act, and
 - (ii) paragraph 3 of Article 39 of the Agreement on Trade-related Aspects of Intellectual Property Rights set out in Annex 1C to the Agreement Establishing 15 the World Trade Organization, referred to in the definition "Agreement" in subsection 2(1) of the World Trade Organization Agreement Implementation Act;
- (x) exempting any of the following from the 20 application of any or all of the provisions of this Act or the regulations and prescribing the conditions of the exemption:
 - (i) a person, establishment, food, agricultural or aquatic commodity or agricultur- 25 al input,
 - (ii) a class of food, commodity or input, or
 - (iii) a container or document or thing used in respect of any food, commodity 30 or input;
- (y) permitting the Minister to exempt from any of the requirements of this Act or the regulations, and prescribing the conditions of the exemption, the preparation or sale of 35 any fresh or processed fruit or vegetable and its products
 - (i) for export trade, or
 - (ii) for import or interprovincial trade, if the Minister considers that it is necessary 40 to do so in order to alleviate a shortage in Canada of the fruit or vegetable or its products or an equivalent fruit, vegetable or product; and
- (z) prescribing anything that is to be pre-45 scribed under this Act.

- (iii) les conditions rattachées à l'enregistrement,
- (iv) la procédure de révision en cas de refus, de suspension ou d'annulation de l'enregistrement d'une semence et d'un 5 engrais;
- u) régir ou interdire l'utilisation des noms de variété de semences:
- v) régir ou interdire l'essai des intrants agricoles; 10
- w) mettre en oeuvre, en ce qui touche les engrais et les suppléments, d'une part, l'article 1711 de l'Accord, au sens du paragraphe 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-améri-15 cain, et, d'autre part, le paragraphe 3 de l'article 39 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce figurant à l'annexe 1C de l'Accord, au sens du paragraphe 2(1) de 20 la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce;
- x) exempter toute personne, tout établissement, agréé ou non, tout aliment, produit agricole ou aquatique ou intrant agrico-25 le à titre individuel ou catégoriel —, son emballage ou tout autre objet accessoire de l'application des dispositions de la présente loi ou des règlements et fixer les conditions de l'exemption;
- y) permettre au ministre de soustraire aux obligations de la présente loi ou des règlements et de fixer les conditions de l'exemption le conditionnement et la vente de tous fruits et légumes frais ou 35 transformés, ou d'un produit dérivé :
 - (i) en vue de leur exportation,
 - (ii) en vue de leur importation ou de leur commercialisation interprovinciale si le ministre l'estime nécessaire pour préve-40 nir une pénurie au Canada de certaines de ces denrées ou de denrées semblables;
- z) prendre toute mesure réglementaire prévue par la présente loi.

Regulations made on recommenda-

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Health. make regulations respecting any matter referred to in any of paragraphs (1)(a) to (z) in responsibilities under section 5.

Governor in Council may regulation as necessary to

(3) The Governor in Council may, in any regulation made under subsection (2), identify a provision of the regulation as being necesany provision so identified is subject to the penalties provided by subsection 36(2).

Incorporation by Reference

Incorporation produced material

- 29. (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency or the Department 15 personne ou un organisme autre que l'Agence of Health, including
 - (a) an organization established for the purpose of writing standards;
 - (b) an industrial or trade organization; and
 - (c) a government, government agency or 20 international body.

Reproduced or translated

- (2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health reproduces or translates from material produced by the other person or body 25 ou le ministère de la Santé, d'un document
 - (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or
 - (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of 30 the regulation.

Iointly. produced material

- (3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health produces jointly with another government or government agency for the 35 et un autre gouvernement ou organisme purpose of harmonizing the regulation with other laws.
- (4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency or the Department of Health pro-40 catif produit par l'Agence ou le ministère de duces, such as
 - (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre de la Santé, prendre les mesures nécessaires pour l'application des alinéas (1)a) à z) dans le relation to which the Minister of Health has 5 cadre des attributions de celui-ci prévues à 5 l'article 5.

(3) Le gouverneur en conseil peut spécifier dans le règlement pris au titre du paragraphe (2) qu'une disposition de celui-ci est nécessaisary to protect health. The contravention of 10 re à la prévention d'un préjudice à la santé, 10 auquel cas la contravention de cette disposition est punissable de la peine prévue au paragraphe 36(2).

Incorporation par renvoi

29. (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une 15 ou le ministère de la Santé, notamment par :

Incorporation

- a) un organisme de normalisation;
- b) une organisation commerciale ou indus-
- c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationa-
- (2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la 25 reproduction ou de la traduction, par l'Agence produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :

- a) des adaptations quant à la forme et aux 30 renvois destinées à en faciliter l'incorporation:
- b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.
- (3) Peut être incorporé par renvoi dans un 35 règlement tout document produit conjointement par l'Agence ou le ministère de la Santé gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit. 40

Documents

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explila Santé, notamment :

a) des spécifications, classifications, illus-45 trations, graphiques ou toute autre information de nature technique;

produced

(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.

Canada Food Safety and Inspection

Incorporation as amended from time to time

(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.

Incorporated material is not a regulation

(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the Statutory Instruments Act.

Defence

- 30. No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the 10 non-respect d'une disposition d'un règlement contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, before the alleged contravention.
 - (a) the material was reasonably accessible 15 to the person;
 - (b) reasonable steps were taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or
 - (c) the material was published in the 20 Canada Gazette.

Ministerial Orders and Certificates

Emergency order

- **31.** (1) The Minister of Health may make an emergency order to establish standards for food if the Minister of Health believes that
 - (a) a food poses a serious danger to public 25 health and safety;
 - (b) the regulations are inadequate to protect the public; and
 - (c) immediate action is required to protect 30 the public.

When emergency order is in effect

- (2) An emergency order has effect from the time that it is made but ceases to have effect on the earliest of
 - (a) 14 days after it is made, unless it is approved by the Governor in Council, 35
 - (b) the day it is repealed,
 - (c) the day a regulation made under this Act governing the subject-matter of the order comes into force, and
 - (d) six months after the order is made.

- b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité de nature technique.
- (5) L'incorporation par renvoi peut viser le 5 document avec ses modifications successives.

Portée de l'incorpora-

(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la Loi sur les textes réglementaires, valeur de règlement.

Nature du document incorporé

Moven de

défense

30. Aucune sanction ne peut découler du 10 dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables 15 avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la Gazette du Canada.

Arrêtés et certificats

31. (1) Le ministre de la Santé peut, par arrêté d'urgence, établir des normes concer-20 nant un aliment s'il estime qu'une intervention immédiate s'impose afin de parer au danger grave qu'il pose pour la santé et la sécurité publiques et que les règlements le concernant n'offrent pas la protection néces-25 saire.

Arrêtés d'urgence

(2) L'arrêté est exécutoire dès sa prise et

cesse d'avoir effet :

cessation d'effet

- a) soit quatorze jours plus tard, sauf agrément du gouverneur en conseil;
- b) soit le jour de sa révocation;

40

- c) soit à l'entrée en vigueur d'un règlement sur la question;
- d) soit au plus tard six mois après sa prise.

Contravenunpublished

- (3) No person may be convicted of an offence for contravening an emergency order unless, before the alleged contravention,
 - (a) the order was published in the Canada Gazette: or
 - (b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.
- (3) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté qui, à la date du fait reproché. n'était pas publié dans la Gazette du Canada, sauf s'il est établi que l'arrêté avait été porté 5 à sa connaissance ou que des mesures raison- 5 nables avaient été prises pour l'en informer.

arrêté non

Emergency

Order not a

instrument

Minister to

Certificates

weeds

- 32. In order to provide relief from the 10 effects of a natural disaster or public emergency, the Minister may, by order, exempt any person or class of persons from the application of any provision of this Act or the regulations for such period as is necessary if
 - (a) the Minister is of the opinion that the exemption does not pose a risk to animal or plant health; and
 - (b) the Minister of Health is of the opinion that the exemption does not pose a risk to 20 human health.

33. An order made under subsection 31(1) sections 3, 5 and 11 of the Statutory Instru-

or section 32 is exempt from the application of ments Act, but it must be published in the 25 les textes réglementaires et publiés dans la Canada Gazette within 23 days after it is made.

34. The Minister may, by order, determine the species of plants the seeds of which the Minister deems to be weed seeds for the 30 la présente loi, déterminer les espèces de purpose of establishing grades under this Act.

35. The Minister may, for the purposes of subparagraph 46(b.1)(iii) of the Canadian Wheat Board Act, issue certificates certifying that the applicable provisions of this Act and 35 certificats attestant l'observation des disposithe regulations have been complied with in respect of seeds imported into Canada.

32. Le ministre peut, en réponse à une situation d'urgence ou à une catastrophe naturelle, exempter, par arrêté, pour la durée nécessaire, toute personne ou catégorie de 10 personnes de l'application d'une disposition 15 de la présente loi ou d'un règlement s'il est d'avis que l'exemption ne présente aucun risque pour la santé des animaux ou des végétaux et est nécessaire en vue de permettre 15 la production ou la fourniture d'aliments ou de produits agricoles ou aquatiques et que le ministre de la Santé est d'avis qu'elle ne présente aucun risque pour la santé humaine.

33. Les arrêtés pris au titre du paragraphe 20 Dérogation à 31(1) ou de l'article 32 sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la Loi sur Gazette du Canada dans les vingt-trois jours

34. Le ministre peut par arrêté, dans le cadre de l'établissement de catégories aux termes de plantes dont les graines sont, selon lui, des semences de mauvaises herbes. 30

35. Pour l'application du sous-alinéa 46b.1)(iii) de la Loi sur la Commission

canadienne du blé, le ministre délivre des tions de la présente loi et des règlements qui 35 sont applicables à l'importation de semences

au Canada.

suivant leur prise.

Food safety

offences

Other

offences

PART 4

Canada Food Safety and Inspection

PENAL PROVISIONS

Offences and Penalties

- **36.** (1) Every person who contravenes subsection 17(1) or (2) commits an offence and is liable.
 - (a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$150,000 or to imprisonment for 5 a term not exceeding eighteen months or to both: or
 - (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to 10 both.
- (2) Every person who contravenes subsection 8(1) or (2), section 14, 15 or 16, subsection 17(3), 18(1), 19(1) or 20(1), an order made under subsection 20(3), subsec-15 tion 21(1), (2) or (3), section 22, subsection 23(1), (2) or (3), section 24, subsection 25(1), (2) or (3), 26(1), (2) or (3) or 27(1), (2) or (3), any provision identified by the Governor in made under subsection 31(1) commits an offence and is liable
 - (a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or 25
 - (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

Summary conviction offences

(3) Every person who contravenes the 30 regulations commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$20,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

Continuing offences

- 37. A contravention of this Act or the 35 regulations committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.
- Limitation period
- 38. Proceedings by way of summary con- 40 viction in respect of an offence under this Act shall be instituted

PARTIE 4

INFRACTIONS ET PEINES

Application des peines

36. (1) Ouiconque contrevient aux paragraphes 17(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infractions multiples

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de 150 000 \$ et un emprisonne- 5 ment maximal de dix-huit mois, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces 10 peines.
- (2) Quiconque contrevient aux paragraphes 8(1) ou (2), aux articles 14, 15 ou 16, aux paragraphes 17(3), 18(1), 19(1) ou 20(1), à l'arrêté pris au titre du paragraphe 20(3), aux 15 paragraphes 21(1), (2) ou (3), à l'article 22, aux paragraphes 23(1), (2) ou (3), à l'article 24, aux paragraphes 25(1), (2) ou (3), 26(1), (2) ou (3) ou 27(1), (2) ou (3), à une disposition Council under subsection 28(3) or an order 20 spécifiée par le gouverneur en conseil au titre 20 du paragraphe 28(3) ou à l'arrêté pris au titre du paragraphe 31(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - a) par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonne-25 ment maximal d'une année, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces 30 peines.
 - (3) Quiconque contrevient aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 20 000 \$ et un 35 emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infractions

Infractions

règlements

- 37. Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou aux règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se 40 continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.
- 38. Les poursuites par procédure sommaire visant une infraction à la présente loi ou aux règlements se prescrivent : 45

Prescription

Autres

infractions

- (a) for a contravention of subsection 19(1) in respect of the variety name or purity of a variety of a seed, within three years after the time the subject-matter of the proceedings arose; or
- (b) for any other offence, within two years after the time the subject-matter of the proceedings arose.

Offences by corporate

39. If a corporation commits an offence mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is vided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

Offences by agents or

40. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to ployee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to 25 res pour empêcher l'infraction. prevent the commission of the offence.

Place of trial

- 41. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the 30 subject-matter of the prosecution arose;
 - (b) the accused was apprehended; or
 - (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

42. A court that convicts a person for an 35 offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the 40 indépendamment de l'amende maximale qui maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

Revoking

43. If a person is convicted of an offence 45 under this Act in respect of the person's activities or operations under a licence, the court may, by order, in addition to any punishment imposed,

- a) lorsque l'infraction consiste en de fausses déclarations sur le nom de variété ou la pureté de variété de semences en contravention du paragraphe 19(1), par trois ans à compter de la date de la perpétration de 5 l'infraction:
 - b) dans les autres cas, par deux ans à compter de cette date.
- 39. En cas de perpétration par une personne under this Act, an officer, director, agent or 10 morale d'une infraction à la présente loi, ceux 10 de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui v ont consenti ou participé sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encouliable on conviction to the punishment pro-15 rent, sur déclaration de culpabilité, la peine 15 prévue, que la personne morale ait été ou non

des personnes

morales

40. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsaestablish that it was committed by an em-20 bilité pénale de l'accusé, d'établir que l'in-20 fraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessai-25

- 41. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été 30 appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.
- 42. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration, lui 35 infliger à titre d'amende supplémentaire, peut être infligée en vertu de la présente loi, le

Amende taire

43. En cas de déclaration de culpabilité 40 Révocation pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par une licence, le tribunal peut, par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée :

montant qu'il juge égal à ces avantages.

suspension

- (a) revoke the licence or suspend it for a period that the court considers appropriate; and
- (b) prohibit the person from applying for any licence issued under this Act during a 5 period that the court considers appropriate.

Orders of court

- **44.** If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circum-10 stances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:
 - (a) prohibiting the person from doing an act or engaging in an activity that may, in the 15 opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;
 - (b) directing the person to compensate the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by 20 or on behalf of the Agency as a result of the commission of the offence:
 - (c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order;
 - (d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other 30 offences;
 - (e) directing the person to take any action that the court considers appropriate to remedy or avoid any contamination to a food, agricultural or aquatic commodity or 35 agricultural input that resulted or may result from the commission of the offence;
 - (f) directing the person to provide security or pay into court an amount of money that the court considers appropriate for the 40 purpose of ensuring compliance with a prohibition, direction or requirement mentioned in this section; and
 - (g) directing the person to submit to the Agency, on request by the Agency within 45 three years after the date of the conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.

- a) révoquer la licence ou la suspendre pour la période qu'il estime indiquée;
- b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il 5 estime indiquée.
- 44. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la 10 personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :
 - a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive:
 - b) indemniser l'Agence, en tout ou en partie, des frais exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction:
 - c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions qu'il précise;
 - d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou 25 perpétration d'autres infractions;
 - e) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter l'altération d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole résultant ou suscep-30 tible de résulter de la perpétration de l'infraction:
 - f) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer auprès 35 de lui le montant qu'il estime indiqué;
 - g) fournir à l'Agence, sur demande présentée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal 40 estime justifiés en l'occurrence.

Ordonnance

Sursis

Suspended sentence

45. (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a)of the Criminal Code, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with a prohibition, direction or requirement mentioned in section 44.

Imposition of

(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made 10 Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any 15 sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Publication of

46. If a person is convicted of an offence under this Act, the Agency may publish the facts relating to the offence and recover the 20 sente loi, procéder à la publication des faits costs of publication from the person who committed it.

Debt due to Her Majesty

47. (1) If the court makes an order under section 44 or 45 directing a person to pay an tion costs under section 46, the amount and any interest payable on it constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.

Limitation on

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within five years after the time that the debt became due.

Contravention of order

- 48. Every person convicted of an offence 35 under this Act who subsequently contravenes an order made under section 44 or 45 is
 - (a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or
 - (b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable 45 on conviction on indictment for the original offence.

45. (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 731(1)a) du Code criminel, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue 5 au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 44.

(2) Sur demande du procureur général du 10 Inobservation visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les 15 trois ans qui suivent la date de l'ordonnance. infliger à cette personne la peine qui aurait pu

46. L'Agence peut, lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la pré-20 liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de cette personne.

lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

47. (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue 25 amount of money or the Agency pays publica-25 en vertu des articles 44 ou 45 et les frais de publication exposés par l'Agence au titre de l'article 46, ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre 30 30 devant toute juridiction compétente.

Créance de

(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

Prescription

48. Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 44 ou 45 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, par 40 ment not exceeding the maximum punish- 40 procédure sommaire ou par mise en accusation, de la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale.

Recouvre-

Recovery of fines

49. If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada 10 against the person in that court in civil proceedings.

Presumption

50. (1) In any proceedings for a contravention of paragraph 14(b), subsection 23(1) or possession of a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input is deemed, in the absence of evidence to the contrary, to have had possession of it in order to prepare or

Evidence

Exception

(2) The presumption under subsection (1) does not apply to a person in possession of a food or agricultural or aquatic commodity for the person's own consumption.

Evidence of identification

51. In a prosecution for an offence under 25 this Act, proof that a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or its label or container bore a name and address purporting to be that of the person who number issued under this Act purporting to be that of the establishment where it was prepared or sold is proof, in the absence of evidence to the contrary, that the food, commodity or input was imported, prepared 35 or sold by that person or at that establishment.

Certificates and reports

52. (1) In proceedings for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister, the President or grader as defined in section 2 of the Canadian Food Inspection Agency Act, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

49. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridic-5 tion supérieure de la province où le procès a eu 5 lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du 10 chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

Preuve

50. (1) Dans les poursuites pour contravention à l'alinéa 14b), aux paragraphes 23(1) ou (2) or section 24, an accused found in 15 (2) ou à l'article 24, la personne qui était en 15 possession d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole est réputée, sauf preuve contraire, l'avoir eu en sa possession en vue de le conditionner ou de le 20 vendre. 20

Non-

Présomption

contravention

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui a en sa possession un aliment ou un produit agricole ou aquatique pour sa propre consommation.

application présomption

Preuve

- 51. Dans les poursuites pour infraction à la 25 présente loi, il suffit, pour établir, sauf preuve contraire, l'identité de la personne ou le nom de l'établissement à l'origine du conditionnement, de la vente ou de l'importation d'un imported, prepared or sold it or a licence 30 aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou 30 d'un intrant agricole que la chose, son emballage ou son étiquette portait :
 - a) soit un nom ou une adresse présentés comme ceux de la personne;
 - b) soit un numéro de licence présenté 35 comme celui de l'établissement.
- **52.** (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi ou à ses règlements, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout of the Agency or an inspector, analyst, officer 40 autre document apparemment signé par le40 ministre, le président de l'Agence, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution, au sens que donne à ces termes l'article 2 de la Loi sur l'Agence canadienne signature or official character of the person 45 d'inspection des aliments, est admissible en 45 preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée

Déclaration, certificat ou rapport

Copies and

(2) In proceedings for an offence under this Act, a copy of or an extract from a record or other document that is made by the Minister, the President of the Agency or an inspector, analyst, officer or grader purporting to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence 10 serait prouvée de la manière habituelle. to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis au titre du paragraphe (1) et apparemment certifiée 5 conforme par une des personnes visées à ce paragraphe est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force 10 probante d'un original dont l'authenticité

Copies ou

Presumed date of issue

- (3) A document referred to in subsection (1) or (2) is, in the absence of evidence to the 15 visés au présent article sont censés avoir été contrary, deemed to have been issued on the date that it bears.
- (3) Sauf preuve contraire, les documents établis à la date qu'ils portent. 15

Préavis

Notice

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a section shall be received in evidence unless 20 l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y ioignant une copie de ceux-ci.

PART 5

PARTIE 5

ARBITRAGE ENTRE MARCHANDS

Conseil d'arbitrage

Canada, chapitre 20 du 4e supplément des

Lois révisées du Canada (1985).

ARBITRATION AMONG DEALERS

Board of Arbitration

53. (1) The Board of Arbitration, continued by subsection 4(1) of the Canada Agricultural Products Act, chapter 20 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is hereby continued. 30

53. (1) Est prorogé le Conseil d'arbitrage Prorogation prorogé par la Loi sur les produits agricoles au

Composition

Board of

- (2) The Board of Arbitration shall consist of the members appointed by the Minister, one of whom shall be appointed as Chairperson and one as Vice-Chairperson.
- (2) Le Conseil est composé des membres, 25 Composition dont le président et le vice-président, nommés par le ministre.

Tenure

- (3) Each member shall be appointed for a 35 term of not more than five years and shall hold office during good behaviour, but may be removed by the Minister for cause.
- (3) Les membres occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée 30 prononcée par le ministre.

Mandat

appointment

- (4) Each member may be re-appointed as a member in the same or another capacity.
- (4) Les membres peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou

Nouveau

Contractual assistance

- 54. The Board of Arbitration may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Board to advise and assist it in the exercise of its powers or the performance of its duties and functions under this Act.
- 54. Le Conseil peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts dans 5 5 les domaines relevant de son champ d'activi-

Assistance

Absence or incapacity of members

- 55. (1) If a member of the Board of 10 Arbitration is absent or unable to act or the member's office becomes vacant, the Minister may appoint a person to act in the member's place and, in the case of the Chairperson of the Board, the Vice-Chairperson of the Board 15 rim de la présidence. shall act as Chairperson.
- 55. (1) En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du Conseil, ou de vacance de son poste, le ministre peut confier les attribu-10 tions du titulaire du poste à toute personne compétente. Le vice-président assure l'inté-

Absence ou empêchement

Duties of Chairperson

(2) The Chairperson of the Board of Arbitration is its chief executive officer and shall apportion work among its members.

(2) Le président du Conseil en est le premier dirigeant; à ce titre, il en assure la direction et 15 répartit les tâches entre les membres.

Fonctions du président

Head office

56. (1) The head office of the Board of 20 Arbitration shall be in the National Capital Region, as described in the schedule to the National Capital Act.

56. (1) Le siège du Conseil est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale.

Siège

Sittings

(2) The Board of Arbitration may sit at the places in Canada that it considers appropriate. 25 Canada qui lui semble indiqué.

(2) Le Conseil peut siéger en tout lieu du 20 Réunions

Ouorum

- (3) Three members of the Board of Arbitration constitute a quorum.
- Ouorum (3) Le quorum du Conseil est de trois membres.

Staff and facilities

(4) The Minister may provide the Board of Arbitration with officers and employees from within the public service of Canada and any 30 tration publique fédérale, les conseillers ainsi facilities and advisers that are necessary for the proper conduct of its business.

(4) Le ministre peut mettre à la disposition du Conseil les cadres et agents de l'adminis-25 que les installations et fournitures nécessaires

à son bon fonctionnement.

Indemnités

Personnel et

installations

Remuneration

57. (1) Each full-time member of the Board of Arbitration shall be paid any remuneration that is fixed by the Governor in Council and 35 membres recoivent les honoraires ou toute each part-time member is entitled to be paid such fees for that member's services as are fixed by the Governor in Council.

57. (1) Les membres à temps plein du Conseil recoivent le traitement, et les autres 30 autre rémunération, que fixe le gouverneur en conseil.

Travel and living expenses

(2) Each member of the Board of Arbitration is entitled to be paid reasonable travel and 40 déplacement et de séjour entraînés par l'ac-35 living expenses incurred by the member in the course of the member's duties under this Act while absent from, in the case of a full-time member, the member's ordinary place of work and, in the case of a part-time member, the 45 member's ordinary place of residence.

(2) Les membres ont droit aux frais de complissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.

Frais

15

58, (1) The Board of Arbitration is a court of record and shall have an official seal that shall be judicially noticed.

Examination of witnesses,

- (2) In addition to the powers conferred by with respect to the appearance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, the Board may
 - (a) issue a summons requiring a person
 - (i) to appear at the time and place stated in the summons to testify to all matters within the person's knowledge relative to any subject-matter before the Board, and
 - (ii) to bring and produce any document, 20 book or paper in the person's possession or under the person's control relative to that subject-matter:
 - (b) administer oaths and examine any person on oath; and 25
 - (c) during a hearing, receive the evidence that it considers relevant and trustworthy.
- (3) The Board of Arbitration may, with the approval of the Governor in Council, make rules governing
 - (a) the practice and procedure in respect of hearings;
 - (b) the time and manner in which applications and notices must be made or given; 35
 - (c) the work of the Board.

Rules of evidence do

Rules

(4) The Board of Arbitration is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting a matter that comes before it, and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness and natural justice permit.

- 58. (1) Le Conseil est une cour d'archives: il a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.
- Cour
- (2) Il a en outre, pour la comparution, la subsection (1), the Board of Arbitration has, 5 prestation de serment et l'interrogatoire des 5 témoins, ainsi que pour la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses décisions et toutes autres questions relevant de sa compétence, les pouvoirs et attributions d'une proper for the due exercise of its jurisdiction, 10 juridiction supérieure d'archives. Il peut no-10 tamment:
 - a) enjoindre aux personnes ayant connaissance de faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'appor-15 ter et produire tous documents, livres ou pièces utiles à l'affaire, dont elles ont la possession:
 - b) faire prêter serment et interroger sous 20
 - c) recevoir en cours d'audience les éléments de preuve supplémentaires qu'il estime utiles et dignes de foi.
 - (3) Le Conseil peut, avec l'agrément du Règles gouverneur en conseil, établir des règles 25 30 régissant :
 - a) la tenue et la procédure des audiences;
 - b) les modalités, y compris les délais, d'établissement des demandes et des avis:
 - c) de façon générale, l'exercice de ses 30 activités.
- (4) Le Conseil n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques applicables en matière de preuve lors des audiences. Dans la shall deal with the matters as informally and 40 mesure où les circonstances, l'équité et la 35 justice naturelle le permettent, il lui appartient d'agir rapidement et sans formalités.

Privileged evidence not receivable

(5) The Board of Arbitration may not receive or accept as evidence anything that would be inadmissible in a court by reason of any privilege under the law of evidence.

(5) Le Conseil ne peut recevoir ni admettre en preuve les éléments protégés par le droit de la preuve et rendus, de ce fait, inadmissibles en justice devant un tribunal judiciaire.

Exception en preuve

Consultations

59. The members of the Board of Arbitra- 5 tion may consult with other members of the Board in respect of any matter before it.

59. Les membres peuvent, dans le cadre des 5 affaires dont le Conseil est saisi, consulter d'autres membres.

60. (1) Pour l'application du présente

article, un marchand est une personne qui,

Consulta-

Définition de

« marchand »

Definition of "dealer"

60. (1) In this section, "dealer" means a person who

- (a) is engaged in the business of purchasing 10 selon le cas: and selling prescribed agricultural or aquatic commodities for import, export or interprovincial trade;
- (b) negotiates consignments, sales, purchases or other transactions involving such 15 commodities:
- (c) receives or handles such commodities on commission; or
- (d) is prescribed as a dealer.

a) se livre à l'achat ou à la vente — liés au commerce interprovincial, à l'importation ou à l'exportation — des produits agricoles ou aquatiques déterminés par règlement;

- b) négocie des consignations, ventes, achats 15 ou autres opérations concernant ces produits:
- c) moyennant commission, reçoit ou manutentionne ces produits;
- d) est désignée comme telle par règlement. 20

Complaints against dealers

(2) A dealer may, within the prescribed 20 time, file with the Board of Arbitration a written complaint against a dealer licensed under this Act for failure to comply with the regulations respecting grades, standards or the preparation of prescribed agricultural or 25 duits agricoles ou aquatiques déterminés par aquatic commodities.

(2) Tout marchand peut, dans le délai fixé par règlement, déposer contre un marchand agréé sous le régime de la présente loi une plainte pour inobservation des règlements en ce qui touche la commercialisation de pro-25

règlement ainsi que leurs normes et leur

classification.

Plainte

Board to hear

- (3) The Board of Arbitration shall hear a complaint and
 - (a) if it finds that the complaint is not well founded, the Board shall dismiss it;
 - (b) if it finds that the complaint is well founded, the Board shall make the order that it considers will provide adequate relief from the activity complained of, including, if necessary, an order for the payment of 35 compensation and interest; and
 - decision where reasons are requested by any party to the proceedings.
- (3) Le Conseil est tenu d'instruire les plaintes et, sur demande, de motiver ses 30 décisions; il rejette celles qu'il juge non fondées ou rend la décision qu'il estime indiquée pour réparer - y compris, au besoin, sous forme d'indemnité et d'intérêts — le tort causé par l'inobservation. 35

Instruction

(c) the Board shall give reasons for its

Exclusive iurisdiction

(4) The Board of Arbitration has sole and 40 exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of fact or law in relation to a matter over which the Board is given jurisdiction under this section.

(4) Le Conseil a compétence exclusive pour entendre tout litige sur les questions mentionnées au paragraphe (2).

Compétence du Conseil

Application

Review

61. (1) A party to any complaint proceedings may apply to the Tribunal for a review of the decision of the Board of Arbitration in accordance with subsection (2), and the application shall be brought within 30 days 5 after the Board made the decision or within any longer period that the Tribunal may allow, either before or after the expiry of the 30 days.

Révision de la décision du Conseil

61. (1) Toute partie à une procédure de plainte peut, dans les trente jours qui suivent la décision du Conseil, demander à la Commission de réviser celle-ci conformément au paragraphe (2). La Commission peut proroger 5 ce délai avant ou après son expiration.

Recours en

Nature of review

(2) A review referred to in subsection (1) Arbitration's proceedings and be limited to the grounds of fairness, natural justice or error of law, but the Tribunal may hear evidence not previously available if it considers it necessary for the purposes of the review.

(2) L'examen porte sur le dossier du Conseil shall be based on the record of the Board of 10 et vise à contrôler le respect des principes de l'équité et de la justice naturelle ainsi que toute erreur de droit. Toutefois, la Commis-10 sion peut prendre en considération tout élément de preuve non disponible lors de l'ins-15 truction de la plainte.

Nature de

Consulta-

(3) The members of the Tribunal may consult with other members of the Tribunal in respect of a review referred to in subsection (1).

(3) Les membres peuvent, dans le cadre de l'instruction d'une plainte, consulter d'autres 15 membres

Disposition of

(4) After concluding a review referred to in 20 subsection (1), the Tribunal may, by order, confirm the decision, make the decision that in its opinion the Board of Arbitration should have made or direct that the Board re-hear the matter, and the Tribunal shall, in accordance 25 with its rules, notify the parties of an order made under this subsection.

(4) À la conclusion de l'affaire, la Commission peut, par ordonnance, confirmer la décision du Conseil, y substituer la décision qu'à son avis il aurait dû rendre ou encore lui 20 demander de reprendre l'affaire. Elle notifie l'ordonnance aux parties conformément à ses règles.

Décision

Filing in Federal Court

62. (1) Subject to subsection (3), a person affected by a decision or order of the Board of Arbitration made under subsection 60(3), if it 30 elle est définitive, ou par l'ordonnance de la is final or an order of the Tribunal made under subsection 61(4), may file in the Federal Court for immediate registration a copy of the decision or order, exclusive of any reasons given for it, but the decision or order shall not 35 Cour fédérale, sans l'exposé des motifs. be filed until at least 30 days after the day on which the decision or order was made.

Dépôt 62. (1) La personne visée par la décision du Conseil rendue au titre du paragraphe 60(3), si 25 Commission rendue au titre du paragraphe 61(4) peut, à l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'une ou l'autre, en déposer, pour enregistrement immédiat, copie à la 30

Effect of

(2) On filing in the Federal Court, a decision or order shall be registered in that Court and, when registered, it shall have the same force 40 notamment en ce qui concerne la procédure and effect, and all proceedings may be taken, as if the decision or order were a judgment obtained in that Court.

(2) La décision ou l'ordonnance est dès lors assimilée à un jugement de la Cour fédérale, d'exécution.

Stavino filino

(3) The Tribunal may make an order staying the filing in the Federal Court of an order pending review by the Tribunal.

Definition of "order of the Roard of Arbitration"

- (4) In subsection (1), the expression "order of the Board of Arbitration" includes an order 5 toute décision du Conseil modifiée par la 5 as varied by the Tribunal but does not include an order made by a decision that has been cancelled by the Tribunal.
- (3) La Commission peut cependant retarder le dépôt d'une décision du Conseil devant la Cour fédérale tant qu'elle ne l'a pas révisée.

Délai de dépôt

Équivalence

- (4) Pour l'application du paragraphe (1), Commission — mais non celle annulée par celle-ci - vaut décision du Conseil.

Review by Federal Court

63. Subject to section 61, a decision or order of the Board of Arbitration may only be 10 sions du Conseil ne sont susceptibles de reviewed under the Federal Court Act.

63. Sous réserve de l'article 61, les décirévision qu'au titre de la Loi sur la Cour 10

Révision en Cour fédérale

Jurisdiction applications

- 64. The jurisdiction of the Tribunal in relation to complaints under subsection 60(2) shall be exercised by
 - (a) the Chairperson of the Tribunal; or
 - (b) a member of the Tribunal with the legal qualifications described in section 28 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act whom the Chairperson directs to exercise it. 20
- fédérale. 64. Peuvent instruire les plaintes déposées

Compétence

au titre du paragraphe 60(2) le président de la Commission ou le membre possédant la 15 formation juridique précisée à l'article 28 de 15 la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire qu'il désigne à cette fin.

Transitional Provisions

Definitions

65. The definitions in this section apply in sections 66 to 68.

"commencement day « date d'entrée en vigueur »

"commencement day" means the day on which section 53 of this Act comes into force. 25

"former Board" « ancien

"former Board" means the Board of Arbitration continued by subsection 4(1) of the Canada Agricultural Products Act, as that subsection read immediately before the coming into force of section 53 of this 30

"new Board" « nouveau

"new Board" means the Board of Arbitration continued by section 53 of this Act.

Chairperson

66. The persons who hold the offices of Chairperson and Vice-Chairperson of the 35 président de l'ancien Conseil avant la date former Board immediately before the commencement day continue in office as the Chairperson and Vice-Chairperson, respectively, of the new Board for the remainder of the term for which they were 40 appointed.

Dispositions transitoires

65. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 66 à 68.

Définitions

« ancien Conseil » Le Conseil d'arbitrage prorogé par le paragraphe 4(1) de la *Loi* sur les produits agricoles au Canada, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 53 de la présente loi. 25

« ancien Conseil » "former Board'

« date d'entrée en vigueur » La date à laquelle l'article 53 de la présente loi entre en vigueur.

« date d'entrée en vigueur » 'commence ment day

« nouveau Conseil » La Conseil d'arbitrage prorogé par l'article 53 de la présente loi. 30

« nouveau Conseil » "new Board"

66. La personne qui occupe la charge de d'entrée en vigueur continue d'exercer ses fonctions, à titre de président du nouveau Conseil, jusqu'à l'expiration de son man-35 dat.

Président



Other members

67. Each person who holds office as a member of the former Board immediately before the commencement day continues in office as a member of the new Board for the remainder of the term for which the person 5 was appointed.

67. La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui sont membres ou employés de l'ancien Conseil avant la date d'entrée en vigueur.

Autres membres

Pending proceedings

68. Proceedings pending before the former Board immediately before the commencement day shall be taken up and continued before the new Board.

68. Les affaires pendantes devant l'an- 5 Affaires cien Conseil avant la date d'entrée en vigueur sont poursuivies devant le nouveau 10 Conseil.

Repeal

Repeal by order of Governor in Council

69. This Part is repealed on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

Abrogation

69. La présente partie est abrogée à la date fixée par décret. 10

Abrogation par décret

PART 6

1997. c. 6

"agricul-

tural input'

agricole »

"agricul-

tural or

aquatic commodity"

« produit

agricole ou

aquicole »

"analyst"

"animal"

« animal »

"container"

« emballage »

"conveyance

« analyste »

CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT

70. Section 2 of the Canadian Food Inspection Agency Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"agricultural input" means an agricultural input as defined in subsection 2(1) of the Canada Food Safety and Inspection Act.

"agricultural or aquatic commodity" means an agricultural or aquatic commodity with- 20 in the meaning of section 2 of the Canada Food Safety and Inspection Act.

"analyst" means a person designated as an analyst under subsection 13(3).

"animal" includes its embryo and its fertil-25 ized egg or ovum.

"container" means any type of receptacle, baggage, package or cage and includes a wrapper or confining band.

"conveyance" means any vessel, aircraft, 30 train, motor vehicle, cargo container, trailer or thing used to move persons, regulated products or things.

"dispose" includes destroy.

"food" means food as defined in subsection 35 « emballage » Tout genre de récipient, empa-2(1) of the Canada Food Safety and Inspection Act.

PARTIE 6

LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS

1997, ch. 6

70. L'article 2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments est 15 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« agent d'exécution » Personne désignée à ce 15 « agent titre en application du paragraphe 13(3).

d'exécution » "officer" « aliment » "food"

« aliment » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada.

« analyste » "analyst" « analyste » Personne désignée à ce titre en 20

application du paragraphe 13(3). « animal » Sont assimilés aux animaux leurs embryons ainsi que leurs oeufs et ovules fé-

condés.

« animal » "animal"

« certificat d'inspection » Certificat délivré 25 en vertu de l'article 40 établissant qu'un produit réglementé satisfait aux exigences d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements.

« certificat d'inspection » "inspection certificate

« classificateur » Personne désignée à ce titre 30 « classificaen application du paragraphe 13(3).

grader" « Commission »

"Tribunal"

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire. 35

quetage, bagage ou cage; y sont assimilés les élastiques ou attaches.

« emballage » "container

"dispose" Version

anglaise seulement

"food" « aliment »

EXPLANATORY NOTES

Canadian Food Inspection Agency Act Clause 70: New.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments Article 70. — Nouveau "grade name a nom de catégorie »

"grader" « classificateur »

"inspection certificate? « certificat d'inspection »

"inspection mark d'inspection »

"inspector" « inspecteur »

"officer" « agent d'exécution »

"penalty" « sanction »

"person" « personne »

"pest" « parasite »

"plant" « végétal » "prescribed" Version anglaise seulement

"regulated product' « produit réglementé »

"Tribunal" « Commission »

"veterinary inspector1 « vétérinaire inspecteur »

"grade name" means a grade name as defined in subsection 2(1) of the Canada Food Safety and Inspection Act.

"grader" means a person designated as a grader under subsection 13(3).

"inspection certificate" means a certificate issued under section 40 certifying that a regulated product meets the requirements of an Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations.

"inspection mark" means an inspection mark as defined in subsection 2(1) of the Canada Food Safety and Inspection Act.

"inspector" means a person designated as an inspector under subsection 13(3) and in-15 « produit agricole ou aquatique » S'entend au 15 cludes a veterinary inspector.

"officer" means a person designated as an officer under subsection 13(3).

"penalty" means an administrative monetary penalty imposed for a violation.

"person" means an individual, partnership, corporation, cooperative, association or organization.

"pest" means a pest as defined in section 3 of the Plant Protection Act.

"plant" includes a part of a plant.

"prescribed" means prescribed by regulation.

"regulated product" means any thing to which any Act mentioned in subsection 11(1) applies, including any food, agricul-30 tural or aquatic commodity or agricultural input to which the Canada Food Safety and Inspection Act applies, any animal to which the Health of Animals Act applies and any plant to which the Plant Protection Act ap- 35 « véhicule » Aéronef, véhicule automobile, plies.

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penal-40 ties Act.

"veterinary inspector" means a veterinarian designated as a veterinary inspector under subsection 13(3).

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 13(3) ainsi que tout vétérinaire-inspecteur.

« intrant agricole » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la salubrité et l'in- 5 spection des aliments au Canada.

« nom de catégorie » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada,

10 « parasite » S'entend au sens de l'article 3 de 10 la Loi sur la protection des végétaux.

« personne » Personne morale ou physique, ainsi qu'une société de personnes ou un organisme.

sens de l'article 2 de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada.

20 « produit réglementé » Toute chose à laquelle s'applique une des lois énumérées au paragraphe 11(1), notamment les aliments, pro-20 duits agricoles ou aquatiques ou intrants agricoles auxquels s'applique la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, les animaux auxquels s'applique la Loi sur la santé des animaux et les végétaux 25 auxquels s'applique la Loi sur la protection des végétaux.

« sanction » Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation.

« sceau d'inspection » S'entend au sens du pa-30 ragraphe 2(1) de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada.

« végétal » Y sont assimilées ses parties.

train, navire, remorque, conteneur ou autre 35 moyen servant à déplacer des personnes, des produits réglementés ou des choses.

« vétérinaire-inspecteur » Vétérinaire désigné à ce titre en application du paragraphe 13(3).

« violation » Violation punissable sous le régime de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.

« inspecteur » "inspector

« intrant agricole » 'agricultural input'

« nom de catégorie » "grade

« parasite » 'nest'

« personne » "person"

« produit agricole ou aquatique » agricul-

tural or aauatic commodity" « produit

réglementé » "regulated product'

« sanction » "penalty

d'inspection » "inspection mark'

« végétal » "plant" « véhicule » "conveyance"

« vétérinaireinspecteur »

"veterinary inspector

« violation » violation



"violation" « violation »

"violation" means a violation that may be proceeded with in accordance with the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act.

71. Subsection 4(2) of the Act is replaced 5 by the following:

Delegation by Minister

(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under any Act mentioned in subsection 11(1), except the power to make regula- 10 tions and the power to delegate under this subsection.

72. Section 11 of the Act is replaced by the following:

Administration and enforcement

11. (1) The Agency is responsible for the 15 administration and enforcement of this Act. the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Breeders' Rights Act, the Plant Protection Act and the Canada Food 20 des animaux, la Loi sur la protection des Safety and Inspection Act, except that the Minister of Health is, by virtue of section 5 of the Canada Food Safety and Inspection Act, responsible for the establishment of policies and standards respecting any matter that may 25 affect the safety and nutritional quality of food.

Assessment of Agency's activities

- (2) The Minister of Health is responsible for assessing the effectiveness of the Agency's activities related to food safety.
- 73. The heading before section 12 of the Act is replaced by the following:

HUMAN RESOURCES, EQUIPMENT AND **FACILITIES**

74. Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:

Designation of inspectors, analysts. graders and

(3) The President may, in relation to any 35 matter, designate any person or class of persons as inspectors, veterinary inspectors, analysts, graders or officers for the enforcement or administration of any Act mentioned in subsection 11(1) and shall provide each 40 ou d'agents d'exécution pour assurer ou inspector and veterinary inspector with a certificate of the person's designation.

71. Le paragraphe 4(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime des lois énumérées au paragra- 5 phe 11(1), sauf le pouvoir de prendre des règlements et le pouvoir de délégation prévu au présent paragraphe.

Délégation par le ministre

72. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

11. (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi et des lois suivantes : la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé 15 obtentions végétales, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, sauf en ce qui a trait à l'élaboration des politiques et 20 des normes relatives à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments, qui relève du ministre de la Santé en vertu de l'article 5 de cette dernière loi.

Application de certaines

(2) Le ministre de la Santé est chargé 25 d'évaluer l'efficacité des activités de l'Agen-30 ce en matière de salubrité des aliments.

Évaluation des activités de l'Agence

73. L'intertitre précédant l'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIEL ET INSTALLATIONS

74. Le paragraphe 13(3) de la même loi30 est remplacé par ce qui suit :

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner des personnes, à titre individuel ou au titre de leur appartenance à une catégorie déterminée, à titre d'inspecteurs, de vétérinai-35 res-inspecteurs, d'analystes, de classificateurs contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1); il remet aux inspecteurs et vétérinaires-inspecteurs un certificat attestant 40 leur qualité.

Désignation d'inspecteurs. d'analystes.

Clause 71: Subsection 4(2) reads as follows:

(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under this Act or any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, except the power to make regulations and the power to delegate under this subsection.

Clause 72: Section 11 reads as follows:

- 11. (1) The Agency is responsible for the administration and enforcement of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, Canada Agricultural Products Act, Feeds Act, Fertilizers Act, Fish Inspection Act, Health of Animals Act, Meat Inspection Act, Plant Breeders' Rights Act, Plant Protection Act and Seeds Act.
- (2) The Agency is responsible for the enforcement of the Consumer Packaging and Labelling Act as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the Food and Drugs Act.
 - (3) The Agency is responsible for
 - (a) the enforcement of the *Food and Drugs Act* as it relates to food, as defined in section 2 of that Act; and
 - (b) the administration of the provisions of the *Food and Drugs Act* as they relate to food, as defined in section 2 of that Act, except those provisions that relate to public health, safety or nutrition.
- (4) The Minister of Health is responsible for establishing policies and standards relating to the safety and nutritional quality of food sold in Canada and assessing the effectiveness of the Agency's activities related to food safety.
- Clause 73: The heading before section 12 reads as follows:

HUMAN RESOURCES

Clause 74: Subsection 13(4) is new. Subsection 13(3) reads as follows:

(3) The President may designate any person or class of persons as inspectors, analysts, graders, veterinary inspectors or other officers for the enforcement or administration of any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, in respect of any matter referred to in the designation.

Article 71. — Texte du paragraphe 4(2):

(2) Le ministre peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi ou disposition dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôle l'application aux termes de l'article 11, sauf le pouvoir de prendre des règlements et le pouvoir de délégation prévu au présent paragraphe.

Article 72. — Texte de l'article 11:

- 11. (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application des lois suivantes : la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais. la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur la protection des obtentions végétales, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur les semences.
- (2) L'Agence est chargée de contrôler l'application de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la Loi sur les aliments et drogues.
 - (3) L'Agence est chargée :
 - a) de contrôler l'application de la *Loi sur les aliments et drogues* en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de cette loi;
 - b) d'assurer l'application des dispositions de cette loi en ce qui a trait aux aliments, sauf si celles-ci portent sur la santé publique, la salubrité ou la nutrition.
- (4) Le ministre de la Santé est chargé de l'élaboration des politiques et des normes relatives à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments vendus au Canada et de l'évaluation de l'efficacité des activités de l'Agence relativement à la salubrité des aliments.
- Article 73. Texte de l'intertitre précédant l'article 12:

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Article 74. — Le paragraphe 13(4) est nouveau. Texte du paragraphe 13(3):

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner, individuellement ou par catégorie, les inspecteurs—vétérinaires ou non—, analystes, classificateurs ou autres agents d'exécution pour l'application ou le contrôle d'application des lois ou dispositions dont l'Agence est chargée aux termes de l'article 11.

Limits on powers

(4) The President may set terms and conditions on the exercise of any of the powers of any person or class of persons designated under subsection (3).

(4) Le président peut préciser les modalités d'exercice des pouvoirs de toute personne ainsi désignée; cette précision peut notamment être faite en fonction de son appartenance à une catégorie déterminée.

Limitation des pouvoirs

75. The Act is amended by adding the 5 following after section 13:

Designation of methods and equipment

Operation.

services and facilities

etc., of

13.1 The President, or any person authorized by the President, may designate methods and equipment to be used by the persons designated under subsection 13(3) in carrying 10 out their duties and functions.

13.2 The Agency may operate, provide, approve or accredit any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of any Act mentioned 15 in subsection 11(1), or engage the services of a laboratory accreditation or standards orga-

nization to accredit them.

75. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 13, de ce qui suit :

13.1 Le président, ou toute personne qu'il autorise à cette fin, peut procéder à la désignation de méthodes et de matériel pour la 10 mise en oeuvre des attributions des personnes désignées en vertu du paragraphe 13(3).

Désignation de méthodes et de matériel

13.2 L'Agence peut fournir, approuver, exploiter ou agréer les services ou installations de diagnostic, de recherche, de labora-15 toire ou autres qui sont nécessaires pour l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1). Elle peut également retenir les services d'un organisme chargé de l'élaboration de normes ou de l'agrément de laboratoi-20 res pour agréer ces services ou installations.

Services et installations

76. The Act is amended by adding the following after section 14:

Release of information

14.1 The Agency may release any information to the public or to an inspection agency or a governmental body in Canada or abroad with responsibilities similar to its own, or cause it to be so released, if the President is of 25 the opinion that the release is in the public interest for health and safety reasons or to protect consumers or the reputation of regulated products exported from Canada.

76. La même loi est modifiée par adjonc-20 tion, après l'article 14, de ce qui suit :

14.1 L'Agence peut communiquer ou faire communiquer tout renseignement au grand 25 public, ou à un organisme d'inspection ou à un organisme gouvernemental national ou étranger, avant une mission analogue si le président l'estime dans l'intérêt du public pour des raisons de santé et de sécurité ou encore pour 30 protéger les intérêts des consommateurs ou la réputation de produits réglementés canadiens qui sont exportés.

Communication de renseignements

77. Sections 17 and 18 of the Act are 30 replaced by the following:

Intellectual property

17. The Agency may license, sell or otherwise make available any patent, copyright, industrial design, trade-mark or other similar property right that is vested in Her Majesty in 35 right of Canada under any Act mentioned in subsection 11(1).

Injunctions

18. The Agency may apply to a judge of a court of competent jurisdiction for an injuncperson from contravening any Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations, whether

77. Les articles 17 et 18 de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 35

17. L'Agence peut rendre disponibles, notamment par vente ou attribution de licence, les brevets, droits d'auteur, dessins industriels, marques de commerce ou titres de propriété analogues dévolus à Sa Majesté du 40 chef du Canada sous le régime des lois énumérées au paragraphe 11(1).

Injonction

Brevets.

d'auteur, etc

18. L'Agence peut demander à un juge d'une juridiction compétente une ordonnance tion, interim or permanent, enjoining any 40 même provisoire interdisant toute contraven-45 tion à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou à ses règlements — que des poursuiClause 75: New.

Article 75. — Nouveau.

Clause 76: New.

Article 76. — Nouveau.

Clause 77: Sections 18.1 and 18.2 are new. Sections 17 and 18 reads as follows:

- 17. The Agency may license, sell or otherwise make available any patent, copyright, industrial design, trade-mark or other similar property right that is vested in Her Majesty in right of Canada under any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11.
- **18.** The Agency may apply to a judge of a court of competent jurisdiction for an interim injunction enjoining any person from contravening an Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, whether or not a prosecution has been instituted in respect of that contravention.

Article 77. — Les articles 18.1 et 18.2 sont nouveaux. Texte des articles 17 et 18 :

- 17. L'Agence peut rendre disponibles, notamment par vente ou attribution de licence, les brevets, droits d'auteur, dessins industriels, marques de commerce ou titres de propriété analogues dévolus à Sa Majesté du chef du Canada sous le régime des lois ou dispositions dont elle est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11.
- 18. L'Agence peut demander à un juge d'une juridiction compétente une ordonnance provisoire interdisant toute contravention à une loi ou disposition dont elle est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11—que des poursuites aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci.

or not a prosecution has been instituted in respect of that contravention.

REGISTRY

Registry

18.1 The Agency shall establish a registry of all contracts, memoranda of understanding, agreements and arrangements it enters into 5 under section 14 and of every other document it considers appropriate for public information and shall provide the public with reasonable access to the registry.

POINTS OF ENTRY

Points of entry

18.2 (1) The Minister may, by order, 10 designate any place as a point of entry for the importation of regulated products.

Order not a statutory instrument

(2) An order made under subsection (1) is exempt from the application of sections 3, 5 must be published in the Canada Gazette within 23 days after it is made.

78. Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

Recall order

- 19. (1) If the Minister believes on reason-20 able grounds that a product regulated under an Act mentioned in subsection 11(1) poses a risk to public, animal or plant health, the Minister may, by notice served on any person preparing, selling or distributing, as those terms are 25 defined, where applicable, in the relevant Act, the product, order that the product be recalled or sent to a place designated by the Minister.
- 79. The heading before section 32.1 and sections 32.1 to 93 of the Act are replaced by 30 les articles 32.1 à 93 de la même loi sont the following:

POWERS, RIGHTS AND OBLIGATIONS OF INSPECTORS

Protection

Protection

33. For the purposes of this Act, inspectors have the protections provided by subsections 25(1) and (2) of the Criminal Code, subject to subsection 25(3) of that Act.

tes aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci.

REGISTRE

18.1 L'Agence tient un registre pour chacun des contrats, ententes ou autres accords qu'elle conclut en vertu de l'article 14 ainsi que 5 pour tout document qu'elle juge utile de porter à la connaissance du public, et ce de manière que ces renseignements soient commodément accessibles à tout individu.

Registre

POINTS D'ENTRÉE

18.2 (1) Le ministre peut, par arrêté, 10 Désignation désigner des points d'entrée pour l'importation au Canada de produits réglementés.

des points

(2) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles and 11 of the Statutory Instruments Act, but it 15 3, 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires 15 réglementaires et publiés dans la Gazette du Canada dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à textes

78. Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

19. (1) S'il a des motifs raisonnables de 20 Rappel croire qu'un produit régi par une des lois énumérées au paragraphe 11(1) présente un risque pour la santé publique ou celle des animaux ou des végétaux, le ministre peut, par avis signifié à la personne chargée du condi-25 tionnement, de la vente ou de la distribution — au sens prévu, le cas échéant, par la loi visée — de ce produit, en ordonner le rappel ou son envoi à l'endroit qu'il désigne.

79. L'intertitre précédant l'article 32.1 et 30 remplacés par ce qui suit :

POUVOIRS, DROITS ET OBLIGATIONS DES INSPECTEURS

Protection

33. Pour l'application de la présente loi. l'inspecteur jouit, sous réserve du paragraphe 25(3) du Code criminel, de la protection 35 35 accordée par les paragraphes 25(1) et (2) de cette loi.

Protection

Clause 78: Subsection 19(1) reads as follows:

19. (1) Where the Minister believes on reasonable grounds that a product regulated under an Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11 poses a risk to public, animal or plant health, the Minister may, by notice served on any person selling, marketing or distributing the product, order that the product be recalled or sent to a place designated by the Minister.

Article 78. — Texte du paragraphe 19(1):

19. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit régi par une loi ou disposition dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11 présente un risque pour la santé publique ou celle des animaux ou des végétaux, le ministre peut, par avis signifié à la personne qui vend, met en marché ou distribue ce produit, en ordonner le rappel ou son envoi à l'endroit qu'il désigne.

Clause 79: New.

Article 79. — Nouveau.

Powers

Inspections

34. (1) For the purpose of ensuring compliance with any Act mentioned in subsection 11(1), or for detecting diseases or toxic

substances as defined in subsection 2(1) of the

may

- (a) enter and inspect any place, including a conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is a regulated product or any information, re-10 cord, book of account or other document or electronic data relevant to the administration of any Act mentioned in subsection 11(1);
- (b) open any container that the inspector 15 believes on reasonable grounds contains anything referred to in paragraph (a);
- (c) require any person to present anything referred to in paragraph (a) for inspection in the manner and under any conditions that 20 the inspector considers necessary to carry out the inspection;
- (d) require any person to present any document or thing that the inspector believes on reasonable grounds may serve to 25 establish the identity of the person or a regulated product;
- (e) examine a regulated product or any other thing and take samples of it;
- (f) examine any record, book of account or 30 other document or electronic data that the inspector believes on reasonable grounds contains information that is relevant to the administration of any Act mentioned in subsection 11(1) and make copies of any of 35 those things;
- (g) conduct tests or analyses and take measurements: and
- (h) administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirma- 40 tions.
- (2) In exercising any of the powers mentioned in subsection (1), an inspector may
 - (a) use any computer or data processing system to examine any data contained in or 45 available to the computer or system;

Inspections

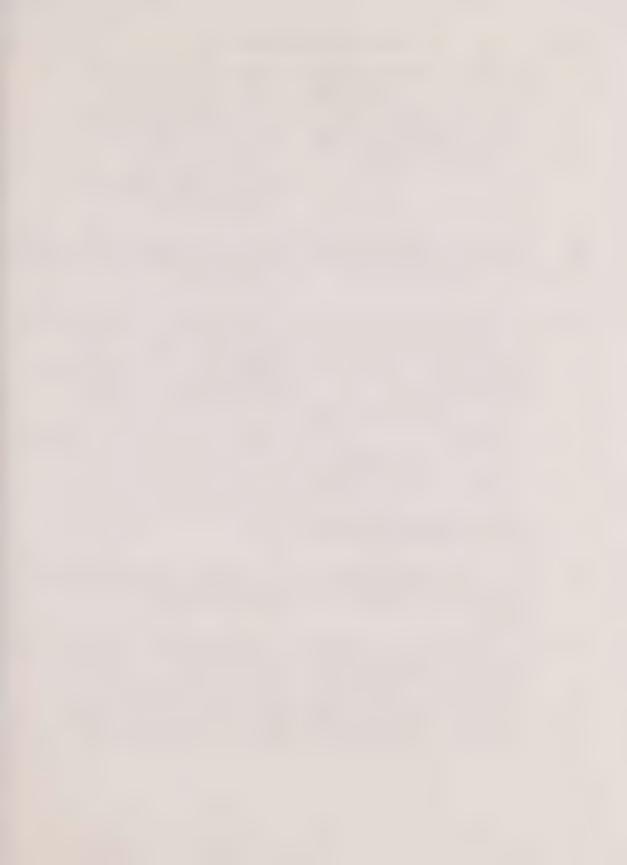
34. (1) Pour assurer ou contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1), détecter la présence de maladies ou de substances toxiques au sens du paragraphe 2(1) de Health of Animals Act or pests, an inspector 5 la Loi sur la santé des animaux ou de parasites, 5 l'inspecteur peut :

Pouvoirs d'inspecteur

- a) procéder à l'inspection de tout lieu y compris un véhicule — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits réglementés ou des renseigne-10 ments, données électroniques, registres ou documents comptables ou autres utiles à l'application d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1);
- b) ouvrir tout emballage pour les mêmes 15 motifs raisonnables;
- c) exiger d'une personne la présentation des produits et des renseignements visés à l'alinéa a), pour inspection, selon les modalités et conditions qu'il juge nécessaires à 20 cette fin:
- d) exiger d'une personne la présentation de tout document ou de toute autre chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent lui permettre d'établir son identité 25 ou d'identifier un produit réglementé;
- e) examiner des produits réglementés ou toute autre chose et en prélever des échan-
- f) examiner des registres ou des documents 30 comptables ou autres — de même que des données électroniques - dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à l'application d'une des lois énumérées au paragra-35 phe 11(1), et en faire des copies;
- g) effectuer des essais ou des analyses ou prendre des mesures;
- h) faire prêter serment et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations so-40 lennelles.
- (2) L'inspecteur peut, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe (1):

Usage d'ordinateurs et de photocopieurs

Operation of computer and copying equipment



- (b) reproduce any record from the data, in the form of a print-out or other intelligible output, and remove the print-out or other output for examination or copying; and
- (c) use any equipment at the place to make 5 copies of any electronic data or any record, book of account or other document.

Warrant required to dwelling-place

Authority to

issue warrant

35. (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant.

- (2) On an ex parte application, a provincial court judge or a justice of the peace may issue a warrant, subject to any conditions specified in it, authorizing an inspector or a peace officer named in the warrant to enter a 15 dwelling-place, if the judge or justice is satisfied by information on oath
 - (a) that the conditions for entry described in paragraph 34(1)(a) exist in relation to the 20 dwelling-place;
 - (b) that entry to the dwelling-place is necessary for any purpose related to the carrying out of an inspection or examination: and
 - (c) that entry to the dwelling-place has been 25 refused or that there are reasonable grounds for believing that it will be refused.

Form of warrant

(3) A warrant issued under subsection (2) may be in any form that the provincial court judge or the justice of the peace considers 30 le juge de paix estime indiquée. appropriate.

Telewarrant

(4) If an inspector or a peace officer believes that the conditions for entry described in paragraph 34(1)(a) exist in relation to a dwelling-place and that it would be 35 d'habitation et qui considère qu'il serait impracticable to appear personally before a provincial court judge or a justice of the peace to make application for a warrant under subsection (2), a warrant may be issued under

- a) utiliser tout ordinateur ou système informatique pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- b) obtenir ces données sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible et les 5 emporter aux fins d'examen ou de reproduction;
- c) utiliser le matériel se trouvant sur place pour faire des copies de données électroniques ou de tous registres, documents comp-10 tables ou autres documents.
- 35. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à la 10 visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat. 15

Mandat pour d'habitation

(2) Sur demande ex parte, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent de la paix qui v est nommé à procéder à la 20 visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment. que sont réunis les éléments suivants :

Délivrance du mandat

- a) les circonstances prévues à l'alinéa 34(1)a) existent; 25
- b) la visite est nécessaire pour effectuer une inspection:
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas. 30
- (3) Le mandat peut être rédigé selon la formule que le juge de la cour provinciale ou

Formule

(4) L'inspecteur ou l'agent de la paix qui croit que les circonstances visées à l'alinéa 35 34(1)a) existent en ce qui a trait à un local difficile d'obtenir en personne le mandat visé au paragraphe (2) peut demander qu'il lui soit décerné, sous le régime du présent article, par 40 téléphone ou autre moyen de télécommunica-

Télémandats



this section by telephone or other means of telecommunication on a request submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the Criminal Code applies, with any modifica- 5 tions that the circumstances require.

Use of force

(5) The inspector or peace officer may not use force to execute the warrant unless its use is specifically authorized in the warrant.

Meaning of 'dwellingplace

(6) In this section, "dwelling-place" means 10 any private dwelling-place or part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwellingplace.

Stopping conveyance

36. (1) An inspector may stop a conveyance 15 or direct that it be moved to a place where an inspection may be carried out.

Stopping mechanisms

(2) An inspector may stop the operation of any mechanism used in relation to a regulated product in order to carry out an inspection.

Certificate to be produced

37. When exercising any powers under section 34, an inspector must, on request, show his or her certificate of designation.

Entry

38. An inspector or any person acting under the authority of an inspector may, while 25 sous son autorité peuvent, dans le cadre de exercising any powers under section 34, enter on and pass through or over private property without being liable for trespass or any other action in relation to the property.

Duty to assist

- **39.** The owner or person in charge of a 30 place, including a conveyance, that is entered by an inspector, and every person found in the place, shall
 - (a) give the inspector and any other person acting under the authority of the inspector 35 all reasonable assistance to enable each of them to carry out their powers and duties;
 - (b) provide any information relevant to the administration of any Act mentioned in 40

tion; l'article 487.1 du Code criminel s'applique alors avec les adaptations nécessaires.

(5) L'inspecteur ou l'agent de la paix ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressé- 5 ment l'usage.

Usage de la

(6) Dans le présent article, « local d'habitation » s'entend d'un logement privé ou de tout local destiné à servir et servant effectivement de logement privé permanent ou provisoire.

Définition de d'habitation »

36. (1) L'inspecteur peut ordonner l'immobilisation de tout véhicule ou le rediriger vers un lieu où pourra être effectuée une inspection.

Transport

(2) L'inspecteur peut, afin d'effectuer une 15 Immobilisa inspection, ordonner l'immobilisation de tout 20 mécanisme utilisé pour des produits réglementés.

mécanisme

37. Lorsqu'il exerce les pouvoirs visés à l'article 34, l'inspecteur présente, sur deman-20 de, le certificat attestant sa qualité.

Production du certificat

38. L'inspecteur et les personnes agissant l'exercice des pouvoirs visés à l'article 34, pénétrer dans une propriété privée et y circuler 25 sans encourir de poursuites pour violation du droit de propriété.

Droit de passage

39. Le propriétaire ou le responsable du lieu ou du véhicule visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur, de 30 même qu'à toute personne agissant sous son autorité, toute l'assistance possible dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions et de leur donner les renseignements qu'ils exigent pour l'application des lois énumérées au 35 paragraphe 11(1).

Obligation du responsable



Certificat

d'inspection

subsection 11(1) that the inspector or that other person requires to be provided.

Inspection certificate, etc

- 40. An inspector who is satisfied that a regulated product meets the requirements of an Act mentioned in subsection 11(1) or its 5 prévues à son égard dans les lois énumérées au regulations may
 - (a) issue an inspection certificate in respect of the regulated product:
 - (b) in the case of any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input, 10 apply or allow to be applied to it an inspection mark; or
 - (c) in the case of any agricultural or aquatic commodity or agricultural input, allow a grade name to be used in respect of it. 15

Reinspection

41. A person who is dissatisfied with a decision of an inspector taken as a result of an inspection, other than a decision that is based on health and safety, may request a reinspection in accordance with the regulations.

Order to Remove Unlawful Importation

Removal of unlawful importations

42. (1) An inspector who believes on reasonable grounds that food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input has been imported in contravention of any Act mentioned in subsection 11(1) or its regula-25 tions may require its owner or the person having the possession, care or control of the food, commodity or input to remove it from Canada.

Notice

(2) The requirement shall be communicated 30 by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person having the possession, care or control of the food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input. The notice may specify the period 35 within which and the manner in which it is to be removed from Canada.

- 40. L'inspecteur peut, s'il estime qu'un produit réglementé satisfait aux exigences paragraphe 11(1) ou leurs règlements :
 - a) délivrer un certificat d'inspection:
 - b) s'il s'agit de produits agricoles ou aquatiques ou d'intrants agricoles, apposer un sceau d'inspection ou en permettre l'apposition:
 - c) s'il s'agit de produits agricoles ou 10 aquatiques ou d'intrants agricoles, permettre l'utilisation à leur égard d'un nom de catégorie.
- 41. L'intéressé peut, s'il n'est pas satisfait de la décision de l'inspecteur rendue à la suite 15 nouveau d'une inspection, demander une nouvelle inspection en conformité avec les règlements, 20 sauf dans les cas où la décision est motivée par des préoccupations de santé et de sécurité.

Droit de faire inspecter de

Ordre de retrait d'importations illégales

42. (1) L'inspecteur qui a des motifs 20 Retrait d'importaraisonnables de croire qu'un aliment, intrant tions illégales agricole ou un produit agricole ou aquatique a été importé en contravention d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements peut ordonner à leur propriétaire 25 ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de le retirer du Canada.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à Avis la personne concernée, soit à personne, soit 30 par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.



Restricting or Prohibiting Movement

Restricting or prohibiting movement

43. (1) An inspector may, during an inspection or at any other time, restrict or prohibit the movement of a regulated product in order to determine whether the regulated product in subsection 11(1) and their regulations.

Notice of restriction or prohibition

(2) The restriction or prohibition shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person regulated product.

Rescission

(3) The inspector shall without delay rescind the restriction or prohibition if the inspector determines that the regulated prod-15 uct meets those requirements.

Notice of rescission

(4) The rescission shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the person to whom the notice mentioned in subsection (2) was delivered or 20 given.

Seizure

Power to seize

44. (1) In the course of exercising any powers under section 34, an inspector may seize and detain any regulated product or other thing if the inspector believes on reasonable grounds it is a thing by means of or in relation 25 to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1), or a violation, was committed or it affords evidence of such an offence or violation.

Limitation

(2) An inspector shall not seize any thing 30 under subsection (1) unless the thing is required as evidence or for purposes of analysis or the inspector is of the opinion that the seizure is otherwise necessary for the administration or enforcement of any Act 35 mentioned in subsection 11(1).

Droit de prohiber ou restreindre le déplacement

43. (1) L'inspecteur peut, notamment au cours d'une inspection, prohiber ou restreindre le déplacement d'un produit réglementé afin de vérifier si ce produit satisfait aux meets the requirements of the Acts mentioned 5 exigences des lois énumérées au paragraphe 5 11(1) et de leurs règlements.

Immobilisa-

(2) Un avis de la prohibition ou de la restriction est signifié - soit à personne, soit par envoi postal ou autre — au propriétaire du having the possession, care or control of the 10 produit réglementé ou à la personne qui en a 10 la possession, la responsabilité ou la charge.

Avis de la prohibition ou de la restriction

(3) L'inspecteur annule la prohibition ou la restriction dès qu'il établit que le produit réglementé satisfait aux exigences.

Annulation

(4) Un avis de l'annulation est signifié, soit 15 à personne, soit par envoi postal ou autre, au destinataire de l'avis prévu au paragraphe (2).

Avis de 1'annulation

Saisie

44. (1) L'inspecteur peut, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 34, saisir et retenir tout produit réglementé ou 20 toute autre chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une violation ou à une infraction à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou qu'ils peuvent servir à la prouver.

Pouvoir de saisie

(2) Il ne peut toutefois procéder à la saisie qu'aux fins d'analyse ou de preuve ou s'il l'estime nécessaire pour assurer ou contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1). 30

Restriction



Seizure when movement restricted or prohibited

45. If the movement of a regulated product is restricted or prohibited under subsection 43(1) and an inspector determines that the regulated product does not meet the requirements of the Acts mentioned in subsection 5 11(1) or their regulations, the inspector may seize the regulated product without delay.

Searches

Searches

46. (1) An inspector or a peace officer with a warrant issued under this section may enter and search any place, including a conveyance, 10 in which the inspector or peace officer believes on reasonable grounds there is a regulated product or other thing by means of or in relation to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1) has been 15 committed or that will afford evidence of such an offence.

Authority to issue warrant

(2) If on ex parte application a provincial court judge or a justice of the peace is satisfied able grounds to believe that there is in any place, including a conveyance, a regulated product or other thing referred to in subsection (1), the judge or justice may issue a warrant authorizing the inspector or peace officer 25 named in the warrant to enter and search the place for the regulated product or other thing, subject to any conditions specified in the warrant.

Form of warrant

(3) A warrant issued under subsection (2) 30 may be in any form that the provincial court judge or the justice of the peace considers appropriate.

Telewarrant

(4) If an inspector or a peace officer believes on reasonable grounds that there is in 35 que se trouvent dans un lieu quelconque — y any place, including a conveyance, a regulated product or other thing by means of or in relation to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1) has been committed or that will afford evidence of such an 40 offence and that it would be impracticable to appear personally before a provincial court judge or a justice of the peace to make application for a warrant under subsection (2), a warrant may be issued under this section by 45 le fondement d'une dénonciation transmise

45. L'inspecteur peut saisir un produit réglementé dont le déplacement est prohibé ou restreint en application du paragraphe 43(1) dès qu'il établit que le produit réglementé ne satisfait pas aux exigences des lois 5 énumérées au paragraphe 11(1) ou de leurs règlements.

Produit ou objet immohilisé

Perquisition

46. (1) L'inspecteur ou l'agent de la paix muni du mandat décerné en vertu du présent article, peut procéder à la visite de tous 10 lieux - y compris un véhicule - et y effectuer des perquisitions, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits réglementés ou d'autres objets qui ont servi ou donné lieu à une infraction à une des lois 15 énumérées au paragraphe 11(1) ou qui serviront à prouver l'infraction.

Mandat

(2) Sur demande ex parte, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix peut, s'il est by information on oath that there are reason-20 convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous 20 serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu - y compris un véhicule —, de produits réglementés ou d'autres objets visés au paragraphe (1), décerner un mandat autorisant, sous réserve des 25 conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent de la paix qui y est nommé à perquisitionner dans le lieu pour y rechercher ces objets.

Mandat de perquisition

(3) Le mandat peut être rédigé selon la 30 Formule formule que le juge de la cour provinciale ou le juge de paix estime indiquée.

Télémandats

(4) S'il a des motifs raisonnables de croire compris un véhicule - des produits régle-35 mentés ou d'autres objets qui ont servi ou donné lieu à une infraction à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou qui serviront à prouver l'infraction et qu'il considère qu'il serait difficile d'obtenir en personne le 40 mandat visé au paragraphe (2), l'inspecteur ou l'agent de la paix peut demander qu'il lui soit délivré, sous le régime du présent article, sur



telephone or other means of telecommunication on an information submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the Criminal Code applies, with any modifications that the 5 circumstances require.

When warrant not necessary

(5) An inspector may exercise the power of search referred to in subsection (1) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but by reason of exigent circum- 10 stances it would not be practical to obtain one.

Execution of search warrant

(6) A warrant shall be executed by day unless the judge or justice authorizes its execution by night.

Powers during search

(7) In carrying out a search of a place or 15 conveyance under this section, an inspector may exercise any power mentioned in section 34, 36, 38 or 44.

DISPOSITION OF THINGS SEIZED

Notice of reason for seizure

47. An inspector who seizes a regulated product or any other thing under this Act shall, 20 porte les motifs de la saisie à la connaissance 20 as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

Storage, removal disposal, etc

- 48. (1) An inspector who seizes a regulated 25 product or any other thing under this Act, or any person authorized to do so by the inspector, may
 - (a) store, treat or quarantine it at the place where it was seized or remove it to any other 30 place for storage, treatment or quarantine;
 - (b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat or quarantine it at the place where it was seized or to 35 remove it to any other place and to store, treat or quarantine it; or
 - (c) dispose of it if it is perishable or susceptible to deterioration or is an animal or a plant or a thing that is a pest, is 40 suspected of being a pest, is infested with a

par téléphone ou autre moyen de télécommunication; l'article 487.1 du Code criminel s'applique alors avec les adaptations nécessaires.

- (5) L'inspecteur peut exercer sans mandat le 5 Perquisition pouvoir de perquisition visé au paragraphe (1) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de 10 celui-ci soient réunies.
 - sans mandat
- (6) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de la cour provinciale ou, le cas échéant, du juge de paix, être exécuté de nuit.

Exécution de iour

(7) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une 15 Pouvoirs perquisition effectuée en vertu du présent article, exercer les pouvoirs mentionnés aux articles 34, 36, 38 ou 44.

MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE

47. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur du propriétaire des produits réglementés, ou d'autres choses visées, ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge.

Motifs de la

48. (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il 25 Entreposage, autorise à cette fin - peut, dans le cas des produits réglementés ou autres choses saisis :

déplacement et disposition

- a) soit les entreposer sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu et les y entreposer, et, dans l'un ou l'autre de 30 ces lieux, les traiter ou les mettre en quarantaine;
- b) ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge de le35 faire:
- c) prendre toute mesure de disposition, notamment de destruction, à l'égard de choses périssables ou susceptibles de se détériorer, des animaux ou des végétaux ou 40 d'une chose qui est un parasite ou est



pest, is suspected of being infested with a pest or that constitutes a biological obstacle to the control of a pest.

Proceeds

(2) The net proceeds from a disposition Receiver General.

Notice

(3) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person having the possession, care or control 10 of the seized thing. The notice may specify, as the case may be, the period within which the seized thing is to be removed, the period for which it is to be stored, treated or quarantined and the manner in which it is to be removed, 15 stored, treated or quarantined.

removal or disposal

- 49. If an inspector believes on reasonable grounds that a regulated product seized or the movement of which is restricted or prohibited under this Act does not meet the requirements 20 of an Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations, the inspector may
 - (a) in the case of food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been imported, send a notice to its 25 owner or the person having the possession, care or control of the food, commodity or input to remove it from Canada, or to dispose of it, in the manner and within the 30 period specified in the notice; or
 - (b) in any other case, send a notice to the owner of the regulated product requiring the owner to dispose of it in the manner and within the period specified in the notice.

Re-delivery on deposit of security

50. The court in which proceedings are or 35 may be brought for an offence against any Act mentioned in subsection 11(1) may order the return of any thing seized under this Act or of the net proceeds from its disposition to the person from whom it was seized if the person 40 provides the Agency with security in a form and in an amount satisfactory to the court. The Tribunal may make a similar order in the case of a violation.

parasitée ou soupconnée de l'être ou encore d'une chose qui est un obstacle biologique à la lutte contre les parasites.

(2) En cas d'aliénation en vertu de l'alinéa under paragraph (1)(c) are to be paid to the 5(1)c, le produit net est versé au receveur 5 général.

Produit net

(3) Le cas échéant, l'ordre donné au titre de l'alinéa (1)b) est signifié soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les moda-10 lités d'exécution.

Avis

49. Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que des produits réglementés saisis ou dont le déplacement a été prohibé ou restreint ne satisfont pas aux exigences d'une des lois 15 énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements, l'inspecteur peut :

retrait ou de disposition

- a) dans le cas d'aliments, d'intrants agricoles ou de produits agricoles ou aquatiques importés, exiger du propriétaire ou de la 20 dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge, au moyen d'un avis, qu'il les retire du Canada ou qu'il en dispose dans le délai et de la 25 manière qu'il fixe;
- b) dans tout autre cas, exiger du propriétaire, au moyen d'un avis, qu'il dispose de ces produits dans le délai et de la manière qu'il
- 50. Le tribunal compétent pour toute infrac-30 Remise en tion à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) peut ordonner la restitution au saisi de l'objet de la saisie ou du produit net de son aliénation moyennant le dépôt auprès de l'Agence d'une sûreté dont il détermine le 35 montant et la nature. La Commission peut agir de la même façon dans le cas d'une violation.

possession



Durée de la

Duration of

- **51.** (1) Subject to subsection (2), any thing seized under this Act or the net proceeds from its disposition may not be detained after
 - (a) an inspector determines that the thing meets the requirements of the Acts mentioned in subsection 11(1) and their regulations; or
 - (b) the expiry of one hundred and eighty days after the day of seizure or any longer period that may be prescribed.

Exception

(2) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act, the seized thing or the net proceeds from its disposition may be detained until the proceedings are concluded.

Application for return

(3) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act and the seized thing has not been disposed of or forfeited under this Act, its owner or the person having the possession, care or control 20 of it at the time of its seizure may apply, in the case of a violation, to the Tribunal, and in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held, for an order that it be returned.

Order

- (4) After hearing the application, the Tribunal or court may order the seized thing to be returned, subject to any conditions necessary to ensure its preservation for any purpose for which it may subsequently be required, if the 30 Tribunal or the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without further detaining it and
 - (a) in the case of an animal, it is not or is not suspected of being affected or contami-35 nated by a disease or toxic substance as defined in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act*; or
 - (b) in the case of a plant, it is not or is not suspected of being a pest, it is not or is not 40 suspected of being infested with a pest and it does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.

- 51. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la rétention des choses saisies ou du produit net de leur aliénation prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité aux lois énumérées au paragraphe 5 11(1) ou leurs règlements qui leur sont applicables, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.
- (2) En cas de poursuite, la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire

Cas de poursuite

(3) La restitution des choses saisies peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une viola-15 tion ou d'une infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge, si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou 20 s'il n'en a pas encore été disposé.

Demande de

(4) Le tribunal ou la Commission, selon le cas, peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer leur conservation dans un but ultérieur, s'il est 25 convaincu, d'une part, qu'il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses visées et, d'autre part, que celles-ci soit ne sont pas contaminées par une maladie ou une 30 substance toxique au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux* ni soupçonnées de l'être, soit ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées, ni soupçonnées de l'être, et ne constituent pas un obstacle 35 biologique à la lutte contre les parasites.

Ordonnance de restitution



FORFEITURE

Unclaimed goods

52. (1) Any thing seized under this Act is, despite section 51, forfeited to Her Majesty in right of Canada if the owner or the person entitled to its possession does not claim it within sixty days after the date of its seizure.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if proceedings have commenced in relation to the violation or offence in respect of which the thing was seized.

compliance with removal or disposal notice

53. If a person who is given a removal or 10 disposal notice under section 42 or 49 does not comply with the notice within the period specified in it, the regulated product to which the notice relates is, despite section 51, forfeited to Her Majesty in right of Canada. 15

Ownership ascertainable

54. If the ownership of any thing seized under this Act cannot be ascertained within a reasonable time despite reasonable attempts to find the owner, the thing is, despite section Canada.

Forfeiture certificate

55. When a thing is forfeited under section 52, 53 or 54, the Agency shall provide its former owner or the person having the possesseized with a forfeiture certificate.

Commission of offence or violation regulated products

56. (1) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that a person has committed a violation, or if a person is convicted of an offence against an Act men-30 té pour infraction à l'une des lois énumérées tioned in subsection 11(1), any regulated product seized under this Act by means of or in relation to which the violation or offence was committed or the net proceeds from its disposition is forfeited to Her Majesty in right 35 confisqués au profit de Sa Majesté du chef du of Canada.

Commission of offence or violation other things

(2) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that a person has committed a violation, or if a person is convicted of an offence under any Act men-40 infraction à l'une des lois énumérées au tioned in subsection 11(1), the Tribunal, the

CONFISCATION

52. (1) Les choses saisies dans le cadre de la présente loi et qui ne sont pas réclamées par leur propriétaire ou la personne qui en a la possession légitime dans les soixante jours 5 sont, malgré l'article 51, confisquées au profit 5 de Sa Maiesté du chef du Canada.

abandonnées

(2) Toutefois, le paragraphe (1) ne s'applique pas si des procédures ont déjà été engagées relativement à la violation ou à l'infraction avant donné lieu à la saisie. 10

Procédures engagées

53. Si le destinataire de l'avis visé aux articles 42 ou 49 ne s'y conforme pas dans le délai qui lui est imparti, les produits visés par l'avis sont, malgré l'article 51, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 15

Défaut

54. Lorsqu'on ne peut, dans un délai raisonnable, déterminer la propriété des choses saisies en vertu de la présente loi, et ce malgré des efforts raisonnables en ce sens, les 51, forfeited to Her Majesty in right of 20 biens sont, malgré l'article 51, confisqués au 20

profit de Sa Majesté du chef du Canada.

Propriétaire inconnu

55. Dans les cas de confiscation visés aux articles 52, 53 et 54, l'Agence remet au propriétaire des biens confisqués ou à la sion, care or control of it at the time it was 25 dernière personne à en avoir eu la possession, 25 la responsabilité ou la charge un certificat de confiscation.

Certificat

56. (1) En cas d'imputation d'une violation par la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabili-30 produits au paragraphe 11(1), les produits réglementés saisis en vertu de la présente loi qui ont servi ou donné lieu à l'infraction ou à la violation. ou le produit net de leur aliénation sont 35 Canada.

Déclaration culpabilité réglementés

(2) En cas d'imputation d'une violation par la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabilité pour 40 paragraphe 11(1), la Commission, le ministre

Autres objets



Minister or the convicting court may, on their own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order the forfeiture to Her Majesty in right of Canada of any thing 5 seized under this Act, other than a regulated product, by means of or in relation to which the violation or offence was committed or of the net proceeds realized from its disposition.

ou le tribunal, selon le cas, peut d'office ou sur demande ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada de tout objet autre qu'un produit réglementé avant servi ou 5 donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de son aliénation.

Consensual

57. If the owner of a thing seized under this 10 Act consents, at any time, to its forfeiture, the thing is forfeited to Her Majesty in right of Canada.

57. Le propriétaire de biens saisis en vertu de la présente loi peut consentir, en tout temps, à leur confiscation. Le cas échéant, les biens 10 sont confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada

58. Lorsque des biens sont confisqués en

Disposal of things

58. A thing that is forfeited under this Act may be disposed of in the manner that the 15 vertu de la présente loi, il en est disposé President considers appropriate.

Restitution ou aliénation

Confiscation

Return of thing seized if no forfeiture ordered

59. (1) If a thing seized under this Act is not ordered forfeit under subsection 56(2), the thing or the net proceeds from its disposition or any security given for it must be returned to 20 sûreté sont restitués au saisi. the person from whom it was seized.

Restitution 59. (1) À défaut de l'ordonnance de confis-

cation visée au paragraphe 56(2), les biens ainsi que le produit net de leur aliénation et la

suivant les instructions du président.

Exception

(2) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that the owner of a thing seized under this Act or the person having the possession, care or control of it at 25 the time of its seizure has committed a violation, or the owner of a thing seized under this Act or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under any Act men-30 tioned in subsection 11(1), and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,

(2) En cas d'imputation d'une violation par 20 Exception la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabilité du saisi pour une infraction à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) et de l'imposition d'une sanction ou d'une amende : 25

(a) the thing, the net proceeds from its disposition or any security given for it may be retained until the penalty or fine is paid; 35 leur aliénation ou de la sûreté peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée:

a) la rétention des biens, du produit net de

- (b) the thing may be sold in satisfaction of the penalty or fine; or
- b) les biens peuvent être aliénés par adjudi-30 cation forcée:
- (c) the net proceeds or the security or any part of it may be applied in payment of the penalty or fine. 40
- c) le produit net de l'aliénation ou la sûreté peuvent, en tout ou en partie, être affectés au paiement de la sanction ou de l'amende.



SAMPLES

Disposition of samples

60. (1) A sample taken under this Act may be disposed of in any manner that the Agency considers appropriate.

Agency not

(2) The Agency is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or 5 disposition of a sample under this Act.

LIABILITY

Liability for costs

61. (1) The owner and any person entitled to possession of any thing the movement of which is restricted or prohibited under this Act, or of any thing that is seized, detained, 10 recalled, forfeited or disposed of under this Act, are jointly and severally, or solidarily, liable for all the costs relating to the restriction, prohibition, seizure, detention, recall, forfeiture or disposition incurred by Her 15 éventuel de l'aliénation. Majesty in right of Canada in excess of the net proceeds of disposition, if any.

Debt due to Her Majesty

(2) The costs referred to in subsection (1) are debts due to Her Majesty and proceedings to recover them may be instituted in a court of 20 recouvrement peut être poursuivi à ce titre competent jurisdiction at any time within five years after the time they were incurred.

62. Her Majesty or the Agency is not liable

for any costs, loss or damage resulting from a

comply with this Act or the regulations.

Her Majesty or Agency not

Protection 63. Despite any other Act of Parliament, no from civil civil or criminal proceedings lie against Her proceeding or from Majesty, the Agency or any person acting on prosecution behalf or under the direction of the Agency for 30 the disclosure in good faith of any information or for any consequences that flow from that

disclosure.

PRÉLÈVEMENTS

60. (1) Il peut être disposé d'échantillons prélevés au titre de la présente loi de la facon que l'Agence juge indiquée.

Réalisation

(2) L'Agence n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés aux prélèvements 5 d'échantillons ou à leur aliénation ou destruction

responsabilité de l'Agence

RESPONSABILITÉ

61. (1) Le propriétaire et la personne qui a la possession légitime d'une chose dont le déplacement est prohibé ou restreint, ou d'une 10 chose saisie, détenue, confisquée, aliénée ou détruite ou qui a fait l'objet d'un rappel sont solidairement responsables de l'excédent des coûts liés à ces mesures supportés par Sa Maiesté du chef du Canada sur le produit net 15

Responsabilité solidaire

(2) Les coûts visés au paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté dont le devant toute juridiction compétente dans les 20 cinq ans qui suivent la date à laquelle ils ont été exposés.

Créances de Sa Majesté

62. Sa Majesté ou l'Agence n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais entraînés par person being required to do anything to 25 l'exécution des obligations découlant de la 25 présente loi ou de ses règlements.

Nonresponsabilité de Sa Maiesté et de 1'Agence

63. Malgré toute autre loi fédérale, Sa Majesté, l'Agence et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou 30 pénale, pour la communication d'information faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent.

Immunité



GENERAL

Assistance of peace officer

64. A peace officer shall provide any assistance that an inspector or officer may request for the purpose of administering or enforcing any Act mentioned in subsection 11(1).

Certificates

65. The form of certificates issued under this Act shall be established by the President.

REGULATIONS

Regulations

- 66. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the 10 de la présente loi, et notamment prendre des generality of the foregoing, may make regula-
 - (a) requiring persons to keep and provide to the Agency information, records, books of account or other documents in respect of 15 regulated products and activities in respect of which the Acts mentioned in subsection 11(1) apply;
 - (b) respecting the information, records, books of account or other documents to be 20 kept under paragraph (a) and the period of time they are to be retained;
 - (c) respecting electronic means to create, collect, receive, store, transfer, distribute, publish or otherwise deal with documents 25 or information referred to in or required to be kept by any Act mentioned in subsection 11(1), including regulations
 - (i) specifying terms and conditions under which the electronic means may be used 30 and the means that may be used to electronically sign the documents or authenticate them, and
 - (ii) respecting the admissibility as evidence of any document created or re-35 ceived using electronic means;
 - (d) respecting the functions and duties of inspectors, analysts, graders and officers;
 - (e) respecting the inspection of places, including conveyances, and of regulated 40 products and other things and the stopping of conveyances;

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

64. L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande de ceuxci. l'assistance nécessaire en vue d'assurer ou de contrôler l'application des lois énumérées 5 au paragraphe 11(1).

Agent de la

65. Les certificats délivrés en vertu de la présente loi sont établis en la forme prescrite par le président.

Forme des certificats

RÈGLEMENTS

66. Le gouverneur en conseil peut par règlement prendre toute mesure d'application 10 règlements:

Règlements

- a) exigeant de certaines personnes qu'elles tiennent des renseignements, registres ou documents comptables ou autres relatifs 15 aux produits réglementés ou aux activités régies par les lois énumérées au paragraphe 11(1) et qu'elles les fournissent à l'Agence;
- b) concernant les renseignements, registres ou documents comptables ou autres visés à 20 l'alinéa a), ainsi que la période pendant laquelle ceux-ci doivent êtres conservés;
- c) concernant les movens électroniques permettant de créer, recueillir, recevoir, mettre en mémoire, transférer, diffuser, 25 publier ou traiter de quelque autre façon des documents ou de l'information visés par une des lois énumérées au paragraphe 11(1), notamment en ce qui touche leur admissibilité en preuve et pour préciser les 30 modalités de leur emploi ainsi que les moyens pouvant servir à apposer une signature électronique à ces documents ou à les authentifier;
- d) concernant les fonctions des inspecteurs, 35 des analystes, des classificateurs et des agents d'exécution;
- e) régissant l'inspection des lieux y compris des véhicules —, des produits réglementés ou de toute autre chose et 40 l'immobilisation des véhicules:



Incorporation

by reference

of externally produced

material

- (f) respecting the taking of samples, the conducting of tests and the making of analyses:
- (g) respecting the restriction or prohibition of the movement of regulated products:
- (h) respecting the seizure and forfeiture of regulated products and other things under this Act:
- (i) respecting the detention, storage, treatment, quarantine, removal and transporta-10 tion of regulated products and other things seized under this Act;
- (i) establishing criteria and procedures for reinspections;
- (k) respecting the grading of regulated 15 products:
- (1) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to any Act mentioned in subsection 11(1) or 20 its regulations:
- (m) establishing a mechanism for dealing with complaints from employees of the Agency and members of the public relating to public health and safety with respect to 25 regulated products; and
- (n) prescribing anything that is to be prescribed under this Act.
- 67. (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or 30 un règlement tout document produit par une body, other than the Agency or the Department of Health, including
 - (a) an organization established for the purpose of writing standards;
 - (b) an industrial or trade organization; and
 - (c) a government, government agency or international body.

- f) concernant les prélèvements d'échantillons, les essais et les analyses;
- g) concernant la prohibition et la restriction relatives au déplacement des produits régle-
- h) régissant la saisie et la confiscation de produits réglementés ou de toute autre chose au titre de la présente loi;
- i) régissant la rétention, l'entreposage, le traitement, la mise en quarantaine, le trans-10 fert et le transport des produits réglementés ou de toute autre chose saisis en vertu de la présente loi:
- j) établissant les critères donnant lieu à une nouvelle inspection ainsi que la procédure 15 à suivre:
- k) concernant la classification de produits réglementés:
- l) régissant la collecte de données statistiques et autres —, la publication d'études 20 et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée aux lois énumérées au paragraphe 11(1) ou à leurs règlements;
- m) établissant un mécanisme d'étude des 25 plaintes formulées par les employés de l'Agence ou le public en matière de santé et de sécurité publiques en ce qui touche les produits réglementés:
- n) concernant toute mesure d'ordre régle-30 mentaire prévue par la présente loi.
- 67. (1) Peut être incorporé par renvoi dans personne ou un organisme autre que l'Agence ou le ministère de la Santé, notamment par : 35
 - a) un organisme de normalisation;
 - b) une organisation commerciale ou industrielle;
 - c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationa-40 le.

Documents externes



Documents

traduits

reproduits ou

Reproduced or translated material

- (2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health reproduces or translates from material produced by the other person or body
 - (a) with any adaptations of form and 5 reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or
 - (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation. 10

Jointly produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health produces jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with 15 other laws.

Internally produced standards

- (4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency or the Department of Health produces, such as
 - (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and
 - (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and perfor- 25 mance standards of a technical nature.
- (5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.

as amended from time to time

Incorporation

Incorporated material is not a regulation

Defence

purposes of the Statutory Instruments Act. 68. No person may be convicted of an

(6) Material that is incorporated by refer-

- offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless 35 it is proved that, at the time of the alleged contravention.
 - (a) the material was reasonably accessible to the person;
 - (b) reasonable steps had been taken to 40 ensure that the material was accessible to

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agence ou le ministère de la Santé, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et 5 qui comporte, selon le cas:

a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorpora-

- b) seulement les passages pertinents pour 10 l'application du règlement.
- (3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence ou le ministère de la Santé et un autre gouvernement ou organisme 15 gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit.

Documents produits conjointement

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence ou le ministère de 20 documents 20 la Santé, notamment :

Normes techniques dans des internes

- a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;
- b) des méthodes d'essai, des procédures ou 25 des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.
- (5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.

Portée de l'incorporation

(6) L'incorporation par renvoi d'un docu-30 Nature du ence in a regulation is not a regulation for the 30 ment dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la Loi sur les textes réglementaires, valeur de règlement.

document incorporé

68. Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement 35 dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés 40 puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la Gazette du Canada.

Moven de défense



persons likely to be affected by the regulation: or

(c) the material had been published in the Canada Gazette.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Forging, etc., of inspection certificates

69. No person shall forge, alter or tamper 5 with an inspection certificate.

Obstruction

70. No person shall obstruct or interfere with any person who is exercising any powers or carrying out any functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1) or with 10 any person acting under the authority of such a person.

Folse statements

71. No person shall make any false or misleading statement to any person who is exercising any powers or carrying out any 15 functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1) or to any person acting under the authority of such a person.

False records

72. No person shall produce for examination or copying by any person who is exercis- 20 ing any powers or carrying out any functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1), or by any person acting under the authority of such a person, any record, book of account or other document, or any electronic 25 data, that the person knows contains false or misleading information.

Interference

73. Except as authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized and detained under 30 this Act or the movement of which is restricted or prohibited under this Act.

Offences

- 74. Every person who fails to comply with a notice sent to the person under section 42 or 49 or who contravenes any of sections 69 to 73 35 or any provision of the regulations is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; 40

INFRACTIONS

69. Nul ne peut contrefaire, altérer ou falsifier un certificat d'inspection.

Altération ou falsification

70. Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action d'une personne exerçant des pouvoirs et fonctions qui lui sont assignés sous le 5 régime d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), ou d'une personne agissant sous son autorité.

Entrave

71. Il est interdit de faire une déclaration fausse ou trompeuse à une personne agissant 10 trompeuse dans le cadre des pouvoirs et fonctions qui lui sont assignés sous le régime d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), ou à une personne agissant sous son autorité.

Déclaration fausse on

72. Nul ne peut remettre à une personne 15 Faux visée à l'article 71, pour examen ou reproduction, un registre, un document comptable ou autre, ou des données électroniques qu'il sait contenir des renseignements faux ou trompeurs. 20

registres

73. Il est interdit, sans l'autorisation de l'inspecteur, de modifier l'état ou l'emplacement des choses saisies ou dont le déplacement a été prohibé ou restreint en application de la présente loi.

Intervention

74. Quiconque ne se conforme pas à l'avis visé aux articles 42 ou 49 ou contrevient à l'un des articles 69 à 73 ou à un règlement pris en vertu de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : 30

Infractions

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines:



(b) on conviction on indictment to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

Continuing offences

75. A contravention of this Act or the more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

Offences by corporate officers, etc.

76. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or 10 morale d'une infraction à la présente loi, ceux mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment pro-15 vided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

Offences by employees, agents or mandataries

77. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an em-20 ployee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to 25 prevent the commission of the offence.

Place of trial

- 78. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the 30 subject-matter of the prosecution arose;
 - (b) the accused was apprehended; or
 - (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

Additional

79. A court that convicts a person for an 35 offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the 40 maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

- b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.
- 75. Il est compté une infraction distincte à 5 Infractions regulations that is committed or continued on 5 la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.

des personnes morales

continues

76. En cas de perpétration par une personne 10 Dirigeants de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encou-15 rent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

> Employés ou mandataires

77. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsa-20 bilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessai-25 res pour empêcher l'infraction.

Ressort

78. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément 30 constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

> Amende supplémen-

79. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des 35 avantages financiers de la perpétration, lui infliger à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages. 40



Ordonnance

du tribunal

Orders of

Suspended

sentence

- 80. If a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:
 - (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the 10 continuation or repetition of the offence;
 - (b) directing the person to compensate the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Agency as a result of the 15 commission of the offence:
 - (c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order;
 - (d) requiring the person to comply with any 20 other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences: 25
 - (e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in this section; 30 and
 - (f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the conviction, any information respecting the 35 activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.
- **81.** (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) 40 of the Criminal Code, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direction or requirement mentioned in section 80.

- 80. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des 5 obligations suivantes:
 - a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive:
 - b) indemniser l'Agence, en tout ou en 10 partie, des frais exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction:
 - c) exécuter des travaux d'intérêt collectif 15 aux conditions précisées dans l'ordonnan-
 - d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou 20 perpétration d'autres infractions:
 - e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article. fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature:
 - f) fournir à l'Agence, sur demande présentée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence. 30

81. (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 731(1)a) du Code criminel, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue 35 au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 80.

Sursis



Imposition of

(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Contravention of order

- 82. Every person convicted of an offence 10 under this Act who subsequently contravenes an order made under section 80 or 81 is
 - (a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punish-15 ment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or
 - (b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable 20 on conviction on indictment for the original offence.

Limitation period

83. No proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted more than two years 25 after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Publication of facts of offence

84. If a person is convicted of an offence under this Act, the Agency may publish the facts of the offence and recover the costs of 30 publication from the person.

Recovery of fines

85. If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter 35 as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment 40 obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

(2) Sur demande du procureur général du Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable 5 d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

Inobservation L'ordonnance

contravention

- 82. Quiconque est déclaré coupable d'une 10 Ordonnance infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 80 ou 81 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - a) par procédure sommaire, la peine maxi-15 male qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;
 - b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même 20 procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.
- 83. Les procédures visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se pres-25 crivent par deux ans à compter du fait en cause.

Prescription

84. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, l'Agence peut procéder à la publication des 30 faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne.

Publication

85. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la35 déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'inté-40 ressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

Recouvrement



Créances de

Sa Majesté

Debt due to Her Maiesty

86. (1) If the court makes an order under section 80 or 81 directing a person to pay an amount of money or the Agency pays publication costs under section 84, the amount and any interest payable on it constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within the five-year period following the time when 10 the debt became due.

EVIDENCE

Certificates and reports

87. (1) In proceedings for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or President, or of an inspector, analyst, grader or officer, 15 purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the 20 matters asserted in it.

Copies and

(2) In any proceedings for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record, book of account or other document that is made by the Minister or President, or by 25 an inspector, analyst, grader or officer, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of 30 the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

Presumed date

(3) A document referred to in this section is, 35 in the absence of evidence to the contrary, deemed to have been issued on the date that it bears.

Notice

(4) No document referred to in this section shall be received in evidence unless the party 40 ne sont admis en preuve que si la partie qui a intending to produce it has served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together

86. (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 80 ou 81 et les frais de publication qu'expose l'Agence au titre de l'article 84, ainsi que les intérêts afférents, 5 constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Prescription

(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit 10 par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

PREUVE

87. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant 15 signé par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité 20 officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Déclaration. certificat on rapport

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste, le classi-25 ficateur ou l'agent d'exécution et paraissant certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contrai-30 re, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

Copies ou extraits

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été 35 établis à la date qu'ils portent.

Date

(4) Les documents visés au présent article l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y40 joignant une copie de ceux-ci.

Préavis



54

with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

PART 7

1995, c. 40; 1997, c. 21; 1998, c. 22

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

PARTIE 7

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE

1995, ch. 40; 1997, ch. 21; 1998, ch. 22

Amendments

1997, c. 21, s. 29

80. The long title of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act is replaced by the following:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Farm Debt Mediation Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Pest Control Products Act and the Plant Protection Act

1997, c. 21, s. 30 81. The definitions "agri-food Act" and "Tribunal" in section 2 of the Act are replaced by the following:

"agri food Act" « loi agroalimentaire »

"Tribunal"
« Commission »

"agri-food Act" means the Farm Debt Mediation Act, the Canada Grain Act, the Health 10 of Animals Act, the Pest Control Products Act or the Plant Protection Act:

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27;

Modifications

80. Le titre intégral de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en ma-5 tière d'agriculture et d'agroalimentaire est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 21, art. 29

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur les produits antiparasitaires et de la Loi sur la protection des végétaux

81. Les définitions de « Commission » et 5 de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

5 1997, ch. 21, art. 30

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27.

« Commission » "Tribunal"

« loi agroalimentaire » La Loi sur la média-10 tion en matière d'endettement agricole, la Loi sur les grains du Canada, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur les produits antiparasitaires ou la Loi sur la protection des végétaux.

) « loi agroalimentaire » "agri-food Act"

82. The Act is amended by adding the 15 following after section 11:

82. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 11, de ce qui suit :

PUBLICATION OF FACTS

Publication of facts

11.1 If a person has committed a violation, the Minister may publish the facts of the violation and recover the costs of publication from the person.

83. The Act is amended by adding the following before section 14:

Review by single member 13.1 A review by the Tribunal under this Act shall be heard by a single member of the Tribunal who has the legal qualifications 25 described in section 28.

PUBLICATION

11.1 Si une violation a été commise par une personne, le ministre peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration et en 20 20 recouvrer les frais auprès de la personne.

Publication

83. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 14, de ce qui suit :

13.1 Les demandes de révision formées au titre de la présente loi sont entendues par un 25 membre seul de la Commission, doté de la compétence juridique prévue à l'article 28.

Révision par un membre seul

Clause 80: The long title reads as follows:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agricultural Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

Clause 81: The definitions "agri-food Act" and "Tribunal" in section 2 reads as follows:

"agri-food Act" means the Canada Agricultural Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act or the Seeds Act;

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the Canada Agricultural Products Act.

Clause 82: New.

Clause 83: New.

Article 80. — Texte du titre intégral :

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

Article 81. — Texte des définitions de « Commission » et de « loi agroalimentaire » à l'article 2 :

- « Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la Loi sur les produits agricoles au Canada.
- « loi agroalimentaire » La Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur les produits antiparasitaires, la Loi sur la protection des végétaux ou la Loi sur les semences.

Article 82. — Nouveau.

Article 83. - Nouveau.

- 84. (1) Subsection 15(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):
 - (c.1) the amount of the publication costs of the Minister under section 11.1 and any 5 interest payable on those costs;
- (2) Subsection 15(3) of the Act is replaced by the following:

Debt final

- (3) A debt referred to in subsection (1) is restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 9 to 14.
- 85. The headings before section 27 and sections 27 to 90 of the Act are replaced by 15 et les articles 27 à 90 de la même loi sont the following:

REVIEW TRIBUNAL

Composition

Review Tribunal continued

27. (1) The Review Tribunal, continued by subsection 4.1(1) of the Canada Agricultural Products Act, chapter 20 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, 20 is hereby continued.

Composition

(2) The Tribunal shall consist of such members as are appointed by the Governor in Council, one of whom shall be appointed as 25 Chairperson.

Oualifica-

28. A person is not eligible to be appointed a member of the Tribunal unless the person is knowledgeable about or has experience related to agriculture or agri-food and the Chairperson of the Tribunal and at least one 30 other member of the Tribunal must, in addition, be a barrister or advocate of at least ten years standing at the bar of any province or a notary of at least ten years standing at the Chambre des notaires du Québec. 35

Membership

29. The Chairperson of the Tribunal shall be appointed as a full-time member and the other members shall be appointed as either full-time members or part-time members of the Tribunal.

- 84. (1) Le paragraphe 15(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :
- c.1) le montant des frais de publication qu'expose le ministre en vertu de l'article 5 11.1, ainsi que les intérêts afférents;
- (2) Le paragraphe 15(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (3) La créance est définitive et n'est suscepfinal and not subject to review or to be 10 tible de contestation ou de révision que dans 10 la mesure et selon les modalités prévues aux articles 9 à 14

Conditions de

85. Les intertitres précédant l'article 27 remplacés par ce qui suit : 15

COMMISSION DE RÉVISION

Composition

27. (1) Est prorogée la Commission de révision prorogée par la Loi sur les produits agricoles au Canada, chapitre 20 du 4e supplément des Lois révisées du Canada (1985).20

Prorogation Commission

(2) La Commission est composée des membres, dont le président, nommés par le gouverneur en conseil.

Composition Commission

28. Les membres sont nommés en raison de leurs connaissances et de leur expérience dans 25 le domaine de l'agriculture ou de l'agroalimentaire et au moins le président et un autre membre sont obligatoirement choisis parmi les avocats ou notaires inscrits respectivement, depuis au moins dix ans, au barreau 30 d'une province ou à la Chambre des notaires du Ouébec.

Compétences

29. Le président exerce ses fonctions à temps plein; les autres membres, à temps plein ou à temps partiel. 35

Exercice des fonctions

40

Clause 84: (1) New. The relevant portion of subsection 15(1) reads as follows:

15. (1) The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada that may be recovered as such in the Federal Court:

(2) Subsection 15(3) reads as follows:

(3) A debt referred to in subsection (1) is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 9 to 14 of this Act and subsection 12(2) of the *Canada Agricultural Products Act*.

Clause 85: New.

Article 84, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 15(1):

15. (1) Constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale :

(2). — Texte du paragraphe 15(3):

(3) La créance est définitive et n'est susceptible de contestation ou de révision que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 9 à 14 de la présente loi et au paragraphe 12(2) de la Loi sur les produits agricoles au Canada.

Article 85. — Nouveau.

5

Tenure

30. (1) Each member of the Tribunal shall be appointed for a term of not more than five vears and shall hold office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council for cause.

appointment

(2) Each member of the Tribunal may be re-appointed as a member in the same or another capacity.

No other public service

31. A member of the Tribunal shall not hold any other office in the public service of 10 avec d'autres fonctions dans l'administration Canada.

Conflict of interest

32. A member of the Tribunal shall not accept or hold any office or employment that is inconsistent with the member's duties or take part in any matter before the Tribunal in 15 dans laquelle ils ont un intérêt. which the member has an interest.

Chairperson

Duties of Chairperson

33. (1) The Chairperson of the Tribunal is its chief executive officer and shall apportion work among its members.

Absence or incapacity of Chairperson

(2) If the Chairperson is absent or unable to 20 act or the Chairperson's position becomes vacant, the members of the Tribunal shall designate a member of the Tribunal with the legal qualifications described in section 28 to act as Chairperson pending the appointment of 25 a replacement, but no person may so act for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.

Remuneration

Remunera-

34. (1) Each full-time member of the Tribunal shall be paid the salary that is fixed 30 Commission reçoivent le traitement, et les by the Governor in Council and each part-time member of the Tribunal is entitled to be paid the fees or other remuneration for that member's services that may be fixed by the Governor in Council. 35

30. (1) Les membres occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée prononcée par le gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Les membres peuvent recevoir un 5 nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non

31. La charge de membre est incompatible publique fédérale.

Incompatibilité de fonctions

32. Les membres ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d'emploi incompatibles avec leurs fonctions, ni se saisir d'une affaire Conflits d'intérêts

Président

33. (1) Le président de la Commission en est 15 Fonctions du le premier dirigeant; à ce titre, il en assure la direction et répartit les tâches entre les membres.

(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président de la Commission, ou de vacance de 20 ment son poste, les autres membres confient l'intérim à l'un des membres dotés de la compétence juridique prévue à l'article 28. Cependant, l'intérim ne peut dépasser soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Absence ou empêche-

Indemnités et frais

34. (1) Les membres à temps plein de la autres membres reçoivent les honoraires ou toute autre rémunération, que fixe le gouverneur en conseil. 30

Indemnités



Travel and expenses

(2) The members of the Tribunal are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from. in the case of full-time members, their ordi- 5 nary place of work and, in the case of part-time members, their ordinary place of residence.

(2) Les membres de la Commission ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu habituel soit de travail. s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils 5 sont à temps partiel, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Frais

Staff

Staff and facilities

35. The Minister may provide the Tribunal with officers and employees from within the public service of Canada and any facilities and 10 l'administration advisers that are necessary for the proper conduct of the business of the Tribunal.

Personnel

35. Le ministre peut mettre à la disposition de la Commission les cadres et agents de publique fédérale. conseillers, ainsi que les installations et fournitures nécessaires à son bon fonctionnement.

Personnel et installations

Contractual assistance

36. The Tribunal may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons any matter relating to the work of the Tribunal to advise and assist it in the exercise of its powers or the performance of its duties and functions under this Act.

36. La Commission peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts dans having technical or specialized knowledge of 15 les domaines relevant de son champ d'activi-15

Assistance contractuelle

Head Office

Head office

37. (1) The head office of the Tribunal shall 20 be in the National Capital Region, as described in the schedule to the National Capital Act.

Siège

37. (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale.

Siège

Sittings

(2) The Tribunal may sit at any place in Canada that may be specified by the Governor 25 Canada fixé par le gouverneur en conseil. in Council.

(2) La Commission siège en tout lieu du 20 Réunions

Powers

Exclusive jurisdiction

38. The Tribunal has sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of fact or law in relation to any matter over which it is given jurisdiction by this Act 30 de toute autre loi fédérale. or any other Act of Parliament.

Pouvoirs

38. La Commission a compétence exclusive pour les affaires relevant des domaines qui lui sont attribués en vertu de la présente loi ou

Exclusivité compétence

25

Court of record

39. (1) The Tribunal is a court of record and shall have an official seal that shall be judicially noticed.

39. (1) La Commission est une cour d'archives; elle a un sceau officiel, dont l'authenticité est admise d'office.

Cour d'archives



Interroga-

Examination of witnesses, etc.

- (2) In addition to the powers conferred by subsection (1), the Tribunal has, with respect to the appearance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and 5 other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, it may
 - (a) issue a summons requiring a person
 - (i) to appear at the time and place stated in the summons to testify to all matters within the person's knowledge relative to any subject-matter before the Tribunal, 15 and
 - (ii) to bring and produce any document, book or paper in the person's possession or under the person's control relative to that subject-matter; 20
 - (b) administer oaths and examine any person on oath; and
 - (c) during a hearing, receive any evidence that it considers relevant and trustworthy.

Rules

Rules

- **40.** The Tribunal may, with the approval of 25 the Governor in Council, make rules governing
 - (a) the practice and procedure in respect of hearings;
 - (b) the time and manner in which applica-30 tions and notices must be made or given; and
 - (c) the work of the Tribunal under this or any other Act of Parliament.

General

Consultations **41.** The members of the Tribunal may 35 consult with other members of the Tribunal in respect of any matter before it.

- (2) En outre, la Commission a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, ainsi que pour la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses décisions et toutes autres questions 5 relevant de sa compétence, les pouvoirs et attributions d'une juridiction supérieure d'archives. Elle peut notamment :
 - a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance de faits se rapportant à l'affai-10 re dont elle est saisie, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces utiles à l'affaire, dont elles ont la possession 15 ou la responsabilité;
 - b) faire prêter serment et interroger sous serment;
 - c) recevoir en cours d'audition les éléments de preuve supplémentaires qu'elle estime 20 utiles et dignes de foi.

Règles

40. La Commission peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles régissant :

Règles

- a) la pratique et la procédure des audiences; 25
- b) les modalités, y compris les délais, d'établissement des demandes et des avis à donner;
- c) de façon générale, l'exercice de ses activités sous le régime de la présente loi ou 30 de toute autre loi fédérale.

Généralités

41. Les membres peuvent, dans le cadre des affaires dont la Commission est saisie, consulter d'autres membres.

Consultations



Andiences

Rules of evidence do not apply

42. The Tribunal is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting any matter that comes before it, and shall deal with matters that come before it as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness and natural justice permit.

Privileged evidence not receivable

43. The Tribunal may not receive or accept as evidence anything that would be inadmissible in a court by reason of any privilege under 10 le droit de la preuve et rendus, de ce fait, the law of evidence.

42. La Commission n'est pas liée par les règles juridiques ou techniques applicables en matière de preuve lors des audiences. Dans la mesure où les circonstances. l'équité et la justice naturelle le permettent, il lui appartient 5 d'agir rapidement et sans formalités.

43. La Commission ne peut recevoir ni admettre en preuve les éléments protégés par inadmissibles en justice devant un tribunal 10 judiciaire.

Exception en matière de preuve

Transitional Provisions

Definitions

86. The definitions in this section apply in sections 87 to 89.

"commencement day « date d'entrée en vieueur »

"commencement day" means the day on which section 27 of the Agriculture and 15 Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, as enacted by section 85 of this Act, comes into force.

"former Tribunal' « ancienne Commission » "former Tribunal" means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of 20 « date d'entrée en vigueur » La date à la-20 « date the Canada Agricultural Products Act as that subsection read immediately before the coming into force of section 158 of this Act.

"new Tribunal" « nouvelle Commission » "new Tribunal" means the Review Tribu-25 nal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, as enacted by section 85 of this Act.

Chairperson

87. The person who holds the office of 30 Chairperson of the former Tribunal immediately before the commencement day continues in office as the Chairperson of the new Tribunal for the remainder of the term for which that person was appointed Chair- 35 de son mandat. person.

Other members

88. Each person who holds office as a member of the former Tribunal immediately before the commencement day continues in office as a member of the new Tribunal 40 avant la date d'entrée en vigueur. for the remainder of the term for which the person was appointed.

Dispositions transitoires

86. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 87 à 89.

> « ancienne Commission x former Tribunal"

Définitions

« ancienne Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 15 4.1(1) de la Loi sur les produits agricoles au Canada, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 158 de la présente loi.

> d'entrée en vigueur » 'commencement date

tière d'agriculture et d'agroalimentaire, dans sa version édictée par l'article 85 de la présente loi, entre en vigueur. 25 « nouvelle Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécu-

matière

d'agroalimentaire, dans sa version édic-30 tée par l'article 85 de la présente loi.

d'agriculture

niaires en

quelle l'article 27 de la Loi sur les sanc-

tions administratives pécuniaires en ma-

« nouvelle Commission » "new Tribunal'

87. La personne qui occupe la charge de président de l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur continue d'exercer ses fonctions, à titre de président de la 35 nouvelle Commission, jusqu'à l'expiration

Président

88. La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui sont membres ou employés de l'ancienne Commission 40

Autres membres



Pending proceedings

1990, c. 21;

1992, c. 47;

1993, c. 34;

1994, c. 38:

1995, c. 40;

1997, c. 6

89. Proceedings pending before the former Tribunal immediately before the commencement day shall be taken up and continued before the new Tribunal.

89. Les affaires pendantes devant l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur sont poursuivies devant la nouvelle Commission.

Affaires pendantes

PART 8

HEALTH OF ANIMALS ACT

PARTIE 8

LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX

1990, ch. 21; 1992, ch. 47: 1993, ch. 34; 1994, ch. 38; 1995, ch. 40; 1997, ch. 6

- 90. (1) The definitions "justice" and 5 "peace officer" in subsection 2(1) of the Health of Animals Act are repealed.
- (2) The definitions "atelier d'équarrissage" and "usine de traitement" in subsection 2(1) of the French version of the Act are 10 repealed.
- 1995, c. 40, s. 54; 1997, c. 6, s. 67
- (3) The definitions "analyst", "animal", "Assessor", "inspector", "officer", "Tribunal" and "veterinary inspector" in subfollowing:
- "analyst" « analyste »
- "analyst" means a person designated as an analyst under subsection 13(3) of the Canadian Food Inspection Agency Act;
- "animal" « animal »
- "animal" includes its embryo and its fertil-20 ized egg or ovum:
- "Assessor" « évaluateur »
- "Assessor" means the Chairperson of the Tribunal or, if the Chairperson is absent or unable to act or the Chairperson's position is vacant, the member of the Tribunal desig-25 nated under subsection 33(2) of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act to act as Chairperson pending the appointment of a replacement;
- "inspector" « inspecteur »
- "inspector" means a person designated as an 30 inspector under subsection 13(3) of the Canadian Food Inspection Agency Act;
- "officer" « agent d'exécution »
- "officer" means a person designated as an officer under subsection 13(3) of the Canadian Food Inspection Agency Act; 35
- "Tribunal" « Commission »
- "Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act;

- 90. (1) Les définitions de « agent de la 5 paix » et « juge de paix », au paragraphe 2(1) de la Loi sur la santé des animaux, sont abrogées.
- (2) Les définitions de « atelier d'équarrissage » et « usine de traitement », au 10 paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, sont abrogées.
- (3) Les définitions « agent d'exécution », « analyste », « animal », « Commission », « évaluateur », « inspecteur » et « vétéri-15 section 2(1) of the Act are replaced by the 15 naire-inspecteur », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit:
 - « agent

d'exécution »

1995, ch. 40,

art. 54; 1997

ch. 6, art. 67

- « agent d'exécution » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi* 20 sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
 - « analyste » "analyst"

« animal »

"animal"

"officer"

vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des ali-25 ments. « animal » Sont assimilés aux animaux leurs

« analyste » Personne désignée à ce titre en

- embryons ainsi que leurs oeufs et ovules fécondés.
- « Commission » La Commission de révision 30 « Commission » "Tribunal" prorogée par l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.
- « évaluateur » Le président de la Commission ou, en cas d'absence ou d'empêchement de 35 celui-ci, ou de vacance de son poste, le membre auquel est confié l'intérim en vertu du paragraphe 33(2) de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire. 40

« évaluateur » "Assessor

Health of Animals Act

- Clause 90: (1) The definitions "justice" and "peace officer" in subsection 2(1) read as follows:
- "justice" means a justice as defined in section 2 of the Criminal Code;
- "peace officer" means a peace officer as defined in section 2 of the Criminal Code;
- (2) The definitions "animal deadyard" and "rendering plant" in subsection 2(1) read as follows:
- "animal deadyard" means a place where animal carcasses, animal byproducts or disabled or diseased animals are brought when they are not to be prepared for human consumption;
- "rendering plant" means a place
 - (a) where animal by-products are prepared or treated for use in, or converted into, fertilizers, animal food, fats or oils, other than fats or oils used for human consumption,
 - (b) where a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is stored, packed or marked, or
 - (c) from which a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is shipped;
- (3) The definitions "analyst", "animal", "Assessor", "inspector", "officer", "Tribunal" and "veterinary inspector" in subsection 2(1) read as follows:
- "analyst" means a person designated as an analyst pursuant to section 32;
- "animal" includes an embryo and a fertilized egg or ovum;
- "Assessor" means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the Pesticide Residue Compensation Act;
- "inspector" means a person designated as an inspector pursuant to section 32:
- "officer" means a person designated as an officer pursuant to section 32, but does not include an analyst;
- "Tribunal" means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the Canada Agricultural Products Act;
- "veterinary inspector" means a veterinarian designated as an inspector pursuant to section 32;

Loi sur la santé des animaux

- Article 90, (1). Texte des définitions de « agent de la paix » et « juge de paix » au paragraphe 2(1):
- « agent de la paix » S'entend au sens de l'article 2 du Code criminel.
- « juge de paix » S'entend au sens de l'article 2 du Code criminel.
- (2). Texte des définitions de « atelier d'équarrissage » et « usine de traitement » au paragraphe 2(1) :
- « atelier d'équarrissage » Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.
- « usine de traitement » Lieu où s'effectuent les opérations suivantes :
 - a) soit la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins;
 - b) soit le stockage, l'emballage ou le marquage des substances résultant de l'une des opérations visées à l'alinéa a);
 - c) soit l'expédition de ces substances.
- (3). Texte des définitions de « agent d'exécution », « analyste », « animal », « Commission », « évaluateur », « inspecteur » et « vétérinaire-inspecteur » au paragraphe 2(1):
- « agent d'exécution » Personne désignée à ce titre en application de l'article 32, à l'exception des analystes.
- « analyste » Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.
- « animal » Sont assimilés aux animaux les embryons ainsi que les oeufs et oyules fécondés.
- « Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la Loi sur les produits agricoles au Canada.
- « évaluateur » L'évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides.
- « inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.
- « vétérinaire-inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l'article 32.

"veterinary inspector " vétéringire_ inspecteur »

"Agency"

« Agence »

"point of

d'entrée »

"President"

« président »

entry'

« point

"veterinary inspector" means a veterinarian designated as a veterinary inspector under subsection $13(\overline{3})$ of the Canadian Food Inspection Agency Act;

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

« inspecteur » "inspector

« vétérinaire-inspecteur » Vétérinaire désigné 5 « vétérinaireà ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur L'Agence canadienne d'inspection des aliments.

inspecteur » 'veterinary inspector

(4) Subsection 2(1) of the Act is amended 5 by adding the following in alphabetical order:

"Agency" means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the Canadian Food Inspection Agency Act; 10

"point of entry" means a point of entry designated under section 18.2 of the Canadian Food Inspection Agency Act;

"President" means the President of the Agency;

(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alpha-10 bétique, de ce qui suit :

« Agence » L'Agence canadienne d'inspection des aliments constituée par l'article 3 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspec-

« Agence » "Agency

« point d'entrée » Point d'entrée désigné en vertu de l'article 18.2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

« point d'entrée » "point of entry"

15

15 « président » Le président de l'Agence.

tion des aliments.

« président » "President"

(5) Subsection 2(1) of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

« dépôt d'équarrissage » Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit 20 « dépôt d'équarrissage » Lieu où sont transles animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.

« usine d'équarrissage » Lieu où s'effectuent l'une ou l'autre des opérations suivantes :

a) la transformation de sous-produits 25 animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins: 30

b) le stockage, l'emballage ou le marquage des substances résultant de l'une des opérations visées à l'alinéa a);

c) l'expédition de ces substances.

(5) Le paragraphe 2(1) de la version 20 française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

portés soit des sous-produits animaux, soit 25 les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.

« dépôt d'équarrissage » "animal deadvard'

« usine d'équarrissage » Lieu où s'effectuent l'une ou l'autre des opérations suivantes :

« usine d'équarrissage » "rendering

- a) la transformation de sous-produits 30 plant animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins:
- b) le stockage, l'emballage ou le marquage des substances résultant de l'une des opérations visées à l'alinéa a);
- c) l'expédition de ces substances.

(6) Paragraph 2(3)(b) of the Act is re-35 placed by the following:

(b) by reference to substances, or to the quantity or concentration in which substances are contained in other substances.

(6) Le paragraphe 2(3) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

(3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs compoIncorporation par renvoi

« dépôt d'équarrissage » deadvard"

« usine d'équarrissage »
"rendering plant'

(4) and (5) New.

(4) et (5). — Nouveau.

- (6) The relevant portion of subsection 2(3) reads as follows:
 - (3) Toxic substances may be prescribed
 - (b) by reference to substances specified in any published document, as amended from time to time.
- (6). Texte du paragraphe 2(3):
- (3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs composants; en outre, il peut être précisé, dans les règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

specified in any published document, as amended from time to time.

sants; en outre, il peut être précisé, dans les règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques ou des quantités ou concentrations de certains de leurs composants, qu'elles sont incorporées avec 5 leurs modifications successives.

91. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:

91. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Importation into Canada

16. (1) If a person imports into Canada any 5 animal, animal product, animal by-product, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments 10 pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée the person shall, either before or at the time of 10 par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un 15 inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou prohiber ou restreindre leur or restrict or prohibit its movement until it has 15 déplacement jusqu'à ce qu'un inspecteur ou un agent d'exécution s'en charge. 20

Deemed

(1.1) A person is deemed to have complied with subsection (1) if the person, when authorized to do so by an inspector, officer or 20 d'exécution, l'agent des douanes ou l'inspeccustoms officer, provides, in the manner specified by the inspector, officer or customs officer, information relating to the animal or thing required to be presented that is satisfactory to the inspector, officer or customs 25 officer.

(1.1) Il est aussi réputé s'être conformé au paragraphe (1) s'il communique à l'agent teur qui l'y autorise, selon les modalités que celui-ci précise, des renseignements sur les 25 animaux ou choses à présenter que ce dernier estime suffisants.

Présentation de documents

Présentation

inspection

92. The Act is amended by adding the following after section 16:

92. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

Order requiring importation and presentation at points of entry

16.1 (1) The Minister may, by order, require persons importing any of the following that 30 are specified in the order to import them at any point of entry specified in the order, or at any point of entry: animals, animal products, animal by-products, animal food, veterinary biologics or other thing used in respect of 35 animals or contaminated by a disease or toxic substance.

16.1 (1) Le ministre peut, par arrêté, exiger 30 Arrêté relatif que les importateurs d'animaux ou de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques ou de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie 35 ou une substance toxique qui sont précisés dans l'arrêté les importent soit à un point d'entrée quelconque, soit au point d'entrée précisé dans l'arrêté.

Prohibition

(2) No person shall import any animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing in 40 contravention of an order made under subsection (1).

(2) Il est interdit d'importer les produits, 40 Prohibition sous-produits, aliments, animaux ou choses visés au paragraphe (1) en contravention de l'arrêté.

àla

présentation à

des points

d'entrée.

Clause 91: Subsection 16(1.1) is new. Subsection 16(1) reads as follows:

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, animal byproduct, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

Article 91.—Le paragraphe 16(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 16(1):

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou les retenir jusqu'à ce que l'inspecteur ou l'agent d'exécution s'en charge.

Clause 92: New.

Article 92. — Nouveau.

Publication or notice required for conviction

- (3) No person may be convicted of an offence for contravening subsection (2) unless, before the alleged contravention,
 - (a) the order was published in the Canada
 - (b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction au paragraphe (2) si, à la date du fait reproché, l'arrêté n'était pas publié dans la Gazette du Canada, sauf s'il est établi qu'à cette date l'arrêté avait été porté à sa connais- 5 sance ou que des mesures raisonnables avaient été prises pour en informer les personnes susceptibles d'être touchées.

Exception

Order not a statutory

(4) An order made under subsection (1) is 10 exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the Statutory Instruments Act, but it must be published in the Canada Gazette within 23 days after it is made.

(4) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 10 3. 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires et publiés dans la Gazette du Canada dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires

93. Subsection 18(4) of the Act is replaced 15 by the following:

Forfeiture if non-complian-

(4) If the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, despite section 51 of the Canadian Food Inspection Agency Act, be forfeited to Her 20 tion des aliments, confisqués au profit de Sa Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

93. Le paragraphe 18(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

Confiscation

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 51 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspec-Majesté du chef du Canada et il peut en être 20 disposé — notamment destrucpar tion - conformément aux instructions du ministre.

94. Subsection 19(3) of the Act is replaced by the following:

Presentation and delivery of certificate

- (3) A person who exports an animal from 25 Canada by vessel or aircraft shall
 - (a) present the certificate referred to in paragraph (1)(b), or a copy of it, to an inspector or customs officer on request; and
 - (b) deliver a copy of the certificate to
 - (i) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and
 - (ii) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or 35 aircraft is to depart.
 - 95. Section 29 of the Act is repealed.

1997, c. 6, s 68

96. Section 32 of the Act is repealed.

- 94. Le paragraphe 19(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (3) L'exportateur doit, sur demande, présenter le certificat ou une copie de celui-ci à un inspecteur ou à un agent des douanes; il doit aussi en remettre une copie soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à 30 l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi 30 qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'apprête à quitter.

Présentation et remise du certificat

- 95. L'article 29 de la même loi est abrogé.
- 96. L'article 32 de la même loi est abrogé. 35 1997, ch. 6,
- 97. Sections 35 and 36 of the Act are 97. Les articles 35 et 36 de la même loi repealed. 40 sont abrogés.

Clause 93: Subsection 18(4) reads as follows:

(4) Where the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 45, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

Clause 94: Subsection 19(3) reads as follows:

- (3) A copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) shall be delivered to
 - (a) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and
 - (b) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or aircraft is to depart.

Clause 95: Section 29 reads as follows:

29. The Minister may operate, provide or approve any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of this Act or any regulations.

Clause 96: Section 32 reads as follows:

Article 93. — Texte du paragraphe 18(4):

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 45, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé—notamment par destruction—conformément aux instructions du ministre.

Article 94. — Texte du paragraphe 19(3):

(3) Copie du certificat est remise soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'apprête à quitter.

Article 95. — Texte de l'article 29:

29. Le ministre peut fournir, exploiter ou approuver les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Article 96. — Texte de l'article 32 :

1995, c. 40, ss. 55 to 59

- 98. The heading before section 38 and sections 38 to 47 of the Act are repealed.
- 98. L'intertitre précédant l'article 38 et les articles 38 à 47 de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 40, art. 55 à 59

99. Subsections 51(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

99. Les paragraphes 51(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Additional compensation

- (3) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the controlling of diseases and the disposal of animals and things as are specified by the regulations.
- (3) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction, et aux coûts relatifs à la lutte contre des maladies.

Indemnité supplémen-

Maximum

- (4) The amount of compensation payable to 10 an owner of an animal under this section may not exceed any maximum amount established under the regulations.
 - (4) L'indemnité payable au propriétaire de 10 Plafond l'animal en vertu du présent article ne peut dépasser le maximum réglementaire.

1995, c. 40, s. 60

- 100. Subsection 54(1) of the Act is amended by adding the following after 15 est remplacé par ce qui suit: paragraph (b):
 - (b.1) the animal or thing in respect of which compensation is claimed was in contact with or in close proximity to an animal or thing referred to in paragraph (a) or (b);

100. Le paragraphe 54(1) de la même loi

1995, ch. 40, art. 60 Rétention de l'indemnité

54. (1) L'indemnité peut être retenue, 15 même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou les choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une violation ou à une 20 infraction à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la res-20 ponsabilité ou la charge, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore ont été en contact avec de tels animaux ou choses — ou dans leur voisinage immédiat —,25 soit enfin sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies.

1997, c. 6. s. 71

101. Paragraphs 55(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of compensation under 25 sections 51 and 52; and

- (c) specifying the costs related to the controlling of diseases and the disposal of animals and things for which compensation 30 may be paid.
- 101. Les alinéas 55b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1997, ch. 6. art. 71

- b) fixer les plafonds de l'indemnité visée 30 aux articles 51 et 52 ou leur mode de calcul; c) prévoir, dans le cas d'animaux ou de choses, les frais de disposition - notam-
- ment par destruction et les coûts relatifs à la lutte contre des maladies pouvant faire 35 l'objet d'une indemnisation.

102. Subsection 58(2) of the Act is replaced by the following:

102. Le paragraphe 58(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Travel allowances and expenses

(2) The Assessor is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of the Assessor's duties 35 under this Act while absent from the Assessor's ordinary place of work.

Frais (2) Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses 40 fonctions en vertu de la présente loi hors de son lieu habituel de travail.

- **32.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* analysts, inspectors, veterinary inspectors and officers for the purposes of this Act.
- (2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the designation.

Clause 97: Sections 35 and 36 read as follows:

- 35. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an analyst, inspector or officer who is performing duties or functions under this Act or the regulations.
- (2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector or officer under section 38 and every person found in the place shall
 - (a) give the inspector or officer all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector or officer to perform duties and functions under this Act or the regulations; and
 - (b) furnish the inspector or officer with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector or officer may reasonably require.
- (3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector or officer may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.
- **36.** For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may exercise the power of arrest conferred on a peace officer under subsection 495(2) of the *Criminal Code* if the requirements of that subsection are complied with and, where the power is exercised, the inspector or officer is entitled to the benefit of subsection 495(3) of that Act.
- Clause 98: The heading before section 38 and sections 38 to 47 read as follows:

Inspection

- 38. (1) For the purpose of detecting diseases or toxic substances or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may
 - (a) subject to section 39, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector or officer believes on reasonable grounds there is any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;
 - (b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;
 - (c) require any person to present any animal or thing for inspection in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection;

- **32.** (1) Les inspecteurs vétérinaires ou non —, analystes ou agents d'exécution chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.
- (2) Chaque inspecteur vétérinaire ou non et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Article 97. — Texte des articles 35 et 36 :

- 35. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur, de l'analyste ou de l'agent d'exécution dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou les règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.
- (2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 38, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution toute l'assistance possible dans respecteur de le ses fonctions et de lui fournir les renseignements qui concernent l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.
- (3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.
- 36. Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs d'arrestation conférés à un agent de la paix par le paragraphe 495(2) du Code criminel, sous réserve que les conditions d'application de celui-ci soient réunies, auquel cas il peut se prévaloir du paragraphe 495(3) de cette loi.
- Article 98. Texte de l'intertitre précédant l'article 38 et des articles 38 à 47 :

Inspection

- **38.** (1) Afin de vérifier l'existence de maladie ou de produit toxique ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut :
 - a) sous réserve de l'article 39, procéder, à toute heure convenable,
 à la visite de tout lieu et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule où se trouvent, à son avis, des animaux ou des choses visés par cette loi ou ces règlements;
 - b) ouvrir tout contenant bagages, récipient, emballage, cage ou autre qui, à son avis, contient de telles choses;
 - c) exiger la présentation, pour examen, de tout animal ou de toute chose selon les modalités et aux conditions qu'il précise;
 - d) examiner tout animal ou toute chose visés par la présente loi ou les règlements et procéder sur ceux-ci à des prélèvements;

Staff

Recovery of

inspections.

costs for

103. Subsections 59(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The functions of any person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions in respect of the Tribu-

104. The heading before section 60 of the Act is replaced by the following:

COSTS

103. Les paragraphes 59(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les fonctions du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes de 5 la Commission.

Personnel

104. L'intertitre précédant l'article 60 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

FRAIS

105. (1) Subsection 60(1) of the Act is 10 replaced by the following:

60. (1) Her Maiesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or 25 ces animaux ou choses. authorized under this Act or the regulations; and

(b) the forfeiture, disposal or detention of an animal or thing under this Act or the 30 regulations.

(2) Subsection 60(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Persons liable

- (2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return or 40 disposal.
- 106. (1) Subsection 61(1) of the Act is replaced by the following:

105. (1) Le paragraphe 60(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

60. (1) Sa Maiesté ou toute personne avant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les frais liés person referred to in subsection (2) any costs 15 aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment 15 l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, — ainsi que les tests 20 ou analyses afférents — au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identifica-20 tion, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la confiscation, la rétention ou la disposition, notamment par destruction, au même titre, de

Créance de Sa Maiesté

- (2) Le paragraphe 60(2) de la version 25 anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- Persons liable (2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or the owner of the 35 occupier of the place or the owner of the 30 animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return 35 or disposal.
 - 106. (1) Le paragraphe 61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (d) examine any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;
- (e) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and
- (f) conduct any tests or analyses or take any measurements.
- (2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may
 - (a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;
 - (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and
 - (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.
- **39.** (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.
- (2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that
 - (a) the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place,
 - (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and
 - (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

- (3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.
- **40.** Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing
 - (a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the violation or offence was
 - (b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or of an offence under this Act.

- e) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout registre ou autre document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;
- f) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution doit être fondé sur des motifs raisonnables

- (2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :
- a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;
- c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.
- **39.** (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.
- (2) Sur demande ex parte, le juge de paix peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants:
 - a) les circonstances prévues à l'article 38 existent;
 - b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements:
 - c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.
- (3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.
- 40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'ils serviront à la prouver.

Créance de Sa Majesté

Costs related to control areas

- 61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.
- (2) Subsection 61(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Persons liable

- (2) The costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are 10 or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.
 - 107. Section 62 of the Act is repealed.

1993, c. 34, 108. Section 63 of the English version of the Act is replaced by the following:

Unpaid costs

- 63. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.
- 109. (1) Subsection 64(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):
 - (a.1) respecting the presentation of animals and things, including documents, at points 25 of entry:
- (2) Paragraphs 64(1)(u) and (v) of the French version of the Act are replaced by the following:
 - u) régir la construction, l'exploitation et 30 l'entretien des dépôts d'équarrissage et des usines d'équarrissage ou d'aliments pour animaux;
 - v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionne-35 ment, le stockage, la distribution, la vente - y compris les conditions de celleci et la publicité afférente - des produits de ces dépôts et usines:
- (3) Paragraphs 64(1)(z.2) to (z.4) of the 40 Act are repealed.

61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.

(2) Le paragraphe 61(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce 5 qui suit :

(2) The costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, responsible, caused or contributed to the 10 causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

Persons liable

- 15 107. L'article 62 de la même loi est abrogé. 15
 - 108. L'article 63 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34,

63. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may 20 be recovered as a debt due to Her Majesty.

Unpaid costs

- 109. (1) Le paragraphe 64(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :
 - a.1) régir la présentation d'animaux ou de choses, dont des documents, aux points 25 d'entrée:
- (2) Les alinéas 64(1)u) et v) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :
 - u) régir la construction, l'exploitation et 30 l'entretien des dépôts d'équarrissage et des usines d'équarrissage ou d'aliments pour animaux;
 - v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionne-35 ment, le stockage, la distribution, la vente — v compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces dépôts et usines:
- (3) Les alinéas 64(1)z.2) à z.4) de la même 40 1993, ch. 34, loi sont abrogés.

1993, c. 34, s. 76(2)

Search

- **41.** (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing
 - (a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed or
 - (b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

- (2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain, in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing
 - (a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or
 - (b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.
- (3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.
- (4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Disposition of Animals and Things Seized

- **42.** An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its scizure of the reason for the seizure.
- **43.** (1) An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act, or any person designated by the inspector or officer, may
 - (a) store it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage; or
 - (b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of the seizure to remove it to any other place and to store it.
- (2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed and stored.
- (3) An inspector or officer who seizes and detains an animal or a perishable thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.
- **44.** Except as authorized in writing by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere in any way with an animal or thing seized and detained under this Act.

Perquisitions

- 41. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande ex parte, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y perquisitionner et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à les saisir et les retenir.
- (2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et retenir tout animal ou toute chose non mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'il servira à la prouver.
- (3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.
- (4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Mesures consécutives à la saisie

- **42.** Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou l'agent d'exécution porte à la connaissance du propriétaire des biens animaux ou choses visés ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, les motifs de la saisie.
- 43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ou la personne qu'il désigne peut soit entreposer les biens saisis sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu ou ordonner à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.
- (2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.
- (3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui les a saisis peut prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard des biens retenus qui sont périssables; le produit de l'aliénation est versé au receveur général.
- 44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des biens saisis et retenus.

110. The Act is amended by adding the following after section 64:

Incorporation by reference of externally produced material

- **64.1** (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency, including
 - (a) an organization established for the purpose of writing standards;
 - (b) an industrial or trade organization; and
 - (c) a government, government agency or international body. 10

Reproduced or translated material

- (2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency reproduces or translates from material produced by the other person or body
 - (a) with any adaptations of form and 15 reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or
 - (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of 20 the regulation.

produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency produces jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.

Internally produced

- (4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency produces, such as
 - (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a 30 technical nature; and
 - (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.

(5) A regulation may incorporate by refer-35 ence material as amended from time to time.

110. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 64, de ce qui suit :

64.1 (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence. 5 notamment par:

Documents externes

- a) un organisme de normalisation;
- b) une organisation commerciale ou industrielle:
- c) un gouvernement, un organisme gouver-10 nemental ou une organisation internationale.
- (2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agen-15 ce, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :

Documents reproduits ou

- a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorpora-
- b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.
- (3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence et un autre gouvernement 25 ment ou organisme gouvernemental en vue d'assu-25 rer l'harmonisation avec d'autres règles de droit

produits conjointe

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou expli-30 dans des catif produit par l'Agence, notamment :

Normes techniques documents internes

- a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;
- b) des méthodes d'essai, des procédures ou 35 des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.
- (5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.

Portée de l'incorpora

Incorporation as amended from time to time

- **45**. (1) An animal or thing seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after
 - (a) a determination by an inspector or officer that the animal or thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or
 - (h) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

- (2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act, the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply
 - (a) in the case of a violation, to the Tribunal, or
 - (b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

- (3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not, or is not suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.
- 46. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.
- (2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.
- **47.** (1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.
- (2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of an animal or thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its setzure.

- 45. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des biens saisis ou du produit de leur aliénation prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai plus long fixé par règlement.
- (2) La restitution des biens saisis peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été détruits ou confisqués ou s'il n'en a pas encore été disposé.
- (3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des biens et, d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance toxique ni soupçonnés de l'être.
- 46. (1) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, la Commission ou le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.
- (2) La confiscation des biens saisis et retenus peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé notamment par destruction conformément aux instructions du ministre.
- 47. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 45(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des biens saisis et retenus, il en est disposé—notamment par destruction—conformément aux instructions du ministre.
- (2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins ou le produit de leur aliénation lui est remis.

Incorporated material is not a regulation

(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the Statutory Instruments Act.

Nature du document incorporé

Defence

- 64.2 No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged contravention.
 - (a) the material was reasonably accessible 10 to the person;
 - (b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regula-15
 - (c) the material had been published in the Canada Gazette.

111. The portion of section 66 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Failure to comply with notices or conditions

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37 or 48 or the regulations or who fails to comply with a condition of a permit or licence issued under the regulations is guilty 25 des règlements commet une infraction et of

1995, c. 40. s. 63

112. Sections 68 to 74 of the Act are replaced by the following:

68. A contravention of this Act or the

more than one day is deemed to constitute a

Continuing

Offences by

officers, etc.

corporate

separate offence for each day on which the contravention is committed or continued. 69. If a corporation commits an offence mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is

under this Act, any officer, director, agent or 35 morale d'une infraction à la présente loi, ceux liable on conviction to the punishment pro-40 rent, sur déclaration de culpabilité, la peine vided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la Loi sur les textes réglementaires, valeur de règlement.

64.2 Aucune sanction ne peut découler du 5 Moyen de 5 non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables 10 avaient été prises pour que les intéressés puissent v avoir accès ou celui-ci était publié dans la Gazette du Canada.

111. Le passage de l'article 66 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce 15 20 qui suit:

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37 ou 48 ou des règlements, ou aux conditions d'une licence ou d'un permis délivrés en vertu 20 encourt, sur déclaration de culpabilité :

Autres contraventions

112. Les articles 68 à 74 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 40, art. 63

68. Il est compté une infraction distincte à 25 Infractions regulations that is committed or continued on 30 la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.

continues

69. En cas de perpétration par une personne 30 Dirigeants de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encou-35 prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

des personnes

- (3) Where the Tribunal decides that the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,
 - (a) the animal or thing may be detained until the penalty or fine is paid;
 - (b) the animal or thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or
 - (c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the penalty or fine.

Clause 99: Subsections 51(3) and (4) read as follows:

- (3) The value mentioned in paragraph (2)(a) shall not exceed any maximum amount established with respect to the animal by or under the regulations.
- (4) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the disposal of the animal as are permitted by the regulations.

Clause 100: New. The relevant portion of subsection 54(1) reads as follows:

54. (1) Compensation may be withheld in whole or in part where, in the opinion of the Minister,

Clause 101: The relevant portion of section 55 reads as follows:

55. The Minister may make regulations

- (b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of subsection 51(3) or section 52; and
- (c) permitting compensation for any costs related to the disposal of animals and things and for determining the amounts of the compensable costs, including prescribing maximum amounts.

Clause 102: Subsection 58(2) reads as follows:

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the *Judges Act*.

Clause 103: Subsections 59(2) and (3) read as follows:

- (2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 56 to 58, apply in respect of appeals brought under section 56.
- (3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the Pesticide Residue Compensation Act.

- (3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :
 - a) la rétention des biens peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;
 - b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée;
 - c) le produit de l'aliénation prévue à l'aliénab) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

Article 99. — Texte des paragraphes 51(3) et (4):

- (3) La valeur marchande ne peut dépasser le maximum réglementaire correspondant à l'animal en cause.
- (4) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction.

Article 100. — Texte du paragraphe 54(1):

54. (1) L'indemnité peut être retenue, même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou les choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une violation ou à une infraction à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies.

Article 101. — Texte des passages introductif et visés de l'article 55:

55. Le ministre peut, par règlement :

- b) fixer les plafonds des valeurs marchandes des animaux ou des choses ou leur mode de calcul;
- c) autoriser l'indemnisation pour frais de disposition notamment par destruction d'animaux ou de choses et fixer soit le montant de celle-ci ainsi que le plafond, soit le mode de leur détermination.

Article 102. — Texte du paragraphe 58(2):

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacations des juges de la Cour fédérale.

Article 103. — Texte des paragraphes 59(2) et (3):

- (2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56. dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.
- (3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides.

Offences by employees, agents or mandataries

70. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

70. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou 5 son mandataire, que celui-ci ait été ou non 5 identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.

71. La poursuite d'une infraction à la

présente loi peut être intentée, et l'affaire 10

entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément

constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été

72. Le tribunal saisi d'une poursuite pour 15

appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Employés ou mandataires

Place of trial

- 71. A prosecution for an offence under this 10 Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the
 - (b) the accused was apprehended; or

subject-matter of the prosecution arose;

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

Additional

72. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that 20 monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to 25 the court's finding of the amount of those monetary benefits.

infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende 20 maximale qui peut être infligée en vertu de la présente loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.

Amende

Ressort

Revoking licences, etc

- 73. If a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any activity under a licence, permit or other 30 dans l'exercice d'activités régies par une document issued under this Act, the convicting court may, by order, in addition to any punishment imposed,
 - (a) revoke the licence, permit or other document or suspend it for any period that 35 the court considers appropriate; and
 - (b) prohibit the person to whom the licence, permit or other document was issued from applying for any licence, permit or other document under this Act during any period 40 that the court considers appropriate.

74. If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circum-45 stances surrounding its commission, make an

73. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise 25 licence, un permis ou un autre document délivré sous le régime de la présente loi, le tribunal peut par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée: 30

Révocation suspension des permis, licences

- a) révoquer la licence, le permis ou tout autre document ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;
- b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence, de permis ou 35 d'autre document sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.
- 74. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des 40 circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes:

Ordonnance du tribunal

Orders of

Clause 104: The heading before section 60 reads as follows:

FEES, CHARGES AND COSTS

- **60.** (1) Her Majesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,
 - (a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations; and
 - (b) the forfeiture, disposal, seizure or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.
- (2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return or disposal or, in the case of an animal or thing seized under this Act, immediately before its seizure.

Clause 106: (1) and (2) Section 61 reads as follows:

- **61.** (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.
- (2) The fees, charges and costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

Clause 107: Section 62 reads as follows:

62. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a licence, permit, approval, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

Clause 108: Section 63 reads as follows:

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Clause 109: (1) to (3) Paragraph 64(1)(a.1) is new. The relevant portion of subsection 64(1) reads as follows:

Article 104. — Texte de l'intertitre précédant l'article 60:

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

- 60. (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais exposés par elle et liés aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, ainsi que les tests ou analyses afférents au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identification, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la saisie, la confiscation, la rétention ou la destruction, au même titre, de ces animaux ou choses.
- (2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu, ou le propriétaire des animaux ou des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Article 106, (1) et (2). — Texte de l'article 61:

- **61.** (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.
- (2) Sont alors débiteurs de ces frais soit les personnes qui sont à l'origine de la présence ou de la propagation de la maladie ou du produit toxique en cause ou qui y ont contribué, par leur faute ou leur négligence, soit celles qui sont légalement responsables de telles personnes.

Article 107. — Texte de l'article 62 :

62. Sa Majesté peut recouvrer des intéressés les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Article 108. — Texte de l'article 63:

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

Article 109, (1) à (3). — L'alinéa 64(1)a.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visés du paragraphe du paragraphe 64(1):

order having any or all of the following effects:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the 5 continuation or repetition of the offence;
- (b) directing the person to compensate the Minister or the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister 10 or the Agency as a result of the commission of the offence:
- (c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order:
- (d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other 20 offences:
- (e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction 25 or requirement mentioned in this section; and
- (f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the 30 conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.
- 74.1 (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends 35 731(1)a) du Code criminel, surseoit au prothe passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direc-40 enjoindre à cette personne de se conformer à tion or requirement mentioned in section 74.
- (2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within

- a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive:
- b) indemniser le ministre ou l'Agence, selon le cas, en tout ou en partie, des frais 5 exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;
- c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions qui figurent dans l'ordon-10 nance:
- d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions;
- e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature:
- f) fournir à l'Agence, sur demande présen-20 tée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

- 74.1 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 25 Sursis noncé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, 30 l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 74.
- (2) Sur demande du procureur général du Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne 35 l'ordonnance visée par une ordonnance rendue en vertu du three years after the day on which the order 45 paragraphe (1) ne se conforme pas aux

Inobservation

Imposition of

Suspended

- **64.** (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or climination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations
 - (u) regulating the construction, operation and maintenance of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;
 - (v) regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packaging, labelling, storing, distribution, sale, conditions of sale and advertising for sale of products of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;
 - (z.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;
 - (z.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which this Act or the regulations apply;
 - (2.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations; and

Clause 110: New.

Clause 111: The relevant portion of section 66 reads as follows:

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37, 43 or 48 or the regulations is guilty

Clause 112: Sections 74.1 to 74.7 are new. Sections 68 to 74 read as follows:

- **68.** (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.
- (2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.
- 69. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the Criminal Code,
 - (a) an inspector or officer may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's or officer's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

- **64.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :
 - u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des ateliers d'équarrissage et des usines de traitement ou d'aliments pour animaux;
 - v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces ateliers et usines;
 - z.2) régir la collecte de données statistiques et autres —, la publication d'études et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements;
 - z.3) exiger la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements;
 - z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ou leur mode de détermination;

Article 110. — Nouveau.

Article 111. — Texte du passage visé de l'article 66 :

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37, 43 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Article 112. — Les articles 74.1 à 74.7 sont nouveaux. Texte des articles 68 à 74 :

- **68.** (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.
- (2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.
- **69.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel*:
 - a) pour lesquelles l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Contravention of order

- 74.2 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 74 or 74.1 is
 - (a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punish- 10 encourt, sur déclaration de culpabilité : ment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or
 - (b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maxi- 15 mum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.

Limitation period

74.3 No proceedings by way of summary Act may be instituted more than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Publication of facts of

74.4 If a person is convicted of an offence may publish the facts of the offence and recover the costs of publication from the person.

Recovery of

74.5 If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as 30 de l'amende infligée pour infraction à la punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs. if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is 35 enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

Debt due to Her Majesty

74.6 (1) If the court makes an order under section 74 directing a person to pay an amount of money or the Minister or the Agency pays publication costs under section 74.4, the amount and any interest payable on it consti-45 au titre de l'article 74.4, ainsi que les intérêts

modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu 5 lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

74.2 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 74 ou 74.1 commet une infraction et Ordonnance: contravention

- a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale:
- b) par mise en accusation, la peine maxima-15 le qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.
- 74.3 Les procédures visant une infraction à conviction in respect of an offence under this 20 la présente loi punissable sur déclaration de 20 culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter du fait en cause.

Prescription

74.4 Lorsqu'une personne est déclarée under this Act, the Minister or the Agency 25 coupable d'une infraction à la présente loi, le 25 ministre ou l'Agence peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne.

Publication

- 74.5 Faute de paiement, dans le délai fixé, 30 Recouvreprésente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de 35 ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même40 40 tribunal en matière civile.
 - 74.6 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 74 et les frais de publication qu'expose le ministre ou l'Agence 45

Créances de Sa Maiesté

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address.

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

- 70. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.
- 71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.
- 72. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that
 - (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
 - (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.
- 73. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
 - (b) the accused was apprehended; or
 - (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCI

- **74.** (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.
- (2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an analyst, inspector or officer under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the analyst, inspector or officer as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

- 70. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.
- 71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.
- 72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.
- 73. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

PREUVE

- 74. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document censé signé par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.
- (2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

tute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent iurisdiction.

Canada Food Safety and Inspection

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within 5 the five-year period following the time when the debt became due.

afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compé-

(2) Le recouvrement des créances de Sa 5 Prescription Maiesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

EVIDENCE

Certificates and reports

74.7 (1) In proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the 10 déclaration, le certificat, le rapport ou tout Minister or President, or of an inspector, analyst or officer, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have 15 ticité de la signature qui y est apposée ni la signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and extracts

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record, book of account or 20 le président, l'inspecteur, l'analyste ou other document that is made by the Minister or President, or by an inspector, analyst or officer, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence 25 certificateur; sauf preuve contraire, elle a la without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the 30 ordinary way.

Presumed date of issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary. deemed to have been issued on the date that it 35 bears.

Notice

(4) No document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together 40 joignant une copie de ceux-ci. with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

PREUVE

74.7 (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction à la présente loi, la 10 rapport autre document paraissant signé par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authen-15 qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Copies ou

Déclaration.

certificat ou

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, 20 l'agent d'exécution et paraissant certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du 25 force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été 30 établis à la date qu'ils portent.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y35

Préavis

- (3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.
- (4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.
- (3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.
- (4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Disposition

transitoire:

Transitional rules

113. Until rules made under subsection 59(1) of the Health of Animals Act come into force, the rules respecting the conduct of appeals mentioned in section 56 of that Act peals are the rules made under section 18 of the Pesticide Residue Compensation Act respecting the procedure for bringing appeals to the Assessor under that Act and the those rules are not inconsistent with sections 56 to 58 of the Health of Animals Act.

Transitional pending appeals

114. An appeal brought under section 56 of the Health of Animals Act before the day into force shall be heard by the Assessor. within the meaning of subsection 2(1) of that Act on the day on which subsection 90(3) of this Act comes into force, unless the 2(1) of that Act, had, before that day, commenced to hear it, in which case it will continue to be heard by that Assessor.

113. Jusqu'à l'entrée en vigueur des règles édictées sous le régime du paragraphe 59(1) de la Loi sur la santé des animaux, les règles en matière de formation et de and the procedure for bringing those ap- 5 procédure d'appel édictées en vertu de 5 l'article 18 de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56 de la Loi sur la santé des conduct of those appeals, to the extent that 10 animaux, dans la mesure où elles sont 10 compatibles avec les articles 56 à 58 de cette

114. Les appels interjetés en vertu de l'article 56 de la Loi sur la santé des animaux on which subsection 90(3) of this Act comes 15 avant la date d'entrée en vigueur du para-15 graphe 90(3) de la présente loi sont poursuivis devant l'évaluateur, au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la santé des animaux à la date d'entrée en vigueur du paragraphe Assessor, within the meaning of subsection 20 90(3) de la présente loi, à moins que 20 l'évaluateur, au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la santé des animaux, avant cette date, n'ait commencé l'audition de l'affaire; dans ce cas, ce dernier doit poursuivre l'affaire. 25

Disposition transitoire: appel

PART 9

PLANT PROTECTION ACT

LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

PARTIE 9

1990 ch 22-1992, ch. 47; 1993, ch. 34: 1994, ch. 38; 1995, ch. 40; 1997, ch. 6

115. (1) The definitions "justice" and "peace officer" in section 3 of the Plant 25 paix » et « juge de paix », à l'article 3 de la Protection Act are repealed.

1995, c. 40, s. 75; 1997, c

1990, c. 22:

1992, c. 47;

1993, c. 34:

1994, c. 38;

1995, c. 40; 1997, c. 6

"Assessor" « évaluateur »

(2) The definitions "Assessor", "inspector" and "Tribunal" in section 3 of the Act are replaced by the following:

"Assessor" means the Chairperson of the Tri- 30 suit: bunal or, if the Chairperson is absent or unable to act or the Chairperson's position is vacant, the member of the Tribunal designated under subsection 33(2) of the Agriculture and Agri-Food Administrative Mone-35 « évaluateur » Le président de la Commission tary Penalties Act to act as Chairperson pending the appointment of a replacement:

115. (1) Les définitions de « agent de la Loi sur la protection des végétaux, sont abrogées.

(2) Les définitions de « Commission », 30 1995, ch. 40, « évaluateur » et « inspecteur », à l'article 3 de la même loi, sont remplacées par ce qui

art. 75; 1997, ch. 6, art. 81

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la Loi sur les 35 sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.

« évaluateur »

« Commission »

"Tribunal"

ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, ou de vacance de son poste, le40 membre auquel est confié l'intérim en vertu

"Assessor

Plant Protection Act

Clause 115: (1) The definitions "justice" and "peace officer" in section 3 read as follows:

- "justice" means a justice as defined in section 2 of the Criminal Code;
- "peace officer" means a peace officer as defined in section 2 of the *Criminal Code*;
- (2) The definitions "Assessor", "inspector" and "Tribunal" in section 3 read as follows:
- "Assessor" means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the Pesticide Residue Compensation Act;
- "inspector" means a person designated as an inspector pursuant to section 21;
- "Tribunal" means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the Canada Agricultural Products Act;

Loi sur la protection des végétaux

Article 115, (1). — Texte des définitions de « agent de la paix » et « juge de paix » à l'article 3 :

- « agent de la paix » S'entend au sens du Code criminel.
- « juge de paix » S'entend au sens du Code criminel.
- (2). Texte des définitions de « Commission », « évaluateur » et « inspecteur » à l'article 3 :
- « Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la Loi sur les produits agricoles au Canada.
- « évaluateur » L'évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides.
- « inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l'article 21.

"inspector" « inspecteur » "inspector" means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the Canadian Food Inspection Agency Act:

"Tribunal" « Commission » "Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act:

(3) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Agency" « Agence » "Agency" means the Canadian Food Inspec- 10 tion Agency established by section 3 of the Canadian Food Inspection Agency Act;

"customs officer « agent des douanes »

"customs officer" means a person employed in the administration or enforcement of the the Royal Canadian Mounted Police.

"point of entry « point d'entrée »

"President"

« président »

"point of entry" means a point of entry designated under section 18.2 of the Canadian Food Inspection Agency Act;

Agency;

116. The Act is amended by adding the following before section 7:

Order requiring importation and presentation at points of entry

6.1 (1) The Minister may, by order, require persons importing things that are specified in 25 the order to import them at any point of entry specified in the order, or at any point of entry, and to present them at the point of entry to an inspector or customs officer for inspection.

Prohibition

(2) No person shall import any thing in 30 contravention of an order made under subsection (1).

Publication or notice required for conviction

- (3) No person may be convicted of an offence for contravening subsection (2) unless, before the alleged contravention,
 - (a) the order was published in the Canada Gazette; or
 - (b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be 40 affected by it.

du paragraphe 33(2) de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la Loi sur 5 l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

« inspecteur »

(3) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 10 de ce qui suit :

« Agence » L'Agence canadienne d'inspection des aliments constituée par l'article 3 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

« Agence » "Agency"

Customs Act and includes any member of 15 « agent des douanes » Toute personne affectée 15 à l'exécution ou au contrôle d'application de la Loi sur les douanes. Sont inclus les membres de la Gendarmerie royale du Ca-

« agent des douanes » "customs officer'

"President" means the President of the 20 « point d'entrée » Point d'entrée désigné en 20 vertu de l'article 18.2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

d'entrée » "point of entry'

« président » Le président de l'Agence.

« président » "President"

116. La même loi est modifiée par adjonction, avant l'article 7, de ce qui suit : 25

6.1 (1) Le ministre peut, par arrêté, exiger que les importateurs de choses qui sont précisées dans l'arrêté les importent soit à un point d'entrée quelconque, soit au point d'entrée précisé dans l'arrêté et les y présen-30 tent à un agent des douanes ou à un inspecteur pour inspection.

Arrêté relatif àla présentation à des points d'entrée.

(2) Il est interdit d'importer les choses visées au paragraphe (1) en contravention de l'arrêté. 35

Prohibition

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction au paragraphe (2) si, à la date du fait 35 reproché, l'arrêté n'était pas publié dans la Gazette du Canada, sauf s'il est établi qu'à cette date l'arrêté avait été porté à sa connais-40 sance ou que des mesures raisonnables avaient été prises pour en informer les personnes susceptibles d'être touchées.

Exception

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 116: New.

Article 116. — Nouveau.

Order not a statutory instrument

- (4) An order made under subsection (1) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the Statutory Instruments Act, but it must be published in the Canada Gazette within 23 days after it is made.
- (4) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 3. 5 et 11 de la Loi sur les textes réglementaires et publiés dans la Gazette du Canada dans les 5 vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à la Loi sur les tortes réglementai-

117. Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:

117. Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Forfeiture if noncompliance

(3) If a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, despite Agency Act, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 51 de la Loi sur section 51 of the Canadian Food Inspection 10 l'Agence canadienne d'inspection des ali-10 ments, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

1997, c. 6, s. 82

1995, c. 40,

ss. 76 to 80

118. Section 21 of the Act is repealed.

118. L'article 21 de la même loi est 15 1997, ch. 6, abrogé.

119. Section 23 of the Act is repealed.

119. L'article 23 de la même loi est abrogé.

> 1995, ch. 40. art. 76 à 80

120. The heading before section 25 and sections 25 to 34 of the Act are repealed.

les articles 25 à 34 de la même loi sont 20 abrogés.

120. L'intertitre précédant l'article 25 et

121. Section 37 of the Act and the heading before it are repealed.

placed by the following:

122. Subsection 42(2) of the Act is re-20

121. L'article 37 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

est remplacé par ce qui suit :

122. Le paragraphe 42(2) de la même loi 25

Travel allowances and expenses

(2) The Assessor is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of the Assessor's duties under this Act while absent from the Asses- 25 son lieu habituel de travail. sor's ordinary place of work.

(2) Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions en vertu de la présente loi hors de Frais

123. Subsections 43(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

123. Les paragraphes 43(2) et (3) de la 30 même loi sont remplacés par ce qui suit :

Staff

(2) The functions of any person necessary to carry out the purposes of sections 40 to 42 30 l'application des articles 40 à 42 sont exercées shall be carried out by the persons who carry out similar functions in respect of the Tribunal.

(2) Les fonctions du personnel nécessaire à par les titulaires de fonctions équivalentes de la Commission. 35

Personnel

124. The heading before section 44 is replaced by the following:

124. L'intertitre précédant l'article 44 de 35 la même loi est remplacé par ce qui suit :

Clause 117: Subsection 8(3) reads as follows:

(3) Where a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 32, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

Clause 118: Section 21 reads as follows:

- **21.** (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate inspectors under section 13 of the Canadian Food Inspection Agency Act for the purposes of this Act.
- (2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

Clause 119: Section 23 reads as follows:

- 23. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an inspector who is performing duties or functions under this Act or the regulations.
- (2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 25 and every person found in the place shall
 - (a) give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to perform duties and functions under this Act or the regulations; and
 - (b) furnish the inspector with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector may reasonably require.
- (3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.
- Clause 120: The heading before section 25 and sections 25 to 34 read as follows:

Article 117. — Texte du paragraphe 8(3):

(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 32, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Article 118. — Texte de l'article 21:

- **21.** (1) Les inspecteurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.
- (2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Article 119. — Texte de l'article 23:

- 23. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou des règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.
- (2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 25, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.
- (3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur, sur demande de celui-ci, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements
- Article 120. Texte de l'intertitre précédant l'article 25 et des articles 25 à 34 :

COSTS

125. (1) Subsection 44(1) of the Act is replaced by the following:

Recovery of inspections, etc

- 44. (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty in relation to any- 5 thing required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing,
 - (a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quaran-10 tine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and
 - (b) the confiscation, forfeiture or disposal of a thing under this Act or the regulations. 15
- (2) Subsection 44(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Persons liable

- (2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or owner of the thing and 20 occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing confiscated, forfeited or disposed of 25 of a thing confiscated, forfeited or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its confiscation, forfeiture or disposal.
 - 126. Section 45 of the Act is repealed.

1993, c. 34, s. 102

127. Section 46 of the English version of the Act is replaced by the following:

Unpaid costs

- 46. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.
- 128. (1) Paragraph 47(e) of the Act is replaced by the following:
 - (e) respecting the presentation of things, including documents, for the purposes of this Act at points of entry;
- (2) Paragraph 47(m) of the Act is replaced by the following:
 - (m) respecting the disposition of things forfeited or confiscated under this Act:

FRAIS

125. (1) Le paragraphe 44(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux tests ou analyses 5 afférents — effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures - notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, confiscation automatique aux ter-10 mes de l'article 35, confiscation ou disposition, notamment par destruction, des choses — prises sous ce même régime.

Créance de

- (2) Le paragraphe 44(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce 15 qui suit:
- (2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or from the person having the possession, care or 20 control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case under this Act or the regulations, immediately 25 before its confiscation, forfeiture or disposal.
- 126. L'article 45 de la même loi est abrogé.

127. L'article 46 de la version anglaise de 30 la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, art. 102

Persons liable

46. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Unpaid costs

- 128. (1) L'alinéa 47e) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit : 35
 - e) régir la présentation, pour l'application de la présente loi, de choses, dont des documents, aux points d'entrée;
- (2) L'alinéa 47m) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :
 - m) régir la destruction ou toute autre forme de disposition des choses confisquées en application de la présente loi;

Inspection

- 25. (1) For the purpose of detecting pests or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may
 - (a) subject to section 26, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing in respect of which this Act or the regulations apply:
 - (b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector believes on reasonable grounds contains any thing in respect of which this Act or the regulations apply;
 - (c) examine any thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;
 - (d) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or other document that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and
 - (e) conduct any tests or analyses or take any measurements.
- (2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector may
 - (a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;
 - (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and
 - (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.
- **26.** (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.
- (2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that
 - (a) the conditions for entry described in section 25 exist in relation to a dwelling-place,
 - (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and
 - (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

- (3) The inspector who executes a warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.
- 27. Where an inspector believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector may seize and detain any thing

Inspection

- 25. (1) Afin de vérifier l'existence de parasites ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur peut :
 - a) sous réserve de l'article 26, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule où se trouvent, à son avis, des choses visées par la précente loi ou les règlements.
 - b) ouvrir tout contenant bagages, récipient, cage, emballage ou autre qui, à son avis, contient de telles choses;
 - c) examiner celles-ci et procéder sur elles à des prélèvements;
 - d) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;
 - e) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

- (2) L'inspecteur peut, lors de sa visite :
- a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;
- c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.
- **26.** (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.
- (2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :
 - a) les circonstances prévues à l'article 25 existent;
 - b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
 - c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.
- (3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.
- 27. L'inspecteur peut saisir et retenir toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.

10

1993, c. 34, s. 103

- (3) Section 47 of the Act is amended by adding the word "and" after paragraph (p) and by repealing paragraphs (r) and (s).
- 129. The Act is amended by adding the following after section 47:

Incorporation by reference of externally produced material

- **47.1** (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency, including
 - (a) an organization established for the purpose of writing standards:
 - (b) an industrial or trade organization; and
 - (c) a government, government agency or international body.

Reproduced or translated material

- (2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency reproduces or 15 règlement tout document qui résulte de la translates from material produced by the other person or body
 - (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or 20
 - (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation.

Jointly produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency produces 25 règlement tout document produit conjointejointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.

Internally produced standards

- (4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the 30 reglement tout document technique ou expli-Agency produces, such as
 - (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and
 - (b) test methods, procedures, operational 35 standards, safety standards and performance standards of a technical nature.

(3) Les alinéas 47r) et s) de la même loi sont abrogés.

1993, ch. 34, art 103

- 129. La même loi est modifiée par adjonc-5 tion, après l'article 47, de ce qui suit :
 - 47.1 (1) Peut être incorporé par renvoi dans 5 Documents un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence, notamment par:

externes

- a) un organisme de normalisation, y compris tout organisme agréé par le Conseil 10 canadien des normes:
- b) une organisation commerciale ou industrielle:
- c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationa-15
- (2) Peut être incorporé par renvoi dans un reproduction ou de la traduction, par l'Agence, d'un document produit par l'autre person-20 ne ou organisme et qui comporte, selon le cas :

Documents reproduits ou traduits

- a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;
- b) seulement les passages pertinents pour 25 l'application du règlement.
- (3) Peut être incorporé par renvoi dans un ment par l'Agence et un autre gouvernement ou organisme gouvernemental en vue d'assu-30 rer l'harmonisation avec d'autres règles de droit.

Documents produits conjointe-

- (4) Peut être incorporé par renvoi dans un catif produit par l'Agence, notamment :
 - a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;
 - b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou 40 de sécurité, qui sont de nature technique.

Normes techniques dans des 35 documents internes

- (a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the violation or offence was committed; or
- (b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

Search

- **28.** (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any thing
 - (a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed, or
 - (h) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation or an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter and search the place for the thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

- (2) The inspector who executes a warrant may exercise the powers described in section 25 and may seize and detain, in addition to any thing mentioned in the warrant, any other thing
 - (a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or
 - (b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.
- (3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.
- (4) An inspector may exercise any of the powers referred to in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Disposition of Seized Things

- 29. An inspector who seizes and detains a thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.
- $30.\ (1)$ An inspector who seizes and detains a thing under this Act, or any person designated by the inspector, may
 - (a) store, treat, quarantine or dispose of the thing at the place where it was seized or move it to any other place for storage, treatment, quarantine or disposition; or
 - (b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat, quarantine or dispose of it or move it to any other place and store, treat, quarantine or dispose of it.

Perquisitions

- 28. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande ex parte, signer un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner le lieu et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à saisir et retenir les choses en question.
- (2) L'inspecteur peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 25 et saisir et retenir toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.
- (3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.
- (4) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Mesures consécutives à la saisie

- 29. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur porte à la connaissance du propriétaire des choses visées ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins les motifs de la saisie
- 30. (1) L'inspecteur ou la personne qu'il désigne peut soit entreposer la chose saisie sur le lieu même de la saisie, soit la transférer dans un autre lieu et l'y entreposer, et, à l'un ou l'autre de ces lieux, la traiter, la mettre en quarantaine ou prendre à son égard toute mesure de disposition, notamment de destruction; il peut en outre ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

Incorporation as amended from time to

(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.

(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.

Portée de l'incorporation

Incorporated material is not a regulation

(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the Statutory Instruments Act.

(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, 5 pour l'application de la Loi sur les textes 5

Nature du document incorporé

Defence

47.2 No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged 10 contravention.

(a) the material was reasonably accessible to the person;

(b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to 15 persons likely to be affected by the regula-

(c) the material had been published in the Canada Gazette.

130. The portion of section 49 of the Act 20

réglementaires, valeur de règlement.

Moyen de défense

47.2 Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du 10 fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la Gazette du Canada. 15

Failure to comply with notices

1995, c. 40,

following:

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, or 36 or the regulations is 25 ou des règlements commet une infraction et

before paragraph (a) is replaced by the

130. Le passage de l'article 49 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a

Contraventions autres été signifié au titre des articles 6, 8, 24 ou 3620

guilty of

131. Sections 51 to 57 of the Act are

131. Les articles 51 à 57 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

encourt, sur déclaration de culpabilité :

1995, ch. 40, art. 85

Continuing offences

s. 85

51. A contravention of this Act or the regulations that is committed or continued on 30 la présente loi ou à ses règlements pour chacun more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

replaced by the following:

51. Il est compté une infraction distincte à 25 Infractions des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.

continues

Offences by corporate officers, etc.

52. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or 35 morale d'une infraction à la présente loi, ceux mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment pro-40 rent, sur déclaration de culpabilité, la peine vided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

52. En cas de perpétration par une personne 30 Dirigeants de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encou-35 prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

des personnes

- (2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the thing is to be moved, stored, treated, quarantined or disposed of.
- (3) An inspector who seizes and detains a thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.
- 31. Except as authorized in writing by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with a thing that is seized and detained under this Act.
- **32.** (1) A thing that is seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after
 - (a) a determination by an inspector that the thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or
 - (h) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

- (2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the thing and it has not been disposed of, confiscated or forfeited under this Act or the regulations, the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply
 - (a) in the case of a violation, to the Tribunal, or
 - (b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

- (3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing and that it is not a pest, is not infested with a pest and does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.
- 33. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.
- (2) Where the owner of a thing that is seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

- (2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.
- (3) Le cas échéant, le produit de l'aliénation des choses saisies, effectuée par l'inspecteur ou par la personne qu'il désigne, est versé au receveur général.
- 31. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des choses saisses et retenues.
- 32. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des choses saisies ou du produit de leur aliénation prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.
- (2) La restitution des choses saisies peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou s'il n'en a pas encore été disposé.
- (3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des choses dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses et, d'autre part, celles-ci ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées et ne constituent pas un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.
- 33. (1) La Commission, sur détermination de responsabilité pour violation, ou le tribunal, sur déclaration de culpabilité pour infraction, peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des choses ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.
- (2) La confiscation des choses saisies et retenues peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Offences by employees. agents or mandataries

53. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an emplovee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

53. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou 5 son mandataire, que celui-ci ait été ou non 5 identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.

Employés ou mandataires

Place of trial

- **54.** A prosecution for an offence under this 10 Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
 - (b) the accused was apprehended; or
 - (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

Additional fine

55. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that 20 monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to 25 the court's finding of the amount of those monetary benefits.

Revoking permits, etc.

- **56.** If a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any activity under a permit, certificate or 30 other document issued under this Act, the convicting court may, by order, in addition to any punishment imposed.
 - (a) revoke the permit, certificate or other document or suspend it for any period that 35 the court considers appropriate; and
 - (b) prohibit the person to whom the permit, certificate or other document was issued from applying for any permit, certificate or other document under this Act during any 40 period that the court considers appropriate.

Orders of

57. If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circum-45 stances surrounding its commission, make an

54. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire 10 entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

55. Le tribunal saisi d'une poursuite pour 15 Amende infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende 20 maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.

supplémen-

56. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise 25 dans l'exercice d'activités régies par un certificat, un permis ou autre document délivrés sous le régime de la présente loi, le tribunal peut par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée: 30

Révocation suspension des certificats. permis

- a) révoquer le certificat, permis ou autre document ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;
- b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de certificat, permis ou 35 autre document sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.
- 57. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des 40 circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes:

Ordonnance du tribunal

- **34.** (1) Where proceedings mentioned in subsection 32(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of the thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct
- (2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of a thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.
- (3) Where the Tribunal decides that the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,
 - (a) the thing may be detained until the penalty or fine is paid;
 - (b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or
 - (c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or subsection 30(3) may be applied in payment of the penalty or fine.

Clause 121: Section 37 and the heading before it read as follows:

SAMPLES

- **37.** (1) A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.
- (2) Her Majesty is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or disposition of a sample under this Act or the regulations.

Clause 122: Subsection 42(2) reads as follows:

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the Judges Act.

Clause 123: Subsections 43(2) and (3) read as follows:

- (2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 40 to 42, apply in respect of appeals brought under section 40.
- (3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 40 to 42 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the Pesticide Residue Compensation Act.

Clause 124: The heading before section 44 reads as follows:

FEES, CHARGES AND COSTS

Clause 125: (1) and (2) Section 44 reads as follows:

- **34.** (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 32(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des choses saisies et retenues, il en est disposé—notamment par destruction—conformément aux instructions du ministre.
- (2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les choses sont restituées à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, ou le produit de leur aliénation lui est remis.
- (3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :
 - a) la rétention des choses peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;
 - b) les choses peuvent être aliénées par adjudication forcée;
 - c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou au paragraphe 30(3) peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

Article 121. — Texte de l'article 37 et de l'intertitre le précédant :

PRÉLÈVEMENTS

- 37. (1) Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.
- (2) Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés à ces prélèvements.

Article 122. — Texte du paragraphe 42(2):

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacations des juges de la Cour fédérale.

Article 123. — Texte des paragraphes 43(2) et (3):

- (2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 40 de la présente loi, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 40 à 42 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.
- (3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 40 à 42 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides.

Article 124. — Texte de l'intertitre précédant l'article 44:

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

Article 125, (1) et (2). — Texte de l'article 44 :

order having any or all of the following effects:

- (a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the 5 continuation or repetition of the offence;
- (b) directing the person to compensate the Minister or the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister 10 or the Agency as a result of the commission of the offence:
- (c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order;
- (d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other 20 offences:
- (e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction 25 or requirement mentioned in this section; and
- (f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the 30 conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.
- 57.1 (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends 35 731(1)a) du Code criminel, surseoit au prothe passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the Criminal Code, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direc-40 tion or requirement mentioned in section 57.
- (2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order 45 paragraphe (1) ne se conforme pas aux

- a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive:
- b) indemniser le ministre ou l'Agence, selon le cas, en tout ou en partie, des frais 5 exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;
- c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions précisées dans l'ordonnan-10
- d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions:
- e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article. fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature:
- f) fournir à l'Agence, sur demande présen-20 tée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

- 57.1 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 25 Sursis noncé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, 30 enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 57.
- (2) Sur demande du procureur général du Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne 35 l'ordonnance visée par une ordonnance rendue en vertu du

Inobservation

Suspended

sentence

Imposition of sentence

- **44.** (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing.
 - (a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and
 - (b) the seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal of a thing under this Act or the regulations.
- (2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing seized, confiscated, forfeited, detained or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal.

Clause 126: Section 45 reads as follows:

45. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a permit, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

Clause 127: Section 46 reads as follows:

- **46.** Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.
- Clause 128: (1) to (3) The relevant portion of section 47 reads as follows:
- **47.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act, including regulations
 - (e) designating places of entry where things may be presented for inspection and admittance into Canada;
 - (m) respecting the detention or disposition of things seized, forfeited or confiscated under this Act;
 - (r) requiring documents to be furnished to or by inspectors; and
 - (s) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations.

- 44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses ainsi qu'aux tests ou analyses afférents effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, saisie, confiscation, rétention ou destruction des choses prises sous ce même régime.
- (2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu ou le propriétaire des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Article 126. — Texte de l'article 45:

45. Sa Majesté peut recouvrer des intéressés les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Article 127. — Texte de l'article 46:

46. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouvrés à titre de créance de Sa Majesté.

Article 128, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés de l'article 47 :

- 47. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi et, notamment :
 - e) désigner les lieux où les choses peuvent être présentées à l'inspection et introduites au Canada;
 - m) régir la rétention, la destruction ou toute autre forme de disposition des choses saisies ou confisquées en application de la présente loi;
 - r) prévoir la communication de documents aux inspecteurs ou par ceux-ci:
 - s) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou les modalités de leur calcul.calcul.

was made, of another offence under this Act. the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

Contravention of order

- 57.2 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 57 or 57.1 is
 - (a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punish- 10 ment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or
 - (b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maxi- 15 mum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.

Limitation period

57.3 No proceedings by way of summary Act may be instituted more than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Publication of offence

57.4 If a person is convicted of an offence under this Act, the Minister or the Agency 25 may publish the facts of the offence and recover the costs of publication from the person.

Recovery of fines

57.5 If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as 30 de l'amende infligée pour infraction à la punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs. if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is 35 enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

Debt due to Her Majesty

57.6 (1) If the court makes an order under section 57 directing a person to pay an amount of money or the Minister or the Agency pays publication costs under section 57.4, the amount and any interest payable on it consti-45 au titre de l'article 57.4, ainsi que les intérêts

modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu 5 lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

57.2 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 57 ou 57.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Ordonnance: contravention

- a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale:
- b) par mise en accusation, la peine maxima-15 le qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.
- 57.3 Les procédures visant une infraction à conviction in respect of an offence under this 20 la présente loi punissable sur déclaration de 20 culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter du fait en cause.

Prescription

57.4 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le 25 ministre ou l'Agence peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne.

Publication

57.5 Faute de paiement, dans le délai fixé, 30 Recouvreprésente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de 35 ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même 40 40 tribunal en matière civile.

57.6 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 57 et les frais de publication qu'expose le ministre ou l'Agence 45

Créances de Sa Majesté

Clause 129: New.

Clause 130: The relevant portion of section 49 reads as follows:

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, 30 or 36 or the regulations is guilty of

Clause 131: Sections 57.1 to 57.7 are new. Sections 51 to 57 read as follows:

- 51. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.
- (2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.
- 52. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the Criminal Code,
 - (a) an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or
 - (b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

- 53. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.
- **54.** Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Article 129. - Nouveau.

Article 130. — Texte du passage visé de l'article 49 :

49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 6, 8, 24, 30 ou 36 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Article 131. — Les articles 57.1 à 57.7 sont nouveaux. Texte des articles 51 à 57 :

- **51.** (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.
- (2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.
- **52.** Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel*:
 - a) pour lesquelles l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;
 - b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

- 53. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.
- 54. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

tute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent iurisdiction.

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this the five-year period following the time when the debt became due.

afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

(2) Le recouvrement des créances de Sa 5 Prescription section may be recovered at any time within 5 Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

EVIDENCE

Certificates and reports

57.7 (1) In proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the 10 déclaration, le certificat, le rapport ou tout Minister or President, or of an inspector, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence 15 ni la qualité officielle du signataire; sauf of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

Copies and extracts

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an other document that is made by the Minister or President, or by an inspector, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way. 30

Presumed date of issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary. deemed to have been issued on the date that it bears

Notice

(4) No document referred to in this section 35 shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, 40 report, copy or extract.

Transitional -

132. Until rules made under subsection 43(1) of the Plant Protection Act come into force, the rules respecting the conduct of appeals mentioned in section 40 of that Act 45 végétaux, les règles en matière de formation

PREUVE

57.7 (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction à la présente loi, la 10 rapport autre document paraissant signé par le ministre, le président ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée 15 preuve contraire, il fait foi de son contenu.

> Copies ou extraits

Déclaration.

certificat ou

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, extract from any record, book of account or 20 le président ou l'inspecteur et paraissant 20 certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraiadmissible in evidence without proof of the 25 re, elle a la force probante d'un original dont 25 l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

> (3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent. 30

Date

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci. 35

Préavis

132. Jusqu'à l'entrée en vigueur des règles édictées sous le régime du paragraphe 43(1) de la Loi sur la protection des Disposition transitoire:

- 55. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that
 - (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
 - (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.
- **56.** A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where
 - (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose:
 - (b) the accused was apprehended; or
 - (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

- 57. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an inspector, purporting to have been signed by the Minister or the inspector, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it
- (2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an inspector under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the inspector as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.
- (3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.
- (4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy, extract or other document.

- 55. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.
- 56. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

PREUVE

- 57. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, les documents déclarations, certificats, rapports ou autres censés signés par le ministre ou l'inspecteur sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ils font foi de leur contenu.
- (2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre ou l'inspecteur en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.
- (3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.
- (4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

and the procedure for bringing those appeals are the rules made under section 18 of the Pesticide Residue Compensation Act respecting the procedure for bringing appeals to the Assessor under that Act and the conduct of those appeals, to the extent that those rules are not inconsistent with sections 40 to 42 of the Plant Protection Act.

Transitional pending appeals

1990, c. 20;

1994, c. 38;

1995, c. 1;

"agreement

country

« pays signataire »

1997, c. 6

133. An appeal brought under section 40 which subsection 115(2) of this Act comes into force shall be heard by the Assessor. within the meaning of section 3 of that Act on the day on which subsection 115(2) of this within the meaning of section 3 of that Act, had, before that day, commenced to hear it, in which case it will continue to be heard by that Assessor.

et de procédure d'appel édictées en vertu de l'article 18 de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 40 de la Loi sur la protection des 5 végétaux, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 40 à 42 de cette loi.

133. Les appels interjetées en vertu de of the Plant Protection Act before the day on 10 l'article 40 de la Loi sur la protection des 10 appels végétaux avant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 115(2) de la présente loi sont poursuivis devant l'évaluateur, au sens de l'article 3 de la Loi sur la protection des Act comes into force, unless the Assessor, 15 végétaux à la date d'entrée en vigueur du 15 paragraphe 115(2) de la présente loi, à moins que l'évaluateur, au sens de l'article 3 de la Loi sur la protection des végétaux. avant cette date, n'ait commencé l'audition de l'affaire: dans ce cas, ce dernier doit 20 poursuivre l'affaire.

Disposition transitoire :

PART 10

PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT

134. (1) The definition "protective direc- 20 tion" in subsection 2(1) of the Plant Breeders' Rights Act is repealed.

(2) The definitions "agreement country", "breeder", "country of the Union", "infringement" and "plant breeder's rights" 25 in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

"agreement country" means any country, or any of the following entities, that is designated by the Commissioner as an agree-30 ment country with a view to the fulfilment of a bilateral agreement concerning the rights of plant breeders made between Canada and that country or entity, namely,

- (a) any colony, protectorate or territory 35 subject to the authority of another country or under its suzerainty, or
- (b) any territory over which another country exercises a mandate or trustee-40 ship:

PARTIE 10

LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1990, ch. 20; 1994, ch. 38: 1995, ch. 1; 1997, ch. 6

- 134. (1) La définition de « certificat temporaire », au paragraphe 2(1) de la Loi sur la protection des obtentions végétales, est abrogée.
- (2) Les définitions de « certificat d'obtention », « État de l'Union », « obtenteur », « pays signataire » et « violation », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit : 30
- « certificat d'obtention » Le certificat conférant à son titulaire les droits énumérés à l'article 5 ou aux articles 5.1 à 5.3, selon le cas.

« certificat d'obtention » breeder's rights'

« État de l'Union » S'entend :

a) sous réserve de sa désignation à ce titre 35 par le directeur en vue de l'exécution de la convention créant l'Union pour la protection des obtentions végétales à laquelle le Canada a adhéré, de l'une ou l'autre des entités suivantes : 40

« État de l'Union » "country of the Union'

Plant Breeders' Rights Act

Clause 134: (1) The definition "protective direction" in subsection 2(1) reads as follows:

"protective direction" means a protective direction under section 19;

(2) The definitions "agreement country", "breeder", "country of the Union", "infringement" and "plant breeders' rights" in subsection 2(1) read as follows:

"agreement country" means

- (a) any country,
- (b) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or
- (c) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship,

that is prescribed as an agreement country with a view to the fulfilment of a bilateral agreement concerning the rights of plant breeders made between Canada and that country;

"breeder", in respect of a plant variety, means

- (a) where any person acting within the scope of the person's duties as an officer, servant or employee of another person originates or discovers the plant variety, that other person, and
- (b) where any person not acting as described in paragraph (a) originates or discovers the plant variety, that person;

"country of the Union" means

- (a) any country,
- (b) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or

Loi sur la protection des obtentions végétales

Article 134, (1). — Texte de la définition de « certificat temporaire » au paragraphe 2(1):

- « certificat temporaire » Le certificat temporaire visé à l'article 19.
- (2). Texte des définitions de « certificat d'obtention », « État de l'Union », « obtenteur », « pays signataire » et « violation » au paragraphe 2(1):
- « certificat d'obtention » Le certificat conférant à son titulaire les droits énumérés au paragraphe 5(1).
- « État de l'Union » Sous réserve de sa désignation à ce titre par règlement en vue de l'exécution de la convention créant l'Union pour la protection des obtentions végétales à laquelle le Canada a adhéré, s'entend de tout pays, d'une colonie, d'un protectorat ou d'un territoire placé sous l'autorité ou la souveraineté d'un autre pays, ou d'un territoire placé sous mandat ou tutelle d'un autre pays.
- « obtenteur » Toute personne qui, agissant pour son propre compte, ou dont un agent ou autre préposé dans l'exercice de ses fonctions, crée ou découvre une variété végétale.
- « pays signataire » Sous réserve de sa désignation à ce titre par règlement en vue de l'exécution d'un accord bilatéral sur la protection des obtentions végétales conclu entre lui et le Canada, s'entend de tout pays ou des autres entités visées à la définition de « État de l'Union ».
- « violation » Le fait d'exercer, sans y être autorisé sous le régime de la présente loi, l'un des droits exclusifs conférés par le paragraphe 5(1) au titulaire d'un certificat d'obtention.

"breeder" « obtenteur »

"country of

the Union' « État de

l'Union »

- "breeder", in respect of a plant variety, means
 - (a) if a person acting within the scope of the person's duties as an officer, servant or employee of another person originates, or discovers and develops, the 5 plant variety, that other person, and
 - (b) a person not acting as described in paragraph (a) who originates, or discovers and develops, a plant variety;

"country of the Union" means

- (a) any of the following that is designated by the Commissioner as a country of the Union with a view to the fulfilment of a convention constituting a Union for protecting new varieties of plants that in-15 cludes Canada among its members, namely,
 - (i) any country,
 - (ii) any international intergovernmental organization, 20
 - (iii) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or
 - (iv) any territory over which another country exercises a mandate or trustee- 25 ship, or
- (b) a Member of the World Trade Organization, as defined in subsection 2(1) of the World Trade Organization Agreement Implementation Act;
- "infringement", in relation to plant breeder's rights, means the doing, without authority under this Act, of anything that the holder of those rights has the exclusive right to do under section 5, or under sections 5.1 to 5.3, 35 as the case may be:
- "plant breeder's rights" means the rights referred to in section 5, or in sections 5.1 to 5.3, as the case may be;

- (i) un pays,
- (ii) une organisation intergouvernementale internationale,
- (iii) une colonie, un protectorat ou un territoire placé sous l'autorité ou la 5 souveraineté d'un autre pays,
- (iv) un territoire placé sous mandat ou tutelle d'un autre pays;
- b) d'un membre de l'Organisation mondiale du commerce au sens du paragraphe 10 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.
- « obtenteur » Toute personne qui, agissant pour son propre compte, ou dont un agent 15 ou autre préposé dans l'exercice de ses fonctions, crée, ou découvre et met au point, une variété végétale.

« obtenteur » "breeder

« pays signataire » Sous réserve de sa désignation à ce titre par le directeur en vue de 20 l'exécution d'un accord bilatéral sur la protection des obtentions végétales conclu entre lui et le Canada, s'entend de tout pays ou des entités suivantes :

signataire » "agreement country'

- a) une colonie, un protectorat ou un 25 territoire placé sous l'autorité ou la souveraineté d'un autre pays;
- b) un territoire placé sous mandat ou tutelle d'un autre pays.
- 30 « violation » Le fait d'exercer, sans y être au-30 « violation » "infringetorisé sous le régime de la présente loi, l'un des droits exclusifs conférés par l'article 5 ou les articles 5.1 à 5.3, selon le cas, au titulaire d'un certificat d'obtention.

(3) Subsection 2(2) of the Act is replaced 40 by the following:

(3) Le paragraphe 2(2) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

"infringement « violation »

"plant breeder's rights" « certificat d'obtention » (c) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship,

that is prescribed as a country of the Union with a view to the fulfilment of a convention constituting a Union for protecting new varieties of plants that includes Canada among its members;

"infringement", in relation to plant breeder's rights, means the doing, without authority under this Act, of anything that the holder of those rights has the exclusive right to do as provided in subsection 5(1);

"plant breeder's rights" means the rights referred to in subsection 5(1);

- (3) Subsection 2(3) is new. Subsection 2(2) reads as follows:
- (2) Notwithstanding anything in this Act, a country of the Union or an agreement country may be prescribed for all or any of the provisions of this Act or the regulations in so far as those provisions have reference, express or implied, to such a country.
- (3). Texte du paragraphe 2(2):
- (2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la désignation réglementaire comme État de l'Union ou pays signataire peut se faire pour l'application de tout ou partie de cette loi ou de ses règlements, dans la mesure où le pays en cause y est expressément ou implicitement visé.

Application of Act to agreement countries

(2) Despite anything in this Act, an agreement country may be designated by the Commissioner for all or any of the provisions of this Act or the regulations in so far as those to the agreement country.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la désignation par le directeur comme pays signataire peut se faire pour l'application de tout ou partie de cette loi provisions have reference, express or implied, 5 ou de ses règlements, dans la mesure où le 5 pays en cause y est expressément ou implicitement visé.

Application partielle de la loi : pays signataire

Deemed citizenship. etc

Nature of

breeder's rights

(3) For the purpose of this Act, a person is deemed to be a citizen of or resident in, or in the case of a corporation to have a registered office in, a country of the Union that is an 10 international intergovernmental organization if the person is a citizen of, or resident in or has a registered office in, any member country of the organization.

(3) Pour l'application de la présente loi, une personne est réputée être un citoyen ou résident d'un État de l'Union qui est une 10 organisation intergouvernementale internationale, ou dans le cas d'une personne morale v avoir son établissement, si elle est un citoven ou résident d'un pays membre de cette organisation ou, dans le cas d'une personne 15 morale, a son établissement dans un tel pays.

Statut du demandeur

135. (1) The portion of subsection 5(1) of 15 the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

5. (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted before the day on which section 20 d'obtention a été délivré avant la date d'entrée 5.1 comes into force has the exclusive right

135. (1) Le passage du paragraphe 5(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

5. (1) Sous réserve des autres dispositions 20 Droits du de la présente loi, dans le cas où le certificat en vigueur de l'article 5.1, le titulaire a, à l'égard de la variété végétale qui en fait l'objet, ci-après appelée « variété protégée »,25 les droits exclusifs suivants:

titulaire

(2) Paragraph 5(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) de faire du matériel de multiplication de 25 la variété protégée l'emploi répété nécessaire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

(2) L'alinéa 5(1)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de faire du matériel de multiplication de la variété protégée l'emploi répété néces-30 saire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

136. The Act is amended by adding the following after section 5:

5.1 (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which this section comes into force has the exclusive right to

136. La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 5 de ce qui suit :

(a) sell, and produce in Canada for the purpose of selling, propagating material, as such, of the plant variety;

5.1 (1) Sous réserve des autres dispositions 35 Droits du de la présente loi, dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, le 35 titulaire a, à l'égard de la variété végétale qui en fait l'objet, ci-après appelée « variété 40 protégée », les droits exclusifs suivants :

a) produire au Canada, en vue de la vente, du matériel de multiplication de la variété protégée, en tant que tel, et le vendre;

b) faire du matériel de multiplication de la 45 variété protégée l'emploi répété nécessaire

(b) make repeated use of propagating material of the plant variety in order to 40 produce commercially another plant variety if the repetition is necessary for that purpose;

Nature of plant breeder's rights

Clause 135: (1) and (2) The relevant portion of subsection 5(1) reads as follows:

- **5.** (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety has the exclusive right
 - (b) to make repeated use of propagating material of the plant variety in order to produce commercially another plant variety if the repetition is necessary for that purpose;

Article 135, (1) et (2). — Textes des passages visés du paragraphe 5(1):

- **5.** (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le titulaire a le droit exclusif :
 - b) de faire du matériel de multiplication de la variété l'emploi répété nécessaire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

Clause 136: New.

Article 136. — Nouveau.

- (c) condition propagating material of the plant variety for the purpose of propagating the plant variety;
- (d) export or import propagating material of the plant variety;
- (e) stock propagating material of the plant variety for the purpose of doing any act described in paragraphs (a) to (d); and
- (f) authorize, conditionally or unconditionally, the doing of any act described in 10 paragraphs (a) to (e).

Royalty

(2) Without limiting the generality of paragraph (1)(f) and without prejudice to any rights or privileges of the Crown, where authority is conferred subject to conditions 15 under that paragraph, whether or not the holder of the plant breeder's rights is Her Majesty in right of Canada or a province, the conditions may include a requirement to pay 20 royalty to the holder.

Rights in relation to harvested materials

5.2 Subject to subsection 5.1(2) and the other provisions of this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which section 5.1 comes into force has the exclusive 25 right to do any of the acts described in any of paragraphs 5.1(1)(a) to (f) in respect of any harvested material, including entire plants or parts of plants, that is obtained through the unauthorized use of propagating material of 30 5.1(1)a) à f), sauf si, avant de revendiquer ses the plant variety, unless the holder had reasonable opportunity to exercise his or her rights under section 5.1 in relation to the propagating material and failed to do so before claiming rights under this section. 35

Rights in relation to other varieties

- **5.3** (1) Subject to subsection 5.1(2) and the other provisions of this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which section 5.1 comes into force has the exclusive 40 right to do any of the acts described in any of paragraphs 5.1(1)(a) to (f) in respect of
 - (a) any other plant variety that is essentially derived from the plant variety if the plant

- à la production commerciale d'une autre variété végétale;
- c) conditionner le matériel de multiplication de la variété protégée aux fins de sa reproduction;
- d) exporter ou importer le matériel de multiplication de la variété protégée;
- e) stocker le matériel de multiplication de la variété protégée en vue d'exercer les droits exclusifs énoncés aux alinéas a) à d); 10
- f) accorder, avec ou sans condition, l'autorisation d'exercer les droits exclusifs énoncés aux alinéas a) à e).

(2) Il demeure entendu que, sans préjudice des droits ou privilèges de la Couronne, toute 15 autorisation accordée au titre de l'alinéa (1)f) peut comporter l'obligation de payer des redevances au titulaire même si celui-ci est Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Redevances

5.2 Sous réserve du paragraphe 5.1(2) et des 20 Droits relatifs au produit de autres dispositions de la présente loi, dans le la récolte cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite, le titulaire a, à l'égard du produit de la récolte — plants entiers ou parties de 25 ceux-ci — obtenu par l'utilisation non autorisée de matériel de multiplication de la variété protégée, les droits exclusifs visés aux alinéas droits en vertu du présent article, il a eu 30

l'occasion d'exercer au préalable ses droits en vertu de l'article 5.1 à l'égard du matériel de multiplication et a omis de le faire. 5.3 (1) Sous réserve du paragraphe 5.1(2) et des autres dispositions de la présente loi, dans 35 dérivées le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou

aux alinéas 5.1(1)a) à f): a) les variétés végétales essentiellement dérivées de la variété protégée, pour autant

par la suite, le titulaire a, à l'égard des variétés

végétales suivantes, les droits exclusifs visés

Droits relatifs

40



- variety is not itself essentially derived from another plant variety:
- (b) any other plant variety that is not clearly distinguishable from the plant variety; and
- (c) any other plant variety whose produc- 5 tion requires the repeated use of the plant variety.

Meaning of "essentially derived'

- (2) For the purpose of paragraph (1)(a), a plant variety is essentially derived from another plant variety (in this subsection re-10 d'une autre variété végétale, appelée « variété ferred to as the "initial variety") if
 - (a) it is predominantly derived from the initial variety or from a plant variety that is itself predominantly derived from the initial variety and it retains the essential 15 characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety;
 - (b) it is clearly distinguishable from the initial variety; and 20
 - (c) it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety, except for the differences that result from its 25 derivation from the initial variety.

Acts not subject to

- 5.4 The rights referred to in sections 5.1 to 5.3 do not extend to
 - (a) acts done privately and for non-commercial purposes;
 - (b) acts done for experimental purposes;
 - (c) acts done for the purpose of breeding other plant varieties, other than varieties referred to in paragraph 5.3(1)(a) or (b), including acts described in paragraphs 35 5.1(1)(a) to (f) done in the course of breeding other plant varieties; and
 - (d) the use of harvested material of the plant variety grown by a farmer on the farmer's holdings for subsequent reproduction by the 40 farmer of the plant variety on those holdings.

- que celle-ci ne soit pas elle-même une telle variété:
- b) celles qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée;
- c) celles dont la production nécessite l'em- 5 ploi répété de la variété protégée.
- (2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), une variété végétale est essentiellement dérivée initiale » au présent paragraphe, si les condi-10 dérivée » tions suivantes sont réunies :

Définition de « variété végétale ment

- a) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété végétale qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les 15 expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype de la variété initiale ou de la combinaison de génotypes de cette variété:
- b) elle se distingue nettement de la variété 20 initiale:
- c) sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du géno-25 type ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.
- 5.4 Les droits visés aux articles 5.1 à 5.3 ne s'appliquent pas aux actes accomplis:

a) pour un usage privé et dans un but non 30

b) à des fins expérimentales;

commercial:

30

- c) aux fins de création de nouvelles variétés végétales, tels les actes visés aux alinéas 5.1(1)a) à f), à l'exclusion des variétés 35 visées aux alinéas 5.3(1)a) ou b);
- d) à l'égard du produit de la récolte obtenu sur sa propre exploitation par un agriculteur qui l'utilise sur cette exploitation uniquement aux fins de multiplication de la variété 40 végétale.



Acts not subject to rights

5.5 (1) The plant breeder's rights respecting a plant variety (in this section referred to as the "protected variety") granted on or after the day on which section 5.1 comes into force do not extend to acts in relation to material of the 5 protected variety or material of a variety referred to in paragraph 5.3(1)(a), (b) or (c) in relation to the protected variety, or to material derived from any of those materials, if the material is sold in Canada by the breeder or by 10 another person with the breeder's consent unless the acts involve further propagation of the plant variety or an export of material of any of those varieties that enables their propagation and the export is to a country that 15 does not protect varieties of the plant genus or species to which the exported variety belongs and the exported material is not for final consumption purposes.

Exclusions

Meaning of 'material'

- (2) For the purpose of subsection (1), 20 "material", in relation to a plant variety, means
 - (a) propagating material of any kind; and
 - (b) harvested material, including entire plants and parts of plants. 25

(2) Dans le paragraphe (1), « matériel » s'entend du matériel de multiplication d'une variété protégée ou du produit de la récolte, plants entiers ou parties de ceux-ci. 20

5.5 (1) Dans le cas où le certificat d'obten-

tion a été délivré à la date d'entrée en vigueur

de l'article 5.1 ou par la suite, le titulaire n'a

pas de droits exclusifs à l'égard du matériel

visées au paragraphe 5,3(1) ou encore du

matériel dérivé de ce matériel qu'il a vendu au

Canada ou qui y a été vendu avec son

consentement, sauf dans le cas où le matériel

variétés ou fait l'objet d'une exportation ailleurs que vers un pays qui ne protège pas les

variétés du genre végétal ou de l'espèce

végétale dont la variété végétale concernée fait partie et où il n'est pas destiné uniquement 15

à la consommation.

en question sert à la reproduction de ces 10

d'une variété protégée ou d'une des variétés 5

Définition de « matériel »

137. Subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

Term of plant breeder's rights

6. (1) The term of the grant of plant breeder's rights shall, subject to earlier tercase of those granted before the day on which section 5.1 comes into force, eighteen years and, in the case of those granted on or after the day on which that section comes into force, which the certificate of registration is issued.

137. Le paragraphe 6(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

6. (1) La période de validité d'un certificat d'obtention est de dix-huit ans dans le cas où mination under this Act, be a period of, in the 30 le certificat d'obtention a été délivré avant la 25 date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 et de vingt-cinq ans dans le cas où il a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite; il peut toutefois y être mis fin plus twenty-five years, commencing on the day on 35 tôt en conformité avec la présente loi. Elle se 30 calcule à compter du jour de la remise du certificat d'obtention.

Période de validité

138. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Entitlement to apply for plant breeder's rights

7. (1) Subject to section 8 and regulations 40 made under paragraph 75(1)(i,1), a breeder of a new variety or a legal representative of the breeder may make an application to the Commissioner for the grant of plant breeder's rights respecting that variety if 45

138. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 35

7. (1) Sont recevables, sous réserve de l'article 8 et des règlements pris en vertu de l'alinéa 75(1)j.1), les demandes de certificat d'obtention présentées par tout obtenteur, ou représentant légal de celui-ci, qui : 40

Recevabilité des demandes de certificat d'obtention

Clause 137: Subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) The term of the grant of plant breeder's rights shall, subject to earlier termination pursuant to this Act, be a period of eighteen years, commencing on the day the certificate of registration is issued under paragraph 27(3)(b).

Clause 138: (1) and (2) The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

- **7.** (1) Subject to section 8, a breeder of a new variety or a legal representative of the breeder may make an application to the Commissioner for the grant of plant breeder's rights respecting that variety if
 - (h) in any other case, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety in Canada before the effective date of the application; and
 - (c) subject to any prescribed exemptions, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety outside Canada before the commencement of such period prior to the date described in paragraph (a) as is prescribed for the purposes of this paragraph.

Article 137. — Texte du paragraphe 6(1):

6. (1) La période de validité d'un certificat d'obtention est de dix-huit ans; il peut toutefois y être mis fin plus tôt en conformité avec la présente loi. Elle se calcule à compter du jour de la remise du certificat d'obtention.

- Article 138, (1) et (2). Texte des passages visés du paragraphe 7(1):
- 7. (1) Sont recevables, sous réserve de l'article 8, les demandes de certificat d'obtention présentées par tout obtenteur, ou représentant légal de celui-ci, qui :
 - b) dans tout autre cas, n'a pas, avant la date effective de la demande, vendu l'obtention ou consenti à sa vente au Canada;
 - c) sous réserve de toute exemption réglementaire, n'a pas, avant le début de la période mentionnée à l'alinéa a) mais fixée par règlement pour l'application du présent alinéa, vendu l'obtention ou consenti à sa vente à l'étranger.

(2) Paragraphs 7(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) in any other case, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety in 5 Canada at any time before one year before the effective date of the application; and
- (c) subject to any prescribed exemptions, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the 10 sale of that variety outside Canada
 - (i) at any time before four years before the effective date of the application, if the variety is other than a woody plant, or
 - (ii) at any time before six years before the 15 effective date of the application, if the variety is a woody plant.

139. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Subject to subsections (2) and 11(1), 20 the effective date of an application is the date specified by the Commissioner as being the date on which the application was accepted for consideration under this Act and, in the case of two or more applications respecting a 25 lorsqu'une même obtention végétale, mise au new variety the breeders of which bred it independently of each other, priority shall be given to the application with the earliest effective date.

140. Subsection 11(3) of the Act is re-30 placed by the following:

(3) An application given priority under subsection (1) shall be supported by the required material furnished under this Act and the regulations before the expiration of the 35 fournir les documents et le matériel requis par prescribed period, not exceeding two years, after the last day of the twelve months within which the application is submitted in accordance with paragraph (1)(a).

141. The Act is amended by adding the 40 following after section 16:

16.1 (1) If, after the grant of the plant breeder's rights in respect of a variety, the Commissioner considers the plant variety's denomination unsuitable for any reasonable 45 cause or has reasonable grounds to believe that the prior rights of another person are

(2) Les alinéas 7(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- b) dans tout autre cas, n'a pas, plus d'un an avant la date effective de la demande. vendu l'obtention ou consenti à sa vente au 5 Canada:
- c) sous réserve de toute exemption réglementaire, n'a pas, dans le cas d'une plante ligneuse, plus de six ans — et dans les autres cas, plus de quatre ans — avant la 10 date effective de la demande, vendu l'obtention ou consenti à sa vente à l'extérieur du Canada.

139. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 11(1), la date effective des demandes est celle précisée par le directeur comme étant la date à laquelle la demande a été acceptée pour examen sous le régime de la présente loi; 20 point séparément par plusieurs obtenteurs, fait l'objet de plusieurs demandes, la priorité va à la demande acceptée pour examen la premiè-25

140. Le paragraphe 11(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le requérant prioritaire bénéficie d'un délai réglementaire d'au plus deux ans après l'expiration du délai visé à l'alinéa (1)a) pour 30 prioritaire la présente loi et ses règlements pour le dépôt de la demande.

Complément à la demande de rang

Date effective

et priorité des

demandes

141. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit : 35

16.1 (1) Si, après avoir accordé le certificat d'obtention, il a des motifs valables de croire que l'utilisation de la dénomination n'est pas acceptable ou des motifs raisonnables de croire qu'elle porte atteinte aux droits anté-40 rieurs d'une autre personne, le directeur peut

Changement de dénomina

Direction to change denomination

Priority and

dating of

application

Supporting

application

given priority

Clause 139: Subsection 10(1) reads as follows:

10. (1) Subject to subsections (2) and 11(1), the effective date of an application is the date on which the application is received by the Commissioner and, in the case of receipt by the Commissioner of two or more applications respecting a new variety the breeders of which bred it independently of each other, priority shall be given to the application first received by the Commissioner.

Clause 140: Subsection 11(3) reads as follows:

(3) An application given priority under subsection (1) shall be supported by the required material furnished pursuant to this Act and the regulations before the expiration of the prescribed period, not exceeding four years, after the last day of the twelve months within which the application is submitted in accordance with paragraph (1)(a).

Clause 141: New.

Article 139. — Texte du paragraphe 10(1):

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 11(1), la date effective des demandes est celle de leur réception par le directeur; lorsqu'une même obtention végétale, mise au point séparément par plusieurs obtenteurs, fait l'objet de plusieurs demandes, la priorité va à la première reçue par le directeur.

Article 140. — Texte du paragraphe 11(3):

(3) Le requérant prioritaire bénéficie d'un délai réglementaire d'au plus quatre ans après l'expiration du délai visé à l'alinéa (1)a) pour fournir les documents et le matériel requis par la présente loi et ses règlements pour le dépôt de la demande.

Article 141. — Nouveau.

prejudiced by its use, the Commissioner may direct the holder to change the denomination. subject to the Commissioner's approval of the new denomination

exiger du titulaire qu'il change sa dénomination et soumette la nouvelle dénomination à son agrément.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect 5 of plant breeder's rights granted before the day on which section 5.1 comes into force.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où le certificat d'obtention a été 5 délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1.

Exception

Protection

provisoire

142. The heading before section 19 and sections 19 to 21 of the Act are replaced by the following:

142. L'intertitre précédant l'article 19 et les articles 19 à 21 de la même loi sont 10 remplacés par ce qui suit : 10

PROTECTION PROVISOIRE

demandeur d'un certificat d'obtention a, à

l'égard de la variété végétale qui fait l'objet de

sa demande — et ce à partir de la date

directeur - les droits visés aux articles 5.1 à

5.3 comme si le certificat d'obtention lui était

s'être désisté conformément à l'article 26 ou

retire sa demande: toutefois, dans les cas où la

ne pas s'être éteints.

nécessitant son autorisation.

19. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le

PROVISIONAL PROTECTION

Provisional protection

19. (1) Subject to subsection (3), an applicant for the grant of plant breeder's rights in respect of a plant variety has, as of the effective date of the application set out in a notice sent by the Commissioner, the same 15 effective précisée dans un avis envoyé par le 15 rights under this Act in respect of the plant variety that the applicant would have under sections 5.1 to 5.3 if plant breeder's rights respecting the plant variety were granted to the applicant. 20

accordé.

Termination of rights

(2) The rights granted under this section cease if the application is withdrawn by the applicant or rejected or refused or deemed to have been abandoned under section 26, except that if the application is reinstated, the rights 25 demande est réactivée, ses droits sont réputés are deemed never to have been terminated.

Extinction (2) Ces droits s'éteignent si la demande est des droits rejetée ou encore si le demandeur est réputé 20

Enforcement of rights

(3) If the applicant is granted plant breeder's rights in respect of the plant variety, the applicant is entitled, in respect of the period between the date set out in the notice referred 30 to in subsection (1) and the date on which the plant breeder's rights are granted, to equitable remuneration from any person who has been notified in writing by the applicant of the acceptance of the application under this Act 35 tion pour examen de sa demande, a accompli, and who, in that period, carried out acts requiring the authorization of the applicant.

(3) Si le certificat d'obtention est accordé 25 Exécution des droits au demandeur, ce dernier a alors droit, relativement à la période qui commence à la date précisée dans l'avis visé au paragraphe (1) et qui se termine à la date de l'octroi du certificat d'obtention, à une rémunération équitable de 30 la part de toute personne qui, après avoir été avisée par écrit par le demandeur de l'acceptaà l'égard de la variété végétale visée, des actes

143. Subsection 27(2) of the Act is replaced by the following:

Refusal

(2) The Commissioner shall refuse an 40 application if the Commissioner is not satisfied, after consideration of the application and evaluation of results, as described in subsection (1).

143. Le paragraphe 27(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le directeur rejette la demande s'il n'en vient pas aux conclusions énoncées au paragraphe (1). 40

Rejet

35

Clause 142: The heading before section 19 and sections 19 to 21 read as follows:

PROTECTIVE DIRECTIONS

- 19. (1) An application for the grant of plant breeder's rights may include an application, accompanied by the fee prescribed in respect thereof, to the Commissioner for a protective direction respecting the plant variety in relation to which the application is made.
- (2) Every person applying for a protective direction in accordance with subsection (1) shall undertake not to sell during the subsistence thereof propagating material of the plant variety unless the sale is made in good faith for purposes of scientific research, is part of a transaction involving the sale of the plant breeder's rights or consists of the sale of propagating material for the purpose of accumulating stock for subsequent resale to that person.
- (3) Subject to subsection (4), where the undertaking required by subsection (2) is given, the Commissioner shall grant a protective direction to the person giving the undertaking and anything done while the protective direction is in force that, if the plant breeder's rights respecting the plant variety were granted, would constitute an infringement of those rights is actionable pursuant to this section as if it were such an infringement.
- (4) Where the Commissioner has reason to suspect that a person whose application for the grant of plant breeder's rights includes an application for a protective direction is not entitled in accordance with section 7 or 8 to make the application for that grant, the Commissioner shall refuse to grant the protective direction.
- (5) The Commissioner shall not refuse to grant a protective direction to a person without first giving the person notice of the objections to it and of the grounds for those objections as well as a reasonable opportunity to make representations with respect thereto.
- **20.** (1) The Commissioner may withdraw a protective direction if the person to whom it was granted so requests and, notwithstanding the absence of any such request, the Commissioner shall withdraw a protective direction if the Commissioner is satisfied that
 - (a) the person to whom it was granted has given an undertaking, whether or not for consideration, not to institute proceedings pursuant to section 19; or
 - (b) a breach of the undertaking given by the person pursuant to subsection 19(2) has occurred.
- (2) Section 36 applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of the withdrawal of a protective direction as that section applies in respect of the revocation of plant breeder's rights.

Article 142. — Texte de l'intertitre précédant l'article 19 et des articles 19 à 21 :

CERTIFICAT TEMPORAIRE

- 19. (1) Peut être annexée à la demande de certificat d'obtention une demande de certificat temporaire pour la variété en cause; y est joint le montant de la taxe réglementaire applicable.
- (2) Toute demande de certificat temporaire comporte l'engagement de ne pas vendre, pendant la période de validité du certificat, le matériel de multiplication de la variété végétale, sauf si la vente est faite soit de bonne foi aux fins de recherche scientifique, soit dans le but de constituer un stock pour revente ultérieure au demandeur en cause ou s'il s'agit d'une transaction touchant la vente des droits reconnus par le certificat d'obtention correspondant.
- (3) Le directeur délivre le certificat temporaire, une fois pris l'engagement visé au paragraphe (2). Pendant la période de validité du certificat, tout acte constituant une violation des droits protégés par celui-ci équivaut à une violation des droits qui auraient été protégés par le certificat d'obtention correspondant et est passible de poursuites en vertu du présent article.
- (4) Le directeur ne délivre cependant pas le certificat temporaire s'il a des motifs de croire que le demandeur n'est pas habilité à présenter une demande aux termes des articles 7 ou 8.
- (5) Le paragraphe 17(2) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la demande de certificat temporaire.
- 20. (1) Le directeur retire le certificat temporaire à la demande du bénéficiaire, ou s'il est convaincu que ce dernier s'est engagé, à titre gratuit ou onéreux, à ne pas intenter de poursuites fondées sur l'article 19 ou n'a pas respecté l'engagement pris en application du paragraphe 19(2).
- (2) L'article 36 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, au retrait d'un certificat temporaire.

144. Section 29 of the Act is repealed.

145. Subsection 32(1) of the Act is replaced by the following:

Grant of compulsory licences

32. (1) Subject to this section and the plication by any person, if the Commissioner considers that it is appropriate to do so, confer on the person in the form of a compulsory licence rights to do any thing that the holder paragraph 5(1)(d) or 5.1(1)(f), as the case may

146. Section 34 of the Act is replaced by the following:

Annulment of grant

34. (1) The Commissioner may, before the 15 end of the term fixed by subsection $\overline{6(1)}$ for a grant of plant breeder's rights made before the day on which section 5.1 comes into force, annul the grant if the Commissioner is satisgraph 4(2)(a) or the conditions specified in subsection 7(1) were not fulfilled.

Annulment of

(2) The Commissioner may, before the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of plant breeder's rights made on or after the 25 l'article 5.1 ou par la suite, le directeur peut day on which section 5.1 comes into force, annul the grant if the Commissioner is satisfied that the requirements specified in subsection 4(2) or the conditions specified in subsection 7(1) were not fulfilled or the holder was 30 que les critères énoncés au paragraphe 7(1) not entitled to the grant.

147. (1) Paragraph 35(1)(c) of the Act is replaced by the following:

- (c) their holder has failed to comply with a direction under section 16.1 to change the 35 denomination of the plant variety to which the rights relate;
- (2) Subsection 35(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following 40 de ce qui suit: after paragraph (e):
 - (f) the plant variety to which the rights relate is no longer stable in its essential characteristics in that after repeated reproduction or propagation or, if the holder has 45

144. L'article 29 de la même loi est abrogé.

145. Le paragraphe 32(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

32. (1) Sous réserve des autres dispositions 5 Licence regulations, the Commissioner shall, on ap- 5 du présent article et des règlements et s'il l'estime indiqué, le directeur délivre sur demande une licence - sous forme de licence obligatoire — pour l'exercice de tout ou partie des droits qui peut être autorisé par un 10 might authorize another person to do under 10 titulaire en application de l'alinéa 5(1)d) ou de l'alinéa 5.1(1)f).

obligatoire

146. L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34.(1) Dans le cas où le certificat d'obten-15 Pouvoir tion a été délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1, le directeur peut l'annuler avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est fied that the requirements specified in para-20 convaincu que la variété n'est pas conforme à 20 la condition énoncée à l'alinéa 4(2)a) ou que les critères énoncés au paragraphe 7(1) n'ont pas été respectés.

d'annulation

Pouvoir

d'annulation

(2) Dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de 25 l'annuler avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est convaincu que la variété n'est pas conforme aux conditions énoncées au paragraphe 4(2),30 n'ont pas été respectés ou que le titulaire n'avait pas droit au certificat.

147. (1) L'alinéa 35(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 35

- c) n'a pas changé la dénomination de la variété protégée comme le lui avait demandé le directeur en vertu de l'article 16.1;
- (2) Le paragraphe 35(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e),40
 - f) a des droits exclusifs à l'égard d'une variété végétale qui n'est plus stable dans ses caractères essentiels, c'est-à-dire qui ne reste pas conforme à sa description après 45 des reproductions ou des multiplications

21. As soon as an application for the grant of plant breeder's rights that includes an application for a protective direction is disposed of, whether by grant or refusal to grant those rights or otherwise, the protective direction lapses if it is in force at the time of that disposal.

Clause 143: Subsection 27(2) reads as follows:

- (2) Where the Commissioner
- (a) is not satisfied, after consideration of an application and evaluation of results, as described in subsection (1), or
- (b) has, pursuant to paragraph 20(1)(b), withdrawn a protective direction and finds no reason considered by the Commissioner to be sufficient for nevertheless granting the plant breeder's rights to the applicant to whom the protective direction was granted,

the Commissioner shall refuse the application.

Clause 144: Section 29 reads as follows:

29. The grant of the plant breeder's rights respecting a plant variety is subject to any conditions related to its category that are prescribed for the purpose of requiring the holder of those rights to authorize, pursuant to paragraph 5(1)(d), the doing of an act described in paragraphs 5(1)(a) to (c).

Clause 145: Subsection 32(1) reads as follows:

32. (1) Subject to this section and the regulations, the Commissioner shall, on application by any person, where the Commissioner considers that it is appropriate to do so, confer on the person in the form of a compulsory licence rights to do any thing that the holder might authorize another person to do pursuant to paragraph 5(1)(d).

Clause 146: Section 34 reads as follows:

34. The Commissioner may, prior to the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of plant breeder's rights, annul the grant if the Commissioner is satisfied that the requirements specified in paragraph 4(2)(a) or the conditions specified in subsection 7(1) were routified.

Clause 147: (1) and (2) Paragraphs 35(1)(f) and (g) are new. The relevant portion of subsection 35(1) reads as follows:

- **35.** (1) The Commissioner may, prior to the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of any plant breeder's rights, revoke the rights if the Commissioner is satisfied that
 - (c) the applicant for the grant of those rights committed a breach of an undertaking given by the applicant under subsection 19(2);

21. Le certificat temporaire expire au plus tard à la délivrance, ou au refus de délivrance, du certificat d'obtention correspondant.

Article 143. — Texte du paragraphe 27(2):

- (2) Le directeur rejette la demande si, selon le cas :
- a) il n'en vient pas aux conclusions énoncées au paragraphe (1);
- b) il a déjà retiré le certificat temporaire, pour non-respect de l'engagement pris en application du paragraphe 19(2), et ne voit aucune raison justifiant la délivrance du certificat d'obtention.

Article 144. — Texte de l'article 29 :

29. La délivrance du certificat d'obtention est assujettie aux conditions réglementaires, applicables à la catégorie en cause, qui obligent le titulaire à autoriser, en application de l'alinéa 5(1)d), tout acte mentionné aux alinéas 5(1)d) à c).

Article 145. — Texte du paragraphe 32(1):

32. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des règlements et s'il l'estime indiqué, le directeur délivre obligatoirement sur demande une licence pour l'exercice de tout ou partie des droits visés à l'alinéa 5(1)d).

Article 146. — Texte de l'article 34 :

34. Le directeur peut annuler la délivrance de tout certificat d'obtention avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est convaincu que la variété n'est pas conforme à l'exigence énoncée à l'alinéa 4(2)a) ou que les critères énoncés au paragraphe 7(1) n'ont pas été respectés.

Article 147, (1) et (2). — Les alinéas 35(1)f) et g) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 35(1):

- **35.** (1) Le directeur peut révoquer un certificat d'obtention avant son expiration normale s'il est convaincu que, selon le cas, son titulaire :
 - c) n'a pas respecté l'engagement qu'il a contracté aux termes du paragraphe 19(2) en tant que requérant;

defined a particular cycle of reproduction or multiplication, at the end of each cycle, it no longer remains true to its description; or

- (g) the plant variety to which the rights relate is no longer, having regard to the 5 particular features of its sexual reproduction or vegetative propagation, a sufficiently homogeneous variety.
- (3) Section 35 is amended by adding the following after subsection (2):

Exception

- (3) Paragraphs (1)(f) and (g) do not apply in respect of a plant variety in respect of which plant breeder's rights were granted before the day on which section 5.1 comes into force.
- 148. The portion of subsection 45(1) of 15 the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Holder may be required to take proceedings

- **45.** (1) A person authorized or licensed to exercise plant breeder's rights under any of sections 5 to 5.3 may, subject to any agree-20 ment between the holder of the rights and that person,
- 149. Paragraph 50(1)(b) of the Act is replaced by the following:
 - (b) determining whether or not annulment 25 of the grant of plant breeder's rights is required by section 13;
- 150. Subsection 51(1) of the Act is replaced by the following:

Transmission of documents to Federal Court **51.** (1) If an appeal or other proceeding has 30 been instituted in the Federal Court under any provision of this Act, the Commissioner shall, at the request of any party to the proceedings and on payment of the prescribed fee, transmit to the Court all records and documents on file 35 Bureau. in the Plant Breeders' Rights Office that relate to the matters in question in the proceedings.

1997, c. 6, s. 78 151. Subsection 56(4) of the Act is replaced by the following:

Duties and powers of

- (4) Subject to section 58,
- (a) the Commissioner may designate countries and entities for the purposes of the

successives ou, dans le cas où le titulaire a défini un cycle particulier de reproduction ou de multiplication, à la fin de chaque cycle:

- g) a des droits exclusifs sur une variété 5 végétale qui n'est plus suffisamment homogène, eu égard aux particularités que présente sa reproduction sexuée ou sa multiplication végétative.
- (3) L'article 35 de la même loi est modifié 10 10 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Les alinéas (1)f) et g) ne s'appliquent pas dans le cas d'une variété végétale pour laquelle un certificat d'obtention a été délivré 15 avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1.

Exception

- 148. Le passage du paragraphe 45(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :
- 45. (1) Toute personne autorisée à exercer les droits prévus <u>aux articles 5 à 5.3</u> ainsi que le détenteur d'une licence visant l'exercice de certains de ces droits peuvent, sous réserve d'un accord en ce sens avec le titulaire : 25

Recours

- 149. L'alinéa 50(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - b) la nécessité d'annuler, au titre de l'article 13, un certificat d'obtention;
- 150. Le paragraphe 51(1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :
- 51. (1) En cas de saisine de la Cour fédérale en application de la présente loi, le directeur lui transmet, sur demande d'une partie et sur acquittement des taxes réglementaires, les 35 dossiers et documents afférents déposés au 5 Bureau.

Transmission des documents à la Cour fédérale

151. Le paragraphe 56(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

ur40 Pouvo

40 (4) Sous réserve de l'article 58, le directeur 40 peut désigner les pays ou entités pour l'application des définitions de « État de l'Union » et de « pays signataire » au paragraphe 2(1); il

Pouvoirs et fonctions du directeur

1997, ch. 6,

art. 78

(3) New.

(3). - Nouveau.

Clause 148: The relevant portion of subsection 45(1) reads as follows:

45. (1) A person authorized pursuant to paragraph 5(1)(d) or licensed to exercise plant breeder's rights may, subject to any agreement between the holder of the rights and that person,

Clause 149: The relevant portion of subsection 50(1) reads as follows:

- **50.** (1) An appeal lies to the Federal Court from a decision on review under any regulations made pursuant to paragraph 75(1)(m) or from a decision of the Commissioner, other than a decision subject to review under any such regulations, where the decision on review is given in respect of, or the Commissioner's decision is, a decision
 - (b) determining whether or not
 - (i) annulment of the grant of plant breeder's rights is required by section 13.
 - (ii) the grant of a protective direction is to be refused, or
 - (iii) any condition described in paragraph 20(1)(a) or (b) is fulfilled;

Clause 150: Subsection 51(1) reads as follows:

51. (1) Subject to subsection 67(4), where any appeal or other proceedings have been instituted in the Federal Court under any provision of this Act, the Commissioner shall, at the request of any party to the proceedings and on payment of the prescribed fee, transmit to the Court all records and documents on file in the Plant Breeders' Rights Office that relate to the matters in question in the proceedings.

Clause 151: Subsection 56(4) reads as follows:

Article 148. — Texte du passage visé du paragraphe 45(1):

45. (1) Toute personne autorisée à exercer les droits prévus à l'alinéa 5(1)/d) ainsi que le détenteur d'une licence visant l'exercice de certains de ces droits peuvent, sous réserve d'un accord en ce sens avec le titulaire:

Article 149. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 50(1):

50. (1) Appel peut être interjeté auprès de la Cour fédérale de la décision rendue au titre de l'examen réglementaire prévu par l'alinéa 75(1)m) ainsi que des décisions du directeur non assujetties à un tel examen et portant sur :

b) une des questions suivantes :

- (i) la nécessité d'annuler, au titre de l'article 13, un certificat d'obtention,
- (ii) le refus d'octroyer un certificat temporaire,
- (iii) le retrait du certificat d'obtention au titre du paragraphe 20(1);

Article 150. — Texte du paragraphe 51(1):

51. (1) Sous réserve du paragraphe 67(4), en cas de saisine de la Cour fédérale en application de la présente loi, le directeur lui transmet, sur demande d'une partie et sur acquittement des taxes réglementaires, les dossiers et documents afférents déposés au Bureau.

Article 151. — Texte du paragraphe 56(4):

Inspection by

public, copies

and certificates definitions "agreement country" and "country of the Union" in subsection 2(1);

- (b) the Commissioner shall receive all applications, fees, papers, documents and materials submitted for plant breeders' rights:
- (c) the Commissioner may do all things necessary for the granting of plant breeders' rights and for the exercise of all other powers conferred, and the discharge of all 10 other duties imposed, on the Commissioner under this Act; and
- (d) the Commissioner has the charge and custody of the register, books, records, papers and other things belonging to the 15 Plant Breeders' Rights Office.

152. Paragraph 63(h) of the Act is replaced by the following:

(h) the prescribed particulars of each application for the grant of plant breeder's 20 rights and of any abandonment or withdrawal of the application; and

153. (1) Subsection 67(2) of the Act is replaced by the following:

- (2) The register, the index and any docu-25 ments referred to in subsection (1) that are prescribed for the purposes of this subsection or that may properly, in the opinion of the Commissioner, be open for inspection by the public, shall be open for inspection, on 30 au Bureau pendant les heures ouvrables. Le payment of the prescribed fees, during business hours at the Plant Breeders' Rights Office and the Commissioner shall, on request and on payment of the prescribed fee, provide any person with a copy of, or certificate with 35 regard to, an entry in the register or index or with a copy of any of those documents.
- (2) Subsection 67(4) of the Act is repealed.
- **154.** (1) Paragraphs 70(1)(c) and (d) of the 40 Act are repealed.
- (2) Paragraph 70(3)(b) of the Act is replaced by the following:
 - (b) a notice of every annulment under section 34 or revocation under section 35.

recoit les demandes de certificat d'obtention ainsi que les taxes, documents ou pièces v afférents et prend les mesures voulues pour la délivrance du certificat et l'exercice des 5 attributions que lui confèrent la présente loi et 5 ses règlements. Il a la garde du registre, des autres documents et du matériel appartenant au Bureau.

152. L'alinéa 63h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) les détails réglementaires devant figurer au registre relativement à chaque demande de certificat d'obtention, ainsi qu'à son abandon ou retrait éventuel:

153. (1) Le paragraphe 67(2) de la même 15 loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sur paiement des taxes réglementaires, le registre, le répertoire et les documents visés au paragraphe (1) qui sont réglementaires ou que le directeur estime pouvoir mettre à la 20 disposition du public peuvent être consultés directeur remet à tout intéressé, à sa demande et sur paiement des taxes réglementaires, des copies des documents ou des extraits du 25 registre ou du répertoire.

Consultation

- (2) Le paragraphe 67(4) de la même loi est abrogé.
- 154. (1) Les alinéas 70(1)c et d) de la même loi sont abrogés. 30
- (2) Le paragraphe 70(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
- (3) Le directeur fait en outre publier dans la 45 Gazette du Canada tous renseignements qu'il juge utile de porter à la connaissance du public 35 et les avis de toute annulation ou révocation effectuée en application des articles 34 ou 35.

Autre publication (4) Subject to section 58, the Commissioner shall receive all applications, fees, papers, documents and materials submitted for plant breeders' rights, shall do all things necessary for the granting of plant breeders' rights and for the exercise of all other powers conferred, and the discharge of all other duties imposed, on the Commissioner by or pursuant to this Act or the regulations and shall have the charge and custody of the register, books, records, papers and other things belonging to the Plant Breeders' Rights Office.

(4) Sous réserve de l'article 58, le directeur reçoit les demandes de certificat d'obtention ainsi que les taxes, documents ou pièces y afférents et prend les mesures voulues pour la délivrance du certificat et l'exercice des attributions que lui confèrent la présente loi et ses règlements. Il a la garde du registre, des autres documents et du matériel appartenant au Bureau.

Clause 152: The relevant portion of section 63 reads as follows:

- **63.** The Commissioner shall keep a register of plant breeders' rights and, subject to the payment of any fee or charge required by or under this Act to be paid in the case of any entry in the register, the Commissioner shall enter in it
 - (h) the prescribed particulars of each application for the grant of plant breeder's rights and of any abandonment or withdrawal of the application and, where a protective direction is granted, a statement to that effect; and

Clause 153: (1) Subsection 67(2) reads as follows:

- (2) Subject to subsection (4),
- (a) the register,
- (b) the index, and
- (c) any documents referred to in subsection (1) that are prescribed for the purposes of this subsection or that may properly, in the opinion of the Commissioner, be open for inspection by the public,

shall be open for inspection, on payment of the prescribed fees, during business hours at the Plant Breeders' Rights Office and the Commissioner shall, on request and on payment of the prescribed fee, furnish any person with a copy of, or certificate with regard to, an entry in the register or index or with a copy of any such document.

(2) Subsection 67(4) reads as follows:

- (4) An application for plant breeder's rights and any document or instrument that accompanies it shall not, except with the consent of the applicant or by order of a court for the purposes of proceedings before it, be published by the Commissioner or be open to public inspection at any time before particulars of the application are published in the Canada Gazette pursuant to section 70.
- Clause 154: (1) The relevant portion of subsection 70(1) read as follows:

Article 152. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe l'article 63 :

- **63.** Le directeur tient un registre des certificats d'obtention dans lequel il consigne, sous réserve du paiement des taxes et droits d'inscription prévus par la présente loi, les renseignements suivants :
 - h) les détails réglementaires devant figurer au registre relativement à chaque demande de certificat d'obtention, ainsi qu'à son abandon ou retrait éventuel, et, le cas échéant, la mention du fait qu'un certificat temporaire a été délivré;

Article 153, (1). — Texte du paragraphe 67(2):

- (2) Sous réserve du paragraphe (4) et sur paiement des taxes réglementaires, les documents suivants peuvent être consultés au Bureau pendant les heures ouvrables :
 - a) le registre;
 - b) le répertoire;
 - c) parmi les documents visés au paragraphe (1), ceux qui sont réglementaires et ceux que le directeur estime pouvoir mettre à la disposition du public.

Le directeur remet à tout intéressé, à sa demande et sur paiement des taxes réglementaires, des copies des documents ou des extraits du registre ou du répertoire.

(2). — Texte du paragraphe 67(4):

- (4) Le directeur ne peut publier les demandes de certificat d'obtention ou les documents et éléments afférents, ni en permettre la consultation publique, avant la publication prévue à l'article 70, sauf avec le consentement du requérant ou sur ordonnance rendue par un tribunal dans le cadre d'une affaire dont il est saisi.
- Article 154, (1). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 70(1):

155. (1) Paragraph 75(1)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

- (a) determining the charges that a person may be required to pay in respect of services 5 provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner:
- (2) Paragraphs 75(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:
 - (c) defining the meanings of the words and expressions "commercially acceptable", "description", "designation", "identifiable characteristics", "recently prescribed category", "representations", "reasonably 15 priced", "to condition propagating material", "widely distributed" and "woody plant' for the purposes of this Act;
 - (d) respecting the publication in the *Trade Marks Journal* of prescribed particulars 20 respecting proposals, approvals and changes of denominations under sections 14 and 16.1;
 - (d.1) requiring the advisory committee's advice as a prerequisite for the execution of 25 any functions by the Minister or the Commissioner:
- (3) Paragraph 75(1)(f) of the Act is replaced by the following:
 - (f) giving effect to the terms of an agree-30 ment with an agreement country, and, despite anything in this Act, qualifying or curtailing any rights, protection or other benefits under this Act to any extent conducive to reciprocity between Canada 35 and that agreement country;
- (4) Subsection 75(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):
 - (*j*.1) prescribing classes of sales that are deemed not to constitute a sale for the 40 purposes of subsection 7(1);
- 156. Section 76 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

155. (1) L'alinéa 75(1)a) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- (a) determining the charges that a person may be required to pay in respect of services 5 provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner:
- (2) Les alinéas 75(1)c) et d) de la même loi 10 sont remplacés par ce qui suit :
 - c) définir, pour l'application de la présente loi, les expressions « commercialement acceptable », « conditionnement aux fins de reproduction », « description », « désignation », « caractère identifiable », « ca-15 tégorie établie depuis peu par règlement », « distribution à grande échelle », « plante ligneuse », « prix raisonnable » et « observations »:
 - d) régir la publication, dans le *Journal des* 20 marques de commerce, de renseignements relatifs aux propositions, approbations ou changements de dénomination;
 - $\frac{d.1)}{\text{comit\'e}}$ exiger la recommandation préalable du $\frac{d.1)}{\text{comit\'e}}$ consultatif pour l'exercice de fonc-25 tions du ministre ou du directeur;

(3) L'alinéa 75(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- f) mettre à exécution une convention ou un accord conclu avec un pays signataire et,30 par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, apporter aux droits ou avantages prévus par la présente loi toute modification, même restrictive, de nature à favoriser la réciprocité entre ce pays et le Canada; 35
- (4) Le paragraphe 75(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa *j*), de ce qui suit :
 - *j*.1) préciser les catégories de vente qui sont réputées ne pas être des ventes pour l'appli-40 cation du paragraphe 7(1);
- 156. L'article 76 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

- **70.** (1) The Commissioner shall cause to be published in the *Canada Gazette* such particulars of the following as are prescribed:
 - (c) every application for a protective direction;
 - (d) every grant or withdrawal of a protective direction;
- (2) The relevant portion of subsection 70(3) reads as follows:
- (3) In addition to the matters referred to in subsection (1), the Commissioner shall cause to be published in the Canada Gazette
 - (h) a notice of every refusal to grant a protective direction and of every annulment under section 34 or revocation under section 35.

Clause 155: (1) to (4) Paragraphs 75(1)(d.1) and (j.1) are new. The relevant portion of subsection 75(1) reads as follows:

- **75.** (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations
 - (a) determining the nature of any charges that a person may be required to pay in respect of any services provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner;
 - (c) defining the meanings of the words and expressions "commercially acceptable", "description", "designation", "identifiable characteristics", "recently prescribed category", "representations", "reasonably priced" and "widely distributed" for the purposes of this Act;

(d) requiring

- (i) the publication in the *Trade Marks Journal* of prescribed particulars respecting proposals, approvals and changes of denominations pursuant to section 14, and
- (ii) notwithstanding anything in subsection 73(1), the advisory committee's advice as a prerequisite for the execution of any functions by the Minister or the Commissioner;
- (f) giving effect to the terms of
 - (i) any convention with a view to the fulfilment of which any country is prescribed as a country of the Union, and
 - (ii) any agreement with a view to the fulfilment of which any country is prescribed as an agreement country.

and, notwithstanding anything in this Act, qualifying or curtailing any rights, protection or other benefits under this Act to any extent conducive to reciprocity between Canada and any such country;

Clause 156: Section 76 and the heading before it read as follows:

- 70. (1) Le directeur fait publier dans la Gazette du Canada les renseignements réglementaires suivants :
 - c) ceux qui concernent les demandes de certificat temporaire;
 - d) ceux qui concernent la délivrance ou le retrait de tels certificats;
 - (2). Texte du paragraphe 70(3):
- (3) Le directeur fait en outre publier dans la Gazette du Canada tous renseignements qu'il juge utile de porter à la connaissance du public et les avis de tout refus de délivrer un certificat temporaire et de toute annulation, ou révocation effectuée en application des articles 34 ou 35.

Article 155, (1) à (4). — Les alinéas 75(1)d.1) et j.1) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 75(1):

- **75.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment :
 - a) fixer les taxes ou droits exigibles pour les services fournis par le directeur ou son délégué;
 - c) définir, pour l'application de la présente loi, les expressions « commercialement acceptable », « description », « désignation », « caractère identifiable », « catégorie établie depuis peu par règlement », « distribution à grande échelle », « prix raisonnable » et « observations »;
 - d) exiger la publication, dans le Journal des marques de commerce, de renseignements relatifs aux propositions, approbations ou changements de dénomination et, par dérogation au paragraphe 73(1), la recommandation préalable du comité consultatif pour l'exercice de fonctions du ministre ou du directeur;
 - f) mettre à exécution une convention ou un accord dans le but de favoriser la reconnaissance réglementaire d'un pays comme État de l'Union ou comme pays signataire et, par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, apporter aux droits ou avantages prévus par la présente loi toute modification, même restrictive, de nature à favoriser la réciprocité entre ce pays et le Canada;

Article 156. — Texte de l'article 76 et de l'intertitre le précédant :

CANADA FOOD SAFETY AND INSPECTION ACT

Canada Food Inspection Act unaffected

76. (1) Nothing provided or granted by or under this Act shall be construed as conferring authority for any seed to be sold, imported, exported or advertised contrary to the Canada Food Safety and Inspection Act or its regula- 5 tions or for any name, mark or label to be applied in connection with any seed contrary to that Act or its regulations.

Definition of "seed

(2) In subsection (1), "seed" has the 2(1) of the Canada Food Safety and Inspection Act.

Transitional --protective directions

157. Every grant of a protective direction under section 19 of the Plant Breeders' before the day on which section 142 comes into force, continues in force after that day and every provision of that Act relating to protective directions that was in force of the grant.

PART 11

REPEALS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMING INTO **FORCE**

Repeals

Repeal of R.S., c. 20 (4th Supp.)

158. The Canada Agricultural Products Act is repealed.

Repeal of R.S., c. F-9

159. The *Feeds Act* is repealed.

Repeal of R.S., c. F-10

160. The *Fertilizers Act* is repealed.

Repeal of R.S., c. F-12

161. The Fish Inspection Act is repealed.

162. The *Meat Inspection Act* is repealed.

Repeal of R.S., c. 25 (1st Supp.)

Repeal of 163. The Seeds Act is repealed. R.S., c. S-8

LOI SUR LA SALUBRITÉ ET L'INSPECTION DES ALIMENTS AU CANADA

76. (1) La présente loi n'a pas pour effet de déroger à la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada ou ses règlements en ce qui concerne le pouvoir :

Restrictions découlant de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada

- a) de vendre, d'importer ou d'exporter une 5 semence, ou d'en faire la publicité;
- b) d'utiliser, pour une semence, un nom, une marque ou une étiquette.
- (2) Au paragraphe (1), « semence » s'enmeaning assigned to that word by subsection 10 tend au sens de l'article 2 de la Loi sur la 10 salubrité et l'inspection des aliments au Canada.

157. Le certificat temporaire accordé en vertu de l'article 19 de la Loi sur la Rights Act, as that section read immediately 15 protection des obtentions végétales, dans sa 15 temporaire version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 142, demeure en vigueur après cette date et les dispositions de cette loi relatives à ce certificat en vigueur before that day continues to apply in respect 20 ayant cette date continuent de s'y appli-20 quer.

Disposition transitoire: certificat

Définition de

« semence »

PARTIE 11

ABROGATIONS, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Abrogations

158. La Loi sur les produits agricoles au Canada est abrogée.

de L.R., ch. 20 (4e suppl.) Abrogation

Abrogation

159. La Loi relative aux aliments du bétail est abrogée.

de L.R., ch. F-9

160. La Loi sur les engrais est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. Abrogation

161. La Loi sur l'inspection du poisson est abrogée.

de L.R., ch. F-12 Abrogation

162. La Loi sur l'inspection des viandes est abrogée.

de L.R., ch. 30 25, (1er suppl.)

163. La Loi sur les semences est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. S-8

SEEDS ACT

- **76.** (1) Nothing provided or granted by or under this Act shall be construed as conferring authority for
 - (a) any seed to be sold, imported, exported or advertised, or
 - (b) any name, mark or label to be applied in connection with any seed.

contrary to the Seeds Act or any regulations thereunder.

(2) In subsection (1), "seed" has the meaning assigned to that expression by section 2 of the Seeds Act.

LOI SUR LES SEMENCES

- **76.** (1) La présente loi n'a pas pour effet de déroger à la *Loi sur les semences* ou ses règlements en ce qui concerne le pouvoir :
 - a) de vendre, d'importer ou d'exporter une semence, ou d'en faire la publicité;
 - b) d'utiliser, pour une semence, un nom, une marque ou une étiquette.
- (2) Au paragraphe (1), « semence » s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les semences*.

L.R., ch.

Consequential Amendments

Modifications corrélatives

Loi sur la Commission canadienne du blé

R.S., c. C-24

Canadian Wheat Board Act

164. Le sous-alinéa 46b.1)(iii) de la Loi

164. Subparagraph 46(b,1)(iii) of the Canadian Wheat Board Act is replaced by the following:

(iii) that the wheat be accompanied by a certificate issued under section 35 of the 5 Canada Food Safety and Inspection Act, if the wheat is imported for seed use;

sur la Commission canadienne du blé est remplacé par ce qui suit :

(iii) un certificat délivré sous le régime de l'article 35 de la Loi sur la salubrité et 5 l'inspection des aliments au Canada accompagne le blé destiné à l'ensemencement:

R.S., c. C-34

Competition Act

Loi sur la concurrence

L.R., ch. 1999, ch. 2,

art. 4

de la

Commissaire

concurrence

1999, c. 2,

165. Subsection 7(1) of the Competition Act is replaced by the following:

165. Le paragraphe 7(1) de la Loi sur la concurrence est remplacé par ce qui suit :

Commissioner Competition

7. (1) The Governor in Council may appoint 10 an officer to be known as the Commissioner of Competition, who shall be responsible for the administration and enforcement of this Act, the Consumer Packaging and Labelling Act, Textile Labelling Act.

7. (1) Le commissaire de la concurrence est nommé par le gouverneur en conseil; il est chargé d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi, de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, de 15 the Precious Metals Marking Act and the 15 la Loi sur le poinconnage des métaux précieux et de la Loi sur l'étiquetage des textiles.

R.S., c. C-38

Consumer Packaging and Labelling Act

Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation

L.R., ch. C-38 1997, ch. 6,

art. 40; 1999,

ch. 2, par.

1997, c. 6, s. 40; 1999, c 2, s. 44(1)

166. (1) The definitions "inspector" and "Minister" in subsection 2(1) of the Consumer Packaging and Labelling Act are replaced by the following:

166. (1) Les définitions de « inspecteur » et « ministre », au paragraphe 2(1) de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits 20 44(1) 20 de consommation, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

"inspector" « inspecteur » "inspector" means any person designated as an inspector for the enforcement of this Act under the Department of Industry Act;

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément à la Loi sur le ministère de l'Industrie pour contrôler l'application de 25 la présente loi.

« inspecteur » "inspector"

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of Industry;

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre » "Minister

1999, c. 2, s. 44(2)

(2) Subsection 2(2) of the Act is replaced 25 by the following:

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1999, ch. 2, par. 44(2)

Functions of Commissioner

(2) The functions of the Minister of Industry in relation to the administration of this Act, except subsection 11(1), and in relation to the enforcement of this Act may be exercised by 30 par le commissaire pour le compte du ministre the Commissioner on behalf of that Minister.

(2) L'application de la présente loi, à 30 Attributions l'exception du paragraphe 11(1), et le contrôle d'application de cette loi peuvent être assurés de l'Industrie.

commissaire

167. Subsection 3(2) of the Act is replaced by the following:

167. Le paragraphe 3(2) de la même loi35 est remplacé par ce qui suit :

Canadian Wheat Board Act

Clause 164: The relevant portion of section 46 reads as follows:

46. The Governor in Council may make regulations

(b.1) to permit the importation into Canada of wheat or wheat products that are entitled to the United States Tariff in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Customs Tariff and that are owned by a person other than the Board subject, if the Governor in Council considers it appropriate, to any of the following requirements, namely,

(iii) that the wheat be accompanied by a certificate issued under section 4.1 of the *Seeds Act*, if the wheat is imported for seed use;

Competition Act

Clause 165: Subsection 7(1) reads as follows:

- **7.** (1) The Governor in Council may appoint an officer to be known as the Commissioner of Competition, who shall be responsible for
 - (a) the administration and enforcement of this Act;
 - (b) the administration of the Consumer Packaging and Labelling Act:
 - (c) the enforcement of the Consumer Packaging and Labelling Act except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the Food and Drugs Act; and
 - (d) the administration and enforcement of the *Precious Metals Marking Act* and the *Textile Labelling Act*.

Consumer Packaging and Labelling Act

Clause 166: (1) The definitions "inspector" and "Minister" in subsection 2(1) read as follows:

"inspector" means any person designated as an inspector

- (a) for the enforcement of this Act under the Department of Industry Act, or
- (b) for the enforcement of this Act as it relates to food, as defined in section 2 of the Food and Drugs Act, under the Canadian Food Inspection Agency Act;"
- "Minister" means the Minister of Industry and, for the enforcement of this Act as it relates to food, as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, means the Minister of Agriculture and Agri-Food;
 - (2) Subsection 2(2) reads as follows:
- (2) The functions of the Minister of Industry in relation to the administration of this Act except subsection 11(1), and in relation to the enforcement of this Act except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, may be exercised by the Commissioner on behalf of that Minister.

Clause 167: Subsection 3(2) reads as follows:

Loi sur la Commission canadienne du blé

Article 164. — Texte des passages introductifs et visé de l'alinéa 46b.1):

46. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

b.1) permettre l'importation de blé et de produits du blé bénéficiant du tarif des États-Unis de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif des douanes et possédés par une personne autre que la Commission, sous réserve de l'une ou l'autre des conditions suivantes, à son appréciation :

(iii) un certificat délivré sous le régime de l'article 4.1 de la Loi sur les semences accompagne le blé destiné à l'ensemencement;

Loi sur la concurrence

Article 165. — Texte du paragraphe 7(1):

- 7. (1) Le commissaire de la concurrence est nommé par le gouverneur en conseil; il est chargé :
 - a) d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi;
 - b) d'assurer l'application de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation;
 - c) de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, sauf en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*;
 - d) d'assurer et de contrôler l'application de la Loi sur le poinçonnage des métaux précieux et de la Loi sur l'étiquetage des textiles.

Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation

Article 166, (1). — Texte des définitions de « inspecteur » et « ministre » au paragraphe 2(1):

- « inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément soit à la Loi sur le ministère de l'Industrie pour contrôler l'application de la présente loi, soit à la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour contrôler l'application de la présente loi en ce qui a trait aux aliments.
- « ministre » Le ministre de l'Industrie et, pour le contrôle d'application de la présente loi à l'égard des aliments, au sens de l'article 2 de la Loi sur les aliments et drogues, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.

(2). — Texte du paragraphe 2(2):

(2) L'application de la présente loi, à l'exception du paragraphe 11(1), et le contrôle d'application de cette loi, à l'exception de ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, peuvent être assurés par le commissaire pour le compte du ministre de l'Industrie.

Article 167. — Texte du paragraphe 3(2):

97

Exemption

(2) This Act does not apply to any product that is a device or drug within the meaning of the Health Products Safety Act or food within the meaning of the Canada Food Safety and Inspection Act.

(2) Les produits qui sont un instrument ou une drogue au sens de la Loi sur la salubrité des produits de santé ou un aliment au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des 5 aliments au Canada sont soustraits à l'appli- 5 cation de la présente loi.

168. Section 8 of the Act is repealed.

168. L'article 8 de la même loi est abrogé.

1997. c. 6. s 41

169. The portion of paragraph 15(4)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

169. Le passage de l'alinéa 15(4)c) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 6. art 41

(c) after the expiration of sixty days after the 10 day of seizure unless, before that time,

c) à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date de la saisie, à moins qu'auparavant:

1997, c. 6. s. 43

170. (1) The portion of subsection 20(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

170. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est 15 remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 6. art. 43

Contraventions of sections 4 to 9

20. (1) Every dealer who contravenes any of 15 sections 4 to 9 is guilty of an offence and liable

20. (1) Tout fournisseur qui contrevient à l'un des articles 4 à 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Contraventions aux art. 4 à 9

1997, c. 6,

(2) The portion of subsection 20(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 20(2) de la 20 1997, ch. 6, art. 43 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Autres contraventions

Contravention of other provisions or regulations

(2) Every person who contravenes any 20 provision of this Act, other than any of sections 4 to 9, or any regulation made under paragraph 18(1)(d), (e) or (h), is guilty of an offence and liable

(2) Quiconque contrevient aux autres dispositions de la présente loi ou à celles des règlements pris en vertu des alinéas 18(1)d),25 e) ou h) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

1997, c. 6, s. 43

(3) Subsection 20(2.1) of the Act is re-25 pealed.

(3) Le paragraphe 20(2.1) de la même loi est abrogé.

1997, ch. 6, art. 43

1997, c. 6, 5. 44(1)

171. Subsections 21(2.1) and (2.2) of the Act are repealed.

171. Les paragraphes 21(2.1) et (2.2) de la 30 même loi sont abrogés.

1997, ch. 6, par. 44(1)

1992, c. 47

Contraventions Act

Loi sur les contraventions

1992, ch. 47

172. Item 7 of the schedule to the Contraventions Act and the heading before it are 30 les contraventions et l'intertitre le précérepealed.

172. L'article 7 de l'annexe de la Loi sur dant sont abrogés.

173. Item 12 of the schedule to the Act and the heading before it are repealed.

173. L'article 12 de l'annexe de la même 35 loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

(2) This Act does not apply to any product that is a device or drug within the meaning of the *Food and Drugs Act*.

(2) Les produits qui sont un instrument ou une drogue au sens de la Loi sur les aliments et drogues sont soustraits à l'application de la présente loi.

Clause 168: Section 8 reads as follows:

- **8.** No dealer shall apply to any edible or potable prepackaged product a label that contains any representation with respect to the number of servings contained in the container of the prepackaged product unless that label contains a declaration of net quantity of each serving in the form and manner prescribed and in terms of either
 - (a) numerical count, or
 - (b) a unit of measurement set out in Schedule I to the Weights and Measures Act,

as may be prescribed.

Clause 169: The relevant portion of subsection 15(4) reads as follows:

(4) Any product or other thing seized pursuant to subsection (1) shall not be detained

(c) after the expiration of sixty days after the day of seizure, or if the seizure is in respect of a contravention of the Act as it relates to food as defined in section 2 of the Food and Drugs Act, one hundred and eighty days after the day of seizure, unless, before that time,

Clause 170: (1) The relevant portion of subsection 20(1) reads as follows:

- 20. (1) Subject to subsection (2.1), every dealer who contravenes any of sections 4 to 9 is guilty of an offence and liable
- (2) The relevant portion of subsection 20(2) reads as follows:
- (2) Subject to subsection (2.1), every person who contravenes any provision of this Act, other than any of sections 4 to 9, or any regulation made under paragraph 18(1)(d), (e) or (h), is guilty of an offence and liable
 - (3) Subsections 20(2.1) and (2.2) read as follows:
- (2.1) Every person who contravenes a provision referred to in subsection (1) or (2) as that provision relates to food, as defined in section 2 of the Food and Drugs Act, is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
 - (b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.
- (2.2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any proceedings became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

Article 168. — Texte de l'article 8:

- 8. L'étiquetage apposé par le fournisseur sur un produit préemballé comestible ou potable ne peut donner de l'information sur le nombre de portions que renferme le contenant sans obligatoirement stipuler la quantité nette de chaque portion suivant les modalités et prescriptions réglementaires:
 - a) soit numériquement;
 - b) soit en une unité de mesure figurant à l'annexe I de la Loi sur les poids et mesures.

Article 169. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 15(4):

- (4) La rétention des produits ou autres articles saisis en application du paragraphe (1) prend fin :
 - c) à l'expiration d'un délai soit de soixante jours à compter de la date de la saisie, soit, dans le cas où celle-ci a été effectuée relativement à une infraction ayant trait à des aliments au sens de l'article 2 de la Loi sur les aliments et drogues, de cent quatre-vingts jours à compter de cette date, à moins qu'auparavant :

Article 170, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 20(1):

- **20.** (1) Sous réserve du paragraphe (2.1), tout fournisseur qui contrevient à l'un des articles 4 à 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (2). Texte du passage visé du paragraphe 20(2) :
- (2) Sous réserve du paragraphe (2.1), quiconque contrevient aux autres dispositions de la présente loi ou à celles des règlements d'application des alinéas 18(1)d), e) ou h) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - (3). Texte du paragraphe 20(2.1):
- (2.1) Quiconque contrevient à une disposition visée aux paragraphes (1) ou (2) à l'égard d'aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues* commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité:
 - a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

R.S., c. E-14

Excise Act

Loi sur l'accise

L.R., ch.

174. Section 155 of the Excise Act is replaced by the following:

Labels on hottles

155. Subject to the Trade-marks Act and the Canada Food Safety and Inspection Act, no person shall attach to any bottle, flask or other 5 package of spirits any label, stamp or other device containing any statement or information other than the name of the spirits and the name of the bottler and the bottler's place of have first been approved by the Minister.

174. L'article 155 de la Loi sur l'accise est remplacé par ce qui suit :

155. Sous réserve de la Loi sur les marques de commerce et de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, nul ne 5 peut appliquer sur une bouteille, un flacon ou un autre colis d'eau-de-vie, une étiquette, estampille ou autre marque contenant quelque énoncé ou indication autre que le nom de residence, unless the form and the wording 10 l'eau-de-vie, le nom de l'embouteilleur et le 10 lieu de sa résidence, à moins que sa forme et son énoncé n'aient d'abord été agréés par le ministre.

Étionettes sur les honteilles

R.S., c. F-7

Federal Court Act

L.R., ch. F-7

1990, c. 8,

175. Paragraphs 28(1)(a) and (b) of the Federal Court Act are replaced by the following:

- subsection 54(1) of the Canada Food Safety
- (b) the Review Tribunal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties 20

Loi sur la Cour fédérale

(a) the Board of Arbitration continued by 15

Act;

175. Les alinéas 28(1)a) et b) de la Loi sur la Cour fédérale sont remplacés par ce qui 15 suit:

a) le Conseil d'arbitrage prorogé par le

paragraphe 54(1) de la Loi sur la salubrité

1990, ch. 8,

- and Inspection Act:
- b) la Commission de révision prorogée par 20 l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire;

et l'inspection des aliments au Canada;

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

Loi sur les aliments et drogues

L.R. ch. F-27

176. The long title of the Food and Drugs Act is replaced by the following:

An Act respecting drugs, cosmetics and therapeutic devices

176. Le titre intégral de la Loi sur les aliments et drogues est remplacé par ce qui 25 suit:

Loi concernant les drogues, cosmétiques et instruments thérapeutiques

177. Section 1 of the Act is replaced by the following:

177. L'article 1 de la même loi est

Short title

1. This Act may be cited as the Health Products Safety Act.

25 remplacé par ce qui suit : 1. Loi sur la salubrité des produits de santé.

178. Les définitions de « conditions non 30 1993, ch. 34,

1993, c. 34, s. 71(2)(F)

178. The definitions "package" and "unsanitary conditions" in section 2 of the Act are replaced by the following:

hygiéniques » et « emballage », à l'article 2 30 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit:

à la santé.

par. 71(2) (F)

Titre abrégé

"package"

"package" includes any thing in which any drug, cosmetic or device is wholly or partly contained, placed or packed;

« conditions non hygiéniques » Conditions ou circonstances de nature à contaminer des 35 hygiéniques » drogues ou cosmétiques par le contact de choses malpropres, ou à les rendre nuisibles

"unsanitary conditions" means any conditions or circumstances that might contami- 35 nate with dirt or filth, or render injurious to health, a drug or cosmetic.

« conditions non 'unsanitary conditions

"unsanitary conditions « conditions hygiéniques »

Clause 171: Subsection 21(2.1) reads as follows:

(2.1) Any proceedings by way of summary conviction for an offence referred to in subsection 20(2.1) may be instituted within two years after the time when the subject-matter of the proceedings becomes known to the Minister.

Contraventions Act

Clause 172: Item 7 of the schedule and the heading before it read as follows:

Health of Animals Act

7. Section 69 is repealed.

Clause 173: Item 12 of the schedule and the heading before it read as follows:

Plant Protection Act

12. Section 52 is repealed.

Excise Act

Clause 174: Section 155 reads as follows:

155. Subject to the *Trade-marks Act* and the *Food and Drugs Act*, no person shall attach to any bottle, flask or other package of spirits any label, stamp or other device containing any statement or information other than the name of the spirits and the name of the bottler and his place of residence, unless the form and wording thereof have first been approved by the Minister.

Federal Court Act

Clause 175: The relevant portion of subsection 28(1) reads as follows:

- **28.** (1) The Court of Appeal has jurisdiction to hear and determine applications for judicial review made in respect of any of the following federal boards, commissions or other tribunals:
 - (a) the Board of Arbitration established by the Canada Agricultural Products Act;
 - (b) the Review Tribunal established by the Canada Agricultural Products Act;

Food and Drugs Act

Clause 176: The long title reads as follows:

An Act respecting food, drugs, cosmetics and therapeutic devices

Clause 177: Section 1 reads as follows:

1. This Act may be cited as the Food and Drugs Act.

Article 171. — Texte des paragraphes 21(2.1) et (2.2):

- (2.1) Les poursuites par procédure sommaire prévues au paragraphe 20(2.1) se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.
- (2.2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Loi sur les contraventions

Article 172. — Texte de l'article 7 de l'annexe et de l'intertitre le précédant :

Loi sur la santé des animaux

7. L'article 69 est abrogé.

Article 173. — Texte de l'article 12 de l'annexe et de l'intertitre le précédant :

Loi sur la protection des végétaux

12. L'article 52 est abrogé.

Loi sur l'accise

Article 174. — Texte de l'article 155:

155. Sous réserve de la Loi sur les marques de commerce et de la Loi sur les aliments et drogues, nul ne peut appliquer sur une bouteille, un flacon ou un autre colis d'eau-de-vie, une étiquette, estampille ou autre marque contenant quelque énoncé ou indication autre que le nom de l'eau-de-vie, le nom de l'embouteilleur et le lieu de sa résidence, à moins que sa forme et son énoncé n'aient d'abord été agréés par le ministre.

Loi sur la Cour fédérale

Article 175. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 28(1):

- **28.** (1) La Cour d'appel a compétence pour connaître des demandes de contrôle judiciaire visant les offices fédéraux suivants :
 - a) le conseil d'arbitrage constitué par la Loi sur les produits agricoles au Canada;
 - b) la commission de révision constituée par cette loi;

Loi sur les aliments et drogues

Article 176. — Texte du titre intégral :

Loi concernant les aliments, drogues, cosmétiques et instruments thérapeutiques

Article 177. — Texte de l'article 1:

1. Loi sur les aliments et drogues.

« emballage » "package"

R.S., c. 27 (3rd Supp.), s. 1 179. The heading before section 4 and sections 4 to 7 of the Act are repealed.

180. Paragraph 23(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) any drug, cosmetic or device;

181. (1) Paragraphs 30(1)(a) to (f) of the Act are replaced by the following:

(a) declaring that any drug or class of drugs is adulterated if any prescribed substance or class of substances is present in the drug or 10 drugs or has been added to the drug or drugs or extracted or omitted from the drug or drugs;

(b) respecting

- (i) the labelling and packaging and the 15 offering, exposing and advertising for sale of drugs, cosmetics and devices,
- (ii) the size, dimensions, fill and other specifications of packages of drugs, cosmetics and devices, 20
- (iii) the sale or the conditions of sale of any drug, cosmetic or device, and
- (iv) the use of any substance as an ingredient in any drug, cosmetic or device.

to prevent the purchaser or consumer of any of those things from being deceived or misled in respect of their design, construction, performance, intended use, quantity, character, value, composition, merit or 30 safety, or to prevent injury to the health of the purchaser or consumer;

- (c) prescribing standards of composition, strength, potency, purity, quality or other property of any drug, cosmetic or device; 35
- (d) respecting the importation of drugs, cosmetics and devices in order to ensure compliance with this Act and the regulations:
- (e) respecting the method of manufacture, 40 preparation, preserving, packing, storing and testing of any drug, cosmetic or device

quetage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

« emballage » Notamment récipient, empa-

179. L'intertitre précédant l'article 4 et 5 L.R., ch. 27. (3º supp.), articles 4 à 7 de la même loi sont abrogés.

180. L'alinéa 23(2)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les drogues, cosmétiques ou instruments;

181. (1) Les alinéas 30(1)a) à f) de la 10 même loi sont remplacés par ce qui suit :

- a) déclarer qu'une drogue, ou une catégorie de drogues, est falsifiée si une substance ou catégorie de substances prévue par règlement s'y trouve, y a été ajoutée ou en a été 15 extraite, ou en est absente;
- b) régir, afin d'empêcher que l'acheteur ou le consommateur d'un article ne soit trompé sur sa conception, sa fabrication, son efficacité, l'usage auquel il est destiné, son 20 nombre, sa nature, sa valeur, sa composition, ses avantages ou sa sûreté ou de prévenir des risques pour la santé de ces personnes, les questions suivantes :
 - (i) l'étiquetage et l'emballage ainsi que 25 l'offre, la mise à l'étalage et la publicité, pour la vente de drogues, de cosmétiques et d'instruments,
 - (ii) le volume, les dimensions, le remplissage et d'autres spécifications pour l'em-30 ballage des drogues, cosmétiques et instruments.
 - (iii) la vente ou les conditions de vente de tout cosmétique, drogue ou instrument,
 - (iv) l'emploi de toute substance comme 35 ingrédient entrant dans la fabrication d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;
- c) établir des normes de composition, de force, d'activité, de pureté, de qualité ou 40 d'autres propriétés d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;
- d) régir l'importation de drogues, de cosmétiques et d'instruments, afin d'assurer le respect de la présente loi et de ses règle-45 ments:

Clause 178: The definitions "package" and "unsanitary conditions" in section 2 read as follows:

"package" includes any thing in which any food, drug, cosmetic or device is wholly or partly contained, placed or packed;

"unsanitary conditions" means such conditions or circumstances as might contaminate with dirt or filth, or render injurious to health, a food, drug or cosmetic.

Clause 179: The heading before section 4 and sections 4 to 7 read as follows:

Food

- 4. No person shall sell an article of food that
- (a) has in or on it any poisonous or harmful substance;
- (b) is unfit for human consumption;
- (c) consists in whole or in part of any filthy, putrid, disgusting, rotten, decomposed or diseased animal or vegetable substance;
- (d) is adulterated; or
- (e) was manufactured, prepared, preserved, packaged or stored under unsanitary conditions.
- **5.** (1) No person shall label, package, treat, process, sell or advertise any food in a manner that is false, misleading or deceptive or is likely to create an erroneous impression regarding its character, value, quantity, composition, merit or safety.
- (2) An article of food that is not labelled or packaged as required by, or is labelled or packaged contrary to, the regulations shall be deemed to be labelled or packaged contrary to subsection (1).
- 6. (1) Where a standard for a food has been prescribed, no person shall
 - (a) import into Canada,
 - (h) send, convey or receive for conveyance from one province to another, or
 - (c) have in possession for the purpose of sending or conveying from one province to another

any article that is intended for sale and that is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the prescribed standard.

(2) Paragraphs (1)(b) and (c) do not apply to an operator of a conveyance that is used to carry an article or to a carrier of an article whose sole concern, in respect of the article, is the conveyance of the article unless the operator or carrier could, with reasonable diligence, have ascertained that the conveying or receiving for conveyance of the article or the possession of the article for the purpose of conveyance would be in contravention of subsection (1).

Article 178. — Texte des définitions de « conditions non hygiéniques » et « emballage » à l'article 2 :

- « conditions non hygiéniques » Conditions ou circonstances de nature à contaminer des aliments, drogues ou cosmétiques par le contact de choses malpropres, ou à les rendre nuisibles à la santé.
- « emballage » Notamment récipient, empaquetage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

Article 179. — Texte de l'intertitre précédant l'article 4 et des articles 4 à 7 :

Aliments

- 4. Il est interdit de vendre un aliment qui, selon le cas :
- a) contient une substance toxique ou délétère, ou en est recouvert;
- b) est impropre à la consommation humaine;
- c) est composé, en tout ou en partie, d'une substance malpropre, putride, dégoûtante, pourrie, décomposée ou provenant d'animaux malades ou de végétaux malsains;
- d) est falsifié:
- e) a été fabriqué, préparé, conservé, emballé ou emmagasiné dans des conditions non hygiéniques.
- 5. (1) Il est interdit d'étiqueter, d'emballer, de traiter, de préparer ou de vendre un aliment ou d'en faire la publicité de manière fausse, trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une fausse impression quant à sa nature, sa valeur, sa quantité, sa composition, ses avantages ou sa sûreté.
- (2) L'aliment qui n'est pas étiqueté ou emballé ainsi que l'exigent les règlements ou dont l'étiquetage ou l'emballage n'est pas conforme aux règlements est réputé contrevenir au paragraphe (1).
- **6.** (1) En cas d'établissement par règlement d'une norme à l'égard d'un aliment et de non-conformité à celle-ci d'un article destiné à la vente et susceptible d'être confondu avec cet aliment, sont interdites, relativement à cet article, les opérations suivantes :
 - a) son importation;
 - b) son expédition, son transport ou son acceptation en vue de son transport interprovincial;
 - c) sa possession en vue de son expédition ou de son transport interprovincial.
- (2) Les alinéas (1)b) et c) ne s'appliquent ni à celui qui exploite un moyen de transport servant au transport d'un aliment, ni à un transporteur dont le seul lien avec l'aliment est son transport, à moins que ces personnes n'aient pu, en supposant un effort raisonnable de leur part, se rendre compte du fait que le transport de cet aliment, que l'acceptation de cet aliment pour en faire le transport ou encore que la possession de cet aliment dans le but d'en effectuer le transport constituerait une contravention au paragraphe (1).

in the interest of, or for the prevention of injury to, the health of the purchaser or consumer;

(f) requiring persons who sell drugs, cosmetics or devices to maintain the books and 5 records that the Governor in Council considers necessary for the proper enforcement and administration of this Act and the regulations;

(2) Paragraph 30(1)(i) of the Act is 10 replaced by the following:

(i) exempting any drug, cosmetic or device from all or any of the provisions of this Act and prescribing the conditions of the ex-15 emption;

(3) Paragraph 30(1)(l) of the Act is replaced by the following:

(l) providing for the analysis of drugs or cosmetics other than for the purposes of this Act and prescribing a tariff of fees to be paid 20 for that analysis;

182. Section 31.1 of the Act is repealed.

183. Section 32 of the Act is replaced by the following:

32. A prosecution for a summary conviction 25 offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

184. Subsection 36(4) of the Act is re-30 placed by the following:

(4) Where a person is prosecuted under this Part for having manufactured an adulterated drug for sale, and it is established that the person had in his or her possession or on his or 35 que la personne poursuivie avait en sa possesher premises any substance the addition of which to that drug has been declared by regulation to cause its adulteration, the onus of proving that the drug was not adulterated by the addition of that substance lies on the 40 l'addition de cette substance. accused.

e) prévoir le mode de fabrication, de préparation, de conservation, d'emballage, d'emmagasinage et d'examen de tout cosmétique, drogue ou instrument, dans l'intérêt de la santé de l'acheteur ou du consom- 5 mateur de l'article ou afin de prévenir tout risque pour la santé de ces personnes;

f) enjoindre aux personnes qui vendent des drogues, des cosmétiques ou des instruments de tenir les livres et registres qu'il 10 juge nécessaires pour l'application et l'administration judicieuses de la présente loi et de ses règlements;

(2) L'alinéa 30(1)j) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 15

j) exempter une drogue, un cosmétique ou un instrument de l'application, en tout ou en partie, de la présente loi et fixer les conditions de l'exemption;

(3) L'alinéa 30(1)l) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

l) prévoir l'analyse de drogues ou de cosmétiques autrement que pour l'application de la présente loi ainsi que le tarif des droits à payer pour ces analyses; 25

182. L'article 31.1 de la même loi est abrogé.

1997, ch. 6. par. 66(1)

183. L'article 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 6, par. 66(1)

32. Les poursuites visant une infraction à la 30 Prescription présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de celle-ci. 35

184. Le paragraphe 36(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie pour fabrication, en vue de la vente, d'une drogue falsifiée, s'il est établi 40 sion ou dans ses locaux une substance dont l'addition à la drogue est déclarée, par règlement, causer la falsification, l'accusé doit prouver que la drogue n'a pas été falsifiée par 45

Possession de substances adultérantes

accused had adulterating substances

1997, c. 6.

1997, c. 6,

s. 66(1)

Limitation

period

s. 66(1)

- (3) Where a standard for a food has been prescribed, no person shall label, package, sell or advertise any article that
 - (a) has been imported into Canada,
 - (b) has been sent or conveyed from one province to another, or
- (c) is intended to be sent or conveyed from one province to another in such a manner that it is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the prescribed standard.
- 6.1 (1) The Governor in Council may, by regulation, identify a standard prescribed for a food, or any portion of the standard, as being necessary to prevent injury to the health of the consumer or purchaser of the food.
- (2) Where a standard or any portion of a standard prescribed for a food is identified by the Governor in Council pursuant to subsection (1), no person shall label, package, sell or advertise any article in such a manner that it is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the standard or portion of a standard so identified.
- **7.** No person shall manufacture, prepare, preserve, package or store for sale any food under unsanitary conditions.

Clause 180: The relevant portion of subsection 23(2) reads as follows:

- (2) In subsection (1), "article to which this Act or the regulations apply" includes
 - (a) any food, drug, cosmetic or device;

Clause 181: (1) to (3) The relevant portion of subsection 30(1) reads as follows:

- **30.** (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Act into effect, and, in particular, but without restricting the generality of the foregoing, may make regulations
 - (a) declaring that any food or drug or class of food or drugs is adulterated if any prescribed substance or class of substances is present therein or has been added thereto or extracted or omitted therefrom:
 - (b) respecting
 - (i) the labelling and packaging and the offering, exposing and advertising for sale of food, drugs, cosmetics and devices,
 - (ii) the size, dimensions, fill and other specifications of packages of food, drugs, cosmetics and devices,
 - (iii) the sale or the conditions of sale of any food, drug, cosmetic or device, and

- (3) En cas d'établissement d'une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, il est interdit d'étiqueter, d'emballer ou de vendre un aliment ou d'en faire la publicité de manière qu'il puisse être confondu avec l'aliment visé par la norme, à moins qu'il ne soit conforme à celle-ci, s'il entre dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :
 - a) il a été importé;
 - b) il a été expédié ou transporté d'une province à une autre;
 - c) il est destiné à être expédié ou transporté d'une province à une autre.
- **6.1** (1) En cas d'établissement d'une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, le gouverneur en conseil peut, par règlement, spécifier que cette norme ou un élément particulier de celle-ci est nécessaire à la prévention d'un préjudice à la santé des consommateurs ou acheteurs de cet aliment.
- (2) Dans les cas où, en application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil spécifie soit une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, soit un élément d'une telle norme, il est interdit d'étiqueter, d'emballer ou de vendre un aliment ou d'en faire la publicité de telle manière qu'il puisse être confondu avec l'aliment visé par la norme, à moins qu'il ne soit conforme à cette norme ou cet élément.
- 7. Il est interdit de fabriquer, de préparer, de conserver, d'emballer ou d'emmagasiner pour la vente des aliments dans des conditions non hygiéniques.

Article 180. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 23(2):

- (2) Pour l'application du paragraphe (1), sont compris parmi les articles visés par la présente loi ou ses règlements :
 - a) les aliments, drogues, cosmétiques ou instruments;

Article 181, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 30(1):

- **30.** (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment :
 - a) déclarer qu'un aliment ou une drogue, ou une catégorie d'aliments ou de drogues, est falsifié si une substance ou catégorie de substances prévue par règlement s'y trouve, y a été ajoutée ou en a été extraite, ou en est absente;
 - b) régir, afin d'empêcher que l'acheteur ou le consommateur d'un article ne soit trompé sur sa conception, sa fabrication, son efficacité. l'usage auquel il est destiné, son nombre, sa nature, sa valeur, sa composition, ses avantages ou sa sûreté ou de prévenir des risques pour la santé de ces personnes, les questions suivantes :
 - (i) l'étiquetage et l'emballage ainsi que l'offre, la mise à l'étalage et la publicité, pour la vente, d'aliments, de drogues, de cosmétiques et d'instruments,

1993, c. 34,

185. Subsection 37(1) of the Act is replaced by the following:

Conditions under which exports exempt

37. (1) This Act does not apply to any packaged drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word "Export" or "Exportation" and a certificate that the package and its contents the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

185. Le paragraphe 37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

37. (1) La présente loi ne s'applique pas aux drogues, cosmétiques ou instruments embal-5 lés qui sont fabriqués et vendus pour consom- 5 mation à l'extérieur du pays si l'emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu'il y a eu délivrance d'un certificat réglementaire attestant que do not contravene any known requirement of 10 l'emballage et son contenu n'enfreignent 10 aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

1993, ch. 34.

art. 73

Exemption

New Terminology

Replacement of "Food and Drugs Act" with "Health Products Safety Act"

186. The following provisions are 15 amended by replacing the expression "Food and Drugs Act" with the expression "Health Products Safety Act":

- (a) section 58 of the Controlled Drugs and Substances Act: 20
- (b) the definition "instrument for illicit drug use" in section 462.1 and subsection 729(2) of the Criminal Code;
- (c) section 5 of the Department of Health
- (d) sections 1, 1.1 and 1.2 of Part VIII of Schedule III and paragraphs 2(a) to (c) of Part I of Schedule VI to the Excise Tax Act;
- (e) the definition "analyst" in section 2 of 30 the Hazardous Products Act;
- (f) paragraph 6(1)(n) of the Pest Control Products Act;
- (g) paragraph 3(1)(a) of the Pesticide Residue Compensation Act; and
- (h) subsection 51(3) of the Trade-marks Act.

187. Every reference to "Food and Drugs Act" in any Act not mentioned in section 186 and in any regulation, order or other 40 instrument issued, made or established in

Nouvelle terminologie

186. Dans les passages suivants des lois ci-après, « Loi sur les aliments et drogues » est remplacé par «Loi sur la salubrité des 15 produits de santé » :

Remplacement de « Loi sur les aliments et drogues » par « Loi sur la salubrité des produits de santé »

- a) l'article 58 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances;
- b) la définition de « instrument pour utilisation de drogues illicites » à l'article 20 462.1 et le paragraphe 729(2) du Code criminel;
- c) l'article 5 de la Loi sur le ministère de la Santé:
- d) les articles 1, 1.1 et 1.2 de la partie VIII 25 de l'annexe III et les alinéas 2a) à c) de la partie I de l'annexe VI de la Loi sur la taxe d'accise;
- e) la définition de « analyste » à l'article 2 de la Loi sur les produits dangereux;
- f) l'alinéa 6(1)n) de la Loi sur les produits antiparasitaires;
- g) l'alinéa 3(1)a) de la Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesti-
- h) le paragraphe 51(3) de la Loi sur les marques de commerce.
- 187. Sauf indication contraire du contexte, «Loi sur les aliments et drogues» est remplacé par «Loi sur la salubrité des 40 produits de santé » dans les lois fédérales qui

Remplacement de « Loi sur les aliments et drogues » par « Loi sur la salubrité des produits de santé »

Replacement of "Food and Drugs Act" with "Health Safety Act"

- (iv) the use of any substance as an ingredient in any food, drug, cosmetic or device,
- to prevent the purchaser or consumer thereof from being deceived or misled in respect of the design, construction, performance, intended use, quantity, character, value, composition, merit or safety thereof, or to prevent injury to the health of the purchaser or consumer:
- (c) prescribing standards of composition, strength, potency, purity, quality or other property of any article of food, drug, cosmetic or device:
- (d) respecting the importation of foods, drugs, cosmetics and devices in order to ensure compliance with this Act and the regulations;
- (e) respecting the method of manufacture, preparation, preserving, packing, storing and testing of any food, drug, cosmetic or device in the interest of, or for the prevention of injury to, the health of the purchaser or consumer;
- (f) requiring persons who sell food, drugs, cosmetics or devices to maintain such books and records as the Governor in Council considers necessary for the proper enforcement and administration of this Act and the regulations;
- (j) exempting any food, drug, cosmetic or device from all or any of the provisions of this Act and prescribing the conditions of the exemption;
- (l) providing for the analysis of food, drugs or cosmetics other than for the purposes of this Act and prescribing a tariff of fees to be paid for that analysis;

Clause 182: Section 31.1 reads as follows:

- **31.1** Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations, as it relates to food, is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
 - (b) on conviction by indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

Clause 183: Section 32 reads as follows:

32. (1) A prosecution for a summary conviction offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister or, in the case of a contravention of a provision of the Act that relates to food, to the Minister of Agriculture and Agri-Food.

- (ii) le volume, les dimensions, le remplissage et d'autres spécifications pour l'emballage des aliments, drogues, cosmétiques et instruments,
- (iii) la vente ou les conditions de vente, de tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument,
- (iv) l'emploi de toute substance comme ingrédient entrant dans la fabrication d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument:
- c) établir des normes de composition, de force, d'activité, de pureté, de qualité ou d'autres propriétés d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;
- d) régir l'importation d'aliments, de drogues, de cosmétiques et d'instruments, afin d'assurer le respect de la présente loi et de ses règlements;
- e) prévoir le mode de fabrication, de préparation, de conservation, d'emballage, d'emmagasinage et d'examen de tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument, dans l'intérêt de la santé de l'acheteur ou du consommateur de l'article ou afin de prévenir tout risque pour la santé de ces personnes;
- f) enjoindre aux personnes qui vendent des aliments, des drogues, des cosmétiques ou des instruments de tenir les livres et registres qu'il juge nécessaires pour l'application et l'administration judicieuses de la présente loi et de ses règlements;
- j) exempter un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument de l'application, en tout ou en partie, de la présente loi et fixer les conditions de l'exemption;
- *l*) prévoir l'analyse d'aliments, de drogues ou de cosmétiques autrement que pour l'application de la présente loi ainsi que le tarif des droits à payer pour ces analyses;

Article 182. — Texte de l'article 31.1:

- **31.1** Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements d'application de la présente partie à l'égard d'aliments commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :
 - a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
 - b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Article 183. — Texte de l'article 32 :

32. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre ou, dans le cas où l'infraction a trait à des aliments, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a eu connaissance des éléments constitutifs de celle-ci.

the exercise of a power conferred by or under any Act of Parliament is replaced by a reference to "Health Products Safety Act", unless the context requires otherwise.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

1994 c. 45. s. 1(3)

188. The definition "contaminated" in 5 section 2 of the Canada Grain Act is replaced by the following:

"contaminated' « contaminé » "contaminated" means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption 10 by persons and animals;

R.S., c. 37 (4th Supp.),

Grain of variety not registered

1998, c. 22

189. Section 28 of the Act is replaced by the following:

28. Notwithstanding paragraph 27(4)(b), produced from seed of a variety that is not registered under the Canada Food Safety and Inspection Act for sale in or importation into Canada, no person shall, except with the grain a grade that is higher than the lowest grade established by regulation for that kind of

grain.

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

190. The heading before section 26 and sections 26 to 28 of An Act to amend the 25 les articles 26 à 28 de la Loi modifiant la Loi Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act are repealed.

R.S., c. H-3

Hazardous Products Act

R.S., c. 24 (3rd Supp.),

191. Paragraph 3(1)(b) of the *Hazardous* 30 *Products Act* is replaced by the following:

- (b) cosmetic, device or drug within the meaning of the Health Products Safety Act;
- (b.1) food within the meaning of the Canada Food Safety and Inspection Act; 35

ne figurent pas à l'article 186 et les règlements, décrets ou autres textes pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch.

par. 1(3)

188. La définition de « contaminé », à 5 1994, ch. 45, l'article 2 de la Loi sur les grains du Canada, est remplacée par ce qui suit :

« contaminé »

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine et 10 animale.

189. L'article 28 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4e suppl.), art. 12 Variété non

enregistrée

28. Nonobstant l'alinéa 27(4)b, il est where grain of any kind is of a variety 15 interdit, sauf autorisation de la Commission, 15 d'attribuer à un grain provenant d'une variété de semence non enregistrée sous le régime de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada pour vente ou importapermission of the Commission, assign to that 20 tion au Canada un grade supérieur au niveau 20 le plus bas établi par règlement pour ce type de grain.

1998, ch. 22

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à

terme.

190. L'intertitre précédant l'article 26 et sur les grains du Canada et la Loi sur les 25 sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme sont abrogés.

Loi sur les produits dangereux

L.R., ch. H-3

191. L'alinéa 3(1)b) de la Loi sur les 30 L.R., ch. 24 produits dangereux est remplacé par ce qui suit:

(3e supp.),

- b) de cosmétiques, d'instruments ou de drogues, au sens de la Loi sur la salubrité des produits de santé;
- b.1) d'aliments au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada:

(2) A document purporting to have been issued by the Minister referred to in subsection (1), certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

Clause 184: Subsection 36(4) reads as follows:

(4) Where a person is prosecuted under this Part for having manufactured an adulterated food or drug for sale, and it is established that the person had in his possession or on his premises any substance the addition of which to that food or drug has been declared by regulation to cause the adulteration of the food or drug, the onus of proving that the food or drug was not adulterated by the addition of that substance lies on the accused.

Clause 185: Subsection 37(1) reads as follows:

37. (1) This Act does not apply to any packaged food, drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word "Export" or "Exportation" and a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

Canada Grain Act

Clause 188: The definition "contaminated" in section 2 reads as follows:

"contaminated" means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals or is adulterated within the meaning of the regulations made pursuant to paragraph 30(1)(a) of the Food and Drugs Act:

Clause 189: Section 28 reads as follows:

28. Notwithstanding paragraph 27(4)(*b*), where grain of any kind is of a variety produced from seed of a variety that is not registered under the *Seeds Act* for sale in or importation into Canada, no person shall, except with the permission of the Commission, assign to that grain a grade that is higher than the lowest grade established by regulation for that kind of grain.

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

Clause 190: The heading before section 26 and sections 26 to 28 read as follows:

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

26. The long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

(2) Le certificat censé délivré par le ministre visé au paragraphe (1) et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Article 184. — Texte du paragraphe 36(4):

(4) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie pour fabrication, pour vente, d'un aliment ou d'une drogue falsifié, s'il est établi que la personne poursuivie avait en sa possession ou dans ses locaux une substance dont l'addition à l'aliment ou à la drogue est déclarée, par règlement, causer la falsification. l'accusé doit prouver que l'aliment ou la drogue n'a pas été falsifié par l'addition de cette substance.

Article 185. — Texte du paragraphe 37(1):

37. (1) La présente loi ne s'applique pas aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés qui sont fabriqués et vendus pour consommation à l'extérieur du pays si l'emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu'il y a eu délivrance d'un certificat réglementaire attestant que l'emballage et son contenu n'enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

Loi sur les grains du Canada

Article 188. — Texte de la définition de « contaminé » à l'article 2 :

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu'ils sont impropres à la consommation humaine et animale ou qui sont falsifiés au sens des règlements pris en vertu de l'alinéa 30(1)a) de la Loi sur les aliments et drogues.

Article 189. — Texte de l'article 28:

28. Nonobstant l'alinéa 27(4)b), il est interdit, sauf autorisation de la Commission, d'attribuer à un grain provenant d'une variété de semence non enregistrée sous le régime de la Loi sur les semences pour vente ou importation au Canada un grade supérieur au niveau le plus bas établi par règlement pour ce type de grain.

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

Article 190. — Texte de l'intertitre précédant l'article 26 et des articles 26 à 28 :

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE

26. Le titre intégral de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire est remplacé par ce qui suit :

R.S., c. 24 (3rd Supp.), s. 1

192. Paragraph 12(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) cosmetic, device or drug within the meaning of the *Health Products Safety Act*:
- (b.1) food within the meaning of the 5 Canada Food Safety and Inspection Act;

192. L'alinéa 12b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de cosmétiques, d'instruments ou de drogues, au sens de la Loi sur la salubrité des produits de santé;

b.1) d'aliments au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada:

L.R., ch. 24 (3e supp.),

L.R., ch. P-9

« Commission »

R.S., c. P-9 1995, c. 40,

s. 72

Pest Control Products Act

193. The definition "Tribunal" in section 2 of the Pest Control Products Act is replaced by the following:

"Tribunal" « Commission » tinued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penal-

ties Act:

194. The Act is amended by adding the following after section 2:

Registered feed or fertilizers

2.1 A feed or fertilizer registered under the Canada Food Safety and Inspection Act that contains a control product is deemed to be a control product that is registered under this Act, in the prescribed circumstances and 20 rasitaire sont, dans les circonstances et sous subject to prescribed conditions.

195. Subsection 6(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):

(d.1) prescribing circumstances and condi-25 tions for the purpose of section 2.1;

1997, c. 13

Tobacco Act

196. The definition "tobacco product" in section 2 of the Tobacco Act is replaced by the following:

posed in whole or in part of tobacco, including tobacco leaves and any extract of tobacco leaves. It includes cigarette papers, tubes and filters but does not include any food within the meaning of the Canada Food 35 Safety and Inspection Act that contains nicotine or any drug or device to which the Health Products Safety Act applies that con-

tains nicotine.

Loi sur les produits antiparasitaires

1995, ch. 40, 193. La définition de « Commission », à art. 72

l'article 2 de la Loi sur les produits antipara-10 sitaires, est remplacée par ce qui suit :

"Tribunal" means the Review Tribunal con-10 « Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire. 15

> 194. La même loi est modifiée par adjonc-15 tion, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 Les aliments pour animaux de ferme ou les engrais enregistrés en application de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au 20 Canada et qui contiennent un produit antiparéserve des conditions prévues par règlement, réputés être des produits antiparasitaires agréés aux termes de la présente loi.

Enregistrement des engrais

195. Le paragraphe 6(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

d.1) prévoir les circonstances et les conditions pour l'application de l'article 2.1; 30

Loi sur le tabac

1997, ch. 13

196. La définition de « produit du tabac », à l'article 2 de la Loi sur le tabac, est remplacée par ce qui suit :

"tobacco product" means a product com-30 « produit du tabac » Produit fabriqué à partir du tabac, y compris des feuilles et des ex-35 traits de celles-ci; y sont assimilés les tubes, papiers et filtres à cigarette. Sont toutefois exclus de la présente définition les aliments, au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, qui 40 contiennent de la nicotine, et les drogues et instruments en contenant qui sont régis par la Loi sur la salubrité des produits de santé.

« produit du product

"tobacco « produit du

- An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act
- 27. The definition "agri-food Act" in section 2 of the Act is replaced by the following:
- "agri-food Act" means the Canada Agricultural Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act or the Seeds Act;

CONDITIONAL AMENDMENTS

- **28.** (1) On the later of the coming into force of section **29** of the Farm Debt Mediation Act, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 26 of this Act, the long title of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act is replaced by the following:
- An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act
- (2) On the later of the coming into force of section 30 of the Farm Debt Mediation Act, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 27 of this Act, the definition "agri-food Act" in section 2 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act is replaced by the following:
- "agri-food Act" means the Canada Agricultural Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act or the Seeds Act;

Hazardous Products Act

- Clause 191: Paragraph 3(1)(b.1) is new. The relevant portion of subsection 3(1) reads as follows:
- 3. (1) This Part does not apply in respect of the advertising, sale or importation of any
 - (b) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the Food and Drugs Act;
- Clause 192: Paragraph 12(b.1) is new. The relevant portion of section 12 reads as follows:

- Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences
- 27. La définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :
- « loi agroalimentaire » La Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du hétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur les grains du Canada, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur les produits antiparasitaires, la Loi sur la protection des végétaux ou la Loi sur les semences.

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

- 28. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 29 de la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 26 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le titre intégral de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire est remplacé par ce qui suit :
- Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur la médiation en matière agricole, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences
- (2) À l'entrée en vigueur de l'article 30 de la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 27 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, est remplacée par ce qui suit:
- « loi agroalimentaire » La Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole, la Loi relative aux aliments du hétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur les grains du Canada, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur l'inspection des viandes, la Loi sur les produits antiparasitaires, la Loi sur la protection des végétaux ou la Loi sur les semences.

Loi sur les produits dangereux

- Article 191. L'alinéa 3(1)b.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 3(1):
- **3.** (1) Sont exclues de l'application de la présente partie la vente, l'importation ou la publicité :
 - b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou d'aliments au sens de la Loi sur les aliments et drogues;
- Article 192. L'alinéa 12b.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé de l'article 12 :

Ancien

règlement

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Regulations remain in force

197. (1) Regulations relating to food made under the Food and Drugs Act or the Consumer Packaging and Labelling Act and regulations made under any of the Canada Fertilizers Act, the Fish Inspection Act, the Meat Inspection Act and the Seeds Act remain in force and, subject to subsection (2), are deemed to have been made under this Act, in so far as they are not inconsistent 10 with this Act, until they are repealed or others made in their place.

197. (1) Les règlements d'application des lois suivantes: la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur Agricultural Products Act, the Feeds Act, the 5 l'inspection du poisson, la Loi sur l'inspec-5 tion des viandes et la Loi sur les semences, et, en ce qui a trait aux aliments, les règlements d'application de la Loi sur les aliments et drogues et la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, demeu-10 rent en vigueur et, sous réserve du paragraphe (2), sont réputés avoir été pris en application de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, dans la mesure de leur compatibilité avec celle-ci, 15 jusqu'à leur abrogation ou remplacement.

Regulations remain in

(2) Regulations and portions of regulations referred to in subsection (1) that relate to the enforcement of any Act referred to in 15 subsection 11(1) of the Canadian Food Inspection Agency Act or to any matter referred to in section 66 of that Act are deemed to have been made under that Act.

(2) Tout ou partie des règlements visés au paragraphe (1) et relatifs à des questions ayant trait au contrôle d'application d'une des lois visées au paragraphe 11(1) de la Loi 20 sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments ou à une des questions visées par l'article 66 de cette loi sont réputés avoir été pris en vertu de cet article.

Pouvoir de prendre des règlements

Existing licences and registrations

198. Licences and registrations under the 20 Canada Agricultural Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Fish Inspection Act, the Meat Inspection Act and the Seeds Act remain in force according to their terms period during which they would have been in force had those Acts not been repealed.

198. Les agréments ou enregistrements 25 Agréments et visés par les lois suivantes : la Loi sur les produits agricoles au Canada, la Loi relative aux aliments du bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur and conditions for the remainder of the 25 l'inspection des viandes et la Loi sur les 30 semences demeurent en vigueur jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils avaient été prévus, et ce comme si ces lois n'avaient pas été abrogées.

enregistreexistants

Issuance of new licences registrations

- 199. (1) Until a day or days to be fixed by order of the Governor in Council in respect of any or all of paragraphs (a) to (g),
 - (a) persons may be licensed under regulations made under the Canada Agricultural Products Act, the Fish Inspection Act and the Meat Inspection Act that remain in force under section 197; 35
 - (b) establishments, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the Canada Agricultural Products Act, the Meat Inspection Act

199. (1) Jusqu'à la date ou aux dates à 35 Délivrance de fixer à l'égard des alinéas a) à g) par décret 30 du gouverneur en conseil :

agréments

- a) il est possible de devenir titulaire de licence ou d'autre agrément, selon le cas, en application des règlements pris en 40 vertu de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur l'inspection du poisson et de la Loi sur l'inspection des viandes:
- b) les établissements, au sens du paragra-45 phe 2(1), peuvent être enregistrés ou

12. This Part does not apply in respect of the sale or importation of any

(h) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the Food and Drugs Act;

Pest Control Products Act

Clause 193: The definition "Tribunal" in section 2 reads as follows:

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the Canada Agricultural Products Act;

Clause 194: New.

Clause 195: New. The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) The Governor in Council may make regulations

Tobacco Act

Clause 196: The definition "tobacco product" in section 2 reads as follows:

"tobacco product" means a product composed in whole or in part of tobacco, including tobacco leaves and any extract of tobacco leaves. It includes cigarette papers, tubes and filters but does not include any food, drug or device that contains nicotine to which the *Food and Drugs Act* applies. 12. Sont exclues de l'application de la présente partie la vente ou l'importation :

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou d'aliments, au sens de la Loi sur les aliments et drogues;

Loi sur les produits antiparasitaires

Article 193. — Texte de la définition de « Commission » à l'article 2 :

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la Loi sur les produits agricoles au Canada.

Article 194. — Nouveau.

Article 195. — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 6(1):

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Loi sur le tabac

Article 196. — Texte de la définition de « produit du tabac » à l'article 2 :

« produit du tabac » Produit fabriqué à partir du tabac, y compris des feuilles et des extraits de celles-ci; y sont assimilés les tubes, papiers et filtres à cigarette. Sont toutefois exclus de la présente définition les aliments, drogues et instruments contenant de la nicotine régis par la Loi sur les aliments et drogues.

Pending

applications

- and the Fish Inspection Act that remain in force under section 197:
- (c) activities and operations regulated by this Act may be licensed, registered or accredited under regulations made un- 5 der the Canada Agricultural Products Act that remain in force under section 197;
- (d) labels, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the Canada Agricultural 10 Products Act and the Meat Inspection Act that remain in force under section 197:
- (e) feeds, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the Feeds Act that remain in 15 force under section 197:
- (f) fertilizers and supplements, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the Fertilizers Act that remain in force under 20 section 197; and
- (g) varieties of seeds, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the Seeds Act that remain in force under section 197.

- agréés en application des règlements pris en vertu de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur l'inspection du poisson et de la Loi sur l'inspection des viandes qui demeurent en vigueur en 5 vertu de l'article 197;
- c) les activités régies par la présente loi peuvent être agréées en application des règlements pris en vertu de la Loi sur les produits agricoles au Canada qui demeu-10 rent en vigueur en vertu de l'article 197;
- d) les étiquettes, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrées en application des règlements pris en vertu de la Loi sur les produits agricoles au Canada et 15 de la Loi sur l'inspection des viandes qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;
- e) les aliments pour animaux de ferme, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être 20 enregistrés en application des règlements pris en vertu de la Loi relative aux aliments du bétail qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;
- f) les engrais et les suppléments, au sens 25 du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrés en application des règlements pris en vertu de la Loi sur les engrais qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;
- g) les variétés de semences, au sens du 30 paragraphe 2(1), peuvent être enregistrées en application des règlements pris en vertu de la Loi sur les semences qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197. 35

avant leur abrogation respective, sont traitées en conformité avec le paragraphe (1). 45

(2) Les demandes d'agrément — de licences ou d'enregistrement, selon le cas - faites sous le régime des lois suivantes: la Loi sur les produits agricoles au bétail, la Loi sur les engrais, la Loi sur l'inspection du poisson, la Loi sur l'inspection des viandes et la Loi sur les semences,

Demandes

(2) Applications for licences or registration under the Canada Agricultural Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Fish Inspection Act, the Meat Inspection Act or the Seeds Act that were made before 30 Canada, la Loi relative aux aliments du 40 the repeal of those Acts may be dealt with in accordance with subsection (1).



Deeming -

200. Licences that remain in force under section 198 or that are issued under section 199 are deemed to be licences issued under this Act.

Deeming registrations

201. Registrations, other than registra- 5 tions of labels, feeds, fertilizers, supplements and varieties of seeds, as those terms are defined in subsection 2(1), that remain in force under section 198 or that are made issued under this Act.

Regulations

- 202. The Governor in Council may make regulations that the Governor in Council considers necessary to give effect to sections 197 to 201, including regulations
 - (a) deeming the deemed licences referred to in section 200 to be of a prescribed class of licence issued under this Act; and
 - (b) providing for any other transitional matter. 20

Coming into Force

Coming into force

203. This Act or any of its provisions, or any provision of an Act enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Authority to substitute actual date

204. On or after the day on which section 5.1 of the Plant Breeders' Rights Act, as enacted by section 136, comes into force, the Governor in Council may, by order, amend that Act by replacing references to the day 30 136 — ou par la suite, modifier cette loi en on which section 5.1 of that Act comes into force with references to the actual date on which that section came into force.

200. Les licences ou autres agréments en vigueur en vertu de l'article 198 ou qui ont été délivrés en vertu de l'article 199 sont réputés avoir été délivrés en vertu de la présente loi.

Agréments réputés en vigueur

201. Sauf en ce qui a trait aux enregistrements d'étiquettes, d'aliments pour animaux de ferme, d'engrais, de suppléments et de variétés de semences au sens du paragraphe 2(1), les enregistrements qui 10 under section 199 are deemed to be licences 10 restent en vigueur en vertu de l'article 198 ou qui ont été agréés en vertu de l'article 199 sont réputés être des licences délivrées en vertu de la présente loi.

Enregistrements réputés en vigueur

202. Le gouverneur en conseil peut pren-15 Règlements dre les règlements qu'il estime nécessaires à l'application des articles 197 à 201, 15 notamment des règlements :

- a) assimilant les licences ou autres agréments visés à l'article 200 à une catégorie 20 de licence délivrée en vertu de la présente
- b) concernant des mesures transitoires.

Entrée en vigueur

203. La présente loi, ou telle de ses dispositions ou des dispositions édictées par 25 elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur

204. Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 de la Loi sur la protection des 30 obtentions végétales - édicté par l'article remplacant les renvois à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de cet35 article.

remplacer des

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

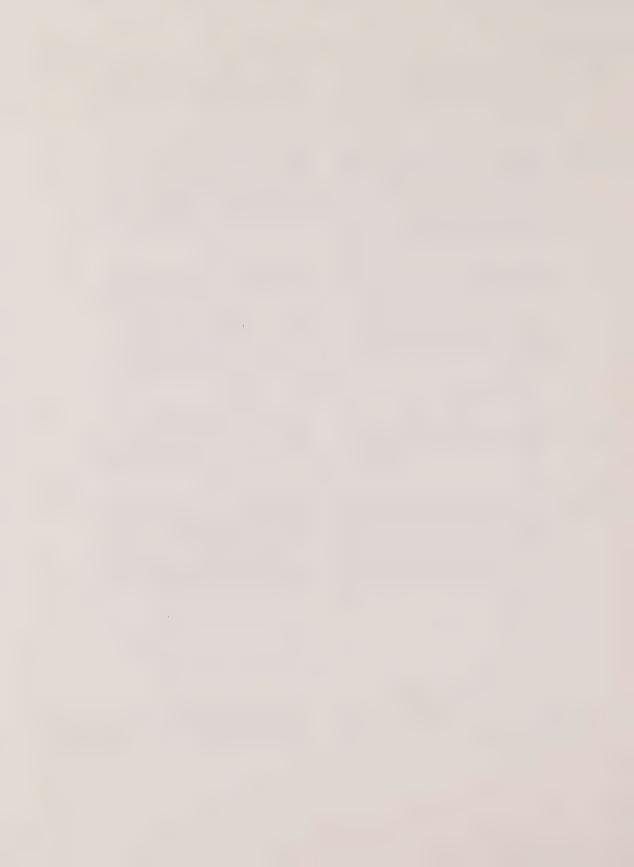
Public Works and Government Services Canada - Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

25

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9



C-81

C-81

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-81

PROJET DE LOI C-81

An Act to facilitate combatting the laundering of proceeds of crime, to establish the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada and to amend or repeal certain Acts in consequence Loi visant à faciliter la répression du recyclage financier des produits de la criminalité, constituant le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

First reading, May 31, 1999

Première lecture le 31 mai 1999



THE MINISTER OF FINANCE

LE MINISTRE DES FINANCES

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to facilitate combatting the laundering of proceeds of crime, to establish the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada and to amend or repeal certain Acts in consequence".

SUMMARY

Part 1 of this enactment establishes specific measures to detect and deter money laundering and to facilitate the investigation and prosecution of money laundering offences. These measures include requiring financial institutions and other persons and entities that act as financial intermediaries to keep records and report suspicious financial transactions

Part 2 of this enactment requires all persons or entities importing into Canada or exporting from Canada currency and monetary instruments of a value over a prescribed amount to file a report with the Department of National Revenue.

Part 3 of this enactment establishes an independent agency to be called the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada (the Centre) that will receive reports made under Parts 1 and 2. The Centre will analyse and assess the reports together with other information available to it. If the Centre has reasonable grounds to suspect that the designated information would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence, it shall disclose only designated information to the appropriate police force and, if specified conditions are met, to the Department of National Revenue, the Canadian Security and Intelligence Service and the Department of Citizenship and Immigration. The Centre is also responsible for conducting research and for undertaking educational measures to inform those who are required to report suspicious transactions and the law enforcement community about the nature and extent of money laundering and effective deterrence and detection measures.

Part 4 of this enactment creates offences for failing to report suspicious financial transactions and for the inappropriate disclosure or use of information under the control of the Centre.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address: http://www.parl.gc.ca

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi visant à faciliter la répression du recyclage financier des produits de la criminalité, constituant le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence ».

SOMMAIRE

La partie 1 du texte institue des mécanismes visant à détecter et décourager le recyclage des produits de la criminalité et à faciliter les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions dans ce domaine. Ces mesures exigent notamment des institutions financières et autres personnes et entités agissant à titre d'intermédiaire financier la tenue de documents et la déclaration des opérations financières douteuses.

La partie 2 du texte exige la déclaration à Revenu Canada des espèces ou effets d'une valeur supérieure au montant réglementaire qui sont importés ou exportés.

La partie 3 du texte constitue un organisme autonome dénommé le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, qui recueillera les déclarations faites aux termes des parties 1 et 2, pour ensuite en faire l'analyse et l'appréciation de même que celles des autres renseignements dont il dispose. Si le Centre a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements désignés seraient utiles aux fins d'enquête et de poursuites d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité, il pourra communiquer ces renseignements aux forces policières compétentes et, si les conditions précisées au texte sont remplies, au ministère du Revenu national, au Service canadien du renseignement de sécurité et au ministère de la Citovenneté et de l'Immigration. Le Centre est également chargé de faire des recherches et de prendre des mesures visant à sensibiliser les personnes et entités qui doivent déclarer les opérations douteuses et les personnes chargées de l'application de la loi sur la nature et la portée du recyclage des produits de la criminalité ainsi que sur les mesures de détection et de dissuasion qui peuvent être prises.

La partie 4 du texte érige en infractions la non-déclaration des opérations financières douteuses et la communication ou l'utilisation prohibées de renseignements qui relèvent du Centre.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:

http://www.parl.gc.ca

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO FACILITATE COMBATTING THE LAUNDERING OF PROCEEDS OF CRIME, TO ESTABLISH THE FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA AND TO AMEND OR REPEAL CERTAIN ACTS IN CONSEQUENCE

TABLE ANALYTIQUE

LOI VISANT À FACILITER LA RÉPRESSION DU RECYCLAGE FINANCIER DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ, CONSTITUANT LE CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA ET MODIFIANT ET ABROGEANT CERTAINES LOIS EN CONSÉQUENCE

	SHORT TITLE		TITRE ABRÉGÉ
1.	Short title	1.	Titre abrégé
	INTERPRETATION		DÉFINITIONS
2.	Definitions	2.	Définitions
	OBJECT OF ACT		OBJET DE LA LOI
3.	Object	3.	Objet
	HER MAJESTY		SA MAJESTÉ
4.	Binding on Her Majesty	4.	Obligation de Sa Majesté
	PART 1		PARTIE 1
RE	ECORD KEEPING AND REPORTING OF SUSPICIOUS TRANSACTIONS		TENUE DE DOCUMENTS ET DÉCLARATION DES OPÉRATIONS DOUTEUSES
	Application		Champ d'application
5.	Application of Part	5.	Application
	Record Keeping		Tenue et conservation de documents
6.	Duties	6.	Obligation
	Reporting		Déclaration
7.	Transactions if reasonable grounds to suspect	7.	Opérations à déclarer
8.	No disclosure of reports	8.	Confidentialité
9.	Transactions indicative of money laundering	9.	Opérations révélant des activités de recyclage des produits de la criminalité
10.	Immunity	10.	Immunité
11.	Solicitor-client privilege	11.	Secret professionnel
	Regulations		Règlements
12.	Regulations	12.	Règlements

PARTIE 2

DÉCLARATION DES ESPÈCES ET EFFETS

PART 2

REPORTING OF CURRENCY AND MONETARY INSTRUMENTS

Delivery after final order

36.

	11101110111111		
	Reporting		Déclaration
13.	Currency and monetary instruments	13.	Déclaration
14.	Decision not to proceed with importing or exporting	14.	Cas de non-importation ou de non-exportation
	Retention		Rétention
15.	Temporary retention	15.	Rétention temporaire
	Searches		Fouilles et perquisitions
16.	Search of the person	16.	Fouille de personnes
17.	Search of conveyance	17.	Fouille d'un moyen de transport
18.	Examination and opening of mail	18.	Examen du courrier
	Seizures		Saisie
19.	Seizure and forfeiture	19.	Saisie et confiscation
20.	Power to call in aid	20.	Main-forte
21.	Report to Deputy Minister and the Centre	21.	Rapport au sous-ministre et au Centre
	Exported Mail		Courrier destiné à l'exportation
22.	Mail to be made available to an officer	22.	Contrôle du courrier
Trans	fer to the Minister of Public Works and Government Services		Remise
23.	When forfeiture under s. 15(5)	23.	Confiscation aux termes du par. 15(5)
	Forfeiture		Confiscation
24.	Time of forfeiture	24.	Moment de la confiscation
	Review and Appeal		Révision et appel
25.	Review of forfeiture	25.	Conditions de révision
26.	Request for Minister's decision	26.	Demande de révision
27.	Notice of Deputy Minister	27.	Signification du sous-ministre
28.	Decision of the Minister	28.	Décision du ministre
29.	If there is no contravention	29.	Cas sans contravention
30.	If there is a contravention	30.	Cas de contravention
31.	Appeal to Federal Court	31.	Cour fédérale
32.	Service of notices	32.	Signification des avis
	Third Party Claims		Revendication des tiers
33.	Interest as owner	33.	Droits de propriété
34.	Order	34.	Ordonnance
35.	Appeal	35.	Appel

36.

Restitution au requérant

	Disclosure of Information		Communication de renseignements
37.	Prohibition	37.	Interdiction
38.	Use of information	38.	Utilisation des renseignements
	Delegation		Délégation
39.	Minister's duties	39.	Délégation
57.	Regulations	37.	Règlements
	педишиль		Regiemenis
40.	Regulations	40.	Règlements
	PART 3		PARTIE 3
FIN.	ANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA		CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA
	Object		Objet
4.1	Okkin	4.1	01.
41.	Object Fatablishment of the Control	41.	Objet Constitution du Centre
	Establishment of the Centre		Constitution au Centre
42.	Centre established	42.	Constitution du Centre
43.	Minister is responsible	43.	Ministre responsable
	Organization and Head Office		Organisation et siège
44.	Appointment of Director	44.	Nomination
45.	Accident compensation	45.	Indemnisation
46.	Director's powers	46.	Attributions du directeur
47.	Employees	47.	Employés
48.	Remuneration	48.	Rémunération
49.	Head office	49.	Siège du Centre
	Human Resources		Gestion des ressources humaines
50.	Separate employer	50.	Employeur distinct
51.	Political partisanship	51.	Activités politiques
	Authority to Provide Services		Accord de service
52.	Authority to provide services	52.	Pouvoir
	Powers and Duties of the Centre		Attributions
53.	Reports and information	53.	Mission
	Disclosure and Use of Information		Communication et utilisation des renseignements
54.	Disclosure by Centre prohibited	54.	Interdiction : Centre
55.	Agreements and arrangements	55.	Accord de collaboration
56.	Use of information	56.	Utilisation des renseignements
57.	Feedback, research and public education	57.	Rétroaction, recherche et sensibilisation
58.	Immunity from compulsory processes	58.	Non-contraignabilité
59.	Limitation on orders for disclosure of information	59.	Exception : ordonnance de communication

60.	Certain provisions of <i>Income Tax Act</i> and <i>Excise Tax Act</i> not applicable	60.	Dispositions fiscales
	Compliance Measures		Contrôle d'application
61.	To ensure compliance	61.	Mesures d'application de la loi
62.	Warrant required to enter dwelling-house	62.	Mandat pour habitation
63.	Definition of "judge"	63.	Définition de « juge »
64.	Disclosure to law enforcement agencies	64.	Organismes chargés de l'application de la loi
	Contracts and Agreements		Contrats et autres accords
65.	Power to enter into	65.	Conclusion d'accords
66.	Choice of service providers	66.	Choix de fournisseurs
	Legal Proceedings		Procédures judiciaires
67.	Centre	67.	Actions en justice
68.	No liability	68.	Immunité judiciaire
	Audit		Vérification
69.	Audit	69.	Vérification
	Reports		Rapports
70.	Annual report	70.	Rapport d'activités
71.	Review of Act by parliamentary committee	71.	Examen par un comité parlementaire
	Regulations		Règlements
72.	Regulations	72.	Règlements
	PART 4		PARTIE 4
	OFFENCES AND PUNISHMENT		INFRACTIONS ET PEINES
73.	General offences	73.	Infractions générales
74.	Reporting — section 7	74.	Déclarations : art. 7
75.	Disclosure	75.	Communication prohibée
76.	Reporting — section 9	76.	Déclarations : art. 9
77.	Liability of officers and directors	77.	Responsabilité pénale
78.	Offence by employee or agent	78.	Perpétration par un employé ou mandataire
79.	Exemption	79.	Exemption
80.	Time limitation	80.	Prescription
81.	Venue	81.	Ressort
	PART 5		PARTIE 5
CON	SEQUENTIAL AND CONDITIONAL AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE	MODI	FICATIONS CORRÉLATIVES ET CONDITIONNELLES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
82-83.	Access to Information Act	82-83.	Loi sur l'accès à l'information

84-86. Loi sur la Société canadienne des postes

87. Code criminel

84-86. Canada Post Corporation Act

Criminal Code

87.

88.	Privacy Act	88.	Loi sur la protection des renseignements personnels
89.	Public Service Staff Relations Act	89.	Loi sur les relations de travail dans la fonction publique
90.	Public Service Superannuation Act	90.	Loi sur la pension de la fonction publique
91-95.	Seized Property Management Act	91-95.	Loi sur l'administration des biens saisis
	Conditional Amendments		Modifications conditionnelles
96.	1999, c. 17	96.	1999, ch. 17
97.	Bill C-54	97.	Projet de loi C-54
98.	Bill C-67	98.	Projet de loi C-67
	Repeal		Abrogation
99.	Repeal	99.	Abrogation
	Coming into Force		Entrée en vigueur
100.	Coming into force	100.	Entrée en vigueur



1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1re session, 36e législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-81

An Act to facilitate combatting the laundering of proceeds of crime, to establish the Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada and to amend or repeal certain Acts in consequence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act.

INTERPRETATION

- 2. The definitions in this section apply in this Act.
- "authorized person" means a person who is authorized under subsection 46(2).
- and Reports Analysis Centre of Canada established by section 42.
- "client" means a person who engages in a financial transaction or activity with a person or an entity referred to in section 5 and in-15 « Centre » Le Centre d'analyse des opérations 15 cludes a person or an entity on whose behalf the person who engages in the transaction or activity is acting.
- "courier" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Customs Act.
- "customs office" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Customs Act.
- "Deputy Minister" means the Deputy Minister of National Revenue.

PROJET DE LOI C-81

Loi visant à faciliter la répression du recyclage financier des produits de la criminalité, constituant le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada et modifiant et abrogeant certaines lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur le recyclage des produits de la 5 criminalité.

DÉFINITIONS

- 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.
- « agent » S'entend au sens de « agent » ou « agent des douanes » au paragraphe 2(1) de la Loi sur les douanes.
- "Centre" means the Financial Transactions 10 « avocat » Dans la province de Québec, le notaire est assimilé à l'avocat.
 - « bureau de douane » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les douanes.
 - et déclarations financières du Canada constitué par l'article 42.
 - « client » Toute personne qui effectue une opération ou se livre à une activité financières avec une personne ou une entité visées 20 à l'article 5, ainsi que toute personne ou entité pour le compte de qui elle agit.
 - « envois » ou « courrier » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur la Société canadienne des postes.
 - « infraction de recyclage des produits de la criminalité » Toute infraction visée au para-

« infraction de recyclage des produits

"mail"

Titre abrégé

Définitions

« agent » "officer"

« bureau de

"customs

5

Short title

Definitions

"authorized person" « personne autorisée »

"Centre" « Centre »

"client" « client »

"courier" « messager »

"customs office' « bureau de douane »

"Deputy Minister

ministre »

"lawyer"

"lawyer" means, in the Province of Quebec, an advocate or a notary and, in any other province, a barrister or solicitor.

"mail" « envois » ou « courrier »

"Minister" « ministre » "mail" has the same meaning as in subsection

2(1) of the Canada Post Corporation Act. "Minister" means

(a) in relation to sections 26 to 39, the

Minister of National Revenue; and

(b) in relation to any other provision of this Act, the member of the Queen's 10 Privy Council for Canada who is designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of that provision.

"money laundering offence' « infraction de recyclage des produits de la criminalité » "money laundering offence" means an of-15 « personne autorisée » Personne autorisée en fence under subsection 462.31(1) of the Criminal Code, section 9 of the Controlled Drugs and Substances Act, section 126.2 of the Excise Act, section 163.2 of the Customs Act or section 5 of the Corruption of For- 20 eign Public Officials Act.

"officer" "officer" has the same meaning as in subsec-« agent » tion 2(1) of the Customs Act.

"prescribed" Version anglaise seulement

"prescribed" means prescribed by regulations made by the Governor in Council.

graphe 462.31(1) du Code criminel, à l'article 9 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, à l'article 126.2 de la Loi sur l'accise, à l'article 163.2 de la Loi sur les douanes ou à l'article 5 de la Loi 5 sur la corruption d'agents publics étran-

« messager » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la Loi sur les douanes.

« messager » "courier"

"Minister

« ministre » Le ministre du Revenu national 10 « ministre » pour l'application des articles 26 à 39 ou le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de telle autre disposition de la présente loi.

vertu du paragraphe 46(2).

« personne autorisée » "authorized person"

« sous-ministre » Le sous-ministre du Revenu national.

« sousministre » "Deputy Minister

OBJECT OF ACT

Object

3. The object of this Act is

(a) to implement specific measures to detect and deter money laundering and to facilitate the investigation and prosecution of money laundering offences, including

(i) establishing record keeping and client identification requirements for financial services providers and other persons that engage in businesses, professions or activities that are susceptible to being 35 used for money laundering,

(ii) requiring the reporting of suspicious financial transactions and of cross-border movements of currency and monetary instruments, and

(iii) establishing an agency that is responsible for dealing with reported and other information;

OBJET DE LA LOI

3. La présente loi a pour objet :

20 Objet

a) de mettre en oeuvre des mesures visant à détecter et décourager le recyclage des produits de la criminalité et à faciliter les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions de recyclage des produits de la 25 criminalité, notamment :

- (i) imposer des obligations de tenue de documents et d'identification des clients aux fournisseurs de services financiers et autres personnes qui se livrent à l'exploi-30 tation d'une entreprise ou à l'exercice d'une profession ou d'activités susceptibles d'être utilisées pour le recyclage des produits de la criminalité,
- (ii) établir un régime de déclaration 35 obligatoire des opérations financières douteuses et des mouvements transfrontaliers d'espèces et d'effets,

- (b) to respond to the threat posed by organized crime by providing law enforcement officials with the information they need to deprive criminals of the proceeds of their criminal activities, while ensuring that 5 appropriate safeguards are put in place to protect the privacy of persons with respect to personal information about themselves; and
- (c) to assist in fulfilling Canada's interna-10 tional commitments to participate in the fight against transnational crime, particularly money laundering.
- (iii) constituer un organisme chargé de l'examen de renseignements, notamment ceux portés à son attention en application du sous-alinéa (ii);
- b) de combattre le crime organisé en 5 fournissant aux responsables de l'application de la loi les renseignements leur permettant de priver les criminels du produit de leurs activités illicites, tout en assurant la mise en place des garanties 10 nécessaires à la protection de la vie privée des personnels à l'égard des renseignements personnels les concernant;
- c) d'aider le Canada à remplir ses engagements internationaux dans la lutte contre le 15 crime transnational, particulièrement le recyclage des produits de la criminalité.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty **4.** This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 15 Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

PART 1

RECORD KEEPING AND REPORTING OF SUSPICIOUS TRANSACTIONS

Application

Application of Part

- **5.** This Part applies to the following persons and entities:
 - (a) banks to which the Bank Act applies;
 - (b) cooperative credit societies, credit unions and caisses populaires regulated by 20 a provincial Act and associations regulated by the *Cooperative Credit Associations Act*;
 - (c) life companies or foreign life companies to which the *Insurance Companies Act* applies or life insurance companies regu- 25 lated by a provincial Act;
 - (d) companies to which the Trust and Loan Companies Act applies;
 - (e) trust companies regulated by a provincial Act; 30
 - (f) loan companies regulated by a provincial Act:
 - (g) persons engaged in the business of dealing in securities, including portfolio management and investment counselling; 35

PARTIE 1

TENUE DE DOCUMENTS ET DÉCLARATION DES OPÉRATIONS DOUTEUSES

Champ d'application

- **5.** La présente partie s'applique aux person-20 Application nes et entités suivantes :
 - a) les banques régies par la Loi sur les banques;
 - b) les coopératives de crédit, caisses de crédit et caisses populaires régies par une 25 loi provinciale et les associations régies par la Loi sur les associations coopératives de crédit;
 - c) les sociétés d'assurance-vie et sociétés d'assurance-vie étrangères régies par la *Loi* 30 sur les sociétés d'assurances ainsi que les sociétés d'assurance-vie régies par une loi provinciale;
 - d) les sociétés régies par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt;
 - e) les sociétés de fiducie régies par une loi provinciale;

- (h) persons engaged in the business of foreign exchange dealing;
- (i) persons engaged in a business, a profession or an activity described in regulations made under paragraph 12(1)(a);
- (i) prescribed departments and agents of Her Majesty in right of Canada or of a province, and prescribed entities controlled by Her Majesty in either of those rights, that are engaged in a business that is similar to 10 the business engaged in by a person or an entity referred to in any of paragraphs (a) to (i); and
- (k) for the purposes of sections 7 to 10, employees of a person or an entity referred 15 to in any of paragraphs (a) to (j).

Record Keeping

Duties

6. Every person or entity shall keep and retain records that relate to financial activities in accordance with the regulations made under subsection 12(1).

Reporting

Transactions if reasonable grounds to suspect

7. Every person or entity shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, every financial transaction that occurs in the course of their activities and in respect of that the transaction is related to the commission of a money laundering offence.

No disclosure of reports

8. No person or entity shall disclose that they have made a report under section 7, or intent to prejudice a criminal investigation, whether or not a criminal investigation has begun.

Transactions indicative of laundering

9. (1) Every person or entity shall report to the Centre, in the prescribed form and manner, 35 de déclarer au Centre, selon les modalités every prescribed financial transaction that occurs in the course of their activities.

- f) les sociétés de prêt régies par une loi provinciale;
- g) les personnes qui se livrent au commerce des valeurs mobilières, y compris la gestion de portefeuille et la fourniture de conseils 5 en placement;
- h) les personnes qui se livrent aux opérations de change;
- i) les personnes qui se livrent à l'exploitation d'une entreprise ou à l'exercice d'une 10 profession ou d'activités visées par un règlement pris en vertu de l'alinéa 12(1)a);
- j) les ministères et mandataires de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province et les entités contrôlées par elle, 15 qui sont visés par règlement et exerçent des activités similaires à celles des personnes et entités visées aux alinéas a) à i);
- k) les employés des personnes et entités visées à l'un des alinéas a) à j) pour 20 l'application des articles 7 à 10.

Tenue et conservation de documents

Obligation 6. Il incombe à toute personne ou entité de

tenir les documents prévus par les règlements pris en vertu du paragraphe 12(1) et de les 20 conserver de la manière prévue.

Déclaration

7. Il incombe à toute personne ou entité de déclarer au Centre, selon les modalités réglementaires, les opérations financières effectuées dans le cours de ses activités et à l'égard which there are reasonable grounds to suspect 25 desquelles il y a des motifs raisonnables de 30 soupçonner qu'elles sont liées à la perpétration d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité.

8. Nul ne peut révéler qu'il a fait une déclaration en application de l'article 7 ou en 35 disclose the contents of such a report, with the 30 dévoiler le contenu dans l'intention de nuire à une enquête criminelle en cours ou à venir.

Confiden-

9. (1) Il incombe à toute personne ou entité réglementaires, les opérations financières vi-40 recyclage des sées par règlement qui sont effectuées dans le cours de ses activités.

Opérations révélant des activités de produits de la

Opérations à déclarer

Exemption

Limitation

(2) Subsection (1) does not apply to prescribed persons or entities or classes of persons or entities in respect of prescribed transactions, classes of transactions, clients or are met.

List of persons

(3) Every person or entity shall maintain a list, in the prescribed form and manner, of their clients in respect of whom a report would it not for subsection (2). However, a person or an entity may choose to report a client's transactions under subsection (1) instead of maintaining the list in respect of that client.

Immunity

10. No criminal or civil proceedings lie 15 against a person or an entity for making a report in good faith under section 7 or 9.

Solicitorprivilege

11. Nothing in this Part requires a lawyer to disclose any communication that is subject to solicitor-client privilege.

Regulations

Regulations

- 12. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations
 - (a) describing businesses, professions and activities for the purpose of paragraph 5(i); 25
 - (b) specifying the types of records to be kept and retained under section 6 and the information to be included in them;
 - (c) specifying the period for which, and the methods by which, records referred to in 30 paragraph (b) are to be retained;
 - (d) specifying measures that persons or entities are to take to ascertain the identity of their clients, if the transaction is one in respect of which this Part applies; 35
 - (e) prescribing anything that by any provision of this Part is to be prescribed; and
 - (f) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Publication of proposed regulations

(2) Subject to subsection (3), a copy of each 40 regulation that the Governor in Council proposes to make under subsection (1) shall be published in the Canada Gazette at least 90

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes ou entités — ou aux catégories de personnes ou entités — visées par règlement à l'égard d'opérations, de catégories d'opéraclasses of clients, if the prescribed conditions 5 tions, de clients ou de catégories de clients 5 visés par règlement, si les conditions réglementaires sont remplies.
- (3) Il incombe à toute personne ou entité de dresser et de maintenir, selon les modalités réglementaires, une liste des clients à l'égard 10 have been required under subsection (1) were 10 desquels elles auraient été tenues, n'eût été du paragraphe (2), de faire une déclaration en application du paragraphe (1). Néanmoins, elles peuvent choisir de se conformer au paragraphe (1) à l'égard d'un client au lieu 15 d'inscrire celui-ci sur une telle liste.

10. Nul ne peut être poursuivi pour avoir fait de bonne foi une déclaration au titre des articles 7 ou 9.

11. La présente partie n'a pas pour effet de 20 Secret porter atteinte au secret professionnel de 20 l'avocat.

Règlements

12. (1) Le gouverneur en conseil peut par règlement, sur recommandation du ministre :

Règlements

- a) déterminer les entreprises, les profes-25 sions et les activités visées à l'alinéa 5i):
- b) catégoriser les documents visés à l'article 6 et déterminer les renseignements à y porter;
- c) déterminer la durée et les méthodes de 30 conservation de ces documents;
- d) préciser les mesures à prendre par les personnes ou entités afin de vérifier l'identité des clients avec qui elles effectuent des opérations visées par la présente partie;
- e) prendre toute mesure réglementaire prévue par la présente partie;
- f) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), les 40 Publication projets de règlements visés au paragraphe (1) sont publiés dans la Gazette du Canada au moins quatre-vingt-dix jours avant la date

des projets de règlements

days before its proposed effective date, and a reasonable opportunity shall be given to interested persons within those 90 days to make representations to the Minister with respect to the proposed regulation.

Proceeds of Crime (Money Laundering)

Publication of changes

(3) When a regulation under this Act is changed during the 90-day period referred to in subsection (2), the regulation shall be published in the Canada Gazette at least 30 days before its proposed effective date.

envisagée pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter au ministre, pendant ce délai, leurs observations à cet égard.

(3) Si les règlements pris en vertu de la 5 Publication présente partie sont modifiés pendant la période de quatre-vingt-dix jours visée au paragraphe (2), ils sont publiés dans la Gazette 10 du Canada au moins trente jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur.

en cas de modification

PART 2

REPORTING OF CURRENCY AND MONETARY INSTRUMENTS

Reporting

Currency and monetary

13. (1) If currency or monetary instruments of a value greater than the prescribed amount are imported into or exported from Canada, the person or entity referred to in subsection accordance with the regulations.

Limitation

(2) A person or entity is not required to make a report under subsection (1) in respect of an activity if the prescribed conditions are and if the person or entity satisfies an officer that those conditions have been met.

Who must report

- (3) Currency or monetary instruments shall be reported under subsection (1)
 - (a) in the case of currency or monetary 25 instruments in the actual possession of a person arriving in or departing from Canada, or that form part of their baggage if they and their baggage are being carried on board the same conveyance, by that person; 30
 - (b) in the case of currency or monetary instruments imported into Canada by courier or as mail, by the exporter of the currency or monetary instruments or, on receiving notice under subsection 15(2), by the im-35 porter;
 - (c) in the case of currency or monetary instruments exported from Canada by courier or as mail, by the exporter of the currency or monetary instruments;

PARTIE 2

DÉCLARATION DES ESPÈCES ET **EFFETS**

Déclaration

13. (1) Les personnes ou entités visées au paragraphe (3) sont tenues de déclarer à l'agent, conformément aux règlements, l'importation ou l'exportation des espèces ou (3) shall report the activity to an officer in 15 effets d'une valeur supérieure au montant 15 réglementaire.

Déclaration

(2) Une personne ou une entité n'est pas tenue de faire une déclaration en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une importation ou met in respect of the person, entity or activity, 20 d'une exportation si les conditions réglemen-20 taires sont réunies à l'égard de la personne, de l'entité, de l'importation ou de l'exportation et si la personne ou l'entité convainc un agent de ce fait.

- (3) Le déclarant est, selon le cas :
- a) la personne ayant en sa possession effective ou parmi ses bagages les espèces ou effets se trouvant à bord du moyen de transport par lequel elle est arrivée au Canada ou a quitté le pays; 30
- b) s'agissant d'espèces ou d'effets importés par messager ou par courrier, l'exportateur étranger ou, sur notification aux termes du paragraphe 15(2), l'importateur;
- c) l'exportateur des espèces ou effets expor-35 tés par messager ou par courrier;
- d) le responsable du moyen de transport arrivé au Canada ou qui a quitté le pays et à bord duquel se trouvent des espèces ou effets autres que ceux visés à l'alinéa a) ou 40 importés ou exportés par courrier;

Exception

25 Déclarant

(d) in the case of currency or monetary instruments, other than those referred to in paragraph (a) or imported or exported as mail, that are on board a conveyance arriving in or departing from Canada, by the 5 person in charge of the conveyance; and

(e) in any other case, by the person on whose behalf the currency or monetary instruments are imported or exported.

e) dans les autres cas, la personne pour le compte de laquelle les espèces ou effets sont importés ou exportés.

Duty to answer and comply with the request of an officer

- (4) If a report is made in respect of currency 10 or monetary instruments, the person arriving in or departing from Canada with the currency or monetary instruments shall
 - (a) answer truthfully any questions that the officer asks with respect to the information 15 required to be contained in the report; and
 - (b) on request of an officer, present the currency or monetary instruments that they are carrying or transporting, unload any conveyance or part of a conveyance or 20 baggage and open or unpack any package or container that the officer wishes to examine.

(4) Une fois la déclaration faite, la personne qui entre au Canada ou quitte le pays avec les 5 espèces ou effets doit :

- a) répondre véridiquement aux questions que lui pose l'agent à l'égard des renseignements à déclarer en application du paragra-
- b) à la demande de l'agent, lui présenter les espèces ou effets qu'elle transporte, décharger les moyens de transport et en ouvrir les parties et ouvrir ou défaire les colis et autres contenants que l'agent veut examiner.

Sending reports to

Decision not

importing or

exporting

to proceed

with

- (5) Officers shall send the reports they receive under subsection (1) to the Centre.
- **14.** A person or an entity that is required to report currency or monetary instruments may, at any time before they are retained under subsection 15(1) or forfeited as a result of a contravention of subsection 13(1), decide not 30 résultant d'une contravention au paragraphe to proceed further with importing or exporting them.

(5) L'agent fait parvenir au Centre les 25 déclarations recueillies en application du paragraphe (1).

14. La personne ou l'entité qui a l'obligation de déclarer les effets ou espèces peut, en 20 tout temps avant leur rétention en application du paragraphe 15(1) ou leur confiscation 13(1), renoncer à poursuivre leur importation ou exportation.

Cas de nonimportation exportation

Retention

Temporary

15. (1) Subject to subsections (2) to (5), if a person or an entity indicates to an officer that they have currency or monetary instruments to 35 qu'elle a des espèces ou effets à déclarer en report under subsection 13(1) but the report has not yet been completed, the officer may, after giving notice in the prescribed manner to the person or entity, retain the currency or monetary instruments for the prescribed peri- 40 retenir les espèces ou effets pour la période od.

(2) In the case of currency or monetary instruments imported or exported by courier or as mail, the officer shall, within the prescribed period, give the notice to the 45 réglementaire, à l'exportateur si son adresse

Rétention

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), si la personne ou l'entité indique à l'agent application du paragraphe 13(1) mais que la déclaration n'a pas encore été complétée, 30 l'agent peut, moyennant avis à la personne ou l'entité selon les modalités réglementaires, réglementaire.

Rétention

(2) Dans le cas où les espèces ou effets sont 35 Importation importés ou exportés par messager ou par courrier, l'avis est donné, dans le délai

Importation or mail

10

Restriction

exporter if the exporter's address is known, or, if the exporter's address is not known, to the importer.

Limitation

- (3) Currency or monetary instruments may during the period referred to in that subsection.
 - (a) the officer is satisfied that the currency or monetary instruments have been reported under subsection 13(1); or
 - (b) the importer or exporter of the currency or monetary instruments advises the officer that they have decided not to proceed further with importing or exporting them.

Content of notice

- (4) The notice referred to in subsection (1) 15 must state
 - (a) the period for which the currency or monetary instruments may be retained;
 - (b) that if, within that period, the currency or monetary instruments are reported under 20 subsection 13(1) or the importer or exporter decides not to proceed further with importing or exporting them, they may no longer be retained: and
 - (c) that currency or monetary instruments 25 retained at the end of that period are forfeited to Her Majesty in right of Canada at that time.

Forfeiture and report to

(5) Currency or monetary instruments that are forfeited to Her Majesty in right of Canada at the end of the period referred to in that subsection, and the officer shall send any incomplete report in respect of the forfeited currency or monetary instruments made under 35 13(1) à l'égard de ces espèces ou effets. subsection 13(1) to the Centre.

Searches

Search of the person

- 16. (1) An officer may search
- (a) any person who has arrived in Canada, within a reasonable time after their arrival in Canada.
- (b) any person who is about to leave Canada, at any time before their departure, or
- (c) any person who has had access to an area designated for use by persons about to leave 45

est connue ou, dans le cas contraire, à l'importateur.

(3) Les espèces ou effets ne peuvent plus no longer be retained under subsection (1) if, 5 être retenus en application du paragraphe (1) si, durant la période visée à ce paragraphe, 5 l'un des événements suivants se produit :

> a) l'agent constate qu'ils ont été déclarés en conformité avec le paragraphe 13(1);

- b) l'importateur ou l'exportateur informe l'agent qu'il a renoncé à poursuivre leur 10 importation ou exportation.
- (4) L'avis doit contenir les éléments suivants:

- Contenu de
- a) la période de rétention;
- b) la mention qu'il est mis fin à la rétention 15 des espèces ou effets si, pendant cette période, ils sont déclarés conformément au paragraphe 13(1) ou l'importateur ou l'exportateur renonce à poursuivre leur impor-20 tation ou exportation;
- c) la mention qu'à la fin de cette période, les espèces ou effets retenus seront confisqués au profit de Sa Majesté.

(5) Les espèces ou effets retenus en vertu du are retained by an officer under subsection (1) 30 paragraphe (1) sont confisqués au profit de Sa25 Majesté du chef du Canada à l'expiration de la période visée à ce paragraphe et l'agent transmet au Centre toute déclaration incomplète entreprise dans le cadre du paragraphe 30

Confiscation

Fouilles et perquisitions

16. (1) S'il la soupçonne, pour des motifs raisonnables, de dissimuler sur elle ou près d'elle des espèces ou des effets d'une valeur 40 supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 13(1) et qui 35 n'ont pas été déclarés en conformité avec ce paragraphe, l'agent peut fouiller :

> a) toute personne entrée au Canada, dans un délai justifiable suivant son arrivée;

Fouille de personnes 15

Canada and who leaves the area but does not leave Canada, within a reasonable time after they leave the area,

if the officer suspects on reasonable grounds that the person has secreted on or about their 5 person currency or monetary instruments that are of a value greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 13(1) and that have not been reported in accordance 1() with that subsection.

b) toute personne sur le point de sortir du Canada, à tout moment avant son départ;

c) toute personne qui a eu accès à une zone réservée aux personnes sur le point de sortir du Canada et qui quitte cette zone sans sortir 5 du Canada, dans un délai justifiable après son départ de cette zone.

Person taken before senior officer

(2) An officer who is about to search a person under this section shall, on the person's request, without delay take the person before the senior officer at the place where the search is to take place.

(2) Sur demande de la personne qu'il entend fouiller en vertu du présent article, l'agent la conduit devant l'agent principal du lieu de la 10 principal fouille.

devant l'agent

Discharge or search

(3) A senior officer before whom a person is taken under subsection (2) shall, if the senior officer believes there are no reasonable grounds for the search, discharge the person or, if the senior officer believes otherwise, 20 du paragraphe (2). direct that the person be searched.

(3) L'agent principal, selon qu'il estime qu'il y a ou non des motifs raisonnables pour procéder à la fouille, fait fouiller ou relâcher la personne conduite devant lui en application 15

Latitude de l'agent

Search by same sex

(4) No person shall be searched under this section by a person who is not of the same sex, and if there is no officer of the same sex at the officer may authorize any suitable person of the same sex to perform the search.

(4) L'agent ne peut fouiller une personne de sexe opposé. Faute de collègue du même sexe que celle-ci sur le lieu de la fouille, il peut place where the search is to take place, an 25 autoriser toute personne de ce sexe présentant 20 les qualités voulues à y procéder.

13(1) se trouvent à bord d'un moyen de

transport et n'ont pas été déclarés conformément à ce paragraphe, l'agent peut immobili-

et le fouiller, examiner toute chose qui s'y 30

Identité de

Search of

Search of

baggage

17. (1) If an officer suspects on reasonable grounds that there are, on or about a conveyance, currency or monetary instruments of a 30 d'une valeur supérieure au montant réglemenvalue greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 13(1) and that have not been reported in accordance with that subsection, the officer may stop, board and search the conveyance, examine anything in 35 ser le moyen de transport, monter à son bord or on it and open or cause to be opened any package or container in or on it and direct that the conveyance be moved to a customs office or other suitable place for the search, examination or opening.

17. (1) S'il soupçonne, pour des motifs raisonnables, que des espèces ou des effets taire prévu pour l'application du paragraphe 25

trouve et en ouvrir ou faire ouvrir tous colis ou contenants, et faire conduire le moyen de transport à un bureau de douane ou à tout autre 40 lieu indiqué pour ces opérations.

(2) If an officer suspects on reasonable grounds that there are, in baggage, currency or monetary instruments that are of a value greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 13(1) and that have not 45 se trouvent parmi des bagages et n'ont pas été been reported in accordance with that subsection, the officer may search the baggage, examine anything in it and open or cause to be

(2) S'il soupçonne, pour des motifs raison-35 Fouilles des nables, que des espèces ou des effets d'une valeur supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 13(1)

déclarés conformément à ce paragraphe, 40 l'agent peut fouiller les bagages, examiner toute chose qui s'y trouve et en ouvrir ou faire

opened any package or container in it and direct that the baggage be moved to a customs office or other suitable place for the search,

examination or opening.

ouvrir tous colis ou contenants, et faire conduire les bagages à un bureau de douane ou à tout autre lieu indiqué pour ces opérations.

Examination and opening of mail

18. (1) An officer may examine any mail 5 that is being imported or exported and open or cause to be opened any such mail that the officer suspects on reasonable grounds contains currency or monetary instruments of a the purpose of subsection 13(1).

18. (1) Un agent peut examiner tout envoi destiné à l'importation ou à l'exportation et 5 ouvrir ou faire ouvrir ceux dont il soupconne, pour des motifs raisonnables, qu'ils contiennent des espèces ou effets d'une valeur value greater than the amount prescribed for 10 supérieure au montant réglementaire prévu pour l'application du paragraphe 13(1). 10

Examen du courrier

Exception

(2) An officer may not open or cause to be opened any mail that weighs 30 grams or less unless the person to whom it is addressed has completed and attached to the mail a label in accordance with article 116 of the Detailed Regulations of the Universal Postal Convention.

(2) L'agent ne peut ouvrir ou faire ouvrir un envoi pesant au plus trente grammes que si le destinataire ou l'expéditeur y consent ou que consents or the person who sent it consents or 15 s'il porte, remplie par l'expéditeur, l'étiquette prévue à l'article 116 du Règlement détaillé de 15 la Convention postale universelle.

Exception

Opening of mail in officer's presence

(3) An officer may cause mail that weighs 20 30 grams or less to be opened in the officer's presence by the person to whom it is addressed, the person who sent it or a person authorized by either of those persons.

(3) L'agent peut faire ouvrir en sa présence un envoi pesant au plus trente grammes par le destinataire, l'expéditeur ou la personne autorisée par ce dernier. 20

Ouverture en présence de l'agent

Seizures

Seizure and forfeiture

19. (1) If an officer believes on reasonable 25 grounds that subsection 13(1) has been contravened, the officer may seize as forfeit the currency or monetary instruments.

Saisie

19. (1) S'il a des motifs raisonnables de

croire qu'il y a eu contravention au paragraphe

13(1), l'agent peut saisir à titre de confiscation

Saisie et confiscation

Return of seized currency or monetary instruments

(2) The officer shall, on payment of a penalty in the prescribed amount, return the 30 réglementaire, l'agent restitue au saisi ou au seized currency or monetary instruments to the person from whom they were seized or to the lawful owner unless the officer has reasonable grounds to suspect that the currency or monetary instruments are proceeds of 35 criminel. crime within the meaning of section 462.3 of the Criminal Code.

les espèces ou effets. (2) Sur réception du paiement de la pénalité 25 Mainlevée propriétaire légitime les espèces ou effets saisis sauf s'il soupconne, pour des motifs raisonnables, qu'il s'agit de produits de la criminalité au sens de l'article 462.3 du Code 30

Notice of seizure

(3) An officer who seizes currency or monetary instruments under subsection (1) shall 40

(a) if they were not imported or exported as mail, give the person from whom they were seized written notice of the seizure and of the right to review and appeal set out in sections 26 and 31;

(3) L'agent qui procède à la saisie-confiscation prévue au paragraphe (1):

Avis de la saisie

a) donne au saisi, dans le cas où les espèces ou effets sont importés ou exportés autre-35 ment que par courrier, un avis écrit de la saisie et du droit de révision et d'appel établi aux articles 26 et 31;

- (b) if they were imported or exported as mail and the address of the exporter is known, give the exporter written notice of the seizure and of the right to review and appeal set out in sections 26 and 31; and
- (c) take the measures that are reasonable in the circumstances to give notice of the seizure to any person whom the officer believes on reasonable grounds is entitled to make an application under section 33 in 10 respect of the currency or monetary instruments.

Service of notice

(4) The service of a notice under paragraph (3)(b) is sufficient if it is sent by registered mail addressed to the exporter.

Power to call in aid

20. An officer may call on other persons to assist the officer in exercising any power of search, seizure or retention that the officer is authorized under this Part to exercise, and any the power.

Report to Minister and the Centre

21. If the currency or monetary instruments have been seized under section 19, the officer who seized them shall without delay report the circumstances of the seizure to the Deputy 25 tances de la saisie. Minister and to the Centre.

b) donne à l'exportateur, dans le cas où les espèces ou effets sont importés ou exportés par courrier et son adresse est connue, un avis écrit de la saisie et du droit de révision et d'appel établi aux articles 26 et 31;

c) prend les mesures convenables, eu égard aux circonstances, pour aviser de la saisie toute personne dont il croit, pour des motifs raisonnables, qu'elle est recevable à présenter, à l'égard des espèces ou effets saisis, 10 la requête visée à l'article 33.

(4) Il suffit, pour que l'avis visé à l'alinéa (3)b) soit considéré comme signifié, qu'il soit 15 envoyé en recommandé à l'exportateur.

Signification

20. L'agent peut requérir main-forte pour se 15 Main-forte faire assister dans l'exercice des pouvoirs de fouille, de rétention ou de saisie que lui confère la présente partie. Toute personne person so called on is authorized to exercise 20 ainsi requise est autorisée à exercer ces pouvoirs. 20

> 21. L'agent qui a saisi les espèces ou effets en vertu de l'article 19 fait aussitôt un rapport au sous-ministre et au Centre sur les circons

Rapport au

Exported Mail

Mail to be made available to an officer

22. (1) On request of an officer, any mail that is being sent from a place in Canada to a place in a foreign country and that contains or instruments that are of a value greater than the amount prescribed for the purpose of subsection 13(1) shall be submitted by the Canada Post Corporation to an officer.

under this section remains, for the purposes of

the Canada Post Corporation Act, in the

course of post unless it is retained or seized

Mail in the

Notice of

seizure

retention or

tion.

under this Part. (3) If mail is retained or seized under this 40 Part, notice of the retention or seizure shall be given in writing to the Canada Post Corporation within 60 days after the retention or

seizure unless the mail has, before the expiry

Courrier destiné à l'exportation

22. (1) Sur demande d'un agent, les envois 25 Contrôle du destinés à l'exportation sont soumis au contrôle douanier par la Société canadienne des is suspected to contain currency or monetary 30 postes s'ils contiennent ou si l'on soupçonne qu'ils contiennent des espèces ou effets d'une valeur supérieure au montant réglementaire 30 prévu pour l'application du paragraphe 13(1).

(2) All mail that is submitted to an officer 35 (2) Les envois soumis au contrôle douanier prévu par le présent article demeurent, pour l'application de la Loi sur la Société canadienne des postes, en cours de transmission 35 postale, sauf s'ils sont retenus ou saisis en vertu de la présente partie.

cours de

(3) En cas de rétention ou de saisie d'envois en vertu de la présente partie, il doit en être donné avis par écrit à la Société canadienne 40 des postes dans les soixante jours, sauf si, avant l'expiration de ce délai, ils ont été of that period, been returned to the Corpora- 45 retournés à celle-ci.

Avis de

12

Mail subject to customs laws

(4) An officer shall deal with all mail submitted to the officer under this section in accordance with the laws relating to customs and this Part and, subject to those laws and this Part, shall return it to the Corporation.

Non-mailable matter

(5) Any non-mailable matter found by an officer in mail made available to the officer under this section shall be dealt with in accordance with the regulations made under the Canada Post Corporation Act.

Transfer to the Minister of Public Works and Government Services

When forfeiture under s. 15(5)

23. (1) An officer who retains currency or monetary instruments forfeited under subsection 15(5) shall without delay send them to the Minister of Public Works and Government Services.

When seizure or payment of a penalty

(2) An officer who seizes currency or monetary instruments or is paid a penalty under subsection 19(2) shall without delay send the currency or monetary instruments or the penalty, as the case may be, to the Minister 20 des Services gouvernementaux. of Public Works and Government Services.

Forfeiture

Time of forfeiture

24. Subject to subsection 19(2) and sections 26 to 32, currency or monetary instruments seized as forfeit under subsection 19(1) are forfeited to Her Majesty in right of Canada 25 qués au profit de Sa Majesté du chef du from the time of the contravention of subsection 13(1) in respect of which they were seized, and no act or proceeding after the forfeiture is necessary to effect the forfeiture.

Review and Appeal

Review of forfeiture

25. The forfeiture of currency or monetary 30 instruments seized under this Part is final and is not subject to review or to be set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 26 to 31.

Request for Minister's decision

26. A person from whom currency or 35 monetary instruments were seized under section 19, or the lawful owner of the currency or monetary instruments, may within 30 days after the date of the seizure request a decision of the Minister as to whether subsection 13(1) 40 was contravened by giving notice in writing to

(4) L'agent applique au contrôle des envois la législation relative aux douanes et la présente partie; sous réserve de cette législation et de la présente partie, il les retourne à la 5 Société canadienne des postes.

(5) Il est disposé conformément aux règlements d'application de la Loi sur la Société canadienne des postes des objets inadmissibles que l'agent trouve dans le courrier soumis 10 à son contrôle. 10

Application législations

Objets inadmissibles

Remise

23. (1) En cas de confiscation aux termes du paragraphe 15(5) des espèces ou effets retenus, l'agent les remet sans délai au ministre des Travaux publics et des Services gouverne-15 mentaux.

Confiscation aux termes du par. 15(5)

(2) En cas de saisie des espèces ou effets ou de paiement d'une pénalité réglementaire aux termes du paragraphe 19(2), l'agent les remet sans délai au ministre des Travaux publics et 20

Saisie ou paiement pénalité

15

Confiscation

24. Sous réserve du paragraphe 19(2) et des articles 26 à 32, les espèces ou effets saisis en application du paragraphe 19(1) sont confis-Canada à compter de la contravention au 25 paragraphe 13(1) qui a motivé la saisie. La confiscation produit dès lors son plein effet et n'est assujettie à aucune autre formalité.

Moment de la confiscation

Révision et appel

25. La confiscation d'espèces ou d'effets saisis en vertu de la présente partie est 30 définitive et n'est susceptible de révision, de rejet ou de toute autre forme d'intervention que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 26 à 31.

Conditions de

26. La personne entre les mains de qui ont 35 Demande de été saisis les espèces ou effets en vertu de l'article 19 ou leur propriétaire légitime peut, dans les trente jours suivant la saisie, demander au ministre de décider s'il y a eu contravention au paragraphe 13(1) en donnant un 40 avis écrit à l'agent qui les a saisis ou à un agent

révision

10

the officer who seized the currency or monetary instruments or to an officer at the customs office closest to the place where the seizure took place.

du bureau de douane le plus proche du lieu de la saisie.

Notice of Deputy Minister

27. (1) If a decision of the Minister is requested under section 26, the Deputy Minister shall without delay serve on the person who requested it written notice of the circumstances of the seizure in respect of which the decision is requested.

27. (1) Le sous-ministre signifie sans délai par écrit à la personne qui a présenté la demande visée à l'article 26 un avis exposant 5 les circonstances de la saisie à l'origine de la demande.

Evidence

(2) The person on whom a notice is served under subsection (1) may, within 30 days after the notice is served, furnish any evidence in the matter that they desire to furnish.

(2) Le demandeur dispose de trente jours à compter de la signification de l'avis pour produire tous moyens de preuve à l'appui de 10 ses prétentions.

Moyens de

Decision of the Minister

28. (1) Within 90 days after the expiry of the 15 period referred to in subsection 27(2), the Minister shall decide whether subsection 13(1) was contravened.

28. (1) Dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration du délai mentionné au paragraphe 27(2), le ministre décide s'il y a eu contravention au paragraphe 13(1). 15

Deferral of decision

(2) If charges are laid with respect to a money laundering offence in respect of the 20 infraction de recyclage des produits de la currency or monetary instruments seized, the Minister may defer making a decision but shall make it in any case no later than 30 days after the conclusion of all court proceedings in respect of those charges.

(2) Dans le cas où des poursuites pour criminalité ont été intentées relativement aux espèces ou effets saisis, le ministre peut reporter la décision, mais celle-ci doit être 20 prise dans les trente jours suivant l'issue des 25 poursuites.

Report de la

Notice of decision

(3) The Minister shall, without delay after making a decision, serve on the person who requested it a written notice of the decision together with the reasons for it.

(3) Le ministre signifie sans délai par écrit à la personne qui a fait la demande un avis de la décision, motifs à l'appui.

Avis de la décision

If there is no contravention

29. If the Minister decides that subsection 30 13(1) was not contravened, the Minister of Public Works and Government Services shall. on being informed of the Minister's decision, return the penalty that was paid, or the currency or monetary instruments or an 35 amount of money equal to their value at the time of the seizure, as the case may be.

29. Si le ministre décide qu'il n'y a pas eu de contravention au paragraphe 13(1), le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dès qu'il est informé de la décision du ministre, restitue la valeur de la 30 pénalité réglementaire, les espèces ou effets ou la valeur de ceux-ci au moment de la saisie.

If there is a

- 30. (1) If the Minister decides that subsection 13(1) was contravened, the Minister shall, subject to the terms and conditions that the 40 tions qu'il fixe : Minister may determine,
- **30.** (1) S'il décide qu'il y a eu contravention au paragraphe 13(1), le ministre, aux condi-35

selon le cas.

- (a) decide that the currency or monetary instruments or, subject to subsection (2), an amount of money equal to their value on the day the Minister of Public Works and 45 Government Services is informed of the decision, be returned, on payment of a penalty in the prescribed amount or without penalty;
- a) soit décide de restituer les espèces ou effets ou, sous réserve du paragraphe (2), la valeur de ceux-ci à la date où le ministre des Travaux publics et des Services gouverne-40 mentaux est informé de la décision, sur réception de la pénalité réglementaire ou sans pénalité;

- (b) decide that any penalty or portion of any penalty that was paid under subsection 19(2) be remitted; or
- (c) subject to any order made under section 34 or 35, confirm that the currency or 5 monetary instruments are forfeited to Her Majesty in right of Canada.

The Minister of Public Works and Government Services shall give effect to a decision of ing informed of it.

amount paid

(2) The total amount paid under paragraph (1)(a) shall, if the currency or monetary instruments were sold or otherwise disposed Act, not exceed the proceeds of the sale or disposition, if any, less any costs incurred by Her Majesty in respect of the currency or monetary instruments.

- b) soit décide de restituer tout ou partie de la pénalité versée en application du paragraphe 19(2);
- c) soit confirme la confiscation des espèces ou effets au profit de Sa Majesté du Canada, 5 sous réserve de toute ordonnance rendue en application des articles 34 ou 35.

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dès qu'il en est inforthe Minister under paragraph (a) or (b) on be-10 mé, prend les mesures nécessaires à l'applica-10 tion des alinéas a) ou b).

(2) En cas de vente ou autre forme d'aliéna-

Limit on

Limitation du montant

tion des espèces ou effets en vertu de la Loi sur l'administration des biens saisis, le montant of under the Seized Property Management 15 de la somme versée en vertu de l'alinéa (1)a) 15 ne peut être supérieur au produit éventuel de la vente ou de l'aliénation, duquel sont soustraits les frais afférents exposés par Sa Majesté; à défaut de produit de l'aliénation, aucun paiement n'est effectué. 20

Appeal to Federal Court

31. (1) A person who requests a decision of 20 the Minister under section 26 may, within 90 days after being notified of the decision, appeal the decision by way of an action in the Federal Court in which the person is the plaintiff and the Minister is the defendant.

Cour fédérale

31. (1) La personne qui a présenté une demande en vertu de l'article 26 peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant la communication de la décision, en appeler par voie d'action devant la Cour fédérale à titre de 25 25 demandeur, le ministre étant le défendeur.

Ordinary

(2) The Federal Court Act and the Federal Court Rules that apply to ordinary actions apply to actions instituted under subsection (1) except as varied by special rules made in respect of such actions.

de la Cour fédérale applicables aux actions ordinaires s'appliquent aux actions intentées en vertu du paragraphe (1), avec les adapta-30 30 tions nécessaires occasionnées par les règles propres à ces actions.

(2) La Loi sur la Cour fédérale et les Règles

Delivery after

(3) The Minister of Public Works and Government Services shall give effect to the decision of the Court on being informed of it.

(3) Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, dès qu'il en a été informé, prend les mesures nécessaires pour 35 donner effet à la décision de la Cour.

Restitution au requérant

Limit on amount paid

(4) If the currency or monetary instruments were sold or otherwise disposed of under the 35 tion des espèces ou effets en vertu de la Loi sur Seized Property Management Act, the total amount that can be paid under subsection (3) shall not exceed the proceeds of the sale or disposition, if any, less any costs incurred by Her Majesty in respect of the currency or 40 duquel sont soustraits les frais afférents expomonetary instruments.

(4) En cas de vente ou autre forme d'aliénal'administration des biens saisis, le montant de la somme qui peut être versée en vertu du 40 paragraphe (3) ne peut être supérieur au produit éventuel de la vente ou de l'aliénation, sés par Sa Majesté; à défaut de produit de l'aliénation, aucun paiement n'est effectué.

Limitation du montant

Service of

32. The service of the Deputy Minister's notice under section 27 or the notice of the Minister's decision under section 28 is sufficient if it is sent by registered mail addressed latest known address.

32. Il suffit, pour que les avis visés aux articles 27 et 28 soient considérés comme respectivement signifiés par le sous-ministre ou le ministre, qu'il en soit fait envoi en to the person on whom it is to be served at their 5 recommandé à la dernière adresse connue du 5 destinataire.

Third Party Claims

Interest as owner

33. (1) If currency or monetary instruments have been seized as forfeit under this Part, any person, other than the person in whose possession the currency or monetary instruments 10 were when seized, who claims an interest in the currency or monetary instruments as owner may, within 60 days after the seizure, apply by notice in writing to the court for an order under section 34. 15 Revendication des tiers

33. (1) En cas de saisie-confiscation effectuée en vertu de la présente partie, toute personne, autre que le saisi, qui revendique sur les espèces ou effets un droit en qualité de 10 propriétaire peut, dans les soixante jours suivant la saisie, requérir par avis écrit le tribunal de rendre l'ordonnance visée à l'article 34.

Date of hearing

(2) A judge of the court to which an application is made under this section shall fix a day, not less than 30 days after the date of the filing of the application, for the hearing.

(2) Le juge du tribunal saisi conformément 15 Date de au présent article fixe à une date postérieure d'au moins trente jours à celle de la requête l'audition de celle-ci.

Notice to Deputy Minister

(3) A person who makes an application 20 under this section shall serve notice of the application and of the hearing on the Deputy Minister, or an officer designated by the Deputy Minister for the purpose of this section, not later than 15 days after a day is 25 fixed under subsection (2) for the hearing of the application.

(3) Dans les quinze jours suivant la date ainsi fixée, le requérant signifie au sous-mi-20 sous-ministre nistre, ou à l'agent que celui-ci désigne pour l'application du présent article, un avis de la

Service of notice

(4) The service of a notice under subsection (3) is sufficient if it is sent by registered mail addressed to the Deputy Minister.

(4) Il suffit, pour que l'avis prévu au paragraphe (3) soit considéré comme signifié, 25 30 qu'il soit envoyé en recommandé au sous-ministre.

requête et de l'audition.

Definition of

- (5) In this section and sections 34 and 35,
- "court" means
 - (a) in the Province of Ontario, the Superior Court of Justice:
 - (b) in the Province of Quebec, the Superior 35
 - (c) in the Provinces of Nova Scotia and British Columbia, the Yukon Territory and the Northwest Territories, the Supreme Court: 4()
 - (d) in the Provinces of New Brunswick, Manitoba, Saskatchewan and Alberta, the Court of Queen's Bench;

(5) Au présent article et aux articles 34 et 35, « tribunal » s'entend :

- a) dans la province d'Ontario, de la Cour 30 supérieure de justice;
- b) dans la province de Québec, de la Cour supérieure;
- c) dans les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, le territoire 35 du Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, de la Cour suprême;
- d) dans les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, de la Cour du Banc de la 40 Reine:

Ordonnance

5

Order

- (e) in the Provinces of Prince Edward Island and Newfoundland, the Trial Division of the Supreme Court; and
- (f) in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.

34. If, on the hearing of an application made under subsection 33(1), the court is satisfied

- (a) that the applicant acquired the interest in good faith before the contravention in respect of which the seizure was made,
- (b) that the applicant is innocent of any complicity in the contravention of subsection 13(1) that resulted in the seizure and of any collusion in relation to that contravention, and
- (c) that the applicant exercised all reasonable care to ensure that any person permitted to obtain possession of the currency or monetary instruments seized would report them in accordance with subsection 20 13(1),

the applicant is entitled to an order declaring that their interest is not affected by the seizure and declaring the nature and extent of their interest at the time of the contravention.

Appeal

35. (1) A person who makes an application under section 33 or the Crown may appeal to the court of appeal from an order made under section 34 and the appeal shall be asserted, heard and decided according to the ordinary 30 la procédure ordinaire régissant les appels procedure governing appeals to the court of appeal from orders or judgments of a court.

Definition of "court of appeal"

(2) In this section, "court of appeal" means, in the province in which an order referred to in that province as defined in section 2 of the Criminal Code.

Delivery after final order

- **36.** (1) The Minister of Public Works and Government Services shall, after the forfeiture of currency or monetary instruments has 40 become final and on being informed by the Deputy Minister that a person has obtained a final order under section 34 or 35 in respect of the currency or monetary instruments, give to the person 45
 - (a) the currency or monetary instruments;

- e) dans les provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve, de la Section de première instance de la Cour suprême;
- f) dans le Nunavut, de la Cour de justice du Nunavut.

34. Après l'audition de la requête visée au paragraphe 33(1), le requérant est en droit d'obtenir une ordonnance disposant que la saisie ne porte pas atteinte à son droit et 10 précisant la nature et l'étendue de celui-ci au 10 moment de la contravention si le tribunal constate qu'il remplit les conditions suivan-

15

a) il a acquis son droit de bonne foi avant la contravention; 15

- b) il est innocent de toute complicité relativement à la contravention qui a entraîné la saisie ou de toute collusion à l'égard de la contravention:
- c) il a pris des précautions suffisantes 20 concernant toute personne admise à la possession des espèces ou effets saisis pour que ceux-ci soient déclarés conformément au paragraphe 13(1).
- 35. (1) L'ordonnance visée à l'article 34 est 25 Appel susceptible d'appel, de la part du requérant ou du ministère public, à la cour d'appel. Le cas échéant, l'affaire est entendue et jugée selon interjetés devant cette juridiction contre les 30 ordonnances ou décisions du tribunal.
- (2) Au présent article, « cour d'appel » s'entend de la cour d'appel, au sens de l'article subsection (1) is made, the court of appeal for 35 2 du Code criminel, de la province où est rendue l'ordonnance visée au paragraphe (1). 35

Définition de d'appel »

- **36.** (1) Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, une fois la confiscation devenue définitive et dès qu'il a été informé par le sous-ministre que la personne a, en vertu des articles 34 ou 35, obtenu une 40 ordonnance définitive au sujet des espèces ou effets saisis, fait remettre à cette personne :
 - a) soit les espèces ou les effets;

Restitution au requérant

(b) an amount calculated on the basis of the interest of the applicant in the currency or monetary instruments at the time of the contravention in respect of which they were seized, as declared in the order.

Limit on amount paid

(2) The total amount paid under paragraph (1)(b) shall, if the currency or monetary instruments were sold or otherwise disposed of under the Seized Property Management Act, not exceed the proceeds of the sale or 10 disposition, if any, less any costs incurred by Her Majesty in respect of the currency or monetary instruments.

Disclosure of Information

Prohibition

- 37. (1) Subject to this section and subsecdisclose the following:
 - (a) information set out in a report made under subsection 13(1), whether or not it is completed:
 - (b) any other information obtained for the 20 purposes of this Part; or
 - (c) information prepared from information referred to in paragraph (a) or (b).

Information relevant to a money laundering offence

(2) An officer who has reasonable grounds to suspect that information referred to in 25 gnements visés au paragraphe (1) aux forces subsection (1) would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence may disclose the information to the appropriate police force.

Powers, duties and functions

Immunity

processes

- (3) An official may disclose information 30 referred to in subsection (1) for the purpose of exercising powers or performing duties and functions under this Part.
- (4) An official is required to comply with a subpoena, an order for production of docu-35 par citation, assignation, sommation, ordonments, a summons or any other compulsory process only if it is issued in the course of
 - (a) criminal proceedings under an Act of Parliament that have been commenced by the laying of an information or the prefer- 40 ring of an indictment; or

b) soit une somme dont le montant est basé sur la valeur de son droit sur les espèces ou effets au moment de la contravention, telle qu'elle est fixée dans l'ordonnance.

(2) En cas de vente ou autre forme d'aliéna- 5 Limitation du tion des espèces ou effets en vertu de la Loi sur l'administration des biens saisis, le montant de la somme versée en vertu de l'alinéa (1)b) ne peut être supérieur au produit éventuel de la vente ou de l'aliénation, duquel sont 10 soustraits les frais afférents exposés par Sa Majesté; à défaut de produit de l'aliénation, aucun paiement n'est effectué.

Communication de renseignements

37. (1) Sous réserve des autres dispositions tion 12(1) of the Privacy Act, no official shall 15 du présent article et du paragraphe 12(1) de la 15 Loi sur la protection des renseignements personnels, il est interdit au fonctionnaire de communiquer les renseignements :

> a) contenus dans une déclaration faite aux termes du paragraphe 13(1), qu'elle soit 20 complétée ou non;

- b) obtenus pour l'application de la présente partie;
- c) préparés à partir de renseignements visés aux alinéas a) ou b).
- (2) L'agent peut communiquer les renseipolicières compétentes, s'il a des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuites 30 d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité.

tion aux

(3) Le fonctionnaire peut communiquer les renseignements visés au paragraphe (1) dans l'exercice de ses attributions qui lui sont 35 attributions conférées sous le régime de la présente partie.

tion dans le cadre de ses

- (4) Le fonctionnaire ne peut être contraint nance ou autres procédures obligatoires à comparaître ou à produire des documents, 40 sauf s'ils sont délivrés ou rendus dans le cadre:
 - a) de poursuites criminelles intentées en vertu d'une loi fédérale, à l'égard desquelles une dénonciation ou une mise en 45 accusation a été déposée;

Noncontraignabili-

sente partie.

(b) any legal proceedings that relate to the administration or enforcement of this Part.

(5) In this section and section 38, "official" means a person who obtained or who has or had access to information referred to in subsection (1) in the course of exercising powers or performing duties and functions under this Part.

(5) Au présent article et à l'article 38, « fonctionnaire » s'entend de toute personne 5 naire » 5 qui a obtenu des renseignements visés au paragraphe (1) ou y a ou a eu accès dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente partie.

b) de toute procédure judiciaire concernant

l'administration ou l'application de la pré-

Définition de « fonction-

Use of information

Definition of

"official"

38. No official shall use information referred to in subsection 37(1) for any purpose 10 renseignements visés au paragraphe 37(1) que other than exercising powers or performing duties and functions under this Part.

38. Le fonctionnaire ne peut utiliser les 10 Utilisation dans la mesure où il en a besoin dans l'exercice de ses attributions qui lui sont

renseigne-

Delegation

Minister's

39. (1) The Minister may authorize an officer or a class of officers to exercise powers or perform duties of the Minister, including 15 pouvoirs et fonctions, y compris les pouvoirs any judicial or quasi-judicial powers or duties of the Minister, under this Part.

Délégation

conférées sous le régime de la présente partie.

39. (1) Le ministre peut autoriser un agent 15 Délégation ou une catégorie d'agents à exercer les et fonctions judiciaires ou quasi-judiciaires, qui lui sont conférés en vertu de la présente partie. 20

Deputy Minister's duties

(2) The Deputy Minister may authorize an officer or a class of officers to exercise powers or perform duties of the Deputy Minister 20 pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés en under this Part.

(2) Le sous-ministre peut autoriser un agent ou une catégorie d'agents à exercer les vertu de la présente partie.

Attributions sons-ministre

Regulations

Regulations

- 40. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations
 - (a) defining the expression "monetary 25 instruments";
 - (b) respecting the form and manner of reporting currency and monetary instruments for the purpose of subsection 13(1) and specifying the period within which the 30 reporting must be made;
 - (c) prescribing an amount for the purpose of subsection 13(1);
 - (d) prescribing anything else that by this Part is to be prescribed; and 35
 - (e) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Règlements

- 40. Le gouverneur en conseil peut par 25 Règlements règlement, sur recommandation du ministre :
 - a) définir le terme « effets »;
 - b) prévoir les modalités de déclaration des espèces et effets pour l'application du paragraphe 13(1), y compris le délai pour ce 30 faire:
 - c) fixer le montant visé au paragraphe 13(1);
 - d) prendre toute autre mesure réglementaire prévue par la présente partie; 35
 - e) prendre toute autre mesure d'application de la présente partie.

PART 3

FINANCIAL TRANSACTIONS AND REPORTS ANALYSIS CENTRE OF CANADA

Object

Object

- 41. The object of this Part is to establish an independent agency that
 - (a) acts at arm's length from law enforcement agencies and other entities to which it is authorized to disclose information;
 - (b) collects, analyses, assesses and discloses information in order to assist in the detection, prevention and deterrence of money laundering;
 - its control is protected from unauthorized disclosure; and
 - (d) ensures compliance with Part 1.

Establishment of the Centre

Centre established

- 42. There is hereby established the Finanof Canada, which may exercise powers only as an agent of Her Majesty in right of Canada.
- Minister is
- 43. The Minister is responsible for and has the overall direction of the Centre.

Organization and Head Office

Appointment

44. (1) The Governor in Council shall 20 appoint a Director to hold office during pleasure for a term of not more than five years.

Reappointment

(2) Subject to subsection (3), the Director is eligible to be reappointed on the expiry of a first or subsequent term of office.

Limitation

(3) No person shall hold office as Director for terms of more than ten years in the aggregate.

Absence or incapacity

(4) In the event of the absence or incapacity of the Director, or if the office of Director is 30 directeur ou de vacance de son poste, le 30 ment vacant, the Governor in Council may appoint a qualified person to hold office instead of the Director for a term of not more than six months, and the person shall, while holding that office, have all of the powers, duties and 35 fonctions prévus par la présente partie. functions of the Director under this Part.

PARTIE 3

CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA

Objet

Objet 41. La présente partie a pour objet de constituer un organisme autonome, indépendant de tout organisme chargé de l'application de la loi et des autres entités à qui il est autorisé 5 à communiquer des renseignements qui aura 5 pour mandat de recueillir, d'analyser, d'évaluer et de communiquer des renseignements pour la détection, la prévention et la dissuasion du recyclage des produits de la criminalité et de procéder à des contrôles d'application 10 (c) ensures that personal information under 10 de la partie 1 tout en assurant la protection nécessaire aux renseignements personnels qui relèvent de lui.

Constitution du Centre

42. Est constitué le Centre d'analyse des cial Transactions and Reports Analysis Centre 15 opérations et déclarations financières du Ca-15 nada, exercant ses pouvoirs uniquement à titre de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Ministre

du Centre

43. Le ministre est responsable du Centre et fixe pour lui les grandes orientations à suivre. 20

Organisation et siège

44. (1) Le gouverneur en conseil nomme le directeur du Centre à titre amovible pour un mandat d'au plus cinq ans.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le 25 mandat du directeur est renouvelable.

Renouvelle-

(3) La durée d'occupation maximale du poste de directeur par le même titulaire est de dix ans.

(4) En cas d'absence ou d'empêchement du

gouverneur en conseil peut charger une personne compétente de l'intérim pour une période d'au plus six mois; l'intérim est dès lors assuré avec plein exercice des pouvoirs et

Accident compensation

- 45. The Director is deemed to be an employee for the purposes of the Government Employees Compensation Act and to be employed in the public service of Canada for section 9 of the Aeronautics Act.
- 45. Le directeur est réputé être un agent de l'État pour l'application de la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État et appartenir à l'administration publique fédérale pour l'apthe purposes of any regulations made under 5 plication des règlements pris en vertu de 5 l'article 9 de la Loi sur l'aéronautique.

Indemnisa.

Attributions

du directeur

Director's powers

- **46.** (1) The Director is the chief executive officer of the Centre, has supervision over and direction of its work and employees and may exercise any power and perform any duty or 10 function of the Centre. The Director has the rank and all the powers of a deputy head of a department.
- 46. (1) Le directeur est le premier dirigeant du Centre; à ce titre, il jouit des pouvoirs d'un administrateur général de ministère et a la compétence voulue pour exercer les attribu-10 tions du Centre. Il assure la direction du Centre et contrôle la gestion de ses employés.

Directions to authorized persons

(2) The Director may authorize any person to act, under the Director's direction, for the 15 à agir, sous sa direction, pour l'application des purposes of sections 61 to 63.

(2) Le directeur peut autoriser une personne articles 61 à 63. 15

Personne autorisée

Employees

47. An employee of the Centre may exercise any power and perform any duty or function of the Centre if the employee is appointed to serve in the Centre in a capacity 20 appropriate to the exercise of the power or the performance of the duty or function.

47. Les employés du Centre ayant, au sein de celui-ci, la compétence voulue peuvent exercer les attributions du Centre.

Employés

Remunera-

48. The Director shall be paid the remuneration fixed by the Governor in Council.

48. Le directeur reçoit la rémunération 20 fixée par le gouverneur en conseil.

Rémunération

Head office

49. (1) The head office of the Centre is to be 25 in the National Capital Region, as described in the schedule to the National Capital Act.

49. (1) Le siège du Centre est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale.

Siège du

Other offices

(2) The Director may, with the approval of the Minister, establish other offices of the Centre elsewhere in Canada.

(2) Le directeur peut, avec l'agrément du ministre, établir des bureaux ailleurs au Cana-25 30 da.

Gestion des ressources humaines

50. (1) Le directeur a le pouvoir exclusif :

Autres bureaux

Employeur

distinct

Human Resources

Separate employer

- **50.** (1) The Director has exclusive authority to
 - (a) appoint, lay off or terminate the employ-

ment of the employees of the Centre; and

- (b) establish standards, procedures and 35 processes governing staffing, including the appointment, lay-off or termination of the employment of employees otherwise than for cause.
- a) de nommer, mettre en disponibilité ou licencier les employés du Centre;
 - b) d'élaborer des normes et méthodes 30 régissant la dotation en personnel, notamment la nomination, la mise en disponibilité ou le licenciement - à l'exclusion du licenciement motivé.

Right of employer

- (2) Nothing in the Public Service Staff 40 Relations Act shall be construed so as to affect the right or authority of the Director to deal with the matters referred to in paragraph (1)(b).
- (2) La Loi sur les relations de travail dans 35 Droit de la fonction publique n'a pas pour effet de porter atteinte au droit ou au pouvoir du directeur de régir les questions visées à l'alinéa (1)b).

l'employeur

5

Gestion du

personnel

Personnel management

- (3) Subsection 11(2) of the Financial Administration Act does not apply to the Centre, and the Director may
 - (a) determine the organization of and classify the positions in the Centre;
 - (b) set the terms and conditions of employment for employees, including termination of employment for cause, and assign to them their duties:
 - (c) subject to the approval of the Treasury 10 Board, fix the remuneration of the employees of the Centre; and
 - (d) provide for any other matters that the Director considers necessary for effective personnel management in the Centre.

Political partisanship

51. Sections 32 to 34 of the *Public Service* Employment Act apply to the Director and employees of the Centre. For the purposes of those sections, the Director is deemed to be a be employees as defined in section 2 of that Act.

(3) Le paragraphe 11(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques ne s'applique pas au Centre; le directeur peut :

a) déterminer l'organisation du Centre et la classification des postes au sein de celui-ci; 5

b) fixer les conditions d'emploi - notamment en ce qui concerne le licenciement motivé — des employés et leur assigner des tâches:

c) avec l'approbation du Conseil du Trésor, 10 fixer la rémunération des employés du Centre:

d) régler toute autre question dans la mesure où il l'estime nécessaire pour la bonne gestion du personnel du Centre.

51. Le directeur et les employés du Centre sont, pour l'application des articles 32 à 34 de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, réputés être respectivement administrateur deputy head and the employees are deemed to 20 général et fonctionnaires, au sens de cette loi. 20

Activités politiques

Authority to Provide Services

Authority to provide

52. When a department or other portion of the public service of Canada specified in Schedule I to the Public Service Staff Rela-25 la Loi sur les relations de travail dans la tions Act is authorized to provide services to another department or portion of the public service of Canada specified in that Schedule, it may enter into an agreement to provide those services to the Centre if it considers it 30 à cette annexe. appropriate to do so.

Accord de service

52. Le ministère ou le secteur de l'administration publique fédérale visé à l'annexe I de fonction publique peut, s'il l'estime indiqué, conclure avec le Centre un accord visant à 25 fournir à celui-ci les services qu'il est autorisé à fournir à tout autre ministère ou secteur visé

Pouvoir

Powers and Duties of the Centre

Reports and

53. The Centre

(a) shall receive reports made under section 7, 9, 13 or 21, incomplete reports sent to the Centre under subsection 15(5), information 35 provided to the Centre by any agency of another country that has powers and duties similar to those of the Centre, information provided to the Centre by law enforcement agencies or government institutions or 40 agencies and other information about suspicions of money laundering that is voluntarily provided to the Centre;

Attributions

53. Le Centre est chargé:

Mission

a) de recueillir les rapports ou déclarations 30 faits conformément aux articles 7, 9, 13 ou 21 et les déclarations incomplètes transmises au Centre conformément au paragraphe 15(5), les renseignements qui lui sont fournis soit par des organismes étrangers 35 dont les attributions sont similaires à celles du Centre, soit par des organismes chargés de l'application de la loi ou autres autorités publiques, ainsi que tout renseignement se rapportant à des soupcons d'activités de 40 recyclage des produits de la criminalité qui lui est transmis volontairement:

- (b) may collect information that the Centre considers relevant to money laundering activities and that is publicly available or that is stored in databases maintained by the federal or provincial governments for pur- 5 poses related to law enforcement and in respect of which an agreement was entered into under subsection 65(1);
- (c) shall analyse and assess the reports and 10 information; and
- (d) subject to section 6 of the Privacy Act, shall retain each report and all information for a minimum of five years and a maximum of eight years after the report is received or the information is received or 15 collected.

Disclosure and Use of Information

Disclosure by prohibited

- 54. (1) Subject to subsections (3) and (4), subsection 57(1) and section 64 and to subsection 12(1) of the Privacy Act, the Centre shall not disclose the following:
 - (a) information set out in a report made under section 7;
 - (b) information set out in a report made under section 9;
 - (c) information set out in a report made 25 under subsection 13(1), whether or not it is completed, or section 21;
 - (d) information about suspicions of money laundering that is provided voluntarily to the Centre; 30
 - (e) information prepared by the Centre from information referred to in paragraphs (a) to (d); or
 - (f) any other information, other than publicly available information, obtained in the 35 administration or enforcement of this Part.

Disclosure by any person prohibited

(2) Subject to subsection (5), subsection (1) applies to any person who obtained or who has or had access to the information referred to in

- b) de recueillir tout renseignement qu'il croit se rapporter à des activités de recyclage des produits de la criminalité et qui est accessible au public ou qui est contenu dans des bases de données tenues par les gouver- 5 nements fédéral ou provinciaux dans le cadre de l'application des lois et à l'égard desquelles un accord a été conclu en vertu du paragraphe 65(1);
- c) d'analyser et d'apprécier les rapports, 10 déclarations et autres renseignements recueillis:
- d) de conserver ces rapports, déclarations et renseignements, sous réserve de l'article 6 de la Loi sur la protection des renseigne-15 ments personnels, pour une période minimale de cinq ans et une période maximale de huit ans à compter de leur réception ou de leur collecte.

Communication et utilisation des renseignements

54. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et 20 Interdiction : (4) et 57(1), de l'article 64 et du paragraphe 12(1) de la Loi sur la protection des renseigne-20 ments personnels, il est interdit au Centre de communiquer les renseignements:

- a) contenus dans une déclaration visée à 25 l'article 7:
- b) contenus dans une déclaration visée à l'article 9;
- c) contenus dans une déclaration complète ou non — visée au paragraphe 13(1)30 ou un rapport visé à l'article 21;
- d) se rapportant à des soupçons d'activités de recyclage des produits de la criminalité qui lui sont transmis volontairement;
- e) préparés par le Centre à partir de 35 renseignements visés aux alinéas a) à d);
- f) obtenus dans le cadre de l'administration et l'application de la présente partie, à l'exception de ceux qui sont accessibles au public. 40
- (2) Sous réserve du paragraphe (5), le paragraphe (1) s'applique à toute personne qui a obtenu un renseignement visé à ce paragrathat subsection in the course of exercising 40 phe ou y a ou a eu accès dans le cadre de

Interdiction générale

10

Renseigne-

powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2.

l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi, à l'exception de la partie 2.

Disclosure of designated

- (3) If the Centre, on the basis of its analysis and assessment under paragraph 53(c), has reasonable grounds to suspect that designated information would be relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence, the Centre shall disclose the information to
 - (a) the appropriate police force;
 - (b) the Department of National Revenue, if the Centre determines that the information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament admin- 15 istered by the Minister of National Revenue;
 - (c) the Canadian Security Intelligence Service, if the Centre determines that the information is relevant to threats to the 20 security of Canada within the meaning of section 2 of the Canadian Security Intelligence Service Act; and
 - (d) the Department of Citizenship and Immigration, if the Centre determines that 25 the information would promote the objective set out in paragraph 3(j) of the Immigration Act and is relevant to determining whether a person is a person described in subsection 19(1) or (2) or section 27 of that 30 Act or to an offence under section 94.1, 94.2, 94.4, 94.5 or 94.6 of that Act.

- (3) Lorsqu'il a des motifs raisonnables de soupçonner, à la lumière de son analyse et son 5 désignés 5 appréciation aux termes de l'alinéa 53c). qu'ils seraient utiles aux fins d'enquête ou de poursuite d'une infraction de recyclage des produits de la criminalité, le Centre communique les renseignements désignés :
 - a) aux forces policières compétentes;
 - b) au ministère du Revenu national, s'il estime que les renseignements se rapportent à une infraction, consommée ou non, d'évasion fiscale — y compris le non-paiement 15 de droits - définie par une loi fédérale dont l'application relève du ministre du Revenu national;
 - c) au Service canadien du renseignement de sécurité, s'il estime que les renseignements 20 se rapportent à des activités qui pourraient constituer une menace envers la sécurité du Canada au sens de l'article 2 de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité:
 - d) au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, s'il estime que les renseignements sont utiles pour promouvoir l'objectif visé à l'alinéa 3i) de la Loi sur l'immigration et pour déterminer si une 30 personne est une personne visée aux paragraphes 19(1) ou (2) ou à l'article 27 de cette loi ou se rapportent à une infraction prévue aux articles 94.1, 94.2, 94.4, 94.5 ou 94.6 de cette loi. 35

Disclosure to agencies

- (4) The Centre may disclose designated information to an institution or agency of a foreign state or of an international organiza-35 pays étranger ou d'une organisation internation established by the governments of foreign states that has powers and duties similar to those of the Centre if
 - (a) the Centre has reasonable grounds to suspect that the information would be 40 relevant to the investigation of a money laundering offence or a substantially similar offence: and
- (4) Le Centre peut communiquer des renseignements désignés à un organisme d'un tionale et ayant des attributions similaires à celles du Centre dans le cas suivant :
 - a) d'une part, il a des motifs raisonnables de soupconner que les renseignements seraient utiles aux fins d'enquête relativement à une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou d'une infraction essentielle-45 ment similaire:

Communica-

5

(b) the Minister has, in accordance with section 55, entered into an arrangement or agreement with that foreign state or international organization regarding the exchange of such information.

Exception

(5) A person may disclose information referred to in subsection (1) for the purpose of exercising powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2.

b) d'autre part, le ministre a, conformément à l'article 55, conclu un accord portant sur l'échange de tels renseignements avec le pays ou l'organisation internationale dont relève l'organisme.

(5) La communication des renseignements visés au paragraphe (1) peut se faire dans l'exercice des attributions conférées à une personne sous le régime de la présente loi, à l'exception de la partie 2. 10

Exception

Définition de

« renseigne-

désignés »

ments

Definition of 'designated information

- (6) For the purposes of subsections (3) and 10 (4), "designated information" means, in respect of a suspicious financial transaction or an importation or exportation of currency or monetary instruments,
 - (a) the name of the client or of the importer 15 or exporter, or any person acting on their behalf;
 - (b) the name and address of the place of business where the transaction occurred or the address of the customs office where the 20 importation or exportation occurred, and the date the transaction, importation or exportation occurred:
 - (c) the amount and type of currency or monetary instruments involved or, in the 25 case of a transaction, if no currency or monetary instruments are involved, the value of the transaction or the value of the funds that are the subject of the transaction;
 - (d) in the case of a transaction, the transac-30 tion number and the account number, if any; and
 - (e) any other similar information that may be prescribed.

Agreements arrangements

55. (1) The Minister may enter into an 35 agreement or arrangement, in writing, with the government of a foreign state or an international organization established by the governments of foreign states regarding the tion or agency of that state or organization that has powers and duties similar to those of the Centre, of information that the Centre, institution or agency has reasonable grounds to prosecuting a money laundering offence or a substantially similar offence.

- (6) Pour l'application des paragraphes (3) et (4), « renseignements désignés » s'entend, relativement à des opérations financières douteuses ou à l'importation ou l'exportation d'espèces ou d'effets, des renseignements 15 suivants:
 - a) le nom du client ou de l'importateur ou exportateur des espèces ou effets, ou de toute personne agissant pour son compte;
 - b) le nom et l'adresse du bureau où 20 l'opération est effectuée et la date où elle a été effectuée, ou l'adresse du bureau de douane où les espèces ou effets sont importés ou exportés, ainsi que la date de leur 25 importation ou exportation;
 - c) la valeur et la nature des espèces ou effets ou, dans le cas d'une opération dans laquelle il n'y a pas d'espèce ou d'effet en cause, la valeur de l'opération ou celle des fonds sur lesquels porte l'opération; 30
 - d) le numéro de l'opération effectuée et le numéro de compte, s'il y a lieu;
 - e) tout autre renseignement analogue désigné par règlement.
- 55. (1) Le ministre peut conclure par écrit 35 Accord de un accord avec le gouvernement d'un pays étranger ou une organisation internationale regroupant les gouvernements de plusieurs États concernant l'échange, entre le Centre et exchange, between the Centre and any institu- 40 un organisme — relevant de ce pays étranger 40 cette organisation internationale — ayant des attributions similaires à celles du Centre, de renseignements dont le Centre ou l'organisme a des motifs raisonnables de suspect would be relevant to investigating or 45 soupconner qu'ils seraient utiles aux fins 45 d'enquête ou de poursuite d'une infraction de

collaboration

Purposes

(2) Agreements or arrangements entered into under subsection (1) must restrict the use of information to purposes relevant to investigating or prosecuting a money laundering offence or a substantially similar offence.

recyclage des produits de la criminalité ou d'une infraction essentiellement similaire.

(2) Les accords conclus précisent les fins auxquelles les renseignements peuvent être utilisés, lesquelles doivent être utiles aux fins 5 d'enquête ou de poursuite d'une infraction de 5 recyclage des produits de la criminalité ou d'une infraction essentiellement similaire.

Use of information

56. No person who obtained or who has or had access to information referred to in subsection 54(1) in the course of exercising powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2, shall use the 10 information for a purpose other than exercising those powers or performing those duties and functions.

56. Il est interdit à quiconque a obtenu ou a ou a eu accès à des renseignements visés au 10 paragraphe 54(1) dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi, à l'exception de la partie 2, de les utiliser à quelque autre fin que ce soit.

renseignements

15 Rétroaction.

sation

recherche et

Feedback research and public education

57. (1) The Centre may

(a) inform persons and entities that have 15 provided a report under section 7 or 9 about measures that have been taken with respect to reports of transactions under those sections:

(b) conduct research into trends and devel- 20 opments in the area of money laundering and improved ways of detecting, preventing and deterring money laundering; and

(c) undertake measures to inform the persons and entities referred to in section 5, 25 authorities engaged in the investigation and prosecution of money laundering offences and others with respect to the nature and extent of money laundering in Canada and measures that might be taken to detect, 30 prevent and deter money laundering in Canada.

57. (1) Le Centre peut :

a) informer les personnes ou entités qui ont présenté une déclaration en conformité avec les articles 7 ou 9 des mesures prises;

b) faire des recherches sur les tendances et les développements en matière de recycla-20 ge des produits de la criminalité et sur les meilleurs moyens de détecter, prévenir et dissuader cette activité criminelle;

c) prendre des mesures visant à sensibiliser les personnes et entités visées à l'article 5,25 les autorités chargées de procéder aux enquêtes et aux poursuites relatives aux infractions de recyclage des produits de la criminalité et tout intéressé, au sujet de la nature et la portée du recyclage des produits 30 de la criminalité au Canada, ainsi que des mesures de détection, de prévention et de dissuasion qui peuvent être prises.

Limitation

Immunity

compulsory processes

(2) The Centre may not disclose any information that would identify a person or an entity about whom a report was provided.

(2) Toutefois, le Centre ne doit dévoiler aucun renseignement qui permettrait d'identi-35 35 fier une personne ou une entité à l'égard de qui

une déclaration a été faite.

Restrictions

58. (1) The Centre, and any person who has obtained or who has or had access to any information or documents in the course of exercising powers or performing duties and functions under this Act, other than Part 2, is 40 régime de la présente loi, à l'exception de la required to comply with a subpoena, an order

for production of documents, a summons or

58. (1) Le Centre, ainsi que toute personne qui a obtenu un renseignement ou document, ou y a ou a eu accès dans le cadre de l'exercice 40 des attributions qui lui sont conférées sous le partie 2, ne peut être contraint, que ce soit par citation, assignation, sommation, ordonnance

25

any other compulsory process only if it is issued in the course of court proceedings in respect of a money laundering offence or an offence under this Act in respect of which an information has been laid or an indictment 5 preferred.

Search warrants

(2) Despite any other Act, no search warrant may be issued in respect of the Centre.

Limitation on orders for disclosure of information

59. (1) Despite any other Act, an order for disclosure of information may be issued in 10 peut faire l'objet d'aucune ordonnance de respect of the Centre only under subsection (4).

Purpose of application

(2) The Attorney General may, for the purposes of an investigation in respect of a money laundering offence, make an applica-15 d'une enquête sur une infraction de recyclage tion under subsection (3) for an order for disclosure of information.

Application

- (3) An application shall be made ex parte in writing to a judge and be accompanied by an affidavit sworn on the information and belief 20 of the Attorney General - or a person specially designated by the Attorney General for that purpose — deposing to the following matters:
 - (a) the offence under investigation;
 - (b) the person in relation to whom the information or documents referred to in paragraph (c) are required;
 - (c) the type of information or documents — whether in written form, in the 30 form of a report or record or in any other form - obtained by or on behalf of the Director in respect of which disclosure is sought;
 - (d) the facts relied on to justify the belief, on 35 reasonable grounds, that the person referred to in paragraph (b) has committed or benefited from the commission of a money laundering offence and that the information or documents referred to in paragraph (c) 40 are likely to be of substantial value, whether alone or together with other material, to an investigation in respect of that offence;
 - (e) a summary of any information already received from the Centre in respect of the 45 offence; and

ou autre acte obligatoire, à comparaître ou à produire un tel document, sauf dans le cadre de poursuites intentées pour infraction de recyclage des produits de la criminalité ou infraction à la présente loi à l'égard desquelles 5 une dénonciation ou une mise en accusation a été déposée.

(2) Malgré toute autre loi, le Centre ne peut faire l'objet d'aucun mandat de perquisition.

Mandat de

59. (1) Malgré toute autre loi, le Centre ne 10 Exception : communication autre que celle prévue au paragraphe (4).

de communication

(2) Le procureur général peut demander une ordonnance de communication dans le cadre 15 des produits de la criminalité.

Fins de l'ordonnance

(3) La demande d'ordonnance est à présenter ex parte par écrit à un juge; elle est accompagnée de l'affidavit du procureur 20 général — ou de la personne qu'il désigne expressément à cette fin — comportant les éléments suivants :

Demande d'ordonnance

- a) désignation de l'infraction visée par 25 l'enquête;
- b) désignation de la personne visée par les renseignements ou les documents demandés;
- c) désignation du genre de renseignements ou de documents - notamment leur forme 30 ou leur support — qu'a obtenus le directeur du Centre ou qui ont été obtenus en son nom et dont la communication est demandée:
- d) les faits à l'origine des motifs raisonnables de croire que la personne mentionnée 35 à l'alinéa b) a commis une infraction de recyclage des produits de la criminalité ou en a bénéficié, et que les renseignements ou documents demandés ont vraisemblablement une valeur importante, en soi ou avec 40 d'autres éléments, pour l'enquête mentionnée dans la demande;
- e) un sommaire des renseignements déjà reçus du Centre à l'égard de l'infraction;
- f) les renseignements relatifs aux demandes 45 présentées antérieurement en vertu du pré-

Ordonnance

de communi

(f) information respecting all previous applications brought under this section in respect of any person being investigated for the offence.

l'infraction.

disclosure of information

- (4) Subject to the conditions that the judge 5 considers advisable in the public interest, the judge to whom an application is made may order the Director — or any person specially designated in writing by the Director for the purposes of this section — to allow a police 10 officer named in the order to have access to and examine all information and documents to which the application relates or, if the judge considers it necessary in the circumstances, to produce the information and documents to the 15 cier de les emporter, s'il est convaincu de police officer and allow the police officer to remove them, where the judge is satisfied
 - (a) of the matters referred to in paragraph (3)(d); and
 - (b) that there are reasonable grounds for 20 believing that it is in the public interest to allow access to the information or documents, having regard to the benefit likely to accrue to the investigation if the access is obtained.

The order must be complied with within the period following the service of the order that the judge may specify.

sent article à l'égard de toute personne qui fait l'objet d'une enquête relativement à

- (4) Sous réserve des conditions qu'il estime indiquées dans l'intérêt public, le juge saisi de 5 la demande peut ordonner au directeur - ou à la personne que celui-ci a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — de permettre à un policier nommé dans l'ordonnance d'avoir accès aux rensei-10 gnements ou documents demandés et de les examiner ou, si le juge l'estime nécessaire dans les circonstances, de permettre au polil'existence : 15
 - a) d'une part, des faits mentionnés à l'alinéa (3)d);
 - b) d'autre part, de motifs raisonnables de croire qu'il est dans l'intérêt public d'en permettre l'accès, compte tenu des avanta-20 ges pouvant vraisemblablement en résulter pour l'enquête en question.

L'ordonnance doit être exécutée dans le délai, 25 suivant la signification, que précise le juge.

Execution in another province

(5) A judge may, if the information or documents in respect of which disclosure is 30 ments ou documents se trouvant dans un lieu sought are in a province other than the one in which the judge has jurisdiction, issue an order for disclosure and the order may be executed in the other province after it has been endorsed by a judge who has jurisdiction in 35 that other province.

(5) L'ordonnance peut viser des renseigne-25 Exécution situé dans une province où le juge n'a pas compétence; elle y est exécutoire une fois visée par un juge ayant compétence dans la province en question. 30

Service of

- (6) A copy of the order shall be served on the person to whom it is addressed in the manner that the judge directs or as may be prescribed by rules of court.
- (7) A judge who makes an order under subsection (4) may, on application of the Director, extend the period within which it is
- (6) Une copie de l'ordonnance est signifiée à la personne qu'elle vise; la signification se fait selon les règles du tribunal ou de la façon 40 que le juge ordonne.

- Extension of period for compliance with order to be complied with.
- (7) Le juge qui rend une ordonnance en 35 Prolongation vertu du paragraphe (4) peut, à la demande du directeur, en prolonger la période d'exécution.

- Objection to disclosure of information
 - (8) The Director or any person specially 45 designated in writing by the Director for the purposes of this section - may object to the disclosure of any information or document in
- (8) Le directeur ou la personne qu'il a désignée expressément par écrit pour l'application du présent article — peut s'opposer à la 40 communication des renseignements ou docu-

Opposition à

respect of which an order under subsection (4) has been made by certifying orally or in writing that it should not be disclosed on the ground that

- (a) the Director is prohibited from disclos- 5 ing the information or document by any bilateral or international treaty, convention or other agreement respecting the sharing of information related to a money laundering offence or a substantially similar offence to 10 which the Government of Canada is a signatory;
- (b) a privilege is attached by law to the information or document;
- (c) the information or document has been 15 placed in a sealed package pursuant to law or an order of a court of competent jurisdiction: or
- (d) disclosure of the information or document would not, for any other reason, be in 20 the public interest.

ments visés par une ordonnance rendue sous le régime du paragraphe (4) en attestant, oralement ou par écrit :

- a) soit qu'un accord bilatéral ou international en matière de partage de renseigne- 5 ments relatifs aux infractions de recyclage des produits de la criminalité ou à des infractions essentiellement similaires que le gouvernement du Canada a signé interdit au directeur de les communiquer; 10
- b) soit que les renseignements ou documents sont protégés par la loi;
- c) soit que ces renseignements ou documents ont été placés sous scellés en conformité avec la loi ou sur l'ordre d'un tribunal 15 compétent;
- d) soit que la communication des renseignements ou documents serait, pour toute autre raison, contraire à l'intérêt public.

Determination of objection

(9) An objection made under subsection (8) may be determined, on application, in accordance with subsection (10), by the Chief Justice of the Federal Court, or by any other 25 judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications.

(9) Il est statué, sur demande et conformé-20 Juge en chef ment au paragraphe (10), sur la validité d'une opposition fondée sur le paragraphe (8) par le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette cour que celui-ci charge de l'audition de ce genre de demande.

(10) Le juge saisi d'une opposition peut

examiner les documents ou renseignements

l'estime nécessaire pour rendre sa décision, et

la communication s'il constate l'existence

d'un des cas prévus au paragraphe (8).

doit déclarer l'opposition fondée et interdire 30

de la Cour fédérale

Judge may examine information

Limitation

period

(10) A judge who is to determine an objection may, if the judge considers it necessary to determine the objection, examine 30 dont la communication est demandée, s'il the information or document in relation to which the objection is made. The judge shall grant the objection and order that disclosure be refused if the judge is satisfied of any of the grounds mentioned in subsection (8). 35

Décision

(11) An application under subsection (9) shall be made within 10 days after the objection is made or within such greater or lesser period as the Chief Justice of the Federal Court, or any other judge of that Court that the 40 charge de l'audition de ce genre de demande Chief Justice may designate to hear those applications, considers appropriate in the circumstances.

Délai (11) La demande visée au paragraphe (9) doit être présentée dans les dix jours suivant l'opposition, mais le juge en chef de la Cour35 fédérale ou le juge de cette cour que celui-ci peut modifier ce délai s'il l'estime indiqué dans les circonstances.

Appeal to Federal Court

of Appeal

(12) An appeal lies from a determination under subsection (9) to the Federal Court of 45 susceptible d'appel à la Cour d'appel fédérale. Appeal.

(12) La décision visée au paragraphe (9) est 40

Appel à la Cour d'appel fédérale

Limitation period for appeal

- (13) An appeal under subsection (12) shall be brought within 10 days after the date of the determination appealed from or within such further time as the Federal Court of Appeal considers appropriate in the circumstances.
- (13) L'appel doit être interjeté dans les dix jours suivant la date de la décision, mais la Cour d'appel fédérale peut proroger ce délai si elle l'estime indiqué dans les circonstances.

Délai d'appel

Special rules for hearings

- (14) An application under subsection (9) or an appeal brought in respect of that application shall
 - (a) be heard in private; and
 - (b) on the request of the person objecting to 10 the disclosure of the information or documents, be heard and determined in the National Capital Region described in the schedule to the National Capital Act.

(14) Les demandes visées au paragraphe (9) 5 Règles font, en premier ressort ou en appel, l'objet d'une audition à huis clos; celle-ci a lieu dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la Loi sur la capitale nationale si l'auteur de l'opposition le demande.

spéciales

Ex parte representa-

(15) During the hearing of an application 15 under subsection (9) or an appeal brought in respect of that application, the person who made the objection in respect of which the application was made or the appeal was brought shall, on the request of that person, be 20 given the opportunity to make representations ex parte.

(15) L'auteur de l'opposition qui fait l'objet d'une demande ou d'un appel a, au cours de l'audition, en première instance ou en appel et sur demande, le droit de présenter des arguments ex parte. 15

Présentation

Copies

(16) Where any information or document is examined or provided under subsection (4), the person by whom it is examined or to whom 25 tion du paragraphe (4) ou lorsqu'elle est it is provided or any employee of the Centre may make, or cause to be made, one or more copies of it and any copy purporting to be certified by the Director or an authorized person to be a copy made under this subsection 30 du contenu de l'original et a la même valeur is evidence of the nature and content of the original information or document and has the same probative force as the original information or document would have had if it had been proved in the ordinary way. 35

(16) Lorsque des renseignements ou documents sont remis à une personne en applicaautorisée à les examiner, celle-ci ou un employé du Centre peut en faire ou faire faire 20 des copies; toute copie faite en vertu du présent paragraphe fait preuve de la nature et probante que celui-ci aurait eue s'il avait été déposé en preuve de la façon normale.

Definitions

(17) The definitions in this subsection apply in this section.

"Attorney General' « procureur

"police

officer'

« policier »

"Attorney General" means the Attorney General as defined in section 2 of the Criminal Code.

"judge" "judge" means a judge as defined in section 462.3 of the Criminal Code.

> "police officer" means any officer, constable or other person employed for the preservation and maintenance of the public peace.

(17) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« juge » S'entend au sens de l'article 462.3 du Code criminel.

40 « policier » S'entend d'un officier ou d'un 30 "policier » agent de police ou de toute autre personne chargée du maintien de l'ordre public.

« procureur général » S'entend au sens de l'article 2 du Code criminel.

« juge » "judge

général »

Certain provisions of Income Tax Act and Excise Tax Act not applicable

60. Section 231.2 of the Income Tax Act and section 289 of the Excise Tax Act do not apply to the Centre or to its employees in their capacity as employees.

60. L'article 231.2 de la *Loi de l'impôt sur* le revenu et l'article 289 de la Loi sur la taxe d'accise ne s'appliquent pas au Centre ni à ses employés agissant à ce titre.

Dispositions fiscales

Compliance Measures

To ensure compliance

- 61. (1) An authorized person may, from 5 time to time, examine the records and inquire into the business and affairs of any person or entity referred to in section 5 for the purpose of ensuring compliance with Part 1, and for that purpose may
 - (a) at any reasonable time, enter any premises, other than a dwelling-house, in which the authorized person believes, on reasonable grounds, that there are records relevant to ensuring compliance with Part 15
 - (b) use or cause to be used any computer system or data processing system in the premises to examine any data contained in or available to the system; 20
 - (c) reproduce any record, or cause it to be reproduced from the data, in the form of a printout or other intelligible output and remove the printout or other output for examination or copying; and 25
 - (d) use or cause to be used any copying equipment in the premises to make copies of any record.

Assistance to Centre

(2) The owner or person in charge of premises referred to in subsection (1) and 30 quiconque s'y trouve, est tenu de prêter à la every person found there shall give the authorized person all reasonable assistance to enable them to carry out their responsibilities and shall furnish them with any information with respect to the administration of Part 1 or 35 ses règlements. the regulations under it that they may reasonably require.

Warrant required to enter dwellinghouse

62. (1) If the premises referred to in subsection 61(1) is a dwelling-house, the authorized person may not enter it without the 40 der à la visite sans l'autorisation de l'occupant consent of the occupant except under the authority of a warrant issued under subsection (2).

Contrôle d'application

61. (1) La personne autorisée peut, à 5 Mesures l'occasion, examiner les documents et les activités des personnes ou entités visées à l'article 5 afin de procéder à des contrôles d'application de la partie 1 et, à cette fin, elle 10 peut:

10

- a) pénétrer à toute heure convenable dans tout local, autre qu'une habitation, lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve des documents utiles à l'application de la partie 1; 15
- b) avoir recours à tout système informatique se trouvant dans le local pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès:
- c) à partir de ces données, reproduire ou 20 faire reproduire tout document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'elle peut emporter pour examen ou reproduction;
- d) utiliser ou faire utiliser les appareils de 25 reprographie se trouvant sur place pour faire des copies de tout document.

(2) L'exploitant du local visité, ainsi que personne autorisée toute l'assistance possible 30 dans l'exercice de ses fonctions et lui donner les renseignements qu'elle peut valablement exiger quant à l'application de la partie 1 ou de

Assistance au Centre

62. (1) Dans le cas d'une habitation, 35 Mandat pour toutefois, la personne autorisée ne peut procéque si elle est munie du mandat prévu au paragraphe (2).

10

Authority to

- (2) A justice of the peace may issue a warrant authorizing the authorized person to enter a dwelling-house, subject to any conditions that may be specified in the warrant, if on information on oath that
 - (a) there are reasonable grounds to believe that there are in the premises records relevant to ensuring compliance with Part 1;
 - (b) entry to the dwelling-house is necessary for any purpose that relates to ensuring compliance with Part 1; and
 - (c) entry to the dwelling-house has been refused or there are reasonable grounds for 15 believing that entry will be refused.

Areas that may be

(3) For greater certainty, an authorized person who enters a dwelling-house under authority of a warrant may enter only a room or part of a room in which the person believes 20 avis, fondé sur des motifs raisonnables, la on reasonable grounds that a person or an entity referred to in section 5 is carrying on its business, profession or activity.

Definition of

63. (1) In this section, "judge" means a judge of a superior court having jurisdiction in 25 d'un juge d'une cour supérieure compétente the province where the matter arises or a judge of the Federal Court.

No examination or copying of documents when privilege

(2) If an authorized person acting under section 61 or 62 is about to examine or copy a document in the possession of a lawyer who 30 trouvant en la possession d'un avocat et à claims that a named client or former client of the lawver has a solicitor-client privilege in respect of the document, the authorized person shall not examine or make copies of the document. 35

Retention of documents

- (3) A lawyer who claims privilege under subsection (2) shall
 - (a) place the document, together with any other document in respect of which the lawyer at the same time makes the same 40 claim on behalf of the same client, in a package and suitably seal and identify the package or, if the authorized person and the lawyer agree, allow the pages of the document to be initialled and numbered or 45 otherwise suitably identified; and

- (2) Sur demande ex parte, le juge de paix peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées. la personne autorisée à procéder à la visite ex parte application the justice is satisfied by 5 d'une habitation s'il est convaincu, sur la foi 5 d'une dénonciation sous serment, que sont réunies les conditions suivantes :
 - a) il y a des motifs raisonnables de croire que s'y trouve des documents utiles pour l'application de la partie 1;
 - b) la visite est nécessaire pour l'application de la partie 1;
 - c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel 15 sera le cas.
 - (3) Il est entendu que, lors de la visite d'une habitation, la personne autorisée ne peut visiter que les parties d'une pièce où, à son personne ou l'entité visée à l'article 5 exploite 20 son entreprise ou exerce sa profession ou son activité.

63. (1) Au présent article, « juge » s'entend de la province où l'affaire prend naissance ou 25 d'un juge de la Cour fédérale.

- (2) Il est interdit à la personne autorisée d'examiner ou reproduire un document se l'égard duquel celui-ci fait valoir le secret 30 professionnel le liant à un client actuel ou antérieur, nommément désigné.
- (3) L'avocat qui fait valoir le secret professionnel en vertu du paragraphe (2) doit :

Mise sous

a) d'une part, mettre sous scellés le docu-35 ment ainsi que tout autre document pour lequel il fait valoir, en même temps, le secret professionnel au nom du même client, bien sceller et marquer le tout, ou, si la personne autorisée et l'avocat en 40 conviennent, faire en sorte que les pages du document soient paraphées et numérotées ou autrement bien marquées;

(b) retain it and ensure that it is preserved until it is produced to a judge as required under this section and an order is issued under this section in respect of the document.

Proceeds of Crime (Money Laundering)

b) d'autre part, retenir le document et veiller à sa conservation jusqu'à ce que, conformément au présent article, le document soit produit devant un juge et une ordonnance rendue concernant le docu-5 ment.

Application to judge

- (4) If a document has been retained under subsection (3), the client or the lawyer on behalf of the client may
 - (a) within 14 days after the day the document was begun to be so retained, apply, on 10 three days notice of motion to the Deputy Attorney General of Canada, to a judge for an order
 - (i) fixing a day, not later than 21 days after the date of the order, and a place for 15 the determination of the question whether the client has solicitor-client privilege in respect of the document, and
 - (ii) requiring the production of the document to the judge at that time and place; 20
 - (b) serve a copy of the order on the Deputy Attorney General of Canada; and
 - (c) if the client or lawyer has served a copy of the order under paragraph (b), apply at the appointed time and place for an order 25 determining the question.

Disposition of application

- (5) An application under paragraph (4)(c) shall be heard in private and, on the application, the judge
 - (a) may, if the judge considers it necessary 30 to determine the question, inspect the document and, if the judge does so, the judge shall ensure that it is repackaged and resealed:
 - (b) shall decide the question summarily and 35
 - (i) if the judge is of the opinion that the client has a solicitor-client privilege in respect of the document, order the release of the document to the lawyer, or
 - (ii) if the judge is of the opinion that the 40 client does not have a solicitor-client privilege in respect of the document,

- (4) Lorsqu'un document a été placé sous scellés conformément au paragraphe (3), le client ou l'avocat, au nom de celui-ci, peut :
 - a) dans un délai de quatorze jours à compter 10 de la date où le document a été placé sous scellés, demander à un juge, moyennant un avis de présentation de trois jours adressé au sous-procureur général du Canada, de rendre une ordonnance :
 - (i) fixant une date, au plus tard vingt-etun jours après la date de l'ordonnance, et un lieu, où sera tranchée la question de savoir si le client bénéficie du secret professionnel de l'avocat en ce qui 20 concerne le document.
 - (ii) exigeant, en outre, la présentation du document au juge au moment et au lieu fixés;
 - b) faire signifier une copie de l'ordonnance 25 au sous-procureur général du Canada;
 - c) s'il a effectué la signification conformément à l'alinéa b), demander, au moment et au lieu fixés, une ordonnance qui tranche la question.
- (5) La demande prévue à l'alinéa (4)c) doit être entendue à huis clos et le juge qui en est saisi :

Décision concernant la demande

- a) peut examiner le document, s'il l'estime nécessaire pour statuer sur la question; dans 35 ce cas, il veille ensuite à ce que le document soit remis sous scellés:
- b) statue sur la question de façon sommaire :
 - (i) s'il est d'avis que le client bénéficie du 40 secret professionnel de l'avocat en ce qui concerne le document, il ordonne la restitution du document à l'avocat,
 - (ii) dans le cas contraire, il ordonne à l'avocat de permettre à la personne45 autorisée d'examiner ou de reproduire le document;

Demande à un juge

order that the lawver make the document available for examination or copying by the authorized person; and

- (c) at the same time as making an order under paragraph (b), deliver concise rea- 5 sons that identify the document without divulging the details of it.
- c) motive brièvement sa décision en indiquant de quel document il s'agit sans en révéler les détails.

Order to deliver

- (6) If a document is being retained under subsection (3) and a judge, on the application of the Attorney General of Canada, is satisfied 10 est convaincu, sur requête du procureur généthat no application has been made under paragraph (4)(a) or that after having made that application no further application has been made under paragraph (4)(c), the judge shall order that the lawyer make the document 15 available for examination or copying by the authorized person.
- (6) En cas de mise sous scellés d'un document en vertu du paragraphe (3) et, s'il 5 ral du Canada, que ni le client ni l'avocat n'a présenté de demande en vertu de l'alinéa (4)a) ou que, en ayant présenté une, ni l'un ni l'autre n'a présenté de demande en vertu de l'alinéa 10 (4)c), le juge saisi ordonne à l'avocat de permettre à la personne autorisée d'examiner ou de reproduire le document.

Ordonnance

Application to another judge

- (7) If the judge to whom an application has been made under paragraph (4)(a) cannot act or continue to act in the application under 20 peut instruire ou continuer d'instruire la paragraph (4)(c) for any reason, the application under paragraph (4)(c) may be made to another judge.
- (7) Lorsque, pour quelque motif, le juge saisi d'une demande visée à l'alinéa (4)a) ne 15 demande visée à l'alinéa (4)c), un autre juge peut être saisi de cette dernière.

Demande à un autre juge

Costs

- (8) No costs may be awarded on the disposition of an application under this sec-25 tion.
- (8) Il ne peut être adjugé de dépens pour la présentation d'une demande fondée sur le 20 présent article.

Interdiction

Dépens

Prohibition

(9) The authorized person shall not examine or make copies of any document without giving a reasonable opportunity for a claim of solicitor-client privilege to be made under 30 faire valoir le secret professionnel de l'avocat 25 subsection (2).

(9) La personne autorisée ne doit examiner ou reproduire aucun document sans donner aux intéressés une occasion raisonnable de

en vertu du paragraphe (2).

Waiver of privilege

(10) If a lawyer has made a claim that a named client or former client of the lawyer has a solicitor-client privilege in respect of a communicate to the authorized person the client's latest known address so that the authorized person may endeavour to advise the client of the claim of privilege that has so give the client an opportunity, if it is practicable within the time limited by this section, to waive the privilege before the matter is to be decided by a judge.

(10) L'avocat qui fait valoir au nom d'un client actuel ou antérieur, nommément désigné, le secret professionnel de l'avocat en ce document, the lawyer shall at the same time 35 qui concerne un document doit en même 30 temps communiquer la dernière adresse connue de ce client à la personne autorisée, afin que celle-ci puisse, d'une part, chercher à informer le client du secret professionnel qui been made on their behalf and may by doing 40 est invoqué en son nom et, d'autre part, lui 35 donner l'occasion, si la chose est matériellement possible dans le délai mentionné au présent article, de renoncer à faire valoir le secret professionnel avant que la question ne soit soumise à la décision d'un juge.

Renonciation professionnel Disclosure to law enforcement agencies

64. The Centre may disclose to the appropriate law enforcement agencies any information of which it becomes aware under section 61 or 62 and that it suspects on reasonable grounds is evidence of a contravention of Part 1.

64. Le Centre peut communiquer aux organismes chargés de l'application de la loi compétents tout renseignement dont il prend connaissance en vertu des articles 61 ou 62 et 5 soupçonne, pour des motifs raisonnables, 5 qu'il établit une contravention à la partie 1.

Organismes chargés de l'application de la loi

Contracts and Agreements

Power to enter into

65. (1) The Centre may, for the purpose of exercising its powers or performing its duties and functions under this Part, enter into contracts, memoranda of understanding and 10 other agreements with a department or an agency of the Government of Canada or the government of a province and with any other person or organization, whether inside or outside Canada, in its own name or in the 15 sien. name of Her Majesty in right of Canada.

Agreements re

(2) Agreements relating to the Centre's collection of information from databases referred to in paragraph 53(b) must specify the nature of and limits with respect to the 20 la nature des renseignements qui peuvent être information that the Centre may collect from those databases.

Limitation

(3) Despite subsection (1), only the Minister may enter into an agreement or arrangement referred to in section 55.

Choice of providers

66. Despite section 9 of the Department of Public Works and Government Services Act, the Centre may, with the approval of the Governor in Council given on the recommenand services, including legal services, from outside the public service of Canada.

Legal Proceedings

Centre

67. Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Centre, whether in its own 35 Canada ou sous le sien, le Centre peut ester en 35 name or in the name of Her Majesty in right of Canada, may be brought or taken by or against the Centre in the name of the Centre in any court that would have jurisdiction if the Centre were a corporation that is not an agent of Her 40 Majesty.

Contrats et autres accords

65. (1) En vue de l'exercice des attributions qui lui sont conférées en vertu de la présente partie, le Centre peut conclure avec toute personne, tout ministère ou tout organisme du 10 gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial ou toute autre organisation, au Canada ou à l'étranger, des accords sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le 15

Conclusion

d'accords

(2) Tout accord relatif à la collecte, par le Centre, de renseignements contenus dans des bases de données visées à l'alinéa 53b) précise recueillis et les limites qui s'imposent à leur 20 égard.

Bases de données

(3) Malgré le paragraphe (1), seul le ministre peut conclure un accord visé à 25 l'article 55.

Limites

fournisseurs

Choix de 66. Par dérogation à l'article 9 de la Loi sur 25 le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, le Centre peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil dation of the Treasury Board, procure goods 30 donné sur recommandation du Conseil du Trésor, obtenir des biens et services, notam-30 ment des services juridiques, à l'extérieur de l'administration publique fédérale.

Procédures judiciaires

67. À l'égard des droits et obligations qu'il assume sous le nom de Sa Majesté du chef du justice sous son propre nom devant tout tribunal qui serait compétent s'il était doté de la personnalité morale et n'avait pas la qualité de mandataire de Sa Majesté.

Actions en iustice

No liability

68. No action lies against Her Majesty, the Minister, the Director, any employee of the Centre or any person acting under the direction of the Director for anything done or administration or discharge of any powers, duties or functions that under this Act are intended or authorized to be exercised or performed.

68. Sa Maiesté, le ministre, le directeur et les employés du Centre, de même que les personnes agissant sous les ordres ou la direction du directeur, bénéficient de l'immuomitted to be done in good faith in the 5 nité judiciaire pour les actes ou omissions 5 commis de bonne foi dans l'exercice - autorisé ou requis — des pouvoirs et fonctions conférés par la présente loi.

Audit

Audit

69. All receipts and expenditures of the 10 Centre are subject to examination and audit by the Auditor General of Canada.

Vérification 69. Le vérificateur général du Canada

Rapports

vérifie les recettes et dépenses du Centre.

Vérification

Reports

Annual report

Review of Act

by parliamen-

70. The Director shall, on or before September 30 of each year following the Centre's first full year of operations, submit an annual 15 l'entrée en activité du Centre, le directeur report on the operations of the Centre for the preceding year to the Minister, and the Minister shall table a copy of the report in each House of Parliament on any of the first 30 days on which that House is sitting after the 20 miers jours de séance de celle-ci suivant sa Minister receives the report.

71. Within five years after this section

comes into force, the administration and

operation of this Act shall be reviewed by the

nated or established by Parliament for that

purpose and the committee shall submit a

report to Parliament that includes a statement

of any changes to this Act or its administration

70. Au plus tard le 30 septembre de chaque année à compter du premier anniversaire de présente au ministre le rapport d'activités de celui-ci pour l'année précédente; le ministre 15 en fait déposer un exemplaire devant chaque chambre du Parlement dans les trente preréception.

Rapport

71. Dans les cinq ans suivant l'entrée en 20 Examen par vigueur du présent article, le comité désigné ou constitué par le Parlement à cette fin committee of Parliament that may be desig-25 procède à l'examen de l'application de la présente loi et présente un rapport au Parlement assorti de ses éventuelles recommanda-25 tions, s'il y a lieu, quant aux modifications qu'il serait souhaitable d'apporter à la présen-30 te loi ou à ses modalités d'application.

parlemen-

Regulations

that the committee recommends.

Regulations

72. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations prescribing anything that by this Part is to be prescribed.

Règlements

Règlements 72. Le gouverneur en conseil peut prendre

toute mesure réglementaire prévue par la 30 présente partie.

PART 4

OFFENCES AND PUNISHMENT

General

73. Every person or entity that knowingly 35 contravenes section 6, subsection 13(4) or 37(1), section 38, subsection 54(1) or (2), section 56 or subsection 61(2) or 63(3) or the regulations is guilty of an offence and liable

more than \$50,000 or to imprisonment for

PARTIE 4

INFRACTIONS ET PEINES

73. Toute personne ou entité qui sciemment contrevient à l'article 6, aux paragraphes 13(4) ou 37(1), à l'article 38, aux paragraphes 54(1) ou (2), à l'article 56 ou aux paragraphes 35 61(2) ou 63(3) ou aux règlements d'applica-(a) on summary conviction, to a fine of not 40 tion de la présente loi commet une infraction passible, sur déclaration de culpabilité :

a term of not more than six months, or to both: or

(b) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than five years, or to 5 both.

- a) par procédure sommaire, d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, d'une amende 5 maximale de 500 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

Reporting section 7

36

- 74. (1) Every person or entity that knowingly contravenes section 7 is guilty of an offence and liable
 - (a) on summary conviction,
 - (i) for a first offence, to a fine of not more than \$500,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both, and
 - (ii) for a subsequent offence, to a fine of 15 not more than \$1,000,000 or to imprisonment for a term of not more than one year, or to both: or
 - (b) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$2,000,000 or to imprison-20 ment for a term of not more than five years, or to both.

74. (1) Toute personne ou entité qui contrevient sciemment à l'article 7 est coupable :

Déclarations: art. 7

- a) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible :
 - (i) s'il s'agit d'une première infraction, d'une amende maximale de 500 000 \$ et 15 d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines,
 - (ii) en cas de récidive, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de 20 l'une de ces peines;
- b) soit d'un acte criminel passible d'une amende maximale de 2 000 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de cinq ans, ou de l'une de ces peines.

Defence for employees

(2) No employee of a person or an entity shall be convicted of an offence under subsecreported to their superior.

(2) Les employés d'une personne ou d'une entité ne peuvent être déclarés coupables tion (1) in respect of a transaction that they 25 d'une infraction visée au paragraphe (1) s'ils ont porté à la connaissance de leur supérieur 30 l'opération en cause.

Moyen de défense pour les employés

Communication prohibée

Disclosure

- 75. Every person or entity that contravenes section 8
 - (a) is guilty of an offence punishable on summary conviction; or 30
 - (b) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than two years.

Reporting section 9

76. (1) Every person or entity that contravenes subsection 9(1) or (3) is guilty of an 35 vient aux paragraphes 9(1) ou (3) est coupable offence and liable on summary conviction to a fine of not more than \$500,000 for a first offence and of not more than \$1,000,000 for each subsequent offence.

- 75. Toute personne ou entité qui contrevient à l'article 8 est coupable :
- a) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure
- b) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans.

sommaire;

76. (1) Toute personne ou entité qui contred'une infraction punissable sur déclaration de 40 culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 500 000 \$ pour une première infraction, et d'une amende maximale de 1 000 000 \$ en cas de récidive.

Déclarations: art. 9

35

Due diligence defence

- (2) No person or entity shall be convicted of an offence under subsection (1) if they exercised all due diligence to prevent its commission.
- (2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction au paragraphe (1) s'il est établi qu'il a exercé toute la diligence convenable pour l'empêcher.

Disculpation

Liability of officers and directors

- 77. If a person or an entity commits an 5 offence under this Act, any officer, director or agent of the person or entity who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in its commission is a party to and to the punishment provided for the offence, whether or not the person or entity has been prosecuted or convicted.
- 77. En cas de perpétration par une personne 5 Responsabiou entité d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont guilty of the offence and liable on conviction 10 considérés comme des coauteurs de l'infrac-10 tion et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne ou l'entité ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Offence by employee or agent

- 78. In a prosecution for an offence under section 74 or 76,
 - (a) it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence; and
 - (b) no person shall be found guilty of the offence if they establish that they exercised all due diligence to prevent its commission.

78. Dans les poursuites pour infraction aux 15 Perpétration 15 articles 74 et 76, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par un employé ou un

mandataire ait été ou non identifié ou poursui-20 vi. Toutefois, nul ne peut être déclaré coupable de l'infraction s'il prouve que l'infraction a eu lieu à son insu et qu'il a pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

mandataire de celui-ci, que cet employé ou

Exemption

79. A peace officer or a person acting under the direction of a peace officer is not guilty of 25 prévues aux articles 73 à 76 l'agent de la paix an offence under any of sections 73 to 76 if the peace officer or person does any of the things mentioned in those sections for the purpose of investigating a money laundering offence.

79. N'est pas coupable des infractions 25 Exemption ni la personne agissant sous sa direction qui accomplit l'un des actes mentionnés à ces articles dans le cadre d'une enquête portant sur une infraction de recyclage des produits de 30 la criminalité.

Time

- **80.** Proceedings under paragraph 73(a), 30 74(1)(a) or 75(a) or subsection 76(1) may be instituted within, but not after, one year after the time when the subject-matter of the proceedings arose.
- 80. Les poursuites fondées sur les alinéas 73a), 74(1)a) ou 75a) ou le paragraphe 76(1)se prescrivent par un an à compter du fait en cause. 35

Prescription

Venue

- 81. A complaint or information in respect of 35 an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of the court although the subject-matter of the complaint or in-40 cause. formation did not arise in that territorial jurisdiction.
 - Ressort 81. Le tribunal dans le ressort duquel l'accusé réside ou exerce ses activités peut connaître de toute plainte ou dénonciation en matière d'infraction à la présente loi, indépendamment du lieu de perpétration du fait en 40

PART 5

CONSEQUENTIAL AND CONDITIONAL AMENDMENTS, REPEAL AND COMING INTO FORCE

Consequential Amendments

R.S., c. A-1

Access to Information Act

82. Schedule I to the Access to Information Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

Financial Transactions and Reports Analysis 5 suit: Centre of Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

83. Schedule II to the Act is amended by

Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité

and, opposite thereto, a reference to "paragraphs 54(1)(a), (d) and (e)". 15

R.S., c. C-10

Canada Post Corporation Act

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 170(2)

84. Subsection 40(3) of the Canada Post Corporation Act is replaced by the following:

Liability to seizure

(3) Notwithstanding any other Act or law, to the Canadian Security Intelligence Service Act, the Customs Act and the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act, nothing in the course of post is liable to demand, seizure, detention or retention.

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 171

Mail in the course of post

85. Subsections 42(2) to (3) of the Act are replaced by the following:

(2) All mail that is submitted to a customs officer under this section remains, for the unless it is seized under the Customs Act or seized or retained under the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act.

PARTIE 5

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES ET CONDITIONNELLES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

82. L'annexe I de la Loi sur l'accès à l'information est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

83. L'annexe II de la même loi est 10 adding, in alphabetical order, a reference to 10 modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur le recyclage des produits de la crimina-

Proceeds of Crime (Money Laundering)15

ainsi que de la mention « alinéas 54(1)a), d) et e) » en regard de ce titre de loi.

Loi sur la Société canadienne des postes

L.R., ch. C-10

84. Le paragraphe 40(3) de la Loi sur la Société canadienne des postes est remplacé 20 par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (2e suppl.). par. 170(2) Revendica-

(3) Malgré toute autre loi ou règle de droit, but subject to this Act and the regulations and 20 mais sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, de la Loi sur le Service canadien du renseignement de 25 sécurité, de la Loi sur les douanes et de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité, 25 rien de ce qui est en cours de transmission postale n'est susceptible de revendication, saisie ou rétention.

> 85. Les paragraphes 42(2) à (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (2e suppl.), art. 171

(2) Les envois soumis au contrôle douanier prévu par le présent article demeurent, pour purposes of this Act, in the course of post 30 l'application de la présente loi, en cours de 35 transmission postale, sauf s'ils sont saisis en vertu de la Loi sur les douanes ou retenus ou

Envois en cours de transmission

EXPLANATORY NOTES

Canada Post Corporation Act Clause 84: Subsection 40(3) reads as follows:

(3) Notwithstanding any other Act or law, but subject to this Act and the regulations and to the *Canadian Security Intelligence Service Act* and the *Customs Act*, nothing in the course of post is liable to demand, seizure or detention.

Clause 85: Subsections 42(2) to (3) read as follows:

(2) All mail that is submitted to a customs officer under this section remains, for the purposes of this Act, in the course of post unless it is seized under the *Customs Act*.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la Société canadienne des postes Article 84. — Texte du paragraphe 40(3):

(3) Malgré toute autre loi ou règle de droit, mais sous réserve des autres dispositions de la présente loi et de ses règlements, de la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité et de la Loi sur les douanes, rien de ce qui est en cours de transmission postale n'est susceptible de revendication, saisie ou rétention.

Article 85. — Texte des paragraphes 42(2) à (3):

(2) Les envois soumis au contrôle douanier prévu par le présent article demeurent, pour l'application de la présente loi, en cours de transmission postale, sauf s'ils sont saisis en vertu de la *Loi sur les douanes*.

Notice of seizure or detention

(2.1) If mail is seized or detained under the Customs Act or seized or retained under the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act, notice of the seizure or detention shall be given in writing to the Corporation within sixty days after the seizure or detention unless the mail has, before the expiry of that time, been delivered to the addressee of the mail or returned to the Corporation.

saisis en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité.

(2.1) En cas de saisie ou de rétention d'envois en vertu de la Loi sur les douanes ou de la Loi sur le recyclage des produits de la 5 criminalité, il doit en être donné avis par écrit 5 à la Société dans les soixante jours, sauf si, avant l'expiration de ce délai, ils ont été remis à leur destinataire ou retournés à la Société.

Avis de saisie ou rétention

Mail subject to customs laws

(3) A customs officer shall deal with all 10 mail submitted to the officer under this section in accordance with the laws relating to customs and the importation of goods or currency and monetary instruments and, subject to those laws, shall deliver that mail to its 15 addressee, on payment of any postage due on it, or shall return it to the Corporation.

(3) L'agent des douanes applique au contrô-10 Application le des envois la législation relative aux douanes et à l'importation des marchandises et des espèces ou effets; sous réserve de cette législation, il remet les envois, après paiement du port éventuellement exigible, à leur desti-15 nataire ou les retourne à la Société.

législations

R.S., c. 1 (2nd Supp.), s. 172(1)

86. Section 48 of the Act is replaced by the following:

86. L'article 48 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 1 (2e suppl.), par. 172(1)

Opening mail

48. Every person commits an offence who, 20 except where expressly authorized by or under this Act, the Customs Act or the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act, knowingly opens, keeps, secretes, delays or detains, or permits to be opened, kept, secreted, delayed 25 ouvre, cache ou retient un contenant postal, un or detained, any mail bag or mail or any receptacle or device authorized by the Corporation for the posting of mail.

48. Commet une infraction quiconque, sans y être expressément autorisé sous le régime de 20 la présente loi, de la Loi sur les douanes ou de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et en connaissance de cause, envoi ou un récipient ou un dispositif que la 25 Société destine au dépôt ou permet que soient

Ouverture des envois

R.S., c. C-46

Criminal Code

Code criminel

commises ces actions.

L.R., ch. C-46

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 71

87. Subsection 488.1(11) of the Criminal *Code* is replaced by the following:

87. Le paragraphe 488.1(11) de la même 30 loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1er suppl.), art. 71

Exception

(11) This section does not apply in circumstances where a claim of solicitor-client privilege may be made under the *Income Tax* Act or under the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act.

(11) Le présent article ne s'applique pas 30 Exception lorsque peut être invoqué le privilège des communications entre client et avocat en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu ou le 35 secret professionnel de l'avocat en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la35 criminalité.

- (2.1) Where mail is seized or detained under the *Customs Act*, notice of the seizure or detention shall be given in writing to the Corporation within sixty days after the seizure or detention unless the mail has, before the expiration of that time, been delivered to the addressee thereof or returned to the Corporation.
- (3) A customs officer shall deal with all mail submitted to him under this section in accordance with the laws relating to customs and the importation of goods and, subject to such laws, shall deliver such mail to the addressee thereof, on payment of any postage due thereon, or shall return it to the Corporation.
- (2.1) En cas de saisie ou de rétention d'envois en vertu de la *Loi sur les douanes*, il doit en être donné avis par écrit à la Société dans les soixante jours, sauf si, avant l'expiration de ce délai, ils ont été remis à leur destinataire ou retournés à la Société.
- (3) L'agent des douanes applique au contrôle des envois la législation relative aux douanes et à l'importation des marchandises; sous réserve de cette législation, il remet les envois, après paiement du port éventuellement exigible, à leur destinataire ou les retourne à la Société.

Clause 86: Section 48 reads as follows:

48. Every person commits an offence who, except where expressly authorized by or under this Act or the *Customs Act*, knowingly opens, keeps, secretes, delays or detains, or permits to be opened, kept, secreted, delayed or detained, any mail bag or mail or any receptacle or device authorized by the Corporation for the posting of mail.

Article 86. — Texte de l'article 48:

48. Commet une infraction quiconque, sans y être expressément autorisé en vertu de la présente loi ou de la *Loi sur les douanes* et en connaissance de cause, ouvre, cache ou retient un contenant postal, un envoi ou un récipient ou un dispositif que la Société destine au dépôt ou permet que soient commises ces actions.

Criminal Code

Clause 87: Subsection 488.1(11) reads as follows:

(11) This section does not apply in circumstances where a claim of solicitor-client privilege may be made under the *Income Tax Act*.

Code criminel

Article 87. — Texte du paragraphe 488.1(11):

(11) Le présent article ne s'applique pas lorsque le privilège des communications entre client et avocat peut être invoqué en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

R.S., c. P-21

Privacy Act

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

88. The schedule to the Privacy Act is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "Other Government Institutions":

Financial Transactions and Reports Analysis 5 Centre of Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

88. L'annexe de la Loi sur la protection des renseignements personnels est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « Autres institutions fédérales », de ce qui suit :

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

R.S. c. P-35

Public Service Staff Relations Act

Loi sur les relations de travail dans la fonction publique

L.R., ch. P-35

89. Part II of Schedule I to the Public adding the following in alphabetical order:

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada 15

89. La partie II de l'annexe I de la Loi sur 10 Service Staff Relations Act is amended by 10 les relations de travail dans la fonction publique est modifiée par adjonction, selon

> Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada 15

l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

R.S. c. P-36

Public Service Superannuation Act

Loi sur la pension de la fonction publique

L.R., ch. P-36

90. Part I of Schedule I to the Public Service Superannuation Act is amended by adding the following in alphabetical order:

Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

90. La partie I de l'annexe I de la Loi sur la pension de la fonction publique est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabéti-20 que, de ce qui suit :

20 Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

> Financial Transactions and Reports Analysis Centre of Canada 25

1993, c. 37

Seized Property Management Act

Loi sur l'administration des biens saisis

1993, ch. 37

- 91. Paragraph 3(b) of the Seized Property Management Act is amended by striking out the word "or" at the end of subparagraph 25 tion, après le sous-alinéa (iii), de ce qui suit : (ii), by adding the word "or" at the end of subparagraph (iii) and by adding the following after subparagraph (iii):
 - (iv) forfeited under subsection 15(5), seized under subsection 19(1) or paid 30 under subsection 19(2) of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act;

91. L'alinéa 3b) de la Loi sur l'administration des biens saisis est modifié par adjonc-

> (iv) confisqués, saisis ou payés respectivement aux termes des paragraphes 15(5)30 ou 19(1) ou (2) de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité;

Seized Property Management Act

Clause 91: The relevant portion of section 3 reads as follows:

3. The purposes of this Act are

(b) to authorize the Minister to manage certain property

Loi sur l'administration des biens saisis

 $Article\ 91.$ — Texte des passage introductifs de l'article 3:

3. La présente loi a pour objet :

b) d'attribuer au ministre l'administration de biens :

92. Subsection 4(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(b.1) forfeited under subsection 15(5), 5 seized under paragraph 19(1) or paid under subsection 19(2) of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act; or

1995, c. 22, s. 18 (Sch. IV, item 11)

93. Paragraph 9(e) of the Act is replaced by the following:

(e) notwithstanding subsection 734.4(2) of the Criminal Code and sections 125 and 126 of the Excise Act, if a fine, or any portion of a fine, imposed under subsection $462.37(\overline{3})$ of the Criminal Code in relation to proceed- 15 ings commenced at the instance of the Government of Canada is paid or recovered or if a penalty is paid under subsection 19(2) of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act, share the amount of the fine or 20 penalty in accordance with this Act, the regulations and any agreement entered into under section 11;

1997, c. 23, s. 23

94. Section 10 of the Act is renumbered as the following:

Proceeds of Crime (Money Laundering) Act

(2) If the participation of a law enforcement agency in Canada has led to the forfeiture to Her Majesty of property under the *Proceeds of* Crime (Money Laundering) Act or the pay-30 ment of a penalty under subsection 19(2) of that Act, the Minister shall, in accordance with the regulations, share the proceeds of disposition of that forfeited property or the penalty, as the case may be.

1997, c. 23, s. 24

95. Section 11 of the Act is replaced by the following:

Sharing outside Canada

- 11. The Attorney General may, with the approval of the Governor in Council and in accordance with the regulations, enter into an 40 ment aux règlements, conclure avec des agreement with the government of any foreign state respecting the reciprocal sharing of
 - (a) the proceeds of disposition of
 - (i) property forfeited to Her Majesty under subsection 462.37(1) or (2) or 45 462.38(2) or subparagraph 462.43(c)(iii)

92. Le paragraphe 4(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit:

b.1) les biens confisqués, saisis ou payés respectivement aux termes des paragraphes 5 15(5) ou 19(1) ou (2) de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité;

93. L'alinéa 9e) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

1995 ch 22 art. 18, ann IV, art. 11

e) par dérogation au paragraphe 734.4(2) du 10 Code criminel et aux articles 125 et 126 de la Loi sur l'accise, partager, conformément à la présente loi et à ses règlements ainsi qu'aux accords conclus sous le régime de l'article 11, tout ou partie d'amendes per-15 çues sous le régime du paragraphe 462.37(3) du Code criminel à la suite de procédures engagées sur l'instance du gouvernement fédéral ou de pénalités payées en vertu du paragraphe 19(2) de la Loi sur le 20 recyclage des produits de la criminalité;

94. L'article 10 de la même loi devient le subsection 10(1) and is amended by adding 25 paragraphe 10(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1997, ch. 23, art. 23

(2) Si la participation d'un organisme 25 La Loi sur le chargé de l'application de la loi au Canada a contribué à la confiscation de biens au profit de Sa Majesté en vertu de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité ou au paiement d'une pénalité aux termes du para-30 graphe 19(2) de cette loi, le ministre partage avec cet organisme le produit de l'aliénation 35 des biens confisqués ou la pénalité, selon le cas.

recyclage des produits de la criminalité

95. L'article 11 de la même loi est 35 1997, ch. 23, art. 24 remplacé par ce qui suit :

11. Le procureur général peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil et conformégouvernements étrangers des accords de par-40 tage mutuel dans les cas où des organismes canadiens ou étrangers, selon le cas, chargés de l'application de la loi ont participé à des enquêtes dont le résultat est la confiscation de

biens ou la condamnation à une amende ou ont 45

participé à ce qui a mené à la confiscation de

Partage à l'étranger Clause 92: The relevant portion of subsection 4(1) reads as follows:

4. (1) On taking possession or control thereof, the Minister shall be responsible for the custody and management of all property that is

Article 92. — Texte du passage introductif du paragraphe 4(1):

4. Lorsqu'il en prend possession ou qu'il en prend la charge, le ministre devient responsable de la garde et de l'administration des biens suivants :

Clause 93: The relevant portion of section 9 reads as follows:

9. In carrying out the purposes of this Act, the Minister may

(e) notwithstanding subsection 734.4(2) of the *Criminal Code* and sections 125 and 126 of the *Excise Act*, where a fine, or any portion thereof, imposed pursuant to subsection 462.37(3) of the *Criminal Code* in relation to proceedings commenced at the instance of the Government of Canada is paid or recovered, share the amount thereof in accordance with this Act, the regulations and any agreement entered into pursuant to section 11;

Clause 94: New.

Clause 95: Section 11 reads as follows:

11. The Attorney General may, with the approval of the Governor in Council and in accordance with the regulations, enter into an agreement with the government of any foreign state respecting the reciprocal sharing of

(a) the proceeds of disposition of

Article 93. — Texte des passages introductif et visé de l'article 9:

9. Le ministre peut, pour l'application de la présente loi :

e) par dérogation au paragraphe 734.4(2) du *Code criminel* et aux articles 125 et 126 de la *Loi sur l'accise*, partager, conformément à la présente loi et à ses règlements ainsi qu'aux accords conclus sous le régime de l'article 11, tout ou partie d'amendes perçues sous le régime du paragraphe 462.37(3) du *Code criminel* à la suite de procédures engagées sur l'instance du gouvernement fédéral;

Article 94. — Nouveau.

Article 95. — Texte de l'article 11:

11. Le procureur général peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil et conformément aux règlements, conclure avec des gouvernements étrangers des accords de partage mutuel dans les cas où des organismes canadiens ou étrangers, selon le cas, chargés de l'application de la loi ont participé à des enquêtes dont le résultat est la confiscation de biens ou la condamnation à une amende. Le partage porte alors sur :

of the *Criminal Code*, subsection 16(1) or 17(2) of the *Controlled Drugs and Substances Act* or the *Proceeds of Crime* (Money Laundering) Act, or

(ii) property that is or was the subject of 5 a management order and that was forfeited under subsection 490(9) of the *Criminal Code*

and the proceeds arising from the disposition of property by that foreign state, and 10

(b) amounts paid or recovered on account of fines imposed under subsection 462.37(3) of the Criminal Code in relation to proceedings commenced at the instance of the Government of Canada, penalties paid 15 under subsection 19(2) of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act and amounts paid or recovered on account of fines imposed in lieu of forfeiture under the laws of that foreign state,

if law enforcement agencies of that foreign state, or of Canada, as the case may be, have participated in the investigation of the offence or offences that led to the forfeiture of the property or the imposition of the fine or if the 25 law enforcement agencies' participation led to the forfeiture of the property or the payment of the penalty under the *Proceeds of Crime (Money Laundering) Act*.

_ _ _ _ _ _ _ _ _

Conditional Amendments

- 96. (1) On the later of the coming into 30 force of section 2 of this Act and the coming into force of section 186 of the *Canada Customs and Revenue Agency Act*, being chapter 17 of the Statutes of Canada, 1999,
 - (a) the definition "Deputy Minister" in 35 retenir: section 2 of this Act is repealed;

 a) la
 - (b) section 2 of this Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Commissioner" « commissaire »

1999, c. 17

- "Commissioner" has the same meaning as in 40 section 2 of the Canada Customs and Revenue Agency Act.
 - (c) the expressions "Deputy Minister" and "Deputy Minister's" are replaced by the words "Commissioner" and "Com-45 missioner's", respectively, in the following provisions of this Act:

biens ou au paiement d'une pénalité aux termes de la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité*. Le partage porte alors sur :

- a) le produit de l'aliénation des biens confisqués au profit de Sa Majesté en vertu 5 des paragraphes 462.37(1) ou (2) ou 462.38(2) ou du sous-alinéa 462.43c)(iii) du Code criminel, des paragraphes 16(1) ou 17(2) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances ou de la Loi sur 10 le recyclage des produits de la criminalité et de ceux qui sont ou ont été visés par une ordonnance de prise en charge et qui ont été confisqués au profit de Sa Majesté en vertu du paragraphe 490(9) du Code criminel, 15 ainsi que sur le produit des biens qui ont été aliénés par les gouvernements étrangers;
- b) les amendes perçues en application du paragraphe 462.37(3) du *Code criminel* à la suite des procédures engagées sur l'instance 20 du gouvernement fédéral et sur celles perçues par les gouvernements étrangers pour tenir lieu de la confiscation ainsi que les pénalités payées aux termes du paragraphe 19(2) de la *Loi sur le recyclage des* 25 produits de la criminalité.

Modifications conditionnelles

96. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 186 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada*, chapitre 17 des Lois du Canada (1999), ou à celle de l'article 2 de la 30 présente loi, la dernière en date étant à retenir:

- a) la définition de « sous-ministre », à l'article 2 de la présente loi, est abrogée;
- b) l'article 2 de la présente loi est modifié 35 par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :
- « commissaire » S'entend au sens de l'article 2 de la Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada.
 40
 - c) dans les passages suivants de la présente loi, « sous-ministre » est remplacé par « commissaire » :

1999, ch. 17

« commissaire » "Commissioner"

- (i) property forfeited to Her Majesty pursuant to subsection 462.37(1) or (2) or 462.38(2) or subparagraph 462.43(c)(iii) of the Criminal Code or subsection 16(1) or 17(2) of the Controlled Drugs and Substances Act, or
- (ii) property that is or was the subject of a management order and that was forfeited pursuant to subsection 490(9) of the *Criminal Code*

and the proceeds arising from the disposition of property by that foreign state, and

(b) amounts paid or recovered on account of fines imposed pursuant to subsection 462.37(3) of the *Criminal Code* in relation to proceedings commenced at the instance of the Government of Canada, and amounts paid or recovered on account of fines imposed in lieu of forfeiture pursuant to the laws of that foreign state,

where law enforcement agencies of that foreign state, or of Canada, as the case may be, have participated in the investigation of the offence or offences that led to the forfeiture of the property or the imposition of the fine.

- a) le produit de l'aliénation des biens confisqués au profit de Sa Majesté en vertu des paragraphes 462.37(1) ou (2) ou 462.38(2) ou du sous-alinéa 462.43c)(iii) du Code criminel ou des paragraphes 16(1) ou 17(2) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances et de ceux qui sont ou ont été visés par une ordonnance de prise en charge et qui ont été confisqués au profit de Sa Majesté en vertu du paragraphe 490(9) du Code criminel, ainsi que sur le produit des biens qui ont été aliénés par les gouvernements étrangers;
- b) les amendes perçues en application du paragraphe 462.37(3) du Code criminel à la suite des procédures engagées sur l'instance du gouvernement fédéral et sur celles perçues par les gouvernements étrangers pour tenir lieu de la confiscation.

5

5

- (i) section 21,
- (ii) section 27.
- (iii) section 32,
- (iv) subsections 33(3) and (4),
- (v) subsection 36(1), and
- (vi) subsection 39(2).

- (i) l'article 21,
- (ii) l'article 27,
- (iii) l'article 32.
- (iv) les paragraphes 33(3) et (4),
- (v) le paragraphe 36(1),

(vi) le paragraphe 39(2).

1999, c. 17

- (2) On the later of the coming into force of section 54 of this Act and the coming into force of section 186 of the Canada Customs of the Statutes of Canada, 1999, paragraph 54(3)(b) of this Act is replaced by the following:
 - (b) the Canada Customs and Revenue Agency, if the Centre determines that the 15 information is relevant to an offence of evading or attempting to evade paying taxes or duties imposed under an Act of Parliament administered by the Minister of National Revenue; 20
- (2) À l'entrée en vigueur de l'article 186 de la Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada, chapitre 17 des Lois du and Revenue Agency Act, being chapter 17 10 Canada (1999), ou à celle de l'article 54 de 10 la présente loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 54(3)b) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :
 - b) à l'Agence des douanes et du revenu du Canada, s'il estime que les renseignements 15 se rapportent à une infraction, consommée ou non, d'évasion fiscale - y compris le non-paiement de droits - définie par une loi fédérale dont l'application relève du ministre du Revenu national; 20

Bill C-54

- 97. If Bill C-54, introduced in the first session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act to support and promote electronic commerce by protecting personal closed in certain circumstances, by providing for the use of electronic means to communicate or record information or transactions and by amending the Canada Evidence Act, the Statutory Instruments Act and the Statute 30 Revision Act (referred to in this section as "that Act"), is assented to, then, on the later of the coming into force of section 9 of that Act and section 7 of this Act,
 - (a) subsection 5(1) of that Act is replaced 35 by the following:
- 97. En cas de sanction du projet de loi C-54, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé Loi visant à faciliter et à promouvoir information that is collected, used or dis-25 le commerce électronique en protégeant les 25 renseignements personnels recueillis, utilisés ou communiqués dans certaines circonstances, en prévoyant l'utilisation de moyens électroniques pour communiquer ou enregistrer de l'information et des transactions et 30 en modifiant la Loi sur la preuve au Canada, la Loi sur les textes réglementaires et la Loi sur la révision des lois (appelée « cette loi » au présent article), à l'entrée en vigueur de l'article 9 de cette loi ou à celle de l'article 35 7 de la présente loi, la dernière en date étant
 - a) le paragraphe 5(1) de cette loi est modifiée par ce qui suit :

à retenir :

Compliance obligations

- 5. (1) Subject to sections 6 to 9.1, every organization shall comply with the obligations set out in Schedule 1.
 - (b) that Act is amended by adding the 40 following after section 9:
- 5. (1) Sous réserve des articles 6 à 9.1, toute 40 Obligation de organisation doit se conformer aux obligations énoncées dans l'annexe 1.
 - b) cette loi est modifiée par adjonction, après l'article 9, de ce qui suit :

1999, ch. 17

Projet de loi

se conformer aux obligations



No disclosure of information in a report

- 9.1 (1) An organization shall not disclose or give an individual access to personal information that is in a report made under section 7 of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act.
- 9.1 (1) L'organisation ne peut communiquer de renseignements personnels contenus dans une déclaration faite en application de l'article 7 de la Loi sur le recyclage des 5 produits de la criminalité.

Communicainterdite: renseignement dans déclaration

No disclosure that report

- (2) An organization shall not disclose that it has made a report under section 7 of the Proceeds of Crime (Money Laundering) Act or give access to such a report.
- (2) L'organisation ne peut révéler qu'elle a fait une déclaration en application de l'article 7 de la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité.

Communicainterdite: déclaration

Bill C-67

- 98. If Bill C-67, introduced in the first 10 session of the thirty-sixth Parliament and entitled An Act to amend the Bank Act, the Winding-up and Restructuring Act and other Acts relating to financial institutions and to Acts (referred to in this section as "that Act"), is assented to, then
 - (a) on the later of the coming into force of paragraph 5(a) of this Act and the coming into force of the definition "authorized 20 foreign bank" in subsection 1(5) of that Act, paragraph 5(a) of this Act is replaced by the following:
 - (a) authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the Bank Act in 25 respect of their business in Canada, or banks to which that Act applies;
 - (b) if paragraph 5(a) of this Act comes into force before section 173 of that Act, section 173 of that Act is repealed; and
 - (c) if section 173 of that Act comes into force before paragraph 5(a) of this Act, paragraph 3(a) of the Proceeds of Crime (money laundering) Act, chapter 26 of the Statutes of Canada, 1991, is replaced by 35 the following:
 - (a) authorized foreign banks within the meaning of section 2 of the Bank Act in respect of their business in Canada, or banks to which that Act applies;

- 98. En cas de sanction du projet de loi 10 Projet de loi C-67, déposé au cours de la première session de la trente-sixième législature et intitulé Loi modifiant la Loi sur les banques, la Loi sur les liquidations et les restructuramake consequential amendments to other 15 tions et d'autres lois relatives aux institutions 15 financières et apportant des modifications corrélatives à certaines lois (appelée « cette loi » au présent article) :
 - a) à l'entrée en vigueur de l'alinéa 5a) de la présente loi ou à celle de la définition de 20 « banque étrangère autorisée » au paragraphe 1(5) de cette loi, la dernière en date étant à retenir, l'alinéa 5a) de la présente loi est remplacé par ce qui suit :
 - a) les banques régies par la Loi sur les 25 banques et les banques étrangères autorisées, au sens de l'article 2 de la Loi sur les banques, dans le cadre des activités que ces dernières exercent au Canada;
 - b) l'article 173 de cette loi est, s'il n'est 30 pas en vigueur à l'entrée en vigueur de l'alinéa 5a) de la présente loi, abrogé;
 - c) si l'article 173 de cette loi entre en vigueur avant l'alinéa 5a) de la présente loi, l'alinéa 3a) de la Loi sur le recyclage 35 des produits de la criminalité, chapitre 26 des Lois du Canada (1991), est remplacé par ce qui suit :
 - a) les banques régies par la Loi sur les banques et les banques étrangères autori-40 sées, au sens de l'article 2 de la Loi sur les banques, dans le cadre des activités que ces dernières exercent au Canada;



Abrogation

Repeal

Repeal

99. The Proceeds of Crime (money laundering) Act, chapter 26 of the Statutes of Canada, 1991, is repealed.

Coming into Force

Coming into force

100. This Act or any of its provisions by order of the Governor in Council.

Abrogation

99. La Loi sur le recyclage des produits de la criminalité, chapitre 26 des Lois du Canada (1991), est abrogée.

Entrée en vigueur

100. La présente loi ou telle de ses Entrée en vigueur comes into force on a day or days to be fixed 5 dispositions entre en vigueur à la date ou 5 aux dates fixées par décret.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Public Works and Government Services Canada -- Publishing, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9









Canada Post Corporation/Société canadienne des poste Postage paid Port payé

Postage paid Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9



Dal lines

C-82

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99 C-82

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving and related matters)

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies et questions connexes)

First reading, June 7, 1999

Première lecture le 7 juin 1999



THE MINISTER OF JUSTICE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to strengthen measures against impaired driving. The amendments implement recommendations of the House of Commons Standing Committee on Justice and Human Rights.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en vue de renforcer les mesures concernant la conduite avec facultés affaiblies. Il met en oeuvre les recommandations du Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes.

PROJET DE LOI C-82

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1^{re} session, 36^e législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

Preamble

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving and related matters)

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes that impaired driving continues to pose a very serious threat to the life and health of Canadians:

WHEREAS the Parliament of Canada is committed to ensuring that the provisions of the
Criminal Code respecting impaired driving
have a sufficient deterrent effect on potential
offenders;

AND WHEREAS the Parliament of Canada 10 supports the principle that the sanctions to be imposed for an offence involving impaired driving must reflect the gravity of the offence as well as the degree of responsibility of the offender;

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies et questions connexes)

Attendu:

.CS)
Préambule

5

que le Parlement du Canada reconnaît que la conduite avec facultés affaiblies constitue une grave menace pour la vie et la santé des Canadiens;

que le Parlement du Canada s'engage à veiller à ce que les dispositions du Code criminel relatives à la conduite avec facultés affaiblies aient un effet dissuasif suffisant sur d'éventuels contrevenants;

que le Parlement du Canada appuie le principe selon lequel la peine devant être infligée pour la perpétration d'une infraction mettant en cause la conduite avec facultés affaiblies doit être proportionnelle 15 à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du contrevenant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 20



R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11,

27, 31, 47, 51,

Supp.), cc. 1,

24, 27, 35

(2nd Supp.)

cc. 10, 19, 30,

Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31.

32, 40, 42, 50

(4th Supp.);

1990, cc. 15,

1991, cc. 1, 4,

16, 17, 44;

28, 40, 43;

1992, cc. 1,

11, 20, 21, 22,

27, 38, 41, 47,

51; 1993, cc.

7, 25, 28, 34,

37, 40, 45, 46;

1994, cc. 12,

13, 38, 44;

1995, cc. 5,

32, 39, 42;

1996, cc. 8,

1997, cc. 9,

19, 22, 27, 29,

16, 19, 31, 34;

16, 17, 18, 23,

30, 39, 1998,

30, 34, 35, 37;

1999, cc. 5,

cc. 7, 9, 15,

1989, c. 2;

52 (1st

34 (3rd

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R., ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3^e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4° suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999, ch. 5, 17

1994, c. 44, s. 12

1. Subsection 252(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Failure to stop at scene of accident 252. (1) Every person commits an offence who has the care, charge or control of a vehicle, vessel or aircraft that is involved in an 5 accident with

- (a) another person,
- (b) a vehicle, vessel or aircraft, or
- (c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop the vehicle, vessel or, if possible, the aircraft, give his or her name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer as- 15 sistance.

1. Le paragraphe 252(1) du *Code criminel* est remplacé par ce qui suit :

Défaut d'arrêter lors d'un accident

1994. ch. 44.

art. 12

- 252. (1) Commet une infraction quiconque, ayant la garde, la charge ou le contrôle d'un 5 véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet 5 dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble 10 avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident:
 - a) soit avec une autre personne;
 - b) soit avec un véhicule, un bateau ou un 15 aéronef;
 - c) soit avec du bétail sous la responsabilité d'une autre personne, dans le cas d'un véhicule impliqué dans un accident.

EXPLANATORY NOTES

Criminal Code

- Clause 1: Subsections 252(1.1) to (1.3) are new. Subsection 252(1) reads as follows:
- 252. (1) Every person who has the care, charge or control of a vehicle, vessel or aircraft that is involved in an accident with
 - (a) another person,
 - (b) a vehicle, vessel or aircraft, or
 - (c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop the vehicle, vessel or, where possible, the aircraft, give his or her name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer assistance, is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

NOTES EXPLICATIVES

Code criminel

- Article 1. Les paragraphes 252(1.1) à (1.3) sont nouveaux. Texte du paragraphe 252(1):
- 252. (1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, ayant la garde, la charge ou le contrôle d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident:
 - a) soit avec une autre personne;
 - b) soit avec un véhicule, un bateau ou un aéronef;
 - c) soit avec du bétail sous la responsabilité d'une autre personne, dans le cas d'un véhicule impliqué dans un accident.

3

Punishment

(1.1) Every person who commits an offence under subsection (1) in a case not referred to in subsection (1.2) or (1.3) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years or is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Offence involving bodily harm

(1.2) Every person who commits an offence under subsection (1) knowing that bodily harm has been caused to another person 10 involved in the accident is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Offence involving bodily harm or death

- (1.3) Every person who commits an offence under subsection (1) is guilty of an indictable 15 passible de l'emprisonnement à perpétuité la 15 offence and liable to imprisonment for life if
- (a) the person knows that another person involved in the accident is dead; or
- (b) the person knows that bodily harm has been caused to another person involved in 20 the accident and is reckless as to whether the death of the other person results from that bodily harm, and the death of that other person so results.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36

2. The portion of subsection 254(3) of the 25 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Samples of breath or blood where reasonable belief of commission of offence

- (3) Where a peace officer believes on reasonable and probable grounds that a person is committing, or at any time within the 30 train de commettre, ou a commis au cours des preceding three hours has committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253, the peace officer may, by demand made to that person forthwith or as soon as practicable, require that person 35 to provide then or as soon thereafter as is practicable
- R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36
- 3. (1) Subparagraph 255(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:
 - (i) for a first offence, to a fine of not less 40 than six hundred dollars,
- R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36
- (2) Subsection 255(3) of the Act is replaced by the following:

(1.1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cing ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque commet l'infraction prévue 5 au paragraphe (1) dans tout cas non visé aux paragraphes (1.2) ou (1.3).

(1.2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de lésions dix ans quiconque commet l'infraction prévue 10 au paragraphe (1) sachant que des lésions

entraînant des corporelles

(1.3) Est coupable d'un acte criminel et personne qui commet l'infraction prévue au paragraphe (1) si, selon le cas:

corporelles ont été causées à une personne

impliquée dans l'accident.

Infraction entraînant des lésions corporelles ou la mort

- a) elle sait qu'une autre personne impliquée dans l'accident est morte;
- b) elle sait que des lésions corporelles ont 20 été causées à cette personne et ne se soucie pas que la mort résulte de celles-ci et cette dernière en meurt.
- 2. Le passage du paragraphe 254(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 25 par ce qui suit:

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en trois heures précédentes, par suite d'absorp-30 tion d'alcool, une infraction à l'article 253 peut lui ordonner immédiatement ou dès que possible de lui fournir immédiatement ou dès que possible les échantillons suivants :

Prélèvement d'échantillor d'haleine ou de sang lorsqu'il y a motif raisonnable de croire qu'une infraction a

été commise

L.R., ch. 27

(1er suppl.),

art. 36

- 3. (1) Le sous-alinéa 255(1)a)(i) de la 35 L.R., ch. 27 (1er suppl.), même loi est remplacé par ce qui suit : art. 36
 - (i) pour la première infraction, une amende minimale de six cents dollars,
- (2) Le paragraphe 255(3) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1er suppl.). art. 36

Clause 2: The relevant portion of subsection 254(3) reads as follows:

(3) Where a peace officer believes on reasonable and probable grounds that a person is committing, or at any time within the preceding two hours has committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253, the peace officer may, by demand made to that person forthwith or as soon as practicable, require that person to provide then or as soon thereafter as is practicable

l'article 253 peut lui ordonner immédiatement ou dès que possible de lui fournir immédiatement ou dès que possible les échantillons

suivants:

254(3):

Clause 3: (1) The relevant portion of subsection 255(1) reads as follows:

255. (1) Every one who commits an offence under section 253 or 254 is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable.

(a) whether the offence is prosecuted by indictment or punishable on summary conviction, to the following minimum punishment, namely,

(i) for a first offence, to a fine of not less than three hundred dollars.

(2) Subsection 255(3) reads as follows:

Article 3, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 255(1):

Article 2. - Texte du passage visé du paragraphe

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une

personne est en train de commettre, ou a commis au cours des deux

heures précédentes, par suite d'absorption d'alcool, une infraction à

255. (1) Quiconque commet une infraction prévue à l'article 253 ou 254 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation et est

a) que l'infraction soit poursuivie par mise en accusation ou par procédure sommaire, des peines minimales suivantes :

(i) pour la première infraction, une amende minimale de trois cents dollars,

(2). — Texte du paragraphe 255(3):

Peine

Impaired driving causing death

(3) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes the death of any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for life.

4. The Act is amended by adding the following after section 255:

Aggravating circumstances for sentencing purposes

R.S., c. 32

(4th Supp.),

s. 62(1); 1995, c. 22, s. 10 (Sch. I,

item 12); 1997, c. 18,

s. 11(1)

order of

Mandatory

prohibition

255.1 Without limiting the generality of section 718.2, where a court imposes a sentence for an offence committed under this 10 Act by means of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment, evidence that the concentration of alcohol in the blood of the offender at the time when the offence was committed exceeded one hundred and sixty 15 milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood shall be deemed to be aggravating circumstances relating to the offence that the court shall consider under paragraph 718.2(a). 20

5. (1) Subsection 259(1) of the Act is replaced by the following:

259. (1) When an offender is convicted of an offence committed under section 253 or 254 or discharged under section 730 of an 25 253 ou 254 ou absous sous le régime de offence committed under section 253 and, at the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 254, within the three hours preceding that time, was operating or had the care or control 30 conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment or was assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that 35 may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel or an aircraft or railway equipment, as 40 aéronef ou du matériel ferroviaire: the case may be,

(a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible de l'emprisonnement à 5 perpétuité.

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 255, de ce qui suit :

255.1 Sans que soit limitée la portée générale de l'article 718.2, lorsqu'un tribunal détermine la peine à infliger à l'égard d'une 10 infraction prévue par la présente loi commise au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, tout élément de preuve selon lequel la concentration d'alcool dans le sang du contre-15 venant au moment où l'infraction a été commise était supérieure à cent soixante milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang est réputé être une circonstance aggravante liée à la perpétration de l'infraction dont 20 le tribunal doit tenir compte en vertu de l'alinéa 718.2a).

Détermination de la peine: circonstances aggravantes

5. (1) Le paragraphe 259(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

> ch. 18, par. 11(1)

L.R., ch. 32

(4e suppl.),

par. 62(1); 1995, ch. 22, art. 10, ann. I. art. 12; 1997,

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré 25 coupable d'une infraction prévue à l'article l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas 30 d'une infraction prévue à l'article 254, il véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferro-35 viaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou 40 dans un autre endroit public, un bateau, un

a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprison-45 nement à laquelle il est condamné;

d'interdiction obligatoire

(3) Every one who commits an offence under paragraph 253(a) and thereby causes the death of any other person is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

Clause 4: New.

(3) Quiconque commet une infraction prévue à l'alinéa 253a) et cause ainsi la mort d'une autre personne est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans.

Article 4. - Nouveau.

Clause 5: (1) Subsection 259(1.1) is new. Subsection 259(1) reads as follows:

259. (1) Where an offender is convicted of an offence committed under section 253 or 254 or discharged under section 730 of an offence committed under section 253 and, at the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 254, within the two hours preceding that time, was operating or had the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of railway equipment or was assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel or an aircraft or railway equipment, as the case may be,

(a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment,

and not less than three months;

(b) for a second offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than six months; and

(c) for each subsequent offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year.

Article 5, (1). — Le paragraphe 259(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 259(1):

259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 253 ou 254 ou absous sous le régime de l'article 730 d'une infraction prévue à l'article 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les deux heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire :

a) pour une première infraction, durant une période minimale de trois mois et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de six mois et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

10

which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;

- (b) for a second offence, during a period of not more than <u>five</u> years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and
- (c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment.

b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de cinq ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;

c) pour chaque infraction subséquente, 5 durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

Exception where Alcohol Ignition Interlock Program (1.1) Notwithstanding paragraph (1)(a), where the lieutenant governor in council of the province in which the prohibition order under paragraph (1)(a) is to be made has established a program governing the use of an alcohol 15 ignition interlock device by an offender convicted of an offence for which the order is to be made, the minimum period of not less than one year is reduced to a period of not less than three months, if the offender participates 20 in the program during the remainder of the one year period.

(1.1) Malgré l'alinéa (1)a), dans le cas où le lieutenant-gouverneur en conseil de la provin-10 ce où doit être rendue l'ordonnance d'interdiction visée à cet alinéa a institué un programme d'utilisation d'antidémarreurs avec éthylomètre qui est offert au contrevenant déclaré coupable de l'infraction faisant 15 l'objet de l'ordonnance, la période minimale d'un an est ramenée à une période minimale de trois mois, si le contrevenant participe au programme durant le reste de la période d'un an.

Exception pour le Programme d'antidémarrage avec éthylomètre

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36

- (2) Paragraph 259(4)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) is guilty of an indictable offence and 25 liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or
- 6. Subsection 732.1(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the 30 g), de ce qui suit: following after paragraph (g):
 - (g.1) where the lieutenant governor in council of the province in which the probation order is made has established a program for curative treatment in relation 35 to the consumption of alcohol or drugs, attend at a treatment facility, designated by the lieutenant governor in council of the province, for assessment and curative treatment in relation to the consumption by the 40 offender of alcohol or drugs that is recommended pursuant to the program;
 - (g.2) where the lieutenant governor in council of the province in which the probation order is made has established a 45 program governing the use of an alcohol ignition interlock device by an offender and

- (2) L'alinéa 259(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :
 - a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

L.R., ch. 27 (1er suppl.), art. 36

- 6. Le paragraphe 732.1(3) de la même loi 25 est modifié par adjonction, après l'alinéa g), de ce qui suit:
 - g.1) si le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où doit être rendue l'ordonnance de probation a institué un programme 30 de traitement curatif pour abus d'alcool ou de drogue, de subir, à l'établissement de traitement désigné par celui-ci, l'évaluation et la cure de désintoxication pour abus d'alcool ou de drogue qui sont recomman-35 dées dans le cadre de ce programme;
 - g.2) si le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où est rendue l'ordonnance de probation a institué un programme visant l'utilisation par le délinquant d'un antidé-40 marreur avec éthylomètre et s'il accepte de participer au programme, de se conformer aux modalités du programme;

- (2) The relevant portion of subsection 259(4) reads as follows:
- (4) Every one who operates a motor vehicle, vessel or aircraft or any railway equipment in Canada while disqualified from doing so
 - (a) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; or
- Clause 6: New. The relevant portion of subsection 732.1(3) reads as follows:
- (3) The court may prescribe, as additional conditions of a probation order, that the offender do one or more of the following:

- (2). Texte des passages introductif et visé du paragraphe 259(4) :
- (4) Quiconque conduit un véhicule à moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire au Canada pendant qu'il lui est interdit de le faire est coupable :
 - a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- Article 6. Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 732.1(3):
- (3) Le tribunal peut assortir l'ordonnance de probation de l'une ou de plusieurs des conditions suivantes, intimant au délinquant :

if the offender agrees to participate in the program, comply with the program; and

TRANSITIONAL

Application of increased punishment

7. Where any penalty or punishment provided by the Criminal Code is varied by applies in respect of any offence that was committed before the coming into force of this section.

COMING INTO FORCE

Coming into force

8. This Act or any of its provisions or any provision of the Criminal Code as enacted or 10 tions, ou des dispositions du Code criminal amended by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

DISPOSITION TRANSITOIRE

7. Les peines plus sévères que prévoient les modifications apportées au Code crimithis Act, the lesser penalty or punishment 5 nel par la présente loi ne s'appliquent qu'aux infractions commises après l'entrée en vigueur du présent article.

Application des peines plus sévères

ENTRÉE EN VIGUEUR

8. La présente loi ou telle de ses disposiédictées ou modifiées par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons



MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé
Poste-lettre

Lettermail

_

03159442 Ottawa

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9 C-82

First Session, Thirty-sixth Parliament, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

C-82

Première session, trente-sixième législature, 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving and related matters)

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies et questions connexes)

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS JUNE 9, 1999 ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 9 JUIN 1999

SUMMARY

This enactment amends the Criminal Code to strengthen measures against impaired driving. The amendments implement recommendations of the House of Commons Standing Committee on Justice and Human Rights.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en vue de renforcer les mesures concernant la conduite avec facultés affaiblies. Il met en oeuvre les recommandations du Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes.

1st Session, 36th Parliament, 46-47-48 Elizabeth II. 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

1re session, 36e législature. 46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-82

PROJET DE LOI C-82

An Act to amend the Criminal Code (impaired driving and related matters)

WHEREAS the Parliament of Canada recognizes that impaired driving continues to pose a very serious threat to the life and health of Canadians:

WHEREAS the Parliament of Canada is com- 5 mitted to ensuring that the provisions of the Criminal Code respecting impaired driving have a sufficient deterrent effect on potential offenders:

AND WHEREAS the Parliament of Canada 10 supports the principle that the sanctions to be imposed for an offence involving impaired driving must reflect the gravity of the offence as well as the degree of responsibility of the offender: 15

Now, Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Loi modifiant le Code criminel (conduite avec facultés affaiblies et questions connexes)

Attendu:

Préambule

que le Parlement du Canada reconnaît que la conduite avec facultés affaiblies constitue une grave menace pour la vie et la santé des Canadiens:

que le Parlement du Canada s'engage à veiller à ce que les dispositions du Code criminel relatives à la conduite avec facultés affaiblies aient un effet dissuasif suffisant sur d'éventuels contrevenants;

que le Parlement du Canada appuie le principe selon lequel la peine devant être infligée pour la perpétration d'une infraction mettant en cause la conduite avec facultés affaiblies doit être proportionnelle 15 à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité du contrevenant,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

90086

Preamble

R.S., c. C-46;

R.S., cc. 2, 11, 27, 31, 47, 51,

(2nd Supp.), cc. 10, 19, 30,

Supp.), cc. 1, 23, 29, 30, 31,

32, 40, 42, 50

(4th Supp.);

1990, cc. 15,

1991, cc. 1, 4, 28, 40, 43;

16, 17, 44;

1992, cc. 1,

11, 20, 21, 22

27, 38, 41, 47, 51; 1993, cc.

7, 25, 28, 34,

1994, cc. 12,

13, 38, 44;

1995, cc. 5,

32, 39, 42;

1996, cc. 8,

1997, cc. 9,

19, 22, 27, 29,

16, 19, 31, 34;

16, 17, 18, 23,

30, 34, 35, 37;

30, 39; 1998,

cc. 7, 9, 15,

1999, cc. 5,

37, 40, 45, 46;

1989, c. 2;

52 (1st Supp.), cc. 1, 24, 27, 35

34 (3rd

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46; L.R. ch. 2, 11, 27 31, 47, 51, 52 (1er suppl.), ch. 1, 24, 27, 35 (2^e suppl.), ch. 10, 19, 30, 34 (3e suppl.), ch. 1, 23, 29, 30, 31, 32, 40, 42, 50 (4e suppl.); 1989, ch. 2; 1990, ch. 15, 16, 17, 44; 1991, ch. 1, 4, 28, 40, 43; 1992, ch. 1, 11, 20, 21, 22, 27, 38, 41, 47, 51; 1993, ch. 7, 25, 28, 34, 37, 40, 45, 46; 1994, ch. 12, 13, 38, 44; 1995, ch. 5, 19, 22, 27, 29, 32, 39, 42; 1996, ch. 8, 16, 19, 31, 34; 1997, ch. 9, 16, 17, 18, 23, 30, 39; 1998, ch. 7, 9, 15, 30, 34, 35, 37; 1999,

1994, c. 44, s. 12

1. Subsection 252(1) of the Criminal Code is replaced by the following:

Failure to stop at scene of accident

252. (1) Every person commits an offence who has the care, charge or control of a accident with

- (a) another person,
- (b) a vehicle, vessel or aircraft, or
- (c) in the case of a vehicle, cattle in the charge of another person,

and with intent to escape civil or criminal liability fails to stop the vehicle, vessel or, if possible, the aircraft, give his or her name and address and, where any person has been injured or appears to require assistance, offer as- 15 sistance.

1. Le paragraphe 252(1) du Code criminel est remplacé par ce qui suit :

Défaut d'arrêter lors

d'un accident

- 252. (1) Commet une infraction quiconque, avant la garde, la charge ou le contrôle d'un vehicle, vessel or aircraft that is involved in an 5 véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef, omet 5 dans l'intention d'échapper à toute responsabilité civile ou criminelle d'arrêter son véhicule, son bateau ou, si c'est possible, son aéronef, de donner ses nom et adresse, et lorsqu'une personne a été blessée ou semble 10 10 avoir besoin d'aide, d'offrir de l'aide, dans le cas où ce véhicule, bateau, ou aéronef est impliqué dans un accident :
 - a) soit avec une autre personne;
 - b) soit avec un véhicule, un bateau ou un 15 aéronef:
 - c) soit avec du bétail sous la responsabilité d'une autre personne, dans le cas d'un véhicule impliqué dans un accident.

1994, ch. 44, art 12

Punishment

(1.1) Every person who commits an offence under subsection (1) in a case not referred to in subsection (1.2) or (1.3) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment of an offence punishable on summary convic-

Offence involving bodily harm

(1.2) Every person who commits an offence under subsection (1) knowing that bodily involved in the accident is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Offence myolyme bodily harm or death

- (1.3) Every person who commits an offence offence and liable to imprisonment for life if
 - (a) the person knows that another person involved in the accident is dead; or
 - (b) the person knows that bodily harm has been caused to another person involved in 20 the accident and is reckless as to whether the death of the other person results from that bodily harm, and the death of that other person so results.

R.S., e. 27 rTst Supp 1, 8 36

2. The portion of subsection 254(3) of the 25 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Samples of breath or blood where reasonable belief of of offence

(3) Where a peace officer believes on reasonable and probable grounds that a person is committing, or at any time within the 30 train de commettre, ou a commis au cours des preceding three hours has committed, as a result of the consumption of alcohol, an offence under section 253, the peace officer may, by demand made to that person forthwith or as soon as practicable, require that person 35 que possible les échantillons suivants : to provide then or as soon thereafter as is practicable

R.S., c. 27 (1st.

- 3. (1) Subparagraph 255(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:
 - (i) for a first offence, to a fine of not less 40 than six hundred dollars.
- 4. The Act is amended by adding the following after section 255:

255.1 Without limiting the generality of section 718.2, where a court imposes a 45 générale de l'article 718.2, lorsqu'un tribunal sentence for an offence committed under this Act by means of a motor vehicle, vessel or

(1.1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure somfor a term not exceeding five years or is guilty 5 maire quiconque commet l'infraction prévue 5 au paragraphe (1) dans tout cas non visé aux paragraphes (1.2) ou (1.3).

(1.2) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de harm has been caused to another person 10 dix ans quiconque commet l'infraction prévue 10 corporelles au paragraphe (1) sachant que des lésions corporelles ont été causées à une personne impliquée dans l'accident.

(1.3) Est coupable d'un acte criminel et under subsection (1) is guilty of an indictable 15 passible de l'emprisonnement à perpétuité la 15 personne qui commet l'infraction prévue au paragraphe (1) si, selon le cas:

entrainant des corporelles

- a) elle sait qu'une autre personne impliquée dans l'accident est morte;
- b) elle sait que des lésions corporelles ont 20 été causées à cette personne et ne se soucie pas que la mort résulte de celles-ci et cette dernière en meurt.
- 2. Le passage du paragraphe 254(3) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 25 par ce qui suit :

I. R. ch 2" (1st supplar art 36

(3) L'agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne est en trois heures précédentes, par suite d'absorp-30 tion d'alcool, une infraction à l'article 253 peut lui ordonner immédiatement ou dès que possible de lui fournir immédiatement ou dès

de sang lorsqu'il y a motif raisonnable de croire qu'une infraction a ete commise

3. (1) Le sous-alinéa 255(1)a)(i) de la 35 4 R sch 21 même loi est remplacé par ce qui suit :

(1. suppl.), art. 36

- (i) pour la première infraction, une amende minimale de six cents dollars.
- 4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 255, de ce qui suit :
- 255.1 Sans que soit limitée la portée détermine la peine à infliger à l'égard d'une infraction prévue par la présente loi commise

peine

Aggravating purposes

aircraft or of railway equipment, evidence that the concentration of alcohol in the blood of the offender at the time when the offence was committed exceeded one hundred and sixty litres of blood shall be deemed to be aggravating circumstances relating to the offence that the court shall consider under paragraph 718.2(a).

au moyen d'un véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, tout élément de preuve selon lequel la concentration d'alcool dans le sang du contremilligrams of alcohol in one hundred milli- 5 venant au moment où l'infraction a été 5 commise était supérieure à cent soixante milligrammes d'alcool par cent millilitres de sang est réputé être une circonstance aggravante liée à la perpétration de l'infraction dont le tribunal doit tenir compte en vertu de 10 l'alinéa 718.2a).

R.S., c. 32 (4th Supp.), s. 62(1); 1995, c. 22. s. 10 (Sch. I, item 12); 1997, c. 18, s. 11(1)

Mandatory order of prohibition

5. (1) Subsection 259(1) of the Act is 10 replaced by the following:

259. (1) When an offender is convicted of an offence committed under section 253 or 254 or discharged under section 730 of an offence committed under section 253 and, at 15 l'article 730 d'une infraction prévue à l'article the time the offence was committed or, in the case of an offence committed under section 254, within the three hours preceding that time, was operating or had the care or control of a motor vehicle, vessel or aircraft or of 20 véhicule à moteur, d'un bateau, d'un aéronef railway equipment or was assisting in the operation of an aircraft or of railway equipment, the court that sentences the offender shall, in addition to any other punishment that may be imposed for that offence, make an 25 order prohibiting the offender from operating a motor vehicle on any street, road, highway or other public place, or from operating a vessel or an aircraft or railway equipment, as the case may be,

- (a) for a first offence, during a period of not more than three years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than one year;
- (b) for a second offence, during a period of 35 not more than five years plus any period to which the offender is sentenced to imprisonment, and not less than two years; and
- (c) for each subsequent offence, during a period of not less than three years plus any 40 period to which the offender is sentenced to imprisonment.

5. (1) Le paragraphe 259(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 32 (4e suppl.), par. 62(1); 1995, ch. 22 art. 10, ann. I, art. 12; 1997, ch. 18, par.

Ordonnance d'interdiction obligatoire

- 259. (1) Lorsqu'un contrevenant est déclaré coupable d'une infraction prévue à l'article 15 253 ou 254 ou absous sous le régime de 253 et qu'au moment de l'infraction, ou dans les trois heures qui la précèdent dans le cas d'une infraction prévue à l'article 254, il 20 conduisait ou avait la garde ou le contrôle d'un ou de matériel ferroviaire, ou aidait à la conduite d'un aéronef ou de matériel ferroviaire, le tribunal qui lui inflige une peine doit, 25 en plus de toute autre peine applicable à cette infraction, rendre une ordonnance lui interdisant de conduire un véhicule à moteur dans une rue, sur un chemin, une grande route ou dans un autre endroit public, un bateau, un 30 aéronef ou du matériel ferroviaire :
 - a) pour une première infraction, durant une période minimale d'un an et maximale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné; 35
 - b) pour une deuxième infraction, durant une période minimale de deux ans et maximale de cinq ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné;
 - c) pour chaque infraction subséquente, 40 durant une période minimale de trois ans, en plus de la période d'emprisonnement à laquelle il est condamné.

Exception Alcohol Interlock Program

(1.1) Notwithstanding paragraph (1)(a), where the lieutenant governor in council of the province in which the prohibition order under paragraph (1)(a) is to be made has established ignition interlock device by an offender convicted of an offence for which the order is to be made, the minimum period of not less than one year is reduced to a period of not less in the program during the remainder of the one vear period.

R.S., c. 27 (1st Supp.), s. 36

Application of

- (2) Paragraph 259(4)(a) of the Act is replaced by the following:
 - (a) is guilty of an indictable offence and 15 liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or
- 6. Subsection 732.1(3) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (g) and by adding the 20 g), de ce qui suit : following after paragraph (g):
 - (g.1) where the lieutenant governor in council of the province in which the probation order is made has established a program for curative treatment in relation 25 to the consumption of alcohol or drugs, attend at a treatment facility, designated by the lieutenant governor in council of the province, for assessment and curative treatment in relation to the consumption by the 30 offender of alcohol or drugs that is recommended pursuant to the program;
 - (g.2) where the lieutenant governor in council of the province in which the probation order is made has established a 35 program governing the use of an alcohol ignition interlock device by an offender and if the offender agrees to participate in the program, comply with the program; and

TRANSITIONAL

7. Where any penalty or punishment 40 provided by the Criminal Code is varied by this Act, the lesser penalty or punishment applies in respect of any offence that was committed before the coming into force of this section. 45

(1.1) Malgré l'alinéa (1)a), dans le cas où le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où doit être rendue l'ordonnance d'interdiction visée à cet alinéa a institué un a program governing the use of an alcohol 5 Programme d'utilisation d'antidémarreurs 5 éthylomètre avec éthylomètre qui est offert au contrevenant déclaré coupable de l'infraction faisant l'objet de l'ordonnance, la période minimale d'un an est ramenée à une période minimale than three months, if the offender participates 10 de trois mois, si le contrevenant participe au 10 programme durant le reste de la période d'un

Exception pour le démarrage

(2) L'alinéa 259(4)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 27 (1er suppl.),

- a) soit d'un acte criminel et passible d'un 15 emprisonnement maximal de cinq ans;
- 6. Le paragraphe 732.1(3) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa
 - g.1) si le lieutenant-gouverneur en conseil 20 de la province où doit être rendue l'ordonnance de probation a institué un programme de traitement curatif pour abus d'alcool ou de drogue, de subir, à l'établissement de traitement désigné par celui-ci, l'évaluation 25 et la cure de désintoxication pour abus d'alcool ou de drogue qui sont recommandées dans le cadre de ce programme;
 - g.2) si le lieutenant-gouverneur en conseil de la province où est rendue l'ordonnance 30 de probation a institué un programme visant l'utilisation par le délinquant d'un antidémarreur avec éthylomètre et s'il accepte de participer au programme, de se conformer aux modalités du programme;

DISPOSITION TRANSITOIRE

7. Les peines plus sévères que prévoient les modifications apportées au Code criminel par la présente loi ne s'appliquent qu'aux infractions commises après l'entrée en vigueur du présent article.

des peines

COMING INTO FORCE

Coming into force

8. This Act or any of its provisions or any provision of the *Criminal Code* as enacted or amended by this Act comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

ENTRÉE EN VIGUEUR

8. La présente loi ou telle de ses dispositions, ou des dispositions du *Code criminel* édictées ou modifiées par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par 5 décret. Entrée en vigueur

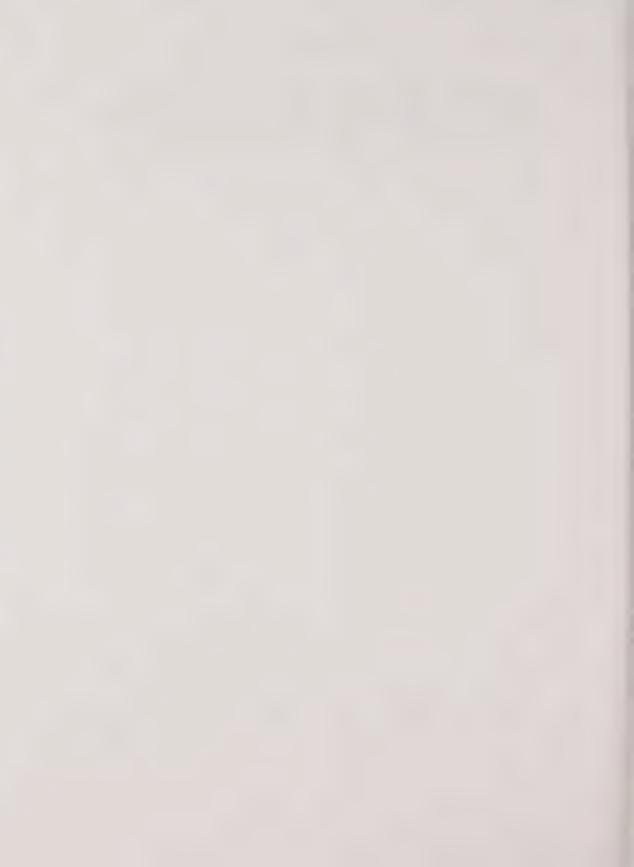
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition, Ottawa, Canada K1A 0S9







MAIL POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

03159442 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Canadian Government Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Les Éditions du gouvernement du Canada 45 Boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9







